



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

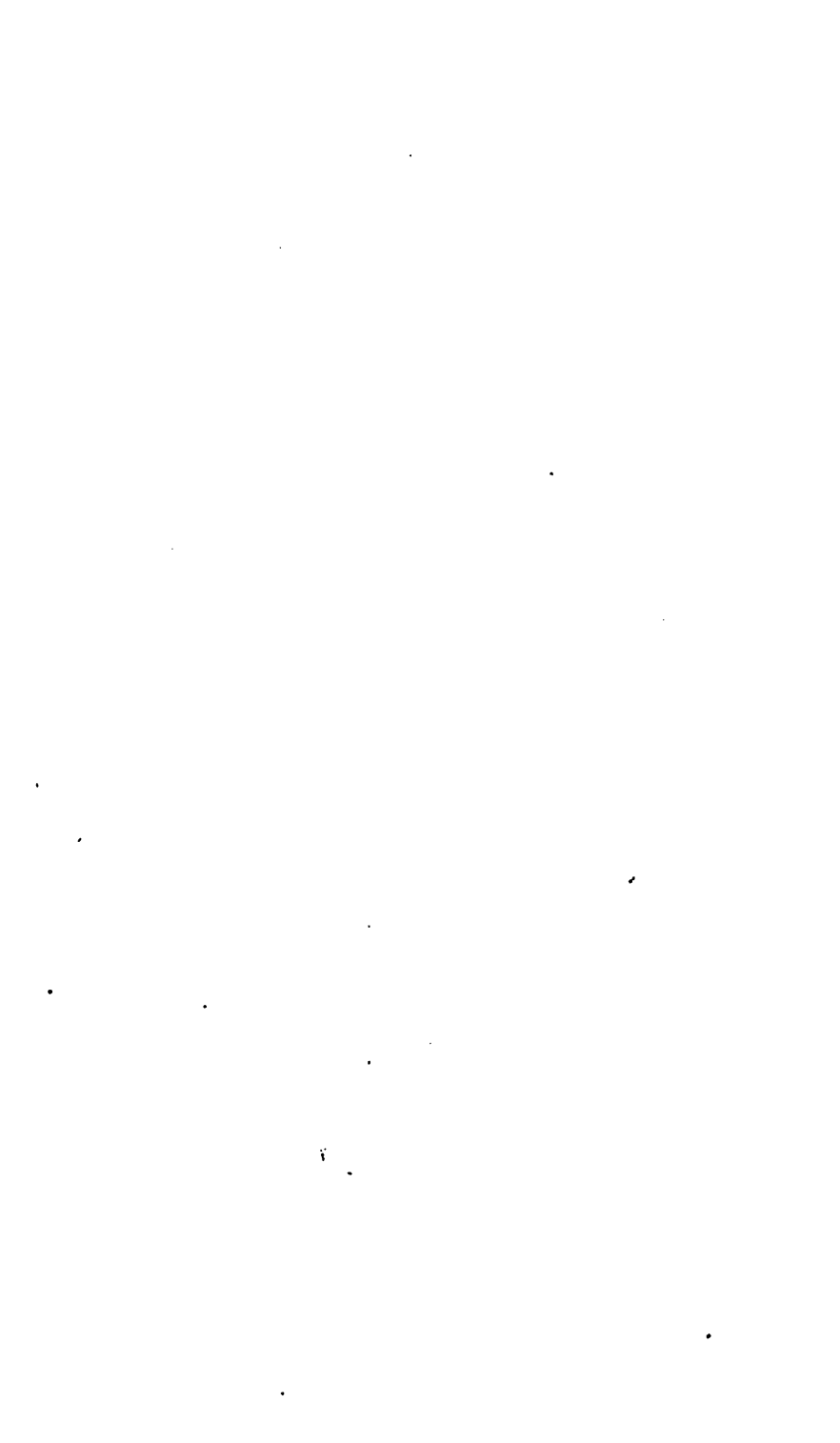


NKL
Society



ANNUAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES AUTEURS
ET
COMPOSITEURS DRAMATIQUES.

Janv. 1



ANNUAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES AUTEURS
ET
COMPOSITEURS DRAMATIQUES

TOME PREMIER
EXERCICES 1866 - 1869

PRÉSIDENTS DE LA COMMISSION

1866-1867 : M. LOCKROY
1867-1869 : M. HENRI DE SAINT-GEORGES

PARIS
COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES
30, RUE SAINT-MARC, 30
1869



Dans sa séance du 18 janvier 1867, la Commission, sous la présidence de M. Lockroy, a décidé qu'il serait publié un **Annuaire de la Société**. Le but de cet **Annuaire** est de réunir en un faisceau et de mettre sous les yeux de chaque sociétaire tous les documents qu'il lui importe de connaître et qui sont de nature à l'éclairer sur ses droits et ses intérêts. Par l'approbation unanime qu'elle a donnée à l'idée de cette publication, l'Assemblée générale a prouvé qu'elle en comprenait l'importance, disons mieux, la nécessité.

Ce premier recueil comprend :

Les statuts de la Société ;

Les documents officiels relatifs à la propriété littéraire en matière dramatique, depuis la loi fondamentale du 13 janvier 1791 jusqu'à la circulaire ministérielle du 30 mars 1867 ;

La liste des pays avec lesquels la France a passé des conventions internationales pour la propriété littéraire ;

Les statuts de l'agence de librairie dramatique ;

La nomenclature des traités passés avec les directeurs des théâtres de Paris ;

Un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale, avec de nombreuses notes renvoyant aux détails sur lesquels s'appuient les commentaires des rapporteurs ;

Les comptes de la caisse sociale ;

Les tableaux comparatifs des droits d'auteurs pendant les deux derniers exercices ;

Des renseignements historiques sur la bibliothèque de la Société ;

Des programmes relatifs à des concours musicaux ;

Des nécrologies ;

La liste des pièces jouées à Paris pendant la période qui correspond à celle comprise dans les tableaux donnant les détails mensuels de la perception des droits d'auteurs.

Enfin la liste des sociétaires.

Pour plus de facilités, on a placé, à la fin du volume, une table provisoire assez détaillée, pour qu'il soit impossible de n'y pas trouver instantanément le renseignement cherché.

L'Annuaire de cette année ne renferme, sauf quelques prolégomènes indispensables, que ce qui ressortit à l'exercice 1866-1867. Il aurait pris trop d'extension s'il avait fallu ajouter à tous les documents qu'il contient la jurisprudence antérieure, ainsi que bon nombre de sentences arbitrales rendues par la Commission depuis l'origine de la Société. Ces matières trouveront place dans les annuaires qui suivront, de même que tous les faits qu'on a intérêt à connaître, quelle que soit l'époque où ils se sont passés.

En effet l'Annuaire de 1867 n'est que la première livraison d'une publication dont le premier tome sera terminé plus tard. La pagination des autres fascicules continuera, jusqu'à ce qu'il y ait assez de pages pour former un volume ordinaire. On vient de dire que la table était provisoire, parce qu'elle sera remplacée alors, ainsi, que les suivantes, par une table générale à l'aide de laquelle on pourra se reporter à tous les articles antérieurs. Le temps efface le souvenir, et le souvenir ainsi troublé amène la confusion qui déplace les questions. Après dix années écoulées depuis la production d'un fait, on a besoin d'en revoir la relation si on veut le bien connaître.

L'Annuaire est donc destiné à rendre les plus grands services aux sociétaires : en leur rappelant leurs droits, il leur rappellera aussi leurs devoirs, et ne contribuera pas peu à leur éviter des conflits, peut-être des procès, que fait seule surgir, le plus souvent, l'ignorance des règles tracées par les précédents.



ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ DES

AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Composition de la Commission pendant l'Exercice 1866-1867.

<i>Présidents</i>	<i>Secrétaires</i>	<i>Archiviste</i>	
EDS OZLAN, <i>décédé.</i> L'ÉCART.	ÉMILE DE NAJAC. ÉDOUARD PLOUVIER, <i>démissionnaire.</i>	VICTORIEN SARDOU.	F. A. GEVAERT, <i>demis-</i> <i>sionnaire.</i>
<i>Vice-Présidents</i>	<i>Treorier</i>	<i>Membres</i>	CHARLES GOUNOD. LAMBERT THIBOUST. CHARLES VARIN.
FERNAND LANGLÉ. ALFRED ROYER.	PAUL KIRAUDIN.	JULES ADENIS. ERNEST BOULANGER. ALEXANDRE DUMAS fils.	— PAUL FÉVAL, <i>suppl.</i> MICHEL MASSON, <i>sup.</i>

ACTE DE SOCIÉTÉ

DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Passé devant M^e THOMAS et son collègue, notaires à Paris, en date, au commencement,
du 18 novembre 1837.

ART. 1^{er}. — La Société existante entre les Auteurs et Compositeurs dramatiques, depuis le 7 mars 1829, continuera à subsister, mais avec les dispositions ci-après :

2. — Cette Société existera entre tous les signataires des présentes et ceux qui adhéreraient dans les formes indiquées en l'article 28, et comme Société civile, conformément au chapitre III du livre III du titre IX du Code civil (1), sous le nom de Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

(1) CODE CIVIL. — LIVRE III. — TITRE IX. — *Du Contrat de société.*

Chapitre III. — Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.

Section première. — Des engagements des associés entre eux.

1843. — La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

1844. — S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869; ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

1845. — Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a

3. — Le Siège de la Société est établi à Paris, chez MM. MICHEL et GUYOT (1), Agents de la Société, au domicile de l'un desquels tous actes seront valablement signifiés.

4. — La durée de la Société est fixée à vingt-cinq années à partir du 7 mars 1829, et pourra être prorogée ainsi qu'il sera dit ci-après.

promis d'y apporter. — Lorsque cet apport consiste en un corps certain et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

1846. — L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée. — Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier; — Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1847. — Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

1848. — Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

1849. — Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part.

1850. — Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

1851. Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire. — Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société. — Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

1852. — Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations

(1) MM. L. PERAGALLO, successeur de MM. Jules Michel et Jules Dulong, 30, rue Saint-Marc.

A. ROGER, successeur de Guyot père et fils, 30, rue Saint-Marc.

OBJET DE LA SOCIÉTÉ.

5. — L'objet de la Société est : 1° la défense mutuelle des droits des Associés vis-à-vis des Administrations théâtrales ou de tous autres en rapport d'intérêt avec les Auteurs ;

2° La perception à moindres frais des droits des Auteurs vis-

qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

1853. — Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société. — A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

1854. — Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité. — Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

1855. — La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle. — Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

1856. — L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude. — Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure ; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

1857. — Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

1858. — S'il a été stipulé quel'un des administrateurs ne pourrarien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

1859. — A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes : — 1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement ; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue. — 2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur dro

à-vis des Administrations théâtrales à Paris et dans les départements, et la mise en commun d'une partie de ces droits, ainsi qu'il sera expliqué plus bas;

3° La création d'un fonds de secours au profit des Associés, de leurs veuves, héritiers ou parents;

4° La création d'un fonds commun de bénéfices partageables.

FONDS SOCIAL.

6. — Le fonds social se compose :

1° De la somme de trente-neuf francs trois centimes en caisse au 18 novembre 1837;

2° D'une inscription de rente 5 % en deux parties, numéros 52,069 et 61,890, montant à deux mille sept cent cinquante-sept francs, présentement inscrite au Grand-Livre de la dette publique, sous le nom de M. Michel, Agent des Auteurs dramatiques, et qui sera transférée au nom de la Société;

3° De tous les droits, de quelque nature qu'ils puissent être, dont la caisse actuelle est investie, soit en vertu des traités avec

— 3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

— 4° L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

1860. — L'associé qui n'est point administrateur ne peut aliéner ni engager les choses, même mobilières, qui dépendent de la société.

1861. — Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société : il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

Section II. — Des engagements des associés à l'égard des tiers.

1852. — Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

1863. — Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

1864. — La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

les Directeurs de théâtres, soit en vertu des délibérations précédentes, soit de toute autre manière ;

4° Du 1/2 % que chaque Auteur et Compositeur consent à laisser prélever sur les produits bruts des représentations de ses œuvres, tant à Paris que dans les départements, et à verser à la Caisse à titre de mise sociale ;

5° Du produit des représentations consenties par les divers théâtres de Paris, au bénéfice de la Caisse sociale ;

6° De bénéfices de toute nature que la Société pourra faire ;

7° Des revenus non dépensés des sommes placées, quand le partage n'en sera pas arrêté.

DÉPENSES SOCIALES.

7. — Les charges de la Société se composent :

1° Des frais généraux de recouvrement ;

2° Des frais judiciaires et autres nécessités pour la rédaction et le maintien des traités, la défense des droits de la Caisse et ceux des Associés contre les théâtres et tous autres ayant des intérêts avec les Auteurs et Compositeurs ;

3° Des frais imprévus, après approbation de la Commission.

Toutes les dépenses acquittées, l'excédant des recettes sera converti en rentes sur l'État ou en autres valeurs solides, au profit de la Société.

BÉNÉFICES A PARTAGER.

8. — Les bénéfices à partager se composent des revenus non dépensés des fonds placés au profit de la Société.

Ces bénéfices seront partagés au marc le franc et au prorata des versements faits par les copartageants, en raison de 1/2 % prélevés sur les droits d'Auteurs, aux termes de l'article 10 ci-après.

Ce partage ne pourra avoir lieu que sur la proposition qui sera faite à l'Assemblée générale par la Commission lorsqu'elle le jugera convenable, et autant que l'adoption en sera votée par les deux tiers des Sociétaires, ou consentie par eux par adhésion postérieure.

PARTICIPATION DE CHAQUE SOCIÉTAIRE AUX CHARGES SOCIALES.

9. — La Société ne devant, sous aucun prétexte, voter aucune dépense au delà de son capital, ni faire aucun emprunt, billet ni effet de commerce quelconque, les charges à supporter, par chacun des Associés pourront égaler, mais jamais dépasser le montant de la retenue pour frais de perception et de celle de $1/2$ % pour la Caisse de secours et de fonds commun.

PERCEPTION DU DROIT DES AUTEURS COMPOSITEURS ET SOCIÉTAIRES, ET RETENUES.

10. — Tous les droits dus aux Auteurs et Compositeurs sociétaires par les théâtres, pour la représentation de leurs œuvres, tant à Paris que dans les départements, seront, sous la surveillance de la Commission, perçus par les Agents, seuls responsables; il sera prélevé sur les produits du droit d'Auteur :

1° Une somme de $1/2$ % pour les charges sociales, la Caisse de secours et de prévoyance et le fonds commun de bénéfices partageables;

2° Les frais de perception, dans la proportion et suivant la quantité existante.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

11. — La Société continuera d'être administrée par un Conseil d'Administration, qui conserve le titre de Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

La Commission est autorisée à s'adjoindre deux Agents en qualité de mandataires, et à choisir le Conseil judiciaire de la Société.

Les Membres de la Commission actuellement en exercice continueront leurs fonctions pendant tout le temps fixé à leur durée par la délibération du 7 mars 1829.

12. — Comme par le passé, la Commission sera nommée par l'Assemblée générale des Sociétaires, et composée de quinze Membres élus pour trois ans, dont un tiers sera renouvelé tous les ans.

Tout Membre sortant après trois années d'exercice ne pourra être réélu qu'après un an d'intervalle.

La Commission pourra être dissoute par l'Assemblée générale des Sociétaires, qui devra immédiatement procéder à la composition de la Commission.

Les Membres de la Commission dissoute pourront être réélus.

Si tous les Membres de la Commission veulent donner leur démission, ils ne pourront le faire que dans l'Assemblée générale, qui procédera immédiatement à la composition de la Commission ; dans ce cas, les Membres démissionnaires pourront être réélus, et leur sortie par tiers sera, comme par le passé, réglée par le sort en Assemblée générale.

En cas de démission partielle donnée en Assemblée générale, le remplaçant sera nommé par l'Assemblée générale pour compléter la durée des fonctions du démissionnaire.

Si par décès ou démission partielle survenus dans l'intervalle des Assemblées générales, le nombre des Membres de la Commission n'est pas réduit au-dessous de dix, la Commission pourra continuer valablement ses travaux sans procéder au remplacement, ou bien remplacer les Membres démissionnaires ou décédés par ceux des Sociétaires qui auront réuni le plus de voix dans la dernière élection.

Seront considérés comme démissionnaires les Membres qui n'auront pas assisté aux réunions de la Commission pendant plus de trois mois, sans excuses jugées valables par la Commission ; dans le cas où, par décès ou démission, la Commission serait réduite à moins de dix Membres, les Membres restants convoqueront immédiatement une Assemblée générale pour pourvoir aux remplacements.

13. — Ne pourront faire partie de la Commission ceux des Associés qui seraient Directeurs ou Régisseurs dans un théâtre de Paris ; seront censés démissionnaires ceux des Membres de la Commission qui, dans le cours de leurs fonctions, viendraient à se trouver dans un des cas d'exclusion ci-dessus.

14. — Les délibérations de la Commission seront prises à la majorité des Membres présents. La Commission ne pourra délibérer valablement qu'au nombre de sept Membres au moins. En cas de partage, la délibération sera renvoyée à la séance suivante ;

en cas de nouveau partage à cette dernière séance, la voix du Président sera prépondérante.

Le règlement actuellement existant sur le mode de délibération et sur les amendes est déclaré obligatoire pour tous les Membres de la Commission ; il pourra être modifié par elle dans l'intérêt de ses travaux.

ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION.

15. — La Commission administrera les affaires de la Société et la représentera dans toutes les conventions, actes, procès, contestations et circonstances qui l'intéresseront.

Elle traitera, contractera, plaidera, transigera et compromettra au nom de la Société, et fera tous les actes d'administration ; elle fera avec toutes les entreprises théâtrales les traités qui fixeront les droits des Auteurs sociétaires ; elle en assurera l'exécution soit de la part des Auteurs, soit de la part des Administrations théâtrales ; elle autorisera et suivra tous les procès que chacun des Sociétaires pourrait avoir à raison de la représentation de ses ouvrages et des droits en résultant. Ces procès seront introduits et soutenus à la requête des Membres de la Commission, ou bien, au choix de la Commission, à la requête de l'Auteur lui-même, ainsi qu'il sera dit article 16, poursuites et diligences des Agents et aux frais de la Société ; la Commission surveillera la perception des droits d'Auteur, qui sera faite par les Agents ; elle disposera de tous les fonds sociaux et en réglera le placement, le déplacement et l'emploi ; elle autorisera les dépenses et accordera les secours réclamés par les Auteurs indigents ou par leurs veuves et héritiers ou parents ; elle consentira tous transferts de rentes, les signera et en recevra le prix.

16. — Chacun des Associés donne, par le fait de son adhésion aux présentes, aux Membres de la Commission, un mandat social à l'effet d'introduire en son nom et à sa requête, mais aux frais de la Société : 1° tout procès qu'il pourrait personnellement avoir vis-à-vis des théâtres, à raison de ses ouvrages et des droits en résultant ;

2° Tout procès intéressant la généralité des Sociétaires, et qu'il

serait utile d'intenter à la requête de tous ou de plusieurs.

La Commission aura droit de substituer dans le présent mandat tous agents, avoués, agréés et défenseurs en première instance, appel ou cassation.

Aucun procès ne sera intenté aux frais de la Société qu'après les délibérations de la Commission.

Dans le cas où la Commission ne croirait pas devoir intenter de procès aux frais de la Société, le Sociétaire demeurera libre de le faire à ses frais, risques et périls.

17. — Comme par le passé, la Commission est investie des pouvoirs les plus étendus à l'effet de prendre, pour le maintien des traités et la conservation des droits des Sociétaires et de leurs intérêts, toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires vis-à-vis des entreprises théâtrales.

Ces mesures, une fois prises par la Commission, deviendront obligatoires pour tous les Sociétaires autant que les dispositions du présent acte.

18. — 1° Il est interdit aux Sociétaires de faire représenter aucun ouvrage ancien ou nouveau sur un théâtre qui n'aurait pas de traité général avec la Société des Auteurs.

Sont momentanément exceptés les théâtres où les droits d'Auteur sont réglés par des usages provisoirement reconnus.

Il est, en outre, interdit à tous Membres de la Société de faire avec les administrations théâtrales des traités particuliers à des conditions pécuniaires au-dessous de celles établies aux traités généraux ou par les usages provisoirement reconnus et dérogeant aux autres conditions des traités généraux.

Les traités particuliers qui seraient faits à des conditions pécuniaires supérieures seront suspendus ou annulés lorsque les traités généraux seront suspendus ou annulés.

Il devra être fait à cet égard une stipulation expresse dans chaque traité particulier, et même dans les actes de ventes faites par des Sociétaires de tout ou partie de leur répertoire.

Dans tous les cas, le 1/2 % revenant à la Caisse de secours continuera d'être perçu intégralement à chaque représentation.

Toutes ventes et tous traités particuliers sont interdits aux

Sociétaires quand il n'y a pas encore de traité général ou d'usages reconnus.

DES AGENTS GÉNÉRAUX.

19. — La Commission des Auteurs est autorisée à choisir deux mandataires qui, sous le nom d'Agents généraux, seront chargés : 1° de faire exécuter toutes les décisions prises par la Commission ; 2° de tenir les écritures et la comptabilité de la Société, et de faire la correspondance relative à la perception ; 3° de tenir, sous leur responsabilité, la Caisse de la Société, et de payer sur les mandats signés par le Trésorier, en vertu d'une délégation de la Commission ; 4° de percevoir à leurs frais et risques, et en qualité de mandataires ordinaires, comme par le passé, les droits d'Auteur sur les ouvrages représentés à Paris et dans les départements, et tous les revenus sociaux, et de désigner, sous leur responsabilité, les Agents correspondants en province.

20. — MM. MICHEL et GUYOT (1) sont maintenus en qualité d'Agents.

En cas de décès, de remplacement ou de retraite de l'un ou des Agents pour toute autre cause que celle d'infidélité, les Agents ou leurs ayants droit pourront présenter leur successeur à l'agrément de la Commission.

Si, dans le délai de trois mois, l'Agent ou les ayants droit ne faisaient pas agréer un successeur par la Commission, il serait pourvu d'office au remplacement par la Commission, mais à titre onéreux, et le prix en sera acquis à l'Agent ou à ses ayants droit. Dans le cas d'infidélité prouvée, l'Agent perdra le droit de présenter un successeur ; la Commission disposera de son agence, et le prix en sera acquis à la Caisse de secours de la Société.

Chacun des Agents fournira un cautionnement de quinze mille francs, dont la nature sera déterminée par la Commission.

Les Agents ne pourront percevoir les droits, soit à Paris, soit dans les départements, que pour les Membres seuls de la Société.

(1) M. L. PERAGALLO a remplacé M. Jules Dulong, qui avait succédé à M. Jules Michel.

M. A. ROGER a remplacé M. Amédée Guyot, qui avait succédé à son père

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

21. — Tous les ans les Sociétaires seront recus en Assemblée générale, au jour indiqué par la Commission et à sa requête.

Dans le cours de l'année, des Assemblées générales extraordinaires pourront avoir lieu en vertu des délibérations de la Commission et à sa requête.

Dans le cours de l'année, des Assemblées générales, mais pour un objet spécial, pourront être convoquées sur la demande faite à la Commission par dix Sociétaires au moins.

Les Assemblées générales sont présidées par le Président ou Vice-Président de la Commission; les Membres de la Commission composent le bureau de l'Assemblée générale.

Les délibérations sont inscrites et signées sur un registre par le Président et le Bureau; à défaut desdits Président et Vice-Président, un des Membres de la Commission présidera l'Assemblée.

L'Assemblée générale décide toutes les questions qui lui seront soumises par la Commission; elle vote des fonds extraordinaires, s'il y a lieu; elle décide le partage des bénéfices aux termes de l'article 8; elle apure et approuve les comptes annuels; elle nomme les Membres de la Commission; elle vote par assis et levé, à la majorité des Membres présents, sauf les cas prévus aux articles 8, 23, 24; le vote a lieu au scrutin secret, s'il est réclamé par dix Membres de l'Assemblée; les nominations des Membres de la Commission auront lieu au scrutin de liste, à la majorité absolue pour le premier tour de scrutin, et à la majorité relative pour tous les autres.

22. — La Société ne sera pas dissoute par la mort naturelle ou civile, ou l'interdiction, la mise sous conseil judiciaire, la faillite ou la déconfiture, l'exclusion ou la retraite consentie ou prononcée de l'un ou de plusieurs des Associés; elle continuera avec les autres Associés.

Les produits des retenues que le Sociétaire qui cessera de faire partie de la Société aura versées en exécution de l'article 10, ainsi que sa part dans l'actif social, seront acquis à la Société.

23. — Si, à l'expiration du temps prescrit par l'article 4 pour

la durée de la Société, sa mise en liquidation n'est pas, dans le mois, réclamée par les deux tiers des Associés, la Société sera prorogée de plein droit, pour une nouvelle période de vingt-cinq ans.

Dans ce cas, la Société continuera sur les mêmes bases.

24. — Dans un an de ce jour, il pourra être procédé à la révision du présent acte.

Toutes les modifications seront proposées en Assemblée générale; elles devront être votées ou consenties par adhésions postérieures par les deux tiers des Sociétaires.

25. — A l'expiration de la Société, la liquidation sera opérée par la Commission alors en fonctions, assistée des Agents, suivant le mode qui sera réglé par l'Assemblée générale.

26. — Chaque infraction au présent acte rendra le contrevenant passible d'une indemnité de 500 à 6,000 fr. au profit de la Caisse sociale.

Cette indemnité sera réglée par arbitres, dans les termes de l'article 27.

En cas d'infraction à l'article 18, l'indemnité ne pourra être moindre de 6,000 fr.

Le recouvrement des indemnités sera fait à la diligence des Agents, par toutes les voies de droit, notamment par la retenue des droits d'Auteur, nonobstant tous transports ou oppositions postérieurs aux présentes, qui vaudront comme transport anticipé. Tous pouvoirs sont donnés par les signataires à MM. les Agents pour opérer cette retenue et en verser le montant à la caisse sociale.

Le contrevenant pourra être exclu de la Société par une délibération de l'Assemblée générale; dans ce cas, les dispositions de l'article 22 seront en outre encourues de plein droit.

27. — Toutes les contestations relatives aux infractions au présent acte, ou toutes autres qui pourront s'élever durant le cours de la Société et pendant sa liquidation, à l'occasion d'icelle, soit entre les Sociétaires, soit entre les Agents et la Société, seront jugées par trois arbitres amiables compositeurs, sans appel, et choisis par les parties; si les parties ne s'accordent pas sur le

choix des arbitres, ils seront nommés d'office par le président du Tribunal civil, sur simple requête.

28. — A l'avenir, tout Auteur qui voudra faire partie de la Société, en présentera la demande par écrit à la Commission, qui prononcera sur cette demande d'après les conditions qui seront fixées par l'Assemblée générale.

Les nouveaux Sociétaires ne seront admis à voter dans les Assemblées générales qu'en satisfaisant aux conditions qui seront également réglées par une délibération de l'Assemblée générale.

En cas d'admission, le nouveau Sociétaire signera son adhésion au présent acte sur un registre à ce destiné.

29. — Les Conseils de la Société sont (1) : M. de Vatimesnil avocat à la Cour impériale de Paris ; M. Mitouflet, avoué près le Tribunal de première instance de la Seine ; M. Collot, avoué près la Cour royale de Paris ; et M. Amédée Lefebvre, agréé au Tribunal de commerce de Paris.

M. Thomas, notaire à Paris, est notaire de la Société.

(Suivent les signatures.)

LEGISLATION DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

EN MATIÈRE DRAMATIQUE

Les règles relatives au droit proportionnel des auteurs dramatiques datent de 1653, à la suite d'un marché passé entre les Comédiens français et Philippe Quinault,

¹ Le conseil est aujourd'hui composé ainsi qu'il suit :

MM. RICHARD,
ÉTIENNE BLANC,
CHACDET,
CLERY,
ADRIEN HICARD,
NICOLET,
NOGENT-SAINT-LAURENS.

avocats à la Cour impé-
riale de Paris.

MM.
HÉROLD, } avocats au Conseil d'Etat
JOZON, } et à la Cour de cassation.
CONSTANTIN, avoué à la Cour im-
périale.
LESAGE, avoué de première in-
stance,
MEIGNEN, agréé au Tribunal de
commerce.
THOMAS, notaire à Paris.

pour sa première comédie, *les Rivaux*. Au début, ces règles n'étaient pas officielles; elles ne furent consacrées qu'en 1685; encore n'étaient-elles pas obligatoires, car plusieurs auteurs, Corneille, Molière et Racine, traitaient de gré à gré avec les comédiens en cédant leurs pièces pour une somme une fois donnée. D'après les dispositions qui régirent la matière pendant plus d'un siècle, les auteurs percevaient tant pour cent sur la recette, tous frais prélevés : pour une pièce en cinq actes le neuvième; pour trois actes le douzième, et pour un seul acte le dix-huitième. Toutefois la pièce devenait la propriété de la Comédie lorsque la recette descendait deux fois de suite, ou trois fois séparément, au-dessous de trois cents livres en été et de cinq cents livres en hiver. Plus tard les comédiens obtinrent que la pièce leur appartiendrait lorsque les recettes seraient tombées deux fois de suite au-dessous de douze cents livres l'hiver et huit cents livres l'été; plus tard, encore, les mots *de suite* furent retranchés du texte présenté aux auteurs. Ces droits étaient calculés sur les recettes faites à la porte, sans qu'on y comprît le produit des locations ou petites loges, dont l'usage s'établit vers 1760; le produit des petites loges et le prélèvement de tous les frais constituaient la plus forte partie de la recette, qui échappait ainsi aux auteurs. Ils acceptaient le plus souvent sans examen le compte que leur remettaient les comédiens. Ces derniers osaient tout, parce qu'ils « agissaient contre des gens isolés, dispersés, sans réunion, sans force et sans appui, contre des gens qui avaient plus d'intelligence de leur art que de connaissance des affaires, ou plus d'amour de la paix que de fermeté pour défendre leurs droits (1). »

Les choses allèrent ainsi jusqu'au moment où Beaumarchais exigea des comptes plus réguliers. Il refusa les 4,506 livres qu'on lui apportait pour les trente-deux premières représentations du *Barbier de Séville*, réclamant avant tout qu'on lui fournît un état faisant connaître : 1° le nombre des représentations ; 2° la recette casuelle de chaque représentation ; 3° le prix de l'affermage annuel des petites loges ; 4° le prix des abonnements annuels et personnels ; 5° le prix de l'arrangement annuel et fixe de l'impôt en faveur des pauvres ; 6° la fixation des frais journaliers par le dernier arrêt du conseil ; 7° l'état exact des augmentations journalières qui pouvaient entrer dans les frais supportés par la Société. Des arguments motivés, sur chaque point, appuyaient cette demande.

Beaumarchais n'obtint d'abord aucun succès ; mais, loin de se laisser décourager par le mauvais vouloir des comédiens, il lutta avec une rare persévérance, bien plus — quoi qu'on en ait dit — pour le principe que pour ses propres intérêts. Après six mois de lutte, il se décida, sur l'avis du maréchal duc de Duras, à réunir tous les auteurs du Théâtre-Français, dans le but de préparer un projet de règlement. Cette première réunion eut lieu à sa table, le 3 juillet 1777 ; elle est l'origine de la société des Auteurs dramatiques, et il n'est pas sans intérêt de reproduire ici les termes de sa première délibération :

¹ Beaumarchais, *Compte rendu de l'affaire des auteurs dramatiques et des Comédiens français, approuvé par l'assemblée des auteurs dramatiques.*

« Aujourd'hui 3 juillet 1777, nous soussignés, étant assemblés sur l'invitation de M. de Beaumarchais, en raison de ce qui suit, il nous a présenté une lettre de M. le maréchal de Duras, à lui écrite en date du 15 juin 1777, annexée à la présente délibération, ainsi que la réponse qu'il y a faite, et nous a rendu compte de la conversation qui s'en est suivie entre M. le maréchal et lui, et des intentions dans lesquelles il a trouvé MM. les premiers gentilshommes de la chambre, de faire un nouveau règlement à la Comédie-Française, relatif aux gens de lettres qui se sont consacrés à ce théâtre. Après avoir délibéré sur toutes les questions agitées dans la présente assemblée, nous avons arrêté ce qui suit, savoir : que

» Nous avons prié et prions M. de Beaumarchais de nous représenter comme commissaire et représentant perpétuel nommé par nous pour suivre l'affaire présente, et tous autres événements qu'elle peut embrasser par la suite, tant auprès de MM. les premiers gentilshommes de la chambre que de toutes autres personnes qui pourraient y influer; discuter nos intérêts, nous rendre compte de ses travaux, recevoir nos observations, les rédiger; et enfin porter le vœu général de tous nous autres gens de lettres partout où nos intérêts l'exigeront; et, pour partager entre plusieurs le fardeau de tous ces soins, nous avons prié et prions MM. *Saurin, de Marmontel et Sedaine*, de se joindre à lui en mêmes qualités de nos commissaires et représentants perpétuels : et en cas de longue absence de l'un de nos susdits commissaires et représentants perpétuels, pour cause d'affaires ou de maladie, nous avons arrêté que nous nommerons à sa réquisition, dans une assemblée à ce sujet, l'un de nous pour le suppléer. Quant à ce qui regarde les auteurs dramatiques avoués par notre dite assemblée, et qui n'ont pu se trouver et signer à la présente délibération, nous avons arrêté qu'ils seront invités d'en prendre lecture, d'y faire leurs observations et d'y donner leur adhésion.

» N'entendons, par la dénomination d'auteurs dramatiques, ayant droit d'avis et voix délibérative entre nous, que les auteurs qui ont une ou plusieurs pièces représentées à la Comédie-Française; et nous convenons de n'admettre à délibérer désormais avec nous que les auteurs dramatiques qui seront dans le même cas expliqué ci-dessus.

» Ont signé, *Rochon de Chabannes, Lemierre, La Place, Chamfort, Bret de Sauvigny, Blin de Saintmore, Gudin de La Brenellerie, Du Doyer, Lefèvre, Ducis, Favart, Dorat, Lemonnier, Cailhava, Leblanc, Barthe, Rousseau.* »

Plus bas est écrit : « Et nous quatre, commissaires honorés de la nomination de la présente assemblée, avons accepté et signé la présente délibération :

» *Saurin, Marmontel, Sedaine, Caron de Beaumarchais* (1). »

(1) A ces vingt et un auteurs il convient d'ajouter, comme membres de la Société, les trente et un qui suivent et dont la signature est placée au bas de la délibération prise à l'assemblée des auteurs dramatiques, au Louvre, le 12 août 1791, pour approuver le rapport de Beaumarchais sur le traitement proposé par la Comédie-Française : *Ducis, Lemierre d'Argis, de La Harpe, Brousse des Faucherets, Chénier, Palissot, Leblanc, Dubreuil, Fillette-Loroux, Guillard, de Santerre, La Montagne, de Sade, des Fontaines, Pujoulx, Harni, Faur, Laujon, Dubuisson, André de Murville, Cubières, Fenouillot de Falbaire, Mercier, Fallet, Dumaniant, Radet, Patrat, Grétry, Daleyrac, Lemoine, Forgeot,*

Tel fut le commencement d'une association qui renaissait dans les premières années de la Restauration, grâce à l'initiative d'Eugène Scribe, et formait le noyau de la société actuelle, fondée en 1829 et légalement constituée en 1837.

Les réunions chez Beaumarchais se succédèrent ; malgré l'exclusion fâcheuse des auteurs dramatiques autres que ceux de la Comédie-Française, elles donnèrent les meilleurs résultats ; le premier fut de rendre les comédiens plus traitables. « Ils voulaient bien les auteurs en baguettes, ils les redoutaient en faisceau (1). » Après une lutte qui ne dura pas moins de trois années, les auteurs obtinrent un acte conciliatoire qui motiva plusieurs arrêts du conseil. Plus avantageux que les précédents, ces arrêts laissaient encore beaucoup à désirer. En 1791 seulement, les auteurs présentèrent à l'Assemblée nationale une pétition qui motiva la loi du 13 janvier, laquelle forme encore aujourd'hui la base de la législation en ce qui concerne les droits des auteurs dramatiques.

L'exposé très-succinct (2) qui précède était nécessaire avant d'aborder les principaux documents législatifs qui vont suivre ; afin de les mieux faire saisir, on a cru devoir donner en note quelques explications.

(1) Beaumarchais, ouvrage cité.

(2) Pour plus de détails, on consultera avec intérêt les ouvrages suivants : Beaumarchais, *Compte rendu de l'affaire des auteurs dramatiques et des comédiens*. — La Harpe, *Discours oratoires et Mélanges ; Adresses et Pétitions des auteurs dramatiques à l'Assemblée nationale*. — Renouard (Augustin-Charles), *Traité des Droits d'auteurs dans la littérature, les sciences et les beaux-arts*. — Thomas Sauvage, *les Droits des auteurs*, publié dans la *Revue et Gazette musicale de Paris*, numéros du 26 mars 1806 et suivants.

Loi sur les spectacles (1). (Collection générale des décrets rendus par l'assemblée nationale, de Baudouin, t. X, p. 142.)

[13-19 janvier 1791.]

Art. 1^{er}. — Tout citoyen pourra élever un théâtre public et y faire représenter des pièces de tous les genres, en faisant, préalablement à l'établissement de son théâtre, sa déclaration à la municipalité des lieux.

2. — Les ouvrages des auteurs morts depuis cinq ans et plus sont une propriété publique et peuvent, nonobstant tous anciens privilèges, qui sont abolis, être représentés sur tous les théâtres indistinctement.

3. — Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France,

(1) La loi des 13-19 janvier 1791 fut votée à la suite d'une pétition préparée par l'assemblée des auteurs, qui se réunissaient alors chez Sedaine, l'un des commissaires et représentants perpétuels des auteurs dramatiques; les termes en furent arrêtés chez Mirabeau, et elle fut présentée à la barre de l'Assemblée constituante par La Harpe. Elle était signée par La Harpe, J. Sedaine, Cailhava, Ducis, Fenouillot, Lemierre, Laujon, Marie-Joseph Chénier, Mercier, Palissot, Fabre d'Églantine, Framery, André de Murville, Forgeot, de Sauvigny, de Maisonneuve, Vigée, Chamfort, Fallet, etc. Les signataires de cette pétition étaient tous auteurs du Théâtre-Français et appartenaient à la société formée par Beaumarchais.

La pétition se résumait ainsi :

« 1° Tout privilège exclusif étant aboli, il sera permis à tout entrepreneur, à toute compagnie qui voudra faire les frais d'un nouveau théâtre public, d'exécuter son entreprise en se conformant aux règlements établis par la municipalité;

» 2° La municipalité étant désormais chargée de tout ce qui concerne la police des spectacles, rédigera un règlement général qui déterminera les droits respectifs des auteurs et des comédiens, statuera sur le régime intérieur de la comédie, sur tout ce qui regarde le service du public; et deux commissaires du bureau d'administration seront chargés de surveiller l'exécution des règlements et de prononcer sur les discussions qui pourraient s'élever;

» 3° Les comédiens n'ayant point de droit de propriété sur les pièces qu'ils représentent depuis l'établissement de leur théâtre, toute autre troupe, ancienne ou nouvelle, sera autorisée à représenter les pièces des auteurs morts, devenues une propriété publique, et de traiter avec les auteurs vivants pour les pièces déjà représentées, ou pour celles qui ne l'auraient pas encore été;

» 4° Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue du royaume, sans leur consentement formel et par écrit;

sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs.

4. — La disposition de l'article 3 s'applique aux ouvrages déjà représentés, quels que soient les anciens règlements ; néanmoins, les actes qui auraient été passés entre des comédiens et les auteurs vivants, ou des auteurs morts depuis moins de cinq ans, seront exécutés.

5. — Les héritiers ou les cessionnaires des auteurs seront propriétaires de leurs ouvrages durant l'espace de cinq années après la mort de l'auteur.

6. — Les entrepreneurs ou les membres des différents théâtres

» 5° Cinq ans après la mort des auteurs, il sera permis de représenter leurs ouvrages sur tous les théâtres, sans que personne puisse en exiger de rétribution, à moins qu'ils n'en aient fait une cession particulière à telle ou telle troupe; auquel cas cette troupe sera seule en droit de les jouer tant qu'elle subsistera. »

D'autres auteurs, travaillant plus spécialement pour les théâtres de genre et ne faisant pas partie de la société créée par Beaumarchais, présentèrent également à l'Assemblée nationale une pétition en contradiction avec celle de ces derniers, en ce sens que, tout en réclamant la consécration du droit des auteurs, ils demandaient avec instance que la Comédie-Française restât exclusivement propriétaire de son ancien répertoire. Ce document, rédigé par Parisau, portait pour titre : *Pétition des Auteurs dramatiques qui n'ont pas signé celle de M. de La Harpe*. Les signataires s'appelaient Desforges, Desfontaines, Aude, de La Chabeaussière, Hoffmann, Dancourt, Dantilly, Radet, Ramquit, Lientaud, Fiévée, Barré, Lamontagne, Landrin, Piccini fils, Ducrai-Duménil, Picard, Pujoux, Boutillier, Patrat, Dubrenil, Parisau, Poinsinet de Sivry, d'Arnaud et de Boissy. Les signatures de ces trois derniers étaient précédées d'annotations individuelles enchérissant encore sur les termes de la pétition.

Malgré cette opposition et la vive défense des comédiens français pour la conservation de leur ancien répertoire, Chapelier présenta, au nom du comité de constitution, le 13 janvier 1791, un projet de décret qui fut voté le même jour. « La plus sacrée, — disait-il dans son rapport, — la plus légitime, la plus inattaquable et, si je puis parler ainsi, la plus personnelle des propriétés, est l'ouvrage fruit de la pensée d'un écrivain. » Parmi les orateurs qui prirent part à la discussion à l'Assemblée nationale, on remarque l'abbé Maury, réclamant la censure, Mirabeau réfutant cette prétention, Folleville parlant en faveur des comédiens, Robespierre attaquant l'article 6, comme destructif de la liberté des théâtres, de Landine demandant qu'on rendît à dix années le droit des héritiers. A la suite de cette discussion, le projet du comité fut adopté avec sa rédaction primitive, et sanctionné par Louis XVI, le 19 janvier.

seront, à raison de leur état, sous l'inspection des municipalités; ils ne recevront des ordres que des officiers municipaux, qui ne pourront arrêter ni défendre la représentation d'une pièce, sauf la responsabilité des auteurs et des comédiens, et qui ne pourront rien enjoindre aux comédiens que conformément aux lois et aux règlements de police : règlements sur lesquels le comité de constitution dressera incessamment un projet d'instruction. Provisoirement, les anciens règlements seront exécutés.

7. — Il n'y aura au spectacle qu'une garde extérieure, dont les troupes de ligne ne seront point chargées, si ce n'est dans le cas où les officiers municipaux leur en feraient la réquisition formelle. Il y aura toujours un ou plusieurs officiers civils dans l'intérieur des salles, et la garde n'y pénétrera que dans le cas où la sûreté publique serait compromise, et sur la réquisition expresse de l'officier civil, lequel se conformera aux lois et aux règlements de police. Tout citoyen sera tenu d'obéir provisoirement à l'officier civil.

Loi relative aux droits des auteurs dramatiques. (Collection Baudouin, t. XVI, p. 241.)

[19 juillet - 6 août 1791.]

L'Assemblée nationale, considérant que la loi du 16 août 1790 n'était que provisoire, et que la loi du 13 janvier dernier contient des dispositions générales, qui seules doivent être exécutées dans tout l'empire français, décrète, sur l'article 1^{er} du projet du comité, qu'il n'y a pas lieu à délibérer (1).

Art. 1^{er}. — Conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret du 13 janvier dernier, concernant les spectacles, les ouvrages des auteurs vivants, même ceux qui étaient représentés avant cette époque, soit qu'ils fussent ou non gravés ou imprimés,

(1) Dans la séance du soir du 19 juillet 1791, le comité de constitution avait présenté trois articles dont le premier était restrictif. En voici les termes : « Tous les théâtres qui existaient à l'époque du 16 août 1790 par privilèges exclusifs seront maintenus dans l'effet desdits privilèges, sans que, jusqu'à leur expiration, il puisse être établi d'autres théâtres dans la même ville, à la charge par eux d'exécuter les dispositions de la loi du 16 août 1790, relativement à la redevance (envers les pauvres) à laquelle ces théâtres sont soumis. » L'Assemblée nationale rejeta cet article par les considérations exposées dans le préambule de la loi.

ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue du royaume, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, ou sans celui de leurs héritiers ou cessionnaires, pour les ouvrages des auteurs morts depuis moins de cinq ans, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit de l'auteur ou de ses héritiers ou cessionnaires.

2. — La convention entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles sera parfaitement libre, et les officiers municipaux, ni aucuns autres fonctionnaires publics, ne pourront taxer lesdits ouvrages ni modérer ou augmenter le prix convenu ; et la rétribution des auteurs, convenue entre eux ou leurs ayants cause et les entrepreneurs de spectacles, ne pourra être ni saisie ni arrêtée par les créanciers des entrepreneurs de spectacles.

Décret relatif aux conventions faites entre les auteurs dramatiques et les directeurs de spectacles (1). (Collection Baudoin, t. XXIV, p. 506.)

[30-31 août 1792.]

L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de constitution, sur des réclamations faites contre quelques dispositions des décrets des 13 janvier 1791 et 19 juillet suivant, sur les théâtres :

Considérant que ces réclamations sont fondées sur ce que ces décrets peuvent porter atteinte aux droits des différents spectacles, pour n'avoir pas assez distingué l'état passé de l'état à venir, ainsi que la position de Paris de celle du reste de la France, relativement à la jouissance des pièces de théâtre, en vertu des conven-

(1) Le décret du 30 août 1792 fut adopté dans le but de satisfaire à la fois aux réclamations des auteurs spoliés dans la province et des directeurs de différents théâtres autres que ceux de Paris ; mais ni les uns ni les autres ne l'accueillirent avec faveur, et il fut rapporté un an plus tard. La pétition présentée à ce sujet à l'Assemblée nationale par Beaumarchais est très-curieuse et témoigne de ses efforts constants pour régulariser les droits d'auteur en province comme il était parvenu à les faire régler à Paris. Il cite notamment un acte notarié de 1784, au sujet d'un marché passé avec les directeurs de divers théâtres. Si le projet de décret avait été établi sur les bases de la pétition de Beaumarchais, il aurait au moins contenté les auteurs ; mais huit mois s'étaient écoulés depuis son dépôt, et d'autres influences s'étaient produites, qui détournèrent la réclamation de son but primitif.

tions ou règlements, ou en vertu d'un long et paisible usage ;

Considérant que le droit de faire imprimer et le droit de faire représenter, qui appartiennent incontestablement aux auteurs des pièces dramatiques, n'ont pas été suffisamment distingués et garantis par la loi ;

Considérant enfin que les ouvrages dramatiques doivent être protégés par la loi de la même manière que toutes les autres productions de l'esprit, mais avec des modifications dictées par la nature du sujet ; et voulant ôter toute cause de réclamation, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les pièces imprimées ou gravées mises en vente avant le décret du 13 janvier 1791, qui ont été jouées avant cette époque sur les théâtres autres que ceux de Paris, sans convention écrite des auteurs, et cependant sans aucune réclamation légalement constatée de leur part, pourront être jouées sur ces mêmes théâtres, sans aucune rétribution pour les auteurs.

2. — Les conventions faites avant le décret du 13 janvier 1791, entre les auteurs et les directeurs de spectacles, seront exécutées.

3. — Les règlements et arrêts du conseil qui avaient été faits pour les théâtres de Paris, ayant été abrogés par le décret du 13 janvier, et ayant donné lieu, à cette époque, à divers traités entre les théâtres de Paris et les auteurs, ces traités seront suivis dans toute l'étendue de leurs dispositions ; en conséquence, nul autre théâtre de Paris que celui ou ceux auxquels l'auteur ou ses ayants cause auront permis la représentation de ces pièces, ne pourra les jouer, sous les peines de la loi.

4. — Pour prévenir toute réclamation à l'avenir, les auteurs seront tenus, en vendant leurs pièces aux imprimeurs ou aux graveurs, de stipuler formellement la réserve qu'ils entendront faire de leur droit de faire représenter lesdites pièces.

5. — Le traité portant ladite réserve sera déposé chez un notaire, et imprimé à la tête de la pièce.

6. — En conséquence de cette réserve, aucun spectacle ne pourra jouer lesdites pièces imprimées ou gravées qu'en vertu d'un consentement écrit et signé par l'auteur.

7. — Les spectacles qui contreviendront au précédent article

encourront la peine de la confiscation du produit total des représentations.

8. — La réserve faite en vertu de l'article 4 n'aura d'effet que pour dix ans; au bout de ce temps, toutes pièces imprimées et gravées seront librement jouées par tous les spectacles.

9. — L'Assemblée nationale n'entend rien préjuger sur les décrets ou règlements de police qu'elle pourra donner dans le Code de l'instruction publique, sous le rapport de l'influence des théâtres sur les mœurs et les beaux-arts.

10. — Elle déroge aux décrets antérieurs en tout ce qui n'est pas conforme au présent décret.

Loi relative aux droits de propriété des auteurs d'écrits en tout genre, des compositeurs de musique, des peintres et dessinateurs. (Collection Baudoin, t. XXXII, p. 147.)

[19-21 juillet 1793.]

La Convention nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessins, jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la république, et d'en céder la propriété en tout ou en partie.

2. — Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs.

3. — Les officiers de paix seront tenus de faire confisquer, à la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs, peintres ou dessinateurs et autres, leurs héritiers ou cessionnaires, tous les exemplaires des éditions imprimées ou gravées sans la permission formelle et par écrit des auteurs.

4. — Tout contrefacteur sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de trois mille exemplaires de l'édition originale.

5. — Tout débitant d'édition contrefaite, s'il n'est pas reconnu contrefacteur, sera tenu de payer au véritable propriétaire une

somme équivalente au prix de cinq cents exemplaires de l'édition originale.

6.— Tout citoyen qui mettra au jour un ouvrage soit de littérature ou de gravure, dans quelque genre que ce soit, sera obligé d'en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque nationale ou au cabinet des estampes de la république, dont il recevra un reçu signé par le bibliothécaire, faute de quoi il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs.

7.— Les héritiers de l'auteur d'un ouvrage de littérature ou de gravure, ou de toute autre production de l'esprit ou du génie qui appartienne aux beaux-arts, en auront la propriété exclusive pendant dix années.

Décret qui rapporte celui du 30 août 1792, relatif aux ouvrages dramatiques, et ordonne l'exécution de ceux des 13 janvier et 19 juillet 1791 et 19 juillet 1793 (1).

[1^{er} septembre 1793.]

La Convention nationale, voulant assurer aux auteurs dramatiques la propriété de leurs ouvrages, leur garantir les moyens d'en disposer avec une égale liberté par la voie de l'impression

(1) Voici le texte du rapport déposé par Lakanal, au nom du comité d'instruction publique, qui précéda le vote du décret du 1^{er} septembre 1793 :

« Les comédiens envahissent impunément la propriété des auteurs dramatiques; ceux-ci réclament contre l'usurpation de leurs droits : tel est le débat que vous devez terminer.

» Dans ces jours où l'Assemblée constituante n'avait pas encore flétri sa vieillesse, elle proclama le principe des propriétés dramatiques; elle reconnut solennellement qu'un ouvrage ne peut être représenté sur la scène sans le consentement formel de l'auteur, et que nul ne peut s'établir son légataire privatif sans l'aveu de ses héritiers ou cessionnaires.

» Que cet abus se fût introduit et qu'il eût prévalu faute de moyens de résistance; que les entrepreneurs de spectacles eussent regardé leur usurpation comme un titre, par cela seul qu'elle n'avait jamais été troublée, on le conçoit aisément; mais croira-t-on qu'ils aient poussé la déraison jusqu'à soutenir en principe que l'acquisition d'un exemplaire d'une pièce théâtrale transmet à celui qui l'achète le droit d'en donner des représentations utiles pour lui seul, contre le gré de l'auteur, et sans l'associer au bénéfice?

» Si, lorsque l'ouvrage sort des presses de l'imprimeur, le comédien pouvait se l'approprier, réciproquement l'imprimeur pourrait s'en saisir lorsqu'il

et par celle de la représentation, et faire cesser à cet égard entre les théâtres de Paris et ceux des départements, une différence aussi abusive que contraire aux principes de l'égalité, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. — La Convention nationale rapporte le décret du 30 août 1792 relatif aux ouvrages dramatiques.

2. — Les décrets des 13 janvier et 19 juillet 1791 et 19 juillet 1793 leur sont appliqués dans toutes leurs dispositions.

3. — La police des spectacles continuera d'appartenir exclusivement aux municipalités. Les entrepreneurs ou associés seront tenus d'avoir un registre dans lequel ils inscriront et feront viser par l'officier de police de service, à chaque représentation, les pièces qui seront jouées, pour constater le nombre des représentations de chacune.

Loi interprétative de celle du 19 juillet 1793, qui assure aux auteurs et artistes la propriété de leurs ouvrages. (Bulletin des lois, 1^{re} série, n° 156.)

[25 prairial an III (13 juin 1795).]

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de législation et d'instruction publique, sur plusieurs demandes en explication de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1793,

sort de la bouche de l'acteur, et le mettre aussitôt en vente; ce qui répugne également aux usages, à vos décrets et surtout aux principes.

» Au mois d'août de l'année dernière, dans ces jours d'orage où l'Assemblée législative ne pouvait pas donner une attention sérieuse à une question de ce genre, elle rapporta les sages dispositions de la loi que Mirabeau et Chapelier avaient provoquée dans un temps où ils stipulaient encore pour le peuple et la liberté.

» Le décret du Corps législatif n'avait point été préparé dans les comités, et le rapporteur Romme, éclairé lui-même par un examen ultérieur, a reconnu l'imperfection de cette loi avec la bonne foi qu'on trouve chez ceux qui joignent les lumières à la droiture.

» Eh! pourquoi, par une inégalité inadmissible, le bénéfice qui dérive originellement de la même source, et qui se partage entre des canaux différents, appartiendrait-il exclusivement à l'acteur, tandis que l'imprimeur se soumet à un juste partage?

» C'est avec toute la confiance qu'inspire votre justice et la légitimité de la cause que je défends que je vous propose, au nom de votre comité d'instruction publique, le projet de décret suivant. »

2. — Le grand juge ministre de la justice et les ministres de l'intérieur et de la police générale sont chargés de l'exécution du présent décret.

Extrait du décret sur les théâtres. (Bulletin des lois. IV^e série, n° 101.) (1).

[8 juin 1806.]

TITRE III. — *Des auteurs.*

10. — Les auteurs et les entrepreneurs seront libres de déterminer entre eux, par des conventions mutuelles, les rétributions dues aux premiers, par somme fixe ou autrement.

11. — Les autorités locales veilleront strictement à l'exécution de ces conventions.

12. — Les propriétaires d'ouvrages dramatiques posthumes ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions sur la propriété des auteurs et sur sa durée leur sont applicables, ainsi qu'il est dit au décret du 1^{er} germinal an xiii.

(1) Le décret du 8 juin 1806 a subi trop de remaniements pour que nous essayions de les faire connaître dans ces notes. Il concernait d'ailleurs des matières qu'il serait inutile de rapporter, notamment de réduire à dix le nombre des théâtres de Paris, qui, un peu plus tard, fut réduit à huit; c'est pour cela que nous ne reproduisons que le titre III, relatif aux auteurs; disons toutefois que l'ordre, donné par l'Empereur au ministre de l'intérieur Champagny, de préparer un règlement, indiquait qu'il devait reposer sur les bases suivantes, en ce qui concernait les droits d'auteur : « Les droits appartenant ou devant appartenir aux familles des auteurs vivants ou morts, seront déterminés et assurés. » En conséquence de cet ordre, le projet du ministre, un autre de Fouché, un troisième fait par de Ségur pour le conseil d'État, reproduisaient des dispositions tendant à la formation d'une caisse générale des théâtres, destinée à recevoir les redevances dues pour les pièces tombées dans le domaine public, fixées à la moitié des droits qu'eût touchés l'auteur vivant. Les fonds de cette caisse devaient être employés en gratifications et secours en faveur des auteurs, de leurs enfants, et en encouragements pour les progrès de l'art. Les auteurs se tenaient au courant de l'enfancement du règlement; ils réclamèrent assez vivement, dans un mémoire, contre la difficulté de percevoir leurs droits en province et d'obtenir l'exécution de l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1791, au sujet de la confiscation. Quoiqu'il en soit, on passa outre, et l'on s'en tint à rappeler dans le décret les dispositions de celui de l'an xiii.

*Extrait du décret contenant règlement sur l'imprimerie
et la librairie.*

[5 février 1810.]

TITRE VI. — *De la propriété et de sa garantie.*

39. — Le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, si les conventions matrimoniales de celle-ci lui en donnent le droit, et à leurs enfants pendant vingt ans (1).

40. — Les auteurs, soit nationaux, soit étrangers, de tout ouvrage imprimé ou gravé, peuvent céder leur droit à un imprimeur ou libraire, ou à toute autre personne, qui est alors substituée en leur lieu et place, pour eux et leurs ayants cause, comme il est dit à l'article précédent.

Articles 428 et 429 du Code pénal.

[19 février 1810.]

428. — Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

429. — Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations ou des recettes confisquées sera remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

(1) Ces dispositions ne devaient s'entendre que de l'impression d'une pièce de théâtre ou de tout autre livre, et non des droits à percevoir sur la représentation d'une œuvre dramatique.

Extrait du décret sur la surveillance, l'organisation, l'administration, la comptabilité, la police et la discipline du Théâtre-Français, daté de Moscou. (Bulletin des lois, IV^e série, n^o 469.)

[15 octobre 1812.]

TITRE V. — Des pièces nouvelles et des auteurs.

68. — La lecture des pièces nouvelles se fera devant un comité composé de neuf personnes choisies parmi les plus anciens sociétaires, par le surintendant, qui nommera en outre trois suppléants, pour que le nombre des membres du comité soit toujours complet.

69. — L'admission a lieu à la pluralité absolue des voix.

70. — Si une partie des voix est pour le renvoi à correction, on refait un tour de scrutin sur la question du renvoi, et on vote par oui ou non.

71. — S'il n'y a que quatre voix pour le renvoi à correction, la pièce est reçue.

72. — La part d'auteur dans le produit des recettes, le tiers prélevé pour les frais, est du huitième pour une pièce en cinq ou en quatre actes, du douzième pour une pièce en trois actes, et du seizième pour une pièce en un ou en deux actes. Cependant les auteurs et les comédiens peuvent faire toute autre convention de gré à gré (1).

73. — L'auteur jouit de ses entrées, du moment où sa pièce est mise en répétition, et les conserve trois ans après la première représentation pour un ouvrage en cinq et en quatre actes, deux ans pour un ouvrage en trois actes, un an pour une pièce en un et deux actes. L'auteur de deux pièces en cinq ou en quatre actes, ou de trois pièces en trois actes, ou de quatre pièces en un acte, restées au théâtre, a ses entrées sa vie durant.

(1) Cet article est modifié par l'article 1^{er} du décret du 19 novembre 1859, page 42.

Loi relative au droit de propriété des veuves et des enfants des auteurs d'ouvrages dramatiques. (Bulletin des lois, IX^e série, n^o 1128, p. 325.)

[3 août 1844]

Article unique. — Les veuves et les enfants des auteurs d'ouvrages dramatiques auront, à l'avenir, le droit d'en autoriser la représentation et d'en conférer la jouissance, pendant vingt ans, conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du décret impérial du 5 février 1810.

Extrait du décret concernant le Théâtre-Français. (Bulletin des lois, X^e série, n^o 256, p. 456.)

[27 avril 1850.]

De l'administration du Théâtre-Français.

Art. 1^{er}. — Le Théâtre-Français est placé sous la direction d'un administrateur nommé par le ministre de l'intérieur (1).

2. — L'administrateur du Théâtre-Français est chargé :

1^o De présenter, chaque année, à l'approbation du ministre de l'intérieur, le budget du théâtre dressé par le comité d'administration et soumis à l'examen de l'assemblée générale des sociétaires;

2^o D'ordonner, dans les limites portées au budget pour chaque nature de dépenses, celles qui seraient nécessaires pour toutes les parties du service, et de signer, à cet effet, tous ordres de fournitures et mandats de payement;

3^o De passer les marchés, souscrire les obligations pour le service, et signer tous actes dans l'intérêt de la société, conformément aux délibérations du comité; ceux de ces actes dont la durée excédera une année devront être approuvés par le ministre de l'intérieur;

4^o D'exercer tant en demandant qu'en défendant, conformément aux délibérations du comité, toutes les actions et tous les droits de la société des comédiens, après avoir pris l'avis du conseil de la

(1) Par décret du 14 février 1853, les théâtres ont été placés dans les attributions du ministre d'État. Un autre décret du 23 juin 1863 les a placés dans les attributions du ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts.

Comédie, de l'assemblée générale et l'autorisation du ministre ; de faire tous actes conservatoires et tous recouvrements ;

5° De faire les engagements d'acteurs-pensionnaires, dont la durée n'excède pas une année ;

6° D'inspecter, régler et ordonner dans toutes les parties de la salle et des magasins, et de déléguer à cet effet, s'il le juge nécessaire, un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

7° De prendre toutes les mesures relatives au service intérieur, aux entrées, loges et billets de faveur, à la convocation et à la tenue des comités et des assemblées générales, aux affiches et annonces dans les journaux ;

8° De distribuer les rôles, sauf les droits des auteurs, et sans pouvoir imposer aux sociétaires des rôles en dehors de leurs emplois ;

9° De statuer définitivement sur la formation du répertoire et sur les débuts ;

10° De donner les tours de faveur, lesquels ne pourront être accordés à plus d'une pièce sur deux ouvrages reçus ;

11° De donner des congés, en se conformant, pour leur répartition, aux dispositions du règlement, et sans pouvoir en accorder plus de six mois à l'avance, ni pour des époques périodiques ;

12° De prononcer les amendes, dans les limites du maximum et du minimum fixés par le règlement.

Il exerce, en outre, les fonctions attribuées par le décret du 15 octobre 1812 au commissaire du gouvernement près le Théâtre-Français ;

3. — L'administrateur, après avoir pris l'avis du comité d'administration, propose au ministre de l'intérieur :

1° Les admissions de sociétaires ;

2° Les accroissements successifs de la part d'intérêt social, en ayant égard tant à la durée et à l'importance des services qu'à la nature de l'emploi ; ces augmentations pourront être à l'avenir d'un douzième de la part sociale ;

3° Les engagements d'acteurs-pensionnaires dont la durée excède une année ;

4° Les décisions relatives au partage des bénéfices et à la fixation des allocations annuelles attribuées aux sociétaires ;

5° Les règlements relatifs aux congés, aux amendes et autres peines disciplinaires, aux feux, à la composition du comité de lecture, à la nomination de ses membres et à la tenue de ses séances.

4. — L'administrateur donne son avis au ministre de l'intérieur sur tous les objets non compris dans les articles précédents, concernant le Théâtre-Français.

5. — Toutes les personnes attachées au service du théâtre, le caissier et le contrôleur général exceptés, sont à la nomination de l'administrateur.

6. — L'administrateur présente au ministre de l'intérieur, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, un rapport détaillé sur sa gestion, dans lequel il fait connaître les pièces reçues, à l'étude ou jouées, les travaux des acteurs et les résultats généraux de l'exploitation.

7. — Les rapports semestriels de l'administrateur sont communiqués, avec toutes les pièces justificatives, au comité d'administration, qui, sous la présidence du membre le plus anciennement reçu sociétaire, est admis à les discuter et adresse directement ses observations au ministre de l'intérieur.

8. — L'administrateur ne peut faire représenter aucune pièce n'ayant pas fait partie du répertoire du Théâtre-Français, si elle n'a été admise par le comité de lecture.

9. — L'administrateur a droit :

1° A un traitement égal au maximum de l'allocation annuelle d'un sociétaire ;

2° A une part dans les bénéfices nets, égale à deux fois le maximum d'une part de sociétaire.

Il lui est alloué, en outre, pour frais de service, une indemnité dont la quotité est fixée par le ministre de l'intérieur.

... TITRE II. — *Des sociétaires.*

... 15. — Les acteurs sont tenus, sous les peines qui seront déterminées par le règlement, de se soumettre aux ordres de service donnés par l'administrateur.

Ils ne peuvent, sous les mêmes peines :

1° Refuser aucun rôle de leur emploi, ni s'opposer à ce qu'un autre acteur le partage avec eux ;

2° S'absenter sans congé, ni dépasser le terme du congé obtenu.

Les peines disciplinaires, autres que les amendes, ne peuvent être prononcées que par décision du ministre de l'intérieur, sur la proposition de l'administrateur.

... 28. — Les dispositions encore en vigueur du décret du 15 octobre 1812, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret, continuent à recevoir leur exécution.

Le ministre de l'intérieur continue à exercer ceux des pouvoirs conférés au surintendant, à l'égard desquels il n'est point statué par le présent décret.

29. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret sur la contrefaçon des ouvrages étrangers. (Bulletin des lois, X^e série, n^o 510, p. 845.)

[28 mars 1852.]

Vu la loi du 19 juillet 1793, les décrets du 1^{er} germinal an XIII et du 5 février 1810, la loi du 25 prairial an III, et les articles 425, 426, 427 et 429 du Code pénal :

Art. 1^{er}. — La contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages publiés à l'étranger et mentionnés en l'article 425 du Code pénal, constitue un délit.

2. — Il en est de même du délit de l'importation et de l'expédition des ouvrages contrefaisants ; l'exportation et l'expédition de ces ouvrages sont un délit de la même espèce que l'introduction, sur le territoire français, d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger.

3. — Les délits prévus par les articles précédents seront réprimés conformément aux articles 427 et 429 du Code pénal ;

L'article 463 du même Code pourra être appliqué.

4. — Néanmoins la poursuite ne sera admise que sous l'accomplissement des conditions exigées relativement aux ouvrages publiés en France, notamment par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793.

Décret impérial relatif à la représentation des ouvrages dramatiques. (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 10, p. 112.)

[30 décembre 1832.]

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce ;

Vu le décret du 8 juin 1806, les lois des 30 juillet 1850 et 30 juillet 1851 ;

Vu l'article 6 de la constitution ;

Considérant que l'ordre public est intéressé à ce que les ouvrages dramatiques ne puissent être représentés sans l'autorisation préalable du gouvernement ;

Notre conseil d'État entendu ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les ouvrages dramatiques continueront à être soumis, avant leur représentation, à l'autorisation de notre ministre de l'intérieur à Paris, et des préfets dans les départements.

2. — Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public.

3. — Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret qui place dans les attributions du ministre d'État les services des beaux-arts et des archives impériales (1). (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 22 p. 322.)

[14 février 1853.]

Art. 1^{er}. — Les services des beaux-arts et des archives impériales sont distraits du ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, pour être placés dans les attributions du ministre d'État et de notre maison impériale.

En conséquence, les chapitres IV, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII du budget du ministère de l'intérieur, de l'agriculture

(1) Voir ci-après page 57, le décret du 23 juin 1863.

et du commerce, seront portés au budget du ministère d'État, ainsi que les sommes afférentes aux services des archives et des beaux-arts, comprises dans les crédits portés aux chapitres I, II, XIII, XXIV et XXV.

2. — L'emploi des crédits compris dans ces chapitres continuera d'être soumis aux règles de comptabilité et de contrôle prescrites pour les dépenses de l'État.

Par suite de ce décret, ont été placés dans les attributions du ministère d'État : les théâtres impériaux, le Conservatoire impérial de musique et de déclamation, les écoles de musique de Toulouse, Lille, Metz et Marseille, la nomination des directeurs, les règlements et surveillance de ces théâtres et écoles, les indemnités à accorder aux auteurs et artistes dramatiques, les encouragements à l'art dramatique et à l'art musical, les caisses de retraites et pensions du Conservatoire et de l'Opéra.

Décret portant que l'autorisation de représenter des ouvrages destinés aux théâtres impériaux subventionnés sera désormais délivrée par le ministre d'État (1). (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 69, p. 82.)

[6 juillet 1853.]

Considérant que notre décret du 14 février 1853, en transférant du ministère de l'intérieur au ministère d'État l'administration des théâtres impériaux subventionnés, a eu pour objet d'investir notre ministre d'État des diverses attributions relatives à la haute direction et à la surveillance de ces théâtres, et qu'il lui appartient, en conséquence, de faire exécuter à leur égard les lois, décrets, ordonnances et règlements qui régissent la matière :

Art. 1^{er}. — L'autorisation préalable, sans laquelle aucun ouvrage dramatique ne peut être représenté, aux termes des lois du 30 juillet 1850 et du 31 juillet 1851, ainsi que du décret du 30 décembre 1852, sera désormais délivrée par notre ministre d'État, pour les ouvrages destinés aux théâtres impériaux subventionnés.

2. — La commission chargée d'examiner les ouvrages dramatiques, en vertu des lois et décret ci-dessus mentionnés, sera dé-

(1) Voir ci-après, page 57, le décret du 23 juin 1863.

sormais saisie, par le ministre d'État, de l'examen des pièces à représenter sur les théâtres impériaux subventionnés, et lui adressera directement les rapports et observations auxquels cet examen aura donné lieu.

Loi sur le droit de propriété garanti aux veuves et aux enfants des auteurs, des compositeurs et des artistes. (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 155, p. 869).

[8 mars - 8 avril 1854.]

Article unique. — Les veuves des auteurs, des compositeurs et des artistes jouiront, pendant toute leur vie, des droits garantis par les lois des 13 janvier 1791 et 19 juillet 1793, le décret du 5 février 1810, la loi du 3 août 1844, et les autres lois ou décrets sur la matière.

La durée de la jouissance accordée aux enfants par ces mêmes lois et décrets est portée à trente ans, à partir soit du décès de l'auteur, compositeur ou artiste, soit de l'extinction des droits de la veuve.

Décret qui place dans les attributions du ministre d'État les services des bâtiments civils, des théâtres de Paris non subventionnés, des théâtres des départements et de la censure dramatique (1). (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 191, p. 1704.)

[23 juin 1854.]

Art 1^{er}. — Les services des bâtiments civils, des théâtres de Paris non subventionnés, des théâtres des départements et de la censure dramatique, sont distraits du ministère de l'intérieur pour être placés dans les attributions du ministère d'État et de notre maison impériale.

En conséquence, les crédits alloués à quelque titre que ce soit, et qui figurent présentement pour ces divers services au budget du ministère de l'intérieur, seront portés au budget du ministère d'État.

(1) Le décret du 23 juin 1863 a placé les théâtres dans les attributions du ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts. Il y a placé également l'administration supérieure de l'Opéra, qui avait été confiée au ministre d'État par décret du 24 novembre 1860.

2. — Notre ministre de l'intérieur et notre ministre d'État et de notre maison impériale sont chargés de l'exécution du présent décret.

Décret portant que les lois et autres actes y désignés qui régissent la propriété littéraire et artistique dans la métropole sont déclarés exécutoires dans les colonies françaises. (Bulletin des lois, XI^e série, n° 570, p. 1382.)

[9 décembre 1857.]

Art 1^{er}. — Sont déclarés exécutoires dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Réunion, du Sénégal, de Gorée, des établissements français dans l'Inde et dans l'Océanie, les lois et autres actes ci-après désignés qui régissent la propriété littéraire et artistique dans la métropole, savoir :

1° Les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 13 janvier 1791, relative à la propriété des œuvres dramatiques ;

2° Les articles 1^{er} et 2 de la loi du 19 juillet 1791, sur les droits des auteurs de productions dramatiques ;

3° Le décret du 19 juillet 1793, relatif à la propriété littéraire et artistique ;

4° Les articles 2 et 3 du décret du 1^{er} septembre 1793, relatif à la propriété des ouvrages dramatiques ;

5° Le décret du 25 prairial an III (13 juin 1795), relatif aux autorités chargées de constater les délits de contrefaçon ;

6° Le décret impérial du 1^{er} germinal an XIII (22 mars 1805), relatif à la propriété des œuvres posthumes ;

7° Les articles 10, 11 et 12 du décret impérial du 8 juin 1806, relatif à la représentation des œuvres dramatiques posthumes ;

8° Le décret impérial du 20 février 1809, relatif à l'impression des manuscrits des bibliothèques et des établissements publics ;

9° Les articles 39, 41, premier alinéa, n° 7, 42, 43, 45, 47, du décret impérial du 5 février 1810, relatif à l'imprimerie et à la propriété littéraire ;

10° Les articles 72 et 73 du décret impérial du 15 octobre 1812, relatif à la représentation des œuvres dramatiques ;

11° La loi du 3 août 1844, relative à la propriété des œuvres dramatiques ;

12° Le décret du 28 mars 1852, relatif à la propriété littéraire et artistique des ouvrages publiés à l'étranger ;

13° La loi du 8 avril 1854, portant extension de la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

2. — Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Décret concernant le Théâtre-Français (1). (*Bulletin des lois*, XI^e série, n° 745, p. 878.)

[19 novembre 1859.]

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre d'État ;

(1) Par un arrêté du 22 mars 1859, le ministre d'État institua une commission chargée d'examiner la situation du Théâtre-Français et de rechercher si des modifications utiles pourraient y être apportées. Cette commission, présidée par le ministre d'État, était composée de M. Baroche, président du conseil d'État (vice-président), et de MM. Émile Augier, de l'Académie française ; Louis Bouilhet, auteur dramatique ; Camille Doucet, chef de la division des théâtres ; Empis, de l'Académie française, administrateur général du Théâtre-Français ; Mérimée, de l'Académie française, sénateur ; J. Pelletier, conseiller d'État, secrétaire général du ministère d'État ; Sainte-Beuve, de l'Académie française ; Samson, doyen des sociétaires du Théâtre-Français ; J. Sandeau, de l'Académie française ; Édouard Thierry, homme de lettres (rapporteur).

Six mois après sa nomination, le 20 septembre 1859, la commission présente son rapport ; le travail de M. Édouard Thierry fit quelque sensation lorsqu'il parut au *Moniteur universel*, le 23 novembre 1859, dans le numéro même qui renfermait le décret. Il remplissait quatre colonnes du journal officiel. Malgré son étendue, il doit trouver place ici *in extenso*, parce qu'il repose sur un sujet qui concerne essentiellement les membres de la société, le droit des auteurs dramatiques :

« Monsieur le ministre, la prospérité financière du Théâtre-Français est plus florissante qu'elle ne l'a jamais été. Si l'estime des amateurs éclairés n'a jamais fait défaut à notre première scène littéraire, la faveur du public lui est revenue aussi grande que dans ses plus beaux jours. La mort même de mademoiselle Rachel n'a rien changé à ce retour de l'opinion ; l'art classique a

Vu les articles 12, 13 et 72 du décret du 15 octobre 1812;

Vu les articles 12 et 13 du décret du 27 avril 1850;

Vu le rapport de la commission chargée d'examiner l'organi-

hérité de l'art classique, et la haute comédie a succédé aux honneurs de la tragédie. Comme conséquence naturelle de cet heureux état des choses, le chiffre général des recettes, qui était descendu en 1831 à trois cent et quelques mille francs, s'élève maintenant à près de huit cent mille, et le partage des bénéfices, ce fait si rare, qu'on attribuait en 1855 à l'exposition universelle, est devenu le fait normal de ces dernières années.

» La prospérité des théâtres en est aussi la gloire; mais la gloire du Théâtre-Français a ceci de particulier qu'elle lui vient des vivants et des morts, de son ancien et de son nouveau répertoire. Un seul de ces deux éléments pourrait suffire à sa fortune sans que sa gloire parût complète. Si quelquefois le répertoire nouveau s'empare plus vivement de la scène, le Théâtre-Français perd pour un temps son caractère de théâtre classique; si, au contraire, l'ancien répertoire vient à primer l'autre, le Théâtre-Français perd son caractère de premier des théâtres contemporains. En règle avec la tradition de l'art pour le passé, il cesse de la continuer et de la préparer pour l'avenir.

» Dans la situation actuelle du Théâtre-Français, malgré l'éclat des représentations, l'affluence des spectateurs et la supériorité des comédiens, Votre Excellence, toujours attentive au mouvement des lettres, a remarqué comme une défaillance du répertoire nouveau, presque une défection de la littérature nouvelle. — Défaillance singulière et qui n'existe pas ailleurs. — Si le drame de 1830, arrêté dans son premier essor par la retraite de mademoiselle Mars, la mort de madame Dorval et l'avènement imprévu de mademoiselle Rachel, a cédé quinze ans la place à la tragédie, s'il renonçait même à prendre sa revanche sur ses propres théâtres, la comédie nouvelle, au contraire, se manifeste avec un grand bonheur, mais de préférence, il faut le dire, sur des scènes de second ordre. La foule y suit ses hardis essais; elle applaudit à ce spectacle curieux qui ne se modèle plus sur les formes de l'ancien art dramatique, mais sur les formes mêmes de la vie et de la société actuelles. La comédie moderne est en pleine vogue. Le Théâtre-Français la désire et l'attend. Pourquoi continue-t-elle à se tenir éloignée de lui? Votre Excellence a interrogé là-dessus quelques auteurs qui ont d'abord donné d'assez vagues explications. Des réclamations plus formelles se sont élevées ensuite.

» Vous avez voulu entendre les plaintes de plus près, et vous avez nommé une commission au sein de laquelle elles pussent se produire. Vous avez appelé dans cette commission les parties directement intéressées : *les auteurs, l'administration du Théâtre-Français et le doyen des sociétaires*. Vous leur avez adjoint, pour arbitres, des hommes dévoués à l'honneur et au progrès des lettres, ayant à leur tête l'ancien ministre de l'intérieur qui a fait élaborer en 1850 le décret de réorganisation du théâtre. Vous-même, monsieur le ministre, jaloux de seconder les généreuses intentions de l'Empereur envers les lettres, vous avez voulu assister aux séances de la commission et en diriger les débats. Enfin la commission s'est réunie sous votre présidence, et, donnant la parole aux auteurs, vous les avez

sation actuelle du Théâtre-Français et de rechercher si des modifications utiles pourraient y être apportées ;

Notre conseil d'État entendu,

invités à s'expliquer sur tous les points qui peuvent gêner leurs relations avec la Comédie-Française.

• Deux points seulement ont été indiqués : le tarif actuel du droit des auteurs et le mode de réception des pièces par un comité de lecture trop nombreux : mais ce dernier point a été abandonné aussitôt ; le premier seul est devenu l'objet d'une discussion sérieuse. — Avant de suivre la discussion, il convient sans doute d'exposer le mode de rétribution des auteurs, tel qu'il est pratiqué à la Comédie-Française.

• Ici nous aborderons le théâtre par le côté des spéculations commerciales. Les intérêts de l'art et les intérêts matériels des auteurs se touchent de très-près. S'occuper de ceux-ci, c'est encore pourvoir utilement aux autres. Placée en face d'une question de chiffres, la commission ne l'a pas dédaignée, elle l'a traitée dans le détail le plus minutieux. Son rapport reproduira nécessairement le caractère de ses travaux. Quel que soit ce caractère, elle n'a pas à s'en excuser. Elle rappelle seulement que la gloire littéraire n'est pas toujours un pur idéal ; que l'immortalité, pour le poète, commence par une vie souvent difficile, et que des chiffres bien établis entre les auteurs et le théâtre auraient épargné au dix-septième siècle le souvenir d'une trop illustre misère. — La part des auteurs dans les bénéfices du Théâtre-Français est donc réglée ainsi qu'il suit :

» 1° Sur la recette, diminuée du droit des hospices, on prélève le tiers pour les frais ; — 2° sur ce qui reste après ce double prélèvement, la part de l'auteur est : — le huitième pour une pièce en quatre ou cinq actes ; — le douzième pour une pièce en trois actes ; — le seizième pour une pièce en un ou deux actes.

• L'article 72 du décret de 1812 ajoute à ces dispositions : « Cependant les auteurs et les comédiens peuvent faire toute autre convention, de gré à gré. » — Mais les conventions particulières sont rares entre les auteurs et la Comédie-Française, car il est rare aussi qu'un auteur sorte de ligne dans un théâtre où l'ancien niveau est à Molière, à Corneille et à Racine. Jusqu'ici les conventions particulières n'ont guère porté que sur les primes ou sur quelques avantages de billets ; elles ne modifient pas le droit quotidien, qui représente, en d'autres termes (déduction faite du droit des hospices et du tiers prélevés) : — pour une pièce en quatre ou cinq actes, 7,57 du cent sur la recette brute ; — pour une pièce en trois actes 5,05 du cent sur la recette brute ; — pour une pièce en un ou deux actes, 3,78 du cent sur la recette brute. — C'est ce droit contre lequel plusieurs auteurs s'élèvent aujourd'hui. Ils le déclarent insuffisant et tout à fait inférieur aux bénéfices que leur offrent, par des arrangements particuliers, l'Odéon, le théâtre du Vaudeville et celui du Gymnase.

• Comme les arrangements particuliers gardent volontiers leur secret, et qu'il n'y a pas à comparer en détail les conventions exceptionnelles avec le tarif régulier et commun, on est allé tout de suite aux gros résultats ; on a mis en parallèle les sommes totales qu'ont rapportées à leurs auteurs les quatre plus grands succès d'argent obtenus dans ces dernières années,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'article 72 du décret du 15 octobre 1812 est modifié ainsi qu'il suit :

qui sont : *Mademoiselle de La Seiglière* et *la Fiammina*, au Théâtre-Français; *le Demi-Monde*, au Gymnase; *la Dame aux Camélias*, au Vaudeville, et on a établi, d'une part, que *le Demi-Monde* et *la Dame aux Camélias* avaient produit, dans leur première série de représentations consécutives, des bénéfices beaucoup plus considérables que n'avaient fait les deux autres pièces; d'un autre côté, que, si l'on comptait les reprises, le nombre des reprises, toujours pour les mêmes ouvrages, avait été moindre au Théâtre-Français que sur les deux autres scènes.

» Ainsi, disait-on, de quelque manière que les écrivains comptent avec la Comédie-Française, elle exige plus et leur donne moins. Elle les met en présence d'un public indulgent et poli pour les ouvrages qui passent, difficile et résistant pour les ouvrages qui veulent être de la maison. Elle leur oppose la comparaison des chefs-d'œuvre consacrés et achevés par le temps; elle les expose à la sévérité d'une critique qui prend leur mesure sur les plus grandes gloires. Enfin, si, par fortune, les auteurs peuvent avoir raison de cette critique, s'ils soutiennent heureusement ce parallèle, s'ils obtiennent le suffrage de ces honnêtes gens dont Molière lui-même disait que c'était une étrange entreprise de vouloir les faire rire, le Théâtre-Français, en compensation, ne joue leurs ouvrages que trois fois la semaine, avec moins de profits sur moins de soirées et un moindre regain de reprises.

» Vous avez pu remarquer, monsieur le ministre, que le principe de l'augmentation des droits d'auteurs pour le Théâtre-Français n'a pas été contesté un seul instant. Dans une commission pénétrée des libérales sympathies du gouvernement à l'égard des lettres, le principe était admis d'avance. En répondant à l'argumentation des auteurs ou plutôt de quelques auteurs, l'administrateur du Théâtre-Français lui-même n'a eu dessein que de rétablir certains chiffres dans des combinaisons plus exactes; car, si la vérité des chiffres passe pour la meilleure, elle n'est pas cependant la plus simple, la moins variable, ni celle qui prête le moins à l'illusion et à la surprise. — Ici, la première surprise serait d'étendre à toutes les pièces du Vaudeville et du Gymnase ce qui n'est vrai que pour deux et par exception; de confondre dans leurs résultats des conventions particulières avec un tarif général; de faire oublier que le Gymnase et le Vaudeville ont aussi leur tarif général, et que le Théâtre-Français a, comme eux, la faculté de conclure des conventions particulières. — Même illusion à l'endroit des reprises. En réalité, le Vaudeville et le Gymnase n'ont pas d'ancien répertoire en cours permanent de représentation. Ils reprennent certaines pièces, singulièrement et extraordinairement heureuses. Le Théâtre-Français reprend toutes celles qu'il a jouées et qui étaient dignes d'estime, ou, pour parler plus exactement, il les fait entrer dans son répertoire. Il ne les joue pas par spéculation ou par expédient, il les joue pour l'honneur du poète et de ses propres artistes. Tandis que le Gymnase et le Vaudeville, pendant quelques années seulement, remettent, à l'occasion, trois ou quatre titres célèbres sur leurs affiches, le Théâtre-Français représente, depuis trente ans,

« Art. 72. — La part d'auteur dans le produit brut des recettes est de quinze pour cent par soirée, à répartir entre les ouvrages,

toutes les œuvres durables de la littérature contemporaine, et leur donne ainsi un premier gage de perpétuité.

• Le Théâtre-Français ne peut pas appartenir à quelques talents privilégiés, parce qu'il appartient à toute la littérature. Il ne peut pas se livrer trois mois de suite à un seul auteur, parce qu'il se doit aux anciens comme aux nouveaux, et parce qu'il doit les classiques à l'enseignement des jeunes générations. Il ne peut pas taxer toutes ses recettes au profit des vivants, et les auteurs vivants ne peuvent non plus exiger qu'on leur paye ce qu'ils n'ont pas fait. Aussi bien, par la munificence de l'Empereur, les familles des poètes héritent déjà, pendant trente ans, du droit des morts, et qui sait si cette hérédité ne s'étendra pas encore davantage ?

• Aucun théâtre, excepté le Théâtre-Français, n'offre aux auteurs le bénéfice du répertoire. — Par les traités particuliers, en vertu de l'article 72 du décret de 1812, le Théâtre-Français peut, au besoin, traiter de gré à gré avec les auteurs, comme le Vaudeville et le Gymnase. — Quant au tarif général, non-seulement celui du Théâtre-Français n'est pas au-dessous, mais il est au-dessus de celui des autres théâtres. — Tenons-nous toujours en garde contre l'illusion des chiffres. Quand on dit qu'une pièce en cinq actes rapporte 12 pour 100 au Gymnase et 7 1/2 pour 100 au Théâtre-Français, il semble régulier de conclure que la proportion des droits d'auteur entre les deux théâtres, est de 7 1/2 à 12, et que le Théâtre-Français paye 6 1/2 pour 100 de moins que le Gymnase. L'arithmétique a tort, car la proportion n'est vraie qu'en un seul cas, et change incessamment avec un des deux termes. — Il est vrai que la pièce en cinq actes du Théâtre-Français touche toujours 7 1/2 pour 100, mais il n'est pas vrai que celle du Gymnase touche toujours 12. Au Gymnase et au Vaudeville, 12 est le droit général des auteurs sur la recette. Quel que soit le spectacle, le spectacle prend 12. Les 12 pour 100 du Vaudeville et du Gymnase se fractionnent entre les divers auteurs dont les ouvrages composent la soirée; les 7 1/2 du Théâtre-Français ne se fractionnent pas, ils s'additionnent avec les droits des autres pièces. — Quand la pièce en cinq actes du Théâtre-Français ne suffit plus à la curiosité du public, une autre pièce vient soutenir l'intérêt de la représentation sans diminuer le droit de la première. — Au Gymnase et au Vaudeville, lorsque la pièce en cinq actes n'entre plus que pour une moitié ou pour un quart dans la composition du spectacle, sa part décroît dans la même mesure. L'auteur qui a commencé par toucher 12, c'est-à-dire 6 1/2 de plus qu'on ne touche au Théâtre-Français, arrive à toucher 3 pour 100, c'est-à-dire 4 1/2 de moins, et l'équilibre se rétablit. — Les 12 pour 100 ne représentent pas plus le bénéfice certain d'une pièce en cinq actes au théâtre de la Bourse ou au théâtre du boulevard Bonne-Nouvelle, que les 7 1/2 ne représentent le droit fixe payé par la Comédie-Française pour chacune de ses soirées. Dans les mêmes combinaisons de spectacle où l'auteur de la grande pièce du Gymnase voit son bénéfice tomber à 3, le droit payé par le Théâtre-Français s'élève de pièce en pièce jusqu'à 14,40 pour 100. L'administrateur du Théâtre-Français a même cité comme possible une combinaison dans laquelle le droit des auteurs s'élèverait à 25 pour 100, c'est-à-dire au quart de la recette.

tant anciens que modernes, faisant partie de la composition du spectacle, conformément au tableau suivant :

» Il ne manquait à cette magnificence que d'être une réalité. — Les 25 pour 100 étaient précisément un résultat de cette arithmétique ingénieuse que l'on a nommée l'art de grouper les chiffres. Les chiffres étaient si heureusement groupés, en effet, que ce brillant total a un moment ébloui les membres de la commission, inquiétant les uns et séduisant les autres; ceux-ci l'ont accepté comme une offre qui dépassait toutes leurs espérances. Ce n'était pas une offre, c'était la dernière expression, un peu grossie, du tarif actuel, le dernier degré de l'échelle existante, mais un degré auquel il n'était pas aisé d'atteindre. — Ce maximum artificiel ne pouvait pas entrer comme élément dans le travail de la commission; il a du moins servi à démontrer *par excès* que la Comédie-Française n'était pas si parcimonieuse envers les poètes. Pour revenir à l'exacte vérité, la moyenne des droits que le Théâtre-Français paye aux auteurs est de 12,60, c'est-à-dire 60 centimes pour 100 de plus que le Vaudeville et le Gymnase.

» Le système actuel ne manque donc pas de générosité; Votre Excellence l'a reconnu du reste; il a fonctionné jusqu'à ce jour sans rencontrer d'objections, et les réclamations qu'il soulève en ce moment sont encore loin d'être unanimes. Vous n'en avez pas moins compris, monsieur le ministre, qu'il est défectueux dans sa manière de procéder, tantôt vis-à-vis des auteurs, tantôt vis-à-vis du théâtre. — Ainsi, lorsqu'une pièce en cinq actes compose seule le spectacle, c'est-à-dire dans le cas où elle obtient le plus grand succès, le Théâtre-Français ne donne et l'auteur ne reçoit que 7 1/2 pour 100 sur la recette. Lorsque le spectacle est composé de plusieurs pièces, c'est-à-dire dans le cas où le succès tombe, où la recette diminue, le Théâtre-Français donne, et les auteurs reçoivent 12,62 — 13,38 — 15,14 et même 16,40. Dans le premier cas, il y a détriment pour l'auteur dramatique; dans l'autre, pour les comédiens sociétaires. — Cette anomalie n'a pas échappé à Votre Excellence. Elle a indiqué elle-même les points à réformer et posé ainsi le principe d'une nouvelle répartition du droit des auteurs pour la Comédie-Française : — Conserver à l'administrateur, en la constatant de nouveau, la faculté de traiter de gré à gré avec les auteurs; — Élever le droit ordinaire, de manière que le Théâtre-Français prime en tous points les autres théâtres, et que la part des auteurs sur la soirée y soit plus forte que partout ailleurs; — n'avoir, suivant la pratique des autres théâtres, qu'une seule façon de taxer la recette; — fixer un chiffre général à répartir entre les pièces qui forment le spectacle, en sorte qu'une pièce jouée seule prenne seule aussi la totalité du droit, et que plusieurs jouées ensemble le partagent.

» Conformément à ce principe si naturel, si équitable, un travail a été préparé par l'administration, et le résultat de ce travail a été de proposer que le droit des auteurs joués par le Théâtre-Français fût fixé à 16 pour 100 sur la recette réelle, déduction faite du droit des hospices, ainsi que l'on opère aujourd'hui, soit à 15 pour 100 sur la recette brute, ce qui serait plus clair et plus avantageux encore pour les auteurs. — Les conséquences du nouveau système comparées à celles du système existant, on trouvait cette suite de différences : — Quatre ou cinq actes, dans le même soir, rapportent

Une pièce seule.....	15 p. 0/0
2 pièces égales	7 1/2 chacune..... 15 »
4 ou 5 actes..... 11.....	} 15 »
1 ou 2 actes..... 4.....	

aujourd'hui 7,57 pour 100; de 7,57 à 15, différence en plus, 7,43. — Cinq actes et un acte, dans la même soirée, rapportent 11,35; différence en plus, 3,65. — Cinq actes et trois actes rapportent 12,62; différence en plus, 2,38. — Trois actes et trois actes rapportent 10,10; différence en plus, 4,90. — Enfin, pour ne pas épuiser cette série de combinaisons et pour faire grâce de quelques chiffres à ce rapport déjà trop financier, la conclusion du travail est qu'en fixant le droit des auteurs à 15 pour 100 sur les recettes brutes, on leur assurerait une importante amélioration et on les placerait dans des conditions plus avantageuses qu'ils n'en trouvent nulle part.

• Une fois admis le droit proportionnel de 15 pour 100, restait à établir la répartition des 15 pour 100 suivant les diverses combinaisons du spectacle; c'est ce qui a été fait, et à côté du tableau comparatif des deux systèmes on a proposé celui-ci comme pouvant servir de base au règlement des droits d'auteur pour chaque soirée. »

(Suit la répartition portée à l'article 1^{er} du décret, qui a été adoptée telle qu'elle était proposée.)

• La commission a généralement approuvé le système qui lui était proposé. Elle l'a trouvé conforme à ses vues, en accord, du reste, avec l'expérience et la pratique des autres théâtres. Il emprunte à ceux-ci leur manière de procéder, en augmentant leur chiffre; il double le droit de la pièce en cinq actes jouée seule; et dans aucune combinaison de spectacle, il ne laisse descendre ce droit aussi bas qu'ailleurs. Il accroit de plus d'un tiers la somme annuelle des bénéfices que touchent les auteurs du Théâtre-Français; il peut les accroître encore davantage, et il le fera lorsque les poètes nouveaux viendront réellement et vaillamment disputer la place à l'ancien répertoire.

• Disons tout cependant; il ne remplira pas les espérances de ceux qui, après avoir demandé au Gymnase et au Vaudeville plus que ne leur donnait d'abord le Théâtre-Français, voudraient demander au Théâtre-Français plus qu'ils n'ont obtenu du Vaudeville et du Gymnase. Quoi qu'il en soit, en présence de l'amélioration incontestable résultant des modifications proposées, l'ensemble du nouveau système a été mis aux voix et adopté par la presque unanimité de la commission, qui le soumet aujourd'hui à l'approbation de Votre Excellence, et vous propose, à son tour, de le substituer au système existant.

• La commission, monsieur le ministre, n'ose pas se faire illusion sur la portée immédiate de son œuvre. Ce n'est pas sans un peu de surprise qu'elle a vu mettre en parallèle (sous le rapport de la recette, il est vrai) la Comédie-Française avec des théâtres d'un autre ordre. Si c'est la recette qui classe les théâtres, s'ils sont tous égaux devant le produit des représentations, la commission n'aura rien fait; car elle n'a pas pu établir que les pièces du Théâtre-Français auraient cent ou deux cents représentations de suite. Tant que la question d'argent semblera dominer la question littéraire, tant que les auteurs compteront pour peu de chose l'honneur d'être joués par d'excellents interprètes, dans un lieu de noblesse et de dignité où

4 ou 5 actes.....	9.....	} 15 "
3 actes.....	6.....	
3 actes.....	10.....	} 15 "
1 actes ou 2 actes.....	5.....	

les attendent les bustes de leurs devanciers et de leurs maîtres, un nouveau tarif, quel qu'il fût, aurait peine à leur faire reprendre le chemin du Théâtre-Français. Pour les y ramener il faudrait peut-être amoindrir le Gymnase et le Vaudeville en les forçant à rentrer dans leur ancien genre, ou même amoindrir le Théâtre-Français en supprimant l'ancien répertoire.

» La commission n'a pas pensé qu'abaisser le niveau de l'art fût un moyen de servir les auteurs. Elle attend beaucoup du mouvement naturel des choses et des rapides variations du courant littéraire. Les traités particuliers pèsent déjà aux scènes de second ordre. Ils ont rarement rapporté autant qu'ils coûtent. La comédie nouvelle, dans le choix de ses sujets, épuisera bientôt cette veine de nos mœurs secrètes qu'elle a exploitée d'une main si résolue. Quand elle se reprendra à imiter les mœurs publiques et les relations légitimes de la vie, les auteurs reviendront naturellement au Théâtre-Français, au théâtre du grand art, et ils y trouveront, avec ces succès qui honorent le pays comme l'écrivain, qui désignent le poète applaudi aux plus hautes récompenses de l'État, un juste salaire de leur travail, tel que ne l'a pas eu l'auteur de *l'École des Vieillards* et de *Louis XI*.

» Une autre question a été soumise à la commission. Celle-ci ne regarde plus les auteurs, mais les artistes qui interprètent leurs ouvrages. Suivant l'article 72 du décret de 1812, les vingt ans de services après lesquels les sociétaires peuvent prendre leur retraite datent du jour même des débuts, lorsque ces débuts ont été immédiatement suivis de l'admission à l'essai et plus tard de l'admission dans la société. En d'autres termes, tous les services non interrompus, à commencer par les services du pensionnaire, sont imputés au sociétaire pour la retraite. — L'article 12, du décret de 1850 a modifié cette disposition en établissant pour l'avenir que la pension de retraite n'était acquise qu'aux services nouveaux, et en comptant les vingt années de services à partir du jour de l'admission dans la société. — Enfin, aux termes de l'article 13 du même décret, après une période de dix ans de services postérieurs à la date de la réception, il devra être statué de nouveau sur la position de chaque sociétaire. Le ministre pourra alors prononcer la mise à la retraite, et, dans ce cas, le sociétaire délié de son engagement aura droit au tiers de la pension qui lui aurait été due après vingt ans de services. — Dans l'esprit du décret de 1850, il ne devait plus y avoir au Théâtre-Français de pensionnaire à la pension, mais des sociétaires à deux degrés, et la nouvelle mesure avait un double but : 1° élever les pensionnaires à un demi-sociétariat ; 2° restreindre la durée du sociétariat ordinaire. — Des deux côtés la mesure était judicieuse. D'abord elle rendait moins inégale, et par conséquent plus satisfaisante, la position des pensionnaires vis-à-vis du sociétaire ; ensuite elle prévoyait ce qu'il faut toujours prévoir : les espérances déçues, les infirmités précoces, le déclin des qualités physiques ; elle évitait enfin de créer de longs privilèges à des talents qui pouvaient être de courte durée. Mais c'était surtout au moment où on diminuait la pension de deux tiers qu'il aurait

3 pièces égales.....	5 chacune.....	15	"
4 ou 5 actes.....	8.....	15	"
1 acte ou 2 actes.....	3 1/2.....		
1 acte ou 2 actes.....	3 1/2.....		
4 ou 5 actes.....	7.....	15	"
3 actes.....	5.....		
1 acte ou 2 actes.....	3.....		
3 actes.....	7.....	15	"
1 acte ou 2 actes.....	4.....		
1 acte ou 2 actes.....	4.....		
3 actes.....	5 1/2.....	15	"
3 actes.....	5 1/2.....		
1 acte ou 2 actes.....	4.....		

et juste de faire compter les services antérieurs pour la retraite. Sans cela, et rien n'étant statué d'ailleurs à l'égard des pensionnaires, leur situation devenait, dans certains cas, préférable à celle des demi-sociétaires. — L'article 28 du décret de 1812 est ainsi conçu : « Après vingt ans et plus de services non interrompus par un acteur ou une actrice aux appointements, après dix ans de service seulement, en cas d'infirmités, etc., le surintendant pourra nous proposer d'accorder, moitié sur le fond de cent mille francs, moitié sur celui de la société, une pension, laquelle, tout compris, ne pourra excéder la moitié du traitement dont l'acteur ou l'actrice aura joui dans les trois dernières années de son service. » — Pour rendre les choses plus sensibles par un exemple : tel pensionnaire compte vingt ans de services, et, depuis plus de trois ans, il touche un traitement de deux mille écus; une pension de mille écus peut lui être accordée. Disons mieux : la loyauté habituelle du Théâtre-Français lui garantit qu'elle sera accordée. — Supposons maintenant que le même pensionnaire, qui comptait déjà onze ans de services en 1850, ait été nommé sociétaire postérieurement au décret du 27 avril : dans un an il serait mis à la retraite, après vingt et un ans de services réels. Onze de ces vingt et un ans, ceux qu'il a faits comme pensionnaire, seraient perdus pour lui, et sa pension, au lieu d'être réglée à 3,000 fr., serait réglée à 1,333 fr. 33 c.

Des faits aussi clairs ne se discutent pas. On les expose et ils concluent par leur évidence. La commission a accepté la conclusion telle qu'elle se présente; elle vous propose, monsieur le ministre, de rétablir, à l'égard des sociétaires, l'article 12 du décret de 1812, combiné avec l'article 13 du décret de 1850, et de leur rendre le bénéfice des années non interrompues; car, s'il est juste que le Théâtre Français rémunère libéralement les auteurs dramatiques, il est juste aussi que ses comédiens, placés dans des conditions semblables, n'aient pas à regretter d'avoir voulu continuer la savante tradition de leur art.

Tel est, monsieur le ministre, l'avis de la commission sur les deux points qui ont été soumis à son examen. Sa pensée a paru ne pas s'éloigner de la vôtre. Vous avez voté avec elle comme président, elle vous propose de vouloir bien intervenir comme ministre pour faire sanctionner le résultat de ses délibérations.

« Nous avons l'honneur d'être avec respect, etc. »

Ce rapport est signé de tous les membres de la commission, dont les noms sont indiqués en tête de cette note.

« Cependant les auteurs et les comédiens pourront faire toute autre convention de gré à gré, à la condition de ne pas réduire les droits d'auteur fixés dans le tableau précédent. »

2. — A l'avenir la pension de retraite sera acquise, fixée et liquidée conformément au décret du 15 octobre 1812. Elle ne peut, dans aucun cas, sauf les droits acquis, dépasser la quotité déterminée par l'article 13 dudit décret.

3. — Après une période de dix années de service à partir du jour des débuts, lorsqu'ils auront été immédiatement suivis de l'admission comme artiste aux appointements, et ensuite comme sociétaire, il sera statué de nouveau sur la position de chaque sociétaire reçu postérieurement à la promulgation du présent décret. Le ministre, après avoir pris l'avis de l'administrateur et du conseil d'administration, pourra prononcer la mise à la retraite, conformément à l'article 16 du décret du 15 octobre 1812.

Dans ce cas, le sociétaire aura droit au tiers de la pension qui lui aurait été due après vingt ans de service, et sera libre d'exercer son art, soit à Paris, soit dans les départements.

4. — Les avantages résultant de l'article précédent pourront être appliqués à ceux des sociétaires actuels qui ont été nommés postérieurement au décret du 27 avril 1850, et qui demanderont, après dix années de service, comme pensionnaires et comme sociétaires, que leur position soit révisée conformément à l'article précédent.

Ceux des sociétaires qui, n'étant pas maintenus dans leur position se trouveraient alors avoir, à l'aide de leurs services antérieurs, plus de dix années d'exercice, pourront recevoir, pour chacune des années qui en formeront l'excédant, deux cents francs de pension imputables, moitié sur le fond de cent mille francs (réduit aujourd'hui à quatre-vingt-dix mille francs), moitié sur celui de la société.

5. — Les dispositions du décret du 27 avril 1850 qui sont contraires au présent décret sont abrogées.

6. — Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Extrait du décret déclarant applicables dans les nouveaux départements les lois sur la presse et la propriété littéraire et artistique.

[2 juillet 1860.]

Art. 1^{er}. — Les lois, ordonnances et décrets relatifs à l'imprimerie, à la librairie, à la propriété littéraire et au colportage sont applicables aux nouveaux départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes...

Décret portant création d'un surintendant des théâtres impériaux.

[8 décembre 1860.]

Ce décret a été abrogé par le décret du 27 septembre 1866 (1).

Décret impérial qui fixe le droit des auteurs et compositeurs, au théâtre impérial de l'Opéra. (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 885, p. 1358).

[10 décembre 1860.]

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier prochain, le droit des auteurs et compositeurs, au théâtre impérial de l'Opéra, est fixé à la somme de cinq cents francs par soirée, pour toute la composition du spectacle, quel que soit le nombre de représentations des ouvrages représentés.

2. — La somme de cinq cents francs attribuée aux auteurs, en vertu de l'article qui précède, est répartie entre les ouvrages, tant anciens que modernes, faisant partie de la composition du spectacle, conformément au tableau suivant :

Un ouvrage seul.....	500
Un opéra en cinq, quatre ou trois actes.....	375
Un ballet en un acte.....	125
Un opéra en quatre ou trois actes.....	300
Un ballet en deux ou trois actes.....	200
Un opéra en deux actes.....	250
Un ballet en deux ou trois actes.....	250

(1) Un décret du 27 septembre 1866 a supprimé les fonctions de surintendant de l'administration des théâtres ; le même décret a nommé directeur général de l'administration des théâtres M. Camille Doucet, membre de l'Académie française, directeur de l'administration des théâtres.

Un opéra en un acte.....	200	} 500
Un ballet en deux ou trois actes.....	300	
Un opéra ou ballet en deux ou trois actes.....	250	} 500
Un opéra ou ballet en un acte.....	125	
Un opéra ou ballet en un acte.....	125	} 500
Un opéra en un acte.....	200	
Un ballet en un acte.....	150	
Un ballet en un acte.....	150	

3. — Un acte emprunté à un ouvrage en plusieurs actes sera rétribué comme un ouvrage en un acte.

4. — Les droits des auteurs et compositeurs, fixés par les articles qui précèdent, sont partagés par moitié entre l'auteur du poème et le compositeur de la musique, s'il s'agit d'un opéra; et s'il s'agit d'un ballet, ils sont partagés par tiers entre le compositeur de la musique, l'auteur du programme et le compositeur de la chorégraphie.

5. — Pour les opéras dont les poèmes seront traduits ou parodiés, les avantages résultant des articles 1^{er} et 2 seront, comme précédemment, réduits de moitié, sans que cette réduction puisse influencer sur la rétribution de l'ouvrage représenté dans la même soirée.

Quant aux opéras remis à la scène avec des changements, l'administration continuera à en traiter de gré à gré avec les auteurs et les compositeurs, suivant l'importance des changements.

6. — Sont maintenues les dispositions des ordonnances du 1^{er} novembre 1814 et du 18 janvier 1816, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent décret, dont notre ministre d'État est chargé d'assurer l'exécution.

Décret qui institue une commission à l'effet de préparer un projet de loi pour réglementer la propriété littéraire et artistique, et coordonner, dans un code unique, la législation spéciale (1). (Bulletin des lois, XI^e série, n° 991, p. 990.)

[28 décembre 1861.]

ART. 1^{er}. — Une commission est instituée à l'effet de préparer un projet de loi pour réglementer la propriété littéraire et artis-

(1) Les limites de l'*Annuaire* ne permettent pas de donner aux travaux de cette commission la place qui leur conviendrait. On doit donc se borner

tique, et coordonner, dans un code unique, la législation spéciale.

2. — Cette commission est composée de la manière suivante :

à dire que sa première réunion eut lieu le 22 janvier 1862, au ministère d'État. Au commencement de la séance le ministre d'État, président, M. le comte Walewski, inaugura les travaux en prononçant un discours remarquable qui fut imprimé au *Moniteur universel* (numéro du 23 janvier 1862).

La discussion générale employa trois séances, à la suite desquelles une sous-commission fut nommée pour préparer un projet de loi, en prenant pour base le principe de la perpétuité. Cette sous-commission était composée de MM. de La Guéronnière, Lebrun, Duvergier, Nogent Saint-Laurens, Herbet, Imhaus et Camille Doucet. Il ne fallut pas moins de dix-sept séances à la sous-commission pour constater les faits, recueillir les renseignements et donner aux règles destinées à devenir le code de la propriété littéraire la forme qui convient aux dispositions législatives.

Au commencement de 1863, le ministre d'État présenta à l'Empereur un projet de loi qu'il fit précéder d'un rapport très-intéressant, faisant connaître la méthode adoptée par la commission pour obtenir le concours de tous ceux dont l'expérience pouvait être utilement consultée et pour soumettre ses résolutions aux épreuves les plus propres à en garantir la maturité.

Voici ce projet de loi, qui fut rejeté par le conseil d'État, en 1865. Malgré cet échec, le travail de la commission ne fut pas entièrement perdu ; il maintint à l'ordre du jour la question de la propriété littéraire, provoqua le remaniement des dispositions de la loi du 8 avril 1854, et donna lieu à une nouvelle loi sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs. La note placée au bas de la loi du 27 juin 1866 fait connaître la suite donnée à cette question si importante pour tous les écrivains :

« Art. 1^{er}. — La propriété littéraire et artistique est le droit, pour les auteurs, compositeurs et artistes ou leurs ayants cause, de disposer et d'user à perpétuité de leurs œuvres, conformément aux distinctions établies dans les articles suivants.

Elle s'acquiert et se transmet par les manières énoncées dans les articles 711 et 712 du Code Napoléon.

2. — Les auteurs, compositeurs et artistes ont le droit personnel et exclusif de publier leurs œuvres, de les reproduire ou faire reproduire, de les exposer ou faire représenter en public, en employant les procédés appropriés à chaque espèce d'ouvrage.

3. — A la mort de l'auteur, son droit est dévolu à ses héritiers, à son conjoint ou à ses légataires, conformément aux règles du droit civil.

La durée des droits des héritiers, du conjoint ou des légataires est fixée à cinquante ans, à compter du décès de l'auteur.

La même durée est assurée aux droits que l'auteur a pu conférer, de son vivant, à des donataires ou cessionnaires.

4. — A l'expiration de la période de cinquante ans, fixée par l'article précédent, toute personne peut publier, reproduire, faire reproduire, exposer ou faire représenter les œuvres d'un auteur, d'un compositeur ou d'un

Président: — Son Excellence le comte *Walewski*, ministre d'État.

Vice-Présidents: — Son Excellence le comte *de Persigny*,

artiste, à la charge de payer à ses ayants cause une redevance prélevée sur le produit des publications ou reproductions, sous quelque forme et par quelque procédé qu'elles aient lieu.

5. — La redevance établie par l'article précédent est fixée à 5 pour 100 du *prix fort* de tous les exemplaires ou objets compris dans chaque édition, publication ou reproduction d'une œuvre littéraire ou artistique.

Elle est fixée, sur les recettes provenant de la représentation d'œuvres dramatiques ou de l'exécution d'œuvres musicales, à la moitié des droits attribués aux auteurs vivants;

Sauf le droit par les parties de modifier ces bases par leurs conventions.

6. — Quiconque veut user de la faculté accordée par l'article 4 ci-dessus est tenu d'annoncer la publication qu'il se propose de faire, dans la forme prescrite par l'article 26 ci-après.

Il est tenu d'ailleurs de payer la redevance fixée par l'article 5 aux ayants cause de l'auteur, à la charge par ces derniers de justifier de leur qualité.

7. — Au cas de mariage, le droit de propriété littéraire et artistique reste propre à l'auteur.

Toutefois, la communauté venant à se dissoudre par la mort de l'auteur, le conjoint survivant a droit à la moitié de l'œuvre publiée pendant le mariage, à moins de conventions matrimoniales contraires.

8. — Le droit de propriété littéraire et artistique ne peut être saisi, du vivant de l'auteur, par ses créanciers, ni soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il en est de même des manuscrits et, en général, de tous les travaux préparatoires d'une œuvre non encore publiée.

9. — La disposition à titre gratuit, ou la cession à titre onéreux d'œuvres inédites ou déjà publiées, sont réglées pour leurs effets et pour leur durée par la volonté des parties.

A défaut de limitation expresse, elles comprennent tous les droits des auteurs ou de leurs ayants cause.

Toutefois, au cas de disposition à titre gratuit ou à titre onéreux d'une statue ou d'un tableau, le droit de reproduction est réservé à l'auteur, à moins de stipulation contraire, sans que, dans aucun cas, le propriétaire de la statue ou du tableau puisse être troublé dans sa possession.

10. — L'auteur peut, soit par acte authentique, soit par testament, déterminer le mode de publication de ses œuvres, et désigner la personne à laquelle il veut en confier le soin.

Il peut même disposer que la publication aura lieu librement par toute personne et sans redevance, sans toutefois que ces dispositions puissent porter atteinte aux règles du Code Napoléon sur la réserve.

11. — La publication d'un ouvrage posthume, faite par les héritiers de l'auteur ou par son conjoint, ou par une personne que l'auteur aurait

ministre de l'intérieur; — Son Excellence M. *Rouland*, ministre de l'instruction publique et des cultes.

Membres de la commission : — MM. *Barthe*, sénateur, premier

désignée, leur confère tous les droits que l'auteur aurait eus s'il avait publié l'ouvrage de son vivant.

La publication par toute autre personne ne confère que des droits qu'aurait un cessionnaire.

Mais, dans ce dernier cas, la période de cinquante ans, fixée par le paragraphe 2 de l'article 3, ne court que du jour de la publication de l'ouvrage.

12. — L'auteur d'un ouvrage anonyme ou pseudonyme, lorsqu'il fait connaître sa qualité, jouit de tous les droits qui y sont attachés.

Si l'auteur reste inconnu, celui qui fait la publication n'a que les droits d'un cessionnaire ordinaire, et la période de cinquante ans, fixée par le paragraphe 2 de l'article 3, court du jour de la publication.

13. — Sont compris dans les dispositions de la présente loi les cours publics, les sermons, les plaidoyers et, en général, les discours prononcés dans les assemblées et réunions publiques, soit politiques, soit scientifiques ou littéraires. Toutefois chacun peut publier les plaidoyers ou les discours, en rendant compte des audiences des tribunaux ou des séances des assemblées ou réunions.

14. — Les ouvrages qui consistent en une collection d'articles ou de fragments émanés de différents auteurs sont la propriété de celui qui publie l'œuvre collective, sous la réserve des droits de chaque auteur pour la publication ou reproduction séparée de ces articles ou fragments.

15. — Les ouvrages faits en collaboration appartiennent, par égales portions, à tous ceux qui y ont concouru, à moins de stipulations contraires.

Celui des collaborateurs qui devient propriétaire de l'ouvrage entier, soit sur licitation, soit par l'effet de conventions particulières, est considéré comme ayant seul les droits de l'auteur.

16. — Le compositeur d'une œuvre musicale et l'auteur des paroles qui l'accompagnent ont, à moins de conventions contraires, des droits égaux sur l'œuvre commune.

17. — Le droit de l'État sur les ouvrages qu'il publie dure trente ans, à compter de leur publication.

Le droit des académies et autres corps littéraires ou artistiques, sur les ouvrages publiés en leur nom et par leurs soins, a la même durée.

Les auteurs ou les éditeurs des ouvrages publiés par ordre de l'État ou par les académies n'ont que les droits qui leur sont formellement concédés par les conventions ou par les règlements.

18. — Dans le cas où un droit de propriété littéraire ou artistique fait partie d'une succession en état de déshérence, il n'est point dévolu à l'État.

Toute personne peut publier, reproduire ou faire représenter les œuvres comprises dans la succession, sauf les droits des créanciers.

19. — Tout auteur a, dans les cinq ans qui suivent la publication complète de son œuvre, le droit exclusif de publier une traduction ou d'en autoriser la publication.

président de la cour des comptes, membre de l'Institut; — *Dupin*, sénateur, procureur général impérial près la cour de cassation, membre de l'Institut; — *Lebrun*, sénateur, membre de l'Institut;

20. — La propriété d'une traduction publiée par l'auteur ou avec son autorisation, dans le délai de cinq ans, ou par toute autre personne après l'expiration de ce délai, est assimilée, pour sa durée, et pour ses effets, à la propriété d'une œuvre originale.

21. — Avant toute publication ou reproduction d'une œuvre littéraire ou artistique, la déclaration doit en être faite, à Paris, au ministère de l'intérieur, et dans les départements, au secrétariat de la préfecture.

Le procès-verbal de la déclaration est inscrit sur un registre spécial.

Une expédition des procès-verbaux faits dans les départements est transmise au ministre de l'intérieur dans les cinq jours de leur date.

Cette déclaration doit énoncer les nom, prénoms et domicile de celui qui l'a faite, les noms, prénoms et domicile de l'auteur, sauf les cas où il s'agit d'ouvrages anonymes ou pseudonymes.

Elle doit indiquer le titre ou contenir la désignation ou la description de l'œuvre, et faire connaître le procédé de publication ou de reproduction, le nombre des exemplaires ou des objets compris dans la publication ou reproduction, et enfin leur prix.

Si, postérieurement à la déclaration ci-dessus prescrite, une modification est apportée soit au nombre, soit au prix des exemplaires, il sera fait une nouvelle déclaration indiquant le nombre et le prix qui auront été définitivement arrêtés.

Lorsqu'il sera fait plusieurs tirages successifs, chacun sera l'objet d'une déclaration particulière.

22. — A défaut de déclaration de la part de l'auteur ou de ses ayants cause, conformément à l'article précédent, ils sont non recevables à exercer en justice les droits qui leur sont conférés par la présente loi.

23. — Aucun acte entre-vifs, à titre onéreux ou à titre gratuit opérant transmission totale ou partielle, temporaire ou perpétuelle, d'une propriété littéraire ou artistique, n'est valable à l'égard des tiers qu'après avoir été déclaré et transcrit, à Paris, au ministère de l'intérieur, et dans les départements, au secrétariat général de la préfecture.

La transcription est faite sur le registre spécial destiné à recevoir les déclarations prescrites par l'article 21.

Elle a lieu sur la production d'un extrait authentique ou d'un original de l'acte translatif.

Une expédition de chaque procès-verbal dressé dans les départements est envoyée au ministre de l'intérieur dans les cinq jours de sa date.

24. — Les procès-verbaux transmis par les préfets sont transcrits, à leur date, sur le registre tenu au ministère de l'intérieur pour recevoir soit les déclarations de publication, soit les transcriptions d'actes translatifs de propriété littéraire ou artistique.

Des extraits des registres tenus au ministère de l'intérieur et aux secrétariats généraux des préfectures sont délivrés à toute personne qui les demande.

Les frais des procès-verbaux de transcription et de délivrance des extraits

— *Mérimée*, sénateur, membre de l'Institut; — le vicomte de *La Guéronnière*, sénateur; — *Schneider*, vice-président du Corps législatif; — *Nogent Saint-Laurens*, député au Corps législatif;

des registres sont à la charge des parties; leur quotité est déterminée par un règlement d'administration publique.

25. — Les déclarations exigées par l'article 21 ne dispensent point des déclarations et dépôts prescrits par les lois et règlements sur la police de la librairie, de l'imprimerie et de la presse.

26. — Toute personne qui veut user de la faculté accordée par l'article 4 ci-dessus, est tenue d'annoncer la publication qu'elle se propose de faire par un avis inséré dans le *Moniteur*, dans le *Journal de la Librairie* et dans un journal publié au chef-lieu du département de son domicile.

Cet avis doit contenir l'indication de l'ouvrage, le nom de l'auteur, le mode de publication, les nom, prénoms, profession et domicile de celui qui se propose de faire la publication.

Il est renouvelé deux fois, de mois en mois.

27. — A défaut d'insertion de l'avis exigé par l'article précédent, l'éditeur ou le publieur est puni d'une amende de 16 francs à 2,000 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'action en contrefaçon et de l'action civile en payement de la redevance.

28. — Est puni de la même peine quiconque, dans les cas prévus par l'article 21, néglige de faire les déclarations prescrites ou fait une fausse déclaration.

29. — Quiconque, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, publie, reproduit, expose ou fait représenter une œuvre littéraire ou artistique dont il n'a point la propriété est coupable de contrefaçon, quel que soit le moyen de reproduction qu'il emploie.

30. — Est coupable du même délit quiconque, dans le cas prévu par l'article 4, fait une publication sans s'être libéré de la redevance fixée par le paragraphe 1^{er} de l'article 5, entre les mains des ayants cause de l'auteur, lorsque ceux-ci ont justifié de leur qualité.

31. — Est également considérée comme contrefaçon toute publication d'une œuvre inédite sans le consentement de l'auteur, sans préjudice de peines plus graves en cas de vol ou d'escroquerie.

32. — Tout contrefacteur est puni d'une amende de 300 francs à 2,000 francs, et condamné, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

En cas de récidive, l'amende sera de 600 francs à 4,000 francs, et le contrefacteur sera, en outre, puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les tribunaux prononcent la confiscation des objets contrefaits et des instruments qui ont servi à la contrefaçon; ils ordonnent la destruction de ces instruments, lorsqu'ils ne peuvent être employés à un autre usage. Dans tous les cas, ils peuvent, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits et des instruments qui ont servi à la contrefaçon.

— *Vernier*, député au Corps législatif; — *Vuillefroy*, président de section au conseil d'État; — *Suin*, conseiller d'État; — *Duvergier*, conseiller d'État; — *Herbet*, directeur au ministère des affaires étrangères; — *Flourens*, membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences; — *D. Nisard*, membre de l'Institut; — *Sylvestre de Sacy*, membre de l'Institut; — *Augier*, membre de l'Institut; — *Auber*, membre de l'Institut, directeur du Conservatoire impérial de musique et de déclamation; — *Alfred Maury*, membre de l'Institut; — le baron *Taylor*, membre de l'Institut, président de plusieurs sociétés artistiques; — le président de la commission des auteurs et compositeurs dramatiques (*M. Auguste Maquet*); — le président de la commission des gens de lettres; — *Imhaus*, directeur de la presse et de la librairie au ministère de l'intérieur; — *Camille Doucet*, chef de division au ministère d'État; — *Édouard Thierry*, administrateur général de la Comédie-Française; — *Théophile Gautier*, homme de lettres: — *Firmin Didot*, imprimeur-libraire.

3. — *M. Camille Doucet*, membre de la commission, remplira les fonctions de secrétaire.

4. — Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

33. — Quiconque a sciemment recélé, vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire français des objets contrefaits, est puni des peines prononcées par l'article précédent.

34. — Celui qui publie, au détriment de l'auteur, un nombre d'exemplaires supérieur au nombre qui est énoncé dans les déclarations prescrites par l'article 21, est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 francs à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

35. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par les articles précédents.

36. — Les œuvres littéraires et artistiques publiées à l'étranger profitent des dispositions de la présente loi, à la charge, par les auteurs, compositeurs ou artistes, de remplir les obligations qu'elles imposent, et de se conformer aux stipulations des traités conclus avec la nation sur le territoire de laquelle a eu lieu la publication. »

Extrait du décret impérial qui modifie les attributions de cinq ministères. (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 1128, p. 1217.)

[23 juin 1863.]

Art. 2. — Le ministère de la maison de l'Empereur prend le titre de *Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts*.

3. — Sont distraits du ministère d'État et placés dans les attributions du ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, l'administration des beaux-arts, l'Académie de France à Rome, l'École spéciale des beaux-arts, les écoles gratuites de dessin, les ouvrages d'art et de décoration d'édifices publics, les fêtes et cérémonies publiques, les encouragements aux beaux-arts, souscriptions, indemnités aux artistes, voyages et missions artistiques;

Les théâtres, le Conservatoire impérial de musique et de déclamation, les succursales du Conservatoire, l'administration supérieure de l'Opéra, l'examen et l'autorisation des ouvrages dramatiques, les encouragements à l'art dramatique et musical;

Les monuments historiques, le musée des Thermes et l'hôtel de Cluny;

L'administration des bâtiments civils;

L'asile impérial de Saverne;

La direction général des archives de l'empire;

La publication de la correspondance de l'Empereur Napoléon I^{er};

La grande chancellerie de l'ordre impérial de la Légion d'honneur;

Les services transportés au ministère d'État par les articles 2 et 3 du décret du 24 novembre 1860.

Décret impérial relatif à la liberté des théâtres (1). (Bulletin des lois, XI^e série, n^o 1173, p. 52. — Mon. univ. du 7 janvier 1864.)

[6 janvier 1864.]

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

(1) Ce décret était précédé du rapport adressé à l'Empereur par M. le maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, dont voici le texte :

Vu les décrets des 8 juin 1806 et 29 juillet 1807 ;

Vu l'ordonnance du 8 décembre 1824 ;

Vu l'article 3, titre XI, de la loi des 16 et 24 août 1790 ;

Vu les arrêtés du gouvernement des 25 pluviôse et 11 germinal an iv, 1^{er} germinal an vii et 13 messidor an viii ; vu les ordonnances de police des 12 février 1828 et 9 juin 1829 ;

Vu la loi du 7 frimaire an v et le décret du 9 décembre 1809, sur la redevance établie au profit des pauvres ou des hospices ;

Vu le décret du 30 décembre 1852 ;

Notre conseil d'État entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Tout individu peut faire construire et exploiter un théâtre, à la charge de faire une déclaration au ministère de notre maison et des beaux-arts, et à la préfecture de police, pour Paris, à la préfecture dans les départements.

« Sire, dans la séance solennelle du 5 novembre dernier, Votre Majesté annonçait elle-même la suppression prochaine des privilèges auxquels l'exploitation des théâtres était jusqu'à présent assujettie. Accueillie avec joie et reconnaissance par les écrivains et par les artistes, cette mesure va recevoir aujourd'hui son exécution.

» Grâce à la généreuse initiative et aux intentions libérales de Votre Majesté, aucune entrave ne s'opposera plus désormais au libre développement d'une industrie dont l'influence sur le mouvement des lettres et des arts peut être si grande et si féconde.

» Tandis que les auteurs et les compositeurs vivants pourront trouver partout des débouchés pour leurs productions nouvelles, les chefs-d'œuvre de l'ancien répertoire, affranchis des liens qui les rattachaient exclusivement aux deux premiers théâtres français, iront, sans déchoir, honorer les scènes populaires et y porter leur utile enseignement. De son côté, le Gouvernement restera en possession du droit de soutenir, en les subventionnant, des établissements de premier ordre, qui seront pour les autres des exemples à suivre et des modèles à égaler.

» On peut donc espérer, Sire, que le niveau de l'art ne fera que s'élever sous l'empire de la législation nouvelle, et que le bon goût public se réveillera lui-même en se sentant plus libre.

» Le moment est favorable pour faire loyalement une expérience qui n'a jamais eu lieu dans des conditions pareilles. En permettant à la liberté industrielle, littéraire et artistique, de produire tout le bien qu'on doit en attendre, on n'a pas à en craindre les abus et les excès. La société, l'ordre et la morale conservent toutes leurs garanties, et, loin de désarmer l'administration, le décret nouveau confirme l'autorité protectrice des lois actuellement en vigueur.

» J'ai l'honneur, en conséquence, de soumettre à Votre Majesté le projet de décret ci-joint. »

Les théâtres qui paraîtront plus particulièrement dignes d'encouragements pourront être subventionnés soit par l'État, soit par les communes.

2. — Les entrepreneurs de théâtres devront se conformer aux ordonnances, décrets et règlements pour tout ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publics.

Continueront d'être exécutées les lois existantes sur la police et la fermeture des théâtres, ainsi que sur la redevance établie au profit des pauvres et des hospices.

3. — Toute œuvre dramatique, avant d'être représentée, devra, aux termes du décret du 30 décembre 1852, être examinée et autorisée par le ministre de notre maison et des beaux-arts, pour les théâtres de Paris, par les préfets pour les théâtres des départements.

Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public.

4. — Les ouvrages dramatiques de tous les genres, y compris les pièces entrées dans le domaine public, pourront être représentés sur tous les théâtres.

5. — Les théâtres d'acteurs enfants continuent d'être interdits.

6. — Les spectacles de curiosités, de marionnettes, les cafés dits *cafés chantants*, *cafés-concerts* et autres établissements du même genre restent soumis aux règlements présentement en vigueur.

Toutefois ces divers établissements seront désormais affranchis de la redevance établie par l'article 11 de l'ordonnance du 8 décembre 1824, en faveur des directeurs des départements, et ils n'auront à supporter aucun prélèvement autre que la redevance au profit des pauvres ou des hospices.

7. — Les directeurs actuels des théâtres autres que les théâtres subventionnés sont et demeurent affranchis, envers l'administration, de toutes les clauses et conditions de leurs cahiers des charges, en tant qu'elles sont contraires au présent décret.

8. — Sont abrogées toutes les dispositions des décrets, ordonnances et règlements dans ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

9. — Le ministre de notre maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et recevra son exécution à partir du 1^{er} juillet 1864.

Loi relative aux instruments de musique mécaniques. (*Bulletin des lois*, XI^e série, n^o 1388, p. 649.)

[4 juillet 1865 - 16 mai 1866.]

Article unique — La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale prévu et puni par la loi du 19 juillet 1793, combinée avec les articles 425 et suivants du Code pénal.

Loi sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs (1). (*Bulletin des lois*, XI^e série, n^o 1405, p. 61).

[27 juin - 14 juillet 1866.]

Art. 1^{er}. — La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou léga-

(1) Le conseil d'État, après le rejet du projet de la commission instituée le 28 décembre 1861, prépara un nouveau projet qui fut délibéré et adopté dans les séances des 7 et 8 février 1866. Ce dernier fut envoyé au Corps législatif, le 19 février, par un décret portant que MM. Riché, Bayle-Monillard et Charles Robert, conseillers d'État, seraient chargés d'en soutenir la discussion. Voici le texte de ce projet de loi, qui était précédé d'un long exposé des motifs, imprimé dans le *Moniteur universel* :

« Art. 1^{er}. — La durée des droits accordés par les lois existantes aux héritiers des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à trente ans, à partir, soit du décès de l'auteur, soit de l'extinction des droits de la veuve, en faveur de tous les héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires appelés conformément au Code Napoléon.

» Toutefois, lorsque la succession est dévolue à l'État, le droit exclusif est éteint, sauf les cas où il aurait été cédé par l'auteur ou par ses représentants, sans pouvoir dépasser la durée de trente ans ci-dessus établie.

» 2. — Les héritiers, donataires ou légataires dont les droits, résultant des lois antérieures, ne sont pas éteints au moment de la présente loi, jouiront des avantages qu'elle accorde.

» Ils en jouiront après l'expiration des traités de cession en vigueur au même moment, et qui n'auraient pas réservé pour le concessionnaire le bénéfice de l'extension éventuelle du droit.

» Le conseiller d'État, secrétaire général du conseil d'État.

» Signé : DE LA NOUE-BILLAULT.

» Le Ministre président le Conseil d'État.

» Signé : AD. VUITRY. »

taires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à cinquante ans, à partir du décès de l'auteur.

Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant,

Le Corps législatif nomma une commission chargée d'examiner ce projet de loi; elle était ainsi composée : MM. Jules Simon, président; le comte Murat, secrétaire; Noubel, Granier de Cassagnac, Pelletan, Latour du Moulin, Chauchard, Achille Jubinal; Perras, rapporteur.

Cette commission, après s'être entendue avec le conseil d'État pour obtenir certaines modifications, fit, dans la séance du 24 mai, le dépôt du rapport suivant :

• Art. 1^{er}. — La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à cinquante ans, à partir du décès de l'auteur.

» Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a, de préférence à tous héritiers, la jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament.

• Les droits des héritiers et autres successeurs, pendant cette période de cinquante ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code Napoléon.

• Lorsque la succession est dévolue à l'État, le droit exclusif s'éteint, soit immédiatement, soit à l'expiration des cessions qui ont pu être consenties par l'auteur ou par ses représentants, lesquelles recevront leur plein effet, sans pouvoir excéder les cinquante ans ci-dessus fixés.

• 2. — Les héritiers, donataires ou légataires dont les droits, résultant des lois antérieures, n'étaient pas éteints au moment de la présentation de la loi (19 février 1866), jouiront des avantages qu'elle accorde, sous la réserve des faits qui se seraient accomplis dans l'intervalle qui s'écoulerait entre le jour de l'expiration du droit d'après les lois antérieures et le jour de la promulgation de la loi. — Ils en jouiront après l'expiration des traités de cession en vigueur au même moment, et qui n'auraient pas réservé expressément pour le concessionnaire le bénéfice de l'extension éventuelle du droit.

• 3 (Nouveau). — Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à celles de la loi nouvelle sont et demeurent abrogées. »

Le Corps législatif, dans sa séance du 5 juin, renvoya à l'examen de la commission les deux premiers articles du projet de loi, à la suite d'une vive discussion qui avait commencé le 1^{er} juin et à laquelle avaient pris part MM. Marie, Pelletan, Jules Favre, Nogent Saint-Laurens, Guérault, Paulmier, Gressier, Paul Dupont, Jules Simon, Perras, Achille Jubinal et Riché.

La discussion, suspendue alors par suite du renvoi du projet à la commission, fut reprise quelques jours après, et la loi fut votée, le 27 juin, par 251 voix contre 2, sur l'ensemble.

Le Sénat, après avoir entendu des discours remarquables de MM. Sainte-Beuve et Lebrun, adopta, dans sa séance du 6 juillet, la loi, qui fut promulguée le 14 du même mois.

quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament.

Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite, au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code Napoléon.

Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs, pendant cette période de cinquante ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code Napoléon.

Lorsque la succession est dévolue à l'État, le droit exclusif s'éteint, sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants

2. — Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à celles de la loi nouvelle sont et demeurent abrogées.

CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES

*Circulaire du ministre de l'intérieur (François de Neufchâteau)
aux administrations centrales de départements et aux commissaires du gouvernement, au sujet de la part d'auteur.
(Circulaires du ministre de l'intérieur, de 1797 à 1821.)*

[Paris, le 11 frimaire an vii (1er décembre 1798.)]

Le ministre de l'intérieur, recevant des plaintes fréquentes sur la conduite des entrepreneurs de spectacles, qui se permettent de jouer des pièces sans acquitter la rétribution que les lois accordent aux auteurs et qui est connue sous le nom de *part d'auteur*, rappelle aux administrations centrales de départements et aux commissaires du gouvernement, l'exécution des lois du 13 jan-

vier 1791, du 19 juillet 1793 et du 15 prairial an III (3 juin 1795), relatives à cet objet.

Lettre du ministre de l'intérieur (François de Neuchâteau) aux administrations centrales, municipales et aux commissaires du Directoire exécutif près de ces administrations, relative à la part d'auteur.

Citoyens, le théâtre est une portion intéressante de la gloire littéraire de la nation ; il offre un amusement utile ; il sert à l'instruction publique. Je m'en occuperai sous ce dernier point de vue ; mais aujourd'hui je dois vous parler de la reconnaissance que l'on doit aux écrivains qui le soutiennent, et des moyens de réprimer le tort que leur fait l'ingratitude de quelques entrepreneurs de spectacles.

Les auteurs dramatiques ne cessent de m'adresser des réclamations sur l'étonnante légèreté avec laquelle plusieurs de ces entrepreneurs de spectacles se permettent de représenter les ouvrages des auteurs vivants sans avoir obtenu leur consentement, et sans acquitter la rétribution connue sous le nom de *part d'auteur*.

C'est en vain que leurs fondés de procuration dans les départements somment juridiquement ces entrepreneurs de suspendre les représentations. Au mépris de ces sommations, au mépris des lois qui les autorisent, ces pièces restent dans leur répertoire, et continuent d'être jouées sur leurs théâtres.

Je suis informé que quelques autres, surtout dans la commune de Paris, ne font que changer le titre des pièces, et trouvent ainsi moyen de se soustraire à la loi.

D'autres encore se permettent de morceler les opéras, d'en supprimer les paroles ou la musique, et de les faire représenter en pantomimes ou en comédies ; abus qui n'est ni moins répréhensible ni moins attentatoire à la propriété, tant des auteurs que des compositeurs de musique.

Cependant, citoyens, les propriétés littéraires et musicales sont toujours le fruit des longues études, des méditations et des veilles d'une classe de citoyens qui souvent ne possèdent d'autre richesse

que celle qu'ils ont ainsi tirée de leur propre fonds. Ces propriétés sont donc aussi sacrées que toutes les autres; elles sont également protégées et garanties par les lois. Il est de mon devoir, il est du vôtre, de ne rien négliger pour prévenir ces abus et pour assurer aux auteurs dramatiques l'usufruit légitime d'une propriété aussi incontestable.

L'article III de la loi du 13 janvier 1791 est conçu en ces termes :

Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations, au profit des auteurs.

La loi du 19 juillet 1793 donne aux auteurs le droit exclusif de vendre, faire vendre et distribuer leurs ouvrages, et d'en céder la propriété en tout ou en partie; transporte à leurs héritiers ou cessionnaires la jouissance du même droit durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs, et impose aux officiers de paix l'obligation de faire confisquer, à la réquisition et au profit des auteurs, dans les cas prévus d'atteinte à leurs propriétés.

Enfin la loi du 25 prairial an III porte, article 1^{er} : *Les fonctions attribuées aux officiers de paix, par l'article III de la loi du 19 juillet 1793 (v. st.), seront à l'avenir exercées par les commissaires de police, et par les juges de paix dans les lieux où il n'y a pas de commissaires de police.*

Ces lois sont claires et précises; et je les rapporte ici pour fixer l'incertitude de ceux d'entre vous qui ne se croiraient pas suffisamment autorisés à protéger avec fermeté les propriétés des auteurs dramatiques.

Il est constant que depuis longtemps plusieurs entrepreneurs de spectacles parviennent à les éluder. Dans de semblables circonstances, lorsque les moyens de la justice ordinaire sont impuissants pour assurer la stricte exécution des lois, c'est au gouvernement à employer l'autorité dont il est investi. Bien déterminé à ne rien négliger pour les faire exécuter, je vais vous tracer la marche que vous devez suivre à l'avenir.

1^o En vertu des lois que j'ai citées, vous exigerez des entrepreneurs de spectacles qui se trouveront dans votre commune qu'ils vous représentent un consentement formel et par écrit pour représentation des pièces d'auteurs vivants placées dans leur répertoire, et vous interdirez expressément toutes celles de la concession desquelles ils ne pourront vous justifier.

2^o Toutes les fois que les auteurs ou leurs fondés de procuration vous dénonceront une violation de la loi et des engagements pris avec eux, vous interdirez la représentation; et s'il arrivait que les entrepreneurs, au mépris de ces défenses, osassent jouer les pièces que vous auriez désignées, vous séviriez alors contre eux par tous les moyens que la loi a mis dans les mains des administrations municipales, et vous auriez soin de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les recettes pussent être matériellement saisies dans les mains du receveur même du spectacle, et déposées dans celles d'un notaire, ou de tout autre officier public, à votre choix.

Mais c'est aux officiers de police ou, à leur défaut, aux juges de paix, qu'il appartient de procéder à la confiscation. Comme je sais que (soit par négligence, soit par une fausse interprétation des lois), plusieurs officiers publics ont refusé de prêter leur ministère aux fondés de pouvoirs des auteurs, je vais me concerter avec le ministre de la justice, pour qu'il leur enjoigne de remplir à cet égard le vœu de la loi, à la première réquisition soit du commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, soit des auteurs, de leurs héritiers, cessionnaires ou fondés de pouvoirs.

J'espère, citoyens, que l'énoncé de ces mesures de *rigueur* auxquelles force de recourir l'imprudente obstination de la plupart des entrepreneurs de spectacles, suffira seul pour les ramener à des sentiments plus équitables envers des hommes au soutien desquels l'existence de ces entrepreneurs et celle de leurs auteurs est si intimement liée.

Les administrations centrales veilleront à l'exécution de ces dispositions dans toutes les communes de leur arrondissement où il y a spectacle public.

FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU.

Circulaire du ministre de l'intérieur (Montalivet) aux préfets, au sujet de la rétribution connue sous le nom de part d'auteur. (Recueil des circulaires et instructions émanées du ministère de l'intérieur, 1^{re} série, tom. 1^{er}, p. 526.)

[12 octobre 1812.]

Les auteurs dramatiques m'ont adressé des réclamations sur le refus que font plusieurs entrepreneurs de spectacles de leur payer la rétribution connue sous le nom de *part d'auteur*.

Les propriétés littéraires sont garanties par des lois spéciales, dont je crois devoir vous rappeler les dispositions.

L'article 3 de la loi du 13 janvier 1791 est ainsi conçu :

« Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs. »

L'article 2 de la loi du 6 août de la même année porte :

« La convention entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles sera parfaitement libre ; les officiers municipaux ni autres fonctionnaires publics ne pourront taxer les ouvrages dramatiques, ni modérer ou augmenter le prix convenu. »

La loi du 19 juillet 1793 donne aux auteurs le droit exclusif de vendre, faire vendre et distribuer leurs ouvrages, et d'en céder la propriété, etc. ; elle impose aux officiers de paix l'obligation de faire confisquer, à la réquisition et au profit des auteurs, le produit total des représentations, en exécution de l'article 3 de la loi du 13 janvier 1791.

Enfin le décret du 8 juin 1806 confirme ces dispositions :

« Art. 10. Les auteurs et les entrepreneurs seront libres de déterminer entre eux, par des conventions mutuelles, les rétributions dues aux premiers par somme fixe ou autrement.

» Art. 11. Les autorités locales veilleront strictement à l'exécution des conventions passées entre les auteurs et les entrepreneurs.

» Art 12. Les propriétaires d'ouvrages dramatiques posthumes ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions sur la

• propriété des auteurs et sur sa durée leur seront applicables, ainsi qu'il est dit au décret du 1^{er} germinal an XIII. »

Ces dispositions sont claires et précises. Vous voudrez bien les faire connaître à MM. les maires, pour qu'ils en surveillent la stricte exécution, conformément à l'article 11 du décret du 8 juin 1806.

Si les entrepreneurs de spectacles se permettaient de jouer des pièces sans le consentement des auteurs, ou refusaient de payer la rétribution suivant le tarif qu'ils ont établi, MM. les maires pourront ordonner que la recette du spectacle soit saisie dans les mains du receveur, et déposée provisoirement chez un notaire ou tout autre officier public.

Il est entendu que le *droit d'entrée* au spectacle et les *billets* que se réservent les auteurs pour eux et leurs fondés de pouvoirs *font partie du prix* qu'ils ont droit d'exiger des entrepreneurs qui veulent représenter leurs ouvrages, et qu'en conséquence on ne peut, sous aucun prétexte, leur en refuser la jouissance.

Recevez, etc.

MONTALIVET.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets. (Direction générale de l'administration intérieure; bureau des théâtres. — Théâtres des départements. Les affiches de spectacle ne doivent annoncer que les titres des ouvrages portés sur les brochures visées au ministère de l'intérieur. (Bulletin officiel du ministère de l'intérieur, 1853, p. 282.)

[10 juillet 1853.]

Monsieur le préfet, des abus nombreux se sont introduits dans l'annonce des spectacles par les affiches placardées dans les villes ayant un théâtre. Les directeurs, pour piquer la curiosité publique, changent ou dénaturent les titres des ouvrages, ou bien y ajoutent des annonces souvent inconvenantes sur la nature ou l'esprit de l'ouvrage, sur la mise en scène, sur les droits des acteurs à la bienveillance des spectateurs. Toutes ces infractions aux instructions ministérielles offrent des inconvénients que l'administration doit faire cesser. Je vous invite donc à donner des

ordres très-précis aux sous-préfets, aux maires et commissaires de police de votre département, pour que, à dater du 1^{er} août, les affiches de théâtre n'annoncent au public que les titres des ouvrages dramatiques portés sur les brochures visées au ministère de l'intérieur ou sur les répertoires, et pour que, sous aucun prétexte, ces titres ne puissent être *dénaturés* ou *doublés*.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire et de me faire connaître les mesures que vous prendrez pour assurer l'exécution des instructions qu'elle contient.

Recevez, etc.

Pour le ministre de l'intérieur :

*Le conseiller d'État chargé de la direction générale
de l'administration intérieure,*

Signé L. FREMY.

*Circulaire du ministre d'État relative à l'obligation de jouer
les pièces de théâtre conformément au texte des manuscrits
examinés par la commission de censure.*

[6 décembre 1861.]

Messieurs les directeurs, malgré les prescriptions ministérielles qui veulent que les pièces de théâtre soient toujours jouées conformément aux manuscrits examinés par la commission de censure, il arrive souvent, après les premières représentations, que les artistes, croyant échapper à la surveillance administrative, rétablissent les passages supprimés et ajoutent d'eux-mêmes des phrases nouvelles, des mots et des jeux de scène qui n'eussent pas été approuvés et dont le public est justement choqué.

Les directeurs étant responsables des faits de leurs artistes, toute altération des textes autorisés constitue pour eux une grave infraction au cahier des charges, qui les oblige à se conformer à toutes les dispositions réglementaires, instructions et consignes qui régissent les théâtres.

Avant d'user de la rigueur de mon droit, je vous invite, chacun en ce qui vous concerne, à prendre des mesures pour faire cesser ou prévenir, dans vos théâtres, un abus que je suis décidé à ne pas tolérer.

Le Ministre d'État,

A. WALEWSKI.

Circulaire du ministre de l'intérieur à MM. les préfets. Direction générale de la sûreté publique, 1^{re} division, 2^e bureau. — Exécution des lois et règlements relatifs aux droits des auteurs et compositeurs dramatiques. (*Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur*, 1867, n^o 4, p. 94.)

[30 mars 1867.]

Monsieur le préfet, les auteurs et compositeurs dramatiques, réunis en société, se plaignent de ce que, par suite d'une fausse interprétation donnée au décret du 6 janvier 1864 sur la liberté de l'industrie théâtrale, l'administration, dans quelques départements, ne prêterait pas une protection suffisante aux intérêts des auteurs et des compositeurs. Cette réclamation m'a paru mériter une attention toute particulière, et, après m'être entendu avec mon collègue, M. le ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, je crois devoir vous adresser à cet égard des instructions dont vous voudrez bien faire part à MM. les maires, à MM. les commissaires de police, et à tous les agents relevant du ministère de l'intérieur et préposés à la surveillance des théâtres.

Le décret du 6 janvier 1864, en statuant, par son article 4, que les ouvrages dramatiques de tous les genres pourront être représentés sur tous les théâtres, n'a porté aucune atteinte aux droits que garantissent aux auteurs de ces œuvres les lois et règlements sur la propriété littéraire et artistique.

Aujourd'hui comme par le passé, les auteurs dramatiques et les entrepreneurs de spectacles sont libres de déterminer entre eux, par des conventions mutuelles, les rétributions dues aux premiers, par somme fixe ou autrement; comme par le passé, les maires et les commissaires de police sont tenus de prêter leur concours pour assurer par toutes les voies légales l'exécution de ces conventions, ainsi que le veut l'article XI du décret du 8 juin 1806.

J'ajouterai que lorsqu'il s'agira de troupes ambulantes, et en cas de contestations, le dépôt de la somme réclamée devra être fait entre les mains du maire ou du commissaire de police, ou, s'il y a empêchement, entre les mains de l'huissier chargé d'instru-

Pour la représentation des pièces qui ne sont pas tombées dans le domaine public, l'autorité compétente exigera des directeurs de théâtre le consentement préalable et écrit des auteurs, conformément à l'article III de la loi du 13 janvier 1791.

Ce consentement est valablement donné dans chaque localité par le correspondant de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. Ce correspondant a qualité pour répondre au vœu de la loi, pour consentir, au lieu et place des auteurs, à la représentation de leurs œuvres, ou pour l'interdire, s'il y a lieu.

Les conventions entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles restent libres; les officiers municipaux ni les autres préposés de l'autorité ne peuvent taxer les ouvrages représentés, ni modérer ou augmenter le prix convenu, et la police locale doit, au contraire, veiller à ce que les conventions librement passées entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles soient strictement exécutées.

Je vous rappellerai encore que les ouvrages dramatiques, et les titres sous lesquels ils ont été originairement représentés, ne peuvent être ni modifiés ni dénaturés.

Comme les auteurs dramatiques ou leurs ayants droit peuvent seuls disposer de ce qui leur appartient, il doit être toujours entendu que, même lorsqu'il s'agit de représentations données dans un but de bienfaisance, l'abandon de tout ou partie des droits d'auteur doit être d'avance librement et expressément consenti; cette concession ne saurait être imposée ni aux écrivains ni aux compositeurs.

Je vous prie, monsieur le préfet, de veiller à l'exacte observation de ces instructions, conformes d'ailleurs à celles qui, à diverses époques, ont fait l'objet des circulaires ministérielles en date des 12 octobre 1812, 10 mars 1844, 29 octobre 1850, 12 juillet 1853.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'intérieur,

LA VALETTE.

TRAITÉS INTERNATIONAUX

SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE DE THÉÂTRE.

Le grand principe qui régit toute convention internationale repose sur la réciprocité ; les charges et les garanties sont égales pour les deux pays contractants, mais les règles qui les déterminent varient dans chaque État. Le jour où toutes les nations auront inscrit dans leur code : « Tout auteur, quel que soit son pays, est propriétaire de son œuvre, et nulle traduction n'est autorisée sans son consentement, » la législation sera complète ; mais tant qu'il sera nécessaire de remplir telle ou telle formalité, parfois difficile, dans des délais fixés, la convention ne protégera pas suffisamment les droits des intéressés ; bien peu rempliront ces formalités, et la loi deviendra lettre morte.

Aujourd'hui cette protection réciproque a presque toujours été inefficace pour trois raisons :

1° Les auteurs, par négligence ou ignorance, n'ont pas rempli les formalités exigées par les conventions, dans les délais voulus (1) ;

2° Le délai accordé pour remplir ces formalités est le plus souvent trop court ;

3° Le bénéfice de la convention est, dans quelques cas, annulé par certaines conditions restrictives, comme, par exemple, les réserves faites en faveur des imitations et appropriations de bonne foi, réserves qui se trouvent dans les conventions conclues avec l'Angleterre et l'Espagne (2).

La première convention internationale sur la propriété littéraire et artistique date de 1843. Elle fut conclue avec les États sardes. Depuis cette époque, un grand nombre de conventions du même genre ont été conclues avec d'autres États. Dans quel-

(1) Voir ci-après, page 76, les moyens proposés aux sociétaires pour remplir ces formalités.

(2) Voir la lettre adressée par la commission à la chambre des communes, pour la révision du traité passé avec l'Angleterre, imprimée en note du rapport du secrétaire à l'assemblée générale.

ques-uns de ces États, il faut l'enregistrement et le dépôt d'exemplaires; dans le plus grand nombre, les garanties peuvent être réclamées sur la simple production d'un titre établissant qu'il s'agit d'une œuvre originale. Pour les œuvres françaises, ce titre consiste dans le duplicata du récépissé de dépôt délivré au bureau de la librairie (ministère de l'intérieur) ou dans les préfectures (1).

Liste alphabétique des États avec lesquels la France a conclu des conventions internationales pour la propriété littéraire et artistique, et indication sommaire des formalités à remplir.

Angleterre (2) (3 novembre 1851-22 janvier 1852). — Dépôt et enregistrement d'un exemplaire à l'hôtel de la corporation des libraires, à Londres, dans les trois mois à partir de la publication de l'œuvre.

La protection accordée aux ouvrages originaux est étendue aux traductions, à la condition que l'auteur aura fait paraître sa traduction trois mois après l'enregistrement et le dépôt de l'ouvrage original (3).

Autriche (11-19 décembre 1866). — Dépôt et enregistrement d'un exemplaire au ministère des affaires étrangères, à Vienne, dans les trois mois à partir de la publication de l'ouvrage.

La traduction est expressément assimilée à l'ouvrage original, pourvu que l'auteur ait réservé son droit de traduction sur la brochure.

Les auteurs jouiront réciproquement des mêmes droits

(1) Les certificats destinés à constater le dépôt légal des livres, gravures, lithographies, compositions musicales, etc., effectués dans nos chancelleries diplomatiques et consulaires, en vertu de dispositions spéciales inscrites dans les traités sur la propriété littéraire et artistique, seront soumis à un droit uniforme de cinquante centimes (0 fr. 50 c.) par certificat. (*Art. 1^{er} du décret du 29 avril 1854.*)

(2) Voir, au sujet de la convention avec l'Angleterre, la lettre adressée par la commission à la chambre des communes, pour la révision de cette convention, imprimée en note au bas du rapport du secrétaire à l'assemblée générale.

(3) Chaque fois que l'enregistrement est exigé, cette formalité se fait sur la déclaration écrite des intéressés.

relativement à la traduction ou à la représentation des traductions de leurs ouvrages.

Pas de délai exigé pour faire paraître la traduction (1).

Anhalt. — Dépôt au ministère de l'intérieur, à Paris. Certificat émanant du bureau de la librairie, constatant qu'il s'agit d'une œuvre originale; ce certificat doit être légalisé par l'agent diplomatique à Paris.

Bade (2 juillet-26 août 1857). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Bavière. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Belgique (2) (1^{re}-27 mai 1861 — 12 mai-26 juin 1863). — Dépôt et enregistrement d'un exemplaire à la légation belge à Paris, dans les trois mois à partir de la publication de l'œuvre originale.

Si les droits d'auteur n'ont pas été arrêtés par les parties, un tableau annexé à la convention en fixe le montant (3).

Pour se réserver le droit exclusif de traduction, l'auteur devra faire paraître cette traduction dans les trois mois à partir du dépôt et de l'enregistrement de la publication de l'œuvre originale.

(1) La commission a nommé M. C. A. Spina, éditeur de la cour, à Vienne, pour représenter et défendre, en Autriche, les intérêts des membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

(2) Voir à l'article *Jurisprudence* (page 83), les arrêts rendus par le Tribunal civil et la Cour d'appel de Bruxelles, et par la Cour de cassation de Belgique, dans l'affaire de MM. Offenbach, Halévy et Meilhac contre M. Delvil.

(3) Le droit des auteurs dramatiques ou compositeurs sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées; à défaut d'un semblable accord, le taux exigible de ce droit ne pourra respectivement dépasser les chiffres suivants :

	A Bruxelles et à Paris.	Dans les villes de 80,000 âmes et au-dessus.	Dans les villes de moins de 80,000 âmes.
Pour les pièces en 4 ou 5 actes.	18	14	9
Pour les pièces en 3 actes.....	14	10	8
Pour les pièces en 2 actes . . .	10	8	6
Pour les pièces en 1 acte	6	5	4

Brunswick (8 août-19 octobre 1852). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Espagne (1) (15 novembre 1853-4 février 1854). — Enregistrement et dépôt de deux exemplaires au ministère del fomento, à Madrid, dans les trois mois à partir de la publication de l'œuvre originale.

La traduction devra être faite dans les trois mois qui suivront l'enregistrement et le dépôt.

Hambourg. — (Voir *Villes libres*.)

Hanovre (20 octobre 1851-16 janvier 1852). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Hesse-Cassel (7 mai-25 août 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Hesse-Hambourg (2 octobre-23 novembre 1852). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Hesse-Darmstadt. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Italie (29 juin-24 septembre 1862). — Certificat délivré par le bureau du dépôt légal et de la propriété littéraire au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission d'Italie à Paris.

La traduction est assimilée à l'œuvre originale aux conditions suivantes : 1^o droit de traduction réservé sur la brochure ; 2^o publication de la traduction dans l'espace de six mois, après la publication ou la représentation de l'œuvre originale.

Lippe-Detmold. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Lubeck. — (Voir *Villes libres*.)

Luxembourg (4-6 juillet — 1^{er} décembre 1856). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Mecklenbourg-Schwerin (9-24 juin 1865). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

(1) Voir, au sujet de la convention avec l'Espagne, un extrait de l'*Exposé de la situation de l'Empire*, note de la page 83.

Mecklenbourg-Strelitz. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Nassau (2 mars-27 avril — 8 juin 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Oldenbourg (1^{er} juillet-30 novembre 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Pays-Bas (29 mars-10 août 1855 — 15 mai 1860). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Prusse (2 août 1862—9-10 mai 1865). — Enregistrement au ministère des cultes à Berlin ou à la légation prussienne à Paris, dans les trois mois qui suivront la publication de l'œuvre originale. Privilège, pendant cinq ans, du droit de traduction sous les conditions suivantes :

1^o Faire paraître ou représenter la traduction dans les trois mois à partir de l'enregistrement de l'œuvre originale;

2^o Réserve du droit de traduction mise sur la brochure;

3^o La traduction devra être enregistrée (1).

Reuss-Greiz (24 février-29 avril 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Reuss-Gera (30 mars-28 mai 1853 — 10 juin 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Russie { 6 avril } 22 mai 1861.
 { 25 mars }

Saxe-Royale (19 mai-13 juin 1856). — Enregistrement à la légation, à Paris.

Saxe-Altenbourg. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Saxe-Cobourg-Gotha. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Saxe-Meiningen. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

(1) La commission a conclu avec M. Émile Bock, libraire-éditeur, demeurant à Berlin, Unter den Linden, 27, un traité par lequel ce représentant s'engage à remplir, en Prusse, les formalités exigées pour maintenir le droit de traduction des pièces jugées par lui aptes à la scène allemande. Ce traité, qui n'est valable que pour les sociétaires qui ont signé la formule d'adhésion, expirera en février 1868.

Saxe-Weimar (17 mai-27 juin 1853). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Schwartzbourg-Rudolstadt (16 décembre 1853-9 février 1854). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Schwartzbourg-Sondershausen. (7 décembre 1853-24 février 1854). — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Suisse (30 juin 1864). — Enregistrement fait à la légation suisse à Paris, dans le délai des trois mois qui suivront la publication de l'œuvre originale.

Les traductions sont assimilées aux œuvres originales, en suivant les mêmes conditions qui sont exigées en Prusse (1).

Waldeck et Pyrmont (4 février-27 avril 1854).

Villes libres (4 mars-3 juin 1865). — *Brême*. — *Hambourg*. — *Lubeck*. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Wurtemberg. — Mêmes formalités que pour Anhalt.

Des divers moyens qui s'offrent aux membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques pour satisfaire aux formalités exigées par les conventions internationales, le plus naturel, et celui qui leur causera le moins d'embarras, consiste à intercaler dans le traité qu'ils doivent, dans leur intérêt, passer avec le libraire-éditeur qu'ils chargent d'éditer leur pièce, une clause ainsi libellée: «L'éditeur s'engage à opérer en ma faveur et dans les » délais voulus le dépôt et l'enregistrement exigés par les con- » ventions internationales, pour réserver mes droits absolus de » reproduction, de traduction et de représentation dans tous les » pays avec lesquels la France a passé des traités au sujet de la » propriété littéraire et artistique (2). »

(1) Voir à l'article *Jurisprudence* (page 88), les arrêts rendus par le Tribunal civil et par la Cour de justice de Genève, dans l'affaire de M. Armand Durantin contre M. Roubaud.

(2) Dans le but de satisfaire à une autre formalité qui n'est pas sans importance et qui doit être remplie conformément à une résolution votée en assemblée générale, les sociétaires pourront faire suivre la clause ci-dessus de la suivante :

« L'éditeur s'engage également à faire parvenir un exemplaire de la pièce

Ce moyen est préférable à tout autre, en ce sens que l'auteur, prenant ses mesures au moment même de l'impression de sa pièce, n'aura pas à craindre de se laisser attarder pour faire opérer le dépôt.

Par une décision de la commission en date du 3 août 1866, l'agent général de la librairie dramatique, 10, rue de la Bourse, a été invité à opérer ce dépôt pour toutes les pièces des sociétaires éditées par ses soins. Les sociétaires qui font imprimer leurs pièces par l'intermédiaire de cet agent sont donc certains que toutes les formalités voulues sont remplies sans qu'ils aient autrement à s'en préoccuper.

JURISPRUDENCE

CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE D'ŒUVRES
DRAMATIQUES.

La Sonnambula, l'Elisire d'Amore, ET LE Ballo in maschera.

— TRADUCTION ET IMITATION DE PIÈCES FRANÇAISES. — APPROPRIATION A UNE SCÈNE ÉTRANGÈRE. — REPRÉSENTATION EN FRANCE.

[Cour de Paris (1). — 30 janvier 1865. — Madame Scribe contre Bagier.]

Il y a contrefaçon dans le fait de traduire ou imiter une œuvre dramatique pour l'approprier à un théâtre étranger, lorsque le sujet, la disposition des scènes et la marche générale de la pièce restent les mêmes.

La prescription triennale édictée par l'article 638 du Code d'instruction criminelle ne couvrant que les faits accomplis plus de trois ans avant les poursuites, les auteurs des pièces re-

• Dans la huitaine qui suivra l'impression, à M. le président de la commission des auteurs et compositeurs dramatiques, 30, rue Saint-Marc. Cet exemplaire, destiné à la bibliothèque de la Société, donnera lieu à un accusé de réception de son envoi par une annonce dans l'Annuaire. »

Cette formalité étant prévue par les statuts qui régissent l'Agence de la librairie dramatique, les pièces éditées par cette agence sont toujours déposées à la bibliothèque, sans que l'auteur ait aucune recommandation à faire à cet égard.

1; Réformant le jugement du tribunal civil de la Seine du 20 avril 1864.

produites ou imitées conservent le droit de s'opposer, soit à de nouvelles éditions, soit au débit en France des éditions contrefaites.

Dans tous les cas, le droit de représentation étant complètement distinct de celui de publication, et chaque représentation constituant un fait nouveau, l'auteur de la pièce originale peut toujours s'opposer à ce que celle qui en constitue une contrefaçon soit représentée en France sans son consentement. encore bien qu'il se serait abstenu de poursuivre l'auteur de la reproduction en langue étrangère.

« LA COUR :

» Considérant que la veuve Eugène Scribe, héritière de son mari, demande qu'il soit interdit à Bagier de faire représenter les pièces intitulées *la Sonnambula*, *l'Elisire d'Amore*, et *le Ballo in maschera*, qui, suivant elle, sont des reproductions ou contrefaçons des pièces d'Eugène Scribe, portant les titres de : *la Sonnambule*, *le Philtre* et *Gustave III* ;

» Considérant que, en présence de cette demande, Bagier soutient : 1° que les pièces par lui représentées ne sont point des reproductions ni des contrefaçons de celles d'Eugène Scribe ; — 2° que, dans tous les cas, l'action de la veuve Scribe serait éteinte par la prescription ; — 3° que, en supposant l'action bien fondée et non prescrite, ce serait contre les auteurs seuls des pièces italiennes que la poursuite pourrait être dirigée ; — 4° qu'enfin la demande est sans intérêt, aucun dommage n'étant éprouvé par la demanderesse.

» Sur le premier moyen : — Considérant que la lecture des œuvres dont il s'agit démontre que les sujets, la disposition des scènes et la marche générale de l'ouvrage sont les mêmes dans les pièces françaises de Scribe et dans les imitations italiennes ; qu'en réalité, ce sont les productions du théâtre d'Eugène Scribe qui sont données au public par les imitateurs, avec les modifications inévitables que nécessitait l'appropriation à une autre scène, c'est-à-dire que ces reproductions ou contrefaçons sont aussi exactes que le permettent les convenances et les intérêts des imitateurs ; — Considérant que l'impression et la publication de ces imitations constituaient ainsi une atteinte aux droits de propriété d'Eugène Scribe, dont il pouvait poursuivre la répression soit devant les tribunaux civils, soit devant la justice correctionnelle ;

» Sur l'exception de prescription : — Considérant qu'il est opposé par l'intimé qu'en admettant que la publication des traductions ou imitations dont il s'agit constituassent un délit, Eugène Scribe n'en ayant pas poursuivi la réparation pendant trois années, toute action à cet égard, soit civile, soit criminelle, notamment celle dirigée par la dame Scribe dans la cause, se trouve éteinte, aux termes des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle ; — Que les auteurs desdites contrefaçons, en prescrivant la peine, sont devenus propriétaires légitimes de leur travail, en ont pu faire tel usage qui leur a plu, notamment les faire représenter et transmettre ce droit à Bagier et à tous autres ;

• Considérant que, lorsqu'il y a lieu d'apprécier les conséquences de la prescription édictée par les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, il importe d'examiner la nature du délit auquel elle est appliquée; — Que, lorsqu'il s'agit d'un fait illicite de prise de possession d'un objet mobilier, comme cette possession forme un titre complet de propriété, le délinquant qui a prescrit la peine devient, par le fait même, propriétaire à la place de celui qui a été victime du délit, et par suite investi de tous les droits que donne la propriété; que, dans ce cas, le propriétaire légitime conserve tout son droit, hors la part enlevée; qu'il doit supporter sans indemnité le fait dommageable protégé par la prescription, mais qu'il garde la faculté d'empêcher que ce fait ne se répète ou ne s'augmente; — Considérant que cette règle devient évidente quand on l'applique à des délits spéciaux; qu'ainsi le délinquant pour fait de chasse, de destruction de clôture ou de toute atteinte à la propriété immobilière d'autrui, peut, sans doute, après divers délais écoulés sans poursuite, opposer l'exception de prescription à l'action soit civile, soit criminelle, du propriétaire; mais qu'il ne viendrait à la pensée de personne de soutenir qu'il puisse dans cette prescription la faculté de renouveler les mêmes ou de semblables délits; que de même le contrefacteur d'un objet breveté qui a prescrit contre la peine garde bien la chose par lui contrefaite, mais n'est aucunement autorisé à continuer la fabrication, à imiter autrement l'invention, ou à porter tout autre préjudice à l'inventeur; — Considérant qu'il en est ainsi à l'égard des délits contre la propriété littéraire; que celui qui, par impression, copie, traduction ou tout autre moyen, a porté atteinte aux droits de l'auteur, peut prescrire, par l'expiration d'un délai déterminé, la peine et l'action en indemnité, mais que cette impunité légale du fait accompli ne rend pas celui qui l'a commis propriétaire de l'œuvre originale, au préjudice de celui qui l'a créée, ni concurremment avec lui; — Que dans ce cas, le délinquant conserve l'impression, la copie, la traduction qu'il a faite, mais n'a le droit de faire ni une édition, ni une copie, ni une traduction nouvelle de ladite contrefaçon;

• Considérant qu'ainsi, étant admis que les reproductions italiennes des pièces de théâtre d'Engène Scribe ont été imprimées par Somma ou autres, il y a plus de trois années, il peut en résulter que Scribe ou ses ayants droit aient perdu toute action au sujet de cette publication, mais que la prescription n'est qu'une exception qui couvre exclusivement le fait délictueux; — Qu'elle n'est point acquisitive de la propriété lésée; — Que Scribe ou ses ayants droit sont restés propriétaires de l'œuvre contrefaite, et qu'ils ont le droit de s'opposer à toute exploitation nouvelle de la contrefaçon; — Que la réimpression, la traduction en une autre langue et tout nouvel usage de la contrefaçon constitue de nouvelles atteintes à leurs droits de propriété et, par suite, un nouveau délit que la prescription acquise au premier ne peut ni autoriser ni couvrir.

• Considérant qu'en faisant application de ces principes, il a été jugé que la contrefaçon couverte par la prescription ne donnait pas le droit de mettre en vente l'objet contrefait; — Que, dans la cause, la veuve Scribe ne s'oppose pas à la vente de la contrefaçon imprimée, mais que la reproduction théâtrale de celle-ci constitue un mode distinct de reproduction de l'œuvre originale, et par suite un second délit que la prescription du premier n'autorise pas; — Considérant que la représentation est tellement distincte de l'im-

pression, que l'éditeur qui a acheté le droit d'imprimer une pièce serait évidemment inadmissible à prétendre avoir la faculté de la faire jouer, et qu'il serait bien étrange d'accorder à celui qui a prescrit la peine infligée à l'impression frauduleuse, un droit que le possesseur légitime de cette impression ne pourrait réclamer.

» Considérant, dès lors, que les premiers juges ont à tort assimilé la prescription qui couvre un fait de contrefaçon d'un ouvrage littéraire à une décision judiciaire qui déclarerait qu'il n'y a pas contrefaçon et que la nouvelle œuvre est originale ; qu'ainsi l'exception opposée à la demande fondée sur l'impression, faite il y a plus de trois ans, des pièces jouées par Bagier, n'est pas admissible ; que celle qui s'appuie sur les représentations données plus de trois années antérieurement à la demande, ne l'est pas davantage ; — Considérant qu'en effet les représentations données par d'autres que l'intimé, ne pourraient être par lui opposées ; qu'il n'a jamais été soutenu que la prescription acquise par un délinquant puisse être invoquée par un autre ; — Qu'en admettant, ce qui n'est point établi, que Bagier eût fait lui-même représenter les pièces dont il s'agit, il y a plus de trois années, il en résulterait seulement que les dommages causés par ces délits pourraient être prescrits ; mais que chaque représentation constitue un fait nouveau et, par suite, une cause nouvelle d'action de la part de l'auteur ; — Considérant que la tolérance de celui-ci, pour une ou plusieurs représentations de sa pièce, ne peut constituer un abandon de sa propriété ; que la loi détermine les cas dans lesquels l'œuvre littéraire tombe dans le domaine public ; qu'aucune disposition ne place au nombre de ces circonstances la tolérance de l'auteur à l'égard d'un fait quelconque de publication ou d'usage de ses œuvres ;

» Considérant que tout comme la prescription couvrant une édition d'un ouvrage faite sans permission de l'auteur n'en autorise pas une autre ; de même la représentation d'une pièce, contrairement aux droits du propriétaire, amnistiée par la prescription, n'en légitime pas de nouvelles ; qu'ainsi, dans la cause, Bagier, agissant tant en son nom personnel ou comme se prétendant aux droits des auteurs de libretti, ne peut se prévaloir des représentations données sur son théâtre ou sur d'autres, à quelque époque que ce soit, pour les continuer au préjudice des droits de la veuve d'Eugène Scribe ;

» Considérant d'ailleurs, en fait, que les documents de la cause établissent qu'Eugène Scribe a constamment protesté contre les représentations des pièces dont il s'agit, et que les droits réciproques ont été plusieurs fois réservés entre lui et les directeurs successifs du Théâtre-Italien de Paris ;

» Sur le troisième moyen : — Considérant que le fait de la représentation d'une pièce de théâtre appartient principalement au directeur de l'entreprise théâtrale ; — Que celui-ci ne peut opposer à l'auteur original la convention passée entre son entreprise et le contrefacteur, pas plus que le débitant d'une invention contrefaite ne peut maintenir son débit en s'appuyant sur le contrat intervenu entre lui et le fabricant de l'objet contrefait, et renvoyer l'inventeur à se pourvoir contre ledit fabricant ;

Sur le défaut d'intérêt : — Considérant que le droit de propriété est absolu en ce sens que le propriétaire a la faculté de s'opposer à l'usurpation de la chose, sans être tenu de rendre compte des motifs qui le déterminent ; — Qu'en fait de propriété littéraire, l'auteur peut avoir un intérêt moral à

ne pas voir son œuvre défigurée par les imitateurs; qu'enfin il est bien évident que le droit de s'opposer à une impression ou représentation entraîne la faculté de les permettre moyennant une rétribution; qu'ainsi, sous tous les rapports, l'auteur d'une pièce a intérêt et, par suite, action à l'effet d'empêcher les publications et représentations de son œuvre, et des contrefaçons ou imitations qui pourraient en être faites;

• Sur les dommages-intérêts : — Considérant que, s'il est établi qu'Eugène Scribe a réservé son droit de propriété vis-à-vis des représentations données au Théâtre-Italien, il est justifié par les mêmes documents qu'il a toléré lesdites représentations et accepté même des compensations; — qu'ainsi, il n'y a lieu d'accorder des dommages-intérêts pour les faits antérieurs à la demande;

• Met le jugement dont est appel au néant : — Émendant; sans s'arrêter aux exceptions de prescription ou autres opposées par Bagier; — Dit qu'il lui est interdit, ainsi qu'à Somma, de faire représenter les pièces intitulées *Il Sassambula*, *Un Ballo in maschera* et *l'Elisir d'Amore*, sans l'autorisation écrite de la veuve d'Eugène Scribe. »

Cet arrêt a été porté, par M. Bagier, devant la Cour de cassation, qui a réglé, par l'arrêt suivant, la jurisprudence sur cette question, contrairement aux termes des arrêts de la Cour de Paris, en date des 24 février et 13 novembre 1855 (Valet et Victor Hugo contre Ragani), et contrairement aussi au jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 28 janvier 1857 (Victor Hugo contre Calzado).

[Cour de cassation. — Chambre des requêtes. — 15 janvier 1867. — Bagier contre madame Scribe.]

« LA COUR,

• Oui M. le conseiller Férey, en son rapport : M^e Bosviel, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Savary, en ses conclusions;

• En ce qui touche le premier moyen :

• Attendu qu'aux termes de la loi du 13 janvier 1791, les ouvrages des auteurs vivants ne peuvent être représentés sur aucun théâtre public sans le consentement formel et par écrit desdits auteurs;

• Attendu qu'il est établi, en fait, par l'arrêt attaqué, comme résultant de la lecture qui en a été faite par les juges du fond, que, dans les trois pièces que Bagier a fait représenter à Paris, sur le Théâtre-Italien, dont il est directeur, les sujets, la disposition des scènes et la marche générale de ces ouvrages sont les mêmes dans les pièces françaises de Scribe et dans les imitations italiennes; qu'ainsi, en réalité, ce sont les productions du théâtre d'Eugène Scribe qui sont données au public par les imitateurs;

• Attendu que l'arrêt attaqué ajoute que ces reproductions ou contrefaçons sont aussi exactes que le permettraient les convenances et les intérêts des imitateurs;

• Qu'en cet état des faits, dont le demandeur n'a pas contesté l'exactitude, l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucun texte de la loi, conclure que lesdites pièces ne pouvaient être jouées sans le consentement de l'auteur ou de sa veuve et héritière;

» En ce qui touche le deuxième moyen :

» Attendu que, d'après les lois des 13 janvier 1791, 19 juillet de la même année, et 1^{er} septembre 1793, le droit de l'auteur est distinct et indépendant de celui de poursuivre ceux qui auraient contrefait ses œuvres par la voie de l'impression;

» Que c'est donc à bon droit qu'il a été jugé par l'arrêt attaqué que la prescription de l'action contre le contrefacteur de l'ouvrage ne saurait entraîner celle du droit d'empêcher la représentation du même ouvrage sur une scène publique;

» En ce qui touche le troisième moyen :

» Attendu que le droit, pour l'auteur d'un ouvrage dramatique, d'en empêcher la représentation publique sans son consentement formel et par écrit est absolu et indépendant du préjudice matériel qu'il pourrait en éprouver;

» Que, d'ailleurs, l'intérêt matériel est même constaté, puisque l'auteur d'une pièce peut en autoriser la représentation moyennant une rétribution à son profit, et que Scribe avait toujours réservé tous ses droits à cet égard et accepté même des compensations;

» Rejette (1). »

(1) Il résulte de cet arrêt que toute traduction ou imitation d'une pièce française, jouée en langue étrangère, à Paris ou dans les départements, est passible des droits d'auteur.

M. Bagier, directeur du Théâtre-Italien, a conclu avec la commission un traité dont voici les clauses principales :

Art. 1^{er}. — Lorsqu'une pièce traduite ou imitée d'un ouvrage, opéra ou ballet, composé par des membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, *dont les œuvres ne sont pas tombées dans le domaine public*, sera représentée sur le Théâtre impérial Italien, M. Bagier payera, par chaque représentation de ladite pièce, une somme de cent francs, savoir : cinquante francs pour les paroles et cinquante francs pour la musique.

2. — Lorsqu'une pièce traduite ou imitée d'un ouvrage, opéra ou ballet, composé par des membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques *dont les œuvres sont tombées dans le domaine public*, sera représentée par ledit théâtre, M. Bagier payera, par chaque représentation de ladite pièce, une somme de vingt-cinq francs, savoir : douze francs cinquante centimes pour les paroles et douze francs cinquante centimes pour la musique.

Ces droits seront perçus par MM. les agents généraux de la Société, pour être remis aux héritiers, s'il en existe, ou versés dans la caisse de secours de la Société s'il n'existe pas d'héritiers.

.....

6. — Tout membre de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, dont l'œuvre originale sera reproduite à l'avenir, par une traduction ou imitation, représentée par ledit théâtre, aura droit à ses entrées.

L'article 7 accorde le même droit aux auteurs des ouvrages représentés antérieurement au traité.

La Belle Hélène. — DROIT INTERNATIONAL : FRANCE ET BELGIQUE.

— INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES AU SUJET
DE LA REPRÉSENTATION DES ŒUVRES DRAMATIQUES.

[Belgique. Tribunal civil de Bruxelles. — 24 juillet 1865.] Cour d'appel de Bruxelles.
— 23 février 1866.] Cour de cassation de Belgique. — 3 novembre 1866. —
[J. Offenbach, L. Halévy et H. Meilhac contre E. Delvil.]

Par suite de l'interprétation donnée par les tribunaux belges au traité international, les directeurs des théâtres de Belgique peuvent jouer le répertoire des auteurs français sans avoir obtenu leur consentement préalable, et à la seule condition d'acquitter, à défaut de bases arrêtées entre les parties intéressées, les droits fixés par l'article 3 de la convention du 21 août 1852 (1).

Au mois de février 1865, M. Peragallo, l'un des agents généraux de la Société, notifia aux directeurs des théâtres de la Belgique que, conformément aux ordres de la commission des auteurs et compositeurs dramatiques, aucune pièce nouvelle ne pourrait

(1) L'interprétation donnée par les tribunaux belges au texte de la convention littéraire internationale n'est admise ni par le gouvernement ni par les auteurs français, ainsi que l'établit le passage suivant, tiré de l'*Exposé de la situation de l'Empire*, présenté au Sénat et au Corps législatif au début de la session de 1867. Le paragraphe relatif aux conventions littéraires internationales doit trouver place ici en entier, parce qu'il renferme des renseignements importants au sujet de l'application des traités passés entre la France et la Belgique, la Suisse et l'Espagne :

« Si les sentiments d'équité et l'esprit de conciliation dont sont animés les cabinets européens ont pu conjurer ou aplanir en grande partie les difficultés résultant de l'application des clauses douanières, nous regrettons d'avoir à dire qu'il n'en a pas toujours été de même pour les règlements internationaux dont l'exécution échappe à l'action des gouvernements. En Suisse et en Belgique, des auteurs français se sont trouvés dans l'obligation de revendiquer devant les tribunaux les droits qui leur ont été garantis par nos conventions sur la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

« Dans le canton de Genève, où nous voyons contester en ce moment, à l'occasion d'une reproduction illicite, la validité de la convention littéraire du 30 juin 1864, un jugement rendu en première instance a fait justice d'une fin de non-recevoir qui méconnaissait également les droits de nos écrivains et ceux de tous les pouvoirs constitués du pays ; nous avons la confiance que les engagements souscrits par le plénipotentiaire du conseil fédéral, et sanctionnés dans les formes constitutionnelles, seront respectés.

« La difficulté qui se présente en Belgique porte sur l'interprétation de l'article 4 de la convention littéraire du 1^{er} mai 1861, qui garantit la pro-

être désormais représentée sur leurs théâtres sans le consentement formel et par écrit des auteurs.

M. Devil, directeur du théâtre des galeries Saint-Hubert, jugea que toute pièce française pouvait être représentée en Belgique, sans accord préalable et à la seule condition d'acquitter les droits conformément au tarif annexé à la convention internationale du 22 août 1852; il répondit qu'en conséquence il continuerait à jouer les pièces du répertoire français, en se bornant à tenir à la disposition des agents correspondants les droits établis sur les bases de la convention.

MM. Offenbach, Halevy et Meilhac signifièrent alors à M. Delvil l'interdiction de jouer leur opéra bouffe *la Belle Hélène*. Celui-ci passa outre, et les auteurs français l'assignèrent en dommages-intérêts, et pour s'entendre condamner à suspendre toute représentation de leur pièce.

Le Tribunal civil de Bruxelles (2^e chambre), conformément aux conclusions de M. le substitut Giron, rendit le jugement suivant :

priété des auteurs par rapport à la représentation ou l'exécution de leurs œuvres dramatiques ou lyriques. On a prétendu qu'en fixant la quotité des droits dus aux auteurs, la convention leur avait enlevé la faculté d'interdire la représentation ou l'exécution de leurs ouvrages. Nos nationaux soutiennent que leur propriété doit jouir en Belgique des mêmes garanties que celles des auteurs belges en France, et que la convention intervenue pour assurer la propriété des œuvres d'esprit et d'art ne peut avoir eu pour objet d'établir à leur préjudice un cas d'expropriation qui n'est fondé ni sur l'esprit ni sur la lettre du traité. Malheureusement les tribunaux belges ont consacré, par des arrêts confirmés en dernier ressort, une doctrine contraire aux réclamations de nos auteurs dramatiques. Aussitôt que nous avons pu considérer cette jurisprudence comme établie, nous nous sommes adressés au cabinet de Bruxelles pour lui demander la modification de l'article qui venait de recevoir en Belgique une interprétation qu'il nous est impossible d'admettre.

» Enfin, le département des affaires étrangères avait reçu, à différentes reprises, des plaintes sur l'inexécution de notre convention littéraire du 15 novembre 1853 avec l'Espagne dans les possessions d'outre-mer du royaume. Il résulte des explications échangées avec le cabinet de Madrid que les ordres royaux en date des 12 novembre 1865 et 28 mars 1866 ont prescrit d'une manière formelle la promulgation de notre arrangement dans les colonies espagnoles. Ses stipulations, d'après les assurances que nous avons reçues, seraient désormais aussi rigoureusement observées aux Philippines, à Porto-Rico et à Cuba, que dans la métropole. »

« LE TRIBUNAL :

» Attendu que la convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire ou artistique, conclue le 22 août 1852, entre la France et la Belgique, dispose, à l'article 3, que les stipulations de l'article 1^{er} s'appliquent également à la représentation et à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la convention ; mais que cet article règle d'une manière restrictive l'application du droit sur le pied du tarif, en énonçant que le droit des auteurs dramatiques ou des compositeurs sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées, et qu'à défaut d'un semblable accord, le taux exigible de ce droit ne pourra respectivement dépasser les chiffres indiqués dans cet article.

» Attendu qu'il suit de là que, pour ce qui concerne la représentation ou l'exécution des œuvres dramatiques ou des compositions musicales, les auteurs ne peuvent prétendre qu'à la perception du droit sur le pied du tarif, et qu'ils ne sont point fondés à interdire l'exécution, en Belgique, de leurs œuvres publiées pour la première fois en France ;

» Attendu que cette stipulation a été introduite dans la convention afin de sauvegarder les intérêts des entreprises dramatiques, en mettant les directeurs des théâtres à l'abri des prétentions exagérées des auteurs ;

» Attendu que les entreprises théâtrales n'auraient pas été à l'abri de ces prétentions, s'il avait été permis aux auteurs d'interdire la représentation ou l'exécution de leurs œuvres, faute de voir admettre le taux des droits par eux fixés ;

» Attendu que les hautes parties contractantes avaient l'intention de sauvegarder à la fois l'intérêt des auteurs et celui des théâtres, puisqu'elles expriment, dans le préambule de la convention, qu'elles ont été également animées du désir de protéger les sciences, les arts et les lettres, et d'encourager les entreprises qui s'y rapportent ;

» Attendu que l'on ne saurait interpréter l'article 3 en ce sens que le taux pour la perception à faire par les auteurs, dans le cas où ceux-ci ne se sont pas opposés à la représentation ou à l'exécution, mais qu'il laisserait leur droit absolu d'interdiction dans le cas contraire ; d'où il résulterait qu'il serait permis à toute personne de faire jouer ou représenter les œuvres des auteurs qui ne lui en auraient point fait signifier la défense individuelle ;

» Attendu que cette interprétation a pour conséquence de créer une distinction arbitraire qui n'est pas énoncée dans la convention, et qu'elle viole en même temps le principe absolu du droit de propriété des auteurs, sur lequel elle prétend néanmoins se fonder ;

» Attendu, en effet, que, dans l'article 2, la convention se borne à statuer que, pour la jouissance de leur droit de propriété, les auteurs doivent observer dans les pays d'origine les formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages, et qu'à cet effet, les livres ou œuvres musicales seront soumis à la formalité du dépôt et de l'enregistrement ; or, aucune disposition de la convention ou des lois n'ordonne aux auteurs, pour la conservation ou l'exercice de leur droit de propriété, de faire une défense ou une notification quelconque à ceux envers qui ils veulent se prévaloir de leur droit, ce qui se conçoit aisément, puisque la condition de semblable mesure aurait été d'un accomplissement impossible, par la raison que les auteurs ne peuvent pas savoir d'avance quelles sont les personnes

qui exécuteront leurs œuvres, et qu'ils peuvent même ignorer qu'on les exécute ;

» Attendu dès lors que, dans les limites où il peut s'exercer, le droit des auteurs, en ce qui concerne l'exécution publique de leurs œuvres, résulte, à l'égard de tout le monde et dans la même mesure, de l'effet du dépôt et de l'enregistrement de l'œuvre, faits selon le prescrit de l'article 2 de la convention ;

» Qu'il suit donc de ce qui précède que la défense faite par les demandeurs à Delvil de jouer *la Belle Hélène*, ne peut être un élément ayant une influence légale qui aurait pour conséquence étrange de créer une propriété plus absolue à l'égard de la personne qui a reçu la défense qu'à l'égard de toutes celles envers qui les auteurs sont restés dans l'inaction :

» Par ces motifs, le Tribunal, ouï M. Giron, substitut du procureur du roi, en ses conclusions conformes, déclare les demandeurs mal fondés dans leurs conclusions. »

La Cour d'appel de Bruxelles confirma ce jugement par un arrêt du 22 février 1866. MM. Offenbach, Halévy et Meilhac formèrent un pourvoi, et la Cour de cassation, après la lecture d'un rapport de M. le conseiller Vancamp, la plaidoirie de M^e Orts, pour les auteurs français, celles de M^{re} Hahn et Jomas, pour le directeur belge, et le réquisitoire de M. l'avocat général Cloquette, rendit, après délibéré en chambre du conseil, l'arrêt de rejet suivant, qui confirme la jurisprudence du tribunal civil et de la Cour d'appel de Bruxelles :

« LA COUR :

» Sur le moyen unique, tiré de la violation des articles 1, 3 et 9 de la convention conclue le 22 août 1852, entre la Belgique et la France, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, l'article 1^{er} de la loi du 22 avril 1854, les articles 1 et 4 de la convention conclue le 1^{er} mars 1861, prorogeant, la première, l'article 4 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 21 octobre 1830 et l'article 544 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué décide que les directeurs de théâtre en Belgique peuvent jouer les œuvres dramatiques et musicales, publiées ou représentées en France, sans le consentement de leurs auteurs et malgré leur défense, pourvu qu'ils se soumettent aux conditions du tarif adopté par la convention :

» Attendu que la convention de 1852 a pour objet, aux termes de son préambule, de protéger les sciences, les arts et les lettres, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent ;

» D'où il suit que les articles dont elle se compose doivent avoir été conçus et rédigés en vue de concilier l'un et l'autre de ces intérêts ;

» Attendu que les mesures propres à encourager les entreprises de théâtre ont dû nécessairement être restrictives du droit absolu des auteurs dramatiques et des compositeurs ;

» Attendu qu'après avoir consacré le principe de la garantie internatio-

nale de la propriété littéraire et artistique, et l'assimilation réciproque des auteurs belges et français aux nationaux, le traité, dans son article 3, s'occupe de la représentation et de l'exécution des œuvres dramatiques et musicales, assure l'égalité réciproque de position de leurs auteurs, mais n'autorise, dans la crainte de compromettre les entreprises de théâtre en Belgique, la perception du droit d'auteur qu'à dater de la mise en vigueur de la convention, et détermine, pour le cas où les parties intéressées ne parviendraient point à se mettre d'accord, les bases sur lesquelles, depuis cette époque, la perception du droit devra se faire;

» Attendu que cet article 3, où réside le nœud de la question, considéré dans son ensemble, est inconciliable, en égard à son texte et à la pensée générale qui domine le traité, avec le droit d'interdire la représentation de leur œuvre, que revendiquent les demandeurs en cassation;

» En égard à son texte : parce que l'accord que la convention suppose pouvoir intervenir entre les parties intéressées n'est possible que tout autant qu'il puisse se conclure sans contrainte et moyennant une libre discussion, et que tout débat serait illusoire, si l'une des parties pouvait imposer ses conditions à l'autre, sous peine de défendre la représentation de son œuvre;

» En égard à la pensée dominante du traité : parce que les directeurs de théâtre, placés dans l'alternative de passer par des prétentions exagérées ou de voir leur entreprise périlcliter, au lieu d'être encouragés, selon le désir des hautes parties contractantes, se trouveraient à la merci des auteurs;

» Attendu que le texte devient plus clair encore lorsqu'il dit, sans distinction ni réserve, qu'à défaut d'un accord entre les parties intéressées, le taux exigible du droit d'auteur ne pourra dépasser les chiffres fixes par le tarif admis par la convention;

» Que l'exécution de ce tarif ne dépend ainsi que du défaut d'accord et non point des causes qui ont mis obstacle à sa conclusion ni, par conséquent, du consentement à la représentation de l'œuvre dramatique ou musicale de la part de son auteur,

» Attendu d'ailleurs qu'il est d'autant moins admissible que le traité, qui a voulu tenir compte de la situation spéciale des entreprises de théâtre en Belgique, aurait entendu déclarer commun aux auteurs français le bénéfice de l'article 4 de l'arrêté précité du 21 octobre 1830, qu'aux termes de cette disposition, aucune composition dramatique ne peut être représentée sur un théâtre public, sans le consentement formel et par écrit de son auteur;

» D'où il faut inférer que l'application des stipulations de l'article 1^{er} du traité à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales doit être renfermée dans les limites que lui assignent le paragraphe 2 de l'article 3 et l'esprit général du traité;

» Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'arrêt attaqué a fait une juste application des articles des conventions, et n'a point violé les autres textes de loi qui ont été invoqués à l'appui du pourvoi;

» Par ces motifs, rejette, etc. »

***Héloïse Paranquet.* — DROIT INTERNATIONAL : FRANCE ET SUISSE.
REPRÉSENTATION EN PAYS ÉTRANGERS NONOBTANT L'OPPOSITION
DE L'AUTEUR.**

[Suisse. — Tribunal civil de Genève. — Armand Durantin contre Roubaud.
15-30 janvier et 2 février 1867.]

*Une œuvre dramatique constitue pour son auteur une propriété
dont personne ne peut disposer, en Suisse, sans son consen-
tement, que cette œuvre émane d'un Suisse ou d'un étranger.*

Par application du traité conclu le 30 juin 1864 entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, il a été porté, au commencement de cette année, devant le Tribunal civil de Genève, une question fort intéressante. La magistrature suisse était appelée pour la première fois à consacrer le droit des auteurs français en matière d'œuvres dramatiques.

Une tentative avait été faite en avril 1866, par la commission des auteurs dramatiques de France, pour arriver, en application du traité, à un règlement amiable du droit des auteurs français. Elle avait chargé M. Peragallo, l'un des agents généraux de la Société, assisté de M. Gustave Chaudey, membre de son conseil judiciaire, d'aller traiter cette affaire à Genève. Il fut alors demandé à M. Roubaud, directeur du théâtre de Genève, s'il était disposé à payer le droit d'auteur pour la représentation et à signer un traité avec la commission. M. Roubaud, regardant le droit comme discutable, aux termes de la législation genevoise, refusa de s'engager. Il était sur le point de mettre en représentation la pièce nouvelle de M. Durantin, *Héloïse Paranquet*. Interdiction lui fut signifiée, à la requête de l'auteur, de représenter la pièce. M. Roubaud passa outre, et *Héloïse Paranquet* fut jouée.

C'était le cas de poser la question judiciairement. Le directeur fut donc assigné par M. Durantin en dommages-intérêts devant le Tribunal civil de Genève. De son côté, le directeur, qui est Français, prétendant qu'il n'avait passé outre à l'interdiction que sur l'invitation formelle d'un membre du Conseil administratif de la ville, avait assigné la ville de Genève en garantie.

Ce procès excitait vivement l'intérêt du public genevois, et les débats ont été suivis par une assistance très-nombreuse et très-attentive.

Les plaidoyers n'occupèrent pas moins de deux séances, après lesquelles l'affaire fut remise à quinzaine pour les conclusions du ministère public.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

• LE TRIBUNAL,

• Considérant que M. Roubaud, défendeur, a fait représenter plusieurs fois, depuis le 15 avril dernier, sur le théâtre de Genève, une pièce en quatre actes, intitulée *Héloïse Parquet*, dont l'auteur est M. Durantin, demandeur, et cela malgré la défense expresse qui lui en avait été signifiée à la requête dudit auteur, par exploit Budin, huissier, du 5 avril dernier;

• Considérant que l'auteur d'une œuvre dramatique a un droit de propriété sur son œuvre;

• — Que le fait de la publication n'infirmes pas ce droit;

• — Que dans la forme qu'il lui a donnée l'œuvre lui appartient;

• Considérant que ce droit de propriété prend naissance dans le fait de la création;

• — Que le travail est la cause efficiente de ce droit;

• — Que la propriété est le prix de ce travail;

• Considérant que ce droit de propriété, que les lois des 13 janvier et 19 juillet 1791 ont constaté en limitant sa durée, assure à l'auteur une juste rémunération d'un travail personnel;

• Considérant que la propriété littéraire, comme toute autre propriété, est garantie aux nationaux dans le canton de Genève;

• — Que cette propriété est un droit civil des Genevois;

• Considérant que les écrivains ont exclusivement le droit de publier leurs œuvres et de les exploiter;

• Considérant qu'il est de règle générale, dans le droit des gens, que chaque État doit sa protection à toutes les choses qui se trouvent dans son territoire, qu'elles soient la propriété d'un de ses ressortissants ou la propriété d'un étranger;

• Considérant qu'en vertu des traités, les Français sont admis par réciprocité à la jouissance des droits civils des Genevois;

• Considérant qu'il ne serait pas rationnel de distinguer entre la publication des œuvres dramatiques par la voie de la presse, et la publication par voie de représentation théâtrale, pour garantir le droit de l'auteur quant à la première, et le négliger quant à la seconde;

• Considérant qu'il n'est pas admissible en droit qu'un directeur de théâtre puisse exploiter dans des conditions de publicité ne dépendant que de lui, et contre la volonté formellement exprimée de l'auteur, une œuvre qui est le produit de la pensée et du travail de cet auteur;

• Considérant que les représentations d'*Héloïse Parquet*, malgré la défense expresse signifiée à M. Roubaud, à la requête de M. Durantin, constituent une violation du droit de propriété de l'auteur;

» Que cette exploitation, que l'auteur avait formellement interdite, rend le défendeur passible de dommages-intérêts ;

» Considérant qu'il y a lieu de réduire les dommages-intérêts réclamés ;

» Considérant que la demande en garantie formée par M. Roubaud contre la ville de Genève n'est pas contestée ;

» Par ces motifs, le Tribunal,

» Oui M. Léchet, substitut du procureur général,

» Condamne M. Roubaud, défendeur, à payer à M. Durantin, demandeur, la somme de 50 fr., à titre de dommages-intérêts ;

» Condamne le défendeur aux dépens, sauf ceux de la ville de Genève, qui demeurent à sa charge ;

» Condamne la ville de Genève à relever et garantir M. Roubaud des condamnations prononcées contre lui en principal, accessoires et frais ;

» Déboute les parties du surplus de leurs conclusions. » — (*Le Droit*, 8 février 1867.)

Cet arrêt, porté en appel, a motivé le jugement suivant, rendu par la Cour de justice :

[Suisse. — Cour de justice de Genève. — Durantin contre Roubaud.]

Question. — Durantin, auteur dramatique, est-il fondé à interdire à Roubaud, directeur du théâtre de Genève, de représenter sans son consentement, sur la scène de ce théâtre, la pièce d'*Héloïse Paranquet*, dont il est l'auteur ?

« Considérant, *en fait*, que Durantin est Français, et qu'*Héloïse Paranquet* a été publiée pour la première fois en France ;

» En *droit*, qu'un traité a été conclu le 30 juin 1864, entre la France et la Suisse, dont l'article 21 porte :

« Les auteurs d'œuvres dramatiques publiées pour la première fois en France jouiront en Suisse, par rapport à la protection de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs suisses pour la représentation de leurs œuvres. »

» Considérant que ce traité a été négocié par les autorités compétentes de la Confédération suisse et conformément aux formes constitutionnelles de cet État ;

» — Que, par la votation du 14 janvier 1866, le peuple suisse a simplement refusé de donner à la Confédération le droit de promulguer des dispositions législatives pour la garantie de la propriété littéraire, artistique et industrielle, mais qu'on ne saurait donner à cette votation la portée de modifier des traités conclus à ce sujet entre la Suisse et d'autres États, si ces traités, comme celui du 30 juin 1864, ne créent pas un droit suisse nouveau sur la matière ;

» — Et qu'en conséquence, le traité du 30 juin 1864 fait loi pour le canton de Genève ;

» Considérant que les mots *auteurs suisses* ne sauraient être entendus dans un sens restreint, et ne veulent pas dire que les auteurs français ne jouiront à Genève que des droits que les lois accordent ou accorderont par la suite aux auteurs suisses d'autres cantons, mais qu'en les interprétant loya-

lement et dans l'esprit évident du traité, ils veulent dire que les auteurs français seront mis à Genève sur le même pied que les auteurs genevois ;

» Considérant dès lors que la solution du procès est toute dans la question de savoir s'il existe aujourd'hui dans le canton de Genève une disposition qui assure aux auteurs genevois la propriété de leurs œuvres dramatiques ;

» Considérant que le décret de l'Assemblée constituante du 13 janvier 1791 porte (art. 4) que « les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, » et qu'il a été promulgué à Genève lors de la réunion de cette république à la France, par la loi du 8 fructidor an vi ;

» Considérant que diverses lois, et notamment l'article 74 de la loi du 6 janvier 1815, maintinrent à Genève les divers codes et lois en vigueur ;

» — Que la loi du 2 mai 1827 a visé dans son article 21 la loi du 19 juillet 1793, qui constate ou assure le droit de propriété des auteurs ou de leurs cessionnaires ;

» — Que ce décret de 1791 et cette loi de 1793 sont intimement unis par la matière toute spéciale dont ils s'occupent, par les principes qu'ils proclament, et que la législature genevoise, en rappelant l'un, a implicitement rappelé l'autre ;

» — Que dès lors, en présence du traité et du texte si clair du décret du 13 janvier 1791, il ne reste plus à examiner que le moyen tiré de la désuétude dudit décret ;

» Considérant que rien dans notre législation ne prévoit la désuétude et autorise à la ranger parmi les moyens destinés à abroger les lois ; qu'au contraire la Constitution de 1847 porte, article 158 : « Les lois ordinaires, règlements et arrêtés auxquels il n'est pas dérogé par la présente Constitution restent pareillement en vigueur aussi longtemps qu'ils ne seront pas abrogés ou modifiés par les pouvoirs compétents ; »

» — Que la désuétude ne doit être, par conséquent, admise que dans des cas rares et exceptionnels où une loi serait devenue essentiellement antipathique à nos mœurs, contraire à l'esprit de nos institutions, en désaccord avec l'état de notre civilisation ;

» Considérant que ce n'est pas le cas dans l'espèce, où tout ce qu'on allègue contre la loi du 13 janvier 1791 est qu'elle n'a pas reçu d'application ;

» Considérant que cette circonstance est loin de suffire pour faire prononcer la désuétude, et qu'au contraire, si les auteurs dramatiques genevois n'ont jamais réclamé contre la représentation de leurs pièces à Genève, il en résulterait la présomption que ces représentations n'ont eu lieu qu'avec leur autorisation ;

» Considérant que la réserve avec laquelle les tribunaux doivent accueillir la désuétude leur est surtout imposée dans notre pays, où l'ensemble des institutions, la liberté complète de la presse, le droit de pétition, le droit d'initiative des membres du Grand Conseil offrent incessamment à l'opinion publique des moyens faciles et efficaces d'obtenir la suppression de lois qui seraient devenues inexécutables ;

» Sur la demande en garantie :

» Considérant que le Conseil administratif de la ville de Genève s'est borné à en rapporter à la justice et ne conteste pas le bien fondé du recours ;

» Par ces motifs, la Cour

- » Admet l'appel en la forme;
- » Cela fait et au fond confirme dans tout son contenu le dispositif du jugement du tribunal civil en date du 2 février 1867;
- » Condamne Roubaud aux dépens;
- » Condamne le Conseil administratif de la ville de Genève à l'en relever et garantir;
- » Déboute les parties du surplus de leurs conclusions. » — (*Journal de Genève.*)

Lisbeth. — DROIT INTERNATIONAL : FRANCE ET SAXE. — PUBLICATION ANTÉRIEURE AU TRAITÉ DU 19 MAI 1856. — DEMANDE EN NULLITÉ DE CESSION POUR CAUSE D'ERREUR. — CONVENTIONS ENTRE LES ÉDITEURS FRANÇAIS ET SAXONS, DU 15 OCTOBRE 1856.

[Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 16 mars 1866. — Jules Barbier et Gérard contre Richaud.]

Le droit qui, aux termes du traité du 19 mai 1856, passé entre la France et la Saxe, et aux termes des conventions intervenues entre les éditeurs français et saxons, le 15 octobre 1856, sur la propriété des œuvres musicales, appartient aux éditeurs de continuer la vente des œuvres par eux précédemment publiées, est une concession de pure tolérance, qui doit être interprétée dans un sens restrictif.

Conséquemment, doit être considéré comme une édition nouvelle tout changement quelconque apporté aux éditions tolérées, spécialement la publication de la musique avec des paroles nouvelles.

M. Jules Barbier est l'auteur des paroles françaises adaptées à une partition de Mendelssohn, récemment exécutée à Paris, sur la scène du Théâtre-Lyrique, sous le titre de *Lisbeth*. — M. Richaud, éditeur de musique, s'étant présenté comme le propriétaire de cette partition, et comme ayant seul le droit d'en disposer en France, M. Barbier traita avec lui pour l'impression et la publication du poëme dont il est l'auteur. — M. Jules Barbier vient aujourd'hui demander la nullité de ce traité pour cause d'erreur et de dol. Il prétend que c'est à tort que M. Richaud se considère comme propriétaire de cette partition; qu'il n'est que le détenteur d'une édition qu'il en avait antérieurement faite, et que le véritable et unique propriétaire de l'ouvrage est un autre

éditeur de musique, à Paris, M. Gérard. M. Barbier a fait, en conséquence, défense à M. Richaud de faire aucune impression ni publication de son œuvre ; sommation de lui remettre son manuscrit original, et offres réelles des 500 fr. qu'il avait reçus de lui. — M. Richaud repousse sur tous les points les demandes de M. Barbier, soutenant que la cession à lui faite par M. Barbier, moyennant une somme payée comptant, est régulière et valable.

MM. Gérard et C^e ont, de leur côté, introduit contre M. Richaud une demande tendant également à ce qu'il soit fait défense à ce dernier, d'éditer et de mettre en vente l'opéra de Mendelssohn, joué en France sous le nom de *Lisbeth*, avec paroles de Jules Barbier, opéra dont ils sont propriétaires, disent-ils, tant en France qu'en Belgique, suivant conventions enregistrées des 14 et 17 juin 1865. — MM. Gérard et C^e soutiennent que M. Richaud ne saurait se prévaloir du droit qui lui appartient de continuer la publication d'une édition de l'œuvre de Mendelssohn, telle qu'elle lui a été concédée, en 1856, par une convention signée entre les auteurs saxons et français ; que la faculté de publier les œuvres dont chacun des éditeurs se trouvait en possession, sans le consentement des propriétaires, a été limitée et restreinte aux éditions alors existantes et désignées en un catalogue annexé à la convention, catalogue sur lequel M. Richaud figure comme possesseur d'une édition de l'opéra de Mendelssohn, avec paroles françaises de M. Belanger ; qu'il ne peut, en conséquence, modifier en rien l'édition spéciale dont l'exploitation lui est réservée, en quelque sorte, par tolérance.

Le Tribunal, sous la présidence de M. Benoît-Champy, après avoir entendu M^e G. Chaudey, avocat de M. Jules Barbier, M^e Celliez, avocat de M. Richaud ; M^e Nouguiér, avocat de M. Gérard, et M. l'avocat impérial Aubépin en ses conclusions, a rendu le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL :

• Attendu que les droits des auteurs et éditeurs, relativement aux œuvres de musique, ont été réglés entre la France et la Saxe par le traité du 19 mai 1856, ayant force de loi, et par la convention intervenue entre les éditeurs français et saxons, en date du 15 octobre 1856 ;

• Attendu qu'aux termes de ces actes, les sujets saxons, propriétaires

d'œuvres musicales, ont droit de s'opposer à la publication de ces œuvres en France; que, seulement à titre de tolérance, les éditeurs français qui avaient publié antérieurement des œuvres désormais soumises à un droit privatif, ont été autorisés à continuer de vendre ces œuvres, et même à les rééditer et réimprimer;

» Mais attendu que cette faculté a été limitée aux seules éditions existantes lors de la convention du 15 octobre 1856; qu'elle doit être interprétée dans un sens restrictif;

» Que dès lors tout changement dans la publication des éditions tolérées, de nature à être considéré comme constituant une édition nouvelle, doit être absolument interdit;

» Attendu qu'il n'est point contesté que Gérard et C^e tiennent des éditeurs saxons, propriétaires de l'opéra de Meudelssohn, portant le numéro 89 de ses œuvres, le droit exclusif de publier ledit opéra en France;

» Attendu que Richaud a, antérieurement à 1856, édité et mis en vente la partition dudit opéra en un acte, sous le titre *le Retour*, accompagnée d'un texte allemand et de paroles par Belanger;

» Qu'il prétend aujourd'hui s'attribuer le droit de publier la musique avec des paroles nouvelles, savoir : la musique, comme l'ayant éditée avant les traité et convention de 1856, et les paroles nouvelles, comme n'étant que la traduction du texte allemand, relativement auquel aucun droit n'a été réservé;

» Attendu que cette distinction est purement arbitraire et contraire à l'essence même des œuvres de musique, dramatique, dans lesquelles la musique et les paroles constituent une propriété indivisible;

» Que le traité et la convention susénoncés accordent à Richaud non point un droit sur la musique ni un droit de traduction sur les paroles, mais simplement une tolérance spéciale pour son édition, dont il peut continuer la publication dans les mêmes et semblables conditions;

» Attendu que la publication de l'opéra susénoncé sous le titre nouveau de *Lisbeth*, avec une division nouvelle en deux actes, et accompagnée de paroles nouvelles de Jules Barbier, constituerait véritablement une nouvelle édition; que dès lors Gérard et C^e sont en droit de s'opposer à ladite publication;

» Attendu que Jules Barbier, ayant traité avec Richaud de la publication des paroles par lui composées pour l'opéra de *Lisbeth*, alors qu'il croyait ledit Richaud en droit de les publier, est fondé actuellement à demander la nullité du contrat comme étant le résultat d'une erreur substantielle, et à exiger, comme conséquence de cette nullité, la restitution de son manuscrit;

» Attendu que Barbier a fait à Richaud offres réelles de lui restituer la somme de 500 francs déjà versée sur le prix du manuscrit, et que, sur le refus de Richaud, ladite somme a été déposée à la Caisse des dépôts et consignations;

» Mais attendu que Barbier a traité au sujet des mêmes paroles, avec Gérard et C^e, à des conditions plus avantageuses que celles qui lui avaient été consenties par Richaud; qu'il n'a donc éprouvé par le fait de ce dernier aucun préjudice dont il puisse lui demander la réparation;

» Par ces motifs,

» Fait défense à Richaud d'éditer, publier et mettre en vente, sous le titre

de *Lisbeth*, la partition en deux actes et avec paroles de Jules Barbier, de l'opéra de Mendelssohn, portant le numéro 89 de ses œuvres ;

• Autorise Gérard et C^e à saisir dans les magasins de Richaud toute partition terminée ou toute planche gravée en contravention à la susdite défense ;

• Déclare nulles et de nul effet les conventions verbales intervenues entre Richaud et Barbier relativement à la publication des paroles françaises composées par Barbier sur l'opéra de *Lisbeth* ;

• Dit, en tant que de besoin, que Richaud sera tenu de restituer à Barbier le manuscrit de *Lisbeth*, et ce, dans la huitaine de la signification du présent jugement, à peine de 20 francs par chaque jour de retard pendant un mois, après quoi il sera fait droit ;

• Déclare bonnes, valables et libératoires les offres réelles de la somme de 500 francs faites par Barbier à Richaud, et suivies de consignation ;

• Dit qu'il n'y a lieu d'accorder à Barbier aucuns dommages-intérêts ;

• Condamne Richaud aux dépens, tant à l'égard de Barbier que de Gérard et C^e. — (*Le Droit* du 28 avril 1866.)

Les Joyeuses Commères de Windsor, OUVRAGE COLLECTIF DE MOSENTHAL ET DE NICOLAÏ. ARRANGEMENT POUR LA SCÈNE FRANÇAISE. PUBLICATIONS A L'ÉTRANGER. QUESTION DE PROPRIÉTÉ EN FRANCE. — ŒUVRE MUSICALE. — DÉCÈS DE L'UN DES AUTEURS D'UN OPÉRA.

[1. Tribunal civil de la Seine. — 29 novembre 1865. — Gérard et C^e contre Choudens.]

[2. Cour impériale de Paris (2^e chambre). — 27 juin 1866. — Gérard et C^e contre Choudens.]

Le poème et la musique d'un opéra ne constituent pas deux propriétés distinctes et indépendantes, mais une propriété indivisible dans ses conditions d'existence et de durée.

Il suffit que l'un des deux auteurs de cette œuvre commune soit vivant pour que l'œuvre tout entière soit maintenue dans le domaine privé.

Depuis le décret du 28 mars 1852, les œuvres littéraires et les œuvres d'art publiées à l'étranger sont assimilées, en matière de contrefaçon, à celles qui paraissent en France, sans différence pour le droit des auteurs.

L'auteur du livret d'un opéra-comique, tout en s'appropriant la fable d'une comédie tombée dans le domaine public, travaille d'après des règles essentiellement différentes de celles de la comédie ; et si pour approprier son sujet aux exigences des

dramas lyriques, l'auteur a simplifié l'action, retranché des personnages, imaginé des scènes nouvelles et créé la plupart des situations musicales, il a acquis un droit privatif sur la pièce qui est son œuvre.

Le journal *le Droit*, auquel est emprunté cet article, rappelle ainsi qu'il suit, la principale question soulevée par ce procès, dont il a publié avec détail (numéro du 30 novembre 1865) les débats devant le Tribunal civil de première instance :

« MM. Gérard et compagnie assignent en contrefaçon, devant le Tribunal civil de la Seine, M. Choudens, éditeur de musique, déjà connu par la publication des opéras de *Faust* et de *Roland à Roncevaux*; ils lui reprochent d'avoir publié et vendu une œuvre à la fois littéraire et musicale, intitulée *les Joyeuses Commères de Windsor*, dans laquelle ils prétendent reconnaître l'opéra-comique de Mosenthal, mis en musique par Nicolaï, et publié pour la première fois à Berlin.

» Otto Nicolaï est mort, il est vrai, à Berlin, en 1849, mais le droit privatif sur l'œuvre commune subsisterait, car Mosenthal vit encore. C'est ce droit, méconnu par M. Choudens, que MM. Gérard et compagnie revendiquent comme cessionnaires de MM. Bolle et Bock, qui eux-mêmes tenaient leur droit directement des auteurs.

» Au système présenté en première instance par M^e Nouguiér, leur avocat, M^e Gustave Chaudey répondait, dans l'intérêt de M. Choudens, que l'œuvre publiée par son client ne relevait aucunement de l'opéra-comique dû à la collaboration de Mosenthal et Nicolaï; que ce livret nouveau était une imitation directe de la comédie bien connue de Shakespeare, *les Joyeuses Commères de Windsor*. Semblables emprunts sont permis à chacun et ne peuvent être critiqués par les imitateurs successifs d'un ouvrage déjà tombé depuis longtemps dans le domaine public.

» Le Tribunal, sur les conclusions conformes de M. Aubépin, substitut, donna raison à M. Choudens, par jugement du 27 novembre 1865.

« LE TRIBUNAL,

» Attendu que si une œuvre musicale, qui se compose à la fois de paroles et de musique, constitue une propriété commune et indivisible entre le mn-

sien et l'écrivain, à ce point que si la propriété du musicien, à la suite de son décès, vient à périr par l'expiration des délais fixés par la loi, les droits de l'auteur des paroles continuent à subsister, ces principes ne doivent pas recevoir leur application au sujet des *Joyeuses Commères de Windsor* (opéra-comique d'après Shakespeare), paroles de Mosenthal, traduites en français par Louis Douglas, musique de Nicolai;

• Attendu, en effet, que le Tribunal, dont le devoir est d'apprécier les faits qui constituent la contrefaçon, ne peut, dans l'espèce actuelle, considérer Mosenthal comme l'auteur du poème qui a servi de thème à la musique de Nicolai;

• Attendu que cette musique ne lui a été réellement inspirée que par la pièce de Shakespeare, les *Joyeuses Commères de Windsor*;

• Attendu que Mosenthal a seulement arrangé et disposé pour le théâtre la pièce de Shakespeare;

• Que ce travail constitue sans doute pour lui une propriété privée susceptible d'être protégée par l'action en contrefaçon, mais que la musique composée par Nicolai sur l'œuvre originale de Shakespeare, modifiée pour le théâtre par Mosenthal, n'a pu faire revenir sur de nouveaux droits privés de propriété, la pièce des *Joyeuses Commères de Windsor*, de Shakespeare, tombée depuis longtemps dans le domaine public;

• Attendu, d'une autre part, que la musique de Nicolai, décédé en 1849, est également tombée, aux termes de la législation française, dans le domaine public;

• Attendu dès lors que la pièce *les Joyeuses Commères de Windsor*, opéra-comique en trois actes, musique de Nicolai, arrangée par Jules Barbier pour le théâtre, sur le drame de Shakespeare, comme celle de Mosenthal, n'est pas une contrefaçon de l'ouvrage de ce dernier, dont elle diffère d'ailleurs d'une façon remarquable par les personnages, leurs caractères et diverses situations qui ne s'y rencontrent pas.

• Par ces motifs, déclare mal fondée la demande de Gérard et C^e, ès noms qu'ils agissent, et les condamne aux dépens. »

Mais la Cour, sur l'appel interjeté par M. Choudens et compagnie, a infirmé cette décision par l'arrêt suivant :

« La Cour, faisant droit sur l'appel du jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine le 29 novembre 1865 :

• Considérant que le poème et la musique d'un opéra ne constituent point deux propriétés distinctes et indépendantes; que de même qu'ils ne font par leur association qu'un seul ouvrage dont le double élément a été composé l'un pour l'autre au sein d'un mutuel échange d'idées et d'inspirations, de même il ne forment ensemble qu'une seule propriété indivisible dans ses conditions légales d'existence et de durée; d'où cette conséquence qu'il suffit que l'un des deux auteurs de cette œuvre commune soit vivant pour maintenir l'œuvre tout entière dans le domaine privé;

• Considérant que l'opéra intitulé *les Joyeuses Commères de Windsor* a été écrit à Berlin, pour les paroles, par Mosenthal, d'après Shakespeare, et pour la musique, d'après Nicolai;

• Que Nicolai est décédé en 1849, mais que Mosenthal existe encore;

• Que Rock et Bolle, éditeurs allemands, qui les représentent en vertu de traités réguliers, et qui sont à leur tour représentés en France par Gérard et

compagnie, leurs cessionnaires, ont eu soin, après avoir fait traduire le livret en français par Danglard et avoir fait arranger la musique pour piano et hautbois par Brésiler, d'opérer en 1857 le dépôt prescrit par l'article 4 du décret du 28 mars 1852;

» Qu'aux termes de ce décret les œuvres littéraires et les œuvres d'art publiées à l'étranger sont assimilées, en matière de contrefaçon, à celles qui paraissent en France, sans différence pour le droit des auteurs;

» Qu'il n'a donc plus été permis depuis ce dépôt de publier en France, sans l'autorisation de Rock et Bolle ou de leurs cessionnaires, ni la musique ni les paroles des *Joyeuses Commères de Windsor*;

» Que cela étant, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y ait eu doublement contrefaçon de la part de Choudens, qui n'a jamais eu cette autorisation, dans ce fait d'avoir publié en 1863 la partition de Nicolai sur les paroles françaises de Jules Barbier;

» Qu'en premier lieu, la contrefaçon de la musique est incontestable, puisque, pour, l'ouverture comme pour toutes les parties du chant, l'édition de Choudens reproduit littéralement l'œuvre de Nicolai avec la réduction de Brésiler;

» Que Choudens, pour écarter de ce chef la contrefaçon, soutient, à la vérité, que c'est Shakespeare et non Mosenthal qui a inspiré la musique de Nicolai, et que, par conséquent, le droit privatif de l'auteur sur le livret de son poème n'a pu empêcher la composition musicale de tomber dans le domaine public par suite du décès de Nicolai sans femme ni enfant, plus de dix années avant l'édition de Choudens;

» Mais que si Shakespeare a fourni le titre de la fable de l'opéra, il est constant toutefois que l'auteur du livret, travaillant d'après des lois et des règles essentiellement différentes de celles de la comédie, a dû, pour approprier son sujet aux exigences du drame lyrique, simplifier l'action, retrancher des personnages, imaginer des scènes nouvelles et créer la plupart des situations musicales de sa pièce; que cette pièce est donc bien à lui, et qu'il n'est pas moins avéré que c'est sur l'œuvre de Mosenthal seul, et non sur la comédie de Shakespeare que Nicolai a composé son opéra;

» Qu'en second lieu, il n'y a besoin que de comparer le livret de Mosenthal avec celui de Barbier pour constater également la contrefaçon du poème;

» Que c'est dans tous les cas le même plan avec les mêmes intrigues, les mêmes aventures et les mêmes situations musicales;

» Que si dans le dialogue, où sa plume est plus libre, Barbier emprunte autant à Shakespeare qu'au librettiste allemand, on remarque au contraire que dans les parties capitales, celle du chant, où il est astreint à suivre l'œuvre du musicien, il reprend chaque morceau du poème et en reproduit dans sa version le rythme, le sentiment et l'idée;

» Que sans doute, avant le traité entre la France et la Prusse sur les œuvres d'esprit et d'art, tout écrivain français eût pu traduire Mosenthal en séparant le poème de la musique, parce que le droit de traduction s'applique même aux paroles d'un opéra, mais que ce droit n'autorise pas, lorsque l'opéra est dans le domaine privé, à réunir dans la traduction la musique aux paroles, et encore moins, sous prétexte de changements et additions, à s'approprier les paroles en les donnant comme siennes et en supprimant le nom de l'auteur;

- » Par ces motifs,
- » A mis et met l'appellation et ce dont est appel à néant;
- » Émendant,
- » Décharge Gérard et C^e des dispositions et condamnations prononcées contre eux;
- » Et, statuant par jugement nouveau,
- » Déclare Choudens coupable de contrefaçon pour le fait de la publication et de la vente de l'ouvrage dont s'agit;
- » Autorise la saisie de tous exemplaires ainsi contrefaits qui pourraient exister en France;
- » Condamne Choudens à des dommages et intérêts à donner par état;
- » Ordonne la restitution de l'amende;
- » Et condamne la partie de Chaudey aux dépens de première instance et d'appel. » — (*Le Droit* des 2 et 3 juillet 1866.)

Le Gamin de Paris ET LE THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS. — RÉFÉRÉ. —
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. — DÉFAUT D'AUTORISATION D'UN COLLABO-
RATEUR. — DEMANDE A FIN D'INTERDICTION DE REPRÉSENTATION.

[Tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre). — 19 mai 1866. — Madame veuve Bayard
contre Rouquette.]

*Le droit de représenter une œuvre dramatique due à la colla-
boration de plusieurs auteurs ne peut résulter que de l'auto-
risation de tous les coauteurs.*

*Au tribunal, en cas de dissidence, appartient le droit de déci-
der ce qui convient le mieux à l'intérêt de l'œuvre commune.*

M. Rouquette, directeur du théâtre des Nouveautés, a voulu offrir à son public une pièce de MM. Bayard et Vanderburch, *le Gamin de Paris*, qui, dès 1836, a fait courir la foule au Gymnase. L'un des auteurs, M. Bayard, est mort. Sa veuve n'a pas autorisé la reprise du *Gamin de Paris* sur le théâtre des Nouveautés. Madame veuve Bayard a même prétendu que, sollicitée à ce sujet par M. Rouquette, elle lui avait répondu par un refus formel. Toujours est-il que le 5 mai 1866 elle a fait défense, par exploit d'huissier, à M. Rouquette, de continuer des représentations portant atteinte, selon elle, aux droits qu'aux termes de notre législation, elle a sur la propriété des œuvres de son mari. Néanmoins, le théâtre des Nouveautés n'a pas changé son affiche.

Madame veuve Bayard s'est alors adressée à M. le président du

Tribunal civil de la Seine ; elle a prié ce magistrat d'interdire à M. Rouquette de faire jouer sur la scène du faubourg Saint-Martin le *Gamin de Paris*, et elle a sollicité, pour le cas où il serait passé outre à cette interdiction, l'autorisation d'empêcher les représentations avec l'assistance du commissaire et, au besoin, de la force armée.

Après avoir entendu les explications de M^e Denormandie, avoué de madame veuve Bayard, et celles de M^e Emile Dubois, avoué de M. Rouquette, M. le président, considérant que la pièce *le Gamin de Paris* était jouée sur le théâtre des Nouveautés depuis plus de huit jours, et que madame veuve Bayard ne justifiait pas de l'urgence de l'intérêt qu'elle avait à faire interdire les représentations de cet ouvrage, a estimé que la demanderesse n'avait qu'à se pourvoir au principal pour faire statuer sur les dommages-intérêts pouvant lui être dus, et a dit, en conséquence, n'y avoir lieu à référé.

C'est dans ces circonstances que l'affaire revenait le 19 mai devant le Tribunal civil de la Seine, qui a rendu l'arrêt suivant :

« LE TRIBUNAL :

» Attendu que la pièce ayant pour titre *le Gamin de Paris* est de Bayard et Vanderburch ; que les deux auteurs sont décédés ;

» Attendu, en fait, que Rouquette, directeur du théâtre *des Nouveautés*, n'a point obtenu des héritiers Bayard la permission de représenter, comme il l'a fait sur son théâtre, la pièce en question ; que même la permission lui en a été formellement refusée par eux ;

» Que si Couderc, héritier de Vanderburch, avait, de son côté, consenti à ce que la pièce fût jouée au théâtre dont s'agit, c'était à condition que les représentants de Bayard ne s'y opposeraient pas ;

» En ce qui touche l'exécution provisoire demandée :

» Attendu que dans une lettre du 28 avril 1866, laquelle sera visée pour timbre et enregistrée en même temps que le présent jugement, il y a, de la part de Rouquette, reconnaissance expresse du droit de la dame Bayard, demanderesse ;

» Attendu que celle-ci conclut aux dépens pour tous dommages-intérêts ;

» Par ces motifs,

» Fait défense à Rouquette, ès qualités, de représenter sur son théâtre la pièce dite *le Gamin de Paris* ;

» Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel ;

» Condamne Rouquette aux dépens pour tous dommages-intérêts. »

Nahel, DRAME LYRIQUE. — DEMANDE EN RESTITUTION DE LA PARTITION, ET EN 6,000 FR. DE DOMMAGES-INTÉRÊTS POUR INEXÉCUTION DE CONVENTION.

Tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre). — juillet 1866. — Litolf contre Carvalho].

Lorsque des modifications à un drame lyrique ont été convenues entre le directeur et les auteurs et compositeurs, parce qu'il a été reconnu qu'elles devaient nécessairement être apportées au poëme et à l'action pour assurer le succès de l'opéra, dans l'intérêt de toutes les parties contractantes, les auteurs et compositeurs doivent renoncer à se prévaloir du délai primitivement stipulé pour la représentation, tant qu'ils n'ont pas accompli intégralement leur obligation collective de mettre l'opéra dans son ensemble en état d'être représenté.

M. Litolf, compositeur de musique, a fait la partition d'un drame lyrique intitulé *Nahel*, dont MM. Favre et Plouvier sont les auteurs. Cette œuvre, présentée en novembre 1864 à M. Léon Carvalho, directeur du Théâtre-Impérial-Lyrique, fut acceptée par lui, et il fut convenu que la première représentation aurait lieu avant le 1^{er} mai 1865 ou, au plus tard, le 1^{er} septembre suivant. En cas d'inexécution de ces conventions, un dédit de 12,000 francs était stipulé au profit du compositeur, qui rentrerait en même temps en possession de sa partition.

La pièce n'ayant pas été représentée dans le délai fixé, M. Litolf a pensé qu'il était en droit d'intenter contre M. Carvalho une action judiciaire tendant à la remise de la partition, à une condamnation, à son profit, de M. Carvalho en 6,000 fr. de dommages-intérêts, formant la moitié du dédit stipulé, et à 500 fr. par chaque jour de retard. M. Litolf soutenait que le profit du dédit lui était acquis par la seule échéance du terme, sans avoir besoin de rechercher si, ainsi que le prétendait M. Carvalho, de nouvelles conventions modificatives des premières étaient intervenues entre lui et les auteurs des paroles.

M. Carvalho, en réponse à la demande formée contre lui, prétendait qu'en effet cet ouvrage lui avait déjà été lu avant d'être représenté à Bade, et qu'il avait signalé à M. Plouvier certains

changements que les exigences de la scène française rendaient nécessaires; que ces modifications convenues pour le poëme n'ayant pas été faites, le directeur se trouvait dans son droit en refusant à M. Litolf le bénéfice d'un dédit stipulé pour le retard apporté à la représentation de l'ouvrage, alors que ce retard n'était dû qu'au refus fait par son collaborateur d'en rendre possible la mise en répétition. M. Carvalho déclarait d'ailleurs être prêt à faire représenter l'opéra de *Nahel*, si les modifications à opérer au poëme étaient réalisées.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Coulon, avocat de M. Litolf, et M^e Mathieu, avocat de M. Carvalho, a, sur les conclusions de M. l'avocat impérial Aubépin, rendu le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL,

» Attendu que, par acte sous seing privé en date du 5 novembre 1864, lequel sera enregistré en même temps que le présent jugement, Carvalho s'est engagé vis-à-vis de Favre, Plouvier et Litolf à représenter sur son théâtre l'opéra de *Nahel* avant le 1^{er} septembre 1865;

» Mais qu'il résulte des documents produits aux débats que lesdits auteurs et compositeurs ont renoncé à se prévaloir du délai primitivement stipulé; qu'à la date du mois de janvier 1866, ils sont entrés en pourparlers avec Carvalho pour préparer la représentation de leur œuvre; qu'à ce moment, il a été reconnu que certaines modifications devaient nécessairement être apportées au poëme et à l'action, pour assurer le succès de l'opéra et dans l'intérêt de toutes les parties contractantes;

» Attendu qu'il n'est point justifié qu'aucune modification ait été réalisée ni même proposée jusqu'à ce jour;

» Que Carvalho déclare être prêt à représenter l'opéra de *Nahel* dès qu'il aura été pourvu aux changements indispensables, d'accord avec lui; qu'il appartenait à Favre, Plouvier et Litolf de s'entendre entre eux et, au besoin, de se contraindre à exécuter les modifications; que le directeur du théâtre n'avait point à intervenir vis-à-vis d'eux pour exiger ou pour presser ce travail complémentaire; et qu'il ne peut être, vis-à-vis d'aucun d'eux isolément, tenu de l'accomplissement de son obligation personnelle, tant qu'ils n'ont pas intégralement accompli leur obligation collective de mettre l'opéra de *Nahel*, dans son ensemble, en état d'être représenté;

» Par ces motifs,

» Donne acte à Carvalho de ce qu'il offre de faire représenter l'opéra de *Nahel*, sous la condition que les modifications à opérer au poëme seront réalisées par Plouvier et d'accord avec lui;

» Déclare Litolf non recevable en ses demande et conclusions; le condamne aux dépens. » — (*Le Droit* du 28 juillet 1866.)

Ben Jem, ou le Mazeppa de l'Atlas. — PIÈCE COMMANDÉE, REÇUE, RÉPÉTÉE ET NON JOUÉE. — APPLICATION DU TRAITÉ DES AUTEURS DRAMATIQUES.

[Tribunal de commerce de la Seine. — 6 décembre 1866. — J. Brésil contre L. Dumaine].

Le traité entre la Société des auteurs dramatiques et les directeurs de théâtres autorise, d'une manière absolue, les directeurs à s'affranchir de l'obligation, moyennant l'indemnité prévue par le traité, de jouer une pièce, quand même cette pièce aurait été commandée par eux.

M^r Henry Celliez, avocat de M. Brésil, expose ainsi les faits : En avril 1866, M. Dumaine, directeur du théâtre de la Galté, a engagé une écuyère américaine, qui a pour spécialité de figurer en scène, trainée par un cheval au galop.

Il a commandé à M. Jules Brésil une pièce en cinq actes propre à faire valoir le talent de cette écuyère.

Voici sa lettre en date du 9 avril 1866 :

« Mon cher Brésil, j'accepte le sujet de pièce que tu m'as raconté succinctement, et te prie de tenir le manuscrit prêt à mettre en répétition dans la dernière quinzaine de juin. Cette pièce aura pour titre : *Ben Jem, ou le Mazeppa de l'Atlas*, et devra servir aux représentations que mademoiselle Adda Menken doit donner sur le théâtre de la Galté vers les premiers jours d'août.

» Tout à toi,

» L. DUMAINE. »

Le manuscrit de M. Brésil a été livré à la fin de juin ; il a été lu aux artistes en juillet ; les rôles ont été distribués et répétés pendant le commencement d'août.

A la fin d'août, M. Dumaine a eu la malheureuse idée de renoncer à la pièce du *Mazeppa de l'Atlas*, et de donner une préférence, dont il s'est repenti, au *Major Trichmann*.

M. Brésil, usant de son droit, a fait assigner M. Dumaine devant le Tribunal de commerce, pour le contraindre à monter sa pièce le 15 décembre au plus tard, sous une contrainte de 500 fr. par chaque jour de retard pendant deux mois.

M. Dumaine lui a offert une indemnité de 2,000 fr., en confor-

mité des dispositions de son traité avec la Société des auteurs dramatiques, mais M. Brésil ne saurait se contenter de cette indemnité. Elle n'est pas applicable à une pièce commandée dans des conditions spéciales qui ne permettent pas de l'offrir à un autre théâtre.

Le droit de retirer le manuscrit, et d'exiger une indemnité de 2,000 fr. pour le retard, a été stipulé au profit de l'auteur ; mais le directeur n'est pas libre de refuser de représenter une pièce faite sur sa demande, autrement il pourrait, moyennant 2,000 fr., paralyser un auteur pendant deux ans, et l'empêcher de produire ses œuvres.

M^r Albert Schayé, agréé de M. Dumaine, a répondu à M. Brésil par des offres réelles de 2,000 fr., montant de l'indemnité prévue par le traité des auteurs dramatiques pour toute pièce en cinq actes non jouée par le directeur.

Cette indemnité n'est point stipulée en faveur de l'auteur ; c'est une loi commune dont le directeur peut revendiquer le bénéfice, quand il s'aperçoit qu'il a commandé et reçu une pièce qui ne répond point à ses espérances.

Il n'a pu entrer dans la pensée de personne qu'un directeur qui s'est trompé soit obligé de faire les frais ruineux d'une mise en scène pour un ouvrage dont il prévoit la chute. C'est pour le sauver de cette éventualité que le traité des auteurs dramatiques lui a accordé la faculté de se libérer au moyen d'une indemnité convenue à l'avance, et dont les écrivains les plus connus et les plus préoccupés de leurs intérêts se sont toujours contentés, sans faire aucune distinction entre les pièces commandées ou non commandées.

M. Brésil n'est nullement autorisé à demander en sa faveur une exception à la règle générale, acceptée par les auteurs les plus haut placés dans l'opinion publique.

Le Tribunal a statué en ces termes :

• LE TRIBUNAL :

• Attendu qu'il ressort des débats qu'au cours d'avril 1866, Dumaine a commandé à Brésil une pièce sur un sujet spécial convenu entre les parties et qui était destinée aux représentations que la demoiselle Adda Menken devait donner sur le théâtre de la Gaîté ;

• Attendu que cette pièce, qui portait le titre de *Ben-Jem* ou *le Maseppa de l'Atlas*, a été fournie par le demandeur; que Dumaine, après l'avoir reçue et mise en répétition, a renoncé à la faire représenter; que Brésil demande aujourd'hui que le défendeur soit tenu de représenter ladite pièce, à peine de dommages-intérêts;

• Attendu qu'aux termes d'un contrat intervenu entre Dumaine et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, dont Brésil fait partie, traité auquel il n'a pas été dérogé par les parties, il est stipulé que dans le cas où une pièce en cinq actes ne serait pas jouée dans un délai de deux ans après avoir été reçue, l'auteur rentrerait dans la propriété de son manuscrit et aurait droit à une indemnité de 2,000 francs;

• Attendu que, par procès-verbal du 6 novembre 1866, Dumaine a fait offrir à Brésil de lui payer une somme de 2,000 francs pour la pénalité qu'il avait encourue en refusant de jouer la pièce qu'il avait commandée; qu'il est constant que ces offres sont conformes aux engagements contractés par le défendeur;

• Que Brésil ne saurait avec raison lui contester le droit d'user de la faculté qu'il s'était réservée; qu'en conséquence il y a lieu, sous le mérite de la réalisation desdites offres que Dumaine renouvelle à la barre, de déclarer le demandeur mal fondé en sa demande et de l'en débouter;

• Par ces motifs,

• Jugant en premier ressort, déclare les offres du défendeur suffisantes, et sous le mérite de leur réalisation, déclare le demandeur mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. » (*Le Droit* du 28 décembre 1866.)

Les Contes d'Hoffmann AU THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

PIÈCE NON JOUÉE DANS LES DÉLAIS STIPULÉS AVEC LES AUTEURS.

[Tribunal de commerce de la Seine. — 30 avril 1867. — Jules Barbier, Michel Carré et H. Salomon contre Marc Fournier].

Le directeur ne peut s'armer de l'impossibilité de se procurer un artiste capable de remplir un rôle quadruple pour retarder la représentation d'un drame lyrique, qu'il s'est obligé de faire jouer dans un délai stipulé.

Lorsqu'une date fixe a été stipulée entre le directeur et les auteurs pour la représentation d'une œuvre dramatique, le directeur ne peut invoquer, pour se soustraire à ses engagements, les délais accordés par les conventions établies entre la Société des auteurs dramatiques et lui.

La pièce des *Contes d'Hoffmann*, de MM. Jules Barbier et Michel Carré, a été représentée avec un légitime succès au théâtre de l'Odéon.

M. Marc Fournier, directeur du théâtre de la Porte-Saint-Mar-

tin, a pensé que la reprise de cette pièce pourrait être une bonne opération pour son théâtre, et il a demandé aux auteurs de la lui apporter, avec les éléments de musique et de spectacle que comportent les ressources de sa scène,

MM. Jules Barbier et Michel Carré ont donné à leur ouvrage les développements demandés par M. Marc Fournier, et ils se sont adjoints M. Hector Salomon comme collaborateur pour la partie musicale.

M. Marc Fournier avait promis de jouer la pièce le 15 mai 1866; n'ayant pu accomplir ce premier engagement, il s'est obligé, par lettre du 31 mai, à la monter après les pièces : *Une semaine à Londres* et *le Père Gachette*, et il a fait remarquer aux auteurs que ce retard serait compensé par l'avantage d'être joués en hiver.

Ce second engagement n'ayant pas été tenu, MM. Jules Barbier, Michel Carré et Hector Salomon, ont fait assigner M. Marc Fournier en restitution de leur manuscrit, et en paiement d'une indemnité de 10,000 francs.

Le Tribunal, après avoir entendu les plaidoiries de M. Chaudéy, avocat des auteurs, et de M. Eugène Buisson, agréé de M. Marc Fournier, a statué en ces termes :

« LE TRIBUNAL :

» Attendu que si Marc Fournier prétend que les retards apportés aux répétitions et représentations ne proviennent pas de son fait, mais de l'impossibilité où se sont trouvés les auteurs de se procurer une artiste capable de remplir convenablement un rôle quadruple qui devait produire un grand effet dramatique, il est constant qu'en admettant que les auteurs puissent s'occuper de la distribution des rôles, ce n'est pas à eux qu'incombent le choix et l'engagement des artistes, mais que, de plus, ils ont accepté ceux qui leur ont été successivement proposés par Marc Fournier;

» Attendu que ce dernier prétend, en outre, que, d'après les conventions établies entre la Société des auteurs et compositeurs dramatiques et lui, il a une année pour jouer les pièces en un ou deux actes, et deux années pour jouer celles en trois, quatre ou cinq actes, du jour de leur réception, et qu'en tous cas, l'indemnité qui pourrait être due par lui ne saurait être supérieure à celle prévue par ledit traité, cette convention ne saurait être applicable aux auteurs de la pièce des *Contes d'Hoffmann*, puisque Marc Fournier, en acceptant leur pièce, leur avait indiqué l'époque à laquelle elle devait être jouée;

» Attendu que Jules Barbier et Michel Carré se sont adjoint, pour la partie musicale, Hector Salomon, qui a été dans la nécessité de ne s'occuper que de

la partition de ladite pièce, et de laisser de côté tous les autres travaux, afin de pouvoir être en mesure pour l'époque indiquée par Marc Fournier ; qu'en égard à cette circonstance et en n'exécutant pas les conventions stipulées, il a causé aux demandeurs un préjudice dont il leur est dû réparation, et que le Tribunal, avec les éléments d'appréciation qu'il possède, fixe à la somme de 5,000 fr., au paiement de laquelle Marc Fournier doit être tenu, ainsi qu'à la restitution de leur manuscrit ;

» Sur la demande reconventionnelle :

» Attendu que de ce qui précède, il n'y a pas lieu d'y faire droit ;

» Par ces motifs :

» Ordonne la restitution du manuscrit sous une contrainte de 50 fr. par jour de retard ;

» Condamne Marc Fournier à payer aux demandeurs 5,000 fr., à titre de dommages-intérêts, avec dépens. » — (*Le Droit* du 18 mai 1867.)

Bas de Cuir et le Dernier des Mohicans. — RESTITUTION TARDIVE
D'UN MANUSCRIT PAR UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE. — ACCEPTATION
D'UNE PIÈCE SUR LE MÊME SUJET. — DEMANDE EN DOMMAGES-INTÉ-
RÊTS.

[Tribunal civil de la Seine. — 4 avril 1867. — Pagès, et J. Moineau et Dubreuil
contre Dumaine.]

Un directeur de théâtre ne peut, sans encourir des dommages-intérêts, restituer tardivement aux auteurs une pièce qu'il les a invités à remanier et à fondre avec une autre, lorsqu'il a accepté, pendant ces pourparlers, une autre pièce reposant sur le même sujet, en gardant celle des premiers auteurs, sans les informer de la décision qu'il a prise.

Voici le texte du jugement rendu dans cette affaire. Les faits de la cause ressortent suffisamment de cet arrêt :

« LE TRIBUNAL

» Joint les causes, attendu leur connexité, et statuant par un seul et même jugement,

» Attendu qu'il résulte des documents de la cause, et notamment des explications fournies par les parties devant la commission des auteurs dramatiques :

» 1° Que deux drames, ayant l'un et l'autre pour titre *le Dernier des Mohicans*, ont été déposés entre les mains de Dumaine, directeur de la Gaîté, le premier en août 1865, par Moineau et Dubreuil, le second, au cours du mois d'octobre de la même année, par Pagès ; que Dumaine proposa à ces écrivains la fusion, au moyen de leur collaboration, des deux œuvres en une seule ; que des pourparlers s'engagèrent à cet égard ;

» 2° Qu'au cours de janvier 1866, Xavier de Montépin et Dornay offrirent à Dumaine de composer un drame sur le même sujet ; que cette offre ayant

été acceptée par lui, il s'abstint néanmoins de faire connaître cette circonstance aux demandeurs, et conserva leurs manuscrits jusqu'à la fin de février 1866 ; qu'à cette époque, l'œuvre de Xavier de Montépin et de Dornay était achevée, et que les feuilles spéciales indiquaient la mise en répétition et la distribution des rôles ;

» Attendu qu'en cela Dumaine a fait preuve d'une négligence regrettable ; que, résolu à ne pas faire représenter les œuvres des demandeurs, il eût dû leur faire connaître sa décision à l'époque même où son adhésion à la proposition de Xavier de Montépin et de Dornay rendait cette volonté définitive ; qu'en agissant autrement, il a fait obstacle à ce que les auteurs dont il retenait les manuscrits pussent les présenter utilement à une autre direction ; qu'en effet, la représentation simultanée, sur des scènes différentes, de deux pièces ayant le même sujet ne peut être, pour l'une et pour l'autre, qu'une cause d'insuccès ; que les demandeurs ont été ainsi privés du bénéfice d'une priorité qui appartenait à leurs œuvres et qui a été assurée au drame de Xavier de Montépin et de Dornay ;

» Attendu que le préjudice éprouvé peut dès à présent être déterminé ; que s'il ne peut être certain que, même en supposant une remise en temps opportun de leurs manuscrits, les drames des demandeurs eussent pu être représentés, la propriété littéraire, qui constituait à leur profit un droit appréciable en argent, n'en a pas moins subi, par le fait du défendeur, une altération pouvant donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts ;

» Par ces motifs,

» Condamne Dumaine à payer à Pagès la somme de 1,000 francs, à titre de dommages-intérêts ;

» Le condamne en outre à payer à Moineau et Dubreuil pareille somme de 1,000 francs ;

» Le tout avec les intérêts du jour de la demande ;

» Et condamne Dumaine aux dépens. »

PROPRIÉTÉ DES ŒUVRES MUSICALES. — MUSIQUE DE DRAMES.

CHEF D'ORCHESTRE ET DIRECTEUR. — USAGE THÉÂTRAL.

[Tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre). — 30 janvier 1887. — De Chill, contre Artus.]

La musique composée exprès pour un drame doit être considérée comme un accessoire lié, par sa nature même, au sort de l'œuvre dramatique, et, si la propriété artistique du manuscrit reste au compositeur, les copies de cette musique appartiennent au théâtre.

D'après un usage constant à Paris, le traitement du chef d'orchestre compositeur s'applique à un double objet : la direction des musiciens et la composition de la musique, dont une copie, attachée à chaque œuvre dramatique, fait partie essentielle du répertoire.

M. Alexandre Artus, attaché pendant un assez grand nombre

d'années au théâtre de l'Ambigu-Comique, comme chef d'orchestre, a composé, pendant le cours de ses fonctions la musique de quarante-huit drames ; on sait que la musique fait partie en effet de la littérature mélodramatique, et vient ajouter, suivant les diverses situations de l'œuvre jouée, à l'émotion et à la terreur des spectateurs (1). M. Artus a composé pour plusieurs drames des airs devenus populaires : aussi avait-il pensé, en quittant le théâtre, pouvoir emporter les copies des airs qu'il avait composés pour les drames appelés *les Martyrs du cœur*, *la Nuit du 30 septembre*, *Fanfan la Tulipe*, *le Juif de Venise*, *la Maison du pont Notre-Dame*, *l'Ange de minuit*, *le Lac de Glenadstone*, *les Mystères du Temple*, *l'Aïeul*, *l'Homme au masque de fer*, *la Veuve d'enfants*, et autres.

M. de Chilly, qui était, à l'époque du départ de M. Artus, directeur du théâtre de l'Ambigu-Comique, et à l'insu duquel ces copies de musique ont été enlevées, a formé contre M. Alexandre Artus une demande en restitution de toutes les parties enlevées, lesquelles, suivant lui, appartiennent au théâtre, et en 2,000 fr. de dommages-intérêts.

(1) Il n'est pas sans intérêt de connaître l'opinion qu'exprimait M. Henri de Saint-Georges, au sujet de cette affaire, dans une lettre adressée au directeur de l'Ambigu, qui a bien voulu nous en donner communication ; voici cette lettre, écrite avant le prononcé du jugement :

« Monsieur, vous avez désiré connaître mon opinion sur la question de savoir si la musique d'orchestre spécialement écrite pour un drame pouvait être retirée sans nuire au succès de l'œuvre.

« Pas plus dans un drame que dans un opéra, cette séparation ne me semble possible ; car, dans les deux cas, quoique à des degrés différents, la musique fait partie inhérente de l'ouvrage pour lequel elle a été composée.

« Elle sert la situation, ajoute à l'intérêt, complète la couleur de la pièce, et, dans le drame parlé surtout, elle double l'effet du dialogue par sa saisissante et pénétrante harmonie.

« Et cela est si vrai, le danger de changer une musique faite et de la remplacer par une autre serait si réel, que l'un de nos plus célèbres artistes dramatiques, M. Frédéric-Lemaître, ne jouerait à aucun prix des anciens ouvrages, tels que *la Vie d'un joueur*, *Richard d'Arlington*, ou tout autre, si l'on modifiait ou supprimait une seule mesure des pièces qu'il a créées.

« Voici mon sentiment, Monsieur, et je considérerais comme un dommage sérieux pour votre répertoire le retrait des partitions avec lesquelles il a été jusqu'ici représenté.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée,

» H. DE SAINT-GEORGES. »

M. Artus soutenait que, n'ayant jamais concédé à M. de Chilly la propriété de ses œuvres, il n'était nullement tenu à faire cette restitution.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Carraby, avocat de M. de Chilly, M^e Huart, avocat de M. Artus, sur les conclusions de M. l'avocat impérial Chevrier, a rendu le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL,

» Attendu qu'Alexandre Artus, ancien chef d'orchestre de l'Ambigu-Comique, a quitté ce théâtre emportant la musique qu'il avait composée pour quarante-huit drames représentés pendant le cours de ses fonctions;

» Que de Chilly, directeur de l'Ambigu-Comique, réclame, en cette qualité, non point la propriété artistique du manuscrit, mais la restitution des copies de cette musique, en soutenant qu'elles appartiennent au théâtre;

» Attendu que la musique des drames doit être considérée comme un accessoire lié par sa nature même au sort de l'œuvre dramatique;

» Que le chef d'orchestre qui l'a composée ne peut avoir le droit d'emporter, en cessant ses fonctions, la copie de cette musique déposée dans les archives du théâtre, à côté des pièces du répertoire auxquelles elle est destinée; que, si l'auteur de la musique avait la libre disposition de cette copie, il se trouverait ainsi le maître de retarder à son gré la représentation d'un drame;

» Que cette conséquence n'a pu être admise par les parties; qu'il résulte au contraire des documents produits que, d'après un usage constant à Paris, le traitement du chef d'orchestre, compositeur, s'applique à un double objet : la direction des musiciens et la composition de la musique, dont une copie, attachée à chaque œuvre dramatique, fait partie essentielle du répertoire;

» Que c'est sous l'empire de conventions semblables qu'Amédée Artus, frère du défendeur et son prédécesseur immédiat à l'Ambigu-Comique, avait conduit pendant plusieurs années l'orchestre de ce théâtre;

» Que dans ces circonstances, de Chilly, ès qualités, est fondé à demander la restitution de la musique composée par Artus, pour les quarante-huit drames, représentés sur le théâtre de l'Ambigu-Comique;

» Attendu qu'Artus a enlevé ces copies à l'insu du directeur et que ce fait a occasionné un préjudice à l'administration du théâtre;

» Que le Tribunal a les éléments pour apprécier les dommages-intérêts;

» Par ces motifs,

» Dit que dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement, Artus sera tenu de restituer au directeur du théâtre de l'Ambigu-Comique, la musique des quarante-huit drames composés par lui;

» Sinon et faute par ledit Artus de le faire, le condamne à payer à de Chilly la somme de dix francs par chaque jour de retard, pendant trois mois; dit que ce délai expiré, il sera fait droit;

» Condamne dès à présent Artus à payer à de Chilly, cent francs à titre de dommages-intérêts;

» Condamne Artus aux dépens. »

**SOCIÉTÉ CIVILE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE
MUSIQUE. — SYNDICAT. — DROIT D'ESTER EN JUSTICE.**

[Tribunal de commerce. — 21 juin 1866, Cour de Paris. — 9 février 1867. — Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique contre de Besselièvre.]

Les membres composant le syndicat d'une société civile, telle que celle des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, ont qualité pour agir en justice à l'effet d'obtenir l'exécution des traités consentis par eux, dans l'intérêt général de la société.

Le traité par lequel cette société accorde à un directeur de concert le droit de jouer les œuvres des sociétaires, moyennant une redevance proportionnelle à la recette brute, doit s'entendre de la recette totale, et le directeur n'est pas recevable à demander qu'il soit fait une ventilation à l'effet d'en distraire la partie afférente aux morceaux de musique du domaine public.

Des contestations se sont élevées au sujet de l'interprétation à donner au traité intervenu entre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et M. de Besselièvre, directeur des concerts des Champs-Élysées.

A la suite d'une première instance, introduite à la requête de ladite Société, poursuites et diligences de M. Rollot, son agent général, le Tribunal de commerce, repoussant l'exception de nullité de l'assignation, condamna M. de Besselièvre à payer la totalité des droits réclamés; mais, sur son appel, la Cour de Paris (1^{re} ch.) annula la procédure en se fondant sur ce que les associés n'étant pas tenus solidairement à l'égard des tiers, ils ne pouvaient contracter et agir que personnellement. — Il importe d'établir une distinction entre les actions concernant les droits individuels des membres de la Société, qui ne peuvent être introduites qu'à leur requête, et celles qui, intéressant tous ses membres, et par suite chacun d'eux, peuvent, au contraire, être introduites à la requête des membres du syndicat, agissant tant personnellement que comme mandataires des autres sociétaires. Il doit en être surtout ainsi, lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un

traité conclu avec ce syndicat. — C'est, en effet, la doctrine, qui, dans la nouvelle instance que nous rapportons aujourd'hui, a été admise par le Tribunal de commerce et par la même chambre de la Cour qui avait annulé la première assignation.

Sur une nouvelle instance engagée à la requête des membres du syndicat, le Tribunal de commerce de la Seine a rendu, le 21 juin 1866, le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL :

» Sur la nullité de la procédure :

» Attendu que de Besselièvre est assigné nominativement par chacun des membres composant le syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique; que les membres du syndicat, intéressés au même titre que tous les autres sociétaires, tiennent de l'article 15 des statuts, communiqués à de Besselièvre les pouvoirs nécessaires pour contracter au nom de la Société ;

» Que cette capacité a été reconnue implicitement par de Besselièvre en traitant avec leur mandataire Rollot, dûment autorisé à cet effet; que de Besselièvre se trouve donc aujourd'hui en face des parties contractantes elles-mêmes, qui, par le fait, se portaient fort pour la Société et l'ont fait jouir des avantages stipulés à son profit par le traité dont l'interprétation fait l'objet du litige ;

» Qu'il ne saurait, à bon droit, se refuser à plaider avec elles sur l'exécution des conventions consenties en pleine connaissance de cause; d'où il suit que, sans s'arrêter aux autres moyens de nullité invoqués, il y a lieu de déclarer la procédure régulière;

» Rejette l'exception :

» Au fond :

» Attendu que, par traité en date du 29 avril 1865, les membres composant le syndicat des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, représentés par M. Rollot, agent général de la Société, dûment autorisé, ont concédé à de Besselièvre le droit de faire entendre dans l'établissement des Concerts des Champs-Élysées les œuvres musicales des membres de ladite société, et que, à titre de droits d'auteur, de Besselièvre s'est obligé à payer un droit proportionnel de 5 pour 100 sur les recettes brutes encaissées à l'occasion des fêtes musicales données dans cet établissement;

» Sur la demande en paiement de 5,225 fr. 75 c., montant de ces droits pour la saison de 1865, du 1^{er} mai au 24 septembre, et les cinq concerts supplémentaires donnés le dimanche en octobre, sous toutes réserves des compléments pouvant être dus après la production des états de recettes ;

» Attendu que, par ses conclusions subsidiaires, de Besselièvre requiert acte de ce qu'il est prêt à remettre toutes les semaines, depuis l'ouverture des concerts, aux mains de la société, comme il en a fait l'offre régulièrement, la part proportionnelle de 5 pour 100 de la recette brute afférente aux œuvres musicales jouées des auteurs faisant partie de la Société;

» Qu'il soutient que par les mots : *droit proportionnel*, il a entendu que le droit ne serait perçu que sur les morceaux tirés des œuvres appartenant aux membres de la Société, proportionnellement au nombre de ceux joués dans

le même concert, en établissant une ventilation avec ceux tombés dans le domaine public ou faisant l'objet de conventions particulières ;

» Que la preuve en ressortirait encore, suivant lui, de la stipulation qui l'oblige à fournir le programme exact des morceaux et œuvres musicales joués, avec mention du titre et du nom des auteurs et compositeurs de chaque morceau ;

» Mais, attendu que des débats et documents soumis au Tribunal, il résulte qu'antérieurement au traité du 29 avril 1865, les conventions relatives à l'autorisation donnée par la Société à de Besselièvre avaient pour base des redevances mensuelles à forfait, successivement augmentées en raison de l'importance que prenait l'établissement des Concerts des Champs-Élysées, qu'il dirigeait ;

» Qu'à l'expiration des dernières conventions, en avril 1865, de Besselièvre, qui voulait résister à une nouvelle aggravation de redevances sur le refus de la Société de traiter à d'autres conditions, refus qui l'exposait à ne jouer que des œuvres du domaine public ou à subir des poursuites qui auraient été la ruine de son établissement, a été obligé de consentir au traité actuel, qui n'était que la continuation des traités antérieurs à forfait, en acceptant pour base du droit à payer les recettes brutes, sur lesquelles il devrait être prélevé dans la proportion de 5 pour 100 desdites recettes ;

» Qu'il est constant que l'engagement qui lui a été imposé de remettre chaque semaine les programmes exacts de ces concerts n'avait pour but que de faciliter le travail de l'agent général de la société, chargé de verser, suivant les statuts, partie des sommes encaissées au fonds commun, et partie à chaque membre dont les œuvres avaient été exécutées ;

» Qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer insuffisantes les offres de Besselièvre et de l'obliger au paiement réclamé ;

» Sur la demande en remise des états certifiés sincères des recettes brutes des fêtes musicales données depuis le 1^{er} mai 1865 ;

» Attendu qu'il convient d'accueillir la demande de ce chef pour la perception des droits de la Société, et la fixation définitive des comptes d'entre les parties, rappelant en cela de Besselièvre à l'exécution de ses engagements ;

» Sur la demande de la Société tendant à être autorisée, par l'entremise de son agent général, à retirer de la caisse des dépôts et consignations les sommes déposées par de Besselièvre, en conformité de l'ordonnance de référé du 20 juin 1865, et ce, à titre de provision ;

» Attendu que ces sommes représentent le minimum des redevances que de Besselièvre pouvait devoir en tout état de cause ; qu'il convient donc de faire droit à la demande ;

» Sans s'arrêter aux autres fins et conclusions réciproques des parties, dont elles sont déboutées en tant que de besoin, condamne de Besselièvre, par toutes les voies de droit et même par corps, à payer entre les mains de Rollet, mandataire des membres composant le syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, la somme de 5,225 fr. 75 c., avec les intérêts suivant la loi, pour le montant des droits proportionnels de 5 pour 100 sur les recettes brutes du 1^{er} mai au 24 septembre dernier, et les cinq concerts supplémentaires donnés en octobre ;

» Donne acte aux membres composant le syndicat de ladite Société de leurs réserves relativement au complément des droits qui pourraient être dus après la production des états de recettes ;

» Ordonne à de Besselièvre, dans le délai de... de la signification du présent jugement, de remettre à Rollot, es qualité, les états certifiés sincères des recettes brutes de chacune des fêtes musicales données aux concerts des Champs-Élysées, depuis le 1^{er} mai 1865 jusqu'à la fin de la saison, à peine de 50 francs par chaque jour de retard pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit;

» Autorise le syndicat de la Société, par l'entremise de Rollot, son agent général, à retirer de la caisse des dépôts et consignations, la somme versée par de Besselièvre, en conformité de l'ordonnance de référé du 20 juin 1865, et à l'appliquer, à titre de provision, sur le montant des sommes dont de Besselièvre est ou sera reconnu débiteur après communication des états de recettes;

» Et condamne de Besselièvre aux dépens. »

M. de Besselièvre a interjeté appel de ce jugement; mais, le 9 février 1867, sur les plaidoiries de M^e Allou, dans son intérêt, de M^e Lacan, dans l'intérêt des compositeurs de musique, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat général Oscar de Vallée, la Cour (1^{re} Ch.), sous la présidence de M. Casenave, a confirmé la sentence des premiers juges avec adoption de motifs, en ordonnant toutefois que le délai imparti ne courrait que de la signification de l'arrêt. (*Annales de la propriété industrielle*).

AUTORISATION EXCLUSIVE DE JOUER UNE OU PLUSIEURS PIÈCES. —
TRAITÉ AVEC LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS DRAMATIQUES. — ACTION
DIRECTE CONTRE LES DIRECTEURS DE THÉÂTRE.

[Tribunal correctionnel de Rouen Cour de Rouen. — 9 mars 1866. — Carré
contre Briet.]

Le directeur de théâtre auquel les auteurs d'une œuvre dramatique ont concédé le droit exclusif de représentation dans une ville et pendant un temps déterminé, a une action directe, même au correctionnel, contre le directeur qui, sans son autorisation et malgré sa défense, fait représenter la même œuvre sur un autre théâtre.

Il en est ainsi encore bien que les auteurs feroient partie de la Société des auteurs dramatiques, et que le directeur poursuivi aurait un traité général avec cette société, ces statuts ayant réservé à ses membres le droit de faire des traités particuliers, et par suite, d'accorder une autorisation exclusive à un

ou plusieurs directeurs, et d'interdire la représentation de leurs œuvres à qui bon leur semble.

M. Carré, directeur du Théâtre-Français à Rouen, avait obtenu de MM. Barrière et Lambert Thiboust, l'autorisation exclusive, pour deux années, de faire jouer leurs pièces sur son théâtre. — M. Briet, directeur du théâtre des Arts, dans la même ville, ayant fait représenter, malgré sa défense, la pièce intitulée : *Une Corneille qui abat des noix*, M. Carré fit saisir la recette et l'assigna devant le Tribunal correctionnel de Rouen. — MM. Barrière et Lambert Thiboust intervinrent dans l'instance pour soutenir les droits de leur cessionnaire. — M. Briet opposa : 1° que M. Carré était sans qualité, comme n'étant pas un véritable cessionnaire ; et 2° que les auteurs eux-mêmes étaient non recevables, comme ayant abandonné l'exercice de leurs droits à la Société des auteurs dramatiques, dont ils faisaient partie. — Au fond, il invoquait l'autorisation générale qui lui avait été donnée par le président de cette société. — Le Tribunal accueillit la demande de M. Carré, en ces termes :

LE TRIBUNAL :

• Attendu, en fait, que Briet reconnaît avoir fait représenter, le 13 octobre 1865, sur le théâtre des Arts, de Rouen, dont il est directeur, une pièce dont Théodore Barrière et Lambert Thiboust sont les auteurs, et intitulée : *Une Corneille qui abat des noix* ;

• Attendu que cette représentation a eu lieu au mépris de la défense signifiée le 10 octobre précédent par Carré, se disant cessionnaire de Barrière et Thiboust, membres de la Société des auteurs dramatiques ;

• Attendu que Carré, en sa dite qualité, a fait procéder le même jour, 13 octobre 1865, à la saisie de la recette du théâtre des Arts ;

• Attendu, en droit, qu'aux termes des articles du décret des 13 et 19 janvier 1791 et 1^{er} du décret des 19 juillet et 6 août 1793, les ouvrages des auteurs vivants ne peuvent être représentés sur aucun théâtre sans le consentement formel et par écrit de l'auteur ou de ses cessionnaires ;

• Que si, par une tolérance reconnue par l'usage, les théâtres de province sont journellement représenter, sans autorisation formelle, les pièces jouées sur les théâtres de Paris et émanées des membres de la Société des auteurs dramatiques, à la condition de solder à cette société les droits d'auteur fixés par les traités, cette tolérance ne peut résulter que du consentement tacite des auteurs, qui ne peut être admis en présence d'une défense signifiée par eux ou par leurs cessionnaires ;

• Attendu que Briet prétend en vain avoir reçu à cet égard une autorisation suffisante de la part du président de la Société des auteurs dramatiques ;

que la lettre qu'il apporte aux débats contient une réserve expresse du droit accordé à chaque auteur par les lois de 1791 et 1793;

» Attendu, d'ailleurs, qu'il résulte de l'acte même constitutif de la Société des auteurs dramatiques, que l'objet de cette société est la perception des droits d'auteur, et la mise en commun d'une partie de ces droits, mais sous la réserve de la propriété littéraire appartenant à chacun d'eux;

» Qu'en effet, aux termes de l'article 18 dudit acte, les auteurs se sont implicitement réservé le droit de faire avec les administrations théâtrales ayant un traité général avec la société, des conventions particulières et des conditions pécuniaires supérieures à celles établies par les traités généraux;

» Attendu qu'aucune disposition de l'acte de société ne prive les auteurs dramatiques de la faculté d'accorder aux directeurs de théâtre le droit exclusif de représenter leurs œuvres; qu'il faudrait, pour les déclarer déchus de ce droit, une convention expresse et formelle, puisqu'ils seraient ainsi exposés à voir leurs ouvrages livrés à des artistes sans talent qui pourraient en dénaturer la forme et la portée;

» Qu'il résulte, au contraire, de ce qui précède, que les sociétaires n'ont jamais entendu aliéner un droit de cette importance;

» Attendu que les auteurs dramatiques peuvent céder, soit complètement, soit d'une manière partielle, les droits de propriété littéraire résultant à leur profit des décrets de 1791 et autres lois subséquentes;

» Que l'autorisation donnée à Carré par Théodore Barrière et Lambert Thiboust de représenter à Rouen, pendant deux années, à l'exclusion de toute autre administration théâtrale, les pièces dramatiques dont ils sont les auteurs, renferme une cession temporaire et spéciale, pour la ville de Rouen, de leurs droits de propriété sur lesdites pièces;

» Attendu, dès lors, que le fait avoué par Briet d'avoir représenté sur le théâtre des Arts une œuvre desdits auteurs malgré la défense formelle signifiée par Carré, leur cessionnaire, constitue le délit prévu et puni par les articles 428 et 429 du Code pénal;

» Par ces motifs, etc. »

M. Briet a interjeté appel, mais, le 9 mars 1866, la Cour de Rouen (3^e ch.), sous la présidence de M. de Tourville, après avoir entendu M^e Vauquier du Traversain pour l'appelant, et M^e Desmarest, du barreau de Paris, pour les intimés, a rendu, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Martin, l'arrêt suivant :

» LA COUR :

» Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité de Carré :

» Adoptant les motifs des premiers juges, et considérant, d'ailleurs, que Lambert Thiboust et Barrière sont eux-mêmes en cause;

» Sur la fin de non-recevoir opposée à ceux-ci :

» Considérant qu'aucun article des statuts de la Société des auteurs dramatiques n'a dépouillé les auteurs sociétaires du droit de poursuivre personnellement l'exécution des traités particuliers, que l'article 18 leur réserve la faculté de réaliser; que l'article 16 de ces mêmes statuts stipule, au contraire, en termes exprès, qu'à défaut par la société de poursuivre, les auteurs pourront eux-mêmes intenter les actions à leurs risques et périls;

Au fond, adoptant les motifs des premiers juges, etc., confirme. »

(*Annales de la propriété industrielle.*)

DÉCISIONS DE LA COMMISSION

APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

ADMISSION DES AUTEURS DANS LA SOCIÉTÉ.

Décision prise en assemblée générale au sujet du cens exigé des auteurs admis à l'avenir dans la Société, pour avoir droit d'entrée et de vote aux assemblées générales.

[Du 25 mai 1866].

N'ont droit d'entrée et de vote à l'assemblée générale que les auteurs qui peuvent justifier ;

1° D'un acte sans collaboration, ou de deux actes composés de fractions de pièces en collaboration, joués sur les théâtres de l'Opéra, de la Comédie française, de l'Odéon, de l'Opéra-Comique, Lyrique, Italiens ;

2° De trois actes sans collaboration, ou de six actes composés de fractions de pièces en collaboration, joués sur les théâtres du Gymnase, du Vaudeville, des Variétés et du Palais-Royal ;

3° De cinq actes sans collaboration, ou de dix actes composés de fractions de pièces en collaboration, joués sur les théâtres de la Porte-Saint-Martin, du Châtelet, de la Gaîté et de l'Ambigu ;

4° Dans les autres théâtres avec lesquels des traités ont été conclus, l'entrée et le droit de vote, aux assemblées générales, des auteurs qui auront eu des œuvres représentées, est laissée à la libre appréciation de la Commission.

Décision de la Commission relative aux membres stagiaires dont les pouvoirs sont déposés chez les agents généraux.

[Du 14 décembre 1866].

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.

Vu le décret du 6 janvier 1864, sur la liberté des théâtres ;

Vu l'article 21 des statuts de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ;

Considérant que les demandes d'admission dans la Société deviennent chaque jour plus nombreuses et, que si la Commission chargée de les examiner, doit demeurer fidèle aux pensées libérales qui ont inspiré la réunion des auteurs et compositeurs dramatiques en une véritable famille, elle ne doit point oublier qu'elle a reçu le mandat de veiller aux intérêts légitimes des sociétaires actuels, et que ces intérêts seraient compromis si les nouveaux Sociétaires leur étaient incessamment adjoints sans un contrôle sérieux et préalable ;

Considérant qu'une collaboration plus ou moins effective, qu'une tentative plus ou moins sérieuse, que même quelques essais qui peuvent être bientôt abandonnés, ne sont pas suffisants pour assurer dans la Société une place qui confère immédiatement au nouveau venu un droit sur une partie de l'actif commun, et une part d'influence sur la direction des affaires sociales ;

Considérant, toutefois, qu'on ne saurait refuser d'une manière absolue aux postulants l'accès qu'ils sollicitent ; que pendant le temps d'épreuve auquel ils doivent être soumis, il est utile et convenable qu'ils puissent se rattacher dans une certaine mesure à la Société dont ils sont appelés à devenir membres ; que cette sorte de stage provisoire concilie tous les intérêts légitimes,

Décide :

Sauf l'approbation de la prochaine assemblée générale :

Art. 1^{er}. — A l'avenir, les candidats ne seront point admis de droit, et sur la seule justification d'une ou de plusieurs compositions dramatiques, à faire partie de la Société. A la Commission, représentant la Société et agissant en son nom, est réservé le droit d'examen et d'admission ; ses décisions seront prises à la majorité des voix.

Art. 2. — Jusqu'à l'admission définitive des candidats, comme sociétaires dans les termes de la décision prise par l'assemblée générale du 25 mai 1866, ces candidats seront invités à remettre aux mains d'un des deux agents généraux de la Société un pouvoir contenant adhésion aux statuts sociaux, et autorisant l'agent choisi à représenter le futur sociétaire dans les

conditions semblables à celles des sociétaires actuels (1).

Art. 3. — Ces adhésions et pouvoirs seront irrévocables, comme pour les membres actuels de l'association et pour toute sa durée.

Le président de la commission,

LOCKROY.

(1) Voici la formule de ce pouvoir, dont les agents généraux ont des imprimés, prêts à être remplis :

- Je soussigné, _____ demeurant à _____
- Après avoir pris communication d'un acte passé devant M^e Thomas et son collègue, notaires à Paris, le 18 novembre 1837; acte qui établit une société civile sous le nom de *Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques*;
- Déclare, par les présentes, adhérer aux dispositions contenues dans ledit acte, et solliciter dès à présent mon admission comme sociétaire;
- Et provisoirement, jusqu'à ce que mon admission ait été prononcée, je donne par les présentes pouvoir :
- A M. Léonce-Louis Peragallo,
- Ou à M. Alexandre-Marcel Roger,
- L'un des agents généraux de la société, dont le siège est à Paris, 80, rue Saint-Marc.
- 1^o De, agissant pour moi et en mon nom, interdire, soit d'une manière absolue, soit pour un temps déterminé par la Commission, ou permettre la représentation des œuvres dramatiques dont je suis l'auteur;
- 2^o De percevoir, au même titre, les rétributions connues sous le nom de droit d'auteur, sur mes œuvres dramatiques; les interdictions et perceptions ci-dessus, devant s'appliquer d'une manière absolue à tous les théâtres de Paris, de la banlieue, de la province et même des pays étrangers avec lesquels il existe des traités internationaux pour le respect de la propriété littéraire;
- 3^o De faire valoir devant tout directeur, entrepreneur ou caissier des théâtres susdénommés, mes droits et intérêts, en se fondant sur les lois et la jurisprudence en matière de propriété littéraire;
- 4^o De donner bonne et valable quittance de toutes sommes reçues;
- 5^o En cas de non-paiement par lesdits directeurs, de refus de leur part d'acquitter les droits qui me sont légitimement dus, faire et requérir conformément aux usages établis par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques tout ce qui sera nécessaire, par toutes les voies de droit, intenter toutes actions judiciaires ou y défendre et substituer dans tout ou partie du présent pouvoir, si besoin il y a;
- Promettant avoir le tout pour agréable et m'engageant à ne point révoquer le présent mandat, qui est donné jusqu'au prochain renouvellement de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
- Paris, le _____ 18... »

RÉPARTITION DES DROITS D'AUTEUR.

Décision de la Commission établissant un tableau général de répartition des droits d'auteur pour Paris, la banlieue et les départements (1).

[29 mars 1867.]

N° 1		
Une pièce seule.....	}	Totalité
		du droit de la soirée.
<hr/>		
N° 2		
Deux pièces égales.....	$\frac{1}{2}$	} du droit de la soirée.
	$\frac{1}{2}$	
<hr/>		
N° 3		
Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{3}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 2 ou 3 actes.....	$\frac{2}{3}$	
<hr/>		
N° 4 (2)		
Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{4}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 4 ou 5 actes.....	$\frac{3}{4}$	
<hr/>		
N° 5		
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{2}{5}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 3 actes.....	$\frac{3}{5}$	
<hr/>		
N° 6		
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{1}{3}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 4 ou 5 actes.....	$\frac{2}{3}$	

(1) Pour les théâtres dont les traités n'ont pas été renouvelés depuis l'adoption de ce tableau, on continuera à appliquer la répartition établie dans ces traités, jusqu'à leur expiration.

Voir pour la répartition des droits d'auteurs à l'Opéra, le décret du 10 décembre 1860, p. 49, et au Théâtre-Français le décret du 19 novembre 1859, p. 39.

(2) Par exception la répartition a été réglée ainsi qu'il suit, par la même décision, pour les théâtres du Châtelet, de la Porte-Saint-Martin, de l'Ambigu et de la Galté :

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{5}$ $\frac{5}{5}$
Une pièce en 4 ou 5 actes.....	$\frac{4}{5}$ $\frac{5}{5}$

N° 7

Trois pièces égales	$\frac{1}{3}$	} du droit de la soirée.
	$\frac{1}{3}$	
	$\frac{1}{3}$	

N° 8

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{3}{10}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 1 acte.....	$\frac{3}{10}$	
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{4}{10}$	

N° 9

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{4}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{4}$	
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{1}{2}$	

N° 10

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{1}{3}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{1}{3}$	
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{1}{3}$	

N° 11

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{3}{12}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{4}{12}$	
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{5}{12}$	

N° 12

Une pièce en 1 acte.....	$\frac{2}{8}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{3}{8}$	
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{3}{8}$	

N° 13

Une pièce en 2 actes.....	$\frac{1}{4}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 2 actes.....	$\frac{1}{4}$	
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{1}{2}$	

N° 14

Une pièce en 2 actes.....	$\frac{2}{8}$	} du droit de la soirée.
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{3}{8}$	
Une pièce en 3, 4 ou 5 actes.....	$\frac{3}{8}$	

N° 15

Quatre pièces.....	$\frac{1}{4}$ $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{4}$	} du droit de la soirée.

Lorsque le spectacle se compose de plus de quatre pièces, le théâtre paye, par chaque pièce en sus, un droit égal au quart du droit de la soirée, ainsi qu'il est indiqué aux n^{os} 16 et 17.

N° 16

Cinq pièces.....	$\frac{5}{4}$	} du droit de la soirée.
------------------	---------------	--------------------------

N° 17

Six pièces.....	$\frac{6}{4}$	} du droit de la soirée.
-----------------	---------------	--------------------------

Le président de la commission,

LOCKROY.

ORGANISATION DE LA PERCEPTION EN PROVINCE.

Décision de la Commission relative aux pouvoirs qu'elle accorde aux agents généraux, pour autoriser régulièrement leurs correspondants à signer, dans les conditions réglées par elle, l'autorisation formelle et par écrit, exigée par la loi de 1791.

[29 mars 1867.]

Pour assurer l'exécution de la loi de 1791, et en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 15 des statuts, la Commission des auteurs et compositeurs décide que les agents généraux feront, par l'intermédiaire de leurs correspondants, défense à tous directeurs, acteurs en société, amateurs ou propriétaires de salles publiques, de représenter ou laisser représenter aucune œuvre dramatique non tombée dans le domaine public, avant d'avoir demandé et obtenu l'autorisation formelle et par écrit exigée par l'article 3 de la loi du 13 janvier 1791.

Ce consentement sera signé, dans chaque localité, par les correspondants des agents généraux.

Les directeurs qui auront obtenu ledit consentement et pris par écrit l'engagement d'exécuter les conditions auxquelles il sera accordé, pourront représenter tous les ouvrages composant le répertoire des membres de la Société, *hormis le cas où l'auteur d'un ouvrage se sera, par une note mise sur la brochure, réservé de défendre ou de permettre lui-même, la représentation de sa pièce* (1).

Les agents généraux, outre le mandat particulier qu'ils tiennent directement de chacun de leurs clients, reçoivent dès à présent de la Commission tous les pouvoirs nécessaires pour autoriser régulièrement leurs correspondants à signer, dans les conditions réglées par la Commission, l'autorisation formelle et par écrit exigée par la loi de 1791.

Le président de la commission,

LOCKROY.

Extrait des instructions adressées par les agents généraux à leurs correspondants des départements, et approuvées par la Commission (2).

[1^{er} mai 1867.]

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES.

Agents correspondants. — Les agents correspondants, chargés en province du mandat des agents généraux, représentent com-

(1) On ne saurait trop recommander aux auteurs de veiller à ce que la mention ci-dessus indiquée soit placée au bas du titre de leurs pièces imprimées lorsqu'ils veulent se réserver le droit de défendre ou de permettre eux-mêmes la représentation de leur œuvre.

Par suite d'une décision ultérieure de la Commission, le consentement signé par les correspondants aux directeurs de théâtre comprend en outre la réserve suivante :

« Il est encore convenu que s'il existe plusieurs théâtres dans la ville, chaque auteur pourra désigner le théâtre auquel il entend donner la préférence pour chacun de ses ouvrages, même lorsqu'aucune réserve ne sera faite sur la brochure. »

(2) Les instructions adressées aux agents correspondants sont suivies de modèles de toutes les formules qui leur sont nécessaires : défense de jouer sans autorisation, demande d'autorisation des directeurs, consentement, engagement, sommation et retrait du répertoire, requêtes, assignations, etc. Elles sont en outre précédées d'un extrait des lois et règlements sur la propriété littéraire qu'il leur est utile d'invoquer, notamment de la circulaire ministérielle du 30 mars 1867.

plètement les auteurs et compositeurs dramatiques, vis-à-vis des administrations théâtrales ; ils sont l'objet, de la part de la loi et des autorités locales, de la même protection ; ils ont, sous la réserve des restrictions qui pourraient être faites par les auteurs et compositeurs dramatiques, les mêmes droits.

Par l'obligation, que la loi impose à tout directeur, d'obtenir préalablement à toute représentation le consentement formel et par écrit de l'auteur propriétaire, par la délégation qui est faite aux agents correspondants, de ce droit d'autoriser ou de défendre la représentation de chaque pièce, les agents correspondants sont complètement en mesure de surveiller les intérêts que nous leur déléguons, le mandat de défendre ; ils sont substitués aux droits des auteurs, vis-à-vis des autorités et des directeurs de théâtres, de telle façon qu'ils en exercent toutes les prérogatives.

En effet, les agents correspondants donnent aux directeurs le consentement de jouer, ou font défense de représenter le répertoire. Ils font connaître le taux fixé pour la perception. Ils ont droit aux entrées et billets qui sont attribués, à Paris, aux auteurs eux-mêmes.

Ils ont à surveiller les affiches de spectacle pour l'énonciation des titres des pièces et pour l'inscription du nom des auteurs, et les directeurs sont tenus de leur produire les brochures des ouvrages représentés. Ils doivent s'assurer que les ouvrages ne sont pas altérés ou dénaturés.

Ils contrôlent les recettes de toute nature et vérifient tous les livres de la comptabilité du théâtre.

En un mot, les agents correspondants exercent dans les départements tous les droits qui incombent, à Paris, à la Commission, aux auteurs ou aux agents généraux, sans autre limite que celle fixée par la Commission ou par les auteurs, et portée à la connaissance des correspondants par les agents généraux.

Responsabilité. — Les agents généraux, aux termes de l'article 19 des statuts sociaux, sont chargés de la perception des droits des auteurs, *à leurs frais et risques*, et nomment les agents correspondants, *sous leur responsabilité*.

Toute autorisation de jouer ouvre un droit à perception : le

droit d'auteur est privilégié s'il est réclamé avant ou pendant chaque représentation ; car c'est, aux termes de la loi, une part d'auteur insaisissable, et pour le recouvrement de laquelle tous pouvoirs sont donnés. — Toute perception omise est à la charge des agents généraux et des agents correspondants, qui, par conséquent, ne peuvent consentir aucune réduction de tarif, aucune remise de droit, aucun abandon, sous peine de se voir forcés en recette (1).

Représentations de bienfaisance, gratuites ou extraordinaires. — De ce qui précède, il résulte que votre consentement doit être toujours sollicité, et que les droits d'auteur doivent toujours être perçus, même dans les représentations de bienfaisance organisées par les municipalités ou par les particuliers ; dans les représentations gratuites à l'occasion des fêtes nationales ; dans les représentations organisées par des militaires avec public payant ; dans les représentations des sociétés parti-

(1) *Extrait du registre des délibérations de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.* — Les comités des deux agences réunis, informés que quelques correspondants se sont permis de faire remise des droits d'auteur sur plusieurs représentations, sous prétexte que la recette n'avait pas suffi pour les frais, croient devoir, par un avis, rappeler à MM. les agents correspondants, que s'attribuer l'exercice de cette faculté, c'est usurper un privilège qui ne leur est conféré par aucun des règlements, et que ce n'est qu'à eux seuls qu'appartient le droit de modifier le tarif ou d'accorder des remises. En conséquence de cet avertissement, tout agent correspondant qui, sous quelque prétexte que ce soit, se permettrait, à l'avenir, de faire remise de tout ou partie des droits d'auteur sur la représentation des pièces ou même de fragments de pièces, et d'apporter la moindre modification au tarif établi par la ville dont la perception est confiée à ses soins, SERA FORCÉ EN RECETTE de la totalité du droit dont il se sera permis de faire la remise.

Les comités rappellent aussi à MM. les correspondants que les droits d'auteur doivent toujours être prélevés par privilège et avant tout, comme premiers frais, puisque les pièces sur lesquelles ils sont perçus sont la matière première de l'exploitation du théâtre ; que particulièrement dans les villes où les troupes ne sont pas stationnaires, ils doivent percevoir jour par jour, et au lever du rideau, les droits d'auteur sur les pièces annoncées, et que s'ils s'exposaient, en laissant accumuler plusieurs représentations, à être frustrés des droits, soit par la faillite d'un directeur ou par le départ d'une troupe, ils seraient également forcés en recette du montant du droit qu'ils auraient fait perdre.

Fait et arrêté en séance, le 26 août 1818.

DUPATY, CHAMPEIN, de ROUGEMONT, MOREAU.

cubières, philharmoniques, lyriques ou chorales, avec public payant, à la porte ou au moyen d'abonnements ou de cotisations ; dans les représentations données dans les établissements de bains de mer ou thermaux.

Les auteurs intéressés, sur la demande spéciale qui leur en sera adressée, pourront seuls, s'ils le jugent convenable, vous autoriser à remettre tout ou partie de leurs droits ; mais la perception intégrale devra être exercée avant tout.

Cafés chantants. — Les règles fixées pour les représentations données dans les théâtres sont en tous points applicables aux représentations qui pourraient être permises par l'autorité dans les cafés chantants.

Il est indispensable que les chefs de ces établissements soient prévenus :

1° Qu'aucune pièce ne peut être montée sans votre consentement formel, et jusqu'à de nouvelles instructions, aucune autorisation ne doit être accordée par vous à ces établissements sans nous en avoir référé ;

2° Qu'aucune pièce ne peut être modifiée ou réduite sans une autorisation spéciale de l'auteur.

Il est bien entendu que ce qui précède est relatif aux représentations d'œuvres dramatiques qui pourraient être permises par l'autorité ; qu'il n'est aucunement dérogé à la convention du 18 mai 1866, conclue entre la commission des auteurs et compositeurs dramatiques et le syndicat de la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, relativement à la perception sur les chansonnettes (1).

(1) *Convention du 18 mai 1866.* — LA COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES ET LE SYNDICAT DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE MUSIQUE, — voulant mettre un terme aux erreurs et confusions de perceptions faites trop souvent par les agents des deux sociétés, ont, d'un commun accord, arrêté la convention suivante :

Art. 1^{er}. — Les agents de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, seuls chargés à Paris, dans les départements et à l'étranger de la perception des droits des membres de ladite société, pour la représentation des œuvres dramatiques ou lyriques, reçoivent également dans tout théâtre, la rétribution fixée pour l'exécution, en intermèdes, de tous fragments quelconques de ces mêmes œuvres.

INSTRUCTIONS SPÉCIALES. — REPRÉSENTATION DU RÉPERTOIRE. —

TARIFS DES DROITS D'AUTEUR.

Les agents généraux vous adressent un pouvoir nouveau (1). Vous en donnerez communication à l'autorité compétente, maire,

2. — La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique perçoit, par ses agents, à Paris, dans les départements et à l'étranger, pour ses sociétaires :

Dans tous THÉÂTRES :

1° Les droits attribués aux intermèdes, tels que : chansons, chansonnettes, romances, etc., duos, trios, chœurs, ouvertures, symphonies, concerts, etc., n'appartenant à aucune œuvre représentée ;

2° La rétribution fixée, par abonnement, pour la musique appartenant à ses sociétaires, employée dans les drames, vaudevilles, féeries, revues, etc. ;

DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS QUELCONQUES AUTRES QUE LES THÉÂTRES (bien entendu, à la condition qu'il ne sera pas exécuté d'œuvres dramatiques ou lyriques, c'est-à-dire pas un acte extrait d'une œuvre dramatique ou lyrique),

Les droits pour l'exécution de toutes œuvres musicales, vocales, instrumentales, même pour celles extraites d'œuvres dramatiques ou lyriques.

Quant aux CONCERTS, s'ils ont lieu dans un THÉÂTRE, SANS ADJONCTION D'UNE ŒUVRE DRAMATIQUE OU LYRIQUE, le droit entier sera perçu par l'agent de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.

SIL Y A ADJONCTION D'UNE ŒUVRE DRAMATIQUE OU LYRIQUE, les droits de l'œuvre et des morceaux extraits d'œuvres dramatiques ou lyriques seront perçus par l'agence des auteurs et compositeurs dramatiques. — Les autres morceaux, comme il est dit ci-dessus, par l'agent de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.

QUAND UN CONCERT SERA DONNÉ DANS UNE SALLE AUTRE QU'UNE SALLE DE SPECTACLE, AVEC ADJONCTION D'UNE ŒUVRE DRAMATIQUE OU LYRIQUE, le droit de l'œuvre représentée seulement sera réglé par les agents de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, et les droits en seront perçus par eux.

3. — Il est interdit à tout agent général ou particulier, de l'une des deux Sociétés, d'opérer une perception quelconque appartenant à l'autre.

Les agents généraux des deux sociétés chargés de veiller à l'exécution de la présente convention devront la faire connaître à leurs sous-agents, par une circulaire envoyée dans le plus bref délai.

La présente convention, dont l'exécution commencera le premier juin mil huit cent soixante-six, maintient tous les prix fixés par les différents traités existants.

(1) Nous, soussignés, LÉONCE-LOUIS PERAGALLO et ALEXANDRE-MARCEL ROGER, demeurant à Paris, rue Saint-Marc, 30, agents généraux de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, constituée par acte passé devant M^e Thomas, et son collègue, notaires à Paris, en date, au commencement du 18 décembre 1837, enregistré; dûment autorisés à cet effet par délibération de ladite commission en date du 29 mars 1867;

Déclarons, par ces présentes, constituer pour notre mandataire spécial

commissaire de police, etc., afin de réclamer, en cas de besoin, l'assistance que vous assure la circulaire ministérielle, en date du 30 mars 1867. Vous prierez aussi ces magistrats de recevoir le dépôt de votre nom et de votre adresse.

Directeur qui affiche sans autorisation de jouer. — Si un directeur se présente dans votre ville et annonce ses représentations sans vous avoir demandé l'autorisation, vous lui remettrez contre reçu ou vous lui adresserez par lettre chargée la lettre du

à M. auquel nous donnons pouvoir de défendre la représentation des ouvrages composant le répertoire des membres de la Société; d'en autoriser les représentations aux conditions fixées par la Commission, en signant à tous directeurs de théâtres, entrepreneurs de spectacles ou acteurs en société, *le consentement formel et par écrit exigé par la loi de 1791, toutes les fois que les auteurs ne jugeront pas à propos d'exercer personnellement ce droit*; de toucher et recevoir de tous directeurs, entrepreneurs ou caissiers des théâtres, ou des sociétés particulières, tous les droits et rétributions appartenant aux auteurs dramatiques et lyriques, résultant des spectacles payants, entrées ou abonnements, annoncés soit par affiche ou autrement; lesquels droits sont dus pour la représentation des pièces de théâtre de toutes natures, faites et composées par lesdits auteurs, conformément aux tarifs arrêtés par la commission des auteurs, pour ladite ville, ou suivant les conventions supérieures qui seraient faites entre les auteurs et les directeurs.

De toute somme reçue donner bonne et valable quittance; en cas de refus par lesdits directeurs, entrepreneurs ou caissiers, d'acquitter les droits en argent ou d'admettre les billets signés par les correspondants, enfin, d'exécuter les lois rendues en faveur des auteurs sur la propriété littéraire et dramatique, se pourvoir devant les autorités administratives ou judiciaires compétentes, à l'effet de faire valoir les droits desdits auteurs; présenter mémoires et pétitions; solliciter tous arrêts, les faire exécuter par toutes voies dues et de droit; comme aussi, à défaut de paiement des droits et rétributions, poursuivre par toutes les voies de droit lesdits directeurs, entrepreneurs, caissiers ou acteurs en société; leur retirer l'autorisation de jouer le répertoire de la société, citer et répondre à toute citation par-devant le tribunal de commerce, qui est compétent, aux termes de l'article 632 du Code de commerce; et, sur toute autre matière, devant tous juges de paix, bureaux de conciliation, et tous autres tribunaux sans exception; obtenir tous jugements; plaider, élire domicile, appeler, faire exécuter par voies de saisies exécutoires et saisies immobilières, former toutes oppositions mobilières et inscriptions hypothécaires, en donner mainlevée, comparaître à toute assemblée de créanciers, produire tous titres, faire toutes remises fixées par concordat, toucher et recevoir, et généralement faire et requérir, relativement à ce qui est dit ci-dessus, tout ce qui sera nécessaire, promettant, obligeant, renonçant.

Fait à Paris, le

président de la Commission (1). Si cette lettre reste sans réponse, vous ferez immédiatement, par ministère d'huissier, la défense de jouer sans autorisation, et vous nous aviserez aussitôt.

Directeur qui demande l'autorisation de jouer. — Si le directeur se présente ou vous écrit pour obtenir l'autorisation, vous lui ferez signer la demande ci-jointe.

En réponse à cette demande, vous signerez le consentement que nous vous adressons, en remplissant les blancs d'après les conditions d'usage, ou suivant l'avis nouveau qui vous aura été communiqué par les agents généraux.

En échange de ce consentement, le directeur signera et laissera entre vos mains un engagement que vous nous adresserez immédiatement.

(1) A M. le directeur du théâtre de

Vu la loi du 13 janvier 1791;

Vu l'article 15 des statuts de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, constituée devant M^e Thomas, et son collègue, notaires à Paris, la commission des auteurs et compositeurs dramatiques a l'honneur de vous rappeler : Que tout directeur doit, avant de commencer son exploitation, demander au correspondant des auteurs, qui est à cet effet muni des pouvoirs nécessaires, l'autorisation exigée par l'article 3 de la loi du 13 janvier 1791, ainsi conçu : « *Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations, au profit des auteurs.* »

Qu'il est interdit de jouer aucune pièce du répertoire des membres de la Société, même en offrant d'acquitter les droits d'auteur, avant d'avoir obtenu cette autorisation écrite, sous peine des poursuites correctionnelles. (Code pénal, art. 428 et 429.)

La Commission vous invite donc, monsieur le Directeur, à vous adresser au correspondant des auteurs, à _____, M. _____, rue _____, La demande que vous lui remettrez doit faire connaître toutes les villes que vous vous proposez d'exploiter, et le lieu de votre domicile légal. En recevant l'autorisation, vous aurez à prendre par écrit l'engagement de remplir exactement les conditions auxquelles les auteurs donnent leur consentement.

Il est bien entendu que vous ne pourrez jouer au delà du temps fixé sans avoir fait une nouvelle demande.

Recevez, etc.

*Le président de la commission des auteurs
et compositeurs dramatiques.*

Signé :

Lorsque ces formalités seront remplies, savoir :

Demande d'autorisation du directeur ;

Consentement du correspondant ;

Et enfin engagement du directeur ;

Les représentations pourront commencer.

Directeur de troupe ambulante. — Si le directeur est à la tête d'une troupe nomade ou ambulante, le consentement ne sera signé qu'en échange du paiement des droits d'avance. Le correspondant adressera aux agents généraux copie de l'itinéraire indiqué par le directeur.

Contestations. — En cas de difficulté de paiement, le correspondant s'adressera au maire ou au commissaire de police, en les priant de faire déposer entre leurs mains la somme réclamée comme droits d'auteur, ainsi que la liste des pièces représentées, et le lendemain il enverra au directeur une sommation par ministère d'huissier.

Poursuites. — Dans le cas où, après avoir reçu cette sommation, le directeur n'acquitterait pas entièrement les droits et passerait outre à la défense de jouer le répertoire, le correspondant nous avisera par dépêche télégraphique ou par toute autre voie rapide, et sans attendre la réponse, il fera immédiatement présenter, par ministère d'avoué, au président du tribunal civil de première instance, une requête, à l'effet de saisir conservatoirement les recettes.

Aussitôt ces mesures prises, le correspondant fera connaître aux agents généraux le résultat de la saisie, et ne continuera les poursuites judiciaires que sur l'ordre de la Commission, qui lui sera transmis par l'un des agents généraux.

Responsabilité des propriétaires de salles. — Vous ferez connaître aux propriétaires de salles, qu'ils ne doivent pas laisser jouer sans avoir vu votre autorisation, car « le propriétaire d'une salle est responsable à l'égard des tiers de toutes les conséquences de l'exploitation, » conformément aux arrêts ci-après indiqués, qui confirment la responsabilité des propriétaires des salles de spectacle, de concert, de bal, etc.; (*Tribunal correctionnel de Paris, 13 juillet 1850; — Cour impériale de Paris, 1^{er} juin*

1854; — *Tribunal correctionnel de Pont-l'Évêque (Salvados)*, 12 janvier 1859, confirmé par arrêt de la Cour impériale de Caen du 17 mars 1859; — arrêt de la Cour impériale de Riom, 23 février 1859; — arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 1859; renvoi à la Cour impériale de Lyon, arrêt du 28 juillet 1859.)
Confection et envoi des états par les agents correspondants.

— Les villes des départements sont divisées par la Commission des auteurs, en trois classes (1) :

- 1° Les villes mensuelles;
- 2° Les villes trimestrielles;
- 3° Les villes semestrielles.

Les états des correspondants des villes mensuelles doivent arriver à Paris du 1^{er} au 5 de chaque mois.

(1) *Villes mensuelles.* — Agen, Alger, Amiens, Angers, Angoulême, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Brest, Caen, Calais, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dijon, Dodai, Elbeuf, Grenoble, le Havre, Lille, Limoges, Lorient, Lyon, Marseille, Metz, Montauban, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Poitiers, Reims, Rochefort, Rouen, Saint-Étienne, Saint-Quentin, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Versailles.

Villes trimestrielles. — Abbeville, Aix, Arras, Avignon, Beauvais, Béziers, Blois, Cambrai, Compiègne, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Chambéry, Charleville, Chartres, Châteauroux, Château-Thierry, Chaumont, Cognac, Colmar, Compiègne, Dieppe, Dunkerque, Épernay, Étampes, Évreux, Fontainebleau, Laon, Laval, Mâcon, Le Mans, Mézières, Montbrison, Moulins, Mulhouse, Narbonne, Nevers, Nice, Niort, Oran, Périgueux, Perpignan, Philippeville, Le Puy, Rennes, Riom, Roanne, La Rochelle, Roubaix, Saintes, Saint-Brieuc, Saint-Germain, Saint-Lô, Saint-Omer, Sedan, Soissons, Tours, Troyes, Valenciennes, Vernon.

Villes semestrielles. — Ais-les-Bains, l'Aigle, Alais, Albertville, Albi, Alençon, Amboise, Les Andelys, Annecy, Apt, Arbols, Arcachon, Arcis-sur-Aube, Argentan, Arles, Armentières, Arpajon, Auch, Aurillac, Autun, Auxerre, Auxonne, Avallon, Avesne, Avranches, Bagnères, Bapaume, Barbezieux, Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Beaugé, Bayeux, Beaune, Bédarieux, Belfort, Bergerac, Béthune, Le Blanc, Blida, Bône, Bourg, Brive, Brignolles, Biarritz, Cabourg, Cahors, Carcassonne, Cannes, Carpentras, Castres, Le Cateau, La Charité, La Châtre, Charolles, Chateaudun, Château-Gontier, Châteauneuf, Châtelleraut, Châtillon-sur-Seine, Chinon, Clamecy, Clermont (Oise), Commercy, Condé-sur-Escaut, Constantine, Corbeil, Coulommiers, Cosne, Creil, Le Creusot, Darostai, Deauville, Deville, Dinan, Dôle, Donzy, Dragnignan, Dreux, Eu, Falaise, Fécamp, La Fère, La Ferté-sous-Jouarre, La Flèche, Flers, Fontenay-le-Comte, Gannat, Gien, Gisors, Givet, Givors, Gournay, Granville, Grasse, Gray, Guéret, Guise, Ham, Honfleur, Houdan, Issoudun, Issouire, Jarnac, Joigny, Jonzac, Lagny, Langres, Lectoure, Libourne, Lisleux, Lo-

Les états des correspondants des villes trimestrielles doivent arriver à Paris du 1^{er} au 5 des mois de *janvier, avril, juillet et octobre*.

Les états des correspondants des villes semestrielles doivent arriver à Paris du 1^{er} au 5 des mois de *janvier et juillet*.

Ces états seront adressés à l'un des agents généraux, suivant l'ordre alphabétique, savoir :

Pour toutes les villes dont le nom commence par une lettre de A à L, les états et les fonds seront adressés à M. A. Roger.

Pour toutes les villes dont le nom commence par une lettre de M à Z, les états et les fonds seront adressés à M. L. Pera-gallo.

Droit des Auteurs. — Le droit des auteurs se perçoit suivant les indications de la Commission des auteurs, soit à tant pour

ches, Longwy, Lons-le-Saulnier, Loudun, Loubans, Louviers, Lunéville, Lures, Luxeuil, Magny-en-Vexin, Maisons-sur-Seine, Mamers, Manosque, Mantes, Marmande, Maromine, Mascara, Massiac, Mayenne, Meaux, Mille, Melun, Meulan, Mirecourt, Montargis, Montbard, Montbéliard, Montbrison, Mont-de-Marsan, Montélimart, Montereau, Montfort, Montluçon, Montreuil-sur-Marne, Morlaix, Mortagne, Mostaganem, Napoléonville, Napoléon-Vendée, Neauphle-le-Château, Nemours, Nérac, Neuilly-Saint-Front, Neufchâtel, Neufchâteau, Nogent-le-Rotrou, Nogent-sur-Seine, Nontron, Noyon, Oran, Orange, Pacy-sur-Eure, Pau, Péronne, Pézenas, Pithiviers, Plaisance, Plombières, Poissy, Poligny, Pons, Pont-à-Mousson, Pont-Audemer, Pont-l'Évêque, Pontoise, Provins, Pierrefonds, Quevilly, Quimper, Rambervilliers, Rambouillet, Remiremont, Réthel, Rodex, Romans, Romilly, Romorantin, Ruell, Sables-d'Olonnes, Saint-Amand, Saint-Dizier, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Malo, Sainte-Marie-aux-Mines, Saint-Martin-de-Ré, Sainte-Menehould, Saint-Mihiel, Saint-Nazaire, Saint-Pierre-lès-Calais, Saint-Servan, Salins, Salons, Sarlat, Saumur, Semur, Senlis, Sens, Sézanne, Sidi-bel-Abbès, Sotteville, Surgères, Solve-le-Château, Tarascon, Tarbes, La Teste, Thiers, Thionville, Tlemcen, Tonnerre, Toul, Tournus, Tréport, Trouville, Tulle, Uriage-lès-Bains, Uzès, Valence, Vannes, Vassy, Vauvert, Vendôme, Verdun, Vesoul, Vichy, Vienne (Isère), Vierzon, Villefranche, Villenaux, Villeneuve-sur-Lot, Villeneuve-sur-Yonne, Villers-Cotterêts, Vire, Vitry-le-Français, Villeurbanne, Voiron, Vouziers, Wazemmes, Yvetot. — *Colonies.* — Saint-Denis (Ile de la Réunion), La Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Saint-Pierre (Martinique).

Ces trois cadres ne sont pas absolus. Ils peuvent être modifiés suivant l'importance nouvelle que prendrait un théâtre. Il est évident que si des représentations sont données dans des localités qui ne figurent pas dans la nomenclature ci-dessus, ces localités viennent s'y ajouter, et qu'elles sont classées dans la catégorie qui doit leur être attribuée (Voir ci-après, page 197), la nomenclature des théâtres de la Banlieue).

cent sur la recette brute, soit au droit fixe par pièce ou par soirée (1).

Chacun des correspondants se réglera sur la partie des instructions suivantes qui s'applique à celui des deux modes de perception, *droit proportionnel* ou *droit fixe*, en usage dans la ville où il nous représente.

Droit proportionnel. — Le droit proportionnel fixé par la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques se perçoit sur la *recette brute* de chaque représentation. Lorsque le spectacle se compose de plus de quatre pièces, le théâtre paye, par chaque pièce en sus, un droit égal au quart du droit de la soirée.

La recette brute se compose :

1° De la recette qui se fait à la porte ;

(1) Une décision, en date du 28 juin 1867, émanant de la Commission actuelle, a établi pour les villes à droit fixe un tarif basé sur la population des localités, conformément aux indications suivantes :

N ^o	POPULATION	PIÈCE jouée seule	3, 4 ou 5 ACTES	2 ACTES	1 ACTE	SCÈNES ou airs détachés
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr. c.
1	Au-dessous de 10,000 âmes.	12	8	6	4	1 00
2	De 10,000 à 14,000 »	15	10	7	5	1 25
3	De 15,000 à 19,000 »	18	12	8	6	1 50
4	De 20,000 à 24,000 »	22	15	10	7	1 50
5	De 25,000 à 29,000 »	26	18	12	8	2 00
6	De 30,000 à 34,000 »	30	20	15	10	2 50
7	De 35,000 à 39,000 »	36	24	18	12	3 00
8	De 40,000 à 50,000 »	48	32	24	16	4 00

Toutefois, par une autre décision en date du 26 juillet, la Commission a autorisé les agents généraux à établir exceptionnellement et provisoirement dans certaines localités au-dessous de cinq mille âmes un tarif uniforme de huit francs par représentation, quelle que soit la composition du spectacle.

Le présent tarif sera communiqué aux directeurs des théâtres à droit fixe, pour être mis en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1867.

Les correspondants des agents généraux devront leur faire connaître les différences que les chiffres du dernier recensement de la population de leur ville pourraient présenter avec ceux qui ont servi de base au tableau ci-dessus, afin de changer le numéro du tarif, s'il y a lieu.

La Commission, dans le cas d'une réclamation justifiée par des preuves à l'appui, se réservera d'abaisser, par exception, le tarif d'une ville, sans l'astreindre rigoureusement au chiffre de sa population, et sans que cette concession établisse aucun droit en faveur des autres villes d'une population égale.

2° De la recette des abonnements, places ou loges louées à l'année, au mois ou au jour, sous quelque dénomination que ce soit, et généralement de toutes entrées vendues par l'administration du théâtre ou stipulées par elle comme valeur ou en paiement de frais quelconques.

Contrôle de la Recette. — Les correspondants des auteurs doivent se faire représenter, au théâtre, les bordereaux et registres de la porte, des abonnements, des locations et des loges.

Ils doivent vérifier chaque soir, sur ces pièces comptables :

- 1° Le chiffre de la recette des bureaux ;
- 2° Le chiffre de la location du jour ;
- 3° Le chiffre de la petite recette.

On appelle petite recette ce qui a été reçu, pour la représentation précédente, après l'heure où la recette a été définitivement arrêtée.

Au commencement de chaque mois, les correspondants devront, d'accord avec la direction du théâtre, faire compte du montant des abonnements de toute nature. Ce chiffre arrêté sera divisé par le nombre de représentations qui doivent avoir lieu dans le courant du mois. Le produit ainsi obtenu par avance sera ajouté chaque soir à la recette, dont il fait partie essentielle.

Le directeur devra délivrer chaque soir un bulletin détaillé de la recette.

Ce bulletin devra rester entre les mains des correspondants pour servir à la confection de leurs états, et être tenu à la disposition des agents généraux comme pièce comptable.

Le directeur devra, en outre, fournir à la fin de chaque mois un état général des recettes et des spectacles dudit mois ; cet état, certifié par le directeur, devra être envoyé au président de la commission des auteurs, et restera dans les archives comme contrôle.

Domaine public. — Lorsque dans la composition du spectacle il entrera un ou plusieurs ouvrages du domaine public, les correspondants s'abstiendront de percevoir la part afférente à ces ouvrages, calculée comme s'ils appartenaient à des auteurs

vivants et dans la proportion indiquée par le tableau adopté par la Commission dans sa séance du 29 mars 1867, (1) qui prévoit les différentes combinaisons de spectacle.

Droit fixe. — Les correspondants des villes où le droit proportionnel n'est pas encore établi continueront à percevoir un droit fixe par pièce, conformément au tarif fixé par la Commission (2).

Il est de rigueur que chaque état soit certifié et signé non-seulement par les correspondants et par les directeurs, mais encore par les officiers municipaux chargés de la police des théâtres.

Les correspondants sont également priés de porter sur leurs états les pièces formant le spectacle du jour, qu'elles aient ou non donné lieu à la perception, et lorsqu'il n'y aura pas eu de représentation, d'envoyer un certificat délivré par le magistrat chargé de la police du spectacle, certificat qui est indispensable pour notre comptabilité.

Intermèdes. — En dehors du droit proportionnel ou du droit fixe réglé par les articles précédents, les correspondants auront encore à percevoir pour les fragments chantés en intermèdes et extraits d'œuvres dramatiques.

Ils s'en référeront pour cette perception aux indications contenues dans la convention conclue entre notre société et celle des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (3).

Consentement donné aux directeurs. — Le consentement que vous êtes chargés de donner aux directeurs est personnel à chacun d'eux, et valable seulement pour la ville où il est donné; en conséquence, vous ne laisserez aucun directeur commencer ses représentations sans autorisation, ni les continuer au delà du terme fixé sans une nouvelle demande.

Entrées et billets en faveur des agents correspondants. — Les correspondants, comme par le passé, auront leur entrée

1) Voir, page 120, le tableau général de répartition des droits d'auteur.

2) Voir, note de la page 133, le classement des théâtres basé sur la population des localités, adopté par la Commission dans les séances des 28 juin et 26 juillet 1867.

3) Voir le texte de cette convention, note de la page 126.

personnelle au théâtre et dans la salle, avec place fixe et numérotée, au choix du correspondant, et le droit de signer quatre billets d'une personne à chaque représentation.

Ces billets jouissent des mêmes avantages que ceux pris aux bureaux, et doivent être, comme eux, échangés contre des contre-marques du jour, sans être jamais assimilés aux billets de faveur.

Résumé. — Nous terminons ces instructions en invitant nos correspondants à relire avec la plus grande attention la circulaire ministérielle du 30 mars 1867 (page 69). Cette circulaire résume tous leurs droits et en assure l'exercice. Nous fixons de nouveau leur attention sur les points importants de leur mandat.

Nous leur rappelons qu'ils doivent remettre leur nom et leur adresse aux maires et commissaires de police, et leur communiquer les pouvoirs qu'ils ont reçus de nous, afin de réclamer au besoin le concours de ces autorités, conformément à la circulaire précitée.

Qu'ils doivent désigner dans la salle une place fixe et numérotée, que nul ne peut occuper en leur absence.

Que le directeur doit leur faire remettre à domicile l'affiche ou le programme du spectacle, le matin de chaque représentation.

Que dans les villes soumises au droit proportionnel, le directeur leur doit la communication de tous ses livres, afin de permettre une vérification exacte des recettes et abonnements de toute nature.

Que les billets signés par les correspondants ont les mêmes droits que ceux pris au bureau.

Que les correspondants ne doivent jamais laisser modifier le titre d'un ouvrage, ni laisser faire aucun changement.

Que les droits d'auteur doivent être perçus chaque soir et ne peuvent être saisis ni arrêtés par les créanciers des directeurs ou entrepreneurs de spectacle, et qu'en cas de refus de paiement, les correspondants doivent s'adresser à l'autorité pour faire déposer la somme par eux réclamée, le tout sous leur responsabilité personnelle.

Enfin que leur état de perception ou, à défaut de cet état, s'il

n'y a pas eu de spectacle, un état négatif certifié par l'autorité, doit nous être régulièrement adressé à l'époque déterminée, la commission des auteurs n'admettant aucun retard dans le règlement de nos comptes.

Que pour les troupes d'arrondissement, nomades ou ambulantes, ils doivent nous adresser, certifié par le directeur, l'itinéraire des villes que ce dernier se propose d'exploiter.

Que les représentations *gratuites* ou celles données au bénéfice des pauvres sont sujettes, comme toutes les autres, à la perception des droits, attendu qu'il n'appartient, ni à la commission des auteurs, ni à nous, ni à personne, de disposer, pour quelque motif que ce soit, de la propriété d'autrui ; et que d'ailleurs ces droits font partie des dépenses et des frais journaliers de chaque représentation, dont les directeurs ne peuvent obtenir la remise dans aucun cas.

Que les correspondants doivent toucher les droits des opéras italiens ou allemands qui sont des traductions ou des imitations d'ouvrages représentés en France. L'intégralité de ces droits appartient aux auteurs des ouvrages français.

Ce droit est confirmé par l'arrêt de la Cour de Paris, en date du 30 janvier 1865, qui contient la déclaration suivante :

Il y a contrefaçon dans le fait de traduire ou imiter une œuvre dramatique pour l'approprier à un théâtre étranger, lorsque le sujet, la disposition des scènes et la marche générale de la pièce restent les mêmes ;

Que le droit de représentation étant complètement distinct de celui de publication, et chaque représentation constituant un fait nouveau, l'auteur de la pièce originale peut toujours s'opposer à ce que celle qui en constitue une contrefaçon soit représentée en France sans son consentement, encore bien qu'il se serait abstenu de poursuivre l'auteur de la reproduction en langue étrangère. (Voir, page 77, le texte de cet arrêt.)

Nous faisons un nouvel appel au zèle de nos correspondants, qui nous est indispensable pour remplir exactement les obligations de notre mandat, et répondre à la confiance des auteurs, dont nous sommes chargés de défendre les intérêts.

*Les agents généraux de la Société des auteurs
et compositeurs dramatiques,*

L. PERAGALLO, A. ROGER.

ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ.

Instruction : 1° *Pour la vérification de la comptabilité et de la caisse des agents généraux de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; 2° pour l'inspection de diverses opérations desdits agents.*

[14^{er} mars 1867.]

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques,

Vu les articles 10 et 15 de l'acte de société du 18 novembre 1837 ;

Vu la décision du 18 mai 1866, qui soumet les comptes et la caisse des agents généraux à une vérification régulière faite par un délégué de la Commission ;

Vu les rapports de l'inspecteur-vérificateur en date des 15 et 22 février 1867 ;

Attendu que la vérification imposée à tout gestionnaire ne peut être considérée comme un acte de défiance vis-à-vis de lui, mais bien comme une formalité inhérente à sa fonction ; qu'elle n'a pas seulement pour but de s'assurer de la régularité de sa position, mais aussi d'écarter toute idée malveillante, toute suspicion, de la part de ses commettants ; que l'on comprendrait qu'un caissier fût le premier à réclamer un contrôle pour sa propre sauvegarde ; que, conséquemment, on ne saurait entourer cette vérification de trop de précautions pour la rendre efficace et sincère ;

Attendu que pour prévenir tout conflit ultérieur et pour apaiser les difficultés que pourrait présenter cette opération délicate, il importe d'en régler les détails d'exécution ;

Attendu que la vérification des caisses des agents généraux a une grande analogie avec les vérifications auxquelles l'État fait procéder dans les diverses caisses publiques ; et que la Commission trouve dans les règlements officiels les éléments nécessaires pour en rendre le fonctionnement régulier et uniforme ;

Décide et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — *Epoque des vérifications.* — La vérification des comptes et des caisses des agents généraux a lieu de deux manières :

1° Régulièrement le 9 de chaque mois, c'est-à-dire la veille du jour du paiement ;

2° Inopinément, sur l'ordre écrit du président de la Commission, toutes les fois que celui-ci le juge opportun.

Dans l'un et l'autre cas, les agents généraux doivent, à l'arrivée de l'inspecteur, rejeter toute autre occupation, pour satisfaire sans délai aux diverses formalités de la vérification.

2. — *Vérification de la caisse principale et de la caisse des perceptions.* — Les agents généraux ont deux caisses distinctes :

1° La caisse principale, qui doit renfermer la somme qu'indique, par suite de la balance, le compte de caisse dans le livre-journal et dans le grand-livre ;

2° La caisse des perceptions, qui doit renfermer toutes les sommes provenant des états non encore dépouillés ou répartis.

L'inspecteur vérifie d'abord ces deux caisses, en procédant de la manière suivante : le numéraire et les autres valeurs que contiennent lesdites caisses sont déposés devant lui, sur une table ; il en fait lui-même le dépouillement et prend note des effets, mandats de poste ou autres valeurs ; il en dresse un état que certifie exact l'agent général.

Si, parmi ces valeurs se trouvent des sommes déposées soit à la Banque, soit au Comptoir d'escompte, soit dans toute autre caisse publique, l'inspecteur se fait remettre par l'agent général une note pour l'administration où les fonds sont consignés, afin qu'il soit justifié que son crédit est conforme à sa déclaration.

3. — *Vérification de la comptabilité.* — L'inspecteur vérifie ensuite la comptabilité des agents généraux et s'assure de l'exactitude des écritures.

Ces écritures doivent faire connaître :

1° *Journal et grand-livre*, — à l'actif des auteurs, les sommes dues antérieurement au dernier dépouillement et celles qui résultent de ce dépouillement ; — au passif, les droits payés depuis le dernier dépouillement. La différence de l'actif sur le passif constitue le total de la somme qui doit figurer dans la caisse principale ;

2° *Registre de perception des droits non dépouillés.* — Les

livres spéciaux établis pour l'inscription des sommes provenant d'états non encore dépouillés, doivent faire connaître d'une manière claire et précise les recettes opérées :

Pour Paris, depuis le 1^{er} du mois courant ;

Pour les villes mensuelles de province et pour la banlieue, depuis le 1^{er} du mois précédent ;

Pour les villes trimestrielles et semestrielles, depuis l'époque où s'est arrêté le dernier dépouillement.

Toutes les sommes perçues pour ces états non encore dépouillés doivent se trouver dans la caisse des perceptions.

L'inspecteur s'assure que le résumé donné par un chiffre sur le journal est bien conforme aux détails portés sur les registres spéciaux auxquels chaque article renvoie, avec des indications très-précises.

3° *Grands-livres des comptes individuels.* — L'inspecteur vérifie les grands-livres des comptes individuels ; il s'assure que les droits portés comme payés sur le livre de caisse figurent bien au débit de l'auteur, et si l'émargement a eu lieu. Si l'auteur n'a pas émargé et que le compte soit soldé à l'aide de retenues opérées par l'agent général, ou de paiements faits à des délégataires, l'inspecteur se fait représenter les bons de copie ou de précompte, ainsi que ceux des délégataires qui ont servi à balancer le compte. Chacun des bons doit être numéroté avec le numéroteur Trouillet ou tout autre. La série de numéros doit se continuer indéfiniment et non recommencer chaque année. L'inscription du bon couvert sur le grand-livre au compte de l'auteur doit faire connaître le numéro de ce bon.

4. — L'inspecteur s'assure que les droits provenant des pièces tombées dans le domaine public — qui appartiennent à la caisse sociale, lorsque la Commission n'en a pas décidé autrement — sont régulièrement portés à la feuille de dépouillement de ladite caisse sociale.

5. — Chaque année, après le paiement du 10 janvier, l'inspecteur vérifie si les agents généraux ont invité, par lettres, à venir régulariser leurs comptes, les auteurs ou ayants droit qui n'ont pas perçu le montant de leurs créances au 31 décembre de l'année

qui vient de s'écouler. Il se fait remettre une liste de ces ayants droit, avec l'indication des sommes qui leur sont dues

Trois mois après l'envoi de l'avis des agents généraux, l'inspecteur adresse lui-même une lettre de rappel à ceux des ayants droit qui n'ont pas répondu audit avis.

Si ce second appel n'a pas produit plus d'effet que le premier, l'inspecteur établit la liste des auteurs ou ayants droit qui ne se sont pas présentés, et il la soumet à la Commission.

Dans le cas où des sommes résultant de la représentation d'ouvrages qui ne sont pas tombés dans le domaine public appartiendraient à des auteurs ou ayants droit dont on ne pourrait retrouver la trace, soit par suite de décès, soit par suite de toute autre cause, l'inspecteur noterait ces sommes sur la liste dont il vient d'être question.

La Commission prend, à l'égard de ces divers comptes, telle mesure qu'elle juge convenable.

6. — *Inspection des opérations des agents généraux.* — L'inspecteur s'assure, par les moyens qui lui semblent le plus à propos, que les agents généraux ne perçoivent dans les théâtres aucuns droits ou recouvrements pour des tiers étrangers à la Société, sauf le cas où ils y auraient été spécialement autorisés par la Commission.

7. — *Cas imprévus.* — Les contestations qui pourraient s'élever entre les agents généraux et l'inspecteur-vérificateur au sujet de formalités de vérification non prévues par la présente instruction, seront soumises à la Commission, jugeant en dernier ressort.

En cas d'urgence, ces difficultés seraient tranchées par le président de la Commission, auquel il en serait référé sans délai.

8. — *Clôture des opérations.* — Lorsque la vérification mensuelle est terminée, l'inspecteur établit un rapport sur les opérations qu'il a faites ; ce rapport est remis par lui au président de la Commission à la séance ordinaire qui suit.

Lorsque cette vérification est faite inopinément, l'inspecteur, aussitôt l'opération terminée, rend compte par écrit de ses résultats au président, qui convoque immédiatement la Commission, s'il y a lieu.

9. — *Notification de l'instruction.* — Les agents généraux et l'inspecteur-vérificateur doivent se conformer, chacun en ce qui le concerne, aux règles tracées par la présente instruction, qui leur sera notifiée individuellement.

Le Président de la commission,

LOCKROY.

Règlement sur le fonctionnement de la caisse de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

[29 mars 1867.]

La Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques,

Vu les articles 6, 7, 9, 10, 15 et 19 de l'acte de société du 18 novembre 1837;

Vu l'instruction du 1^{er} mars 1867, relative au mode de vérification des comptes et de la caisse des agents généraux;

Vu le règlement du 29 mars 1867, qui détermine les fonctions et attributions de l'inspecteur-vérificateur;

Vu le rapport de l'inspecteur-vérificateur en date du 22 mars 1867;

Voulant régler d'une manière fixe et invariable le fonctionnement de la caisse de la Société,

Décide et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — *Par qui sont tenues la comptabilité et la caisse de la Société.* — La comptabilité et la caisse de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques sont tenues par les agents généraux, sous la surveillance de la Commission.

Les deux agents sont chargés de cette fonction, à tour de rôle, sous leur responsabilité. La mutation a lieu, au commencement de chaque exercice annuel, dans la huitaine qui suit l'assemblée générale, et s'opère ainsi qu'il suit : l'agent qui prend la gestion de la caisse sociale se fait remettre par son collègue tous les livres et toutes les valeurs composant le fonds de la Société. Il les vérifie en sa présence, et, après s'être assuré que le chiffre des valeurs est conforme aux indications portées sur les livres, il certifie exact l'inventaire, à titre de décharge pour l'agent sortant. Il se fait re-

mettre également le numéroteur spécial dont il est fait mention à l'article 7.

Il prend, à partir de ce moment, la dénomination de : *agent général en exercice*.

2. — *Comptabilité de la Société.* — La comptabilité de la Société se compose des livres suivants :

1° Une main courante ou brouillard, sur lequel sont inscrites les recettes et les dépenses, au fur et à mesure qu'elles ont lieu ;

2° Un journal, reproduisant méthodiquement et jour à jour, les opérations portées sur le brouillard ;

3° Un grand-livre répartissant par compte les divers articles du journal ;

4° Un inventaire résumant, à la fin de chaque exercice annuel, l'état exact et détaillé de la caisse sociale.

Ces quatre livres sont tenus conformément aux indications données par l'inspecteur-vérificateur.

3. — *Établissement d'un coffre-fort de sûreté dans chacune des deux agences générales.* — Un coffre-fort de sûreté, à lettres combinées, est scellé, aux frais de la Société, dans chacune des deux agences générales. Ce coffre-fort renferme un compartiment spécial ayant une clef de sûreté, distincte de celle du coffre. Cette dernière clef reste entre les mains du président de la Commission.

4. — *Où les valeurs sont déposées.* — Toutes les valeurs de la Société, à l'exclusion absolue de toute autre chose, sont déposées chez l'agent général en exercice, dans le coffre-fort ci-dessus spécifié. Les espèces courantes sont à même le coffre. Les titres de rentes, d'obligations, etc., sont renfermés dans le compartiment dont il est fait mention à l'article 3.

FUNCTIONNEMENT DE LA CAISSE.

Recettes.

5. — *Demi pour cent et domaine public.* — Le jour de la séance qui suit celui du paiement aux sociétaires, l'inspecteur-vérificateur se rend dans chacune des deux agences, pour perce-

voir le montant du demi pour cent et le produit du domaine public résultant du dernier paiement.

Il donne un reçu du montant du demi pour cent et il émarge sur le grand livre des auteurs pour les droits provenant du domaine public.

L'inspecteur verse ensuite immédiatement à la caisse de la Société le produit de ces recouvrements, et il veille à ce que l'inscription de ce versement soit faite en sa présence sur le brouillard.

6. — *Autres recettes.* — Il est procédé d'une manière analogue à ce qui est indiqué à l'article 5, pour toutes les sommes à percevoir au compte de la Société : cautionnements, montant des représentations à bénéfices, dons et legs, etc.

Dépenses.

7. — *Ordonnancement des mandats par le trésorier.* — L'agent général en exercice ne peut faire aucuns paiements qui ne seraient pas ordonnancés par des mandats signés du trésorier en vertu d'une délégation spéciale de la Commission. Ces mandats, imprimés, sont uniformes, et, au moment du paiement, l'agent général y place un numéro d'ordre à l'aide d'un numéroteur affecté spécialement à cet usage. La série de numéros doit se continuer indéfiniment et non recommencer à chaque exercice. L'inscription du paiement sur le brouillard et, par suite, au journal et au grand-livre indique le numéro du mandat.

8. — *Époques fixées pour les paiements.* — Les paiements ont lieu deux fois par mois, savoir : le 1^{er} pour les titres ou factures déposés du 6 au 20 du mois précédent ; le 16 pour ceux qui sont déposés du 21 au 5 du mois courant, sauf le cas de vérification par expert. L'agent en exercice fait connaître ces dispositions aux fournisseurs de la Commission ou autres ayants droit.

9. — *Formalités préparatoires avant le paiement.* — Les mémoires ou factures, ou tout autre titre à payer, doivent être faits au nom de la Commission et adressés au trésorier. Dans la huitaine qui suit leur remise, le trésorier les soumet à la Commission,

après leur examen par l'inspecteur-vérificateur (1); s'ils sont approuvés, le trésorier les vise et ordonnance un mandat, lorsqu'il n'y a pas lieu de les faire vérifier par un expert.

La pièce comptable doit toujours être annexée au mandat ordonné.

10. — *Dispositions exceptionnelles.* — Par exception aux dispositions qui précèdent, l'agent en exercice est autorisé à payer sans délai les secours votés. Il est également autorisé à payer, sans ordre préalable, les dettes périodiques de la Société, telles que les honoraires des employés, le prix du loyer, les impositions, toutes les dettes périodiques enfin, dont le prix est invariable.

Dans le cas où par des motifs d'urgence, que la Commission aurait ultérieurement à apprécier, un paiement quelconque aurait été fait en dehors des règles tracées par l'article 9, l'agent général en exercice soumettrait aussitôt que possible à la Commission l'objet de la dépense. Si la Commission approuvait cette dépense, le trésorier, après l'examen de l'inspecteur-vérificateur (1), ordonnancerait un mandat de régularisation, ainsi qu'il doit être fait également pour les paiements spécifiés dans le premier paragraphe du présent article.

11. — *Vérifications.* — La comptabilité et la caisse de la Société sont vérifiées par l'inspecteur toutes les fois qu'il vérifie les comptes et la caisse des agences.

Il procède à cette vérification dans une forme analogue aux règles prescrites par l'instruction du 1^{er} mars 1867.

L'inspecteur insère dans son rapport mensuel le résultat de sa vérification, en indiquant le chiffre du capital de la Société.

Lorsqu'il convient de détacher des coupons de rentes ou d'obligations, ou que toute autre mesure nécessite l'ouverture du compartiment désigné dans l'article 3, le président remet à l'inspecteur, à défaut du trésorier ou d'un autre commissaire, la clef de ce compartiment, en lui donnant des instructions sur ce qu'il doit faire.

12. — *Cas imprévus. — Contestations.* — Tous les cas qui ne seraient pas prévus par le présent règlement, ou toutes contesta-

(1) Disposition adoptée par la Commission actuellement en exercice, dans sa séance du 26 juillet 1867.

tions auxquelles il pourrait donner lieu seraient soumis à la Commission, qui résoudrait la question.

13. — *Exécution des dispositions qui précèdent.* — Le trésorier de la Commission, les agents généraux et l'inspecteur-vérificateur assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution pleine et entière de toutes les dispositions contenues dans le présent règlement, qui leur sera notifié individuellement, après avoir été inséré au registre des délibérations de la Commission.

Le Président de la Commission,

LOCKROY.

ORGANISATION DU SERVICE INTÉRIEUR DE LA COMMISSION

Règlement sur le service intérieur de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques, en ce qui concerne les fonctions et attributions du secrétaire-rédacteur et de l'inspecteur-vérificateur de ladite Commission.

[29 mars 1867.]

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques,

Vu les articles 10, 15, 16, 17, 19 et 20 de l'acte de société du 18 novembre 1837 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1847, portant règlement intérieur de la Commission ;

Vu la décision du 5 juillet 1861, portant création d'un emploi de bibliothécaire-rédacteur ;

Vu la décision du 18 mai 1866, relative à la création d'un emploi d'inspecteur-vérificateur, et le rapport du trésorier, lu en assemblée générale le 23 mai suivant, qui énumère sommairement les fonctions attribuées à cet emploi ;

Vu l'acte constitutif de l'agence de librairie dramatique du 19 mars 1866 ;

Vu l'instruction du 1^{er} mars 1867, relative à la vérification de la comptabilité et de la caisse des agents généraux ;

Vu le règlement du 29 mars 1867, sur le fonctionnement de la caisse sociale ;

Attendu que la création, en 1861, d'un emploi de bibliothécaire-rédacteur avait déjà modifié le fonctionnement intérieur de la Commission ; que celle, en 1866, d'un emploi d'inspecteur-vérifica-

teur, a dû nécessairement le modifier plus profondément encore ;

Attendu que la délimitation des attributions, dans toute société, est la première condition d'un bon fonctionnement ; qu'il importe donc de déterminer d'une manière claire et précise les droits et les devoirs des deux titulaires des emplois ci-dessus indiqués ;

Décide et arrête ce qui suit :

TITRE PREMIER. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Art. 1^{er}. — Par suite de la création des emplois de secrétaire-rédacteur et d'inspecteur-vérificateur, les titulaires de ces emplois sont spécialement chargés des différentes fonctions ressortissant aux affaires intérieures de la Commission, à l'exception du détail des opérations de la caisse sociale, qui fonctionne, sous la responsabilité des agents généraux, selon les règles tracées par une décision en date de ce jour.

TITRE DEUXIÈME. — FONCTIONS INHÉRENTES A CHAQUE EMPLOI.

Chapitre premier. — Secrétaire Rédacteur.

2. — *Correspondance.* — Le secrétaire-rédacteur est chargé de la correspondance. A l'aide du copie de lettres dont la Commission est munie, il fait le report, sur le registre affecté à cet usage, de toute lettre ou de tout autre document qu'il expédie.

3. — *Documents à placer sur le bureau à l'ouverture de chaque séance.* — Le secrétaire-rédacteur veille à ce que la correspondance, ainsi que tous les documents que la Commission peut avoir à consulter, soient toujours placés sur le bureau avant l'ouverture de chaque séance.

Il établit une feuille de présence portant tous les noms des commissaires et prépare l'ordre du jour.

4. — *Procès-verbaux et registre des délibérations.* — Le secrétaire rédige les procès-verbaux et il en fait la lecture à haute voix, sur l'invitation du président.

Lorsqu'un procès-verbal est adopté, il le fait transcrire au registre des délibérations, assez à temps pour pouvoir le présenter à la signature de la Commission, conformément au règlement.

5. — *Registres à tenir.* — Le secrétaire-rédacteur tient encore.

outre les registres et les feuilles mentionnés dans les articles 3 et 4 :

1° Le registre faisant connaître la date de réception de chaque sociétaire et les noms de ses parrains ;

2° La liste de situation des représentations à bénéfices ;

3° Le registre relatant les réceptions des pièces dans les divers théâtres.

Pour la tenue de ce dernier registre, il veille à ce que les directeurs fassent parvenir les bulletins de réception dans les délais voulus ; en cas de retard il les leur réclame par lettre. Il donne communication de ces bulletins aux agents généraux.

6. — *Traités avec les directeurs des théâtres de Paris.* — Tout directeur de théâtre de Paris qui a à passer ou à renouveler un traité doit s'adresser directement à la Commission. Les communications auxquelles peuvent donner lieu ce traité ou ce renouvellement de traité doivent être faites par les sous-commissions près les divers théâtres ; à défaut des membres des sous-commissions, le secrétaire-rédacteur est seul autorisé à entrer en pourparler avec les directeurs, et toute proposition de ces directeurs qui ne se ferait pas par l'intermédiaire des sous-commissions ou par le sien serait considérée comme nulle et non avenue.

7. — *Archives.* — Le secrétaire-rédacteur est le dépositaire responsable des traités, des actes de procédure autres que ceux relatifs à la perception, et de tous autres documents concernant la Société ou la Commission. Il classe ces documents dans les archives, et tient la main à ce que l'original n'en soit distrait sous aucun prétexte, à moins cependant d'ordres exprès du président, et si besoin est.

8. — *Secours.* — Lorsqu'un secours est demandé et qu'il y a lieu de s'enquérir de l'état du demandeur, le secrétaire-rédacteur prend des informations à cet égard.

Quand la Commission a accordé un secours, le secrétaire-rédacteur prépare le mandat et le fait signer par le trésorier. Il le remet ensuite à l'agent en exercice et informe par écrit l'intéressé de la décision prise en sa faveur, en l'invitant à venir percevoir le montant de ce secours chez ledit agent.

9. — *Autres démarches à faire.* — Sur l'ordre du président de la Commission, le secrétaire-rédacteur se rend chez les membres du conseil judiciaire ou médical et partout où la Commission le juge convenable.

Chapitre deuxième. — Inspecteur-vérificateur.

10. — *Inspection et vérification des opérations des agences générales.* — L'inspecteur-vérificateur inspecte et vérifie les opérations des agences générales en conformité des règles tracées par l'instruction du 1^{er} mars 1867.

11. — *Caisse sociale.* — L'inspecteur-vérificateur perçoit le produit du demi pour cent et celui du domaine public afférents à la Société, et il inspecte et vérifie les opérations de la caisse sociale, suivant les règles déterminées par le règlement de ce jour sur le fonctionnement de ladite caisse.

12. — *États des directeurs de province.* — L'inspecteur-vérificateur fait parvenir aux directeurs de province des états prêts à être remplis en conformité de la circulaire du 1^{er} mai 1866. Il veille à l'exécution des termes de cette circulaire par les directeurs; il les invite, en cas d'abstention, par des lettres imprimées ou manuscrites, à satisfaire aux dispositions prises par la Commission. Il correspond directement avec eux à ce sujet.

Lorsque ces états lui sont parvenus sous le couvert du président, il les centralise et en compare les relevés avec ceux des états envoyés par les agents secondaires. Il signale à la Commission les erreurs ou omissions qu'il a découvertes.

13. — *Tournées d'inspection.* — Lorsque la Commission l'a décidé, l'inspecteur-vérificateur fait des tournées d'inspection dans les départements et à l'étranger. Muni de pouvoirs suffisants, il se fait représenter dans les préfectures ou municipalités, les affiches de spectacles; il relève la composition de ces spectacles et compare ce relevé avec l'état qu'ont envoyé les directeurs. Il exécute en outre toute autre mesure jugée opportune, suivant les décisions de la Commission.

14. — *Autres missions.* — L'inspecteur doit se tenir prêt à se rendre en tel lieu que la Commission juge convenable de l'en-

voyer, soit par suite de procès, soit pour toute autre cause.

15. — *Impression de documents de toute nature.* — Tout document à imprimer pour le compte de la Société : annuaire, rapports, décisions, circulaires, notifications, etc., est remis à l'imprimeur par les soins de l'inspecteur. Après avoir pris l'avis de la Commission au sujet du format, des caractères, du papier et du chiffre du tirage, et avoir donné à cet égard tous les renseignements désirables, il en surveille l'impression. Lorsque l'imprimeur lui a remis l'épreuve, il présente le bon à tirer à la signature du président, à moins que, pour motif d'urgence, il soit invité à passer outre.

16. — *Préparation de l'envoi et envoi de ces documents.* — Lorsque le document imprimé doit être envoyé aux sociétaires ou à tous autres, l'inspecteur est chargé de faire relever les bandes ou les enveloppes sur un registre d'adresses qu'il tient à jour à cet effet. Il est chargé encore de l'envoi de ces imprimés par la poste ou par des distributeurs spéciaux.

Pour l'exécution de cette mesure, il se fait remettre les adresses de tous les sociétaires par les agents généraux, et il invite ces derniers à lui communiquer en outre les changements de résidence au fur et à mesure qu'ils en ont connaissance.

17. — *Publication de l'Annuaire.* — L'inspecteur est chargé de la publication de l'Annuaire. Dans ce but, il se tient à la disposition du président et des membres qui composent la sous-commission de l'Annuaire.

18. — *Exécution des décisions de la Commission.* — L'inspecteur veille à l'exécution exacte et rapide des dispositions prises par la Commission. Il tient à cet effet un registre sur lequel il inscrit la décision au moment où elle est prise. A la fin de chaque séance, il relève sur ce registre les diverses décisions qu'il y a consignées, et il en remet un résumé à chacun des intéressés. Il s'enquiert de leur exécution et veille à ce que ceux qui en ont été chargés en rendent brièvement compte sur le registre précité qu'il leur présente dans ce but.

19. — *Propositions de mesures à adopter.* — L'inspecteur prend l'initiative de propositions de mesures administratives que

peuvent lui suggérer les circonstances. Il présente ces propositions dans des rapports motivés adressés au président.

20. — *Relevé des amendes.* — Dans la quinzaine qui précède le jour de l'assemblée générale, l'inspecteur-vérificateur se fait remettre par le secrétaire-rédacteur les feuilles de présence de l'exercice qui s'écoule. Il décompte les amendes dues par chaque sociétaire, et après en avoir communiqué la liste au président en séance ordinaire, il la transmet aux agents généraux, afin qu'ils opèrent les retenues,

21. — *Bibliothèque.* — L'inspecteur-vérificateur est chargé de faire rentrer dans la bibliothèque les pièces des sociétaires au moment où elles sont éditées, en se conformant aux dispositions qui seront adoptées à cet égard par la Commission.

22. — *Inspection et vérification des opérations de l'agence générale de librairie.* — *Estampillage de la Bibliothèque spéciale de la Société.* — Il inspecte et vérifie les opérations de l'agence générale de librairie; il est chargé de faire estampiller les publications de la *Bibliothèque spéciale de la Société*, en conformité de l'article 11 des statuts qui la régissent, et suivant les règles qui seront déterminées dans l'instruction à intervenir pour la vérification et l'inspection de ladite agence.

TITRE III. — EXÉCUTION DU PRÉSENT RÈGLEMENT.

23. — *Cas imprévus.* — L'exécution des détails omis ou non prévus dans le présent règlement sera répartie par la Commission suivant les bases arrêtées en principe par l'article 1^{er}.

24. — *Contestations.* — Toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation des articles du présent règlement seraient soumises à la Commission, jugeant en dernier ressort.

25. — *Exécution des dispositions qui précèdent.* — Le secrétaire-rédacteur et l'inspecteur-vérificateur assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution pleine et entière de toutes les dispositions contenues dans le présent règlement, qui leur sera notifié individuellement, ainsi qu'aux agents généraux, après avoir été inséré au registre des délibérations de la Commission.

Le Président de la Commission,

LOCKROY.

ORGANISATION DE L'AGENCE GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE.

Décision de la Commission relative à l'établissement d'une agence générale de librairie dramatique (1).

[19 mars 1866.]

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques,

Prenant en considération *les avantages de toute sorte que les membres de la Société trouveraient à conserver, en librairie, la propriété de leurs œuvres.*

A décidé et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. — *Une agence de librairie dramatique sera établie dans le but exclusif de fournir aux membres de la Société des*

(1) Voici le texte du rapport lu à la Commission, par M. Ferdinand Dugué, dans la séance du 23 février 1866 :

« Messieurs et chers collègues, le 28 novembre 1865, dans une lettre adressée à *l'Opinion nationale*, et reproduite par d'autres journaux, je disais à mes confrères les auteurs dramatiques :

« *Affranchissez-vous! devenez vos éditeurs! Ayez une agence de librairie en même temps qu'une agence de perception, et restez propriétaires de la pièce imprimée comme de la pièce jouée.* »

« Peu de temps après la publication de cette lettre, vous avez bien voulu me confier la rédaction d'un rapport *Sur les avantages de toute sorte que les auteurs dramatiques trouveraient à conserver la propriété de l'œuvre imprimée, et sur les moyens pratiques par lesquels un résultat si désirable pourrait être obtenu.*

« Je viens aujourd'hui vous soumettre ce rapport, que j'ai écrit avec grand courage et grand espoir, car dès les premiers mots échangés sur cette grave question, si digne d'être résolue par vous, j'ai compris qu'il y avait entre nous parité de vues, communauté d'idées, et que vos sympathies deviendraient vite des convictions.

« De nombreuses conquêtes, dues à l'énergique initiative de nos Commissions et accomplies au nom des intérêts les plus légitimes, ont de jour en jour consacré le droit et affirmé la force de notre chère Société; mais nous sommes loin d'avoir triomphé de tous les abus, et chaque fois qu'une occasion se présente d'élargir notre domaine, nous devons la saisir avec joie.

« Quel nouveau progrès s'agit-il donc de réaliser?...

« Nous nous sommes affranchis des *Directeurs*, affranchissons-nous des *Éditeurs*.

« Ma tâche est de vous démontrer, messieurs, que, si rien n'est plus logique comme point de départ, rien n'est aussi plus facile et plus praticable comme résultat; c'est d'une telle simplicité de moyens que vous allez vous demander, avec une surprise mêlée de regret, comment une réforme si vitale

auteurs et compositeurs dramatiques, la faculté d'éditer et de publier, sous les conditions suivantes, les pièces de théâtre composées par eux et qui auront été représentées.

n'a pas été accomplie depuis bien longtemps. Nos prédécesseurs ne méritent cependant pas le reproche de ne point s'être préoccupés de notre mauvaise situation en matière de librairie théâtrale, et les procès-verbaux de nos séances, depuis 1839, constatent souvent cette *inique et exorbitante exploitation* à laquelle nous sommes en proie; mais tout en signalant le mal avec énergie, on tâtonnait dans la recherche du remède, on reculait devant son application; et ce rôle un peu passif, cette allure hésitante, ce parti pris de réserve et presque de défiance, qui se bornent à encourager, à conseiller, à faire des vœux, ont leur excuse dans la nature des propositions plus intéressées qu'intéressantes, plus spéculatives que réelles, qui furent adressées aux Commissions d'alors. Si elles refusaient de s'engager, c'est qu'elles ne trouvaient rien là qui pût les satisfaire complètement; puis, à ce qu'il paraît, l'heure n'était pas venue; je crois qu'elle l'est aujourd'hui, et je me présente à vous, les mains pleines de faits positifs, de preuves concluantes, de chiffres irréfutables!

» Et d'abord, pour nous, qu'est-ce que *l'Éditeur*?

» C'est un *intermédiaire parasite* qui, en vue d'un gain personnel plus ou moins considérable, s'interpose entre le producteur et l'acheteur; supprimez *l'intermédiaire*, vous qui êtes le véritable producteur, et les bénéfices qui tombaient dans les mains de ce tiers parasite tomberont tout naturellement et tout directement dans les vôtres.

» Les relations actuelles entre l'auteur dramatique et l'éditeur se composent généralement de trois périodes : abordons la première, celle où l'éditeur ne paye presque jamais et se fait même assez souvent payer. — Vous commencez le théâtre, on vous a joué une pièce, elle a modestement réussi; tout heureux de ce succès, tout confiant dans l'avenir, vous avez hâte de vous voir imprimé; vous attendez l'éditeur, et comme il ne vient pas, vous allez le trouver. Il commence par vous éconduire. Vous insistez, vous suppliez presque, et il n'est pas tout à fait sans exemple qu'il finisse par vous faire la grâce de vous publier *pour rien*. Seulement, *comme c'est une très-mauvaise affaire qu'une pièce de théâtre, comme cette marchandise n'a pas de débit, comme le produit de la vente ne couvre pas même les frais de publication* (c'est l'éditeur qui parle), vous lui déléguerez une fraction de vos droits de province, les quels droits lui appartiendront comme votre manuscrit, en toute propriété!

» Voilà chose convenue; vous signez allégrement le petit bout de traité qu'on vous présente, et vous ne soupçonnez pas un instant la portée terrible de ces trois simples mots : *En toute propriété*!

» N'est-ce pas, messieurs, que tout ceci est exact?

» Ah! les plus forts, les plus illustres y ont passé, et nombre de pièces, *achetées à ce prix*, ont rapporté et rapporteront aux éditeurs des bénéfices considérables dont les auteurs se sont condamnés *in æternum* à ne jamais toucher un centime.

» Passons maintenant à la seconde période, — celle où l'éditeur paye quelquefois : — Vous n'êtes plus le premier venu; vous avez, à force de

2. — Un agent général de la librairie dramatique, nommé par la Commission, prendra toutes autorisations administratives ou autres, fera tous dépôts exigés, accomplira toutes formalités

travail et de talent, conquis une certaine notoriété; c'est le moment de vous proposer des traités à tant par acte, d'une durée de cinq ou six ans, traités dont vous êtes très-joyeux, très-fiers même, et vous donnez encore votre signature, et vous ne vous doutez pas que vous venez de contracter là le plus déplorable des engagements!...

» Reste la troisième période.... Ah! cette fois, messieurs, je suis forcé d'en convenir, l'éditeur s'exécute, il se saigne, il paye! Eh! mon Dieu, oui, il paye même très-cher, et c'est tout simple! il se trouve en face de la vogue, de la renommée, de la gloire; débit certain, vente assurée, bénéfices énormes! Plus il a payé, plus il gagnera! C'est qu'en effet, l'industrie de l'éditeur dramatique a cela de particulier et d'avantageux pour lui, qu'il ne se risque point dans l'aventure, dans l'inconnu, et ne joue jamais qu'à coup sûr; il ne prête qu'au succès, et ce succès, qui émane de vous, qui n'est dû qu'à vous, ce succès enfin qui devrait vous appartenir tout entier, produira dix fois, vingt fois, cent fois, au profit de l'intermédiaire, la somme que vous avez touchée de lui comme prix de vente.

» Ainsi, voilà un triple fait, bien acquis et sur lequel il est inutile d'insister davantage; que vous soyez obscur ou célèbre, au début de votre carrière ou à l'apogée de votre réputation, qu'on vous paye peu ou beaucoup, la cession que vous faites de vos œuvres à un tiers est pour vous un marché de dupes! et au moment où la force de l'opinion publique et l'appui de plus en plus efficace des gouvernements tendent à constituer sur des bases solides cette propriété de l'intelligence qui est la plus légitime et la plus sacrée de toutes, vous vous ingéniez, pour ainsi dire, à enrayer ce progrès, à hérissier la question de difficultés pratiques et à refaire une obscurité de ce qui allait devenir une lumière!...

» Ce n'est pas sans raison que je vous signale ce danger, il est immense, et vous devez déplorer cette invasion toujours croissante des tiers porteurs dans vos affaires personnelles : chaque jour ne vous révèle-t-il pas de nouveaux inconvénients qui finiraient par aboutir, si vous n'y mettiez bon ordre, à la négation de vos droits, à la ruine de vos intérêts? Ne se montrent-ils pas déjà partout, ces tiers porteurs, prenant votre lieu et place, vous menaçant de vos propres armes, leur prix de vente à la bouche, et votre parafe à la main? N'ont-ils pas dans vos agences leur compte courant de *droits d'auteur*, et ne vous faut-il pas, jusque dans le sein de votre Commission, compter avec leurs exigences? Un exemple entre mille, tenez : nous n'essayons pas, une seule fois, de mordre à l'appétissant gâteau des traités internationaux, sans qu'un tiers porteur entre-bâille la porte et dise : Mais j'en veux ma part, moi!... Et il faut la lui donner, messieurs, et le remercier encore de ne pas l'exiger plus grossier!

» Allons! faisons notre *Confiteor*, nous tous qui avons cédé la propriété de nos œuvres pour un prix quelconque, et nous sommes dépossédés de l'avenir pour l'appât d'une pauvre somme payée comptant, — ce comptant, dont on fait sonner si haut l'importance! — En agissant de la sorte, nous avons fait acte de déraison et de folie, nous avons mangé le fonds, le capital, le

voulues, et sera seul et personnellement responsable de toutes les infractions qui seraient faites aux lois et règlements.

3. — L'agent général sera chargé de tout ce qui concerne

bié en herbe, et, comme Ésaïe, de comique et gourmande mémoire, nous avons vendu notre droit d'aïnease pour un maigre plat de lentilles!

• Ne perdons pas courage, néanmoins; tâchons d'arracher de cet engrenage ce que nous pouvons encore sauver de nous-mêmes, et hâtons-nous surtout de crier à ceux qui viennent : Prenez garde!

• Oh! certes, il faut le dire, depuis que cette réforme est dans l'air, les offres de service ne nous ont pas manqué; il nous en a été fait de très-brillantes par des personnes très-honorables; mais, tout en remerciant ces personnes de la bonne grâce qu'elles ont mise à nous offrir leur concours et à nous communiquer à titre officieux des renseignements utiles, je suis forcé de conclure au refus absolu de ces diverses propositions, qui m'ont semblé, du reste, incomplètement définies.

• Ce refus est bien naturel, messieurs, et bien facile à justifier.

• En effet, si satisfaisante que soit au point de vue moral et matériel la situation d'une entreprise étrangère, si réels que puissent nous paraître les avantages qu'elle nous offre pour la publication de nos ouvrages, il y a toujours là, en première ligne, une intention de concurrence à ce qui existe, un esprit de spéculation commerciale, un espoir de bénéfices réalisables à nos dépens... On vous fera de meilleures conditions, soit; mais ce seront toujours des conditions, et ce n'est plus à vous d'en subir, c'est à vous d'en imposer!

• Ne livrez donc plus vos éditions aux hasards des entreprises particulières, même quand on paraît vous en laisser jusqu'à un certain point la propriété; car aux inconvénients que je viens de vous signaler s'en ajoute un, qui est le pire de tous : un désastre commercial pourrait, en plaçant vos ouvrages sous le coup du séquestre ou de la saisie, remettre en question tous vos droits de propriété insuffisamment garantis, et le passé nous prouve que ce ne sont point là des craintes chimériques! Il est temps d'en finir avec ces délégations trop facilement consenties, et qui pesaient sur vous comme une sorte de tutelle humiliante!

• Prenons un parti radical, exploitons personnellement la publication de nos œuvres, en vue d'un produit qui doit nous revenir tout entier; et pour conserver sur les bénéfices de la pièce imprimée un contrôle aussi absolu que sur les droits de la pièce jouée, ne donnons qu'un pouvoir toujours révocable à des intermédiaires placés sous notre surveillance immédiate.

• Voilà pourquoi, après avoir dit : *Affranchissez-vous! devenez vos éditeurs!* j'ai ajouté : *Ayez une agence de librairie!*

• Permettez-moi d'entrer ici dans une série de développements qui nous rapprochent de la conclusion : j'ai dit déjà un peu de mal de nos confrères, j'éprouve le besoin d'en dire encore.

• Sans compter notre incurie, notre inaptitude commerciale, et cette sorte de paresse dédaigneuse qui nous rend si aisément exploitables, une des grandes causes de la mauvaise situation qui nous est faite en librairie théâtrale, c'est, à coup sûr, notre ignorance absolue des frais et des produits d'une publication dont les intéressés nous exagèrent à dessein les embarras,

l'impression, la publication et la vente des ouvrages édités par la librairie dramatique.

4. — L'agent général prendra à sa charge le loyer et l'entre-

les ennuis, les charges de toute espèce; on se trouve en face de chiffres flottants, de données si peu exactes, de complications si embrouillées, qu'on renonce à étudier une bonne fois ce mécanisme, pourtant si simple, du Doi et de l'Avoir, et qu'on juge plus commode, plus agréable même de se laisser dépouiller. En un mot, le grand malheur, c'est qu'on ne sait pas, il faut qu'on sache, et on va savoir.

» Pour que les démonstrations soient nettes, il faut tout d'abord que les bases soient précises; supposons donc l'hypothèse en attendant la réalité.

» Notre bibliothèque spéciale est fondée. Notre agence de librairie dramatique fonctionne dans les conditions provisoires et toujours réductibles, comme je le prouverai plus loin, de *quarante pour cent* de frais à notre charge, savoir : *vingt-cinq pour cent* de remise aux libraires et *quinze pour cent* de frais de vente et de répartition, d'agence, en un mot.

» Nous avons adopté le format in-18, qui est le plus en usage, et, en créant trois catégories de publications, nous avons par contre établi trois prix, savoir :

« 1° Les pièces en un acte, ayant une feuille d'impression (36 pages), cotées au prix fort de *soixante centimes*.

» Les pièces en deux et trois actes, ayant une feuille et demie d'impression (54 pages), cotées au prix fort de *un franc*.

» 3° Les pièces en quatre et cinq actes, ayant deux feuilles et demie d'impression (90 pages), cotées au prix fort de *un franc cinquante centimes*.

» Nous allons voir maintenant ce que cela coûte et ce que cela rapporte :

» La pièce en un acte (*soixante centimes*), tirée à mille, coûte 125 francs de fabrication, tout compris, et produit, à prix faible, c'est-à-dire en déduisant *quarante pour cent* de frais généraux, la somme de 860 francs; il suffit à l'auteur d'en vendre 275 exemplaires pour couvrir toutes les dépenses, et il lui en reste 725 comme bénéfice net.

» La pièce en deux et trois actes (*un franc*), tirée à mille, coûte 200 fr. de fabrication, tout compris, et produit, à prix faible, comme ci-dessus, la somme de 600 francs; il suffit à l'auteur d'en vendre 335 exemplaires pour couvrir toutes les dépenses, et il lui en reste 665 comme bénéfice net.

» La pièce en quatre et cinq actes (*un franc cinquante centimes*), tirée à mille, coûte 315 francs, tout compris, et produit, à prix faible également, la somme de 900 francs; il suffit à l'auteur d'en vendre 350 exemplaires pour couvrir toutes les dépenses, et il lui en reste 650 comme bénéfice net.

» J'ajoute, pour mémoire, sans abuser des chiffres, que le tirage à *deux mille* offre encore plus d'avantages; que l'édition première est la plus coûteuse; et que dans les éditions subséquentes faites au moyen de clichés, les frais disparaissent presque entièrement pour faire place à un accroissement considérable de bénéfices. Je pourrais citer tels opéras dont le livret s'est vendu à *soixante-dix mille* exemplaires, tels drames dont la brochure a dépassé *cent mille*, et qui ont rapporté net de *quarante à soixante mille francs* pour le moins : comparez un peu cette somme à celle que les auteurs ont touché en échange de leurs manuscrits vendus à tout jamais! — Il faut

tion d'une boutique centrale, située provisoirement dans un des quartiers les plus fréquentés de Paris, et qu'il s'engage à transférer, dans un délai de deux ans, sur la grande ligne des boule-

noter aussi qu'en librairie le chiffre des bénéfices s'élève toujours, et pour un cinquième environ de chaque tirage, du produit de la vente *sans remise*, dite à *prix fort*.

• J'ajoute encore que *cette remise* aux libraires, fixée par moi à *vingt-cinq pour cent*, est purement conventionnelle, et que le chiffre en est toujours mobile, comme nous l'enseignent messieurs les éditeurs, qui savent très-bien l'abaisser quand il s'agit de certains ouvrages auxquels leur vogue et le nom de leur auteur assurent une vente forcée. Une excellente et lucrative habitude qu'ils ont aussi, c'est de vendre ces mêmes ouvrages deux ou trois francs de plus, en n'augmentant le prix de revient que de la différence de la couverture et du papier, *ce qui est très-peu de chose*. Exemple : Notre pièce de deux feuillets et demie, cotée un *franc cinquante centimes*, pourrait, dans beaucoup de cas, se vendre *trois francs* et même *quatre francs*, en ne coûtant, comme fabrication, que *cinq centimes de plus* par exemplaire, c'est-à-dire *36 centimes et demi* au lieu de *31 centimes et demi*.

• Quant aux *frais d'agence*, fixés arbitrairement à *quinze pour cent*, je ne doute pas qu'il soit possible de les réduire dans un temps donné, comme c'est arrivé pour la perception de nos droits, par suite de l'accroissement et de l'élévation du chiffre général des affaires. C'est là forcément un des résultats inévitables de la collectivité, un des principaux avantages de l'association.

• J'ajoute enfin, et C'EST LA LE FAIT CAPITAL, qu'il y a toujours pour les pièces de théâtre jouées à Paris, une vente rapide, assurée, forcée en quelque sorte, DE 350 A 500 EXEMPLAIRES.

• Donc, pour vous, *producteurs-éditeurs*, jamais danger de perte, toujours chance de gain, même sur un tirage unique !

• J'admets que, par impossible, *une fois sur vingt peut-être*, en publiant vous-même un ouvrage douteux pour lequel vous n'eussiez jamais trouvé d'éditeur à moins d'une dépense beaucoup plus grande encore, et dont, par le fait, vous êtes toujours libre de ne pas risquer l'impression, j'admets, dis-je, que vous ne réalisiez aucun bénéfice, que vous soyez même contraints à un sacrifice toujours bien minime pour couvrir vos frais, est-ce que ce serait encore payer l'avenir trop cher ? Eh ! oui, messieurs, cet avenir que vous avez tant de fois aliéné si légèrement, cet avenir fécond en hasards heureux, et qui amène presque fatalement la réparation des indifférences, des hostilités, des injustices du présent. Combien de fois arrive-t-il que telle œuvre méconnue, oubliée, reprenne vie et lumière, grâce au succès d'une œuvre nouvelle qui va fraternellement tirer de l'obscurité cette humble sœur et projette sur elle son éclat ! N'est-ce donc rien encore, à l'heure où la sollicitude éclairée du gouvernement va mettre fin, nous l'espérons, à la piraterie étrangère dont nous avons été trop longtemps les victimes, que de nous réserver tout entier le droit de traduction, pour l'exercer victorieusement et sans entraves, et ne serait-ce pas une conquête de toute importance que cette concentration sociale des ouvrages dramatiques au moment où les traités internationaux vont cesser d'être une lettre morte pour les auteurs français ?

vards, entre la rue d'Hauteville et la rue de la Paix ; il prendra également à sa charge l'achat du mobilier et du matériel nécessaires, les dépenses de patente, de correspondance, de compta-

» En somme, voilà un point bien acquis, bien irrécusable. — Moyennant l'abandon de 300 exemplaires en moyenne, pour un premier tirage à mille et de 125 seulement pour les autres (*je rappelle qu'il y a toujours pour les ouvrages représentés à Paris une première vente forcée de 350 à 500 exemplaires*), vous restez en possession de tous vos droits sur toutes les éditions de vos œuvres ; vous n'aliénez au profit de personne aucun des bénéfices qu'elles produiront ; vous en gardez pour vous seuls la pleine, entière et perpétuelle propriété ; en un mot, il ne s'en vendra pas un seul exemplaire sans que le prix en soit touché par vous ou par vos héritiers directs.

» Ayez donc le plus promptement possible une *agence de librairie dramatique*, organisée comme vos *agences de perception*, pourvue d'une comptabilité aussi régulière, soumise au même contrôle permanent, et en possession, comme elles, de cet immense rayonnement départemental qui, en vous donnant tout de suite pour la *pièce imprimée* autant d'entrepositaires qu'elles ont de correspondants pour la *pièce jouée*, vous fournirait pour le nombre des exemplaires vendus un règlement de compte aussi exact, aussi facile à vérifier que celui qui existe pour le nombre des représentations.

» Cette agence une fois créée, nous arriverions très-vite à une manière de procéder tellement simplifiée, que tout auteur dramatique, résolu à publier sa pièce dans des conditions toujours connues à l'avance, et *presque certain qu'une première vente forcée soldera promptement toutes les dépenses de l'édition entière*, n'aurait qu'à remettre son manuscrit à l'*agent de librairie*, sans bourse délier, à corriger ses épreuves, et à venir toucher, à époques fixes, le prix des exemplaires vendus dans l'intervalle.

» Ici, messieurs, je m'arrête, et je considère ma tâche comme terminée, car je n'ai ni la mission ni l'autorité nécessaires pour aller plus loin ; j'ai dû me borner à indiquer sommairement les bases principales d'une organisation possible, et c'est à vous seuls qu'il appartient de la réglementer d'une façon définitive, *sans ôter à chacun de nous son initiative et sa liberté d'action, sans engager en quoi que ce soit la responsabilité de la Commission, sans entraîner aucune charge pour le fonds social.*

» Je conclus donc, messieurs et chers collègues, en vous priant de vouloir bien voter d'urgence sur la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre :

» *Une sous-commission composée de six membres est nommée pour étudier, discuter et préparer l'organisation d'une agence de librairie dramatique.* »

Le rapport de M. F. Dugué ayant été adopté, une sous-commission fut nommée conformément à ses conclusions. Elle était ainsi composée :

MM. Anicet Bourgeois, Ferdinand Dugué, Léon Gozlan, Alphonse Royer, Victorien Sardou et Paul Siraudin. La sous-commission qui, après avoir consacré plusieurs séances à l'examen approfondi du projet d'organisation présenté et développé par M. Dugué, après avoir pris conseil pour sa rédaction définitive de M. Meignen, agréé de la Société, a proposé les résolutions ci-dessus imprimées à la Commission, qui, le 19 mars 1866, les a ratifiées par un vote unanime.

bilité, d'emmagasinage, d'assurances, de contributions et de publicité, la rétribution des employés, le salaire des hommes de peine; en un mot, il pourvoira de ses deniers personnels et sans jamais prétendre à une indemnité quelconque, à tous les frais généraux, sans exception aucune, spécifiés ou non, présents ou à venir, qui incomberont à l'installation et à l'exploitation de la *librairie dramatique*.

5. — L'agent général sera tenu en outre, et toujours à ses frais, de faire ou faire faire par commis-voyageurs, au moins une fois par an, une tournée commerciale, dans l'intérêt de la li-

Depuis cette époque, l'agence de librairie dramatique fonctionne, sous la direction de M. Louis Lacour, 10, rue de la Bourse, et on peut lire plus loin (page 213), la liste des pièces éditées par ses soins.

A la date du 30 avril 1867, ces pièces étaient au nombre de cinquante-neuf; voici les noms de leurs auteurs : MM. Edmond About, Émile Abraham, Jules Adenis, Paul Arnoult, Auger de Beaulieu, Hippolyte Bedeau, Victor Bernard, L. Bienvenu, Alfred et Édouard Blau, Paul Boisselot, Dion Boucicault, Maurice Bouquet, A. Bourdels, Charles Bridault, Édouard Brisebarre, Alphonse Brot, Royer de Bruges, William Busnach, Michel Carré, Henri Chivot, Adolphe et Saint-Agnan Choler, Clairville, Émile Colliot, Commerson, Léon Coron, Crisafulli, A. Delacour, Delbès, C. Demeuse, Nérée Desarbres, Julien Deschamps, Raymond Deslandes, Desroches-Valnay, Charles Diguët, Jules Dornay, Ernest Dubreuil, Ferdinand Dugué, Alfred Duru, Victor Duteuil, Adolphe Favre, Paul Féval, O. Gastineau, Ph. Gille, Ch. Granvallet, Hector Grard, Jules Guillemot, Édouard Hermit, Alphonse Jolly, Auguste Jouhaud, Victor Koning, Eugène Labiche, Alphonse Lemonnier, de Lériz, Bernard Lopez, Gaston Marot, Marquet, Albert Maurin, Xavier de Montépin, Émile de Najac, Eugène Nantulle, Henri Normand, Ch. Nuytter, Eugène Nus, di Pietro, Émile Prat, Jules Prevel, Jules Rémy, Ch. Perrot de Renneville, Hippolyte Rimbaut, Amédée Rolland, Rostan, Saint-Léon, Paul Siraudin, de Sorant, Adolphe Stel, Alphonse Thomann, Alfred Tranchant.

Ces résultats déjà obtenus, malgré les nombreuses difficultés inséparables de toute entreprise nouvelle, assurent le maintien de l'agence générale de la librairie dramatique, au plus grand avantage des auteurs : le présent garantit de l'avenir.

Plus que jamais la Commission est déterminée à patronner hautement, et avec le concours le plus efficace, cette œuvre d'affranchissement qu'elle s'honore d'avoir fondée et dont l'assemblée générale de 1866 a si chaudement et si unanimement acclamé l'institution. Elle fait appel à tous les membres de la Société pour seconder ses efforts, en donnant à la librairie dramatique l'appui individuel sans lequel elle ne pourrait prospérer, afin que, dans un avenir prochain prenant les larges développements qui lui conviennent, elle rende à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques tous les services qu'on est en droit d'en attendre.

brairie dramatique; il devra aussi établir un dépôt régulier de ses publications dans toutes les localités où les agents de perception ont des correspondants.

6. — A raison des engagements susdits, pris par l'agent général, il lui sera alloué, à titre d'émoluments, une somme de *quinze pour cent* à prélever sur toutes les sommes produites par la vente des ouvrages édités par la *librairie dramatique*.

7. — L'agent général sera tenu de déposer un cautionnement dont le chiffre est fixé à *quinze mille francs*.

8. — Ledit agent général sera soumis, sous la surveillance de la Commission, et suivant le mode indiqué par elle, à la comptabilité et au contrôle établis pour les agents de perception.

9. — Toutes les difficultés et contestations qui surviendraient entre les membres de la Société et l'agent général de la *librairie dramatique* seront soumises à l'arbitrage de la Commission, jugeant en dernier ressort.

10. — En cas de décès, de remplacement ou de retraite de l'agent général, pour toute autre cause que celle d'infidélité, son successeur pourra être présenté à l'agrément de la Commission, soit par lui-même, soit par ses ayants droit, au cas de décès.

Si, dans le délai de trois mois, l'agent général ou ses ayants droit ne faisaient pas agréer un successeur par la Commission, il serait pourvu d'office par elle au remplacement, mais à titre onéreux, et le prix en sera acquis à l'agent ou à ses ayants droit. Dans le cas d'infidélité prouvée, l'agent perdra le droit de présenter un successeur; la Commission disposera de son agence, et le prix en sera acquis à la caisse de secours de la Société.

11. — Les publications de l'agence de *librairie dramatique* porteront le titre de : *Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques*, et sur le premier feuillet de chaque exemplaire édité par ladite agence sera apposée par un délégué de la Commission la devise de la Société : *Unis et libres*.

12. — Tout exemplaire d'un ouvrage représenté, édité par la *librairie dramatique*, qui ne sera pas estampillé de la devise *Unis et libres*, pourra être saisi et poursuivi, conformément aux lois, par les parties intéressées.

13. — Il est interdit à l'agent général de la *librairie dramatique* d'éditer d'autres ouvrages que les pièces de théâtre, composées par les membres de la Société, et représentées ; néanmoins, il pourra vendre, comme dépositaire seulement, les livres publiés par d'autres éditeurs et libraires *ou les pièces de théâtre non représentées et qui seraient éditées par leurs auteurs* ; mais dans ce cas, lesdits livres et lesdites pièces de théâtre ne pourront jamais porter le titre : *Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques*, non plus que l'estampille : *Unis et libres*, titre et devise applicables seulement *aux pièces de théâtre composées par les membres de la Société et représentées*.

14. — Tout membre de la Société, désireux de faire éditer, par la librairie dramatique, un ouvrage représenté, devra être renseigné à l'avance et d'une manière précise, par l'agent général, sur le chiffre des frais qu'entraînera l'impression de son manuscrit, aux conditions de format, de prix et de tirage, désignées par l'auteur lui-même, et en prenant pour base les tarifs indiqués dans le rapport lu à la Commission, le 23 février 1866 (*Voir la note placée au bas de ce rapport, notamment page 156.*)

Avant toute mise en main, l'auteur devra fournir à l'agent général, pour le couvrir du solde des frais d'impression, une garantie convenue de gré à gré, mais qui ne pourra être réalisée par celui-ci qu'après le délai de cinq mois à partir du jour de la publication et pour le cas seulement où la vente, à cette époque, n'aurait pas suffi à couvrir lesdits frais.

15. — La garantie de l'auteur, *membre de la Société*, une fois acceptée par l'agent général, celui-ci prendra livraison du manuscrit, le fera imprimer et le mettra en vente dans un délai de douze jours au plus.

16. — Le chiffre de la remise à faire aux libraires pour le dépôt et la vente de chaque ouvrage, sera toujours convenu de gré à gré entre l'auteur et l'agent général.

17. — Aucun tirage nouveau des ouvrages publiés par la *librairie dramatique* ne pourra être fait par l'agent général, sans l'autorisation écrite des auteurs intéressés.

18. — *Tout membre de la Société* est toujours libre de se faire éditer par tout autre libraire que l'agent de *librairie dramatique*, même quand il aurait déjà fait éditer par cette dernière un ou plusieurs ouvrages ; seulement les pièces de théâtre de sa composition , précédemment publiées par l'*agent de librairie dramatique*, ne pourront être retirées de l'exploitation commerciale de ladite agence, pendant toute sa durée, sauf toutefois le cas de publication en *œuvres complètes*.

19. — *Tout membre de la Société*, édité par l'agence de *librairie dramatique* aura droit, le *quinze de chaque mois*, au règlement de son compte avec l'agent général, et le solde existant en sa faveur lui sera versé par ledit agent, qui pourra être tenu en outre de lui délivrer un état certifié exact des exemplaires vendus et des exemplaires à vendre.

20. — L'*agence de librairie dramatique* commencera le 15 mai 1866 et finira en même temps que la *Société des auteurs et compositeurs dramatiques*, constituée suivant acte passé devant M^e Thomas et son collègue, notaires à Paris, en date, au commencement, du 18 novembre 1837.

Le Président de la Commission ,
HENRI DE SAINT-GEORGES.

TRAITÉS

AVEC LES DIRECTEURS DES THÉÂTRES DE PARIS

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, agissant au nom de la Société qu'elle représente, a passé des traités avec les directeurs des théâtres ci-après indiqués.

Ne sont pas compris dans cette liste le théâtre de l'Opéra et le Théâtre-Français, qui sont régis par des décrets impériaux (1).

THÉÂTRES.	DATE du traité.	EXPIRATION du traité.
Théâtre impérial italien (2)...	1 ^{er} oct. 1866.	Fin de la saison 1867-1868.
— impérial de l'Opéra-Comique..	28 avril 1863.	Janvier 1870.
— impérial de l'Odéon.....	1 ^{er} juin 1866.	31 mai 1872.
— Lyrique impérial.....	21 nov. 1862.	Avec le privilège du directeur actuel
— impérial du Châtelet.....	22 fév. 1867.	31 déc. 1868.
— du Vaudeville.....	23 mai 1867.	22 mai 1870.
— des Variétés.....	A renouveler.	»
— du Gymnase.....	1 ^{er} juin 1863.	31 mai 1869.
— du Palais-Royal.....	31 déc. 1858.	Durée de l'assoc. Dormeuil-Pluckett
— de la Porte-Saint-Martin	5 août 1864.	15 déc. 1867.
— de la Galté.....	7 sept. 1866.	6 sept. 1869.
— de l'Ambigu-Comique.....	26 juill. 1861.	25 juill. 1868.
— des Folies-Dramatiques.....	1 ^{er} déc. 1866.	30 nov. 1868.
— Déjazet.....	22 mars 1867.	22 mars 1868.
— Beaumarchais.....	1 ^{er} août 1867.	31 juill. 1868.
— des Fantaisies-Parisiennes	A renouveler.	»
— des Menus-Plaisirs.....	15 déc. 1866.	14 déc. 1868.
— des Folies-Saint-Germain....	27 oct. 1866.	26 oct. 1867.
— des Bouffes-Parisiens.....	1 ^{er} août 1867.	30 sept. 1869.
— du Luxembourg.....	1 ^{er} nov. 1865.	31 oct. 1867.
— des Délassements-Comiques ..	7 juin 1867.	6 juin 1868.
— International.....	10 mai 1867.	9 mai 1868.
— des Folies-Marigny.....	A renouveler.	»
— Rossini.....	22 mars 1867.	21 mars 1868.
— Lafayette.....	12 déc. 1866.	11 déc. 1867.
— Saint-Pierre. (Convention.)...	1 ^{er} fév. 1867.	31 janv. 1868.

(1) Voir pour le théâtre de l'Opéra, le décret du 10 décembre 1860 (page 49) et pour le Théâtre-Français, le décret du 19 novembre 1859 (page 39).

(2) Voir à l'article *Jurisprudence* la note de la page 82, qui contient un extrait du traité avec le Théâtre Italien, le seul parmi les grands théâtres de Paris dont les droits ne soient pas proportionnels.

La Commission rappelle aux membres de la Société et aux auteurs-stagiaires qu'un exemplaire de chacun de ces traités est déposé entre les mains du bibliothécaire-rédacteur et des agents généraux, et que ces documents seront toujours mis à leur disposition sur leur demande.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS
DRAMATIQUES.

Extrait du procès-verbal de la séance du samedi 25 mai 1867.

La séance est ouverte à une heure et demie, dans la salle Herz, sous la présidence de M. LOCKROY, président de la Commission.

Sont présents au bureau :

MM. JULES ADENIS, ERNEST BOULANGER, ALEXANDRE DUMAS fils,
LOCKROY, ÉMILE DE NAJAC, VICTORIEN SARDOU, PAUL SIRAUDIN, LAMBERT THIBOUST.

Arrivés pendant la séance :

MM. CHARLES GOUNOD, ALPHONSE ROYER.

Absents :

MM. FERDINAND LANGLE, CHARLES VARIN.

Sont présents dans l'Assemblée :

MM. Ed. About, Em. Abraham, Louis Abraham, J. Adenis, E. Alby, Ancessy, Anicet Bourgeois, Audray-Deshorties, Auger de Beaulieu, E. Augier, P. Avenel, Avocat, J. Barbier, Th. Barrière, Bazzoni, Béchard, H. Becque, Belot, G. Bizet, E. Blum, Bonne-mère-Dumesnil, Bordeze, Ed. Boulanger, Bouvier, Ed. Brise-barre, A. Brot, E. Buffaut, W. Busnach, Canoby, M. Carré, A. de Cey, A. Challamel, E. de la Chauvinière, Chivot, A. Choler, Saint-Agnan Choler, Cholde-Clercy, E. Colliot, E. Cottinet, G. Dangelles, Decourcelle, Deffès, A. Delacour, M. Delaporte, E. Delteil, Desarbres, R. Deslandes, H. Domergue, C. Doucet, E. Dubreuil, F. Dugué, A. Dumas fils, Dumoustier, Dunan-Mousseux,

H. Dupin, Duprato, Durieu-Muriel, Duru, Duvert, A. Elwart, Th. Faucheur, P. Féval, B. Gastineau, E. Gautier, Ch. Gounod, Grasset-Vernier, Groubert de Groubenthal, L. Guillard, E. Guéraud, de Hartog, G. Hulgelmann, de Jallais, E. Jonas, P. Juillerat, V. Joncières, V. Koning, E. Labiche, F. Labrousse, Lafitte, L. Laluyé, Th. de Lajarte, de Lange, F. Langlé, A. Lapointe, C. de La Rounat, Latour Saint-Ybar, A. de Launay, Laurencin-Chapelle, L. Laya, Lecœur-Seurre, A. Lefranc, Legoux, de Lérès, E. Le Royer, Llaunet, Lockroy, H. Lucas, A. Maillart, F. Mallefille, Maquet, Maréchalle, J. Massenet, H.-D. Mélesville, P. Maurice, P. Mignard, A. Monnier, E. Moniot, X. de Montépin, Pol Moreau, E. Mestépès, de Najac, N. Naquet, Neuville-Dubourg, A. Nibelle, Ostrowski, A. Pagès, N. Parfait, P. Pascal, Petit-Mangin, E. Pierson, E. Plouvier, F. Poise, Ch. Potron, Alph. Poujol, Ad. Poujol, Régnier, E. Reyer, H. Rimbaut, Roche, Rochefort père, H. Rochefort fils, H. Romand, J. de Rostan, de Saint-Georges, Salin, Ad. Salvat, V. Sardou, Th. Sauvage, F. Savard, Stell-Schæffer, Th. Semet, Simiot, P. Siraudin, Lambert Thiboust, H. Thiery, F. Tourte, A. Tranchant, Tronche, E. Vachette, A. Vacquerie, E. Volnay, Vaucorbeil, J. Verne, Villiers, J. Vizentini, A. Vogel, Wekerlin, Albert Wolff.

M. le Président commence par faire un appel aux sympathies de l'Assemblée, en faveur d'une infortune signalée dans *le Figaro* par M. Nadar, qui raconte le dévouement plutôt maternel que conjugal de M^{me} Ballue, pour son mari, un artiste peintre, on peut déjà dire regretté, puisqu'il ne reste plus de lui qu'un pauvre insensé.

M. le Président propose d'attendre, pour le succès de cette bonne œuvre, le moment où chacun, en venant voter, pourra déposer son offrande en même temps que son bulletin.

La proposition de M. le Président est adoptée à l'unanimité.

M. le Président annonce ensuite la lecture du rapport sur les travaux de l'année par le Secrétaire de la Commission.

La parole est à M. ÉMILE DE NAJAC, dont le rapport est ainsi conçu :

« Messieurs et chers Confrères,

» Votre Commission avait à peine commencé ses travaux qu'un deuil inattendu vint la frapper. LÉON GOZLAN (1), son Président, mourut subitement le 14 septembre 1886. Vous l'avez tous connu et apprécié. Quoi que nous puissions dire, nous n'ajouterons rien aux témoignages d'estime et d'affection qui honorent sa mémoire. Il avait déjà fait partie de plusieurs Commissions, lorsque notre vote unanime le porta à la Présidence. Possédant par-dessus tout cet esprit de bonne humeur, qui apaise d'un sourire les discussions les plus orageuses, nous savions tous combien il était digne de remplir ces fonctions délicates; il était seul à l'ignorer. Gozlan était venu à Paris pauvre, sans protections, mais avec une vocation profonde; et, toute sa vie, il eut un tel respect de son art que, malgré les tentations des mauvais jours, il ne sacrifia jamais sa réputation littéraire à des questions d'intérêt. Quel plus bel éloge aujourd'hui de l'homme de lettres, de l'auteur dramatique! Son théâtre est une partie considérable de son œuvre. Quelques-unes de ses comédies sont des chefs-d'œuvre de fantaisie.

» Il suivait de près dans la tombe deux hommes dont les noms vous sont chers à plus d'un titre : MÉRY (2), le poète, le romancier, l'auteur dramatique, l'improvisateur, le causeur charmant; et le pauvre ÉDOUARD MARTIN (3), qui comptait tant d'amis parmi nous. Ses succès étaient grands; sa réputation s'affirmait. Mais, un jour, la pensée s'enfuit de son cerveau; et, quand nous l'avons perdu, depuis longtemps déjà il ne reconnaissait plus les amis de la dernière heure qui allaient religieusement lui serrer la main.

» Ces pertes cruelles ne sont pas les seules, messieurs. Nous avons encore à regretter ERNEST ROLLIN, AUGUSTE POLO, JOACHIM DUFLOT, LÉON ROSSIGNOL, GASTON DE MONTHEAU, CHARLES BARBARA,

(1) Voir, pages 260 et 262, les discours prononcés sur la tombe de Léon Gozlan, par MM. Ferdinand Langlé et Lockroy.

(2) Voir, page 256, le discours prononcé sur la tombe de Méry, par M. Alphonse Royer.

(3) Voir ci-après, page 259, le discours prononcé par Léon Gozlan, sur la tombe d'Édouard Martin.

TÉTEDOUX, THÉODORE MURET, VAREZ, le doyen de notre Société, LOUIS BOYER, ancien directeur du Vaudeville, GALOPPE D'ONQUAIRE, l'auteur de *la Femme de Quarante Ans*, PAUL DUPORT, qui a travaillé, souvent dans l'ombre, à tant d'œuvres charmantes, ROGER DE BEAUVOIR, le brillant auteur du *Chevalier de Saint-Georges* et des *Enfers de Paris*, ARMAND D'ARROIS enfin, l'heureux collaborateur de toute une génération de vaudevillistes.

» Si les vides sont nombreux dans nos rangs, en revanche, il ne manque pas de volontaires pour les combler. Le nombre en est tellement grand, que votre Commission a dû se former en conseil de révision. Elle accepte d'abord ceux qui ont rempli les nouvelles conditions de cens (1) que vous avez adoptées l'année dernière. Quant aux autres, tout en les protégeant, elle les prie d'attendre et d'espérer.

» Notre Conseil judiciaire, à cet effet, a rédigé un projet de règlement d'admission que nous vous soumettons. En voici les points principaux : Les candidats ne seront pas admis de droit à faire partie de la Société. A la Commission, représentant la Société, et agissant en son nom, est réservé le soin d'examiner leurs titres. Jusqu'à leur admission définitive, les stagiaires adhéreront aux statuts sociaux, et signeront un pouvoir qui permettra à l'agent, choisi par eux, de percevoir leurs droits. Les adhésions et pouvoirs seront irrévocables pour toute la durée de la Société (2).

» Grâce à ces mesures, nous aurons désormais la double satisfaction de pouvoir accueillir avec empressement les vocations sérieuses, et d'écarter rigoureusement toute prétention parasite qui tenterait de se glisser parmi nous, à la faveur de la liberté des théâtres.

» Certes, s'il est un mot dans la langue française qui fasse naître les idées les plus grandes et les plus généreuses, c'est bien

(1) Voir la décision prise en assemblée générale, au sujet du cens page 117.

(2) Voir la décision du 14 décembre 1866, page 117 ; et la formule du pouvoir que doivent signer les stagiaires, page 119.

le mot : Liberté. On court après cet idéal rêvé, on risque sa vie pour l'atteindre, on l'atteint enfin... et bientôt *elle* vous échappe, parce qu'on n'a pas su en profiter.

» Est-ce à dire que les théâtres ne la méritaient pas? Nous n'avons pas à nous prononcer là-dessus. Il y a trop peu de temps qu'ils en jouissent. Constatons seulement un résultat : c'est que la liberté des théâtres n'a pas encore été prodigue en bienfaits. Mais ayons confiance en son avenir; espérons que des nombreux auteurs qu'elle a créés, il sortira quelques grands talents dont nous serons fiers. Espérons aussi que des petites scènes qu'elle a fait éclore, il en restera au moins une qui rendra des services à l'art dramatique. Cependant, messieurs, nous devons l'avouer, la situation de ces nouveaux théâtres ne s'est pas améliorée depuis l'année dernière. Ils continuent à ouvrir, à fermer, à tomber, à se relever, avec une persévérance digne d'un meilleur sort. Il n'est pas de séance où votre Commission n'ait à s'occuper d'eux; traités à faire, à refaire, plaintes à écouter, conflit à juger. C'est un va-et-vient continuel de petites affaires à régler, de directeurs à recevoir. L'un nous annonce qu'il prend lui-même le théâtre à ses risques, il est propriétaire de l'immeuble; un autre nous confie qu'il revient à son premier métier : il est limonadier en face. Nous écoutons tout; nous jugeons les différends; nous faisons traité sur traité; nous exigeons des directeurs un cautionnement pour garantir la perception de vos droits; mais nous ne pouvons pas les empêcher de faire faillite; ce qui arrive le plus souvent. Et, malgré cela, il survient de nouveaux directeurs, et il se bâtit de nouveaux théâtres : à Passy, le théâtre Rossini qui est déjà fermé, mais qui, dit-on, va rouvrir; au champ de Mars, le théâtre International qui, nous l'espérons, n'attendra pas pour ouvrir que l'Exposition soit fermée. Nous avons signé avec le directeur de ce théâtre un traité par lequel il s'engage à payer un droit proportionnel sur la recette pour les pièces des auteurs français. Car, son nom l'indique, il doit jouer des œuvres de tous les pays. — Mais nous avons la vanité de croire que la foule qui donne la préférence aux produits français à l'Exposition, nous assurera aussi la victoire au théâtre international.

» Nous n'avons pas fini, messieurs, avec les conséquences de la liberté des théâtres : — sous son régime, se sont développés, outre mesure, certains abus qui vous ont été tant de fois signalés sous l'ancien ordre de choses. Nous voulons parler des collaborations avec les directeurs.

» A ce propos, le rapport de l'année dernière vous disait :
» C'est dans le but d'opposer une barrière à ces entraînements, de donner un point d'appui à ces défaillances, excusables peut-être, sans être jamais légitimes, que votre Commission a résolu d'appeler désormais dans son sein ceux contre qui s'élèverait *des motifs plausibles de suspicion* et de leur déférer le serment. »

» C'est-à-dire qu'il nous était imposé la tâche délicate d'appeler tout auteur, innocent ou coupable, pourvu que la rumeur publique l'accusât.

» Nous n'avons pas hésité à nous rendre au désir de l'Assemblée.

» Le premier auteur appelé est venu tout de suite, et nous a juré sur l'honneur qu'il n'abandonnait jamais de droits. Devant cette déclaration, nous avons dû reconnaître qu'on nous avait trompés, que nous avions, sur de faux bruits, accusé injustement un innocent.

» Le second n'est pas venu.

» Que conclure de son refus formel de comparaître à notre barre? Ou nous avons blessé sans raison un confrère qui n'avait rien à se reprocher, ou nous n'avons pas atteint un coupable contre qui nous n'avions aucune preuve : rôle cruellement pénible à jouer dans le premier cas, et complètement insuffisant dans le second. Votre Commission, tout à fait édifiée par cette triste expérience, croit devoir renoncer à une mesure qui n'offre pas assez d'avantages pour faire oublier tout ce qu'elle a de blessant et d'inefficace.

» Nous avons été plus heureux avec M. Offenbach. Il avait fait jouer de ses œuvres sur le théâtre des Bouffes-Parisiens, alors qu'il y était directeur de la scène. L'Assemblée générale de l'année dernière décida qu'on le poursuivrait devant les tribunaux. Nous

nous sommes donc empressés de mettre notre Conseil judiciaire au courant de l'affaire; et, éclairés de ses lumières, nous avons intenté un procès à notre confrère. Mais la procédure était à peine engagée, qu'il demanda un arbitrage, en vertu de l'article 27 de nos statuts. Nous ne pouvions pas le lui refuser. Les termes de cet article sont formels : « Toutes les contestations relatives aux in-
» fractions au présent acte seront jugées par trois arbitres, amia-
» bles compositeurs, sans appel.... » Trois arbitres ont été nommés aussitôt. Voici le jugement qu'ils ont rendu :

Attendu qu'aux termes de l'article 18 des statuts de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, il est interdit à tout membre de ladite Société de faire avec les administrations théâtrales des traités particuliers à des conditions pécuniaires au-dessous de celles établies aux traités généraux...

Attendu qu'il ressort de tous les documents produits et des faits de la cause qu'Offenbach a contrevenu aux dispositions de l'article 18 des statuts;

Attendu que les dispositions de l'article 26 des statuts ont un caractère comminatoire; que, jugeant à titre d'amiables compositeurs, et d'après l'article 1010 du Code de procédure civile, il y a lieu d'arbitrer le chiffre des dommages-intérêts, en appréciant, d'après l'équité, la gravité de l'infraction et l'importance du préjudice causé.....

Par ces motifs :

Nous condamnons Offenbach à payer à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, aux mains de ses agents, conformément à l'article 28 des statuts, la somme de 1,200 francs, à titre de dommages-intérêts, et le condamnons en outre aux dépens.

» Votre Commission, messieurs, n'aurait pas été digne du mandat que vous lui avez confié, si elle n'avait traité que les affaires courantes, sans s'inquiéter des améliorations possibles et des réformes utiles dans l'intérêt commun.

» Jusqu'à présent, le rapport de fin d'année est le seul document qui vous donne un aperçu de nos travaux. Mais ce rapport, rarement imprimé, et par conséquent fort peu connu, n'est qu'un compte-rendu sommaire et insuffisant. Nous avons jugé utile d'établir un lien plus intime entre vous et nous, et de mettre tous nos confrères dans la confiance des faits accomplis. Dans ce but, nous avons décidé la publication d'un Annuaire qui paraîtra chaque année, dans le mois de juin. Traités nouveaux, circulaires, décisions ministérielles, arrêts de la Cour, questions de jurisprudence, procès, conventions internationales, perception de province, décès, admissions nouvelles, en un mot, l'Annuaire sera

une sorte de *memorandum* de tout ce qui peut vous intéresser à quelque titre que ce soit, et constituera, pour chacun de vous, une bibliothèque administrative riche de documents précieux et de pièces importantes à consulter pour la défense de nos droits.

» Notre organisation intérieure laissait un peu à désirer. Les fonctions de nos agents et de nos employés étaient mal définies. Or, les affaires qui incombent à plusieurs ne sont faites généralement par personne. Il n'en sera plus ainsi. Nous avons fixé la part de chacun. Désormais nos agents, notre rédacteur bibliothécaire, notre inspecteur vérificateur sauront au juste ce qui leur revient de besogne, et nos affaires n'en marcheront que mieux (1).

» La répartition de nos droits à Paris ne s'appuyait sur aucune base uniforme. Nous avons adopté un tableau unique qui ne modifie en rien la part proportionnelle afférant à chaque ouvrage, sauf dans quelques théâtres secondaires où l'ancienne répartition n'était pas établie d'une manière fixe et donnait lieu, par conséquent, à de nombreuses réclamations. Vous pourrez vous convaincre des avantages de cette forme nouvelle de l'ancienne répartition, en consultant le tableau qui vient d'être imprimé, et dont nos agents tiennent des exemplaires à votre disposition (2).

» Il est une autre réforme dont nous nous sommes occupés tout particulièrement. Vous savez, messieurs, combien la perception de nos droits en province est défectueuse. La cause en est connue. Nos agents n'ont jamais trouvé dans les autorités municipales l'appui qu'ils avaient le droit d'en attendre. C'est triste à dire ; mais il y a encore aujourd'hui des maires qui en sont, au point de vue des idées littéraires, au temps lointain du *Roman comique*, et qui soupçonnent les auteurs de suivre les troupes ambulantes sur le chariot des bagages. Malgré tous nos efforts, nous ne pouvions rien contre cet état de choses, sans le concours de l'autorité supérieure. Nous avons une bonne nouvelle à vous

(1) Voir, page 146, le règlement du 29 mars 1867, qui détermine les fonctions et attributions du secrétaire-rédacteur et de l'inspecteur-vérificateur de la Commission.

(2) Voir, page 120, le tableau de répartition des droits d'auteur adopté par la Commission dans sa séance du 29 mars 1867.

annoncer. Grâce au zèle infatigable de notre Président, à qui revient toute l'initiative de cette réforme, nous avons obtenu plus encore que nous ne pouvions espérer. M. le Ministre de l'intérieur a bien voulu adresser une circulaire aux Préfets, afin d'éclairer leurs agents sur nos droits. Cette circulaire est tellement importante que nous croyons devoir la mettre *in extenso* sous vos yeux (1). »

Après la lecture de la circulaire de M. le Ministre de l'intérieur, le Secrétaire continue ainsi :

« Rendons hommage à M. le Ministre de l'intérieur qui nous a témoigné tant d'intérêt, et remercions chaleureusement de leurs concours empressé, M. ERIAU et notre confrère, M. JULLERAT qui, par leurs positions au ministère, nous ont rendu grand service dans cette circonstance.

» Comme conséquence de cette circulaire, votre Commission a pris la décision suivante :

« Pour assurer l'exécution de la loi de 1791, et en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 15 des statuts, la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques décide que les agents généraux feront, par l'intermédiaire de leurs correspondants, défense à tous directeurs, acteurs en société amateurs ou propriétaires de salles publiques, de représenter ou laisser représenter aucune œuvre dramatique non tombée dans le domaine public avant d'avoir demandé et obtenu l'autorisation formelle et par écrit, exigée par l'article 8 de la loi du 13 janvier 1791.

» Ce consentement sera signé dans chaque localité par les correspondants des agents généraux.

» Les directeurs qui auront obtenu ledit consentement et pris par écrit l'engagement d'exécuter les conditions auxquelles il sera accordé, pourront représenter tous les ouvrages composant le répertoire des membres de la Société, *hormis le cas où l'auteur d'un ouvrage se sera, par une note mise sur la brochure, réservé de défendre ou de permettre, lui-même, la représentation de sa pièce.*

» Les agents généraux, outre le mandat particulier qu'ils tiennent directement de chacun de leurs clients, reçoivent dès à présent, de la Commission tous les pouvoirs nécessaires pour autoriser régulièrement leurs correspondants à signer, dans les conditions réglées par la Commission, l'autorisation formelle et par écrit, exigée par la loi de 1791. »

» Lorsque ces formalités seront remplies, savoir : Demande d'autorisation du directeur, consentement du correspondant, e

(1) Voir, page 69, la circulaire du ministre de l'intérieur du 30 mars 1867.

enfin engagement du directeur, les représentations pourront commencer.

• Les formules, pour tous les cas prévus, ont été rédigées par notre Conseil judiciaire, et envoyées à nos correspondants.

• Ainsi, grâce aux nouveaux pouvoirs que nous leur avons donnés, et, protégés par la circulaire ministérielle, nos correspondants pourront défendre nos droits avec succès, et leur perception, qui saura atteindre désormais tous les directeurs nomades, toutes les troupes ambulantes, nous donnera bientôt des résultats sans précédents (1).

• Nos relations avec les théâtres de Paris n'ont pas changé depuis l'année dernière. Les administrations sont les mêmes. Vous les connaissez. Des unes, nous n'avons eu qu'à nous louer; des autres... hélas! messieurs, elles sont incorrigibles.

• L'Opéra-Comique continue à jouer fort peu de pièces en un acte d'auteurs vivants. Les jeunes compositeurs se plaignent. Votre Commission intervient. Le directeur répond : « Vous n'avez rien à me reprocher; j'exécute mon traité à la lettre. Combien de directeurs n'en font pas autant! » Ajoutez à cela que les auteurs des grandes pièces ne veulent plus de levers de rideau, que les ténors sont hors de prix, qu'il n'est rien de tel pour faire des économies que de mettre en pratique ce vieux précepte : « Charité bien ordonnée commence par soi-même, » et, tout en le déplorant, vous comprendrez ce fâcheux état de choses qui ne peut finir qu'en 1870.

• Au théâtre Italien il s'est produit un fait nouveau dont nous devons nous réjouir. Pour la première fois, depuis qu'il existe, votre Commission a signé avec son directeur un traité (2) qui vous était déjà annoncé l'année dernière. Les auteurs français, dont les œuvres auront été traduites et mises en musique par des compositeurs italiens, toucheront désormais des droits. Le directeur, consentant en outre à ce que ce traité ait un effet rétroactif, a payé à nos agents les droits des auteurs joués depuis deux ans.

1. Voir la décision de la Commission, relative aux pouvoirs accordés aux agents généraux, page 122; et un extrait des instructions adressées par ces derniers aux correspondants de province, page 123.

2. Voir, page 82, un extrait de ce traité.

Nous devons nos remerciements à M. Bagier, qui dans toute cette affaire, a fait preuve d'une grande obligeance, et d'une sincère déférence pour la Société.

» Dans nos rapports avec l'étranger nous sommes aussi heureux d'avoir à vous signaler une amélioration sensible.

» En Angleterre, M. Dion Boucicault n'a pas cessé de prendre nos intérêts. M. le ministre des affaires étrangères avait, à notre prière, écrit au gouvernement anglais, afin de lui demander la révision de la convention de 1861. Refus du gouvernement anglais. Sur le conseil de M. Boucicault, nous avons alors adressé une pétition au parlement (1). M. Locke, député de Londres, l'a déposée sur le bureau de la Chambre des communes et s'est chargé de la défendre. En même temps qu'il nous apprenait cette bonne nouvelle, M. Boucicault nous écrivait qu'il faisait paraître de nombreux articles dans les journaux, afin que l'opinion publique exerçât une pression en notre faveur sur le gouvernement anglais. De son côté, M. le Ministre des affaires étrangères nous faisait annoncer qu'il chargeait notre ambassadeur à Londres de recommander chaudement notre pétition. L'ordre du jour n'en a pas encore appelé la discussion. Nous attendons.

» Mais, en attendant, constatons une fois de plus, qu'à quelque chose malheur est bon. Le traité avec l'Angleterre ayant été reconnu nuisible à nos intérêts, le gouvernement s'est empressé

(1) Voici la traduction française de la pétition adressée au parlement anglais :

« Aux honorables chambres des communes du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, humble pétition de l'association des auteurs et compositeurs dramatiques régulièrement représentés par les soussignés, citoyens français, lesquels exposent :

» Qu'en l'année 1852 une convention est intervenue et a été ratifiée entre la France et la Grande-Bretagne relativement à la propriété des ouvrages de littérature et des beaux-arts, ainsi qu'au droit de représentation des œuvres dramatiques et des compositions musicales, convention qui confère, sous certaines conditions, aux auteurs et compositeurs d'un pays, les mêmes droits et privilèges dont jouissent les auteurs et compositeurs de l'autre pays.

» Que ladite convention exprimée, suivant l'article 14, en 1862, est restée et reste en vigueur d'année en année jusqu'à ce qu'un des pouvoirs contractants notifie à l'autre la fin de la convention.

» Qu'indépendamment du droit de publication sous forme de livre des ouvrages dramatiques, un droit séparé et distinct sur les représentations

d'en signer un tout autre avec l'Autriche (†). L'ambassadeur de France à Vienne, M. le duc de Gramont, avec un zèle dont nous ne saurions lui être trop reconnaissants, a obtenu qu'il nous fût aussi favorable que possible. En effet, pour que nos droits soient sauvegardés à tout jamais dans l'empire d'Autriche, il suffit que nos œuvres soient déclarées au ministère des affaires étrangères à Vienne, dans les trois mois qui suivront cette publication. Afin que cette clause du traité fût plus facilement remplie, nous avons nommé, pour nous représenter et défendre nos intérêts à Vienne, M. Spina, qui nous était particulièrement recommandé par M. le duc de Gramont et M. le prince de Metternich.

publiques est réservé à ces ouvrages ainsi qu'aux compositions musicales, et que ce dernier droit est le plus important comme produit; que l'article 4 des conventions pour la réciprocité desdits droits de représentation publique contient, entre autres stipulations, les mots suivants :

- Il est entendu que la protection stipulée par le présent article n'a pas pour but de prohiber les imitations faites de bonne foi ou les appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France et d'Angleterre, mais a seulement pour but de prévenir les traductions en contrefaçon. La question de savoir s'il y a imitation ou contrefaçon sera décidée par les tribunaux de chaque pays conformément à la législation en vigueur dans ce pays. »

- Que les directions de certains théâtres anglais ont fait faire des traductions d'ouvrages dramatiques qui sont la propriété de quelques-uns de vos pétitionnaires, et que lesdits ouvrages ont été et sont encore représentés en Angleterre comme des imitations de bonne foi ou appropriations, bien qu'il soit de notoriété publique dans la Grande-Bretagne que lesdites traductions sont des contrefaçons.

- Que quelques-uns de vos pétitionnaires ayant reconnu des cas flagrants de contrefaçon ont intenté une action judiciaire, et que la question a été portée devant un jury anglais, mais qu'en raison de l'ambiguïté des mots ci-dessus mentionnés leur réclamation a été rejetée par la justice, vos pétitionnaires pensent que la rédaction détruit le véritable esprit et l'intention de la convention et la réduit à l'état de lettre morte.

- Que des ouvrages d'auteurs dramatiques anglais ayant été représentés en France, les droits de ces auteurs dramatiques anglais ont été pleinement reconnus et qu'ils en ont tiré profit, les tribunaux français acceptant plutôt l'esprit et l'intention que la lettre de la loi.

- Vos pétitionnaires sollicitent donc humblement auprès de vous, afin que vous preniez les mesures nécessaires pour modifier ou abroger la clause ambiguë ci-dessus indiquée (l'article 4 de la convention ayant une clause spéciale qui prévoit les modifications ultérieures à adopter); enfin, de faire protéger les droits de vos pétitionnaires par tel moyen que vous jugerez raisonnable dans votre sagesse et votre justice. »

(†) Voir un résumé de ce traité, page 72.

» Nous profitons de cette circonstance pour vous rappeler encore une fois que le dépôt des exemplaires est obligatoire, et, qu'en Autriche, comme dans tous les autres pays, l'oubli de cette formalité, dans les délais voulus, annule les bénéfices des traités. M. Rozier, notre inspecteur-vérificateur, se chargera à l'avenir de faire le dépôt des brochures que les auteurs voudront bien lui remettre (1).

» En Prusse, notre traité particulier avec M. Bock a produit quelques fruits. Proclamons-le bien haut. Des théâtres prussiens ont payé le droit de jouer plusieurs pièces françaises; mais les auteurs n'en ont encore rien touché. Les frais de traduction et d'impression ont tout mangé. M. Bock nous assure qu'il n'en sera pas toujours ainsi.

» Pour terminer ce compte rendu de notre situation à l'étranger, disons que le directeur des affaires commerciales aux affaires étrangères, M. Herbet, qui est un des plus ardents défenseurs de nos intérêts, nous a annoncé officiellement que le gouvernement français avait demandé au gouvernement belge une modification au traité international, vraie contrefaçon du traité anglais, à l'aide duquel les tribunaux de Belgique ont écarté la demande de MM. Sardou et Offenbach, à propos de *la Famille Benoiton* et de *la Belle Hélène* (2).

» Disons aussi que, plus heureux à Genève, nous avons, à propos d'*Héloïse Paranquet*, obtenu un jugement qui reconnaît tous nos droits (3).

» Si nous quittons l'étranger pour rentrer en France, nous nous trouvons aux prises avec une nouvelle conséquence de la liberté des théâtres. On accorde à certains cafés-concerts la permission de jouer des œuvres dramatiques. Cette mesure est venue nous surprendre au dernier moment. En admettant qu'il nous fût

(1) Voir, page 76, un autre moyen proposé et qu'on croit préférable.

(2) Voir, page 83, à l'article *Jurisprudence*, l'arrêt rendu par les tribunaux de Bruxelles dans l'affaire de MM. Offenbach, Halévy et Meilhac contre M. Delvil.

(3) Voir le compte rendu de cette affaire à l'article *Jurisprudence*, page 88.

possible de nous y opposer, la majorité de votre Commission a été d'avis de ne pas même le tenter. En présence de l'état actuel des théâtres de musique, il ne lui appartient pas d'enlever aux jeunes compositeurs toute occasion de se faire entendre. Ce point adopté, il ne lui restait plus qu'à régler nos rapports avec les directeurs des cafés-concerts. C'est une tâche que le défaut de temps ne nous a pas permis de remplir.

» Nous laissons cependant à la Commission nouvelle un point d'appui précieux pour les décisions qu'elle aura à prendre à cet égard. Lorsqu'il s'agit de questions qui nous intéressent, nous trouvons au ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts un de nos confrères, toujours empressé, toujours courtois, toujours utile. Grâce à son concours, nous avons obtenu, de la haute bienveillance de M. le Ministre, la mesure suivante :

« La Commission d'examen ne permettra désormais à Paris la » représentation d'une pièce (manuscrite ou brochée), sur quelque » théâtre que ce soit, que si elle est revêtue de l'autorisation signée de l'auteur. »

« Protégés à Paris par cette mesure, en province par la circulaire de M. le Ministre de l'intérieur, jamais, à aucune époque, vos droits n'auront été sauvegardés d'une manière plus efficace, et votre Commission est fière d'avoir à s'applaudir avec vous de ce résultat.

» En résumé, Messieurs, à l'intérieur : réforme administrative et financière, création de stagiaires, nouveau mode de répartition, fondation de l'Annuaire, traités nombreux avec les nombreux petits théâtres ; à l'extérieur : appui donné à nos correspondants, circulaire ministérielle, extension de nos droits, en un mot, réorganisation complète de la province ; démarches importantes à l'étranger. Tel est le bilan de nos travaux. Nous aurions voulu faire davantage ; mais la liberté des théâtres surgissait tout à coup dans presque toutes les questions et prenait un malin plaisir à rendre leur solution plus longue et plus difficile.

» Devons-nous pour cela crier haro sur elle ? Non, Messieurs. Un jour viendra, nous en avons du moins l'espoir, où cette liberté, tant désirée des uns, tant redoutée des autres, finira par nous

donner d'heureux résultats, et nous nous réunirons alors tous d'un commun accord pour dire : Vive la liberté ! »

Après cette lecture, interrompue à plusieurs reprises par les applaudissements et les marques d'approbation de l'Assemblée, M. le Président explique comment une indisposition ayant empêché M. P. Siraudin, trésorier, de prendre part aux derniers travaux de la Commission, M. J. Adenis a bien voulu le suppléer dans la tâche du rapport sur les comptes de l'exercice 1866-67, dont il va donner lecture.

La parole est à M. JULES ADENIS, dont le rapport est ainsi conçu :

« Messieurs et chers confrères,

» La tâche de votre trésorier se trouve simplifiée cette année par une décision récente de votre commission, décision qui consiste à vous faire adresser dorénavant, avec la lettre de convocation à l'assemblée générale, l'exposé de votre situation financière.

» Cette mesure, que vous approuverez, je l'espère, nous a paru présenter ce double avantage : et de soumettre à votre examen des documents qui doivent vous intéresser, et de vous épargner la lecture de ces longues colonnes de chiffres, que l'attention la plus soutenue ne peut saisir et comprendre sans fatigue et sans ennui.

» Les chiffres ne sont pas faits pour l'oreille mais pour les yeux.

» J'userai donc du bénéfice de cette publication, en vous donnant simplement quelques éclaircissements sur les résultats qui vous ont été soumis (1).

» En ce qui concerne d'abord la caisse sociale, la recette s'est élevée, dans le courant de l'exercice

écoulé, à la somme de..... 48,449 fr. 90 cent.

» Nos dépenses, durant ce même exercice,

ont été de..... 31,778 85

ce qui nous a donné un excédant de re-

cettes de..... 16,671 05

mais dans cet excédant nous devons comprendre un héritage.

(1) Voir ci-après, page 185, 1° le tableau des recettes et dépenses de la caisse sociale; 2° les tableaux des droits d'auteur comparés à ceux de l'an dernier, et appuyés par les recettes correspondantes dans chaque théâtre.

» M. VALLOIS DE VILLENEUVE, frère de Ferdinand de Villeneuve, notre digne et regretté confrère, a fait par testament un legs de *die mille francs* à notre Société. Et ce legs, il l'a fait comme une chose toute naturelle, avec une délicatesse qui rehausse encore le *prix du bienfait*. Inclignons-nous avec reconnaissance, messieurs, devant la mémoire de cet homme de bien, qui, en nous laissant une part de sa fortune, nous dit simplement qu'il est heureux de nous la donner.

» Ainsi que vous avez pu le remarquer, le produit des représentations au bénéfice de notre caisse de secours ne figure sur les comptes que pour une somme de 1,900 francs. Ce chiffre est bien minime, messieurs, mais nous vous ferons remarquer que ces comptes ayant été arrêtés le 10 de ce mois, nous n'avons *du* inscrire à l'actif de cette année que les sommes encaissées avant cette date.

» C'est ainsi que le 14 courant, après trois remises successives, nous avons pu donner enfin une représentation à l'*Opéra-Comique*; qu'après bon nombre de pourparlers et de démarches (terminés ces jours derniers seulement), le théâtre *Lyrique* et celui du *Châtelet* ont pris l'engagement de nous envoyer chacun une somme de 1,500 francs, et qu'enfin le théâtre du *Palais-Royal* nous a prévenus qu'il tenait à notre disposition une indemnité de 500 francs. Ces rentrées, jointes aux sommes déjà *encaissées*, forment un total de 6,750 francs, chiffre supérieur à la moyenne des autres années.

» A l'occasion de la représentation donnée à l'*Opéra-Comique*, nous devons exprimer hautement notre gratitude à M^{me} veuve SCRIBE, à MM. OCTAVE FEUILLET et THÉODORE DE BANVILLE, qui se sont empressés d'abandonner leurs droits à notre caisse de secours, en nous remerciant de les avoir mis à même de faire une bonne œuvre. M. HIPPOLYTE LUCAS nous a également abandonné une partie de ses droits, et M. VÉRON, de son propre mouvement, nous a fait hommage d'un billet de cent francs.

» Ces ressources nous arriveront à propos, messieurs, car nous sommes plus nombreux que jamais, et plus que jamais il nous faut venir en aide à des confrères pauvres et défailtants.

» En l'année 1866, votre commission a donné 137 secours, s'élevant à la somme de 13,480 francs.

» Et cependant nous ne sommes pas riches, notre modeste fortune ne comporte que 8,927 francs de rentes.

» Et à ce sujet, messieurs, étonnés de la modicité de ce chiffre, en raison des ressources dont nous pouvons disposer, nous avons eu la curiosité de savoir, afin de vous la faire connaître, la *somme totale* des secours accordés depuis la fondation de notre Société ? Cette somme a atteint aujourd'hui le chiffre de *quatre cent mille francs* !

» Nous avons compris alors notre pauvreté... relative ; mais cette pauvreté honore trop la Société des auteurs et des compositeurs dramatiques pour que pas un de nous, nous en sommes sûrs, ait un instant la pensée de s'en plaindre !

» Je passe maintenant à l'examen comparatif de nos droits d'auteurs.

» En 1865-1866, ils ont donné pour
Paris un chiffre de..... 1,393,652 fr. 45 cent.

» En 1866-67, ce chiffre a été de... 1,390,193 92

» Ce qui constitue une différence *en moins* de..... 3,458 53
pour l'année qui vient de s'écouler.

» Cette différence est trop insignifiante, pour que nous croyions utile d'en rechercher la cause.

» Par contre, les droit d'auteurs, en province, ont produit en 1866-67..... 540,340 fr. 43 cent.

» L'année précédente ils n'avaient été que
de 453 533 31

» Ce qui nous donne une augmentation de 86,807 12
en faveur de cette année.

» Nous avons la satisfaction de penser que ce résultat... remarquable est déjà la conséquence des mesures nouvelles que nous avons prises pour la réorganisation de la perception de nos droits en province. Le secrétaire de la commission vient de vous parler

de cette réorganisation, qui nous fait concevoir pour l'avenir les plus légitimes espérances.

» Permettez-moi, maintenant, de dire quelques mots au sujet d'une mesure que vous avez votée l'an dernier, et qui consiste à obtenir des directeurs de province l'envoi direct au président de la commission, d'un bulletin mensuel indiquant la composition de leur spectacle de chaque soir, et la somme de droits d'auteur versée à nos correspondants.

» C'était là un excellent moyen de contrôle, assurément. Mais comment l'obtenir de directeurs qui ont tout intérêt à s'y soustraire ?

» Ce moyen, votre Commission l'a trouvé :

» Désormais, *l'envoi de ce bulletin sera une condition inséparable* de l'autorisation donnée aux directeurs de jouer votre répertoire.

» Les bons résultats que nous avons obtenus avant l'adoption de cette mesure, nous permettent d'augurer tout ce qu'elle aura d'efficace quand elle sera obligatoire pour toute la province.

» La banlieue nous a versé 57,050 fr. pour cette année, soit 1,840 fr. 35 c. de plus que l'année précédente; et les droits *conquis* sur l'étranger ont produit 21,723 fr... C'est encore, en faveur de cette année, une augmentation de 1,982 fr. — Nous avons espéré mieux, mais vis-à-vis des difficultés internationales qui se renouvellent sans cesse, il faut nous en contenter.

» En résumé, nous constatons sur la totalité des droits d'auteurs perçus en 1866-67, une augmentation de 87,170 fr., sur *l'année dernière*.

» J'arrive maintenant à l'œuvre essentielle de votre Commission, messieurs, à l'œuvre qui — durant tout le cours de cet exercice — a constamment préoccupé ceux que vous avez investis de votre confiance, ceux que vous avez appelés à l'honneur de vous représenter : je veux parler de *l'organisation financière* de notre Société, c'est-à-dire la *sécurité* pour le présent, la *garantie* pour l'avenir.

» L'an dernier, à pareille époque, vous avez consacré par un vote unanime la création d'un nouvel emploi : celui d'inspecteur-

vérificateur. Cet emploi — vous le savez — était la condition du traité de paix signé avec nos confrères, et nous ajouterons qu'à la suite de tristes événements (qu'il est inutile de rappeler), la création de cet emploi était, pour nous-mêmes, devenue nécessaire.

» Cette création nous imposait une tâche nouvelle; mais, hâtons-nous de le dire, cette tâche nous a été facile, grâce au caractère de notre inspecteur-vérificateur. Nous avons eu cette bonne fortune, messieurs, de rencontrer chez M. Victor ROZIER, non-seulement une expérience consommée, un zèle... infatigable, mais encore un esprit plein de tact, de conciliation, et un désintéressement au-dessus de tout éloge! C'est devant vous tous, messieurs, que nous voulons lui adresser nos sincères remerciements.

» Complétant un travail préparé par l'un de nos agents, votre inspecteur-vérificateur a établi dans les deux agences un nouveau système de comptabilité simple, facile, qui rend l'erreur impossible et permet la vérification des caisses en fort peu de temps (1).

» Cette vérification a lieu *régulièrement* le 9 de chaque mois, c'est-à-dire la veille du jour du paiement. Elle peut, en outre, avoir lieu *inopinément*, sur l'ordre écrit du président de la Commission, investi à cet égard d'une sorte de pouvoir discrétionnaire.

» Une de ces vérifications inattendues a eu lieu récemment, et elle a donné — nous sommes heureux de vous l'annoncer — les meilleurs résultats.

» Il est une autre mesure aussi que nous avons cru devoir prendre.

» Elle concerne notre caisse sociale, qui — désormais — est séparée des caisses de nos agents (2). Cette distinction est si simple, si naturelle, que nous nous étonnons qu'elle n'ait pas toujours existé.

» Ici, messieurs, j'ouvre une parenthèse : quelques membres de notre association ont formulé des plaintes contre nos agents, qui, — paraît-il, — se seraient refusés à payer leurs bons de copie?

» La Commission, consultée à cet égard, croit devoir vous rap-

(1) Voir, page 138, l'instruction de la Commission du 1^{er} mars 1867, pour la vérification de la comptabilité et de la caisse des agents généraux.

(2) Voir, page 142, le règlement de la Commission, du 29 mars 1867, sur le fonctionnement de la caisse de la Société.

peler qu'il ne lui appartient pas d'intervenir dans ces questions délicates et toutes personnelles ! Elle n'interdit pas plus aux agents le droit de payer les bons de copie qu'elle ne peut exiger d'eux qu'ils les payent.

» En terminant, messieurs, et..... en manière de péroration, je ne crois pas inutile de jeter encore un coup d'œil en arrière et de vous faire mesurer le chemin que nous avons parcouru.

» A l'assemblée générale de mai 1853, le trésorier d'alors, en vous rendant compte de votre situation financière, vous disait, dans un mouvement de légitime orgueil :

» Vos droits d'auteur ont atteint un million, c'est le budget d'un petit état ! »

» Aujourd'hui, messieurs, en mai 1867, c'est-à-dire quinze ans à peine écoulés, nous avons mieux que le *budget d'un petit état*. Je me permets à mon tour de le constater avec une certaine fierté : notre budget est presque digne de la nation à laquelle nous appartenons ; vos droits d'auteur ont dépassé *deux millions* !... Je n'ai rien de plus éloquent à vous dire. »

Après une courte discussion, ces deux rapports sont adoptés, et M. le président annonce qu'il va être procédé, au scrutin secret, par appel nominal, à l'élection de sept commissaires, dont cinq en remplacement de MM. E. Boulanger, L. Gozlan, V. Sardou, L. Thiboust et Ch. Varin, membres de la commission sortants et non rééligibles, et deux en remplacement de MM. A. Gevaert et Ed. Plouvier, démissionnaires. Les cinq candidats qui auront obtenu le plus de voix devant être nommés pour trois années, le sixième jusqu'à l'expiration du mandat de M. Gevaert, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1868-69, et le septième jusqu'à l'expiration du mandat de M. Ed. Plouvier, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'exercice 1867-68.

La liste des candidats se compose de MM. E. About, E. Augier, J. Barbier, F. Dugué, Duvert, Elwart, P. Féval, E. Jonas, E. Labiche, P. Meurice, X. de Montépin, Poniatowski, H. de Saint-Georges, Ch. Semet, Vogel, Wekerlin.

Chaque membre appelé à déposer son bulletin dépose en même temps son offrande en faveur de madame Ballue.

Les votes recueillis, par appel nominal, des membres présents donnent le résultat suivant :

Nombre des votants 158. — Majorité. 79 voix.

MM. HENRI DE SAINT-GEORGES ayant obtenu.. 113 voix.

EMILE AUGIER. 99

PAUL FÉVAL. 99

EUGÈNE LABICHE. 88

EDMOND ABOUT. 88

Sont nommés membres de la Commission pour trois années.

M. FERDINAND DUGUÉ, ayant obtenu 79 voix, est nommé membre de la Commission, en remplacement de M. A. Gevaert, dont le mandat expire à la fin de l'exercice 1868-69.

M. le président annonce qu'il va être procédé à un second tour de scrutin, pour l'élection d'un commissaire et de deux membres suppléants, qui seront nommés à la majorité relative.

M. JULES BARBIER, qui avait obtenu au premier tour de scrutin 73 voix, ayant obtenu 26 voix à la majorité relative, est nommé membre de la Commission, en remplacement de M. Edouard Plouvier, démissionnaire, dont le mandat expire à la fin de l'exercice 1867-68.

M. Semet ayant obtenu au premier tour de scrutin 59 voix, et M. P. Meurice 49, sont nommés membres suppléants.

En conséquence, la Commission se trouve composée, ainsi qu'il suit, pour l'exercice 1867-68 :

MM. EDMOND ABOUT, JULES ADENIS, EMILE AUGIER, JULES BARBIER, FERDINAND DUGUÉ, ALEXANDRE DUMAS FILS, PAUL FÉVAL, CHARLES GOUNOD, EUGÈNE LABICHE, FERDINAND LANGLÉ, LOCKROY, EMILE DE NAJAC, ALPHONSE ROYER, HENRI DE SAINT-GEORGES, PAUL SIRAUDIN (1).

La séance est levée à 5 heures 1/2.

(1) Dans la séance du 25 juin 1867, la Commission a constitué son bureau de la manière suivante, pour la durée de l'exercice 1867-1868 : *Président* : M. HENRI DE SAINT-GEORGES. — *Vice-Présidents* : MM. LOCKROY, ALPHONSE ROYER, FERDINAND LANGLÉ. — *Secrétaires* : MM. EMILE DE NAJAC, JULES ADENIS. — *Trésorier* : M. PAUL FÉVAL. — *Archiviste* : M. FERDINAND DUGUÉ.

CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1866-1867.

(Du 1^{er} mai 1866 au 10 mai 1867.)

RECETTES.		DÉPENSES.	
Il y avait en caisse le 1 ^{er} mai 1866.....	* 6,203 48	137 secours.....	13,480 00
Produit du demi pour cent.....	10,033 05	Frais judiciaires.....	4,617 05
Droits du domaine public.....	17,368 85	Bibliothèque.....	264 75
Représentations à bénéfice.....	1,900 00	Appointements et indemnités.....	6,750 00
Rentes.....	8,634 50	Loyer, imposition, entretien des bureaux.....	1,895 96
Dons et legs.....	10,163 50	Impressions et envois d'imprimés.....	463 95
Recettes diverses.....	350 00	Achat de papeterie.....	253 00
Cautionnements.....	* 500 00	Frais de copie.....	517 00
		Assemblée générale.....	877 00
		Dépenses diverses.....	2,860 15
		Achat de rentes et d'obligations.....	* 10,330 45
		En caisse le 10 mai 1867.....	* 13,144 08
	55,153 38		55,153 38

Pour obtenir le chiffre effectif des Recettes et des Dépenses, il convient de défalquer du tableau ci-dessus les sommes précédées d'un astérisque, qui ne peuvent être considérées ni comme recettes ni comme dépenses.

Cette déduction faite, on trouve les totaux ci-après :

Recette effective.....	48,449 90	Dépenses effectives.....	31,778 85
—	—	Excédant de la recette.....	16,671 05
	48,449 90		48,449 90

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient la somme de 193,946 fr., en prenant pour base le cours moyen de la Bourse, d'après la cote officielle dudit jour, conformément au tableau ci-après :

VALEURS.	COURS.	PRODUIT.	RENTES.
3,762 fr. de rente 3 p. 0/0.....	69 00	86,526 00	3,762 00
45 obligations Dauphiné.....	307 00	13,815 00	675 00
200 obligations Bourbonnais.....	313 00	62,600 00	3,000 00
94 obligations Ouest.....	307 50	28,908 00	1,410 00
4 obligations libérées de la ville de Paris (emprunt de 1865).....	525 00	2,100 00	80 00
		193,946 00	8,927 00

Le capital représenté par ces valeurs était donc de..... 193,946 f. 00 c. produisant annuellement 8,927 fr. de rente.

Il y avait en caisse, le 10 mai 1867..... 13,144 08

207,090 08

En déduisant de cette somme un cautionnement..... 500 00

le capital net, à la date du 10 mai, était de..... 206,590 08

Il était le 2 mai 1866 de..... 184,418 53

Soit une augmentation, pendant l'exercice 1866-1867, de..... 22,171 55

Voir à ce sujet le rapport du trésorier de la Commission lu à l'assemblée générale du 25 mai 1867, page 178.

DROITS D'AUTEUR

**TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 1865-1866 ET 1866-1867,
POUR PARIS, LES DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.**

NOTA. Les renseignements placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux ci-après, se rapportent, pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les représentations.

Pour les théâtres des départements, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui où le dépouillement des droits a été fait dans les agences générales de la Société.

Ce travail n'aurait pu être fait d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en détruisant les bases du contrôle sur lequel il repose. Il a été vérifié avec soin, et il est l'expression exacte des opérations mensuelles des agences générales de la Société pendant les deux derniers exercices.

I. — PARIS

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
OPÉRA.						
Mai.....	173,646 33	7,493 75	196,405 84	5,517 50	1,976 25	"
Juin.....	146,600 46	6,500 00	86,602 13	6,325 00	175 00	"
Juillet.....	121,651 37	6,921 87	73,022 48	6,318 75	603 12	"
Août.....	136,253 63	7,000 00	102,089 99	6,162 50	837 50	"
Septembre.....	108,901 89	6,481 25	108,901 89	6,656 25	"	175 00
Octobre.....	140,882 66	8,450 00	115,058 26	7,800 00	650 00	"
Novembre.....	122,796 12	8,100 00	112,240 09	7,570 00	530 00	"
Décembre.....	109,449 74	8,932 75	109,449 74	7,650 00	1,282 75	"
Janvier.....	130,576 06	8,370 00	101,182 74	7,625 00	745 00	"
Février.....	122,587 36	8,362 55	89,267 14	5,637 50	2,725 05	"
Mars.....	102,536 14	6,473 75	138,387 69	7,018 75	"	545 00
Avril.....	154,022 79	2,125 00	122,210 50	6,500 00	"	4,375 00
	1,579,956 56	85,211 92	1,295,818 49	80,781 25	4,430 67	"
FRANÇAIS.						
Mai.....	111,565 64	14,130 54	94,427 67	13,100 50	1,030 04	"
Juin.....	83,925 30	10,510 98	36,353 40	4,108 45	6,402 83	"
Juillet.....	59,846 81	8,332 24	25,497 29	2,411 61	5,920 63	"
Août.....	40,328 36	2,424 37	32,673 70	3,392 64	"	968 27
Septembre.....	33,457 30	3,165 35	51,758 62	5,247 32	"	2,081 97
Octobre.....	71,917 05	8,188 15	65,912 37	7,394 31	793 84	"
Novembre.....	78,851 90	10,222 43	67,815 54	10,392 70	"	170 27
Décembre.....	79,982 50	8,163 20	91,838 14	10,668 79	"	2,505 59
Janvier.....	95,039 67	11,290 24	93,577 71	10,323 09	967 15	"
Février.....	148,668 44	19,294 67	95,798 68	12,414 55	6,880 12	"
Mars.....	133,150 76	18,132 40	125,539 25	15,011 64	2,130 76	"
Avril.....	135,699 61	18,356 05	83,389 61	9,294 80	9,061 26	"
	1,072,433 34	132,210 62	884,562 26	103,760 40	28,450 22	"

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de	de
					1865-1866	1866-1867
OPÉRA-COMIQUE.						
Mai.....	37,371 56	42,711 07	402,374 75	48,091 05	690 02	•
Juin.....	45,996 21	5,494 59	59,869 90	4,008 30	686 29	•
Juillet.....	46,999 75	8,006 45	44,100 95	5,255 00	2,751 45	•
Août.....	32,570 85	9,184 20	59,032 95	6,071 58	3,112 63	•
Septembre.....	48,039 55	7,828 64	77,759 00	6,164 44	•	385 80
Octobre.....	31,804 77	9,889 03	84,511 50	9,321 92	357 10	•
Novembre.....	37,573 30	10,390 49	99,407 55	11,500 18	•	1,109 69
Décembre.....	111,479 45	12,736 90	427,541 40	44,596 05	•	8,250 15
Janvier.....	137,796 40	18,207 70	148,716 80	14,892 90	3,314 80	•
Février.....	124,158 05	47,848 45	492,059 60	48,044 26	5,804 19	•
Mars.....	111,235 00	44,212 70	133,247 75	16,975 90	•	2,762 90
Avril.....	130,534 75	15,442 50	492,889 65	13,344 06	1,801 44	•
	1,192,064 95	142,853 79	1,493,809 70	131,472 65	11,380 07	•

OPÉRA.

Mai.....	15,696 25	1,907 22	62,454 50	7,917 25	"	6,019 12
Juin.....	"	"	"	"	"	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	"	"	30,290 75	3,872 28	"	3,372 28
Octobre.....	23,093 50	2,334 31	27,848 75	3,048 84	"	714 53
Novembre.....	34,110 75	8,359 53	63,800 75	9,636 41	"	7,876 89
Décembre.....	34,710 00	2,640 38	60,621 00	7,068 32	"	4,457 94
Janvier.....	39,987 00	6,002 56	35,901 17	4,026 45	1,976 11	"
Février.....	39,138 75	4,493 58	36,371 25	4,873 28	230 24	"
Mars.....	61,595 25	7,078 74	33,477 75	3,430 81	4,657 93	"
Avril.....	83,230 75	9,905 25	34,476 00	3,807 94	6,097 31	"
	222,262 25	26,621 50	395,139 92	45,991 68	"	9,180 18

LYRIQUE.

Mai.....	108,877 50	9,589 33	86,404 10	6,128 41	3,460 92	"
Juin.....	75,610 43	6,276 15	76,752 10	5,320 45	1,055 70	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	51,576 10	4,982 04	"	4,982 04
Septembre.....	69,314 50	6,412 59	85,288 50	7,923 00	"	1,539 48
Octobre.....	78,085 00	7,274 71	99,828 90	9,211 19	"	1,636 48
Novembre.....	93,482 50	8,091 70	96,034 50	8,724 48	"	622 78
Décembre.....	85,054 80	5,944 59	102,932 30	7,220 99	"	1,276 40
Janvier.....	116,071 00	11,121 49	97,939 70	6,978 46	4,443 03	"
Février.....	119,802 80	12,338 00	96,879 00	8,413 95	3,924 05	"
Mars.....	77,494 60	7,771 24	112,805 00	11,463 70	"	3,692 46
Avril.....	83,263 70	8,609 00	71,275 00	6,456 73	2,152 27	"
	891,045 85	83,628 80	977,715 20	82,588 47	1,095 33	"

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
VAUDEVILLE.						
Mai.....	24,585 00	2,950 15	57,763 00	6,931 50	"	3,981 35
Juin.....	24,669 50	3,096 02	28,343 00	3,401 05	"	305 03
Juillet.....	8,783 00	1,393 09	19,373 50	2,312 64	"	1,019 53
Août.....	29,493 50	3,629 08	19,160 50	2,999 17	1,329 91	"
Septembre.....	26,808 00	3,216 78	12,728 50	1,527 34	1,689 44	"
Octobre.....	20,434 50	2,452 10	17,968 50	2,156 10	296 00	"
Novembre.....	119,467 00	13,855 78	19,162 50	2,438 77	11,417 01	"
Décembre.....	151,980 00	18,077 57	81,583 00	9,789 96	8,287 61	"
Janvier.....	138,040 50	16,564 84	53,365 00	6,403 80	10,161 04	"
Février.....	112,606 00	13,512 90	49,877 50	5,985 25	7,527 65	"
Mars.....	79,291 50	9,514 92	61,876 00	7,425 03	2,089 89	"
Avril.....	81,115 50	9,733 86	37,248 00	4,469 76	5,264 10	"
	817,376 00	97,897 09	458,348 00	55,140 37	42,756 72	"

VARIÉTÉS.						
Mai.....	71,459 50	8,574 99	76,830 00	9,224 59	"	619 60
Juin.....	20,051 00 (1)	69 85	38,555 00	4,506 59	"	4,456 71
Juillet.....	18,974 50 (1)	2,276 84	50,697 00	6,083 63	"	3,806 79
Août.....	32,423 50	3,891 61	23,061 00	2,767 23	1,124 38	"
Septembre.....	36,061 00	4,327 26	71,529 50	8,583 48	"	4,256 22
Octobre.....	49,665 00	5,959 67	51,518 00	6,182 04	"	222 37
Novembre.....	72,758 00	8,770 83	69,525 50	8,343 04	427 79	"
Décembre.....	102,435 50	12,307 10	78,421 50	9,410 58	2,896 52	"
Janvier.....	72,615 00	8,778 76	80,636 50	9,676 33	"	897 57
Février.....	90,790 50	11,130 06	51,549 50	6,441 08	4,688 98	"
Mars.....	111,845 50	13,605 09	67,266 00	8,071 75	5,533 34	"
Avril.....	98,560 50	11,847 12	85,134 50	10,216 14	1,630 98	"
	777,639 50	91,539 18	744,724 00	89,506 48	2,032 70	"

GYMNASE. (1) Troupe espagnole.						
Mai.....	64,810 25	7,777 23	63,610 00	7,633 15	144 08	"
Juin.....	27,357 25	5,562 87	22,718 75	2,726 30	2,836 57	"
Juillet.....	16,509 75	2,134 86	26,245 25	3,149 29	"	1,014 43
Août.....	24,369 75	2,950 35	24,186 75	2,902 41	47 94	"
Septembre.....	19,140 00	2,596 80	31,964 75	3,945 63	"	1,348 83
Octobre.....	47,594 25	5,775 60	125,926 75	15,132 91	"	9,357 31
Novembre.....	51,117 75	6,134 13	135,679 75	16,437 05	"	10,302 92
Décembre.....	41,236 00	4,963 32	117,755 75	14,130 69	"	9,167 37
Janvier.....	63,129 00	7,807 57	83,712 75	10,015 53	"	2,227 96
Février.....	104,782 25	12,573 87	60,916 00	7,517 39	5,026 48	"
Mars.....	69,355 00	8,322 60	95,843 75	11,501 25	"	3,178 65
Avril.....	48,136 75	5,796 40	117,545 25	14,105 43	"	8,309 03
	577,548 00	72,395 60	906,105 50	109,257 03	"	36,861 43

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
PALM-ROYAL.						
Mai.....	41,279 50	5,054 39	69,215 25	8,464 50	„	3,410 11
Juin.....	31,225 40	3,746 64	28,870 00	3,529 10	217 54	„
Juillet.....	29,941 75	4,792 77	31,484 75	3,777 81	1,014 96	„
Avût.....	54,594 50	6,551 33	49,849 50	5,981 94	569 39	„
Septembre.....	35,926 00	4,311 12	62,069 00	7,448 28	„	2,137 16
Octobre.....	60,721 00	7,286 50	53,437 25	6,412 47	874 03	„
Novembre.....	66,101 25	7,942 15	125,539 25	17,619 84	„	9,677 69
Décembre.....	90,238 25	10,828 57	128,898 50	18,045 79	„	7,217 22
Janvier.....	70,559 25	8,467 12	124,753 50	17,465 51	„	8,998 39
Février.....	83,279 25	9,993 51	94,234 00	13,192 82	„	3,199 31
Mars.....	66,928 50	8,146 98	91,436 50	12,801 11	„	4,654 13
Avril.....	60,032 25	7,211 05	71,527 50	10,013 87	„	2,802 82
	700,826 90	84,332 13	931,415 00	124,753 04	„	40,420 91

PORT-SAINT-MARTIN.

Mai.....	177,485 75	17,748 30	87,070 75	6,708 70	11,041 60	„
Juin.....	115,033 35	11,503 22	27,164 00	2,929 55	8,573 87	„
Juillet.....	97,213 75	9,720 95	40,417 00	4,418 92	5,302 03	„
Avût.....	137,097 50	13,709 66	50,648 50	5,064 55	8,645 11	„
Septembre.....	125,238 10	12,525 62	22,971 25	2,297 07	10,228 55	„
Octobre.....	138,638 50	13,863 74	108,543 50	10,854 05	3,009 69	„
Novembre.....	118,284 75	11,828 15	71,852 25	7,184 87	4,643 28	„
Décembre.....	103,370 00	10,536 70	98,840 75	11,724 10	„	1,187 40
Janvier.....	118,181 90	11,817 70	95,237 25	11,428 39	389 31	„
Février.....	90,093 15	9,009 05	117,471 25	14,152 25	„	5,143 90
Mars.....	63,533 75	6,418 85	97,646 00	11,778 79	„	5,359 94
Avril.....	89,963 00	8,995 95	88,548 25	10,028 95	„	1,030 00
	1,376,153 50	137,677 89	886,410 75	98,565 19	39,112 70	„

GARRI.

Mai.....	40,842 50	3,807 33	66,733 25	6,223 08	„	2,415 75
Juin.....	24,053 00	2,374 24	50,741 50	4,736 40	„	2,362 16
Juillet.....	46,489 00	5,548 95	70,255 75	7,035 50	„	1,486 55
Avût.....	50,252 75	7,109 41	52,409 50	5,240 95	1,868 46	„
Septembre.....	34,714 25	4,165 65	56,966 00	5,696 60	„	1,530 95
Octobre.....	49,720 25	5,272 28	48,423 00	4,842 30	429 98	„
Novembre.....	71,103 75	7,783 60	62,903 50	6,214 45	1,569 15	„
Décembre.....	48,141 25	4,921 40	50,393 50	4,803 55	117 85	„
Janvier.....	77,170 25	9,259 83	135,420 00	12,542 00	„	4,282 17
Février.....	67,278 75	7,438 09	104,178 50	10,417 85	„	2,979 76
Mars.....	58,292 85	5,829 15	99,084 00	9,908 40	„	4,079 25
Avril.....	81,549 00	8,154 70	72,280 50	7,228 05	916 65	„
	658,607 00	71,664 63	869,989 00	85,899 12	„	14,224 50

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
AMBIGU.						
Mai	48,489 70	4,848 50	85,179 00	8,517 65	"	3,669 41
Juin	40,981 80	4,098 02	27,246 25	2,724 55	1,371 47	"
Juillet	36,305 50	3,630 10	32,638 00	3,263 64	366 46	"
Août	45,924 25	4,592 35	34,442 00	3,443 90	1,148 45	"
Septembre	29,876 55	2,987 74	37,049 50	3,704 55	"	742 81
Octobre	61,416 50	5,917 40	51,668 25	5,988 90	"	469 54
Novembre	60,861 75	6,085 90	60,659 25	7,279 22	"	1,193 35
Décembre	43,295 75	4,387 35	40,827 50	4,771 85	"	384 31
Janvier	60,994 75	6,036 70	58,086 70	5,808 30	228 40	"
Février	52,110 75	6,253 30	51,299 50	5,129 75	1,123 55	"
Mars	26,932 85	3,985 79	49,028 50	4,902 65	"	916 84
Avril	29,711 25	2,970 85	41,171 50	4,116 95	"	1,146 14
	546,881 10	55,266 00	569,296 45	59,649 91	"	4,283 91

CHATELAIN.

Mai	52,552 75	5,255 00	55,526 25	5,552 42	1,702 58	"
Juin	35,291 75	3,529 15	109,097 50	16,909 45	"	13,380 31
Juillet	17,176 25	1,717 55	144,593 80	14,459 11	"	12,741 51
Août	120,618 75	12,061 79	156,049 90	15,604 72	"	3,602 91
Septembre	63,087 50	6,308 40	186,856 25	18,683 27	"	12,374 81
Octobre	68,273 00	6,827 12	161,791 75	16,178 80	"	9,351 61
Novembre	28,108 00	2,810 55	158,565 00	15,850 15	"	11,039 64
Décembre	195,152 00	19,512 52	146,690 45	14,668 88	4,643 64	"
Janvier	215,397 25	21,539 32	173,964 25	17,396 16	4,143 16	"
Février	142,664 00	14,266 21	89,098 50	8,308 76	5,956 45	"
Mars	102,207 00	10,220 42	99,224 90	9,922 27	368 15	"
Avril	82,085 70	8,209 20	106,189 25	10,618 83	"	2,409 61
	1,126,704 90	112,067 23	1,601,567 00	160,153 82	"	48,086 54

FOLIES-DRAMATIQUES.

Mai	17,997 00	1,799 45	20,099 60	2,049 28	"	249 81
Juin	17,894 55	1,789 31	"	"	1,789 31	"
Juillet	14,502 85	1,450 86	"	"	1,450 86	"
Août	16,827 75	1,685 02	16,484 30	1,648 30	636 72	"
Septembre	23,636 55	2,363 60	22,263 85	2,263 00	80 60	"
Octobre	33,654 85	3,365 21	12,919 60	1,403 89	1,961 32	"
Novembre	31,624 25	3,162 22	12,201 80	1,308 70	1,873 52	"
Décembre	37,608 70	3,827 20	25,049 25	2,504 65	1,322 55	"
Janvier	55,321 25	7,254 83	22,571 55	2,256 80	4,998 03	"
Février	36,531 40	4,408 80	25,322 10	2,831 89	1,576 91	"
Mars	42,623 35	4,812 12	31,735 10	3,173 20	1,338 92	"
Avril	27,392 35	2,859 00	42,598 00	4,299 61	"	1,400 01
	355,245 55	38,506 62	228,245 15	23,119 82	15,387 30	"

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
BOUFFES-PARISIENS.						
Mai.....	36,372 50	3,657 25	26,862 50	2,596 25	1,071 05	"
Juin.....	"	"	701 00	70 10	"	70 10
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	19,841 00	1,834 10	6,641 75	644 14	1,219 96	"
Octobre.....	57,124 00	5,712 40	25,411 00	2,540 98	3,171 42	"
Novembre.....	41,106 00	4,110 60	21,415 75	3,141 20	969 40	"
Décembre.....	62,932 10	6,466 74	28,592 75	2,859 16	3,607 58	"
Janvier.....	42,256 20	4,230 61	34,465 00	4,407 24	"	176 63
Février.....	80,227 00	9,634 32	48,477 25	7,360 91	2,273 41	"
Mars.....	49,941 00	5,992 87	31,604 50	4,713 40	1,279 47	"
Avril.....	42,019 50	4,359 03	3,665 50	492 69	3,866 24	"
	430,899 30	46,047 92	236,837 00	28,836 07	17,211 83	"

DÉJAZET.

Mai.....	10,424 25	1,049 88	21,685 25	2,168 15	"	1,118 27
Juin.....	8,842 90	884 18	5,213 75	509 04	375 14	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	4,565 20	468 42	417 60	41 74	426 68	"
Septembre.....	8,773 85	877 19	17,038 75	1,703 65	"	826 46
Octobre.....	17,121 75	1,711 70	15,527 15	1,552 39	159 31	"
Novembre.....	28,986 25	2,938 47	19,937 35	2,006 05	932 42	"
Décembre.....	24,720 90	2,497 34	20,577 40	2,057 43	439 91	"
Janvier.....	28,809 25	2,880 65	17,458 45	1,745 60	835 05	"
Février.....	23,623 00	2,362 02	21,191 75	2,118 85	243 17	"
Mars.....	21,663 05	2,166 04	17,998 75	1,799 65	366 39	"
Avril.....	27,039 90	2,703 62	13,648 00	1,364 55	1,339 07	"
	201,601 30	20,259 51	170,694 20	17,067 10	2,192 41	"

BAUCHARAIS.

Mai.....	7,216 70	726 10	2,541 75	224 05	472 05	"
Juin.....	9,077 40	907 40	995 00	99 50	807 90	"
Juillet.....	9,153 50	915 28	"	"	915 28	"
Août.....	10,128 00	1,012 55	10,707 50	1,070 45	"	57 90
Septembre.....	8,708 75	870 85	17,949 25	1,794 55	"	923 70
Octobre.....	13,756 75	1,375 00	22,166 50	2,216 20	"	841 30
Novembre.....	17,397 35	1,739 66	19,602 25	1,969 95	"	220 29
Décembre.....	15,592 30	1,558 93	18,043 50	1,804 10	"	245 17
Janvier.....	16,492 80	1,649 18	17,368 25	1,418 90	230 28	"
Février.....	20,141 25	2,013 80	15,733 50	1,199 26	854 54	"
Mars.....	14,471 75	1,447 00	23,820 75	2,381 70	"	984 70
Avril.....	8,783 25	878 00	10,846 50	1,084 30	"	206 30
	150,919 80	15,098 75	159,774 75	15,242 96	"	140 21

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de	de
					1865-1866	1866-1867
LUXEMBOURG.						
Mai.....	11,070 05	780 14	7,885 45	813 31	"	33 17
Juin.....	2,191 50	207 13	"	"	207 13	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	4,925 65	344 65	10,851 90	1,085 04	"	740 36
Octobre.....	11,627 55	821 17	7,878 95	787 65	33 52	"
Novembre.....	11,290 55	1,128 90	7,327 15	641 17	487 73	"
Décembre.....	8,952 95	895 12	5,524 25	536 06	369 06	"
Janvier.....	35,355 00	3,535 13	11,481 05	1,147 83	2,387 30	"
Février.....	24,214 80	2,421 39	8,058 65	805 76	1,615 63	"
Mars.....	16,256 30	1,623 22	6,602 40	660 13	963 09	"
Avril.....	9,201 15	922 94	4,445 85	444 45	488 49	"
	135,085 50	12,689 79	70,055 65	6,911 40	5,778 39	"
CIRQUE DU PRINCE IMPÉRIAL (1).						
Août.....	"	"	43,067 00	2,081 48	"	2,081 48
Septembre.....	"	"	46,463 50	1,393 75	"	1,393 75
Octobre.....	"	"	38,940 55	1,694 19	"	1,694 19
Novembre.....	"	"	22,424 00	1,649 65	"	1,649 65
Décembre.....	"	"	29,231 00	1,417 32	"	1,417 32
Janvier.....	"	"	7,058 50	301 90	"	301 90
	"	"	187,184 55	8,538 39	"	8,538 39
ROSSINI (2).						
Mars.....	"	"	1,968 75	161 08	"	161 08
Avril.....	"	"	973 75	77 90	"	77 90
	"	"	2,962 50	238 98	"	238 98
LAFAYETTE (3).						
Janvier.....	"	"	801 00	64 05	"	64 05
Février.....	"	"	4,867 25	389 27	"	389 27
Mars.....	"	"	3,369 05	269 24	"	269 24
Avril.....	"	"	"	432 00	"	432 00
	"	"	"	1,154 56	"	1,154 56
GRAND THÉÂTRE PARISIEN (4).						
Mai.....	7,013 55	701 35	2,096 85	209 70	491 65	"
Juin.....	17,881 75	1,787 95	4,886 70	488 54	1,292 41	"
Juillet.....	10,166 30	1,021 54	1,601 00	160 10	861 44	"
Août.....	10,203 70	1,020 02	1,510 00	151 00	929 02	"
Septembre.....	9,900 55	990 03	"	"	990 03	"
Octobre.....	10,746 75	1,045 03	"	"	1,045 03	"
Novembre.....	11,789 75	1,178 91	"	"	1,178 91	"
Décembre.....	6,878 20	683 49	"	"	683 49	"
Janvier.....	2,925 75	292 47	"	"	292 47	"
Février.....	4,613 55	465 72	"	"	465 72	"
Mars.....	8,241 96	824 19	"	"	824 19	"
Avril.....	3,244 15	324 35	"	"	324 35	"
	104,205 85	10,395 05	10,064 55	1,006 34	9,388 71	"

(1) Ouvert le 11 août 1866, fermé le 13 janvier 1867. — (2) Ouvert le 26 mars 1867, fermé le 7 avril 1867. — (3) Ouvert le 29 janvier 1867. — (4) Ouvert le 29 mars 1865, fermé définitivement le 6 août 1866.

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
DÉLAISSEMENTS-CONIQUES (1).						
Mai.....	"	"	5,593 80	559 35	"	559 35
Juin.....	"	"	"	"	"	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	"	"	10,389 00	1,038 90	"	1,038 90
Octobre.....	"	"	8,196 50	819 65	"	819 65
Novembre.....	"	"	8,377 50	855 75	"	855 75
Décembre.....	"	"	5,641 00	564 10	"	564 10
Janvier.....	"	"	5,458 00	545 80	"	545 80
Février.....	9,647 00	964 70	2,306 50	230 65	734 05	"
Mars.....	12,843 00	1,288 80	815 25	81 50	1,207 30	"
Avril.....	6,652 50	692 30	"	"	692 30	"
	29,142 50	2,945 80	46,777 25	4,695 70	"	1,749 90
FANTAISIES PARLÉES (2).						
Mai.....	"	"	10,574 00	1,268 87	"	1,268 87
Juin.....	"	"	3,740 00	448 80	"	448 80
Juillet.....	"	"	2,581 00	309 72	"	309 72
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	"	"	1,793 00	215 15	"	215 15
Octobre.....	"	"	8,314 00	997 70	"	997 70
Novembre.....	"	"	9,473 00	1,136 99	"	1,136 99
Décembre.....	10,781 00	1,308 68	10,399 00	1,247 83	57 85	"
Janvier.....	13,352 00	1,602 13	7,076 00	849 10	753 03	"
Février.....	17,990 00	2,150 40	11,351 00	1,362 14	788 26	"
Mars.....	13,715 00	1,651 73	10,960 00	1,315 14	336 59	"
Avril.....	16,028 00	1,923 31	10,827 50	1,299 30	624 01	"
	71,796 00	8,633 25	87,090 50	10,450 74	"	1,817 45
NOUVEAUX-PLAISIRS (3).						
Décembre.....	"	"	10,248 25	1,024 60	"	1,024 60
Janvier.....	"	"	11,830 50	1,182 70	"	1,182 70
Février.....	"	"	10,322 75	1,031 90	"	1,031 90
Mars.....	"	"	14,715 45	1,471 29	"	1,471 29
Avril.....	"	"	6,578 75	657 70	"	657 70
	"	"	53,695 70	5,368 19	"	5,368 19
FOLIES-MARIGNY.						
Mai.....	10,697 85	1,069 61	18,716 15	1,871 28	"	801 67
Juin.....	10,544 25	1,054 17	9,638 05	963 57	90 60	"
Juillet.....	8,441 45	843 84	10,646 85	1,064 48	"	220 64
Août.....	8,946 85	894 48	8,093 40	809 03	85 45	"
Septembre.....	9,585 10	958 27	7,550 10	754 94	203 33	"
Octobre.....	10,530 00	1,052 64	10,746 55	1,074 38	"	21 74
Novembre.....	9,604 35	960 22	10,669 25	1,066 76	"	106 44
Décembre.....	16,680 20	1,667 74	13,090 45	1,301 94	365 80	"
Janvier.....	24,235 25	2,423 29	19,503 25	1,950 30	483 09	"
Février.....	19,143 30	1,914 08	15,511 25	1,550 93	363 13	"
Mars.....	15,874 15	1,587 15	12,513 00	1,251 10	336 05	"
Avril.....	18,172 80	1,817 03	16,721 80	1,672 03	145 00	"
	162,558 65	16,252 64	153,230 10	15,330 68	921 96	"

(1) Ouverture de la nouvelle salle, le 15 février 1866. — (2) Ouvert le 2 décembre 1865.

— (3) Ouvert le 15 décembre 1866.

MOIS.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR.	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	Différence en faveur	
					de 1865-1866	de 1866-1867
SAINT-GERMAIN.						
Mai.....	4,565 25	456 48	7,026 55	702 45	"	245 9
Juin.....	11,348 05	1,093 98	1,047 50	104 65	989 33	"
Juillet.....	11,067 15	693 24	4,071 50	296 90	396 38	"
Août.....	11,330 00	714 29	8,906 25	635 37	78 92	"
Septembre.....	12,008 60	1,204 30	"	"	1,204 30	"
Octobre.....	11,044 00	1,107 79	2,537 50	253 70	854 09	"
Novembre.....	10,598 10	1,062 76	13,861 00	1,377 60	"	314 8
Décembre.....	25,332 60	2,168 68	13,195 50	1,331 38	837 30	"
Janvier.....	11,625 50	1,162 54	16,073 60	1,607 00	"	444 4
Février.....	11,408 55	1,140 95	15,645 25	1,564 20	"	423 2
Mars.....	8,935 20	895 45	13,920 50	1,402 47	"	507 0
Avril.....	6,768 40	678 10	13,402 50	1,085 35	"	407 2
	136,031 40	12,378 60	109,687 65	10,361 07	2,017 53	"
NOUVEAUTÉS (1).						
Mai.....	"	"	3,538 50	353 50	"	353 5
Juin.....	"	"	2,924 50	292 10	"	292 1
Juillet.....	"	"	1,195 50	119 45	"	119 4
Août.....	"	"	"	"	"	"
Septembre.....	"	"	4,390 50	438 95	"	438 9
Octobre.....	"	"	4,992 03	498 85	"	498 8
Novembre.....	"	"	5,531 90	552 95	"	552 9
Décembre.....	"	"	1,037 50	103 70	"	103 7
Janvier.....	"	"	954 30	95 35	"	95 3
Février.....	"	"	4,402 00	439 85	"	439 8
Mars.....	"	"	3,453 75	345 10	"	345 1
Avril.....	3,296 50	333 95	2,295 00	229 25	104 70	"
	3,296 50	333 95	34,715 50	3,469 05	"	3,135 1

(1) Ouvert le 7 avril 1866.

(1) Ouvert le 7 avril 1866.

RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE

Nota. Les théâtres dont les recettes ne sont pas indiquées payent un droit fixe.

THÉÂTRES.	EXERCICE 1865-1866.		EXERCICE 1866-1867.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1865-1866	de 1866-1867
Opéra.....	1,579,956 56	85,211 92	1,295,818 49	80,781 25	4,436 67	»
Théâtre-Français...	1,072,433 34	132,210 62	884,582 28	103,760 40	28,450 22	»
Italiens.....	»	»	»	4,602 40	»	4,602 40
Opéra-Comique.....	1,199,061 96	142,852 72	1,103,809 79	131,472 65	11,380 07	»
Odéon.....	323,262 25	36,621 50	395,129 92	45,801 68	»	9,180 18
Lyrique.....	891,046 85	83,628 80	977,715 20	82,533 47	1,093 33	»
Vaudeville.....	817,276 00	97,897 09	458,248 00	55,140 37	42,756 72	»
Variétés.....	777,639 50	91,539 18	744,724 00	89,506 48	2,032 70	»
Gymnase.....	577,548 00	73,295 60	906,105 50	109,257 03	»	26,861 43
Palais-Royal.....	700,226 90	84,322 13	931,415 00	124,753 04	»	40,420 91
Porte-Saint-Martin..	1,376,152 50	137,677 89	886,410 75	98,565 19	39,112 70	»
Gaité.....	658,607 60	71,664 63	869,969 00	85,899 13	»	14,234 50
Ambigu.....	546,881 10	55,366 00	569,296 45	59,649 91	»	4,283 91
Châtelet.....	1,120,704 90	112,097 23	1,061,567 00	160,153 82	»	48,086 59
Folies dramatiques.	355,245 55	38,506 62	238,245 15	23,119 32	15,367 30	»
Bouffes-Parisiens...	436,899 30	46,047 92	236,837 00	28,836 07	17,311 85	»
Déjazet.....	201,601 30	20,269 51	170,694 20	17,087 10	3,192 41	»
Beaumarchais.....	150,919 80	15,093 75	189,774 75	15,242 96	»	149 21
Luxembourg.....	128,085 50	12,689 79	70,055 65	6,911 40	5,778 39	»
Roussin.....	»	»	2,962 50	238 98	»	238 98
La Fayette.....	»	»	»	1,154 56	»	1,154 56
Grand-Th.-Parisien.	104,205 85	10,395 03	10,064 55	1,006 34	9,388 71	»
Délassments-Com..	29,142 50	2,945 80	46,777 25	4,695 70	»	1,749 90
Fantaisies-Parisienn	71,796 00	8,632 25	87,090 50	10,450 74	»	1,817 49
Musée-Plaisirs.....	»	»	53,695 70	5,268 19	»	5,268 19
Folies-Marigny.....	162,555 65	16,222 64	152,320 10	15,330 68	921 96	»
Saint-Germain.....	136,031 40	12,378 60	109,687 65	10,361 07	2,017 53	»
Nouveautés.....	3,296 50	333 95	34,715 50	3,469 05	»	3,135 10
Cirque Princes imp..	»	»	187,184 55	8,538 39	»	8,538 39
Saint-Pierre.....	14,318 30	1,441 28	»	473 00	968 26	»
Folies-S.-Antoine..	»	2,544 00	»	2,277 00	267 00	»
Théâtre-Molière....	»	520 00	»	380 00	140 00	»
École lyrique.....	»	2,145 00	»	1,360 00	785 00	»
Recettes diverses..	»	»	»	1,958 65	»	1,958 65
Salle Herz.....	»	»	»	68 00	»	68 00
Salle Foyel.....	»	»	»	10 00	»	10 00
		1,392,652 45		1,390,129 92	2,458 53	

RÉCAPITULATION PAR MOIS. (PARIS.)

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1865-1866.	1866-1867.	1865-1866.	1866-1867.
Mai.....	112,418 06	114,844 59	"	2,426 53
Juin.....	71,783 85	66,423 49	5,360 36	"
Juillet.....	59,309 45	60,501 55	"	1,192 10
Août.....	79,108 93	71,311 00	7,797 93	"
Septembre.....	74,786 21	94,931 65	"	20,145 44
Octobre.....	106,400 59	119,668 42	"	13,267 83
Novembre.....	120,473 16	143,956 58	"	23,483 42
Décembre.....	147,022 23	152,951 82	"	5,929 59
Janvier.....	170,838 88	153,080 39	17,749 49	"
Février.....	174,582 36	135,355 32	39,227 04	"
Mars.....	142,036 00	150,004 05	"	8,058 05
Avril.....	134,892 73	127,066 06	7,826 67	"
	1,393,652 45	1,390,193 92	3,458 53	"

II. — DÉPARTEMENTS.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1865-1866.	1866-1867.	1865-1866.	1866-1867.
Mai.....	49,497 67	54,405 69	"	4,908 02
Juin.....	33,529 65	47,965 13	"	14,435 48
Juillet.....	32,012 23	40,953 84	"	8,941 61
Août.....	17,005 04	29,096 59	"	12,091 55
Septembre.....	26,313 23	24,740 61	1,572 62	"
Octobre.....	19,759 26	27,613 17	"	7,853 91
Novembre.....	24,598 21	47,963 91	"	23,365 70
Décembre.....	40,816 08	53,074 29	"	12,258 21
Janvier.....	52,453 67	49,773 23	2,680 44	"
Février.....	56,691 51	59,432 39	"	2,740 88
Mars.....	54,024 38	55,181 92	"	41,157 05
Avril.....	46,832 38	50,139 66	"	3,307 28
	453,533 31	540,340 43	"	86,807 12

III. — BANLIEUE (1).

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1865-1866.	1866-1867.	1865-1866.	1866-1867.
Mai.....	3,388 20	4,861 10	"	1,472 60
Juin.....	3,562 05	4,272 75	"	710 70
Juillet.....	2,979 70	2,612 51	367 19	"
Août.....	3,136 90	3,369 03	"	232 13
Septembre.....	3,559 40	3,964 79	"	405 39
Octobre.....	3,994 70	5,056 23	"	1,061 53
Novembre.....	5,314 25	5,639 66	"	325 41
Décembre.....	6,034 25	5,827 83	206 42	"
Janvier.....	5,501 60	5,536 27	"	34 67
Février.....	6,358 75	5,372 37	986 38	"
Mars.....	5,785 95	5,082 90	703 05	"
Avril.....	5,594 75	5,455 41	139 34	"
	55,210 50	57,050 85	"	1,840 35

IV. — ÉTRANGER.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1865-1866.	1866-1867.	1865-1866.	1866-1867.
Mai.....	2,893 00	1,080 00	1,813 00	"
Juin.....	3,084 00	2,596 00	488 00	"
Juillet.....	"	2,099 00	"	2,099 00
Août.....	1,101 00	416 00	685 00	"
Septembre.....	2,336 00	3,981 00	"	1,645 00
Octobre.....	3,687 00	798 00	2,889 00	"
Novembre.....	841 00	"	841 00	"
Décembre.....	1,277 00	"	1,277 00	"
Janvier.....	1,094 00	2,062 00	"	968 00
Février.....	"	1,253 00	"	1,253 00
Mars.....	633 00	1,178 00	"	545 00
Avril.....	2,795 00	6,260 00	"	3,465 00
	19,741 00	21,723 00	"	1,982 00

(1) La banlieue comprend les théâtres de Batignolles, Montmartre, Belleville, Montparnasse, Grenelle et Saint-Marcel, et les localités suivantes : Adamville, Aubervilliers, Asnières, Bellevue, Boulogne, Billancourt, Charenton, Clamart, Chaville, Courbevoie, Gentilly, Grand-Montrouge, La Villette, Livry, Le Raincy, Le Vallois, Meudon, Nanterre, Puteaux, Romainville, Saint-Mandé, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Sèvres, Viroflay, Ville-d'Avray.

V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1865-1866.	1866-1867.	1865-1866.	1866-1867.
Mai.....	468,198 93	475,191 38	"	6,994 45
Juin.....	311,859 55	321,257 37	"	9,397 82
Juillet.....	94,301 38	106,166 96	"	11,865 52
Août.....	100,351 87	104,192 62	"	3,840 75
Septembre.....	106,994 84	127,618 05	"	20,623 21
Octobre.....	123,841 55	153,135 82	"	19,294 27
Novembre.....	151,226 62	197,580 15	"	46,353 53
Décembre.....	195,149 56	211,853 94	"	16,704 38
Janvier.....	229,888 15	210,480 89	19 427 26	"
Février.....	237,632 62	201,413 08	36,219 54	"
Mars.....	302,479 33	241,536 87	"	9,057 54
Avril.....	190,114 86	188,921 13	1,193 73	"
	1,922,137 26	2,009,388 20	"	87,170 94

VI. — RÉSUMÉ.

Paris.....	1,393,652 45	1,390,193 92	3,458 53	"
Départements.....	453,533 31	540,840 43	"	86,307 12
Banlieue.....	55,210 50	57,050 85	"	1,840 35
Étranger.....	19,741 00	21,723 00	"	1,982 00
	1,922,137 26	2,009,388 20	3,458 53	90,629 47
Soit une différence totale en faveur de l'Exercice 1866-1867 de			87,170 94	"
			90,629 47	90,629 47

MÉLANGES

CONCOURS MUSICAUX

Rapport à S. Exc. le maréchal de France, ministre de la maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, au sujet de trois concours à ouvrir à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et au Théâtre-Lyrique entre des compositeurs de musique français. (Moniteur universel du 3 août 1867.)

Monsieur le ministre,

Tous les ans, les nouvelles productions de l'art plastique sont exposées dans un palais de l'État, où chacun peut en apprécier à la fois l'ensemble et les détails. Il n'en est pas ainsi des compositions musicales, qui ne peuvent se produire que dans des établissements privés et sur des scènes d'un accès d'autant plus difficile que, pour répondre au goût du public, les directeurs de théâtres doivent accorder une légitime préférence aux œuvres des maîtres, ce qui ne leur permet qu'à de rares intervalles d'accueillir les jeunes compositeurs et de seconder leurs débuts.

Une autre difficulté se présente, en outre, pour les musiciens : presque toujours le poème ne leur manque pas moins que le théâtre, et chacun de leurs pas est entravé par la nécessité absolue d'emprunter avant tout le secours, souvent refusé et plus souvent encore stérile, d'une collaboration étrangère.

Supprimer tout à fait ces inconvénients est impossible, car ils résultent de la nature même des choses, et les efforts de l'administration ne peuvent tendre dès lors qu'à aider les jeunes musiciens à surmonter les obstacles qui gênent leurs débuts et menacent d'entraver leur essor.

Déjà, monsieur le ministre, des dispositions utiles ont été prises en faveur des lauréats de l'École de Rome ; presque tous ont pu enfin aborder la scène, et des facilités plus grandes leur sont assurées pour l'avenir. Mais quand partout en France le sentiment

musical fait chaque jour de nouveaux progrès, ce n'est pas à quelques élus seulement, c'est à tous les compositeurs français, sans distinction et sans privilège, qu'il est juste de venir en aide.

Il vous a paru, monsieur le ministre, que ce but pouvait être atteint par la voie d'un concours qui serait simultanément ouvert à Paris, dans chacun des trois théâtres lyriques subventionnés par l'État. En conséquence, et après m'être concerté avec les directeurs de ces théâtres, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Excellence, le programme des conditions dans lesquelles s'effectueraient ces trois concours, et je vous demande la permission de vous indiquer ici les motifs qui en ont dicté les principales dispositions.

A l'Opéra, un double concours aurait lieu : le premier pour la composition d'un poème en trois actes, le second, pour la mise en musique du poème jugé le plus digne d'être représenté sur ce théâtre.

Un ouvrage en trois actes a toujours une importance considérable, à l'Opéra comme dans tous les autres théâtres. Cette importance s'augmente encore aujourd'hui du plaisir qu'aurait le public à voir comme autrefois des opéras de moyenne dimension entrer plus souvent, avec des ballets, dans la composition des spectacles.

A l'Opéra-Comique, un poème en trois actes, spécialement choisi par le directeur, et par conséquent admis d'avance à la représentation, serait offert aux compositeurs pour être mis par eux en musique.

Au Théâtre-Lyrique, pour ouvrir une plus large carrière à tous les goûts et à toutes les inspirations, chaque compositeur serait libre de choisir à son gré et de se procurer personnellement, comme bon lui semblerait, le poème sur lequel il lui conviendrait de travailler, quels que fussent son genre, sa forme et son étendue.

C'est une combinaison tout à fait nouvelle, dont les résultats définitifs ne peuvent d'avance être sûrement appréciés ; mais elle a été réclamée par un grand nombre de jeunes musiciens qui paraissent y attacher beaucoup d'importance et en attendre les meilleurs effets. Je n'hésite donc pas à proposer à Votre Excel-

lence d'approuver que l'épreuve en soit faite loyalement, sans restriction aucune et sans aucune prévention.

Des Jurys spéciaux, nommés par les concurrents eux-mêmes, seraient chargés de juger les poèmes et les partitions envoyés au concours.

Les ouvrages couronnés seraient exécutés à Paris, sur chacun des trois théâtres, dans le cours d'une année au plus à dater de la décision des jurys ; les autres pourraient être représentés sur les théâtres des départements.

En conséquence, et pour que les directeurs de ces théâtres puissent agir en toute connaissance de cause, il leur serait loisible d'assister, dans les dernières séances des jurys, à l'exécution des œuvres réservées. Un débouché de plus serait ainsi ouvert aux compositeurs, dont, bien entendu, les partitions ne pourraient, dans aucun cas, être exécutées sans leur consentement.

Les concours étant spécialement organisés dans l'intérêt des jeunes musiciens, une part aussi large que possible devrait leur être réservée, au Théâtre-Lyrique surtout et à l'Opéra-Comique. Quant à l'Opéra, qui est une académie de musique et non un théâtre de débuts, son appel s'adresserait à tout le monde, aux auteurs déjà parvenus, comme à ceux qu'il voudrait aider à parvenir.

Les maîtres de l'art seraient disposés, sans doute, à s'effacer spontanément pour laisser le champ libre à leurs émules et à leurs élèves ; mais, en fût-il autrement, que, loin de le regretter, il faudrait voir dans cette concurrence glorieuse un honneur de plus pour le concours, un stimulant de plus pour les concurrents.

En dehors des conditions principales que je viens d'exposer, le programme ci-joint contient certaines dispositions accessoires et réglementaires, et stipule au besoin certaines indemnités administratives dans le détail desquelles je crois inutile d'entrer ici.

Je ne saurais terminer ce rapport, monsieur le ministre, sans constater avec quel empressement, avec quel dévouement, messieurs les directeurs de l'Opéra, de l'Opéra-Comique et du Théâtre-Lyrique sont entrés dans les vues de Votre Excellence, et ont adopté la pensée de ces divers concours, dont, en fin de compte, ils auront à supporter les conséquences onéreuses ou lucratives. Tous trois

ont voulu prendre et ont pris par écrit l'engagement d'en secondar l'exécution par tous les moyens en leur pouvoir.

Les musiciens devront ainsi, monsieur le ministre, à la bienveillante initiative de Votre Excellence, l'appui le plus digne qui puisse être offert au talent, c'est-à-dire l'occasion d'un jugement impartial et la perspective d'une brillante publicité.

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'hommage de mon très-respectueux dévouement.

Le directeur général de l'administration des théâtres,
CAMILLE DOUGET.

Approuvé :

Le maréchal de France, ministre de la maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.
VAILLANT.

Programme de trois concours ouverts à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et au Théâtre-Lyrique (1), en faveur des jeunes compositeurs de musique français (2), avec les modifications de délais fixés pour la clôture de ces concours, selon les indications d'une note ministérielle insérée au Moniteur universel du 23 septembre 1867. — (Ministère de la maison de l'Empereur et des Beaux-Arts. Direction générale des théâtres.)

[1er août 1867].

Trois concours sont ouverts à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et

(1) Voir ci-après, page 208, les dispositions prises par S. Exc. le ministre en faveur des compositeurs du théâtre des *Fantaisies-Parisiennes*.

(2) A la distribution des prix du Conservatoire impérial de musique et de déclamation, qui a eu lieu le 2 août, à la suite des concours de 1866-1867, M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, s'est exprimé de la manière suivante au sujet de ces nouveaux concours :

« Les compositeurs de musique ont encore moins à craindre que je les oublie; ma sollicitude avait devancé les observations qui ont pu m'être adressées dans leur intérêt, et souvent je me suis demandé comment il me serait donné de leur venir utilement en aide. Plusieurs théâtres sont spécialement consacrés au genre lyrique; mais il faut reconnaître que la préférence du public y va surtout chercher les œuvres des maîtres, et à ce premier obstacle qui entrave leurs débuts, se joint, pour les jeunes compositeurs, la difficulté de se procurer de bons poèmes. Ils se plaignent donc que les moyens de travailler leur manquent, tout autant que les moyens de se produire.

au Théâtre-Lyrique entre les compositeurs de musique français, dans les conditions suivantes :

» J'ai cherché à remédier le mieux possible à ce double inconvénient, et je suis heureux de vous annoncer qu'à cet effet, trois concours, dont les conditions vous seront bientôt connues, vont être simultanément ouverts au Théâtre-Lyrique, à l'Opéra-Comique et à l'Opéra, en faveur des jeunes compositeurs français.

» On disait à Rome, il y a deux mille ans, que tout le monde ne pouvait aller à Corinthe. Tout le monde ne peut aller à Rome, dit-on à Paris, de nos jours. Mais qu'à la suite d'un premier succès, on soit ou non allé compléter ses études dans cette ancienne capitale des arts, qu'on se soit ou non créé ainsi des titres particuliers à l'intérêt et à la bienveillance de l'administration, chacun va pouvoir se mettre à l'œuvre librement, et avec la perspective, égale pour tous les concurrents, de voir leurs ouvrages représentés sur l'un ou sur l'autre des théâtres lyriques impériaux. Les directeurs de ces théâtres se sont associés tous trois, avec le plus louable empressement, à la réalisation de ce projet, et je les en remercie devant vous.

» Ainsi, messieurs, en ouvrant au travail des débouchés nouveaux, en lui assurant des facilités nouvelles, l'administration aura accompli sa tâche ; mais ne nous y trompons pas, et gardons-nous bien d'exagérer, à nos propres yeux, la portée et les conséquences de pareilles mesures. Tout en reconnaissant la nécessité d'élargir les voies qui conduisent au succès, je dois vous rappeler que le talent véritable, appuyé sur l'amour de l'art et sur une volonté forte, triomphe de tous les obstacles. Quand, aux grands jours du dix-septième siècle, il existait à peine une scène pour chaque genre, je ne sache pas que l'enfantement de tant de chefs-d'œuvre en ait souffert. Quand, à une époque plus rapprochée de notre temps, un troisième théâtre lyrique n'était pas encore créé, les maîtres de l'art en ont-ils moins pour cela conquis leur place au soleil ; qu'ils se soient appelés Cherubini ou Berton, Méhul ou Nicolo, Hérold ou Boïeldien !

» Parmi ceux qui débutaient alors et qu'aucune entrave n'eût retenus, j'aime à citer enfin votre illustre et cher directeur, toujours armé pour le combat, et qui bientôt va vous devancer encore dans la lice, sans fléchir sous ses couronnes, plus nombreuses que ses années ! »

Depuis le jour où le maréchal Vaillant a prononcé ce discours et depuis l'insertion au *Moniteur* de l'arrêté ci-dessus reproduit, l'administration a reçu, au point de vue de l'exécution de ce programme, un assez grand nombre d'observations plus ou moins sérieuses, mais qui toutes ont fixé son attention. Pour y mieux répondre et pour résoudre plus équitablement certaines questions délicates qui pouvaient soulever des difficultés, plusieurs personnages d'une compétence irrécusable ont été réunis à différentes reprises au ministère des beaux-arts ; le résultat de ces réunions est exposé dans les notes explicatives qui accompagnent le programme.

Déjà l'on nous assure qu'un grand nombre d'auteurs dramatiques et de compositeurs sont à l'œuvre pour prendre part, les uns avec leurs poèmes, les autres avec leurs partitions, au double concours de l'Opéra et du Théâtre-Lyrique. Quant au concours organisé à l'Opéra-Comique, le poème est maintenant arrêté : c'est un ouvrage en trois actes, intitulé : *le Flo-*

musique ayant pris part au concours, qui se réuniront à cet effet, le 31 octobre 1868, à la direction générale des théâtres (1).

Dispositions générales.

Les poèmes et les partitions destinés aux concours devront être déposés, aux époques indiquées ci-dessus, au ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, entre les mains du directeur général de l'administration des théâtres (2).

Chaque poème ou partition contiendra, dans une enveloppe cachetée, le nom de son auteur, ainsi qu'une épigraphe, qui devra être également placée en tête du manuscrit.

Les jurys chargés d'examiner les poèmes et les partitions envoyés aux concours tiendront leurs séances dans chacun des trois théâtres auxquels ces divers ouvrages seront destinés.

Les directeurs de l'Opéra, de l'Opéra-Comique et du Théâtre-Lyrique assisteront, dans leurs théâtres respectifs, aux séances des divers jurys et prendront part à leurs travaux.

Les directeurs des théâtres lyriques des départements pourront assister aux dernières séances des jurys, dans lesquelles seront exécutées les meilleures partitions réservées pour le concours, et il leur sera loisible, si les auteurs y consentent, de faire jouer sur leurs théâtres ceux des ouvrages qui, tout en n'étant pas réservés

(1) Si, parmi les ouvrages envoyés au concours du Théâtre-Lyrique, il s'en trouve un autre que l'ouvrage couronné, qui paraisse convenir sous tous les rapports à la scène italienne, le directeur du Théâtre-Impérial-Italien de Paris pourra s'entendre avec ses auteurs pour le faire traduire et représenter sur son théâtre.

(2) Les compositeurs prenant part aux divers concours sont invités à remettre leurs partitions complètement terminées et instrumentées à grand orchestre, avec une partie de piano.

Seront toutefois admises à concourir les partitions ayant au moins un acte instrumenté à grand orchestre; quant au surplus, qui devra être complet et achevé pour les parties vocales, il suffira d'un accompagnement au piano avec l'indication des dessins d'orchestre.

Les partitions couronnées devront être entièrement instrumentées par leurs auteurs dans le délai de trois mois, à partir de la décision du jury, et, après avoir été soumises à chaque jury respectif, elles seront délivrées aux directeurs des théâtres pour être représentées dans le délai d'un an, à partir de cette époque.

pour Paris, leur sembleraient de nature à pouvoir être représentés ailleurs avec succès (1).

Dans chacun des trois théâtres lyriques de Paris, l'ouvrage qui aura été jugé le meilleur et couronné par le jury sera représenté dans un délai qui ne devra pas excéder une année.

Dans le cas où, pour chacun de ces trois concours, aucune des partitions présentées ne serait admise par le jury comme digne d'être exécutée à Paris, l'auteur de la partition qui, sans être couronnée, aurait été trouvée relativement la meilleure dans chaque théâtre, recevrait, à titre d'indemnité et d'encouragement, une somme de 2,000 francs, payable sur les fonds du ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.

Tous les compositeurs français pourront prendre part au concours de l'Opéra, qu'ils aient eu déjà ou non quelque ouvrage représenté sur ce théâtre ou sur tout autre.

A l'Opéra-Comique, ne seront pas admis à concourir les compositeurs qui auraient eu des ouvrages (2) en deux actes et plus, représentés sur ce théâtre ou sur celui de l'Opéra.

Ne pourront prendre part au concours du Théâtre-Lyrique, les compositeurs qui auraient eu des ouvrages en deux actes et plus, représentés sur ce théâtre, à l'Opéra ou à l'Opéra-Comique (3).

Approuvé :

Le ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts,

VAILLANT.

(1) Le directeur du Théâtre-Italien pourra assister aux séances du jury du Théâtre-Lyrique, mais sans prendre part à ses travaux.

(2) C'est-à-dire deux ouvrages en plusieurs actes, représentés à l'Opéra ou à l'Opéra-Comique, ou un ouvrage en plusieurs actes joué sur chacun de ces théâtres.

(3) C'est-à-dire deux ouvrages en plusieurs actes, représentés à Paris sur les théâtres lyriques impériaux.

Lettre de S. Exc. le maréchal de France, ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts à M. Martinet, directeur des Fantaisies-Parisiennes, au sujet d'un don de 1,000 francs accordé sur les fonds des Beaux-Arts au compositeur dont la partition aura été jugée la meilleure parmi celles qui ont été exécutées sur ce théâtre depuis son ouverture. (Moniteur universel du soir du 9 août 1867.)

Palais des Tuileries, 9 août 1867.

Monsieur le directeur, j'ai reçu le mémoire que vous m'avez adressé sur la situation des compositeurs de musique, et je l'ai lu avec d'autant plus d'intérêt que je me préoccupais précisément de seconder les musiciens, en leur facilitant l'accès des théâtres impériaux.

Si petit qu'il soit, et par cela même peut-être qu'il est plus petit, votre théâtre pourra servir utilement au début des jeunes compositeurs et des jeunes artistes ; il l'a fait depuis dix-huit mois et il me paraît appelé à le faire encore davantage.

Ne pouvant mieux reconnaître vos efforts qu'en encourageant les compositeurs que vous aidez à se produire, j'accorde, sur les fonds des Beaux-Arts, une somme de 1,000 francs à celui dont la partition, exécutée depuis l'ouverture de votre théâtre, aura été jugée la meilleure. Ces messieurs nommeront, à cet effet, un jury de cinq membres (1), ou prononceront eux-mêmes, si bon leur semble. Des mesures vont être prises pour donner suite à ma décision.

Recevez, monsieur le directeur, etc.

*Le maréchal de France, ministre de la Maison
de l'Empereur et des Beaux-Arts,*

VAILLANT.

(1) Le jury était composé de MM. Léonce Cohen, compositeur ; Anthiome, compositeur ; Martinet, directeur des Fantaisies-Parisiennes ; Ernest Boieldieu, secrétaire-général de ce théâtre ; Constantin, chef d'orchestre. — MM. E. Anthiome, Adrien Boieldieu et Léonce Cohen s'étant désistés de leur candidature, le jury avait à juger les partitions de six compositeurs : MM. Frédéric Barbier, Duprato, Gallyot, Émile Jonas, Pillevestre et Robillard. Le vote a eu lieu au scrutin secret. M. Duprato a obtenu la récompense à l'unanimité, pour sa partition de *Sacripant*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

30, RUE SAINT-MARC, A PARIS.

La bibliothèque est ouverte aux membres de la Société tous les jours non fériés ; ils doivent s'adresser à M. Hippolyte Rimbaut, bibliothécaire-rédacteur, et, en son absence, à M. Francisque jeune, visible le matin de huit heures à onze.

On ne peut mieux donner un aperçu de l'historique de cette bibliothèque et des richesses qui la composent, qu'en reproduisant les passages concernant ce sujet dans les deux rapports lus à l'Assemblée générale du 4 mai 1862.

M. MICHEL MASSON, secrétaire, s'exprimait ainsi :

« Témoin de ce que peut la persévérance d'une pensée toujours en éveil sur son but unique, cette bibliothèque est l'œuvre de trente ans de recherches, poursuivie par un fureteur passionné, qui a voué sa vie et dévoré toutes ses ressources à l'accroissement incessant d'une immense collection. FRANCISQUE jeune, le bon, l'estimable artiste que vous connaissez tous, Francisque jeune, le créateur de cette collection, a mérité par ses curieuses trouvailles, qui sont aussi de précieuses découvertes, de voir son nom écrit à côté de ceux des Soleine et des Pont-de-Vesle. Nos efforts collectifs n'auraient pas suffi pour réunir les richesses que sa patiente investigation a rassemblées, jour par jour, pendant trente ans. Il convient de citer ici quelques fragments de la lettre qu'écrivit à notre président (M. Auguste Maquet), l'un des juges les plus compétents en cette matière, M. PAUL LACROIX (bibliophile Jacob).

« Mon cher ami, j'ai appris avec joie que, grâce à vous, grâce à votre chaleureuse initiative, le comité des auteurs dramatiques avait acquis la bibliothèque théâtrale de M. Francisque.

» Vous avez fait là un acte éclatant de bibliophile, et votre nom restera, je vous en félicite, associé à la création de cette bibliothèque si curieuse et si intéressante, qui n'est plus, Dieu merci, menacée de disparaître dans une vente aux enchères, comme les bibliothèques de Soleine et de Pont-de-Vesle.

» Permettez-moi de vous rappeler, mon ami, que vous avez
» fait ce que je m'étais proposé de faire en offrant au Théâtre-
» Français, puis à notre Société des auteurs dramatiques, il y a
» quinze ans, l'acquisition très-avantageuse de la bibliothèque
» de Pont-de-Vesle. Les temps n'étaient pas venus. Il n'y a pas
» de collection plus difficile à rassembler qu'une bibliothèque
» théâtrale. Pont-de-Vesle avait consacré vingt ans et beaucoup
» d'argent à réunir la sienne ; celle de Soleine avait coûté
» 500,000 francs et cinquante années de recherches. Je ne sais
» pas au juste ce que M. Francisque a pu dépenser ; mais je sup-
» pose que pendant vingt ans, il a employé 2,000 fr. par an
» à l'achat des livres qu'il a toujours obtenus aux conditions les
» plus favorables.

» Vous avez donc fait un marché très-profitable à la Société ;
» car la valeur de cette bibliothèque *sociale* ne peut que s'accroître
» d'année en année, puisque le prix des livres a doublé depuis
» dix ans. Souvenez-vous que votre bibliothèque n'est encore
» qu'à l'état provisoire, si vous n'avez pas rédigé son code et
» engagé l'avenir dans l'intérêt de cette utile fondation.

» Dès à présent vous devez faire appel à tous vos confrères,
» en les invitant à déposer *comme don* à la bibliothèque leurs ou-
» vrages, leurs manuscrits..., etc. Vous aurez plus qu'une biblio-
» thèque, vous aurez des archives. »

» Le bibliophile Jacob vous a dit la valeur de cette collection
qui, depuis longtemps aurait passé à l'étranger, si celui qui l'a
créée n'eût préféré au prix important qu'on lui en offrait, les pri-
vations qu'elle lui coûtait encore. Notre trésorier vous dira quel
est le désintéressement de celui qui vous la cède.

» Votre Commission a pensé qu'il vous appartenait de reven-
diquer au profit de ceux qui viendront après nous ces titres pré-
cieux de votre origine, ces preuves glorieuses de votre raison
d'être.

» Voici, au plus bref, la note fournie par l'examen de la bi-
bliothèque de Francisque jeune, et par le relevé sommaire de ses
divers catalogues.

» Près de quarante mille articles, — sans compter les doubles,

—pouvant former ensemble plus de treize mille volumes de tous les formats, depuis le grand in-folio jusqu'à l'in-64, l'histoire générale et particulière des théâtres anciens et modernes au point de vue religieux, moral, historique et législatif ; tous les cours de littérature dramatique ; de nombreuses collections de journaux et revues ayant le théâtre pour objet, depuis l'année littéraire de Freron jusqu'à nos jours ; les théâtres à l'étranger, traductions anciennes et modernes, souvent avec le texte en regard ; le théâtre en France, précédé de poésies françaises du onzième au quinzième siècle ; les mystères, quelques-uns originaux, d'autres manuscrits ; les moralités, les sotties originales, manuscrites, beaucoup de la main de Méon, ou réimprimées en très-petit nombre ; les auteurs des seizième et dix-septième siècles depuis Baif ; les répertoires de l'Opéra jusqu'à nos jours ; du Théâtre-Français depuis 1680 ; dans la section des pièces manuscrites qui n'ont jamais été imprimées, on trouve des ouvrages du père Larue, de Colletet, de Dancourt, de Lesage ; Laclrière y figure pour une pièce inédite, jouée à Rouen, par Molière.

» L'amateur s'est attaché à compléter et à rechercher les ouvrages qui manquaient à M. de Soleine, par exemple ceux qui se rapportent à l'architecture théâtrale, classe presque complétée maintenant par la vente Filippi, la plus curieuse en ce genre. Filippi, on le sait, achetait quelquefois deux ou trois exemplaires du même ouvrage, afin d'en former un bien complet, ce qu'il est rare de rencontrer. Enfin tout ce qu'embrasse cette dénomination générale : le théâtre, depuis l'édifice matériel jusqu'à l'influence morale des œuvres qui l'ont illustré dans tous les âges et chez tous les peuples, a trouvé asile dans la vaste collection de Francisque jeune. Il existe bien çà et là quelques lacunes, et forcément un temps d'arrêt : chaque jour une œuvre nouvelle, un fait nouveau réclameront leur place dans ce complément qu'on peut dire indéfini, puisqu'il n'aura pour limite que celle des productions de l'esprit humain ; mais il ne s'agit que de se tenir au courant. Votre bibliothèque, riche des trésors du passé, complètera peu à peu par les dons volontaires, par l'échange des ouvrages qu'elle possède en double, et par le répertoire moderne, par l'exécution ré-

gulière de l'engagement pris par vous, dans une de vos précédentes assemblées générales, de déposer, en double exemplaire, à la bibliothèque de la Société, chacun de vos ouvrages imprimés. Votre vote autorise la Commission qui vous représente à acheter aux frais de l'auteur les exemplaires qu'il n'aurait pas déposés à l'époque de la publication en librairie.

« En adoptant les résolutions que votre Commission va vous soumettre par l'organe de son trésorier, vous ferez, messieurs, un grand acte social, vous préviendrez la dispersion des archives générales de la famille, vous continuerez le monument qui doit être l'éternel honneur de notre association.

» Ainsi, dans cette bibliothèque, à côté de ceux qui n'ont souvent dû à leurs travaux qu'une illustre misère, se placeront ceux que va enfin protéger une législation mieux en harmonie avec le progrès des idées de justice.... »

M. ALFRED DELACOUR, trésorier, a complété de la manière suivante les renseignements que venait de donner le secrétaire :

« M. Michel Masson vous a parlé tout à l'heure de la bibliothèque de Francisque jeune; vous en connaissez l'importance et la valeur : c'est le travail d'une existence entière; ce sont les épargnes, les privations de toute une vie d'artiste. Un jour, Francisque reçut une visite qui fut pour lui comme l'éblouissement d'un rêve. On venait lui proposer une somme considérable de cet amas de richesses; il s'agissait de 40,000 fr., 50,000 fr..., que sais-je ? c'était une fortune pour lui; mais sa bibliothèque devait passer à l'étranger; il fallait se séparer de ses livres, de ses compagnons de sa vie, qui lui rappelaient tant de sacrifices, mais qui lui donnaient aussi tant de joies...; il hésita d'abord; il se demanda ensuite si, dans ce Paris si vaste et si riche, il ne se trouverait pas un homme, une société, un être quelconque qui, tout en lui assurant le pain de l'avenir, lui épargnerait les douleurs d'une éternelle séparation. Il pensa à vous et s'en vint frapper à la porte de votre Commission. Je n'ai pas besoin de vous dire, messieurs, l'accueil qui lui fut fait, surtout lorsque nous eûmes entendu les conditions modestes de Francisque. Ce qu'il nous demandait, en effet, c'était une rente viagère de 4,200 francs; c'était un petit

logement qui lui permit de ne pas trop s'éloigner de ses livres; c'était un titre qui l'autorisât à les surveiller sans cesse, à les classer, à continuer enfin à vivre au milieu d'eux, comme s'il avait eu à cœur de se persuader, par un pieux mensonge, qu'il n'avait pas abandonné ses vieux amis, et qu'il n'avait fait que leur donner une résidence nouvelle.....

» Lors de cette visite, l'émotion de vos commissaires a été grande; s'ils n'avaient consulté que vos intérêts et les sentiments de leurs cœurs, ils n'auraient pas hésité à signer le contrat que leur proposait Francisque. Votre Commission, cependant, n'a pas cru devoir le faire; elle n'a signé qu'un contrat provisoire. Elle a pensé que les félicitations et les remerciements de ses quinze membres n'étaient pas un hommage suffisant pour un pareil acte de désintéressement, et qu'il fallait à leur manifestation l'éclat solennel d'une assemblée générale. Elle a voulu laisser à votre approbation le mérite de donner à son contrat une valeur définitive, comme elle a voulu laisser aux bravos unanimes de notre assemblée le soin d'aller porter à Francisque, au nom de la Société tout entière, l'expression de nos remerciements et de notre reconnaissance... »

Dans son rapport de l'année suivante, M. Delacour ajoutait, au sujet de la bibliothèque.

« L'établissement de notre bibliothèque est aujourd'hui complètement terminé; ces milliers de volumes, dont nous nous sommes enrichis, sont aujourd'hui classés, mis en ordre... Le zèle et l'intelligence de M. Francisque suppléent à son catalogue; si celui-ci n'est pas écrit tout entier, il est dans sa tête, et vous pouvez dès aujourd'hui, quel que soit l'ouvrage que vous désirez, vous présenter, le demander, et l'obtenir sur l'heure. »

Nous devons ajouter, pour compléter ces renseignements, que, conformément aux usages établis dans les bibliothèques, tous les volumes sont donnés en communication, mais qu'aucun ne peut être emporté. On comprendra l'importance de cette mesure adoptée partout et qui seule peut éviter la dispersion des livres, qui arriverait inévitablement si cette condition était négligée.

LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES
THÉÂTRES DE PARIS, DU 1^{er} MAI 1865 AU 30 AVRIL 1867.

On a pu voir (page 212) dans le rapport de M. Michel Masson, reproduit ci-dessus, au sujet de la bibliothèque de la Société, que chacun de ses membres était tenu, aux termes d'une résolution prise en assemblée générale, de déposer à cette bibliothèque tout ouvrage de lui qui était imprimé.

Cette résolution n'a pas reçu d'exécution, si ce n'est de la part des auteurs qui ont confié le soin d'éditer leurs pièces à l'agent général de librairie dramatique ; on sait que ce dernier doit envoyer d'office au Président de la Commission un exemplaire des pièces qu'il édite au compte des sociétaires, de même qu'il doit, pour ces mêmes pièces, prendre toutes mesures nécessaires afin d'assurer à l'étranger leur droit de propriété.

Il a ponctuellement exécuté ces formalités, et l'on ne s'étonnera pas de ne voir d'indications bibliographiques dans la liste qui va suivre, que pour les pièces imprimées par son intermédiaire, le dépôt à la bibliothèque étant une condition absolue de cette mention.

La Commission avait hésité, jusqu'à présent, à faire acheter aux frais de l'auteur toute pièce qui ne serait pas déposée au moment de sa publication, quoiqu'elle y fût autorisée par le vote de l'Assemblée (voir page 212) ; mais cette résolution ayant été prise dans un but d'intérêt général, il importe qu'elle reçoive une exécution régulière ; la Commission devra donc à l'avenir recourir à cette détermination, afin que la bibliothèque renferme le répertoire nouveau comme elle renferme l'ancien répertoire, et que la mention bibliographique figure d'une manière générale dans la liste des pièces jouées sur les théâtres de Paris.

Toutefois cette mesure ne sera exécutée que pour les pièces jouées depuis le 1^{er} mai 1867, et seulement lorsque les auteurs — prévenus par ce nouveau rappel, — ne les auront pas fait parvenir dans les délais voulus. La Commission invite donc de nouveau les sociétaires à adresser au Président toutes les pièces qu'ils ont

fait imprimer antérieurement à cette date et celles qui l'ont été ou qui le seront ultérieurement.

A l'avenir rien ne leur sera plus facile que de mettre en œuvre le moyen qui consiste à intercaler dans le traité passé avec leurs éditeurs diverses clauses dont la rédaction leur est indiquée dans ce volume (note de la page 76). En même temps que cette simple formalité leur évitera tout embarras, elle leur permettra de satisfaire à une mesure essentiellement utile à tous et dont ils pourront être les premiers à profiter.

[NOVA. — L'astérisque placé avant le titre de la pièce indique qu'elle a été reprise ou qu'elle a été jouée antérieurement à un autre théâtre.]

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA.

L'Africaine, opéra en cinq actes, paroles de Scribe, musique de Meyerbeer. 28 avril 1865.

Le Roi d'Yvetot, ballet en un acte de Philippe de Massa; musique de Th. Labarre; chorégraphie de Petipa. 28 décembre 1865.

* *Don Juan*, opéra en quatre actes, paroles de Hippolyte Deschamps et Henry Blaze, musique de Mozart. Précédemment adapté à la scène française par Castil Blaze. — Reprise à ce théâtre, 2 avril 1866.

La Source, ballet en trois actes et quatre tableaux, de Charles Nuitter, chorégraphie de Saint-Léon, musique de Minkous et Leo Delibes. 12 novembre 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *Le Dieu et la Bayadère*, opéra en deux actes, paroles de Scribe, musique d'Auber. — Reprise le 22 janvier 1866.

Don Carlos, opéra en cinq actes, par Méry et Du Locle, musique de Verdi. 11 mars 1867.

THÉÂTRE-FRANÇAIS.

La Pomme, comédie en un acte, en vers, par Théodore de Banville. 30 juin 1865.

* *Au Printemps*, pièce en un acte, en vers, par Léopold Laluyé. — A ce théâtre, 7 août 1865.

* *Le Gendre de M. Poirier*, comédie en quatre actes, par Jules Sandeau et Emile Augier. — A ce théâtre, 7 novembre 1865.

Une amie, comédie en un acte, par E. Bergerat, 9 septembre 1865.

Henriette Maréchal, drame en trois actes, en prose, par Edmond et Jules de Goncourt, avec un prologue en vers par Théophile Gautier. 5 décembre 1865.

Le Lion amoureux, comédie en cinq actes, en vers, par François Ponsard. 18 janvier 1866.

Gringoire, pièce en un acte, en vers, par Théodore de Banville. 21 juin 1866.

Fantasio, comédie en trois actes, par Alfred de Musset. 18 août 1866.

Le Fils, comédie en quatre actes, par Auguste Vacquerie. 30 octobre 1866.

Un Cas de conscience, comédie en un acte, par Octave Feuillet. 9 janvier 1867.

Calilée, drame en trois actes, en vers, par Ponsard. 7 mars 1867.

Les Roses jaunes, comédie en un acte, en vers, par Alphonse Karr. 29 avril 1867.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA-COMIQUE.

* *Les Deux Chasseurs et la Laitière*, opéra-comique en un acte, arrangement nouveau, paroles de Jules Adenis, musique de Gevaërt. 3 août 1865.

Le Voyage en Chine, opéra-comique en trois actes, paroles d'Eugène Labiche et A. Delacour, musique de Bazin, 9 décembre 1865.

Fior d'Aliza, opéra-comique en quatre actes et sept tableaux, paroles de Michel Carré et Hippolyte Lucas, musique de Victor Massé. 5 février 1866.

Zilda (conte des *Mille et une Nuits*), opéra-comique en deux actes, paroles de Henri de Saint-Georges et Chivot, musique de de Flotow. 28 mai 1866.

* *La Colombe*, opéra-comique en deux actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Charles Gounod. — A ce théâtre, le 7 juin 1866.

Les Sabots, opéra-comique en un acte, arrangement nouveau pour la musique, par Poise. 6 juillet 1866.

Jose Maria, opéra-comique en trois actes, paroles de Henri Meilhac et Cormon, musique de Jules Cohen. 16 juillet 1866.

Les Moissonneurs, cantate, paroles de J. Duboys, musique de F. Poise. 15 août 1866.

Mignon, opéra-comique en trois actes et cinq tableaux, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique d'Ambroise Thomas. 17 novembre 1866.

Le Fils du brigadier, opéra-comique en trois actes, paroles d'Eugène Labiche et A. Delacour, musique de Victor Massé. 25 février 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Grand'tante, opéra-comique en un acte, par Jules Adenis et Charles Grandvallet, musique de Jules Massenet. 3 avril 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

THÉÂTRE IMPÉRIAL ITALIEN.

Don Bucefalo, opera buffa en trois actes, de Cagnoni. 9 novembre 1865.

Léonora, opéra en quatre actes, de Mercadente. 8 janvier 1866.

La Fidanzata valacca, ballet en un acte, par Nutter et Saint-Léon, musique de Graziani et Mattiozzi. 19 mars 1866.

Le Casino di campagna, opera buffa de Meia. 5 mai 1866.

Gli elementi, ballet en un acte, par Saint-Léon, musique de Pugni. 19 février 1867.

Columella, opera buffa en trois actes, de Fioravanti. 11 avril 1867.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'ODÉON.

Les Parasites, drame en cinq actes, par E. Rasetti. 2 octobre 1865.

Pierrot héritier, comédie en un acte, en vers, par Paul Arène. 2 octobre 1865.

Carmosine, comédie en trois actes, par Alfred de Musset. 7 novembre 1865.

La tante Honorine, comédie en trois actes, par Chivot et Duru. 25 novembre 1865.

* *La Vie de Bohême*, drame en cinq actes, par Théodore Barrière et Henri Murger. — A ce théâtre, 30 décembre 1865.

Molière à Pezénas, prologue en un acte, en vers, par Alphonse Pagès. 15 janvier 1866.

Le Médecin volant, comédie de Molière. 15 janvier 1866.

La Contagion, comédie en cinq actes, par Émile Augier. 17 mars 1866. — Première représentation d'un nouveau cinquième acte, 26 avril 1866.

Le Maître de la maison, comédie en cinq actes, par Édouard Foussier et Jules Barbier. 1^{er} septembre 1866.

La Conjuration d'Amboise, drame en vers, en cinq actes et six tableaux, par Louis Bouilhet. 29 octobre 1866.

Ode à Racine, par J. Duboys. 21 décembre 1866.

Aux Arrêts, comédie en un acte, par Edmond de Boissière. 27 février 1867.

[In-18. 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Ambitions de monsieur Fauvelle, comédie en cinq actes, en prose, par Éd. Cadol. 28 février 1867.

La Vie nouvelle, comédie en cinq actes, en prose, par Paul Meurice. 8 avril 1867.

THÉÂTRE-LYRIQUE IMPÉRIAL.

Lisbeth, opéra-comique en deux actes, paroles de Jules Barbier, musique de Mendelssohn. 9 juin 1865.

Le roi Candaule, opéra-comique en deux actes, par Michel Carré, musique d'Eugène Diaz, 9 juin 1865.

* *La Reine Topaze*, opéra-comique en quatre actes, paroles de Lockroy et Léon Battu, musique de Massé. — A ce théâtre, 15 septembre 1865.

Le Roi des mines, opéra-comique en trois actes et quatre tableaux, paroles d'Ernest Dubreuil, musique de Chérouvrier. 22 septembre 1865.

* *Don Pasquale*, opéra en trois actes, paroles d'Alphonse Royer et Gustave Vaaz, musique de Donizetti. — Reprise le 6 octobre 1865.

Le Rêve, opéra-comique en un acte, paroles de Chivot et Duru, musique de Ed. Savary. 13 octobre 1865.

* *Martha*, opéra-comique en quatre actes, paroles de Henri de Saint-Georges, musique de de Flottow. — A ce théâtre, 18 décembre 1865.

La Fiancée d'Abydos, opéra en quatre actes, paroles de Jules Adenis, musique de Barthe.

* *Norma*, opéra en trois actes, paroles de Soumet, musique de Bellini. — A ce théâtre, 7 janvier 1866.

Don Juan (de Mozart), opéra en deux actes et douze tableaux, arrangement nouveau de Trianon pour les paroles, et d'Eugène Gauthier pour la musique. 8 mai 1866.

Les Joyeuses Commères de Windsor, opéra-comique en trois actes, de Shakespeare et de Nicolai; arrangement nouveau de Jules Barbier. 25 mai 1866.

Le Sorcier, opéra-comique en un acte, paroles et musique de madame Anaïs Marcelli. 13 juin 1866.

Les Dragées de Suzette, opéra-comique en un acte, par Jules Barbier et Delahaye, musique d'Hector Salomon. 13 juin 1866.

Le Freischütz, opéra en trois actes, de Weber (arrangement nouveau).

Déborah, opéra-comique en trois actes, paroles d'Adolphe Favre, musique de Devin-Duvivier. 14 janvier 1867.

Sardanapale, opéra en trois actes et cinq tableaux, paroles de Henry Becque, musique de Victorin Joncières. 8 février 1867.

Roméo et Juliette, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Charles Gounod. 27 avril 1867.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET.

* *La Jeunesse du roi Henri*, drame en cinq actes, par Ponson du Terrail. — Reprise le 7 mai 1865.

* *Les Aventures de Mandrin*, drame en cinq actes et dix tableaux, par Arnault et Judicis. — Reprise le 15 mai 1865.

Le Déluge universel, drame en cinq actes, par Clairville et Siraudin. 29 juillet 1865.

* *Les Nuits de la Seine*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Marc Fournier. — A ce théâtre, le 10 octobre 1865.

Trois Hommes forts, drame en cinq actes, par Hippolyte Hostein. 6 novembre 1865.

La Lanterne magique, grande revue de l'année, en quatre actes et vingt tableaux, par Clairville, Albert Monnier et Ernest Blum. 8 décembre 1865.

* *Fanfan la Tulipe*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Paul Meurice. — A ce théâtre, 23 mars 1866.

Cendrillon ou la Pantoufle merveilleuse, féerie en cinq actes et trente tableaux, par Clairville, Albert Monnier et Ernest Blum. 4 juin 1866.

La Gloire, l'Industrie et la Paix, cantate, par Hostein. 15 août 1866.

Le Diable boiteux, grande revue parisienne en trente tableaux, par Clairville, Ernest Blum et Alexandre Flan, 18 décembre 1866.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

* *Béatrix*, drame en cinq actes, par Ernest Legouvé (pour les représentations de M^{me} Ristori). 20 mai 1865.

Le Talisman, comédie en trois actes, par M^{me} Pauline Thys. 18 mai 1865.

Le Sommeil de l'Innocence, vaudeville en un acte, par Varin et Michel Delaporte. 18 mai 1865.

Les Petites Comédies de l'Amour, vaudeville en un acte, par Dutertré et A. Lemonnier. 14 juin 1865.

Le Nid, comédie en un acte, par Bourdon. 14 juin 1865.

La Jeunesse de Piron, comédie en un acte, par E. Hugot et Royer de Bruges. 4 juillet 1865.

Les Yeux du Cœur, comédie en un acte, par Émile Abraham.
4 juillet 1865.

La Grève des Portiers, à-propos en un acte, par deux locataires
mécontents. 4 juillet 1865.

Les Deux Sœurs, drame en trois actes, par Émile de Girardin.
12 août 1865.

Sauvé, mon Dieu! vaudeville en un acte, par Henri Rochefort
et Pierre Véron. 26 août 1865.

* *Le Roman d'un jeune homme pauvre*, comédie en quatre
actes, par Octave Feuillet. — Reprise le 15 octobre 1865.

La Famille Benotton, comédie en cinq actes, par Victorien Sar-
dou. 4 novembre 1865.

Les don Juan de Village, comédie en trois actes, par M^{me} George
Sand et Maurice Sand. 9 août 1866.

Le Lis du Japon, comédie en un acte, par M^{me} George Sand.
14 août 1866.

Madame Ajax, pièce en trois actes, par Charles Varin et Michel
Delaporte. 27 août 1866.

Le Nouveau Cid, drame en cinq actes, en vers, par G. Hugelmann.
31 août 1867.

La Confession d'un Enfant du siècle, comédie en un acte, par
Henri Rochefort et Pierre Véron. 17 septembre 1866.

Un Gendre, comédie en quatre actes, par Raimond Deslandes.
25 septembre 1866.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Fou d'en face, comédie en un acte, par Crisafulli, Jules Prevel
et Victor Koning. 18 octobre 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *[L'Avocat des Dames]*, comédie-vaudeville en un acte, par Rai-
mond Deslandes et Hippolyte Raimbaut. — A ce théâtre, le
11 novembre 1866.

Les Trois Curiaces, comédie en un acte, par M^{me} Pauline Thys et
Saint-Germain. 20 novembre 1866.

Madame Benoît restera chez elle le mardi 20 novembre, à-propos en un acte, par H. Lefebvre. 20 novembre 1866.

Une Femme trompée, vaudeville en un acte, par Benou. 20 novembre 1866.

Maison neuve, comédie en cinq actes, par Victorien Sardou. 3 décembre 1866.

Les Brebis galeuses, comédie en quatre actes, par Théodore Barrière. 27 février 1867.

Les Idées de Beaucornet, comédie en un acte, par Adolphe Belot et Siraudin. 10 avril 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Souvenirs, comédie en quatre actes, par Adolphe Belot. 10 avril 1867.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

A Chacun son tour, opérette en un acte, par Serra et Oudrid (troupe espagnole). 29 juin 1865.

Un Père d'emprunt, opérette en deux tableaux, par Olona et Barbieri (troupe espagnole). 29 juin 1865.

Une Femme dégelée, vaudeville en un acte, par Clairville et Ad. Choler. 17 juillet 1865.

Les Contributions indirectes, comédie-vaudeville en un acte, par H. Thiéry, avec une ronde nouvelle, musique de P. Blaquière. 17 juillet 1865.

* *Le Compositeur toqué*, opérette en un acte, paroles et musique d'Hervé. — A ce théâtre, le 24 juillet 1865.

* *Lulli ou les petits violons de Mademoiselle*, comédie-vaudeville en deux actes, par Dumanoir et Clairville. — Reprise le 24 juillet 1865.

* *La Liberté des Théâtres*, vaudeville en six actes, par Clairville et Cogniard. — Reprise le 18 août 1865.

• *Le Meurtrier de Théodore*, vaudeville en trois actes, par Clairville, Alphonse Brot et Victor Bernard. 6 septembre 1865.

Les Fruits secs, comédie en quatre actes, par Dumanoir et Clairville. 5 octobre 1865.

Les Campagnes de Boisfleury, vaudeville en un acte, par Jules Moineaux. 22 octobre 1865.

Mam' Maclou, folie en un acte, par H. Dupin. 29 octobre 1865.

L'Homme qui manque le coche, comédie en trois actes, mêlée de chants, par Labiche et Delacour. 31 octobre 1865.

Une Fantasia, opérette en un acte, paroles de Nuitter et Nérée Désarbres, musique de Hervé. 12 novembre 1865.

* *La Belle Hélène*, opéra-bouffe en quatre actes, paroles d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 25 novembre 1865.

Les Méprises de Lambinet, vaudeville en un acte, par Ludovic Halévy. 3 décembre 1865.

Le Dompteur de lions, à-propos en deux actes, par Clairville et Ernest Blum. 22 janvier 1866.

* *Un Turc pris dans une porte*, vaudeville en un acte, par Edouard Brisebarre et Eugène Nyon. — Reprise le 22 janvier 1866.

Barbe-Bleue, opéra-bouffe en trois actes et quatre tableaux, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. 5 février 1866.

Un Homme à la mer, vaudeville en un acte, par Nuitter et Nérée Désarbres. 29 avril 1866.

* *Le Photographe*, vaudeville en un acte, par H. Meilhac et L. Halévy. — Reprise le 13 mai 1866.

Le Derby, vaudeville en un acte, par C. de Furth. 17 juin 1866.

* *Les Médecins*, vaudeville en cinq actes, par E. Brisebarre et E. Nus. — Reprise le 1^{er} août 1866.

* *Le Royaume des Femmes*, pièce fantastique en cinq actes et sept tableaux, par Cogniard et Ernest Blum. — A ce théâtre, le 1^{er} septembre 1866.

L'Homme au pavé, vaudeville en un acte, par Henri Thiéry. 1^{er} septembre 1866.

Les Chaînes de Fleurs, comédie-vaudeville en un acte, par Aurélien Scholl. 8 novembre 1866.

Les Deux Sourds, vaudeville en un acte, par Anicet Rourgeois et Jules Moineaux. 8 novembre 1866.

Les Thugs à Paris, revue en trois actes et quatre tableaux, par Eugène Grangé et Albert Wolf. 20 novembre 1866.

* *Janot chez les sauvages*, vaudeville en un acte, par Coigniard et P. Bocage. — Reprise le 10 février 1867.

Les Locataires du troisième, comédie en deux actes, par A. Decourcelle. 16 février 1867.

Les Dormeurs, vaudeville en un acte, par H. Dupin. 10 mars 1867.

Les Conférences chez Beaubichon, tableau parisien en un acte, par Clairville et Ernest Blum. 17 mars 1867.

* *Brelan de Troupiers*, vaudeville en un acte, par Dumanoir et J. Arago. — Reprise le 17 mars 1867.

Madame Patapon, vaudeville en un acte, par Édouard Plouvier et O. Gastineau. 31 mars 1867.

La Grande-Duchesse de Gérolstein, opéra-bouffe en trois actes et quatre tableaux, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. 12 avril 1867.

* *Le Singe de Nicolet*, vaudeville en un acte, par H. Meilhac et L. Halévy. — Reprise le 25 avril 1867.

* *Un fait Paris*, vaudeville en un acte, par H. Meilhac et E. Halévy. — Reprise le 28 avril 1867.

THÉÂTRE DU GYMNASE.

Les Victimes de l'Argent, comédie en trois actes, par Edmond Gondinet. 15 juin 1865.

Le Supplice de Paniquet, comédie-vaudeville en un acte, par H. Fournier. 8 juillet 1865.

La Voisine, comédie en un acte, par J. D. Wailly fils. 8 juillet 1865.

Les Filles mal gardées, comédie en trois actes, par Varin et Michel Delaporte. 26 juillet 1865.

Cinq cents francs de récompense, vaudeville en un acte, par Si-raudin et V. Bernard. 26 août 1865.

Fabienne, comédie en trois actes, par Henri Meilhac. 1^{er} septembre 1865.

Le Tattersall brûlé, comédie en un acte, par F. Ollivier. 11 octobre 1865.

La Marieuse, comédie en deux actes, par Lambert Thiboust et Charles de Courcy. 17 octobre 1865.

* **Le Lion empaillé**, comédie en deux actes, par Léon Gozlan. — A ce théâtre, 27 octobre 1865.

Le Passé de Monsieur Jouanne, comédie en quatre actes, par Adolphe Belot et Crisafulli. 16 novembre 1865.

Les Révoltés, comédie en un acte, par Edmond Gondinet. 30 novembre 1865.

Héloïse Parquet, pièce en quatre actes dont un prologue, par Armand Durantin. 20 janvier 1866.

Le Tourbillon, comédie en cinq actes et six tableaux, par Michel Carré et Raimond Deslandes. 8 mai 1866.

[Deux éditions : 1^o grand in-8, 3 fr. 50 c. ; — 2^o in-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Sabots d'Aurore, comédie en un acte, par Raimond Deslandes et William Busnach. 21 juin 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Wagon des Dames, comédie en un acte, par Clairville et O. Gastineau. 21 juin 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse].

* **Célimare le bien-aimé**, comédie-vaudeville en trois actes, par Labiche et Delacour. — A ce théâtre, le 30 juin 1866.

Mesdames Montanbrèche, comédie en cinq actes, mêlée de chant, par Clairville et Victor Bernard. 28 juillet 1866.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Nos Gens, comédie en un acte, par Émile de Najac. 23 août 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Mariage à l'enchère, comédie en un acte, par Jules Guillemot.
6 septembre 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

L'Amour d'une Ingénue, comédie en un acte, par Émile Abraham et Gabriel Guillemot. 6 septembre 1866.

Nos Bons Villageois, comédie en cinq actes, par Victorien Sardou.
3 octobre 1866.

Marecat chez nos bons villageois, à-propos en un acte. 18 février 1867.

Les Idées de Madame Aubray, comédie en quatre actes, par Alexandre Dumas fils. 16 mars 1867.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

Les Mémoires de Réséda, vaudeville en un acte, par Ernest Blum, Albert Wolf et Henri Rochefort. 4 mai 1865.

Même Maison, vaudeville en un acte, par Jules Renard. 4 mai 1865.

Un Homme de bronze, vaudeville en un acte, par Chivot et Duru. 4 mai 1865.

Dix contre un, opérette en un acte, paroles de Galoppe d'Onquaire, musique de Henri Cellot. 4 mai 1865.

Un premier prix de piano, vaudeville en un acte, par Eugène Labiche et Delacour. 8 mai 1865.

La Tribu des rousses, vaudeville en un acte, par Ernest Blum et Henri Rochefort. 12 juillet 1865.

Le Supplice d'un homme, comédie-vaudeville en trois actes, par Grangé et Lambert Thiboust. 12 juillet 1865.

La Gazette des étrangers, revue en un acte, par Grangé et Clairville. 28 août 1865.

Une Dame du lac, vaudeville en un acte, par Ad. Choler. 13 août 1865.

Un Habit par la fenêtre, vaudeville en un acte, par Jules Renard. 6 octobre 1865.

Un Jour de première, vaudeville en un acte, par Charles Varin. 8 octobre 1865.

Les Médiums de Gonesse, vaudeville en un acte, par Chivot et Duru, 11 novembre 1865.

La Bergère de la rue Monthabor, comédie-vaudeville en quatre actes, par Labiche et Delacour. 1^{er} décembre 1865.

La Consigne est de ronfler, vaudeville en un acte, par Grangé et Lambert Thiboust. 1^{er} février 1866.

La Foire aux Grotesques, courrier de Paris en deux feuilletons, par Henri Rochefort et Pierre Véron. 2 février 1866.

Spartacus, comédie-vaudeville en un acte, par Charles Nutter. 4 février 1866.

Le Chic, comédie-vaudeville en trois actes, par Théodore Barrière et Lambert Thiboust. 10 mars 1866.

Le Baudet perdu, vaudeville en un acte, par Varin et Delaporte, 3 avril 1866.

La Dent de sagesse, vaudeville en un acte, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. 2 mai 1866.

Le Myosotis, aliénation mentale et musicale en un acte, par Cham, Busnach et Eugène Lecoq. 2 mai 1866.

Le Pays des chansonnettes, refrains populaires en deux actes, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. 3 juillet 1866.

* *Si jamais je te pince !...* comédie-vaudeville en trois actes, par Labiche et Marc-Michel. — Reprise le 24 juillet 1866.

Un pied dans le crime, comédie-vaudeville en trois actes, par Eugène Labiche et Adolphe Choler. 21 août 1866.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Vie parisienne, pièce en quatre actes et cinq tableaux, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. 31 octobre 1866.

Un Ménage à quatre, comédie-vaudeville en un acte, par Chivot et Duru. 13 janvier 1867.

L'Orphelin de la Chine, comédie-vaudeville en un acte, par H. Dupin. 7 avril 1867.

THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

Les Chanteurs ambulants, drame en cinq actes, par Amédée Rolland. 6 mars 1866.

* *Richard III*, drame en cinq actes, par Victor Séjour. — Reprise le 26 mai 1866.

* *La Jeunesse des Mousquetaires*, drame en cinq actes et quatorze tableaux, par Alexandre Dumas et Auguste Maquet. — Reprise le 18 juin 1866.

* *Salvator Rosa*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Ferdinand Dugué. — Reprise le 20 juillet 1866.

[Gr. in-8 anglais, 3 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Parisiens à Londres, grande fantaisie en cinq actes et vingt-trois tableaux, par Clairville. 27 septembre 1866.

La reine Cotillon, drame en cinq actes et dix tableaux, par Anicet Bourgeois et Paul Féval. 5 décembre 1866.

* *Le Bossu*, drame en cinq actes et douze tableaux, par Anicet Bourgeois et Paul Féval. — Reprise le 20 janvier 1867.

* *La Tour de Nesle*, drame en cinq actes et trente tableaux, par Alexandre Dumas et Frédéric Gaillardet. — Reprise le 28 mars 1867.

* *La Closerie des Genêts*, drame en cinq actes, par Frédéric Soulié. — Reprise le 30 avril 1867.

THÉÂTRE DE LA GAITÉ.

Le Bigame sans le savoir, vaudeville en un acte, par Théodore Labourieu. 1^{er} mai 1865.

* *Le Courrier de Lyon*, drame en cinq actes et six tableaux, par Moreau, Siraudin et Delacour. — Reprise le 1^{er} mai 1865. — Reprise le 22 mai 1866.

Le Clos Pommier, drame en cinq actes, par Amédée Achard et Charles Deslys. 1^{er} juin 1865.

Les Parents de province, vaudeville en un acte, par Émile Abraham et Jules Prével. 17 juin 1865.

- * *Le Paradis perdu*, drame en cinq actes et douze tableaux, par Adolphe d'Ennery et Ferdinand Dugué. — Reprise le 12 juillet 1865.
- L'Homme aux Figures de cire*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Xavier de Montépin et Jules Dornay. 10 octobre 1865.
- * *L'Escamoteur*, drame en cinq actes, dont un prologue, par d'Ennery et Jules Brésil. — Reprise le 31 octobre 1865.
- * *La Maison du Baigneur*, drame en cinq actes et douze tableaux, par Auguste Maquet. — Reprise le 17 novembre 1865.
- Le Hussard de Bercheny*, drame en cinq actes, par Auguste Maquet, 30 décembre 1865.
- Le Coup de Jarnac*, drame historique en cinq actes, par Mestepès et Couturier. 20 février 1866.
- Bas-de-Cuir*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Xavier de Montépin et Jules Dornay. 31 mars 1866.
[In-18, 1 fr. 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]
- Jean la Poste*, drame anglais en cinq actes et dix tableaux, par Dion Boucicault; arrangé pour la scène française par Eugène Nus. 20 juin 1866.
[Deux éditions : 1° in-18, 2 fr. — 2° Grand in-4° à deux colonnes, 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]
- Le Major Trichmann*, pièce en cinq actes et huit tableaux, par Anicet Bourgeois et Ernest Blum. 23 octobre 1866.
- * *Le Sonneur de Saint-Paul*, drame en cinq actes, dont un prologue par Joseph Bouchardy. — Reprise le 4 novembre 1866.
- * *Les Paysans*, drame en trois actes, par d'Ennery, Cormon et Grangé. — A ce théâtre, 4 novembre 1866.
- Cadet la Perle*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Alphonse Royer et Théodore de Langeac. 23 novembre 1866.
- * *Lazare le Pâtre*, drame en cinq actes, dont un prologue, par Joseph Bouchardy. — A ce théâtre, 15 décembre 1866.

- * *Les Crochets du père Martin*, drame en trois actes, par Cormon et Eugène Grangé. 15 décembre 1866.
- * *Les Pirates de la Savane*, drame à grand spectacle, en cinq actes et huit tableaux, par Anicet Bourgeois et Ferdinand Dugué. — Reprise le 30 décembre 1866.

THÉÂTRE DE L'AMBIGU.

La Voleuse d'enfants, drame en cinq actes et huit tableaux, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. 6 mai 1865. — Reprise le 6 avril 1866.

Princesse et Favorite, drame en cinq actes et un prologue, par Jules Barbier. 12 août 1865.

* *Trente ans ou la Vie d'un Joueur*, drame en trois époques et six tableaux, par Victor Ducange et Dinaux. — Reprise le 30 septembre 1865.

La Meunière, drame en six tableaux, précédé de *la Cinquantaine*, prologue en deux tableaux, par Anicet Bourgeois. 28 octobre 1865.

La Magicienne du Palais-Royal, drame en cinq actes, par Xavier de Montépin et Jules Dornay. 29 décembre 1865.

* *Le Médecin des enfants*, drame en cinq actes, par d'Ennery et Anicet Bourgeois. — A ce théâtre, 3^e février 1866.

Gabriel Lambert, drame en cinq actes, par Alexandre Dumas. 16 mars 1866.

Le Mangeur de fer, drame en cinq actes et huit tableaux, par Édouard Plouvier. 28 avril 1866. — Reprise le 19 septembre 1866.

La Bergère d'Ivry, drame en cinq actes, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. 30 juin 1866.

* *Les Chevaliers du Pince-Nez*, vaudeville en deux actes, par Eugène Grangé, Paulin Deslandes et Lambert Thiboust. — A ce théâtre, 30^e juin 1866.

* *La Tireuse de cartes*, drame en cinq actes et un prologue, par Victor Séjour. — A ce théâtre, 11 août 1866.

Les Amours de Paris, drame en cinq actes et sept tableaux, par d'Ennery et Lambert Thiboust. 17 octobre 1866.

* *Toute seule*, comédie en un acte, par Édouard Plouvier et Jules Adenis. — Reprise le 29 décembre 1866.

La Duchesse de Montemayor, drame en cinq actes, par Léon Gozlan. 29 décembre 1866.

Mazuel, drame en cinq actes et un prologue, par Jules Barbier. 13 février 1867.

La Chouanne, drame en cinq actes et dix tableaux, par Paul Féval et H. Crisafulli. 30 mars 1867.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

La Vache enragée, scènes de la vie parisienne en cinq actes et huit tableaux, par Edouard Brisebarre. 19 mai 1865.

* *Le Pays latin*, vaudeville en cinq actes, par Henry Murger et Mareuge. — Reprise le 10 juin 1865.

Paris sans voitures, à-propos en un acte, par Guénée. 2 juillet 1865.

Les Amours d'été, folie-vaudeville en trois actes et quatre tableaux, par Frédéric Voisin et Auguste Polo. 15 juillet 1865.

Une Conquête en Algérie, à-propos patriotique, par Frédéric Voisin. 13 août 1865.

Les Deux Somnambules, vaudeville en un acte. 25 août 1865.

Les Blanchisseuses de fin, vaudeville en un acte, par H. Lefebvre et Dunan-Mousseux. 14 septembre 1865.

La Visite du matin, scène de la vie conjugale en un acte, par Edouard Brisebarre. 1^{er} novembre 1865.

Les Orphéonistes en voyage, pièce en cinq actes et dix tableaux, mêlée de chant, par H. Chivot et H. Duru. 2 novembre 1865.

La Victime du corridor, scènes populaires en un acte, par Henri Monnier. 22 novembre 1865.

Le Bistek d'or, vaudeville en un acte, par Eugène Furpille et Jules Prevel. 1^{er} décembre 1865.

Les Malheurs d'un homme heureux, vaudeville en un acte, par Ch. Cabot. 9 décembre 1865.

Que c'est comme un bouquet de fleurs ! revue de l'année en quatre actes et douze tableaux, par Jules Renard et Henri Thiéry. 23 décembre 1865.

Les Cinq francs d'un bourgeois de Paris, vaudeville en cinq actes, par Dunan-Mousseux et Jules Pélissié. 26 février 1866.

Ah ! quel plaisir d'être garçon, vaudeville en un acte, par de Jallais. 26 février 1866.

L'Avenue des soupirs, vaudeville en un acte, par E. Abraham, 29 mars 1866.

Le Cadeau d'un horloger, vaudeville en un acte, par Hippolyte Rimbaut. 19 avril 1866.

[In-18, 60 centimes. Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

A la Salle de police, croquis militaire en un acte, mêlé de chant, par Ch. Perrot de Renneville et Eugène Nantulle. 19 avril 1866.

[Grand in-8 à deux colonnes, 60 centimes. Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *Victorine ou la nuit porte conseil*, pièce de cinq actes, mêlée de chant, par Gabriel Dumersan et Dupeuty. — A ce théâtre, 19 avril 1866.

Les Aventures de Chalumeau, vaudeville en trois actes, par Chivot et Duru. 25 avril 1866.

Le Serment de Bichette, vaudeville villageois en un acte, par H. Bedeau et Adolphe Dupeuty. 28 avril 1866.

Les Amazones de Nanterchinn, voyage aérien en trois actes, paroles de Lassouche et Delormel ; musique de Paul Blaquières. 30 avril 1866.

* *Les Calicots*, pièce en trois actes, par H. Thiéry et Paul Avenel. — Reprise le 19 mai 1866.

* *La Famille du fumiste*, vaudeville en deux actes, par Duvert et Lauzanne. — A ce théâtre, 11 août 1866.

* *Les Trois Épiciers*, comédie en trois actes, par Anicet Bourgeois et Lockroy. — A ce théâtre, 11 août 1866.

La diva Peripata, folie-vaudeville en un acte, par Alphonse Lemonnier et Victor Duteuil. 30 août 1866.

* *Les Saltimbanques*, pièce comique, mêlée de chant, en trois actes, par Varin et Dumersan. — A ce théâtre, 30 août 1866.

Les Aventures de Rock-Ambole, folie-vaudeville en trois actes, par Alphonse Lemonnier et Victor Duteuil. 20 septembre 1866.

* *Le Mari de la dame de cœur*, comédie-vaudeville en deux actes, par Duvert et Bayard. — A ce théâtre, 20 septembre 1866.

Les Thugs ou les étrangleurs du Petit Journal, folie-vaudeville en un acte, par Adolphe Jouhaud. 30 septembre 1866.

Voilà le programme, prologue d'ouverture, par Moreau Sainti. 24 novembre 1866.

Les pauvres filles, scènes de la vie bourgeoise en cinq actes, par Édouard Brisebarre et Eugène Nus. — 24 novembre 1866.

Le Château de Rochefontaine, comédie en trois actes par Desroches-Valnay. 22 décembre 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Quinze heures de facre, vaudeville en deux actes, par Clairvillè, Nérée-Desarbres et Nutter. 22 décembre 1866.

[In-18. 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Vie de garnison, pièce en deux actes, par Victor Perrot. 28 janvier 1867.

Le Pavillon vert, vaudeville en un acte, par Hippolyte Bedeau. 28 janvier 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Trois nourrissons en carnaval, folie-vaudeville en trois actes, par P. Boisselot et E. Hugot. 26 février 1867.

Sans papa, sans maman, vaudeville en un acte, par Henry de Kock. 27 février 1867.

Les Voyageurs pour l'Exposition, revue-fantaisie en cinq actes et six tableaux, par Henry Thiéry et William Busnach. 27 mars 1867.

FANTAISIES PARISIENNES (*Théâtre lyrique*).

La Fantaisie, prologue d'ouverture en un acte, par E. d'Hervilly.
2 décembre 1865.

La Dernière Nuit d'une veuve, comédie-vaudeville en un acte, par
Emile de Najac. 2 décembre 1865.

* *Il Campanello*, opéra-bouffe en un acte, de Donizetti. 2 décembre 1865.

La Pantomime de l'avocat, pantomime en un acte, par Champ-
fleury. 2 décembre 1865.

* *Pierrot coiffeur*, pantomime en un acte par Debureau père.
4 décembre 1865.

Les Deux Arlequins, opéra-comique en un acte, paroles de
E. Mestepès, musique de E. Jonas. 29 décembre 1865.

Le Double-blanc, pantomime excentrique en un acte, par Debu-
reau et Vautier. 29 décembre 1865.

* *Bonsoir, voisin !* opéra-comique en un acte, par Brunswick et
A. de Beauplan, musique de Poise. — A ce théâtre, 17 janvier
1866.

Les Jocrisses, pantomime villageoise en trois tableaux, par De-
bureau. 17 janvier 1866.

La Gazette des Parisiens, revue journal, premier numéro, par
A. Flan et W. Busnach. 3 février 1866.

Avant la noce, opéra-comique en un acte, paroles de Mestépès et
Boisselot, musique d'Émile Jonas. 21 février 1866.

Robinson Crusôé, bouffonnerie musicale en un acte, paroles de
William Busnach, musique de Pillevestre. 24 février 1866.

L'Amour est un enfant, comédie en un acte, par Bernard Lopez.
24 février 1866.

Les Chanteurs turbulents, vaudeville en un acte, par Avocat.
17 mars 1866.

La Belle Espagnole, bouffonnerie en un acte, paroles et musique
d'Hervé. 17 mars 1866.

* *Les Folies amoureuses*, opéra bouffe en deux actes, d'après
Regnard, musique de Castil-Blaze. 31 mars 1866.

Les Oreilles de Midas, opéra-comique en un acte, paroles de Nérée Désarbres et Nuitter, musique de Frédéric Barbier. 21 avril 1866.

Semer pour récolter, opéra-comique en un acte, paroles de di Pietro et C. Demeure, musique de E. Anthiome. 6 mai 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Pan... pan... c'est la Fortune, vaudeville en un acte, par Varin, de Jallais et Thiéry. 6 mai 1866.

Le Chevalier Lubin, opéra-comique en un acte, paroles de L. Perrot et Michel Carré, musique d'Adrien Boieldieu. 23 mai 1866.

Bettina, opéra-comique en un acte, paroles d'Émile de Najac, musique de Léonce Cohen. 14 juin 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Gazette des Parisiens, revue journal, second numéro; bouffonnerie musicale en quatre actes, par Alexandre Flan. 19 juin 1866.

Sacripant, opéra-comique en deux actes, paroles de Philippe Gilles, musique de Jules Duprato. 24 septembre 1866.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Baron de Groschaminet, opéra bouffe en un acte, paroles de Nuitter, musique de Duprato. 24 septembre 1866.

* *Les Rosières*, opéra-comique en trois actes, paroles de Théaulon, musique d'Hérold. — A ce théâtre, 23 octobre 1866.

* *La Revanche de Fortunio*, folie musicale en un acte, paroles de Lefebvre, musique de Robillard. — A ce théâtre, le 20 novembre 1866.

Le Chanteur Florentin, scène lyrique, par Alfred et Édouard Blau, musique de Jules Duprato. 29 novembre 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Légendes de Gavarni, opéra-comique en trois actes, paroles d'Hippolyte Lefebvre, musique de Frédéric Barbier. 29 janvier 1867.

Le Sorcier, paroles de Poinciset, musique de Philidor (nouvel arrangement). 9 février 1867.

L'Amour Mannequin, opéra-comique en un acte, paroles de Jules Ruelle, musique de Théodore Gallyot. 16 mars 1867.

Le Calife de Bagdad, opéra-comique en un acte, paroles de Saint-Just, musique de Boïeldieu. 16 mars 1867.

L'Arbre enchanté, opéra-comique en un acte, paroles de Vadé, musique de Gluck (nouvel arrangement). 27 avril 1867.

Les Défauts de Jacotte, opérette en un acte, paroles d'Alfred Duru et Henri Chivot, musique de Victor Robillard. 27 avril 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Fête des nations, à-propos allégorique en un acte, paroles d'Arthur Pougin, musique d'Adrien Boïeldieu. 27 avril 1867.

BOUFFES-PARISIENS.

La Boîte à surprise, opérette en un acte, paroles de Laurencin, musique de Delfès. 3 octobre 1865.

Les Douze Innocentes, opérette en un acte, paroles d'Émile de Najac, musique d'Albert Grisar. 19 octobre 1865.

Jeanne qui pleure et Jean qui rit, opérette bouffe en un acte, paroles de Tréfeu et Nutter, musique de Jacques Offenbach. 3 novembre 1865.

Les Bergers, opéra bouffe en trois actes, paroles d'Hector Crémieux et de Philippe Gille, musique de Jacques Offenbach. 11 décembre 1865.

* *Orphée aux Enfers*, opéra bouffe en quatre tableaux, paroles de Hector Crémieux, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 26 février 1866, et le 26 janvier 1867.

Didon, opéra bouffe en deux actes et quatre tableaux, paroles d'Ad. Belot, musique de Blangini fils. 5 avril 1866.

* *La Chanson de Fortunio*, opérette en un acte, musique d'Offenbach. — Reprise le 15 avril 1866.

Tabarin duelliste, opérette en un acte, paroles de Philippe Gille et de Furple, musique de Léon Pillault. 13 avril 1866.

C'est pour ce soir, à-propos en un acte, par William Busnach. 24 avril 1866.

* *Les Rendez-vous bourgeois*, opéra-comique en un acte, paroles d'Hoffmann, musique de Nicolo. — A ce théâtre le 24 avril 1866.

* *Les Bavards*, opéra bouffe en deux actes, paroles de Charles Nutter, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 2 mai 1866.

* *Lischen et Fritzchen*, opérette en un acte, paroles de P. Du Bois, musique de Jacques Offenbach. Reprise le 13 mai 1866.

Le Présent de Noces, pièce en cinq actes, par Arthur Ponroy. 16 juin 1866.

M'sieu Landry, opérette en un acte, paroles de Dulocle, musique de Duprato. 22 septembre 1866.

* *La veuve Grappin*, opérette en un acte, paroles de Deforges, musique de Flotow. 22 septembre 1866.

* *Les Pantins de Violette*, opérette en un acte, paroles de L. Battu, musique d'Adam. 22 septembre 1866.

Les Petits Prodiges, folie en un acte, paroles de Jaime fils et Tréfeu, musique de Jonas, 22 septembre 1866.

Daphnis et Chloé, opérette en un acte, paroles de Clairville, musique de Jacques Offenbach. 6 octobre 1866.

Une Femme qui a perdu sa clef, opérette en un acte, paroles de Léonce et de Bar, musique de Frédéric Barbier. 21 octobre 1866.

Tromb-Al-ca-zar, opérette en un acte, paroles de Charles Dupeuty et Bourget, musique de Jacques Offenbach. 28 octobre 1866.

Les Chevaliers de la Table Ronde, opéra-bouffe en trois actes, paroles de H. Chivot et A. Duru, musique d'Hervé. 17 novembre 1866.

[In-18, 1 fr. 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Suivez-moi, ..., revue en trois actes et sept tableaux, par X... et Y... 31 décembre 1866.

* *M. Choufleur y restera chez lui le...*, opérette en un acte, paroles de Saint-Rémy, musique de Jacques Offenbach. 3 janvier 1867.

La Halte au moulin, opéra-comique en un acte, paroles de Constant Jardry, musique de M^{me} Ugalde. 11 janvier 1867.

Nicaise, paysannerie en un acte, d'après le conte de La Fontaine, paroles d'Émile Abraham, airs nouveaux de Bernardin. 18 janvier 1867.

Khan-Thalou, opéra bouffe en un acte, par Humbert et H. Magnier. 29 mars 1867.

Monsieur Fanchette, opérette en un acte, paroles de P. Mignard, musique de Willent Bordogni. 29 mars 1867.

THÉÂTRE DÉJAZET.

Les Jardins d'Armide, vaudeville en trois actes, par Paulin Deslandes et Victor Prilleux. 6 mai 1865.

* *De la Madeleine à la Bastille*, vaudeville en un acte, par Emmanuel. 21 mai 1865.

* *Les Enfants terribles*, vaudeville en deux actes, par Clairville et L. Thiboust. — A ce théâtre, 21 mai 1865.

* *Le Poignard de Léonora*, vaudeville en quatre actes, par Clairville et de Jallais. — A ce théâtre, 10 juin 1865.

* *Les Gardes forestiers*. — A ce théâtre, 1^{er} août 1865.

Les Supplices des Femmes, vaudeville en trois actes, par A. de Jallais et Victor Koning. 4 septembre 1865.

Deux Toqués, vaudeville en un acte, par F. Pérey. 4 septembre 1865.

Le Coup du Lapin, vaudeville en un acte, par Touch. Lustières et J. Lemée. 24 septembre 1865.

Une Vie de Polichinelle, vaudeville en un acte, par Ludovic Dacier. 21 octobre 1865.

Trente Ans de probité, comédie-vaudeville en un acte, par Maximilien Durand. 21 octobre 1865.

Monsieur de Belle-Isle, comédie-vaudeville en deux actes, paroles de Jaime fils, musique d'Eugène Déjazet. 25 octobre 1865.

Par un beau Soleil, comédie en un acte, par d'Anthoine. 27 novembre 1865.

Rien n'est sacré pour une Revue, revue de l'année en quatre actes et douze tableaux, par A. de Jallais. 20 décembre 1865.

Jaloux comme un Tigre, vaudeville en un acte, par M^{me} Baüer. 20 décembre 1865.

A qui le Casque ? vaudeville en un acte, par Jules Prével et Furpille. 3 février 1866.

Les Trous à la lune, scène de la vie parisienne en quatre tableaux, par Édouard Brisebarre et Eugène Nus. 7 février 1866.

La Déesse du bœuf gras, vaudeville en trois actes, par A. de Jallais. 11 février 1866.

* *Monsieur Garat*, comédie-vaudeville en deux actes, par Victorien Sardou. — Reprise le 21 mars 1866.

* *M. de la Palisse*, vaudeville en un acte, par Carmouche. — A ce théâtre, 21 mars 1866.

On n'est pas Parfait, vaudeville en un acte, par Paulin Deslandes. 29 avril 1866.

L'Événement, grande actualité en trois actes et dix tableaux, par Amédée de Jallais. 15 mai 1866.

La Belle Madeleine, opéra-comique en quatre actes, paroles de de Lustières et Dutertre, musique de Georges Schmitt. 21 juin 1866.

La Prestidigitomanie, vaudeville en un acte, par M^{me} Bauër. 20 août 1866.

Les Sept Baisers de Buckingham, comédie-opérette en un acte, paroles d'Alfred Tranchant et Léon Coron, musique d'Eugène Déjazet. 27 octobre 1866.

[Grand in-4° à 2 col., 50 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Un Monsieur qui veut se faire un nom, saynette en un acte, par L. Bienvenu. 27 octobre 1866.

[In-18, 60 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *Cendrillon*, parodie en deux actes et quatre tableaux, par A. de Jallais. — Reprise le 9 novembre 1866.

Nos Bonnes Villageoises, parodie en deux actes et trois tableaux, par A. de Jallais. 11 octobre 1866.

Je ne m'en irai pas, vaudeville en un acte, par A. de Jallais. 25 novembre 1866.

Le Décapité vivant, révélation mystérieuse en deux actes et cinq tableaux, par A. de Jallais. 4 décembre 1866.

La Fée aux amourettes, comédie-vaudeville en cinq actes, par Henri de Kock et Ad. Guénée. 22 décembre 1866.

Le Supplice du cordon, saynette en un acte, par Georges. 6 janvier 1867.

La Course au corset, scènes de la vie conjugale en deux actes, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. 27 janvier 1866.

[In-18, 60 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Royaume de la bêtise, fantaisie en trois actes et huit tableaux, par A. de Jallais. 9 février 1867.

Les Vacances de l'Amour, comédie mêlée de chant en cinq actes, par Dunan-Mousseux et J. Allevarès. 11 avril 1867.

Comte et Marquise, vaudeville en un acte, par Paul Arnoult. 26 avril 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

A quoi expose l'Exposition, à-propos-vaudeville en un acte, par A de Jallais. 28 avril 1867.

BEAUMARCHAIS.

Les Vendanges du clos Tavannes, drame en cinq actes, par Eugène Moreau et Jules Dornay. 20 mai 1865.

* *Il y a seize ans*. — A ce théâtre, 16 juin 1865.

* *Les Compagnons de la Truelle*, drame-vaudeville en trois actes et neuf tableaux, par Th. Cognard et Clairville. — A ce théâtre, 15 juillet 1865.

Douglas le Vampire, drame en cinq actes et sept tableaux, par Jules Dornay. 13 août 1865.

Le Retour du zouave, à-propos en dix tableaux, par G. Marot. 15 août 1865.

L'Amour qui tue, drame en sept actes, par Ch. Garant. 23 septembre 1865.

La Louve de Florence, ou *la Tocane en 1575*, drame en cinq actes; précédé de : *le Chasseur des Abruzzes*, prologue, par M^{me} D. Rouy. 21 octobre 1865.

Le Médecin des pauvres, drame en huit tableaux, par Xavier de Montépin et Jules Dornay. 18 novembre 1865.

La Revue de Citrouilly-les-Melons, revue en trois tableaux, par Eugène Moreau. 23 novembre 1865.

La porte Saint-Denis en 1672, drame en cinq actes, par Adolphe Favre et A. Villiers. 13 janvier 1866.

Le Carnaval des pompiers, ou au feu, vaudeville en un acte, par G. Marot. 13 janvier 1866.

La bande Noire, drame en cinq actes et sept tableaux, par Michel Delaporte et Paul Foucher. 3 février 1866.

Un Monsieur qui a perdu son mouchoir, comédie-vaudeville en un acte, par Adolphe Favre et Adolphe Stel. 3 mars 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *Les Crochets du père Martin*, drame en trois actes, par Cormon. — A ce théâtre, 3 mars 1866.

La Déesse du bœuf gras, folie-carnavalesque en un acte, par Elie Frébault et A. Lemonnier. 3 mars 1866.

La Grève des Amoureux et les Travailleurs de l'Amour, vaudeville en un acte, par Henri Gillet. 21 mars 1866.

[In-18, 60 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *La Chambre ardente*, drame en cinq actes, par Mélesville et Bayard. — A ce théâtre, 31 mars 1866.

La Tourbière du Val d'enfer, drame en six actes, dont un prologue, par Georges de Lalandelle. 14 avril 1866.

Les Nuits de la place Royale, drame en cinq actes, par Emile Richebourg et Léon Pournin. — A ce théâtre. 29 avril 1866.

Jeanne d'Arc sous l'arbre des fées, comédie en un acte, par d'Anglemont. 16 mai 1866.

- * *Les Cinq francs d'un bourgeois de Paris*, comédie-vaudeville en cinq actes, par Dunan-Mousseux et Jules Pélissié. — A ce théâtre, 2 juin 1866.
- * *Les Pauvres de Paris*, drame en sept actes, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. — A ce théâtre, 1^{er} août 1866.
- Idéal et positif*, scène en un acte, par Roussel. 1^{er} août 1866.
- * *L'Honneur de la maison*, drame en cinq actes, par Maurice Desvignes et Léon Battu. — A ce théâtre, 22 août 1866.
- * *Latude, ou trente ans de captivité*, drame en cinq actes, par de Pixérécourt et Anicet-Bourgeois. — A ce théâtre, 8 septembre 1866.
- Le Musicien des rues*, scènes de la vie populaire en cinq actes et sept tableaux, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. 29 septembre 1866.
- * *Léonard*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. — A ce théâtre, 16 novembre 1866.
- * *Pierre Lenoir*, drame en cinq actes, par Dinaux et Eugène Sue. — A ce théâtre, 10 décembre 1866.
- Le Loup-garou*, vaudeville en un acte, par Jules de Brayer. — 2 janvier 1867.
- Toby le boiteux*, drame en cinq actes, par Paul Foucher. 7 janvier 1867.
- Le vieux boulevard du Temple*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Latouche. 26 janvier 1867.
- Les Mystères de la Cité*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Marquet et Delbès. 1^{er} mars 1867.
- * *Le Donjon de Vincennes*, grand drame en cinq actes et dix tableaux, par Adolphe d'Ennery et Grangé. — A ce théâtre, le 26 mars 1867.
- Le Châtiment d'un mauvais père*, drame en cinq actes et six tableaux, par Frédéric Vasselet. 13 avril 1867.

THÉÂTRE DU LUXEMBOURG.

Spécialité pour Dames, paroles de Victor Poupin, musique de E. Thomas. 27 mai 1865.

Le Paradis des Femmes, vaudeville en cinq actes, par Xavier de Montépin et Charlien. 3 septembre 1865.

Le Roi de la Lune, vaudeville lunaïque en cinq actes et six tableaux, par Xavier de Montépin et Jules Dornay. 4 octobre 1865.

Paris à la Campagne, vaudeville en cinq actes et six tableaux, par Saint-Agnan Choler. 11 novembre 1865.

Vlan... ça y est!... revue en trois actes et douze tableaux, par Saint-Agnan Choler. 31 décembre 1865.

Un affreux Chenapan, pièce en trois actes, par Delbès et Marquet. 21 avril 1866.

La Vie à la vapeur, vaudeville fantastique en quatre actes et six tableaux, par A. Bourdois et Emile Colliot. 6 mai 1866.

[Grand in-8° à 2 col., 80 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

L'Amour dans tous les quartiers, vaudeville en cinq actes et sept tableaux, par Clairville. — A ce théâtre, 13 octobre 1866.

Le Roi des bossus, vaudeville en cinq actes, par Édouard Brise-barre, 31 octobre 1866.

Un Chapeau, vaudeville en un acte, 18 novembre 1866.

Voir Paris et mourir, vaudeville en quatre actes et cinq tableaux, par Chivot et Duru, 17 novembre 1866.

La Noce de Chicard, vaudeville en un acte, par Nérée-Désarbres. 7 décembre 1866.

Bobino vit encore! revue en trois actes et dix tableaux, par Guénée, 31 décembre 1866.

Monsieur Croquemitaine, vaudeville en un acte, par Guénée. 26 février 1867.

Faisons nos Farces, folie-vaudeville en trois actes, par Le Guillois et Lucien d'Hura. 16 mars 1867.

Une Victime de l'Exposition, à-propos en un acte, par Édouard Hermil, 26 mars 1867.

[In-18, 60 c. Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

On demande une Institutrice, opérette en un acte, par Victor Robillard. 30 mars 1867.

C'est la Faute à Julie, vaudeville en un acte, par A. Seguin et Perrot de Renneville. 3 avril 1867.

La marquise de Carabas, vaudeville en un acte, par Guénée. 20 avril 1867.

La Journée d'une jolie fille, ou *une Partie de campagne*, vaudeville en cinq actes et sept tableaux, par Guénée. 20 avril 1867.

THÉÂTRE ROSSINI.

A Passy, revue-prologue en deux actes et trois tableaux, par Félix Savard et Alphonse Baralle. 26 mars 1867.

La Dernière Vendette, opéra-comique en un acte, paroles d'Émile Thiéry, musique de Schubert. 26 mars 1867.

Une Pointe d'aiguille, comédie en un acte, par Moreau de Beauvière. 26 mars 1867.

THÉÂTRE LAFAYETTE.

Enfin! prologue en un acte, par Gaston Marot et Julien Deschamps. 29 janvier 1867.

André le remplaçant, drame en quatre actes, par Lagaudrie, Lottellier et Oray. 29 janvier 1867.

L'Amour au vol, opérette en un acte, par Auger de Beaulieu et Chol de Clercy. 29 janvier 1867.

* *Les Exploits de Sylvestre*, opérette en un acte, paroles de J.-A. de Sorant, musique de Nargeot. — A ce théâtre le 22 février 1867.

[Grand in-8° à 2 colonnes, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Cascades parisiennes, vaudeville en trois actes, par Émile Prat. 28 février 1867.

Un Bureau de nourrices, opérette en un acte, par Tourte et G. Douay. 2 avril 1867.

La Grève des blanchisseuses, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 26 avril 1867.

Un Cœur d'artiste, drame-vaudeville en trois actes, par Tourte. 30 avril 1867.

GRAND THÉÂTRE PARISIEN.

Le Neveu de l'oncle Tom, comédie en trois actes, par H. Lefebvre et J. Lambert. 6 mai 1865.

La Mare aux canards, vaudeville en un acte, par Jules Basset. 6 mai 1865.

L'Envers du tableau, vaudeville en un acte, par H. Lefebvre et J. Lambert. 13 mai 1865.

Au Feu ! folie-vaudeville en un acte, par Gaston Marot et Tarrat. 18 mai 1865.

Les Gardes forestiers, drame en cinq actes, par Alexandre Dumas. 25 mars 1865.

Jeanne d'Arc, opéra en cinq actes, paroles de Méry, musique de Duprez. 12 octobre 1865.

La Leçon d'amour, opérette en un acte, paroles de Julien Deschamps, musique de Bordet. 21 octobre 1865.

Le Fils aux deux mères, drame en cinq actes, dont un prologue, par Henry de Kock et Léon de Marancourt. 10 novembre 1865.

* *La Mendicante*, drame en cinq actes, par Michel Masson et Anicet-Bourgeois. — A ce théâtre, 10 décembre 1865.

Les Faux Dieux, drame en cinq actes, par Dutertre et Adolphe Huard. 4 janvier 1866.

Le Coupeur d'oreilles, drame en cinq actes, par Ed. Montagne et E. Gallet. 31 mars 1866.

Les Rôdeurs de la Bastille, drame en cinq actes, par Pournin. 31 mai 1866.

Les Volontaires de Sambre-et-Meuse, drame en cinq actes et sept tableaux, par Eugène Moreau et Léon Pournin. 15 juin 1866.

Jeanne d'Arc, drame historique en cinq actes et dix tableaux, par Charles Desnoyers. — A ce théâtre le 29 juillet 1866.

THÉÂTRE DES DÉLASSEMENTS-COMIQUES.

On Commence !... prologue d'ouverture en deux tableaux, par Alexandre Flan et Alphonse Lemonnier. 15 février 1866.

La Chasse au Camaïeu, vaudeville-poursuite en trois stations, par Timothée Trimm et Arthur Emmanuel. 15 février 1866.

Un Chef-d'œuvre en sapin, divagation musicale en un acte, par Marquet, airs nouveaux de Javelot. 15 février 1866.

[In-18, 60 c., Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Femme à barbe, vaudeville-parade en un acte, par Élie Frébault. 3 mars 1866.

Ma Fille!... opérette en un acte, paroles d'Alexis Bouvier, musique d'Isidore Legouix. 20 mars 1866.

Un pour toutes, vaudeville en deux actes, par Paulin Deslandes et Frilleux. 20 mars 1866.

Réné de Bergerac, comédie-vaudeville en un acte, par Paul Arnould. 11 avril 1866.

Le Batty de Batignolles, folie-vaudeville en un acte, par Adolphe Joly. 11 avril 1866.

Vaunaret l'empailleur, opérette en un acte, paroles de Gabriel et Adolphe Huard, musique de G. Douay. 5 mai 1866.

Pas d'hommes, ça dépare, vaudeville en un acte, par Dupin fils. 5 mai 1866.

Le Fils d'Ulysse, tragédie comique et lyrique en vers libres, en un acte, paroles et musique d'Eugène Moniot. 5 mai 1866.

* *Une Bonne Fille*, comédie-vaudeville en un acte, par Eugène Moniot. 5 mai 1866. — Reprise le 16 septembre 1866.

Ric-din, Ric-don, féerie en quatre actes et quatorze tableaux, par Clairville. 6 septembre 1866.

Un Mariage au charbon, vaudeville en un acte, par A. de Jallais. 28 octobre 1866.

L'affaire Clément-sot, mémoire d'une accusée, pièce en un acte, par Alphonse Lemonnier et Victor Duteuil. 27 novembre 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Un Chien dans un jeu de quilles, vaudeville en un acte, par Henry Lardy. 27 novembre 1866.

La Petite Presse, revue en quatre actes et dix tableaux, par A. de Jallais. 17 décembre 1866.

Salut Carnaval, revue en trois actes, par Dutertre et A. Lemonnier. 2 février 1867.

Le Cabaret de Louison, opérette en un acte, par Durafour et Javelot. 2 février 1867.

Je vais voir Ludovic, vaudeville en un acte, par Lud. Dacier. 17 février 1867.

THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS.

Les Turlutaines, comédie-vaudeville en cinq actes, par Amédée Rolland et Ernest Dubreuil. 15 décembre 1866.

[In-18, 1 fr. 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Rentiers, scènes de la vie bourgeoise, en cinq actes, par Édouard Brisebarre. 26 janvier 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

* *L'Été d'un fantaisiste*, vaudeville en un acte, par Édouard Brisebarre. — A ce théâtre, 26 janvier 1867.

Les Jolis Gas de Falaise, tableau villageois en un acte, par Guénée. 6 février 1867.

Ces Scélérates de bonnes, vaudeville en trois actes, par Laurencin et Michel Delaporte. 2 mars 1867.

* *La Nouvelle Hermione*, vaudeville en un acte, par Laurencin et Michel Delaporte. — A ce théâtre, 9 mars 1867.

* *Un Monstre de femme*, vaudeville en un acte, par Varner, Duvert et Lauzanne. — A ce théâtre, 16 mars 1867.

* *Ah! que l'amour est agréable*, par Varin et Michel Delaporte. — A ce théâtre le 6 avril 1867.

THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

L'Orphéon de Fouilly-les-Oies, folie-vaudeville en un acte, par Marquet. 20 mai 1865.

Les Gammes d'Oscar, folie musicale en un acte, paroles de William Busnach, musique de Georges Douay. 20 mai 1865.

L'Amour de l'Art, vaudeville en un acte, par M^{me} Lionel. 8 juin 1865.

La Revanche de Fortunia, folie musicale en un acte, paroles de H. Lefebvre, musique de Victor Robillard. 1^{er} juillet 1865.

Angélique et Médor, vaudeville en un acte; par Marquet. 1^{er} juillet 1865.

Les Ondines au champagne, opérette en un acte, par Hippolyte Lefebvre. 5 septembre 1865.

Un Homme compromis, vaudeville en un acte, par M^{me} Lionel. 5 septembre 1865.

Chambre à louer, vaudeville en un acte, par M^{me} Lionel. 1^{er} octobre 1865.

Les Chevrans de Jeanne, opérette en un acte, paroles de Clairville, musique de Giunti Bellini. 1^{er} octobre 1865.

Maître Corbeau, par A. de Bosset et Gyskahr. 31 octobre 1865.

Un Pierrot en cage, opérette en un acte, paroles de M^{me} Lionel, musique de Kriésel. 24 novembre 1865.

* *Les Virtuoses du pavé*, opérette en un acte, par William Busnach, musique de Auguste Léveillé. — Reprise le 24 novembre 1865.

Bu... qui s'avance! revue en trois actes et sept tableaux, dont un prologue, par Alexandre Flan et William Busnach. 15 décembre 1865.

Chez les Montagnards, fantaisie écossaise en un acte, paroles de Julien Deschamps et Jules Rémi, musique de A. L'Éveillé. 6 juillet 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Quai Malaquais, opérette en un acte, paroles de Elie Frébault, musique de de Roubin. 6 juillet 1866.

Monsieur s'amuse, comédie-vaudeville en un acte, par Félix Savard. 6 juillet 1866.

Dona Framboisias, folie-vaudeville en un acte, par Commerson et Normand. 6 juillet 1866.

* *Sous les Toits*, vaudeville en un acte, par Jules Prevel. — A ce théâtre, 26 août 1866.

Dans le Pétrin, folie-opérette en un acte, paroles de de Sorant, musique de J. Nargeot. 31 août 1866.

[Grand in-8° à deux colonnes, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Un Papa bien embarrassé, comédie-vaudeville en un acte, par Dupin fils. 14 septembre 1866.

Les Femmes du monde, pochade-vaudeville en un acte, par Paul Avenel. 19 octobre 1866.

La Vipérine, opérette en un acte, paroles de Jules Prevel et William Busnach, musique de de Billemont. 19 octobre 1866.

Gredin de Pigoche, opérette en un acte, paroles de Michel Masson et Georges Fath, musique de Vogel. 19 octobre 1866.

Les Canards l'ont bien passée, revue en trois actes et sept tableaux, dont un prologue, par William Busnach. 23 décembre 1866.

En Classe, mesdemoiselles, vaudeville en un acte, par A. de Jalais et A. Dupeuty. 12 avril 1867.

THÉÂTRE DES FOLIES SAINT-GERMAIN.

Le 15 août en Algérie, à-propos en un acte, paroles de Joanny et di Pietro, musique de Bellini.

Le Supplice des Fiacres, vaudeville en un acte, par Roger de Beauvoir fils. 7 septembre 1865.

Gardé à vue, vaudeville en un acte, par Dupin fils. 7 septembre 1865.

Prête-moi ton nom! vaudeville en un acte, par Charles Diguët. 5 octobre 1865.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Glaces et Coco, opérette en un acte, paroles de Paulin, musique de G. Bellini. 5 octobre 1865.

Les Ficelles d'Asnières-port, vaudeville en un acte, par Myrtille Beaufils. 14 octobre 1865.

Francesco le Montagnard, drame en cinq actes, par Léon de Marcy et Joanny. 1^{er} novembre 1865.

Les Cinq cents francs de Joseph, comédie en un acte, par Alfred Belle et Joseph Caccia. 16 novembre 1865.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Féroce Pipe-en-Bois, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Joanny. 24 décembre 1865.

La Famille Mirilton, pièce vaudeville en cinq actes, par Alexandre Flan, Dunan-Mousseux et Bouvier. 28 décembre 1865.

Mouches et araignées, opérette en un acte, paroles de Calvès, musique de Couly. 31 janvier 1866.

L'Exposition des Fromages, vaudeville en trois actes, par A. Joly et Joanny. 25 février 1866.

Les Exploits de Sylvestre, opérette en un acte, paroles de J.-A. de Sorant, musique de Nargeot. 14 avril 1866.

[Grand in-8° à deux colonnes, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

L'Echappé de Province, vaudeville en trois actes, par Charles Bridault. 19 mai 1866.

* *Un Coup de tête*, vaudeville en un acte, par Keller. — A ce théâtre le 25 août 1866.

* *Fifine*, vaudeville en un acte. — A ce théâtre le 25 août 1866.

Naissance de Polichinelle, pantomime en un acte, par Vautier et Debureau. 19 août 1866.

Entrez ! vous êtes chez vous, pièce en quatre actes et cinq tableaux, précédée de : *Le Théâtre de l'avenir*, prologue d'ouverture en deux tableaux, par Saint-Agnan Choler. 27 octobre 1866.

[Grand in-4° à 2 colonnes, 40 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Je me l'demande, revue de l'année 1866 en dix tableaux, par Saint-Agnan Choler, musique nouvelle de J.-M. Chantagne et Calendini. 30 décembre 1866.

[Grand in-4° à deux colonnes, 50 cent. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Point d'Angleterre, comédie en un acte, par Siraudin et Charles Bridault. 30 mars 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Fille du millionnaire, comédie en quatre actes, par Emile de Girardin. 4 avril 1867.

L'Écaillère africain, bouffonnerie musicale en un acte, paroles de Marquet et Delbès, musique de Georges Douay. 18 avril 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

Les Œufs de Pâques, prologue d'ouverture en deux tableaux, par Bouvier et de Villiers. 7 avril 1866.

Jeanne de Sommerive, drame en trois actes, par Albert Maurin. 7 avril 1866.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Ne vendez pas la peau de l'ours..., folie-vaudeville en un acte, par Max et Mally. 7 avril 1866.

Le Royaume des Aveugles, bouffonnerie musicale en un acte, paroles d'Édouard Montagne, musique d'Oray. 7 mai 1866.

La Chasse aux amoureux, comédie-vaudeville en deux actes, par Léon de Marcy et Alexandre. 12 mai 1866.

Les Vraies Filles de marbre, vaudeville en un acte, par Taratte et de Faulquemont. 26 mai 1866.

Un Jour d'orage, vaudeville en un acte, par Lagaudrie. 26 mai 1866.

Le Mangeur de fer... à cheval, parodie en deux actes, par Gaston Marot et Julien Deschamps. 6 juin 1866.

[In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Charité, pièce de vers, par Gaston Marot et Julien Deschamps. 6 juin 1866.

[Grand in-8° à 2 col., 25 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Fileuses, vaudeville en trois actes, paroles de Llaunet et Julien Deschamps, musique d'Oray. 25 juin 1866.

- Fleur et Papillon*, fabliau, par Lucien Gothi. 25 juin 1866.
- Le Pays de la Gaudriole*, revue en trois actes et cinq tableaux, par Hugot. 12 septembre 1866.
- Christophe... colon*, vaudeville en un acte, par Commerson et Henri Normand. 12 septembre 1866.
- Entre onze heures et minuit*, folie musicale en un acte, paroles de Royer de Bruges, musique de Georges Rose. 10 octobre 1866.
- [In-18, 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]
- L'Ile des Sirènes*, fantaisie en huit tableaux, dont un prologue, par Xavier de Montépin et Jules Dornay, musique nouvelle de Marius Boulard. 27 novembre 1866.
- [Grand in-4° à 2 colonnes, 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]
- Les Joueuses de cartes*, pièce en trois actes, par Dutertre et Alphonse Lemonnier. 9 mars 1867.
- Le Grillon*, opérette en un acte, paroles de Hector Grard, musique de Marius Boulard. 9 mars 1867.
- [In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]
- La Fille aux Bruyères*, opérette en un acte, paroles de Jules de Wailly, musique de Georges Rose. 5 avril 1867.
- Buche, Nabab et Portière*, extravagance en un acte, par William Busnach et Henri Buguet. 5 avril 1867.
- Trois Gardes champêtres à marier*, comédie-vaudeville en un acte, par Adrien Bontemps. 5 avril 1867.

THÉÂTRE DU PRINCE-IMPÉRIAL.

- La Rue de Malte*, prologue d'ouverture en un acte, par F. Labrousse. 11 août 1866.
- La Jeunesse d'Abd-el-Kader*, épisode équestre à grand spectacle, par Fabrice Labrousse. 11 août 1866.
- * *Monsieur Morin*, vaudeville en un acte, par Ferdinand Laloue et Fabrice Labrousse. — A ce théâtre le 30 août 1866.

* *L'Uniforme de grenadier*, vaudeville en un acte, par Frédéric de Courcy et Ferdinand Laloue. — A ce théâtre le 23 septembre 1866.

Les Français à Lisbonne, chronique militaire à grand spectacle en quatre actes, paroles de Bernard Lopez, musique de Briant. 25 octobre 1866.

[Grand in-4 à 2 col., 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Fête du grand Gayant, pièce en trois parties et à grand spectacle, par Fabrice Labrousse. 6 décembre 1866.

PETIT THÉÂTRE ET THÉÂTRE DES FOLIES SAINT-ANTOINE.

Les Mémoires de Rizetta, vaudeville en un acte, par Laporte et Rigodon. 8 mai 1865.

Roland furieux, opérette en un acte, par Pournin. 14 mai 1865.

La Journée aux Échéances, vaudeville en un acte, par Gaston Marot. 23 mai 1865.

Le Petit vin d'Argenteuil, vaudeville en trois actes, par Vergeron et Dauvin. 31 août 1865.

Une Bonne qui se dérange, vaudeville en un acte, par Vergeron et Dauvin. 31 août 1865.

Faute d'un Pantalon, par Valmont. 20 septembre 1865.

Une Femme à l'oseille, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 20 septembre 1865.

Les Rigolos de l'Amour, folie-vaudeville en trois actes, par Laporte et Rigodon. 4 octobre 1865.

Une Cure merveilleuse, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 49 octobre 1865.

La Chasse aux Cousins, vaudeville en deux actes, par Chol de Clercy et Andréi. 21 octobre 1865.

* *Jeunesse et Malice*, vaudeville en un acte, par G. Labottière. — A ce théâtre, 30 octobre 1865.

[Cette pièce est renfermée dans le *Théâtre choisi* de l'auteur, 1 vol. 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Roman d'une Modiste, vaudeville en trois actes, par Hermil.
6 novembre 1865.

L'Héritier de Saint-Lô, vaudeville en un acte, par Vergeron et
Dauvin. 25 novembre 1865.

Gilbert à l'Hôtel-Dieu, monologue, par Ad. Joly. 28 novembre
1865.

Le Soufflet d'Hercule, vaudeville en un acte, par E. Pournin.
2 décembre 1865.

Les Enfants de l'Auvergne, vaudeville en deux actes, par Ver-
geron et Dauvin. 12 décembre 1865.

Les Exploits d'un vieux garçon, vaudeville en un acte, par Ed.
Hermil. 16 décembre 1865.

P'sitt! P'sitt! Complet! revue en six tableaux, par Auger de Beau-
lieu et Émile Prat. 23 décembre 1865.

Les Nouvelles, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 30 décem-
bre 1865.

Les Français en Chine, vaudeville en un acte, par Eugène Mo-
niot. 15 février 1866.

Les Ébénistes, vaudeville en quatre actes, par A. de Beaulieu et
E. Hermil. 3 mars 1866.

On n'en meurt pas, vaudeville en un acte, par Lemonnier et
Marchal. 31 mars 1866.

Musette et Mirliton, vaudeville en un acte, par Charles Dauvin.
6 avril 1866.

L'Homme à barbe, comédie-vaudeville en deux actes, par Com-
merson. 8 avril 1866.

Deux Orphelins, vaudeville en un acte, par Chaulieu. 28 avril 1866.

Témoin dans l'œil, vaudeville en un acte, par Duhois de Genne-
s. 1^{er} mai 1866.

Théâtre des Folies-Saint-Antoine,

En avant le Boniment, vaudeville en un acte, par Hermil.
1^{er} septembre 1866.

Trois Cheveux de Cadet Roussel, vaudeville en un acte, par Jou-
haud. 1^{er} septembre 1866.

Encore un Sapeur, opérette en un acte, paroles de Hermil, musique de Camille Michel. 1^{er} septembre 1866.

Un Dragon à la mamelle, vaudeville en deux actes, par Auguste Jouhaud. 1^{er} septembre 1866.

[Grand in-8° à 2 col., 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Inquiétudes de Barbichon, vaudeville en un acte, par Hernat et Samuel. 15 septembre 1866.

L'Oncle de Chartres, vaudeville en un acte, par A. Baralle et A. Boyer. 15 septembre 1866.

Une Femme en quatre, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 22 septembre 1866.

Mistigris, vaudeville en trois actes, par Laporte et Rigodon. 29 septembre 1866.

Le Songe d'une Somnambule, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 20 octobre 1866.

Un Autographe à propos de bottes, vaudeville en un acte, par Ad. Mayer. 20 octobre 1866.

Les Femmes en grève, vaudeville en cinq actes, par Hermil, 27 octobre 1866.

A Quinze ans, vaudeville en un acte, par Auguste Jouhaud et Alphonse Thomann. 18 novembre 1866.

[Grand in-8° à 2 col., 60 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Ma Dernière Maîtresse, vaudeville en un acte, par Jouhaud. 12 décembre 1866.

Quand les Chats sont partis..., vaudeville en un acte, par Samuel et Hernat. 12 décembre 1866.

On n'a pas idée de ça..., revue en cinq actes, par Hermil. 23 décembre 1866.

Le Moutard du faubourg Saint-Antoine, drame-vaudeville en trois actes, par Jouhaud. 12 janvier 1867.

Un Tyran de bas étage, vaudeville en un acte, par Abel. 24 mars 1867.

NECROLOGIE.

Discours prononcé par M. Alphonse Royer, vice-président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, aux obsèques de MÉRY, mort à Paris le 17 juin 1866, et inhumé au cimetière Montmartre le 19 du même mois.

Messieurs.

Quelques paroles seulement au nom de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; un juste tribut de regrets à ce poète éminent qui nous quitte, à cet ingénieux esprit, si brillant, si charmant, si universel, qui signa du nom de Méry tant d'ouvrages remarquables appartenant aux genres les plus divers de notre littérature.

Au milieu de ce travail incessant et complexe auquel il se livrait, travail mené de front avec une ardeur que l'âge ne put jamais refroidir, le poète, le romancier, le journaliste, l'auteur de drames, de comédies et d'opéras, laissent encore place dans cette merveilleuse organisation au causeur spirituel et profond dont la verve intarissable, dont l'inépuisable science nous a tous plus d'une fois éblouis. Ce que Méry ne savait pas, il le devinait ; il semblait se souvenir d'une existence antérieure.

On eût dit qu'il avait vécu sur les rives du Gange ou du Peïho quand il peignait un site de la Chine ou de l'Inde. Ses descriptions, lues sur place par nos légations dans l'extrême Orient, ont été reconnues d'une justesse complète. Je tiens le fait du chef de l'une de ces missions.

Ainsi que Balzac, et en partie pour les mêmes causes, Méry n'a que par intervalles, et comme par boutades, abordé la forme du théâtre pour émettre et vulgariser ses idées. Un génie aussi indépendant, aussi impatient de toute contrainte dans ses œuvres comme dans sa vie, ne pouvait se soumettre sans rébellion à ce joug des nécessités et des pruderies théâtrales.

Il aimait mieux prendre conseil de sa fantaisie que de passer

sous le niveau des directeurs et du public. Ce travail de gestation, de condensation, d'épuration, le jetait dans l'épouvante et le faisait fuir... jusque sous les ombrages de Bade.

Ceci explique pourquoi ses ouvrages dramatiques sont inférieurs en nombre à ses romans, à ses poésies, à ses livres de littérature légère où sa plume pouvait courir la bride sur le cou.

Vous vous souvenez de son premier succès sur la scène de l'Odéon, l'*Univers de la Maison* ; il enchâssa ensuite dans la ciselure de ses hexamètres le drame indien du roi Soudraka, le *Chariot d'enfant*, cette perle orientale, la plus vive peut-être de son écrin.

Les acclamations d'une jeunesse enthousiaste durent lui faire rêver d'autres triomphes ; mais lassé comme toujours par la question des convenances et des appropriations, il retourna avec fureur à ses livres.

L'*Imagier de Harlem*, drame en cinq actes, en prose, était une conception de quelque puissance pour laquelle il s'était uni à un esprit aussi fin, aussi original que le sien, à Gérard de Nerval. Il nous raconte lui-même, dans ses *Souvenirs contemporains*, quel fut son désespoir et celui de Gérard, cet autre enfant gâté de la fantaisie, après un succès aussi peu productif. Il y a donc des victoires qui sont des défaites ? Il l'apprit.

Toujours amoureux du théâtre jusqu'au dernier jour de sa vie, mais ne pouvant assujettir sa pensée rêveuse à la forme arrêtée, matérielle pour ainsi dire, que réclame ce genre de composition, le poétique historien de Vasantazéna, la Marion de Lorme indoue, posa ainsi le pied sur la plupart des scènes parisiennes sans jamais s'y arrêter ; il traversa successivement, mais à tire-d'aile, l'Odéon, la Comédie-Française, l'Opéra, plusieurs scènes secondaires et jusqu'aux bosquets dramatiques d'Ems et de Bade. Plus tard, trouvant encore trop là d'entraves, il finit par publier deux volumes de comédies de salon, afin de n'avoir de compte à rendre ni à un directeur, ni à un comédien, ni à un public.

Tout cela n'empêche pas que le poète de la *Villeliade*, de la *Némésis* et de *Napoléon en Egypte* ne fût capable d'écrire une excellente pièce, morale dans le fond, littéraire dans la forme ;

mais il faut l'avouer, comme il l'avouait lui-même, il n'en eut jamais le temps, ou plutôt il n'eut pas la patience de prendre ce temps, qui appartenait tout entier à ses chers livres.

Disons aussi que ce qui distingue l'essence du talent de Méry, c'est l'improvisation : c'est là son cachet spécial.

Méry était un poète plus italien ou plus espagnol que français. Il avait l'exubérance de la force méridionale. En dépit des années, la pensée de l'ancien rédacteur du *Phocéen* bouillait sous son crâne comme au jour où il était l'ami de Rabbe, de Magalon et d'Armand Carrel ; il ne pouvait ni la contenir, ni la régler ; il avait à peine conscience de ses évolutions, et quand s'arrêtait cette course effrénée, l'œuvre (comme le bronze jeté brûlant dans le moule), l'œuvre était ce qu'elle était.

Sur une place de Venise ou de Naples, Méry aurait tenu tête aux improvisateurs de vers les plus acclamés, ou, dans un salon de Florence, au plus érudit des académiciens. Il eût jouté avec Lope de Vega pour rimer, dans l'espace de vingt-quatre heures, une comédie fameuse en trois actes, et pour remplir le temps demeuré libre, il eût composé encore quelques douzaines de tercets et coupé quelques branches des rosiers de son jardin.

Vous savez tous, messieurs, quel homme sûr et dévoué fut Méry. Quelle sympathique nature ! On l'aimait sans le vouloir. Obligé et serviable par-dessus tout ; pas de haine et pas d'ennemis ; ni envieux ni jaloux : prônant les belles œuvres et couvrant les douteuses de son ineffable indulgence ; peu soucieux des honneurs et de la fortune qui le lui rendaient bien ; de l'orgueil honnête tout juste ce qu'il en faut à un artiste qui connaît sa valeur, mais bien caché et ne venant jamais à fleur de lèvres.

Cet homme excellent a fermé les yeux en souriant, comme un voyageur qui sent que le dernier gîte sera le bon. Il s'est endormi dans les bras de ses amis, il s'est réveillé dans le sein de Dieu.

Après les regrets donnés au nom de notre famille littéraire à l'illustre confrère qu'elle a perdu, permettez à l'un des vieux amis de Méry de lui dire un mot du cœur. Encore un de tombé parmi ces vaillants champions de la génération de 1830 ! Ceux des nôtres qui dorment couchés sous cette terre de deuil, sont aujourd'hui plus nombreux que ceux qui la foulent.

Parmi ces arbres verdoyants que de tombes aimées s'élèvent autour de nous, toutes mouillées de nos récentes larmes? Cher Méry, bien souvent nous avons cheminé ensemble sur cette poussière; aujourd'hui tu lui appartiens! Tu sais maintenant le mot suprême de la vie et de la mort, et le pourquoi de toutes choses.

Adieu, mon vieil ami, ce n'est pas le front penché vers cette terre que désormais nous devons te chercher, mais en élevant nos regards vers la sphère lumineuse où ton âme est remontée, pauvre exilée du ciel dont elle s'est toujours souvenue.

Adieu, Méry! au nom de la génération qui s'en va, comme au nom de la génération qui arrive, encore une fois adieu! Tu seras pour tous un exemple et un maître!

Discours prononcé par Léon Goxlan, président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, aux obsèques d'EDOUARD MARTIN, mort à Paris le 12 juillet 1866 et inhumé au cimetière Saint-Denis le 14 du même mois.

Messieurs,

Au nom de la littérature dramatique, je viens saluer du suprême adieu l'un de nos jeunes, l'un de nos meilleurs confrères. Ses talents lui donnaient droit à cette déférence, son caractère lui méritait cette preuve de haute estime, sa loyale et généreuse nature appelait sur lui cette marque de sympathie universelle dont je ne suis que l'écho désolé.

Il n'y a pas un mois, nous entourions de nos regrets le cercueil glorieux d'un des plus rares esprits du siècle, nous inhumions un rayon de soleil : M. Méry. Aujourd'hui, Edouard Martin vient rouvrir la source de nos regrets. Méry, du moins, heureux luteur, a touché le but; il a ravi le laurier d'or. Edouard Martin, à peine entré dans la carrière, hésite, chancelle et tombe avant d'avoir épuisé tous les applaudissements, avant d'avoir ramassé toutes les couronnes. De longues années de succès devaient s'ajouter aux années de succès déjà passées au compte de sa renommée. Qu'y faire? Notre grand poète l'a dit : *Les jeunes vont devant.*

Et ils vont d'autant plus vite qu'ils sont plus jeunes, et si vite, qu'ils ne pensent ni au boulet qui va les frapper sur le champ de bataille, ni aux déceptions qui les attendent dans d'autres combats de la vie : combats en apparence moins dangereux que ceux où l'on tire l'épée, en apparence seulement ! La vie est pleine de champs de bataille aussi réels que ceux que le canon laboure. Le travail des nuits, la réflexion toujours, le doute plus souvent encore, la crainte perpétuelle de décroître, la soif inextinguible de grandir. Quels combats ! quels ennemis ! Là-bas c'est la balle de plomb ou de fer qui frappe un peu partout ; ici, c'est l'émotion, et l'émotion ne frappe qu'à une seule place : le cœur.

Et pourquoi?... Pour arriver là...

Ah ! soyons plus cléments pour nous-mêmes. Imitons un peu ces existences simples, encore plus inconnues quand on a lu sur le marbre de leurs tombes leurs noms et leurs titres que lorsqu'on les ignorait. Un certain jour, elles sont venues de Dieu ; un certain soir, elles s'en sont allées à Dieu enveloppées d'ombre et de bonheur. Elles ont vécu de longues années.

Vous aimez mieux la gloire, ses périls et peu d'années ; alors, pleurons moins sur notre jeune et bien-aimé confrère, qui a voulu mourir plus tôt afin de rester plus longtemps dans le souvenir.

Méry ! Méry ! dernier venu ici, faites les honneurs de la maison à l'invité rendu avant l'heure, à celui qui vous arrive de la vie, le bouquet de la jeunesse à la main : et vous, Seigneur, soyez bon et souriant pour tous les deux, car tous les deux furent poètes, et les poètes sont les plus doux des enfants des hommes.

Discours prononcés par MM. Ferdinand Langlé et Lockroy, vice-présidents de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, aux obsèques de Léon Gozlan, président de la Commission, mort à Paris, le 15 septembre 1866, et inhumé au cimetière Montmartre le 17 du même mois.

Discours de M. Ferdinand Langlé.

Messieurs,

C'est au nom de la Commission des auteurs dramatiques que je viens, avec vous, adresser un suprême adieu à Léon Gozlan, notre président bien-aimé.

Hélas, messieurs, le deuil, après le deuil, une tombe est à peine fermée, qu'une autre s'ouvre, béante, pour engloutir une proie nouvelle.

Une sombre fatalité semble peser sur notre grande famille, car jamais elle ne fut aussi cruellement frappée qu'en cette triste année 1866.

Il y a peu de mois à peine, nous conduisions ici Melesville, quelques semaines plus tard c'était Mazères, c'était Dumanoir, c'était Méry, le poète illustre, qui le suivait au champ du repos.

Hier, nous rendions les derniers honneurs à Roger de Beauvoir et à Martin, aujourd'hui, nous nous réunissons encore pour pleurer sur la tombe de Gozlan.

D'autres voix rappelleront à votre souvenir les succès qu'il obtint au théâtre, ainsi que ses brillants écrits qui sont une des gloires de la presse contemporaine.

Ma mission, à moi, se borne à proclamer les éminents services qu'il a rendus à l'association que je représente.

C'est en 1857 seulement que Gozlan vint prendre place au sein de la Commission dramatique, mais tous ceux qui ont eu l'honneur de siéger auprès de lui vous attesteront qu'il apporta un zèle et un dévouement sans bornes dans le Comité des auteurs.

Son esprit pénétrant et son rare bon sens, lui firent aussitôt comprendre tout l'avenir de notre société. Aussi, bien des mesures d'une haute importance furent-elles dues à son initiative.

Gozlan s'attachait surtout à trouver les voies les plus promptes pour ouvrir la carrière aux débutants, pour soutenir les talents ignorés qui réclamaient un appui pour se produire, car il se souvenait des difficultés qui avaient entravé ses premiers pas.

Devenu étoile, il n'avait pas oublié la terre.

La Commission reconnaissante s'empressa, cette année, de lui offrir sa présidence, qu'il refusa d'abord avec une rare modestie et qu'il n'accepta enfin que vaincu par les sollicitations unanimes de ses collègues.

Pendant le peu de temps qu'il est resté à notre tête, il continua son œuvre de protection pour les faibles et de bienfaisance pour les souffrants, mais chose rare, en l'enveloppant de mystères, on eût dit qu'il avait peur de la reconnaissance.

Il faut avoir lu les lettres qu'il eut occasion d'adresser comme président, soit aux autorités, soit à d'autres, pour comprendre toute l'étendue, toute la flexibilité de son talent.

L'esprit dont elles sont semées, le charme irrésistible de son style, plein d'image, plein d'entraînement, et cependant toujours contenu dans les limites de ce bon goût traditionnel des grands écrivains français, réussirent souvent à nous faire obtenir des succès inespérés.

Et c'est dans la maturité de son talent, c'est quand il avait encore de longs jours à espérer pour compléter ses glorieux travaux, que notre président, que notre frère, que notre ami vient de nous être enlevé inopinément, fatalement, comme par un coup de foudre.

Résignons-nous, messieurs, car aux temps où nous écrivons, une longue carrière ne semble guère assurée aux ouvriers de la pensée.

La rapidité de la production les tue !

Ces émotions puissantes qu'ils personnifient dans leurs œuvres, ils les ressentent cruellement eux-mêmes, elles agitent tout leur être et réagissent sur l'organe de la circulation, cet écho sympathique de l'âme humaine.

Aussi, comme Bayard, comme Adam, comme Scribe, comme Molière, Gozlan est mort frappé au cœur.

Discours de M. Lockroy.

Messieurs,

La mort qui vient de frapper un de nos plus chers et illustres confrères, nous a semblé d'autant plus cruelle que nous y étions moins préparés. Le soir même qui précéda cette nuit funeste où Gozlan nous fut enlevé, quelques-uns d'entre vous l'avaient vu plein de vie et de santé ; il avait causé avec sa gaieté ordinaire ; il avait ri, il avait plaisanté, — (comme il savait plaisanter seul) — avec cette verve, cet esprit, cet entrain charmant dont il avait le secret, et nul n'eût pu se douter que le lendemain même, quelques heures plus tard, il serait étendu sur son lit et endormi pour l'éternité.

Combien notre cœur se serra en apprenant cette fatale nouvelle!

Quoi? Gozlan qui nous présidait huit jours auparavant, Gozlan auquel nous serrions la main la veille, Gozlan n'était plus! A peine le voulions-nous croire, et je ne sais en ce moment qui fut plus grand, de notre étonnement ou de notre douleur.

Si jamais écrivain mérita le nom d'esprit distingué, c'est bien assurément celui que nous venons de perdre. Entré tout jeune dans la carrière littéraire, il fut tour à tour journaliste, romancier, auteur dramatique; mais, soit qu'il travaillât pour le théâtre, soit qu'il fît des livres, soit qu'il écrivit des articles, il sut toujours conserver sa précieuse originalité et marquer chacune de ses œuvres d'un caractère particulier qui était comme une seconde signature. Nul plus que lui ne fuyait la banalité; il avait pour le lieu commun une horreur insurmontable, et peut-être pensait-il à part lui qu'un paradoxe bien neuf vaut toujours mieux qu'une vérité usée. C'était un de ces écrivains merveilleusement doués par la nature, dont le talent souple se plie à tous les genres, mais qui, en même temps, savent rester eux-mêmes; assez féconds pour suffire à toutes les productions, assez riches de leur propre fonds pour n'avoir besoin de rien emprunter.

Il n'était pas d'homme plus aimable et plus spirituel... Sa conversation ressemblait à un bouquet de feu d'artifice. C'était, à chaque seconde, des saillies, des mots, des pensées fines, des réflexions mordantes, quelquefois paradoxales, souvent profondes, toujours neuves. Ce pauvre Gozlan avait plus d'esprit qu'il n'en pouvait faire tenir dans ses livres..., et il fallait que le surplus s'écoulât quand même. Il était spirituel toujours, et il l'était avec tout le monde; il l'était à tout instant, et il lui eût été, je crois, impossible de ne l'être pas.

Ces qualités éminentes qui en avaient fait un des maîtres du roman, il les porta au théâtre. Comme il se jouait des difficultés, avec quelle aisance, quelle finesse, quel charme il maniait le dialogue, vous le savez. Je n'ai point besoin de vous rappeler ses succès... ils sont dans la mémoire de tous, depuis *la Main droite* et *la Main gauche* et une *Tempête dans un verre d'eau*, jusqu'à

ce petit chef-d'œuvre qu'on applaudissait encore il n'y a pas bien longtemps au Gymnase : *le Lion empaillé*.

Gozlan avait débuté par une pièce jouée au théâtre Saint-Antoine en 1838, *Céline la Créole*.

Entre autres ouvrages, il a donné au Théâtre-Français :

Ève, Notre fille est Princesse, la Queue du chien d'Alcibiade, la Fin du Roman, le Gâteau des Reines, la Pluie et le beau Temps.

A l'Odéon : *Notre-Dame des Âmes, les Cinq Minutes du Commandeur*.

Aux théâtres de genre :

Trois Rois Trois Dames, le Livre noir, la Jeunesse dorée, le Coucher d'une Étoile.

Hélas ! à cette liste déjà longue, notre cher et infatigable président se proposait d'ajouter d'autres œuvres. Le jour même où il est mort, on lui apportait le manuscrit et les rôles d'un nouvel ouvrage que la Comédie-Française doit mettre à l'étude.

Gozlan, messieurs, n'était pas seulement un producteur considérable, un écrivain de premier ordre, c'était aussi un caractère sûr et ferme, un ami dévoué, un homme de cœur dans toute l'acception du mot. On vous a dit avec quelle énergie il savait prendre les intérêts de la Société des auteurs dramatiques, comme il savait les défendre, quel zèle il apportait dans l'exercice des fonctions délicates et difficiles qui lui étaient confiées.

Aussi, messieurs, aujourd'hui notre deuil est bien grand, bien profonde notre douleur ! Nous qui étions heureux et fiers de l'avoir placé à notre tête, nous qui le voyions tous les jours, qui étions en rapport continu avec lui, qui mieux que personne pouvions apprécier toutes ses qualités éminentes, ce n'est point seulement un grand écrivain que nous regrettons, c'est un ami, et un ami des plus précieux, un ami que nous ne pourrions remplacer !

Oh ! messieurs ! à vos regrets laissez-moi mêler mes regrets personnels. Depuis trente ans je connaissais Gozlan, et je n'ai jamais trouvé d'homme dont le commerce fût plus sûr, le caractère plus égal, l'esprit plus élevé. A quel point je l'aimais et l'estimais, messieurs, je ne puis le dire. Mais vous tous qui l'avez

connu, vous en pouvez juger par les sentiments qu'il vous inspirait à vous-mêmes. Aussi, est-ce avec un déchirement de cœur affreux que je lui dis adieu pour la dernière fois. La seule chose qui puisse me consoler un peu, c'est de songer que son souvenir ne vous quittera jamais. Il y a des hommes qui ont l'admirable privilège d'échapper à l'oubli. Gozlan était de ceux-là. Quoique mort, il sera présent parmi nous ; il vivra dans notre pensée, nous le reverrons encore ! Oui, cette tombe ne nous a pas pris la meilleure partie de lui-même ; et c'est peut-être là, messieurs, ce qui doit nous faire priser si haut les grandes qualités de l'esprit et du cœur, puisqu'elles seules peuvent empêcher l'homme de mourir tout entier ; puisqu'elles seules rendent son souvenir cher et impérissable sa mémoire !!!

LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.

Pour faire partie de la Société, il ne suffit pas d'avoir formé une demande d'admission ; il faut d'abord que la candidature soit appuyée par deux parrains ; il faut ensuite que la Commission, après avoir agréé cette candidature, ait reçu l'adhésion du candidat à l'acte social. Plusieurs auteurs, qui pensent être membres de la Société, seront étonnés, — si ce volume leur tombe sous les yeux, — de ne pas se voir portés sur cette liste. C'est que, sans doute, ils ne sont pas dans les conditions réglementaires, ou qu'ils ont négligé quelque-une des formalités à remplir. Si l'omission de leurs noms tient à ce qu'ils ne sont pas venus signer leur adhésion aux statuts, il leur suffira de combler cette lacune pour être immédiatement admis (1).

La liste publiée aujourd'hui n'est pas sans erreurs : les décès des sociétaires ne sont pas toujours notifiés à la Commission par leurs parents, et quelques-uns peut-être, qui sont ici au rang des vivants, sont morts depuis longtemps.

D'autres erreurs ont pu se produire ; les sociétaires sont invités à signaler à la Commission celles qu'ils apercevront ; elles seront rectifiées lors de l'impression suivante.

La Commission rappelle encore aux sociétaires qu'elle fait tenir un registre de leurs adresses ; afin d'être à même de leur faire parvenir toutes les communications qui pourraient les intéresser, elle leur recommande de donner avis, quand il y a lieu, de leurs changements de domicile, à M. Victor Rozier, inspecteur - vérificateur de la Commission, 30, rue Saint-Marc.

(1) Voir page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

Beaucoup de Sociétaires n'ont pu recevoir l'*Annuaire*, parce que leurs demeures étaient inconnues.

Les noms des sociétaires qui ont été élus membres de la Commission sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils y ont siégé.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire, d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes :

Arch.	Archiviste.	Suppl.	Suppléant.
Chor.	Chorégraphe.	Trés.	Trésorier.
Comp.	Compositeur.	V.-Prés.	Vice-Président.
Secr.	Secrétaire.		

A

ABOUT, Edmond (élu en 1867).
 ABRAHAM, Emile.
 ABRAHAM, Louis.
 ACHARD, Amédée.
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867).
 AIMARD, Gustave.
 ALARY, Giulio, comp.
 ALBERT, Alfred.
 ALBITTE, L. Gustave.
 ALBY, Ernest.
 ALGARA [CARLOS D'].
 AMAT, Léopold, comp.
 ANCELOT, Virginie [M^{me}].
 ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.
 ANGLEMONT [D'], Edouard.
 ANIL, P., chor.
 ANNE, Théodore (secr. 1844, secr. 1845, secr. 1846, trés. 1859, arch. 1861, secr. 1862).
 ANTHOINE, Louis [D'].
 ANTIER, Benjamin.

ANTIER, Ernest.
 ANTOINE (de Nantes) [M^{me} Charlotte DUPUIS BORDES, dite].
 ARAGO, Emmanuel.
 ARAGO, Etienne.
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].
 AUBER, Daniel-Esprit, comp. (élu en 1829, 1833).
 AUDEBRAND, Phillibert.
 AUDEVAL, Hippolyte.
 AUDRAY DESHORTIES.
 AUGER, Hippolyte.
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.
 AUGIER, Emile, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867).
 AUNET, Léonie [D'].
 AURÈS, Edouard.
 AUTRAN, Joseph.
 AVENEL, Paul.
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.
 AVRECOURT [D'].

B

BAGET.
 BALATHIER DE BRAGELONNE.
 BALPE, Michel-Guillaume, comp.
 BANVILLE, Théodore [DE].
 BAPAUME dit NORMAND.
 BARALLE, Alphonse.
 BARBIER, Frédéric, comp.
 BARBIER, Jules (secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1867).
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.

BARON, Auguste.
 BARON [POURCELT DE], voir Pourcelt.
 BARRÉ, L. Eugène.
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.
 BARRIÈRE, Théodore (élu en 1855, 1856, 1857, 1863).
 BARTHET, Armand.
 BASSET, Charles. Voir ROBERT.
 BASSET, Jules.
 BASSET, père.

BAYARD, Léon-Picard.
 BAZIN, J.-François, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).
 BAZZONI, Jean-Louis, comp.
 BEAUJEAN, Alfred [DE].
 BEAULIEU [AUGER DE], Voir AUGER.
 BEAUME, Louis-Alexandre, dit BEAUMONT.
 BEAUPLAN, Arthur-Victor [DE].
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.
 BEAUVALLET, Léon.
 BÉCHARD, Frédéric.
 BECQUE, Henri.
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.
 BEER, Jules, comp.
 BEILE.
 BELLIAIT (Marseille).
 BELLIN, Jules (Poitiers).
 BELLOR, Pierre.
 BELLOY [marquis DE].
 BELMONTET.
 BELOT, Adolphe.
 BENOIST, François, comp.
 BENOÛ [Georges DE VIGNEUX].
 BERCIoux, Eugène.
 BERGERET, Élisabeth [M^{me}].
 BERGERON [Émile PAGÈS].
 BERNABO.
 BERNARD, Victor.
 BERTHAUD, Louis.
 BERTHET, Élie.
 BERTHOUD, Henry.
 BERTON, Caroline [M^{me}], née SAMSON.
 BERTRAND, Jules.
 BERTRAND, Léon.
 BESANZONI, Ferdinand, comp.
 BESSELIÈRE, Charles [DE].
 BÉZIER [TOUPIÉ dit].
 BIÉVILLE, E. [DESNOYERS DE].
 BIZET, Georges, comp.
 BLANQUET, Albert-Théodore-Xavier.
 BLAQUIÈRE, Paul, comp.
 BLAZE DE BURY, Henri.

BLUM, Ernest.
 BOCAGE, Paul.
 BOIELDIEU, Adrien, comp.
 BOISGONTIER, E.-F. [M^{re} ADAM-],
 BOISSELOT, Louis-Paulin.
 BONNECHOSE, Emile [DE].
 BONNIN, Gustave.
 BORDET, Michel.
 BORDÈZE, Luigi, comp.
 BOUCHARDY, Joseph (secr. 1840, 1841, 1842).
 BOUILHET, Louis.
 BOULANGER, Ernest, comp. (élu en 1864, 1865, 1866).
 BOUQUET, Maurice.
 BOURDEREAU, G.
 BOURDOIS.
 BOURGEOIS, Anicet (élu en 1836, 1837, secr. 1838, 1840, 1846, V.-Prés. 1847, 1848, 1850, V.-Prés. 1851, V.-Prés. 1852, 1854, V.-Prés. 1855, V.-Prés. 1856, 1863, V.-Prés. 1864, V.-Prés. 1865).
 BOURGEOIS, Eugène.
 BOURGES, Maurice, comp.
 BOUVIER, Alexis.
 BOY, Pierre.
 BRAGELONNE, voir Balathier.
 BRAVARD, Raoul.
 BRÉSIL, Jules.
 BRICET, Henri.
 BRIDAULT, Charles.
 BRISERARRE, Edouard (élu en 1847, 1848, secr. 1849, 1851, 1852, 1853, secr. 1850, 1860, secr. 1861).
 BRISSET, Mathurin.
 BRISSON, Ernest.
 BROU, Alphonse.
 BRUGES [ROYER DE], voir ROYER.
 BRUNE, Claire [M^{me}].
 BUFFAULT, Ernest.
 BURGMULLER, comp.
 BUSNACH, William.

C

CAROT, Charles.
 CADAUX, Justin, comp.
 CANOBY, Ernest, comp.
 CAPENDU, Ernest.
 CARAFA, comp. (élu en 1832, 1834).

CARDEILHAC, voir LAGRANGE.
 CARLOS D'ALGARA, voir ALGARA.
 CARMOUCHE (secr. 1829, suppl. 1832).
 CARPIER, Marie-Aimé.

CARRÉ, Michel.
 CARTIER, Henri, comp.
 CASPERS, Henry, comp.
 CÉY, Arsène [CHAISE DE CANNE dit DE].
 CHAILLANET, Augustin.
 CHAM.
 CHAPELLE-LAURENCIN, voir LAURENCIN.
 CHARRAU, Ludovic.
 CHASSÉRIAU.
 CHAULIEU.
 CHAUVET DE CHAROLLAIS.
 CHAUVINIÈRE [E. de LA].
 CHAZOT [DE] PAUL.
 CHÉRI MARIAN.
 CHESNERAYE [MARIET DE LA], voir MARIET.
 CHEVALET, Emile.
 CHEVALIER, voir LAGOGUÉE.
 CHIVOT, Henri.
 CHOL DE CLERCY.
 CHOLER, Adolphe.
 CHOLER, Saint-Aignan.

CLAIRVILLE [NICOLAI dit].
 CLÉMENT, René.
 COGNIARD, Hippolyte.
 COGNIARD, Théodore.
 COHEN, Jules.
 COHEN, Léonce, comp.
 COLIN [M^{me} veuve SAINT-SAENS].
 COLLINET, Clara [M^{me}], comp.
 COLLIOT, Emile.
 COMMERSON, J.-E. Auguste.
 COMMERSON, Joseph-Jacques.
 CONSTANTIN [Marc].
 CORDIEZ, J.-Louis.
 CORMON, Eugène.
 COSTÉ, Jules-Edme, comp.
 COTTINET, Edmond.
 COUAILHAC, Louis.
 COUAILHAC, Victor, dit FRADELLE.
 COURCY fils, Charles [DE].
 COURNIER, Jules.
 CRÉMIEUX, Hector.
 CRESTE, Jules.
 CURRAT, Henri.

D

DACIER, Ludovic.
 DACLIN, Karl.
 DAILLIÈRE, Julien.
 DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].
 DANVIN-FOLLIGUET.
 DARCIER, Joseph.
 DARTOIS, Achille (suppl. 1829, suppl. 1830).
 DAUDET, Alphonse.
 DAUTREVAUX.
 DAVENAY.
 DAVESNE [DUBOIS-], voir Dubois.
 DAVID, Félicien, comp.
 DEADDE [SAINT-YVES].
 DENILLEMONT, comp.
 DECOURCELLE, Adrien (secre. 1853, secre. 1854, secre. 1855).
 DEFFÈS, Louis, comp.
 DÉJAZET, Eugène, comp.
 DELACOUR, Alfred [LARTIGUE] (élu en 1856, secre. 1857, secre. 1858, 1860, trés. 1861, trés. 1862).
 DELACOUR, Charlemagne.
 DELAHAYE, Jules-Lépot.
 DELALAIN.
 DELANETTE [marquis DE FLERS].

DELANGE.
 DELAPORTE, Auguste.
 DELAPORTE, Michel.
 DELAVIGNE, Arthur.
 DELAVIGNE, Germain.
 DELBÈS, Jean-Armand-René.
 DELDEVEZ, comp.
 DELIBES, Léo, comp.
 DELIGNY, Eugène.
 DELTEIL.
 DEMOLIÈRE, voir MOLÉRI.
 DENIZET, Jules.
 DEROSNE, Bernard.
 DERVILLE, voir Louis DESNOYER.
 DESABRES, Nérée.
 DESBUARDS, J.-F.
 DESCHAMPS, Emile.
 DESCHAMPS, Hippolyte.
 DESCUBES DE LASCAUX, voir LASCAUX.
 DESHORTIES, Audray, voir Audray DESHORTIES.
 DESLANDES, Raymond (élu en 1854, secre. 1855, secre. 1856, secre. 1858, secre. 1859, secre. 1860, secre. 1862).
 DESLYS, Charles.

DESNOYER, Louis [dit DERVILLE].
 DESNOYERS, voir BIÉVILLE.
 DESOLME, Charles.
 DESTRIBAUD, comp.
 DESVIGNES [Maurice DE LAVIGNE dit],
 voir LAVIGNE.
 DEULIN, Charlemagne.
 DEVAUX, Eugène.
 DEVIN-DUVIVIER, comp.
 DIDIER, Edouard.
 DIGUET, Charles.
 DOMERGUE, Holbac.
 DORLANGE [POLIART dit].
 DORMEUIL père.
 DORNAY, Jules.
 DOUAY, Georges, comp.
 DOUCET, Camille, de l'Acad. franç.
 (élu en 1846, secr. 1847, secr.
 1848, secr. 1850, secr. 1851,
 secr. 1852).
 DUBOIS-DAVESNE.
 DUBOURG, Neuville, voir Neuville.
 DUBOYS, Jean.
 DUBREUIL, Ernest.
 DUCRET, Etienne.
 DUFAU, Armand.
 DUFFAUD, Henri.
 DUGUÉ, Ferdinand (élu en 1863,
 1865, arch. 1867).

DUHOMME, Frédéric.
 DUMAS, Alexandre (élu en 1831,
 1832, 1833, V.-Prés. 1834, 1835,
 1839, 1840).
 DUMAS, Alexandre, fils (élu en
 1866, 1867).
 DUMOUSTIER.
 DUNAN-MOUSSEUX [GADON dit].
 DUPEUTY, Adolphe, fils.
 DUPIN, Henri.
 DUPLESSY DE MANNE, Edmond.
 DUPLESSY, Lenoir Dupré.
 DUPRATO, Jean-Laurent, comp.
 DUPREZ, Gilbert-Louis, comp.
 DUPREZ, Le Julien-Edouard, comp.
 DURAND DE BEAUREGARD.
 DURAND DE VALLAY.
 DURANTIN, Armand.
 DURIEU, Auguste-Henri, dit Mu-
 riel J. Voir MURIEL.
 DURIEU, Xavier.
 DURU, Alfred.
 DUTERTRE DE VETEUIL.
 DUVAL, Cécile [M^{lle}].
 DUVERT.
 DUVEYRIER-MÉLESVILLE fils. Voir MÉ-
 LESVILLE.

E

EDMOND, Charles [CHOIESKI dit].
 ELOY DE VILLA-MAYOR [M^{me}].
 ELY (Charles), dit MARÉVILLE (Jules).
 ELWART, comp.
 EMMANUEL, Arthur.
 EMPIS, de l'Académie française
 (élu en 1847, V.-Prés. 1848,
 V.-Prés. 1849, V.-Prés. 1851,
 V.-Prés. 1852, 1853).
 ENNERY, Adolphe [D'] (élu en 1842,
 1863, 1864).

EPAGNY [VIOLET D'], élu en 1829,
 1830, 1831).
 ERLANGER, Jules, comp.
 ERVILLE, Henri [ROUSSEI. dit D'].
 ESSARTS, Alfred [DES].
 ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.
 EUSTACHE LORSAY. Voir LORSAY.
 EYMA, Xavier.

F

FAUCHEUR, Théodore-Alphonse.
 FAVRE, Adolphe.
 FÉLIX, voir LAGARDE.
 FÉRÉ, Octave.
 FÉTIS, comp. (suppl. 1831).
 FEUGÈRES, Paul.

FEUILLET, Octave, de l'Académie
 française (élu en 1860, 1861,
 1862).
 FÉVAL, Paul (trés. 1863, trés. 1865,
 suppl. 1866, trés. 1867).
 FEYDEAU, Ernest.

FIENNES [MATHAREL DE]. Voir MATHAREL.
 FILLION, Philibert.
 FINARD, H., chorégraphe.
 FLAN, Marie-Alexandre.
 FLERS [marquis DE]. Voir DELAMOTTE.
 FLOTTOW, Frédéric [comte DE], comp.
 FOLLIGUET, voir DANVIN.
 FONTAINE, Émile.

FORGES [PITTAUD DE].
 FOUCHER, Paul.
 FOURNIER [MARC-], voir MARC.
 FOURNIER, Édouard.
 FOURNIER, L.-P. Narcisse.
 FOUSSIER, Édouard.
 FRANCISQUE, voir LEMOINE.
 FRANÇOIS, Alphonse.
 FRÉBAULT, Èlle.
 FRÉMY, Arnould.
 FURPILLE, Eugène.

G

GABET, Charles.
 GABRIEL.
 GABRIELLI [comte], comp.
 GADON dit DUNAN-MOUSSEUX.
 GARAND, Charles.
 GARNIER, Alexandre.
 GASTINEAU, Octave.
 GASTINEL, Léon, comp.
 GAUGIRAN-NANTEUIL père.
 GAUGIRAN-NANTEUIL, Charles.
 GAUTIER, Alphonse-Adolphe.
 GAUTIER, Eugène, comp.
 GAUTIER, Théophile.
 GENSOLLEN-FARRENC [M^{me} veuve].
 GÉRARD.
 GERMAIN, Adolphe.
 GEVART, F.-A., comp. (arch. 1863, arch. 1864, 1866).
 GIDE, Casimir, comp.
 GILLE, Philippe.
 GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.
 GIORZA, Paul, comp.
 GIRARDON, Émile [DE].
 GISCARD, Hyacinthe.

GODDE [DE].
 GONCOURT, Jules [DE].
 GONDINET, Edmond.
 GONZALES, Emmanuel.
 GOT, Edmond.
 GOUNOD, Charles, comp. (élu en 1866, 1867).
 GOURDON DE GENOUILLAC.
 GRANDVALLET, Charles.
 GRANGÉ, Eugène (élu en 1860, 1861, 1862).
 GRASSET, Henri-Alphonse [VERNIER].
 GRIMONT, Alexandre-Ferdinand.
 GRISAN, Albert, comp. (élu en 1840, 1849, 1850, 1851).
 GROUBENTAL [GROUBER DE], frère.
 GUÉNÉE, Adolphe.
 GUÉROULT, Constant.
 GUERVILLE fils [HUET DE].
 GUICHES.
 GUILLARD, Léon.
 GUILLEMOT, Jules.
 GUIRAUD, Ernest, comp.
 GUY, Anselme.

H

HACHIN, Édouard.
 HADOT, Térance-Aristide.
 HALÉVY, Léon.
 HALÉVY, Ludovic, dit SERVIÈRE.
 HARTOG, Édouard [DE], comp.
 HENRION, Paul.
 HERMANT DE NORVILLE DE CORNETTE [M^{me}].
 HERMIL, Édouard, dit MILHER.
 HERVÉ [RONTGER dit], comp.
 HUGNARD, Aristide, comp.
 HILPERT, Joseph.
 HOSTEIN, Hippolyte.

HOSTER [LEVILLY dit].
 HUARD, Adolphe.
 HUARD, Adrien.
 HUARD, Ed. Noël.
 HUGELMANN, Gabriel.
 HUGO, Victor, de l'Ac. franç., (élu en 1831, 1834, 1838, 1839, 1840, 1842, 1843, 1844, 1846, 1847, PRÉSIDENT 1848, 1850, 1851, 1852).
 HUGOT, Eugène J.-P.
 HUMBERT, A.

I

IVERNOIS, Charles [D].

I

J

JACQUES, Charlotte [M^{me}], comp.
JAIME, Ernest, père.
JAIME, E.-Adolphe, fils.
JALLAIS, Amédée [DE].
JANNETY.
JAYBERT DE RABASTENS.
JOLLY, Alphonse [LEVEAUX dit].
JOLTOIS, Auguste.
JONAS, Emile, comp.
JONCIÈRES, Victorin, comp.

JORRY, voir THIERY.
JOSSE, comp.
JOURAUD, Auguste.
JOURDAN, Etienne.
JOURNAULT, Léon.
JOUSSERANDOT.
JUDICIS DE MIRANDOL.
JUILLERAT, Paul.
JULIAN [M^{me}].

K

KARR, Alphonse.
KASTNER, comp.
KAUFFMANN.
KÉRANIOU, Ange [LEROY DE].

KOCK, Henri [DE].
KOCK, Paul [DE].
KONING, Victor.

L

LABARRE, Théodore, comp.
LABAT, Eugène.
LABICHE, Eugène (arch. 1849, arch. 1850, arch. 1851, arch. 1854, arch. 1855, V.-Prés. 1856, arch. 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861, 1867).
LABIE.
LABOURIEU, Théodore.
LABRIÈRE [REGNIER DE], voir REGNIER
LABROUSSE, Fabrice.
LACROIX, Jules.
LACROIX, Octave.
LACROIX, Paul.
LAFARGUE, Édouard.
LAFITTE, Jean-Baptiste (élu en 1848, secr. 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852, V.-Prés. 1853 V.-Prés. 1854).
LAFON [MARY-], voir MARY.
LAFONTAINE, voir THOMAS.
LAFONTAINE, voir ARNOULT.
LAFORESTRIE, comp.
LAGARDE [FÉLIX dit].
LAGARDE, Paul, comp.
LAGOGUÈRE, Victor [CHEVALIER].
LAGRANGE-CARDEILHAC.

LAHURE, Abel.
LAJANTE, Théodore [DE], comp.
LA LANDELLE, Georges [DE].
LALUYÉ, Léopold.
LAMÉ, Emile.
LAN, Jules.
LANGE [Félix DE].
LANGEAC [Théodore DE].
LANGLÉ, Aylic.
LANGLÉ, Ferdinand-Jules-Adolphe (suppl. 1833, secr. 1834, secr. 1835, secr. 1837, trés. 1838, trés. 1839, trés. 1841, trés. 1842, trés. 1843, trés. 1845, trés. 1846, trés. 1847, trés. 1849, trés. 1850, trés. 1851, trés. 1853, trés. 1854, trés. 1855, secr. 1857, arch. 1858, 1861, 1862, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-prés. 1867).
LANGLÉ, Fernand.
LAPOINTE, Armand.
LAPORTE, Albert.
LARDY, H. François.
LA ROUNAT, Charles [ROUVENAS DE].
LARTIGUE, voir DELACOUR.
LASCAUX, Paul [DESCUBES DE].

LATOUCHE, Philippe.
 LATOUR DE SAINT-YEARS, L. Isidore.
 LAURAY [Alphonse DE].
 LAURENÇIN-CHAPELLE.
 LAURENT DE RILLÉ, comp.
 LAUZANNE DE VAUROUSSEL.
 LAVERGNE [Alexandre DE].
 LAVIGNE [Maurice DE], dit DESVIGNES.
 LAYA, Léon (élu en 1860, V.-Prés, 1861, PRÉSIDENT 1862).
 LEBLANC [M^{me} REGNAULT DE PRÉBOIS], voir PRÉBOIS.
 LEBLICO, Théodore-Charles, comp.
 LEBRUN, Pierre-Antoine, de l'Acad. franç. (élu V.-Prés. en 1845 V.-Prés. 1846, PRÉSIDENT 1847).
 LECERF.
 LECŒUR SEURE.
 LECOQ, Charles, comp.
 LEFEBVRE, Charles-Émile.
 LEFEBVRE, Hippolyte.
 LEFÈVRE, Louis.
 LEFILS.
 LEFORT, Paul.
 LEFRANC, Victor-Anguerre (secr. 1848, 1849, 1850, 1854, 1855).
 LECOUX, Isidore, comp.
 LECOUVÉ, Ernest, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1856, 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861).
 LEJARGE.
 LEJON (d'Amiens).
 LELLOUX, Adrien.
 LENAÎTRE, Charles.
 LENAÎTRE, J.-A. Frédéric, fils.
 LEMER, Julien.
 LEMOINE, Edouard.
 LEMOINE, Gustave, dit Francisque.
 LEMOINE, dit MONTIGNY, voir MONTIGNY.
 LEMONIER, Hippolyte.

LEMONNIER Alphonse.
 LEPARMENTIER DE FRÉVILLE.
 LÉPINE, Ernest.
 LE PREVOST [MARC-], voir MARC.
 LÉRIS [DES ROSIERS DE].
 LERMITÉ.
 LEROY, Jean-Baptiste-Onésime.
 LEROY, Louis.
 LEROY DE KERANIOU, Adge, voir KERANIOU.
 LEROYER, Emile.
 LESBAZEILLES.
 LESGUILLON, Jules.
 LETELLIER, Charles.
 LEUVEN [RIBBING DE] (élu en 1837, 1838, 1839).
 LEVASSEUR.
 LEVEAUX, Alphonse, dit JOLLY, voir JOLLY.
 LÉVILLY dit HOSTER, voir Hoster.
 LIMNANDER DE NIEUWENHOVE, comp.
 LINDHEIM, Adolphe, comp.
 LIVRY, Charles [DE].
 LLAUNET.
 LOCKROY (élu en 1832, 1838, 1839. 1840, secr. 1842, secr. 1843. arch. 1844, 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1851, 1865, PRÉSIDENT 1866, V.-Prés. 1867).
 LOCLE, Camille [DU].
 LOPEZ, Bernard.
 LORDEREAU, René.
 LORENTZ.
 LORSAY, Eustache.
 LOYAU DE LACY.
 LUCAS, Hippolyte.
 LUCHET, Auguste.
 LUGUET, Henri-Jean-Barthélemy.
 LURIEU, Gabriel [DE].
 LUSTIÈRES. Voir TOUCHARD.
 LYSLE, Fernande [M^{me} DE].

M

MAGEN, Hippolyte.
 MAHET DE LA CHESNERAYE.
 MAILLART aîné, comp. (élu en 1858 1859, 1860, 1862).
 MAINZERT, comp.
 MALDIGNY DE CLÈVES [DE].
 MALLEVILLE, Félicien (élu en 1858, 1859, 1860).

MANGIN, Victor.
 MANIGLER, voir DANGELLE.
 MANNE [DE]. Voir DUPLESSY.
 MAQUET, Auguste (élu en 1851, arch. 1852, arch. 1853, V.-Prés. 1855, PRÉSIDENT 1856, PRÉSIDENT 1857, V.-Prés. 1859, PRÉSIDENT 1860, PRÉSIDENT 1861).

MARCAILLE, Henri.
 MARC-FOURNIER.
 MARC LE PÉVOST.
 MARC-MICHEL (élu en 1851, secr.
 1852, 1853, 1855, arch. 1856,
 arch. 1857, 1859, arch. 1860,
 1861).
 MARC-MONNIER. Voir MONNIER.
 MARCHAIS DE LA VILLETTE.
 MARCHAL, L. Ed. Camille.
 MARCY [DE]. Voir BOUQUETTE.
 MARÉCHALLE.
 MAREUGE, Henri.
 MARÉVILLE, Jules, voir ELY.
 MARIAN [CHÉRI]. Voir CHÉRI.
 MARQUET.
 MARTIN, Alexis.
 MARTIN, Antoine.
 MARVILLE, Jules Ed.
 MARX, Adrien.
 MARY-LAFON.
 MASQUILLIER, P. Gabriel.
 MASSÉ, Victor, comp.
 MASSELIN.
 MASSENET, Jules.
 MASSON, Hippolyte A.
 MASSON, Michel (1845, 1846, secr.
 1847, 1853, 1856, V.-Prés.
 1857, secr. 1861, V.-Prés. 1862.
 suppl. 1866.)
 MATHAREL DE FIENNES, Charles.
 MATHIEU, Etienne-Eugène.
 MATHON, Adolphe.
 MAUBLANC.
 MAURICE, Charles.
 MAURIN, Albert.
 MAZILLIER, J., chor.
 MEILHAC, Henri.

MÉLESVILLE [HONORÉ DUVRAYER fils].
 MEMBRÉ, Edmond, comp.
 MÉNISSIER.
 MERCIER, Pol.
 MERLE-PELISSÉ, voir PELISSÉ.
 MERMET, Auguste, aut. et comp.
 MEURICE, Paul.
 MICHEL [MARC-], voir MARC.
 MIGNARD, Prosper.
 MILHER, voir HERMIL.
 MIRANDOL [JUBICIS DE], voir JUBICIS.
 MIRECOURT, Eugène [DE].
 MISTRAL.
 MOINEAUX, Jules-Désiré.
 MOLÉRI-DEMOLIÈRE.
 MONGROLLE.
 MONIOT, Eugène, aut. et comp.
 MONNAIS, Edouard.
 MONNIER, Albert.
 MONNIER, Alfred.
 MONNIER, Henri.
 MONNIER, Marc-Charles.
 MONNIER DE LA SIZERANNE.
 MONROSE, Louis.
 MONTÉPIN, Xavier [DE].
 MONTIGNY [LEMOINE dit].
 MONTJOIE, J.-J.
 MORAND, Léon.
 MOREAU, Eugène.
 MOREAU, Pol (secr. 1829).
 MOREAU DE BAUVIÈRE, L.
 MOREAU-LEMOINE, Eugène.
 MOREL, F.
 MOULIN, Victor.
 MOUTTET, Félix.
 MULLER, Eugène.
 MURIEL, Auguste-Henri [DURIEU dit].
 MUSSET, Paul [DE].

N

NADAR.
 NAIGEON.
 NAJAC, Émile [comte DE] (secr.
 1866, secr. 1867).
 NANTEUIL, voir GAUGIRAN.
 NANTULLE.
 NAQUET, Napoléon.
 NARGEOT, P. Julien.
 NARREY, Charles.
 NERVAUX [DE] (de Lyon).
 NEUVILLE DUBOURG.
 NIBELLE, Adolphe.

NICOLAI, voir CLAIRVILLE.
 NICOLE, Léonce.
 NICOLLE, Henri.
 NOEL PARFAIT, voir PARFAIT.
 NOGENT [DE].
 NORIAC, Jules.
 NORMAND, voir BAPAUME.
 NOUVIÈRE, Marcel.
 NUITTER [TRUINET dit].
 NUS, Eugène.
 NYON, Eugène (élu en 1850, 1851,
 1852).

O

OFFENBACH, Jacques, comp.
OPPELT, Gustave (de Bruxelles).
ORAY, comp.
ORTOLAN, Eugène, comp.

OSMOND, Gabriel [le comte d']
comp.
OSTROWSKI, Christian.
OVERNAY.

P

PACINI, Émilien.
PAGÈS, Alphonse.
PAGÈS [HÉRALD DE] ou PAGÉSIS.
PAGÈS, voir BERGERON.
PAILLERON, Édouard.
PALIANTI.
PAPE, Armand.
PARFAIT, Noël.
PARIS fils, comp.
PASCAL, Prosper, comp.
PEILLON, Félix.
PÉLISSIE [MÉRLE], Jules.
PERROT DE RENNEVILLE.
PERNOT DE COLOMBAY.
PERRUCHOT, César.
PETIT, Adolphe.
PETIT, Jules.
PETIT-MANGIN, Jean.
PEUPIN, Alexandre.
PHILASTRE.
PICHAT, Olivier.
PIERSON, Eugène.
PILATI, comp.
PILON, dit VORBEL, voir VORBEL.
PILLEVESTRE, Jules, comp.
PITTAUD DE FORGES, voir FORGES.
PLANARD, Léon [DE].
PLANTÉ, Eugène.
PLOUVIER, Edouard (secr. 1863,
secr. 1866).
POIRSON, Paul, voir PORNOIS.

POISE, Ferdinand, comp.
POISOT, Charles, comp.
POITEVIN, Pierre.
POLACK, comp.
POLIART, dit DORLANGE, voir DOR-
LANGE.
PONCHARD, Eugène.
PONJATOWSKI, Joseph [prince],
comp.
PONROY, Arthur.
PONSON DU TERRAIL [vicomte].
PORNOIS, Paul [Poinson dit].
POTIER, Charles.
POTIER, Henry, comp.
POTRON, Charles.
POUJOL fils, Adolphe.
POUJOL-VEZAN, Alphonse.
POURCELT DE BARON.
POURCHEL, Alfred.
POURNIN, Léon.
PRÉBOIS [M^{me} LEBLANC REGNAULT
DE].
PRÉMARAY, Jules [REGNAULT DE].
PREVEL, Edouard.
PREVEL, Jules.
PRÉVOST, Eugène, comp.
PRILLEUX, Constant-Victor-André.
PUJOL [ALBOIZE DE], voir ALBOIZE.
PUGNY, J., comp.
PYAT, Félix (élu en 1844, 1845,
1846, 1848, 1849, 1850).

Q

R

RASETTI, Ernest.
RATIER, Victor.
RATISBONNE, Louis.
RÉAL [M^{me}].
RÉBEN, Napoléon-Henri, comp.
REGNAULT DE PRÉBOIS [M^{me} LEBLANC],
voir PRÉBOIS.

REGNAULT DE PRÉMARAY, voir PRÉ-
MARAY.
RÉGNIER DE LA BRIÈRE.
REIFFENBERG, Frédéric [Baron DE],
fils.
RENARD, Jules.
RENAUD DE VIBAC, comp.

- RENÉ, voir CLÉMENT.
RENEAUME, Alfred.
RENNEVILLE [PERROT DE], voir PERROT.
RENOULT, Jules.
RENOUX, Adrien, chor.
REYER, Ernest, comp. (élu en 1863, 1864).
RIBBING, voir LEUVEN.
RICCI, comp.
RICHARD, Georges.
RICHEROUB, Emile.
RIEUX, Jules [SONNOIS DE].
RIGODON, Ernest.
RIGOT.
RILLÉ [LAURENT DE], comp., voir LAURENT.
RIMBAUT, Hippolyte.
RIQUIER, Henri.
RITTER fils, Théodore, comp.
RIVAL, Jules-François-Alexandre.
ROBERT, Adrien, dit CHARLES BASSET.
ROCHE, Eugène.
ROCHEFORT.
ROCHEFORT fils, Henri.
ROGER, Victor.
- ROLLAND, Amédée (secre. 1863, secre. 1864).
ROMAND, Hippolyte (élu arch. en 1845).
RONTGER, dit HERVÉ, comp., voir HERVÉ.
ROPICQUET.
ROSENHEIM, Jacques, comp.
ROSIER (arch. 1839, arch. 1840, arch. 1841).
ROSSINI, comp. (élu en 1857, 1858, 1859).
ROSTAN [DE].
ROUFF.
ROUQUETTE dit DE MARCY, Léon.
ROUSSEL, voir D'ERVILLE.
ROUVENAS DE LA ROUNAT, voir LA ROUNAT.
ROUY [M^{me}].
ROVIGO, Marie-Napoléon [SAVARY DE].
ROYER, Alphonse (V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-Prés. 1867).
ROYER DE BRUGES.
ROZET.
RUELLE, Jules.

S

- SAGLIER.
SAINT-AGUET, Ch. Maurice [DE]
SAINT-ETIENNE, voir SYLVAIN.
SAINT-GEORGES [VERNOIS DE] (1842, 1843, 1844, PRÉSIDENT 1863, PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT 1865, PRÉSIDENT 1867).
SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur, chor.
SAINT-YVES, voir DEADDE.
SALIN, Alphonse [ASLIN dit].
SALVADOR [TUFFET].
SALVAT, Adolphe.
SAMSON, J. Isidore.
SAND, George [M^{me}].
SANDEAU, Jules, de l'Ac. française.
SANSAY [TURPIN DE], voir TURPIN.
SARDOU, Victorien (élu en 1864, trés. 1865, arch. 1866).
SAULNIER, dit JACQUES LAMBERT.
SAUVAGE, Elie.
SAUVAGE, Thomas arch. 1862).
- SAUVEY, Gustave.
SAUZAY.
SAVARD; Félix.
SCARD, Antoine.
SCHAEFFER-STEL, Adolphe.
SCHOLL, Aurélien.
SEBAUD, Pauline [M^{me} THYS].
SECOND, Albéric.
SÉGALAS, Anaïs [M^{me}].
SÉJOUR, Victor [MARCOU DU] (élu en 1863).
SELLENICK, Adolphe, comp.
SEMET, Théophile, comp. (élu en 1865).
SENTY, Ambroise.
SERRET, Ernest.
SERVIÈRE, voir HALÉVY.
SIBILLE, Ad.
SIMART, Isidore.
SIMIOT, André, comp.
SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch. 1865, trés. 1866, 1867).

SOL, Edmond.
SONNOIS, Jules. Voir DE RIEUX.
STAPLEAUX, Léopold.

SUCKAU, Henri [DE].
SUPERSAC, Léon.
SYLVAIN-SAINT-ÉTIENNE.

T

TACOVA, voir AVOCAT.
TAILLADE, Paul.
TAYLOR [baron].
TERRIER.
TEXIER, Edmond.
THIBOUVILLE.
THIERRY.
THIÉRY, Henri.
THIÉRY, Emile-Joseph [JORRY].
THOMAS, Ambroise, comp. (élu en
1851, 1852, 1853, 1856, 1857,
1861, 1862).
THOMAS, Frédéric.
THOMAS, J.-B. André.
THOMAS [LAFONTAINE].

THYS, Alphonse, comp.
THYS, Pauline [M^{me} SEBAUD, née].
TILLEUL, Benjamin.
TISSE RAND.
TOUCHARD [LUSTIÈRES].
TOUPIÉ, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.
TOURNACHON, Félix. Voir NADAR.
TOURNAY [DE].
TOURTE, Francis.
TRANCHANT, Alfred.
TRÉFEU, Etienne.
TRIANON, Henri.
TRONCHE, Louis-Jean-François.
TRUINET, dit NUITTER. Voir NUITTER.
TURPIN DE SANSAY.

U

UCHARD, Mario.

ULBACH, Louis.

V

VACHETTE, Eugène.
VACQUERIE, Auguste.
VAILLUT, Charles.
VALNAY.
VALOIS, Charles.
VANEL, Eugène.
VAN GELE, Ch.-F.
VANNOY, Henri.
VARIN, Charles (élu en 1864, 1865,
1866).
VARNEY, comp.
VATTIER, Gustave.
VAUCORBEIL, comp.
VAUCOUSSEL, voir LAUZANNE.
VERCONSIN.
VERDI, comp.
VÉGERON.
VERNE, Jules.
VERNET, Alfred.

VERNIER, voir GRASSET.
VÉRON, Pierre.
VIENNET, de l'Acad. franç. (élu en
1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840,
PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842,
V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845,
PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT 1849,
PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 1851).
VIGNEUX, voir BENOÛ.
VIGUIER.
VILLEMOT, Henri.
VILLIERS, Auguste.
VINCENT, Charles.
VINET, Théophile.
VIOLET D'EPAGNY, voir EPAGNY.
VIZENTINI, Jules.
VOGEL, comp.
VORBEL [PILON dit].
VULPIAN.

W

WAILLY [Gustave DE].
WALDOR, Mélanie [M^{me}].
WALLUT, Charles.
WAN DEURSEN [M^{me}].

WEKERLIN, J.-B. Théodore.
WEY, Francis.
WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore, comp.

Z

ZACCONE, Pierre.

Liste des Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.

Aux indications données en tête de la liste précédente on doit ajouter pour celle-ci que le millésime qui suit le nom fait connaître la date de la mort de l'auteur ou du compositeur.

A

ADAM, Adolphe, comp. (élu en 1831, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1841, 1842, 1843).

ADER, J.-J., 1859.

AIMON, Pamphile-Léopold-François, comp. 1865.

ALBERT, Auguste-Alfred-Thiry. 1865.

ALBERT, F. [DECOMBE], chor. 1865.

ALBOIZE DU PUJOL, 1854 (élu en 1834, 1835, 1836, 1838).

ALHOY, Maurice, 1856.

ALISSAN DE CHAZET, 1844.

ALLARDE [D'] CHARDALL, voir LEROY.

ANCELOT (suppl. 1829, suppl. 1830).

ANDRAUD, Autoine, 1859.

ANDREL [SCHALLER dit].

ANGEL, 1861.

ARAGO, Jacques.

ARNAULT, Alphonse, 1860.

ARNAULT, Lucien, 1863.

ARNOULD, Auguste (élu en 1834, 1837, secr. 1838, secr. 1839, secr. 1841, secr. 1842, secr. 1843).

ARVERS.

AUBIGNY [D']. Voir BAUDOIN.

AUDE, 1841.

AUGIER, Joanny, 1853.

AYCARD, Marie, 1859.

B

BADON, 1849.

BADENIER.

BALZAC, Honoré [DE], 1850.

BARONCELLI [DE].

BARRIÈRE, Alexis, 1865.

BARRIÈRE, Louis.

BARTHÉLEMY [JARNEY-THOUIN], 1862.

BATTON, comp., 1855 (élu en 1844, 1845, 1846, 1848, 1849, 1850, 1852, 1853, 1854).

BATTU, Léon, 1857 (élu en 1856, 1857).

BAUCHERY-ROLAND.

BAUDOIN D'AUBIGNY.

BAUDOIN DE WIERS.

BAUSSET, Albert [DE].

BAWR [M^{me} GOURY DE CHAMPAGNAC DE].

BAYARD, J.-F. (suppl. 1831, suppl. 1832, suppl. 1833, 1835, 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1848).

BEAUPLAN, Aimée [DE].

BEAUVOIR [ROGER DE], voir ROGER.

BÈGUE, Clavel, 1852.

BÉGUIER DE CHANCOURTOIS.

BELLEVUE, voir THAVENET.

BÉRAT, Frédéric, comp.
BÉRAUD, Antony, 1860.
BERNARD, Charles [DE], 1850.
BERNOS, 1864.
BERRIER, Constant.
BERUYER, Alexandre [DE].
BERTOU, Alexandre, comp., 1844.
BERTON, (PRÉSIDENT 1832, 1833.)
BEUDIN.
BIGNON, 1853.
BIS, Hippolyte, 1854.
BLANCHARD, Henri, 1858.
BLANGINI, comp.
BLAZE [CASTIL], comp., 1857.
BOËLDIEU, comp., 1834 (élu en
1829, 1830).
BOILEAU, Virgile, 1864.
BOILLY, comp.
BOINET, Auguste, 1857.
BOISSEAUX, Henri, 1863.

BONNEMÈRE [DUMESNIL], François,
1863.
BONJOUR [CASIMIR-] (V.-Prés. 1831,
1832).
BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan.
BOUCHÉ, Alexandre, 1856.
BOUEL.
BOUFFÉ.
BOUILLY, 1842 (V.-Prés. 1829,
1830).
BOULÉ, Louis, 1865.
BOURGET, Ernest, 1864.
BOUSQUET, Georges, comp., 1864.
BOYER, Emile [PARTOUT], 1862.
BOYER, Louis-Joseph, 1865.
BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832,
suppl. 1833, 1834, 1835).
BRÉANT, Adolphe.
BRUNSWICH [LÉNÉRY].
BURAT DE GURGY.
BURY, Fulgence [DE].

C

CAIGNEZ.
CAPELLE.
CARON DE MAURECOURT, 1858.
CATRUFFO, comp.
CHABOT DE BOIN, 1858.
CHAMPEAUX, Etienne, 1856.
CHÂPEAU DES VERGERS, voir DES
VERGERS.
CHAPONNIER, Polyanthe.
CHAPTIS (d'Alby).
CHAUDERON, Louis-Léopold, voir
Léopold.
CHAUFFER.
CHAZET, voir Alissan.
CHERUBINI, comp. 1842.
CHOQUART, 1859.

CLAPISSON, de l'Institut, comp. 1866.
COLIN, Edouard.
COLOMBAY [PERNOT DE].
COMBEROUSSE, Alexis [DE], 1862
(élu en 1831).
COMBEROUSSE, Hyacinthe [Mont-
brun], 1856.
CORALLY, chor., 1854.
CORDELIER DE LANOUÉ.
CORNU, Francis.
COTTIN, Ed.-Etienne, comp. 1859
COUPART, 1864.
COURCY, Frédéric [DE], 1862.
CRANNOY-DESPERRIÈRES.
CRÉMONT, comp., 1846.
CREUZÉ DE LESSERT.

D

DAMARIN, Edouard.
DARDOISE, Harmand, 1865.
DARTOIS, Armand.
DAUTREVILLE, Henri-Simon.
DECOUR, Eugène, 1846.
DEHAY, Timothée, 1851.
DELAFOREST.
DELAFORTE, Joseph-Marie.

DELAVIGNE, Casimir, 1843 (élu en
1829, V.-prés. 1830, PRÉSIDENT
1838, PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT
1840.)
DELAVILLE DE MIREMONT, 1845 (élu
en 1829, 1838).
DEMONVAL [SAINT-HILAIRE].
DÉO, Honoré, 1857.

- DESLANDES, Nicolas-Théodore-Pau-**
lin, 1866.
DESNOTER, Charles, 1858.
DESPORTES, Augustin, 1866.
DESPRÉAUX, comp.
DES VERGERS [CHAPEAU].
DIDIER-VOGIEU.
DINAUX, Prosper [GOUBAUX, dit]
1859 (V.-Prés. 1857, V.-Prés.
1858, V.-Prés. 1859).
DIRAT, 1848.
DOCHE, comp.
DONIZETTI, comp., 1848.
DOUCET DE REVELIERE, dit MAX
REVEL, 1860.
DOURLEN, Victor, comp., 1864.
DUBOIS, Jean-Baptiste.
DUBOIS, Louis-Philippe-Auguste.
DUCANGE, Victor, 1833 (suppl. 1830).
DUCHATELARD.
DUFLOT, Joachim, 1866.
DUPRESNE, Alfred, comp., 1863.
DULONG, Jules, 1864.
DUMANOIR, Philippe [PINEL], 1865
(suppl. 1833, 1834, 1836, 1841,
1847, 1848, 1853, 1854, V.-Prés.
1855, V.-Prés. 1858, V.-Prés.
1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés.
1862).
DUMAS, Adolphe, 1862.
DUMERSAN.
DUMOLARD, 1846.
DUPATTY, Mercier (suppl. 1829, secr.
1831, 1833, 1834, V.-Prés. 1834,
1836, V.-Prés. 1837, V.-prés.
1838, 1841, 1842, 1843, V.-Prés.
1846).
DUPERCHE.
DUPEUTY, Charles, père, 1865 (secr.
1831, secr. 1832, secr. 1833, secr.
1835, secr. 1837, secr. 1839,
1841, secr. 1844, secr. 1845,
secr. 1846, 1848, V.-Prés. 1849,
V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852,
V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854,
V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1864).
DUFORT, Paul, 1866.
DUPUIS, Auguste.
DUVAL, Alexandre, de l'Académie
française, 1842.
DUVAL, Georges.
DUVEYRIER-MÉLESVILLE [baron]. Voir
MÉLESVILLE.

E

- ELIE, Emile, chor.**
ESTIENNE, 1844.
ETIENNE, Charles-Guillaume (Pré-
SIDENT 1829, PRÉSIDENT 1830, PRÉ-
SIDENT 1843, PRÉSIDENT 1844).
ETIENNEZ.

F

- FAVIÈRES, Alexandre-Claude [DE],**
1837.
FERRIÈRES. Voir LEBLANC.
FILLOT, Eugène, 1862.
FOLLET, A., 1857.
FONTAN, 1839 (élu en 1831, V.-Prés.
1832, V.-Prés. 1834, secr. 1836,
1837, V.-Prés. 1838).
FRANCISQUE AINÉ [HUTIN dit], 1842.
FROMENTAL, voir HALÉVY.

G

- GALOPPE D'ONQUAIRE.**
GAVAUDAN, [BOSQUIER].
GAY, Delphine DE GIRARDIN, voir
GIRARDIN.
GAY DE LA TOUR DE LA JONCHÈRE,
voir LA TOUR.
GAY [M^{me} MICHAUD DE LA VALETTE],
Sophie, 1852.
GENSOUL, Justin, 1848.
GENTIL.
GÉRARD DE NERVAL, 1855.
GIRARD, comp., 1860.

GIRARDIN, Delphine [M ^{me} GAY DE], 1855.	GOZLAN, Léon, 1866 (élu en 1857. 1858, V.-Prés. 1864, 1865, PRÉSIDENT 1866).
GOMBAULT, 1850.	GRASSET, Alexandre, 1859.
GOSSE, 1833 (suppl. 1831, suppl. 1832).	GROUBENTAL [GROUBER DE], 1865.
GOURAUX, voir DINAUX.	GROULT.
GOT, André [DE], 1863.	GUERVILLE, Paul, 1865.
	GUINOT, Eugène, dit VERMOND, 1864.

H

HALÉVY, comp., 1862 (élu en 1836, 1837, 1842, 1843, 1844, 1847, 1848, 1849, 1855).	HECQUIN DE GUERLE.
HARDÉ, Augustin, 1842.	HERBIN, Victor, 1865.
HAREL, Charles-J., 1846.	HÉROLD, comp., 1833.
HECQUET, Gustave, 1863.	HONORÉ, Rémy, 1858.
	HUTIN, Francisque aîné, voir FRANCISQUE aîné.

I

J

JADIN, Adolphe, comp.	JOUSSELIN DE LA SALLE, 1863.
JADIN, Louis-Emmanuel, comp., 1857.	JOUY, J.-Etienne [DE], de l'Acad. franç., 1846.
JAUTARD, Numa, 1859.	JULLIEN.
JESSÉ, 1850.	

K

KELLER.	KRIESEL, Victor.
KREUB, Frédéric, comp., 1846.	

L

LABOULAYE, Ferdinand [DE].	LEDoux, P.
LACOSTE, Saint-Amand.	LEFEBVRE, Amédée, 1860 (élu en 1852, secr. 1853, secr. 1854, 1856, 1857, 1858).
LAFONT, Charles, 1864 (trés. 1860, 1861, 1862).	LEGOYT.
LAFORTELE.	LEHMAN, Ernest.
LAJARLETTE [DE], 1848.	LEMERCIER, Népomucène (PRÉSIDENT 1831, 1832, PRÉSIDENT 1833, PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT 1836).
LAMIRE, Eugène.	LÉONCE, Charles-Henri [LAURENÇOT dit], 1862.
LALOUÉ, Ferdinand, 1850.	LÉOPOLD, Louis [CHAUDERON, dit].
LAMOTHE-LANGON [baron DE], 1864.	LE POITEVIN SAINT-ALME.
LATOUR DE LA JONCHÈRE [DE], 1858.	LE ROUGE, Emile, 1855.
LAURENÇOT, voir LÉONCE.	LE ROUX, Hippolyte.
LAURIER, Léon.	LEROY D'ALLARDE, Francis.
LAVERILLIÈRE (1832, V.-Prés. 1833, 1834).	
LEBLANC DE FERRIÈRES, 1848.	
LEBORNE, comp., 1866.	
LECOMTE, Jules, 1864.	

LESTRELIN, Achille, aut. et comp., 1864.
L'ÉTANG, Philippe [DE], dit MARYILLE ou MARGENVILLE, 1859.
LÉVESQUE, Hippolyte, 1864.
LHÉRIE, voir BRUNSWICH.
LHÉRIE, Alphonse.
LIADIÈRES, 1858 (V.-Prés. 1843 V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845).

LONGPRÉ, Etienne-Alexandre [LE MENCHET DE], 1856 (élu en 1834, 1835, 1837, arch. 1838, 1839).
LORIN, Jules.
LUBIZE, Martin, 1863.
LURINE, Louis [DE LURINA, dit], 1860 (secr. 1836, 1857, V.-Prés. 1858).

M

MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834, 1837, 1838).
MAILLABT-PRIEUR, 1849.
MANGEANT, Sylvain, comp., 1865.
MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.
MARIE, voir DELAPORTE.
MARLIANI, comp.
MARTIN, Alexandre, 1864.
MARTIN, Edouard, 1866.
MARTIN [LUBIZE]. Voir LUBIZE.
MASQUELIEZ, Albert, 1866.
MARVILLE. Voir L'ÉTANG.
MAZÈRES, Edouard, 1866 (élu en 1829, V.-Prés. 1831, V.-Prés. 1832, 1863, 1864).
MÉLESVILLE [baron DUVEYRIER d'ARRE], 1865 (trés. 1829, 1831, 1833, secr. 1834, trés. 1835, trés. 1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839, V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855, V.-Prés. 1857, PRÉSIDENT 1858, PRÉSIDENT 1859).

MENNECHET.
MERLE, 1852.
MERVILLE (élu en 1829, trés. 1830, trés. 1831, trés. 1832, 1833, trés. 1834).
MÉRY, 1866.
MEYER, Henry, 1863.
MEYERBEER, Giacomo, comp., 1864 (élu en 1838, 1839, 1840, 1854, 1855, 1856, 1861).
MICHAUD DE LA VALETTE, voir GAY.
MILON, Etienne, 1849.
MOCQUART, 1864.
MOLÉ-GENTILHOMME.
MONNIER, Etienne, 1850.
MONFOU, Charles, 1841 (élu en 1841).
MONTBRUN DE COMBEROUSSE, voir COMBEROUSSE.
MONTFORT, comp.
MONTHEAU, Gaston [DE], 1866.
MOURIEZ-VALORY, 1857.
MURET, Théodore, 1866.
MURGER, Henry, 1861.

N

NEURAL [GÉRARD DE], voir GÉRARD.
NÉZEL, Théodore.

NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste 1863.
NOISEUL, Hippolyte-Edouard.

O

OURRY, 1843.

OZANNEAUX.

P

PAER, comp., 1839.
PAILLET, Léon.
PANSEON, comp.
PARTOUT, voir BOYER.

PAYN.
PÉLISSIER DE LAQUÉGIE, 1857.
PÉRIN, Frédéric-Thomas.
PÉRIN, René, 1859.

PERROT, Jules.
 PERROT, Victor J.-François, chor.
 PETIPA, chor.
 PICCALUGA.
 PICCINI, Alexandre, comp. 1850
 (élu en 1834, 1835, 1836).
 PIERRON, Eugène, 1865.
 PIXERECOURT [GUILBERT DE], 1844.
 PLANARD [E. DE], comp. (secr. 1830,
 1839, 1841, V.-Prés. 1842,
 V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1845,
 V.-Prés. 1846, V.-Prés. 1847).

POIRIER.
 POLO, Auguste.
 POLYANTE-CHAPONNIER, voir CHAPON-
 NIER.
 PONSARD, Francis, de l'Ac. franç.,
 1867 (élu en 1853, 1854, 1855,
 1857, 1858, 1859, 1862).
 PORTELETTE.
 PROVOST dit RAYMOND, voir RAY-
 MOND.
 PUJOL [ALBOIZE DU], voir ALBOIZE.

Q

QUERSIN, Rémy, 1864.

R

RAUCOURT, Charles.
 RAUZET-DORINIÈRE, 1865,
 RAYMOND [PROVOST dit].
 REVEL, MAX [DOUCET DE REVÉLIÈRE
 dit], voir DOUCET.
 ROGER, François.
 ROGER DE BEAUVOIR, 1866.
 ROGER DE BEAUVOIR [M^{me}], 1859.
 ROGER DE SAINTE-MARIE, voir SAINTE-
 MARIE.

ROMAGNÉSI, comp., 1850.
 ROMIEU.
 ROSSIGNOL, Léon.
 ROUGEMONT [DE], 1840 (secr. 1829,
 1830, 1831, V.-Prés. 1832,
 trés. 1833, trés. 1834, V.-Prés.
 1835, V.-Prés. 1836, V.-Prés.
 1837, V.-Prés. 1839, trés. 1840).
 ROUSSEAU, Auguste.
 ROUSSEAU, Ernest, 1851.

S

SAINT-AMAND, Louis.
 SAINT-AURE, Jules [DE], 1848.
 SAINTE-CROIX, voir YCHERY.
 SAINT ERNEST [BRETTE dit], 1860.
 SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.
 SAINT-HILAIRE [VILLAIN DE], voir
 VILLAIN.
 SAINTE-MARIE, [comte ROGER DE],
 1864.
 SAINTINE, Xavier-Boniface, 1865
 (élu en 1841, arch. 1842).
 SANDRIN.
 SARMIENTO, comp.
 SCHALLER, dit ANDRÉL.
 SCHNEITZOEFFER, comp., 1852.
 SCRIBE, Eugène, de l'Acad. franç.,
 1861 (élu en 1829, 1830, 1831,
 1832, 1833, PRÉSIDENT 1834,
 V.-Prés. 1835, V.-Prés. 1836,
 PRÉSIDENT 1837, 1839, 1840,

1841, 1843, 1844, 1845, 1847,
 1848, 1849, PRÉSIDENT 1852,
 PRÉSIDENT 1853, PRÉSIDENT 1854,
 PRÉSIDENT A VIE, 1857-1858-1859-
 1860-1861).
 SEVESTÉ, Jules-Henri.
 SEVILLE, Armand.
 SEWRIN, 1853.
 SIMONNIN, 1856.
 SOULIÉ, Frédéric, 1847 (secr. 1831,
 secr. 1832, secr. 1833, secr.
 1834, 1835, 1836, 1843, 1844,
 1845, 1847).
 SOUVESTRE, Emile, 1854.
 SPONTINI, comp., 1861 (élu en 1845,
 1846, 1847).
 SUR, Marie-Joseph-Eugène, 1857.
 SUPERSAC, Auguste, 1861.
 SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

T

TÉTEDOUX, Paul.
THAVENET [BELLEVUE], 1865.
THÉAULON.

THIBOUST, Lambert, 1867 (élu en
1864, 1865, 1866).
TOURNEMINE, 1846.
TULLY [DE].

U

UZANNE père.

| UZÉPY, comp.

V

VAEZ, Gustave, 1862.
VALLOU, Ferdinand [DE VILLE
NEUVE]. Voir VILLENEUVE.
VALORY, dit MOURIEZ, voir MOURIEZ.
VANDERBURCK, Émile, 1862.
VAREZ, 1866.
VARNER.
VAULABELLE, Jules-Éléonore-Cor-
dier [DE DESPREZ], 1859.
VERMOND, voir GUINOT.
VERNET, Jules, 1845.

VIGNY [Alfred DE], 1863.
VILLAIN SAINT-HILAIRE.
VILLENEUVE, Ferdinand [DE] (élu en
1842, arch. 1843, trés. 1844,
arch. 1846, arch. 1847, trés.
1848, secr. 1850, secr. 1851,
trés. 1852, trés. 1856, trés.
1857, trés. 1858.)
VILLIERS.
VOISIN, Frédéric.

W

WAILLY [Jules DE], 1866.
WAILLY [Léon DE], 1863.

WATRIPON, Antonio, 1864.
WZANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE.

|

Y

YCHERY, Léonce [SAINTE-CROIX].

| YMBERT

ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

DES

AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

COMPOSITION DE LA COMMISSION PENDANT L'EXERCICE 1867-1868.

<i>Président.</i>	<i>Secrétaires.</i>	<i>Membres.</i>	<i>Suppléants.</i>
DE SAINT-GEORGES.	ÉMILE DE NAJAC.	EDMOND ABOUT.	THÉOPHILE SEMET.
<i>Vice-Présidents.</i>	JULES ADENIS.	ÉMILE AUGIER.	PAUL MEURICE.
LOCKROY.	<i>Treasorier.</i>	JULES BARBIER.	—
ALPHONSE ROYER.	PAUL FÉVAL.	ALEXANDRE DUMAS FILS.	
FERDINAND LANGLE, décédé.	<i>Archiviste.</i>	CHARLES GOUNOD.	
	FERDINAND DUGUÉ.	EUGÈNE LABICHE.	
		PAUL SIRAUDIN.	

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS
DRAMATIQUES.

Extrait du procès-verbal de la séance du jeudi 28 mai 1868.

La séance est ouverte à une heure et demie, dans la salle Herz, sous la présidence de M. DE SAINT-GEORGES, président de la Commission.

Sont présents au bureau :

MM. Jules Adenis, Émile Augier, Jules Barbier, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Paul Féval, Eugène Labiche, Lockroy, Émile de Najac, Henri de Saint-Georges.

Arrivés pendant la séance :

MM. Edmond About, Alphonse Royer, Paul Siraudin.

Absent :

M. Charles Gounod.

Sont présents dans l'assemblée :

MM. Edmond About, Émile Abraham, Jules Adenis, d'Anthoine, Benjamin Antier, Audray Deshorties, d'Avrecourt, Emile Augier, Paul Avenel, Henri Avocat, Théodore de Banville, Bapaume, Jules Barbier, Frédéric Barbier, Théodore Barrière, Beaume, Léon Beauvallet, Frédéric Béchard, Henry Becque, Bedeau, Adolphe Belot, Victor Bernard, Pierre Berton, Charles de Besselièvre, Ed. de Biéville, Georges Bizet, Ernest Blum, Michel Bordet, Ernest Boulanger, Anicet Bourgeois, Alexis Bouvier, Jules Brésil, Édouard Brisebarre, Alphonse Brot, Ernest Buffault, Michel Carré, A. de Cey, A. Challamel, Charles Edmond, Ed. de la Chauvinière, Henri Chivot, Adolphe Choler, Émile Colliot, Edm. Cottinet, Gustave Dangelles, Decourcelle, Louis Deffès, Eugène Déjazet, Alfred Delacour, Jules Delahaye, Léo Delibes, Jules Denizet, Adolphe d'Ennery, Bernard Derosne, Nérée Désarbres, Desbuards, Raymond Deslandes, Charles Desolme, Charlemagne Deulin, Devin-Duvivier, Georges Douay, Ernest Dubreuil, Étienne Ducret, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Dumoustier, Dunan-Mousseux, Ad. Dupeuty, Dupin, Durieu (Muriel), Alfred Duru, Duvert, Ely (Maréville), Elwart, Eustache Lonsay, Th. Faucheur, Paul Ferrier, Paul Féval, Flan, A. de Forges, N. Fournier, Édouard Foussier, Élie Frébault, Ch. Garand, Eugène Gautier, A. Gevaert, Edmond Gondinet, Emmanuel Gonzalès, Gourdon de Genouillac, Grasset, Groubental (Grouber), Guénée, Guerville, Léon Guillard, E. Guiraud, Léon Halévy, Ludovic Halévy, Hervé, E. Hugot, Jaime fils, Amédée de Jallais, Fleury Jemma, Auguste Joltrois, Émile Jonas, Victorin Joncières, Auguste Jouhaud, Paul Juillerat, Eugène Labiche, Jules Lacroix, Th. de Lajarte, Félix de Lange, Théodore de Langeac, Fernand Langlé, Armand Lapointe, Albert Laporte, Paul de Lascaux, Latour de Saint-Ybars, Laurencin, Léon Laya, Hippolyte Lefebvre, Lefranc, Charles Lemaitre, Julien Lemer, Alphonse Lemonnier, de Lérès, Lermite, Louis Leroy, E. Leroyer, Llaunet, Lockroy, Hippolyte Lucas, Félicien Mallefille, Auguste Maquet, Marc-Le Prevost, Maréchalle, Mary Lafon, Victor Massé, Michel Masson, Mathieu, H. D. Mélesville fils, Pol Mercier, E. Mestepès, Prosper Mignard, Jules Moineaux, Eugène

Moniot, Albert Monnier, Montjoie, Léon Morand, Eugène Moreau, Émile de Najac, Charles Narrey, Adolphe Nibelle, Ch. Nutter, Eugène Ortolan, A. Pape, Noël Parfait, Prosper Pascal, Édouard Plouvier, Ferdinand Poise, Charles Poisot, Charles Potier, Henry Potier, A. Poujol, Poujol-Vezan, Léon Pournin, Jules Prével, Régnier de la Brière, Jules Renoult, Hippolyte Rimbaut, Théodore Ritter, Eugène Roche, Rochefort père, Jules Rostaing, A. de Rostan, Jules Rouquette, Alphonse Royer, Royer de Bruges, Jules Ruelle, de Saint-Georges, Salin, Victorien Sardou, Elie Sauvage, Thomas Sauvage, Félix Savard, Schæffer-Stel, Albéric Second, Victor Séjour, Th. Semet, A. Simiot, Paul Siraudin, Léopold Stapleaux, Léon Supersac, Sylvain Saint-Étienne, Henri Thiéry, Frédéric Thomas, Alfred Tranchant, Étienne Tréfeu, Mario Uchard, Chavette, E. Valnay, Vaucorbeil, Auguste Villiers, Charles Vincent, Vogel, Wekerlin, Albert Wolff, Pierre Zaccane.

Après avoir fait connaître l'ordre du jour, M. le Président donne la parole à M. ÉMILE DE NAJAC, secrétaire, qui lit le rapport suivant :

« Messieurs,

» L'année théâtrale qui vient de s'écouler semble être en contradiction avec elle-même : Qu'a-t-elle produit en effet ? De belles recettes et de grands désastres.

» D'où vient cette anomalie ? Comment l'Exposition universelle qui, sans tenir tout ce qu'elle promettait, a cependant grossi l'actif des théâtres dans de fortes proportions, comment n'a-t-elle pas, par ce seul fait, sauvé de la ruine certaines directions ?

» Ces directions étaient en souffrance depuis longtemps déjà. Lorsque l'Exposition vint à leur aide, la maladie entraînait dans cette phase critique où les remèdes les plus efficaces achèvent le moribond au lieu de le guérir. C'est ce qui est arrivé.

» En présence de ces événements douloureux qui nous atteignent si profondément, votre Commission doit se montrer prudente et difficile. Elle en a le droit ; elle en a le pouvoir. Du temps des privilèges, le Ministre choisissait les directeurs ; il ne nous restait plus qu'à les accepter. Aujourd'hui, grâce à la liberté

des théâtres, c'est à nous qu'ils doivent s'adresser directement. Et, si le passé nous prouve surabondamment qu'ils sont de l'école des directeurs qui tombent, ou bien, si non-seulement ils ne nous offrent pas de garanties suffisantes, mais encore s'il nous est démontré qu'ils en sont déjà aux expédients pour trouver l'argent nécessaire à l'ouverture du théâtre, il est de notre dignité, en même temps que de notre intérêt, de ne pas traiter avec eux.

» Ainsi nous affirmerons nos droits, et nous nous assurerons un avenir plus prospère.

» C'est aussi dans ce but, Messieurs, que notre trésorier Paul Féval va vous parler dans son rapport d'une question importante que vous aurez à étudier avec nous : car, il faut l'avouer hautement, il est grand temps qu'une révolution balaye les mœurs théâtrales d'aujourd'hui. L'état actuel des choses ne peut durer plus longtemps. Tout ce qui tient au théâtre souffre d'un véritable malaise.

» Je viens d'en indiquer les causes principales. En voici une autre qui a aussi son importance.

» Quelques directeurs tiennent à honneur de produire des talents nouveaux, les autres s'en inquiètent peu. Insoucieux de l'avenir, ils n'exploitent que le présent. Ils jouent nos maîtres; ils ont raison. Mais nos maîtres ne peuvent suffire à la tâche. Aux jeunes à les seconder, nous répondra-t-on. D'accord; mais, à part quelques rares exceptions, on ne naît pas auteur dramatique. Le théâtre est une science, on ne l'acquiert qu'avec la pratique : et, les moyens de l'acquérir ne se rencontrant presque plus, il arrive ce fait étrange et peut-être unique dans notre histoire : les générations d'auteurs ne suivent plus les lois naturelles. Il y a, pour ainsi dire, solution de continuité... A qui la faute? Puissent les directeurs avec lesquels nous traiterons désormais ne plus la commettre !

» Nous le désirons dans l'intérêt des jeunes auteurs et surtout des jeunes compositeurs qui sont encore plus à plaindre.

» Le nombre des théâtres, où ils peuvent se faire entendre, est très-limité. Et, dans ce nombre, il en est un particulièrement où les encouragements sont ce qui leur manque le plus. Je veux parler de l'Opéra-Comique.

» Ce théâtre impérial a deux cent quarante mille francs de subvention, et, par son cahier des charges, il est tenu de jouer annuellement vingt actes nouveaux. Dans le cours de l'année 1867, il en a joué sept seulement.

» A-t-il une subvention pour encourager l'art musical en France? C'est ce que nous avons la bonhomie de croire. Les faits nous prouvent que nous nous étions complètement trompés.

» S. M. l'Empereur a daigné déjà faire beaucoup. Il a ouvert un concours aux trois théâtres lyriques (1). Tous les jeunes compositeurs sont à l'œuvre. Trois d'entre eux seront proclamés... mais les autres, que deviendront-ils? Dans le nombre beaucoup ont du talent. Attendront-ils longtemps encore l'occasion de se faire connaître? Si le théâtre impérial de l'Opéra-Comique était contraint de remplir tous ses engagements, ils pourraient, eux aussi, dans la mesure de leur mérite, contribuer à la gloire de la musique française.

» Aussi votre Commission est-elle décidée à faire de nouvelles démarches près de M. le Ministre des beaux-arts, pour que le chiffre de la subvention soit proportionné au nombre des actes joués.

» Nous avons eu cette année beaucoup de traités à faire et à renouveler.

» M. Carvalho, qui avait la direction du Théâtre-Lyrique, prit, il y a quelques mois, celle du théâtre de la Renaissance. Ces deux théâtres sont aujourd'hui fermés.

» M. Hostein, le directeur du Châtelet, vient de prendre le Théâtre du Prince-Impérial.

» Et MM. Sari et Busnach ont ouvert le théâtre de l'Athénée, que M. Busnach seul dirige aujourd'hui.

» Les théâtres avec lesquels nous avons eu à renouveler nos traités sont ceux de la Porte-Saint-Martin, de la Gaîté, des Nou-

(1) Voir *Annuaire de 1867*, p. 199, les documents relatifs à ces concours, — et plus loin, dans celui-ci, le résultat du concours pour la composition du poème destiné à l'Opéra.

veautés, de Beaumarchais, du Prince-Eugène et de La Fayette (1).

» Dans tous ces traités, nous avons introduit des clauses nouvelles dont nous devons vous faire part.

» Nous nous trouvions en face d'une situation que nous ne pouvions prévoir et qui commençait déjà à compromettre gravement nos intérêts. Cette situation nous a été faite par les agences théâtrales, entreprises commerciales qui ne devraient être que des succursales des bureaux de location et qui, par le fait, ne sont, le plus souvent, que des maisons de banque au service des directions dans l'embarras. Elles leur procurent des fonds, payés comptant, et prennent en échange, pour un temps déterminé, un certain nombre de places à prix réduit.

» Nous n'avons pas à discuter ici la question des agences. Elles traitent directement avec les théâtres, comme nous traitons directement avec eux. Seulement les théâtres contractants, se trouvant placés entre deux conventions qui se contrarient, donnent naturellement la préférence à celle qui leur apporte de l'argent, au détriment de celle qui leur en demande. Il en est résulté ce fait grave : c'est que nos agents prélevaient nos droits, non plus sur le prix réel des places, mais sur le prix qu'elles ont été vendues aux agences. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, à la Porte-Saint-Martin, il nous a été démontré que, par suite de ces sortes de concessions, de mars 1865 à décembre 1866, nous avons eu un déficit de 42,072 fr. de recettes, qui donnent, à dix pour cent, 4,207 fr. 20 c. de droits.

» Le Directeur ne voulait pas payer cette somme que nous lui réclamions. Ces places, ainsi vendues, étaient, prétendait-il, des abonnements, et son traité lui permettait d'en faire, même à prix réduit. Notre Conseil judiciaire fut d'un avis contraire; nos traités, il est vrai, admettent les abonnements, mais à la condition qu'ils seront personnels. Aussi, dans tous nos traités, introduisons-nous désormais une clause nouvelle, dont voici le résumé en deux mots : Le Directeur est libre de vendre des places au-dessous d'un tarif

(1) Voir plus loin le tableau faisant connaître la date et l'expiration des traités passés avec les directeurs des théâtres de Paris.

minimum convenu ; nous n'en préleverons pas moins nos droits sur le prix des places affiché à la porte. Seulement le Directeur, quand il le juge à propos, peut abaisser le prix de ses places, à la condition expresse de demander et d'obtenir préalablement le consentement de la Commission.

» Grâce à ces précautions, Messieurs, nous n'avons plus à redouter le commerce des billets, quelle que soit l'entreprise, agence ou non, qui espère en bénéficier. Et il était temps, car l'abus menaçait de s'étendre et de prendre des proportions plus considérables encore.

» Vendredi dernier, un journal qui a trouvé l'ingénieuse combinaison de donner en prime à ses abonnés des billets de spectacle à moitié prix, nous a fait demander par un de ses rédacteurs, de nous associer à cette entreprise, en ne touchant la part des auteurs que sur le prix amoindri de ces billets.

» Votre Commission ne s'est pas reconnu le pouvoir de faire payer la prime de ce journal avec vos droits d'auteurs.

» Nous avons eu aussi dans nos nouveaux traités à nous occuper du sort des théâtres dits de banlieue.

» — Ils sont dans Paris depuis l'annexion, disent les théâtres de Paris qui voudraient leur refuser leurs répertoires.

» — Nous sommes dans Paris, il est vrai, répondent-ils, mais nous n'avons pas changé de place, notre situation doit donc être la même qu'autrefois.

» Quelques difficultés surgissaient à l'horizon par suite de cette double interprétation. Pour y couper court, nous ajoutons l'article suivant : « Les ouvrages appartenant à un théâtre de Paris » pourront, sans avoir cessé de faire partie de son répertoire, » être représentés sur les théâtres placés, avant et depuis l'annexion, dans le rayon de l'ancienne banlieue, sauf aux directeurs desdits théâtres à se conformer aux délais d'usage et » obtenir le consentement des auteurs. »

» Il faut bien l'avouer, ces théâtres, dits de banlieue, sont dans la position de ces gens qui, se trouvant dans Paris malgré eux, se refuseraient à payer les impôts et les octrois. On est peu disposé, en effet, à supporter les charges d'une situation dont on ne con

naîtra pas de sitôt les bénéfices. Le jour seulement où Paris sera peuplé en proportion de ses agrandissements, nous pourrons traiter ces théâtres de banlieue comme de véritables théâtres parisiens.

» Les cafés-concerts ne sont pas dans la même situation ; ils ont tout d'abord attiré le public avec des chansonnettes : ils cherchent aujourd'hui à le retenir avec des œuvres dramatiques. La liberté des théâtres leur donne toute latitude à cet égard. Mais ces établissements de consommation, où la bière coûte si cher, se font difficilement à l'idée de nous payer des droits. Et cependant nous ne sommes pas exigeants. A l'Eldorado, nous acceptons seulement dix francs par soirée ; mais les auteurs peuvent faire jouer en même temps leurs pièces sur les scènes avec lesquelles nous avons des traités. A l'Alcazar, cette clause n'existe pas ; aussi avons-nous demandé vingt francs par soirée. Seulement le chef de l'établissement, malgré les conventions écrites et signées, refuse généralement de les payer. Il ne se résigne à ouvrir les profondeurs de son comptoir qu'en présence de nos huissiers.

» C'est ainsi, Messieurs, que la tâche de votre Commission grandit tous les jours. Anciens théâtres qui tombent, nouveaux théâtres qui s'élèvent, agences de billets qui veulent profiter de nos succès à nos dépens, directeurs de mauvais vouloir qui cherchent à échapper à la lettre des traités ; contestations à juger, procès à intenter, papier timbré à lancer, il n'est pas de séance où l'ordre du jour ne soit chargé de questions délicates à résoudre, et leur nombre s'accroît sans cesse !

» En province, la réforme que votre Commission de l'année dernière a su mener à bonne fin donne déjà d'heureux résultats. Notre nouvelle organisation fonctionne régulièrement dans la moitié des villes ; et les efforts de nos agents tendent à l'imposer partout, nous l'avons complétée cette année en prenant une dernière décision.

» Autrefois les tarifs n'étaient pas les mêmes pour les villes à droits fixes de même importance. Les réclamations étaient fréquentes. Pour les éviter à l'avenir, nous avons réglé les tarifs

d'une façon uniforme, suivant la population de chaque ville (1).

» A l'étranger, Messieurs, nous avons à tenter de grandes conquêtes.

» En Angleterre, la situation n'a pas changé depuis l'année dernière. Notre pétition attend toujours que le Parlement veuille bien s'en occuper. Nos voisins d'outre-Manche, très-partisans du libre échange, en matière de commerce, sont on ne peut plus protectionnistes quand il s'agit de littérature dramatique. Ils guettent nos œuvres à leur arrivée à Douvres ou à Folkstone, s'en emparent violemment, enlèvent au plus vite notre marque de fabrique, et les écoulent à Londres comme des produits de leur cru. Ils ne leur font pas payer des droits de douane, il est vrai, mais ils mettent tous les droits d'auteurs dans leurs poches, ce qui n'est pas une compensation pour nous.

» En Belgique, où nous avons eu pourtant gain de cause devant les tribunaux, on vient d'inventer un raffinement inouï de contrefaçon. Un directeur a pris à tâche de mutiler nos pièces. Il coupe tout ce qui le gêne, voire même des actes entiers. Nous avons intenté un procès à cet exécuter de nos œuvres.

» Dans le royaume d'Italie, nous avons obtenu une légère satisfaction. A la suite du voyage d'un de nos agents, M. Meynadier, directeur d'une troupe française, a signé un traité par lequel il s'engage à nous payer douze cents francs par an pour toutes les pièces de nous qu'il jouera. C'est peu au point de vue de nos intérêts pécuniaires, mais c'est beaucoup au point de vue de nos intérêts généraux, car c'est la reconnaissance de notre droit.

» J'arrive à l'Allemagne; c'est ici, Messieurs, que j'appelle toute votre attention, car si vous voulez nous seconder, nous avons l'espoir d'obtenir bientôt d'importants bénéfices.

» Entre la France et les autres États de l'Europe, il y a environ cinquante conventions internationales (2).

» Quel résultat en avons-nous obtenu? Négation à peu près

(1) Voir ce tarif, *Annuaire de 1867*, page 133, en note.

(2) Voir *Annuaire de 1867*, p. 71, un résumé de ces conventions, — et plus loin de nouveaux renseignements relatifs au même sujet.

générale de nos droits sur la représentation de nos œuvres.
M. Amédée Lefebvre, dans son rapport de 1854, vous en a fait l'aveu. Dix ans plus tard, en 1865, M. Jules Barbier n'avait rien à ajouter de plus.

» Et aujourd'hui, malgré les efforts de toutes nos commissions, nous en sommes à peu près au même point.

» Nos seules conquêtes réelles sont les traités conclus à Gênes, à Berlin, en Italie, avec des directeurs français pour nos œuvres jouées en français.

» Quant à nos ouvrages traduits, aucun traité n'a pu être obtenu, nous en sommes encore aux transactions individuelles.

» Les difficultés sont grandes, nous en convenons. Comment les aplanir?

» Prier le gouvernement de modifier les textes peu conformes aux conditions trop compliquées des conventions internationales. Mais le gouvernement n'est-il pas retenu quelquefois par des circonstances plus fortes que son bon vouloir?

» Supplier l'auteur de ne pas oublier toutes les formalités à remplir, comme dépôt et traduction, dans les délais voulus, sous peine de voir son droit anéanti? Mais, quoi que nous disions, les auteurs négligeront trop souvent, ou bien si la traduction une fois terminée, il autorise ou défend la représentation de ses œuvres, ce qu'il a seul le droit de faire, aux termes des traités actuels, les conventions particulières empêcheront la Commission d'intervenir dans un but d'intérêt général.

» En présence de cette situation, hérissée de difficultés, et de l'insuffisance reconnue de nos moyens d'action, il est une mesure radicale à prendre pour assurer la perception de nos droits par l'étranger, et d'abord en Allemagne, puisque c'est de l'autre côté du Rhin que nos intérêts sont le plus lésés. Je ne parle pas de l'Angleterre; depuis longtemps cette île est inabordable pour nous.

» Or, comment, à l'origine, s'est établie la perception de nos droits?

» La loi de 1791 venait de reconnaître en France le droit des auteurs sur la représentation de leurs ouvrages, comme :

d'hui les conventions internationales reconnaissent ce droit à l'étranger.

» Mais il fallait rendre pratique l'usage de ce droit, et chaque auteur individuellement était impuissant à en assurer l'exercice. Chacun remit alors à une Commission le droit de stipuler pour son compte, sans faire aucune réserve dans l'usage de son répertoire.

» Ce n'est qu'après cinquante années d'exercice de nos droits qu'il a été possible, en traitant avec les directeurs de province, de faire une réserve en faveur de la volonté particulière de l'auteur.

» La Commission, ainsi armée de pleins pouvoirs, et disposant du répertoire de tous, put dès lors mettre les théâtres dans l'alternative de l'interdit ou d'un traité. Toute sa force a été là. La possibilité de retirer le répertoire tout entier est depuis cinquante ans la garantie du droit des auteurs, et le gage d'une perception régulière.

» Eh bien ! Messieurs, pour obtenir le même résultat à l'étranger, nous vous demandons les mêmes pouvoirs. Et dans ce but nous vous soumettons la résolution suivante :

« Les auteurs et compositeurs dramatiques, réunis en assemblée générale, déclarent renoncer, pour un délai qui reste à déterminer, au droit de faire aucune convention particulière à l'étranger, à partir du jour où un traité général aura été conclu par la Commission.

» Il est bien entendu que cette restriction comprend les opéras, et que les conventions faites entre les éditeurs et les directeurs au sujet de la vente des partitions, n'ont rien de commun avec le droit d'auteur qui doit toujours être réservé. »

» Ce premier point établi, la Commission, autorisée à offrir aux directeurs de l'étranger la jouissance du répertoire français tout entier, devra s'occuper de garantir ce répertoire contre les cas de déchéance prévus par les conventions internationales, c'est-à-dire remplir les formalités exigées :

» 1° Faire le dépôt ou la déclaration de chaque ouvrage aux chancelleries des pays étrangers.

» 2° Faire paraître la traduction dans un certain délai (généralement trois mois), sous peine de voir l'ouvrage tomber dans le domaine public.

» Pour assurer l'exécution de la première formalité, celle du dépôt, nous vous soumettons une deuxième résolution ainsi conçue :

« Tous les auteurs auront, dans leurs contrats avec les éditeurs, à stipuler que la Commission pourra faire prendre gratuitement chez l'éditeur les exemplaires pour le dépôt international. Dans le cas où l'auteur négligerait cette condition, la Commission fera acheter les exemplaires, et les agents généraux en retiendront le prix sur les droits de l'auteur. »

» La deuxième formalité (la traduction) est plus difficile à remplir. Faire traduire d'office tous les ouvrages parus est impossible; nous avons dû chercher un terme moyen qui nous a trouvé développé dans la troisième résolution que nous vous soumettons :

« 1° L'auteur restera toujours maître de pourvoir, comme il l'entendra, à la traduction de son ouvrage, soit en le faisant traduire à ses frais, soit en cédant à un tiers le droit de traduction.

» 2° Si l'auteur cède ce droit à un tiers, ce tiers traducteur pourra, dans aucun cas, stipuler avec les directeurs des commissions en dehors des droits fixés par le traité général de la Commission.

» 3° L'Assemblée générale donne, dès à présent, à la Commission tout pouvoir de faire d'office, quand elle le juge convenable, et aux frais de la Société, la traduction des ouvrages qu'elle croira, dans l'intérêt social, indispensable, et ne pas laisser tomber dans le domaine public, après que l'auteur, consulté par elle, aura déclaré qu'il n'a pas l'intention de pourvoir lui-même à la traduction de son œuvre.

» Si la traduction faite par les soins de la Commission vient à être représentée, le prix en sera remboursé à notre caisse sur l'auteur sur ses premiers droits. »

» Ces trois résolutions une fois prises, votre Commission r

gera un modèle de traité destiné à être soumis d'abord à tous les directeurs de l'Allemagne.

» Et afin que notre autorité soit plus complète, jusqu'au jour de la conclusion de ces traités, nous vous demandons qu'à partir d'aujourd'hui, les traités particuliers contiennent une réserve destinée à les faire rentrer dans les conventions générales à mesure qu'elles seront signées.

» Nous vous prions de prendre en sérieuse considération ces mesures, sur lesquelles vous aurez à délibérer après la lecture de ce rapport. Le but de votre Commission, en vous les proposant, est de vous affranchir des difficultés que soulèvent les conventions internationales, tout en vous en assurant les bénéfices.

» Il me reste, Messieurs, à remplir la partie la plus triste de ma tâche. La grande famille des auteurs dramatiques a été cruellement éprouvée cette année. La mort s'est montrée impitoyable... ADOLPHE JADIN, CASIMIR GIDE, EUGÈNE LABAT, CHARLES DE LIVRY, NAVIER DU RIEU, GEORGES KASTNER, EDOUARD MONNAIS (1), PAUL BLAQUIÈRES, RENÉ LORDEREAU, PHILOXÈNE BOYER, MAZILIER, ERNEST CAPENDU, LOUIS LEFÈVRE, MARC-MICHEL (1), EDOUARD LEMOINE (1), FERDINAND LANGLÉ (1), FRANÇOIS PONSARD (1), LAMBRET-THIBOUST (1)... Quelle longue suite de deuils! Que de noms aimés! Que de talents jeunes et sympathiques!

» FERDINAND LANGLÉ était un de nos vice-présidents. Depuis 1834, les assemblées générales lui firent régulièrement l'honneur de le nommer membre de vos commissions. Elles ne pouvaient pas faire un choix plus heureux. Langlé avait une grande expérience des affaires qu'il mettait à notre disposition avec un zèle infatigable. Dès qu'on avait besoin de ses lumières, on n'avait pas même à le chercher, il se trouvait toujours là. Il est mort quelques mois avant d'avoir terminé son dernier mandat. Ses nombreux amis le pleurent encore : nous tous, nous le regretterons longtemps.

» MARC-MICHEL avait, depuis plusieurs années, renoncé au

(1) Voir ci-après, à l'article *Nécrologie*, les discours prononcés aux obsèques de ces sociétaires.

théâtre; heureux dans sa retraite, il jouissait en paix d'une fortune dont il avait le droit d'être fier. Il l'avait honnêtement gagnée par son travail.

» EDOUARD LEMOINE avait, lui aussi, renoncé au théâtre, lui, mais non pas pour ses confrères. Il était associé à son frère M. Lemoine-Montigny dans la direction du Gymnase. Et, disons à sa louange, jamais il ne suivit le funeste exemple de ces directeurs-auteurs qui s'imposent dans les collaborations.

» FRANÇOIS PONSARD est une des gloires de notre théâtre. *Lucrèce, Agnès de Méranie, Ulysse, Charlotte Corday, l'Amoureux et l'Argent, la Bourse, le Lion amoureux, Galilée*... Il suffit de nommer ces œuvres pour déplorer sa fin prématurée. Ponsard était un grand poète, d'une rare énergie; lorsqu'il mourut, il lutta avec vaillance contre son mal, non par regret de quitter la vie, mais par crainte de laisser sa dernière œuvre incomplète. Cette douleur lui fut épargnée: malgré d'atroces souffrances, il termina *Galilée*, et, comme suprême récompense, lui fut réservé d'emporter dans la tombe l'écho des applaudissements qui acclamaient son succès.

» Peu de jours après lui, nous perdions LAMBERT THIBOUT. Joye, la gaieté, la jeunesse! Vous l'avez tous connu, Messieurs, vous l'avez tous aimé. A la foule, toutes les richesses de son vaste talent, son esprit, de sa franche bonne humeur! A sa famille, à ses amis, les épanchements de son cœur, les témoignages d'une affection! Il se contentait de faire rire les indifférents; il réservait son émotion à ceux qu'il aimait. Il eut de nombreux succès au théâtre... Ses obligés pourraient seuls vous dire l'usage qu'il faisait de sa fortune, car il avait le mérite rare de rendre service et de n'en rien dire. Il avait trente-sept ans, il était plein de vie et de santé! Un coup de foudre nous l'enleva.

» Dans cette bataille de la vie, où les plus dignes sont souvent les premiers atteints, on a beau serrer les rangs.... il y a des vides que l'on ne comblera jamais! »

Cette lecture, interrompue à plusieurs reprises par les applaudissements de l'Assemblée et de nombreuses marques d'admiration,

bation, est suivie d'une discussion au sujet de l'Opéra-Comique, à laquelle prennent part tour à tour MM. Vogel, de Saint-Georges, Jules Barbier, Becque, Dubreuil, Pape, Lefranc, Moniot, Normand, Frédéric Thomas, Félicien Mallefille, Edmond About. Comme conséquence de cette discussion, M. Edmond About, au nom de M. le Président, engage l'Assemblée à voter sur la proposition d'inviter la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques à saisir la Commission du budget au Corps législatif des griefs reprochés à M. le Directeur de l'Opéra-Comique, pour obtenir que la subvention ne lui soit désormais délivrée qu'en proportion de l'accomplissement des obligations que lui impose son cahier des charges.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée à la presque unanimité.

M. le Président met ensuite aux voix le rapport du secrétaire, réserve faite, conformément à l'ordre du jour, des propositions contenues dans ce rapport au sujet de la perception à l'étranger.

L'adoption du rapport du secrétaire sur les travaux de l'exercice 1867-1868 est votée à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle la discussion des résolutions proposées à l'Assemblée générale pour assurer l'exercice des droits d'auteur reconnus à l'étranger par les traités internationaux.

Une réunion spéciale est réclamée pour l'examen de ces propriétés; l'Assemblée, consultée à cet égard par M. le Président, décide que la discussion de ces résolutions sera l'objet d'une réunion spéciale, dont le jour sera ultérieurement fixé.

La parole est donnée à M. PAUL FÉVAL, trésorier, pour la lecture du rapport sur la situation financière de la Société. Ce rapport est conçu dans les termes suivants :

« Messieurs,

» Je suis chargé encore une fois de faire parler vos chiffres, et j'aurais vraiment hésité devant ce troisième rapport à faire, sans l'excellente mesure qui, adressant à chacun de vous, par avance, l'ensemble des comptes annuels, dispense votre confrère, titré

trésorier, mais privé des talents spéciaux qui méritent un honneur, d'aligner les additions de notre actif et de notre passif. On vous a mis sous les yeux le tableau de la fortune sociale de la Société. Vous l'avez consulté, mon rôle financier est donc désormais borné à quelques explications nécessaires dont la brièveté doit lui donner une plus grande importance au côté moral de ma fonction.

» Vous avez eu, Messieurs, au point de vue des recettes théâtrales, le plus brillant exercice qui se soit vu jamais ; je crois d'être dans le vrai en vous disant qu'il ne faudrait point vous habituer à tant d'opulence. Vos droits d'auteur, à Paris, ont fait le chiffre de deux millions, et la totalité de vos émoluments personnels s'élève à la somme de deux millions trois cent quarante-cinq mille francs, dépassant ainsi de plus de cent mille écus le chiffre heureux des précédents exercices (2). C'est superbe, et si les choses restaient ainsi, la moyenne du traitement que le public sert aux hommes qui le délassent en l'instruisant ou qui, suivant le latin de votre devise, lui font faire gaiement pénitence de ses ridicules et de ses travers, ce traitement, dis-je, alloué par les spectateurs à l'auteur égalerait presque, en moyenne, l'aisance d'un petit rentier. Beaucoup de bons esprits pourraient trouver que cette cotisation européenne ne dépasse pas les bornes d'une sage économie ; néanmoins, notre modeste pactole débordera pas ainsi tous les jours, et je crois que l'Exposition universelle attendra, pour revenir, la dixième partie d'un siècle. Il y aura donc sagesse à chercher dans des sources moins intermittentes les moyens d'augmenter nos revenus.

» Chose vraiment singulière, à l'inondation, qui devait être surtout féconde pour les directeurs, a succédé presque immédiatement un malaise, je ne dirai pas général, mais, à tout le moins, beaucoup trop étendu pour n'être point remarqué par vous. Ce malaise, arrivant après de si abondantes récoltes, a pris, dans certains théâtres, les proportions d'un désastre, et nous avons

(1) Voir ci-après, p. 309, le tableau des Comptes de la Société pour l'exercice 1867-1868.

(2) Voir, p. 311, les tableaux comparatifs des droits d'auteur pour les exercices 1866-1867 et 1867-1868.

assisté à ce triste spectacle : la famine sortant à l'improviste de ces greniers qu'on devait croire pleins depuis le sol jusqu'aux combles. Messieurs, ceci n'est point assurément un fait de comptabilité, mais le trésorier de votre association ne peut pas, non plus, passer pour un simple comptable. Je regarde ces catastrophes privées au point de vue de vos intérêts sociaux ; je vois qu'elles touchent au principal élément de votre prospérité, je vous demanderai la permission d'y revenir avant de clore ce rapport.

» Régions, en attendant, notre arithmétique. A propos du compte des recettes et dépenses qui vous a été remis et qui se solde par une balance de 52,640 francs, il y a quelques explications à donner. Je vois d'abord figurer aux recettes le chiffre de 11,391 fr. 19 c., produit du demi pour cent. Ce chiffre devrait être plus élevé, puisqu'il représente invariablement la deuxcentième partie du total des droits d'auteur perçus. La différence provient du fait suivant : Dans le courant de l'exercice, des difficultés d'un genre particulier se sont élevées dans divers théâtres, par rapport à l'un de nos confrères. Non-seulement ces difficultés ont arrêté vos agents dans leur perception, mais elles ont induit votre Commission dans une série d'embarras judiciaires. J'aurai l'obligation de reparler plus tard du spirituel sociétaire qui, tout en nous reprochant, avec quelque amertume, d'abandonner ses intérêts, a coûté à vos commissaires une si grande somme de soins, à votre caisse une si grosse somme d'argent. Pour le moment, il ne s'agit que de vous montrer au doigt l'origine toute naturelle d'une apparente irrégularité. Les droits acquis aux ayants cause de notre confrère ont dû figurer dans le tableau général des recettes, tandis que le demi pour cent attribué à la caisse sociale n'a pu être inscrit comme reçu, parce qu'il n'a pas été payé. De là le défaut d'équilibre.

» L'article des dons et legs, toujours aux recettes, est enflé du capital de 200 francs de rentes, dû à notre ancien doyen BERNOS. Ce don, qui vous avait été annoncé verbalement, n'était pas encore mentionné dans vos comptes officiels.

» Il me souvient, Messieurs, d'avoir triomphé, à cette place

même, voici trois ans, à propos du chiffre auquel nos efforts secondés par la bienveillance des directeurs et des comédiens avaient élevé le produit de nos représentations à bénéfice. Cette année, mon attitude sera bien différente. Le montant de nos représentations atteint à peine à la faible somme de 4,500 francs. Et cependant les directeurs nous sont restés fidèles, et cependant notre cher Président, assisté par ceux d'entre nous qui leur succès mérité rend surtout puissants dans les théâtres, redoublé, cette année, de zèle et d'efforts. Selon mon estimation personnelle, cette représentation de l'Opéra, qui n'a pas été fructueuse, a coûté à MM. de SAINT-GEORGES, ÉMILE AUGIER, ALPHONSE ROYER, FERDINAND DUGUÉ, DE NAJAC, etc., plus de soucis, plus de démarches, plus de travail intelligent et dévoué que notre victoire d'il y a trois ans. J'ajoute, tout de suite, qu'on a singulièrement exagéré notre malheur ; il a été affirmé que nous étions en perte considérable sur les frais de cette représentation ; la vérité est qu'il y a un bénéfice, hélas ! très-minime, mais, enfin, il y a un bénéfice : environ trois cents francs ; j'ajoute aussi que M. le directeur de l'Opéra, méritant deux fois vos remerciements, nous a offert de lui-même son théâtre, où nous prendrons bientôt l'espère, une éclatante revanche.

» Vous aimerez, Messieurs, à sanctionner par votre vote ce témoignage de reconnaissance que votre Commission offre ici à ces excellents artistes qui ont bien voulu nous prêter leur concours. M^{mes} FARGUEIL, NATHALIE, ÉMILIE DUBOIS, BATTU, GRANZOW, HENRI QUIER, MANVOY, BLOCH, MM. RÉGNIER, FEBVRE, RICQUIER, BOUCHÉ VERDELLET, DEVOYOD, COLIN, M. GEORGE HAILN et son orchestre, M. PETIPAS et le corps de ballet, enfin l'éminent pianiste RUBINSTEIN, qui a fait pour nous un double voyage.

» Nous avons à remercier encore ceux de nos confrères qui ont fait abandon de leurs droits : M^{mes} veuves SCRIBE, HALÉVY, ADOLPHE ADAM, MEYERBEER, MM. ROSSINI, ÉMILE DE GIRARDIN, THÉODORE DE BANVILLE, HIPPOLYTE LUCAS, HENRI MEILHAC, LUDOVIC HALÉVY et MAZILIER. Je mentionnerai ici, quoique le cas soit différent, sans être moins honorable, un don de 100 francs, par M. HENRI ROCHEFORT.

» Passant aux dépenses, je constate que vous avez accordé, en 1867-68, cent trente secours, dont le montant s'élève à 12,512 francs. C'est mille francs de moins environ que l'année dernière, et je voudrais pouvoir dire que cette différence a pour cause une amélioration dans l'état de ceux d'entre nous qui souffrent. Il n'est pas défendu de le penser, Messieurs, car votre Commission refuse rarement, et la distribution de vos bienfaits, que nous voudrions tous plus abondants, est le plus cher, le plus consolant de nos devoirs.

» Les frais judiciaires ont atteint la somme de 3,074 francs. Si nous entamons la guerre qui doit établir nos droits à l'étranger, cet ordre de frais augmentera l'année prochaine dans une proportion peut-être considérable, mais jamais dépense n'aura promis d'être pour vous si féconde.

» L'*Annuaire*, voté l'an dernier en assemblée générale, vous a été adressé, et vous avez déjà pu en apprécier l'utilité. M. Victor ROZIER, qui est surtout chargé d'en choisir et d'en coordonner les matières, doit y introduire cette année des améliorations, de telle sorte que les tableaux des recettes théâtrales, aussi bien en province qu'à Paris, présentent une synoptique parfaite des résultats obtenus. Vous aurez là bientôt un manuel complet, renfermant tout ce qui a trait à votre profession. L'*Annuaire* a coûté, tous frais compris, papier, impression, envoi aux sociétaires, 2,112 fr. 70 c.

» Vous avez donné 500 francs au monument funéraire de LÉON GOZLAN, 500 francs au tombeau de PONSARD.

» Votre Commission, cette année, n'a dépensé en achats de livres qu'une somme insignifiante, et néanmoins elle a pu seulement capitaliser 6,195 francs; achat de vingt obligations de l'Ouest, car les 4,600 francs du legs BERNOS, comme je vous l'ai expliqué plus haut, appartiennent en réalité à un autre exercice. Votre situation est évidemment prospère; mais l'établissement de l'*Annuaire* et la création d'un inspecteur-vérificateur ont augmenté vos frais sans grossir vos recettes. Vous avez acheté une sécurité plus grande, voilà tout.

» Je mentionne, en achevant ce qui touche aux comptes de

l'année, une décision importante de votre Commission, rendu obligatoirement uniformes les comptabilités jusqu'à différentes des deux agences.

» Tout s'agite, Messieurs; on dit cela, et l'univers, en commun, passe pour avoir un peu la fièvre. Il paraît que la sphère sociale ne devait point échapper à cette petite contagion. Nous avons eu à soutenir, en votre nom, des polémiques inévitables. Qu'il me soit permis de le dire tout d'abord, en bonne fraternité, quand un membre de la Société croit avoir à se plaindre de la Commission, mieux vaudrait s'adresser à elle qu'au public. Le public n'a pas beaucoup à voir dans nos affaires, et vous êtes, au contraire, souverainement compétents pour juger. Je vous parlerai seulement de la querelle que nous avons eue avec un de nos plus brillants confrères. Je vous en parlerai, car elle aboutit à des chiffres. Ici, je suis trésorier jusqu'au bout des ongles.

» Vous avez vu déjà que le charmant et fécond produit de la comptabilité dont il s'agit a dérangé, sans le vouloir, l'équilibre de la comptabilité générale. J'ajouterai qu'à l'occasion des bases de la loi, mises entre notre perception et ses droits, un procès a été engagé par nous, procès difficile et dont les préliminaires n'ont pas exigé plus de trois séances, pendant lesquelles le salon de la Société, siège social, bas de plafond, étroit, recevant l'air d'une petite chambre par une seule petite fenêtre, menaçait d'asphyxie quinze confrères et sept jurisconsultes entassés en ce lieu, qui ne peut-être pas une idée suffisante des grandeurs de l'art de la comptabilité en France.

» Nul ne se plaignait; nous mettions, en vérité, un grain de sel et de queretterie à servir si amplement notre confrère au moment où, dans des articles de journaux dont je me garderai bien de vous en citer, il nous accusait de l'abandonner.

» Messieurs, à l'époque dont je vous parle, cet abandonnement nous coûtait déjà 3,684 francs. N'abandonnez jamais personne de cette façon-là, car c'est une ruine !

» J'ai fini, Messieurs; il me plaît de laisser à chacun sa part de cette fois, la satisfaction de jouer avec les chiffres et d'opé-

rapprochements agréables qui sont la joie annuelle des rapporteurs-trésoriers. Vous n'avez pas besoin de moi pour voir que, pendant l'Exposition, les droits de la province maigrissaient à mesure que s'enflaient les droits de la capitale, ni pour constater cette vérité qu'il vaudrait mieux pour nous que la province et l'étranger vinssent toujours entendre nos pièces à Paris. Mon opinion est que le rapport du trésorier devient peu à peu inutile et devra être supprimé.

» L'*Annuaire* donnera désormais aux chiffres tout l'esprit dont ils sont susceptibles. J'ai fini; j'aurais fini, du moins, s'il ne me restait à vous entretenir brièvement de cette mystérieuse maladie des théâtres à laquelle faisait allusion le début de ce rapport.

» Elle est mortelle, vous l'avez bien vu, puisque les portes du meilleur théâtre des boulevards sont fermées. D'autres directions ont pris fin d'une façon moins violente, et personne n'ignore ici que d'autres encore sont à l'agonie.

» C'était hier, pourtant, que se faisait la grande moisson des fêtes internationales. Le Champ de Mars envoyait chaque soir à tous les contrôles des nuages dorés, crevant en averse de thalers, de piastres et de guinées : une vraie bénédiction ! La joie fait-elle peur vraiment ? et quand on est théâtre, peut-on mourir de richesse ?

» Ici, messieurs, je vous demande la permission d'interrompre mon rapport et d'ouvrir une parenthèse. Les quelques paroles explicatives que je vais prononcer me sont toutes personnelles et n'engagent point la Commission.

» Un article a paru dimanche dans un journal ; cet article, signé par un de nos confrères, a défloré en quelque sorte les considérations capitales dont je vous destinais la primeur.

» Je ne pense pas avoir besoin de déclarer que mon rapport n'avait point été communiqué à l'auteur de l'article, mais je veux, au contraire, constater, et je vous prie de faire attention aux dates, je veux constater que l'article, publié dimanche seulement, n'a pu exercer aucune influence sur mon rapport, lu vendredi à la Commission et approuvé par elle à l'unanimité.

» Cela étant bien établi, je continue ma lecture officielle.

» Messieurs, il est un mal profond auquel chacun de nous pense et dont on évite de parler à cette tribune. Peut-être a-t-on raison ; moi, je crois qu'on a tort. Ce mal menace-t-il l'existence de notre société ? je n'en sais rien, je n'oserais dire ni oui ni non, mais il l'affaiblit, mais il l'énerve et, par une sorte de fatalité, cause la mort de ceux-là même dont la coupable industrie fomenta.

» Vous avez déjà compris qu'il s'agit des transactions clandestines passées entre auteurs et directeurs au sujet des droits. C'est là un fait patent, public ; le premier venu en cause tout bas et tout haut, pourquoi garderait-on ici le secret de la comédie, au moment où la plaie s'étend, menaçant chez nous l'élément confiant et ternel qui est l'âme de toute association ?

» Indépendamment des autres dangers, en effet, cette fraude crée et entretient parmi nous des intérêts contraires, et, chose douloureuse, elle nous sépare en deux classes : ceux qui éludent la loi sociale et ceux que la loi sociale, éludée, blesse dans leurs plus précieux intérêts.

» Un honnête homme, un cœur haut placé avait proposé ce qui croyait être un remède, il avait dit : Déférons le serment. L'expérience a prouvé que ce moyen délicat ne réussit pas toujours.

» Votre Commission est impuissante dans l'état actuel des choses ; elle vient loyalement vous le déclarer, en vous demandant une force nouvelle. La plus grande force qui puisse être donnée à un comité élu, c'est le mandat spécial des électeurs, c'est l'ordre, je dis l'ordre intimé par les commettants d'avoir à débattre solennellement une question, à la creuser, à en faire l'objet d'un rapport pour la prochaine assemblée, ou même pour une assemblée générale spéciale.

» Il n'y a point de mal sans remède, Messieurs ; vous voulez guérir ou vous ne le voulez pas. Nous désirons entendre, à cet égard, votre opinion hautement exprimée, nous désirons savoir s'il vous plaît de créer une loi plus rigoureuse ; armée de répressions plus efficaces, ou si vous voulez, au contraire, entrant franchement dans la voie nouvelle, ouvrant à deux battants, toutes grandes, les portes de la liberté du travail. Dites : Notre vœu

est que, dans un an, cette question soit nettement posée ; qu'on l'étudie en attendant, qu'on nous fournisse les éléments d'une solution, dites cela, et, dans un an, de manière ou d'autre, vous aurez supprimé le poison qui tue les théâtres en laissant une tache au drapeau de votre association: »

M. Paul Féval termine cette lecture au milieu de bravos qui ont fréquemment éclaté pendant sa lecture et qui se prolongent longtemps encore après qu'il a cessé de parler.

Après une courte discussion, à laquelle prennent part MM. Scheffer-Stell, Moniot, Edmond About, Brisebarre, M. le Président met aux voix le rapport du Trésorier, qui est adopté à l'unanimité.

M. le Président annonce qu'il va être procédé au scrutin secret, par appel nominal, à l'élection de cinq commissaires en remplacement de M. Ferdinand Langlé, décédé, de MM. Jules Barbier, Lockroy, Alphonse Royer et Paul Siraudin, membres sortants et non rééligibles.

La liste des candidats se compose de MM. Théodore Barrière, Adolphe Belot, Édouard Brisebarre, Debillemont, Alfred Delacour, Elwart, Adolphe d'Ennery, Édouard Foussier, Émile de Girardin, Edmond Gondinet, Léon Halévy, Émile Jonas, Auguste Maquet, Jules Moineaux, Charles Poisot, Henri Rochefort, Victorien Sardou, Thomas Sauvage, Théophile Semet et Thierry.

Avant le vote, MM. Adolphe d'Ennery, Théodore Barrière et Henri Rochefort déclarent retirer leur candidature.

Les votes, recueillis par appel nominal, donnent le résultat suivant :

Nombre de votants : 179. — Majorité : 90.

MM. Victorien Sardou.....	116 voix
Émile Jonas.....	82
Auguste Maquet.....	77
Émile de Girardin.....	73
Édouard Brisebarre.....	70
Edmond Gondinet.....	70
Théophile Semet.....	58
Adolphe Belot.....	53

Alfred Delacour.....	48
Théodore Barrière.....	33
Édouard Foussier.....	29
Thomas Sauvage.....	29
Henri Rochefort.....	19
Léon Halévy.....	13
Jules Moineaux.....	12
Adolphe d'Ennery.....	11
Elwart.....	9
Charles Poisot.....	7
Thierry.....	4
Debillemont.....	3

M. VICTORIEN SARDOU, ayant obtenu 116 voix, est proclamé membre de la Commission.

M. le Président invite l'Assemblée à procéder à un second scrutin pour l'élection de quatre commissaires, qui, cette fois, seront nommés à la majorité relative.

MM. ÉMILE JONAS ayant obtenu.....	53 voix
ÉDOUARD BRISEBARRE.....	51
EDMOND GONDINET.....	50
AUGUSTE MAQUET.....	45

sont proclamés membres de la Commission.

Au premier tour de scrutin, M. ÉMILE DE GIRARDIN ayant obtenu 73 voix, et M. THÉOPHILE SEMET 58, ces deux sociétaires sont nommés membres suppléants.

En conséquence, la Commission se trouve composée comme qu'il suit, pour l'exercice 1868-1869 :

MM. EDMOND ABOUT, JULES ADENIS, ÉMILE AUGIER, ÉDOUARD BRISEBARRE, FERDINAND DUGUÉ, ALEXANDRE DUMAS FILS, FÉVAL, EDMOND GONDINET, CHARLES GOUNOD, ÉMILE JONAS, J. LABICHE, AUGUSTE MAQUET, ÉMILE DE NAJAC, DE SAINT-GERMAIN, VICTORIEN SARDOU (1).

La séance est levée à cinq heures trois quarts.

(1) Dans la séance du 29 mai 1868, la Commission a constitué son bureau de la manière suivante : *Président* : M. DE SAINT-GERMAIN. — *Vice-Présidents* : MM. EDMOND ABOUT, FERDINAND DUGUÉ, AUGUSTE MAQUET. — *Secrétaires* : MM. JULES ADENIS, ÉMILE DE NAJAC. — *Trésorier* : M. FÉVAL. — *Archiviste* : M. EDMOND GONDINET.

CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1867-1868.

(Du 11 mai 1867 au 10 mai 1868.)

RECETTES.		DÉPENSES.	
En caisse au 10 mai 1867...	* 13,144 08	130 secours.....	12,512 75
Produit du 1/2 p. 0/0 (1)...	11,391 19	Frais judiciaires.....	3,074 70
Droit du domaine public...	7,703 45	Appointements et indemnités	8,925 00
Rentes.....	9,179 80	Loyer, impositions, assu-	
Représentations à bénéfice..	4,457 50	rances.....	1,813 95
Dons et legs (2).....	5,003 25	Bibliothèque (achats nou-	
Recettes diverses.....	1,768 65	veaux).....	408 85
		Annuaire (impression et en-	
		voi).....	2,112 70
		Impressions diverses (réor-	
		ganisation de la perception	
		en province, statuts de	
		l'agence de librairie, cir-	
		culaire aux maires de la	
		France.....	592 45
		Frais de bureau et de copie,	
		affranchissement de lettres	
		et de circulaires, timbre	
		des pouvoirs à signer par	
		les stagiaires, timbre des	
		engagements des direc-	
		teurs de théâtres de pro-	
		vince.....	3,361 35
		Timbre et copie des traités	
		avec les directeurs des	
		théâtres de Paris.....	472 00
		Souscription aux monuments	
		de Léon Gozlan et de Pon-	
		sard.....	1,000 00
		Assemblée générale de 1867.	
			515 75
		Frais divers.....	3,653 65
		Achat de rentes et d'obliga-	
		tions (3).....	* 10,795 00
		Remboursement d'un cau-	
		tionnement (passé dans la	
		caisse des agents géné-	
		raux).....	* 500 00
		En caisse le 10 mai 1868. *	* 2,902 77
	52,640 92		52,640 92

(1) Le total du demi pour cent ne correspond pas au total des droits d'auteur, par des motifs qui sont expliqués dans le rapport du trésorier (p. 301).

(2) Legs Bernos de 200 fr. de rente 3 pour cent, évalué 4,600, et divers abandons.

(3) Achat de 20 obligations Ouest et évaluation du legs Bernos.

Pour obtenir le chiffre effectif des Recettes et des Dépenses, il convient de quer du tableau qui précède les sommes précédées d'un astérisque, qui ne p être considérées ni comme recettes ni comme dépenses.

Cette déduction faite, on trouve les totaux ci-après :

Recette effective.....	39,496 84	Dépenses effectives.....	38,4
—	» »	Excédant de la recette ...	1,0
	<hr/> 39,496 84		<hr/> 39,4

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient, à la d 10 mai 1868, la somme de 209,399 fr. 78 cent., en prenant pour base le moyen de la Bourse, d'après la cote officielle du samedi 9 mai, conformément au tableau ci-après :

VALEURS.	COURS.	PRODUIT.	REVENUS.
3,902 fr. de rente 3 p. 0/0	69 42 1/2	91,687 28	3,902
45 Obligations Dauphiné.....	323 00	14,535 00	6,112 50
200 Obligations Bourbonnais.....	322 00	64,400 00	3,000 00
114 Obligations Ouest.....	391 25	36,622 50	1,711 25
4 Obligations libérées de la Ville de Paris (emprunt de 1865).....	538 75	2,155 00	862 50
		<hr/> 209,399 78	<hr/> 9,415 25

Le capital représenté par ces valeurs était, à la date du 10 mai 1868, de..... 209,399 fr. 78 cent., produisant annuellement 9,427 fr. de rente.

Il y avait en caisse ledit jour..... 2,940 fr.

Le capital net était donc de..... 212,339 fr.

Il était, le 10 mai 1867, de..... 206,589 fr.

Soit une augmentation pendant l'exercice 1867-1868, de 5,750 fr.

DROITS D'AUTEUR

ÉTENDUS DANS LES TRAITÉS PASSÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

S DES EXERCICES 1866-1867 ET 1867-1868,
DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.

Placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les paiements, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui des droits a été fait dans les agences générales de la Société. Il a été d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en déduisant les mois où il repose. Il a été vérifié avec soin, et il est l'expression exacte des droits perçus par les agences générales de la Société pendant les deux derniers exercices.

I. — PARIS

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR.	
				Différence en faveur	
Mois.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
01 01	5,517 80	186,072 17	8,956 25	"	3,438 75
02 13	6,325 00	216,830 26	8,773 75	"	2,448 75
03 18	6,318 75	182,706 69	7,687 50	"	1,368 75
04 09	6,162 50	183,270 82	8,065 00	"	1,922 50
05 01	6,636 25	188,691 01	8,127 50	"	1,481 25
06 26	7,900 00	189,532 91	8,375 00	"	575 00
07 09	7,570 00	112,559 94	6,468 75	1,101 25	"
08 14	7,650 00	131,816 22	6,712 50	337 50	"
09 14	7,625 00	118,322 23	6,598 75	1,031 25	"
10 14	5,637 50	127,577 88	7,012 50	"	1,375 00
11 09	7,018 75	140,852 45	7,368 75	"	350 00
12 10	6,500 00	159,870 02	7,500 00	"	1,000 00
18 49	80,781 25	1,938,183 63	91,671 25	"	10,890 00
01 07	13,100 50	132,471 11	15,695 65	"	1,995 15
02 03	4,106 45	119,540 40	9,880 20	"	5,771 75
03 30	2,411 64	119,598 40	14,196 34	"	11,784 73
04 30	3,392 64	104,736 90	13,634 30	"	10,241 66
05 02	5,247 32	132,027 40	17,454 76	"	12,207 44
06 37	7,394 31	164,493 20	22,591 29	"	15,196 98
07 04	10,392 70	98,418 58	12,098 59	"	1,699 69
08 14	10,668 79	72,504 56	7,418 80	3,249 99	"
09 11	10,323 09	88,573 60	10,934 32	"	598 23
10 08	12,414 35	149,330 62	17,340 81	"	5,526 20
11 25	15,911 64	139,063 76	19,279 76	"	4,268 12
12 01	9,294 80	97,507 92	13,279 39	"	3,984 59
12 28	103,760 40	1,408,766 45	173,785 21	"	70,024 81

MOIS.	EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
OPÉRA-COMIQUE.						
Mai.....	102,374 75	12,091 05	141,014 75	18,046 24	"	5,935 19
Juin.....	52,269 29	6,008 30	150,294 50	19,159 80	"	13,451 50
Juillet.....	44,100 95	5,255 00	117,503 20	14,896 30	"	9,641 30
Août.....	59,032 25	6,071 58	104,730 00	12,552 09	"	7,480 51
Septembre.....	77,759 00	8,164 44	152,852 50	16,906 63	"	8,742 21
Octobre.....	84,611 70	9,531 93	189,632 70	20,778 22	"	11,246 29
Novembre.....	99,107 53	11,500 18	117,970 25	13,223 46	"	1,722 28
Décembre.....	127,544 10	15,596 05	135,917 70	16,517 86	"	921 81
Janvier.....	118,716 20	14,892 90	108,664 70	10,901 96	3,990 94	"
Février.....	102,059 60	12,044 26	129,296 05	18,031 57	"	5,987 31
Mars.....	133,247 75	16,275 90	165,225 25	21,067 99	"	4,092 09
Avril.....	102,889 65	13,341 06	150,153 50	19,498 10	"	6,157 04
	1,103,809 79	131,472 65	1,673,885 10	202,890 24	"	71,407 59
ODÉON.						
Mai.....	62,454 50	7,917 35	38,425 50	4,146 12	3,771 23	"
Juin.....	"	"	32,271 75	3,394 07	"	3,394 07
Juillet.....	"	"	41,444 75	3,508 50	"	3,508 50
Août.....	"	"	26,944 25	2,916 47	"	2,916 47
Septembre.....	30,290 75	3,372 28	58,084 75	7,583 84	"	4,211 56
Octobre.....	27,846 75	3,048 84	95,680 25	10,921 16	"	7,872 32
Novembre.....	83,800 75	9,836 41	87,554 75	6,488 83	3,347 58	"
Décembre.....	60,621 00	7,098 32	35,670 25	3,959 85	3,138 47	"
Janvier.....	35,901 17	4,026 45	30,790 50	3,197 70	828 75	"
Février.....	36,271 25	4,273 28	45,467 00	5,476 65	"	1,903 37
Mars.....	23,477 75	2,420 81	47,656 25	6,399 32	"	3,978 51
Avril.....	34,476 00	3,807 94	39,280 25	4,662 08	"	854 14
	395,139 92	45,801 68	549,270 25	62,654 59	"	16,852 91
LYRIQUE.						
Mai.....	86,404 10	6,128 41	188,333 15	20,837 68	"	14,709 27
Juin.....	76,752 10	5,320 45	142,602 00	15,266 75	"	9,946 30
Juillet.....	"	"	121,699 00	13,996 43	"	13,996 43
Août.....	51,576 10	4,982 04	115,250 50	12,934 35	"	7,952 31
Septembre.....	85,288 50	7,933 07	125,002 00	13,919 25	"	5,986 28
Octobre.....	99,822 90	9,211 19	160,581 50	17,549 93	"	8,338 74
Novembre.....	96,034 50	8,724 48	98,273 50	11,270 61	"	2,546 13
Décembre.....	102,932 30	7,220 99	56,194 00	6,293 23	927 76	"
Janvier.....	97,939 70	6,678 46	75,042 00	8,826 62	"	2,148 16
Février.....	96,879 00	8,413 95	78,387 00	8,750 84	"	336 89
Mars.....	112,905 00	11,463 70	44,216 50	4,350 14	7,113 56	"
Avril.....	71,275 00	6,456 73	26,827 80	2,655 96	3,800 77	"
	977,715 20	82,533 47	1,242,408 95	136,651 89	"	54,118 42

EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
536 25	3,552 42	176,104 20	17,610 16	"	14,057 74
097 50	16,309 45	198,380 73	19,837 65	"	2,928 20
593 00	14,459 11	178,004 50	17,800 04	"	3,340 93
049 90	15,604 72	186,622 00	18,661 70	"	3,056 98
836 25	18,683 27	215,879 25	21,587 60	"	2,904 33
701 75	16,178 80	198,111 00	19,810 88	"	3,632 08
505 00	13,850 15	42,510 00	4,250 85	9,599 30	"
690 45	14,668 88	129,500 50	15,479 97	"	811 09
064 25	17,396 16	100,188 00	12,032 87	5,373 29	"
098 50	8,309 76	58,246 75	6,989 58	1,320 18	"
324 90	9,922 27	81,630 50	8,163 05	1,759 22	"
189 25	10,618 83	55,837 00	5,583 70	5,035 13	"
567 00	160,153 82	1,621,014 45	167,798 05	"	7,644 23
763 00	6,931 50	51,575 50	6,189 06	742 44	"
343 00	3,461 05	37,041 00	5,814 79	"	2,243 74
272 50	2,312 64	55,911 00	6,709 30	"	4,396 68
160 50	2,299 17	38,374 50	4,604 88	"	2,395 71
728 50	1,527 34	56,700 00	6,804 03	"	5,276 69
068 50	2,156 10	68,288 00	8,194 51	"	6,038 41
162 50	2,438 77	59,185 00	7,402 20	"	4,663 42
583 00	9,789 96	38,752 00	4,723 23	5,066 73	"
365 00	6,403 80	39,012 50	4,681 50	1,722 30	"
877 50	5,985 25	40,600 00	4,909 12	1,076 13	"
876 00	7,425 03	36,716 50	4,405 18	3,019 85	"
248 00	4,469 76	30,303 50	3,636 42	833 34	"
348 00	55,140 37	562,553 50	67,604 22	"	12,463 85
830 00	9,224 59	136,862 00	16,423 44	"	7,198 85
555 00	4,506 59	136,369 00	16,364 28	"	11,857 69
697 00	6,083 63	145,119 50	17,414 34	"	11,330 71
064 00	2,767 23	133,491 50	16,018 98	"	13,251 75
529 50	8,583 48	141,715 00	17,005 80	"	8,422 32
518 00	6,182 04	167,294 50	20,075 28	"	13,893 24
525 50	8,343 04	90,115 00	10,813 80	"	2,470 76
421 50	9,410 58	49,208 75	5,905 05	3,505 53	"
636 50	9,676 33	80,106 00	9,642 72	63 61	"
349 50	6,441 08	77,017 50	9,242 18	"	2,801 10
266 00	8,071 75	100,415 50	12,018 80	"	3,947 11
514 50	10,216 14	68,585 75	8,403 08	1,813 06	"
724 00	89,506 48	1,326,600 00	159,297 81	"	69,791 33

MOIS.	EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. — Différence de
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867 à 1867-1868.
PALAIS-ROYAL.					
Mai.....	69,315 25	8,464 50	84,949 00	11,892 90	»
Juin.....	38,870 00	3,529 10	84,649 50	11,850 95	»
Juillet.....	31,484 75	3,777 81	68,251 50	9,235 53	»
Août.....	49,849 50	5,961 94	49,881 00	5,965 72	»
Septembre.....	62,069 00	7,448 28	79,907 00	9,588 84	»
Octobre.....	53,437 25	6,412 47	106,731 00	13,984 42	»
Novembre.....	125,539 25	17,619 84	73,464 00	8,815 69	8,804 13
Décembre.....	128,898 50	18,045 79	99,894 50	15,963 15	2,062 64
Janvier.....	124,753 50	17,465 51	51,875 50	7,686 14	9,779 37
Février.....	94,234 00	13,192 82	63,736 00	8,353 89	4,838 93
Mars.....	91,436 50	12,801 11	67,826 00	9,483 86	3,317 25
Avril.....	71,527 50	10,013 87	54,319 00	6,663 80	3,350 07
	931,415 00	124,753 04	885,474 00	119,524 69	5,228 15
GYMNASE.					
Mai.....	63,610 00	7,633 15	83,339 25	10,000 71	»
Juin.....	22,718 75	2,726 30	51,710 75	6,331 30	»
Juillet.....	36,245 25	3,149 29	42,768 50	5,132 22	»
Août.....	24,186 75	2,902 41	30,999 00	3,719 88	»
Septembre.....	31,964 75	3,945 63	48,448 75	5,889 37	»
Octobre.....	125,926 75	15,132 91	65,649 50	7,937 94	7,194 97
Novembre.....	135,679 75	16,437 05	51,549 50	6,185 94	10,251 11
Décembre.....	117,755 75	14,130 69	68,268 25	8,192 19	5,938 50
Janvier.....	83,712 75	10,045 53	61,216 75	7,346 01	2,699 52
Février.....	60,916 00	7,547 39	72,538 75	10,984 65	»
Mars.....	95,843 75	11,501 25	80,492 00	9,639 04	1,842 21
Avril.....	117,545 25	14,105 43	64,139 75	7,696 77	6,408 66
	906,105 50	109,257 03	721,120 75	89,076 02	20,181 01
PORTE-SAINT-MARTIN.					
Mai.....	67,070 75	6,706 70	71,922 75	7,986 40	»
Juin.....	27,164 00	2,929 55	103,299 30	12,502 90	»
Juillet.....	40,417 00	4,418 92	184,222 00	18,483 75	»
Août.....	50,648 50	5,064 55	173,035 00	17,263 00	»
Septembre.....	22,971 25	2,297 07	180,064 25	18,067 80	»
Octobre.....	108,543 50	10,854 05	183,956 05	18,457 20	»
Novembre.....	71,852 25	7,184 87	69,282 45	6,798 92	385 95
Décembre.....	98,840 75	11,724 10	30,794 25	3,063 96	6,658 14
Janvier.....	95,237 25	11,428 39	170,937 00	17,155 53	»
Février.....	117,471 25	14,152 25	127,626 00	12,976 05	1,176 90
Mars.....	97,646 00	11,778 79	61,964 50	5,825 00	5,953 79
Avril.....	88,548 25	10,023 95	41,458 70	4,145 80	5,880 15
	886,410 75	98,565 19	1,399,582 25	142,728 33	»

EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
33 25	6,223 06	55,961 00	5,596 10	624 98	"
41 50	4,736 40	63,630 50	5,580 02	"	843 62
55 75	7,035 50	60,150 00	5,261 90	1,773 60	"
09 50	5,240 95	31,027 00	3,067 05	2,173 90	"
66 00	5,696 60	127,155 00	12,715 50	"	7,016 90
23 00	4,842 30	108,233 00	10,788 30	"	5,946 00
03 50	6,214 45	55,841 50	5,584 20	630 25	"
93 50	4,803 55	55,415 50	5,972 80	"	1,169 25
20 00	13,542 00	65,711 00	6,571 10	6,970 90	"
78 50	10,417 85	50,149 50	5,106 95	5,310 90	"
64 00	9,906 40	111,362 00	13,363 44	"	3,453 04
90 50	7,238 05	55,423 50	6,650 75	587 30	"
89 00	85,899 13	843,079 50	86,260 11	"	360 98
179 00	8,517 65	45,056 60	4,505 35	4,012 30	"
246 25	2,724 55	40,274 75	4,027 20	"	1,302 65
338 50	3,263 64	36,687 55	3,668 40	"	404 76
442 00	3,443 90	59,788 75	7,174 70	"	3,730 80
049 50	3,704 55	72,362 95	8,683 40	"	4,978 85
368 25	5,966 90	69,795 75	8,375 50	"	2,388 60
559 25	7,979 22	79,008 50	9,481 05	"	2,201 83
927 50	4,771 85	77,148 25	9,258 05	"	4,486 20
066 70	5,808 30	58,219 45	6,966 38	"	1,178 08
299 50	5,129 75	96,069 00	9,738 75	"	4,609 00
028 50	4,902 65	72,773 80	7,277 05	"	2,374 40
171 50	4,116 95	43,062 25	4,306 05	"	189 10
296 45	59,649 91	750,247 60	83,481 88	"	23,831 97
"	"	16,797 15	1,679 53	"	1,679 53
"	"	11,661 25	1,166 05	"	1,166 05
"	"	9,616 25	961 30	"	961 30
"	"	5,364 50	536 15	"	536 15
"	"	12,502 00	1,249 82	"	1,249 82
"	"	37,275 50	3,727 10	"	3,727 10
"	"	24,068 75	2,574 27	"	2,574 27
248 25	1,024 60	14,563 50	2,073 80	"	1,049 20
830 50	1,182 70	82,799 50	13,459 90	"	12,277 20
222 75	1,031 90	74,393 00	11,979 30	"	10,947 40
715 45	1,471 29	46,576 50	6,221 40	"	4,750 11
578 75	687 70	37,204 00	4,598 25	"	3,940 55
695 70	5,268 19	372,624 90	50,226 87	"	44,858 68

MOIS.	EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR — Différence en faveur	
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
FOLIES-DRAMATIQUES.						
Mai.....	20,099 60	2,049 28	25,379 45	2,527 85	"	478
Juin.....	"	"	30,577 95	3,599 83	"	3,799
Juillet.....	"	"	20,655 10	2,105 35	"	2,105
Août.....	10,484 30	1,048 30	21,096 50	2,109 48	"	1,061
Septembre.....	22,263 85	2,283 00	31,373 90	3,127 10	"	844
Octobre.....	12,919 60	1,403 89	48,462 25	4,845 92	"	3,442
Novembre.....	12,201 80	1,308 70	67,909 20	6,790 65	"	5,481
Décembre.....	25,049 25	2,504 65	69,203 55	6,920 17	"	4,415
Janvier.....	22,571 53	2,256 80	55,919 75	5,591 83	"	3,335
Février.....	28,322 10	2,831 89	48,674 60	4,873 54	"	2,041
Mars.....	31,735 10	3,173 20	33,068 65	3,306 70	"	133
Avril.....	42,598 00	4,259 61	19,041 05	1,903 90	2,355 71	"
	228,245 15	23,119 32	471,160 95	47,702 31	"	24,581
CLUNY (Folies-S.-Germain).						
Mai.....	7,026 55	703 45	9,670 75	817 18	"	114
Juin.....	1,047 50	104 63	12,115 25	968 99	"	864
Juillet.....	4,071 50	296 90	14,282 75	1,142 30	"	843
Août.....	8,906 25	835 37	14,515 25	1,160 99	"	525
Septembre.....	"	"	21,688 00	1,734 68	"	1,734
Octobre.....	2,537 50	253 70	40,757 50	3,285 46	"	3,031
Novembre.....	13,861 00	1,377 60	30,085 75	2,406 52	"	1,028
Décembre.....	13,195 50	1,331 38	22,222 75	2,022 88	"	692
Janvier.....	16,073 60	1,607 00	37,198 00	3,719 45	"	2,112
Février.....	15,645 25	1,564 20	35,802 75	3,580 00	"	2,015
Mars.....	13,920 50	1,402 47	29,485 50	2,949 20	"	1,516
Avril.....	13,402 50	1,083 35	18,067 25	1,547 10	"	461
	109,887 63	10,361 07	286,601 50	25,338 75	"	14,974
BOUFFES-PARISIENS.						
Mai.....	25,862 50	2,586 25	"	"	2,586 25	"
Juin.....	701 00	70 10	"	"	70 10	"
Juillet.....	"	"	"	"	"	"
Août.....	"	"	8,417 00	841 67	"	841
Septembre.....	6,641 75	664 14	25,009 00	2,500 90	"	1,836
Octobre.....	25,411 00	2,540 98	39,174 50	3,917 45	"	1,376
Novembre.....	31,415 75	3,141 20	34,954 00	3,529 52	"	388
Décembre.....	28,592 75	2,859 16	28,320 00	2,861 05	"	1
Janvier.....	34,465 00	4,407 24	12,478 50	1,258 55	3,148 69	"
Février.....	48,477 25	7,360 91	14,020 50	1,402 05	5,958 86	"
Mars.....	31,604 50	4,713 40	25,436 50	2,558 90	2,154 50	"
Avril.....	3,665 50	492 69	18,288 75	1,829 87	"	1,340
	236,837 00	28,836 07	206,098 75	20,702 96	8,133 11	"

1866-1867.			EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
	Droits d'auteur.		Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868
5	2,168 13		22,475 25	2,121 00	44 15	"
5	509 04		17,542 10	1,091 12	"	592 04
	"		10,892 95	909 65	"	909 65
0	41 74		6,263 30	625 98	"	584 24
5	1,703 65		2,844 00	581 25	1,419 40	"
5	1,552 39		27,414 90	2,297 28	"	714 89
5	2,006 05		25,794 50	1,934 40	71 65	"
0	2,037 43		21,574 50	2,056 02	1 41	"
5	1,745 60		13,233 75	1,323 05	422 55	"
5	2,118 85		16,041 50	1,603 80	515 05	"
5	1,799 65		12,588 95	1,258 65	541 00	"
0	1,364 53		16,622 75	1,662 14	"	207 59
0	17,067 10		103,288 45	17,170 34	"	103 24
0	1,268 87		14,011 50	1,681 38	"	112 51
0	448 80		12,918 50	1,550 21	"	1,101 41
0	309 72		9,983 50	1,197 97	"	888 25
	"		8,939 75	615 43	"	615 43
0	215 15		12,277 00	1,473 22	"	1,258 07
0	997 70		19,295 50	2,315 47	"	1,317 77
0	1,136 99		13,171 50	1,580 58	"	443 59
0	1,247 83		10,064 00	1,207 68	40 15	"
0	849 10		2,365 00	283 80	565 30	"
0	1,362 14		13,498 50	1,619 88	"	257 74
0	1,315 14		11,772 50	1,412 76	"	97 62
0	1,299 30		10,875 00	1,336 43	"	37 13
0	10,450 74		139,172 25	16,274 81	"	5,824 67
5	1,871 28		20,420 75	2,042 92	"	171 64
5	963 57		18,199 50	1,819 77	"	856 20
5	1,064 48		15,157 00	1,515 55	"	451 07
0	809 03		8,091 50	809 10	"	" 07
0	754 94		7,967 90	796 60	"	41 66
5	1,074 38		11,587 35	1,158 60	"	84 22
5	1,066 76		6,666 50	696 52	270 21	"
5	1,301 94		19,434 75	1,943 44	"	611 50
5	1,930 20		14,825 00	1,482 40	467 80	"
5	1,550 95		13,136 50	1,313 65	237 30	"
0	1,251 10		9,530 75	953 03	298 03	"
0	1,672 05		8,710 25	871 00	801 05	"
0	15,330 68		151,037 75	15,402 60	"	71 92

MOIS.	EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROIT Différence de 1866-1867
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	
ATHÉNÉE.					
Décembre	"	"	16,760 50	2,011 20	"
Janvier	"	"	13,167 00	1,580 04	"
Février	"	"	23,804 50	2,856 54	"
Mars	"	"	22,533 25	2,542 89	"
Avril	"	"	55,546 00	5,558 74	"
	"	"	132,811 25	14,549 41	"
BRAUMARCHAIS.					
Mai	2,541 75	254 05	11,005 00	1,100 15	"
Juin	995 00	99 50	11,504 75	1,150 00	"
Juillet	"	"	14,083 50	1,407 95	"
Août	10,707 50	1,070 45	8,235 75	823 35	217
Septembre	17,949 25	1,794 55	14,343 75	1,433 95	360
Octobre	22,166 50	2,216 20	14,306 25	1,456 59	759
Novembre	19,602 25	1,959 95	13,102 50	1,342 18	617
Décembre	18,043 50	1,804 10	10,102 35	1,009 90	794
Janvier	17,368 25	1,418 90	12,545 50	1,254 05	164
Février	15,733 50	1,159 26	12,239 00	1,223 70	"
Mars	23,820 75	2,381 70	10,372 80	1,036 80	1,344
Avril	10,846 50	1,084 30	8,102 25	831 34	252
	159,774 75	15,242 96	139,943 40	14,069 96	1,173
PRINCE-EUGÈNE (Délassements-Com.)					
Mai	5,593 50	559 35	3,032 50	302 89	256
Juin	"	"	1,630 10	162 80	"
Juillet	"	"	1,135 60	113 55	"
Août	"	"	"	"	"
Septembre	10,389 00	1,038 90	"	"	1,038
Octobre	8,196 50	819 63	65 50	6 55	819
Novembre	8,377 50	835 75	4,966 75	496 55	352
Décembre	5,641 00	564 10	3,857 00	385 45	178
Janvier	5,458 00	545 80	5,567 25	556 70	"
Février	2,306 50	230 65	3,719 90	371 95	"
Mars	815 25	81 50	5,821 95	581 85	"
Avril	"	"	3,991 00	404 96	"
	46,777 25	4,695 70	33,787 55	3,383 25	1,312
NOUVEAUTÉS.					
Mai	3,538 50	353 50	4,383 60	438 10	"
Juin	2,924 50	292 10	3,045 10	304 40	"
Juillet	1,195 50	119 45	592 75	59 25	60
Août	"	"	"	"	"
Septembre	4,390 50	438 95	2,166 10	216 60	222
Octobre	4,992 05	498 85	4,264 50	426 42	79
Novembre	5,531 90	552 95	(1)	360 00	192
Décembre	1,037 50	103 70	"	791 20	"
Janvier	954 30	95 35	"	614 65	"
Février	4,402 00	439 85	"	452 40	"
Mars	3,453 75	345 10	"	348 00	"
Avril	2,295 00	229 25	"	348 00	"
	34,715 50	3,469 05	14,452 05	4,359 02	"

1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1866-1867	de 1867-1868	
813 31	"	"	813 31	"	
"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	
1,085 04	"	"	1,085 04	"	
787 65	"	"	787 65	"	
641 17	7,065 40	706 44	"	65 27	
526 06	6,859 40	685 87	"	159 81	
1,147 83	1,506 75	150 63	997 18	"	
805 76	"	"	805 76	"	
660 13	"	"	660 13	"	
444 45	"	"	444 45	"	
6,911 40	15,431 55	1,542 96	5,368 44	"	
"	18,398 00	2,207 76	"	2,207 76	
"	22,968 00	2,756 16	"	2,756 16	
"	41,366 00	4,963 92	"	4,963 92	
"	2,476 25	198 10	"	198 10	
"	"	457 25	"	457 25	
161 08	"	"	161 08	"	
77 90	"	"	77 90	"	
238 98	2,476 25	635 35	"	416 37	
"	3,531 50	349 95	"	349 95	

RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE.

NOTA. Les Théâtres dont les Recettes ne sont pas indiquées payent un droit fixe

THÉÂTRES.	EXERCICE 1866-1867.		EXERCICE 1867-1868.		DROIT d'auteur.
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	Différence
Opéra.....	1,295,818 49	80,781 23	1,938,183 63	91,671 25	»
Théâtre-Français....	884,582 28	103,760 40	1,408,766 45	173,785 21	»
Italiens.....	»	4,602 40	»	3,904 59	79
Opéra-Comique.....	1,103,809 79	131,472 65	1,673,885 10	202,880 24	»
Odéon.....	395,139 92	45,801 64	549,270 25	62,654 59	»
Lyrique.....	977,715 20	82,533 47	1,242,408 95	136,651 89	»
Renaissance.....	»	»	41,366 00	4,963 92	»
Châtelet.....	1,601,567 00	160,153 82	1,621,014 45	167,798 05	»
Vaudeville.....	458,348 00	55,140 37	562,453 50	67,604 22	»
Variétés.....	744,724 00	89,506 48	1,326,000 00	159,297 81	»
Palais-Royal.....	931,415 00	124,753 04	885,474 00	119,524 89	5,22
Gymnase.....	906,105 50	109,257 03	721,120 75	89,076 02	20,18
Porte-Saint-Martin...	886,410 75	98,565 19	1,399,582 25	142,728 33	»
Gaîté.....	869,989 00	85,899 13	843,079 50	86,260 11	»
Ambigu.....	569,296 45	59,649 91	750,247 60	83,481 88	»
Menus-Plaisirs.....	53,695 70	5,368 19	372,824 90	50,226 87	»
Folies dramatiques..	228,245 15	23,119 32	471,160 95	47,702 34	»
Cluny (Folies-S.-G.)..	109,687 65	10,361 07	286,601 50	25,335 75	»
Bouffes-Parisiens....	236,837 00	28,836 07	206,098 75	20,702 96	8,13
Déjazet.....	170,694 20	17,067 10	193,288 45	17,170 34	»
Fantaisies-Parisiennes	87,090 50	10,450 74	139,172 25	16,274 81	»
Folies-Marigny.....	153,330 10	15,330 68	154,037 75	15,402 60	»
Athénée.....	»	»	132,811 25	14,519 41	»
Beaumarchais.....	159,774 75	15,242 96	139,943 40	11,069 96	1,17
Prince-Eugène (Déla.)	46,777 25	4,695 70	33,787 55	3,383 25	1,31
Nouveautés.....	31,715 50	3,469 05	14,452 03	4,359 02	»
Lafayette.....	»	1,154 56	»	4,320 00	»
Alexzar.....	»	»	»	2,420 00	»
Folies-Saint-Antoine..	»	2,277 00	»	1,969 00	30
Saint-Pierre.....	»	473 00	»	1,799 00	»
Luxembourg.....	70,055 65	6,911 40	15,431 55	1,512 96	5,36
École lyrique.....	»	1,360 00	»	1,425 00	»
Molière.....	»	380 00	»	1,110 00	»
Grand-Th.-Parisien..	10,064 55	1,006 24	»	»	1,00
Rossini.....	2,962 50	239 98	2,176 25	655 25	»
Cirque Prince Impér.	187,184 55	8,538 39	»	»	8,53
Théâtre international	»	»	3,531 50	349 95	»
Salle Herz.....	»	68 00	»	»	6
Salle Pleyel.....	»	10 00	»	»	1
Recettes diverses....	»	1,958 65	»	»	1,95
TOTAUX.....		1,390,193 92		1,836,961 57	»

APITULATION PAR MOIS.

EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
114,844 59	160,479 06	»	45,634 47
66,423 49	151,539 44	»	85,115 95
60,501 53	148,340 37	»	87,838 82
71,311 00	135,933 52	»	64,622 52
94,931 65	178,101 56	»	83,169 91
119,668 42	214,083 92	»	94,415 50
143,956 58	132,726 07	11,230 51	»
152,931 82	135,524 30	17,427 52	»
153,089 39	148,567 22	4,522 17	»
135,355 32	157,006 44	»	21,651 12
150,094 05	154,951 98	»	4,857 93
127,066 06	119,697 89	7,368 37	»
1,396,193 92	1,836,951 57	»	440,757 65

II. — DÉPARTEMENTS.

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

NOM DES VILLES.	EXERCICES		DIFFÉRENC en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-
VILLES MENSUELLES.				
Agen.....	614 85	818 97	»	96
Alger.....	8,624 35	7,081 60	1,542 75	
Amiens.....	4,937 30	4,069 21	888 09	
Angers.....	3,432 33	2,069 20	1,363 13	
Angoulême.....	1,111 00	471 00	643 00	
Bayonne.....	2,353 86	676 06	1,677 80	
Besançon.....	3,612 12	3,174 10	438 02	
Bordeaux (Grand-Théâtre).....	28,677 65	24,159 35	4,518 30	
— (Français).....	23,629 97	18,857 65	4,772 32	
— (Gymnase).....	6,917 17	5,663 75	1,253 42	
— (Napoléon).....	8,643 89	6,284 95	2,358 94	
— divers.....	540 75	160 00	380 75	
Boulogne-sur-Mer.....	3,169 20	4,617 45	»	1,44
Bourges.....	1,297 25	633 83	663 40	
Brest... (Grand-Théâtre).....	1,069 86	3,490 70	»	2,42
— (Variétés).....	889 35	»	859 35	
— (Bourse).....	58 00	»	58 00	
— (Tr. nantaise).....	876 00	»	876 00	
— Marionnettes).....	91 90	»	91 90	
— Soirées).....	»	314 60	»	31
Caen.....	2,261 60	1,744 69	516 91	
— (Foire).....	170 00	184 00	»	1
Calais.....	1,468 52	952 09	516 43	
Cherbourg.....	843 90	885 62	»	4
Clermont-Ferrand.....	1,521 40	1,208 70	315 70	
Dijon.....	7,109 05	4,936 15	2,172 90	
Douai.....	1,440 88	1,202 55	238 33	
Elbeuf.....	2,155 00	2,656 25	»	50
— (divers).....	342 00	24 00	318 00	40
— (Caudebec).....	30 00	432 00	»	
Grenoble.....	4,132 57	2,765 68	1,366 89	
Le Havre (Grand-Théâtre).....	12,704 40	6,538 62	6,165 78	
— (Vaudeville).....	1,171 75	1,358 13	»	18
— (Cirque).....	1,988 45	1,478 97	509 48	
— Renaissance).....	123 60	»	123 60	
Lille..... (Grand-Théâtre).....	17,741 06	11,028 55	6,712 51	
— (Variétés).....	10,739 81	5,347 74	5,392 07	
— (Wazemmes).....	142 00	»	142 00	
Limoges.....	3,153 37	2,020 72	1,132 65	
Lorient.....	1,287 90	1,236 00	51 90	
Lyon... (Grand-Théâtre).....	25,931 30	23,532 26	2,399 04	
— (Célestins).....	27,929 58	21,801 38	6,128 20	
— (Variétés).....	2,245 80	1,243 70	1,002 10	
— (Croix-Rousse).....	1,707 00	653 00	1,054 00	
— (Gymnase).....	395 00	138 00	257 00	
— (divers).....	882 50	596 75	285 75	
Le Mans.....	»	307 30	»	30
Marseille (Grand-Théâtre).....	35,488 85	17,110 60	18,378 25	
— (Gymnase).....	21,902 85	18,960 95	2,941 90	
— (Chave).....	1,346 60	1,245 00	101 60	
— (divers).....	222 00	254 00	»	3
Metz.....	8,650 35	7,787 75	862 60	
A reporter....	297,763 89	222,173 59		

ES.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Report....	297,763 89	222,173 89	"	"
1,881 00		841 00	1,043 00	"
théâtre)....	8,633 50	7,257 25	1,376 25	"
"	"	382 40	"	382 40
"	5,069 66	4,090 50	999 16	"
re).....	21,278 05	15,038 38	6,239 67	"
"	265 00	785 90	"	520 90
"	692 00	"	692 00	"
re).....	5,169 19	5,372 35	"	203 16
"	"	1,013 00	"	1,013 00
"	2,641 00	369 95	2,271 05	"
"	212 00	218 00	"	6 00
"	2,342 65	2,353 55	"	10 90
"	3,186 25	2,380 82	805 43	"
"	6,005 02	5,026 95	978 07	"
"	2,891 75	2,211 47	680 28	"
Arts)....	14,931 42	12,688 78	2,242 64	"
"	7,954 33	5,836 06	2,118 27	"
"	3,323 06	3,002 57	320 49	"
"	"	408 00	"	408 00
"	911 00	"	911 00	"
théâtre)...	3,643 67	4,664 40	"	1,020 73
"	"	148 00	"	148 00
théâtre)...	2,823 15	2,233 17	589 98	"
"	943 00	5 00	938 00	"
"	11,960 60	10,948 55	1,011 45	"
re).....	12,568 85	7,529 75	5,039 10	"
"	466 40	"	466 40	"
"	17,049 91	13,106 22	3,943 69	"
"	8,933 27	7,821 03	1,112 34	"
re).....	7,218 25	6,077 40	1,140 85	"
"	2,413 90	2,520 00	"	106 10
TAUX.....	453,197 27	346,504 01	106,693 26	"

VILLES TRIMESTRIELLES.

	848 00	987 00	"	139 00
	1,130 30	1,576 00	"	445 70
	1,810 20	1,407 50	402 70	"
	3,189 35	3,833 00	"	643 65
	592 50	761 00	"	168 50
	1,909 80	3,289 50	"	1,379 70
	576 00	592 00	"	16 00
	1,026 00	854 00	172 00	"
	696 00	608 50	87 50	"
	929 00	501 00	428 00	"
	1,252 00	660 05	591 95	"
	517 00	1,215 00	"	698 00
	508 10	480 35	27 75	"
	1,131 25	718 00	413 25	"
	202 00	453 00	"	251 00
	166 00	67 00	99 00	"
	316 06	416 30	"	100 30
	520 00	341 00	179 00	"
	563 98	336 00	227 98	"
	567 60	718 00	"	151 00
(re).....	1,750 00	1,833 00	"	83 00
"	"	156 00	"	156 00
porter....	20,220 48	21,605 20	"	"

NOM DES VILLES.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Report....	20,220 48	21,805 20	"	"
Dunkerque	1,406 00	2,692 85	"	1,286 85
Épernay.....	538 40	358 00	180 40	"
Étampes.....	172 00	200 00	"	28 00
Évreux.....	399 00	602 00	"	203 00
Fontainebleau.....	395 00	307 00	88 00	"
Laon.....	363 00	203 15	159 85	"
Laval.....	716 00	546 00	170 00	"
Mâcon.....	1,466 65	1,244 00	222 65	"
Mans (Le).....	2,180 00	1,976 75	203 25	"
Mézières.....	34 00	91 00	"	60 00
Moulins.....	916 00	818 00	98 00	"
Mulhouse.....	1,023 00	1,321 00	"	298 00
Narbonne.....	430 50	295 00	135 50	"
Nevers.....	1,028 00	904 30	123 70	"
Nice.....	3,659 80	2,283 00	1,376 80	"
Niort.....	556 25	824 75	"	268 50
Oran.....	844 00	337 50	486 50	"
Périgueux.....	717 35	719 85	"	2 50
Perpignan.....	2,718 33	2,332 00	386 33	"
Philippeville.....	693 00	379 00	314 00	"
Puy (Le).....	482 00	374 00	108 00	"
Rennes.....	2,298 91	2,234 00	64 91	"
Riom.....	152 00	122 00	30 00	"
Roanne.....	762 00	806 00	"	44 00
Rochelle (La).....	1,111 51	778 50	333 01	"
Roubaix.....	2,145 00	"	2,145 00	"
Saintes.....	427 75	472 75	"	45 00
Saint-Brieuc.....	263 00	117 00	146 00	"
Saint-Germain.....	890 50	647 00	243 50	"
Saint-Lô.....	65 00	"	65 00	"
Saint-Omer.....	653 40	614 00	39 00	"
Sedan.....	1,112 65	786 70	325 50	"
Soissons.....	786 00	368 00	398 00	"
Tours... (Grand-Théâtre).....	1,324 66	1,928 15	"	603 49
— (divers).....	1,295 50	1,321 00	"	25 50
Troyes.....	2,307 00	1,812 00	495 00	"
Valenciennes.....	1,280 00	2,039 80	"	759 80
Vernon.....	262 00	233 00	29 00	"
TOTAUX.....	58,095 64	51,937 35	3,158 29	"

VILLES SEMESTRIELLES.

Aix-les-Bains.....	65 00	12 00	53 00	"
Alais.....	193 00	374 00	"	181 00
Alençon.....	269 50	351 00	"	84 50
Amboise.....	"	122 00	"	122 00
Andelys (Les).....	"	80 00	"	80 00
Argentan.....	230 00	136 00	94 00	"
Aries.....	768 00	509 00	259 00	"
Ars-sur-Moselle.....	"	24 00	"	24 00
Auch.....	391 00	649 00	"	258 00
Aurillac.....	231 00	318 00	"	67 00
Autun.....	502 00	227 00	275 00	"
Auxerre.....	312 00	374 00	"	62 00
Auxonne.....	98 00	53 00	45 00	"
Avallon.....	104 00	30 00	74 00	"
Bagnères.....	466 80	775 00	"	308 20
A reporter....	3,630 30	4,037 00	"	"

S.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Report...	3,650 30	4,037 00	"	"
.....	378 00	162 00	216 00	"
.....	80 00	81 00	"	4 00
.....	48 00	32 00	16 00	"
.....	96 00	122 00	"	26 00
.....	560 00	299 00	261 00	"
.....	93 00	27 00	66 00	"
.....	114 00	"	114 00	"
.....	442 00	442 00	"	"
.....	"	779 80	"	779 80
.....	"	1,193 00	"	1,193 00
.....	533 00	300 00	233 00	"
.....	8 00	8 00	"	"
.....	131 00	139 00	"	8 00
.....	155 00	427 00	"	272 00
.....	200 50	323 50	"	123 00
.....	157 00	216 00	"	89 00
.....	282 50	241 50	41 00	"
.....	142 00	43 00	99 00	"
.....	60 00	104 00	"	44 00
.....	"	10 00	"	10 00
.....	131 00	146 00	"	15 00
.....	116 00	146 00	"	30 00
.....	42 00	30 00	12 00	"
.....	163 50	198 25	"	34 75
.....	71 00	262 00	"	191 00
.....	"	190 00	"	190 00
.....	42 00	20 00	22 00	"
.....	"	12 00	"	12 00
.....	279 00	237 00	42 00	"
.....	15 00	25 00	"	10 00
.....	42 00	140 00	"	98 00
.....	783 00	142 00	641 00	"
.....	100 00	72 00	28 00	"
.....	275 00	73 00	202 00	"
.....	166 00	85 00	81 00	"
.....	144 00	304 00	"	60 00
.....	64 00	"	64 00	"
.....	107 00	150 00	"	43 00
.....	366 00	304 00	62 00	"
.....	242 00	"	242 00	"
.....	113 00	59 00	54 00	"
.....	147 00	"	147 00	"
.....	130 00	125 00	5 00	"
.....	120 00	240 00	"	120 00
.....	48 00	16 00	32 00	"
.....	168 00	"	168 00	"
.....	48 00	204 00	"	156 00
.....	44 00	117 00	"	73 00
.....	12 00	94 00	"	82 00
.....	"	18 00	"	18 00
.....	60 00	76 00	"	16 00
.....	"	36 00	"	36 00
.....	67 00	64 50	2 50	"
.....	150 00	190 00	"	40 00
.....	364 00	178 00	186 00	"
.....	20 00	"	20 00	"
.....	45 00	56 00	"	11 00
.....	404 00	172 00	232 00	"
.....	42 00	24 00	18 00	"
.....	121 00	172 00	"	51 00
Porter...	12,381 80	13,297 55	"	"

NOM DES VILLES.	EXERCICES		DIFFÉRENCES en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Report....	12,381 80	13,397 55		
Issoire.....	»	177 00	»	177 00
Jarnac.....	»	108 50	»	108 50
Joigny.....	141 00	110 00	31 00	»
Jouy-sous-Morin.....	»	3 00	»	3 00
Lagny.....	10 00	»	10 00	»
Langres.....	127 80	90 00	107 00	»
Lectoure.....	50 00	»	50 00	»
Libourne.....	»	178 00	»	178 00
Lisieux.....	804 00	553 00	251 00	»
Loches.....	42 00	»	42 00	»
Lons-le-Saulnier.....	396 00	376 00	20 00	»
Louhans.....	111 00	36 00	85 00	»
Louviers.....	642 00	377 00	265 00	»
Lunéville.....	472 00	383 00	89 00	»
Luxeuil.....	240 00	100 00	140 00	»
Magny-en-Vexin.....	45 00	»	45 00	»
Maisons-sur-Seine.....	42 00	78 00	»	36 00
Maners.....	170 00	130 00	40 00	»
Mantes.....	370 00	174 00	196 00	»
Marmande.....	59 50	»	59 50	»
Mascara.....	412 00	217 00	195 00	»
Mayenne.....	48 00	60 00	»	12 00
Meaux.....	78 00	244 00	»	166 00
Melun.....	344 35	225 00	119 35	»
Meulan.....	143 00	120 00	24 00	»
Montargis.....	345 00	336 00	9 00	»
Montbard.....	66 00	30 00	36 00	»
Montbéliard.....	91 00	264 00	»	173 00
Montereau.....	10 00	40 00	»	30 00
Montlaçon.....	666 25	155 00	511 25	»
Montreuil-sur-Marne.....	87 00	»	87 00	»
Morlaix.....	671 00	625 00	46 00	»
Mostaganem.....	117 00	67 50	49 50	»
Mourmelon.....	269 50	273 00	»	3 50
Napoleonville.....	»	38 00	»	38 00
Neauphle-le-Château.....	36 00	36 00	»	»
Nemours.....	100 00	40 00	60 00	»
Nérac.....	102 00	72 00	30 00	»
Neufchâtel.....	117 00	51 00	66 00	»
Neufchâteau.....	365 00	»	365 00	»
Nogent-le-Rotrou.....	146 00	48 00	98 00	»
Orange.....	»	221 00	»	221 00
Pau.....	1,005 50	1,330 25	»	324 75
Péronne.....	121 00	258 00	»	137 00
Pezénas.....	18 00	100 00	»	82 00
Pithiviers.....	145 00	»	145 00	»
Plombières.....	30 00	110 00	»	80 00
Poissey.....	144 00	136 00	8 00	»
Poligny.....	103 00	13 00	90 00	»
Pons.....	6 00	18 00	»	12 00
Pont-à-Mousson.....	56 50	25 00	31 50	»
Pont Audemer.....	434 00	277 00	157 00	»
Pontoise.....	187 00	201 00	»	14 00
Provins.....	111 00	96 00	15 00	»
Quimper.....	»	96 00	»	96 00
Rambouillet.....	84 00	48 00	36 00	»
Remiremont.....	70 00	40 00	30 00	»
Rhétel.....	330 00	105 00	225 00	»
Romans.....	78 00	114 00	»	36 00
Romilly.....	112 00	90 00	22 00	»
A reporter....	25,371 40	23,810 80	»	»

LES.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Report....	23,371 40	22,310 80	"	"
.....	96 42	99 50	"	3 08
.....	96 00	144 00	"	48 00
.....	370 75	333 00	37 75	"
.....	248 00	111 00	137 00	"
.....	60 00	72 00	"	12 00
.....	167 00	128 00	39 00	"
.....	351 50	123 00	228 50	"
.....	18 00	"	18 00	"
.....	40 50	34 00	6 50	"
.....	"	18 00	"	18 00
.....	75 00	67 00	8 00	"
.....	"	12 00	"	12 00
.....	90 00	123 00	"	33 00
.....	576 05	680 00	"	103 95
.....	78 00	"	78 00	"
.....	183 00	185 00	"	2 00
.....	189 00	49 00	140 00	"
.....	"	390 00	"	390 00
.....	97 00	89 00	8 00	"
.....	430 00	378 00	52 00	"
.....	"	86 00	"	86 00
.....	58 00	"	58 00	"
.....	"	54 50	"	54 50
.....	42 00	135 00	"	93 00
.....	128 90	126 00	2 90	"
.....	60 00	"	60 00	"
.....	210 00	"	210 00	"
.....	"	20 00	"	20 00
.....	412 00	404 00	8 00	"
.....	143 00	94 00	49 00	"
.....	"	56 00	"	56 00
.....	175 00	165 00	10 00	"
.....	99 00	67 00	32 00	"
.....	"	10 00	"	10 00
.....	236 00	145 00	91 00	"
.....	"	3,320 00	"	3,320 00
.....	"	389 00	"	389 00
.....	61 00	"	61 00	"
.....	404 00	106 00	298 00	"
.....	10 00	35 00	"	25 00
.....	137 00	56 00	81 00	"
.....	313 00	183 00	130 00	"
.....	21 00	90 00	"	69 00
TOTAUX.....	29,047 52	30,817 80	"	1,770 28

RÉCAPITULATION PAR CLASSE.

.....	453,197 27	246,504 23	106,693 22	"
.....	58,095 64	54,937 35	3,158 29	"
.....	22,847 52	30,817 80	"	1,770 28
TOTAUX.....	540,340 43	432,259 19	"	"

RÉCAPITULATION PAR MOIS.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Mai	51,405 69	43,248 32	11,157 37	"
Juin	47,965 13	29,915 45	18,049 68	"
Juillet	40,953 84	18,624 00	22,329 84	"
Août	29,096 59	16,814 29	12,282 30	"
Septembre	24,740 61	18,265 35	6,475 26	"
Octobre	27,613 17	27,445 02	168 15	"
Novembre	47,963 91	40,472 60	7,491 31	"
Décembre	53,074 29	40,541 61	12,532 68	"
Janvier	49,773 23	47,718 34	2,054 89	"
Février	59,432 39	53,381 77	6,050 62	"
Mars	55,181 92	48,759 98	6,421 94	"
Avril	50,139 66	47,072 46	3,067 20	"
TOTAUX.....	540,340 43	432,259 19	108,081 24	"

III. — BANLIEUE.

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Batignolles.....	11,685 11	11,906 75	"	221 64
Belleville.....	14,461 87	10,610 59	3,851 28	"
Grenelle.....	4,520 53	4,118 85	401 68	"
Montmartre.....	11,164 77	11,430 72	"	265 95
Montparnasse.....	3,956 42	4,119 27	"	162 85
Passy.....	"	778 45	"	778 45
Saint-Marcel.....	4,985 87	3,260 66	1,725 21	"
Villette (La).....	4,028 25	4,261 43	"	233 18
Localités desservies par les troupes de la banlieue (1).	2,248 03	2,802 00	"	553 97
TOTAUX.....	57,050 85	53,288 72	3,762 13	"

(1) Adamville, Aubervilliers, Asnières, Bellevue, Boulogne, Billancourt, Charenton, Clamart, Chaville, Courbevoie, Gentilly, Grand-Montrouge, La Villette, Livry, Le Raincy, Le Vallois, Meudon, Nanterre, Puteaux, Romainville, Saint-Mandé, Saint-Cloud, Saint-Denis, Secaux, Sèvres, Viroflay, Ville-d'Avray.

RÉCAPITULATION PAR MOIS.

EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
1866-1867.	1867-1868.	1866-1867.	1867-1868.
4,981 10	4,380 83	480 27	"
4,272 75	3,738 80	533 95	"
2,612 51	3,153 60	"	341 09
3,369 03	3,790 70	"	421 67
3,964 79	3,261 01	703 78	"
5,056 23	5,035 75	20 48	"
5,639 66	5,930 53	"	290 87
5,827 83	5,753 75	72 08	"
5,536 27	4,361 85	1,174 42	"
5,372 37	4,520 02	852 35	"
5,062 90	4,565 40	517 50	"
5,455 41	4,794 48	660 93	"
57,050 85	53,288 72	3,762 13	"

IV. — ÉTRANGER.

DIVISION PAR MOIS.

EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
1,080 00	1 839 00	"	759 00
2,596 00	2,633 00	"	37 00
2,099 00	3,710 00	"	1,611 00
416 00	1,334 00	"	918 00
3,981 00	"	3,981 00	"
798 00	1,861 00	"	1,063 00
"	"	"	"
"	1,742 00	"	1,742 00
2,062 00	3,270 00	"	1,208 00
1,253 00	418 17	834 83	"
1,178 00	5,439 00	"	4,261 00
6,260 00	"	6,260 00	"
21,723 00	22,246 17		523 17

V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

	EXERCICES		DIFFÉRENCES en faveur de	
	1866-1867	1867-1868	1866-1867	1867-1868
Mai	175,191 38	209,947 21	»	34,755 83
Juin	121,257 37	187,826 09	»	66,568 72
Juillet	106,166 90	173,827 97	»	67,661 07
Août	104,192 62	157,872 51	»	53,679 89
Septembre	127,618 05	199,627 93	»	72,009 88
Octobre	153,135 82	248,425 09	»	95,289 27
Novembre	197,560 15	179,129 20	18,430 95	»
Décembre	211,853 94	183,563 66	28,290 28	»
Janvier	210,460 89	202,917 41	6,543 48	»
Février	201,413 08	215,326 40	»	13,913 32
Mars	211,536 87	213,716 36	»	2,179 49
Avril	188,921 13	171,564 63	17,356 50	»
TOTAUX	2,009,308 20	2,344,745 65	»	335,437 45

VI. — RESUMÉ.

Paris	1,390,193 92	1,836,951 57	»	446,757 65
Départements	540,340 43	432,259 19	108,081 24	»
Banlieue	57,050 85	53,288 72	3,762 13	»
Étranger	21,723 00	22,246 17	»	523 17
	2,009,308 20	2,344,745 65	111,843 37	447,280 82
Soit une différence totale en faveur de l'Exercice 1867-1868, de			335,437 45	»
			447,280 82	447,280 82

JURISPRUDENCE

MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES.

I.

à reproduit les documents officiels qui forment propriété littéraire en matière dramatique; il connaît méthodiquement les interprétations et a donné lieu cette législation, et à la compléter les règles qu'ont établies, avec la loi, la jurispru-

ces auxquelles peut être soumis un auteur traitées successivement dans ce travail.

écée sera le plus souvent appuyée d'un extrait texte officiel ou statutaire qui l'aura motivée. et de ces règles ne pourront être considérées ni pour ni contre l'objet qu'elles concerneront, être consultées à titre de précédents appliqués comme solution probable dans des

les actes judiciaires relatifs aux auteurs dramatiques mise à exécution à plusieurs reprises (1);

Paulmier. *Code des théâtres ou Manuel à l'usage des directeurs et actionnaires de spectacles, des auteurs et artistes dramatiques*, 1819, 1 vol. petit in-18.

Blanc. *Précis de la législation des théâtres ou Exposé des lois et de la jurisprudence, relativement aux théâtres publics*, 2^e édition. Paris, 1830, 1 vol. in-8.

Charles Paulmier. *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, précédé d'une introduction et contenant l'analyse des droits et obligations des directeurs de théâtre vis-à-vis des auteurs, des acteurs et du public, avec un appendice des ouvrages dramatiques, et la collection des lois, décrets, ordonnances royales, arrêtés et ordonnances de police des théâtres. Paris, 1853, 2 vol. in-8.

André Dalloz. *Répertoire méthodique et alphabétique de législation et de jurisprudence en matière de droit civil, com-*

mais le plus moderne des ouvrages relatifs à ces matières. Le *Traité* de MM. Lacan et Paulmier, date de 1853. Or, depuis quarante ans, bien des procès ont eu lieu : la législation a été modifiée, quoique, aujourd'hui encore, on puisse consulter avec fruit le travail des deux honorables jurisconsultes, il n'est pas sans importance de mettre sous les yeux des sociétaires un résumé très concis des documents qui les concernent. Cette sorte de code ne les empêchera pas de recourir au *Traité* cité plus haut, qui renferme des développements qu'on a dû supprimer ici.

II. — *Société des auteurs et compositeurs dramatiques*

Les statuts qui régissent la Société des auteurs et compositeurs dramatiques sont remis aux sociétaires au moment de leur admission ; ils sont, en outre, imprimés en tête de ce volume, il n'y a donc pas lieu de les analyser ici. On rappellera toutefois, en son lieu et place, les droits et les devoirs des membres de la Société en conformité de ces statuts.

A l'origine de la Société quelques directeurs de théâtres avaient mis en cause son défaut de qualité ; ils niaient qu'elle fût licite et contestaient à la Commission qui la représente le droit d'intervenir dans les procès au nom des auteurs sociétaires.

Ces prétentions furent repoussées par les tribunaux et tous les jugements qui ont été rendus depuis plus de trente ans ont reconnu la validité de la Société. Une première fois cependant, le 16 janvier 1838, le tribunal correctionnel de la Seine (6^e chambre) dénia le droit de la Société dans un procès intenté par MM. Ferdinand Langlé, Massé, Armand Bourgeois et M^{me} veuve Victor Ducange contre M. de Cès-Genève, directeur des théâtres de l'Ambigu-Comique et de la Gaité. Le motif inséré dans le jugement dont il est question n'ayant été donné que d'une manière incidente, et ce procès devant trouver une place mieux appropriée, lorsqu'il sera traité dans ce travail de la collaboration et de la défense de jouer sans

mercantile, criminel, administratif, de droit des gens et de droit public.
 1^{er} Article *Propriété littéraire et artistique*, tome XXXVIII, 1^{re} partie, pages 441 et suiv. ; 2^o Article *Théâtre, Spectacle*, tome XLII, 1^{re} partie, pages 289 et suivantes.

l'auteur, on doit se borner à reproduire ici les
relatifs à l'action de la Société.

Le jugement, qu'il importe d'ailleurs de remar-
quer, se justifient mal par leur intérêt réel
et n'aurait été introduites que dans l'intérêt
qui n'a pas été niée à l'audience et dont le but
est de priver le théâtre de la Galté;

l'association ne peut trouver protection devant
la justice qu'elle est essentiellement contraire à la liberté
et même temps qu'elle est peu compatible avec
la dignité des lettres;

» (*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 17 jan-

vier de ce jugement. M^e de Vatisménil se proposait
de faire précéder; mais il fut interrompu par le Prési-
dent aux conclusions de M. Glandaz, avocat
qui demanda la réforme de la partie de ce jugement
relative aux auteurs dramatiques, la Cour retrancha
le paragraphe. (*Gazette des Tribunaux et le Droit*,

la jurisprudence fut constante à l'égard de la
validité de son acte constitutif fut toujours haute-
ment. D'abord le 29 mars 1838, par le Tribunal de
commerce de Paris sur le sujet d'une réclamation de la Commission des
auteurs dramatiques, les directeurs du théâtre du Gymnase, con-
trairement à ce qu'elle avait traité avec elle, une série de représentations
à la caisse de secours qu'ils refusaient de donner,
pour le défaut de qualité de l'association [1].

des auteurs dramatiques contre la direction du théâtre
du Tribunal de commerce de la Seine. — 1^{re} et 29 mars 1838.
Président; M^e Amédée Lefebvre, agréé de la Commission;
MM. Delestre-Poirson et Cerfbeer.

son et Cerfbeer, directeurs du théâtre du Gymnase-Dra-
ssé, le 11 mai 1832, avec les auteurs dramatiques, un
convention pendant six années; au bout de ce temps, les
directeurs refusèrent le projet de ne plus l'exécuter, et ils informèrent
par une circulaire du 15 février 1838, qu'ils ne reconnais-
saient, que les droits des auteurs seraient réglés à l'avenir
et annexé à la circulaire.

Quelques années plus tard, la Société ayant frappé d'interdiction le théâtre du Gymnase, les directeurs réclamèrent pour ce

Les auteurs pensèrent qu'un traité ne pouvait être résilié par la volonté d'une seule des parties, et MM. Rougemont, Dupaty, Scribe, M. de Ville, Adam, Alboize, Anicet, Fontan, Halévy, Dupenty, Piccini, Vieille, Brazier, agissant tant en leurs noms personnels que comme membres de la Commission représentant les auteurs dramatiques, assignèrent MM. Delestre-Poirson et Cerfbeer, et demandèrent que le traité du 11 mai 1832 continuât d'être exécuté, et que les directeurs fussent notamment tenus de donner, au profit de la caisse de secours mutuels, les représentations de bienfaisance promises par l'art. 29 du traité, et qu'ils avaient éludé de donner jusqu'à ce jour.

M^e Vatel, l'agréé de MM. Delestre-Poirson et Cerfbeer, soutenait que la Société des auteurs n'était pas légale, que les corporations et jurandes étaient abolies depuis 1789, et que chaque auteur ne pouvait agir qu'individuellement.

M^e Amédée Lefebvre répondait que la Société des auteurs existait depuis quarante ans; qu'un premier acte l'avait constituée de droit à la date du 7 mars 1829; qu'enfin, par un acte notarié du 18 novembre 1837, les auteurs s'étaient constitués en société civile; que, depuis quarante ans, les théâtres avaient reconnu cette société et passé des traités avec elle, qu'il ne pouvait y avoir coalition dans l'association des auteurs, qui mettaient en commun une partie des produits de leurs ouvrages, pour distribuer des secours à leurs confrères malheureux ou infirmes, et qui font, par l'entremise des commissaires, des traités dans l'intérêt de tous.

JUGEMENT. — « Attendu qu'aux termes des conventions intervenues entre les parties le 11 mai 1832, enregistrées, les sieurs Delestre-Poirson et Cerfbeer, en leurs qualités de directeurs-administrateurs du Gymnase-dramatique, ont pris l'obligation de donner, tous les ans, une représentation au bénéfice de la caisse de secours, instituée depuis longtemps au profit des auteurs malheureux ;

» Qu'ils ont, de plus, reconnu devoir deux représentations arriérées, lesquelles devaient être données dans le courant de l'année;

» Attendu que la représentation annuelle devait avoir lieu dans le deuxième semestre de l'année, sans déterminer qui, des commissaires de l'association dramatique ou des directeurs, devait en fixer le jour et la composition du spectacle ;

» Attendu que, faite par les parties de s'être entendues sur le jour ou le choix du spectacle, l'exécution de cette convention est restée suspendue de sorte que l'administration du théâtre restait redevoir six représentations au 17 décembre 1836 ;

» Attendu que, par exploit dudit jour 17 décembre, les directeurs ont signifié à la Commission des auteurs, en la personne du sieur Guyot, des commissaires, que si les représentations n'avaient pas été données, faite de s'entendre, ils offraient de donner la représentation pour l'année 1836, le 30 dudit mois de décembre, et déclarèrent en outre, que, en ne se croyant pas obligés de droit à donner, par la suite, les représentations qui n'auraient pas eu lieu dans le temps voulu par le fait des commissaires, ils offraient de donner les représentations arriérées dan

dommages-intérêts, opposant le même motif
faut de qualité. Comme la première fois, leurs

chacun des six mois de l'année (juillet à décembre),
ité, mais à la charge par les commissaires de faire con-
spectacle cinq jours à l'avance;

un échange de significations, et faute d'avoir pu s'en-
aires ont, par exploit de Biraben, huissier, du 28 mars
s directeurs en exécution des conventions;

demande, le Tribunal a renvoyé les parties devant un

titre-rapporteur, une transaction a été proposée, mais
achevée, et que, depuis, une nouvelle demande, aux
rmée par les commissaires, suivant exploit du 30 jan-
trée;

le mode d'exécution de l'obligation prise par les direc-
a pas été déterminé par les conventions, et que c'est
les parties n'ont pu se mettre d'accord;

donc de le faire aujourd'hui, pour que ladite obligation
n;

les directeurs ne sont tenus qu'à une représentation
nt, toutefois, offert de se libérer des représentations

directeurs opposent aujourd'hui une fin de non-recevoir,
de qualité des défendeurs;

l'association des auteurs dramatiques, formée depuis
ituée par acte authentique passé devant M^e Thomas,
illicite; que les directeurs l'ont reconnue en traitant
par les offres qu'ils lui ont signifées; que c'est à tort
réendraient se soustraire à leurs engagements;
conventions librement consenties doivent être exécutées

bonne que, conformément à leurs offres et à leurs conven-
estre-Poirson et Cerfbeer seront tenus de donner, dans
prochain, une représentation au bénéfice de la caisse de
lieu de celles qu'ils devaient donner dans le dernier
repandre, à partir de juillet prochain, le cours des
e par mois, et de mois en mois, jusqu'à parfaite libé-

s commissaires des auteurs seront tenus de faire con-
l'avance, le choix du spectacle, et que, faute d'avoir
le délai ci-dessus fixé, l'administration du Gymnase se
vers la Commission; comme aussi, faute par Delestre-
d'avoir satisfait à leur obligation, en donnant la repré-
e au choix fait et signifié par les commissaires, et au
condamne solidairement et par corps, par le présent ju-
000 francs par chaque représentation, pour tenir lieu du

par la suite, les conventions continueront d'être exécu-
au traité;

prétentions furent repoussées en première instance aussi qu'en appel [2].

Dans ces derniers temps, enfin, au sujet d'une association établie sur des bases analogues à celles de la Société des auteurs dramatiques, le Tribunal rejeta l'exception qu'on opposa et déclara que la Société avait qualité pour ester en justice au nom des membres qui la composaient (1).

D'autres jugements et arrêts très-nombreux admettent con

» En ce qui touche les dépens ;
» Attendu les circonstances de la cause ;
» Ordonne qu'ils seront partagés. » (*Le Droit*, 1^{er} avril, *Gazette des Tribunaux*, 2-3 avril 1838.)

[2] MM. Delestre-Poirson et Cerfbeer, directeurs du théâtre du Gymnase, contre la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). M. Debelleye, président. — M^{re} C. d'Est-Ange pour les directeurs ; M^{re} Dupin pour la Commission. — 1^{er} avril 1838. — M. Ségurier, premier président. — Mêmes avocats. — M. Nouguière, avocat général.

Cette affaire, qui n'occupe pas moins de neuf colonnes en caractères gras dans la *Gazette des Tribunaux* du 31 décembre 1842, a été émise dans le même but que la précédente, à savoir : faire établir par le Tribunal que la Société des auteurs et compositeurs dramatiques était nulle comme contraire aux lois, soit comme contraire à l'ordre public.

Le théâtre du Gymnase avait été frappé d'interdit par la Commission pendant que dura cet interdit, il fit jouer le répertoire du domaine public et des pièces de jeunes auteurs. Il demandait 60,000 francs de dommages-intérêts pour préjudice que lui avait causé la mesure prise par la Commission.

JUGEMENT : « Le Tribunal, — Attendu que l'association, qui est faite dans le but de protéger en commun des intérêts légitimes, est licite ;

» Attendu que l'association dont s'agit, soit qu'on l'examine dans la loi, soit dans son but ou dans ses dispositions spéciales, n'offre aucun des caractères de la coalition, et n'est qu'une assurance mutuelle entre les signataires pour l'exécution des traités librement consentis avec les demandeurs ;
» Perçoit des droits d'auteur ; d'où il suit qu'elle n'est pas contraire aux lois et à l'ordre public ;

» Déclare Delestre-Poirson et Cerfbeer non recevables en leur demande, les en déboute, et les condamne aux dépens. »

MM. Delestre-Poirson et Cerfbeer interjetèrent appel de ce jugement, première chambre de la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, et signa leur décision. (*Le Droit et Gazette des Tribunaux*, 31 décembre 1842, 8 novembre 1843.)

(1) Voir le compte rendu de cette affaire, *Annuaire 1866-1867*, page 1

vention de la Société dans tous les procès qui
ciation au point de vue de son répertoire et des
ées entre elle et les directeurs.

cerne la Commission, il a été reconnu que ses
ant même d'avoir obtenu l'assentiment de l'As-
, faisaient loi pour chacun de ses membres, soit
l'interdit d'un théâtre [2, 3], soit qu'il s'agisse

Bartholy, directeur du théâtre Beaumarchais, contre les
urt et la Société des auteurs dramatiques. — Tribunal
1^{re} chambre). — 12 et 19 juillet 1860. — M. de Char-
— M^e Étienne Blanc pour la Société et les époux Ber-
est pour M. Bartholy. — M. l'avocat impérial Try; con-

s.
Donné lieu à ce procès sont suffisamment expliqués par
ici les termes.

Tribunal,
e l'intervention de la société des auteurs et compo-

est régulière en la forme;
procès intenté par Bartholy contre les époux Bergère in-
point de vue de son répertoire et des conventions arrê-
rtholy;

vention est donc admissible;
des auteurs dramatiques intervenante dans la cause;
égard de toutes les parties :

29 mars 1858, la Commission de la société des auteurs
holy, directeur du théâtre Beaumarchais, signèrent un
1 mai 1858, par lequel ladite Commission a concédé à
représenter sur son théâtre toutes les pièces composant
ciété;

ons relatives aux droits d'auteurs à payer par Bartholy
tion de ces droits furent alors arrêtés entre les parties;
traité fut fixée d'abord à une période de temps devant
bre 1859, et que ces conventions furent ensuite prorogées
re de la même année;

drame intitulé *Polder*, œuvre de Pixérécourt, fait partie
teurs dramatiques dont ledit Pixérécourt était membre;
on de représenter ce drame sur son théâtre était donc
oly par son traité avec la société, sous réserve, néan-
ment de la femme Bergère, fille de Pixérécourt; qu'au-
ne peut être représentée sans le consentement de l'au-
ses héritiers, tant que l'œuvre n'est pas tombée dans le

consentement a été donné verbalement à Bartholy par
ui déclarent ne lui avoir concédé le droit de jouer *Polder*
ons et limites stipulées au traité susénoncé;

est indivisible, et que, d'ailleurs, aucune condition rela-
eur et à la durée de l'autorisation n'a été, à aucune
re lesdits époux Bergère et Bartholy;

ans son traité avec la société des auteurs dramatiques
é le principe du droit de faire représenter ce drame sur
est constant que, conformément à une des clauses dudit
31 décembre 1859, acquitté, entre les mains du caissier

d'observer les clauses de ses traités [4], soit enfin qu'elle renonce à la part du domaine public dans une pièce arrangée, et fasse te

de la société, les droits d'auteur dus par lui à raison des représentations de *Polder* ;

» Attendu qu'avant cette échéance du 31 décembre 1859, Bartholy n'a accepté les conditions que lui imposait, à partir du 1^{er} janvier 1860, la société des auteurs dramatiques, et qu'il a refusé de signer les nouvelles conventions ;

» Attendu dès lors que toutes les autorisations qu'il tenait de son traité du 29 mars 1858, et notamment celle de faire jouer *Polder*, ont pris fin au même temps que le traité lui-même ;

» Que postérieurement au 30 décembre 1859, il n'avait plus la faculté de faire représenter ce drame, et qu'en en continuant la représentation il a excédé ses droits tant à l'égard de la Société des auteurs dramatiques qu'à l'égard des époux Bergère, qui n'avaient personnellement autorisé ces représentations de *Polder* sur le théâtre Beaumarchais que dans les termes du traité qui liait Bartholy envers la société, et qui expirait le 31 décembre 1859 ;

» Par ces motifs,

» Déclare Bartholy mal fondé en tous les chefs de demandes et conclusions, l'en déboute et le condamne aux dépens envers toutes les parties. »
(*Le Droit*, 21 juillet 1860.)

[4] *Le Menétrier de Meudon*. — MM. Wekerlin, Adenis et Guillard, contre M. Carvalho, directeur du Théâtre-Lyrique. — Tribunal de commerce de la Seine. — 4 novembre 1863. — Président, M. Louvet. M^{re} Augustin Fréville, agréé des auteurs ; M^{re} Albert Schayé, agréé du directeur.

MM. Wekerlin, Adenis et Guillard ont fait recevoir, par les directeurs qui ont précédé celle de M. Carvalho, une pièce, intitulée *le Menétrier de Meudon*. Ils réclamaient, auprès de ce dernier directeur, la représentation de leur pièce, dans le délai de deux mois, et, en cas de refus, ils demandaient contre lui une condamnation en paiement de 20,000 francs de dommages-intérêts. Le Tribunal les déboute de leurs demandes. Il s'appuie notamment sur l'art. 17 des statuts de la Société, stipulant que toutes les mesures prises par la Commission sont obligatoires pour les sociétaires ; il est établi, qu'aux termes du traité passé avec la Commission, le directeur n'avait pas manqué à son engagement à l'égard des auteurs.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, Attendu que les demandeurs ne justifient l'appui de leur prétention d'aucun engagement particulier pris par Carvalho depuis sa rentrée à la direction du Théâtre-Lyrique de faire représenter dans un délai déterminé, leur pièce *le Menétrier de Meudon*,

» Attendu qu'à cette époque, et par conventions verbales intervenues entre Carvalho et la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques agissant comme mandataire et représentant des intérêts de Wekerlin, Adenis et Guillard, il fut arrêté que, par exception et dans le but de ne pas entraver l'administration de Carvalho, il serait dressé, d'un commun accord entre les parties, une liste de pièces régulièrement reçues par les deux administrations précédentes ;

» Que pendant la durée de sa direction Carvalho aurait le droit de faire représenter d'abord quatre pièces de son choix, c'est-à-dire acceptées par lui depuis sa rentrée comme directeur du Théâtre-Lyrique, s'obligeant à prendre la cinquième pièce parmi celles figurant dans la liste des ouvrages reçus antérieurement par lui ou le sieur Retz, sans avoir égard à l'ordre de réception, suivant les besoins et les exigences de son répertoire

droits qu'elle jugerait convenable [5, 6]. Ces deux points établissent aussi que la convention par laquelle

sur la liste arrêtée par les soins du comité figure la pièce *l'Écudon*;

demandeurs pouvaient, aux termes des susdites conventions, dans le délai de trois mois;

ont usé de cette faculté et n'ont fait aucune protestation; il n'est pas non plus que Carvalho ait manqué à son enga-

l'art. 17 des statuts des auteurs et compositeurs dramatiques, Adenis et Guillard font partie, stipule que toutes les pièces par la Commission sont obligatoires pour tous les socié-

les demandeurs sont sans droits pour exiger la représentation en dehors des conditions du traité verbal intervenu; que la remise du manuscrit :

Carvalho déclare être prêt à remettre le manuscrit du *Don Juan*;

lui donner acte de cette déclaration;

demandeurs mal fondés dans leur demande contre Car-

Carvalho de ce qu'il est prêt à rendre le manuscrit;

Adenis, Adenis et Guillard aux dépens. »

(*Le Droit*, 14 novembre 1863.)

et Siraudin contre la Commission des auteurs et compositeurs. — Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). — 4 février 1863. Picot, président. — M^e Truinet pour MM. Choler et Siraudin. — M. Isambert, avocat impérial, conclusions conformes.

ne constituait autrefois, pour les auteurs vivants, une chose qui ne donnait pas sans danger; les directeurs composaient leur œuvre qui ne donnaient lieu à aucune perception de droit d'auteur; l'écarté par la Commission des auteurs dramatiques dans son traité avec M. Crosnier, directeur de l'Opéra, par laquelle il consentait à payer le droit d'un quart d'auteur dont les œuvres étaient tombées dans le domaine public, au profit de la caisse de secours. Il en fut de même de ses successeurs, pour le Théâtre-Lyrique. Voici l'usage du traité fait en 1856 avec M. Carvalho :

la loi actuelle n'attribue aux héritiers des auteurs dramatiques le droit de jouissance de leurs droits à partir du jour du décès et du décès de leur veuve, et qu'après ces trente ans les œuvres composent ce qu'on appelle le domaine public, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas représentées par les directeurs sans payer aucun

les auteurs et compositeurs dramatiques, en traitant avec le directeur du Théâtre-Lyrique, lui demande de renoncer à son droit de propriété sur les œuvres qu'il a créées, en ce qui touche le domaine public, pour le passé et pour l'avenir; lui exposant les modifications que la Société des auteurs est toujours en droit de faire au droit pécuniaire portée en l'article 22.

convaincu de l'équité et de la convenance de cette demande l'avantage qui résulte pour lui de la législation actuelle

un directeur, contractant avec la Commission, renonce à bénéficier des ouvrages du domaine public et consent à ce qu'ils soient

en ce qui touche des ouvrages du domaine public, soit soumis aux conditions suivantes :

- » Toutes les fois que, dans la composition du spectacle, il entrera un ou plusieurs ouvrages dits du domaine public, les agents généraux de MM. les auteurs percevront sur la recette une somme égale au droit qui serait attribué à ces ouvrages, s'ils appartenaient à des auteurs vivants.
- » Ces droits seront remis aux héritiers en ligne directe, s'il en existe et à défaut de ces héritiers, ils seront versés à la caisse de secours pour les auteurs. »

Un peu plus tard, la Commission, voulant régler le fonctionnement de cet article et prendre des dispositions particulières pour la répartition des droits à attribuer tant aux auteurs qui remaniaient une œuvre du domaine public qu'aux héritiers des auteurs primitifs, prit la délibération suivante dans sa séance du 29 janvier 1858 :

- « La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques,
- » Considérant qu'il est du devoir rigoureux de la Commission d'assurer par tous les moyens possibles la perpétuité de la propriété littéraire des héritiers des auteurs dramatiques et de ne pas souffrir que leurs œuvres soient, même à défaut d'héritiers, une proie abandonnée à titre gratuit au premier occupant ;
- » Considérant que, lors même que la ligne des héritiers au nom de laquelle une œuvre est éteinte, elle ne saurait être mieux représentée que par les descendants de ceux qui ont travaillé avant nous, et qui, faute d'être protégés dans leurs productions, n'ont laissé à leur famille qu'un nom dont le public se souvient et une misère qui l'indigne ;
- » Considérant que la caisse de secours créée par les auteurs et compositeurs dramatiques est la tutrice de toutes les infortunes, tutrice à laquelle on peut s'adresser sans humiliation, puisqu'elle ne fait que répartir les économies recueillies sur notre travail ou la part qu'on restitue aux auteurs de nos devanciers, dont l'Association a commencé par adopter les descendants ;
- » Considérant que tout auteur qui va spontanément demander à l'Association un répertoire une pièce acceptée depuis longtemps, un titre consacré, les chances plus assurées d'un succès, ne peut évaluer le secours qui lui est ainsi accordé au-dessous de la part d'un collaborateur ;
- » Décide : 1° Pour toute pièce notoirement empruntée à l'ancien répertoire la part faite à l'auteur primitif, part qui sera attribuée aux héritiers de l'auteur ou, à défaut d'héritiers, à la caisse de secours qui les représente ; sera égale à la moitié des droits revenant à la pièce partout où elle est jouée.
- » 2° Il est bien entendu, que si une pièce de l'ancien répertoire est transformée en pièce lyrique, le droit du musicien restera entier ;
- » 3° Si un ouvrage lyrique du domaine public est soumis à une révision ou à un travail d'appropriation, à un remaniement de musique, l'auteur du nouveau travail abandonnera à la Caisse de secours la moitié des droits attribués au musicien ;
- » La Commission se réserve le droit d'appréciation sur toute réclamation et en toutes circonstances. »

(Le Droit, 31 mars 1859.)

En conséquence de cette résolution, qui fut approuvée dans l'Assemblée générale du 18 avril 1858, la Commission attribua aux fils de Mozart et de Weber les droits résultant de leurs œuvres. Cet acte fut également approuvé par l'Assemblée générale, qui adopta la proposition suivante :

et d'auteur destiné à être versé, soit dans la
de la Société, soit entre les mains des héritiers

re qu'elle approuve complètement ce que la Commis-
sion au fils de Mozart les sommes qui proviennent des
et que si un procès s'engage entre MM. Choler et
Commission, ce procès doit être soutenu, non pas au nom et
Commission, mais au nom et aux frais de la société. »

ait été motivée, en effet, sur une assignation donnée
par MM. Choler et Siraudin, qui demandaient que
Commission fussent tenus de faire état des sommes par
personnes étrangères à la Société. Devant le Tribunal
prétendaient, par l'organe de M^e Truinet, que l'art. 20
18 novembre 1837 était méconnu, et que l'Assemblée
voter la résolution ci-dessus reproduite, qu'au cas où
nombre suffisant pour modifier les statuts.

Tribunal,
Société des auteurs et compositeurs dramatiques n'a pas
de protéger les droits des associés ; qu'elle se propose
ré, celui de venir en aide aux auteurs et compositeurs,
ou héritiers ;

mettant que dans le principe, il ait été entendu que le
Commission s'appliquerait aux seuls membres de l'associa-
tion qu'il en a été autrement depuis, et qu'obéissant à
intérêts et plus conformes à l'esprit des statuts, la so-
ciété des droits de tous ceux qui avaient illustré la scène,
parmi ses membres et quelle que pût être d'ailleurs

résulte des conventions verbalement faites dans ces der-
nières administrations théâtrales, et notamment avec

lièrement stipulé avec le directeur de ce théâtre que
œuvres des auteurs morts, et qui seraient tombées
Commission, donnerait encore lieu, nonobstant la loi en vigueur,
droit égal à celui alloué aux auteurs vivants, droit qui
Commissioners en ligne directe ;

Commission en vertu de cette stipulation, qui a reçu l'assentiment
Commission aujourd'hui critiqué a été effectué entre les mains
Mozart, comme formant le produit des droits perçus sur
œuvres de ces deux grands maîtres ;

Commission même que la Commission, en procédant ainsi qu'elle
Commission prétendent Choler et Siraudin, agi en dehors des
Commission doit résulter pour eux ni pour leurs associés aucun droit
Commission fonds qui auraient été par cela même indûment per-
Commission séquestrés jamais appartenus à aucun titre à la so-

Commission qui précède il résulte qu'il n'y a lieu de s'arrêter sous
Commission critiques dont le versement est l'objet de la part de

Commission déboute purement et simplement de leur demande et
Commission. » (*Gaz. des Trib. et le Droit*, 6 février 1859.)

Commission garo. — M. Jules Barbier contre la Commission des
Commission. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). 16 et
Commission 1859. — M. Benoit-Champy, président. — M^e Chau-
Commission Barbier ; M^e Mathieu pour la Commission. — M. Pinard,

de l'auteur de ces ouvrages, ne peut être considérée comme dérogation à l'ordre public.

avocat impérial. | *Appel de M. Jules Barbier*. Cour impériale de (1^{re} chambre). — 10 et 17 novembre 1860. — M. Caenave, président. — M. Charrins, premier avocat général : conclusions conformes.

Aux termes de son traité avec la commission des auteurs dramatiques, le directeur du Théâtre-Lyrique renonçait à l'avantage qui résulte pour la loi, en ce qui concerne les ouvrages du domaine public, et il consentait à ce qu'ils fussent frappés d'un droit d'auteur (voir la note 5, page 333). Le Tribunal déclara qu'il n'y avait rien dans cette stipulation, en ce qui concerne les causes, qui fût une dérogation à la loi et à l'ordre public. (Ces conclusions sont exposées dans une résolution de la Commission, reproduite dans la note 5, page 340.)

Voici à quelle occasion eut lieu le procès. MM. Jules Barbier et Carré sont auteurs d'un opéra, *les Noces de Figaro*, traduit du poème de Da Ponte, imité de Beaumarchais, qui a servi de livret à M. L'opéra de ces deux auteurs soutenait avoir droit à la moitié de la somme allouée aux librettistes; mais la Commission des auteurs dramatiques opposait la clause ci-dessus mentionnée du traité passé avec le directeur du Théâtre-Lyrique, aux termes de laquelle elle devait percevoir les sommes attachées aux ouvrages tombés dans le domaine public, et conséquemment elle demandait à toucher les sommes qui seraient revenues à Beaumarchais s'il avait vécu.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques a droit et qualité pour intervenir dans l'instance introduite par Barbier et Carré contre Peragallo, gérant de la Société, défendeur aux fins de la place de ce dernier, et que son intervention en la forme est régulière,

» La reçoit intervenante, met Peragallo hors de cause, et au fond;

» Attendu que l'article 5 des statuts de la Société a défini son objet, et que la commission chargée d'administrer les affaires de la Société et de la représenter dans toutes les conventions qui l'intéresseront, use de son droit toutes les fois qu'elle s'inspire de l'intérêt des auteurs et compositeurs dramatiques, elle tend dans ses actes à l'exécution sincère du contrat, et, par des motifs directs ou indirects, va au but que se propose la Société;

» Attendu que, par les conventions verbales faites avec le Théâtre-Lyrique, la Commission a pris la défense des droits des associés, en stipulant, en vue de l'utilité commune, que toutes les fois que, dans la composition du spectacle, il entrerait un ou plusieurs ouvrages dits du domaine public, les agents de la Société, auteurs et compositeurs percevraient sur la recette une somme égale au droit qui serait alloué à ces ouvrages, s'ils appartenait à des auteurs vivants;

» Attendu que le but de ces conventions est de sauvegarder les intérêts des auteurs vivants compromis par le bénéfice que trouveraient les directeurs de théâtres à jouer des ouvrages tombés dans le domaine public : par conséquent, d'empêcher que les directeurs, ne payant pas de droits sur ces ouvrages, aient un intérêt à les jouer de préférence à ceux des auteurs vivants;

» Attendu que si le directeur du Théâtre-Lyrique renonce à l'avantage qui résulte pour lui de la loi actuelle, en ce qui touche les ouvrages du domaine public, et consent à ce qu'ils soient frappés d'un droit d'auteur, il n'y a

Tribunal civil a reconnu que la retraite de l'un des associés ne pouvait être admise, si elle n'était approuvée par l'assemblée générale [7].

quand on en pénètre les causes, qui soit une dérogation au droit public ;

se de la convention particulière faite avec le directeur du Théâtre, est que ce dernier, pouvant profiter seul de la rétribution des ouvrages du domaine public, puisqu'il n'y a rien à payer, et que, par conséquent, il n'y a aucun préjudice à la recette, le directeur du Théâtre-Lyrique consent que les anciens soient frappés du même droit que les nouveaux, de ce que la Commission des auteurs du répertoire ne leur accorde que des droits modérés ;

la répartition des droits des auteurs vivants sur tous les ouvrages modernes composant le spectacle n'a rien que de licite ; que la concurrence que les directeurs pourraient faire au

l'objet de la Société est la création d'un fonds de secours pour les auteurs, de leurs veuves, héritiers ou parents, et que les dispositions des statuts, stipule que des droits de rétribution des ouvrages du domaine public seront remis à la caisse de secours, s'il en existe, et qu'à défaut de ces héritiers, à la caisse de secours des auteurs ;

la Commission n'a point excédé le mandat qu'elle tient des statuts, en ne reconnaissant son pouvoir de stipuler au profit des auteurs, s'il en existe, puisqu'elle stipule, dans le cas contraire, la rétribution de secours des auteurs ; que telle était la condition de la réciprocité d'avantages éventuels ;

les points examinés, il ne reste plus qu'à statuer sur la question de donner à la pièce de Barbier et Carré, et sur l'application des statuts de la Société, des décisions de la Commission des conventions particulières avec le directeur du Théâtre-

des *Noces de Figaro* de ces deux auteurs, on retrouve dans les *Noces*, le *Mariage de Figaro* ; que les personnages, les situations, l'action sont les mêmes ;

passant à la scène lyrique, après l'avoir mise en vers, qui avait été écrite en prose pour la scène française, fait un travail de transformation qui constitue une œuvre nouvelle, qui n'absorbe pas l'œuvre conçue par Beaumarchais ;

donc une œuvre mixte ;

quant aux droits d'auteurs, Barbier et Carré et la Commission trouvaient en présence, pour réclamer, les premiers, le travail de transformation, et la Commission celle revenant à l'auteur primitif, et attribuer cette dernière part aux héritiers de Beaumarchais, et, à défaut de ces héritiers, à la caisse de secours ;

la division des droits d'auteurs, lorsque le travail lui-même est rationnelle ;

la part des auteurs a été dans le vrai lorsqu'elle exprime le droit de l'auteur qui va spontanément demander à l'ancien répertoire, d'une pièce acceptée depuis longtemps, les chances de succès, ne peut évaluer le secours qui lui est ainsi apporté par un collaborateur ;

le 29 janvier 1858, antérieure à la représentation, au Théâtre-Français, de *Noces de Figaro*, a proclamé que, pour toute pièce nouvelle admise à l'ancien répertoire, la part faite à l'auteur primitif, et à ses héritiers de ce dernier, ou, à défaut d'héritiers, à la caisse de secours, sera égale à la moitié des droits reve-

Un autre jugement, du 1^{er} mai 1863, a établi que les Sociétaires ne pouvaient intervenir en leur nom personnel dans les :

nant à la pièce partout où elle sera jouée ; que l'assemblée générale a prouvé cette décision ;

» Attendu que Barbier et Carré ayant emprunté *les Noces de Figaro*, comédie de Beaumarchais, n'ont droit pour eux deux qu'à 3 p. 100, déduction des frais ordinaires de perception et d'un et demi p. 100 ;

» Attendu que depuis la demande introductive d'instance, Carré et Barbier se sont entendus et réglés sur la part revenant à Carré, et que le procès qu'a plus de procès qu'avec Barbier ;

Déclare Barbier mal fondé dans sa demande, telle qu'elle a été présentée contre Peragallo, et dans ses fins et conclusions contre la Commission des auteurs, afin de rendre compte et de payer à Barbier et Carré la part des droits perçus sur les recettes du Théâtre-Lyrique, à l'occasion du *des Noces de Figaro*, sous les déductions ordinaires ;

» Et condamne Barbier aux dépens. »

Ce jugement fut frappé d'appel, et la première chambre de la Cour a formellement aux conclusions de M. Charrins, rendit un arrêt par lequel

« Considérant que la commission de la Société des auteurs dramatiques était autorisée à faire tous les traités en faveur des auteurs, et que c'est en vertu de ces statuts qu'elle avait fait une convention avec le directeur du Théâtre-Lyrique ; que, lors de la représentation du *Médecin malgré lui*, elle avait fixé aux trois quarts les droits de Barbier, auteur du *libretto* ; que la même fixation ayant lieu pour *les Noces de Figaro*, Barbier ne pouvait repousser, puisqu'il était lié par les statuts de la Société elle-même ;

» Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, elle a confirmé le jugement frappé d'appel. » (*Gaz. des Trib.* et *le Droit*, 31 mars, 1^{er} 16 avril 1859, 5, 6, 11 et 18 novembre 1860.)

[7] Membres de la Société dissidents contre la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre) — 28 juillet, 4, 11 et 18 août 1865. — M. Benoît-Champy, président ; M^r Mathieu pour les demandeurs ; M^r Nicolet pour la Commission ; M. Chevrier, avocat impérial : conclusions conformes.

Un certain nombre de Sociétaires avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques devant le Tribunal de la Seine. Leurs conclusions tendaient à ce que le Tribunal déclarât la Société nulle, ou tout au moins dissoute, et subsidiairement à ce qu'il décidât que ces demandeurs avaient le droit de se retirer de l'association.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que la nature des contrats se détermine non par le titre qui leur a été donné, mais par son objet principal, par l'ensemble de ses clauses constitutives, par les stipulations et engagements réciproques qui résultent de ces termes et de son esprit ;

» Attendu que si l'acte passé, le 17 novembre 1837, entre les auteurs et compositeurs dramatiques est un acte de société, peut être considéré comme réunissant certains caractères de la société civile, tels que la mise en commun de diverses sommes constituant un fonds social la participant collective aux charges et aux moyens d'exécution du contrat, la répartition entre les sociétaires de certaines éventualités au prorata des versements de chacun, les autres éléments essentiels de la société définie par la loi, tels que la communauté de travail, l'application du fonds social à cette communauté, les bénéfices résultant directement de cette application, ne se rencontrent pas dans cet acte ;

société en général, attendu qu'étant représentée par eux, ils étaient dès lors

on peut voir dans cet acte quelques apparences d'un contrat de ce que, parmi les objets de l'association énumérés dans les statuts se trouvent « la défense mutuelle des droits des administrations théâtrales et la perception à moindres frais des auteurs, » on ne peut donner exclusivement à ce même mandat d'abord parce que le mandat n'y figure que comme une convention ; ensuite, parce que, étant de nature essentielle, dans l'espèce, être révoqué que dans certaines circonstances ;

ni une société véritable, ni un mandat caractérisé, et de l'autre de ces contrats, tout en empruntant une valeur essentielle, l'acte de 1837 est une convention d'une valeur propre, trouvant sa force dans le consentement des associés, y ont successivement adhéré, réunissant toutes les conditions pour la validité des contrats, et, à ce titre, ne pouvant être révoqué que d'un consentement unanime, ou dans les termes prescrits par la loi ;

étant dans l'espèce l'hypothèse d'une société telle que celle de l'art. 1869 du Code de Commerce, comme ils le prévoient l'art. 1869 du Code, qui, dans la prévision d'une dissolution, autorise la retraite de l'un ou de plusieurs des associés ; et, comme, l'Association des auteurs et compositeurs dramatiques, de vingt-cinq ans chacun, l'un facultatif, après lequel le contrat peut se proroger ; l'autre obligatoire, à l'expiration de cinquante ans d'existence, elle sera définitivement

ment aussi, les demandeurs se réfugient subsidiairement dans l'art. 1871 du Code Napoléon, qui permet de dissoudre les sociétés à terme, lorsque cette demande est fondée sur l'un des motifs de dissolution énumérés dans les conclusions. Or, en un seul, le dissentiment existant entre l'ancienne administration et la nouvelle, touchant la gestion des agents préposés à la perception des droits, et en vue d'inconvénients plus ou moins graves pour les associés, de certaines dispositions des statuts ;

et, que si la comptabilité de l'un des agents a présenté de graves irrégularités et fait naître pour la commission nouvelle le soupçon d'une fraude, il est résulté d'expertises ordonnées par le tribunal que les articles n'avaient pas la gravité suffisante pour provoquer une révocation immédiate, qui, d'ailleurs, aux termes de l'art. 1871 du Code, n'est possible que dans le cas d'infidélité prouvée ;

et, que si les statuts peuvent exposer les sociétaires à être exclus, les uns ont arrêté les clauses du pacte social, et les autres ont librement et spontanément appropriées par leur ad-

et, étant même que les sociétaires dissidents eussent été exclus, prévus par le contrat ou par la loi, la possibilité de dissolution par une retraite volontaire, cette retraite, aux termes de l'art. 1871 du Code, ne peut être consentie par l'assemblée générale ; qu'en vain les statuts du mot « prononcée, » inséré dans l'art. 22, pour autoriser le droit de prononcer leur retraite à défaut d'un consentement de la société ; que ce mot « prononcée » s'applique évidemment au cas d'exclusion prévu par le même article, cas de dissolution, tandis que, dans le cas de retraite volontaire, le consentement est requis ;

Le même jugement a nettement indiqué les obligations des agents généraux, comme mandataires de la Société, en établissant

» Attendu que les dissidents eux-mêmes paraissent avoir ainsi compris la clause de la convention, lorsqu'ils ont adressé à la commission une demande tendant à faire consentir leur retraite par l'assemblée générale ; que l'assemblée ayant été saisie de cette demande, et l'ayant repoussée, les demandeurs ont épuisé leur droit sur ce point, et le Tribunal, chargé d'assurer l'exécution des contrats, ne peut ni réviser ni briser une décision rendue conformément à l'une des clauses du pacte social ;

» Par ces motifs,

» Déclare (les membres dissidents) non recevables, en tous cas, dans leurs demandes, tant principale que subsidiaire, les en déboute et condamne aux dépens. » (*Gazette des Tribunaux*, 5, 12 et 19 août 1863.)

[8] **La Commission des auteurs dramatiques contre M. Guyot, agent général.** — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 3, 10, 17, 24 et 1^{er} mai 1863. — M. Benoit-Champy, président. — M^{re} Mathieu, la Commission ; M^{re} Hébert pour M. Guyot ; M^{re} Cléry pour les intervenants.

La Commission des auteurs dramatiques avait délégué un commissaire pour l'effet de vérifier la comptabilité des agents généraux de la Société, de publier leur compte et l'état de situation de leur caisse, et de dresser un rapport destiné à être soumis à la Commission.

L'examen du délégué révéla que des sommes perçues par M. Guyot, au 1^{er} juillet 1862, à 29,000 francs, avaient été conservées par lui à l'insu des parties intéressées, et que cet agent général se refusait à constater l'encaisse existant, conformément à la balance de son compte. En conséquence de ce rapport, la Commission assigna M. Guyot devant le Tribunal civil de la Seine. Le jugement ci-après fait connaître sommairement le but de cette assignation.

Pendant que cette affaire suivait son cours et alors que le Tribunal avait entendu les plaidoiries des avocats, un acte d'intervention fut signifié au nom d'un certain nombre de sociétaires, se fondant sur ce que les agents généraux n'étaient pas seulement les agents de la Commission, mais aussi les mandataires de chaque auteur sociétaire en particulier, et qu'ils devaient directement avec lui et recevant d'eux le mandat de toucher et de payer la quittance des sommes perçues. Les intervenants soutenaient que la Commission avait outre-passé son mandat, et ils demandaient qu'une assemblée générale fût convoquée, dans laquelle chacun des membres de la Société serait consulté sur la question dont le Tribunal était saisi.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — En ce qui touche l'intervention :

» Attendu que les intervenants sont membres de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; qu'aux termes de l'article 16 des statuts, les membres de la Société sont représentés par la Commission nommée par eux ; qu'ils sont dès lors sans intérêt, et qu'il n'y a lieu de les recevoir en leur nom personnel ;

» Sur la demande principale :

» Attendu que Guyot est mandataire de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; qu'il ne peut, en cette qualité, se refuser à fournir un compte à la Commission qui représente cette société, et sous la surveillance de

cette qualité se refuser de fournir à la Commission les éléments nécessaires à l'examen et à la vérification

des éléments nécessaires à l'examen et à la vérification. Il résulte d'un procès-verbal de Marquet, huissier le 12 décembre 1862, que Guyot s'est refusé à la vérification des documents produits il ressort également que l'agent de la Société, lui doit exclusivement tout. Mais, s'est chargé de recouvrer, pour le compte d'association, les sommes qui leur étaient dues; que, sur les torts de Guyot de ces chefs, il n'y a lieu, néanmoins, de constater de la cause, et notamment de l'erreur commise sur l'étendue de ses droits, de prononcer par le Tribunal;

Les autres griefs sont articulés par la Commission contre la comptabilité et leur gravité, pourraient, s'ils étaient justifiés, entraîner en remplacement;

Spécialement du désordre allégué dans les écritures, de la comptabilité défectueuse adoptée par Guyot, soit à l'égard des tiers avec les deniers de la Société, et le rapport dressé par le comptable-vérificateur de la Société, ne fournissent point à la Commission des éléments suffisants, et n'offrent point les garanties nécessaires. Le rapport point été dressé contradictoirement;

Le Tribunal, avant faire droit, d'éclairer sa religion;

Les conclusions non recevables, mal fondées dans leur intervention, sont condamnées aux dépens;

que c'est à tort que Guyot a opéré, dans l'intérêt de la Société, la perception des droits d'auteurs qui pouvaient lui appartenir, qu'il s'est refusé à la vérification de ces comptes par la Commission;

Mais, Geslin, expert teneur de livres, que le Tribunal commet en cas d'empêchement, sera remplacé par ordonnance du Tribunal, rendue sur simple requête, il sera chargé de la vérification des comptes et de la caisse de la Société des auteurs dramatiques, pour ledit expert faire rapport, après avoir entendu contradictoirement Guyot et la Commission, ou toute personne qui serait déléguée par

le Tribunal de mettre à la disposition dudit expert toutes les pièces de comptabilité dont communication lui sera demandée;

Le Tribunal donnera son avis sur le mode de comptabilité à adopter, indiquera celui qu'il convient de lui substituer, s'il y a lieu, la caisse et des écritures; indiquera le montant des fonds de Guyot, le temps depuis lequel les fonds ont été versés pour lequel ils y sont restés; recherchera si les fonds de Guyot soit à des tiers, soit à des membres de la Société, en indiquera l'importance et la durée, et gé-

cation de leurs comptes; qu'ils doivent exclusivement tous leurs temps et tous leurs soins à la Société, et qu'ils ne peuvent agir dans l'intérêt de tiers qui lui sont étrangers [8].

Quant à la perception des droits d'auteur, un jugement du 16 avril 1857 a déterminé que, la Société étant fondée sur la défense mutuelle du droit des associés contre les administrateurs théâtraux, elle représentait à l'égard des directeurs une communauté d'intérêts et un être moral auquel ne pouvait être opposée la situation personnelle de chacun de ses membres; qu'en conséquence la Société pouvait seule percevoir, par les mandataires, les droits d'auteur dus à l'un de ses membres, tout directeur de théâtre, et que si ce directeur faisait des avances à un sociétaire, c'était à ses risques et périls, ne pouvant en aucun cas faire des retenues sur les droits des auteurs sociétaires. Les droits qui doivent être payés intégralement aux agents généraux de la Société [9].

néralement fournira au Tribunal les indications et les renseignements de nature à l'éclaircir sur la valeur des griefs articulés par la Société contre Guyot;

» Et attendu les torts dès à présent constatés à la charge de Guyot, la Société est condamnée aux dépens. » (*Gazette des Tribunaux*, 3 mai 1863.)

[9] *La Tour Saint-Jacques-la-Boucherie*. — La Société des auteurs dramatiques contre M. Billion, directeur du théâtre du Cirque. — Tribunal de commerce de la Seine. — 15 avril 1857. — M. Berthier, président. — M. Dozo, agréé de la Société; M^e Prunier-Quatremère, agréé de M. Billion.

M. Billion avait payé directement à M. Alexandre Dumas père la somme de ses droits d'auteur pour sa pièce : *la Tour Saint-Jacques-la-Boucherie*. La Société des auteurs dramatiques, dans le but de bien poser la grave question de principe que soulevait cette affaire, assigna M. Billion pour obtenir paiement d'une somme de 115 francs, représentant la part d'auteur sur la représentation du 21 décembre 1856.

M. Billion soutenait que la Société ne pouvait agir dans la cause comme mandataire de l'auteur. Il ne refusait pas de compter avec la Société, mais il ne voulait lui payer que ce qu'il pouvait devoir à la Société après la compensation des avances qu'il lui avait faites. Il opposait l'exception de litispendance, et, en tout cas, demandait le sursis jusqu'à ce que le Tribunal civil eût statué sur son compte, avec M. Alexandre Dumas au sujet d'un procès engagé dans ce moment pour le règlement de son compte.

JUGEMENT : — « Le Tribunal, — Sur la litispendance opposée :

» Attendu que l'instance actuelle n'est pas engagée entre les parties en cause devant le Tribunal civil; que l'exception ne saurait donc être admise;

» Sur le sursis :

ents sont d'ailleurs en parfaite harmonie avec
uts qu'ils corroborent en leur donnant une
ique.

*entre les auteurs sociétaires et les directeurs
de théâtre.*

traités généraux et traités particuliers.

brement consentis formant seuls la loi des
reconnu peut s'aliéner si les conventions éta-
es qui lui soient contraires. Ces conventions
e en contradiction avec la loi et cependant le
leur stricte exécution [6, 7].

, ce qui constitue le droit au théâtre n'est pas
r la législation ou la jurisprudence : c'est la
ablit ce droit, et le plus souvent les tribunaux
rpréter les dispositions tracées dans le traité.
ne peut innover, à défaut de convention, qu'en
sitions législatives. On ne devra donc pas oublier
s et arrêts imprimés dans ce travail ne sont
tant que les traités, généraux ou particuliers,
s dans le sens de ces jugements et qu'ils ne
ultés, ainsi qu'il a déjà été dit, qu'à titre de
lables.

cause est en état; que d'ailleurs on ne justifie d'aucuns
appui du sursis demandé;
tions opposées, et au fond :

conventions verbales en date du 10 août 1856, Billion,
du Cirque, a traité avec la commission des auteurs dra-
somme de 115 fr. réclamée représente le droit propor-
es de ces conventions, a été le produit de la représen-
re dernier;

la commune intention des parties, la Société des auteurs
pour la défense mutuelle du droit des associés contre
théâtrales, représentait, à l'égard de Billion, une collec-
être moral auquel ne pouvait être opposée la situation
n de ses membres;

Billion ne saurait être admis à compenser, avec la créance
erresse, la créance qu'il prétend avoir contre un membre

n à payer à la Société la somme de 115 fr. avec dépens. »
(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 18 avril 1857.)

Ce point bien établi, l'auteur sociétaire devra apporter la plus grande attention dans les actes qu'il souscrira avec les directeurs. Il devra d'abord prendre connaissance du traité passé entre le directeur et la Commission des auteurs dramatiques, et se rappeler que, par le fait de son adhésion aux statuts, il s'est interdit :

1° De faire représenter aucun ouvrage ancien ou nouveau sur un théâtre qui n'aurait pas de traité général avec la Société; conséquemment de retirer son répertoire à tout théâtre mis sous interdiction, l'annulation ou la suppression du traité général annuel ou suspendant de plein droit tous les traités particuliers pourraient exister entre les directeurs et les auteurs appartenant à la Société; le sociétaire doit faire à cet égard une stipulation expresse dans son traité particulier [3];

2° De faire avec les administrations théâtrales des traités particuliers à des conditions pécuniaires au-dessous de celles établies aux traités généraux, conséquemment de conclure en faveur d'un directeur, d'un de ses associés ou employé, ou de tout autre intermédiaire, des arrangements stipulant des ventes ou cessions de droit d'auteur, ou des marques quelconques en dehors et au-dessous du tarif fixé par le traité général;

3° De faire aucune pièce en collaboration avec le directeur d'un théâtre sur lequel la pièce devrait être jouée, ni de faire jouer aucune pièce sur un théâtre dont lui-même ferait partie. Quelque titre que ce soit.

L'oubli des interdictions ci-dessus indiquées rend le contrat venant passible d'une indemnité de 500 à 6,000 francs au profit de la caisse sociale. Cette indemnité est réglée par les statuts (1);

3° De toucher directement ses droits d'auteur que seuls peuvent percevoir les agents généraux de la Société [9].

(1) Voir *Annuaire* 1866-1867, page 170, le jugement des arbitres dans l'affaire de M. Offenbach, au sujet de la représentation de ses œuvres au théâtre des Bouffes-Parisiens, alors qu'il était directeur de la scène.

on, admission et refus des pièces de théâtre.

scrit. — Tout auteur qui désire faire repré-
e sur un théâtre doit faire la remise de son
cteur de ce théâtre, qui est tenu de lui déli-
de dépôt et un numéro d'ordre. Ni le directeur
t liés par ce fait. Ils restent libres l'un et l'au-
ue l'auteur peut reprendre son manuscrit et le
directeur, de même que le directeur peut le

cteur doit faire savoir à l'auteur, dans les qua-
ivent la remise du manuscrit, s'il refuse la
définitivement ou seulement à correction. S'il
délai sans réponse, le directeur s'exposerait
de qui serait acquise de plein droit à l'auteur,
la remise du manuscrit, quelques jours après
a demeure.

e récépissé que le directeur remet à l'auteur
importance pour établir les droits ultérieurs de
eur, en effet, est responsable du manuscrit qui
manuscrit peut s'égarer, et il importe de pou-
uelles mains il se trouve [10].

Trois. — MM. Bourdois et Colliot, contre M. Hanapier,
Varney, directeur des Bouffes-Parisiens. § *Appel des*
e Paris (1^{re} chambre). — 30 mai 1865. — M. Bonne-
président. M^e Mathieu, pour MM. Bourdois et Colliot;
M. Hanapier, directeur des Bouffes-Parisiens.

Colliot avaient déposé entre les mains de M. Varney,
Parisiens, un libretto dont ce dernier s'était engagé à
. Ce manuscrit fut-il remis aux auteurs, le point ne
clairci; toujours est-il que M. Hanapier, successeur de
va pas au théâtre. Les auteurs lui offrirent un nou-
celui-ci, ne rencontrant aucune trace de la première
n'était pas lié par un engagement ignoré de lui. Les
levant le Tribunal de commerce et furent déboutés. Ils
obtinrent l'arrêt infirmatif suivant :

« R, sur les conclusions des parties, et sur les
résultats des faits et documents de la cause, notam-
12 février 1864, enregistrée, qu'à cette date Varney,
Bouffes-Parisiens, avait lu la pièce des sieurs Bourdois

Le directeur est seul responsable. — Les associés du d et son comité de lecture ne sont, vis-à-vis de l'auteur, simples conseils; le comité de lecture n'a que voix consultative; il est sous la dépendance absolue du directeur, qui le conduit comme il l'entend; l'auteur ne peut donc considérer

et Colliot, ayant pour titre *la Guerre de Troie*, et qu'il l'avait remis aux auteurs à y faire ultérieurement les modifications qui seraient indiquées; que, par suite, ledit Varney s'était engagé sous une clause à en faire composer la musique à la satisfaction des auteurs, à la pièce en répétition et à la faire représenter au plus tard fin de janvier, à moins que les arrangements et changements nécessités pour le effet de la pièce ne vinsent à reculer l'époque de la représentation;

» Considérant que, des termes mêmes de cette convention syn tique, on est forcé d'induire qu'après sa réception essentiellement soire, la pièce dont s'agit a dû être et a été, ainsi que l'affirme restituée aux auteurs, afin qu'ils pussent y faire les modifications lement stipulées;

» Que, depuis lors, il n'appert d'aucun reçu ou autres preuves lentes que les appelants aient rapporté à la direction du théâtre la pièce, ainsi rectifiée, à une date antérieure au 18 octobre dernier;

» Considérant, toutefois, que cette remise tardive du manuscrit ne dégage le directeur des Bouffes des engagements pris par Varney, droits et obligations duquel il a succédé, puisqu'elle n'a été précédée, d'aucune mise en demeure, et que, d'ailleurs, ce retard s'explique des circonstances également imputables aux deux parties contractantes;

» Considérant que, dans cet état des faits, il ne peut y avoir l'application de la clause pénale indiquée par Bourdois et Colliot, que le sieur Hanapier, directeur actuel des Bouffes-Parisiens, restant aux termes des engagements contractés, de faire représenter la pièce par Varney, son prédécesseur, il convient de lui accorder le temps pensable à la composition de la musique, et que la Cour possédant les éléments nécessaires pour fixer le délai;

» Par ces motifs, a mis et met l'appellation et ce dont est demandée au néant;

» Emendant, décharge les appelants des dispositions et condamnations contre eux prononcées;

» Au principal, sans s'arrêter aux exceptions, fins et conclusions de l'intimé, dont il est débouté;

» Dit que, dans les dix mois, à partir de ce jour, Hanapier, devra faire, en exécution de la convention du 12 février 1864, la musique de la pièce en trois actes des sieurs Bourdois et Colliot, intitulée *la Guerre de Troie*, dont le manuscrit lui a été remis, comme de la mettre en répétition et représenter dans ledit délai, sinon de ce faire, dit qu'il sera fait droit;

» Déboute les appelants du surplus de leurs conclusions;

» Condamne l'intimé à verser, sous le nom qu'il agit en tous les dépens de l'instance et d'appel, y compris le coût du présent arrêt;

» Ordonne la restitution de l'amende consignée. »

actes passés avec lui-même, à moins que son
ait une procuration dûment enregistrée et
manière expresse, qu'il peut recevoir une pièce
s auteurs [44].

dantesque, opéra épico-mélodramatique du maestro
— M. de Liguoro contre MM. Salvi et Calzado. —
la Seine (1^{re} chambre). — 22 août 1856. — M. Pasquier,
plaidant pour M. de Liguoro; M^{re} Massu, pour M. Calzado;
pour M. Salvi. — Jugement sur les conclusions conformes
de l'avocat général Pinard. || *Appel de MM. de Liguoro et Salvi*. —
à Paris (1^{re} chambre). — 1^{er} décembre 1857. — M^{re} Cré-
de Liguoro; M^{re} Bozerian, pour M. Salvi, et M^{re} Massu,

acteur du Théâtre-Italien, avait donné à M. Salvi une
procuration, dont voici le libellé :

« Je soussigné, Beaufeu et son collègue, notaires à Paris, soussignés, ont
assisté M. Calzado, propriétaire, demeurant à Paris, hôtel de Castille,

nommé futur directeur du Théâtre impérial Italien;
et les présentes, constitué pour son mandataire général et

M. Salvi, artiste, demeurant à Paris, passage Jouffroy, 44;
le pouvoir pour lui et en son nom de régir, gérer et admi-
nistrer tout ce qui pourrait être nommé directeur; le représenter
et donner tous consentements, prendre tous engagements
et la direction théâtrale lui serait confiée;

les engagements avec tous artistes pour le temps et aux
quelque lui mandataire jugera convenable, acquitter le prix de
spectacles, engager également tous choristes, musiciens,
et le service pour le théâtre, déterminer leurs attributions,
et les payer aux époques convenues;

M. Calzado auprès de l'autorité.....
et marchés, signer la correspondance, prendre tous
et tous costumiers, fabricants de décors, payer le prix de

l'exécution des conditions des engagements, faire tous
et payer ainsi que de tous dommages-intérêts, les payer ou

formellement exprimé par M. Calzado que les présentes
sont nulles et non avenues pour le cas où il
demande la direction qu'il sollicite, du Théâtre impérial Italien.
Fait à Paris, le 13 juillet 1855.

Signé : BEAUFEU,

TORRIBIO CALZADO. »

Après avoir passé, au nom de M. Calzado, avec M. de Liguoro
un acte par lequel il s'engageait à exécuter *la Trilogie dantesque*, opéra
en trois actes, M. Calzado refusant de faire représenter le travail de
M. de Liguoro, M. de Liguoro a assigné, lui et M. Salvi, devant le Tribunal civil
de Paris, le jugement suivant :

Théâtres impériaux. — Les théâtres impériaux ont des règlements spéciales. Le comité de lecture du Théâtre-Français, institué par le décret du 15 octobre 1812, est muni des pouvoirs les plus étendus pour accepter ou refuser une pièce; mais cette réception n'est pas définitive, en ce sens qu'elle doit être approuvée par le

- « En ce qui touche Calzado,
- » Attendu que la procuration par lui donnée à Salvi est générale à l'effet d'administrer, d'engager les artistes et faire tous traités;
- » Que ces pouvoirs étaient insuffisants pour autoriser Salvi à faire avec un compositeur un traité qui devait engager le directeur dans des dépenses considérables et qui pouvaient compromettre l'avenir du théâtre; que ce tel traité excède manifestement les bornes de la simple administration;
- » Salvi était chargé et serait même contraire au cahier des charges imposé à Calzado par l'autorité supérieure;
- » Attendu qu'il n'est pas établi que Calzado ait connu la signature du traité ni qu'il l'ait approuvé, même indirectement;
- » En ce qui touche Salvi :
- » Attendu qu'en excédant ses pouvoirs il a en même temps commis un fait dommageable à Liguoro; qu'il lui en doit la réparation; que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier quelle doit être cette réparation;
- » Par ces motifs, le Tribunal,
- » Déclare Liguoro mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions contre Calzado;
- » Condamne Salvi en 2,000 fr. de dommages-intérêts envers Liguoro;
- » Condamne Liguoro aux dépens envers Calzado; condamne Salvi aux dépens envers Liguoro. » (*Le Droit*, 24 août 1856.)

MM. de Liguoro et Salvi interjetèrent appel de ce jugement, et la Cour impériale (1^{re} chambre) déchargea M. Salvi et condamna M. de Liguoro par un arrêt ainsi conçu :

- ARRÊT.** — « La Cour,
- » En ce qui touche l'appel de Calzado :
 - » Considérant, d'une part, que la procuration de Calzado, sainement interprétée, ne conférait point à Salvi le droit de souscrire des traités de cette nature de celui dont l'exécution est réclamée par Liguoro;
 - » Qu'elle se borne aux faits généraux de l'administration et à certains faits déterminés, et que la convention litigieuse ne rentre dans aucun des stipulés;
 - » Que, d'autre part, s'il est prouvé que si Calzado a connu le contrat dans un temps voisin de sa signature, il n'est pas établi qu'il l'ait ratifié;
 - » Qu'il résulte, au contraire, des documents produits par l'appelant, que même, que Calzado a constamment protesté contre les engagements qu'il naissaient de l'application abusive de sa procuration;
 - » Confirme, etc.
 - » En ce qui touche l'appel de Salvi :
 - » Considérant que les pouvoirs en vertu desquels il agissait ont été connus de Liguoro, et qu'il n'a pas garanti personnellement l'exécution du traité;
 - » Décharge Salvi des condamnations prononcées contre lui au profit de Liguoro;
 - » Condamne ce dernier en tous les dépens. »

raison de l'Empereur et des beaux-arts, ainsi
toutes celles qui sont faites dans les théâtres

ministre d'État, du 5 décembre 1853, porte
reçu par le comité de lecture du Théâtre-
être mis à l'étude sans l'autorisation du gouver-

Legouvé contre M. A. Houssaye, administrateur du
— Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 17 no-
M. Debelleyne, président. M. Mathien, pour M. Legouvé;
py, pour M. Arsène Houssaye. — M. Sapey, avocat

fait recevoir au Théâtre-Français une tragédie, *Médée*,
ude en septembre 1853. M^{me} Rachel, chargée du prin-
congé pour la Russie, et les répétitions furent inter-
eur, M^{me} Rachel déclara qu'elle ne jouerait pas. M. Legouvé
d'engagement et le 22 octobre 1854, elle fut con-
les répétitions, sous la clause pénale de 200 francs
retard.

nt pu obtenir de M. A. Houssaye l'indication nécessaire
ment, l'assigna à cette fin devant la première chambre

ause, M. Sapey, avocat impérial, déclara qu'il proposait
om de M. le Préfet de la Seine, et il donna lecture des
es :

Seine,
écution de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} juin 1828 à
e déclinatoire préalable au conflit, dans l'instance intro-
unual par le sieur Legouvé, homme de lettres, ayant pour
contre l'administration du Théâtre-Français, ayant pour
die;

crets du 15 octobre 1812 et 27 avril 1850, sur l'organisa-
ion du Théâtre-Français;

du 14 février 1853, qui a placé dans les attributions
Etat l'administration des théâtres impériaux;

ériel du 5 décembre suivant, qui porte qu'aucun ouvrage
de lecture du Théâtre-Français ne pourra être mis à
isation préalable de l'administration supérieure;

ons de S. E. M. le ministre d'État;

e M. Legouvé a assigné à bref délai M. Arsène Houssaye,
Théâtre-Français, devant la première Chambre du Tribunal
istance de la Seine, pour voir dire que l'administration
ne de faire reprendre les répétitions de *Médée* et de faire
ées, à peine de 500 fr. de dommages-intérêts par chaque

ne l'autorisation préalable prescrite par l'arrêté susvisé
onnée pour la tragédie de *Médée*, l'administration de la
n'a pas le droit de la mettre à l'étude;

ailleurs, que la demande formée par le sieur Legouvé
n ordinaire aurait pour effet de déférer à cette juridiction

Un autre arrêté du 11 février 1854 étend cette mesure sur les théâtres impériaux [13].

l'interprétation et l'appréciation de l'arrêté susvisé du 5 décembre 1853 par S. E. le ministre d'État dans l'exercice de ses attributions, et ce titre, constitue un acte administratif dont les tribunaux ordinaires sauraient connaître sans contrevenir aux dispositions des lois qui ont prononcé la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires ;

» Conclut à ce qu'il plaise au Tribunal :

» Vu l'art. 7, section 3, de la loi du 22 décembre 1789, portant :

« Les administrations ne pourront être troublées dans l'exercice de leurs fonctions administratives par aucun acte du pouvoir judiciaire. »

» 2° L'art. 13, tit. 2 de la loi du 16-24 août 1790, ainsi conçu :

« Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. »

3° Et enfin les dispositions de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} juillet 1826 :

« Se déclarer incompétent pour statuer sur la demande introduite par M. Legouvé contre l'administrateur du Théâtre-Français.

» Paris, le 13 novembre 1854.

Signé : HAUSSMANN. »

M^e Mathieu repoussa le déclinatoire.

M^e Benoit-Champy, pour M. Arsène Houssaye, prit les conclusions suivantes :

« Attendu qu'aux termes d'un arrêté de M. le ministre d'État du 5 décembre 1853 aucun ouvrage reçu par le comité de lecture du Théâtre-Français ne peut être mis à l'étude avant d'avoir obtenu l'autorisation préalable du ministre ;

» Attendu que le Théâtre-Français n'a jamais fait et ne fait point de refus de répéter la pièce de *Médée*, mais que M. Legouvé ne rapporte pas l'autorisation préalable du ministre dont il doit justifier aux termes du décret précité ;

» En l'état de l'affaire, déclarer Legouvé non recevable, en tout ou en partie, le débouter de sa demande, et le condamner aux dépens. »

A la fin de l'audience, le Tribunal rendit le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

« Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 5 décembre 1853 aucun ouvrage reçu par le comité de lecture du Théâtre-Français ne peut être mis à l'étude sans l'autorisation du Gouvernement ;

» Que Legouvé ne justifie point de cette autorisation préalable ; que la nécessité de cette autorisation s'applique à tous les ouvrages qui n'ont pas encore été représentés lors de la promulgation du décret précité ;

» Donne acte à Legouvé des conclusions prises par Houssaye, administrateur du Théâtre-Français, et par lesquelles il déclare n'avoir ni refusé et ne pas refuser actuellement de faire répéter la pièce de *Médée* ;

« Déclare Legouvé non recevable dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. » (Le Droit, 18 novembre 1854.)

[13] Jacques Callot. — M. le marquis de Belloy contre M. Arsène Houssaye, administrateur du Théâtre-Français. — Tribunal de commerce de la Seine. — 20 juin 1854. — M. Denières, président. M^e Rey, avocat de M. de Belloy ; M^e Petitjean, agréé de M. A. Houssaye.

La pièce de M. le marquis de Belloy avait été reçue par le comité de lecture le 3 juillet 1852. Quoiqu'une première répétition eût eu lieu

(1) C'est par erreur que le jugement porte le mot décret ; il s'agit d'un arrêté ministériel.

sont indépendantes de l'autorisation préalable
l'examen qui, aux termes du décret du 6 juillet
directement au ministre les rapports et obser-
on travail a donné lieu.

gues existaient avant 1848. En effet, c'est surtout
ncipes que la veuve de Lesueur ne put obtenir,
entation de l'opéra de son mari, *Alexandre à*
ue la réception de cette pièce ayant eu lieu en
ministre avait seul qualité pour accepter défi-
éra, le Tribunal dut se reporter aux règles
de cette réception, pour juger si elle avait été
[14].

e. L'auteur fit assigner M. Arsène Houssaye devant le
e de la Seine pour le contraindre à faire jouer son
ai de quatre mois, ou à lui payer une indemnité de

aise est placée dans les attributions du ministre. Plu-
point reçu l'autorisation de la Commission, alors que
t fait des frais considérables de mise en scène, le
à l'égard de la réception des pièces, une décision qui
essaye dans les termes suivants :

« Paris, le 4 février 1854.

administrateur du Théâtre-Français,
événements de toute nature qu'il y a pour les directions
ar l'administration supérieure à ce que l'examen des
t lieu concurremment avec les répétitions, j'ai décidé
impériaux, aucune pièce ne serait dorénavant mise à
amen fait et l'autorisation régulièrement accordée. Je
aire connaître cette décision et je vous invite à vous y
ce jour.

» *Le ministre d'État,*

» ACHILLE FOULD. »

Tribunal,
arrêté en date du 11 février 1854 rendu public, S. Exc.
a décidé que dans les théâtres impériaux aucune pièce
mise à l'étude qu'après l'examen fait et l'autorisation
e ;

Belloy ne justifie pas d'un manuscrit autorisé ; que la
aurait pour effet de déferer à la juridiction ordinaire
été précité ; que cet arrêté constitue un acte administra-
stre dans l'exercice de ses fonctions ; que le Tribunal, à
n des pouvoirs administratifs et judiciaires, est incom-

pétent, renvoie la cause et les parties devant les juges
tre, condamne de Belloy aux dépens. »

(*Le Droit*, 1^{er} juillet 1854.)

bylone. — M^{me} Lesueur contre M. Léon Pillet, direc-
Tribunal de commerce de la Seine. — 30 mai 1842. —

Les directeurs des théâtres impériaux ne peuvent donc r
une pièce que sous réserve de l'approbation du gouvern
car, à défaut de cette réserve, ils s'exposeraient à pay
dommages-intérêts, le Tribunal ayant établi qu'en présen
cas qui soulève quelque doute sur l'obtention de l'autor

M. Lebohe, président. | Appel : Cour royale de Paris (1^{re} cham
22 juillet 1843. — Président : M. Moreau. — M^e Paillard de Vill
pour M^{me} Lesueur. — M^e Chaix-d'Est-Ange, pour M. Pillet.

M^{me} Lesueur, veuve du compositeur de ce nom, avait intenté une
devant le Tribunal de commerce, contre le directeur de l'Opéra.
mandait que ce dernier fût condamné à représenter l'opéra d'*Alex*
paroles de M. Baour-Lormian, musique de Lesueur, qui avait, dis
été définitivement reçu dans les formes voulues par les règlem
l'Opéra.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que la dame veuve Lesueur demande que Léon Pillet s
condamné à faire représenter dans six mois de ce jour l'opéra ayant po
Alexandre à Babylone, dont la partition a été composée par feu Les

» Attendu qu'il est établi, en fait, que cette œuvre aurait été comp
1815, et déposée alors au théâtre de l'Opéra pour y être représent
depuis cette époque jusqu'en 1830, l'administration de l'Opéra étai
dans les attributions du ministre de la maison du roi, et soumise à
donnances et à des règlements particuliers, qui font la loi des partic

» Qu'en vertu de ces règlements, aucun opéra ne pouvait être rep
sans avoir été préalablement examiné par des comités spéciaux; qu
ministre avait seul qualité pour recevoir définitivement ces opéras; qu
avait même ajourner indéfiniment ou empêcher la représentation des o
par lui reçus, en refusant les sommes nécessaires aux frais de la
scène; qu'il désignait chaque année les opéras qui devaient être rep
pendant l'année théâtrale;

» Attendu que si la partition de Lesueur paraît avoir été reçue pa
mités de l'Opéra, que si le ministre de la maison du roi a manifest
sieurs reprises le désir de la faire représenter, il résulte évidemment o
et des documents produits que la mise en scène n'a jamais été ordonn
les fonds nécessaires pour monter l'ouvrage et le représenter n'on
accordés ni promis;

» Qu'ainsi, sous l'empire même des anciens règlements, M^{me} veu
sueur ne pourrait contraindre judiciairement l'administration de l'
faire représenter la partition dont s'agit;

» Attendu que, depuis 1831, l'administration de l'Opéra a été conv
une entreprise particulière régie par le droit commun;

» Que les directeurs qui se sont succédé ne peuvent être contraints
jouer des ouvrages qui ne font pas partie du répertoire et pour les
ministre de la maison du roi n'avait pris aucun engagement;

» Que Léon Pillet et ses prédécesseurs ne se sont jamais obligés en
dame veuve Lesueur ni envers son mari;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal déclare M^{me} veuve Lesueur mal fondée en sa demand
condamne aux dépens. »

M^{me} Lesueur interjeta appel de ce jugement. La Cour de Paris, a
les motifs des premiers juges, confirma le jugement du Tribunal é
merce. (*Gazette des Tribunaux*, 23 juillet 1843.)

directeur qui, dans ce cas, fait une convention et responsable de ses engagements [15, 16].

ar. — M. Michel Carré contre M. Thibaudéau, dire-
— Tribunal de commerce de la Seine. — 5 mai 1854.
ident. — M. Beaudoin, agréé de M. Michel Carré;
M. Thibaudéau.

ier 1864 est venu abroger le décret de 1806, qui faisait
ur de théâtre de jouer une pièce sortant du genre ou
d'actes que lui assignait son privilège. Le procès dont
c plus aujourd'hui sa raison d'être; mais le jugement
erce rendu en cette occasion reste plein d'intérêt
r'un directeur, s'engageant à jouer une pièce, alors
positions administratives peuvent l'en empêcher, se
images-intérêts envers l'auteur, malgré la défense de

udeville avait reçu une pièce qu'il savait ne pouvoir
en contravention avec les ordres du ministre, et il
me cas de force majeure.

ibunal,
é a fait recevoir, au courant de septembre dernier, une
pitaine Par; que Thibaudéau, en succédant à Bouffé
audeville, est tenu d'exécuter les engagements de ce
demandeur;

le pièce a été lue dans le courant d'octobre, sous la di-
u; qu'il a été mis en demeure de la jouer, suivant ex-
er à Paris, en date du 19 octobre 1853, enregistré;
ermes des conventions verbales intervenues entre les
est engagé à payer une somme de 2,000 fr. pour une
ans le cas où, après les répétitions commencées, elles
son fait pendant trois mois;
onventions librement consenties tiennent lieu de loi
l résulte de ce qui précède que Thibaudéau se trouve
esdites conventions; qu'ainsi il doit être tenu de payer
de 2,000 fr., et de laisser au demandeur la libre dispo-

de force majeure, dont excipe Thibaudéau, consistant
e permettrait plus la représentation des pièces en cinq
Vaudeville, est postérieur aux trois mois révolus pen-
eau avait l'obligation de faire jouer la pièce; qu'ainsi,
réter au moyen proposé;

deau, même par corps, à payer au demandeur la somme
Carré à reprendre la libre disposition de sa pièce, et
aux dépens. » (*Le Droit*, 6 mai 1854.)

nées. — MM. Ferdinand Laloue, Labrousse et Laurent
er, directeur de la Porte-Saint-Martin, et Collin,
é. — Tribunal de commerce. — 27 juin 1850. —
t. — M^e Dillais, agréé des auteurs; M^e Petitjean, agréé
Bordeaux, agréé de M. Collin. ¶ *Appel de M. Collin*.
Paris (1^{re} chambre). — 24 août 1850. — M. Rolland
ent. — M^e Simon, pour M. Collin; M^e Fauvel, pour

Réception à corrections. — Une pièce reçue à correction pas définitivement acceptée, puisque, dans certains cas, e

Un pâtre des Pyrénées, M. Bonnet, avait offert à M. Ferdinand de lui livrer un ours d'une extrême docilité et parfaitement apprivoisé. M. Ferdinand Laloue jugea qu'il pouvait utiliser cet animal dans une pièce *ad hoc*, qu'il proposa à M. Fournier. Ses offres furent acceptées et la pièce fut faite; par suite d'arrangements convenus entre les auteurs et M. Fournier, directeur de la Gaité, la pièce devait passer au théâtre de ce dernier. Les répétitions commencèrent et ne furent interrompues que par un ordre du préfet de police, qui défendit expressément à M. Collin de faire jouer l'ours sur la scène, à moins qu'il ne fût solidement muselé.

Cet ordre arrêta la pièce, et tous ceux qui avaient intérêt à ce qu'elle fût jouée assignèrent les directeurs devant le Tribunal de commerce.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Vu leur connexité, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement;

» En ce qui touche la demande de Bonnet contre Fournier et Collin, en récusation des conventions verbales intervenues entre eux en paiement d'une somme de 1,875 fr.;

» Attendu à l'égard de Fournier que, s'il a verbalement traité avec Collin pour un certain nombre de représentations à donner sur son théâtre, ce n'est qu'en vertu du consentement du demandeur lui-même, a été cédé à Collin;

» Qu'il y a lieu, dès lors, de mettre ledit Fournier hors de cause;

» Attendu, à l'égard de Collin, qu'après un certain nombre de répétitions dans le but de représenter la pièce intitulée : *l'Ours des Pyrénées*, un ours émanant de la préfecture de police, est venu défendre lesdites répétitions, moins que l'ours ne fût muselé;

» Que Collin s'est trouvé, dès lors, dans l'impossibilité de faire représenter sur son théâtre la pièce convenue, puisque le principal acteur ne pouvait y figurer;

» Qu'il convient toutefois de prendre en considération le voyage fait par Bonnet, ses efforts pour faire réussir la pièce, et qu'il y a lieu à ce titre de résilier les conventions, de condamner Collin à payer à Bonnet une somme de 1,000 fr. à titre d'indemnité;

» En ce qui touche la demande des auteurs :

» Attendu, à l'égard de Fournier, qu'il y a même raison de décider sur la demande de Bonnet, lesdits auteurs ayant adhéré à la cession de la pièce à Collin;

» Attendu, à l'égard de Collin, que, sur la demande de Bonnet, les auteurs Laloue, Labrousse et Laurent ont composé spécialement pour le sujet qui devait être mis en scène une pièce qui n'a pu être jouée par suite de la défense de l'autorité administrative;

» Que les susnommés ne peuvent être complètement victimes de la défense;

» Qu'ils ont assisté à un grand nombre de répétitions; qu'il y a lieu, dès lors, en résiliant aussi les conventions et en leur laissant la propriété de la pièce, de leur allouer une indemnité que le Tribunal fixe à 500 fr.;

» En ce qui touche la demande en garantie de Fournier, de celle des auteurs et des auteurs :

» Attendu que de ce qui précède, il n'y a lieu d'y faire droit;

» Résilie les conventions verbales intervenues entre les parties; met Fournier hors de cause tant sur la demande de Bonnet que sur celle des auteurs et condamne Collin à payer :

» 1° A Bonnet, la somme de 1,000 fr.; en déduction de laquelle vient en compte toutefois les à-comptes par lui déjà reçus;

es formalités qu'une nouvelle pièce présentée et refusée [17, 18, 19, 32].

directeur, sans accepter la pièce, invite l'auteur à la fondre avec une autre; que pendant ces délais, sans prévenir celui-ci, une autre pièce

erdinand Laloue, Labrousse et Laurent, celle de 500 fr., propriété de leur pièce; à satisfaire à ce que dessus seront, par toutes les voies de droit et même par corps, condamnés 17 avril 1832 et 13 avril 1848; des dispositions ci-dessus, il n'y a lieu de statuer sur l'instance de Fournier, et condamne en outre Collin aux

appel de ce jugement, soutenant qu'il y avait en cas de non-exécution de la convention, inexécution dont il avait souffert, et qui, ne devant être imputée qu'à la défense qui ne pouvait engendrer d'action de la part des auteurs. Le jugement pour le tout. (*Gazette des Tribunaux*, 1850.)

Culture. — M. Porcher, cessionnaire, contre M. Crosnier, successeur, directeur de la Porte-Saint-Martin. — Tribunal de commerce. — 26 juin 1833, 16 mai 1834. — M. Louis Vassal, président, agréé de M. Harel; M^e Amédée Lefebvre, agréé de M. Schayé, agréé de M. Deslandes; M^e Henri Nonguier, avocat.

Le défendeur avait cédé à M. Porcher un mélodrame, intitulé *le Mariage et sept ans après*. Cette pièce fut d'abord jouée au théâtre de la Porte-Saint-Martin, l'auteur retira son nom, le présenta à M. Crosnier, qui l'accepta à correction. Il paraît-il, remaniée comme elle devait l'être, et le cessionnaire, M. Crosnier et Harel, pour les faire condamner par le Tribunal de commerce à lui payer une indemnité de 1,200 francs.

Après près d'une année, le Tribunal décida, au rapport de M. Vassal, que la représentation n'aurait pas lieu, attendu que l'auteur n'avait fait les corrections convenues, et que le mélodrame était resté inédit. (*Gazette des Tribunaux*, 27 juin 1833, 17 mai 1834.)

— M. Virgile Boileau contre MM. Alphonse Royer et Eugène Labrousse, anciens directeurs de l'Odéon. — Tribunal de commerce de la Seine. — 15 mai 1859. — M. Döbelin, président. — M^e Bettera, avocat de Boileau; M^e Schayé, agréé de MM. Alphonse Royer et Eugène Labrousse.

Boileau avait déposé, au théâtre de l'Odéon, un drame en cinq actes, sur lequel l'examineur, chargé de lire les pièces à l'administration, en compte rendu peu favorable pour la représentation. Boileau, à l'auteur, et M. Vaëz l'engagea à y faire des changements. Boileau fit les modifications que lui avait indiquées l'examineur, et sa pièce serait ainsi mieux accueillie. Elle fut re-

ayant quelque analogie avec la sienne, il met obstacle, en retenant le manuscrit, à ce que l'auteur puisse présenter utilement son ouvrage à une autre direction; il lui enlève l'avantage d'une priorité qui appartenait à son œuvre et lui cause un préjudice en la lui rendant tardivement. Il est passible de dommages-intérêts [20].

Il en est de même si, ayant également promis à l'auteur d'ac-

poussée de nouveau. L'auteur forma, en conséquence, une demande en paiement de 4,000 francs de dommages-intérêts. Le Tribunal, considérant que M. Virgile Boileau ne justifiait pas que sa pièce eût été reçue définitivement, le déclara non recevable en sa demande et le condamna aux dépens. (*Le Droit*, 12 mai 1859.)

[19] *Le Rêve de l'Empereur*. — M. Moras contre M. Billion, directeur du théâtre du Cirque. — Tribunal de commerce de la Seine. — 15 février 1860. — M. Houette, président. — M^e Maignen, agréé de M. Moras; M^e Prunier-Quatremère, agréé de M. Billion.

M. Moras avait présenté à M. Billion, le 15 octobre 1853, une pièce fantastique en cinq actes et dix-huit tableaux, tirée d'un roman : *Napoléon apocryphe*, et intitulée : *Le Rêve de l'Empereur*; M. Billion l'accepta sous toute réserve. Cette pièce, n'ayant pas été représentée, M. Moras réclamait au directeur 2,500 francs de dommages-intérêts.

Le Tribunal, avant faire droit, renvoya cette affaire devant un arbitre-rapporteur, M. Contat-Desfontaines, ancien directeur du théâtre du Palais-Royal, qui, après avoir donné l'analyse de la pièce, constatait en note que, malgré les nombreuses démarches de M. Moras, la censure avait refusé d'autoriser la représentation du *Rêve de l'Empereur*.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — Attendu que la pièce, dont Moras est l'auteur, n'a été acceptée que sous toute réserve;

» Que cette réserve se référait évidemment à l'autorisation ministérielle; qu'il appert des renseignements fournis par l'instruction ordonnée par le Tribunal que la censure était décidée à la refuser;

» Qu'en fait, elle n'a jamais été obtenue;

» Que, dans cette circonstance, l'acceptation sous réserve de Billion n'a pu former un contrat en présence du refus de l'autorité compétente;

» Par ces motifs,

» Déclare Moras mal fondé en sa demande, l'en déboute, et le condamne aux dépens. » (*Gazette des Trib.*, 20-21 février 1860.)

[20] *Bas-de-Cuir et le Dernier des Mohicans*. — M. Pagès et MM. J. Moinaux et Dubrenil contre M. Dumaine. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 4 avril 1867. — M. Feugère-des-Forts, président. — M^{re} Lachaud et Paillard de Villeneuve pour MM. Pagès, Dubrenil et Moinaux; M^{re} Carraby et Rousse pour M. Dumaine. M. Chevrier, avocat impérial : conclusions conformes. (*Gaz. des Trib.*, 5 avril 1867.)

Voir ce jugement dans l'Annuaire de 1866-1867, p. 107.

cueillir sa pièce, le directeur lui a occasionné des frais ou des pertes de temps [21].

L'auteur reçu à correction est tenu de faire ses changements dans le délai de deux mois; si ces changements sont peu importants et qu'ils soient indiqués par le directeur lui-même, la pièce peut être considérée comme reçue [10, 24]. Un acte doit toutefois constater cette condition.

Réception. — Au cas de réception de toute pièce, le directeur doit inscrire sur un registre *ad hoc* le titre et le nombre d'actes de l'ouvrage, et le nom de l'auteur, et du compositeur, s'il y a lieu. Un numéro d'ordre doit fixer la date de la réception.

Lorsqu'une pièce à correction est définitivement acceptée, elle prend son numéro d'ordre à partir du jour de la réception à correction.

Ouvrage lyrique. — Lorsqu'il s'agit d'une pièce lyrique, les

[21] *L'Écharpe rouge.* — M. Gomis contre M. Ducis, directeur de l'Opéra-Comique. — Tribunal de commerce. — 8 mai 1830. — M^e Chevrier, agréé de M. Gomis; M^e Rondeau, agréé de M. Ducis.

M. Ducis avait reçu à correction un opéra comique de MM. Viardot et Cavé, dont la musique était due à M. Gomis, réfugié espagnol, qui habitait Londres. Deux fois il fit faire le voyage à ce compositeur, et, en fin de compte, il refusa l'ouvrage. M. Gomis réclama auprès du Tribunal de commerce, qui renvoya les parties devant M. Étienne, de l'Académie française. L'honorable arbitre, après les avoir entendues, fit un rapport favorable au compositeur.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'en recevant, sauf correction, l'ouvrage intitulé *L'Écharpe rouge*, pour être joué au théâtre de l'Opéra-Comique, le sieur Ducis a, par deux fois, chargé le sieur Viardot, auteur des paroles, de faire venir de Londres le sieur Gomis, compositeur de musique; que ce fait résulte du rapport de M. Étienne, arbitre nommé par le Tribunal;

» Attendu que le sieur Gomis a déferé aux demandes du sieur Ducis; que son déplacement lui a occasionné des dépenses; que, si l'auteur qui présente, à ses risques et périls, un ouvrage à une administration théâtrale, ne peut prétendre à des dommages-intérêts, lorsque ledit ouvrage n'est pas définitivement reçu, du moins peut-il réclamer une indemnité pour les frais que lui a occasionnés cette administration, par suite de la réception momentanée de sa composition;

» Par ces motifs, le Tribunal, adoptant le rapport de l'arbitre, condamne, et par corps, le sieur Ducis à payer au sieur Gomis une somme de 500 francs à titre d'indemnité, et aux dépens; déclare le sieur Gomis purement et simplement non recevable dans le surplus de ses demandes; donne défaut congé au sieur Ducis contre les sieurs Cavé et Viardot. » (*Gaz. des Tribunaux*, 9 mai 1830.)

délais de la réception ne courent que du jour où le compositeur a remis au secrétariat du théâtre, contre un récépissé qui doit être immédiatement délivré, sa partition entière, complétée, orchestrée et instrumentée.

La réception d'une pièce lyrique diffère, d'ailleurs, de la réception d'un autre ouvrage. Lorsqu'un poëme est reçu, le compositeur doit présenter son compositeur; dans le cas où ce compositeur serait refusé par le directeur, ce dernier devrait, dans le délai d'un mois, proposer trois autres compositeurs, parmi lesquels l'auteur du poëme serait tenu d'opter. Si l'auteur n'agréait aucun des trois compositeurs, la réception du poëme serait nulle.

Si, sur l'offre du directeur, l'auteur du poëme accepte le compositeur n'ayant pas encore eu de pièce jouée sur un théâtre lyrique de Paris, le directeur, dans le cas où la partition serait refusée après audition, devrait immédiatement assurer à l'auteur la collaboration d'un compositeur déjà représenté sur un théâtre lyrique de Paris.

Notification de la réception à la Commission. — Outre la notification sur le registre dont il vient d'être fait mention, le directeur doit, sous peine d'une indemnité stipulée dans les statuts, en faveur de la caisse de la Société, envoyer chaque année au secrétaire de la Commission un relevé détaillé de ce registre.

Nécessité pour l'auteur de constater la réception. — Le directeur ne pouvant être responsable de la tenue, par le directeur, d'un théâtre, dont il a été parlé plus haut, il devra faire constater la réception, soit par un traité particulier, soit par une lettre datée, la signature du directeur pondance pouvant faire preuve [10, 22, 45, 70]. Toute

22] Éloi l'Innocent. — M. Sauvage contre M. Dumanoir et ses associés dans la direction du théâtre des Variétés. — Tribunal de Commerce. — 12 novembre 1840. — M. Bourget, président. — M. Lefebvre, agréé de M. Sauvage; M^e Martinet, agréé des directeurs.

M. Sauvage avait présenté, en mai 1838, à M. Dumanoir, alors directeur du théâtre des Variétés, un vaudeville en deux actes, intitulée : *Éloi l'Innocent*. Une année s'écoula sans que les instances de l'auteur, MM. Jouslin-Delasalle, Crétu, Martin Allain et Opigès, succédant à M. Dumanoir, lui fissent obtenir la mise en répétition de sa pièce. La Commission des auteurs consultée, déclara, dans sa séance du 31 mai 1839, que M. Jouslin ne pouvait se dispenser de la faire jouer. Cet av

aurait ne pas être accueillie comme valable [23, 32]. La meilleure indication de réception, qui fasse foi auprès de la Commission, conformés, c'est la notification qui doit être envoyée au secrétaire de la Commission, ainsi qu'il a été décidé. Le propriétaire devra donc s'assurer si cette notifi-

Manuscrit et des rôles. — Frais de copie. — Arrêté. — Après la réception constatée, l'auteur doit verser au Trésorier la somme de son manuscrit qui reste à l'adminis-

Sauvage ne voulant plus consentir à laisser jouer sa pièce au Tribunal de commerce, contre M. Dumanoir et ses associés, une demande tendant à ce qu'ils soient condamnés à lui payer 1,200 francs de dommages-intérêts pour conventions arrêtées, le 25 mars 1836, entre la Société des auteurs dramatiques et le théâtre des Variétés. L'agréé de la Commission, notamment, qu'aucune trace de la réception par le Tribunal au théâtre, et que M. Sauvage n'établissait son droit de correspondance sans date certaine, qu'il alléguait avoir

Tribunal, n'a pas exact de prétendre que Dumanoir, en quittant la Société des Variétés, aurait légué à ses successeurs, et pour obliger ses amis, le soin de représenter certains ouvrages qu'il avait écrits ; l'absence produite établit, au contraire, que l'ouvrage intitulé était reçu depuis longtemps ; que la représentation n'a pu attendre certains moments d'opportunité théâ-

l'administration d'un théâtre, en ne représentant pas les ouvrages d'un auteur, lui cause un double préjudice, en ce qu'elle lui enlève le fruit de son travail et de la faveur qui peut s'attacher à ses œuvres postérieures ; les administrateurs du théâtre se sont obligés, en cas de non-représentation d'un ouvrage reçu, à rendre à l'auteur son manuscrit, et à lui verser 1,200 fr. pour un ouvrage en deux actes ;

les auteurs à remettre à Sauvage son manuscrit, et à lui verser les dommages-intérêts, et aux dépens. »

Gazette des Tribunaux et le Droit, 13 novembre 1840.)

un auteur de lettres, avait présenté à M. Dormeuil, directeur du Théâtre-Français, un vaudeville dont ce dernier avait été, et dont il lui avait promis la représentation. Il forma, par la suite, une demande de dommages-intérêts pour la non-représentation. Le Tribunal n'a point considéré cette réception comme formelle, et a débouté M. Auger de sa demande. (Tribunal, 17-18 décembre 1832.)

tration du théâtre. Il est tenu, en outre, de fournir les rôles et deux autres manuscrits pour la Commission d'examen; et les autres copies sont à la charge de l'administration du théâtre. Les frais d'arrangement de musique pour les drames, vaudevilles, ballets et pantomimes, sont toujours aux frais de l'administration [24]. Il faut en excepter les airs nouveaux que l'auteur pourrait faire composer et qu'il devrait payer.

Pièces lyriques. — En ce qui concerne les œuvres lyriques, le compositeur est tenu de livrer sa partition parfaitement ornée avant qu'elle soit donnée au copiste. Il n'est obligé de fournir qu'une seule partition. Tous les frais de copie et de correction de la musique, rôles et parties d'orchestre, sont à la charge du directeur.

[24] *Monsieur Deschalueux ou une Soirée de carnaval.* — MM. Aniel et Petipas contre M. le baron de Montgenet, directeur de la Porte-Saint-Martin. — Tribunal de commerce. — 30 janvier 1829. — M. Berteaux, président. — M^e Anger, agréé des auteurs; M^e Chevrier, agréé du directeur.

M. le baron de Montgenet, directeur de la Porte-Saint-Martin, engagé à mettre à l'étude un ballet-pantomime, reçu par son prédécesseur une promesse de 2,000 francs de dommages-intérêts. Cette promesse resta sans exécution, et MM. Aniel et Petipas demandèrent 2,000 francs de dommages-intérêts.

La Direction soutint que, les auteurs n'ayant présenté aucune œuvre, il avait été impossible de faire jouer le ballet.

Les auteurs répondirent que les danseurs, chorégraphes et auteurs de ballets, ne devant jamais composer la musique de leurs ouvrages, une excuse ne pouvait être admise. Ils se bornèrent, d'ailleurs, à demander la représentation de leur ballet dans un court délai.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause que le ballet intitulé : *Monsieur Deschalueux*, a été présenté par les auteurs Aniel et Petipas à l'administration du théâtre de la Porte-Saint-Martin, et y a été représenté en 1824, pour être représenté après toutes les préparations convenables, toutefois sous la condition d'être réduit de trois à deux actes, ce qui a été consenti et effectué par les auteurs;

» Attendu que le sieur de Montgenet n'a justifié d'aucune manière le délai plus long que celui de trois semaines soit nécessaire pour la mise en scène de cet ouvrage;

» Par ces motifs,

» Ordonne que le ballet intitulé : *Monsieur Deschalueux*, reçu par l'administration de la Porte-Saint-Martin, sera représenté dans trois semaines de ce jour, sinon et faute de ce faire par ladite administration, condamnée à présent et par corps ledit sieur de Montgenet au paiement de la somme de 2,000 fr. en faveur desdits Aniel et Petipas, auteurs dudit ballet, dépens, réserve à Montgenet tous droits, si aucuns il a contre Merle.

(Gazette des Tribunaux, 31 janvier 1829.)

— L'acceptation étant bien établie, même
manuscrit, l'auteur et le directeur sont éga-
directeur prend, par le fait de l'acceptation,
pour la pièce, l'auteur de la laisser jouer ; si le
aux clauses de son engagement, l'auteur ne
sans son consentement [25].

par plusieurs directeurs. — Obligations de l'auteur, sa pièce étant reçue, même sur la simple parole, portait à un autre directeur un ouvrage ayant été accepté par celui-ci, et que celui-ci l'acceptât, cette seconde acceptation était considérée comme nulle, et l'auteur et le second directeur étaient condamnés aux dépens, si ce dernier avait eu un engagement précédent [26]. Si le directeur

Orléans. — Tribunal de première instance (1^{re} chambre). — **M. Alexandre Dumas contre M. Harel.** — **M. Grandet, Bonnet pour M. Dumas; M^e Barthe pour M. Harel.**

nas avait passé un traité avec M. Harel, alors direc-
r son drame : *Christine de Suède*. Des retards succes-
de faire représenter sa pièce à la Comédie-Française,
umas à intenter un procès à M. Harel, demandant la
nuscrit, et s'appuyant surtout sur ce que « un engage-
er un auteur, toujours libre de reconnaître ou de décli-
der public, même après la lecture et la réception d'une
théâtral. »

ses infractions qui lui étaient reprochées, et la doctrine, et de l'auteur, ne fut pas adoptée par le Tribunal, qui le Dumas non recevable dans sa demande, et le con-

Gazette des Tribunaux, 10 février 1830.)

ontsors-au. — M. Hostein, directeur de la Gaité, contre
quet, et M. Billion, directeur du théâtre du Cirque. —
ae (1^{re} chambre). — 25 juin 1856. — M. Debelleyne,
guillard de Villeneuve pour M. Hostein; M^o Duverdy
M^o Nogent-Saint-Laurens pour M^o Maquet; M^o Dejoux

... avait reçu, à valoir sur les primes, une somme de

Après, les auteurs, croyant cette convention résiliée, restés trois ans sans en demander l'exécution, s'engagèrent au théâtre du Cirque, un drame à tableaux, portant

avait ignoré la première convention, la pièce resterait acquiescée par celui des deux qui produirait un contrat régulier [27]. Si les

le même titre. M. Hostein réclama l'exécution de la convention de 1853. Le Tribunal rendit le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que l'intervention de Billion est régulière en la forme et d'intérêt dans l'instance ;

» Reçoit Billion intervenant et statuant envers toutes les parties ;

» En ce qui touche la demande principale :

» Attendu qu'il est reconnu par toutes les parties qu'au mois d'octobre 1853, Dumas et Maquet se sont engagés envers Hostein à lui remettre dans les trois semaines, pour le théâtre de la Gaîté, le manuscrit d'un drame intitulé *la Dame de Montsoreau*, et qu'à valoir sur les primes, Dumas a reçu une prime de 1,000 fr. ;

» Attendu qu'il est aussi reconnu que Dumas et Maquet, se prétendant libérés de ce premier engagement, ont traité du même drame avec le Cirque le Parisien ;

» Attendu qu'il n'est point justifié qu'à aucune époque la convention ait été résiliée entre les parties, soit expressément, soit par des actes qui prouvent leur mutuelle intention de la rompre ;

» Que le silence gardé pendant longtemps ne prouve pas autre chose que le consentement donné à différer l'exécution ;

» Que, d'ailleurs, en juillet 1853, Hostein a fait à Maquet une sommation et que celui-ci, loin de méconnaître le droit de Hostein, lui a fait des excuses partielles et incomplètes ;

» Que si cette sommation de remettre le manuscrit n'a pas eu de résultat à cette époque, il n'en résulte pas que le droit de Hostein ait été considéré comme éteint ;

» Que, depuis lors, il n'est pas allégué un seul fait qui puisse faire croire que les parties aient eu la volonté commune de résilier ;

» Attendu qu'il n'existe aucune disposition réglementaire d'où l'on pourrait faire résulter, dans le cas où sont les parties, la déchéance du droit de réclamer le manuscrit du drame qui n'a point encore été livré ;

» En ce qui touche la demande reconventionnelle de Billion :

» Attendu qu'il résulte des circonstances établies dans la cause qu'il est évident que Dumas et Maquet ont agi de mauvaise foi et sans pleine connaissance de l'engagement pris avec Hostein ; et que s'il a été convenu avec Hostein, c'est à ses risques et périls et sous la condition qu'Hostein ne réclamerait pas l'engagement pris envers lui en 1853 ;

» Qu'ainsi il ne lui est pas dû de dommages-intérêts ;

» Par ces motifs,

» Fait défense à Billion de recevoir et de représenter sur le théâtre du Cirque le Parisien le drame intitulé : *la Dame de Montsoreau* ;

» Dit et ordonne que, dans le délai de trois semaines du jour de la prononciation du présent jugement, Dumas et Maquet remettront le manuscrit du drame à Hostein, qui sera tenu de le mettre immédiatement à l'étude et de le faire représenter dans le délai qui sera convenu entre les parties, sous peine de ne pouvoir tomber d'accord, dans le délai de... ;

» Déclare Billion mal fondé dans sa demande reconventionnelle et l'en déboute ;

» Condamne Billion aux dépens de son intervention ;

» Condamne Dumas et Maquet en tous les autres dépens. »

(Gaz. des Tribunaux et le Droit, 26 juin 1854)

[27] *La Guerre des Femmes.* — M. Vizontini, directeur du théâtre de l'Odéon, contre M. Hostein, directeur du Théâtre-Historique, et M. Alexandre Dumas. — Tribunal de commerce de la Seine. — 25 et 26 septembre 1853.

aient l'un et l'autre des engagements en bonne
sterait au premier, et le second serait en droit
teur des dommages-intérêts.

nt, tant que sa pièce appartient au répertoire
jouer sur une autre scène un ouvrage qui ne
œuvre remaniée ou une imitation sur un plan
bien même le sujet appartiendrait au domaine
eur aurait entièrement refait la pièce en s'adjoi-
uteur [28].

rimoult, président. — M^e Lan, agréé de M. Vizontini;
de M. Hostein.

se ressortent suffisamment du jugement du Tribunal.

Tribunal, — Attendu qu'il résulte des débats et pièces
ment d'un acte sous signatures privées, en date du
stré, intervenu entre Hostein et A. Dumas père, que
onsacrer exclusivement son talent dramatique et toutes
seul on en collaboration au Théâtre-Historique, dont
a directeur; qu'il a été stipulé que Dumas devait
à Hostein quatre grands ouvrages en cinq actes, au

obligations dont s'agit ont été réitérées, le 8 janvier verbal; que la pièce, intitulée *la Guerre des ouvrages* dont A. Dumas a fourni le manuscrit à nos conventions précitées;

« Vinténint excoipe de conventions verbales en date du
suivant lui, auraient eu pour effet de lui assurer la
e qui donne lieu au procès, ces conventions, qui n'ont
et qui, d'ailleurs, seraient intervenues entre A. Du-
ne saurait préjudicier aux droits antérieurs de

omme de 1,000 francs, réclamée par Vizontini, a été le 7 décembre 1847, pour la prime d'un traité qui Tribunal; que les conventions verbales, dont Vizontini, sont postérieures à ce paiement, et qu'il n'est pas nme de 1,000 francs ait été le prix de l'ouvrage dont n outre de ce qui précède, que la demande à fin de est pas justifiée;

tuant d'office à l'égard d'Alexandre Dumas, déclare en ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute et le condamne. » — (*Le Droit*, 26 et 27 septembre, *Gazette des Tribunaux*, 28 septembre 1849.)

Justifiée. — M. Carmonche avait fait jouer, au théâtre Martin, la *Servante justifiée*, vaudeville tiré d'un conte de La Fontaine, où une jeune femme se vengeait d'une injustice en jouant le principal rôle, ayant passé au théâtre du Vaudeville, où elle voulut transporter sa pièce au même théâtre; mais le directeur, M. de la Porte-Saint-Martin, ayant refusé de la céder, l'auteur s'adressa à un collaborateur pour refaire la pièce. Tout en conservant les principaux personnages et le dénouement, les deux auteurs la

Rupture du contrat par cas de force majeure. — Visa de la Commission d'examen. — La représentation de tout ouvrage est subordonnée à l'obtention du visa de la Commission d'examen. Le refus d'autorisation annihile nécessairement l'acte de réception.

qu'on lui avait indiquées et remit le manuscrit à M. Eugène Ponchard, secrétaire du comité. Un tiers continua pour M^{me} Marq Saint-Hilaire les démarches au théâtre, et il lui écrivit le 12 septembre que *Valentine de Milan* avait pris son numéro d'ordre pour être jouée sans autre lecture et qu'elle trouvait la dix-septième.

M^{me} Marq Saint-Hilaire demanda à M. Lireux un tour de faveur, qui fut refusé; mais il lui accorda ses entrées au théâtre.

Les choses en étaient là lorsqu'un ami de l'auteur l'engagea à demander une *relute*, ce qu'elle fit et ce qui lui fut accordé. A cette nouvelle lecture qui eut lieu le 5 mars 1843, la pièce fut refusée à la majorité de huit contre trois.

Le Tribunal mit la cause en délibéré et rendit son jugement à la quinzième séance suivante :

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — Attendu que M^{me} Marq Saint-Hilaire demande que M. Lireux, directeur du théâtre de l'Odéon, soit tenu, dans un délai à fixer par le Tribunal, de faire représenter une tragédie en cinq actes et en vers, qu'elle a remise à ce théâtre et qu'elle prétend reçue définitivement après une première lecture du comité qui l'a renvoyée à correction, contre la décision prise après une seconde lecture qui a définitivement refusé la pièce, et ce, sous peine pour le directeur de 100 francs par chaque jour de retard, et subsidiairement demande : 1° la nullité des engagements contractés par le directeur avec l'auteur; 2° la libre disposition de sa pièce; un dédommagement de 5,000 francs pour le préjudice qu'il lui a causé »

» Attendu que Lireux, directeur, oppose aux demandes de M^{me} Marq Saint-Hilaire la décision du comité de lecture qui, pour lui, a force de loi et demande qu'elle soit déboutée de toutes ses demandes et condamnée aux dépens;

» Attendu que des débats et des pièces produites et des renseignements fournis au délibéré, il résulte pour le Tribunal, qu'après une première lecture faite devant le comité de lecture du théâtre de l'Odéon, M^{me} Marq Saint-Hilaire a repris, pour la corriger, une tragédie en cinq actes et intitulée *Valentine de Milan*, dont elle est l'auteur;

» Qu'à tort elle s'est crue dispensée d'une seconde lecture, ayant interprété dans ce sens les égards et les ménagements qu'on avait eus pour elle depuis la première lecture;

» Qu'au surplus elle s'est volontairement soumise à une seconde lecture, laquelle elle a assisté, et dont elle doit subir la loi;

» Attendu que le directeur d'un théâtre est soumis aux décisions du comité de lecture pour l'admission définitive des pièces présentées par les auteurs; que Lireux est tenu de s'y conformer, et déclare ensuite qu'il n'a contracté personnellement aucun engagement envers M^{me} Marq Saint-Hilaire, laquelle, au surplus, n'apporte pas la preuve de son allégation;

» Par ces motifs, déclare M^{me} Marq Saint-Hilaire mal fondée dans ses demandes, fins et conclusions contre Lireux, directeur du théâtre de l'Odéon, l'en déboute et la condamne aux dépens. »

(Le Droit et Gazette des Tribunaux, 12 et 26 octobre 1843.)

s sont résiliées de plein droit par cas de force
34, 35].

ii. — M. Thomas, contre M. de Cès-Caupenne, directeur
ue. — Tribunal de commerce. — 5 et 19 mai 1834. —
président. — M^e Hennequin, agréé de M. Thomas;
é de M. de Cès-Caupenne; M^e Parquin, assisté de
re, pour le Préfet de police.

composé un roman qu'il transforma en un drame, pré-
bigu-Comique. Dans l'espoir de faire jouer plus rapi-
uteur fit au directeur divers prêts, qui devaient être
es décors et des costumes, et il promit même un cadeau
e la première répétition aurait lieu. La mise à l'étude ne
la première représentation fut fixée au 1^{er} février 1834.
ayant été négligées par le directeur, M. Thomas lui
tion de quatorze jours; mais, dans l'intervalle, un com-
notifia à M. de Cès-Caupenne un arrêté du Préfet de
e de jouer *le Brasseur-Roi*.

clait au Tribunal de commerce de prononcer la résolution
te d'ordonner que le directeur serait tenu de restituer
t reçues, ainsi que les lettres de change dont il pouvait
le condamner, en outre, à 4,000 francs de dommages-
nt aux conventions.

a cause en délibéré, qu'il vida quinze jours après, en
se du Préfet de police avait été un obstacle de force
el avait dû céder le directeur, et qu'il n'appartenait pas
re d'apprécier la légalité ou l'illégalité d'une pareille
ons relatives à la représentation du *Brasseur-Roi* furent
, et le directeur fut condamné à restituer les sommes
e Tribunal déclara, en outre, qu'au moyen des consi-
il n'y avait pas lieu de statuer sur la demande en
-Caupenne contre M. Gisquet, préfet de police.

(Gazette des Tribunaux, 7 et 21 mai 1834.)

lexandre Dumas contre M. Jouslin de Lassalle, directeur
s. — Tribunal de commerce. — 16 mai, 2 et 30 juin, et
M. Louis Vassal, président. — M^e Henri Nouguier,
ie Française; M^e Mermilliod, agréé de M. Alexandre
dre, agréé du Ministre de l'intérieur. ¶ *Appel de*
ville. — Cour royale de Paris (1^{re} chambre). — 29 dé-
i. Séguier, premier président. — M^e Delangle, pour la
; M^e Mermilliod, pour M. Alexandre Dumas; M^e Chaix
Ministre.

as appelait devant le Tribunal de commerce M. Jouslin
ndait contre lui 12,000 francs de dommages et intérêts
t jouer le drame d'*Antony*, dans lequel devait débiter
soutenait que, par un traité du 18 novembre 1833,
héâtre-Français s'était engagée à jouer plusieurs pièces
Antony pour les débuts de la célèbre comédienne; qu'e,

Si la Commission d'examen s'est bornée à indiquer des modifications, à changer le titre, et que l'auteur veuille bien se soumettre à cette décision, le directeur est tenu de jouer la pièce [36, 7]

sur la foi de cet engagement, il avait retiré du théâtre de la Porte-Saint-Martin les pièces indiquées dans la convention, ce qui le privait des droits d'auteur que n'auraient pas manqué de lui procurer les nombreuses représentations qui auraient eu lieu à ce théâtre; que si un arrêté ministériel faisait obstacle à la représentation, c'était au directeur, qui avait pris l'engagement de jouer, à faire lever l'interdit du Ministre.

M. Jouslin de Lassalle ne niait pas le traité, et déclarait qu'il avait fait ce qui dépendait de lui pour jouer la pièce; que le jour où elle était affichée il avait reçu à quatre heures du soir l'ordre d'arrêter la représentation; il invoquait donc ce cas de force majeure dont il ne pouvait être responsable et s'offrait de jouer *Antony*, mais à la charge par M. Alexandre Dumas de rapporter main levée de l'interdiction prononcée par le Ministre de l'Intérieur.

L'agréé du ministère déclina la compétence du Tribunal, attendu, disait-il, que les actes de l'autorité administrative ne pouvaient être soumis à l'appréciation de l'autorité judiciaire :

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — Attendu la connexité, joint les causes :

» Statuant sur le tout par un seul et même jugement :

» En ce qui touche la demande principale,

» Considérant que s'il a été jugé par le Tribunal que la défense légale faite par un ministre compétent et régulièrement notifiée à sa requête d'un directeur de théâtre, de représenter une pièce comme contraire aux bonnes mœurs ou à la morale publique, pouvait être considérée comme un cas de force majeure, et ôter ainsi le recours de l'auteur contre le directeur, le Tribunal n'a été appelé à statuer que sur les défenses qui auraient été faites à l'égard de pièces nouvelles dont la représentation aurait paru dangereuse à l'administration ;

» Considérant que, dans le procès actuel, les parties se trouvant dans des positions tout à fait différentes, puisqu'à l'égard de la matière il ne s'agit plus de la représentation d'une pièce nouvelle soumise à la double investigation du public et de l'administration, mais d'un ouvrage qui, étant déjà dans le répertoire d'un autre théâtre, y aurait eu un grand nombre de représentations sans entrave ni empêchement de la part de l'administration; qu'à l'égard des personnes, la qualité de Jouslin, directeur d'un théâtre subventionné par le Ministre doit être examinée sous ce rapport particulier qu'ainsi les dispositions des jugements précédents ne sont point applicables dans l'espèce ;

» Considérant qu'il résulte des pièces produites, des plaidoiries et des explications données à l'audience par les parties elles-mêmes, que le Ministre de l'Intérieur, dans l'intérêt de la prospérité du Théâtre-Français, avait eu nécessairement de rattacher à ce théâtre le talent d'Alexandre Dumas; qu'à cet effet un traité verbal était intervenu entre Jouslin de Lassalle et Alexandre Dumas; que la condition première dudit traité était que la pièce d'*Antony* serait représentée sur le Théâtre-Français ;

» Considérant que la pièce d'*Antony* appartenait au répertoire du théâtre de la Porte-Saint-Martin; qu'elle y avait été représentée un grand nombre de fois, sans entraves ni empêchement de l'autorité; qu'il est dès lors évident de dire que Jouslin de Lassalle connaissait toute la portée de l'engagement contracté avec Alexandre Dumas, et que c'est à ses risques et périls qu'il s'est engagé ;

» Considérant que, si Jouslin de Lassalle a cru devoir, sans opposition

re, il préfère la retirer, il est libre de le faire.
me la pièce sans l'informer que l'autorité a fait
quand même elles auraient été faites après la

art, se soumettre au simple avis qui lui était donné par
ision prise par lui pour empêcher, à la date du 28 avril,
Antony au Théâtre-Français, il ne faut voir, dans cette
n de Lassalle, qu'un acte de condescendance qui a pu lui
ses intérêts personnels et à cause de sa qualité de direc-
puisqu'il n'a pas cru devoir se pourvoir contre la défense
ne peut reconnaître là un cas de force majeure; que cet
nce, de la part de Jouslin de Lassalle, n'a pu ni dû porter
s d'Alexandre Dumas; que son traité avec Jouslin de
s recevoir son exécution ou se résoudre par des dommages

il appartient au Tribunal de déterminer la somme à
Dumas peut avoir droit, en réparation du tort que lui a
our, Jouslin de Lassalle par la non-exécution du traité

0 francs; en conséquence, jugeant en premier ressort,
e Lassalle à payer à Alexandre Dumas ladite somme de
lui tenir lieu de tous dommages et intérêts;
surplus des demandes d'Alexandre Dumas :

ce n'est point à ce dernier à se pourvoir pour faire lever
s à la représentation de la pièce d'*Antony*, mais bien au
né, puisqu'il s'est engagé à ses risques et périls;

ans le délai de quinzaine, Jouslin de Lassalle sera tenu de
autorité compétente pour faire statuer sur l'empêchement
sinon et faute de ce faire dans ledit délai, et ce délai
t comme pour lors, par le présent jugement, et sans
autre, condamne Jouslin de Lassalle à payer à Alexandre
e 50 francs par chaque jour de retard; condamne en
salle aux dépens;

e la garantie de Jouslin de Lassalle contre le Ministre de

agit de l'appréciation d'un acte administratif, se déclare
e la cause et les parties devant les juges qui doivent en
me Jouslin de Lassalle aux dépens de cette demande. »

7, 31 mai, 2-3, 16, 30 juin, 14-15, 17 et 18 juillet 1834.)

nt, qui fut très-critiqué à l'époque où il fut rendu, une
tre eut lieu entre M. Alexandre Dumas et la Comédie
fut en quelque sorte que pour établir le principe que
de interjeta appel devant la Cour royale de Paris :

r, — En ce qui touche l'appel de Jouslin de Lassalle contre

e l'appelant justifie d'une décision du Ministre de l'inté-
sur le Théâtre-Français, la représentation de la pièce
l y a eu force majeure qui l'a empêché de remplir son
de l'auteur;

e la demande en garantie :

il s'agit de l'appréciation d'un acte administratif, et que
ne pouvait ignorer que l'autorité judiciaire était incom-
à cet égard;

e le jugement sur l'appel de Jouslin contre Alexandre
dernier de sa demande; le jugement sortissant effet à
de l'intérieur. »

(*Gazette des Tribunaux*, 31 décembre 1835.)

représentation, il est passible de dommages-intérêts envers l'auteur; car il aurait pu convenir à celui-ci de retirer sa pièce p

[35] *La Belle Impéria*. — M. de Comberousse contre M. Trubert, directeur du Vaudeville. — Cour impériale de Paris (1^{re} chambre). — 30 août 1841. — M. Séguier, premier président. — M^{re} Étienne Blanc pour M. de Comberousse; M^{re} Chaix-d'Est-Ange pour M. Trubert.

La Belle Impéria, vaudeville en deux actes, tiré des *Contes drôlatiques* de Balzac, fut reçu à l'unanimité par le Comité de lecture du Vaudeville en septembre 1837. Son tour fut indiqué en avril 1838. La pièce fut mise à l'épreuve et les répétitions furent interrompues par indisposition d'une artiste; puis vint l'incendie du théâtre. M. Trubert succéda à l'ancien directeur, et l'auteur ne put obtenir de lui la représentation de sa pièce. Ce dernier fit sommation au directeur, aux termes du traité passé avec la Société, de restituer le manuscrit et de lui payer 1,500 francs de dommages-intérêts. M. Trubert porta alors la pièce à la censure, qui refusa son visa.

Pendant ce temps, M. de Comberousse avait saisi de sa réclamation le Tribunal de commerce, qui condamna le directeur.

M. Trubert interjeta appel de la décision du Tribunal de commerce, soutenant sur ce que l'immoralité de la pièce ayant motivé le refus de la censure, il y avait force majeure, et que M. de Comberousse ne pouvait imputer à lui-même l'impossibilité de la représentation.

ARRÊT. — « La Cour,

» Considérant que, s'il résulte du traité passé entre l'administration du théâtre du Vaudeville et les auteurs dramatiques, qu'en cas de refus de part de faire jouer à son tour une pièce définitivement reçue, l'auteur a le droit de rentrer dans la propriété de sa pièce et de réclamer en outre indemnité, il est également constant que l'exécution de ces conventions est nécessairement subordonnée à la condition que la représentation aura été préalablement autorisée par le ministre de l'intérieur;

» Considérant, en fait, qu'il est établi au procès que la pièce intitulée *Imperia*, dont de Comberousse est l'auteur, a été reçue en 1837 par le Comité de lecture du Vaudeville, et qu'elle était même arrivée, depuis, en l'état d'être jouée, quoique d'ailleurs ces faits se fussent passés à l'insu de Trubert, qui n'était pas alors directeur de ce théâtre, et qui n'en eut connaissance qu'en juillet 1840; mais qu'il résulte aussi des documents de la cause que la représentation d'*Imperia* a été interdite par la censure;

» Considérant que si Trubert n'a déposé le manuscrit au ministère de l'intérieur qu'au mois de février 1841, ce retard doit être uniquement attribué à la double circonstance que, jusqu'à la demande formée contre lui en justice, il n'avait pas été mis légalement en demeure de soumettre la pièce dont il s'agit au visa de la censure, et qu'il pouvait croire, au contraire, que de Comberousse s'était rendu aux représentations qu'il lui avait faites sur la possibilité d'obtenir ce visa;

» Qu'ainsi de Comberousse n'ayant éprouvé, du fait de Trubert, aucun préjudice, n'a droit qu'à la restitution de son manuscrit et ne peut prétendre à aucune indemnité pour défaut de représentation;

» Par ces motifs,

» Met l'appellation et la sentence dont est appel au néant;

» Emendant, décharge Trubert des condamnations contre lui prononcées;

» Au principal, lui donne acte de ses offres de rendre à de Comberousse le manuscrit de sa pièce, maintenant remis à la disposition de Trubert; et, en outre, déboute de Comberousse de sa demande en indemnité, le condamne aux dépens de cause principale et d'appel. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 2 septembre 1841)

représenter sans les passages supprimés [37].
que la Commission d'examen, après avoir refusé
sur sa première décision.

mathématiques. — M. Ramond de la Croisette contre M. le
y, directeur du Vaudeville. — Tribunal de commerce. —
Président, M. David Michau. — M^e Guibert-Laperrière,
M^e Henri Nouguié agréé du directeur.

deville avait reçu, en 1827, sous la direction de Désau-
audeville en un acte, *la Leçon de mathématiques*, par
oisette. Cette bluette, jugée trop égrillarde, fut large-
censure, et peut-être pour cette cause M. le marquis de
de Désaugiers, ne s'empressait-il pas de la mettre à l'é-
es s'écoulèrent sans que l'auteur réclamât. Lorsqu'il le
tion ne refusa pas de jouer la pièce, mais elle demanda
accepta pas l'auteur, qui assigna la direction devant le
e en paiement de 1,200 francs de dommages-intérêts, non
pour billets d'auteur, le tout conformément au règlement-
direction du Vaudeville et les auteurs dramatiques.

Tribunal,
obligation, par les défendeurs, de représenter, sur leur
est auteur le sieur de la Croisette, n'est pas méconnue
rent de la représenter dans le délai que fixera le Tri-

uis près de huit ans que cette pièce a été reçue par l'ad-
tre, l'obligation de la mettre sur la scène n'a été in-
t qu'à la date du 6 décembre dernier, et que, dès le
es défendeurs ont fait des offres, qu'ils renouvellent au-
équence il ne peut y avoir lieu à dommages et intérêts

, que les défendeurs n'ont pas répondu à la sommation
t ainsi occasionné les dépens de l'instance actuelle;

défendeurs des offres qu'ils font de représenter, sur leur
mathématiques, dont est auteur le sieur de la Croisette,
représentation sera faite dans le délai de trois mois, à
remise du manuscrit; faute par les défendeurs de rem-
ans ledit délai, les condamne, par le présent jugement,
r la somme de 20 fr. par chaque jour de retard, à titre
êts; dit qu'il n'y a lieu à indemnité pour le passé; con-
défendeurs aux dépens. »

(*Gazette des Tribunaux*, 12 février 1835.)

indétans. — M. Laverpillière contre la direction du Théâ-
bunal de commerce. — 29 septembre 1835. — M. Michel.
édée Lefebvre, agréé de l'auteur; M^e Henri Nouguié,

eux Mahométans, qui avait déjà donné lieu à un pro-
un second. La pièce fut représentée en conformité de
alc. Mais, après la première représentation, le Ministre
la suppression de quelques passages. L'administration
t ces suppressions sans en informer l'auteur, qui n'en

Si, au moment du premier refus, l'auteur a retiré son écrit, il est libre d'en disposer dans le cas où on accorderait riement l'autorisation, le contrat ayant été résilié par force majeure [38].

eut connaissance qu'à la deuxième représentation. Il assigna alors la Comédie Française en 2,000 francs de dommages-intérêts, pour ne pas l'avoir prévenue de ce fait. Le directeur du théâtre appela en garantie le Ministre qui avait imposé la suppression dont se plaignait l'auteur.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il ne s'agit pas de connaître l'exécution du jugement définitivement rendu par le Tribunal de commerce, confirmé par arrêt de la Cour royale, ni de prononcer sur des empêchements qui auraient été apportés par l'administration à la représentation de l'ouvrage, mais de statuer sur le tort que le directeur du Théâtre Français a fait à l'auteur par des suppressions de passages sur lesquelles l'auteur n'aurait dû être consulté, car il aurait pu lui convenir de retirer sa pièce ou de la faire représenter sans les passages supprimés ;

» Rejette le moyen d'incompétence proposé, et appréciant le tort fait à l'auteur, le fixe à la somme de 100 fr., que la Comédie Française est condamnée par défaut à payer avec dépens. »

Les mêmes condamnations ont été aussi prononcées contre le ministre de l'Intérieur.

(Gazette des Tribunaux, 30 septembre 1831.)

(38) Le Clerc de la Basoche. — M. Harel, directeur de l'Odéon, avait représenté le *Clerc de la Basoche*. MM. Scribe et d'Epagny. — Tribunal de première instance (1^{re} chambre) — 22 juillet 1831. — M. Debelleyms, président. — M^{re} Dupin jeune, avocat général. — M^{re} Plougoulm pour MM. Scribe et d'Epagny. || *Appel de la Cour royale* (1^{re} chambre). — 26 juillet 1831. — M. Tripier, président. — M^{re} Dupin jeune, avocat général. — M^{re} Plougoulm pour MM. Scribe et d'Epagny. Mêmes défenseurs.

Au mois d'août 1829, MM. Scribe et d'Epagny présentèrent au Comité de lecture de l'Odéon, qui la reçut à l'unanimité, une pièce intitulée *le Clerc de la Basoche*. Les répétitions commencèrent, mais la censure s'opposa à la représentation de la pièce, elles durent bientôt cesser.

Lorsque la révolution de 1830 eut éclaté, tous les obstacles d'interdiction ayant disparu, M. Harel songea à remonter la pièce. Mais les auteurs, croyant dégagés et libres d'en disposer, l'avaient remaniée : M. Scribe en avait fait un opéra-comique ; M. d'Epagny en avait tiré un drame, qu'il présenta au Théâtre-Français, où il fut reçu.

M. Harel fit alors défendre à MM. Scribe et d'Epagny de laisser jouer la Comédie Française de jouer *le Clerc de la Basoche*.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que les contrats sont parfaits par le consentement des parties ;

» Qu'en 1829, il y a eu consentement respectif des parties, par la représentation de l'ouvrage, de la part des auteurs, et par l'admission de la pièce au comité, qui l'a reçue à l'unanimité ;

» Que le refus de la censure a eu seulement pour effet d'en suspendre l'exécution pendant tout le temps qu'elle a existé ; qu'en effet, l'obstacle opposé par la censure à l'exécution du contrat est susceptible d'être levé par des modifications ou changements à l'ouvrage qui peuvent être réclamés par les auteurs ;

pas fait le retrait de son manuscrit et que le n ait pas fait la remise; qu'il s'agisse d'une repoussée d'abord, et ensuite autorisée à une

auxquelles ils donneraient lieu seraient de nature à être
rs et le directeur par les tribunaux, ainsi qu'il y aurait
e traité verbal fait pour l'impression d'un ouvrage quel-
quel des modifications auraient été demandées;
distribution des rôles en 1829 n'a été suivie d'aucune autre
fection des décors n'est pas, quant à présent, justifiée,
lieu qu'à des dommages-intérêts;

us absolu de la censure, il n'a été fait aucune proposi-
ou le directeur, de changements ou de modifications à
s juillet 1830, l'obstacle de la censure étant levé, le di-
s n'ont point manifesté l'intention d'exécuter le contrat,
diligences à cet effet; que le manuscrit soumis aux con-
x auteurs; que le contrat n'ayant point été formé par
de circonstances, la censure ayant arrêté son exécution,
ces pour le détruire, et que les parties ont pu être plus
andon d'un contrat non écrit et arrêté dans son exécu-
u sieur Harel, ce n'est que le 16 juillet qu'il a manifesté
l'ouvrage; que ce n'est que le 18 juillet que les répéti-
que les auteurs n'ont pris aucune part à ces répétitions
la représentation par lettre du 19 juillet et par somma-
mois;

outes ces circonstances que le contrat a été résilié;
auteurs ont nécessairement le droit d'assister aux répé-
de la distribution des rôles, de la mise en scène, des
aux artistes, et surtout des changements qu'ils peuvent

ce était d'autant plus nécessaire dans la cause, que la
pour une époque différente;

ion des répétitions et les protestations des auteurs justi-

a réputation littéraire et la responsabilité personnelle
tre, dans certaines circonstances, gravement compromis
d'un ouvrage dramatique;

rdant même au sieur Harel le droit de représenter l'ou-
core lieu à défendre, dès à présent, la représentation de
sieur Harel ne justifiant de la propriété de l'ouvrage par
e, la provision ne lui est pas due, et qu'ainsi, vu l'ur-
léfendre la représentation de l'ouvrage dont s'agit, pour
l'opposition des auteurs à la représentation;

sieur Harel de faire jouer sur le théâtre de l'Odéon la
e et d'Epagny, intitulée : *le Clerc de la B. Roche*;

scribe et d'Epagny à faire annoncer, par affiches ou par
es, la défense de représenter ladite pièce, les autorise
oir auprès de toute autorité compétente pour empêcher
et, au besoin, à se faire assister à cet effet par un com-
même par la force-armée, pour que force demeure à

ordonne l'exécution du jugement sur minute. »

(*Gazette des Tribunaux*, 23 juillet 1831.)

de ce jugement devant la première chambre de la Cour
rêt suivant :

ar;
des circonstances du procès, des explications des par-

autre époque ; que l'auteur soit obligé de faire subir à sa pièce des remaniements pour la mettre en harmonie avec la nouvelle époque ; cette pièce doit être considérée comme reçue à condition : elle doit donc être soumise à une nouvelle lecture et peut être refusée [39].

Interdiction de la représentation par l'autorité. — Omission du refus du visa par la Commission d'examen, il y a encore, dans ce cas de force majeure, l'interdiction de la représentation

ties, notamment de la remise faite par M. Harel aux auteurs du manuscrit qu'ils lui eussent donné, remise effectuée depuis le refus de lecture et de l'inaction de M. Harel pendant un an, pour jouer *le Clergé Bazoche*, il résulte que le contrat primitivement formé entre les parties est résilié de leur consentement ;

» A confirmé le jugement du Tribunal de première instance.

(*Gazette des Tribunaux*, 27 juillet 1831.)

(39) *Le Député.* — L'auteur contre M. Harel, directeur de l'Odéon. — Tribunal de commerce de Paris. — 26 décembre 1831. — M. François président. — M^e Durmont, agréé de l'auteur ; M^e Vatel, agréé de M. Harel.

Un avocat à la Cour royale, dont le nom n'a pas été donné, présenta, en 1829, au Comité de lecture de l'Odéon, une comédie en trois actes, vers, intitulé *le Député*. L'ouvrage fut reçu à l'unanimité, et, après quelques corrections demandées, accepté définitivement. On envoya le manuscrit à la censure qui refusa de laisser jouer.

Les événements de 1830 survinrent : l'auteur fit de nouvelles corrections pour mettre sa pièce en harmonie avec la nouvelle époque, et il demanda à M. Harel de la faire jouer puisqu'il l'avait reçue sans restriction, l'obstacle qui avait jusqu'alors empêché la représentation n'existant plus. Le directeur répondit que la pièce devait être soumise de nouveau à l'approbation du Comité de lecture. L'auteur ne voulut pas se soumettre à cette condition et demanda à M. Harel 1,500 francs de dommages-intérêts.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que si la pièce intitulée : *le Député*, n'avait été reçue par le Comité de lecture de l'Odéon qu'à correction, il résulte cependant des productions que, depuis et après correction faite, le directeur a approuvé définitivement l'ouvrage, et que, si la représentation n'en a pas eu lieu, c'est que parce que la censure s'y est opposée ;

» Que, depuis, la censure dramatique ayant été abolie, il n'y aurait eu d'empêchement pour la représentation, si l'auteur lui-même n'avait voulu qu'un ouvrage politique, qui aurait pu avoir du succès en 1829, pour ne pas obtenir le même résultat en 1831 ; qu'il a, en conséquence, mis son ouvrage en harmonie avec l'époque actuelle ; qu'il résulte du rapport de M. l'arbitre que les changements opérés ont fait de la pièce un ouvrage nouveau, qui, dès lors, doit être soumis à la lecture du jury établi au théâtre ;

» Par ces motifs,

» Donne acte à Harel des offres par lui faites de soumettre la comédie *Député* à une seconde lecture devant le comité de l'Odéon, et, sous le bénéfice de ces offres, déclare le demandeur quant à présent non recevable.

(*Gazette des Tribunaux*, 26, 27 et 29 décembre 1831.)

de l'autorité. Dans ce cas, le Tribunal se déclare
force reste à l'administration, et le contrat est
[50, 41].

un maréchal de France. 1815. — MM. Fontan et Dupeuty
is, directeur du théâtre des Nouveautés. — Tribunal de
s. — 9 et 23 janvier 1832. — M. François Ferron, prési-
er-Pagès et Henri Nouguiet pour MM. Fontan et Dupeuty;
M. Langlois.

demandaient au Tribunal de condamner le directeur à
n à payer des dommages-intérêts; M. Langlois répondait
as mieux que de jouer le drame de MM. Fontan et Dupeuty,
ayant interdit la représentation, il en était empêché par
eure.

ença le jugement suivant :

le Tribunal, après en avoir délibéré, conformément à la

demande principale :

directeur de spectacle, par la réception définitive qu'il
théâtre, contracte par cela même l'engagement envers
présenter l'ouvrage reçu; que cette obligation de faire, en
oit se résoudre en dommages-intérêts;

est pas dénié au procès que le drame historique des sieurs
intitulé : *Procès d'un maréchal de France, en 1815*, a
nt au *théâtre des Nouveautés*, dont le sieur Langlois est
moins cette pièce n'ayant pas été représentée, lesdits
eputy ont pu éprouver un préjudice, à la réparation
lois pourrait être tenu;

il résulte, tant des pièces produites que des débats de la
e s'est jamais refusé à faire jouer la pièce dont il s'agit;
tout ce qui était en lui pour atteindre ce but, puisque la
on avait été annoncée par les affiches pour le 21 octobre
tte représentation n'a pas eu lieu, c'est parce que l'au-
ement opposée, même par l'emploi de la force armée;
sté contre cet acte de l'autorité administrative, sur la
duquel un Tribunal de commerce n'est point compétent

existe une force majeure, et, tant qu'elle existera,
remplir son obligation, ne peut être tenu des dommages-

le Tribunal donne acte à Langlois des offres par lui
ce dont s'agit, aussitôt que la force majeure, qui l'en
plus; et, sous le mérite d'icelles, déclare les demandeurs
à présent, et les condamne aux dépens;

la demande en garantie :

oyen des dispositions ci-dessus, il n'intervient aucune
Langlois;

n'y a lieu de statuer. »

(*Gazette des Tribunaux*, 9-10 et 23-24 janvier 1832.)

— M. Victor Hugo contre la Comédie Française et le
ax publics. — Tribunal de commerce de Paris. — 19 dé-
anvier 1833. — M. Aubé, président. — M^e Odilon-Barrot,

Rupture du contrat d'un commun accord. — L'auteur retire sa pièce si le directeur y consent; dans ce cas, le contrat est annulé et l'auteur n'est pas fondé à en réclamer ultérieurement l'exécution [42, 32].

agréé de M. Victor Hugo; M^e Chaix-d'Est-Ange, agréé du Ministre; M. Duval, agréé de la Comédie Française.

La Comédie Française avait accepté *le Roi s'amuse* par un contrat en août 1832. La pièce fut représentée sur le Théâtre-Français le 22 novembre 1832. Le 10 décembre suivant, un arrêté du Ministre du commerce et des travaux publics en interdit les représentations. M. Victor Hugo réclama de la Comédie Française 25,000 francs de dommages-intérêts si elle se refusait à représenter le drame.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Statuant sur le déclinatoire proposé :

» Attendu que, bien qu'il s'agisse en la cause entre le sieur Victor Hugo et la Comédie Française de l'exécution d'un engagement privé, relatif à la représentation du drame intitulé : *le Roi s'amuse*, il résulte des débats que l'exécution de cet engagement est emportée par un acte administratif, qui, en exécution du décret du 8 juin 1832, est motivé sur ce que, dans un grand nombre de scènes dudit drame, les personnages seraient outragés, en a interdit la représentation;

» Attendu que, pour prononcer au fond, il faudrait inévitablement apprécier l'acte administratif susdit : qu'aux termes de l'art. 13 de la loi du 24 août 1790 et de celle du 16 fructidor an III, cette appréciation est hors des attributions de ce Tribunal;

» Par ces motifs, joint les causes, se déclare incompétent, renvoie les parties à se pourvoir devant qui de droit; condamne le demandeur aux dépens.

(*Gazette des Tribunaux*, 20; 21 décembre 1832, et 3 janvier 1833.)

[42.] *Les Cerises*, livret d'opéra comique. — M. de Nervaux contre M. Perrin, directeur de l'Opéra-Comique. — Tribunal de commerce. — 22 septembre 1849. — Président, M. Grimoult. — M^e Eugène Lefebvre, avocat pour M. de Nervaux; M^e Martin Leroy, agréé de M. Perrin.

M. de Nervaux avait présenté sa pièce à M. Basset, alors directeur de l'Opéra-Comique, qui l'avait acceptée. Mais, après les événements de 1848, l'auteur retira son manuscrit avec l'assentiment du directeur. Plus tard, il la présenta de nouveau au même théâtre, qui la considéra comme une œuvre présentée dans les conditions ordinaires. M. de Nervaux assigna M. Perrin à la demande de 2,000 francs de dommages-intérêts.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, après en avoir délibéré, etc.,

» Attendu qu'il résulte des débats et documents de la cause que M. de Nervaux a remis à M. Perrin, directeur de l'Opéra-Comique, un manuscrit de la pièce, intitulée *les Cerises*, avant été jugé susceptible d'être admis à la lecture par Basset, ancien directeur de l'Opéra-Comique, et que M. de Nervaux avait implicitement renoncé au bénéfice de cette admission en retirant son manuscrit après les événements de février 1848;

» Attendu que, depuis cette époque, Perrin a succédé à Basset dans la direction du théâtre de l'Opéra-Comique, et que l'ouvrage qui donne lieu au procès lui a été présenté dans le courant du mois de septembre 1848;

» Que, s'agissant dès lors d'une nouvelle demande de lecture, Perrin ne saurait être lié par les décisions de son prédécesseur;

» Attendu qu'aux termes de l'art. 6 des conventions faites entre les

produire la preuve. — Lorsqu'un traité est comme le directeur ont intérêt à constater cette ne suffit pas à l'une des parties d'affirmer qu'elle, il faut encore qu'elle l'établisse [43].

les auteurs dramatiques, la seule obligation imposée au de remise d'un manuscrit, est celle de faire connaître à délai d'un mois, si son ouvrage est admis ou non à la

es explications fournies au délibéré, que Perrin ayant refusé rage dont s'agit au comité de lecture, l'a toujours tenu à demandeur; que d'ailleurs, alors même que Perrin aurait à faire connaître à Nervaux la résolution qu'il aurait prise ouvrage, ledit Nervaux ne pourrait encore avoir droit à des s qu'en justifiant que ce retard lui aurait causé un

aux ne fait aucune justification de cette sorte;

déclare de Nervaux mal fondé en sa demande à fin de ;

Perrin sera tenu de remettre à de Nervaux le manuscrit *les Cerises*, sinon et faute de ce faire dans les trois jours du présent jugement, dit qu'il sera fait droit;

Nervaux aux dépens. » (*Le Droit*, 26 septembre 1849.)

Le Dernier Bal. — M^{me} veuve Adam et M. Scribe contre cteur de l'Opéra-Comique. — Tribunal civil de la Seine — 25 août 1857. — M. Gislain de Bontin, président. — Ange pour les auteurs; M^e Nicolet pour le directeur. || *Perrin*. Cour impériale de Paris (1^{re} chambre). — 26 jan-èmes défenseurs.

Adam présentèrent en 1854, à l'Opéra-Comique, un opéra *Josefa*, qui fut reçu et mis en répétition. Les répétitions es, on ne sut d'abord pour quel motif, et ce fut là la prin- procès. M. Scribe et M^{me} veuve Adam prétendirent que avait eu pour cause le remplacement d'un des principaux n soutint que les auteurs avaient repris leur pièce, dont le sait douteux. Toujours est-il que M^{me} veuve Adam assigna et d'être condamné à représenter l'opéra dans le délai de a payer des dommages-intérêts; et que M. Scribe intervint ur appuyer la demande de M^{me} Adam, et conclut comme ation de *Josefa*.

Le Tribunal reçoit Eugène Scribe intervenant dans l'in- tre la veuve Adam et Perrin, et statuant tant sur ladite ur la demande principale;

est affirmé par la veuve Adam et par Scribe, et reconnu me, qu'un opéra comique, intitulé : *Josefa* ou *le Dernier* que a été composée par Adolphe Adam, et le drame par par ledit Perrin, directeur de l'Opéra-Comique, pour être théâtre, et que les répétitions de cette pièce ont commencé 1854;

Le directeur ne peut, non plus, sans établir la preuve, i
quer, pour se soustraire à ses obligations, qu'une pièce a
abandonnée par lui et par l'auteur, d'un commun accord, et

» Attendu que la veuve Adam, légataire universelle de son mari, d
le 3 mai 1856, et Scribe sont fondés à demander en justice que Perrin
contraint à faire représenter le drame dont s'agit sur le théâtre qu'il
si celui-ci ne rapporte pas la preuve que, ce drame ayant été retiré pa
spontanément, il se trouve ainsi délié de l'engagement par lui contract

» Attendu, à l'égard d'Adam, que Perrin ne peut prétendre que la p
du retrait de l'ouvrage résulte tant de la discontinuation des répétiti
du long temps qui s'est écoulé entre l'époque où elles ont cessé et le jo
la mort dudit Adam; que de cette circonstance qu'un autre opéra du
compositeur a été représenté, de son consentement, avant celui de J
dont la partition, reprise par lui-même, se trouve aujourd'hui dans les
de sa veuve;

» Attendu que ces faits, diversement interprétés par les parties, n'impli
pas nécessairement de la part d'Adam la résolution de retirer une
admise à la représentation dont il ne pouvait régulièrement opérer le r
que de concert et du consentement de Scribe, son collaborateur;

» Attendu, à l'égard de Scribe, que, loin de reconnaître avoir don
consentement, qui n'est nullement prouvé, il affirme qu'il ne lui a jama
demandé, et intervient au procès pour prendre les mêmes conclusions d
veuve Adam;

» Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu d'ordonner que le traité
venu entre Perrin, d'une part, Scribe et Adam, d'autre part, recevr
exécution, à défaut de quoi Perrin devra être tenu envers les demande
des dommages-intérêts dont le Tribunal a les éléments nécessaires
apprécier l'importance;

» Par ces motifs,

» Dit et ordonne que Perrin sera tenu de reprendre et de poursuivre
interruption les répétitions de l'opéra-comique en trois actes, intitulé
ou *le Dernier Bal*, jusqu'à la représentation dudit opéra, qui devra
lieu dans un délai de six mois, à partir de la signification du présent
ment, sinon, et en cas d'inexécution dans ledit délai et icelui p
condamne Perrin à payer à la veuve Adam la somme de 6,000 fran
à Eugène Scribe la somme de 6,000 francs. à titre de dommages-intérè

» Ordonne, en ce cas, que les manuscrits de l'ouvrage seront remi
Perrin à la veuve Adam et à Scribe, qui en reprendront l'entière poss
pour en disposer ainsi qu'ils le jugeront convenable;

» Condamne Perrin aux dépens envers toutes les parties. »

(Le Droit, 26 août 1857.)

M. Perrin interjeta appel de ce jugement, et l'indemnité fut réduite,
motif que, si les répétitions de l'ouvrage avaient été suspendues, elles l'a
été par le fait et la volonté des deux auteurs.

ARRÊT. — « La Cour, — Adoptant les motifs des premiers juges, mai
sidérant qu'il est établi que si, après la mise à l'étude de l'opéra de J
les répétitions ont été suspendues, c'est par le fait et la volonté des int
qu'on ne peut reprocher de mauvaise foi à Perrin, et qu'en conséquence
équitable de modérer les dommages-intérêts accordés pour le cas où
refuserait à représenter la pièce;

» Infirme, à cet égard, le jugement attaqué et réduit l'indemnité p
à 1,500 francs, partageables par égale portion entre Scribe et la
Adam. »

autre pièce qui a été représentée depuis [44], ou convention a été rompue, moyennant l'indemnité traitée passé avec la Commission [45].

Le petit Manteau bleu. — M. Eugène Hugot contre M. Harel, Comédies-Dramatiques. — Tribunal de commerce de la Seine. — M. Dumont, président. — M^e Petitjean, agréé de Hugot; M^e Walker, agréé de M. Harel.

Le 8 mars 1858, un vaudeville en trois actes, de M. Eugène Hugot, intitulé *l'Homme au petit Manteau bleu*. Cinq ans après, non jouée, et l'auteur réclama l'exécution de la clause du traité, portant indemnité en cas de non-représentation. À l'audience, par l'organe de M^e Walker, son avocat, que *Manteau bleu* avait été abandonné par l'auteur, et d'accord avec d'autres pièces qu'il avait fait représenter depuis.

Le Tribunal, — Attendu qu'il résulte des documents produits le 8 mars 1858, Harel a reçu et accepté de Hugot un acte, intitulé *l'Homme au petit Manteau bleu*;

et n'ayant pas encore été représentée, Hugot demande que, conformément aux conventions, Harel soit tenu de lui restituer son manuscrit 1,200 francs, à titre d'indemnité;

Attendu que le traité a été fait au cours de l'instance; qu'il n'y a donc plus lieu de statuer sur le chef de demande;

Sur les conclusions du traité passé entre Harel et la Commission Comédies-Dramatiques dont Hugot fait partie, tout ouvrage en trois actes accepté dans les dix-huit mois de sa réception, ou, passé ce délai, à l'auteur avec une indemnité de 1,200 francs; le délai étant depuis longtemps expiré, c'est à bon droit que l'indemnité stipulée;

Sur le chef de demande, Harel prétend que le traité a été depuis longtemps abandonné par Hugot avec lui, remplacée par d'autres qu'il a fait représenter, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution nulle part de l'abandon et du remplacement dont il s'agit, au contraire, des documents de la cause, que la mise à l'ordre du jour de *le petit Manteau bleu* a été ajournée plusieurs fois, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution de 1,200 francs réclamés;

Sur le chef de demande, Harel prétend que le traité a été depuis longtemps abandonné par Hugot avec lui, remplacée par d'autres qu'il a fait représenter, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution nulle part de l'abandon et du remplacement dont il s'agit, au contraire, des documents de la cause, que la mise à l'ordre du jour de *le petit Manteau bleu* a été ajournée plusieurs fois, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution de 1,200 francs réclamés;

Sur le chef de demande, Harel prétend que le traité a été depuis longtemps abandonné par Hugot avec lui, remplacée par d'autres qu'il a fait représenter, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution nulle part de l'abandon et du remplacement dont il s'agit, au contraire, des documents de la cause, que la mise à l'ordre du jour de *le petit Manteau bleu* a été ajournée plusieurs fois, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution de 1,200 francs réclamés;

Sur le chef de demande, Harel prétend que le traité a été depuis longtemps abandonné par Hugot avec lui, remplacée par d'autres qu'il a fait représenter, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution nulle part de l'abandon et du remplacement dont il s'agit, au contraire, des documents de la cause, que la mise à l'ordre du jour de *le petit Manteau bleu* a été ajournée plusieurs fois, et qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en restitution de 1,200 francs réclamés;

Le Fils de la Fille de l'Exilé. — M. Brésil contre M. Dumaine, Comédies-Dramatiques. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — M. Benoît-Champy, président. — M^e Grévy pour M. Dumaine.

Le 8 mars 1858, un vaudeville en trois actes, de M. Eugène Hugot, intitulé *le Fils de la Fille de l'Exilé*, tiré d'un roman de M. de Pixérécourt, auquel M. de Pixérécourt avait donné le titre de *le Fils de la Fille de l'Exilé*.

Retards dans les délais stipulés. — Le directeur ne peut, aucun prétexte, refuser de faire jouer une pièce définitivement reçue, ni en retarder la représentation au delà du terme fixé par le traité passé avec la Société, soit par celui contracté avec l'auteur lui-même.

Les pièces, reconnues de circonstance, doivent être jouées dans un délai fixé d'ordinaire à trois mois; elles priment ainsi, réglementairement, les pièces reçues avant elles.

Si l'auteur a stipulé une date fixe pour la représentation.

Quelques mois après cette réception, M. Dumaine demanda à M. Brésil de ne faire passer sa pièce que l'année suivante. M. Brésil y consentit sans doute, et fit une autre pièce, que M. Dumaine lui commanda. Celle-ci n'a pas été jouée, et le Tribunal de commerce condamna, pour ce fait M. Dumaine à 2,000 francs de dommages-intérêts envers l'auteur (1).

M. Dumaine pensa que le Tribunal avait réglé définitivement les droits des parties, et qu'il était délié de l'engagement antérieur auquel on avait renoncé de part et d'autre en substituant à *la Sibérienne* la pièce de *Mazeppa*.

M. Brésil, pensant que les engagements pris par le directeur, à l'égard du premier drame, subsistaient toujours, saisit le Tribunal d'une demande tendant à faire ordonner que M. Dumaine serait tenu de mettre immédiatement en répétition *la Sibérienne*, pour que cette pièce fût représentée dans un court délai, et, faute de ce faire, le condamner en 200 francs de dommages-intérêts pour chaque jour de retard.

JUGEMENT. — « Le Tribunal :

» Attendu qu'il résulte des documents produits aux débats et notamment de la correspondance des parties, que le drame *la Sibérienne* a été reçu par Person, dit Dumaine, directeur du théâtre de la Gaîté, et que ledit Person s'était engagé à faire représenter ce drame, œuvre de Brésil, pendant l'année 1867, que Person n'a pas tenu son engagement;

» Qu'il prétend en vain qu'un accord serait intervenu entre les parties par suite duquel Brésil aurait composé un autre drame qui devait être représenté au lieu de *la Sibérienne*. Mais que si Person a pu croire de bonne foi que cette substitution avait été agréée par Brésil, il résulte néanmoins des circonstances de la cause que Brésil a toujours entendu se réserver le droit qui lui appartenait de faire représenter son drame *la Sibérienne*, ainsi que les parties en étaient primitivement convenues;

» Attendu que, pour le cas où Dumaine persisterait dans son refus, il résulterait pour Brésil un préjudice dont réparation lui serait due, et que le Tribunal a les éléments nécessaires pour en apprécier l'importance;

» Par ces motifs,

» Ordonne que Person devra faire représenter, dans les six mois à compter du présent jugement, le drame *la Sibérienne*, sinon et faute par lui de ce faire, le condamne à payer à Brésil la somme de 4,000 francs, titre de dommages-intérêts, avec les intérêts de cette somme à partir du jour de la demande pour le cas de non-représentation de *la Sibérienne*, et le condamne, en outre, aux dépens. » (Le Droit, 22 juin et 6 juillet 1867)

(1) Voir le compte rendu de cette affaire, Annuaire 1866-1867, page 1.

ur n'est pas fondé à invoquer la limite portée dans
société; dans ce cas, le délai plus court fixé par
i qui fait foi [46].

ne peut déduire des délais fixés, le temps écoulé
ture annuelle ou toute autre cause volontaire de

t réclamer la représentation de son ouvrage
néro d'inscription est arrivé [48], surtout s'il
ce de circonstance, telle qu'une pièce de carnaval,

Hoffmann. — MM. Jules Barbier, Michel Carré et Hector
M. Marc-Fournier, directeur de la Porte-Saint-Martin. —
commerce de la Seine. — 30 avril 1867. — M^e Chaudey pour
Eugène Buisson pour M. Marc-Fournier.

endu de cette affaire, Annuaire de 1866-1867, page 105.

M. Dupin contre M. Lireux, successeur de M. d'Épagny,
léon. — Tribunal de commerce. — 6 juin 1844. — M. Ber-
— M^e Amédée Lefebvre pour M. Dupin; M^e Walker pour

en trois acte, fut reçue, le 14 décembre 1842, par le Comité
on. L'auteur fit de vains efforts pour obtenir la représenta-
près de M. Lireux, qui avait pris la direction ultérieure-
n de sa pièce. M. Lireux motivait son retard sur le succès
ur le succès de *Pierre Landais* et du *Laird de Dumbicky*.
Tribunal de commerce par M. Dupin, il répondit que le
était pas arrivé; que l'auteur ne lui avait remis ni le ma-
, et que le délai d'une année, fixé par son traité avec la
auteurs pour la représentation des ouvrages reçus, devait
trois mois, durée de la clôture de l'Odéon pendant l'été.
le Tribunal autorisa M. Dupin à retirer sa pièce, et con-
en 1,200 francs de dommages-intérêts, conformément à
té de la Commission. (*Gazette des Trib.*, 7 juin 1844.)

et *l'Escopade*. — MM. Grasset, Mathon et Saint-Aubin
er et Montigny, successeurs de M. de Cès-Caupenne, direc-
— Tribunal de commerce de la Seine. — 13 mai 1839. —
dent. — M^e Brevanne, agréé des auteurs; M^e Vatel, agréé
t Montigny.

et 1837, MM. Grasset, Mathon et Saint-Aubin présentèrent
ne, alors directeur de l'Ambigu, deux vaudevilles qui pri-
représentation. Peu de temps après, M. de Cès-Caupenne,
ivilège de la Gaité, réunit les deux théâtres dans une même
ion; il appela les auteurs, les engagea à ajouter quelques
Sans nom, et leur promit de la faire jouer sous bref délai.
illite, sur ces entrefaites, et eut pour successeurs MM. Meyer

ou si le directeur voulait faire passer avant la sienne une pièce analogue ou reposant sur un même sujet historique [

Les auteurs laissèrent passer le succès du *Sonneur de Saint-Pa* réclamer d'abord ; mais, ensuite, ils s'entendirent avec les nouveaux auteurs, et il fut convenu que *Sans nom* serait retiré, mais que la Galté jouerait peu de temps après, *l'Escapade* en son lieu et place.

L'exécution de cette nouvelle convention, restant sans effet, et les auteurs, refusant de restituer le manuscrit de *Sans nom*, les auteurs demandèrent au Tribunal de commerce que MM. Montigny et Meyer fussent condamnés à leur payer, en conformité des engagements, la somme de 250 francs par chaque pièce, pour leur tenir lieu de la représentation promise. En outre, ils demandèrent une indemnité pour le préjudice causé par les auteurs qu'avait subis la représentation de *l'Escapade*, pièce qui, en raison de son genre, ne pouvait être jouée qu'en carnaval.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, après en avoir délibéré :

» Attendu que Meyer et Montigny sont cessionnaires des droits de *Sans nom* de Cès-Caupenne; qu'ils ont reconnu devant l'arbitre-rapporteur qu'ils ne pouvaient pas la responsabilité qui résultait pour eux de cette cession des auteurs;

» Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause et de la correspondance produite, que les pièces intitulées, *Sans nom* et *l'Escapade*, ont été reçues par de Cès-Caupenne, alors qu'il était directeur de l'Amateur Comique et de la Galté, et qu'à l'époque où il a cédé l'exploitation du théâtre de la Galté, il a mis à la charge de ce théâtre l'exécution de ses engagements envers les auteurs des deux pièces *Sans nom* et *l'Escapade*, pour les représenter;

» Attendu que l'auteur de la pièce *Sans nom* n'avait consenti à cette pièce qu'à la condition que *l'Escapade* serait jouée dans le courant du mois de juillet; que cette condition n'ayant pas été remplie, les auteurs sont dans tous leurs droits;

» Attendu qu'aux termes des conventions verbales entre les directeurs des théâtres et les auteurs dramatiques, ceux-ci ont le droit de retirer leurs pièces lorsqu'elles ne sont pas jouées à leur tour, et d'exiger une indemnité de 250 francs pour les ouvrages en un ou deux actes;

» Attendu que Meyer et Montigny, en refusant de leur rendre leurs manuscrits, leur ont causé un préjudice qui n'est pas couvert par l'indemnité de 250 francs allouée uniquement pour refus de jouer une pièce à son tour, qu'il leur est dû des dommages-intérêts pour refus de la remise des manuscrits;

» Que le Tribunal possède les moyens de les apprécier, et les arbitre à la somme de 150 francs pour chacune des pièces;

» Par ces motifs, condamne Meyer et Montigny solidairement à toutes voies de droit, même par corps, à payer, savoir : à Saint-Aubin la somme de 400 francs, et à Mathon et Grasset pareille somme de 400 francs pour tous dommages-intérêts; ordonne que dans le délai d'un mois, à partir de ce jour, Meyer et Montigny seront tenus de remettre à Saint-Aubin, Mathon et Grasset leurs manuscrits; sinon et faute par eux de ce faire dans ledit délai et icelui passé, dès à présent comme pour l'avenir, par le présent jugement, et sans qu'il en soit besoin d'autre, condamne Meyer et Montigny à payer 5 francs par jour de retard, à partir de l'expiration du mois;

» Condamne Meyer et Montigny aux dépens. » (Le Droit, 25 mai 1837.)

[49] *Isabelle en Palestine* ou *les Croisés*. — M. Dupaty contre M. V. directeur du Théâtre-Français. — Tribunal de commerce. — 21 novembre 1837. — M. Michel, président. — M^e Chaix-d'Est-Ange, agissant pour M. Dupaty; M^e Nouguier, agréé de la Comédie Française.

ouvrage dont les répétitions, déjà commencées, cessent pendant plus de trois mois par le fait du même droit que si le directeur avait laissé stipulés.

ont les mêmes pour les pièces lyriques; tournées, si par le fait de l'auteur et du compositeur était suspendue pendant plus de dix jours, fait ajourner à six mois la reprise des répétitions se prolongeait pendant un mois, le directeur plus être contraint de reprendre la répétition, compositeur serait responsable du préjudice que éprouvé.

abli — il s'agissait, dans l'espèce, d'un opéra — modifications ont été convenues entre les parties, reconnu, d'un commun accord, qu'elles devaient être apportées au poème et à l'action pour assurer l'œuvre, les auteurs et compositeurs devaient valoir du délai primitivement stipulé pour sa fin, dans ce cas, il y a un intérêt pour toutes parties, il peut y avoir sursis tant que les auteurs ont intégralement leur obligation collective de fin dans son ensemble, en état d'être repré-

recevoir, à la Comédie Française, une tragédie en cinq actes. Un long temps s'écoula sans qu'on parût songer à l'auteur n'aurait peut-être pas réclamé, si une autre œuvre, de M. Adolphe Dumas, n'eût été annoncée comme devant être représentée sur le théâtre de l'Odéon, sous le titre : *M. Dupaty* insista alors pour que sa pièce, dont le sujet était de M. Adolphe Dumas, et qui avait été reçue antérieurement, fût mise sans délai à l'étude. Il demanda des dommages-intérêts, en cas de non-exécution, et, plus tard, à 6,000 francs.

ordonne à M. Védel de représenter *le Camp des Croisés*, à Paris, pour chaque contravention, et le condamne en 6,000 francs et aux dépens, avec exécution provisoire du jugement, sans caution.

le Droit, 16 et 30 novembre, 14 et 28 décembre 1837.)

Litolff contre M. Carvalho, directeur du Théâtre-impérial civil de la Seine (1^{re} chambre). — 27 juillet 1866. —

Pénalité. — Hors les exceptions ci-dessus indiquées de retrait du manuscrit et une indemnité, — toujours dans le traité passé entre la Commission et le directeur de retard dans les délais convenus, — sont acquis à l'auteur plein droit, à l'expiration des délais, *sans qu'il soit mis en demeure* et par l'effet seul de la convention [47]

M^e Coulon pour M. Litolf; M^e Mathieu pour M. Carvalho. — M^e avocat impérial : Conclusions conformes.

Voir le compte rendu de cette affaire, Annuaire de 1866-1867, p.

[51] *Tombulick*. — M. de Comberousse contre M. Trubert, successeur de MM. Dutacq, Étienne Arago et Villevielle, directeurs du Vaudeville. Tribunal de commerce de la Seine. — 27 septembre 1841. — M. de Comberousse, fils, président. — M^e Amédée Lefebvre, agréé de M. de Comberousse. — M^e Durmont, agréé de M. Trubert.

En février 1838, M. de Comberousse lut au Vaudeville une pièce, qui fut reçue. Quelque temps après, M. Trubert succéda à M. Dutacq et Villevielle, dans la direction du théâtre. D'après une clause du traité avec la Commission des auteurs dramatiques, il s'engageait à recevoir comme reçus les ouvrages acceptés sous la direction précédente, sous la conséquence, de les faire représenter à leur tour de droit.

M. Trubert laissa un temps assez long s'écouler sans s'occuper de jouer la pièce de M. de Comberousse. Celui-ci réclama alors, et observa que, depuis plus d'un an, son tour d'ordre était arrivé. M. Trubert n'ayant pas tenu compte de cette observation, l'auteur l'assigna au Tribunal de commerce, qui le condamna, par défaut, à restituer le manuscrit, sous peine de 50 francs par jour de retard et, en outre, pour le tour de droit, à payer 1,000 francs de dommages-intérêts avec dépens.

M. Trubert fit opposition à ce jugement, s'offrant à jouer la pièce en question, avec un montant avec de bons artistes.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — Attendu qu'aux termes d'un traité passé entre la direction du théâtre du Vaudeville et la Commission des auteurs dramatiques devant Thomas et son collègue, notaires à Paris, le 15 janvier 1837, enregistré, lorsqu'une pièce n'a pas été représentée d'après son tour de droit arrivé, l'indemnité de 1,000 francs sera due à l'auteur de la pièce, si la pièce est en un acte ;

» Attendu que par acte du 15 janvier 1839, Trubert, directeur de la nouvelle administration du Vaudeville, s'est engagé à regarder comme reçus les ouvrages admis par l'administration précédente ;

» Attendu que Comberousse a fait recevoir, dans le courant de février 1838, une pièce intitulée *Tombulick*, dont la représentation n'a pas eu lieu à cette époque ;

» Attendu que l'offre faite par Trubert, de mettre aujourd'hui à jouer la pièce en question, ne saurait être prise en considération, puisque les rôles ne seraient plus distribués ainsi que l'auteur, ou qu'il avait été arrêté d'accord avec lui, et que ces ouvrages, pour l'ordinaire, perdent leur prix lorsqu'ils ne sont pas représentés dans leur nouveauté ;

» Attendu que, par suite de la non-exécution des conventions,

aucune différence à cet égard entre les pièces
déjà représentées sur un autre théâtre

ation de la loi que les parties se sont faite (art. 13
janvier);

ture faite du rapport de l'arbitre et y ayant égard,
libert de l'opposition par lui formée au jugement de
lui-ci sera exécuté selon sa forme et teneur, et con-
sens. » (Gaz. des Trib. et le Droit, 27-28 sept. 1841.)

Le Mari d'une Femme.—MM. Déadé et Cholet contre M. Thibau-
variétés. — Tribunal de commerce. — 20 mars 1851.—
t. — M^e Amédée Lefebvre agréé des auteurs; M^e Lan

et avaient composé, sur la demande de M. Thibau-
tre des Variétés, un vaudeville intitulé, *le Mari d'une*
leur avait garanti aux auteurs trente représentations,
1851. Il fut même convenu que, dans le cas où ces
retardées, M. Thibauveau donnerait une représenta-
tion outre des trente premières, par chaque jour de
janvier 1851. Un mois après cette dernière date, la pièce
n'était pas jouée, et les auteurs réclamaient à M. Thibauveau, devant
le tribunal, la somme de 4,348 francs pour indemnité de leurs

tribunal :
demandeurs ont composé pour le théâtre des Variétés,
directeur, une pièce intitulée *le Mari d'une Jolie*

applications données, des documents de la cause et de
M. Thibauveau, directeur dudit théâtre, à la suite de
il a pris l'engagement formel de faire jouer cette pièce,
dernier et, à défaut, d'indemniser les demandeurs
de représentations de leur œuvre;
M. Thibauveau n'a pas rempli son engagement; qu'il a ainsi
causé un préjudice dont il leur doit la réparation; que le
tribunal est nécessairement tenu de reconnaître la valeur, et qu'il y a
lieu de lui allouer l'indemnité demandée;

M. Thibauveau à restituer à Chollet et à Déadé le manuscrit de
le Mari d'une Jolie, et ce, dans le délai de trois
mois, sous peine de faire droit;

M. Thibauveau à payer aux demandeurs la somme de
4,348 francs, dommages-intérêts, avec dépens. »

Gazette des Tribunaux et le Droit, 21 mars 1851.)

M. de Comberousse contre M. de Beaufort, directeur du
tribunal de commerce de la Seine. — 16 mars 1858. — M. La-
fayette. — M^e Cardoza, agréé de M. de Comberousse;
M. de Beaufort. || Appel de M. de Beaufort. Cour de
Paris. — 26 août 1858. — M. Eugène Lamy, président. —
M. de Comberousse pour M. de Comberousse; M^e Lacan pour M. de
Beaufort, avocat général (conclusions conformes).

En conformité de la clause du traité de la Commission
bunal prononce donc, le plus souvent, la nullité des con

Le 1^{er} août 1856, M. de Beaufort, directeur du Vaudeville, avait
pièce en un acte de M. de Comberousse, intitulée d'abord : *Un An*
rante sous, et plus tard *Pierre Lilas*. Aux termes des articles
traité de la Commission, une pièce en un acte devait être repré
plus tard, dans les dix-huit mois de sa réception, sous peine de ré
la convention intervenue entre le directeur, et de 1,200 francs de
intérêts. Le terme expirait donc le 1^{er} février 1858. M. de Com
fit pas de mise en demeure; néanmoins M. de Beaufort le prévint
extra-judiciaires des 12 et 16 février, enregistrés, que les répétiti
commencer et lui fit sommation d'y assister. M. de Comberouss
en assignant M. de Beaufort devant le Tribunal de commerce, en
de son manuscrit et en 1,200 francs de dommages-intérêts.

Le Tribunal, contrairement à ses précédents jugements, donna
recteur de sa déclaration de représenter la pièce de *Pierre Lilas*,
mérite de sa réalisation, dans le délai d'un mois, déclara M. de Co
mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions, et l'en débouta av

M. de Comberousse interjeta appel de ce jugement devant la 2^e
de la Cour. M^e Nogent-Saint-Laurens, son avocat, repoussa les re
primées par le Tribunal de commerce de n'avoir pas fait de mise en
il soutint que c'était au directeur à se mettre en mesure dans les
pulsés, qu'il ne pouvait y avoir doute à cet égard en présence d
absolus de la convention.

ARRÊT. — « La Cour : — Considérant qu'aux termes de l'article
ventions intervenues entre la Commission des auteurs dramatique
rection du théâtre du Vaudeville, cette dernière ne peut, sous aucu
refuser de faire jouer une pièce en un acte par elle reçue, ni en
représentation au delà du terme de dix-huit mois, et que, lorsqu'
vient à cette stipulation, l'auteur rentre dans la propriété de son
et a droit à une indemnité de 1,200 francs;

» Considérant qu'aux termes du même article, le droit de retr
nuscrit et l'indemnité sont acquis à l'auteur de plein droit, après
fixés, sans qu'il soit besoin de mise en demeure et par l'effet seul
vention;

» Considérant que cette stipulation est de rigueur et exclut l'
de l'article 1230 du Code Napoléon;

» Considérant que la pièce de Comberousse, reçue le 1^{er} août 18
pas été mise en répétition le 1^{er} février 1858, c'est-à-dire dix-huit
sa réception;

» Considérant que les prétendues diligences faites par Beaufort
répétitions et la représentation de l'ouvrage dont s'agit sont pos
l'expiration du délai déterminé par la convention, et qu'elles n
relever de la déchéance qui était encourue;

» Considérant enfin qu'il n'est justifié d'aucune renonciation e
tacite de Comberousse à l'exercice de son droit;

» Infirme : au principal, condamne de Beaufort par corps à
Comberousse, dans les trois jours de la signification du présent ar
nuscrit de la pièce ayant pour titre : *Pierre Lilas*, sous peine de
par chaque jour de retard pendant un mois, sinon dit qu'il sera
le condamne, en outre, par corps, à payer à Comberousse la
1,200 francs, avec les intérêts, à compter du jour de la demande,
pens. »

ur de remettre le manuscrit et le condamne à
frères, lors même qu'il s'offre de jouer la pièce
47, 48, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58].

George Sand contre les directeurs du Vaudeville. —
ce. — 17 mai 1853. — M. Davillier, président. — M^e Pe-
me George Sand; M^e Schayé, agréé des directeurs.

éâtre du Vaudeville s'étaient engagés à jouer une pièce
, intitulée *Claudie*, représentée antérieurement au
nt-Martin, dans un délai convenu, qui fut prorogé par
délai étant expiré depuis longtemps et la pièce n'étant
ge Sand fit assigner les directeurs MM. Bouffé, Le-
offmann, en nullité de son traité et en paiement de
ges-intérêts.

ibunal : — Attendu qu'aux termes de conventions ver-
e les parties, les 27 octobre 1851 et 16 mars 1852, la
e s'est engagée à représenter la pièce de *Claudie*
prochain, soit dans le courant de l'année 1852;
enseignements recueillis que ces engagements n'ont pas
ecteur du Vaudeville n'apporte aucune excuse admis-
ette dérogation à ses engagements;
ce fait à George Sand un préjudice dont il lui doit ré-
ibunal, d'après les éléments d'appréciation qu'il pos-
es;

nce la nullité des conventions, et condamne les défen-
e Sand la somme de 1,000 francs à titre de dommages-
»
(*Le Droit*, 20 mai 1853.)

Jamais. — M. Xavier Forneret contre M. Charles Des-
l'Ambigu. — Tribunal civil de la Seine (4^e chambre).
— M. Picot, président. — M^e Desmarest pour l'auteur;
le directeur. — M. Roussel, avocat impérial. (Conclu-

auteur de deux drames : *Jamais* et *Mère et Fille*,
deux pièces par le directeur de l'Ambigu. Il était muni
ecteur, dont voici le libellé :

en cinq actes intitulé *Jamais* (n^o de réception 582), et
dans mon théâtre avant la fin de cette année, le tout
é général existant entre la Société des auteurs drama-
gens de lettres et l'administration de l'Ambigu.
age, en outre, à faire représenter avant cette époque,
prise d'un autre ouvrage de M. Forneret, intitulé *Mère*
trefois au théâtre de Montmartre.

Signé CH. DESNOYERS. »

t pas jouées, et M^e Léon Duval soutenait qu'il était
re en scène, parce qu'elles étaient injouables, objectant,
vaient pas été présentées à la censure; que l'auteur,
tribuer les rôles aux acteurs, avait refusé d'entrer dans



Lorsque l'indemnité stipulée est accordée à un auteur, le directeur est libre de tout engagement avec lui, au sujet de la pièce qui fait l'objet du procès [60], lors même que cet

JUGEMENT. — « Le Tribunal : — Attendu qu'il est articulé et non contesté que Desnoyers s'est engagé dans le cours de l'année 1855 à faire jouer, dans un certain délai, sur le théâtre qu'il dirige, deux pièces en cinq actes, de composition de Forneret, et que, sous la foi de cet engagement, il a remis de celui-ci la remise d'une somme de 4,500 francs ;

» Attendu que si la restitution, aujourd'hui demandée de ladite somme, n'a été consentie par Desnoyers, il n'a été fait toutefois aucune offre réelle ;

» Attendu, en ce qui touche les dommages-intérêts, qu'il est constaté que Desnoyers n'a rien fait pour accomplir sa promesse, qu'il n'a même pas cru qu'il y eût lieu d'en tenir sérieusement compte, alors cependant qu'il craignait pas d'entretenir et de prolonger les illusions de l'auteur, en lui certitude d'une représentation prochaine ;

» Attendu qu'il allègue en vain que ce dernier devait préalablement avoir recueilli la distribution des rôles et faire agréer les pièces par lui ; qu'il est, au contraire, établi qu'il s'était chargé seul de l'accomplissement de ces démarches ;

» Attendu que, dans ces circonstances, Forneret a éprouvé un préjudice dont il lui est dû réparation ;

» Que le Tribunal possède, d'ailleurs, les éléments suffisants pour déterminer le chiffre de ces dommages-intérêts ;

» Par ces motifs,

» Condamne Desnoyers à payer, suivant ses offres, la somme principal de 4,500 francs à Forneret, avec intérêts tels que de droit, et à lui restituer les manuscrits et brochures remis entre ses mains par ce dernier ;

» Le condamne, en outre, par corps, à lui payer, à titre de dommages-intérêts, la somme de 4,000 francs ; fixe la durée de la contrainte à deux ans ; condamne Desnoyers en tous les dépens. » (*Le Droit*, 17 décembre 1855.)

[56] *Les Rochellais*. — M. Joigny contre MM. Merle et de Serre, auteurs de la *Porte-Saint-Martin*. — Tribunal de commerce. — 17 mai 1820. — M. Audenet, président. — M^e Léon Cellier, agréé de M. Joigny ; M^e de Serre et Merle, agréés de MM. de Serre et Merle.

En 1818, M. Joigny avait présenté à la *Porte-Saint-Martin* un drame intitulé *les Rochellais*, qui fut accepté à corrections et définitivement joué le 21 mars 1820, sous la direction de M. Lefeuvre. Deux ans après, MM. de Serre et Merle prirent la direction, et la pièce n'était pas encore jouée. M. Joigny assigna ces deux directeurs en restitution de son manuscrit et demanda de 6,000 francs de dommages-intérêts. Il obtint un jugement par défaut, qui les condamna au paiement de cette somme.

MM. de Serre et Merle formèrent opposition à ce jugement, en objectant qu'en règle générale, les directeurs doivent être mis en possession par une sommation et que cette sommation n'avait pas été faite. Ils demandèrent de jouer le drame en demandant un délai d'une année.

JUGEMENT. — « Le Tribunal : — Après avoir délibéré, conformément à la loi, et lecture faite du rapport de l'arbitre ;

» Attendu que la propriété littéraire, en ce qui concerne les ouvrages dramatiques, serait un droit tout à fait illusoire, s'il dépendait des administrateurs théâtraux, après avoir reçu de tels ouvrages, d'en ajourner indéfiniment la représentation ;

dée [52, 59]. Un auteur ne peut donc réclamer l'inven-
tenu et la représentation de son ouvrage [60];
pas de même d'une prime qu'il aurait stipulée;
il est condamné à payer les dommages-intérêts

du sieur Joigny, reçu pour être joué sur le théâtre
de la Porte-Saint-Martin dès l'année 1818, a été soumis à la censure, et la
direction par l'autorité supérieure, et que même la direction
a distribué les rôles;

cette pièce a été abandonnée, n'a point été représentée
sur le théâtre, la cause n'en peut être imputée à l'auteur, mais
à la direction;

En suite de la non-représentation de son drame, le sieur
Joigny a mérité les fruits qu'il pouvait espérer de son travail, et qu'il se-
rait injuste de lui enlever, si ce n'est par la mauvaise volonté ou
négligence de la direction théâtrale;

Il est justifié suffisamment que le sieur Joigny a fait à uprès
de la direction de la Porte-Saint-Martin les démarches nécessaires pour faire

la direction en a perpétuellement éludé la représentation,
et ne fait supporter aujourd'hui à l'auteur la chance d'un

condamne les directeurs du théâtre de la Porte-Saint-
Martin à payer au sieur Joigny.

La condamnation provisoire moyennant caution, et la remise du ma-
jor du paiement de 3,000 francs pour en tenir lieu. »

(*Gazette des Tribunaux*, 19 et 23 mai 1836.)

M. Besselièvre contre M. Carpier, directeur des Variétés.
Commerce. — 11 février 1853. || *Appel de M. Carpier* : Cour
de Commerce (1^{re} chambre). — 25 février 1854. — M. Delangle, premier prési-
dent pour M. Carpier; M^e Berthout pour M. Besselièvre.

Le sieur Besselièvre, directeur du théâtre des Variétés, fut condamné par le Tribunal
de Commerce à payer à M. Besselièvre 1,200 francs de dommages-intérêts pour
ne pas avoir représenté dans les délais stipulés une pièce intitulée : *Beau-
terjeta* appel de cette décision, et la première chambre
du Tribunal de Commerce a confirmé le jugement du Tribunal de Commerce.

(*Le Droit*, 26 février 1854.)

Bécagel. — MM. Morin et Desolme contre M. Bartholy, di-
recteur du théâtre Beaumarchais. — Tribunal de Commerce. — 2 août 1860.
M. Meignen, agréé de MM. Morin et Desolme;
M. Bartholy, agréé de M. Bartholy.

MM. Morin et Desolme firent recevoir au théâtre Beau-
marchais deux actes, intitulés *le Père de Bécagel*. Aux termes
du traité passé entre les auteurs dramatiques, M. Bartholy, direc-
teur du théâtre, était obligé de jouer les pièces reçues dans le délai d'une
semaine après la réception, sous peine d'un dédit de 200 francs. Ce
décalage ne fut joué, et les auteurs firent assigner
M. Bartholy au Tribunal de Commerce. Celui-ci objecta que la Société
des auteurs avait résilié son traité et lui avait retiré l'autorisa-

en conformité des traités, il doit également payer la p
venue, bien que l'arrêt n'en fasse pas mention, ces d
étant complètement distincts l'un de l'autre [64].

tion de jouer les pièces des membres de la Société. Il offrait de
la pièce dans le délai de deux mois, ce qui ne pouvait être,
théâtre était en interdit et que les auteurs étaient membres de l.

JUGEMENT. — « Le Tribunal : — Attendu que par convention ve
venue entre les parties le 29 mars 1858, Bartholy s'est engagé à
dans l'année, sur le théâtre Beaumarchais, une pièce intitulée
Bécage ;

» Attendu que, sans avoir à examiner quelles étaient les conve
Bartholy et la Commission des auteurs dramatiques, sans avoir da
préoccuper de l'interdiction dont excipe Bartholy, puisqu'elle r
signifiée que le 31 décembre 1859, époque postérieure à la date
de MM. Morin et Desolme devait être jouée, il s'agit uniquement
le contrat existant entre ces derniers et Bartholy ;

» Attendu que l'engagement de Bartholy consistait à représen
en question le 29 mars 1859 au plus tard ; qu'il est constant q
sentation n'a pas eu lieu, qu'il y a donc lieu d'appliquer le déd
d'ordonner la remise du manuscrit, sans avoir égard aux offres ;

» Par ces motifs,

» Condamne Bartholy à payer 200 francs à titre d'indemnité ;

» Ordonne que, dans les trois jours, Bartholy sera tenu de rest
nuscrit, sinon qu'il sera fait droit ;

» Condamne Bartholy aux dépens. »

(Le Droit, 4 août)

[59] *Ben Jem ou le Mazeppa de l'Atlas*. — M. Brésil contre M.
directeur du théâtre de la Galté. — Tribunal de commerce de l
6 décembre 1866. — M^e Henri Cellicz, agréé de M. Brésil ;
Schayé, agréé de M. Dumaine.

Voir le compte rendu de cette affaire, Annuaire de 1866-1867, p

[60] *Le Bâtard de Cerdagne*. — M. Germain contre M. Carvalho
du Théâtre-Lyrique. — Tribunal de commerce de la Seine. — 7 ja
— M. Melon de Pradou, président. — M^e Buisson, agréé de M.
M^e Albert Schayé, agréé de M. Carvalho.

L'opéra, *le Bâtard de Cerdagne*, dont les paroles sont de M. L
et la musique de M. Germain, avait été reçu par M. Carvalho. Les
pour la représentation s'étant écoulés sans que la pièce fût joué
main, auteur de la musique, assigna, seul, M. Carvalho devant le T
commerce, à l'effet d'obtenir le paiement de l'indemnité stipulée da
de la commission et voir ordonner la représentation de l'ouvrage.

JUGEMENT. — « Le Tribunal : — Sur la demande en 1,500 fran
images-intérêts ;

» Attendu qu'il résulte des pièces produites que Carvalho ava
ouvrage de Germain, intitulé : *le Bâtard de Cerdagne*, et s'était c
jouer dans un délai déterminé, à peine de 1,500 francs de dédit ;

» Que ce délai est aujourd'hui expiré, sans que Carvalho ait
engagement ;

» Mais attendu que le dédit de 1,500 francs était stipulé pour l
et pour le poème, que Germain n'ayant fait que la musique, C
saurait être tenu envers lui personnellement qu'au paiement de
à concurrence desquels ce chef de demande doit être accueilli ;

un traité n'arrête pas l'effet de ce traité en ce qui concerne les choses antérieures à sa résiliation. Ainsi, dans le cas où il est mis en interdit, les traités sont suspendus;

pendant à ce que Carvalho soit tenu, dans le délai de six mois, de présenter l'ouvrage dont s'agit; mais pour appuyer cette demande, Germain soutient que le fait de Carvalho pour le retard apporté par lui à la représentation, mais ne l'exonère pas de cette obligation; dans les conventions d'entre les parties, la somme de 1,500 francs est stipulée expressément comme indemnité de retard, et Carvalho, auteur du livret, et Germain, auteur de l'opéra, se sont engagés à payer la somme de 1,500 francs dans le cas où l'ouvrage n'aurait pas été représenté avant l'expiration du délai convenu; Carvalho, dans le cas où il ne ferait pas représenter ledit ouvrage, à payer une égale somme aux auteurs; les termes il ressort que, moyennant le paiement de la somme de 1,500 francs, les auteurs avaient le droit de reprendre leur propriété tout entière; le paiement de la même somme, Carvalho doit donc le faire, d'où il suit que la demande à fin de condamner Carvalho à payer la somme de 750 francs pour la part de Germain, et les intérêts de ladite somme suivant le taux fixé par la loi, est fondée dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions et condamne Carvalho aux dépens. »

tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre).—19 février 1858.
Perrin, président. — M^e Coulon, avoué pour M. Scribe; Perrin.

Il a donné lieu à un procès (voir n° 43, page 383) en détermination, et M. Perrin avait été condamné une première fois à payer 6,000 francs de dommages et intérêts à la veuve du compositeur et autant à la veuve du compositeur. La Cour a réduit l'indemnité à 1,500 francs, partageables entre les deux auteurs.

Il n'a pas considéré comme complètement désintéressé par le fait de Carvalho longtemps l'Opéra-Comique était dans l'usage de payer à l'auteur, prime, 1,000 francs par acte pour chaque ouvrage qu'il représentait. Ce droit était d'ailleurs reconnu dans des conventions conclues entre M. Crosnier, prédécesseur de M. Perrin. Le montant de la prime n'était pas compris dans l'indemnité qui lui avait été allouée, mais de 3,000 francs, qu'il estimait lui être encore due de ce fait. Il a refusé de souscrire à cette réclamation.

M. Perrin, soutenait que le préjudice que M. Scribe avait subi de la non-représentation de sa pièce avait déjà été approuvé par le théâtre, et qu'en fait, celle à laquelle M. Scribe avait droit, d'après les conventions qu'il invoquait ne lui avait jamais été payée.

tribunal : — Attendu qu'il est constant que, par suite des conventions conclues entre Scribe et Crosnier, directeur de l'Opéra-Comique,

mais si, avant l'interdit, le directeur a laissé écouler stipulés pour la représentation d'une pièce, l'auteur malgré cet interdit, à réclamer son manuscrit et à dommages-intérêts [58].

lesquelles sont obligatoires pour Perrin, Scribe avait droit à un 1,000 fr. par chaque acte des pièces qu'il présenterait à ce théâtre.

» Qu'il est également constant et reconnu entre les parties que *Joséfa*, opéra-comique en trois actes, a été présentée par Scribe reçue par ledit Perrin et mise en répétition; qu'ainsi Scribe avait définitivement acquis à la prime de 3,000 fr. pour ledit ouvrage;

» Que si la pièce de *Joséfa* n'ayant point été représentée, une fois introduite devant le Tribunal par la veuve d'Adolphe Adam, compositeur de musique, contre Perrin, directeur de l'Opéra-Comique, instance dans laquelle Scribe est intervenu et a pris des conclusions identiques à celles d'Adolphe Adam, et s'il est intervenu le 23 août 1857 un jugement en partie par arrêt de la Cour impériale de Paris, qui a condamné Perrin à payer à la veuve d'Adam et à Scribe des dommages-intérêts à raison de la non-représentation de la pièce de *Joséfa*, cette condamnation ne saurait en ce qui concerne Scribe, faire obstacle à l'exercice de son droit à la prime de 3,000 fr.;

» Qu'en effet, ni les conclusions prises au nom de Scribe et de Perrin, ni l'arrêt ne font mention de la réclamation personnelle de Scribe; que la question qui s'agitait alors entre les parties était complètement distincte et indépendante de celle dont le Tribunal est actuellement saisi; qu'on ne peut, sous aucun rapport, supposer que Scribe ait entendu se réserver un droit formel résultant à son profit de conventions constamment observées par les directeurs du théâtre de l'Opéra-Comique;

» Par ces motifs, le Tribunal,

» Condamne Perrin à payer à Scribe la somme de 3,000 francs, plus des intérêts tels que de droit et aux dépens. » (*Le Droit*, 20 février 1858.)

[62] *La Nièce d'un Roi*. — M. Destigny (de Caen) contre M. Lireux, successeur de M. d'Épagny, directeur de l'Odéon. — Tribunal de Commerce de Paris — 6 juin et 7 août 1844. — M. Devinck, président. — M^e Amédée Lecomte, agréé de M. Destigny; M^e Walker, agréé de M. Lireux.

M. Destigny avait présenté à l'Odéon, sous la direction de M. Lireux, une pièce en cinq actes, intitulée : *Judith de Normandie*. Elle fut présentée au Comité de lecture. L'auteur fit d'importants changements à sa pièce et donna pour titre : *la Nièce d'un Roi*, et obtint une nouvelle lecture d'abord à correction, elle fut définitivement reçue à l'unanimité le 15 novembre 1841, distribuée aux acteurs et soumise à la censure, qui donna son rang d'inscription l'appela après *Cédric*, de M. Félix Pyat. d'autres pièces furent jouées après celle-ci, et M. Destigny assigna Lireux devant le Tribunal de commerce, qui condamna par défaut, le 5 août 1844, M. Lireux à restituer le manuscrit avec une indemnité de 1,500 francs conformément à la clause du traité des auteurs dramatiques.

M. Lireux forma opposition à l'exécution de ce jugement. Son avocat, M^e Walker, faisait remarquer que M. d'Épagny avait reçu sous son nom un nombre de pièces beaucoup plus considérable qu'il n'était possible de jouer; que M. Destigny (de Caen) ne faisant pas partie de la Société des auteurs, on ne pouvait invoquer en sa faveur les conditions du traité. M. Lireux s'en rapportait à la sagesse du Tribunal pour arbitrer entre les deux parties; lui paraissait convenable.

ue, quoique le directeur ait laissé écouler les
teur ne s'oppose pas à la représentation de sa
le Tribunal peut ordonner que cette représen-
ans un nouveau délai qu'il indique lui-même,

Tribunal : — Attendu qu'il résulte des débats et des
la pièce *la Nièce d'un Roi* a été reçue par le Comité de
ous l'administration de d'Epagny, auquel Lireux a suc-
est tenu d'exécuter les obligations prises par son prédé-

ous le 30 décembre 1841, époque à laquelle la pièce a
aux acteurs, le demandeur n'a pu obtenir la représen-
ait droit dans un temps donné;

l'ajournement introductif d'instance, sur lequel a été
5 juin 1844, Destigny s'est borné à demander à Lireux
la pièce, sinon des dommages-intérêts, et, en outre,
retard apporté à ladite représentation;

est qu'à l'audience de ce jour que M^e Amédée Lefebvre,
posé des conclusions subsidiaires tendantes à la resti-

agréé de Lireux, refuse de répondre aux conclusions sub-
qu'il n'a pas de mandat à cet effet, et qu'il ne peut dé-
nement donné à son client;

nouvelles conclusions de M^e Amédée Lefebvre ne peu-
tances susénoncées, être admises par le Tribunal, qui ne
r les précédentes;

avec raison que Destigny se plaint de l'inexécution des
son égard; qu'il est juste et équitable de lui allouer des
pour la réparation du préjudice causé; que néanmoins
être modérée;

de son opposition dans les termes suivants;

sentation de la pièce dans quatre mois de ce jour, sinon
nages-intérêts;

x à payer 300 francs pour le préjudice passé;

y tous ses droits en restitution du manuscrit, si la pièce

e dès le délai ci-dessus;

x en tous les dépens. »

8 août 1844. — *Gaz. des Trib.*, 7 juin et 8 août 1844.)

M. Dorvo contre le Théâtre-Français. — Tribunal de
mai, 5 juin et 21 décembre 1829. — M. Rémi Claye,
uger et Laterrade, agréés de M. Dorvo; M^{es} Durand et
rés du Théâtre-Français.

enté à la Comédie Française, à la date du 15 octobre 1819,
actes et en vers, intitulée *l'Envieux*, qui fut reçue à
clamation. Sept ans après, l'auteur ne recevant aucun
du comité d'administration; il lui fut répondu que *la*
ax, *le Sage soi-disant*, de M. de La Verpillère, *l'Ennemi*
l'aucherets, *l'Esprit chagrin*, de M. Dubreuil, précé-
le tableau et devaient passer avant lui. M. Dorvo
es années, au bout desquelles il cita l'administration
e commerce, qui, avant faire droit, renvoya la cause
de l'Académie française, pour concilier les parties, si

condamner le directeur à des dommages-intérêts pour le retard qu'il a causé à l'auteur, et fixer de nouvelles indemnités en cas de non-exécution du jugement [36, 45, 62, 65, 67, 68, 69].

faire se pouvait, sinon lui adresser son rapport, afin de statuer. L'arbitre-rapporteur fit venir dans son cabinet les sociétaires administrateurs qui offrirent de jouer la pièce dans un délai de deux mois, à partir du jour où l'auteur aurait fait la remise du manuscrit, distribué les rôles, fait des copies aux acteurs et obtenu le visa de la censure. L'avocat demandait en outre, pour les retards apportés à la représentation, 20,000 francs de dommages-intérêts, qui ne furent pas accordés, parce que l'action n'avait pas été formée en même temps que l'action principale.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, — En ce qui touche la demande en dommages-intérêts : » Attendu que la pièce en cinq actes et en vers intitulée : *L'Ennemi* a été reçue en 1819, et inscrite au répertoire pour être jouée à son tour ;

» Attendu que, d'après les règlements qui régissent la Comédie Française, l'admission d'une pièce forme un contrat réciproque entre l'auteur et le comité d'administration ; qu'ainsi le sieur Dorvo devait s'attendre à jouer son ouvrage sous un bref délai ;

» Attendu qu'il ne peut appartenir à une administration théâtrale de priver indéfiniment un auteur des bénéfices auxquels sa pièce peut donner lieu ;

» Par ces motifs, le Tribunal donne acte à la Comédie Française de ce qu'elle a fait ; la condamne, à peine de 3,000 francs de dommages-intérêts, à jouer *L'Ennemi* dans les six semaines de la distribution des rôles ; l'époque où le manuscrit lui aura été remis, dûment revêtu de la censure dramatique ;

» Sur la demande en 2,000 francs de dommages-intérêts :

» Attendu qu'elle n'a pas été formée en même temps que l'action principale :

» Le Tribunal dit qu'il n'y a lieu de statuer ; dépens partagés entre les parties. » (*Gazette des Tribunaux*, 23 mai, 6 juin, et 21-22 décembre 1837.)

[64] *Hernani*, — *Marion Delorme*, — *Angelo ou Padoue en 1549*. —

Hugo contre M. Vedel, directeur du Théâtre-Français. — Tribunal de commerce. — 6 et 20 novembre 1837. — M. Pierrugues, président. — M^e Paillard de Villeneuve, agréé de M. Victor Hugo ; M^e Delarue de M. Vedel. || *Appel* : Cour royale de Paris (1^{re} chambre). — 10 décembre 1837. — M. Séguier, premier président. — M^e Delarue de M. Vedel. — M^e Paillard de Villeneuve pour M. Victor Hugo.

Cette affaire a eu un grand retentissement. Elle a reçu une publicité que personne ne l'ignore. Elle repose sur la demande de M. Victor Hugo d'indemnité à ce que la Comédie Française soit condamnée vis-à-vis de lui à des dommages-intérêts pour retards apportés dans la représentation de ses ouvrages, et pour inexécution de contrats particuliers.

Ces procès sont imprimés dans toutes les éditions des œuvres de Victor Hugo et il suffira de donner ici le jugement du Tribunal de commerce qui a été confirmé par arrêt de la Cour de Paris (1^{re} chambre).

JUGEMENT. — « Le Tribunal : — En ce qui touche les reprises de *Hernani* :

ut en même temps ordonner que la pièce sera
], de même qu'il peut faire défense au directeur
che que la représentation a lieu par autorité de

conventions verbales du 12 août 1832, Victor Hugo,
tre part, Desmousseaux, représentant la Société du
sont engagés, le premier à livrer à la Comédie Fran-
alé *le Roi s'amuse*; le second à faire jouer ce drame,
er la reprise d'*Hernani* pour le courant du mois de

or Hugo a satisfait à cette convention, par la livraison
s'amuse, tandis que la Comédie Française s'est bornée
a négligé de remplir l'obligation relative à la reprise

date du 25 février 1835, par un autre traité verbal,
Hugo et Jouslin de Lassalle, alors directeur du Théâtre-
au nom de la Comédie Française, il a été stipulé de
serait repris, et ce dans les six mois qui suivraient le
n, sans que la Comédie Française ait rempli ce nouvel

ulte de la correspondance entre Victor Hugo et Vedel,
Théâtre-Français, que, le 2 avril 1837, celui-ci s'est
effectuer la reprise d'*Hernani*, et que ce troisième
reçu jusqu'à aujourd'hui l'exécution promise;

que l'on reproche à Victor Hugo de n'avoir point dis-
aux règlements, les rôles d'*Hernani* en premier et en
ans l'usage cette distribution se fait de concert, par
r, et que, dans l'espèce, il y a eu une distribution de

la représentation de *Marion Delorme* :

le traité verbal ci-dessus mentionné entre Victor Hugo
e, Victor Hugo, en promettant de livrer à la Comédie
u drame intitulé : *Angelo ou Padoue en 1549*, ce qu'il
en sa faveur, non-seulement qu'*Hernani* serait repris,
ion Delorme serait jouée douze fois au moins par la
ans l'année, à compter du mois de novembre 1835, lors

qu'à ce jour, aucune diligence n'a été faite par la
our représenter *Marion Delorme*; que si cette pièce,
au Théâtre-Français, en 1829, a été retirée par l'auteur
de la Porte-Saint-Martin, où elle a eu soixante-huit
e peut trouver dans cette circonstance un motif suffi-
e Française de se soustraire à ses obligations, puisque
es et nonobstant les représentations de *Marion Delorme*
que Jouslin de Lassalle avait pris l'engagement de la
édie Française; que vainement on objecte contre Victor
provoquer une lecture de *Marion Delorme* devant le
e le préliminaire, indispensable dans la nouveauté d'une
eut être omis dans l'espèce, puisque, dès l'année 1829,
été lue et reçue au Théâtre-Français; que d'ailleurs
mple à ce théâtre que des pièces, représentées d'abord
aient été jouées ensuite sur la scène française, sans

la reprise d'*Angelo* :

été convenu entre Victor Hugo et Vedel qu'*Angelo*
quinze fois au moins du 2 avril au 22 décembre 1837

Excuses invoquées par les directeurs et repoussées par le Tribunal. — Le Tribunal n'a pas admis comme excuse de retard les allégations suivantes, invoquées par des directeurs pour se soustraire à leurs obligations, savoir :

que, malgré cette convention, *Angelo* n'a été représenté que cinq fois pendant l'intervalle de temps susmentionné; que la médiocrité de certaines représentations dont on excipe pour justifier la négligence de la Comédie Française n'a pas eu pour cause des circonstances étrangères au mérite de la pièce; que, d'ailleurs, et quelles qu'en soient les causes, l'engagement est pris par la Comédie Française sans réserves ni restrictions, et que, s'il a fait un mauvais calcul, il n'est pas moins obligé par son engagement, et ne peut ni ne doit s'en dispenser, qu'à lui-même les conséquences, surtout lorsque ces conséquences pèsent sur le théâtre subventionné par l'État;

» Attendu que, si les diverses conventions verbales invoquées par les directeurs de la Comédie Française n'ont pas été accompagnées de l'approbation du commissaire général attaché au théâtre, il est constant pour le Tribunal que cette approbation n'était pas indispensable pour valider lesdites conventions; que, par conséquent, on ne peut prouver qu'on ne s'y conforme pas toujours;

» Attendu, d'ailleurs, que l'approbation est devenue superflue là où elle n'a eu aucune exécution commencée, et que la Comédie Française ayant laissé exécuter les représentations dont les traités dont s'agit dans la partie qui paraissait la plus favorable aux intérêts, n'est que plus mal fondée à en invoquer la nullité lorsqu'il s'agit de ces clauses stipulées en faveur de l'auteur;

» Attendu que, si Victor Hugo n'a pas mis la Comédie Française en mesure d'accomplir ses obligations, il résulte des faits de la cause que des engagements nombreux ont été faites par lui dans ce but, et que de la part de chacun des traités verbaux qui se sont succédés portent en eux-mêmes la preuve de l'inexécution des conditions imposées à la Comédie Française; dès lors, il n'y a lieu d'invoquer ni la nullité ni la péremption de ces engagements, ni le défaut d'une mise en demeure par huissier;

» Attendu que la propriété littéraire, qui est le produit des plus hautes facultés de l'homme, doit trouver devant les Tribunaux une protection efficace contre la violation des conventions où elle est intéressée;

» Attendu qu'il est digne d'un peuple, qui doit à la culture du théâtre tragique et comique une de ses gloires les plus belles, d'ouvrir à la Comédie Française, à tous les talents, un théâtre national, où ils puissent, à leurs risques et périls, se produire devant un public éclairé, et où une lutte de gloire plutôt que d'argent, concourir tous ensemble à l'honneur de la nation française;

» Attendu que, par suite de l'inexécution de ses obligations, la Comédie Française a causé à Victor Hugo un préjudice dont elle lui doit la réparation; que de plus il est juste que les engagements pris reçoivent pleine et entière exécution;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal arbitrant, d'après les circonstances de la cause, déclare que la Comédie Française souffert par Victor Hugo, et jugeant en dernier ressort;

» Condamne Vedel, et par corps, à payer à Victor Hugo 6,000 francs de dommages-intérêts;

» Ordonne que, dans le délai de deux mois, à compter de ce jour, en sa qualité, sera tenu de représenter *Hernani*;

» Que, dans le délai de trois mois, aussi à compter de ce jour, ledit Victor Hugo sera tenu de représenter *Marion Delorme*;

» Quo, dans le délai de cinq mois, Vedel complétera les quinze représentations d'*Angelo*, sinon et faute par lui de le faire dans lesdits délais, sera condamné, dès à présent, Vedel, par les voies de droit et même par corps, à payer à Victor Hugo 150 francs par chaque jour de retard;

» Condamne Vedel aux dépens; ordonne l'exécution provisoire de la présente sentence, sans caution.» (*Gazette des Tribunaux* et *Droit*, 6-7 et 20-21 nov., 6 et 13 déc.)

par l'auteur, mis en demeure de distribuer les
agréer sa pièce par la Commission d'examen.
est vrai, que le directeur s'était lui-même chargé

M. Vanderburck contre M. Jouslin de Lassalle, directeur
çais. — Tribunal de commerce. — 3 février 1835. —
on, président. — M^e Amédée Lefebvre, agréé de M. Van-
ri Nouguier, agréé de la Comédie Française.

demandait que la Comédie Française fût tenue de jouer
mois, à peine de 500 francs par chaque jour de retard, et
dommages-intérêts, un drame en cinq actes, en prose,
reçu depuis plusieurs années par le comité de lecture.
Comédie Française priait le Tribunal de considérer que
le Théâtre-Français avait reçu un si grand nombre de
en arrière cent cinquante, que les poursuites des auteurs
que si *Jacques II* n'avait pas été représenté en 1831,
demandeur; qu'en effet, dans son drame, M. Vanderburck
apité et une émeute sur la scène; que l'administration
représentation d'un tel spectacle; que l'auteur avait gardé
trois ans; qu'il ne pouvait prétendre qu'on improvisât
représentation d'un jour à l'autre; que *Chatterton*, de
en 1828, *Richelieu*, de M. Lemer cier, dont l'admission
ns, etc., devaient avoir le pas sur *Jacques II*.

Vanderburck répliquait que ce que voulait M. Jouslin de
gnier l'été, pour étouffer dans les chaleurs le drame de

Tribunal, — Attendu qu'il résulte des débats que la pièce
dont M. Vanderburck est l'auteur, non-seulement a été
ançais, mais même qu'elle y a été mise en répétition dès
; quatre ans se sont écoulés depuis cette répétition; que la
ne peut ajourner indéfiniment la représentation d'une
; ordonne que la Comédie Française sera tenue de repré-
sulée *Jacques II*, dans le délai de deux mois, à partir de
ver 100 francs par chaque jour de retard; sur les dom-
dit qu'il n'y a lieu de statuer; condamne, en outre, la
aux dépens. » (*Gazette des Tribunaux*, 4 février 1835.)

Leux. — M. Loyau de Lacy contre M. Lireux, directeur de
nal de commerce. — 6 mars 1844. ¶ *Appel de M. Lireux*.
Paris (1^{re} chambre). — 30 avril 1844. — M. Séguier, pré-
reau pour M. Lireux; M^e Durand de Saint-Amand pour

tr, tragédie en cinq actes, fut reçu à l'unanimité, lo
comité de lecture du théâtre de l'Odéon, alors dirigé par
èce n'étant pas mise à l'étude, l'auteur fit sommation à
seur de M. d'Epagny, d'avoir à faire procéder à la répé-
répondit qu'il était prêt, et demanda à l'auteur le dépôt

Le défaut par l'auteur d'avoir fourni les arrangements musicaux pour un ballet [24];

Le fait, par la Commission d'examen, d'avoir changé le titre de la pièce [71];

L'impossibilité de se procurer un artiste capable de remplir le rôle de la pièce [46];

de son manuscrit, en l'invitant à faire connaître la désignation des acteurs que fit M. Loyau. Mais, à partir de ce moment, M. Loyau ne put jamais retrouver M. Lireux; il ne put voir que le régisseur, sans instructions à cet égard.

Assignation alors devant le Tribunal de commerce, qui ordonna que M. Lireux mettrait la pièce en répétition et la ferait jouer dans le délai de deux mois, à peine de 100 francs par chaque jour de retard.

M. Lireux interjeta appel. M^e Moreau, son avoué, donna lecture des conclusions par lesquelles il soutenait, avant tout, qu'étant investi d'un privilège nouveau, avec un cahier des charges nouveau, il ne saurait être tenu des engagements de la précédente société, dissoute le 15 février 1844. Subsequently, il demanda à n'être tenu de représenter *le Lys d'Évreux* qu'à son tour de droit, et ce tour, selon lui, était loin d'être arrivé, puisque la réception de cette pièce, trente-sept autres ouvrages avaient été reçues, que, depuis, vingt seulement avaient été joués.

Le président de la Cour fit consulter les registres de réception, qui établirent que sur ces trente-sept pièces, trente-quatre avaient été refusées, et seulement reçues à correction. L'avocat de M. Loyau dit alors que le privilège de M. Lireux n'était autre que de gagner le temps des grandes chaleurs, pendant lequel les théâtres sont à peu près déserts, et demanda que, pour éviter cet échec, la pièce fût jouée le 1^{er} juin au plus tard.

La Cour prononça un arrêt qui infirmait le jugement du Tribunal de commerce en ce que le délai fixé était trop court, mais qui, en même temps, ordonnait que M. Lireux serait tenu de jouer *le Lys d'Évreux* du 1^{er} novembre au 15 décembre suivants, et non auparavant.

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 1^{er} mai 1844.)

[67] *J'épouse ma femme*. — MM. Raymond et Letournel contre M. de Guerchy, successeur de M. Désaugiers, directeur du théâtre du Vaudeville. — Tribunal de commerce de Paris. — 7 mai 1828. — M. Prestat, président. — M^e Lamy, agréé des auteurs. — M^e Vulpian, agréé de M. de Guerchy.

En 1826, MM. Raymond et Letournel firent recevoir au Vaudeville, par M. Désaugiers, la pièce intitulée *J'épouse ma femme*, qui devait être jouée à son tour en vertu d'un traité. M. de Guerchy, successeur de M. Désaugiers, offrit aux auteurs de faire une nouvelle lecture au comité. Ceux-ci refusèrent et s'adressèrent au Tribunal pour obtenir contre M. de Guerchy l'exécution du traité passé entre eux et le Vaudeville.

Le Tribunal ordonna que la pièce serait jouée dans le délai de deux mois, avec défense d'insérer sur l'affiche que c'était en vertu de ses ordonnances, et, faute de ce, condamna le Vaudeville à payer 1,200 francs de dommages et intérêts.

(*Gazette des Tribunaux*, 9 mai 1828.)

qu'un succès obligeait à retarder la représentation nouvelle [68].

Un directeur succédant à un autre. — Il est de droit que le directeur succédant à un autre se charge des obligations de son prédécesseur.

Roi. — M. Jules Lacroix contre M. Marc-Fournier, directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 9. — M. Benoit-Champy, président. — M^e Henri Celliez

M. Marc-Fournier, directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin, s'était engagé, en 1858, à faire représenter, avant le 15 septembre, une pièce en cinq actes, en vers, de M. Jules Lacroix, intitulée : *Le Courant de juin*. Dans le courant de juin 1858, M. Fournier, interrogé par le Tribunal, déclara qu'il ne voulait représenter le drame qu'en septembre 1860. M. Lacroix forma contre M. Fournier une demande en exécution des obligations ou en dommages-intérêts. Le Tribunal rendit un jugement qui portait que M. Marc-Fournier serait tenu, dans les vingt jours, de distribuer les rôles en avisant l'auteur et se concertant avec lui pendant trois jours de mettre la pièce à l'étude et en répétition, avant le 15 septembre 1859; que, faute par lui d'avoir fait et remis les copies aux artistes dans les délais ci-dessus, il serait condamné à payer par jour de retard pendant quinze jours, après sommation en justice, la somme de 10 francs; qu'enfin, faute par lui d'avoir représenté la pièce avant le 15 septembre 1859, il aurait, sans qu'il fût besoin d'un autre jugement, à payer à M. Lacroix des dommages-intérêts, et que M. Lacroix reprendrait en son nom la disposition de sa pièce. (Le Droit, 14 juillet 1859.)

— MM. Maillard et Frédérick-Lemaître contre M. Senécal et Audinot, administrateurs de l'Ambigu-Comique. — Tribunal civil de Commerce. — 2 et 16 avril 1829. — M^e Chévrier, agréé des défendeurs; M^e de la Roche, agréé des administrateurs.

MM. Senécal et Audinot avaient fait recevoir au théâtre de l'Ambigu-Comique un mélodrame en trois actes, intitulé *la Tabatière*, qui fut représenté pour la première fois le 15 août 1827. Lorsque le théâtre fut reconstruit, les nouveaux administrateurs se crurent déchargés d'une obligation qu'ils n'avaient pas assumée et refusèrent de représenter la pièce. Mais le Tribunal les condamna, dans un délai de deux mois, sinon à payer 800 francs de dommages-intérêts aux auteurs.

(Gazette des Tribunaux, 3 et 17 avril 1829.)

Auger. — M. Auger contre MM. Meyer et Montigny, successeurs de M. Caupenne, directeur de la Gaité. — Tribunal de Commerce. — 18 septembre 1839. — M. Pepin-Lehalleur, président. — M^e Vatel, agréé de M. Auger; M^e Vatel, agréé des directeurs.

M. Caupenne, directeur de l'Ambigu et de la Gaité, avait reçu un engagement de M. Auger, aux termes de leur traité, s'étant engagé à représenter sur la scène de la Gaité. La pièce à succès qui signala le début de M. Auger, fut représentée. M. Auger leur fit

gations de son prédécesseur en ce qui concerne les pièces.
Ce fait n'a lieu, cependant, que lorsque son traité général
la Commission contient à cet égard une clause spéciale.
le plus souvent, ne peut être appliquée que pour les pièces
dont l'ancien directeur a notifié la réception au secrétaire

entendre ses réclamations, et il leur fit même une sommation d'avoir à
son drame à l'étude dans les vingt-quatre heures, et à le représenter,
tard, un mois après. Quelques jours plus tard, sans attendre l'effet
sommation, il les assigna devant le Tribunal de commerce. Il demanda
être admis à retirer la pièce *L'Amie intime* du théâtre de la Gaîté, et
directeurs fussent condamnés à lui payer 1500 francs de dommages-
en conformité de leur traité avec la Commission des auteurs dramatiques.

M^e Vatel, agréé des directeurs, déclarait que ses clients étaient
faire représenter le drame de M. Auger, à la condition, par lui, de remettre
manuscrit de sa pièce et de s'entendre sur la distribution des rôles et
en scène. Et comme l'assignation était donnée avant l'expiration du délai
accordé par la sommation du 25 mai, il demandait que M. Auger fût
mal fondé dans sa demande, et qu'il fût condamné aux dépens.

JUGEMENT. — « Le Tribunal, après en avoir délibéré :

» Attendu que des pièces produites aux débats, et notamment de la
pondance des parties, il résulte :

» Qu'en succédant à de Cès-Caupenne dans le privilège de l'exploitation
théâtre de la Gaîté, Meyer et Montigny devaient remplir les engagements
pris par leur prédécesseur, notamment avec les auteurs dramatiques
ouvrages étaient admis pour la représentation ;

» Que nonobstant l'engagement pris par de Cès-Caupenne envers
Meyer et Montigny ont excessivement prolongé les délais dans lesquels
drame dont il s'agit aurait pu être représenté ;

» Attendu, toutefois, que Meyer et Montigny n'ont été régulièrement
en demeure que par la sommation du 25 mai dernier, et que c'est
l'échéance du délai fixé par Auger pour parvenir à la représentation
procédure actuelle a été introduite par Auger, avant d'avoir offert la
communication de son manuscrit ;

» Attendu, enfin, que de toutes ces circonstances il résulte que les
ont jusqu'à présent des torts respectifs pour l'exécution de la convention
bale qui fait l'objet de la présente instance ;

» Par tous ces motifs,

» Le Tribunal arbitrant le litige, et statuant sur les demandes et les
des parties, donne acte à Meyer et Montigny de l'offre par eux faite
dience de représenter dans le délai d'un mois, à partir de ce jour, la
dite *L'Amie intime*, dont Auger est l'auteur, à charge par ce dernier
aider par la communication du manuscrit et de son concours pour la
bution des rôles et de la mise en scène ;

» Et sur le mérite desdites offres, et à charge par Meyer et Montigny
exécuter sous peine de 25 francs de dommages par chaque jour de retard,
Tribunal déclare Auger non recevable dans sa demande ;

» Mais attendu que les offres de Meyer et Montigny sont faites seu-
à ce jour, le Tribunal les condamne en tous les dépens. »

(Le Droit, 19 septembre 1861.)

(71) *La Croix blanche*, titre changé par la Commission d'examen
de Gaston. — M^{lle} Rivay contre M. Réty, directeur du Théâtre-Lyrique.
Tribunal de commerce de la Seine. — 6 mai 1861. — M. Louvet
dent. — M^e Trolley, agréé de M^{lle} Rivay ; M^e Hèvre, agréé de M. Réty.

. Lorsque le directeur a accepté cette obligation, droit d'exiger une nouvelle lecture de la pièce [67], donner pour excuse qu'il ne trouve aucune trace en pris par son prédécesseur; s'il a consenti à ses engagements, dans certains cas la preuve faite est suffisante [10, 22].

avoir reçu et fait jouer un opéra de M^{lle} Rivay, intitulé avait commandé à cette dernière un nouvel opéra, *la Croix* devait faire représenter à une époque déterminée, avec la même représentations.

écoulés depuis plusieurs mois, l'auteur fit assigner M. Réty au tribunal de commerce.

soutenait que, la Commission d'examen ayant mutilé le titre, il ne pouvait plus être responsable d'un retard qui est de son fait, ni être forcé de représenter un ouvrage sous un titre qu'il avait accepté.

Le Tribunal :

Il résulte des pièces produites que, le 8 juin 1860, Réty, auteur-Lyrique, a reçu un opéra en un acte avec chœurs, Rivay, ayant pour titre : *la Croix blanche*, en prenant pour lui assurer quarante représentations, dont la première dans le courant de janvier dernier;

Réty n'a pas tenu son engagement vis-à-vis de la demanderesse, même plus, à cause de la fermeture prochaine de son théâtre dans les conditions stipulées;

et, pour s'exonérer de ses obligations, Réty prétend que la censure ayant mutilé le libretto et changé son titre, il ne peut être responsable d'un retard qui ne provient pas de son fait, ni de ne pas représenter un ouvrage sous un titre autre que celui qu'il a

qu'il résulte des débats et de la propre correspondance du demandeur, qu'il a cherché par tous les moyens en son pouvoir à retarder la représentation, et qu'il doit également s'imputer le tort grave de n'avoir pas, dans les premiers jours de mars, à la Commission de censure, le titre de la pièce qu'il s'était engagé à faire représenter en janvier;

les débats établissent encore que le manuscrit corrigé a été remis au demandeur, et qu'il est dès lors impossible d'admettre que le demandeur ait fait jouer l'opéra et la musique de la demoiselle Rivay, à un autre titre de *Gaston*, puisque, d'une part, il avait accepté de l'autre, en matière de musique théâtrale, le titre de la pièce, et qu'il a été considéré comme un élément de succès;

il résulte donc de ce qui précède que c'est uniquement par son manque de bonne foi que Réty a manqué à ses engagements, que le tribunal est en droit de condamner à les exécuter;

et, sur les dommages-intérêts :

la condamnation à exécuter a causé à la demoiselle Rivay un grave préjudice, et, par suite, elle a droit d'espérer, que le préjudice causé jusqu'à ce jour sera suffisamment réparé par une somme d'argent, par les moyens d'appréciation qu'il possède, fixe à

la fixation des conventions :

et, dans le cas où Réty persisterait dans son refus d'exécuter l'ouvrage, il y a lieu de prononcer, conformément à la demande, la condamnation à payer, en l'obligeant à payer une somme de 5,000 francs de dommages-intérêts;

L'auteur est donc fondé à réclamer ses droits; mais il ne peut le faire qu'en se soumettant aux clauses et conditions stipulées dans le traité général passé avec la Commission, au sujet du droit affecté aux pièces reçues par la direction précédente [4].

» Par ces motifs,

» Condamne Réty, par toutes voies de droit et par corps, à payer à la demoiselle Rivay 1,000 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice causé jusqu'à ce jour;

» Ordonne que, dans la quinzaine du présent jugement, Réty sera tenu de donner la représentation sous le titre de *Gaston*, et sans changement de distribution des rôles, l'opéra de la demoiselle Rivay, qui devra être représenté trois fois par semaine jusqu'au jour de la fermeture du théâtre, pour être ensuite repris à la réouverture, à concurrence de quarante représentations, sinon et faute de ce faire dans ledit délai, et icelui passé, déclare résiliées les conventions du 8 juin 1860;

» Ordonne la restitution, sans frais, du manuscrit, de la partition et de toutes les copies qui en ont été faites;

» Condamne, en outre, Réty, dès à présent, et sans qu'il soit besoin d'un autre jugement, à payer à la demoiselle Rivay, par les voies de droit et par corps, la somme de 5,000 francs, à titre de dommages-intérêts;

» Le condamne, en outre, à tous les dépens. »

(*Le Droit et Gazette des Trib.*, 6-7 mai 1860.)

[72] *L'Éducation populaire*. — M. Roussel Lorembert contre MM. Braux et Blanchard, directeurs du théâtre du Panthéon. — Tribunal de commerce. — 27 avril 1843. — M. Lebobc, président. — M^e Amédée Lefebvre pour M. Roussel Lorembert; M^e Bordeaux, agréé des directeurs.

M. Roussel Lorembert avait fait recevoir sa pièce par un directeur, qui avait succédé MM. Braux et Blanchard. Ne recevant aucun avis sur la mise à l'étude, il forma une demande tendante à ce que les nouveaux directeurs fussent condamnés à lui payer 2,000 francs de dommages-intérêts, et ce qu'il leur fût fait défense de représenter sa pièce.

Le Tribunal, considérant que les nouveaux directeurs n'avaient pu contracter aucun engagement envers l'auteur, qu'ils ne s'étaient point engagés non plus à exécuter les obligations prises par leurs prédécesseurs, déclara M. Roussel Lorembert non recevable dans sa demande, en lui donnant acte de ce que MM. Braux et Blanchard n'étaient pas dans l'intention de faire entrer sa pièce dans leur répertoire. (*Le Droit*, 28 avril 1843.)

[73] Les syndics de la faillite Compère, libraire, contre le docteur Jules Hatin, auteur. — Tribunal de commerce. — 26 janvier 1831. — M. Leclercq, président. — M^e Terré, agréé des syndics; M^e Vatel, agréé de M. Jules Hatin.

Dans l'espèce, il s'agit des syndics de la faillite d'un libraire; mais la même règle pourrait également s'appliquer aux syndics d'une faillite de direction d'un théâtre. Il résulte du jugement rendu par le Tribunal de commerce, que l'auteur, qui n'a livré qu'une partie de son manuscrit avant la faillite du théâtre, est tenu de fournir aux syndics de ce dernier les feuilles complémentaires de l'ouvrage vendu, surtout quand les syndics offrent d'acquiescer au prix intégral de la vente, c'est-à-dire que les parties sont tenues aux

ad nombre de procès qui viennent d'être insérés, emandaient, d'une manière incidente, il est vrai, és de cette obligation. Le Tribunal a toujours prétention [10, 22, 24, 47, 48, 51, 56, 62, 66,

que si le nouveau directeur ne s'est pas engagé à

si la faillite n'avait pas eu lieu, les syndics devenant les titant.

isamment expliquée par le jugement.

le Tribunal :

de M. le juge-commissaire;

1122 et 1613 du Code civil;

résulte des conventions verbales d'entre Hatin et Compère, du au second le manuscrit dont il est auteur, à la charge en faire l'impression et la vente, sous la condition du mme de 1,200 francs pour la première édition, celle de seconde, et 1,000 francs pour les éditions subséquentes, en elles fussent;

conventions légalement formées sont obligatoires pour les consenties; que, dans l'espèce, la faillite de l'acquéreur le sieur Hatin de ses obligations, puisque, dans le traité, essément faite au sieur Compère et à ses ayants cause; lité des feuilles composant l'ouvrage a été livrée antérieu-

ois, que cet état de faillite troublant la sécurité que pou- ans un éditeur de son choix, il convient de modifier une ons dudit traité;

, ordonne que Hatin sera tenu, dans le délai de deux feuilles nécessaires pour terminer son ouvrage, à la charge déposer immédiatement à la caisse des consignations, con- offres, la somme de 1,200 francs, qui devra être retirée r être remise comptant au sieur Hatin, au moment de la feuilles; que les syndics feront également la publication depuis la remise des derniers feuillets; que, quand la ra épuisée, le sieur Hatin pourra faire sommation aux ayants cause, de confectionner, dans quatre mois, une ils seront tenus de verser à la caisse des consignations la cs, qui sera due au sieur Hatin, conformément aux dispo- que les mêmes conditions seront maintenues pour les édi-

eur Hatin d'exécuter, en ce qui le concerne, les disposi- ugement, déclare le marché nul, et condamne, dès à Hatin au paiement d'une somme de 6,000 francs, à titre ts;

ou les syndics ou leurs ayants cause manqueraient, en ce à l'exécution du présent, déclare nulles les conventions ne la remise du manuscrit aux mains du sieur Hatin; cs, à titre de dommages-intérêts, à la perte de toutes les ites pour l'impression de l'ouvrage; dépens partagés en ugement, et les dépens, en cas d'inexécution, à la charge qui n'exécutera pas. (Gaz. des Trib., 29 janvier 1831.)

exécuter les obligations de son prédécesseur, l'auteur est droit vis-à-vis de lui [14, 72].

Faillite d'un directeur. — Si le directeur fait faillite et que les syndics ou ayants droit continuent la suite de l'entreprise, la faillite n'amène aucun changement dans les conventions de l'auteur et de l'administration théâtrale [73]. Si le théâtre vic-

[74] *Les Deux Ménages.* — *Le Voyage à Dieppe.* — *Le Célibataire.* — *L'Homme marié.* — M. Harel, directeur de l'Odéon, contre M. Crosnier, directeur de la Porte-Saint-Martin, et MM. Fulgence et Wafflard père. — Tribunal de première instance (1^{re} chambre). — 20 juillet 1831. — M. Delisle, président. — M^e Dupin jeune pour M. Harel; M^e Paillet pour M. Crosnier et auteurs.

M. Crosnier, directeur de la Porte-Saint-Martin, désirant jouer sur son théâtre les pièces de MM. Fulgence et Wafflard, qui appartenaient de longtemps au répertoire de l'Odéon, fit aux auteurs des propositions avantageuses qu'ils acceptèrent. Une lettre de M. Fulgence avertit M. Harel, directeur de l'Odéon, de cette détermination; mais ce dernier s'empêcha de faire faire défense aux auteurs de laisser jouer sur un autre théâtre d'opéra-comique, et à M. Crosnier, de jouer, sous peine de dommages-intérêts, les pièces qui appartenaient à son répertoire.

JUGEMENT. — « Le Tribunal :

» Attendu qu'à défaut de traité, le droit *exclusif* de représenter un ouvrage dramatique appartient au directeur qui a couru les chances, et fait aux dépenses de la première représentation;

» Que cette convention ne contient pas une aliénation de la propriété littéraire, mais une stipulation réciproque de la transmission du droit de faire jouer l'ouvrage, d'où naît l'obligation essentielle imposée au directeur de le faire représenter;

» Que, d'une part, le directeur, qui a fait des avances, souvent considérables, pour monter un ouvrage nouveau, ne peut être livré sans garanties à la discrétion de l'auteur; qu'il doit être indemnisé de toutes peines et dépenses, et obtenir des bénéfices proportionnés à ses chances de perte; que ce droit ne peut se perdre que lorsque le directeur y renonce en quelque sorte, en ne remplissant pas l'obligation, ou la condition essentielle de représenter l'ouvrage;

» Que, d'autre part, en admettant l'usage ou le droit de retirer du théâtre les pièces non représentées pendant une année, il ne s'ensuit que le directeur conserve son droit exclusif, en faisant représenter l'ouvrage dramatique un petit nombre de fois, ou une seule fois dans l'année, à l'accomplissement de l'obligation imposée au directeur, et de la condition essentielle de son droit, s'apprécie en ce cas par les circonstances;

» Attendu que s'il est juste de reconnaître qu'en cas de faillite ou d'extinction du privilège, le nouveau directeur ne peut exercer les droits, et n'est point tenu de satisfaire aux obligations de la précédente administration qu'il n'a point traité avec elle, il résulte aussi du droit et des circonstances que les parties peuvent, par un consentement tacite maintenir les précédentes conventions; que les ouvrages dramatiques dont s'agit ont été représentés sous l'administration du sieur Harel, sans aucune opposition des auteurs; qu'ils ont reçu les rétributions pécuniaires et autres avantages conformément aux précédentes conventions;

» Attendu que, depuis le 2 septembre 1829, la pièce, intitulée *les*

rat est résilié, et l'auteur doit réclamer son
ut retirer la pièce du théâtre.

réclame pas son manuscrit, il laisse tacitement
pertoire du théâtre. Il rentre alors dans la con-
s auteurs, c'est-à-dire qu'il ne peut retirer sa
le cas où elle n'a pas été représentée, dans un
cent soixante-cinq jours, un certain nombre de
s les traités généraux de la Commission [74].

(A continuer.)

Une phrase du 2° alinéa de la page 349 a été
ronquée, et telle qu'elle figure à cet endroit
vement induire en erreur les sociétaires, en leur
dans leurs traités particuliers des clauses illégales
cément frappées d'annulation. Cette phrase doit
si qu'il suit :

s librement consentis, formant seuls la loi des
it reconnu peut s'aliéner, si les conventions éta-
uses qui lui soient contraires. Ces conventions,
des stipulations qu'elles renferment ne déroge à
euvent donc paraître en contradiction avec la loi,
Tribunal ordonner leur stricte exécution [6, 7]. »

présentée vingt-neuf fois; *le Voyage à Dieppe*, treize fois;
e fois, et que les représentations ont produit, au profit
omme de 2,429 fr. 24 c.;

Fulgence et Wafflard n'ont fait aucune sommation judi-
el, pour le mettre en demeure de représenter plus souvent
tiques dont il s'agit; qu'ils ont ainsi, en quelque sorte,
èces ne pouvaient être utilement représentées plus sou-
t de mise en demeure judiciaire, ils n'ont pu disposer
rofit d'un autre théâtre;

dant, que ces pièces ont été représentées sur le théâtre de
n, et que les sieurs Wafflard et Fulgence doivent indem-
du préjudice qui provient pour lui de leurs faits;

comédie intitulée *Un Moment d'Imprudence* n'a point
la direction de M. Harel;

ndamme Fulgence et Wafflard à des dommages-intérêts
er par état; fait défense au sieur Crosnier de représenter
les Deux Ménages, *le Voyage à Dieppe* et *le Célibataire*
En cas de contravention, condamne le sieur Crosnier aux
envers Harel, à donner par état, et autorise ce dernier à
ette par le commissaire de police de service au théâtre;
et Wafflard dans le droit de disposer de la pièce inti-
l'imprudence, et les condamne aux dépens envers toutes
(*Gazette des Tribunaux*, 22 juillet, 12 août 1831.)

TRAITÉS

AVEC LES DIRECTEURS DES THÉÂTRES DE PARIS.

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, agissant au nom de la Société qu'elle représente, a passé des traités avec les directeurs des théâtres ci-après indiqués.

Ne sont pas compris dans cette liste le théâtre de l'Opéra-Théâtre-Français, qui sont régis par des décrets impériaux (4).

THÉÂTRES.	DATE DU TRAITÉ.	EXPIRATION DU TRAITÉ.
Théâtre impérial Italien (2).....	1 ^{er} oct. 1866.	* Fin de la s 1868-1869
— impérial de l'Opéra-Comique.....	28 avril 1863.	Janvier 187
— impérial de l'Odéon.....	1 ^{er} juin 1866.	31 mai 187
— Lyrique impérial.....	24 oct. 1868.	23 oct. 187
— de la Renaissance.....	16 mars 1868.	15 mars 187
— impérial du Châtelet.....	22 fév. 1867.	31 déc. 186
— du Prince Impérial.....	8 mai 1868.	7 mai 186
— du Vaudeville.....	23 mai 1867.	22 mai 187
— des Variétés.....	8 mars 1861.	* 7 mars 186
— du Gymnase.....	1 ^{er} juin 1863.	31 mai 186
— du Palais-Royal.....	31 déc. 1858.	Durée de l'ass (Dormeuil-Plun
— de la Porte-Saint-Martin.....	3 oct. 1868.	2 oct. 186
— de la Gaîté.....	1 ^{er} mai 1868.	30 avril 186
— de l'Ambigu-Comique.....	26 juillet 1861.	* 23 juillet 1
— des Folies-Dramatiques.....	1 ^{er} déc. 1866.	30 nov. 186
— Déjazet.....	22 mars 1867.	* 22 mars 18
— Beaumarchais.....	7 août 1868.	6 août 186
— des Fantaisies-Parisiennes.....	—	—
— des Menus-Plaisirs.....	15 déc. 1866.	14 déc. 186
— de Cluny (Folies-Saint-Germain).....	27 oct. 1866.	* 26 oct. 18
— des Bouffes-Parisiens.....	29 sept. 1868.	28 sept. 186
— de l'Athénée.....	16 oct. 1868.	15 oct. 186
— du Prince Eugène (Délass.-Com.).....	—	—
— des Nouveautés.....	1 ^{er} nov. 1868.	30 oct. 186
— des Folies-Marigny.....	20 oct. 1868.	—
— Lafayette.....	1 ^{er} oct. 1868.	30 sept. 186
— Saint-Pierre (Convention).....	1 ^{er} fév. 1867.	* 31 janv. 18
— des Folies-Saint-Antoine.....	1 ^{er} mai 1868.	30 avril 186
Alcazar.....	1 ^{er} oct. 1867.	30 sept. 186
Eldorado.....	16 avril 1868.	15 avril 187

La Commission rappelle aux membres de la Société et aux auteurs stagiaires qu'un exemplaire de chacun de ces traités est déposé dans les mains du bibliothécaire-rédacteur et des agents généraux, et que ces documents seront toujours mis à leur disposition sur leur demande.

(1) Voir pour le théâtre de l'Opéra, le décret du 10 décembre 1860 (*Annuaire* 1867, page 49), et pour le Théâtre-Français, le décret du 19 novembre 1859 (page 48).

(2) Voir à l'article *Jurisprudence* (*Annuaire* 1866-1867), la note de la page 81, qui contient un extrait du traité avec le Théâtre Italien, le seul parmi les grands théâtres de Paris dont les droits ne soient pas proportionnels.

(3) Les dates précédées d'un astérisque font connaître que le traité est valable par tacite reconduction, jusqu'à l'époque indiquée.

TÉS INTERNATIONAUX

RIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE D'ŒUVRES

DRAMATIQUES (4).

cation de l'*Annuaire* de l'exercice 1866-1867, conventions pour la garantie réciproque de la propriété d'esprit ont été promulguées: la première avec l'État pontifical, la seconde avec les États-Pontificaux.

Convention conclue le 11 juillet 1866, promulguée le 11 août 1867. — Formalité de l'enregistrement à l'Administration de l'intérieur ou, à Paris, à la légation de France. La traduction devra être présentée dans les trois mois de la publication de l'ouvrage. Ces stipulations s'appliquent à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques, publiées, exécutées ou représentées pour l'un ou l'autre des deux pays (art. 2).

La traduction des ouvrages dramatiques, l'auteur conservant le droit exclusif de traduction et celui de représentation pendant une période de cinq années, devra placer sur l'ouvrage les mots : *Droit de traduction réservé*. La traduction devra être publiée dans l'idiome de l'autre pays pour être jouée sur un théâtre de ce même pays, et enregistrée à l'Administration de l'intérieur dans les trois mois qui suivront la déclaration ci-dessus (art. 4).

Il est entendu qu'il ne sera pas mis obstacle à la continuation de la représentation des traductions des ouvrages dramatiques antérieurement à la mise en vigueur de la Convention (art. 2).

États avec lesquels la France a contracté des conventions littéraires, *Annuaire 1866-1867*, page 71.

ÉTATS-PONTIFICAUX. — Convention conclue le 14 juill
promulguée le 5 novembre 1867. — L'exercice du droit
priété est affranchi de toute formalité d'enregistrement ou
— Pour les œuvres musicales, la propriété s'étend aux m
dits arrangements (art. 1^{er}).

L'auteur devra placer en tête de son ouvrage les mots :
traduction réservé. La traduction devra être publiée a
en partie dans le délai d'un an (art. 3).

La convention protège également la représentation et
tion des œuvres dramatiques ou musicales (art. 5).

Cette convention n'est valable que pour les œuvres
après sa mise en vigueur.

LISTE DES PIÈCES

POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES
À PARIS, DU 1^{er} MAI 1867 AU 30 AVRIL 1868.

er *Annuaire* (pages 212 et 214), il était rappelé
ne résolution prise en assemblée générale, chaque
enu d'adresser au Président de la Commission un
outes les pièces qu'il faisait imprimer. On sait
ire est destiné à la Bibliothèque de la Société,
étaires sont admis à consulter, en s'adressant à
mbaut, bibliothécaire-rédacteur de la Commis-

outre, que ce dépôt était une condition absolue
de la pièce fût suivi, dans la liste donnée chaque
ntion bibliographique faisant connaître le nom et
teur, ainsi que le prix de vente de la brochure.

urs et éditeurs ont satisfait à la règle établie par
mmencement d'exécution fait supposer que tous
a prendront peu à peu l'habitude, et que, dans la
e annuelle ainsi complétée deviendra précieuse
hes.

ramatique de la rue de la Bourse, n° 10, figure
enclature pour une quarantaine de pièces. Ce
élevé en comparaison de ce qu'il devrait être.
on nouvelle est accueillie de prime abord avec
diance; ce n'est que lorsqu'elle a fonctionné et
tats satisfaisants qu'on se décide à y recourir.
ns doute, les sociétaires apprécieront mieux les
eux qui découlent de cette création, réclamée
a plupart d'entre eux avec une si vive instance.

Lorsque, mieux renseignés sur leurs propres intérêts, ils ne voudront plus avoir d'autres éditeurs qu'eux-mêmes, ils recueilleront le bénéfice complet de leurs travaux, sans plus de soucis, n'en ont lorsqu'ils traitent avec des libraires.

Si l'agence de librairie des auteurs dramatiques n'est pas destinée à devenir le centre unique où s'éditeront les pièces de théâtre présentées à Paris, on doit espérer qu'au moins, dans une ville aussi assez proche, elle publiera les œuvres de la grande majorité des membres de la Société.

[NOTA. L'astérisque placé avant le titre de la pièce indique que la pièce a été reprise ou qu'elle a été jouée antérieurement à ce théâtre.]

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA.

[Direction de M. PERRIN.]

La Fiancée de Corinthe, opéra en un acte, paroles de J. de Lamoignon, musique de Du Locle, musique de J. Duprato. — 21 octobre 1866.

[in-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Harpe.]

* *Le Corsaire*, ballet-pantomime en trois actes et cinq tableaux, paroles de H. de Saint-Georges, chorégraphie de Mazilier, musique d'Adolphe Adam. — Reprise le 21 octobre 1867.

* *Guillaume Tell*, opéra en quatre actes, paroles de H. Bis, musique de Rossini. — Reprise le 25 novembre 1867.

* *Le Marché des Innocents*, ballet-pantomime en un acte, paroles de Petipa frères, musique de Pugni. — Reprise le 25 novembre 1868.

Hamlet, opéra en cinq actes, paroles de Michel Carré, musique de Barbier, musique d'Ambroise Thomas. — 9 mars 1868.

RECTIFICATION. — *Don Juan*, opéra en quatre actes, paroles de Émile Deschamps et Henry Blaze, musique de Mozart.

THÉÂTRE-FRANÇAIS.

[Direction de M. ÉDOUARD THIERRY.]

* *Mademoiselle de Belle-Isle*, comédie en cinq actes, paroles de Alexandre Dumas. — Reprise le 3 mai 1867.

Corneille et le monde, vers par Édouard Fournier, à l'occasion de la

saire de la naissance de P. Corneille. — 6 juin

e en cinq actes, en vers, par Victor Hugo. —
in 1867.

édie en quatre actes, de Léon Laya. — Reprise

mpagne, comédie en trois actes, de Bayard et

— Reprise le 2 décembre 1867.

s, comédie en quatre actes, en prose, de Léon
embre 1867.

ère, à-propos en un acte, par Édouard Four-
ier 1868.

comédie en quatre actes, en prose, par Émile
anvier 1868.

ne, comédie en un acte, par Albéric Second et
mai 1868.

is, comédie en un acte, par Paul Ferrier. —

THÉÂTRE IMPÉRIAL ITALIEN.

[Direction de M. BAGIER.]

présentations de M^{me} Ristori.

u d'Inghilterra, drame en cinq actes, de Paolo
2 juin 1867.

ragédie en cinq actes, de Schiller. — 14 juin

n trois actes, de Legouvė. — 18 juin 1867.

ntation donnée par M^{lle} Cornélie.

n cinq actes, de Racine. — 19 juin 1867.

ns données par la Compagnie anglaise.

, comédie en trois actes, par Tom Taylor.

nothing.

ite.

Opéras italiens.

ra en trois actes, musique de Nicolai (tiré du
er Scott : Ivanohe), nouveau pour Paris ; re-

présentée pour la première fois, en 1835, à Turin. — 22 février 1868.

Giovanna d'Arco, opera-seria en trois actes, paroles de T. Carré, musique de Verdi (libretto tiré de la tragédie de Voltaire), nouveau pour Paris, représenté pour la première fois à la Scala, de Milan, en 1845. — 28 mars 1868.

La Contessina, opera semi-seria en trois actes, extrait d'un ouvrage de MM. Henri de Saint-Georges et Jules Adenis de Lauzières, musique du prince Joseph Poniatowski. — 28 mars 1868.

[Voir *Théâtre de la Renaissance*]

THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE.

[Salle Ventadour.]

[Direction de M. CARVALHO. — Ouverture le 16 mars 1868.
Représentations les lundis, mercredis et vendredis.]

Faust, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Gounod. — A ce théâtre, le 16 mars 1868.

La Fanchonnette, opéra-comique en trois actes, paroles de H. de Saint-Georges et de Leuven, musique de Clapisson. — A ce théâtre, le 25 mars 1868.

Roméo et Juliette, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Charles Gounod. — A ce théâtre, le 3 avril 1868.

[Clôture le 4 mai 1868.]

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA-COMIQUE.

[Direction de M. DE LEUVEN.]

* **L'Étoile du Nord**, opéra-comique en trois actes, paroles de Scribe, musique de G. Meyerbeer. — Reprise le 6 juin 1867.

Mil huit cent soixante-sept, cantate en un acte, paroles de G. Chouquet, musique de Laurent de Rillé. — 15 août 1867.

* **Les Sabots de la Marquise**, opéra-comique en un acte, paroles de Michel Carré et Jules Barbier, musique d'Ernest Boulanger. — Reprise le 13 septembre 1867.

* **Zampa**, opéra-comique en trois actes, paroles de Mélesville, musique d'Hérold. — Reprise le 25 septembre 1867.

, opéra-comique en trois actes et cinq tableaux ,
gène Cormon et Hector Crémieux , musique de
bach. — 23 novembre 1867.

La nuit d'été, opéra-comique en trois actes , pa-
et de Leuven , musique d'Ambroise Thomas. —
décembre 1867.

Le bonheur, opéra-comique en trois actes , pa-
hery et Eugène Cormon , musique d'Auber. —
8.

Le diable, opéra-comique en trois actes , paroles
be , musique d'Auber. — Reprise le 25 mars

Myrtia, opéra-comique en un acte , paroles de
musique de Samuel David. — Reprise le 17 avril

France et Algérie, cantate , paroles de Jules
ue d'Adrien Boieldieu. — 15 août 1865.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'ODÉON.

[Direction de M. DE CHILLY.]

Les sœurs, comédie en deux actes , par Charles Potron et
— 14 mai 1867.

Le César Girodot , comédie en trois actes , par
et Ed. Villetard. — Reprise le 18 mai 1867.

Le cornet, à-propos en vers , par Henri de Bornier.
6 juin 1867.

Le dieu en cinq actes de Racine , avec chœurs , musique
on. — 28 juin 1867.

Le vilain, comédie en quatre actes , par George
ise le 10 juillet 1867.

Le champi, comédie en trois actes , par George Sand.
14 août 1867.

Les seigneurs de Bois-Doré, drame en cinq actes , par
et Paul Meurice. — A ce théâtre , 19 septem-

* *La Bonne Mère*, comédie en un acte, de Florian. — Reprise le 4 octobre 1867.

* *Le Distrait*, comédie en cinq actes, de Regnard. — Reprise le 20 décembre 1867.

La Saint-François, comédie en un acte, en prose, par M^{me} A. Perronnet. — 8 janvier 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.

Les Amoureux de Marton, comédie en un acte, en vers, par J. Supersac. — 8 janvier 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.

Didier, pièce en trois actes, par Pierre Berton. — 10 janvier 1868.

* *Kean ou désordre et génie*, comédie en cinq actes, par Alexandre Dumas. — A ce théâtre, 17 février 1868.

Le Roi Lear, drame en cinq actes et sept tableaux, en vers. Jules Lacroix. — 6 avril 1868.

THÉÂTRE-LYRIQUE IMPÉRIAL.

[Direction de M. CARVALHO.]

* *La Flûte enchantée*, opéra-comique en quatre actes, par J. de Nutter et Beaumont, musique de Mozart. — Reprise le 6 mai 1867.

* *La Somnambule*, opéra en trois actes, arrangé par Étienne Monnier, musique de Bellini. — A ce théâtre, le 14 juin 1867.

* *Faust*, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel Carré, musique de Gounod. — Reprise le 28 juin 1867.

Paix et Liberté! cantate de Jules Adenis, musique de Charles Massenet. — 15 août 1867.

Les Bleuets, opéra en quatre actes, de Corinon et Trianon, musique de Léonce Cohen. — 23 octobre 1867.

Cardillac, opéra-comique en trois actes et quatre tableaux, par J. de Nutter et Beaumont, musique de Dautresme. — 11 décembre 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.

La Jolie Fille de Perth, opéra en quatre actes et cinq tableaux.

de Saint-Georges et Jules Adenis, musique de
— 26 décembre 1867.

— Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]
ite, opéra-comique en trois actes, paroles de
Georges et de Leuven, musique de Clapisson. —
nvier 1868.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET.

[Direction de M. HOSTEIN.]

ulliver, pièce en quatre actes et trente tableaux,
A. Monnier et Ernest Blum. — 12 décembre 1867.
me national et maritime en cinq actes et dix ta-
ouard Brisebarre et Ernest Blum, musique de
allets de Honoré. — 7 mars 1868.

2 colonnes, 50 centimes. — E. Dentu, 17 et 19,
Orléans au Palais-Royal.]

la pantoufle merveilleuse, féerie en cinq actes
aux, par Clairville, Albert Monnier et Ernest.
ise le 11 avril 1868.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

[Direction de M. HARMANT.]

camélias, pièce en cinq actes, par Alexandre
Reprise le 20 mai 1867.

noiton, comédie en cinq actes, par Victorien
prise le 2 juillet 1867.

hommes, comédie en quatre actes, par Théodore
est Capendu. — Reprise le 8 novembre 1867.

ace, comédie en un acte, par Crisafulli, Jules
r Konning. — Reprise le 18 décembre 1867.

comédie en un acte, par Daudet et Manuel. —
1867.

dre, vaudeville en un acte, par Théodore de
l Siraudin. — Reprise le 18 décembre 1867.

deux, comédie en trois actes, par Paul Siraudin.
e 1867

* *Nos Intimes*, comédie en quatre actes, par Victorien Sardou.
Reprise le 28 décembre 1867.

Nos Intimes pour rire, parodie en un acte, par Jules Lemaître.
— 20 février 1868.

La Bonne de M. Fontaine, vaudeville en un acte, par V. Lemaître.
— 20 février 1868.

De Montereau à Lyon, vaudeville en un acte, par G. de Lamoignon.
— 20 février 1868.

Les Rivaux, comédie en quatre actes, par Amédée Rougemont.
27 février 1868.

Le Joueur d'orgue, comédie en un acte, par Ernest Dubouche.
1^{er} mars 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard des Capucines, Paris.
martre.]

* *Les Parisiens*, comédie en trois actes, de Théodore Barres.
— Reprise le 20 mars 1868.

Les Loups et les Agneaux, comédie en cinq actes, par
Stapleaux et Crisafulli. — 28 avril 1868.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

[Direction de M. HIPPOLYTE COGNIARD.]

* *Un Fait Paris*, vaudeville en un acte, par Henri Meilhac et
Léon Halévy. — Reprise le 28 avril 1867.

Tout pour les Dames, comédie-vaudeville en un acte, par
Meilhac et Ludovic Halévy. — 8 septembre 1867.

* *La Belle Hélène*, opéra-bouffe en quatre actes, paroles de
Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach.
Reprise le 1^{er} décembre 1867.

Un Coup de sabre dans le Contrat, comédie-vaudeville en
trois actes, par Anicet Bourgeois et Édouard Brisebarre. — 15
septembre 1867.

Paris tohu-bohu, revue en trois actes et quinze tableaux, par
Clairville et Siraudin. — 23 décembre 1867.

* *Barbe-Bleue*, opéra-bouffe en trois actes, paroles de
Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach.
Reprise le 18 janvier 1868.

onde, vaudeville en un acte, par Clairville et
vriier 1868.

hesse de Gérolstein, opéra-bouffe en trois actes
ux, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy,
ques Offenbach. — Reprise le 2 mars 1868.

geoise, vaudeville en un acte, par Clairville et
0 avril 1868.

passee, comédie en un acte, par P. Paquot et
0 avril 1868.

uilleon, bouffonnerie en un acte, par Henri
Moinaux. — 21 avril 1868.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

on de MM. PLUNKET et L. DORMEUIL.]

l'Exposition de 1867, à-propos en un acte,
juillet 1867.

nards, comédie-vaudeville en un acte, par
juillet 1867.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

comédie-vaudeville en un acte, par Eugène
. — 26 juillet 1867.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

le, comédie-vaudeville en un acte, par Lambert
audin. — 26 juillet 1867.

x Yeux, comédie en deux actes, par Eugène
Martin. — A ce théâtre, le 26 juillet 1867.

t, vaudeville en un acte, par Jules Renard. —

— E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au
al.]

Gaillards, vaudeville en un acte, par Varin et
te. — 10 octobre 1867.

. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au
al.]

La Dame aux Giroflées, comédie-vaudeville en un acte, par et Michel Delaporte. — 10 octobre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans-Palais-Royal.]

L'Homme Masqué et le Sanglier de Bougival, folie en un acte, par Cogniard et Adolphe Choler. — 10 octobre 1867.

Les Chemins de fer, comédie-vaudeville en cinq actes, par Eugène Labiche, Delacour et Adolphe Choler. — 25 novembre 1867.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le Papa du prix d'honneur, vaudeville en quatre actes, par Eugène Labiche et Théodore Barrière. — 7 février 1868.

Paul faut rester, parodie en un acte, en vers, en prose, en couplets, par Siraudin et Marc Leprevost. Airs nouveaux par M. Robillard. — 22 février 1868.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans-Palais-Royal.]

Une Noce sur le Carré, comédie-vaudeville en un acte, par Renard. — 6 avril 1868.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans-Palais-Royal.]

GYMNASÉ DRAMATIQUE.

[Direction de M. MONTIGNY].

* *Le Camp des bourgeois*, vaudeville en un acte, de Duménil. — Reprise le 12 mai 1867.

* *Le Bourgmestre de Saardam*, vaudeville en deux actes, par Mélesville, Boirie et Merle. — Reprise le 16 juin 1867.

* *Le Père Turlututu*, vaudeville en un acte, par Emile Scio et Davesnes. — Reprise le 16 juin 1867.

* *Le Mariage de Victorine*, vaudeville en trois actes, de G. Sand. — Reprise le 23 juin 1867.

La Cravate blanche, comédie en un acte, en vers libres, par Edmond Gondinet. — 23 juillet 1867.

[In-18, 1 fr. — Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]

chés, vaudeville en un acte, par Mélesville et
Reprise le 23 juillet 1867.

stine, comédie en un acte, par Dupin et Scribe.
23 juillet 1867.

ageois, comédie en cinq actes, par Victorien
prise le 20 août 1867.

rangée, comédie en un acte, par Ernest Cadol et
ch. — 1^{er} septembre 1867.

. — E. Dentu, éditeur, 17 et 19, galerie d'Or-
Palais-Royal.]

femme, comédie en un acte, par Pierre Berton.
ore 1867.

nibal, comédie en un acte, par Jules Guillemot.
e 1867.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

erris, comédie en trois actes, par Amédée
septembre 1867.

un amant heureux, comédie en deux actes, par
rise le 9 octobre 1867.

honnête femme, comédie en trois actes, par
rière et M^{me} de Prébois. — 4 novembre 1867.

comédie en quatre actes, par Ernest Legouvé. —
67.

ure et Jeanne qui rit, comédie en quatre actes,
et A. de Kéranjou.—Reprise le 8 décembre

s, comédie en trois actes, en vers, par Edmond
2 janvier 1868.

— Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]

toutes, comédie en un acte par Charles Narrey.
868.

on en voit peu, comédie en un acte, par Gus-
— 26 février 1868.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Les Grandes Demoiselles, comédie en un acte, en prose
mond Gondinet, — 10 mars 1868.

[In-18, 1 fr. — Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]

★ THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

[Direction de M. MARC-FOURNIER.]

* *Phèdre*, tragédie en cinq actes, de Racine. — A ce théâtre
22 mai 1867.

* *La Biche aux bois*, féerie en cinq actes et dix-neuf
par Cogniard frères. — Reprise le 15 juin 1867.

* *L'Usurier de village*, drame en cinq actes, par Ame-
land et Charles Bataille. — Reprise le 22 novembre 1867.
[In-18, 2 fr. — Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]

Cette bonne madame Cracoverl, vaudeville en un acte
Émile Abraham. — 22 novembre 1867.

Mil huit cent soixante-sept, revue en cinq actes et six
tableaux, par Adolphe Choler, Saint-Aignan Choler
Koning. — 30 décembre 1867.

* *La Jeunesse des mousquetaires*, drame en cinq actes
tableaux, par Alexandre Dumas et Auguste Maquet. —
le 29 février 1868.

* *Glenarvon ou les Puritains de Londres*, drame en cinq
par Félicien Maleville. — Reprise le 18 mars 1868.

Nos Ancêtres, drame en cinq actes et six tableaux, en
Amédée Rolland. — 4 avril 1868.

* *La Tour de Nesle*, drame en cinq actes et neuf tableaux
Alexandre Dumas et Frédéric Gaillardet. — Reprise le
1868.

* *La Closerie des genêts*, drame en cinq actes et neuf tableaux
par Frédéric Soulié. — Reprise le 28 avril 1868.

THÉÂTRE DE LA GAITÉ.

[Direction de M. DUMAINE.]

Le Testament de la reine Élisabeth, drame en cinq actes
tableaux, par Eugène Nus et Alphonse Brot. — 14 mai 1868.

[In-18, 2 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la

Le quartier, vaudeville en un acte, par E. Blum et
Reprise le 5 juin 1867.

Le Lyon, drame en cinq actes et six tableaux, par
eau et Delacour. — Reprise le 5 juin 1867.

Les pierres, drame en cinq actes et six tableaux, par
rd et Charles Deslys. — 18 juillet 1867.

Le cha, folie-vaudeville en un acte et deux tableaux,
Xavier. — A ce théâtre, 18 juillet 1867.

Les Londres, drame en cinq actes, par Eugène Nus.
et Charles Lemaître. — A ce théâtre, 8 août 1867.

La grande féerie en cinq actes et vingt tableaux, par
Laurencin et Clairville. — Reprise le 2 septem-

Le de Danemark, tragédie en cinq actes et douze
Shakespeare, arrangée par Alexandre Dumas et
— A ce théâtre, 30 novembre 1867.

Le ne en cinq actes et six tableaux, tiré du roman de
zac, par Ferdinand Dugué et G. Peaucellier. —
1867.

50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la

Le drame anglais en cinq actes et dix tableaux, par
ult, arrangé, pour la scène française, par Eugène
se le 28 janvier 1868.

ons : 1° In-18, 2 fr. — 2° Gr. in-4° à 2 col., 50 c. —
dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le got, drame en cinq actes et douze tableaux, par
mas et Auguste Maquet. — Reprise le 29 fév. 1868.

THÉÂTRE DE L'AMBIGU-COMIQUE.

[Direction de M. FAILLE.]

Le re des Innocents, drame en cinq actes et onze
Anicet Bourgeois et Ferdinand Dugué. — Reprise

Le rame en cinq actes et neuf tableaux, par Anicet
nson du Terrail et E. Blum. — Reprise le 27 juin

- * *Le Juif Errant*, drame en cinq actes et quinze tableaux
Eugène Sue et A. d'Ennery. — Reprise le 3 août 1867.

[Grand in-8, à deux colonnes, 1 fr. — Librairie Beck
rue des Grands-Augustins.]

- * *Les Chevaliers du brouillard*, drame à grand spectacle en
actes et dix tableaux, par Adolphe d'Ennery et E. Bourget.
14 novembre 1867.

Le Crime de Faverne, drame en cinq actes et sept tableaux
Théodore Barrière et Léon Beauvallet. — 6 février 1868.

- * *La Poissarde*, drame en cinq actes, par Charles Dupeuty
lin Deslandes et E. Bourget. — Reprise le 21 avril 1868.

THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS.

[Direction de M. GASPARI.]

Un Tas de bêtises, vaudeville en trois actes et dix tableaux
Tréfeu et Jaime fils. — 8 mai 1867.

- * *Les Cocodès*, vaudeville en cinq actes, par Xavier de Maistre
et Jules Dornay. — Reprise le 13 juillet 1867.

L'Enlèvement au bouquet, vaudeville en un acte, par Adolphe
Favre et Adolphe Schæffer-Stel. — 5 août 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bouffonnerie.]

L'Ahuri de Chaillot, vaudeville en quatre actes, par Lassus
et Delormel. — 10 août 1867.

[In-8, 75 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bouffonnerie.]

Les Petits Crevés, vaudeville en quatre actes, par Alexandre
Flan, Émile Abraham et Jules Prevel. — 26 septembre 1867.

Chapitre V, vaudeville en un acte, par Alexandre Flan, Émile
Abraham et Jules Prevel. — 28 septembre 1867.

Bibi, vaudeville en un acte, par Jules Prevel. — 10 octobre
1867.

Le Mariage à l'enclume, opérette en un acte, paroles de C. G. de
gneau et Schmitt, musique de Boverat. — 11 novembre 1867.

Geneviève de Brabant, opéra-bouffe en trois actes et neuf
tableaux, paroles de Hector Crémieux et Tréfeu, musique de
fenbach. — 26 décembre 1867.

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

[Direction de M. MOREAU-SAINTI.]

ette, drame en cinq actes et huit tableaux, par Paulin
— 13 juin 1867.

2 fr. — Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne.]

es rêves! vaudeville en trois actes, par Charles Varin
Delaporte. — 16 juillet 1867.

1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au
-Royal.]

de Cadichet, vaudeville en un acte, par Commerson
ormand. — 22 juillet 1867.

1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

l neigeait, vaudeville en un acte, par Auguste Jol-
9 juillet 1867.

1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

iers de la Seine, vaudeville aquatique en cinq actes,
Thiéry et Adolphe Dupeuty. — Reprise le 13 août

vaudeville en un acte, par H. Thiéry. — Reprise le
1867.

opéra-bouffe en trois actes, paroles et musique
Hervé. — 12 octobre 1867.

vaudeville en un acte, par Émile Abraham. — Reprise
bre 1867.

eux pris par les pieds, vaudeville en un acte, par
el. — Reprise le 15 novembre 1867.

eville en un acte, par Jules Prével. — A ce théâtre,
er 1868.

e Chicard, vaudeville en un acte, par Nérée Désar-
eprise le 14 février 1868.

e à l'œil, revue en trois actes et quatre tableaux, par
snach. — 21 mars 1868.

Le Beau Maréchal, tableau populaire en un acte, par Paul et Ernest Adam. — 18 avril 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la B
RECTIFICATIONS. — *Paris sans voitures*, à-propos en un ac
Guénée et Th. Faucheur. — 2 juillet 1865.

THÉÂTRE DES FOLIES SAINT-GERMAIN.

A partir du 1^{er} septembre 1867, prend le titre de THÉÂTRE
CLUNY.

[Direction de M. LAROCHELLE.]

Le Mouton du Bengale, vaudeville en un acte, paroles
Bayet et H. Bocage, musique de Boverv. — 11 mai 186

Le Danseur de corde, opéra-comique en deux actes, par
Brisebarre et de Lhéris, musique de Louis Abadie —
1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la B
La Planète Vénus, fantaisie astronomique en un acte, pa
de Beaulieu, E. Prat et J. Blangy. — 21 mai 1867.

[in-4°, 30 centimes. — Librairie dramatique, 10, ru
Bourse.]

* *Les Mémoires du diable*, comédie-vaudeville en trois
par Étienne Arago et P. Vermond, musique de Doche.
théâtre, le 6 juin 1867.

* *Qu'est-c' que ça m' fait*, vaudeville en un acte, par H.
— Repris le 20 juin 1867.

* *Les Princesses de la rampe*, vaudeville en deux acte
Lambert Thiboust et Léon Beauvallet. — A ce théâ
6 juillet 1867.

* *Quatorze de Dames*, vaudeville en un acte, par Gal
Charles Dupeuty. — A ce théâtre, le 6 juillet 1867.

O Jean-Jacques! ou le nouvel Émile, pièce en deux actes
de chants, paroles de Cournier, musique de Boverv. — 2
1867.

* *L'Actrice en voyage*, vaudeville en un acte, par Caron.
théâtre, le 1^{er} août 1867

enfants, drame en cinq actes, par Anicet Bour-
e d'Ennery. — A ce théâtre le 15 août 1867.

en cinq actes, par Alexandre Dumas. — A ce
tobre 1867.

ert, vaudeville en un acte, par Alexandre Dumas
— A ce théâtre, le 5 octobre 1867.

aris, comédie-vaudeville en deux actes, par
erburck. — A ce théâtre, le 6 décembre 1867.

médie en quatre actes, de Félicien Mallefille.
1867.

, comédie en un acte, par E. Dubreuil. — A ce
anvier 1868.

œur, comédie en deux actes, par Charles Fri-
l 1868.

de l'Inde, opérette-bouffe en un acte, paroles
ud et Victor Roussy, musique de Jules Boverly.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

La Vaubalière, drame en cinq actes, par Rou-
e théâtre, le 11 avril 1868.

BOUFFES-PARISIENS.

Réouverture le 1^{er} août 1867.

on de MM. DUPONTAVISSE et LEFRANC.]

monoureux, vaudeville en un acte, par Amédée de
n. — 1^{er} août 1867.

aux Thermopyles, vaudeville en un acte, par
Alfred Duru. — 1^{er} août 1867.

— E. Dentu, 17 et 19, Galerie d'Orléans, au
al.]

ode... de Caen, comédie-vaudeville en un acte,
ux. — 1^{er} août 1867.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

ge, paysannerie en un acte, mêlée de chants,
n et Émile Faure. — 1^{er} août 1867.

Le Spectre jaune, vaudeville en un acte, par d'Avrigny et Eugène Nyon. — 6 septembre 1867.

La Bonne aux Camélias, vaudeville en un acte, par Heugnot et Jaime fils. — 6 septembre 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la

La Main leste, comédie-vaudeville en un acte, par Eugène Labiche et Edouard Martin. — 6 septembre 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la

Feu la Contrainte par corps, comédie-vaudeville en un acte, par Victor Bernard. — 22 septembre 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la

L'Heure du diable, pièce en deux actes, par Alfred Duru et Henri Chivot. — 16 octobre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, Palais-Royal.]

Les Forfaits de Pipermans, vaudeville en un acte, par Alfred Duru et Henri Chivot. — 16 octobre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, Palais-Royal.]

Il était un petit navire, vaudeville en un acte, par Polin et Alfred Duru. — 31 octobre 1867.

A la baguette, tableau villageois en un acte, par Henri Chivot et Alfred Duru. — 17 novembre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, Palais-Royal.]

Les Lutteuses, folie en un acte, par Marquet et Delbès. — 17 novembre 1867.

[in-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, Galerie d'Orléans, Palais-Royal.]

La Pupille d'un viveur, pièce en un acte, par Lefrançois et Courcelle. — 18 novembre 1867.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la

Un Voyage autour du demi-monde, revue en cinq actes, par Eugène Grangé, Henri Thiéry, Victor Koning et Roman. — 17 décembre 1867.

énagement, vaudeville en un acte, par Eugène Bedeau. — 22 décembre 1867.

vaudeville en un acte, par Jaime fils et Pierre
janvier 1868.

s d'un témoin, pièce en trois actes, par Adrien
— 15 janvier 1868.

r. 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue de la

e timide, comédie en un acte, par A. Decourcelle.
1868.

. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

acifique, comédie-vaudeville en un acte, par
A. Choler. — 1^{er} février 1868.

. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Compagnie, vaudeville en un acte, par Lefranc.
1868.

emme, comédie-vaudeville en un acte, par Alfred
Chivot. — 19 février 1868.

. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au
yal.]

carnaval, vaudeville en deux actes, par Adolphe
et et Delbès. — 19 février 1868.

parodie en un acte, par Jaime fils et de Jallais.
1868.

agnac, vaudeville en un acte, par Jules Prevel et
bert. — 21 mars 1868.

on, comédie en un acte, par Alphonse Pagès et
21 mars 1868.

. — E. Dentu, 17 et 19, Galerie d'Orléans, au
yal.]

ency, comédie-vaudeville en un acte, par Henri
d Duru. — 21 mars 1868.

. — E. Dentu, 17 et 19, Galerie d'Orléans, au
yal.]

A Charenton / folie en un acte, par Delbès et Marquet. — 1868.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, Palais-Royal.]

Les Coiffeuses de Sainte-Catherine, vaudeville en un acte, par Albert Monnier et Émile Abraham. — 25 avril 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, Boulevard des Capucines, Paris.]

Un Fil à la patte, scène de la vie privée en un acte, par Albert Monnier. — 25 avril 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Harpe, Paris.]

Le Zouave est en bas, vaudeville en un acte, par Edouard Kroy et Paul Parfait. — 25 avril 1868.

THÉÂTRE DÉJAZET.

[Direction de M. EUGÈNE DÉJAZET.]

* *Les Prés Saint-Gervais*, comédie en deux actes, par Eugène Labrousse et Sardou. — Reprise le 1^{er} mai 1867.

Un Mari empoisonné, vaudeville en un acte, par J. B. L. — 25 mai 1867.

* *Le Vicomte de Létorière*, comédie en trois actes, par Eugène Labrousse et Dumanoir. — Reprise le 26 mai 1867.

Les Idées de Madame Cottret, parodie en un acte, par Eugène Labrousse et O'Squarr. — 11 juin 1867.

Rhum et eau en juillet, parodie en trois actes, par Eugène Labrousse et Jallais, musique d'Eugène Déjazet. — 9 juillet 1867.

* *J'veux ma femme*, vaudeville en un acte, par Monnier. — Reprise le 25 juillet 1867.

Une Fête à Séville, pantomime-bouffe en deux tableaux, par Eugène Labrousse et Georges. — 28 juillet 1867.

Les Ficelles du Docteur, vaudeville en deux actes, par Paul Béraud et Paul Béraud. — 5 août 1867.

* *Les Mystères de l'été*, vaudeville en cinq actes, par Eugène Labrousse et Lambert Thiboust. — A ce théâtre, le 3 août 1867.

[Clôture le 31 août 1867. — Réouverture le 23 septembre 1867.]

Monte et les aiguilles marchent, comédie en un acte, par Henry de Kock. — 9 octobre 1867.
— Librairie internationale, 15, Boulevard Mont-

L'École de Brienne, comédie-vaudeville en trois actes, par Gabriel et Michel Masson, mis en scène par Eugène Déjazet. — Reprise le 9 octobre

L'Assesseur, vaudeville en un acte, par Flor O'Squarr et Stine. — 15 octobre 1867.

Le de Brionne, vaudeville en un acte, de Bayard et Stine. — Reprise le 22 novembre 1867.

Le di, vaudeville en un acte, par Oswald. — 7 décembre

Le Paris, pièce en cinq actes et neuf tableaux, par A. Lemonnier, musique d'Eugène Déjazet. — 1867.

Les uns un arrosoir, comédie-vaudeville en un acte, de Stine. — 8 janvier 1868.

— Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Le core, revue en cinq actes et huit tableaux, par Stine et Flam, musique d'Eugène Déjazet. — 25 janvier

Le stoire, vaudeville en un acte, par Leterrier et Stine. — 14 février 1868.

Le bant, parodie en un acte, par Flor O'Squarr. — 1868.

Le rne, parodie en trois actes et cinq tableaux, par Stine et Flam. — 14 mars 1868.

Le Province, vaudeville en un acte, par Jules Prével et Flam. — Reprise le 22 mars 1868.

Les et ma Fille, vaudeville en quatre actes, par Stine et Philippe Gille, musique nouvelle d'Eugène Déjazet. — 1868.

FANTAISIES-PARISIENNES (Théâtre lyrique.)

[Direction de M. L. MARTINET.]

L'Oie du Caire, opéra-bouffe en deux actes, de Mozart, paroles
par Victor Wilder. — Première représentation le 6 juin
[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, Boulevard
Mortreuil.]

* *Avant la Noce*, opéra-comique en un acte, parole de M.
et Boisselot, musique d'Émile Jonas. — Reprise le 15
1867.

Les Soufflets, opéra-comique en un acte, paroles de M.
père et fils. — 3 août 1867.

Baldassari, opérette en un acte, paroles de J. Ruelle, musique
de Mortarieux. — 3 août 1867.

La Fête des nations, opérette en un acte, paroles de
musique d'Adrien Boieldieu. — 15 août 1867.

* *Le Nouveau Seigneur du Village*, opéra-comique en un acte,
paroles de Favières et de C. de Lessert, musique de Bo.
— 29 août 1867.

* *Le Déserteur*, opéra-comique en trois actes, paroles de S.
musique de Monsigny. — 8 octobre 1867.

* *Le Planteur*, opéra-comique en deux actes, paroles de
Saint-Georges, musique d'Hippolyte Monpou. — 26
bre 1867.

La Croisade des Dames, opéra-comique en un acte, paroles
Wilder, musique de François Schubert. — 3 février 1868.
[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, Boulevard
Mortreuil.]

L'Élixir de Cornélius, opéra-comique en un acte, paroles de
Henri Meilhac et Arthur Delavigne, musique de Du.
3 février 1868.

Roger Bontemps, opéra-comique en deux actes, paroles de
ville et Bernard Lopez, musique de Debillemont. —
1868.

THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

[Direction de M. MONTRouGE.]

ance, revue en trois actes et sept tableaux, dont
par Alexandre Flan et William Busnach. — Reprise
67.

eil, vaudeville en un acte, par Félix de Lange. —

r. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

ist, vaudeville en un acte, par Léon Pournin. —
67.

arbe-Bleue, folie musicale en un acte, paroles de
sique de Auguste l'Éveillé. — Reprise le 21 juillet

bosses, vaudeville en un acte, par Hippolyte Le-
en Deschamps. — 14 août 1867.

fumiste, folie-vaudeville en un acte, par Marquet
- 14 août 1867.

fr. — E. Dentu, éditeur, 17 et 19, galerie d'Or-
u Palais-Royal.]

postillon, opérette en un acte, paroles de Amédée
Francis Tourte, musique d'Auguste l'Éveillé. —

à deux colonnes, 20 centimes. — Librairie dra-
e, 10, rue de la Bourse.]

de malgré lui, vaudeville en un acte, par Blémure.
re 1867.

main, vaudeville en un acte, par Eugène Moniot.
e 1867.

Ramponneau, opérette en un acte, par Paul Jones
ecoq. — 11 octobre 1867.

nture, ô gué ! Revue de l'année 1867, en trois actes
aux, paroles d'Amédée de Jallais, musique d'Au-
lé. — 13 décembre 1867.

à 2 colonnes, 50 centimes. — E. Dentu, galerie
ns, 17 et 19, au Palais-Royal.]

Frac et Douillette, vaudeville en un acte, par Eugène Morel.
9 avril 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Boissière.]
Un Merlan frit, folie-musical en un acte, paroles de De
Marquet, musique de Georges Douay. — 9 avril 1868.

[Gr. in-8 à 3 colonnes. — Librairie dramatique, 10,
la Bourse.]

RECTIFICATION. — *Les Ondines au champagne*, opérette
acte, paroles de H. Lefebvre et Pélassié, musique de C.
Lecocq.

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE.

Ouverture le 13 décembre 1867.

[Direction de MM. WILLIAM BUSNACH et SARI.]

Malbroug s'en va-t-en guerre, opéra-bouffe en quatre
et cinq tableaux, par William Busnach et Paul Siraudy.
13 décembre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, éditeur, galerie d'Orléans
19.]

Le Train des maris, opérette en un acte, paroles d'Émile
Ham, musique de Henri Cartier. — 24 décembre 1867.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, éditeur, galerie d'Orléans
19.]

L'Amour et son carquois, opéra-bouffe en deux actes, par
Marquet, musique de Charles Lecocq. — 30 janvier 1868.

[In-18, 1 fr. — E. Dentu, éditeur, galerie d'Orléans
19.]

Fleur de thé, opéra-bouffe en trois actes, paroles de
Duru et Henri Chivot, musique de Charles Lecocq. — 1
1868.

[In-18, 1 fr. 50 c. — E. Dentu, éditeur, galerie d'Orléans
17 et 19.]

THÉÂTRE BEAUMARCHAIS

[Direction de M. DUPONTAVISSE.]

Le Nouveau Malade imaginaire, farce-comédie en un acte
P. Boyer. — 2 mai 1867.

Dieu, drame en cinq actes et six tableaux, pré-
Nuit du 16 septembre, par Anicet Bourgeois et
c. — A ce théâtre, le 2 mai 1867.

la Moselle ou la chasse aux millions, drame en
six tableaux, par Charles Deslys. — 18 mai 1867.

de la Cité, drame en cinq actes et sept tableaux,
le Cabaret du Lapin blanc, prologue en deux par-
quet et Delbès. — Reprise le 9 juin 1867.

dite, drame en cinq actes, précédé de *la Nuit du*
prologue, par Marquet et Delbès. — 22 juin 1867.

[Direction de M. DAIGLEMONT.]

diabla, drame en cinq actes et dix tableaux, par
habot de Boin. — 2 août 1867.

asse. — A ce théâtre, le 20 août 1867.

rivet, vaudeville en un acte, par Marquet et Del-
ise le 20 août 1867.

aine, drame en cinq actes, par Dutertre, Boulé et
in. — 27 août 1867.

idi, vaudeville en un acte, par Paul Avenel et Er-
— 14 septembre 1867.

c. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

du la vie d'un joueur, drame en trois époques et
par Victor Ducange et Prosper Dinaux. — A ce
septembre 1867.

eurs, drame en cinq actes, par Llaunet et Grou-
tobre 1867.

le faubourg Saint-Antoine, drame en cinq actes,
— 17 octobre 1867.

nturier. — A ce théâtre, le 27 octobre 1867.

érieuses d'une jeune fille, drame en cinq actes, par
et Vulpian. — 9 novembre 1867.

masque de fer, drame en cinq actes, par Auguste
Fournier. — A ce théâtre, le 23 novembre 1867.

Peaux-Rouges, drame en cinq actes, par Lermite
ilhac. — 7 décembre 1867.

Les Amoureux de Lucette, vaudeville en un acte, par Paul et Ernest Adam, airs nouveaux de H. Borssat. — 12 décembre 1867.

[In-18. 1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la B.

Le Capitaine Ripaille, drame en cinq actes et sept tableaux, par Achille d'Artois et A. Bizouard. — 28 décembre 1867.

Les Rôdeurs de barrières, drame en cinq actes et six tableaux, par Henri Augu et Alfred Sirven, musique de H. Borsat. — 11 janvier 1868.

[Gr. in-8 à 2 colonnes, 50 centimes. — E. Dentu, 17, rue de la galerie d'Orléans, au Palais-Royal.]

Pauvre Maurice, drame en cinq actes et sept tableaux, par Edouard Marot. — 29 janvier 1868.

* *Ce que dit grand'père*, vaudeville en un acte, par Gaston Édouard Marot. — Reprise le 9 février 1868.

* *Pierre Le Rouge*, vaudeville en trois actes, par Rougemont, Lepeuty et Antier. — A ce théâtre, le 23 février 1868.

* *Le Docteur Noir*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Edouard Marot et Anicet Bourgeois. — A ce théâtre, le 1^{er} mars 1868.

Marc le Creole, drame en cinq actes, par Louis Tronchet et Alexandre Flan. — 10 mars 1868.

* *Le Sonneur de Saint-Paul*, drame en cinq actes, par Edouard Marot et Bouchardy. — A ce théâtre, le 22 mars 1868.

Fanfan Joli Cœur, vaudeville en deux actes, par Gaston Marot. — 2 avril 1868.

* *Héloïse et Abeillard*, drame en cinq actes, par Anicet Bourgeois et Francis Cornu. — A ce théâtre, le 5 avril 1868.

DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — THÉÂTRE DU PRINCE-EUGÈNE

Délassements-Comiques.

[Réouverture le 4 mai 1867. — Direction de M. Eugène H. — *Prologue d'ouverture*, en un acte, en vers, par Albert Glaesener. — 4 mai 1867.

Messieurs les Coiffeurs, folie-vaudeville en trois actes, par Eugène H. et Eugène Hugot. — 4 mai 1867.

ses, vaudeville en un acte, par G. Prévost. — 4 mai

se de Piron, comédie en un acte par Eugène Hugot
es. — 12 mai 1867.

Peripata, vaudeville en un acte par Lemonnier et Du-
2 mai 1867.

Chapitre I^{er}, comédie en un acte par Eugène Pier-
Auger. — 18 mai 1867.

pieds d'Omphale, folie-vaudeville en un acte, par
. — 26 mai 1867.

du Bengale, comédie mêlée de chant en un acte,
rd Brisebarre et Marc Michel. — 26 mai 1867.

de Bel-Œil, comédie-vaudeville en deux actes, par
A. Joly. — 31 mai 1867.

ussel, Dumollet, Gribouille et Compagnie, vaude-
atre actes, par Clairville et Dumanoir. — 19 juin

Bas-bleu, vaudeville en un acte, par Alfred Belle et
^{er} juillet 1867.

de l'avenir, vaudeville en un acte, par Hermil. —
1867.

a gueule du Lion, folie-vaudeville en un acte, par
anglé et Auguste Polo. — 13 juillet 1867.

[Fermeture le 13 juillet 1867.]

Théâtre du Prince-Egène.

le 31 octobre 1867.—Direction de M. Maurice Coste.]

un octobre, prologue en un acte, par Jules Dornay.
bre 1867.

de raisin, vaudeville en trois actes, par Jules Dor-
ène. — 31 octobre 1867.

ous, vaudeville en un acte, par Léon Cogniard et
age. — 16 novembre 1867.

1 fr. — Librairie dramatique, 10, rue de la Bourse.]

Frutschen furieux, vaudeville en un acte, par Alfred Be Jules Alton. — 16 novembre 1867.

Pan ! dans l'œil ! dîner de fin d'année, revue en cinq ac huit tableaux, par Jules Dornay et Gaston Marot, musiq J. Javelot. — 23 décembre 1867.

[Gr. in-8° à 2 colonnes, 50 centimes. — E. Dentu, 17 e galerie d'Orléans, au Palais-Royal.]

Valentin, Valentine, comédie en quatre actes, par Max de don. — 20 février 1868.

[In-18, 1 fr. 50 c. — Librairie dramatique, 10, rue Bourse.]

Muguette, vaudeville en trois actes, par Ivan de Wæstin 11 avril 1868.

Mademoiselle Clochette, vaudeville en un acte, par Montré 11 avril 1868.

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

[Direction de M^{me} ALBINE DELEST.]

Paris à l'Exposition, revue-fantaisie en quatre actes et s bleaux, par Fernand Langlé et E. Roger de Beauvoir fi 6 mai 1867.

Mon Rôle et mon Terme, vaudeville en un acte, par Her Kock. — 5 juin 1867.

Tintano, opérette en un acte, paroles de Philibert, musiq G. Rose. — 5 juin 1867.

L'Égide de la France, cantate, paroles de Gaston Mar Julien Deschamps, musique de Georges Rose. — 14 juin

La Mangeuse de cailloux, vaudeville en un acte, par G Marot. — 11 juillet 1867.

La Réconciliation, à-propos en un acte, paroles de Julien champs et de Félix Savard, musique de Georges Ros 11 juillet 1867.

Le Bouquet de jasmin, drame en trois actes, par Morenvil 11 juillet 1867.

La Belle Hélène dans son ménage, folie en un acte, par G. — 11 juillet 1867.

18 juillet 1867. — Réouverture le 10 septembre 1867.]

sur la tête, vaudeville en un acte, par Henry Béraud. — 10 septembre 1867.

r. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au royal.

un petit clerc, vaudeville en trois actes, par k. — 10 septembre 1867.

erte, vaudeville en un acte, par H. Raymond et — 19 octobre 1867.

é? vaudeville en un acte, par Maxime Nollé. — 1867.

, vaudeville en un acte, par Henri de Kock. — 1867.

ur de l'Exposition, prologue en un acte, par k et Adolphe Guénée. — 10 décembre 1867.

chez vous, revue en trois actes et dix tableaux, Kock et A. Guénée. — 10 décembre 1867.

Poissardes, vaudeville en deux actes, par Henri Bernard Lopez.

habit, vaudeville en un acte, par Gaston Marot. 1868.

nuît, vaudeville en un acte par Paul Avenel et ad. — 12 février 1868.

Philistin, vaudeville en quatre actes, par Paul ri Normand. — 29 février 1868.

istigris, comédie-vaudeville en trois actes, par et Gaston Marot. — 24 mars 1868.

fr. — E. Dentu, 17 et 19, galerie d'Orléans, au royal.]

eux pompiers, trois pompiers... Pas de pom-
ville en un acte, par Jules Dornay et Gaston
vril 1868.

THÉÂTRE LAFAYETTE.

[Direction de M. DESMONTS.]

Qui donne aux pauvres prête à Dieu, drame en trois actes, par
Jouhaud. — 17 mai 1867.

Les Épreuves d'un photographe, vaudeville en un acte, par
Turquet et Ch. Lesenne. — 18 mai 1867.

Le Roi des lutteurs, vaudeville en un acte, par Gaston Marot et
Jullien Deschamps. — 15 juin 1867.

L'Associé de Crampon, vaudeville en un acte, par Henri
Cat, airs nouveaux de J. Gandon. — 29 juin 1867.
[Gr. in-8°, à 2 colonnes, 30 centimes. — Librairie
tannique, 10, rue de la Bourse.]

Fatalité! vaudeville en un acte, par Jules Dornay et Gaston
Marot. — 6 juillet 1867.

Le Pilote du Tréport, drame-vaudeville en trois actes, par
Dornay et Gaston Marot. — 6 juillet 1867.

Le Retour au pays, vaudeville en un acte, par Tarrès et
Jouhaud. — 15 août 1867.

Les Débuts de la modiste, vaudeville en un acte, par Jouhaud
et Garnier. — 10 août 1867.

Les Travailleurs, vaudeville en un acte, par Jouhaud
et Garnier. — 16 août 1867.

Le Pont du diable, drame en trois actes, par Gaston Marot
et Jules Dornay. — 31 août 1867.

Le Trombone guérisseur, vaudeville en un acte, par
Marot et Buquet. — 15 septembre 1867.

Les Bottes de ma femme, vaudeville en un acte, par Jouhaud
et Garnier. — 28 septembre 1867.

La Fiancée des buttes Chaumont, vaudeville en trois actes, par
Jouhaud. — 28 septembre 1867.

L'Honneur de l'ouvrier, drame en trois actes, par Jules Dornay
et Coste. — 31 octobre 1867.

Un Merlan au bleu, vaudeville en un acte, par Jules Dornay
et Coste. — 31 octobre 1867.

un chien, vaudeville en un acte, par Jules Dornay
Marot. — 30 novembre 1867.

la Bretonne, drame en trois actes, par Jules Dornay
Marot. — 30 novembre 1867.

bestiaux, vaudeville en un acte, par Jouhaud. —
ore 1867.

s?... revue en cinq actes et huit tableaux, par Jules
Gaston Marot. — 31 décembre 1867.

te et bon cœur, vaudeville en un acte. — 16 février

s d'Amérique, drame en quatre actes, par A. Jou-
2 février 1868.

charpentier, drame en quatre actes, par Hermil et
Moniot. — 4 avril 1868.

Hasard, vaudeville en un acte, par Eugène Moniot.
1868.

THÉÂTRE DES FOLIES SAINT-ANTOINE.

[Direction de M. HUBER.]

Réouverture, le 14 septembre 1867.

me les militaires! vaudeville en un acte, par Hermil
l. — 14 septembre 1867.

cornes, vaudeville en quatre actes, par Hermil et
14 septembre 1867.

guérisseur, vaudeville en un acte, par Félix Savard
Hubert. — 28 septembre 1867.

en grève, vaudeville en quatre actes, par Hermil et
26 octobre 1867.

aux petites affiches, vaudeville en un acte, par Hu-
novembre 1867.

parodie en un acte, par E. Moniot. — 11 décembre

it de Marseille, vaudeville en un acte, par Huber.
mbre 1867.

Paris sens d'ssus d'ssous, revue en cinq actes et sept tableaux.

Hermil et Roger de Beauvoir fils. — 31 décembre 1867.

Sardanapale, vaudeville en un acte, par Huber. — 15 février 1868.

Le Carnaval des petits crevés, vaudeville en quatre actes.

Hermil et Vergeron. — 22 février 1868.

L'Amour à cache-cache, vaudeville en trois actes, par Hermil.
14 mars 1868.

THÉÂTRE SAINT-PIERRE.

[Direction de M. DECHAUME.]

L'Amour en province, vaudeville en un acte, par Laporte et Godon. — 4 mai 1867.

Mathias le sorcier, vaudeville en un acte. — 1^{er} septembre 1867.

Les Odalisques, vaudeville en deux actes. — 1^{er} septembre 1867.

On prend des enfants en sevrage, vaudeville en un acte, par Laporte.
1^{er} septembre 1867.

Une Fortune au bout de la corde, vaudeville en trois actes.
21 septembre 1867.

Le Zouave de la rue de la Roquette, vaudeville en un acte.
28 septembre 1867.

Les Étrangleurs, vaudeville en un acte. — 6 octobre 1867.

Les Martyrs de l'Exposition, vaudeville en trois actes, par Laporte.
13 octobre 1867.

Les Trois Sauvageons, vaudeville en un acte. — 15 octobre 1867.

Le Roi Dagobert, vaudeville en un acte. — 19 octobre 1867.

Autographe à propos de bottes, vaudeville en un acte, par Laporte.
— 26 octobre 1867.

Le Père Marcorel, vaudeville en trois actes. — 26 octobre 1867.

Monsieur Biscotin, vaudeville en un acte, par Blondeau et Laporte.
réel, 2 novembre 1867.

Le Chapitre des informations, vaudeville en trois actes.
Samuel et Hernat. — 9 novembre 1867.

Les Étrennes au village, vaudeville en un acte, par A. Laporte.
nier. — 7 décembre 1867.

du Croisic, drame en trois actes. — 7 décembre 1867.

là-d'ssus, revue en quatre actes par Blondeau et
— 24 décembre 1867.

le Moumoutte, vaudeville en un acte, par Blondeau.
— 24 décembre 1867.

qués, vaudeville en quatre actes, par Gaston Marot et
— 24 décembre 1867.

THÉÂTRE DU LUXEMBOURG.

Direction provisoire de M. BARTHOLY.

[Ouverture le 3 novembre 1867.]

l'œuvre. — A ce théâtre, le 3 novembre 1867.

les feuilles. — A ce théâtre, le 3 novembre 1867.

Heures et Minuit. — A ce théâtre, le 3 novembre

— A ce théâtre, le 10 novembre 1867.

le Rock-Ambale. — A ce théâtre, le 17 novembre

ire. — A ce théâtre, le 20 novembre 1867.

Vincent. — A ce théâtre, le 25 novembre 1867.

Saint-Cloud, pastorale en un acte, par Adolphe Joly

y. — A ce théâtre, le 25 novembre 1867.

— 8° à 2 colonnes, 60 centimes. — Librairie Beck, 20,
des Grands-Augustins.]

esueur. — A ce théâtre, le 1^{er} décembre 1867.

d'or. — A ce théâtre, le 1^{er} décembre 1867.

le diable. — A ce théâtre, le 8 décembre 1867.

l. — A ce théâtre le 8 décembre 1867.

Lucrèce. — A ce théâtre, le 8 décembre 1867.

parisienne, revue en cinq actes, par Oswald et Le-
— 19 décembre 1867.

ataliste. — A ce théâtre, le 5 janvier 1868.

La Chambre à deux lits. — A ce théâtre, le 5 janvier 1868.

[Fermeture, le 8 janvier 1868. — Le théâtre a été démoli.]

RECTIFICATIONS. — *Monsieur Croquemitaine*, vaudeville en un acte, par Guénée et Th. Faucheur. — 26 février 1867.

La Journée d'une jolie fille, ou une partie de campagne, vaudeville en cinq actes et sept tableaux, par Guénée et Th. Faucheur. — 20 avril 1867.

Jacques Maugard, drame en trois actes, par Ferdinand Grimont.

THÉÂTRE INTERNATIONAL.

(au Palais de l'Exposition.)

Direction de M. REYNIER. — Ouverture le 11 juin 1867.

L'Ange de Rothesey, opéra-comique en trois actes, paroles de Henri Potier et A. Ducros, musique de H. Séré. — 11 juin 1867.

Un Quart d'heure avant sa mort..., opérette en un acte, paroles de Hippolyte Lefebvre et M. Burly, musique de J. Lambert. — 17 juin 1867.

Gervaise, opérette en un acte, paroles de A. Bouvier et E. Lefebvre, musique de Frédéric Barbier. — 17 juin 1867.

[Fermeture, le 27 juin 1867.]

ALCAZAR

Direction de M. GOUBERT.

Clodoche et Normande, opérette en un acte, paroles de Beaumaine et Blondelet, musique de Villebichot. — 30 octobre 1867.

A Cythère, opérette en un acte, paroles de Houssot, musique de Boverly. — 21 novembre 1867.

Un violon pour deux, opérette en un acte, par Baralle. — 29 janvier 1868.

En manches de chemise, opérette en un acte, paroles de Lefranc, Labiche et E. Nyon, musique de Villebichot. — 2 avril 1868.

LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Les Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans l'*Annuaire* suivant.

La Commission rappelle encore aux Sociétaires qu'elle fait tenir un registre de leurs adresses, afin d'être à même de leur faire parvenir toutes les communications qui pourraient les intéresser, elle leur recommande de donner avis, quand il y a lieu, de leurs changements de domicile, à M. VICTOR ROZIER, inspecteur-vérificateur de la Société, 30, rue Saint-Marc. L'*Annuaire* de 1866-1867 n'a pu être envoyé à un certain nombre de Sociétaires dont la demeure était inconnue à la Commission.

Les noms des Sociétaires qui ont été élus membres de la Commission sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils y ont siégé.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire, d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes :

Arch.	Archiviste.	Suppl.	Suppléant.
Chor.	Chorégraphe.	Trés.	Trésorier.
Comp.	Compositeur.	V.-Prés.	Vice-Président.
Secr.	Secrétaire.		

A

ABOUT, Edmond (élu en 1867 V.-Prés. 1868).	ALARY, Giulio, comp.
ABRAHAM, Émile.	ALBERT, Alfred.
ABRAHAM, Louis.	ALBITTE, L. Gustave.
ACHARD, Amédée.	ALGARA [CARLOS D'].
ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868).	AMAT, Léopold, comp.
AINARD, Gustave.	ANCELOT, Virginie [M ^{me}].
	ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.
	ANGLEMONT [D'], Édouard.

(1) Voir, dans l'*Annuaire* de 1866-1867, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

ANIEL, P., chor.
 ANNE, Théodore (secr. 1844, secr. 1845, secr. 1846, trés. 1859, arch. 1861, secr. 1862).
 ANTHOINE, Louis [d'].
 ANTIER, Benjamin.
 ANTIER, Ernest.
 ANTOINE (de Nantes) [M^{me} Charlotte DUPUIS BORDES, dite].
 ARAGO, Emmanuel.
 ARAGO, Étienne.
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].
 ARTOIS [Achille d'] DE BOURNONVILLE (suppléant 1829, suppléant 1830).

AUBER, Daniel-Esprit, comp. (en 1829, 1833).
 AUDEBRAND, Philibert.
 AUDEVAL, Hippolyte.
 AUDRAY DESHORTIES.
 AUGER, Hippolyte.
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.
 AUGIER, Émile, de l'Acad. fran. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868).
 AUNET, Léonie [d'].
 AURÈS, Édouard.
 AUTRAN, Joseph.
 AVENEL, Paul.
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOV.
 AVRECOURT [d'].

B

BAGET.
 BALATHIER DE BRAGELONNE.
 BALFE, Michel-Guillaume, comp.
 BANVILLE, Théodore [DE].
 BAPAUME dit NORMAND.
 BARALLE, Alphonse.
 BARBIER, Frédéric, comp.
 BARBIER, Jules (secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1867).
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.
 BARON, Auguste.
 BARON [POURCELT DE]. Voir Pourcelt.
 BARRÉ, L. Eugène.
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.
 BARRIÈRE, Théodore (élu en 1855, 1856, 1857, 1863).
 BARTHET, Armand.
 BASSET, Charles, dit Adrien ROBERT
 BASSET, Jules.
 BASSET, père.
 BAYARD, Léon-Picard.
 BAZIN, J.-François, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).
 BAZZONI, Jean-Louis, comp.
 BEAUJEAN [DE], Alfred.
 BEAULIEU [AUGER DE]. Voir AUGER.
 BEAUME, Louis-Alexandre, dit BEAUMONT.
 BEAUPLAN [DE], Arthur-Victor
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.
 BEAUVALLET, Léon.
 BÉCHARD, Frédéric.
 BECQUE, Henri.
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.

BEER, Jules, comp.
 BELLE.
 BELLIAST (Marseille).
 BELLIN, Jules (Poitiers).
 BELLOT, Pierre.
 BELLOY [marquis DE].
 BELMONTET.
 BELOT, Adolphe.
 BENOIST, François, comp.
 BENOU [G^{orges} DE VIGNEUX].
 BERCIOUX, Eugène.
 BERGERET [M^{me}], Élixa.
 BERGERON (Émile PAGÈS).
 BERNABO.
 BERNARD, Victor.
 BERTHAUD, Louis.
 BERTHET, Élie.
 BERTHOUD, Henry.
 BERTON [M^{me}], Caroline, née SAISON.
 BERTOU, Alexandre, comp.
 BERTRAND, Jules.
 BERTRAND, Léon.
 BESANZONI, Ferdinand, comp.
 BESSELIÈRE [DE], Charles.
 BÉZIER [TOUPÉ dit].
 BIÉVILLE, E. [DESNOYERS DE].
 BIZET, Georges, comp.
 BLANQUET, Albert-Théodore-Xavier.
 BLAZE DE BURY, Henri.
 BLUM, Ernest.
 BOGAGE, Paul.
 BOIELDIEU, Adrien, comp.
 BOISGONTIER, E.-F. [M^{me} ADAM].
 BOISSELOT, Louis-Paulin.

Émile.	BOURGES, Maurice, comp.
	BOURNONVILLE [Achille d'ARTOIS DE], VOIR ARTOIS.
omp.	BOUVIER, Alexis.
Étienne-Charles	BOY, Pierre.
	BRAGELONNE. Voir Balathier.
ph (secr. 1840.	BRAVARD, Raoul.
	BRÉSIL, Jules.
	BRICET, Henri.
st, comp. (élu en	BRIDALLT, Charles.
66).	BRISEBARRE, E. Louard (élu en 1847, 1848, secr. 1849, 1851, 1852, 1853, secr. 1859, 1860, secr. 1861, 1868).
e.	BRISSON, Ernest.
et (élu en 1836,	BROT, Alphonse.
338, 1840, 1846.	BRUGES [ROYER DE]. Voir Royer.
, 1848, 1850,	BRUNE, Claire [M ^{me}].
, V.-Prés. 1852,	BUFFAULT, Ernest.
. 1855, V.-Prés.	BURGMULLER, comp.
V.-Prés. 1864.	BUSNACH, William.
ie.	

C

omp.	CHIVOT, Henri.
	CHOL DE CLERCY.
	CHOLER, Adolphe.
comp.	CHOLER, Saint-Aignan.
lu en 1832, 1834).	CLAIRVILLE [NICOLAI DU].
LAGRANGE.	CLÉMENT, René.
, voir ALGARA.	COGNIARD, Hippolyte.
1829, suppl. 1832.	COGNIARD Théodore.
imé.	COHEN, Jules.
	COHEN, Léonce, comp.
comp.	COLIN [M ^{me} veuve SAINT-SAENS].
comp.	COLLINET, Clara [M ^{lle}] comp.
SEDE CANNE, dit DE]	COLLIOT, Émile.
asin.	COMMERSON, J.-E. Auguste.
	COMMERSON, Joseph-Jacques.
CIN, voir LAURENCIN	CONSTANTIN [M ^{re}].
c.	CORDIEZ, J.-Louis.
	CORMON, Eugène.
	COSTÉ, Jules-Edme, comp.
OLLAIS.	COTTINET, Edmond.
de LA]	COUAILHAC, Louis.
VACHETTE.	COUILHAC, Victor, dit FRADELLE.
	COURCY fils [DE], Charles.
	COURNIER, Jules.
mp.	CREMIEUX, Hector.
HIET DE LA], voir	CRESTE, Jules.
	CRISAFULLI, Henri-François-Xavier Pierre.
LACOGUÉE.	CURRAT, Henri.

D

DACIER, Ludovic-Étienne.
 DACLIN, Karl.
 DAILLIÈRE, Julien.
 DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].
 DANVIN-FOLLIGUET.
 DARCIER, Joseph.
 DAUDET, Alphonse.
 DAUTREVAUX.
 DAVENAY.
 DAVESNE [DUBOIS-]. Voir Dubois.
 DAVID, Félicien, comp.
 DEADDÉ [SAINT-YVES].
 DEBILLEMONT, comp.
 DECOURCELLE, Adrien (secr. 1853, secr. 1854, secr. 1855).
 DEFFÈS, Louis, comp.
 DÉJAZET, Eugène, comp.
 DELACOUR, Alfred [LARTIGUE] (élu en 1856, secr. 1857, secr. 1858, 1860, trés. 1861, trés. 1862.)
 DELACOUR, Charlemagne.
 DELAHAYE, Jules-Lepot.
 DELALAIN.
 DELAMOTTE [marquis DE FLERS].
 DELANGE.
 DELAPORTE, Auguste.
 DELAPORTE, Michel.
 DELAVIGNE, Arthur.
 DELAVIGNE, Germain.
 DELBÈS, Jean-Armand-René.
 DELDEVEZ, comp.
 DELIBES, Léo, comp.
 DELIGNY, Eugène.
 DELTEIL.
 DEMOLIÈRE. Voir MOLÉRI.
 DEMZET, Jules.
 DEROSNE, Bernard.
 DERVILLE, voir Louis DESNOYERS.
 DESARBRES, Nérée.
 DESBUARDS, J.-F.
 DESCHAMPS, Émile.
 DESCHAMPS, Hippolyte.
 DESCUBES DE LASCAUX, voir LASCAUX.
 DESHORTIES, Audray. Voir Audray.
 DESHORTIES.
 DESLANDES, Raymond (élu en 1854, secr. 1855, secr. 1856, secr. 1858, secr. 1859, secr. 1860, secr. 1862)
 DESLYS, Charles.
 DESNOYER, Louis [dit DERVILLE].
 DESNOYERS. Voir BRIÉVILLE.
 DESOLME, Charles.

DESTRIAUD, comp.
 DESVIGNES [Maurice DE LAVIGNE]. Voir Lavigne.
 DEULIN, Charlemagne.
 DEVAUX, Eugène.
 DEVIN-DUVIVIER, comp.
 DIDIER, Edouard.
 DIGUET, Charles.
 DOMERGUE, Holbac.
 DORLANGE [POLJART dit].
 DORMEUIL père.
 DORNAY, Jules.
 DOUAY, Georges, comp.
 DOUCET, Camille, de l'Acad (élu en 1846, secr. 1847, 1848, secr. 1850, secr. 1852).
 DUBOIS-DAVESNE.
 DUBOURG, Neuville. Voir Neuville.
 DUBOYS, Jean.
 DUBREUIL, Ernest.
 DUCRET, Etienne.
 DUFFAU, Armand.
 DUFFAUD, Henri.
 DUGUÉ, Ferdinand (élu en 1865, arch. 1867, V.-Prés.)
 DUHOMME, Frédéric.
 DUMAS, Alexandre (élu en 1832, 1833, V.-Prés. 1834, 1839, 1840).
 DUMAS, Alexandre, fils (élu en 1866, 1867, 1868).
 DUMOUSTIER.
 DUNAN-MOUSSEUX [GADON dit].
 DUPEUTY, Adolphe, fils.
 DUPIN, Henri.
 DUPLESSY DE MANNE, Edmond.
 DUPLESSY, Lenoir Dupré.
 DUPRATO, Jean-Laurent, comp.
 DUPREZ, Gilbert-Louis, comp.
 DUPREZ, Le Julien-Edouard.
 DURAND DE BEAUREGARD.
 DURAND DE VALLAY.
 DURANTIN, Armand.
 DURIEU, Auguste-Henri, comp. RIEL J. Voir MURIEL.
 DURU, Alfred.
 DUTERTRE DE VETEUIL.
 DUVAL, Cécile [M^{lle}].
 DUVERT.
 DUVEYRIER-MÉLESVILLE fils. Voir MÉLESVILLE.

E

[CHOIESKI dit]. EPAGNY [VIOLET D'], élu en 1829,
 YOR [M^{me}]. 1830, 1831).
 MARÉVILLE (Jules). ERLANGER, Jules, comp.
 ERVILLE, Henri [ROUSSEL dit D'].
 ESSARTS, Alfred [DES].
 ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.
 EUSTACHE LORSAY. Voir LORSAY.
 EYMA, Xavier.
 1853).
 [D'] (élu en 1842,

F

[M^{me} veuve GEN. FLAN, Marie-Alexandre.
 FLEURY, Henri-Adolphe, dit JEMMA.
 FLOTTOW, Frédéric [comte DE],
 comp.
 FOLLIGUET. Voir DANVIN.
 FONTAINE, Emile.
 FORGES [PITTAUD DE].
 FOUCHER, Paul.
 FOURNIER, Jean-Marc-Louis.
 FOURNIER, Edouard.
 FOURNIER, L.-P. Narcisse.
 FOUSSIER, Edouard.
 FRANCISQUE, voir LEMOINE.
 FRANÇOIS, Alphonse.
 FRÉBAULT, Elie.
 FRÉMY, Arnould.
 FURPILLE, Eugène.

G

GÉRARD.
 GERMAIN, Adolphe.
 GEVAERT, F.-A., comp. (arch. 1863,
 arch. 1864, 1866).
 GILLE, Philippe.
 GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.
 GIORZA, Paul, comp.
 GIRARDIN, Emile [DE].
 GISCARD, Hyacinthe.
 GODDE [DE].
 GONCOURT, Jules [DE].
 GONDINET, Edmond (élu arch. en
 1868.)
 GONZALÈS, Emmanuel.
 GOR, Edmond.

LIMNANDER DE NIEUWENHOVE, comp.
 LINDHEIM, Adolphe, comp.
 LLAUNET.
 LOCKROY (élu en 1832, 1838, 1839,
 1840, secr. 1842, secr. 1843,
 arch. 1844, 1849, V.-Prés. 1850.
 V.-Prés. 1851, 1865, PRÉSIDENT
 1866, V.-Prés. 1867).
 LOCLE, Camille [DE].
 LOPEZ, Bernard.

LORENTZ.
 LORSAY, Eustache.
 LOYAU DE LACY.
 LUCAS, Hippolyte.
 LUCHET, Auguste.
 LUGUET, Henri-Jean-Baptiste.
 LURIEU, Gabriel [DE].
 LUSTIÈRES. Voir TOUCHARD.
 LYSLE, Fernande [M^{me}].

M

MAGEN, Hippolyte.
 MAHET DE LA CHESNERAYE.
 MAILLART aîné, comp. (élu en 1858,
 1859, 1860, 1862).
 MAINZERT, comp.
 MALDIGNY DE CLÈVES [DE].
 MALLEFILLE, Félicien (élu en 1858
 1859, 1860).
 MANGIN, Victor.
 MANIGLER, voir DANGELLE.
 MANNE [DE]. Voir DUPLESSY.
 MAQUET, Auguste (élu en 1851,
 arch. 1852, arch. 1853, V.-Prés.
 1855, PRÉSIDENT 1856, PRESI
 DENT 1857, V.-Prés. 1859, PRÉ
 SIDENT 1860, PRÉSIDENT 1861
 V.-Prés. 1868).
 MARCAILLE, Henri.
 MARC-FOURNIER. Voir FOURNIER.
 MARC LE PREVOST.
 MARC-MONNIER. Voir MONNIER.
 MARCHAIS DE LA VILLETTE.
 MARCHAL, L. Ed. Camille.
 MARCY [DE]. Voir ROUQUETTE.
 MARÉCHALLE.
 MAREUGE, Henri.
 MARÉVILLE, Jules. Voir ELY.
 MARIAN [CHÉRI]. Voir CHÉRI.
 MARQUET.
 MARTIN, Alexis.
 MARTIN, Antoine.
 MARVILLE, Jules Ed.
 MARX, Adrien.
 MARY-LAFON.
 MASQUILLIER, P. Gabriel.
 MASSÉ, Victor, comp.
 MASSELIN.
 MASSENET, Jules.
 MASSON, Hippolyte A.

MASSON, Michel (1845,
 1847, 1855, 1856,
 1857, secr. 1861, V.
 suppl. 1866.)
 MATHAREL DE FIENNES, (C).
 MATHIEU, Etienne-Eugène.
 MATHON, Adolphe.
 MAUBLANC.
 MAURICE, Charles.
 MAURIN, Albert.
 MEILHAC, Henri.
 MÉLESVILLE [Honoré DUBOIS].
 MEMBRÉ, Edmond, comp.
 MÉNISSIER.
 MERCIER, Pol.
 MERLE-PELISSIE. Voir PELISSIER.
 MERMET, Auguste, aut.
 MESTÉPÉS.
 MEURICE, Paul.
 MIGNARD, Prosper.
 MILHER, voir HERMIL.
 MIRANDOL [JUDICIS DE].
 MIRECOURT, Eugène [DE].
 MISTRAL.
 MOINAUX, Jules-Désiré.
 MOLÉRI-DEMOLIÈRE.
 MONGROLLE.
 MONIOT, Eugène, aut. e.
 MONNIER, Albert.
 MONNIER, Alfred.
 MONNIER, Henri.
 MONNIER, Marc-Charles.
 MONNIER DE LA SIZERANNE.
 MONROSE, Louis.
 MONTÉPIN, Xavier [DE].
 MONTIGNY [LEMOINE dit].
 MONTJOIE, J.-J.
 MORAND, Léon.
 MOREAU, Eugène.

829).
E.
Eugène.
MOUTTET, Félix.
MULLER, Eugène.
MURIEL, Auguste-Henri [DURIEU dit]
MUSSET, Paul [DE].

N

nte DE] (secre.
secre. 1868).
GIRAN.
NICOLAÏ, voir CLAIRVILLE.
NICOLE, Léonce.
NICOLE, Henri.
NOEL PARFAIT. Voir PARFAIT.
NOGENT [DE].
NORIA, Jules.
NORMAND. Voir BAPAUME.
NOUVIÈRE, Marcel.
NUITTER [TRUINET dit].
NUS, Eugène.
NYON, Eugène (élu en 1850, 1851,
1852).

O

, comp.
e Bruxelles).
comp.
OSMOND, Gabriel [le comte d'],
comp.
OSTROWSKI, Christian.
OVERNAY.

P

OU PAGÉSIS.
ON.
d.
omp.
ules.
ILLE.
AY.
PILATI, comp.
PILON, dit VORBEL. Voir VORBEL.
PILLEVESTRE, Jules, comp.
PITTAUD DE FORGES. Voir FORGES.
PLANARD, Léon [DE].
PLANTÉ, Eugène.
PLOUVIER, Edouard (secre. 1865,
secre. 1866).
POIRSON, Paul. Voir PORNOIS.
POISE, Ferdinand, comp.
POISOT, Charles, comp.
POITEVIN, Pierre.
POLACK, comp.
POLIART, dit DORLANGE. Voir DOR-
LANGE.
PONCHARD, Eugène.
PONIATOWSKI Joseph [prince],
comp.
PONROY, Arthur.
PONSON DU TERRAIL [vicomte].
PORNOIS, Paul [POIRSON dit].
POTIER, Charles.
POTIER, Henry, comp.

POTRON, Charles.
 POUJOL fils, Adolphe.
 POUJOL-VEZAN, Alphonse.
 POURCELT DE BARON.
 POURCHEL, Alfred.
 POURNIN, Léon.
 PRÉBOIS [M^{me} LEBLANC REGNAULT
 DE].

PREVEL, Edouard.
 PREVEL, Jules.
 PRÉVOST, Eugène, comp.
 PRILLEUX, Constant-Vic.
 PUJOL [ALBOIZE DU], voir
 PUGNY, J., comp.
 PYAT, Félix (élu en 1846, 1848, 1849, 1850).

R

RASETTI, Ernest.
 RATIER, Victor.
 RATISBONNE, Louis.
 RÉAL [M^{me}].
 RÉBER, Napoléon-Henri, comp.
 REGNAULT DE PRÉBOIS [M^{me} LEBLANC],
 voir PRÉBOIS.
 RÉGNIER DE LA BRIÈRE.
 REIFFENBERG, Frédéric [Baron DE],
 fils.
 RENARD, Jules.
 RENAUD DE VIBAC, comp.
 RENÉ. Voir CLÉMENT.
 RENEAUME, Alfred.
 RENNEVILLE [PERROT DE]. Voir PER-
 ROT.
 RENOULT, Jules.
 RENOUX, Adrien, chor.
 REYER, Ernest, comp. (élu en 1863,
 1864).
 RIBBING. Voir LEUVEN.
 RICCI, Federico, comp.
 RICHARD, Georges.
 RICHEROURG, Émile.
 RIEUX, Jules [SONNOIS DE].
 RIGODON, Ernest.
 RIGOT.
 RILLÉ [LAURENT DE], comp. Voir
 LAURENT.
 RIMBAUT, Hippolyte.
 RIQUIER, Henri.
 RITTER fils, Théodore, comp.
 RIVAL, Jules-François-Alexandre.

ROBERT, Adrien. V.
 Charles.
 ROCHE, Eugène.
 ROCHEFORT.
 ROCHEFORT fils, Henri.
 ROGER, Victor.
 ROLLAND, Amédée (secr.
 1864).
 ROMAND, Hippolyte (élu en
 1845).
 RONTGER, dit HERVÉ, c.
 HERVÉ.
 ROPICQUET.
 ROSENHEIM, Jacques, comp.
 ROSIER (arch. 1839,
 arch. 1841).
 ROSSINI, comp. (élu en
 1859).
 ROSTAING, Jules.
 ROSTAN [DE].
 ROUFF.
 ROUQUETTE dit DE MARC.
 ROUSSEL, voir D'ERVILLÉ.
 ROUVENAS DE LA ROUNA.
 ROUNAT.
 ROUY [M^{me}].
 ROVIGO, Marie-Napoléon.
 ROYER, Alphonse (V.-
 V.-Prés. 1865, V.-
 V.-Prés. 1867).
 ROYER DE BRUGES.
 ROZET.
 RUELLÉ, Jules.

S

SAGLIER.
 SAINT-AGUET, Ch. Maurice [DE]
 SAINT-ÉTIENNE, voir SYLVAIN.
 SAINT-GEORGES [VERNOIS DE] (1842,
 1843, 1844, PRÉSIDENT 1863,
 PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT 1865,
 PRÉSIDENT 1867, PRÉSIDENT 1868).

SAINT-LÉON, Charles-V.
 chor.
 SAINT-YVES. Voir DEAD.
 SALIN, Alphonse [ASLI].
 SALVADOR [TUFFET].
 SALVAT, Adolphe.
 SAMSON, J. Isidore.

e].
 e l'Ac. française.
 e]. Voir TURPIN.
 n (élu en 1864,
 n. 1866, 1868).
 UES LAMBERT.
 , arch. 1868).
 dolphe.
 [M^{me} THYS].
 e].

SÉJOUR, Victor [MARCOU DU] (élu en 1863).
 SELLENICK, Adolphe, comp.
 SEMET, Théophile, comp. (élu en 1865).
 SENTRY, Ambroise.
 SERRET, Ernest.
 SERVIÈRE, voir HALÉVY.
 SIBILLE, Ad.
 SIMART, Isidore.
 SIMIOT, André, comp.
 SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch. 1865, trés. 1866, 1867).
 SOL, Edmond.
 SONNOIS, Jules. Voir DE RIEUX.
 STAPLEAUX, Léopold.
 SUCKAU, Henri [DE].
 SUPERSAC, Léon.
 SYLVAIN-SAINT-ETIENNE.

T

AT.
 dmond-François
 seph [JERRY].
 e, comp. (élu en
 1853, 1856, 1857.
 ré.
 NE].

THYS, Alphonse, comp.
 THYS, Pauline [M^{me} SEBAUD, née].
 TILLEUL, Benjamin.
 TISSERAND.
 TOUCHARD [LUSTIÈRES].
 TOUPIÉ, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.
 TOURNACHON, Félix. Voir NADAR.
 TOURNAY [DE].
 TOURTE, Francis.
 TRANCHANT, Alfred.
 TRÉFEU, Etienne.
 TRIANON, Henri.
 TRONCHE, Louis-Jean-François.
 TRUINET, dit NUITTER. Voir NUITTER.
 TURPIN DE SANSAY.

U

| UZÉPY, comp.

V

e.
 ste.

VARIN, Charles (élu en 1864, 1865, 1866).
 VARNEY, comp.
 VATTIER, Gustave.
 VAUCORBEIL, comp.
 VAUROUSSEL Voir LAUZANNE.
 VERCONSIN.
 VERDI, comp.

VERGERON.
VERNE, Jules.
VERNET, Alfred.
VERNIER. Voir GRASSET.
VÉRON, Pierre.
VIGNEUX, voir BENOÛ.
VIGUIER.
VILLEMOT, Henri.

VILLIERS, Auguste.
VINCENT, Charles.
VINET, Théophile.
VIOLET D'EPAGNY. Voir E
VIZENTINI, Jules.
VOGEL, comp.
VORBEL [PILON dit].

W

WAILLY [Gustave DE].
WALDOR, Mélanie [M^{me}].
WALLUT, Charles.
WAN DEURSEN [M^{me}].

WEKERLIN, J.-B. Théodo
WEY, Francis.
WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore, comp.

Z

ZACCONE, Pierre.

*Liste des Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fa
de la Société.*

Aux indications données en tête de la liste précédente on doit ajouter p
que le millésime qui suit le nom fait connaître la date de la mort
ou du compositeur.

A

ADAM, Adolphe, comp. (élu en 1831, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1841, 1842, 1843). 3 mai 1856.	ANDRAUD, Antoine, 1859.
ADER, J.-J., 1859.	ANDREL [SCHALLER dit].
AIMON', Pamphile - Léopold - Fran- çois, comp. 1865.	ANGEL, 1861.
ALBERT, Auguste - Alfred - Thiry , 1865.	ARAGO, Jacques.
ALBERT, F. [DECOMBE], chor. 1865.	ARNAULT, Alphonse, 186
ALBOIZE DU PUJOL, 1854 (élu en 1834, 1835, 1836, 1838).	ARNAULT, Lucien, 1863.
ALBY, Ernest, 24 juin 1868.	ARNOULD, Auguste (élu 1837, secr. 1838, se
ALHOY, Maurice, 1856.	secr. 1841, secr. 18
ALISSAN DE CHAZET, 1844.	1843).
ALLARDE [D'] CHARDALL. Voir LEROY.	ARVERS.
ANCELOT (suppl. 1829, suppl. 1830).	AUBIGNY [D']. Voir BAUD
	AUDE, 1841.
	AUGIER, Joanny, 1853.
	AYCARD, Marie, 1859.

B

- [], 1850.
1865.
-TROUIN], 1862.
55 (élu en 1844,
8, 1849, 1850,
i).
7 (élu en 1856,
[DE].
CHAMPAGNAC DE]
pl. 1831, suppl.
3, 1835, 1840,
V.-Prés. 1842,
[DE].
]. Voir ROGER.
2.
RTOIS.
VENET.
imp.
60.
DE], 1850.
re [DE].
1832, 1833.)
Bis, Hippolyte, 1854.
BAANCHARD, Henri, 1858.
BLANGINI, comp.
BLAQUIÈRE, Paul, comp. 13 avril
1868.)
BLAZE [CASTIL], comp., 1857.
BOÏELDIEU, comp., 1834 (élu en
1829, 1830).
BOILEAU, Virgile, 1864.
BOILLY, comp.
BOINET, Auguste, 1857.
BOISSEAU, Henri, 1863.
BONNEMÈRE [DUMESNIL], François,
1863.
BONJOUR [CASIMIR-] (V.-Prés. 1831,
1832).
BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan.
BOUCHÉ, Alexandre, 1856.
BOUEL.
BOUFFÉ.
BOUILLY, 1842 (V.-Prés. 1829,
1830).
BOULÉ, Louis, 1865.
BOURGET, Ernest, 1864.
BOUSQUET, Georges, comp. 1854.
BOYER, Émile [PARTOUT], 1862.
BOYER, Louis-Joseph, 1865.
BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832,
suppl. 1833, 1834, 1835).
BRÉANT, Adolphe.
BRISSET, Mathurin.
BRUNSWICK [LHÉRIE].
BURAT DE GURGY.
BURY, Fulgence [DE].

C

- ai 1868.
RT, 1858.
58.
i, 1856.
ERS, voir DES
the.
Léopold, voir
CHAUFFER.
CHAZET, voir Alissan.
CHERUBINI, comp. 1842.
CHOQUART, 1859.
CLAPISSON, de l'Institut, comp. 1866.
COLIN, Édouard.
COLOMBAY [PERNOT DE].
COMBEROUSSE, Alexis [DE], 1862
(élu en 1831).
COMBEROUSSE, Hyacinthe [Mont-
brun], 1856.
CORALLY, chor., 1854.
CORDELIÉRE DE LANOUÉ.

CORNU, Francis.
COTTIN, Ed.-Etienne, comp. 1859
COUPART, 1864.
COURCY, Frédéric [DE], 1862.

CRANNOY-DESPERRIÈRES
CRÉMONT, comp., 1846
CREUZÉ DE LESSERT.

D

DAMARIN, Édouard.
DARDOISE, Harmant, 1865.
DARTOIS, Armand.
DAUTREVILLE, Henri-Simon.
DECOUR, Eugène, 1846.
DEHAY, Timothée, 1851.
DELAFOREST.
DELAPORTE, Joseph-Marie.
DELAVIGNE, Casimir, 1843 (élu en
1829, V.-Prés. 1830, PRÉSIDENT
1838, PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT
1840.)
DELAVILLE DE MIREMONT, 1845 (élu
en 1829, 1838).
DEMONVAL [SAINT-HILAIRE].
DÉO. HONORÉ, 1857.
DESLANDES, Nicolas-Théodore-Pau-
lin, 1866.
DESNOYER, Charles, 1858.
DESPORTES, Augustin, 1866.
DESPRÉAUX, comp.
DES VERGERS [CHAPEAU].
DIDIER-VOGIEU.
DINAUX, Prosper [GOUBAUX, dit],
1859 (V.-Prés. 1857, V.-Prés.
1858, V.-Prés. 1859).
DIRAT, 1848.
DOCHE, comp.
DONIZETTI, comp., 1848.
DOURLIN, Victor, comp., 1864.
DUBOIS, Jean-Baptiste.
DUBOIS, Louis-Philippe-Auguste.
DUCANGE, Victor, 1833 (suppl. 1830).
DUCHATLARD.

DUFLLOT, Joachim, 1866.
DUFRESNE, Alfred, com.
DULONG, Jules, 1864.
DUMANOIR, Philippe [
(suppl. 1833, 1834,
1847, 1848, 1853, 18
1855, V.-Prés. 18
1859, V.-Prés. 186
1862).
DUMAS, Adolphe, 1862
DUMERSAN.
DUMOLARD, 1846.
DUPATTY, Mercier (suppl.
1831, 1833, 1834, V
1836, V.-Prés. 18
1838, 1841, 1842, 1
1846).
DUPERCHE.
DUPEUTY, Charles, père
1831, secr. 1832, sec
1835, secr. 1837,
1841, secr. 1844,
secr. 1846, 1848, V
V.-Prés. 1850, V.
V.-Prés. 1853, V.
V.-Prés. 1863, V.-
DUFORT, Paul, 1866.
DUPOIS, Auguste.
DU RIEU, Xavier. Févr
DUVAL, Alexandre, d
française, 1842.
DUVAL, Georges.
DUVEYRIER-MÉLESVILLE
MÉLESVILLE.

E

ÉLIE, Émile, chor.
ÉTIENNE, 1844.
ÉTIENNE, Charles-Guillaume (Pré-

SIDENT 1829, PRÉSIDENT
SIDENT 1843, PRÉS
ETIENNEZ.

F

FAVIÈRES, Alexandre-Claude [DE],
1837.
FERRIÈRES. Voir LEBLANC.
FILLLOT, Eugène. 1862.
FOLLET, A., 1857.

FONTAN, 1839 (élu en 1
1832, V.-Prés. 1834
1837, V.-Prés. 1838
FRANCISQUE AINÉ [HUT
FROMENTAL, voir HALÉV

G

RE.
ER].
E GIRARDIN. Voir
DE LA JONCHÈRE,
O DE LA VALETTE],
1848.
AL, 1855.
mp. 23 fév. 1868.
860.
ne [M^{me} GAY DE],

GOMBAULT, 1850.
GOSSE, 1833 (suppl. 1831, suppl.
1832).
GOUBAUX, voir DINAUX.
GOY, André [DE], 1863.
GOZLAN, Léon, 1866 (élu en 1857,
1858, V.-Prés. 1864, 1865, Pré-
sident 1866).
GRASSET, Alexandre, 1859.
GROUBENTAL [GROUBER DE], 1865.
GROULT.
GUERVILLE, Paul, 1865.
GUINOT, Eugène, dit VERMOND, 1861.

H

1862 (élu en 1836,
1843, 1844, 1847,
1855).
1842.
1846.
e, 1865.

HECQUIN DE GUERLE.
HERBIN, Victor, 1865.
HÉROLD, comp., 1833.
HONORÉ, Rémy, 1858.
HUTIN, [Francisque aîné. Voir FRAN-
cisque aîné.

I

J

comp. Nov. 1867.
manuel, comp.,
1840.
1859.

JESSÉ, 1850.
JOUSSELIN DE LA SALLE, 1863.
JOUY, J.-Étienne [DE], de l'Acad.
franç., 1846.
JULLIEN.

K

22 déc, 1867.

KREUBÉ, Frédéric, comp., 1846.

L

25 oct. 1867.
inand [DE].
Amand.
, 1864 (trés. 1860,
1848.
and, 1850.
N baron DE], 1864.

LANGLÉ, Ferdinand-Jules-Adolphe
(suppl. 1833, secr. 1834, secr.
1835, secr. 1837, trés. 1838,
trés. 1839, trés. 1841, trés. 1842,
trés. 1843, trés. 1845, trés. 1846,
trés. 1847, trés. 1849, trés. 1850,
trés. 1851, trés. 1853, trés. 1854,
trés. 1855, secr. 1857, arch.
1858, 1861, 1862, V.-Prés. 1863,
V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866,
V.-Prés. 1867). Mort le 18 octo-
bre 1867.

LATOUR DE LA JONCHÈRE [DE], 1858.
 LAURENÇOT. Voir LÉONCE.
 LAURIER, LÉON.
 LAVERPILLIÈRE (1832, V.-Prés.
 1833, 1834).
 LEBLANC DE FERRIÈRES, 1848.
 LEBORNE, comp., 1866.
 LECOMTE, Jules, 1864.
 LEDOUX, P.
 LEFEBVRE, Amédée, 1860 (élu en
 1852, secr. 1853, secr. 1854,
 1856, 1857, 1858).
 LEFÈVRE, Louis. 22 mai 1868.
 LEGOTT.
 LEHMAN, Ernest.
 LEMERCIER, Népomucène (PRÉSI-
 DENT 1831, 1832, PRÉSIDENT
 1833, PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT
 1836).
 LEMOINE, Édouard. 15 mars 1868.
 LÉONCE, Charles-Henri [LAURENÇOT
 dit], 1862.
 LÉOPOLD, Louis [CHAUDERON dit].

LE POITEVIN SAINT-ALM
 LEROUGE, Émile, 1855.
 LEROUX, Hippolyte.
 LEROY D'ALLARDE, Fran
 LESTRELIN, Achille, a
 1864.
 L'ÉTANG, Philippe [DE].
 OU MARGENVILLE, 18
 LÈVESQUE, Hippolyte,
 LHÉRIE. Voir BRUNSWIC
 LHÉRIE, Alphonse.
 LIADIÈRES, 1858 (V.
 V.-Prés. 1844, V.
 LIVRY, Charles [DE]. 1.
 LONGPRÉ, Étienne-Al
 MERCHET DE], 1856 (
 1835, 1837, arch.
 LORDEREAU, René. 186
 LORIN, Jules.
 LUBIZE, Martin, 1863.
 LURINE, Louis [DE LUR
 (secr. 1856, 1857, V.

M

MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834,
 1837, 1838).
 MAILLART-PRIEUR, 1849.
 MANGEANT, Sylvain, comp., 1865.
 MARC-MICHEL (élu en 1851, secr.
 1852, 1853, 1855, arch. 1856,
 arch. 1857, 1859, arch. 1860,
 1861). 12 mars 1868.
 MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.
 MARIE. Voir DELAPORTE.
 MARLIANI, comp.
 MARTIN, Alexandre, 1864.
 MARTIN, Édouard, 1866.
 MARTIN [LUBIZE]. Voir LUBIZE.
 MASQUELIEZ, Albert, 1866.
 MARVILLE. Voir L'ÉTANG.
 MAZELIER, J., dit MAZILIER. Mai
 1868.
 MAZÈRES, Édouard, 1866 (élu en
 1829, V.-Prés. 1831, V.-Prés.
 1832, 1863, 1864).
 MÉLESVILLE [baron DUVEYRIER pè-
 re], 1865 (trés. 1829, 1831, 1833,
 secr. 1834, trés. 1835, trés.
 1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839,
 V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841,
 V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844,
 V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853,
 V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855,

V.-Prés. 1857, PRÉ
 PRÉSIDENT 1859).
 MENNECHET.
 MERLE, 1852.
 MERVILLE (élu en 1829
 trés. 1831, trés. 1832
 1834).
 MÉRY, 1866.
 MEYER, Henry, 1863.
 MEYERBEER, Giacomo,
 (élu en 1838, 1839,
 1855, 1856, 1861).
 MICHAUD DE LA VALETTE
 MICHEL [MARC]. Voir M
 MILON, Étienne, 1849.
 MOCQUART, 1864.
 MOLE-GENTILHOMME.
 MONNAIS, Édouard. 26
 MONNIER, Étienne, 1856.
 MONPOU, Charles, 18
 1841).
 MONTBRUN DE COMBERG
 COMBEROUSSE.
 MONTFORT, comp.
 MONTHEAU, Gaston [DE]
 MOURIEZ-VALORY, 1857.
 MURET, Théodore, 1866.
 MURGER, Henry, 1861.

N

]. Voir GÉRARD. | NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste,
1863.
| NOISEUL, Hippolyte-Édouard.

O

| OZANNEAUX.

P

. | PLANARD [E. DE], comp. (secr. 1830,
1839, 1841, V.-Prés. 1842,
V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1845,
ER. | V.-Prés. 1846, V.-Prés. 1847).
POIRIER.
ÉGIE. 1857. | POLO, Auguste.
thomas. | POLYANTE-CHAPONNIER, voir CHAPON-
NIER.
François, chor. | PONSARD, Francis, de l'Ac. franç.,
1867 (élu en 1853, 1854, 1855,
1857, 1858, 1859, 1862). 7 juillet
e, comp. 1830 | 1867.
335, 1836). | PORTELETTE.
1865. | PRÉMARAY, Jules [REGNAULT DE],
BERT DE], 1844. | 9 juin 1868.
PROVOST dit RAYMOND. Voir RAYMOND.
PUJOL [ALBOIZE DU]. Voir ALBOIZE.

Q

364.

R

. | ROMAGNÉSI, comp., 1850.
1865, | ROMIEU.
dit]. | ROSSIGNOL, Léon.
MARAY, voir PRÉ- | ROUGEMONT [DE], 1840 (secr. 1829,
DE], dit MAX DE | 1830, 1831, V.-Prés. 1832,
trés. 1833, trés. 1834, V.-Prés.
1835, V.-Prés. 1836, V.-Prés.
1837, V.-Prés. 1839, trés. 1840).
1866. | ROUSSEAU, Auguste.
a [M^{me}], 1859. | ROUSSEAU, Ernest, 1851.
MARIE. Voir SAINTE-

S

s. | SAINT-ERNEST [BRETTE dit], 1860.
[DE], 1848. | SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.
YCHERY. | SAINT-HILAIRE [VILLAIN DE]. Voir
VILLAIN.

SAINTÉ-MARIE [comte ROGER DE], 1864.	SEVESTÉ, Jules-Henri.
SAINTINE, Xavier-Boniface, 1865 (élu en 1841, arch. 1842).	SEVILLE, Armand.
SARMIENTO, comp.	SEWRIN, 1853.
SCHALLER, dit ANDREL.	SIMONNIN, 1856.
SCHNEITZOEFFER, comp., 1852.	SOULIÉ, Frédéric, 1847 (se secr. 1832, secr. 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1845, 1847).
SCRIBE, Eugène, de l'Acad. franc., 1861 (élu en 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, PRÉSIDENT 1834, V.-Prés. 1835, V.-Prés. 1836, PRÉSIDENT 1837, 1839, 1840, 1841, 1843, 1844, 1845, 1847, 1848, 1849, PRÉSIDENT 1852, PRÉSIDENT 1853, PRÉSIDENT 1854, PRÉSIDENT A VIE, 1857-1858-1859, 1860-1861).	SOUVESTRE, Émile, 1854.
	SPONTINI, comp., 1861 (élu 1846, 1847).
	SUE, Marie-Joseph-Eugène.
	SUPERSAC, Auguste, 1861.
	SAINT-HILAIRE, voir DEMO

T

TÉTÉDOUX, Paul.	dit LAMBERT THIBOUST (élu 1865, 1866), 1867.
THAVENET [BELLEVUE], 1865.	TOURNEMINE, 1846.
THÉAULON.	TULLY [DE].
THIBOUST, Pierre-Antoine-Auguste,	

U

UZANNE père.

V

VAEZ, Gustave, 1862.	PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 11 juillet 1868.
VALLOU, Ferdinand [DE VILLE NEUVE]. Voir VILLENEUVE.	VIGNY [Alfred DE], 1863.
VALORY, dit MOURIEZ. Voir MOURIEZ.	VILLAIN SAINT-HILAIRE.
VANDEBURCK, Émile, 1862.	VILLENEUVE, Ferdinand [DE] 1842, arch. 1843, tr. arch. 1846, arch. 1847, 1848, secr. 1850, secr. trés. 1852, trés. 1853, 1857, trés. 1858.)
VAREZ, 1866.	VILLIERS.
VARNER.	VOISIN, Frédéric.
VAULABELLE, Jules-Éléonore-Cor- dier [DE DESPREZ], 1859.	VULPIAN. Mai 1868.
VERMOND. Voir GUINOT.	
VERNET, Jules, 1845.	
VIENNET, de l'Acad. franç. (élu en 1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840. PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842 V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845,	

W

WAILLY [Jules DE], 1866.	WATRIPON, Antonio, 1866.
WAILLY [Léon DE], 1863.	WZANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE.

Y

YCHERY, Léonce [SAINTÉ-CROIX].	YMBERT
--------------------------------	--------

NÉCROLOGIE

RD, *membre de l'Académie française, mort*
juillet 1867, et inhumé à Vienne (Isère). —
oncé, le 11 juillet, devant le cercueil, à la
se de Passy, par M. HENRI DE SAINT-GEORGES,
la Commission des auteurs et compositeurs

sieurs,

rayonne de nouveau sur notre horizon drama-
s grands génies littéraires de cette époque, la
èrement payer cette joie, en nous enlevant un
e moderne, en éteignant cette vive et bril-
e, qui fut si longtemps notre honneur et notre

s amis des lettres prennent le deuil du cœur
orte, le président de la Commission des auteurs
'empresse d'apporter le tribut de douleur de la
l'Association tout entière, sur la tombe d'un de
et plus regrettés confrères.

, dont nous sommes fiers, c'est à celui d'ancien
Commission, que PONSARD nous était doublement

pas admiré ses œuvres? qui de nous n'en a pas

os l'appréciation des mérites éminents de celui
s, disons avec une profonde reconnaissance, au
é, au nom de cette belle langue théâtrale, qu'il
e Ponsard opposa souvent une digue puissante
t du mauvais goût, à l'empiétement de ce genre
t respectées ni les mœurs ni la langue, — en

ramenant le public vers les œuvres saines de son mâle
gique talent !

L'auteur de *Lucrèce*, d'*Agnès de Méranie*, d'*Ulysse*,
neur et l'Argent, était un modèle à suivre pour no
littérature dramatique.

Poète à ses heures, il était à la fois observateur
conscientieux, sincère dans la critique du vice, qu'il f
comme dans l'exaltation de l'honnête et du beau, qu'il c

Un parfum de latinité, fruit de ses longues et la
études, circulait sous sa plume, et peut-être lui deva
précieuse concision dans la forme, ce résumé clair et su
l'idée, qui donnent la vie au vers théâtral et le font a
maxime pour les siècles futurs !

Nul autre ne porta plus haut que Ponsard la dignité de
de lettres, et, mettant en action ce qui fut toujours le c
de son existence, il ne sacrifia jamais l'honneur à l'a
fut un écrivain noble et pur !

Ceux-là meurent pauvres ! mais leur nom vit à jamais
et honoré dans l'avenir !

Si la mort, qui frappe l'auteur célèbre au milieu de s
phes, rend sa perte plus douloureuse encore pour ses ad
et ses amis, la victime tombe du moins sur le champ d
et ne souffre plus tard ni des amertumes ni des chagrins
qui accompagnent trop souvent les dernières élucubr
l'art.

Ponsard ignora de pareilles déceptions ; il les eût s
toujours ignorées, car le public ne le menaçait pas de
délité. Accueillant avec transport ses plus récents ou
applaudit constamment le penseur charmant, le philos
fond, le poète inspiré, l'auteur enfin qu'il aimait, ac
fêtait depuis ses remarquables débuts !... Noble et
rière bien remplie, cher et illustre confrère, trop co
nous, assez longue pour ta renommée !

Honneur donc à toi, qui approprias les grands pri
l'art aux formes et aux conditions de notre théâtre mod
en repoussas toujours les funestes excès !

, qui obtins la popularité sans jamais lui sacrifier
téraire!

artient à la patrie, ton souvenir impérissable à
œuvre à la postérité!!!

**BOUST, mort à Paris le 10 juillet 1867, et
cimetièrre Montmartre le 12 du même mois. —
moncé sur sa tombe par M. HENRI DE SAINT-
ésident de la Commission des auteurs et compo-
atiques.**

essieurs,

tombe est-elle fermée qu'une autre vient de

de cruellement au milieu de nos rangs, et ce n'est
scurs qu'elle réserve ses coups!

nos généraux, sur nos têtes de colonnes, et ne
s de demi-deuil à porter, car elle s'adresse à ce
célèbre et de meilleur parmi nous.

ête éminent, le disciple, l'émule de nos grands
ène, atteint dans tout l'éclat de sa brillante car-
able nous ravit l'une des jeunes intelligences les
s, les plus accentuées, les plus justement fêtées de

as une oraison funèbre, messieurs; ces quelques
ées avec des larmes; c'est un cœur profondément
dictées!

as seulement les douloureux regrets de la Com-
viens exprimer ici, messieurs; ce sont ceux de
nde famille qui perd dans LAMBERT THIBOUST un
s plus chers et les plus aimés.

ffet, plus digne de l'être, qui le mérita mieux?...

rappeler l'esprit charmant, la verve constante,
mable, l'honnêteté littéraire du pauvre Thiboust?

Dois-je vous rappeler sa vive causerie, la vivacité de sa réplique toujours prête, sa gaieté si adorable, si communicative ?

Dois-je vous dire que s'il aimait ses succès, il aimait peut-être autant ceux de ses amis : qu'il s'en réjouissait comme des siennes propres, qu'il y applaudissait de l'âme et des mains, car il n'était ni sans fiel et sans envie, car Thiboust était un collaborateur dévoué pour tous ses confrères !

Lambert Thiboust ne procédait que de lui-même ; il n'était l'imitateur de personne ; sa gaieté, franchement gauloise, sortait d'un fonds inépuisable de bonne humeur qui ne lui faisait jamais défaut, ni dans la vie privée, ni la plume à la main.

S'il faisait rire son public au théâtre, c'est qu'il avait du talent même ; s'il l'attendrissait, comme dans quelques-uns de ses ouvrages, c'est qu'il avait été ému en les écrivant ! Tout cela est sincère chez Thiboust : l'homme et le talent !

Je m'étonnais parfois, lorsque j'écoutais de petits chefs-d'œuvre tels que : *Je dîne chez ma mère*, *l'Homme n'est pas parfait*, le dernier acte des *Filles de marbre*, que tant de sensibilité se rencontrât chez cette nature si pleine d'entrain, et si bien faite pour la joie et le plaisir.

Mais Thiboust possédait autant de cœur que d'esprit, et cette qualité sans laquelle l'auteur dramatique n'est pas complet.

Ses premiers pas au théâtre attirèrent l'attention sur lui ; le jeune auteur donnait des espérances qui devinrent bientôt des réalités...

La comédie de genre avait trouvé l'un de ses maîtres !

Nul n'a saisi mieux que Lambert Thiboust ces types parisiens que nous rencontrons vrais et vivants dans la plupart de ses ouvrages.

Thiboust était observateur comme le fut Picard, il peignait ses personnages sur nature, avec cette spontanéité, ce coup d'œil, cette verve comique, cette sûreté d'exécution qui sont le fondement des grands peintres dramatiques !

Il eût passé facilement de la miniature au tableau, et ses premières scènes auraient eu, bientôt peut-être, un auteur n

l'un de ces auteurs ingénieux qui apportent avec de la forme et la hardiesse dans le fond !

Thiboust était loin d'avoir dit son dernier mot !
sont écoulés, et peu de jours... peu d'heures ont le ravir !

organisation, qui semblait devoir défier le temps et s'est évanouie pleine de pensées, pleine d'espérance pendant sa dernière visite à l'une des scènes où son talent acclamé !

de jeunesse, de tout ce talent, que reste-t-il, hélas ! à cette famille désolée dont il était l'orgueil et la

reste-t-il à nous, ses confrères, ses amis dévoués ?
ouille insensible à nos éloges, à nos regrets ! Oui, sans doute ! mais, plus haut, plane au-dessus de la bonne et belle, qui nous voit, qui nous entend, qui votre douleur est sincère, combien nos larmes sont

nous devons plus rencontrer dans la vie cette main trait la nôtre, cette chère figure où brillait le sourire le franc sourire s'épanouissait à la vue d'un cher Thiboust, dans ce monde éthéré où l'on sait que de ton esprit est dans toutes les mémoires, que ton souvenir impérissable vivra éternellement dans nos

Thiboust, adieu.

ANGLÉ, *vice-président de la Commission des expositeurs dramatiques, mort à Paris le 18 octobre 1889, inhumé au cimetière du Père-Lachaise le 21 du même mois.*
— *Discours prononcé sur sa tombe par M. HENRI BOURGEOIS, président de la Commission.*

perle bien douloureuse pour notre Association !
nos confrères dans la tombe !

Jamais notre Société ne fut plus éprouvée ! Jamais le président de la Commission des auteurs et des compositeurs dramatiques n'eut plus tristes devoirs à remplir !

Si sa mission est déjà si pénible lorsqu'il n'a que des honneurs à rendre au caractère ou au talent d'un des nôtres, combien est plus cruelle lorsqu'il s'agit d'un ami, dont la vie fut longtemps unie à notre vie, dont le cœur nous fut fidèlement attaché pendant de longues années !

Et si cet ami a partagé nos travaux, s'il a combattu avec nous dans cette arène de l'art où les revers sont mis en compte comme les triomphes, la séparation est bien plus affreuse : on perd en lui plus qu'un vieux camarade : on perd un frère ; car la collaboration, messieurs, est une touchante fraternité.

C'est dans la collaboration que se déclarent les profondes sympathies et que se forment les amitiés solides et durables, celles que sut inspirer notre cher Ferdinand !

Destiné de bonne heure à la carrière médicale, FERDINAND LANGLÉ la déserta bientôt pour courir les chances si douteuses du théâtre.

Fils d'un compositeur célèbre, l'un des créateurs du Conservatoire, Langlé avait tous les instincts de l'artiste. D'Eugène Sue, de Gudin l'aîné et de tant d'autres illustres, il fut plus, séduit par leurs succès, il voulut avoir les siens. Son esprit vif et brillant les lui fournit promptement.

Ferdinand Langlé fit partie de cette pléiade d'auteurs français qui se nommaient Théaulon, Dartois, Francis, Brazier, Lamoignon, Dumersan, auxquels notre Vaudeville dut de si charmants ouvrages. Sa verve sarcastique le portait spécialement vers les revues piquantes, mais éphémères, qui ne durent pas plus que l'actualité qui les a fait naître ; mais il restait, à son compte, l'opinion du public, des traits originaux et malins, de fines observations de mœurs et de caractère, dont le souvenir survécut aux cadres fragiles qu'il leur avait donnés.

Ferdinand Langlé, seul ou en collaboration, fut l'auteur de plus de cent œuvres dramatiques... •

Rappelons dans le nombre : *les Aides de camp*, *le Camarade de lit*, *les Fables de la Fontaine*, *le Lansquenot*, *les Chances de Béranger*.

plus tard, avec un grand succès, *le Sourde* et *Maître*
théâtre de l'Opéra-Comique.

Ensuite un genre de littérature plus élevé, il écrivit
du jongleur, étude consciencieuse si intéressante
de la langue des treizième et quatorzième siècles.
Langlé fut un des plus fermes soutiens de notre
il en connaissait les droits et les devoirs ; il savait
personne tout le bien qu'elle pouvait faire et tout le
pouvait prévenir.

ente années, il fit presque constamment partie de la
les auteurs dramatiques à titre de commissaire, de
de trésorier.

vice-président de la Commission actuelle, et sa pro-
sance des affaires, son sens juste et droit, nous ont
t d'utiles et précieux services.

on lui doit, à cet égard, un équitable hommage de
ce, et je crois être son interprète en le proclamant
ou !

aux administratifs n'eussent éloigné trop tôt Ferdi-
de la scène, nous aurions eu sans doute à constater
succès que ceux que j'ai cités.

ré jusqu'à son dernier jour cette bonne humeur
possédaient à un si joyeux degré ses anciens con-
l'un des derniers chansonniers de notre époque...
brisée... Après les chants, les larmes ! après la
leur et le deuil !

nde connaissait l'esprit de Ferdinand Langlé ; ses
ent seuls ce que valait son cœur ; seuls, ils ont pu
délité à ses affections, son dévouement et son abné-
eux qui lui étaient chers.

rendra nos regrets éternels, mon vieil ami, voilà ce
re dans nos souvenirs.

pression de notre douleur arriver jusqu'à toi, puisse
cueillir et en être heureuse encore loin de ceux qui
ement aimé !

ÉDOUARD MONNAIS, *commissaire impérial près les lyriques et le Conservatoire, mort à Paris le 26 février 1871, inhumé le lendemain au cimetière du Père-Lachaise.*
Discours prononcé à ses obsèques par M. HENRI D'OLIVE, président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.

Messieurs,

Un homme excellent, un esprit d'élite, un critique distingué, un administrateur habile, un ami parfait et dévoué, celui que nous pleurons aujourd'hui, celui que de vifs regrets accompagnent, et dont la douce et sympathique figure se maintient dans le souvenir de tous ceux qui l'ont connu, c'est-à-dire

ÉDOUARD MONNAIS fut longtemps rédacteur d'un des plus importants journaux politiques; il y était chargé de la partie musicale, et il se fit remarquer par d'excellentes et justes appréciations, où la sévérité fut toujours mitigée par une bienveillante surveillance pour les auteurs dont il blâmait et indiquait les œuvres.

Encourageant les faibles et rendant l'énergie aux forts, il consacra tout son passé au profit de leur avenir.

Remarqué, apprécié par tous les vrais amis de l'art, Monnaie fut appelé à la direction de l'Opéra; il voulut ramener à ce beau théâtre les théories artistiques dont il était longtemps l'apôtre, il le fit avec bonheur, et plusieurs de ses œuvres représentées sous son administration furent couronnées par le succès. Nommé bientôt après aux fonctions de conseiller du Gouvernement près de nos grands théâtres et du Conservatoire, il apporta dans ses nouveaux devoirs cet esprit ferme et obligeant qui augmenta le nombre de ses amis et acquit tant de reconnaissances et de dévouements.

Auteur lyrique, il écrivit pendant dix ans toutes les œuvres qui servirent de début à nos prix de Rome, et plus d'une grâce à ses inspirations, ses premiers pas dans une carrière de gloire et de fortune.

Édouard Monnaie composa quelques pièces pour nos

aucune d'elles renfermait ce sentiment musical sans
liste pour le musicien ni verve ni mélodie.

, ses travaux donnaient à ses critiques une autorité
précier de tous les vrais amateurs de l'art et rendra
ore plus sensible à tous les lecteurs des journaux qui
ngtemps leur vogue et leur succès.

nots sur l'homme privé, messieurs, dernier hommage
s meilleurs amis. Bon, serviable, doué d'une de ces
euses qui attirent la confiance et entraînent l'amitié,
nnais va nous manquer à tous ; nous le chercherons
ns nos comités artistiques, dans nos jurys, dans ces
blics où son esprit conciliant, où sa bienveillance
raient les élèves et se communiquaient aux juges !

au sein de sa famille, parmi ses affections intimes,
sera cruellement sentie !

crets parviennent jusqu'à toi, mon cher Monnais,
ssent la séparation de ceux qui te furent chers, et
e la pensée de toutes les douleurs qui te survivent
n souvenir éternel dans nos cœurs !

EL, mort à Paris le 12 mars 1868, et inhumé au
Montmartre le 14 du même mois. — Discours pro-
sa tombe par M. JULES ADENIS DE COLOMBEAU,
de la Commission des auteurs et compositeurs
tes.

Messieurs,

om de la Commission des auteurs dramatiques que
er MARC-MICHEL du dernier adieu, de l'adieu suprême !
, et vous le regretterez avec moi, qu'une parole plus
e la mienne ne s'élève pas sur cette tombe qui va
r un instant et se refermer pour toujours. Mais le
notre association est absent de Paris, et des deux
argés de le suppléer, l'un est trop souffrant pour se
us, l'autre n'a pas été remplacé : c'est Ferdinand

Langlé qui, récemment, a précédé dans la tombe celui que nous pleurons aujourd'hui... Et qui le sait? Qui le peut dire? De quel que nous accompagnons ici cette dépouille mortelle, peut-être l'âme de Langlé est-elle venue recevoir l'âme de Marc-Michel sur le seuil de l'éternité!

Marc-Michel faisait partie de cette pléiade de littérateurs qui vers 1830, émigrèrent de Marseille, apportant à Paris, comme un reflet du soleil de la Provence, leur faconde, leur esprit et leur gaieté.

Nous n'avons pas besoin de rappeler ici les nombreuses productions de Marc-Michel. Qui d'entre nous a oublié *l'amour s'en va*, *Maman Saboulex*, *le Vicomte Giroflé*, *le colonel*, *le Chapeau de paille d'Italie*, *Mesdames de M...*, *la friche*, *Un Tigre du Bengale*, *la Station Champbaudet*? Son nom est attaché à plus de cent pièces qui furent presque toutes de succès!

Ce joyeux et brillant répertoire lui survivra comme le nom que l'on va graver sur cette pierre, aussi n'en parlerons-nous pas davantage. Mais il faut rappeler toutes les qualités de l'homme privé. Marc-Michel était un caractère à la fois doux et ferme, un ami sûr et dévoué, un homme loyal dans toute l'acceptation du mot.

Il fit partie de notre Commission durant neuf années consécutives, pendant lesquelles il prit véritablement à cœur les intérêts de la Société. Par son zèle, par son activité, il prouva combien un mandat est honorable quand il est honorablement rempli.

Après trente ans d'incessants et courageux labeurs, il était arrivé à réaliser le rêve de toute sa vie : une petite fortune acquise par le travail et qui lui assurait désormais les loisirs de l'indépendance. Mais, hélas! Marc-Michel était de ceux qui se courbent pour les semailles et ne sont pas appelés aux joies de la récolte!

A peine laissait-il tomber la plume que la paralysie venait le saisir.

Aussi, messieurs, en regardant autour de soi dans la vie

est grand le nombre des hommes qui n'ont pas bonheur, on ne sait plus lesquels il faut plaindre : tant, ou ceux qui sont partis?

que ce repos auquel il aspirait, et qu'il ne lui a de goûter ici-bas, notre confrère, notre ami l'a monde meilleur.

ons pas notre adieu le front incliné vers la terre; ards, notre pensée vers le ciel, où il doit y avoir eur pour tous ceux qui, ainsi que Marc-Michel, x, loyaux, affectueux et bons!

MOINE, mort à Paris le 15 mars 1868, et inhumé e Montmartre le 17 du même mois. — *Discours ses obsèques par M. ALPHONSE ROYER, vice-pré-Commission des auteurs et compositeurs drama-*

ssieurs,

MOINE, le bon, l'aimable, le loyal ami que nous dre, appartenait peut-être plus directement, par es ouvrages, à la presse qu'à la Société des auteurs nais par l'honnêteté de son caractère, par la déli- esprit, par l'excellence de ses sentiments, par le x bon sens qui le distinguait, il a conquis le droit, d'honorer sa mémoire, de se voir réclamer comme ut ce qui pense et par tout ce qui écrit.

douard Lemoine n'est pas concentrée dans un livre ciant de sa personnalité, il ne s'est pas donné la er aux vanités de l'avenir; il a semé son esprit à de la publicité, racontant au jour le jour, dans de useries, ce qu'il avait observé du monde, de ses s travers, rendant au public, comme La Bruyère oris au public.

erie de Lemoine, quoique taillée en flèche bien n pénétrante quand la circonstance le voulait, fut

toujours fine et de bon goût. Sa critique conserva toujours un fond de bienveillance et d'urbanité indiquant l'absence de fiel, de toute aigreur. Malgré l'obscurité volontaire dont il loyait modestement son nom, il est connu et apprécié. Associé à la direction d'un théâtre littéraire et honnête à un haut degré, collaborateur actif de son frère Montigny, il a exercé avec un tact infini l'art difficile de manier les hommes et les choses, et quand il croyait de son devoir d'écarter de l'œuvre du Gymnase un ouvrage qu'il n'approuvait pas, il s'efforçait toujours d'atténuer le dommage par la bonne grâce. S'il se fâchait quelquefois, et cela est possible, car ainsi que nous il fut homme, jamais la pensée de nuire n'approcha de son cœur. Ce cœur plein de bienveillance, cet ami si sûr dans ses relations, ce critique de si bon goût, ne laisse après lui d'autre écho que des regrets éparses dont la réunion serait à désirer. Quoi qu'il arrive, il restera toujours dans le souvenir de ceux qui l'ont connu, de ceux qui l'ont aimé. Je parle avec une concise modestie d'un homme si modeste, mais qui pouvait produire, s'il l'avait voulu, des œuvres plus importantes. « Ne nous servons pas de paroles plus que les choses, » a dit La Rochefoucauld ; c'est pour cette raison qu'en face de l'œuvre publiée, je ne veux pas élever cet édifice dont ses amis seuls connaissaient la haute portée, à la place qu'il méritait, mais qu'il n'a pas voulu prendre.

Édouard Lemoine, au nom de tes confrères de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, je te dis ici le bon adieu ! Sorti des épreuves de la vie, repose en paix dans la tombe et dans l'éternité des justes !

MÉLANGES

CONCOURS MUSICAUX (1)

POÈME D'OPÉRA.

Exc. le maréchal de France, ministre de la Marine et des beaux-arts, par la commission (2) à juger les ouvrages envoyés au concours, pour la composition d'un poème d'opéra, destiné à être mis en musique par un compositeur universel du 11 avril 1868.)

le ministre,

Le-huit concurrents avaient répondu à l'appel fait par l'arrêté en date du 1^{er} août 1867 ; le ministre, nommé par les concurrents eux-mêmes, s'est rendu en présence de cent soixante-huit manuscrits.

Le jury a procédé à une élimination première, écartant, des compositions qui lui étaient proposées, celles qui, par la nature du sujet, ou par la façon dont ce sujet avait été traité, méritaient certainement qu'elles ne pouvaient entrer en ligne et être prises en considération.

Le scrutin a été extrêmement long, s'est fait tout entier en séance publique et aucun poème n'a été rejeté sans qu'il ait été lu en séance publique par tous les membres présents aient été appelés à voter sur son exclusion.

Le résultat sommaire a laissé aux mains du jury dix-sept

divers documents officiels relatifs à ces concours, Annuaire des concours, pages 199 et suivantes.

La commission, nommée au scrutin secret par les concurrents, était composée de M. E. Perrin, directeur de l'Opéra ; Gounod, Félicien David, Emile Augier, Théophile Gautier, Paul de Saint-Victor, et Victor Massé.

poèmes d'opéra, qui lui ont semblé mériter, à divers titres, une attention particulière.

Il s'est ensuite livré à un second travail d'élimination, gardé, après un minutieux examen, que cinq ouvrages de supériorité lui a paru tout à fait évidente.

C'est donc autour de ces cinq manuscrits que s'est engagée la lutte définitive.

Les concurrents ont exprimé le désir que la commission, au même temps qu'elle désignerait l'œuvre du vainqueur, indiquât aussi celles qui avaient le plus approché du prix, et leur assignât des rangs. La commission n'a cru devoir déférer qu'à la partie de ce vœu. Il lui a semblé fort difficile, pour ne pas dire impossible, de marquer un rang à des œuvres qui s'étaient toutes si vaillamment recommandées à son attention par des mérites fort divers. Elle s'est donc arrêtée à l'ordre d'inscription, pour présenter à Votre Excellence les quatre poèmes qui ont partagé l'honneur de cette dernière lutte.

Ce sont :

Le n° 61, avec cette épigraphe :

« Pour faire un opéra cherchez d'abord un drame. »

Le n° 118, avec cette épigraphe :

« *Recedant vetera ;
Nova sint omnia :
Corda , voces et opera. »*

Le n° 142, avec cette épigraphe :

« *Ausa et jacentem visere regiam.
Vultu sereno, fortis et asperas
Tractare serpentes. »*

Le n° 164, avec cette épigraphe :

« *Sub judice lis est. »*

Le n° 61 a semblé à la commission une pièce très-intéressante, d'un bout à l'autre et fort bien coupée pour la musique ; elle satisfait plutôt aux conditions dont se contente l'opéra-comique qu'à celles qui sont exigées pour le grand opéra. La construction de l'intrigue nécessite des développements qui ne p

pris sans l'intervention du dialogue. Le caractère a point assez d'ampleur pour une scène de proportions que celle de l'Opéra, et le jury, en repoussant, pense qu'il aurait des chances ailleurs.

est, au contraire, une œuvre d'un caractère élevé. Les décors sont grandioses, et les vers, qui sont d'un vrai et régulièrement frappé le jury par l'éclat de la forme et de l'harmonie : c'est un opéra du genre de ceux qui ont mérité le nom de tragédie lyrique, et il pourrait soulever raison avec les modèles que nous possédons en ce

considérations ont déterminé le jury à ne point le choisir. Le sujet, qui est héroïque, n'est point susceptible d'un développement; l'un des deux principaux personnages disparaît, et la pièce s'achève sans lui. Le troisième acte est sur tout l'ouvrage est répandue une teinte uniforme et triste douleur qui pourrait, à la longue, fatiguer

et le n° 164 sont d'un caractère tout différent. Ce n'est pas une tragédie lyrique avec sa dignité sévère, c'est le grand opéra avec ses grands mouvements de scène et ses péripéties

toucherait même au mélodrame, et c'est une des raisons qui ont fait écarter. Le sujet, tiré de l'histoire de Normandie, exposé avec une rare vigueur et une grande simplicité. Il avait tout d'abord plu au jury par une idée de grandeur. Le premier acte d'une façon magnifique à la scène; par une situation ingénieusement amenée et développée au second; mais le troisième acte n'a point paru à la hauteur des deux autres, et la couleur mélodramatique, répandue sur tout entière, en a décidé le rejet.

est, au jugement de la commission, une œuvre remarquable par la grandeur du sujet, qui est tiré de l'histoire de France, la simplicité et la rapidité avec laquelle l'action est conduite, les coups de théâtre, l'habileté singulière de l'auteur à combiner au musicien et des caractères bien dessinés et

des situations où s'opposent les passions les plus violentes dans ce livret a frappé le jury, qui n'a fait que de rares exceptions.

Peut-être eût-il remporté le prix proposé par Votre Excellence si nous n'avions rencontré un poème, qui, du premier coup, a réuni tous les suffrages et nous a paru hors ligne.

C'est celui qui a pour titre *la Coupe du roi de Thulé*.

Le mérite de ce poème, que nous proposons à Votre Excellence de couronner, est tout à fait supérieur. La légende sur laquelle elle est fondée, par elle-même très-poétique, est mise en œuvre avec une originalité toute nouvelle. C'est une succession de tableaux faciles à comprendre, et qui naissent tout naturellement d'une action simple et attachante; la fantaisie du comique aura à s'exercer, soit qu'il préfère ce que l'amour a de plus doux, ou la rêverie de plus mélancolique; une couleur lumineuse est répandue sur toute l'œuvre, et les vers sont d'une facture très-pittoresque et d'une rare élégance.

La commission propose, tout d'une voix, à Votre Excellence d'attribuer à l'auteur de ce livret le prix du concours.

Elle a présenté quelques critiques qui ne portent, il est vrai, que sur des points secondaires, mais qui n'en ont pas moins une certaine importance. Ces obligations seront communiquées à l'auteur par le directeur de l'Opéra, au nom de la commission.

La commission, avant de terminer ce rapport, éprouve le soin de témoigner à Votre Excellence le plaisir qu'elle éprouve d'un résultat qui passe son espoir.

Elle n'a point encore, au moment où elle vous adresse ce rapport, connaissance des noms de ceux qu'elle a distingués; elle se féliciterait que ce fussent des jeunes gens encore inconnus, que ce premier succès encourageât à composer de nouvelles œuvres.

Elle ne croirait pas, si elle avait le bonheur de suspecter quelque vocation qui s'ignore peut-être, avoir perdu les

(1) Un journal a fait connaître que *La Coupe du roi de Thulé* est de MM. Louis Gallet et Edouard Blau.

coûtées cet examen, et elle s'applaudirait d'avoir
vues intentions de Votre Excellence.

Avec respect,

Monsieur le ministre,

De Votre Excellence,

Les très-obéissants serviteurs,

Membres de la commission :

Le membre rapporteur, FRANCISQUE SARCEY.

DISTRIBUTION DU POÈME DE L'OPÉRA-COMIQUE.

Par les auteurs des soixante-trois partitions écrites
de M. DE SAINT-GEORGES, *le Florentin*, se com-
mencent, directeur de l'Opéra-Comique ; Maillart,
Gevaert, Georges Hainl, Reber, Semet, Bazin et

partitions a commencé le 15 octobre 1868.

CONCOURS INSTITUÉ AU THÉÂTRE-LYRIQUE.

Institué au Théâtre-Lyrique impérial pour la
œuvre musicale a été clos le 30 octobre 1868.

CONCOURS AUX AUTEURS DE POÈMES LYRIQUES.

APPARD, directeur de la Société royale philhar-
monique, a écrit à quelques journaux français, vers la
fin de 1868, que plusieurs jeunes compositeurs belges
cherchaient de livrets d'opéra, et que si de jeunes
auteurs étaient dans l'intention de placer les leurs, il
fallait donner à ces derniers tous les renseignements
nécessaires aux compositeurs belges.

CONCOURS POUR LE GRAND PRIX DE COMPOSITION MUSICALE.

Le concours de composition musicale a été décerné par le
ministère, à MM. RABUTEAU et WINZWEILLER, tous deux
membres de la commission, et seuls candidats admis à
concourir. Parmi ceux qui s'étaient présentés, trois ont été écartés.
Le règlement prononcé par le jury se fera dans les conditions

suivantes : la pension sera servie pendant quatre ans au premier des deux lauréats, M. Rabuteau, et pendant trois ans à M. Win-

SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS ALLEMANDS

Un journal musical de Paris annonçait récemment qu'une société des auteurs et compositeurs allemands était créée à Vienne et qu'elle avait élaboré ses statuts, en partie calqués sur ceux de la Société française. D'après ce journal, le comité directeur serait composé de MM. LAUBE, MAUTHNER, MOSENTHAL, compositeurs dramatiques, et de MM. F. DE FLOTOW et SUPPÉ, compositeurs

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES. — PIÈCES DE THÉÂTRE ET DE ROMANS.

La Société des gens de lettres, réunie en assemblée extraordinaire pour la révision de ses statuts, a adopté, à la séance du 3 mai 1868, les deux articles suivants :

« Lorsque le sujet et les détails d'une pièce de théâtre ou d'un article de journal ou de revue ont été empruntés à l'auteur d'un livre ou article de journal ou de revue, y a-t-il contrefaçon toutes les fois que cette reproduction ou imitation n'a pas été autorisée par l'auteur. — Cependant les auteurs et compositeurs renoncent à exercer leurs droits de poursuite contre les auteurs et compositeurs des pièces ainsi composées, à la condition qu'ils seront considérés comme collaborateurs (art. 50).

« Dans le cas où l'auteur du livre ou de l'article de journal ou de revue et l'auteur dramatique s'accorderaient pour se considérer comme collaborateurs, la part revenant à chacun dans les bénéfices des représentations théâtrales et la publication des pièces ou articles, sera réglée soit à l'amiable entre les auteurs, soit par la décision de l'intervention du Comité de la Société des gens de lettres ou de la Commission des auteurs dramatiques. — Le recouvrement des droits sera fait sur la demande du sociétaire et à son profit, conformément à l'art. 39. — En cas de refus de l'auteur de la pièce ou de l'article, la poursuite en contrefaçon sera faite au nom et sur la demande des Sociétaires, conformément à l'art. 38 (art. 51). »

Ces deux articles des statuts de la Société des gens de lettres sont en parfaite harmonie avec la jurisprudence et les principes et règles qui doivent présider à la collaboration. Peut-être

des modifications de détails, si les auteurs du projet
aient entendus préalablement avec la Commission
dramatiques.

En effet, auquel renvoie le deuxième paragraphe
porte que tout membre de la Société peut récla-
mer redevance, le ministère du comité pour les per-
tes de nature. Il est évident que si le collaborateur
de la Société des gens de lettres fait aussi partie de la
Société des auteurs dramatiques, il sera payé directement par les
fonds de cette dernière Société ; s'il n'en fait pas par-
tie, il aura intérêt à ce qu'il en soit ainsi, — quoiqu'il
soit à cet égard comme il lui conviendra, — et il lui
faudra de signer entre les mains des agents généraux
comme stagiaire (1) ; en procédant autrement il s'ex-
pose à perdre ses droits de province et de l'étranger, que ne
peuvent percevoir le Comité de la Société des gens de
lettres, d'ailleurs ne ressortit pas à ses attributions.

TOMBEAU DE LÉON GOZLAN.

Élevé au cimetière Montmartre, à la mémoire de
Léon Gozlan se trouve en face du cimetière des Israélites, vis-à-
vis d'Halévy et de la famille Millaud, et à cin-
quante pas du tombeau d'Henri Murger. Un médaillon
incrusté dans la pierre, représente les traits de
Léon Gozlan. La Commission des auteurs dramatiques.
Les bas-reliefs sont sculptés un livre et des plumes, qui
sont encastrées.

TOMBEAU DE MÉRY.

Le tombeau de MÉRY, au cimetière Montmartre, a
été élevé en l'année 1867. Ce monument se compose d'un socle
carré, qui contient la médaille en bronze de Méry, et

1. La Commission relative aux Membres stagiaires
doit déposer chez les agents généraux, *Annuaire* de
1867.

sur lequel est placée la statue d'une Muse qui porte une couronne et s'appuie à une colonne où sont inscrits ces mots : *Naples, Égypte, Heva, la Floride, la Guerre du Nizam.*

Le marbre a été donné à la Commission du monument par le surintendant des Beaux-Arts, M. de Nieuverkerke ; la sculpture a été exécutée par M. Ludovic Durand.

BUSTE D'ALFRED DE MUSSET.

Le buste d'ALFRED DE MUSSET, donné à la Comédie Française par M. le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-Arts, a été placé, le 2 mai 1868, dans le grand foyer du Théâtre Français.

AVIS AUX SOCIÉTAIRES.

On doit rappeler aux Sociétaires qu'ils sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils peuvent remarquer dans le *nuire*. Il sera tenu compte de leurs rectifications, qui doivent être envoyées directement à M. Victor Rozier, inspecteur-vérificateur de la Société, chargé, sous la direction d'une sous-commission ayant à sa tête le Président, de choisir et de coordonner les matières qui composent ce travail.

C'est également à l'inspecteur-vérificateur que les Sociétaires doivent faire parvenir leurs changements de domicile, s'ils ne veulent pas s'exposer à ne pas recevoir les communications. La Commission peut avoir à leur adresser.

ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

DES

COMPOSITEURS DRAMATIQUES

ON DE LA COMMISSION PENDANT L'EXERCICE 1868-1869.

<i>Secrétaires.</i>	<i>Membres.</i>	<i>Suppléants.</i>
JOLES ADENIS.	ÉMILE AUGIER.	ÉMILE DE GIRARDIN.
ÉMILE DE NAJAC.	ÉDOUARD BRISEBARRE.	THÉOPHILE SEMET.
<i>Trésorier.</i>	ALEXANDRE DUMAS FILS.	—
PAUL FÉVAL.	CHARLES GOUNOD.	
<i>Archiviste.</i>	ÉMILE JONAS.	
EDMOND GONDINET.	EUGÈNE LABICHE.	
	VICTORIEN SARDOU.	

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS
DRAMATIQUES.

Procès-verbal de la séance du dimanche 30 mai 1869.

est ouverte à une heure et demie, dans la salle
présidence de M. DE SAINT-GEORGES, président
on.

au bureau :

enis, Édouard Brisebarre, Ferdinand Dugué, Paul
Gondinet, Émile Jonas, Eugène Labiche, Au-
Émile de Najac, H. de Saint-Georges.

ant la séance :

re Dumas fils, Victorien Sardou.

Absents :

MM. Edmond About, Émile Augier, Charles Gounod

Sont présents dans l'Assemblée :

MM. Émile Abraham, Jules Adenis, Édouard d'A
Louis d'Anthoine, Henri Avocat, d'Avrecourt, Bapa
Barbier, Théodore Barrière, Albert Bausset, Frédéric
Henri Becque, Bedeau, Jules Beer, Victor Bernard, C
Luidgi Bordèse, Ernest Boulanger, Anicet Bourgeois
Brisebarre, Alphonse Brot, Édouard Cadol, Amédée d
gustin Challamel, Ed. de La Chauvinière, Henri Chivo
Clesey, Adolphe Choler, Jules Cohen, Edmond Cott
Daillière, Gustave Dangelles, Adrien Decourcelle, Alfred
E. Delteil, Desberards, Raimond Deslandes, Charles Desl
Desolme, Georges Douay, Ernest Dubreuil, Étienne Du
nand Dugué, Alexandre Dumas fils, Dumoustier, Augu
(Muriel), Alfred Duru, Duvert, Elwart, d'Erville, Théo
cheur, Paul Féval, Alexandre Flan, Pittaud de Forge
Fournier, Élie Frébault, Charles Garand, Alexandre G
mond Gondinet, Gourdon de Genouillac, Groubert de C
Huet de Guerville, Léon Guillard, Édouard de Hartog, M
got, Amédée de Jallais, Auguste Joltrois, Émile Jonas,
Judicis de Mirandol, Paul Juillerat, Victor Koning, Eugè
Théodore de Lajarte, Jules Lan, Félix de Lange, Th
Langeac, Armand Lapointe, Albert Laporte, Laurencin
Auguste Lefranc, Alphonse Lemonnier, Louis Leroy
Royer, Llaunet, Bernard Lopez, Eustache Lorsay,
Lucas, Auguste Maquet, Maréchalle, Gaston Marot, Du
lesville, Prosper Mignard, Albert Monnier, Léon M
Moreau, Émile de Najac, Napoléon Naquet, Neuville
Adolphe Nibelle, Eugène Nus, Eugène Nyon, Alpho
Armand Pape, Noël Parfait, Édouard Plouvier, He
Adolphe Poujol, Jules Prevel, Ernest Reyer, Ernes
Hippolyte Rimbaut, Hippolyte Romand, Jules Rostaing,
Alphonse Royer, de Saint-Georges, Alphonse Salin

n Sardou, Élie Sauvage, Thomas Sauvage, Félix
er-Stel, Albéric Second, André Simiot, Léon Su-
Thiéry, Alfred Tranchand, Louis Tronche, Mario
beil, Verconsin, Jules Vizentini, A. Vogel, Charles
in, Albert Wolff.

fait connaître l'ordre du jour, M. le Président
à M. Jules Adenis, secrétaire, qui lit le rapport

eurs et chers confrères,

dernier, la Société des auteurs et compositeurs
comptait quarante années d'existence ; et si nous
min parcouru, nous serons heureux de constater
puissance peut arriver une association où toute
t personnel s'efface devant l'intérêt général, et
sion de principes. C'est ainsi qu'en écoutant le
travaux de votre Commission pendant l'exer-
le s'écouler, vous reconnaîtrez que, fidèles à la
avons poursuivi et obtenu une nouvelle consécra-
qui est, depuis quarante ans, le but que nous
d'atteindre : la perpétuité de la propriété litté-

édons par ordre et examinons ensemble notre
is des théâtres de Paris, de la province et de

encerons par l'Opéra, qu'un décret que vous con-
récemment à l'industrie privée, et qui se trouve
la loi commune aux autres théâtres. En 1860,
t élevé au chiffre de 500 francs par soirée la
r aux auteurs, et depuis cette époque l'Opéra a
tarif.

nération est-elle en rapport avec l'importance et
vrages représentés sur cette grande scène ? Votre

Commission n'a pas été de cet avis, et elle a décidé à l'unanimité qu'elle userait de son influence et de son droit pour conclure avec la direction de l'Opéra un traité qui donne aux auteurs et compositeurs une rémunération plus large et plus équitable. Les négociations ont été entamées et seront énergiquement suivies.

» En ce qui concerne l'Opéra-Comique, vous vous rappelez, Messieurs, que vous vous êtes séparés, l'année dernière, en décidant que nous aurions à saisir la Commission du budget du Corps législatif, des griefs reprochés au directeur de ce théâtre pour obtenir que sa subvention ne lui fût délivrée, à mesure qu'au fur et à mesure de l'accomplissement des obligations qu'il lui impose son cahier des charges.

» Le lendemain de cette décision, c'est-à-dire le 29 janvier, la pétition était rédigée et elle allait être envoyée à notre président reçut, de M. le maréchal Vaillant, la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

» J'apprends par les journaux que, dans l'Assemblée générale des auteurs et compositeurs dramatiques qui a eu lieu le 28 du mois dernier, des plaintes d'une certaine vivacité se seraient élevées contre la direction du théâtre impérial de l'Opéra-Comique.

» Au milieu des versions différentes publiées sur cet incident, j'ai peine à me rendre bien compte de la nature et de la portée des griefs qui ont été articulés, et je crois ne pouvoir mieux faire, pour me renseigner, que de prier la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, l'organe naturel des vœux de l'association, de vouloir bien me faire connaître d'une manière précise les actes de la direction de l'Opéra-Comique qui ont été l'objet de critiques, et qui seraient contraires aux intérêts des auteurs.

» Agréez, Monsieur le Président, et

» *Le Maréchal de France,*

» *Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.*

» *Signé : VAILLANT.*

» Pour répondre à cette preuve de sollicitude, notre président faisait immédiatement parvenir à M. le Ministre un

sur tous les griefs reprochés au directeur de

cette communication, une entrevue avait lieu
Beaux-Arts entre le Président de la Commission
n, en présence M. le maréchal Vaillant et de
et.

iative et à la fermeté de notre Président, il résul-
tance les conventions suivantes :

ligation imposée par le cahier des charges au
éra-Comique de représenter vingt actes nou-
nt jugée excessive, le nombre *minimum* des
qu'il aurait désormais à jouer chaque année se-
ze, et que dans ce nombre le directeur ferait
es en un acte ;

e modification ne serait pas seulement annexée
ciété des auteurs et compositeurs dramatiques
en, mais qu'elle serait aussi une condition du
es, de telle sorte que l'exécution de cet engage-
ment garantie et par le Ministère et par la Com-

ouvrages du domaine public seraient, à l'avenir,
ouvrages nouveaux ;

e les droits d'auteur qui, durant la période des
nées d'exercice, avaient donné, en raison du non-
maine public, une moyenne de 11 3/4 p. cent par
s à 12 % sur la recette brute, sans déduction du
s et quelle que fût la composition du spectacle.

ns nouvelles furent soumises aux auteurs inté-
vées par eux à l'unanimité, puis définitivement
notre Commission et la direction de l'Opéra-
voir leur effet à partir du 1^{er} août 1868, et pren-
vier de l'année prochaine. A cette date expirent
qui nous lient à l'Opéra-Comique, et la Commis-
s succéder reprendra alors toute sa liberté d'ac-

conditions nouvelles que nous avons obtenues,

elles créent un précédent qui n'est pas seulement applicable à l'Opéra-Comique, et elles nous ont paru présenter un avantage :

» De sauvegarder enfin, et d'une façon sérieuse, les droits des compositeurs français qui, depuis vingt ans, sont délaissés par les bénéfices que les directeurs réalisaient sur les œuvres du domaine public ;

» De pouvoir donner, — ainsi que nous l'avons dit précédemment — une consécration nouvelle au principe de la propriété littéraire, car vous avez compris, Messieurs, que nous ne ferions pas dans notre caisse de secours les sommes provenant du domaine public qu'à défaut d'héritiers légitimes.

» Dorénavant, de tous les anciens ouvrages, les chefs-d'œuvre seuls resteront debout ! mais les chefs-d'œuvre modèles, et nous devons être les premiers à nous incliner devant eux ; dorénavant aussi nous n'assisterons plus à ce spectacle de voir le fils vivre de privations, à côté de l'œuvre qui s'est enrichi en exploitant le chef-d'œuvre laissé par son père.

» Nous avons dit que ces conditions nouvelles créaient un précédent et n'étaient pas seulement applicables à l'Opéra-Comique. La meilleure preuve à vous en donner c'est que nous les avons immédiatement appliquées au Théâtre-Lyrique. Par le traité conclu avec le directeur de ce dernier théâtre il a été bien stipulé que la part proportionnelle, afférente aux auteurs, serait prélevée sur la recette brute, quelle que soit la composition du spectacle, sur les *traductions*, et les pièces dites du *Domaine public*, payées comme les ouvrages nouveaux.

» Quant à nos relations avec les autres théâtres, elles ont été changées pour ceux dont les directions sont restées libres. Nous aurons à renouveler les traités du Gymnase, de la Porte-Saint-Martin, du Châtelet, de l'Ambigu, du théâtre Cluny et de l'Athénée. Nous avons conclu des traités nouveaux avec la Porte-Saint-Martin, la Gaité, les Bouffes-Parisiens et les Folies-Marigny.

» Au sujet de ces traités nous avons à vous faire connaître plusieurs clauses nouvelles que nous voulons y voir figurer. La première est une mesure de précaution. En cas de

mes de drame, nous nous sommes trouvés dans une failli compromettre gravement vos intérêts. Les ces théâtres ne voyant pas le succès répondre à s — peut-être même à leurs efforts, — ont trouvé s'affranchir du paiement des droits d'auteur, de e pendant deux mois environ nous n'avons vécu u papier timbré. Grâce à l'énergie des mesures ivité de nos agents, nous sommes sortis à peu près e ces deux désastres ; mais les frais judiciaires et é sont hors de prix, et dans l'intérêt de notre caisse ons dû aviser au moyen de prévenir le retour de les. Ce moyen, notre conseil judiciaire nous l'a siste à demander aux directions nouvelles, en tre répertoire, un cautionnement ou plutôt un nan- té spécialement à la garantie de nos droits.

modification nous a été suggérée par les circon- tes : Le directeur d'un petit théâtre de genre avait e de remplir les trois quarts de sa salle au moyen cs, dits *billets de faveur*, pour lesquels il faisait élivrant, soit cinquante centimes, soit un franc par la salle, qui était pleine, représentait 400 francs de directeur n'accusait à nos agents que la recette du 0 ou 50 francs environ. Ce trop habile *impresario* a au moment où nous allions le traduire en police e ; mais, pour éviter le retour d'une fraude si préju- intérêts, nous avons inséré dans nos traités l'ar-

concerne les sommes prélevées sur les billets de faveur, ur assurer l'exactitude de cette partie de la recette, sera er par un signe connu de MM. les agents généraux tout droit à une rétribution quelconque. Quant aux véritables r, délivrés gratuitement, ils devront chaque jour être la feuille du contrôle, de telle sorte que les agents gé- t constater que le nombre de billets de toute nature ousement au nombre de places occupées dans la

» Enfin, par suite de la facilité avec laquelle les directeurs de Paris transportent aujourd'hui leur troupe, leur matériel et leurs pièces, soit en province, soit au delà des frontières, nous avons décidé d'introduire dans les nouveaux traités une clause protectrice qui suivra partout nos ouvrages, même à l'étranger... tout à l'étranger.

» Nous en aurons terminé avec les théâtres de Paris, Messieurs, en vous donnant la liste des cafés-concerts auxquels nous avons également consenti des traités. Ce sont les *Folies Bergère*, le *Café du Paradis*, le *Café de l'Alcazar*, le *Café des Porcherons*, le *Concert Tivoli*, le *Café de la Renaissance*, le *Café de la XIX^e Siècle*, le *Café des Mille Colonnes*, et le *Café-Concert Gaité*.

» Quant aux théâtres situés dans les limites de l'ancienne lieue, et qui, à titre d'essai, avaient été assimilés aux scènes de province, il nous a paru de toute justice d'élever le chiffre du droit proportionnel qu'ils ont à nous verser sur leurs recettes.

» A l'étranger, Messieurs, notre situation ne s'est pas améliorée. En Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie, nous sommes privés de nos droits.

» Et cependant, depuis la promulgation des traités internationaux, nous n'avons pas laissé échapper une occasion de donner l'exemple de l'hospitalité la plus généreuse, je dirai même la chevaleresque!

» Nous avons été jusqu'à faire passer aux héritiers de We de Mozart des sommes qui appartenaient à notre caisse sociale, auxquelles, *légalement*, ils n'avaient aucun droit !

» Eh bien, Messieurs, nous croyons que le moment est d'entrer énergiquement dans la voie des représailles. échange, soit ! mais nous sommes las de ce prétendu échange, qui ne cesse de répondre à la confraternité par la même trefaçon !

» Voici donc la décision que nous avons prise et que nous prions de vouloir bien approuver :

« Les auteurs d'ouvrages d'origine étrangère, et par conséquent compris dans le domaine public, jouiront, dans les conditions de proximité fixées par les traités internationaux, des avantages, y é

tion sera régulièrement organisée dans lesdits pays, aux auteurs français. — Seuls, les auteurs étrangers admis dans les concours français jouiront des mêmes droits que ces derniers pour leurs ouvrages d'origine étrangère. »

Un pareil état de choses, c'est un devoir pour nous de rendre un juste hommage au nouveau directeur de Bade, M. de Bode, qui, avec une courtoisie charmante, s'est empressé de nous faire savoir que notre Commission avait échangé avec son oncle, et par lequel le théâtre de Bade nous avait été confié par représentation.

En quittant l'étranger, remercions encore M. Meuran, directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, toujours soucieux de nos intérêts, a obtenu du gouvernement belge la modification au traité international, que le comte de Herbet nous avait fait espérer. Une déclaration, en date du 15 février 1869, signée entre la France et la Belgique, supprime les formalités exigées par la convention de mai 1861. En outre, on se présente, un duplicata du récépissé de dépôt, toujours tenu l'imprimeur, suffit pour établir tous

pour rendre cet exposé aussi complet que possible, nous ne pouvons passer sous silence une question qui, le mois dernier, a été soulevée au jour du Corps législatif. Nous voulons parler du rôle des théâtres, qui exerce une si fâcheuse influence sur la production des œuvres dramatiques. Malheureusement, les espérances que l'on avait eues ne se sont pas réalisées, et M. Pelletan, malgré ses efforts, a vu son amendement rejeté dans la séance du 15 février. Mais le dernier mot n'a pas été dit sur cette question, car vous avez pu le lire dans les journaux, un arrêté du ministre des Beaux-Arts vient d'instituer une Commission composée de membres appartenant aux grands corps de l'État (1),

La Commission est composée de MM. Boudet, premier vice-président du Corps législatif; Ferdinand Barrot, grand référendaire du Sénat; Chaix de Combe, président du Sénat; Lebrun, sénateur, membre de l'Académie des sciences; Leroux, ancien vice-président du Corps législatif; Nogent-Tahureau, Welles de la Valette, anciens députés au Corps législatif.

et qui est chargée d'étudier toutes les questions qui se rattachent à la perception de cet impôt. Il s'agit notamment de rechercher si la redevance supportée par les théâtres ne pourrait pas être réduite dans une certaine mesure ; si cette redevance ne pourrait pas être perçue sur la recette *nette*, au lieu de l'être sur la recette brute ; et enfin si cet impôt, tel qu'il existe aujourd'hui, frappe également tous les établissements qui y sont assujettis. »

» Quelle que soit la décision prise, elle ne peut être qu'utile et favorable à nos intérêts.

» Vous savez tous, Messieurs, qu'il y a trois ans, une agence de librairie dramatique fut créée, dans le but exclusif de fournir aux membres de la Société la faculté d'éditer et de publier leurs ouvrages. Or, ces jours derniers, M. Louis Lacour, notre agent général, est venu nous apprendre que le succès n'avait pas répondu à l'attente, et nous exprimer ses regrets de ne pouvoir continuer l'entreprise.

» Une sous-commission a été nommée immédiatement pour réorganiser une nouvelle agence de librairie, et nous espérons qu'elle sera établie, cette fois, sur des bases plus solides et plus durables.

» Permettez-nous, maintenant, de vous parler de deux autres bonnes actions que vous avez faites par notre entremise. C'est qu'un bienfait ait vraiment du mérite, la main droite, dit-on, ne doit pas ignorer ce qu'a donné la main gauche. A ce compte-là, Messieurs, vous qui êtes notre main droite, vous devriez ne rien faire sans nous. Mais, dans le désir de recommander nos protégés aux commissions futures, nous avons pensé que mieux valait tout

gislative ; De Lavenay, président de la section des finances au Conseil municipal ; Manceaux, Merruau, Chamblain, conseillers d'État ; Camille Doucet, directeur général de l'administration des théâtres ; Husson, directeur de l'administration municipale ; De Lurieu, inspecteur général des établissements de bienfaisance.

MM. Eugène Ferrand, chef du bureau des théâtres, et Arthur de Bouteiller, commissaire impérial, rempliront les fonctions de secrétaires de la commission.

is soin d'un orphelin et d'une orpheline. L'orphe-
s de Louis Lefèvre. Nous avons voté jusqu'à ce jour
essaire pour son entretien et son instruction, jusqu'à
u jeune homme, il ait pu, par le choix d'une pro-
ffire à lui-même. L'orpheline, c'est M^{lle} Dunan-
e nous avons placée dans la maison d'éducation des
incient de Paul, près Paris. Les orphelins de nos
leur nom soit obscur ou illustre, sont égaux devant
Aussi, Messieurs, vous qui avez élevé, doté et marié
e-nièce de Racine, vous nous approuverez, nous
douter, d'avoir suivi un généreux exemple... et vous
avis que le secret ne doit pas sortir de la famille.

as à vous apprendre encore que, par suite du décès
docteur Thibault, qui était si dévoué à notre Société,
trat et Semerie ont sollicité, comme un honneur, la
emplacer. En raison du nombre toujours croissant de
s, nous avons accueilli leurs demandes, et votre
té se compose aujourd'hui des docteurs Firmin,
ie.

s reste plus qu'à vous dire quelques mots d'une
n, qui s'adresse plutôt à l'avenir qu'au présent, et
ssions qui doivent nous succéder seront sans doute
oudre, *la révision de nos Statuts*. Nous avons fait
lées, à vos aspirations, à vos lumières, et jusqu'à
avons reçu quatre lettres ou mémoires qui ont été
ous-commission chargée de préparer le travail.

reste ouverte, et nous comptons sur vous, Mes-
ous venir en aide, car ce n'est pas trop de toutes
nies pour élucider et mener à bien des réformes si
ées à l'avenir et à la prospérité de notre asso-

essieurs, le résultat de nos travaux. Mais avant de
té à votre bienveillante attention, nous devons vous
oms et les œuvres des confrères que nous avons
emier nom qui se présente sur cette liste nécrolo-

gique est celui de JULES DE PRÉMARAY (1), qui eut, comme auteur et comme critique dramatique, ses jours de succès et de popularité, mais qui eut aussi cette poignante douleur de survivre à son talent. Puis, nous avons à regretter VIENNET (1), de l'Académie Française, esprit fin et caustique, auteur de fables charmantes, qui présida bien des fois vos commissions d'alors, ses contes, ses nouvelles; ACHILLE D'ARTOIS; VIOLET D'EPAGNY; EMPIS (1), de l'Académie, auteur de *la Mère et la Fille*, qui eut l'honneur d'être élu par votre Président, et qui fut, longtemps aussi, administrateur du Théâtre-Français; GERMAIN DELAVIGNE (1), qui a signé avec Scribe *la Muette* et *Robert le Diable*; ROSSINI... (1) : à ce nom, je m'arrête. Il suffit de l'entendre pour que la pensée se le représente aussitôt comme entouré de l'auréole du génie! Il faut une parole plus éloquente que la nôtre pour parler dignement de sa gloire! Notre cher Président a dit de cet homme illustré devant sa tombe ouverte, — ce qu'il y avait de mieux à dire : « Pour Rossini, l'immortalité ne commence pas au jour de la mort... elle continue! »

» Et ces pertes irréparables ne sont pas les seules que nous ayons faites, car nous avons vu succomber encore : LOUIS NOYERS; BEZANZONI, compositeur, décédé à Venise; CHARLES TAILLE; ERNEST ALBY; DUNAN-MOUSSEUX; GABRIEL, l'auteur qui plaudi de *Victorine ou la Nuit porte conseil*; HECTOR BERLIOZ, qui l'on doit la belle partition des *Troyens*; CARMOUCHE (1), qui a signé plus de deux cents pièces! AMÉDÉE ROLLAND, hardi lutteur, qui, hélas! chancelle et tombe sur le champ de bataille, à l'âge où les heureux de la vie sont dans la force de l'âge! VARIÉTÉS, esprit essentiellement original, dont le brillant répertoire a réjoui de toute une génération! Qui ne se souvient de *la Chanson à deux lits*, du *Caporal et la Payse*, de *l'Omelette fantastique*, des *Saltimbanques*, cette épopée burlesque, dont les fines sautes sont restées comme autant de proverbes?... CHARLES BASSET, qui s'était fait connaître sous le pseudonyme d'ADRIEN ROBERT;

(1) Voir ci après, à l'article *Nécrologie*, les discours prononcés au sujet de ces sociétaires.

LE (1), enfin ! qui, après avoir commencé par *Gle-Sept Enfants de Lara*, devait couronner sa carrière *repenties* et par *les Sceptiques*. En parlant d'un de s qui n'est plus, Mallefille disait : « Il avait l'âme rté castillane ; fatigué de luttés, abreuvé de décep-se plaignait à personne et ne se plaignait de per-éloge ne s'applique-t-il pas à Mallefille lui-même, et insi, Messieurs, que par la conscience de leurs tra-tion de leur caractère, ceux qui partent sont souvent ment et un exemple pour ceux qui restent ? »

de ce rapport, dont plusieurs passages ont été vive-lis, se termine au milieu des bravos unanimes de

ait observer que le rapport mentionne, il est vrai, le oz' parmi ceux des auteurs et compositeurs enlevés ar la mort, mais qu'il devrait encore renfermer, à m, un tribut déloges non moins dû qu'à la mémoire

ident répond que Berlioz, n'ayant pas fait partie de tait déjà rendre hommage à sa gloire que de le citer dont cette Société regrette la perte, mais que, néan-ait tenu compte de l'observation de M. Reyér.

sion s'élève ensuite au sujet des modifications appor-de l'Opéra-Comique ; y prennent part tour à tour : n, de Saint-Georges, Thomas Sauvage, Vogel, Anicet e Rostan, Paul Féval, Dubreuil. M. le Président, après oles auxquelles l'Assemblée tout entière adhère par net aux voix la clôture de la discussion, qui est adop-mité.

ident met ensuite aux voix le rapport du Secrétaire, ment adopté à la presque unanimité.

près, à l'article *Nécrologie*, les discours prononcés aux obsè-ctétaires.

La parole est donnée à M. Paul Féval, trésorier, pour la lecture du rapport sur la situation financière de la Société.

Ce rapport est conçu dans les termes suivants :

« Messieurs et chers Confrères,

» L'année dernière, j'ai eu l'honneur de vous dire qu'en ce sens, le rapport du trésorier est rendu à peu près inutile. Cette mesure, d'ailleurs excellente, qui met nos comptes sous les yeux des sociétaires avant l'Assemblée générale.

» Mon opinion à cet égard n'a fait que s'affermir. Je crois qu'il suffirait désormais de changer la formule de votre décision pour que vous voteriez sur les comptes de la Commission au lieu de voter sur le rapport du trésorier. Ce serait à la fois plus clair et plus court.

» Néanmoins, puisque les choses restent en l'état, je vais vous soumettre, selon la vieille coutume, quelques observations et quelques faits.

» Vous connaissez l'ensemble et les détails des recettes et des dépenses, notablement diminuées, en comparaison du dernier exercice ; permettez-moi de mentionner seulement ce qui concerne notre caisse sociale, et par conséquent l'administration et les commissaires.

» Les représentations à bénéfice, stipulées en notre faveur dans les traités, ont produit près de 9,000 fr., et me donnent l'occasion de vous faire connaître une mesure, à mon avis très-sage, que la Commission a prise. Les représentations à bénéfice effectives ne réussissent pas toujours, malgré les soins considérables qu'elles imposent à ceux qui se chargent de les régler ; d'un autre côté, il y a eu parfois des non-valeurs lorsqu'il s'est agi de toucher le prix de rachat de ces mêmes représentations. La Commission a décidé qu'à l'avenir toute nouvelle direction paierait l'indemnité de sa représentation à bénéfice d'avance, en signant son traité. Le théâtre de la Gaîté est le premier qui ait accepté et rempli cette clause conservatrice de nos intérêts.

» Mon collègue Adenis vous a signalé une autre mesure

moins importante, je veux parler du nantissement de la Commission exige désormais pour sauvegarder l'auteur, en cas de faillite.

À ce besoin, je le suppose, d'insister sur les faits trop très-malheureux qui ont imposé à vos commissaires de mettre vos recettes à l'abri des aventures directo-

riales dans un temps où les auteurs, sans rien perdre de la surveillance nécessaire à l'égard des théâtres qui les intéressent, néanmoins, mesurer tout ce qui est confiance et prudence rigoureuse.

En ce qui concerne les représentations à bénéfice, dont je parlais tout à l'heure, je dois mentionner une somme totale de 563 fr. abandonnée par M^{mes} Adam et Crosnier, MM. Mazindin, Meilhac, Halévy, Chivot, Duru et M^{mes} Scribe, et les membres de la Commission qui abandonnent leurs parts, sans pas être cités.

La cession de l'Empereur à l'Opéra a été payée 500 fr., celle de la Comédie-Française 100 fr.

Enfin ce qui a rapport aux sommes offertes à la caisse de secours, nous avons reçu 32 fr. 35 cent., produit de la quête de Molière, et notre collègue, de Najac, a versé 10 fr., prix d'articles au *Figaro*.

Enfin, Messieurs, en secours, dans l'exercice 1868-1869, 89 fr.

En outre remis à M. Max de Weber les droits de perception au bénéfice de la caisse de secours pendant plusieurs années, et montant à 3,216 fr.

Les biens du domaine public figurent à la recette pour une somme de 10,600 fr.

Vous avez pu remarquer dans les dépenses un article relatif au matériel d'imprimerie. Ce n'est pas que nous ayons des machines à vapeur, mais des typographes.

La somme, 91 fr. n'étaient pas encaissés au 10 mai dernier, et ne figurent que dans les comptes de l'exercice 1868-1869.

Il s'agit tout simplement de l'acquisition de caractères dans les tableaux des droits d'auteurs et dans les listes de noms d'auteurs qui doivent, chaque année, être insérés dans *l'Annuaire*. Au moyen de l'achat du plomb, les changements à opérer ne coûtent plus que le prix des corrections, au lieu des frais considérables de composition et de mise en pages.

» La somme employée est de 865 fr.; elle sera amortie en trois ans. Nous voudrions trouver souvent des placements fructueux à opérer pour votre compte.

» Tout le monde reconnaît l'utilité de ces tableaux, qui renseignent exactement les sociétaires sur la position des théâtres de la province, au point de vue de la perception. Il est bon que nous nous voyions de plus en plus clair dans ses propres affaires.

» Voici le résumé de notre comptabilité :

» Le capital social, dans l'exercice clos, s'est augmenté de 10,664 fr.

» L'origine de cette plus-value est ainsi :

» 1° Le cours de nos valeurs ayant monté, elles ont augmenté de 5,842 fr.

2° Il y a eu excédant de recette égal à 4,812 fr.

» Ce qui fournit le total précité.

» J'aurais fini, Messieurs, si je ne m'étais avisé l'année dernière de vous parler avec une certaine vivacité d'une maladie qui persiste à regarder comme très-dangereuse, parce qu'elle est basée sur l'élément de confraternité qui est la base de toute association.

» Après mon Rapport, notre collègue Brisebarre prononça un discours en faveur de la révision des Statuts, et ce discours fut très-élogieusement accueilli par la commission qui avait élu pour président M. Brisebarre, dont je me félicite.

» Nous nous sommes occupés de la révision; nous avons fait un rapport sur ce sujet appelé écrit à tous nos confrères. Nous avons reçu un grand nombre de réponses. On dirait que la question n'est pas mûre.

» Mais le mal auquel je faisais allusion tout à l'heure est commun avec la révision des Statuts. Ne vous semble-t-il pas que

important serait de trouver un moyen pour empêcher
les loyaux d'être systématiquement lésés par les

existe, c'est moi qui vous l'ai signalé publiquement,
je j'ai bien fait. Le remède manque.

En que la résignation est aussi un remède.

Est-elle arrivée à ce point où les médecins con-
sultables en lui disant : Il faut vivre avec votre mal ?

On mérite de vous être soumise.

Les bons esprits prétendent, en effet, que la liberté
serait la mort de notre Société.

Effrayant, j'en conviens.

Mais, dans l'état actuel des choses, je fais observer qu'il
faut laisser et à se cacher pour prendre cette liberté qui
est pour tout le monde.

Non et c'est injuste, convenez-en à votre tour.

Enfin résignés, Messieurs; si telle est votre phi-
losophie celle de ceux qui ne peuvent pas; mais laissez-
vous qu'une Société puissante comme la nôtre, au lieu
de son mal, ferait mieux de le combattre et de le

Enfin, je vous donnais à choisir entre deux re-
sultats du travail ou l'énergie de la répression.

Vous avez applaudi, et je vous en remercie, mais vous ne
m'avez rien répondu.

Alors je reviens au nom de votre Commission unanime,
à poser une question encore plus précise :

Voulez-vous essayer de la répression énergique ?

Les classes de délinquants, car toute convention cian-
tine à propos d'une pièce, suppose un auteur et un

Je parle sans réticences, Messieurs; en de pareilles ma-
tières il semble que c'est la seule façon de parler qui soit

Enfin, nous nous engageons tous à poursuivre l'auteur, voulez-vous que
nous soyons éternels vis à vis du directeur ?

» Si vous le voulez, armez-vous, car cette sévérité momentanément des intérêts. Elle peut, elle doit aller au refus de conclure ou de renouveler un traité, et même à l'interdiction, s'il y a lieu.

» Nous vous demandons votre avis là-dessus.

» Les pouvoirs administratifs de la Commission sont limités et nous le savons bien ; mais, en cette circonstance, nous ne voulons pas agir sans connaître votre pensée, et nous ne pouvons être contre votre volonté.

» Je vous préviens donc, Messieurs et chers Confrères, que je vous prie de bien écouter ceci : je vous préviens qu'en votant mon Rapport, vous voterez oui sur la question qui va suivre :

» Voulez-vous confier à vos commissaires le mandat d'agir contre « les auteurs » et les directeurs qui transgressent le droit des auteurs ?

» Nous réclamons cette fois de votre loyauté une réponse catégorique.

» Donnez-nous le mandat en approuvant mon Rapport, ou en écartant mon Rapport, refusez-nous le mandat.

» Le mandat nous armera d'une force morale non susceptible de refus dégageant notre responsabilité.

» C'est à vous de choisir, nous sommes à vos ordres.

Après la lecture de ce Rapport, écouté constamment avec les marques du plus vif intérêt, M. Paul Féval est salué par les applaudissements chaleureux de l'Assemblée tout entière.

M. le Président demande si quelqu'un réclame la parole pour le Rapport du Trésorier.

M. Anicet Bourgeois exprime le désir de voir étendre à tous les auteurs l'application des mesures énergiques de répression. Le Rapport propose d'employer uniquement à l'égard des auteurs infidèles aux obligations de leurs traités.

M. le Président met aux voix cette proposition, qui est adoptée à la presque unanimité.

M. le Président déclare ensuite qu'une Assemblée

lieu pour la révision des Statuts, et il met aux voix
Trésorier, qui est adopté à l'unanimité.

Le président annonce qu'il va être procédé au scrutin se-
cret nominal, à l'élection de cinq Commissaires, en
faveur de MM. Jules Adenis, Ferdinand Dugué, Alexandre
Charles Gounod et Émile de Najac, membres sortants
rééligibles.

La liste des candidats se compose de MM. Jules Barbier, Er-
nest Bourgeois, Édouard Cadol, Raimond Des-
landes, Adolphe d'Ennery, Émile de Girardin, Édouard
Paul Siraudin.

Les votes recueillis par appel nominal, donnent le résultat sui-

vant : nombre de votants : 126. — Majorité : 64.

Jules Barbier.....	90 voix
Raimond Deslandes.....	84
Édouard Pailleron.....	84
Ernest Boulanger.....	83
Édouard Cadol.....	75
Ernest Bourgeois.....	51
Paul Siraudin.....	33
Émile de Girardin.....	32
Adolphe d'Ennery.....	21
Ernest Art.....	15

Le président proclame membres de la Commission :

MM. Jules Barbier.
Raimond Deslandes.
Édouard Pailleron.
Ernest Boulanger.
Édouard Cadol.

Les suppléants :

MM. Anicet Bourgeois.
Paul Siraudin.

En conséquence, la Commission se trouve composée
suit pour l'exercice 1869-1870 (1) :

MM. EDMOND ABOUT.
ÉMILE AUGIER.
JULES BARBIER.
ÉDOUARD BRISEBARRE.
ERNEST BOULANGER.
ÉDOUARD CADOL.
RAIMOND DESLANDES.
PAUL FÉVAL.
EDMOND GONDINET.
ÉMILE JONAS.
EUGÈNE LABICHE.
AUGUSTE MAQUET.
ÉDOUARD PAILLERON.
HENRI DE SAINT-GEORGES.
VICTORIEN SARDOU.

La séance est levée à quatre heures.

(1) Dans la séance du 4 juin 1869, la Commission a constitué
de la manière suivante :

<i>Président</i>	MM. DE SAINT-GEORGES.
<i>Vice-Présidents.</i>	AUGUSTE MAQUET.
—	EDMOND ABOUT.
—	ÉDOUARD BRISEBARRE.
<i>Secrétaires</i>	JULES BARBIER.
—	ÉDOUARD CADOL.
<i>Trésorier</i>	PAUL FÉVAL.
<i>Archiviste</i>	EDMOND GONDINET.

CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

ES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1868-1869.

(Du 11 mai 1868 au 10 mai 1869.)

REVENUS.		DÉPENSES	
	fr. c.		fr. c.
.....	9,272 80	Secours	10,589 10
1/0 (2) ..	9,431 85	Frais judiciaires.....	2,674 05
Public	10,606 45	Loyer, impositions, assu-	
.....	8,834 50	rances.....	1,813 95
.....	362 25	Employés.....	6,366 60
.....	40 20	Bibliothèque	1,745 50
		Annuaire (impression et en-	
		voi).....	1,692 20
		Matériel typographique pour	
		l'Annuaire.....	865 00
		Impression et envoi de cir-	
		culaires et autres imprimés	702 80
		Droits de Weber, perçus pen-	
		dant plusieurs années au	
		profit de la caisse de se-	
		cours, et remis à M. Max	
		de Weber	3,216 30
		Voyage en Italie de l'un des	
		agents généraux au sujet	
		de l'exécution du traité	
		international.....	713 00
		Assemblée générale de 1868.	225 65
		Frais de bureau et de copie.	440 35
		Affranchissement de lettres	
		et de circulaires, timbre	
		de pouvoirs à signer par	
		les stagiaires.....	247 80
		Timbre et copie des traités	
		passés avec les directeurs	
		des entreprises théâtrales	
		de Paris.....	655 00
		Frais divers	1,759 15
	38,548 05		33,716 45
mai 1868..	* 2,902 77	Rachat de vingt obligations	
Obligations	* 6,387 50	Ouest.	* 6,594 00
.....		En Caisse le 10 mai 1869..	* 7,527 67
.....	47,838 32	TOTAL.....	47,838 32

temps écoulé entre la vente et le rachat de vingt obligations du l'Ouest, le coupon de janvier a été détaché (7 fr. 50 c. chaque, des vingt); de là la différence entre le chiffre des revenus touchés ci-après, dans le tableau des valeurs de la Société.

Le demi pour cent dépasse ce qu'il devrait être en le rapprochant du l'auteurs, par les motifs expliqués l'an dernier dans le rapport du M de l'Annuaire).

Les sommes précédées d'un astérisque ne peuvent être considérées recettes ni comme dépenses; en les déduisant du tableau qui précède, on totaux ci-après :

Recette effective.....	38,548 05	Dépense effective.....	3
—	» »	Excédant de la recette ...	
	<hr/>		
	38,548 05		

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient, à 10 mai 1869, la somme de 215,438 fr. 75 cent., en prenant pour base moyen de la Bourse, d'après la cote officielle du lundi 10 mai, conforme tableau ci-après :

VALEURS.	COURS.		PRODUIT.	
	fr.	c.	fr.	c.
3,962 fr. de rente 3 p. 0/0.....	71	62 1/2	94,592	75
45 Obligations Dauphiné.....	330	00	14,850	00
200 Obligations Bourbonnais.....	332	00	66,400	00
114 Obligations Ouest.....	329	00	37,506	00
4 Obligations libérées de la Ville de Paris (emprunt de 1865).....	522	50	2,090	00
			<hr/>	
			215,438	75

Le capital représenté par ces valeurs était, à la date du 10 mai 1869, de..... 2

Il y avait en caisse ledit jour.....

Le capital net était donc de..... 2

Il était, le 10 mai 1868, de..... 2

Soit une augmentation pendant l'exercice 1868-1869, de 1

DROITS D'AUTEUR

ARTICLES STIPULÉS DANS LES TRAITÉS PASSÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

RÉCAPITULATIFS DES EXERCICES 1867-1868 ET 1868-1869,
PAR DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.

Les droits sont placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux ci-dessous, pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les représentations, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui pendant lequel les droits ont été faits dans les agences générales de la Société. Il a été fait d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en détruisant les droits sur lequel il repose. Il a été vérifié avec soin, et il est l'expression exacte des droits des agences générales de la Société pendant les deux derniers exercices.

I. — PARIS

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS D'AUTEUR.	
				Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1867-1868	de 1868-1869
186,073 17	8,956 25	107,823 50	5,751 13	3,202 19	"
216,850 26	8,773 75	96,509 83	5,673 00	3,098 75	"
182,766 69	7,687 50	82,738 07	6,606 25	1,081 25	"
183,270 82	8,085 00	107,953 82	6,718 75	1,366 25	"
188,691 01	8,137 50	129,737 01	7,125 00	712 50	"
189,532 91	8,373 00	139,651 48	7,708 25	668 75	"
112,559 91	6,168 75	134,164 83	6,000 00	488 75	"
131,816 22	6,712 50	171,934 26	6,487 50	225 00	"
118,323 23	6,593 75	146,887 36	6,312 50	281 25	"
127,577 88	7,012 50	142,426 14	4,881 25	2,131 25	"
140,852 45	7,308 75	182,811 89	6,750 00	610 75	"
159,870 02	7,500 00	206,092 14	7,906 25	"	406 25
1,938,183 63	91,671 25	1,638,750 33	78,221 88	13,449 37	"
122,471 11	15,095 65	63,403 28	8,122 16	6,973 49	"
119,546 40	9,880 20	40,547 10	3,345 91	6,534 29	"
119,598 34	11,196 34	17,728 88	2,516 04	11,680 30	"
104,736 90	13,634 30	27,559 92	2,662 03	10,972 27	"
132,027 40	17,454 76	57,733 10	5,711 94	11,742 82	"
161,493 20	22,591 29	89,323 71	9,977 59	12,643 70	"
98,418 58	12,092 59	103,859 51	15,241 05	"	3,148 46
72,504 36	7,418 80	98,221 33	13,153 01	"	5,734 21
88,573 60	10,921 32	138,806 43	16,224 12	"	5,303 80
149,290 62	17,940 81	143,255 88	19,731 07	"	1,799 26
139,603 76	19,279 76	123,067 84	16,423 94	2,853 82	"
97,507 93	11,279 39	99,521 94	13,281 95	"	2 56
1,408,766 45	173,785 21	994,965 25	126,362 81	47,422 40	"

MOIS.	EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS Diffé- rence 1867- 1868.
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	
OPÉRA-COMIQUE.					
Mai.....	141,014 75	18,046 24	112,028 45	13,991 36	4,050 38
Juin.....	150,294 50	19,459 80	81,930 50	10,584 44	8,865 36
Juillet.....	117,503 20	14,896 30	42,514 20	5,338 11	9,558 19
Août.....	104,730 00	13,552 09	71,357 50	8,582 84	4,967 15
Septembre.....	152,852 50	16,906 65	98,048 50	11,765 64	5,140 01
Octobre.....	189,632 70	20,778 22	142,745 70	17,128 15	3,650 07
Novembre.....	117,970 25	13,223 46	126,958 60	15,234 72	3,014 26
Décembre.....	135,917 70	16,517 86	108,047 30	13,248 03	3,269 83
Janvier.....	106,664 70	10,901 96	129,540 95	15,544 61	3,116 05
Février.....	139,226 05	18,031 57	124,167 45	14,899 92	3,131 65
Mars.....	165,925 25	21,067 99	127,515 45	15,301 68	5,763 56
Avril.....	150,153 50	19,496 10	117,682 95	14,121 84	5,374 66
	1,673,885 10	202,880 24	1,282,527 55	155,701 34	47,158 89

OPÉON.

Mai.....	38,425 50	4,146 19	14,545 25	882 65	3,968 44
Juin.....	32,271 75	3,394 07	»	»	3,394 07
Juillet.....	41,444 75	3,508 50	»	»	3,508 50
Août.....	26,944 25	2,916 47	»	»	2,916 47
Septembre.....	58,084 75	7,583 84	18,414 00	1,835 65	5,749 19
Octobre.....	95,680 25	10,921 16	29,590 75	2,882 98	8,038 27
Novembre.....	57,554 75	6,488 83	55,496 25	6,544 51	1,058 46
Décembre.....	35,670 25	3,959 85	36,045 00	4,098 43	3,959 85
Janvier.....	30,790 50	3,197 70	28,382 75	2,911 94	2,882 98
Février.....	45,467 00	5,476 65	41,925 00	4,490 15	3,586 85
Mars.....	47,656 25	6,399 32	35,144 50	3,834 81	2,561 74
Avril.....	39,280 25	4,662 08	23,567 00	2,256 25	2,405 83
	549,270 25	62,654 59	283,010 50	29,737 37	32,943 88

LYRIQUE.

Mai.....	188,333 15	20,837 68	9,103 60	1,204 86	19,633 53
Juin.....	142,603 00	15,266 75	»	»	15,266 75
Juillet.....	121,699 00	13,996 43	»	»	13,996 43
Août.....	115,250 50	12,934 35	»	»	12,934 35
Septembre.....	135,002 00	13,919 35	»	»	13,919 35
Octobre.....	160,581 50	17,549 93	20,980 50	2,098 05	15,451 88
Novembre.....	98,273 50	11,370 61	76,664 50	7,666 45	3,609 06
Décembre.....	56,194 00	6,293 23	56,746 50	5,674 65	61 25
Janvier.....	75,042 00	8,926 62	64,145 50	6,414 55	2,411 03
Février.....	78,387 00	8,750 84	59,176 50	5,917 65	2,830 61
Mars.....	44,216 50	4,350 14	38,846 50	3,884 55	4,350 14
Avril.....	26,827 80	2,655 96	54,247 50	5,424 75	2,655 96
	1,242,408 95	136,651 86	379,911 10	38,285 51	98,362 25

EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1867-1868	de 1868-1869
136,862 00	16,423 44	40,830 50	5,233 87	11,189 57	"
136,369 00	16,364 28	25,168 50	3,254 30	13,109 98	"
145,119 50	17,414 34	26,907 00	3,370 92	14,043 42	"
133,491 50	16,018 98	45,200 50	5,424 04	10,594 94	"
141,715 00	17,005 80	54,482 00	6,537 94	10,467 86	"
167,294 50	20,075 28	117,043 50	14,040 25	6,035 03	"
90,115 00	10,813 80	111,748 50	13,461 66	"	2,647 86
49,206 75	5,905 05	86,376 00	10,365 12	"	4,460 07
80,106 00	9,612 72	101,399 50	12,167 94	"	2,555 22
77,017 50	9,242 18	73,524 00	8,822 76	419 42	"
100,115 50	12,018 86	76,585 00	9,190 18	2,828 68	"
68,585 75	8,403 08	50,818 00	6,098 16	2,304 92	"
1,326,000 00	159,297 81	810,084 00	97,967 14	61,330 67	"

83,339 25	10,000 71	39,525 25	5,883 03	4,117 68	"
51,710 75	6,331 30	19,499 75	2,339 97	3,991 33	"
42,768 50	5,132 22	18,543 00	2,397 96	2,734 26	"
30,999 00	3,719 88	35,293 75	4,373 04	"	553 10
48,448 75	5,889 37	43,937 50	3,272 50	616 87	"
65,649 50	7,937 94	68,992 50	8,423 72	"	485 78
51,549 50	6,185 94	68,992 00	8,279 04	"	2,093 10
68,268 25	8,192 19	74,339 50	8,920 74	"	728 55
61,216 75	7,346 01	139,641 00	16,756 92	"	9,410 91
72,538 75	10,984 65	112,555 25	13,506 63	"	2,521 98
80,492 00	9,659 04	95,410 25	11,449 23	"	1,790 19
64,139 75	7,696 77	58,645 75	7,037 49	659 28	"
721,120 75	89,076 02	775,376 50	94,510 27	"	5,464 25

84,949 00	11,892 90	33,578 00	7,441 76	4,451 14	"
84,649 50	11,850 95	32,103 00	4,494 42	7,356 53	"
68,251 50	9,235 53	27,792 00	3,758 38	5,477 15	"
49,881 00	5,985 72	40,859 00	4,903 08	1,082 64	"
79,907 00	9,588 84	57,974 00	6,956 88	2,631 96	"
106,721 00	13,984 42	80,793 50	9,366 22	4,618 20	"
73,464 00	8,815 69	62,468 50	7,921 38	804 31	"
99,894 50	15,983 15	60,958 50	8,124 00	7,859 15	"
51,875 50	7,686 14	116,367 00	13,964 04	"	6,277 90
63,736 00	8,253 89	88,961 00	10,675 32	"	2,324 43
67,826 00	9,483 86	69,620 50	8,534 35	949 51	"
54,319 00	6,663 80	67,173 00	8,060 76	"	1,396 96
885,474 00	119,524 89	758,648 00	94,200 59	25,324 30	"

MOIS.	EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		PROIT Différence de 1867-18
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	
VAUDEVILLE.					
Mai.....	51,575 50	6,189 06	9,188 50	1,102 62	5,086
Juin.....	47,041 00	5,644 79	28,669 00	3,440 28	2,904
Juillet.....	55,911 00	6,709 30	21,528 50	2,583 42	4,125
Août.....	28,374 50	4,604 88	25,263 00	3,031 56	1,573
Septembre.....	56,700 00	6,804 03	31,270 50	3,752 44	3,051
Octobre.....	68,288 00	8,194 51	36,119 00	4,334 28	3,860
Novembre.....	59,185 00	7,102 20	35,451 50	4,233 96	2,848
Décembre.....	38,752 00	4,723 23	91,165 50	10,919 72	"
Janvier.....	39,012 50	4,681 50	65,642 00	7,877 02	"
Février.....	40,600 00	4,909 12	42,219 00	5,066 09	"
Mars.....	36,710 50	4,405 18	31,870 00	3,824 18	581
Avril.....	30,303 50	3,636 42	37,568 00	4,508 08	"
	562,453 50	67,604 22	435,954 50	54,713 65	12,890

PORTE-SAINT-MARTIN.

Mai.....	71,922 75	7,986 40	12,112 75	1,807 90	6,178
Juin.....	103,299 30	12,502 90	"	"	12,502
Juillet.....	184,222 00	18,483 75	"	"	18,483
Août.....	172,035 00	17,263 00	"	"	17,263
Septembre.....	180,084 25	18,067 80	"	"	18,067
Octobre.....	183,956 05	18,457 20	71,323 25	7,180 10	11,277
Novembre.....	69,282 45	6,798 92	41,695 75	4,517 97	2,280
Décembre.....	30,794 25	3,065 96	141,898 55	17,215 95	"
Janvier.....	170,937 00	17,155 55	122,476 80	14,800 66	2,351
Février.....	127,626 00	12,976 05	86,828 00	10,541 60	2,434
Mars.....	63,964 50	5,825 00	105,361 00	12,757 59	"
Avril.....	41,458 70	4,145 80	195,630 25	23,690 55	"
	1,399,582 25	142,728 33	777,396 35	92,512 32	50,216

Gaieté.

Mai.....	55,981 00	5,598 10	35,987 00	4,222 09	1,376
Juin.....	63,630 50	5,580 02	32,746 50	3,192 76	2,387
Juillet.....	60,150 00	5,261 90	40,561 00	3,912 73	1,319
Août.....	34,027 00	3,067 05	57,285 00	5,738 50	"
Septembre.....	127,155 00	12,715 50	49,736 20	4,973 62	7,711
Octobre.....	108,233 00	10,788 30	60,311 50	6,011 15	4,757
Novembre.....	55,841 50	5,584 20	77,636 50	7,980 55	"
Décembre.....	55,415 50	5,972 80	109,148 50	10,914 85	"
Janvier.....	65,711 00	6,571 10	93,847 00	9,384 70	"
Février.....	50,149 50	5,106 95	63,157 00	6,360 00	"
Mars.....	111,362 00	13,363 44	39,860 05	4,040 04	9,323
Avril.....	55,423 50	6,650 75	46,775 00	4,677 50	1,973
	843,079 50	86,960 11	707,054 25	71,418 49	14,841

EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1867-1868	de 1868-1869
176,104 20	17,610 16	45,051 00	4,505 10	13,105 06	"
198,380 75	19,837 65	"	"	19,837 65	"
178,004 50	17,800 04	1,796 75	179 65	17,620 39	"
186,622 00	18,661 70	42,366 00	4,236 40	14,423 30	"
215,879 25	21,587 60	22,559 75	2,255 83	19,131 77	"
198,111 00	19,810 88	52,481 00	5,247 75	14,563 13	"
42,510 00	4,250 85	59,620 50	5,961 60	"	1,710 75
129,500 50	15,479 97	56,811 00	6,160 44	9,319 53	"
100,188 00	12,022 87	121,989 75	13,748 83	"	1,725 96
58,246 75	6,989 58	75,831 00	8,341 21	"	1,351 63
81,830 50	8,163 05	79,837 50	8,421 06	"	258 01
55,837 00	5,583 70	37,187 23	3,904 53	1,679 15	"
1,621,014 45	167,798 05	598,531 50	62,962 42	104,835 63	"

45,056 60	4,505 35	22,815 00	2,284 15	2,221 20	"
40,274 75	4,027 20	29,673 75	2,967 05	1,060 15	"
36,687 55	3,668 40	19,823 50	2,054 20	1,614 20	"
59,788 75	7,174 70	45,927 25	5,511 10	1,663 60	"
72,362 93	8,683 40	41,517 25	4,761 63	3,921 75	"
69,795 75	8,375 50	56,760 75	5,274 95	3,100 55	"
79,008 50	9,481 05	57,609 00	5,760 60	3,720 45	"
77,148 25	9,258 05	47,933 75	4,793 05	4,465 00	"
58,219 45	6,986 38	38,585 50	4,279 24	2,707 14	"
96,069 00	9,738 75	46,956 50	5,010 40	4,728 35	"
72,773 80	7,277 05	48,554 50	4,855 17	2,421 89	"
43,062 25	4,306 05	23,835 75	2,295 85	2,010 20	"
750,247 60	83,481 88	480,022 50	49,847 41	33,634 47	"

25,379 45	2,527 85	12,780 35	1,277 90	1,249 95	"
30,577 95	3,599 83	6,119 15	611 70	2,988 13	"
20,653 10	2,105 35	"	"	2,105 35	"
21,096 50	2,109 48	10,241 90	1,024 00	1,085 48	"
31,272 90	3,127 10	25,892 45	2,589 15	537 95	"
48,462 25	4,845 92	44,068 35	4,406 65	439 27	"
67,909 20	6,790 65	76,628 05	7,662 35	"	671 70
69,203 55	6,920 17	44,854 25	4,484 95	2,435 22	"
55,919 75	5,591 85	39,744 90	3,974 00	1,617 85	"
48,674 60	4,873 54	53,446 45	5,344 35	"	470 81
33,068 65	3,306 70	59,692 50	5,968 90	"	2,662 90
19,041 05	1,903 90	55,308 75	5,702 93	"	3,799 03
471,160 95	47,702 34	428,777 10	43,046 88	4,655 46	"

MOIS.	EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROIT
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	Différence de 1867-1868.
BOUFFES-PARISIENS.					
Mai.....	»	»	8,077 40	807 73	»
Juin.....	»	»	»	»	»
Juillet.....	»	»	»	»	»
Août.....	8,417 00	841 67	»	»	841 67
Septembre.....	25,009 00	2,500 90	919 00	91 90	2,409 00
Octobre.....	39,174 50	3,917 45	77,716 00	7,771 50	»
Novembre.....	34,954 00	3,529 52	61,148 00	6,114 60	»
Décembre.....	28,320 00	2,861 05	48,081 00	4,808 10	»
Janvier.....	12,478 50	1,258 55	46,329 00	4,632 90	»
Février.....	14,020 50	1,402 05	45,774 00	4,610 62	»
Mars.....	25,438 50	2,538 90	39,485 00	3,948 50	»
Avril.....	18,288 75	1,832 87	68,284 00	6,828 40	»
	206,098 75	20,702 96	395,811 40	39,614 25	»

CLUNY
(Folies-S.-Germain).

Mai.....	9,670 75	917 18	9,761 75	780 71	»
Juin.....	12,115 25	968 99	9,427 75	753 93	215 25
Juillet.....	14,282 75	1,142 30	8,908 50	712 54	425 25
Août.....	14,515 25	1,160 99	9,717 00	781 93	379 25
Septembre.....	21,688 00	1,734 68	22,474 50	1,797 80	»
Octobre.....	40,757 50	3,285 46	56,145 50	4,491 40	»
Novembre.....	30,085 75	2,406 52	57,842 25	4,827 13	»
Décembre.....	22,922 75	2,022 88	57,649 25	4,611 63	»
Janvier.....	37,198 00	3,719 45	50,815 75	4,065 03	»
Février.....	35,802 75	3,580 00	48,225 00	3,837 80	»
Mars.....	29,495 50	2,949 20	36,670 00	3,933 21	15 25
Avril.....	18,067 25	1,547 10	28,743 25	2,312 47	»
	286,601 50	25,235 75	396,380 50	31,725 58	»

FANTAISIES
PARISIENNES

Mai.....	14,011 50	1,681 38	5,863 50	703 60	977 25
Juin.....	12,918 50	1,550 21	3,943 00	473 16	1,077 25
Juillet.....	9,983 50	1,197 97	»	»	1,197 25
Août.....	8,939 75	615 43	»	»	615 25
Septembre.....	12,277 00	1,473 22	2,188 50	262 62	1,210 25
Octobre.....	19,295 50	2,315 47	7,684 00	922 04	1,393 25
Novembre.....	13,171 50	1,580 58	8,893 00	1,067 16	513 25
Décembre.....	10,064 00	1,207 68	9,202 50	1,373 26	»
Janvier.....	2,363 00	283 80	8,067 50	1,388 80	»
Février.....	13,498 50	1,619 88	34,848 00	4,410 53	»
Mars.....	11,772 50	1,412 76	46,423 00	5,861 66	»
Avril.....	10,875 00	1,336 43	37,344 00	4,725 74	»
	139,172 25	16,274 81	164,477 00	21,188 57	»

EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1867-1868	de 1868-1869
"	"	38,528 00	3,852 80	"	3,852 80
"	"	22,709 00	2,279 00	"	2,279 00
"	"	"	"	"	"
"	"	21,395 00	2,139 35	"	2,139 35
"	"	37,234 50	3,723 47	"	3,723 47
"	"	33,416 00	3,341 55	"	3,341 55
16,760 50	2,011 20	33,552 25	3,959 66	"	1,948 46
13,167 00	1,580 04	8,535 75	962 33	617 71	"
23,804 50	2,856 54	"	"	2,856 54	"
23,583 25	2,542 89	"	"	2,542 89	"
55,546 00	5,558 74	"	"	5,558 74	"
132,811 25	14,549 41	195,451 50	20,258 46	"	5,708 75

"	"	15,695 75	1,569 35	"	1,569 35
"	"	8,631 50	863 07	"	863 07
"	"	7,313 50	731 35	"	731 35
"	"	3,006 00	300 60	"	300 60
"	"	7,729 00	772 90	"	772 90
"	"	11,239 00	1,123 85	"	1,123 85
"	"	18,731 50	1,872 80	"	1,872 80
"	"	21,555 25	2,155 15	"	2,155 15
"	"	17,621 75	1,761 90	"	1,761 90
"	"	14,834 25	1,483 35	"	1,483 35
"	"	15,604 25	1,560 05	"	1,560 05
"	"	9,534 50	953 15	"	953 15
"	"	151,496 25	15,147 52	"	15,147 52

11,005 00	1,100 15	5,170 75	516 65	583 50	"
11,504 75	1,150 00	10,520 40	1,051 50	98 50	"
14,083 50	1,407 95	10,673 50	1,066 93	341 00	"
8,295 75	823 35	7,224 25	722 16	101 19	"
14,343 75	1,433 95	8,975 00	897 25	536 70	"
14,306 25	1,456 59	12,716 50	1,271 20	185 39	"
13,102 50	1,342 18	16,017 80	1,601 35	"	259 17
10,102 35	1,009 90	16,455 75	1,645 19	"	635 29
12,545 50	1,254 05	18,339 50	1,833 50	"	579 45
12,219 00	1,223 70	15,369 50	1,536 55	"	312 85
10,372 80	1,036 86	13,512 75	1,350 75	"	312 95
8,102 25	811 34	9,470 00	940 65	"	115 31
139,943 40	14,069 96	144,445 70	14,439 70	"	369 74

MOIS.	EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		Dif.
	Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	
DÉJAZET.					
Mai.....	22,475 25	2,124 00	13,836 00	1,383 45	
Juin.....	17,512 10	1,091 12	335 50	33 55	1,
Juillet.....	10,892 95	909 65	3,093 50	309 20	
Août.....	6,263 30	625 98	3,180 75	327 90	
Septembre.....	2,844 00	281 25	12,138 25	849 84	
Octobre.....	27,414 90	2,297 28	13,729 15	1,163 63	1,
Novembre.....	25,794 50	1,934 40	13,555 75	1,357 25	
Décembre.....	21,574 50	2,056 02	9,642 35	963 88	1,
Janvier.....	13,233 75	1,323 05	28,622 00	2,861 75	
Février.....	16,041 50	1,603 80	22,534 00	2,253 10	
Mars.....	12,588 95	1,258 65	14,884 25	1,488 03	
Avril.....	16,622 75	1,662 14	10,539 25	1,053 73	
	193,288 45	17,170 34	146,090 75	14,043 35	3,

MENUS-PLAISIRS.

Mai.....	16,797 15	1,679 53	»	»	1,
Juin.....	11,661 25	1,166 05	»	»	1,
Juillet.....	9,616 25	961 30	»	»	
Août.....	5,364 50	536 15	»	»	
Septembre.....	12,502 00	1,249 82	2,358 50	235 85	1,
Octobre.....	37,275 50	3,727 10	21,434 60	2,143 45	1,
Novembre.....	24,068 75	2,574 27	17,994 05	1,799 35	
Décembre.....	14,563 50	2,073 80	12,207 50	1,289 62	
Janvier.....	82,799 50	13,459 90	29,051 00	3,446 00	9,
Février.....	74,393 00	11,979 30	4,051 35	405 10	11,
Mars.....	46,576 50	6,221 40	12,309 75	1,477 19	4,
Avril.....	37,204 00	4,593 23	9,456 25	1,120 25	3,
	372,824 90	50,226 87	108,883 00	11,958 81	38,

FOLIES-MARIGNY.

Mai.....	20,430 75	2,042 92	4,909 50	490 90	1,
Juin.....	18,199 50	1,819 77	4,295 75	429 57	1,
Juillet.....	15,157 00	1,515 55	4,735 50	473 55	1,
Août.....	8,091 50	809 10	3,235 25	323 50	
Septembre.....	7,967 90	796 60	4,134 00	413 35	
Octobre.....	11,587 35	1,158 60	4,812 50	481 20	
Novembre.....	6,966 50	696 52	5,113 75	511 35	
Décembre.....	19,434 75	1,943 44	25,130 75	2,513 12	
Janvier.....	14,823 00	1,482 40	17,726 25	1,772 55	
Février.....	13,136 50	1,313 65	11,698 75	1,169 85	
Mars.....	9,530 75	953 05	13,526 25	1,356 85	
Avril.....	8,710 25	871 00	15,854 00	1,585 25	
	154,037 75	15,402 60	115,172 25	11,521 04	3,

EXERCICE 1867-1868.		EXERCICE 1868-1869.		DROITS D'AUTEUR. — Différence en faveur	
Recette brute.	Droits d'auteur.	Recette brute.	Droits d'auteur.	de 1867-1868	de 1868-1869
3,032 50	302 89	3,628 25	262 65	40 24	"
1,630 10	169 80	989 45	98 90	63 90	"
1,135 60	113 55	"	"	113 55	"
"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"
65 50	6 55	"	"	6 55	"
4,966 75	496 55	1,713 15	171 25	325 30	"
3,857 00	385 45	7,021 10	701 85	"	316 40
5,567 25	556 70	14,813 75	1,480 95	"	924 25
3,719 90	371 95	9,474 25	947 37	"	375 42
5,821 95	581 85	288 00	28 80	553 06	"
3,991 00	404 96	165 00	16 50	388 46	"
33,787 55	3,382 25	37,092 95	3,708 27	"	325 02

4,383 60	438 10	"	348 00	90 10	"
3,015 10	304 40	"	"	301 40	"
592 75	59 25	"	"	59 25	"
"	"	"	"	"	"
2,166 10	216 60	"	"	216 60	"
4,364 50	426 42	188 25	18 80	407 62	"
(1)	360 00	3,740 00	373 85	"	13 85
"	791 20	7,572 85	812 20	"	21 00
"	644 65	1,050 50	105 05	509 60	"
"	452 40	889 50	38 95	413 45	"
"	348 00	"	"	348 00	"
"	348 00	146 00	14 60	333 40	"
14,452 05	4,359 02	13,087 10	1,711 45	2,647 57	"

18,398 00	2,207 76	"	"	2,207 76	"
22,968 00	2,756 16	"	"	2,756 16	"
"	"	6,339 00	760 68	"	760 68
"	"	8,213 00	985 52	"	985 52
41,366 00	4,963 92	14,552 00	1,746 20	3,217 72	"

ait un droit fixe pendant les mois où l'indication de la recette fait défaut.
ns données par les artistes de la Porte-Saint-Martin.

PARIS. — RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE

NOTA. Les Théâtres dont les Recettes ne sont pas indiquées payent un droit fixe

THÉÂTRES.	EXERCICE 1867-1868.				EXERCICE 1868-1869.			
	Recette brute.		Droits d'auteur.		Recette brute.		Droits d'auteur.	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Opéra.....	1,938,183	63	91,671	25	1,638,750	33	78,221	88
Théâtre-Français...	1,408,766	45	173,785	21	994,965	25	126,362	81
Italiens.....	"	"	3,804	59	"	"	3,170	80
Opéra-Comique.....	1,673,885	10	202,880	24	1,282,527	55	155,701	34
Odéon.....	549,270	25	62,654	59	283,010	50	29,737	37
Lyrique.....	1,242,408	95	136,651	89	379,911	10	38,285	51
Renaissance.....	41,366	00	4,963	92	14,552	00	1,746	20
Variétés.....	1,326,000	00	159,297	81	810,084	00	97,967	14
Gymnase.....	721,120	75	89,076	02	775,376	50	94,540	27
Palais-Royal.....	885,474	00	119,524	89	758,648	00	94,200	59
Vaudeville.....	562,453	50	67,604	22	455,954	50	54,713	65
Porte-Saint-Martin...	1,399,582	25	142,728	33	777,326	35	92,512	32
Gaité.....	843,079	50	86,260	11	707,034	25	71,418	49
Châtelet.....	1,621,014	45	167,798	05	598,531	50	62,962	42
Ambigu.....	750,247	60	83,481	88	480,022	50	49,847	41
Folies-Dramatiques..	471,160	95	47,702	34	428,777	10	43,046	88
Bouffes-Parisiens...	206,098	75	20,702	96	395,811	40	39,614	25
Cluny (Folies-S.-G.)..	286,601	50	25,335	75	396,380	50	31,725	58
Fantais.-Par. (Athén.)	139,172	25	16,274	81	164,477	00	21,188	57
Athénée.....	132,811	25	14,549	41	195,451	50	20,258	16
Prince-Imperial.....	"	"	"	"	151,496	25	15,147	52
Beaumarchais.....	138,943	40	14,069	96	144,445	70	14,439	70
Déjazet.....	193,388	45	17,170	34	146,090	75	14,045	35
Menus-Plaisirs.....	372,824	90	50,226	87	108,883	00	11,958	81
Folies-Marigny.....	154,037	75	15,402	60	115,172	25	11,521	04
Délassements-Comiq.	33,787	55	3,383	25	37,092	95	3,708	27
Edorado.....	"	"	"	"	"	"	3,010	00
Lafayette.....	"	"	4,320	00	"	"	2,894	88
Bouffes-St-Antoine...	"	"	1,969	00	"	"	2,420	00
Saint-Pierre.....	"	"	1,799	00	"	"	1,906	18
Nouveautés.....	"	"	4,359	02	13,087	10	1,711	45
École lyrique.....	"	"	1,425	00	"	"	1,566	00
Molière.....	"	"	1,110	00	"	"	1,342	50
Aleazar.....	"	"	2,420	00	"	"	1,300	00
Concert du XIX ^e siècle	"	"	"	"	"	"	255	00
Salle Herz.....	"	"	"	"	"	"	80	00
Luxembourg.....	"	"	1,542	96	"	"	"	"
Rossini.....	"	"	655	35	"	"	"	"
Théâtre international	"	"	349	95	"	"	"	"
TOTAUX.....			1,836,951	57			1,294,528	24

PARIS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

	EXERCICES				DIFFÉRENCE en faveur de			
	1867-1868		1868-1869		1867-1868		1868-1869	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
.....	160,479	06	75,990	10	84,488	96	"	"
.....	151,539	44	48,480	03	103,059	41	"	"
.....	148,340	37	36,301	25	112,039	12	"	"
.....	135,933	52	54,751	43	81,182	09	"	"
.....	178,101	56	72,468	00	105,633	56	"	"
.....	214,083	92	129,062	65	85,021	27	"	"
.....	132,726	07	141,492	80	"	"	8,766	73
.....	135,524	30	151,237	07	"	"	15,712	77
.....	148,567	22	171,113	98	"	"	22,545	76
.....	157,006	44	146,229	92	10,776	52	"	"
.....	154,951	98	137,226	71	17,725	27	"	"
.....	119,897	69	130,172	40	"	"	10,474	71
.....	1,836,931	57	1,294,528	34	542,423	23	"	"

II. — DÉPARTEMENTS (*).

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

(*) Le nombre d'habitants indiqué dans la deuxième colonne des tableaux q
relevé sur les états de population dressés officiellement par les Prefets, en excé
23 mars 1866. Aux termes du décret du 15 janvier 1867, ces états sont consi
authentiques, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1867 : ils ne mentionner
des communes au-dessous de 2,000 âmes. Le nombre adopté ici est celui de la
lation normale ou municipale..

NOM DES VILLES.	POPULATION.	EXERCICES		1867
		1867-1868	1868-1869	

VILLES MENSUELLES.				
	âmes.	fr. c.	fr. c.	
Agen (Lot-et-Garonne).....	16,804	818 97	844 65	
Alger (Prov. d'Alger)	"	7,081 60	9,006 05	
Amiens (Somme).....	56,745	4,069 21	5,087 55	
— (Concert).....	"	"	10 00	
Angers (Maine-et-Loire).....	48,935	2,069 20	2,739 12	
Angoulême (Charente).....	22,970	471 00	1,399 00	
Bayonne (Basses-Pyrénées).....	23,268	676 06	632 37	
Besançon (Doubs).....	41,794	3,174 10	4,077 24	
Bordeaux (Giron.) (Grand-Théâtre)	181,424	24,159 35	35,173 50	
— (Français).....	"	18,857 65	15,872 50	2,
— (Gymnase).....	"	5,663 75	2,009 70	3,
— (Napoléon).....	"	6,284 95	3,672 55	2,
— (Alcazar).....	"	"	3,430 00	
— (Th. Louis).....	"	"	10,703 60	
— (divers).....	"	160 00	"	
Boulogne (Pas-de-Calais).....	38,492	4,617 45	5,293 85	
Bourges (Cher).....	25,935	633 85	995 70	
Brest (Finistère) (Grand-Théâtre)..	60,546	3,490 70	3,882 29	
— (Petit Théâtre).....	"	"	144 00	
— (Tr. nantaise).....	"	"	653 90	
— (Soirées).....	"	314 60	"	
Caen (Calvados) (Grand Théâtre).....	36,077	1,744 69	2,188 76	
— (Foire).....	"	184 00	"	
Calais (Pas-de-Calais).....	11,102	952 09	1,304 00	
Cherbourg (Manche).....	28,429	885 62	1,506 77	
Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....	34,461	1,208 70	2,136 45	
Dijon (Côte-d'Or).....	36,797	4,936 45	5,132 50	
Douai (Nord).....	20,055	1,202 55	899 04	
Elbeuf (Seine-Inf.) (Grand Théâtre)	21,544	2,656 25	2,612 50	
— (divers).....	"	24 00	"	
— (Caudebec).....	"	432 00	162 00	
— (Texier).....	"	"	6 00	
Grenoble (Isère).....	35,224	2,765 68	2,964 45	
Le Havre (S.-Inf.) (Grand Théâtre)	71,570	6,538 62	9,632 18	
— (Vaudeville).....	"	1,358 43	2,411 54	
— (Cirque).....	"	1,478 97	1,117 82	
— (Cercle).....	"	"	35 79	
Lille (Nord) (Grand Théâtre).....	146,943	11,028 55	11,033 46	
— (Variétés).....	"	5,347 74	5,682 38	
Limoges (Haute-Vienne).....	48,932	2,020 72	1,930 50	
Lorient (Morbihan).....	27,250	1,236 00	800 85	
A reporter....		128,542 90	156,898 76	

VILLES.	POPULATION.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
		1867-1868	1868-1869	1867-1868	1868-1869
	Ames.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report....		129,542 90	156,898 76	"	"
and-Théâtre)...	300,761	23,532 26	25,567 68	"	2,035 42
lestins).....	"	21,801 38	22,701 64	"	900 26
ariétés).....	"	1,243 70	539 90	703 80	"
ois-Rousse)....	"	653 00	272 00	381 00	"
mnase).....	"	138 00	70 00	68 00	"
vers).....	"	596 75	245 50	351 25	"
(Gr.-Théâtre)..	286,281	17,110 60	31,816 60	"	14,706 00
(Gymnase)...	"	18,960 95	15,259 95	3,701 00	"
(Chave).....	"	1,245 00	1,620 00	"	375 00
(divers).....	"	254 00	108 75	145 25	"
45,207		7,787 75	7,780 27	7 48	"
et-Garonne)....	24,061	841 00	781 00	60 00	"
ult);(Gr.-Théâtre)	49,320	7,237 25	8,810 70	"	1,553 45
(Variétés)...	"	382 40	71 55	310 85	"
46,176		4,090 50	4,291 27	"	200 77
(Gr.-Théâtre)..	107,387	15,038 38	11,156 62	3,881 76	"
(Leroux).....	"	785 90	"	785 90	"
(Renaissance)..	"	"	9,446 78	"	9,446 78
(Variétés).....	"	"	30 00	"	30 00
and-Théâtre)...	55,723	5,372 35	4,701 45	670 90	"
tit-Théâtre)....	"	1,013 00	773 70	239 30	"
ariétés).....	"	369 95	1,134 75	"	764 80
vers).....	"	318 00	8 00	210 00	"
47,078		2,353 55	2,267 87	85 68	"
(Théâtre).....	27,781	2,380 82	2,234 82	146 00	"
(Foire).....	"	"	10 00	"	10 00
58,905		5,026 95	5,139 80	"	112 85
Inf.) (Théâtre)..	23,709	2,211 47	2,688 15	"	476 68
(Funambules)	"	"	174 00	"	174 00
héâtre des Arts)	93,019	12,688 78	13,912 70	"	1,223 92
rançais).....	"	5,836 06	10,205 56	"	4,369 50
irque).....	"	3,002 57	3,347 21	"	344 64
ariétés).....	"	408 00	"	408 00	"
ivers).....	"	"	200 00	"	200 00
re) (Gr.-Théâtre).	93,047	4,664 40	3,576 82	1,087 58	"
(Bouffes)....	"	148 00	84 00	64 00	"
ne) (Gr.-Théâtre)	31,730	2,233 17	2,354 50	"	121 33
(divers).....	"	5 00	"	5 00	"
Rhin).....	72,126	10,948 55	11,987 35	"	1,038 80
and-Théâtre)....	54,613	7,529 75	5,669 80	1,859 95	"
onne) (Capitole).	114,063	13,106 22	11,064 20	2,042 02	"
(Variétés)...	"	7,821 03	7,787 91	33 12	"
(Montearmel)	"	"	57 38	"	57 38
ise) (Gr.-Théâtre)	35,087	6,077 40	5,617 80	459 60	"
(P.-Théâtre)	"	2,520 00	2,304 00	216 00	"
(Variétés)...	"	"	378 00	"	378 00
TOTAUX.....		346,196 74	395,148 74	"	48,952 00

VILLES TRIMESTRIELLES.

e).....	18,042	987 00	1,115 00	"	128 00
Rhône).....	24,870	1,576 00	1,583 50	"	7 50
ais).....	21,369	1,407 50	1,136 00	271 50	"
e).....	31,790	3,833 00	3,755 00	78 00	"
.....	13,609	761 00	576 50	184 50	"
.....	25,775	3,289 50	2,780 00	509 50	"
r).....	17,344	592 00	668 75	"	76 75
.....	18,507	834 00	823 00	31 00	"
A reporter....		13,300 00	12,437 75	"	"

NOM DES VILLES.	POPULATION.	EXERCICES		DIFF. en f.
		1867-1868	1868-1869	
	Année.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....		13,700 00	12,437 75	
Cette (Hérault).....	23,528	608 50	1,099 00	
Châlons-sur-Marne (Marne).....	14,901	501 00	833 00	
Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).....	19,364	660 05	1,470 00	
Chambéry (Savoie).....	15,084	1,215 00	891 00	324 00
Charleville (Ardennes).....	10,767	480 35	168 00	312 35
Chartres (Eure-et-Loir).....	17,450	718 00	773 50	
Châteauroux (Indre).....	15,554	453 00	379 00	81 00
Château-Thierry (Aisne).....	6,320	67 00	86 00	
Chaumont (Haute-Marne).....	7,790	416 30	174 00	242 30
Cognac (Charente).....	9,263	341 00	582 00	
Colmar (Haut-Rhin).....	21,805	336 00	406 50	
Compiègne (Oise).....	10,714	718 00	815 00	
Dieppe (S.-inf.) (Grand-Théâtre).....	18,916	1,833 00	1,904 50	
— (Casino).....		158 00	177 50	
Dunkerque (Nord).....	31,662	2,692 85	3,362 00	
Épernay (Marne).....	11,408	358 00	444 00	
Étampes (Seine-et-Oise).....	8,038	900 00	124 00	76 00
Évreux (Eure).....	10,050	602 00	271 00	331 00
Fontainebleau (Seine-et-Marne).....	9,071	307 00	430 00	
Laon (Aisne).....	8,731	203 15	218 00	
Laval (Mayenne).....	25,437	546 00	841 50	
Mâcon (Saône-et-Loire).....	16,913	1,244 00	1,253 00	
Mans (Le) (Sarthe).....	41,764	2,281 05	8,469 15	
Mezières (Ardennes).....	4,745	91 00	368 00	
Moulins (Allier).....	17,946	818 00	1,147 50	
Mulhouse (Haut-Rhin).....	56,608	1,321 00	2,858 00	
Narbonne (Aude).....	16,037	295 00	696 00	
Nevers (Nièvre).....	18,298	904 30	1,081 00	
Nice (Alpes-Maritimes).....	48,150	2,283 00	4,791 00	
Niort (Deux-Sèvres).....	18,788	824 75	777 00	47 75
Oran (Prov. d'Oran).....		357 50	311 50	46 00
Perigueux (Dordogne).....	18,833	719 95	1,234 00	
Perpignan (Pyrénées-Orientales).....	21,879	2,332 00	2,518 00	
Philippeville (Pr. de Constantin).....	13,240	379 00	352 00	27 00
Puy (Le) (Haute-Loire).....	17,829	374 00	674 00	
Rennes (Ille-et-Vilaine) (Gr.-Théât.).....	40,864	2,234 00	2,168 00	66 00
— (P.-Théâtre).....			214 00	
Riom (Puy-de-Dôme).....	9,401	122 00	160 00	
Roanne (Loire).....	19,210	806 00	402 50	403 50
Rochelle (La) (Charente-Inférieure).....	16,389	778 50	618 00	160 50
Roubaix (Nord).....	64,706		1,080 00	
Saintes (Charente-Inférieure).....	10,734	472 75	385 00	87 75
Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....	14,007	117 00	550 00	
Saint Germain (Seine-et-Oise).....	15,443	647 00	758 00	
Saint-Lô (Manche).....	8,859		190 00	
Saint-Omer (Pas-de-Calais).....	19,922	614 00	904 50	
Sedan (Ardennes).....	13,793	788 70	161 25	625 45
Soissons (Aisne).....	8,890	388 00	435 00	
Tours (Indre-et-Loire) (Gr.-Théât.).....	38,509	1,928 15	3,121 00	
— (divers).....		1,321 00	115 00	1,206 00
Troyes (Aube).....	33,375	1,812 00	2,611 00	
Valenciennes (Nord).....	22,339	2,039 80	2,136 52	
Vernon (Eure).....	6,881	233 00	338 00	
TOTAL.....		55,244 65	65,758 17	

LIEUX.	POPULATION.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
		1867-1868	1868-1869	1867-1868	1868-1869
		VILLES SEMESTRIELLES.			
	Ames.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.....	4,373	12 00	48 00	"	36 00
.....	19,345	374 00	261 00	113 00	"
.....	"	"	116 00	"	116 00
.....	15,064	"	96 00	"	96 00
.....	14,864	354 00	602 00	"	248 00
re).....	4,144	122 00	42 00	80 00	"
.....	5 070	80 00	308 00	"	288 00
.....	5,153	136 00	186 00	"	50 00
ône).....	25,821	509 00	202 00	307 00	"
lle).....	5,860	24 00	"	24 00	"
.....	10,449	649 00	434 75	214 00	"
.....	9,772	318 00	336 00	"	18 00
.....	11,960	227 00	254 00	"	27 00
.....	13,758	371 00	349 00	"	175 00
.....	4,327	51 00	184 00	"	131 00
.....	5,540	30 00	94 00	"	64 00
éneus.....	9,999	775 00	933 00	"	158 00
.....	14,515	162 00	314 00	"	152 00
.....	4,734	84 00	80 00	4 00	"
.....	2,811	32 00	"	32 00	"
.....	8,532	122 00	152 00	"	30 00
.....	10,547	299 00	483 00	"	184 00
.....	6,287	27 00	30 00	"	3 00
.....	11,499	"	78 00	"	78 00
.....	7,402	"	112 00	"	112 00
S.....	7,671	"	16 00	"	16 00
ger).....	5,204	442 00	442 00	"	"
ire).....	9,016	779 80	233 00	546 80	"
stantine).....	16,500	1,193 00	"	1,193 00	"
.....	13,552	300 00	207 00	93 00	"
.....	10,028	8 00	48 00	"	40 00
.....	664	139 00	102 00	37 00	"
.....	13,271	427 00	494 00	"	67 00
.....	19,845	323 50	1,072 50	"	749 00
.....	10,786	246 00	763 40	"	517 40
.....	19,867	241 50	428 00	"	186 50
.....	9,892	43 00	"	43 00	"
.....	4,528	104 00	8 00	96 00	"
.....	5,672	16 00	32 00	"	22 00
Loir).....	6,377	146 00	88 00	58 00	"
enne).....	7,019	146 00	80 00	66 00	"
Loir).....	4,470	30 00	56 00	"	26 00
.....	13,743	198 25	536 00	"	337 75
Ste-d'Or).....	4,739	262 00	100 00	162 00	"
.....	8,891	190 00	281 00	"	91 00
.....	0,810	20 00	10 00	"	20 00
.....	5,521	12 00	"	12 00	"
.....	3,613	237 00	208 00	29 00	"
.....	3,801	25 00	10 00	15 00	"
rd).....	4,271	110 00	107 00	33 00	"
Constantine).....		112 00	1,506 00	"	1,364 00
.....	5,394	72 00	72 00	"	"
-Marne).....	4,307	73 00	154 00	"	81 00
.....	6,514	85 00	60 00	25 00	"
.....	4,549	204 00	208 00	"	4 00
porter.....		11,002 05	13,306 65	"	"

NOM DES VILLES.	POPULATION.	EXERCICES		DI en
		1867-1868	1868-1869	
	Ames.	fr. c.	fr. c.	fr.
Report....		11,002 03	13,306 63	
Deauville (Calvados).....	1,300			
Dôle (Jura).....	9,703	150 00	363 00	
Draguignan (Var).....	9,273	304 00	88 00	216
Dreux (Eure-et-Loir).....	6,768		248 00	
Eu (Seine-Inférieure).....	3,989	59 00	40 00	19
Palaise (Calvados).....	8,094		124 00	
Fécamp (Seine-Inférieure).....	12,700	125 00	130 00	5
Fère (La) (Aisne).....	3,412	210 00	224 00	16
Ferté-sous-Jouarre (La) (S.-et-M.).....	4,724	16 00	16 00	
Flèche (La) (Sarthe).....	8,418		24 00	
Flers (Orne).....	10,183	304 00		304
Fontenay-le-Comte (Vendée).....	7,583	117 00	40 00	77
Gannat (Allier).....	5,469	94 00	96 00	
Gien (Loiret).....	6,717	18 00		18
Gisors (Eure).....	3,531	76 00	106 00	
Givet (Ardennes).....	4,868	36 00		36
Gournay (Seine-Inférieure).....	3,213	64 50	24 00	40
Grasse (Alpes maritimes).....	11,740	190 00	250 00	
Gray (Haute-Savoie).....	6,121	178 00	180 00	
Guéret (Creuse).....	4,452		56 50	
Ham (Somme).....	2,562	56 00		56
Honfleur (Calvados).....	9,842	172 00	144 00	28
Houdan (Seine-et-Oise).....	2,007	24 00	24 00	
Issoire (Puy-de-Dôme).....	6,063	177 00	74 00	103
Issoudun (Indre).....	13,757	172 00	145 00	57
Jarnac (Charente).....	4,243	108 50		108
Joigny (Yonne).....	5,814	110 00	154 00	
Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne).....		3 00		3
Lagny-Thorigny (S.-et-Marne).....	3,709		24 00	
Langres (Haute-Marne).....	7,440	20 00	20 00	
Libourne (Gironde).....	13,461	178 00	174 00	4
Lisieux (Calvados).....	12,120	553 00	604 00	
Loches (Indre-et-Loire).....	5,038		108 00	
Lons-le-Saulnier (Jura).....	9,012	376 00	474 26	
Louhans (Saône-et-Loire).....	3,775	26 00	39 00	
Louviers (Eure).....	11,643	377 00	355 00	22
Lunéville (Meurthe).....	12,393	383 00	342 25	40
Luxeuil (Haute-Saône).....	3,750	100 00	168 00	
Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).....	1,834		55 00	
Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise).....	2,770	78 00	48 00	30
Mamers (Sarthe).....	5,711	130 00	60 00	70
Mantes (Seine-et-Oise).....	5,186	174 00	185 00	
Mascara (Province d'Oran).....	8,092	217 00	303 00	
Mayenne (Mayenne).....	9,895	60 00	375 00	
Meaux (Seine-et-Marne).....	9,352	244 00	241 00	3
Melun (Seine-et-Marne).....	8,239	225 00	169 00	56
Meulan (Seine-et-Oise).....	2,215	120 00	252 00	
Millau (Aveyron).....	13,591		90 00	
Montargis (Loiret).....	7,930	336 00	259 00	77
Montbard (Côte-d'Or).....	2,713	30 00	32 00	
Montbéliard (Doubs).....	6,408	264 00	123 00	142
Montereau (Seine-et-Marne).....	6,678	40 00	56 00	
Montluçon (Allier).....	17,979	155 00	42 00	113
Morlaix (Finistère).....	13,432	625 00	410 00	215
Mostaganem (Province d'Oran).....	12,000	67 50	354 00	
Mourmelon (C. de Châl.) (Marne).....	1,819	273 00	325 50	
Napoléonville (Morbihan).....	7,003	38 00		38
A reporter.....		18,785 53	21,490 10	

LLES.	POPULATION.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
		1867-1868	1868-1869	1867-1868	1868-1869
	Ames.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report ...		18,785 55	21,430 16		
(S.-et-Oise).	1,242	36 00		36 00	
(Oran).	1,127	40 00	10 00	30 00	
(e).....	7,507	72 00	12 00	60 00	
(érieure)....	3,521	51 00	16 00	35 00	
(.....)	3,579		98 00		98 00
(ure-et-Loir)...	6,705	48 00	108 00		60 00
(.....)	9,949	221 00	132 00	89 00	
(s).....	22,606	1,330 25	1,126 50	203 75	
(.....)	3,843	258 00	360 00		102 00
(.....)	7,347	100 00	96 00	4 00	
(.....)	4,807		32 00		32 00
(.....)	1,609	110 00	110 00		
(.....)	3,762	136 00	152 00		16 00
(.....)	5,205	13 00		13 00	
(.....)	4,596	18 00		18 00	
(.....)	6,967	25 00	12 00	13 00	
(.....)	6,010	277 00	139 00	138 00	
(.....)	3,067		16 00		16 00
(.....)	5,995	201 00	178 00	23 00	
(.....)	6,465	96 00	83 00	11 00	
(.....)	10,814	96 00		96 00	
(.....)	2,511	48 00		48 00	
(.....)	5,897	40 00	20 00	20 00	
(.....)	7,172	105 00	230 00		125 00
(.....)	9,690		72 00		72 00
(.....)	10,798	114 00		114 00	
(.....)	4,534	90 00	98 00		8 00
(.....)	7,584	99 50		99 50	
(.....)	6,080	144 00	160 00		16 00
(.....)	7,137	333 00	343 00		10 00
(.....)	8,625	111 00	150 00		39 00
(.....)	9,406	72 00	220 00		148 00
(.....)	6,704	128 00	127 00	1 00	
(.....)	7,180		36 00		36 00
(.....)	9,423	123 00	227 00		104 00
(.....)	12,425		24 00		24 00
(.....)	1,991	34 00	37 00		3 00
(.....)	4,170	18 00	24 00		6 00
(.....)	4,596	67 00	113 00		46 00
(.....)	4,978	12 00	40 00		28 00
(.....)	6,144	123 00		123 00	
(.....)	12,489	680 00	650 50	29 50	
(.....)	3,760		45 00		45 00
(.....)	5,229	185 00	154 00	31 00	
(.....)	10,791	49 00	50 00		1 00
(.....)	4,636	320 00	253 00	67 00	
(.....)	11,707	89 00	123 00		44 00
(.....)	13,901	378 00	349 00	29 00	
(.....)	4,209	86 00		86 00	
(.....)	5,400	54 50	111 00		56 50
(.....)	5,157	135 00	114 00	21 00	
(.....)	6,852		160 00		160 00
(.....)	5,538	126 00	64 00	62 00	
(.....)	5,686		100 00		100 00
(.....)	11,901	20 00	196 00		176 00
(.....)	5,804		34 00		34 00
(.....)	17,420	404 00	684 00		280 00
A reporter....		26,101 80	29,131 16		

NOM DES VILLES.	POPULATION.	EXERCICES		1867-1868	1868-1869	1867-1868
	Ames.	fr.	c.	fr.	c.	fr.
Report.....		26,101	80	29,121	16	
Vannes (Morbihan).....	13,024	94	00	»	»	94
Vauvert (Gard).....	5,129	56	00	56	00	
Vendôme (Loir-et-Cher).....	8,729	163	00	155	00	16
Verdun (Meuse).....	10,236	67	00	160	00	»
Vesinet (Seine-et-Oise).....	»	10	00	10	00	»
Vesoul (Haute-Saône).....	6,263	145	00	171	00	»
Vichy (Allier).....	5,666	3,320	00	1,864	00	1,454
Vienne (Isère).....	23,603	389	00	182	00	207
Villeneuve (Lot-et-Garonne) . .	12,153	106	00	88	00	10
Villeneuve-sur-Yonne (Yonne)...	4,934	35	00	5	00	»
Vire (Calvados).....	6,458	56	00	31	00	21
Vitry-le-François (Marne).....	7,431	183	00	236	00	»
Vouziers (Ardennes).....	2,995	90	00	160	00	»
Iles de la Réunion (Colonies)....	»	»		1,689	00	»
TOTAUX.....		30,817	80	33,938	16	»

DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR CLASSE.

VILLES MENSUELLES.....	346,196	74	395,148	74
VILLES TRIMESTRIELLES.....	55,244	65	65,758	17
VILLES SEMESTRIELLES.....	30,817	80	33,938	16
TOTAUX.....	432,259	19	494,845	07

DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR DÉPARTEMENT.

Ain.....	371,843	309	00	323	00	77
Aisne.....	565,025	3,326	32	3,598	50	
Allier.....	376,164	4,399	00	3,189	50	1,209
Alpes (Basses-).....	143,000					
Alpes (Hautes-).....	122,117					
Alpes-Maritimes.....	198,818	2,473	00	5,041	00	
Ardeche.....	387,174					
Ardennes.....	326,864	1,592	03	1,087	25	504
Arriège.....	250,436					
Aube.....	261,951	2,018	00	2,789	00	
Aude.....	288,626	618	50	1,768	50	
Aveyron.....	400,070			162	00	
Bouches-du-Rhône.....	547,903	39,744	53	50,723	80	
Calvados.....	474,909	2,970	69	3,469	76	
Cantal.....	237,994	318	00	336	00	
Charente.....	378,218	920	50	1,981	00	
Charente-Inférieure.....	479,559	3,642	72	4,029	15	
Cher.....	336,613	744	85	1,145	70	
Corrèze.....	310,843	28	00	244	00	
Corse.....	259,861					
A reporter.....		63,096	18	79,788	16	

ÉLÉMENTS	POPULATION.	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
		1867-1868	1868-1869	1867-1868	1868-1869
	Ames.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report....		63,098 18	79,788 16	»	»
	382,762	5,580 15	5,976 50	»	996 35
	611,210	117 00	350 00	»	433 00
	274,037	»	56 50	»	56 50
	502,673	719 93	1,312 00	»	592 05
	298,072	3,438 10	4,199 24	»	761 14
	324,231	518 00	684 00	»	166 00
	394,467	1,643 00	1,689 00	»	44 00
	290,753	942 00	1,273 50	»	331 50
	662,485	4,526 30	5,092 19	»	565 89
	429,747	7,403 30	7,084 90	318 40	»
	493,777	20,927 25	18,909 49	2,017 76	»
	295,692	649 00	434 75	214 25	»
	701,835	55,389 70	71,039 85	»	15,650 15
	427,245	11,637 65	12,857 25	»	1,219 60
	592,609	2,357 00	2,609 00	»	252 00
	277,860	635 00	519 00	116 00	»
	325,193	3,391 15	3,426 00	»	34 85
	581,386	3,151 68	3,146 15	5 53	»
	298,477	662 00	837 26	»	175 26
	306,693	»	»	»	»
	275,757	856 50	823 75	32 75	»
	537,108	5,618 40	4,063 32	1,555 08	»
	312,641	374 00	674 00	»	300 00
	598,598	15,821 28	20,633 40	»	4,809 12
	257,110	2,707 55	2,538 87	168 68	»
	288,919	427 00	494 00	»	67 00
	327,962	996 97	914 65	52 32	»
	137,263	»	»	»	»
	532,825	2,749 20	3,389 62	»	640 42
	573,899	885 62	1,696 77	»	811 15
	390,309	6,359 93	7,002 30	»	642 35
	239,096	503 30	414 00	94 30	»
	367,855	752 00	1,196 50	»	444 50
	428,387	4,198 50	4,805 52	»	307 02
	301,653	321 00	597 00	»	276 00
	501,084	1,368 00	809 95	558 05	»
	452,157	7,866 25	7,891 27	»	25 02
	342,773	1,105 30	1,149 00	»	43 70
	1,392,041	23,348 49	25,123 10	»	1,774 61
	401,274	2,105 00	1,961 50	143 50	»
	411,618	694 00	788 00	»	94 00
	749,777	7,591 04	8,654 35	»	1,063 31
	571,690	1,507 70	2,370 15	»	862 45
	435,486	2,006 31	1,758 87	247 44	»
	240,252	1,153 00	1,282 00	»	129 00
	189,490	2,332 00	2,518 00	»	186 00
	588,970	10,918 55	11,987 35	»	1,038 80
	530,283	1,684 00	3,318 50	»	1,634 50
	678,648	47,963 09	49,396 72	»	1,431 63
	317,706	423 00	519 00	»	96 00
	600,006	2,283 05	3,079 00	»	795 95
	463,619	2,414 05	3,553 15	»	1,139 10
	271,683	1,227 00	959 00	268 00	»
	273,768	»	»	»	»
	354,400	1,001 00	1,175 00	»	174 00
	533,727	10,487 40	10,318 80	168 60	»
	792,768	37,493 68	45,858 30	»	8,364 62
Report....		396,675 59	415,229 15	»	»

NOM DES DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	EXERCICES		186
		1867-1868	1868-1869	
	âmes.	fr. c.	fr. c.	f
Report....	"	396,675 59	435,329 45	
Sèvres (Deux).....	333,158	824 75	777 00	
Somme.....	572,640	5,370 21	6,572 55	
Tarn.....	355,513	241 50	524 00	
Tarn-et-Garonne.....	228,969	841 00	781 00	
Var.....	308,550	7,833 75	5,757 80	2,
Vaucluse.....	266,091	4,300 00	4,650 40	
Vendée.....	404,473	450 00	383 00	
Vienne.....	324,527	2,579 07	2,780 82	
Vienne (Haute).....	326,937	2,020 72	1,866 50	
Vosges.....	418,998	150 00	228 00	
Yonne.....	372,589	733 00	966 00	
	35,916,178			
	Européens			
Province d'Alger.....	81,304	7,523 60	9,448 05	
Province d'Oran.....	69,885	1,002 00	1,333 50	
Province de Constantine.....	31,062	1,714 00	1,858 00	
Colonies.....	"	"	1,689 00	
TOTAUX.....	185,251	432,259 19	494,845 07	

DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

	EXERCICES				DIFFÉ en fa
	1867-1868		1868-1869		
	fr.	c.	fr.	c.	fr. c.
Mai	43,248	32	44,183	39	»
Juin	29,915	45	31,215	93	»
Juillet	18,624	00	18,138	79	485 21
Août	16,814	29	21,446	74	»
Septembre	18,265	35	26,763	91	»
Octobre	27,445	02	31,084	86	»
Novembre	40,472	60	50,956	66	»
Décembre	40,541	61	52,155	59	»
Janvier	47,718	34	51,901	04	»
Février	53,381	77	60,676	22	»
Mars	48,759	98	56,675	87	»
Avril,	47,072	46	49,649	07	»
TOTAUX	432,259	19	494,845	07	»

		Report.....
38.	LOIRET. — Orléans, 2,267 fr 87 c. — Montargis, 259 fr. — Rithiviers, 32 fr.....	
39.	PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Perpignan, 2,518 fr.....	
40.	PUY-DE-DÔME. — Clermont-Ferrand, 2,136 fr. 15 c. — Riom, 160 fr. — Issou 74 fr.....	
41.	CHARENTE. — Angoulême, 1,399 fr. — Cognac, 582 fr.....	
42.	HAUTE-VIENNE. — Limoges, 1,930 fr. 50 c. — Saint-Junien, 36 fr.....	
43.	OISE. — Compiègne, 815 fr. — Beauvais, 576 fr. 50 c. — Clermont, 208 fr. Creil, 908 fr. — Senlis, 154 fr.....	
44.	PROVINCE DE CONSTANTINE. — Constantine, 1,506 fr. — Philippeville, 352 fr....	
45.	AUDE. — Carcassonne, 1,072 fr. 50 c. — Narbonne, 696 fr.....	
46.	BASSES-PYRÉNÉES. — Pau, 1,126 fr. 50 c. — Bayonne, 632 fr. 37 c.....	
47.	MANCHE. — Cherbourg, 1,506 fr. 77 c. — Saint-Lô, 190 fr.....	
48.	EURE. — Louviers, 355 fr. — Les Andelys, 368 fr. — Vernon, 338 fr. — Evre 271 fr. — Pont-Audemer, 139 fr. — Bernay, 112 fr. — Gisors, 106 fr.....	
49.	COLONIES. — Îles de la Réunion, 1,689 fr.....	
50.	DORDOGNE. — Périgueux, 1,334 fr. — Bergerac, 78 fr.....	
51.	HAUTES-PYRÉNÉES. — Tarbes, 349 fr. — Bagnères, 933 fr.....	
52.	EURE-ET-LOIR. — Chartres, 773 fr. 50 c. — Dreux, 248 fr. — Nogent-le-Rotr 108 fr. — Châteaudun, 88 fr. — Châteauneuf, 56 fr.....	
53.	PROVINCE D'ORAN. — Mostaganem, 354 fr. — Oran, 311 fr. 50 c. — Mascara, fr. — Sidi-Bel-Abbès, 253 fr. — Nemours, 10 fr.....	
54.	MAYENNE. — Laval, 811 fr. 50 c. — Mayenne, 275 fr. — Château-Gontier, 80 fr.....	
55.	SEINE-ET-MARNE. — Fontainebleau, 430 fr. — Meaux, 241 fr. — Melun, 169 — Coulommiers, 154 fr. — Provins, 83 fr. — Montereau, 56 fr. — Lag Thorigny, 24 fr. — La Ferte-sous-Jouarre, 16 fr.....	
56.	NIEVRE. — Nevers, 1,081 fr. — Cosne, 60 fr. — La Charité, 8 fr.....	
57.	CHER. — Bourges, 995 fr. 70 c. — Saint-Amand, 150 fr.....	
58.	ARDENNES. — Mézières, 368 fr. — Rethel, 230 fr. — Charleville, 168 fr. — Sed 161 fr. 25 c. — Vouziers, 160 fr.....	
59.	YONNE. — Auxerre, 549 fr. — Joigny, 154 fr. — Tonnerre, 114 fr. — Avallon, 94 — Sens, 50 fr. — Villeneuve-sur-Yonne, 5 fr.....	
60.	LOT-ET-GARONNE. — Agen, 844 fr. 65 c. — Villeneuve-sur-Lot, 88 fr. — Nér 12 fr.....	
61.	SAVOIE. — Chambéry, 891 fr. — Aix-les-Bains, 48 fr.....	
62.	JURA. — Lons-le-Saulnier, 474 fr. 26 c. — Dôle, 363 fr.....	
63.	LOIR-ET-CHER. — Blois, 668 fr. 75 c. — Vendôme, 135 fr.....	
64.	MORBIHAN. — Lorient, 809 fr. 95 c.....	
65.	ORNE. — Alençon, 602 fr. — Argentan, 186 fr.....	
66.	TARN-ET-GARONNE. — Montauban, 781 fr.....	
67.	DEUX-SÈVRES. — Niort, 777 fr.....	
68.	DRÔME. — Valence, 684 fr.....	
69.	HAUTE-LOIRE. — Le Puy, 674 fr.....	
70.	MEUSE. — Bar-le-Duc, 314 fr. — Verdun, 160 fr. — Saint-Mihiel, 113 fr. — C mercy, 10 fr.....	
71.	CÔTES-DU-NORD. — Saint-Brieuc, 550 fr.....	
72.	TARN. — Castres, 428. — Albi, 96 fr.....	
73.	INDRE. — Châteauroux, 372 fr. — Issoudun, 115 fr. — La Châtre, 32 fr.....	
74.	HAUTE-SAÔNE. — Gray, 180 fr. — Vesoul, 171 fr. — Luxeuil, 168 fr.....	
75.	LOT. — Cahors, 494 fr.....	
76.	GERS. — Auch, 434 fr. 75 c.....	
77.	HAUTE-MARNE. — Saint-Dizier, 220 fr. — Chaumont, 174 fr. — Langres, 90 fr.....	
78.	VENDÉE. — Sables-d'Olonne, 343 fr. — Fontenay-le-Comte, 40 fr.....	
79.	CANTAL. — Aurillac, 336 fr.....	
80.	CORRÈZE. — Tulle, 196 fr. — Brives, 48 fr.....	
81.	VOSGES. — Plombières, 110 fr. — Neufchâteau, 98 fr. — Remiremont, 20 fr....	
82.	AIN. — Bourg, 207 fr. — Pont-de-Vaux, 16 fr.....	
83.	AVEYRON. — Millau, 90 fr. — Rodez, 72 fr.....	
84.	CREUSE. — Guéret, 56 fr. 50 c.....	

TOTAUX.....

En résumé, dans 6 départements on a perçu plus de 20,000 fr.; dans 4, de 10 à
10, de 5 à 10,000 fr.; dans 38, de 1,000 à 5,000 fr.; dans 28, moins de 1,000 francs. —
n'ont donné lieu à aucune perception; ce sont les suivants : Ardèche, Ariège, Bass
Hautes-Alpes, Haute-Savoie, Landes, Lozère.

III. — BANLIEUE.

DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1867-1868	1868-1869	1867-1868	1868-1869
.....	11,906 73	11,424 80	481 95	"
.....	10,610 59	9,468 52	1,142 07	"
.....	4,118 85	4,052 19	66 66	"
.....	11,430 72	10,482 39	948 33	"
.....	4,119 27	3,725 31	393 96	"
.....	778 45	704 62	73 83	"
.....	4,261 43	4,511 90	"	250 47
.....	3,260 66	"	3,260 66	"
ies par les banlieue(1).	2,802 00	3,569 00	"	767 00
.....	53,288 72	47,938 73	5,349 99	"

Argenteuil, Aubervilliers, Asnières, Auteuil, Bellevue, Boulogne, Clichy, Charenton, Clamart, Chaville, Courbevoie, Créteil, Fontenay-sous-Bois, Grand-Montrouge, Joinville-le-Pont, Livry, Le Raincy, Le Vallois, Nanterre, Puteaux, Romainville, Saint-Mandé, Saint-Clond, Saint-Denis, Sèvres, Viroflay, Ville-d'Avray, Vitry et Vanves. — Quelques Cafés de Paris ont, en outre, été compris dans la banlieue.

BANLIEUE. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

	EXERCICES		DIFFÉRENCE en faveur de	
	1867-1868.	1868-1869.	1867-1868.	1868-1869.
.....	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.....	4,380 83	3,473 01	907 82	"
.....	3,738 80	2,617 29	1,121 51	"
.....	3,153 60	2,038 32	1,115 28	"
.....	3,790 70	1,570 89	2,219 81	"
.....	3,261 01	2,111 30	1,149 71	"
.....	5,035 75	4,117 21	918 54	"
.....	5,930 53	5,163 59	766 94	"
.....	5,753 75	5,597 61	156 14	"
.....	4,361 85	5,035 41	"	673 56
.....	4,520 02	5,752 17	"	1,232 15
.....	4,565 40	5,068 74	"	503 34
.....	4,794 48	5,393 19	"	598 71
.....	53,288 72	47,938 73	5,349 99	"

IV. — ÉTRANGER.

	EXERCICES				DIFF
					en f
	1867-1868		1868-1869		1867-1868
	fr.	c.	fr.	c.	fr. c.
Mai	1,839	00	4,665	00	
Juin	2,633	00	»	»	2,633 00
Juillet	3,710	00	4,205	00	
Août	1,334	00	»	»	1,334 00
Septembre	»	»	1,184	00	
Octobre	1,861	00	730	00	1,131 00
Novembre	»	»	1,609	00	
Décembre	1,742	00	2,575	00	
Janvier	3,270	00	2,118	00	1,152 00
Février	418	17	2,431	80	
Mars	5,439	00	3,161	57	2,277 4
Avril	»	»	3,958	00	
TOTAUX.....	22,246	17	26,637	37	»

V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	EXERCICES				DIFF en f	
	1867-1868		1868-1869			1867-1868
	fr.	c.	fr.	c.		fr.
Mai	209,947	21	128,311	50	81,635	71
Juin	187,826	69	82,313	25	105,518	44
Juillet	173,827	97	60,683	36	113,144	61
Août	157,872	51	77,169	06	80,103	45
Septembre	199,627	92	102,527	21	97,100	71
Octobre	248,425	69	164,991	72	83,433	97
Novembre	179,129	20	199,222	05		
Décembre	183,563	66	211,565	27		"
Janvier	203,917	41	230,170	43		"
Février	215,326	40	215,090	11	236	25
Mars	213,716	36	202,132	89		"
Avril	171,564	63	189,172	66		"
TOTAUX.....	2,344,745	65	1,863,949	51		

VI. — RÉSUMÉ.

Paris	1,836,951	57	1,294,528	34	542,423 23
Départements.....	432,259	19	494,845	07	»
Boulieue.....	53,288	72	47,938	73	5,349 98
Étranger.....	22,246	17	26,637	37	»
TOTAUX.....	2,344,745	65	1,863,949	51	547,773 22
Soit une différence totale en faveur de l'Exercice 1867-1868, de.....					
					547,773 22

JURISPRUDENCE

N MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES

SUITE. — Voir page 331.

de la plupart des jugements et arrêts repose sur des conventions librement consenties et qui forment des parties : des décisions différentes peuvent donc dans des cas à peu près identiques, soit que les soient pas produits, soit que les stipulations diffèrent, l'acclamation ait été faite tardivement. De là des jugements paraissent contradictoires au premier abord, mais qui, réfléchis, sont reconnus parfaitement équitables.

Pour faire saisir l'esprit de ces jugements, il convient d'ajouter certains développements à l'exposé des affaires, on n'aura pas que quelques-unes occupent ici une place. La longueur des détails est due bien des fois à la répétition de plaidoiries, de lettres d'intérêt général, qui, par ce fait, ont quelque enseignement précieux. Nul ne regrette l'insertion de lettres de Grétry, de Scribe, de Richard Wagner, qui toujours renferment des aperçus sur la matière qui fait l'objet de ce travail.

à Grenade. — M. Conradin Kreutzer, compositeur allemand, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal de commerce de Paris, 5 novembre, 9 décembre 1844. — M. Devinck, président. — M. Conradin Kreutzer, compositeur. — M^e Vanier, agréé du directeur.

La question est suffisamment expliquée par le jugement :

« Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi ;
Vu que Conradin Kreutzer demande que Vatel, directeur du Théâtre-Italien, soit tenu de faire représenter un opéra de sa composition ayant pour titre *la Nuit à Grenade* ; qu'il demande, en outre, que les principaux rôles de l'opéra soient confiés aux sieurs Mario et Fornasari et à la dame Vatel offre de faire représenter l'opéra dont s'agit en conséquence aux rôles aux sieurs Mario, Fornasari et à la dame Manara ;
Vu qu'il n'y a difficulté entre les parties que sur la question de savoir si la femme sera rempli par la dame Persiani, ou bien par la

§ III. — *Distribution des rôles, Répétitions, Repr*

Nécessité de stipuler la distribution arrêtée entre le directeur. — Aux termes des traités entre la Com auteurs et compositeurs dramatiques et les directeurs de Paris, l'auteur seul a le droit de distribuer les pièce en premier et en double. Cette distribution, écrite, et revêtue des signatures du directeur et de

» Attendu qu'il résulte des explications fournies que le rôle devait originairement être confié à la demoiselle Nissen, qui était attachée au Théâtre-Italien ;

» Attendu que la dame Manara tient aujourd'hui l'emploi qui était rempli par ladite demoiselle Nissen ;

» Attendu que le 14 septembre 1844, Vatel a écrit à Com que, suivant le désir exprimé dans sa lettre, il comptait charger siani, MM. Mario et Fornasari des principaux rôles ;

» Attendu que ledit Vatel justifie avoir fait des démarches auprès de la dame Persiani pour l'engager à accepter le rôle qui lui était offert, et que ces démarches sont restées infructueuses ;

» Attendu que la déclaration précitée ne contient pas une promesse, et qu'elle exprime seulement l'intention de Vatel de confier un rôle à la dite dame ;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal, du consentement de Vatel, résilie les conventions intervenues entre les parties ; ordonne audit Vatel de restituer à Kreutzer le libretto et la partition de l'opéra en question ;

» Déclare les parties non recevables dans leurs autres fins conclusions, et, en outre, condamne Conradin Kreutzer aux dépens.

(Gaz. des Tribunaux et le Droit, 26 novembre et 10 décembre 1844.)

76. *Le Marbrier.* — MM. Alexandre Dumas et Brunswick auteurs, Thibaudeau, directeur du théâtre du Vaudeville. — Tribunal de Seine (1^{re} chambre). — 20 mai 1854. — M. Martel, président. — M. Paillard de Villeneuve, avocat de MM. Alexandre Dumas et Brunswick. — M^e Henri Celliez, avocat de M. Thibaudeau. — M. Maric, rapporteur. (conclusions contraires).

MM. Alexandre Dumas et Brunswick sont auteurs d'une pièce intitulée *le Marbrier*, qui fut reçue au théâtre du Vaudeville. Conformément aux traités, ils distribuèrent les principaux rôles à Bocage et Doche ; mais cette dernière devant prendre son congé le 15 mai 1854, les remaniements faits à la pièce ne l'ayant rendue jouable que le 1^{er} juin, la distribution indiquée par les auteurs devenait impossible. L'administration se crut alors obligée de faire une nouvelle distribution de ce rôle, et elle le confia à un acteur remplissant le même emploi que M^{me} Doche.

Les auteurs n'acceptèrent pas cette substitution, et ils firent assigner M. Thibaudeau de représenter leur pièce sans le concours de M^{me} Doche, préférant voir reculer cette représentation au lieu de la voir retarder. M^{me} Doche, au risque d'être jouée au milieu des chahuts,

» En principe, dit au nom des auteurs M^e Paillard de Ville

e entre eux à l'époque où la pièce est mise en répé-
cas de contestation, ils sont mis en demeure de pro-
opie qui a force de loi. — Dans le cas où la production
ie devient ultérieurement nécessaire, l'impossibilité
re doit faire supposer qu'aucune distribution n'a été
e les parties [78, 84].

distribution réglée par l'auteur n'est pas agréée
acteur. — Si la distribution réglée par l'auteur ne

des rôles appartient aux auteurs ; ce droit a été consacré par
ments législatifs depuis le règlement de 1784 jusqu'au décret
administration du Théâtre-Français ; il est, en outre, expres-
dans le traité passé avec la Commission des auteurs drama-

rs, il est vrai, n'ignoraient pas que M^{me} Doche prenait son
ai, mais M. Thibaudeau avait promis de racheter ce congé,
interrompre les représentations de la pièce. »

rejette l'impossibilité de faire jouer le rôle à M^{me} Doche, en
que de son congé, sur les lenteurs apportées par les auteurs à
jouable. Si elle eût été donnée à temps, M^{me} Doche eût pu
a 15 mai. M. Thibaudeau, dit M^e Cellicz, n'a pas de pièce
ouvrage venait à lui manquer, il se verrait peut-être en-
lheur irréparable.

avocat impérial, conclut au rejet de l'opposition formée par
Brunswick.

— « Le Tribunal,

aux termes des conventions arrêtées entre les auteurs dra-
directeur du théâtre du Vaudeville, l'auteur d'une pièce pré-
tée a seul le droit d'en distribuer les rôles ;

distribution proposée paraît devoir donner lieu à quelque in-
auteur doit s'entendre avec l'administration, et que s'ils ne
rder, ils doivent nommer des arbitres ;

ue la clause compromissaire susénoncée ne contenant pas les
res n'est point obligatoire pour les parties ; qu'ainsi c'est au
appartient de statuer sur les difficultés qui se sont élevées en-

ne Dumas et Brunswick, auteurs de la pièce du *Marbrier* ac-
Thibaudeau, avaient désigné pour jouer le rôle principal l'ac-
qui depuis s'est absentée en vertu d'un congé ; que Thibaudeau
le à une autre actrice, laquelle n'est pas agréée par les de-

end, il est vrai, que Brunswick avait consenti à la substitution
que ces allégations ne sont pas justifiées, et que d'ailleurs il
ne Dumas ne l'a jamais approuvée ;

u'il suit de là que Dumas et Brunswick, en s'opposant à ce
ge soit représenté par des acteurs autres que ceux qu'ils ont
t qu'user de leur droit ;

outefois, que la continuation des répétitions ne peut causer
ce aux auteurs ;

otifs,

convient pas au directeur, et si l'auteur et le directeur conviennent pas sur une distribution nouvelle, l'auteur a le droit de retirer purement et simplement sa pièce, sans qu'il y ait aucune indemnité [75].

Refus d'un rôle par un artiste après la convention conclue entre l'auteur et le directeur. — Si, après une distribution venue, arrêtée entre le directeur et l'auteur, un ou plusieurs artistes désignés refusaient leurs rôles par suite de conven-

» Fait défense à Thibaudeau de représenter la pièce des deux auteurs, si ce n'est avec le concours des acteurs désignés ou agréés par eux ;
» Autorise Dumas et Brunswick à s'opposer, par toutes les voies de droit, à la représentation que Thibaudeau tenterait de donner nonobstant la position qui précède ;

» Met, quant au surplus, les parties hors de cause ;
» Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant l'appel ;

» Condamne Thibaudeau aux dépens, dans lesquels entrera l'expédition de l'acte du 19 septembre 1851. »

(Le Droit, 21 mai 1852.)

[77] *Cardilhac.* — M. Carvalho, directeur du Théâtre-Lyrique, et M. Dautresme, compositeur. — Tribunal civil de la Seine (chambre des vacations). — 16 et 18 octobre 1867. — MM. Collin de Verdilhan, présidents. — M^e Salvétat, avocat de M. Carvalho ; M^e Mette, avocat de M. Dautresme. — M. Isambert, avocat impérial (conclusions).
Le 9 mars 1864, le traité suivant était passé entre M. Carvalho et M. Dautresme :

« Entre M. Carvalho, directeur du Théâtre-Lyrique, d'une part, et M. Dautresme, compositeur, d'autre part, a été convenu et arrêté ce qui suit :

» M. Dautresme compose, sur un poème en trois actes intitulé *Le chand de chansons*, une partition que M. Carvalho s'engage à représenter au théâtre-Lyrique dans la saison 1864-1865.

» Pour cela, M. Dautresme devra remettre au théâtre sa partition de chant et de chant complètement terminée du 1^{er} au 31 décembre 1864, de manière que l'opéra puisse être représenté en février ou mars 1865. M. Dautresme ne livrait pas sa partition à l'époque susénoncée, la représentation de l'ouvrage serait reportée au mois de septembre 1865. M. Carvalho s'engage à donner tous ses soins à la mise en scène et à l'exécution de l'ouvrage. M. Dautresme. Les rôles de l'ouvrage sont confiés à des artistes désignés par M. Carvalho, compositeur et le directeur, étant observé dès à présent que le rôle principal. La pièce sera jouée aussi longtemps qu'elle ne sera pas inférieure au chiffre de 3,000 francs par soirée. Les artistes d'auteur seront payés au taux actuel réglé par la Commission des auteurs dramatiques.

» Les parties se soumettent à l'exécution du présent traité, sous le dédit de 10,000 fr., payable par le premier contrevenant.

» Fait double à Paris, le 9 mars 1864. Signé : Lucien Dautresme et M. Carvalho. »

entre le directeur et les artistes, l'auteur pourrait
per sa pièce, et aurait droit, en outre, à l'indemnité
en cas de retard dans les délais stipulés pour la pré-
sentation.

*désigné empêché, dans le cours des répétitions, par
une maladie majeure.* — Si une maladie ou tout autre cas de
force majeure venait, dans le cours des répétitions, mettre un
des principaux de la pièce dans l'impossibilité de créer le

contractants ayant, d'un commun accord, substitué le poème
de Cardilhac à celui du *Marchand de chansons*, il en résulta des ré-
pétitions à fixer d'abord la représentation de septembre 1865 à
septembre 1866 ; et d'après l'article 3, les rôles devaient être ainsi
répartis : celui de Cardilhac à M. Ismaël ; celui d'Olivier à M. Michot ou
à M. Dautresme ; Madelon à M^{lle} de Maësen ; Des-
artel.

La partition fut prête, M^{lle} de Maësen n'était plus au théâtre, et
M. Dautresme refusa, pour la remplacer, M^{lle} Helli. M. Carvalho, sur l'indi-
cation d'Ismaël, premier rôle de la pièce et ami intime de M. Dautresme,
confia le rôle de ténor à M. Vitaux. M. Dautresme refusa pas M^{lle} Lambert et demanda M^{lle} Daram, refusée jusque-là,
mais d'obtenir un légitime succès dans *le Freyschutz*. On tomba
d'accord sur les études commencèrent en janvier 1867 avec MM. Ismaël, Vi-
taux et Daram ; on répéta à la scène au mois de mars, en présence de
M. Dautresme. Cependant la partition n'étant pas encore livrée, on ne pou-
vait pas commencer les parties d'orchestre.

En 1867, M^{lle} Daram déclara prendre ses deux mois de congé ; elle
était déjà malade, et M. Dautresme demanda qu'elle fût rem-
placée par M^{lle} de Vriès. M. Carvalho n'accepta pas ce changement, cette artiste
pour jouer *la Jolie Fille de Perth*, qui était à l'étude. M. Dau-
tresme irrité de ce refus et il se passa alors un incident fâcheux
qui n'est pas d'être indiqué ici.

M. Dautresme saisit le Tribunal de commerce d'une demande en résilia-
tion et en dommages-intérêts. M. Carvalho offrit de jouer Car-
tilhac pendant un délai de deux mois, si sous huit jours, il avait la partition
parue. Enfin on tomba d'accord ; mais M. Dautresme invoqua
la clause de l'article 3 de la convention du 15 mai 1865, relatée plus haut. Il rappela qu'aucun acte ultérieur n'avait ni
supprimé cette distribution, et que celle qui était faite en ce mo-
ment n'était pas à la première. Il ajouta qu'il avait, il est vrai, fait
pendant des mois entiers M. Vitaux et M^{lle} Daram, mais qu'il ne les
avait pas acceptés ; qu'il les avait pris à l'essai, sous bénéfice d'in-
ventaire, comme cela se pratique au théâtre, et que conséquemment son droit
était infirmé. Une distribution a été arrêtée, disait-il dans sa

rôle qui lui aurait été distribué, le directeur et l'auteur draient à l'amiable pour une autre distribution, et s'ils venaient s'accorder, ils nommeraient des arbitres. — Dans l'autre cas, l'auteur ne ferait qu'user de son droit en s'opposant à ce que l'ouvrage fût représenté par des artistes autres que ceux qui ont été choisis, sauf à lui à attendre que ces acteurs fussent en mesure de reprendre leurs rôles [76]. — Dans un cas analogue, le Tribunal a accordé au directeur un sursis d'un mois qu'il demandait.

lettre à M. Carvalho; vous prétendez m'en imposer une autre; si je ne la subirai, mais je ne l'accepte pas, et vous seul en assumez toute la responsabilité. C'est ce qu'il faut que le public sache le jour où cela sera né- cessaire.

M. Carvalho répondit que la distribution était arrêtée depuis longtemps, qu'elle était, selon lui, définitive.

Les répétitions continuèrent; mais le 20 septembre M^{lle} Daram tomba malade et M. Carvalho proposa M^{lle} Sallard, qui remplaçait au théâtre de M^{lle} Maïsch. M. Dautresme protesta le 7 octobre contre le choix de M^{lle} Sallard. M^e Salvétat, avocat de M. Carvalho, en exposant les faits précédents, demande au Tribunal un sursis, pour attendre le rétablissement de la santé de M^{lle} Daram, et le maintien de M. Vitaux comme ténor.

M. Mettetal, avocat de M. Dautresme, répond que depuis trois mois, à cause des délais, les sursis et les difficultés se sont multipliés, il ne s'explique pas qu'on demande un nouveau sursis d'un mois; que son client n'a pas le désir, celui de résilier le traité et d'obtenir la restitution de son argent, et qu'il vient de saisir le Tribunal de commerce d'une nouvelle demande dans ce sens.

Rien n'est venu modifier les conventions au sujet de la distribution des rôles et on devait toujours s'en référer aux engagements pris. M. Dautresme avait fixé la distribution définitive, et c'est avec raison qu'on ne peut pas accepter la distribution actuelle. Les retards ne sont pas tous imputables à M. Dautresme, qui a toujours protesté. Il ne veut pas que sa pièce soit jouée dans d'aussi mauvaises conditions; il ne connaît ni les décors, ni les costumes; et le nombre des répétitions à l'orchestre est insuffisant.

En conséquence, la demande de sursis est inutile en présence de la demande pendante au Tribunal de commerce; rien n'étant moins certain que la teneur de la pièce, puisque M. Dautresme réclame la restitution du manuscrit. Le Tribunal doit donc surseoir lui-même à statuer jusqu'à la fin de l'année commerciale.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que, en exécution d'un jugement du Tribunal de commerce rendu entre les parties, Carvalho, auquel Dautresme a remis sa pièce, dans le délai qui lui était imparti, a repris aussitôt les répétitions de l'ouvrage, de manière à pouvoir donner, dans son théâtre, la première représentation de l'opéra *Cardillac*, le 20 octobre courant, ainsi qu'il avait été ordonné;

» Attendu que ces répétitions ont été interrompues, en septembre, par la maladie de M^{lle} Daram, chargée d'un des principaux rôles, et non reprises encore par suite de la prolongation de cette maladie;

établissement de la santé d'une artiste désignée. [77].
suite de retards que le directeur aurait apportés à la
on, la distribution faite par l'auteur n'était plus réali-
qu'un ou plusieurs artistes ne feraient plus partie du
excuse du directeur deviendrait inadmissible [51].

distribution pendant les représentations ou en cas de

Si, dans la suite, une autre distribution entière ou
venait nécessaire, l'administration théâtrale devrait se

Carvalho, voulant parer aux conséquences de cet événement,
re le rôle confié à la demoiselle Daram par une actrice de sa
choix n'a pas été agréé par Dautresme ;

son de ces faits étrangers à la volonté de Carvalho, ce dernier
obtenir le sursis qu'il sollicite ;

touche l'attribution faite à Vitaux du rôle d'Olivier ;

que cet artiste a répété ce rôle pendant six mois, avant le juge-
tre les parties par le Tribunal de commerce, et depuis avec
Dautresme ;

nier est sans droit pour contester aujourd'hui l'attribution
du rôle dont s'agit, puisqu'il ne l'a pas fait lors du procès
par la juridiction commerciale ;

qu'il demande ne peut lui être accordé, puisque Michot, au-
t confier le rôle d'Olivier, a rompu son engagement avec Car-

est vrai, que Dautresme s'oppose à ce que le sursis sollicité
sur lui soit accordé, par ce motif qu'il vient de saisir le Tribu-
nce d'une demande formée contre ce dernier, en résiliation des
rêtées entre eux et en paiement d'un dédit de 20,000 fr., et
lieu de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de cette demande

endu que le Tribunal était saisi de la demande de Carvalho
tresme ait formé celle qu'il invoque en défense ;

objet étant différent, il ne saurait y avoir entre les deux causes

utifs :
cter ni avoir égard à la demande reconventionnelle de Dau-

al l'en déboute ;

u'il sera sursis à la première représentation de l'opéra *Car-*
établissement de la santé de M^{lle} Daram ;

mois la durée de ce sursis à partir du jour du jugement ;

rôle d'Olivier restera confié à Vitaux ;

y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire ;

ne Dautresme aux dépens. »

(*Le Droit*, 17 et 20 octobre 1867.)

des bosses. — M. Julien Deschamps contre M. Montrouge,
théâtre des Folies-Marigny. — Tribunal civil de la Seine
(1^{re} ch.). — 3 février 1869. — M. Benoit-Champy, président. —
illault, avocat de M. Julien Deschamps ; M^e Léon Lesage, avo-
montrouge. — M. Manuel, avocat impérial (conclusions con-

concerter avec l'auteur; toutefois, en cas d'absence constatée de celui-ci, ou faute par lui d'avoir pourvu à la distribution [78], l'administration serait autorisée à la faire elle-même. Si l'auteur avait consenti à ce que le directeur eût fait lui-même la distribution des rôles, ce dernier ne pourrait en prévaloir du défaut de cette formalité par l'auteur pour se faire des retards dans la représentation de la pièce [55, 64].

En ordonnant qu'un directeur serait tenu de jouer un

D'après l'exposé de M^e Busson-Billault, avocat de M. Julien Deschamps, M. Montrouge a reçu, en 1866, une pièce intitulée *la Manie des bosses* qui devait être représentée dans un bref délai et avoir pour interprètes M^{me} Montrouge et M. Lacombe. Le directeur-acteur en avait pris, avec les auteurs, l'engagement formel. La pièce, répétée au commencement du mois d'août 1867, fut représentée vers le milieu du même mois, les études insuffisantes et une distribution de rôles qui ne concordait pas avec les promesses de M. Montrouge.

La représentation et les répétitions de la pièce eurent lieu dans des conditions, sans que M. Julien Deschamps, — quoique chef de collaboration, — eût son manuscrit déposé au ministère portant en tête sa signature — eût fait soit des répétitions, soit de la première représentation, et cela contrairement à tous les usages reçus au théâtre. De plus, le directeur s'est permis, sans l'agrément, il est vrai, de M. Lefebvre, collaborateur de M. Deschamps, de faire subir à la pièce d'importantes coupures et de modifier le dénouement. M. Julien Deschamps réclame 2,000 fr. de dommages-intérêts pour les dommages que lui ont causés les divers griefs qui viennent d'être exposés.

M^e Léon Lesage, avocat de M. Montrouge, répond qu'aucune coupure ne fut faite avec le directeur sur le point de savoir à quelle époque la pièce serait représentée; qu'elle fut portée aux ordres de service le 12 juillet 1867 jusqu'au 14 août, jour de la première représentation, et que, malgré l'engagement pris par M. Montrouge de jouer dans *la Manie des bosses* et de faire jouer M^{me} Macé-Montrouge, non-seulement celui-ci ne joua pas, mais énergiquement contre cette prétention, mais il affirme que jamais, tout le temps de son exercice directorial, il n'a pris, vis-à-vis d'aucun auteur dramatique, un engagement de cette nature. En ce qui concerne les griefs, M^e Lesage produit une lettre de M. Hippolyte Lefebvre, dans laquelle on remarque les passages suivants :

« 1^o Oui, je me regarde comme chef de collaboration à titre d'auteur pour *la Manie des bosses*.

« 2^o Oui, j'ai assisté à la répétition générale de la pièce; les répétitions m'ont paru intelligemment faites et plutôt favorables que nuisibles à l'œuvre.

« 3^o Oui, la pièce m'a paru d'une interprétation suffisante, et moi-même j'ai été justifiée par le succès de la première représentation.

« 4^o Oui, je me souviens que M. Deschamps savait parfaitement le contenu de la pièce, puisque c'est par lui que j'en ai été informé un jour par les Petits-Pères; j'ai la mémoire très-locale et fort précise. »

Quant aux coupures faites à la pièce par M. Montrouge, continu

a spécifié dans son jugement que la représentation sans changement dans la distribution des rôles [71].

Entre artistes et auteur et directeur. — L'auteur doit pour contester l'attribution faite à un artiste d'un rôle répété pendant six mois si, un procès ayant eu lieu sur cette pièce, alors que l'artiste avait déjà suivi les répétitions, il n'a pas produit cette contestation au cours de ce procès.

On l'ont été qu'avec l'approbation de M. Lefebvre, et celles qu'a refusées sont bien moins considérables que celles de la censure. On était dans son droit de les maintenir, et l'on comprend que plusieurs auteurs collaborent à la même œuvre dramatique, un seul — il y en a quelquefois quatre ou cinq, notamment dans les revues — ne s'entend pas pour tous ces détails avec le directeur ; c'est un fait en matière théâtrale, et le Tribunal pourrait sur ce point se prononcer facilement.

II. — « Le Tribunal,

qui concerne le grief résultant de ce que Deschamps aurait obtenu la promesse que ledit Montrouge, sa femme et l'acteur La-

saint dans la pièce la Manie des bosses ; que Deschamps ne justifie point qu'un engagement de ce genre n'a pas été en sa faveur par l'administration du théâtre des Folies-Marigny ; qui touche les répétitions :

que Deschamps n'a pas été prévenu, suivant l'usage, de la mise en répétition de la susdite pièce ; qu'en conséquence, il n'a pu assister aux répétitions et surveiller l'exécution de son œuvre ;

qui concerne les coupures :

que Montrouge reconnaît que des coupures ont été faites dans le dialogue de la pièce la Manie des bosses ;

qu'il n'a point été connu ni accepté par Deschamps ; qu'en outre Montrouge justifie de l'autorisation de Lefebvre, collaborateur de Deschamps, que cette autorisation n'était pas suffisante, puisqu'il est reconnu qu'il s'agit d'une œuvre collective ;

qu'en procédant ainsi, Montrouge a excédé son droit, et causé à Deschamps un préjudice dont il lui doit réparation ;

Tribunal a les éléments nécessaires pour estimer ladite réparation à la somme de 100 francs ;

considérant, en conséquence, que les motifs, par lesquels le Tribunal a condamné Montrouge à payer à Deschamps la somme de 100 fr. pour dommages-intérêts, le condamne en outre en tous les dépens. »

(*Gazette des Tribunaux*, 5 février 1869.)

de Cortez. — M. Spontini, compositeur, contre M. Léon Pillet, directeur de l'Opéra. — Tribunal de commerce de la Seine. — 17 juin 1840.

Guignol, président. — M. Amédée Lefebvre, agréé de M. Spontini ; M. de la Roche, agréé de M. Léon Pillet, directeur de l'Opéra. ¶ *Appel de*

Pillet. — Cour royale de Paris (1^{re} chambre). — 23 et 28 juin 1840.

Donneau, président. — M^e Chaix-d'Est-Ange, avocat de M. Léon Pillet ; M^e Duval, avocat de M. Spontini. — M. Boucly, avocat général

(dans les contraires).

De très-nombreux débats ont eu lieu, au sujet de la distribution des rôles, entre les artistes et les auteurs et directeurs. Les commentaires, qui intéressent au plus haut point les auteurs, ne le plus souvent ils ne soient pas partie au procès, trouvent place ultérieurement dans ce travail quand il sera question des rapports entre les auteurs et les artistes.

Ces jugements établissent notamment les points suivants :

Un artiste peut, *en tant qu'il dépend de lui*, engager

M. Spontini, ancien directeur de l'Académie de musique, et les partitions de *la Vestale*, *Fernand Cortez* et *Olympie*, retiré à Berlin pendant un certain nombre d'années, apprit, par la voie d'un feuilleton de l'Éclair, publié dans *les Débats*, que l'administration de l'Opéra se proposait de reprendre *Fernand Cortez*, dont la première représentation datait de 1837. Il écrivit immédiatement à M. Michel, agent de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, en l'invitant à obtenir des administrateurs de l'Opéra que la mise en scène, la répétition de l'ouvrage eussent lieu en son temps et avec son concours, et que le troisième acte fût représenté avec les modifications qu'il avait faites, et tel qu'on le jouait alors en Allemagne. M. Spontini signifia, à la date du 27 mai 1840, à la direction de l'Opéra sa défense de jouer *Fernand Cortez*, lui déclarant cependant qu'il consentirait à la remise en scène de son ouvrage si 1° on lui permettait de concourir à la distribution des rôles, de diriger les répétitions et la mise en scène ; 2° si les décors et la mise en scène étaient convenables, pour la première représentation ; et si enfin les corrections qu'il avait faites étaient acceptées. Il réitérait dans cet acte extra-judiciaire sa demande de se rendre immédiatement à Paris.

Le directeur de l'Opéra persista dans son refus, fit répéter *Fernand Cortez* et ce ne fut que la veille de la représentation qu'il annonça sur l'affiche que la pièce serait reprise le lendemain. M. Spontini s'était pourvu en justice pour obtenir un sursis à la représentation jusqu'à son arrivée à Paris. La pièce n'était pas alors annoncée au public, et le juge du référé déclara que l'ouvrage n'étant pas encore *affiché* et la représentation étant encore à l'état provisoire, aucune mesure conservatoire n'était à prendre. Alors M. Spontini prit la résolution d'user rigoureusement de son droit et de s'opposer à la représentation, et il obtint du président du Tribunal de Commerce une assignation au directeur de l'Opéra, à l'effet d'empêcher la représentation annoncée, invoquant l'art. 3 de la loi des 13 et 19 janvier 1840, qui porte : « Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public sans le consentement *formel, et par écrit*, de l'auteur. »

Il est important de dire que l'auteur des paroles ne s'opposait pas à la représentation.

« Le consentement dont fait mention l'article ci-dessus visé, dit l'ordonnance de M. Lefebvre, doit être obtenu chaque jour ; autrement les auteurs ne peuvent que se réserver la discrétion des directeurs de spectacle. »

« Il faut que l'auteur donne son consentement par écrit, pour la distribution des rôles et de la mise en scène, et être garant

profit d'un auteur, son talent et son industrie, et une obligation constitue une obligation de faire.

ne peut se refuser à accepter les modifications que le public juge convenable d'apporter à son rôle pendant le cours des représentations.

Il ne peut toujours retirer un rôle à un artiste, jusqu'au moment où la suspension, si cet artiste paraît insuffisant : le retrait, ne peut être basé sur l'intérêt de la pièce, et non sur des considérations personnelles.

Il appartient aux acteurs, des directeurs, et surtout rester maître de l'ap-
circonstances, et de cette mobilité de goût dans le public, qui
l'œuvre applaudi à une époque peut ne plus l'être à une autre
l'auteur le droit de retirer sa pièce chaque jour, c'est le livrer
trigues, à toutes les cabales. Mais, dans l'espèce, il s'agit de la
pièce jouée en 1810, et dont les représentations ont été suspen-
sées dix ans. Quand un ouvrage revient à la scène, il court toutes
tous les hasards auxquels il était exposé lors de la première
Les acteurs peuvent ne plus présenter à l'auteur le même
du public peut avoir changé; la critique a souvent éclairé
suivant le précepte du maître, *a poli et repoli* son ouvrage;
ont un grand intérêt à ne souffrir la représentation de son
rigée et amendée.

Après une longue suspension, *les traditions sont perdues*; il faut
recueillir et les transmettre au directeur, aux acteurs, avant
que son ouvrage soit joué. Son consentement *nouveau, formel*
est donc indispensable.

Les règlements de l'Opéra contenus en une ordonnance royale
insérée au *Bulletin des Lois*. Est-ce qu'une ordonnance a pu
en 1791, et enlever aux auteurs leur charte? Mais ces règle-
ments ne le font pas; ils reconnaissent le droit qu'a l'auteur de retirer son ouvrage!

L'article 14 du règlement dit « que quand la mise en scène
sera arrêtée, l'auteur ne pourra qu'après un an la porter à un
nouveau spectacle. » Donc quand une pièce n'est pas encore représentée, l'au-
teur ne peut la reprendre; mais il ne peut qu'après un an la faire jouer ail-

leur. Le paragraphe du même article du règlement décide « que
si l'œuvre est représentée, l'auteur ne peut la retirer qu'à la vingtième
représentation, en indemnisant l'administration des frais de mise en scène. »
Or *Fernand Cortez* a été représenté plus de vingt fois; il a été retiré du
spectacle. Si l'on veut appliquer le règlement, M. Spontini serait dans le
cas de l'article 14, c'est-à-dire que la mise en scène de *Fernand*
étant arrêtée, et par conséquent que l'auteur peut retirer son
œuvre, il ne la faire représenter sur un autre théâtre qu'après un
an. Mais *Fernand Cortez* a été représenté à l'Opéra en 1810, avant le
règlement de 1817, qui ne pourrait avoir un effet rétroactif. On citera sans
doute une ordonnance royale qui accorde aux compositeurs qui travaillent pour
l'Opéra une pension de 1,000 fr., quand ils ont produit trois ouvrages. En quoi

causes étrangères à l'art. Si ce retrait a lieu alors que déjà fait des frais de costume, même de ville, mais ayant un caractère particulier, on lui doit des dommages-intérêts.

Lorsqu'un artiste a accepté un rôle, il ne peut le renoncer à la première représentation en invoquant que ce rôle est mauvais ou qu'il est ridicule, surtout s'il est dans l'emploi pour lequel l'artiste a été engagé.

Répétitions.

L'auteur a nécessairement le droit d'assister aux répétitions.

cet encouragement donné aux auteurs par la munificence du public, modifier leurs droits ?

» Enfin, l'auteur des paroles ne s'oppose pas à la représentation. M. Spontini ne prétend pas empêcher MM. les directeurs de faire réciter le poème par leurs artistes, mais il ne veut pas de la partition. M. Spontini respecte le droit de l'auteur du poème, et le poème doit respecter celui de M. Spontini. »

Dans la réponse de M^{re} Durmont, agréé de l'administration des spectacles, les points suivants sont à noter :

« Je ne viens pas contester aux auteurs leurs droits de propriété sur leurs ouvrages, et je m'empresse de reconnaître qu'un théâtre ne peut, sous prétexte, s'emparer de l'œuvre d'un poète ou d'un musicien sans leur consentement formel ; mais lorsque ce consentement est donné, le théâtre est libre, qu'il est intervenu entre l'administration du théâtre et l'auteur une convention par laquelle l'auteur s'était engagé à livrer sa pièce à la jouer, l'auteur peut-il du jour au lendemain, selon son caprice ou sa mauvaise humeur, retirer sa pièce ? Assurément non ; il existe entre l'auteur et le directeur un lien de droit qui oblige réciproquement les deux contractantes. Si, ce qui est incontestable, l'auteur a le droit de retirer sa pièce, le directeur par la même raison a le droit de la jouer, pourrait-il en être autrement ? Ce n'est pas une petite affaire, M. le directeur de monter un opéra. L'administration aura fait des frais considérables, des décors, de costumes, elle payera des acteurs, des choristes, des chanteurs ; lorsque la pièce jouira de la faveur du public, lorsque le directeur aura pu recouvrer ses frais et avances, l'auteur pourrait retirer sa pièce le jour au lendemain ? cela est impossible.

» Il ne s'agit, ici, ni d'une première représentation, ni même d'une reprise, l'opéra de *Fernand Cortez* est au courant du répertoire, mais été retiré, l'Académie royale de musique peut le jouer qu'elle le voudra ; semblera, sans que M. Spontini ait le droit de s'en plaindre ; comprendre la prétention de mon adversaire, qui voudrait nous empêcher de demander chaque matin à un auteur la permission écrite de jouer sa pièce le soir ?

» De quoi se plaint donc M. Spontini, puisqu'on joue ses ouvrages ? Il se plaint qu'on ne le consulte pas. S'est-il présenté ? et lui a-t-on refusé de l'Opéra ? Non. Mais il exige qu'on lui écrive, qu'on l'invite à

de la distribution des rôles, de la mise en scène, des donner aux artistes, et surtout des changements de l'ouvrage [38].

pas prévenu, suivant l'usage, de la mise en répétition et qu'en conséquence il ne puisse assister à ces répétitions, l'exécution de son œuvre, le directeur excède la cause à l'auteur un préjudice dont il lui doit réparation. Ce se traduit par des dommages-intérêts [78].

ons, qu'on lui laisse la distribution des rôles, qu'on lui per-
ver le troisième acte de son œuvre : toutes choses auxquelles
n de l'Opéra ne peut se soumettre sous peine d'abdiquer com-
roduire le désordre dans son intérieur, et de se créer des em-
mener inévitablement sa ruine.

donc continué ses répétitions, malgré la défense du 25 mai
eu raison. Un référé, introduit par M. Spontini devant le Tri-
déjà prouvé suffisamment. Mais l'auteur de *la Vestale* ne se
battu, et il nous a assigné à bref délai devant vous.»

ont examine le fond du droit, et cherche à démontrer que la
parle du consentement à donner par l'auteur que pour les
ésentations des œuvres dramatiques. « Or, dit-il, il s'agit ici
antième représentation : ce n'est pas même une reprise. »

uite la partie réglementaire, M^e Durmont ajoute : « Dans les
il est un règlement qui permet aux auteurs de retirer leurs
t restées un an sans être représentées ; mais à l'Académie
que ce règlement n'est pas applicable.

ent qui est spécial à ce théâtre, porte qu'après la dixième re-
un ouvrage, l'administration a le droit de faire remplir les
rtistes de son choix.

dit encore que tout ouvrage qui a eu vingt représentations
n suspension, sans réclamation de la part de l'auteur.

utre article porte que « tout ouvrage dont la mise en scène
ne peut être retiré sans indemnité pour l'administration.

sage la cause sous un autre aspect, on verra combien serait
tion de l'administration.

si n'est par poète ; ce n'est pas lui qui a composé le libretto de
t M. de Jouy ; eh bien ! cet auteur veut qu'on joue son œuvre,
demander une loge pour ce soir. Que devra faire l'administra-
deux auteurs ? Elle ne peut contenter l'un sans déplaire à

urras. M. Spontini veut changer son dernier acte. M. de Jouy y
est nécessaire, car il s'agit d'un autre dénouement. En suppo-
ement acquis, comment se régleront les droits d'auteur ? Et
culté levée, remarquez que M. Spontini ne présente pas son
qu'il ne sera peut-être prêt que dans un an, dans deux
érons nous en attendant, nous, à qui le cahier des charges im-

Si, au contraire, étant prévenu, l'auteur ne se présente lorsque sa pièce est mise à l'étude et qu'il ne se fasse valoir par un fondé de pouvoir, il ne serait pas admis à réclamer l'indemnité stipulée en cas de retard à la représentation. L'administration du théâtre ne pouvant être soumise à l'obligation de jouer d'office des pièces pour les répétitions desquelles l'auteur mis en demeure, ne se présenterait pas.

Les règles applicables en cas de suspension de répétitions.

pose de jouer dans le cours de l'année théâtrale l'ancien répertoire, trouve *Fernand Cortez*?

» Enfin, on nous accuse d'avoir confié cela à des artistes de second ordre, qui est une grande erreur, car il est joué par Massol, Dérivis, M^{lle} Nau. Les décorations sont remises à neuf, et tous les costumes sont neufs. Certes, on ne peut demander davantage, à moins qu'on ne veuille réengager Lais, pour qui le rôle de Fernand a été créé. »

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le droit de propriété des auteurs a été consacré par les lois des 13, 19 janvier, 19 juillet, 6 août 1791 et 19 juillet 1793; que ces lois ne sont pas abrogées et règlent encore aujourd'hui la matière;

» Attendu que les rapports entre les auteurs et les administrations du théâtre sont, en outre, soumis, soit à des conditions particulières, soit à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à ces engagements;

» Attendu que l'administration de l'Opéra ne présente aucun caractère particulier entre elle et Spontini; que le règlement qu'elle invoque est contraire à la première représentation de *Fernand Cortez*; que la décision doit intervenir, en conséquence, s'établir sur les faits, la loi, l'équité;

» Attendu qu'il est justifié, enfin, aux débats, que la pièce de *Fernand Cortez* n'a pas été représentée depuis environ six années; que l'administration de l'Opéra s'est cru fondé à suspendre les représentations de cet ouvrage pendant un temps aussi long, il ne serait pas juste de refuser à l'auteur le droit d'intervenir à la reprise de son œuvre pour en soigner les répétitions et la mise en scène;

» Attendu que dès le 27 mai dernier, Spontini a protesté contre les représentations de son opéra avant qu'il ait pu assister aux répétitions de cet ouvrage, pour lesquelles il a offert son concours;

» Par ces motifs,

» Vu les offres faites par Spontini de diriger les répétitions de cet opéra, et à charge par lui de réaliser lesdites offres dans un délai de trois mois, du jour où il en sera requis,

» Fait défense à la direction de l'Opéra de représenter l'opéra de *Fernand Cortez* sans que Spontini en ait dirigé les études, sous peine de dommages intérêts au profit de Spontini par chaque représentation;

» Ordonne l'exécution provisoire sur minute.

» Condamne l'administration de l'Opéra aux dépens. »

Sur l'appel de M. Léon Pillet, directeur de l'Opéra, la Cour royale a confirmé le jugement du Tribunal de commerce.

ARRÊT. — « La Cour,

» Considérant que si le décret du 13 janvier 1791 défend de représenter sur un théâtre public les ouvrages des auteurs vivants sans leur autorisation, cette disposition ne peut s'appliquer au cas où un auteur

directeur, soit par le fait de l'auteur, et la pénalité de ces suspensions, ont été indiquées plus haut (p. 389). Ajouter que, suivant l'usage, l'entrée en répétition a lieu le jour où a lieu la lecture aux artistes [45].

La pièce est reprise, l'auteur peut également assister aux répétitions, diriger les études de la pièce, et concourir par tous les moyens que les règlements autorisent [79]. Ceci concerne les œuvres lyriques, lorsque l'auteur et

l'administration théâtrale; qu'il se forme alors entre l'auteur et l'administration, un contrat qui s'interprète d'après les règles du

droit. Or, que Spontini a donné, en 1809, sa partition de *Fernand Cortez*, opéra de musique; que cet opéra a été mis en scène et représenté à différentes époques un grand nombre de représentations; que Spontini a obtenu des appointements fixes par les règlements; qu'il n'a point usé de la faculté que les règlements lui donnaient de retirer son opéra; que par conséquent il est resté au répertoire, et que dès lors, l'administration a pu le présenter comme les autres pièces de son répertoire quand il convenait à ses intérêts, ou quand l'autorité le demande;

qu'en tout cas, Spontini, n'avait pas besoin d'une disposition de loi ou de règlement ne l'exige; que les représentations, quelque longue qu'elle soit, ne créent aucun nouveau; que ces suspensions sont dans la nature même des représentations à tous les ouvrages de ce genre; que l'opéra de *Fernand Cortez* avait déjà été suspendu plusieurs fois, sans que Spontini ait pu prétendre qu'il élève aujourd'hui;

que Spontini a sans contredit le droit d'assister aux répétitions de son opéra, de diriger les études et de concourir à son succès par tous les moyens que les règlements autorisent; que le concours, loin d'être contesté, est au contraire très-appelant, et que c'est ainsi que peuvent se concilier les intérêts de l'auteur et ceux de l'administration; mais que Spontini n'a pas le droit de se faire à son gré les représentations, d'en assigner les époques et de préjudice à l'administration, chargée seule de tous les frais de la scène;

qu'il est donc à tort que les premiers juges ont fait défense à l'administration de présenter *Fernand Cortez* sans le consentement de Spontini; que le jugement du Tribunal de commerce, déboute Spontini de sa demande en restitution de 6,000 francs payés sur l'exécution par l'administration de l'Opéra, ordonne la restitution de l'amende, et condamne Spontini en tous les dépens pour tous dommages-intérêts. »

Gazette des Tribunaux et le Droit, 18, 24 et 27 juin 1840.)

Stéphanéphore, tragédie d'Euripide. — M. Rhéal de Césena, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal de commerce de Paris. — 26 et 31 août 1853. — M. Forget, président. — M^e Rey, avocat; M^e Tournaire, agréé de M. Corti. || *Appel de M. Rhéal*. — 21 septembre 1853. — M. d'Esparbès de Lussan, président; M. d'Anglebert, avocat de M. Rhéal; M^e Arth. Hubbard, avocat

de M. Rhéal. M. Gayet de Césena dit Rhéal est auteur de la traduction d'une œuvre, intitulée : *Hippolyte Stéphanéphore*. Soit qu'il ne pût ou ne voulût pas trouver auprès des directeurs des théâtres de Paris le pla-

compositeur négligent d'assister aux cinq dernières répétitions de leur ouvrage, ou de s'y faire représenter, tous les changements faits, ou tout complément d'orchestration, opérés pendant son absence, peuvent être maintenus.

Personne ne peut assister aux répétitions qu'avec le consentement écrit de l'auteur et du directeur.

Choix des décors.

L'auteur et le directeur doivent s'entendre au sujet des

cement ordinaire de son œuvre, M. Sébastien Rhéal a résolu d'en faire la représentation à ses risques et périls. Muni de l'autorisation de l'État, il lui restait à trouver le théâtre pour la représentation. Dès le mois de mars 1852, il commença auprès de M. Lumley, directeur du Théâtre-Italien, une série de démarches qui toutes restèrent vaines. Mais M. Corti, successeur de M. Lumley, montra pour M. de Césena la plus grande bienveillance, car, à la date du 14 août 1853, il lui abandonna la salle Ventadour, dont il était locataire, fin d'octobre 1853. Il avait été stipulé seulement que tous frais de location seraient couverts par M. Sébastien Rhéal, que le prix du loyer serait payé à l'avance.

La représentation, qui devait avoir lieu le 31 août, a été annoncée, mais elle n'a pas eu lieu. M. Sébastien de Césena réclamait de plus, outre une toile de fond, pour la peinture de laquelle il avait versé, la construction d'un péristyle analogue à celui de la Bourse de Paris, le Parthénon d'Athènes; puis des statues, des colonnes détachées pour entourer l'*Hippolyte* d'Euripide de la mise en scène la plus pompeuse et la plus vraie. M. Corti, rappelant à M. Sébastien Rhéal le rôle de directeur-auteur qu'il a bien voulu prendre, lui disait que toutes les constructions et échafaudages qui constituent la mise en scène sont à sa charge, et que les décors, c'est-à-dire les peintures, sont à M. de Césena. M. de Césena, c'était un décor peint, et non l'ensemble des constructions et échafaudages qui constituent la mise en scène.

Cette dissidence entre les parties a amené un procès que le Tribunal de la Seine a tranché contre M. de Césena dans les termes suivants :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il résulte des renseignements recueillis et des déclarations des parties, que le décor dont le demandeur réclame la livraison n'a pas été présenté, conformément aux conventions verbales du 14 août 1853, consistant en la façade d'un palais grec avec péristyle et colonnes, le tout en pierre;

» Attendu que, postérieurement et contrairement à ses conventions, M. de Césena a émis la prétention que les colonnes du péristyle et les statues y conduisant soient non-seulement peintes, mais construites en plâtre, afin de former un portique où devaient se mouvoir les acteurs;

» Qu'il réclamait, en outre, comme complément de la décoration, des statues surmontées de statues;

» Attendu qu'il est acquis aux débats qu'en dehors du décor peint, M. de Césena a été ci-dessus parlé, Corti n'avait promis que des accessoires de

ne peut réclamer ultérieurement autre chose que ce qui est convenu. S'il a été convenu qu'un décor se composera d'une toile de fond, l'auteur ne peut exiger que se construise un ensemble de construction et d'échafaudage [80]; du reste, à bien spécifier ce qu'il entend par ce décor, et à s'entendre avec le directeur.

Fixation de la première représentation.

Le directeur du théâtre doit s'entendre à l'amiable avec l'auteur

et le directeur du théâtre, et que ceux auxquels prétend Gayet de Césena ne peuvent pas; que Gayet de Césena l'a lui-même reconnu, en débattant et pour son compte, avec le machiniste du théâtre, les travaux supplémentaires et pour lesquels ils n'ont pu se mettre d'accord; c'est alors seulement qu'il les a réclamés de Corti; et à cause de ces diverses demandes que le défendeur n'a point de peinture qu'il devait, prévenu par le demandeur qu'il la requerrait insuffisante; que Gayet de Césena ne saurait raisonnablement se plaindre de l'absence d'un décor qu'il ne devait point accepter; et dès lors, que c'est par son fait que les conventions dont s'agit ont subi leur exécution, d'où il suit qu'il n'y a lieu ni de lui accorder des dommages-intérêts, ni de faire droit au surplus de ses conclusions; motifs,

Gayet de Césena, dit Rhéal, mal fondé en sa demande, l'en déboutons et condamne aux dépens.»

Il a interjeté appel de ce jugement. M^e d'Anglebert, son avocat, n'avait pas été spécifié si le décor serait peint ou s'il serait en toile. M. Rhéal, par ce mot : *décor*, avait compris la représentation sur un lieu où se passait l'action.

Hubbard, avocat de M. Corti, expose que son client a reçu 200 fr. pour la construction d'un décor, et que M. Rhéal restant directeur-entrepreneur de la représentation de l'œuvre d'Euripide, il ne peut exiger pour cette œuvre autre chose qu'une toile de fond et non des constructions. Adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement du Tribunal de commerce.

(*Le Droit*, 31 août, 1^{er} et 26-27 septembre 1853.)

Charmeuse. — M. Mario Uchard, contre M. de Beaufort, directeur du théâtre de la Gaîté. — Cour impériale de Paris (1^{re} chambre). — 21 janvier 1865. Présidé par M. de Beaufort, premier président. — M^e Lachaud, avocat de M. Mario Uchard. — M^e de Barthélemy, avocat de M. de Beaufort. — M. Oscar de Beaufort, premier avocat général.

Le 1^{er} décembre 1863, M. Mario Uchard, auteur de *la Charmeuse*, se présente au théâtre de la Gaîté, dirigé par M. de Beaufort, directeur du Vaudeville, le manuscrit de cette pièce et lui-même la distribution des rôles, dont le principal, celui de l'acteur Febvre. Les répétitions commencèrent dans le mois de novembre 1864, mais après une trentaine de répétitions, le cours de la représentation fut interrompu à raison de la maladie de M. Febvre. M. de Beaufort songea alors à remplacer le rôle de Gontran à un autre artiste; M. Mario Uchard s'y

pour fixer le jour de la première représentation de la pièce, en cas de désaccord, le différend doit être jugé par des arbitres nommés par les parties à l'amiable.

Cas où l'auteur juge convenable de retoucher sa pièce.
Dans le cas où l'auteur justifierait, pour retarder la représentation, de l'imperfection ou du non-achèvement de la pièce, de sa pièce, le directeur pourrait le mettre en demeure de rendre sa pièce jouable dans le délai de trois jours;

refusa, et soutint que sa pièce avait été remise à la condition de ne servir que pour seul interprète M. Febvre.

Dans cette situation, M. de Beaufort assigna M. Mario Uchard devant le Tribunal, et demanda que, faute par ce dernier d'avoir, dans les vingt-quatre heures, obtempéré à l'ordonnance, désigné un acteur en remplacement de M. Febvre, M. de Beaufort serait autorisé à confier le rôle à qui bon lui semblerait.

Il se fondait, à cet égard, sur l'article 9 de la convention passée entre la Commission des auteurs dramatiques et les directeurs de théâtre, ainsi conçu :

« L'auteur seul a le droit de distribuer les rôles de sa pièce, en double. Il donnera cette distribution par écrit et signée à l'administration. Si cette distribution présente quelque défaut, ou nient à l'administration, l'auteur s'entendra avec elle à l'amiable. Si, après avoir pu s'accorder, ils nommeront des arbitres. Si, dans la suite, la distribution, entière ou partielle, devient nécessaire, l'administration s'entendra avec les auteurs. En cas d'absence dûment constatée de l'auteur ou faute par eux d'avoir désigné une distribution, l'administration pourra, sans préjudice de ses droits, faire faire elle-même. »

Le 16 décembre 1864, M. le président du Tribunal civil de la Seine a rendu l'ordonnance qui, entre autres dispositions et avant faire droit, a condamné M. Mario Uchard à verser, au profit de M. Febvre, la somme de 100 francs, et a nommé M. le docteur Tardieu à l'effet de constater l'état de M. Febvre. A la suite de cette ordonnance, M. le docteur Tardieu, reconnaissant l'existence de la maladie et l'incapacité de M. Febvre, a autorisé l'acteur de se représenter sur la scène avant un mois, une seconde fois, en date du 21 décembre, renvoya les parties en état de se pourvoir devant le Tribunal civil de la Seine.

Cependant M. Mario Uchard avait, de son côté, saisi le Tribunal civil de la Seine, et il avait déféré à M. de Beaufort le serment qu'il avait prêté.

« Est-il vrai que la pièce ait été remise à un an, par suite de la maladie de M. Febvre, et qu'il ait été entendu de nouveau, le 14 novembre dernier, que M. Mario Uchard ne remettrait sa pièce qu'à la condition absolue que le serment fût tenu par M. Febvre ? »

Le Tribunal n'admit que la seconde partie de cette formule, et a ordonné la prestation de serment faite par M. de Beaufort dans le sens nécessaire au jugement suivant :

« Le Tribunal,

« Donne acte aux parties du serment prêté par M. de Beaufort devant le Tribunal, et en présence de M. Mario Uchard, et par lequel il a affirmé que la pièce n'avait été remise à un an, le 14 novembre dernier, qu'à la condition absolue que le serment fût tenu par M. Febvre. »

ait permis au directeur d'en prendre acte et de
— En effet, dès l'instant où l'auteur a livré sa pièce
par une convention formelle, il ne peut être seul
rat et le rompre à son gré en ne fournissant pas le
e l'ouvrage. Si, alors que le dénouement n'était
ait arrêté, il a laissé commencer les répétitions, il
ar ce fait même à le compléter au jour où cela de-
pensable [81].

qu'à la condition absolue que le principal rôle en serait
été convenu entre de Beaufort et la Société des auteurs
Uchard fait partie, que les rôles des pièces de théâtre se-
par l'auteur lui-même; que si, dans la suite une nouvelle
tielle ou totale devenait nécessaire, l'auteur serait mis en
un choix parmi les artistes appartenant au théâtre, que
ce faire, le directeur aurait droit de pourvoir seul à la dis-

ladite convention fait la loi des parties; qu'il est constant
t primitivement chargé du principal rôle dans la pièce dont
eur; qu'il résulte du rapport de Tardieu, commis par ordon-
que Febvre se trouve dans un état de santé qui le met pour
ans l'impossibilité de paraître sur la scène; que c'est donc le
a convention susénoncée;

et permis aux parties d'y déroger par des stipulations parti-
d'une telle stipulation n'est pas rapportée dans la cause;
on en est même repoussée par le serment que de Beaufort a
ermes du jugement avant faire droit, en date de ce jour;

Uchard non-recevable et mal fondé dans sa demande, et l'en
Uchard aux dépens. »

onciation de ce jugement, le Tribunal en rendit, en état de
conçu en ces termes :

il résulte du jugement, en date de ce jour, que de Beaufort
r le refus de Mario Uchard, de désigner l'artiste appelé à
e, qu'il a fait ce choix, qu'il importe à l'administration du
ait point de retard dans les répétitions et la représentation

a passé outre aux répétitions et à la représentation de la
par l'artiste désigné par de Beaufort;

écution provisoire de la présente ordonnance, nonobstant
e et avant l'enregistrement, vu l'urgence. »

ard releva appel de ces deux décisions, et devant la Cour il
ui de son appel, un moyen nouveau tiré de ce qu'il s'était
ser le dénouement de sa pièce lors des dernières répétitions,
constaté sur le manuscrit remis à la censure, où on lisait
dénouement sera ajouté. » Dans cette situation, disait-il, on
outre à la représentation de la pièce. »

M. de Beaufort concluait à la suppression d'un passage d'un
par M. Mario Uchard, passage qui, suivant lui, avait un ca-
pire.

Jours qui ne peuvent être indiqués pour la première représentation sans le consentement de l'auteur. — Une représentation ne pourra avoir lieu, sans le consentement de l'auteur, un dimanche ou un jour de fête, ni les jours de représentations extraordinaires ou à bénéfice.

M^e Lachaud a soutenu le double appel de M. Mario Uchard.

M^e de Barthélemy a demandé, au nom de M. de Beaufort, la cassation des décisions frappées d'appel.

Après les plaidoiries, M. le premier avocat général Oscar de Vaulabelle a prononcé ses conclusions en ces termes :

« Vers 1660, Molière disait : « Il est étrange qu'on imprime les lois, et qu'on garde le silence des lois et donnaient une équitable garantie à la propriété. »
« eux : je ne vois rien de si injuste et je pardonnerais plutôt tout à l'erreur de lence-là que celle-là. »

« Cette juste réclamation fut entendue, et bientôt les privilèges de la souveraine jurisprudence du conseil privé et des Parlements s'évanouirent. Le silence des lois et donnaient une équitable garantie à la propriété.

» M. Mario Uchard élève aujourd'hui avec vivacité une plainte contre la loi, soutient qu'on joue sa pièce malgré lui et que c'est là une violation de la propriété. Mais au moins son étonnement ne peut-il à présent s'adresser à la loi, en effet, est éminemment protectrice des œuvres de l'esprit. Les sommes peut-être à la veille de les voir emprunter au droit de propriété des caractères nouveaux d'énergie et de durée.

» M. Mario Uchard ne s'en prend donc et ne peut s'en prendre à l'interprétation même de la loi et à l'erreur du juge. Aussi après avoir plaidé devant le Tribunal et vu sa pièce jouée malgré lui en vertu d'un arrêt de renvoi, nance de référé, recourt-il à votre justice souveraine.

» Votre intérêt ne peut manquer à cette cause, puisqu'on dit que les lettres. Il y a longtemps que les lettres trouvent à nos plaques et des juges favorables.

» Examinons la cause avec ce sentiment, sans oublier en rien la propriété. faisant remarquer à M. Mario Uchard lui-même, que les théâtres, les avocats a traités avec quelque sévérité de langage, sont les grands lieux des lettres, qu'ils sont le lieu où l'œuvre dramatique reçoit le jour de la vie, où l'auteur trouve souvent le succès et la fortune, et où se renferment des talents qui figurent presque parmi les gloires de la France. çais. »

Après avoir rappelé rapidement la procédure et les faits, M. le premier avocat général continue ainsi :

« Je veux examiner d'abord si ce n'est pas par suite d'un excès de pouvoir commis par le Tribunal de la Seine, statuant en état de référé, que la pièce de M. Mario Uchard a été jouée le 28 décembre sur le théâtre de la ville.

» M. Mario Uchard fut menacé de perdre son procès. Le 23 décembre, il avait succombé dans sa prétention de retirer sa pièce, d'en empêcher la représentation à cause de la maladie de l'acteur Febvre. Le juge, statuant sur l'exécution de ce jugement, pouvait-il autoriser l'auteur à

avant et après la première représentation.

l'auteur. — L'auteur a le droit de s'opposer à ce que
et proclamé le jour de la première représentation; il
ne peut s'opposer à ce que son nom figure sur l'affiche

Non, messieurs, et c'est là, pour moi, une décision inexplic-

ne à peine de juger au fond, il n'avait pas ordonné l'exécu-
tion de sa sentence, il ne pouvait pas l'ordonner, l'article 13 du
délit lui défendait, et s'il l'eût fait, M. Mario Uchard, bien
qu'il ait tout de suite demandé et obtenu des défenses à l'exécution

le référé pouvait-il donc faire plus que lui? En la posant, la
question est résolue. Eh bien! le même Tribunal, les mêmes juges, j'ima-
gine le référé, c'est-à-dire au provisoire, ordonnent qu'on passera
à la représentation. Ils donnent pour motifs de cette décision : 1° le
fait qu'à un instant auparavant et soumis, comme tous les jugements,
il peut les détruire; 2° l'intérêt du théâtre, pressé de jouer la
pièce. Et il ordonne l'exécution de la sentence sur minute,
sans appel.

C'est un excès de pouvoir qui, je crois, ne s'était jamais vu,
et qui ne peut pas se voir en pareille matière.

Le président de Belleyme a été, dit-on, le dictateur du référé. Eh
bien, il a protesté contre la doctrine que le Tribunal vient d'ap-

porter, dit-il, s'oppose à la première représentation la veille ou le
jour même où on doit, en référé, et pour cause d'urgence, si elle est affichée,
faire la suspension. — Ordonnance : Attendu qu'il n'existe aucun
titre, dans le cas où il en existerait un, même authentique, il s'a-
git de régler les droits des auteurs et ceux du directeur sur la première
représentation; qu'il s'agit d'une question de propriété littéraire et non de
propriété du titre; qu'il n'y a pas d'urgence, dans le sens de la loi, à or-
donner la suspension des représentations; que l'ajournement est une mesure provisoire et
ne porte atteinte ni aux droits de l'auteur et ne préjudicie pas au directeur et au
public; qu'il faut laisser toutes les choses entières; qu'il s'agit de savoir
si l'auteur peut toujours renoncer à la représentation par des motifs de
délit de politique ou par des considérations de famille les plus res-
pectables; que l'action en dommages-intérêts pour inexécution des conven-
tions (art. II, page 218.)

Un Tribunal qui ordonne en référé plus que l'exécution pro-
voque un jugement qu'il ne pouvait ordonner; qui voit l'urgence dans
la représentation au théâtre, et qui, méconnaissant le droit sacré de l'auteur, droit de
propriété littéraire, décide le fond et porte au principal une atteinte à
votre justice souveraine elle-même sera désormais impuissante
à empêcher le cas de rappeler que le juge du référé ne juge pas, qu'il
se borne à ordonner.

pendant tout le cours des représentations; mais il doit énoncer clairement son intention dans un acte, et bien spécifier la clause qui y est relative [82].

De même que le directeur ne peut nommer un auteur,

» Encore faut-il que ses décisions n'aneantissent pas les droits respectables et les plus vivement protégés par la loi. Il a semblé aux esprits que ce droit de l'auteur sur son œuvre allait jusqu'à la dernière heure la représentation; on a dit que la question qui se posait devant le public l'intéressait tellement dans ce qui est le grand principe de l'esprit, la gloire, qu'il devait pouvoir reculer devant l'obligation de réparer le préjudice matériel causé au théâtre. Sans aller jusqu'à dire qu'il voit que du moins, comme l'a très-bien dit M. de Belleyne, on ne peut par une décision rendue au provisoire, compromettre, méconnaître ce droit?

» Brisez donc ce jugement qui viole la loi et qui met en danger les plus élevés de la propriété littéraire. Sans doute, votre arrêt n'est pas au mal qui a été fait; sans doute rien ne peut empêcher ce qui n'a été joué. Mais en rétablissant les principes méconnus, vous les écrivains, vous leur ferez savoir qu'ils ne sont pas à la merci d'une décision rendue en référé, pour la représentation de leurs œuvres, et que la propriété littéraire n'est pas livrée sans recours à l'*imperium* du juge.

» Maintenant, voyons au fond si le Tribunal devait ordonner la suppression du manuscrit et interdire la représentation, comme le demandait M. X.

» Je vous le disais tout à l'heure, et je vous le répète, il y a des gens qui pensent que l'auteur peut toujours empêcher de jouer sa pièce, qu'il a livré son manuscrit. L'auteur, dit-on, ne vend pas son manuscrit, il se contente de le laisser représenter son œuvre, mais ce n'est là qu'une fiction dont l'inexécution se résout en dommages-intérêts. Autrement, c'est un danger pour l'auteur: il aperçoit au cours des répétitions la faiblesse de son œuvre; il sent le besoin de la refaire; un événement survenu modifie les conditions de l'œuvre; la pièce est politique, par exemple, elle est démodée; les vainqueurs du moment, comme c'est toujours le droit au théâtre, sont devenus les vaincus, la pièce est impossible, et le directeur lui commande de la retirer et d'en empêcher la représentation; l'auteur voit sa fortune en souffrir beaucoup. Ce ne sont pas de chimériques objections. Nous avons vu assez de choses les uns et les autres pour voir que c'est encore plus haut l'hypothèse, si vous le voulez bien. Un homme écrit une comédie pour frapper ce qu'il croit être les abus de la religion; son œuvre va être représentée, il éprouve dans une mesure les grandes émotions de saint Paul, et il tourne son âme vers la religion qu'il l'avait détournée; faudra-t-il qu'il laisse publier, représenter une œuvre qui, ayant cessé d'être l'expression de sa pensée, trahit ses ardentes croyances et le fera voir à ses contemporains impie, athée, quand il a l'âme pleine de Dieu? Je pourrais étendre le raisonnement sans pouvoir les élever au-dessus de celles que je viens de faire.

» Si vous aviez à juger dans l'une d'elles le droit de l'auteur de sacrifier, sauf à indemniser le théâtre autant qu'il le faudrait.

ions, veut garder l'anonyme, de même il ne peut indiquer l'acteur adopté par les collaborateurs pour le placement sur l'affiche [83].

En droit général, je crois que la remise du manuscrit et le contrat passé par l'auteur à la représentation, forment un contrat à l'exécution duquel l'auteur est lié. Les jurisconsultes les plus sympathiques aux auteurs n'ont sans hésiter (MM. Vivien et Edmond Blanc, page 268; Aubry et Rau, n° 579; Dalloz, v° *Théâtre*, p. 275). Cette doctrine se fonde sur le droit qu'ont les auteurs de faire telles conventions raisonnables et convenables. S'ils ne veulent pas suivre la loi de l'entreprise théâtrale, ils ont qu'à le stipuler. J'arrive ainsi à la question que le Tribunal a posée contre M. Mario Uchard; cet écrivain n'avait qu'à convenir de la remise de son manuscrit, il ne consentait à laisser jouer son manuscrit par l'acteur Febvre. Son droit eût été aussi certain qu'absolu.

Il est très-bien qu'un auteur ne veuille livrer l'interprétation de son œuvre à un acteur déterminé. C'est là l'honneur de l'art dramatique, et c'est pourquoi il n'existe pas cette espèce de collaboration entre l'auteur et l'acteur dans laquelle le rôle de l'acteur s'élève sans abaisser celui de l'auteur. Mais considérer tous ces grands acteurs qui ont illustré la scène comme des interprètes, c'est ne pas comprendre que le génie lui-même, à plus forte raison le talent, ne peut pas être tel interprète. Pour nous rapprocher de l'affaire, on nous a remis par le dossier de M. Mario Uchard une lettre de M. Octave Feuillet, datée de Compiègne, et dans laquelle, puisqu'elle est datée de Compiègne. Cet élégant écrivain nous dit qu'il a pensé de refaire le rôle d'une pièce qui va être jouée, si elle ne venait à lui manquer. M. Mario Uchard pouvait donc demander à l'auteur de lui en laisser un autre, et l'exiger absolument. Il a cru l'avoir fait, mais il ne l'a pas fait au point de vue du droit. Il a d'ailleurs, sur ce point, déferé à la justice; celui-ci a prêté le serment décisif qui lui a été imposé par la jurisconsulte et le magistrat, tout est dit. M. Mario Uchard a sur ce point que le tort grave d'outrager M. de Beaufort et de l'avoir fait fort mal à propos d'une poursuite criminelle. A défaut de la loi spéciale, restaient les usages et le traité fait entre le Théâtre-Français et la Société des auteurs dramatiques.

Ce traité consacre le droit très-anciennement reconnu des auteurs de faire jouer les rôles en premier et en double. Il prévoit un désaccord; il prévoit un nomme des arbitres. C'est au commencement. Si plus tard, la pièce soit jouée ou quand elle est reprise, il est nécessaire de faire une distribution en totalité ou en partie, le théâtre et l'auteur s'entendent; les arbitres ou la justice décideront.

Dans tous les cas, si l'auteur est absent ou s'il n'use pas de son droit, la distribution du théâtre désignera.

M. Mario Uchard avait fait sa distribution en double, et qu'elle eût été acquiescée. Mais il ne l'a faite à aucun moment, il n'a désigné aucun arbitre avant ni après le 16 décembre. Au jour même du jugement, aucune désignation et n'a pas demandé d'arbitres.

Enfin, on a pu dire que la pièce serait jouée par un autre acteur

Si l'auteur n'a fait aucune réserve à l'égard de son nom, le directeur est tenu de le nommer, et il lui est absolument interdit de le désigner par un pseudonyme [84] ou de substituer un autre nom au sien.

que Febvre et que le directeur du théâtre désignerait cet acteur, compte de l'obligation où il était d'avoir un bon acteur.

» De ce chef, il n'y avait pas lieu et il n'y a pas lieu d'interdiction de représentation. Remarquez qu'ici, quelque intérêt qu'ait un auteur à avoir un tel acteur, ce n'est plus de sa pensée, de son œuvre, de sa responsabilité littéraire qu'il s'agit. Il s'agit d'un intérêt considérable, mais en raison de son caractère intrinsèque à l'œuvre elle-même.

» Mais, le 24 décembre, M. Mario Uchard fait défense à M. de Beaufort de jouer sa pièce, parce qu'elle n'a pas de dénouement, en même temps qu'il fait appel de toutes les décisions rendues. M. de Beaufort devait sans doute être plus sage que l'ordonnance de référé, il ne devait pas passer outre à l'établissement du droit de M. Mario Uchard nous paraît incontestable. Or, certain. Voici le manuscrit qui porte la mention que « le dénouement a été ajouté. » Ce manuscrit a été remis par M. de Beaufort lui-même à M. Uchard, le 5 décembre, avant tous les débats. Il y avait là un obstacle insurmontable, et presque contractuel, à ce que M. de Beaufort pût jouer la pièce sans un dénouement fourni par M. Uchard.

» Or, non-seulement le dénouement n'a pas été ajouté, mais il n'a même pas été demandé, et voici un détail que M. de Beaufort lui-même nous a fourni. L'auteur avait emporté la dernière page de son manuscrit pour y ajouter son dénouement; M. de Beaufort, qui avait un autre manuscrit de la pièce, cette page et a considéré qu'il avait un dénouement suffisant. Il n'a pas jugé de cette question. Je ne sais pas, et je ne veux pas savoir ce que valait son opinion au point de vue de l'art. Le dénouement a pu lui paraître suffisant; il a pu paraître tel à d'autres, là n'est pas la question. Je n'ai pas achever ma statue, ni avec le marteau d'un praticien, ni avec le ciseau d'un artiste plus habile que moi.

» Faut-il que j'insiste pour établir ce droit absolu de l'auteur de ne pas jouer sa pièce inachevée, et de ne pas la laisser achever par un autre que celui qui a achevé son œuvre?

» Vous l'avez jugé récemment dans un procès entre M. Louis Ulbach et son éditeur, M. Charpentier. Celui-ci avait cru pouvoir mettre à la disposition de M. Ulbach un avis d'éditeur. Vous le lui avez interdit, et très-justement, car quelque œuvre que l'œuvre même de M. Ulbach ne fût pas même entamée par son éditeur. C'est bien autre chose, s'il s'agit du dénouement d'une pièce de théâtre, y met quelquefois le plus beau fruit de son génie. Rappelez-vous le quatrième acte de *Rodogune*, qui vaut tout un poème. Jusque-là les beautés de Corneille, mais elles ne dépassent pas, si même elles les égalent, celles de *Cinna* et du *Cid*. Mais quand on arrive au moment où Cléopâtre

. Sors de mon cœur, nature!

où elle veut

. . . se rendre heureuse à force de grands crimes!

l'action se dénoue si admirablement, qu'on comprend la prédilection de Corneille pour *Rodogune*.

de ses jugements, le Tribunal de commerce avait dé-
une loi n'assujettissait le directeur d'un théâtre à faire
les affiches le nom de l'auteur dramatique : il s'agis-
espèce, du rédacteur du programme du ballet-panto-

rait aisément d'autres exemples de l'importance capitale du
e joue-t-on pas aujourd'hui même, à la place de *la Charmeuse*,
M. Émile Augier, dans laquelle il y a à la fin, dit-on, un coup
dans lequel l'intrigue ne se débrouillerait pas? M. de Beaufort
Mais on ne pouvait faire un autre dénouement, la pièce finissait,
disparaissait et les fiancés qu'elle avait réunis se mariaient;
Mario Uchard voulait ajouter quelques lignes. Qui le sait?
conteste, mais quand même le projet de M. Uchard se fût borné
t encore respecter son droit.

amplifications ne sont pas à dédaigner. On a beaucoup critiqué
le récit qui termine *Phèdre*. Ce n'en est pas moins un chef-
sans rien ajouter au drame, est une admirable peinture; et si
le théâtre eût joué *Phèdre* sans laisser à Racine le temps de
specteur de théâtre aurait mérité d'être condamné par les Tribu-
nals et par le blâme éternel de la postérité.

pas que toutes ces considérations s'appliquent au cas que vous
mais pour tous les auteurs le droit est le même.

Uchard affirme qu'il pouvait surprendre dans le jeu des acteurs,
de l'action, un dénouement puissant et qui eût élevé la pièce.
en. Nous n'avons pas besoin de le juger. Il suffit que sa pièce
nouement fait par lui pour que vous deviez en empêcher la re-
sans ce dénouement. J'y conclus formellement, et j'espère que
vous pas à consacrer un droit qui importe essentiellement à la
res, à la propriété et même à la liberté de l'écrivain.»

gnant tous les appels, a rendu l'arrêt suivant :

La Cour, en ce qui touche le référé :

ant que la contestation portait tout entière sur le droit prétendu
ard d'empêcher la représentation de sa pièce ;
onnançant ladite représentation, le juge du référé tranchait défi-
nitivement et préjudiciait ainsi manifestement au fond du droit ;
ant, d'autre part, qu'il ordonnait en fait l'exécution provisoire
que le Tribunal venait de prononcer; que, aux termes de l'ar-
rêt de procédure civile, un Tribunal qui n'a pas prononcé l'exé-
cution de son jugement ne peut l'ordonner par un second juge-
ment; que les juges d'appel ont seuls autorité pour le faire;
que la disposition serait complètement annulée si le président du Tri-
bunal avait la faculté de prononcer ladite exécution; que la déclaration d'ur-
gence relative à la compétence du juge de référé, ne peut modifier l'appli-
cation des formes de la loi, et notamment renverser toutes les règles
en matière d'exécution provisoire ;
ant qu'ainsi, sous un double rapport, les ordonnance et juge-
ment dans la cause en état de référé ont été incomplètement ren-
versés et annulés ;

et touche le jugement qui a statué sur le fond du droit :

ant qu'il est incontestable qu'un auteur dramatique a le droit

mime le Diable Boiteux, de M. Burat de Gurgy. Mais *des Tribunaux* (19 octobre 1836), qui rend compte de l'affaire, ne donne pas le texte du jugement, et cette décision n'étant jamais reproduite, et le contraire ayant été éta-

d'empêcher que son œuvre ne soit représentée sans son consentement des acteurs qu'il n'a point acceptés; qu'il est le maître absolu de son œuvre, et peut en disposer comme il l'entend; mais que ce droit, comme tout droit, se s'aliène ou se modifie par des conventions;

» Considérant que, dans la cause, il est établi que Mario Uchard a son manuscrit au directeur du théâtre du Vaudeville; que, de ce fait, la pièce a été mise en répétitions;

» Que, au cours de ces répétitions, l'acteur Febvre étant tombé malade, Mario Uchard a voulu rompre la convention, soutenant, d'une part, que la maladie de l'acteur n'était pas sérieuse, et, d'autre part, qu'il avait sa pièce que sous la condition absolue que Febvre y jouerait le rôle;

» Considérant que ces deux allégations se trouvent écartées par la preuve, il est établi en fait que l'acteur était réellement malade, et que, de Beaufort a régulièrement prêté le serment décisif qui a été fait sur le deuxième point;

» Considérant que, en cet état, les parties se sont trouvées, qu'il est de l'acteur, sous l'empire de la convention générale passée entre lui et la Société des auteurs dramatiques; qu'aux termes de cette convention, les auteurs ont le droit de désigner des acteurs en premier et en second lieu;

» Que, dans l'espèce, Mario Uchard avait dû se refuser nécessairement de désigner un second acteur pour suppléer l'acteur Febvre, puisqu'il avait le droit absolu de réclamer le concours de celui-ci;

» Mais qu'étant judiciairement établi qu'il n'avait pas ce droit, il était l'obligation pour lui de désigner un nouvel acteur choisi par lui-même, et qu'il n'avait pas la faculté d'arrêter par son défaut de la marche des répétitions et représentation;

» Considérant qu'il en est de même du manque de dénoûment, dont se prévaut Mario Uchard à l'appui de sa demande;

» Que, en effet, c'est de son consentement que les répétitions ont été commencées sans que le dénoûment fût complètement arrêté, même il s'était engagé à le compléter au jour où cela deviendrait nécessaire;

» Que Mario Uchard l'a estimé ainsi lui-même, puisque, en se présentant devant les premiers juges pour empêcher la représentation de sa pièce, il n'a pas même articulé à l'appui de sa demande le défaut de dénoûment, qu'il présente ce moyen seulement devant la Cour;

» Considérant que, dans les contrats, les conditions potestatives ne sont pas, et seraient, dans tous les cas, sans effet;

» Que Mario Uchard ayant livré sa pièce au directeur du Vaudeville, une convention formelle, ne peut être seul maître de l'exécution de la pièce, et le rompre à son gré, soit en ne désignant pas un acteur pour la représenter, celui qui se trouvait malade, soit en ne fournissant pas le complément de l'ouvrage s'il le croyait lui-même indispensable;

» Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

» En ce qui touche les faits énoncés aux conclusions subsidiaires, il est pelant;

» Considérant que ces faits ne sont point justifiés et que la proposition n'est pas même offerte;

» En ce qui touche la suppression demandée par Beaufort d'un acte, il est conclusions de Uchard:

poser que l'espèce renfermait des circonstances particulières qui motivaient ce considérant.

— La rédaction de l'affiche d'un théâtre appartient au directeur de ce théâtre. Une personne intéressée à un point

quant que ce passage ne contient ni injure ni diffamation ; que
il y a lieu de s'arrêter aux conclusions de Beaufort à fin de sup-
plément de réserves ;

quant aux réserves de Uchard, elles sont inutiles pour conserver
supposer qu'il existe ;

quant de l'ordonnance de référé du 16 décembre et du jugement du
rendu en état de référé :

appellations et ce dont est appel au néant ;

quant,
il n'y avait lieu à référé ;

quant la restitution des amendes ;

quant Beaufort aux frais desdits ordonnance et jugement de référé ;
quant du jugement du 23 décembre, sur le fond :

appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet ;
parties du surplus de leurs demandes :

quant qu'il sera fait masse des dépens d'appel, y compris le coût du
procès, pour ladite masse être supportée par moitié. »

(*Le Droit*, 25 janvier 1865.)

drame historique en cinq actes. — M. Paul Meurice contre M. Marc
directeur de la Porte-Saint-Martin. — Tribunal civil de la Seine
(premier président) : — 24 et 29 août 1855. — M. Debelleyme, président. —
M. Meurice, avocat de M. Paul Meurice ; M^e Fauvel, avocat de M. Marc
— M. Sapey, substitut.

Fournier avait conçu l'idée d'une pièce retraçant l'histoire de
s'adressa à M. Paul Meurice pour la réaliser. Tandis que ce der-
nier était à l'œuvre, le directeur faisait exécuter, d'après le plan de
des décors et des costumes dont le prix ne s'éleva pas à moins de
cent francs.

quant à la commission d'examen, la pièce fut accueillie favorablement ;
cependant quelques changements que l'auteur n'accepta pas. Il
voulut retirer son drame ; mais en présence des frais considérables
faits par M. Marc Fournier, il voulut bien adopter les modifications que
lui-même, à la condition qu'on ne le nommerait pas comme au-
teur de la première représentation.

Fournier tint parole ; mais aucun engagement n'ayant été pris
par les représentations suivantes, aucune convention ni promesse n'ayant
été faite pour indiquer le nom sur l'affiche, et les recettes ne répondant
pas à l'attente, il désigna M. Paul Meurice sur l'affiche qui annonçait la
représentation.

Meurice forma alors contre M. Marc Fournier une demande à fin
de faire reconnaître son nom. Il alléguait l'existence d'une convention aux termes
de laquelle il y aurait eu suppression dont il s'agit aurait eu lieu d'un commun accord
entre les deux parties.

quant, attendu que la convention dont excipait M. Paul Meurice
n'était pas justifiée, débouta ce dernier de sa demande et le condamna aux
dépens. (*Droit*, 25 et 30 août 1855.)

quelconque dans la représentation, — cette représentation elle à son bénéfice, — qui ferait imprimer une affiche sans autorisation préalable du directeur, soit parce que le chiffre de tirage fixé par celui-ci lui paraîtrait insuffisant, soit

[63] *La Tour de Nesle*. — M. Frédéric Gaillardet contre M. Harel, directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin. — Tribunal de commerce de la Seine, 26 juin 1832. — M. Panis, président. — M^e Auger, pour M. Frédéric Gaillardet; M^e Vatel, pour M. Harel.

Le 27 mars 1832, M. Frédéric Gaillardet lut au théâtre de la Porte-Saint-Martin la pièce intitulée *la Tour de Nesle*. L'ouvrage fut reçu par le directeur. M. Harel s'engagea à le faire jouer immédiatement, à la condition de le faire remanier par M. Jules Janin, qui accepta cette mission. Comme M. Gaillardet, atteint par une perte douloureuse, la mort de son fils, fut obligé de retourner à Tonnerre, au sein de sa famille. *La Tour de Nesle* fut refondue complètement, fut remise à la direction théâtrale par M. Jules Janin dix jours après le départ de M. Gaillardet. Mais ce travail n'était absolument satisfait M. Harel, M. Jules Janin l'abandonna sans compensation à M. Alexandre Dumas, qui le refit en entier et ne conserva de M. Gaillardet que le second acte.

La pièce fut immédiatement mise à l'étude, et MM. Gaillardet et Dumas assistèrent ensemble à toutes les répétitions. La pièce obtint un succès immense. L'administration ne fit proclamer comme auteur que M. Frédéric Gaillardet, mais, le lendemain, l'affiche portait, avant le nom de celui-ci, les étoiles qui désignaient un autre auteur prenant la préséance, et ne fut pas nommé.

M. Frédéric Gaillardet réclama; il se rendit, accompagné de M. Alexandre Dumas, qui n'était pour rien dans l'exécution de cet acte, auprès du directeur, et, en sa présence, sur le papier même de l'administration, on lui fit signer une transaction par laquelle M. Alexandre Dumas renonçait à toute rétribution pécuniaire comme co-auteur, consentant que M. Frédéric Gaillardet fût inscrit le premier, c'est-à-dire, avant M. Dumas, dans l'intitulé de la pièce, lors de l'impression de celle-ci, et ne se réservât la moitié de la vente du manuscrit à un éditeur. M. Harel ne tint pas compte de ce traité et n'apporta aucune modification à la rédaction de l'affiche. M. Gaillardet l'assigna alors devant le Tribunal de commerce de la Seine, et demanda qu'il fût condamné à lui donner sur l'affiche la place, à peine de cent francs par chaque jour de retard.

M. Harel répondit, par l'organe de M^e Vatel, son agréé, qu'il entendait remplir les devoirs d'un directeur de spectacle de chercher par tous les moyens son pouvoir à consolider le succès des ouvrages qu'il représentait, et que le moyen le plus assuré d'atteindre ce but, c'était, quand l'ouvrage était de M. Gaillardet, d'un écrivain célèbre, de bien faire connaître cette circonstance. Il ajoutait que, d'après les usages du théâtre, l'auteur le plus ancien avait toujours la préséance sur son collaborateur plus jeune, quelle que fût la part de l'un et de l'autre dans l'ouvrage commun; qu'ainsi, dans le *Dernier Jour de Fortune*, M. Scribe avait cédé la première place à M. Gaillardet, et, par conséquent, M. Gaillardet avait le droit de réclamer la préséance, uniquement en raison de son ancienne réputation comme auteur dramatique.

action particulière lui semblerait préférable, se rendrait
dommages-intérêts. A son défaut, l'imprimeur serait
du délit [85].

action de l'affiche par le directeur n'était pas con-

disant qu'il était porteur d'un certificat émanant de M^{lle} Geor-
de MM. Lockroy, Bocage, Piccini et de tous les autres artistes ou
la Porte-Saint-Martin, attestant que M. Alexandre Dumas avait
considéré comme l'auteur principal de *la Tour de Nesle*.

— « Le Tribunal :

qu'il résulte des pièces produites, et notamment de la corres-
pondance des parties, que les sieurs Gaillardet et Alexandre Dumas,
commun de la pièce intitulée *la Tour de Nesle*, sont convenus
le sieur Gaillardet serait seul désigné, ou le serait du moins le
l'intitulé de l'ouvrage, lorsqu'il serait livré à l'impression;

que le sieur Harel, qui a eu nécessairement connaissance de
conventions, ne peut point, par sa propre volonté, changer la
optée d'un mutuel accord par les véritables intéressés ;
qu'il n'est pas sans intérêt pour le sieur Gaillardet que son nom
l'affiche, celui de son collaborateur, ou le signe dont on est con-
diquer ce dernier, et que, d'ailleurs, cette priorité résulte des
ux précédemment rappelés.

notifs,
qu'à partir de ce jour, l'affiche indiquant la représentation de
Nesle énoncera le nom de M. Gaillardet avant celui de son col-
a avant le signe convenu, sinon et faute de ce faire, que le sieur
u de payer au sieur Gaillardet, par chaque jour de retard, 50 fr.
-intérêts; condamne le sieur Harel aux dépens. »

(*Gazette des Tribunaux*, 29 juin 1832.)

ard contre M. Masson de Puitneuf. — Tribunal de commerce de
1 janvier 1835. — M. Boulanger, président. — M^e Amédée Le-
é de M. Musard; M^e Beauvois, agréé de M. Masson de Puit-
pel de M. Masson de Puitneuf. — Cour royale (1^{re} chambre).
r 1836. — M^e Caignet, avocat de M. Musard.

s'était engagé envers M. Masson de Puitneuf, entrepreneur des
ens, à composer et à arranger toute musique nouvelle ou an-
ormer un répertoire varié de symphonies, valse, contredanses,
que les manuscrits resteraient sa propriété. Tous deux étaient
Mais ils se séparèrent et continuèrent chacun de son côté à
concerts. M. Musard se plaignait que, depuis leur séparation,
t non-seulement gardé ses manuscrits, mais qu'il eût fait jour-
cutter, à la salle Laffitte, la musique de sa composition, soit en
rd le nom de l'auteur, soit en le dissimulant sous des noms sup-
pseudonymes étaient tantôt Masini, tantôt Massino, tantôt Au-
Musard réclamait, en raison de cette atteinte portée à ses droits
ation, 3,000 francs de dommages-intérêts pour le passé, avec
cidiver à l'avenir, sous peine de 200 francs par chaque contra-

e Lefebvre, au nom de M. Musard, développe sa réclamation, et
de sa thèse, que la première récompense d'un homme de talent,
son nom attaché à ses œuvres, c'est la satisfaction de recueillir

forme aux règles établies par l'usage ou par les conventions que l'auteur y vit quelque chose d'anormal, il serait en droit d'attaquer le directeur [83]; ainsi, lorsqu'une pièce est retirée à la suite d'un procès qui a condamné le directeur à la

les éloges donnés à ses travaux. Son vœu le plus ardent est que le nom de l'auteur dont les ouvrages sont devenus l'objet de l'abonnement public. Le directeur de spectacle qui n'indique pas le nom de l'auteur indique un nom supposé dans ses affiches, commet un véritable vol à l'auteur la partie la plus précieuse de sa propriété.

M^e Beauvois combat la demande de M. Musard, et soutient qu'il n'a pas été payé pour composer ces morceaux, il est juste qu'il ne soit pas obstacle à la jouissance pour laquelle il a été si largement rétribué.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

« Attendu que, par conventions verbales intervenues entre M. Musard et Musard, ce dernier s'est engagé à composer et arranger des morceaux nouveaux ou anciens pour varier son répertoire de symphonies, contredanses, à la condition que les manuscrits resteraient la propriété de Musard;

« Attendu que, si ces conventions ont été résiliées par autre convention aussi verbales, du 11 juillet 1834, il n'a cependant été apporté aucune modification aux droits que Musard s'était primitivement réservés;

« Attendu néanmoins qu'il est suffisamment établi que Masson de Puitneuf, méconnaissant ces conventions, s'est permis, depuis la résiliation, non seulement de faire exécuter les airs composés et arrangés par Musard, mais encore de les présenter au public sous des noms qui portent atteinte à la réputation de Musard;

« Attendu, sur le second chef de demande de Musard, qu'il n'a pu produire aucune preuve suffisante que Masson de Puitneuf soit détenteur des manuscrits qu'il réclame;

« Par ces motifs, fait défense à Masson de Puitneuf d'exécuter dans ses concerts, les airs manuscrits, valse et quadrilles, composés et arrangés par Musard, sinon le condamne par toutes voies de droit, à 200 fr. par chaque contravention; fait également défense à Masson de Puitneuf d'annoncer les airs gravés de la composition de Musard sous un autre nom que celui de l'auteur, et lui ordonne d'indiquer dans ses annonces et affiches, le nom de Musard comme en étant l'auteur, par les mêmes voies que dessus, lorsque la somme toutefois dépassant 200 fr., à 100 fr. aussi par chaque contravention; déclare Musard recevable en sa demande en restitution de manuscrits; déclare au contraire Puitneuf non recevable dans sa demande reconventionnelle en dommages et intérêts; et, faisant droit sur celle directe de Musard, condamne Puitneuf à 200 fr. pour les contraventions, depuis la résiliation des conventions; condamne en outre Masson de Puitneuf aux dépens. »

M. Masson de Puitneuf interjeta un appel que ses syndics repoussèrent sans toutefois le faire soutenir à l'audience.

La Cour confirma purement et simplement le jugement du Tribunal de commerce.

(Gazette des Tribunaux, 22 janvier 1835 et 17 février 1835.)

[83] M. Boyer, directeur du théâtre du Vaudeville, contre M. Dey-Dupré, imprimeur, et MM. Alexandre, facteurs d'orgues, et de commerce. — 8 juin 1855. || Appel de M^{me} Dondoy-L.

à ce dernier d'imprimer que la représentation a lieu
ordres du Tribunal [67].

où le Tribunal avait fait défense à un directeur de
ce qu'il disait avoir le droit de représenter, le juge-

Paris (1^{re} chambre). — 19 février 1856. — M. Delangle, pre-
sident. — M^e Émion, avocat de M^{me} veuve Dondey-Dupré; M^e Ta-
voocat de MM. Alexandre père et fils; M^e Nicolet, avocat de

avait donner, au théâtre du Vaudeville, une représentation à
le 26 avril 1855. Pour organiser sa représentation, elle em-
mélo-dium à MM. Alexandre père et fils, qui lui offrirent de
à leurs frais cent affiches extraordinaires. M^{me} Théric ac-
cœur à ces messieurs la composition du spectacle. Ceux-ci
re à M^{me} veuve Dondey-Dupré d'imprimer une affiche où se
s texte tout ce qui avait rapport à l'orgue mélo-dium, tandis
primé en petit caractère tout ce qui était étranger à l'instru-
te qui devait le toucher.

de la représentation n'ayant pas été en rapport avec les espé-
par M. Boyer, celui-ci forma une demande en 5,000 fr. de dom-
contre M^{me} Dondey-Dupré, prétendant que les affiches avaient
son ordre, qu'elles n'étaient pas conformes aux affiches de
, et qu'ainsi elles avaient nui à la représentation. M^{me} Don-
de en garantie MM. Alexandre, qui lui avaient donné l'ordre

« Le Tribunal,

causes, et, statuant sur le tout par un seul et même jugement :
touche la demande de Boyer contre la dame veuve Dondey-

le 26 avril dernier la veuve Dondey-Dupré a reçu ordre
e et fils de tirer un certain nombre d'affiches annonçant une
au bénéfice d'une demoiselle Théric; que ces affiches devaient
Théâtre du Vaudeville;

ptant d'Alexandre père et fils, sans qu'ils aient justifié du man-
ent reçu de la direction dudit théâtre, l'ordre d'imprimer ces
ve Dondey-Dupré a commis une faute qui a causé à Boyer un
elle lui doit réparation; que ce préjudice, d'après les éléments
que possède le Tribunal, doit être fixé à 1,000 fr.;

touché la demande en garantie de la dame veuve Dondey-

il est constant que, sans l'autorisation et à l'insu de Boyer,
ont fait tirer à un certain nombre d'exemplaires une affiche
nt de la direction du Vaudeville, et alors que cette affiche n'é-
en rapport avec celle émanant de la direction, qui devait in-
dic la composition de la représentation à bénéfice du 26 avril;
exandre père et fils prétendent que c'est sur l'ordre et avec
u bénéficiaire qu'ils ont commandé le tirage de cette affiche,
n n'est nullement justifiée;

te, au contraire, des explications des parties que c'est dans un
ame personnelle qu'ils ont pris sur eux de faire tirer cette affiche
ires;

ue si la veuve Dondey-Dupré demande qu'Alexandre père et fils
seuls responsables du préjudice qui a été causé à Boyer, il est

ment autorisait les auteurs, — si le directeur passait faire annoncer par affiches ou par bandes sur les affiches l'absence de représentation de ladite pièce [38].

Droits de l'auteur après la première représentation.

juste d'appliquer à chacune des parties défenderesses la moitié du prix de la pièce, la veuve Dondey-Dupré ayant elle-même commis une faute en affichant sans autorisation du directeur du Vaudeville ;

» Que les sieurs Alexandre père et fils doivent donc seuls supporter la concurrence de 500 fr. les condamnations qui vont être prononcées contre la veuve Dondey-Dupré ;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal, jugeant en premier ressort ;

» Statuant sur la demande principale, condamne la dame veuve Dondey-Dupré par toutes les voies de droit, même par corps, conformément aux articles 17 avril 1832 et 13 décembre 1848, à payer à Boyer la somme de 500 fr. à titre de dommages-intérêts ;

» Statuant sur la demande en garantie, condamne Alexandre Dupré par toutes voies de droit, même par corps, conformément aux articles 17 avril 1832 et 13 décembre 1848, à garantir la veuve Dondey-Dupré des condamnations ci-dessus prononcées contre elle au profit de Boyer, mais seulement à concurrence des dommages-intérêts. »

M^{me} veuve Dondey-Dupré interjeta appel de ce jugement. L'arrêt par lequel elle réduisait les dommages-intérêts à 500 fr. fut confirmé. M^{me} Dondey-Dupré des condamnations prononcées contre elle au résidu sortissant effet.

(Le Droit, 20 février 1849.)

[38] *La Duchesse de la Vaubalière*. — M. Harel, directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin, contre M. de Rougemont, auteur, et M. de Rougemont frères, directeurs des théâtres de la banlieue. — Tribunal de Paris. — 21 septembre 1836. — M. Aubé, président. — M^e V. Harel ; M^e Lefebvre, agréé de MM. Sevestre et de M. de Rougemont. MM. Sevestre frères, directeurs privilégiés des théâtres de la banlieue, avaient obtenu de M. de Rougemont l'autorisation de jouer sur les théâtres de Belleville et de Montparnasse la pièce intitulée : *la Duchesse de la Vaubalière*. M. Harel, directeur de la Porte-Saint-Martin, sur lequel avait été obtenu ce droit, sentit que ce fait était un empiétement sur ses droits, et demanda à ses confrères de la banlieue, à l'effet d'obtenir 6,000 fr. d'indemnité pour défendre la continuation des représentations, sous peine de dommages-intérêts. Il appela aussi en cause M. de Rougemont, contre lequel il prétendait le droit de faire jouer son drame à Paris.

M. de Rougemont, n'étant pas commerçant et n'ayant pas exercé le commerce en cédant une part de sa propriété littéraire, présentement en cause et demanda son renvoi devant les juges civils.

MM. Sevestre répondirent à la demande de M. Harel par l'argument de leur privilège, qui leur accordait le droit de jouer le répertoire des théâtres de Paris ; ils prétendirent que l'auteur avait seul le droit d'interdire la représentation de ses pièces, et que, loin d'en agir ainsi, M. de Rougemont faisait cause commune avec eux pour repousser la demande.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que M. Harel ne justifie pas de la cession, de la part

la première représentation de sa pièce, l'auteur a le droit d'exiger une répétition.

Don de la réussite de la pièce. — La chute d'un ouvrage est acquise et constaté qu'après la troisième représen-

de la *Vauballière*, d'un droit qui l'autorise à interdire la représentation de cette pièce sur d'autres théâtres que ceux de Paris; et atténue l'importance qui se porte tous les soirs au théâtre de la Porte-Saint-Martin, suffisamment que les frères Sevestre n'ont causé aucun préjudice à Harel;

qui-ci non-recevable dans sa demande, et se déclare incompétent. — M. de Rougemont. » — (*Le Droit et la Gazette des Tribunaux* 1836.)

Cher du Guet, la Chanoinesse, le Caporal et la Payse. —

Lockroy, Rosier, Paul de Kock, Varin et François Cornu, directeur du théâtre des Folies-Dramatiques. — Tribunal de Paris (7^e chambre). — 28 mai 1842. — M. Durantin,

M^e Paillard de Villeneuve, avocat des plaignants; M^e Pinson, avocat du roi. — M. Roussel, avocat du roi. (Conclusions con-

la cause ressortent suffisamment du jugement.

— « Le Tribunal,

que la loi du 19 juillet 1793 garantit aux auteurs et à leurs représentants la propriété de leurs œuvres et la faculté exclusive de les repro-

duire la propriété est, en général, le droit de jouir et de disposer de la plus absolue, en se conformant toutefois aux lois;

le principe résulte que l'auteur d'une œuvre littéraire ou dramatique a le droit d'en user et disposer comme bon lui semble, et que nul ne peut lui en empêcher même momentanément, pour en tirer profit, ni autrement sans son consentement;

que la jouissance attachée à la nature même de l'œuvre dramatique, et surtout dans la représentation sur le théâtre; que c'est dans la représentation que l'auteur peut espérer trouver la récompense de ses travaux et le moyen de créer et assurer sa réputation;

qu'il lui appartient seul le droit de faire jouer sa pièce et de choisir le théâtre qui peut lui présenter le plus de chance de succès, et que toute autorisation, n'a le droit d'en agir autrement;

qu'en outre, au surplus, ce que consacre formellement l'article 3 de la loi du 19 juillet 1793, portant que les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sans le consentement formel et par écrit des auteurs;

que le consentement de l'auteur est, dans la circonstance, non seulement un intérêt matériel, mais encore dans l'intérêt des réputations

et, on comprend très-bien que l'auteur, en composant son œuvre, le plus souvent, de satisfaire aux exigences de la scène sur laquelle il veut la représenter, et qu'alors le sort et le succès d'une pièce peuvent être compromis, si elle est transportée sur un autre théâtre dont les goûts ne sont plus en rapport avec la pièce; qu'ainsi une œuvre de haute comédie aurait nécessairement à souffrir si elle était représentée sur une scène d'un ordre moins élevé; de même que le vaudeville serait déplacé sur un théâtre purement littéraire;

tation. L'auteur d'une pièce mal accueillie peut donc exiger ces trois épreuves.

Lorsque la pièce est imprimée. — Lorsque la pièce mée, le directeur peut exiger que l'auteur en remette nombre d'exemplaires à l'administration du théâtre.

» Attendu qu'en livrant sa pièce pour être représentée, l'auteur donne aucun des privilèges attachés à la propriété de son œuvre, stipulation contraire, stipulation qui, dans ce cas, devient la loi ; que ce principe ne saurait souffrir nulle autre exception que celle du consentement positif et formel de l'auteur ;

» En fait ;

» Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que, le 4 décembre, Mourier a fait représenter sur le théâtre des Folies-Dramatiques *du Guet, la Chanoinesse, le Caporal et la Payse*, dont les demandeurs auteurs et propriétaires ;

Attendu qu'il n'est nullement établi que les plaignants aient consenti à ladite représentation ; qu'il est même établi qu'à leur volonté formellement exprimée dans un acte extorqué qu'elle a eu lieu ;

» Que vainement Mourier alléguerait que la représentation d'un lieu à bénéfice et par les mêmes acteurs ;

» Qu'en effet, la loi de 1793 ne comporte aucune exception que la volonté des auteurs ;

» D'où il suit que Mourier s'est rendu coupable du délit prévu par l'article 428 du Code pénal ;

» Attendu que ce délit a causé un préjudice dont réparation le Tribunal peut en apprécier l'importance et déterminer la réparation ;

» Attendu qu'il existe des circonstances atténuantes ;

» Par ces motifs, le Tribunal condamne Mourier en 16 fr. d'amende ;

» Condamne Mourier à payer aux demandeurs la somme de 100 fr. des intérêts de ce jour ; le condamne en outre aux dépens ;

» Fixe à six mois la durée de la contrainte par corps. »

[88] *Une Corneille qui abat des noix.* — M. Carré, directeur du Théâtre Français à Rouen, contre M. Briet, directeur du Théâtre des Arts à la même ville. — Tribunal correctionnel de Rouen. || *Appel de la Société des auteurs*. — Cour de Rouen (3^e chambre). — 9 mars 1866. — M. de Tourville, président. — M^e Vaucquier de Traversain, avocat de M. Briet ; M^e de la Motte pour MM. Carré, Barrière et Lambert Thiboust. — M. Martin, avocat général. (Conclusions conformes.)

Voir le compte rendu de cette affaire ;, page 114 de ce volume.

[89] *Première affaire* : La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique contre M. Strauss, directeur des bals de l'Opéra. — Tribunal correctionnel de la Seine (7^e chambre). — 18 mai 1855. — M. Picot, président. — M^e Lacan pour la Société ; M^e Paillard de Villeneuve pour M. Strauss. — M. Marie, avocat impérial. || *Appel de la Société*. — Cour impériale de Paris (chambre correctionnelle). — 12 juillet 1855. — M. Zola, président. — Mêmes avocats. — M. de Gaujal, avocat général (conclusions conformes).

Seconde affaire : La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique contre M. Dejean, directeur du Cirque. — Mêmes audiences.

la pièce. — Ainsi qu'il a été dit plus haut, l'auteur a tiré ses ouvrages faisant partie du répertoire d'un certain nombre de ces ouvrages n'ont pas été représentés un certain nombre de fois, stipulé dans les traités avec la Commission, dans un délai de 55 jours [74] ; mais tant que la pièce est au répertoire, tant qu'elle n'a pas été représentée pour la première fois, elle n'a pas besoin d'être représentée.

Avocats de M. Dejean. — M. Vallée, avocat général (conclut).

Les auteurs, compositeurs et éditeurs de musique ont fait juger que la loi qui protège les droits des auteurs dramatiques contre ceux qui, sans leur consentement, représentent leurs œuvres, était applicable aux concerts, qui font entendre dans leurs établissements des symphonies ou airs quelconques sans autorisation de leurs auteurs, et aux auteurs de spectacles qui les intercalent dans des œuvres dramatiques. Strauss, directeur des bals de l'Opéra, ayant fait exécuter des morceaux composés par lui sur des motifs empruntés à des opéras de Musard, Rivière, etc., il fut l'objet d'une poursuite devant le tribunal correctionnel, qui le renvoya des fins de la plainte.

Il ne suffit pas aux demandeurs de prouver qu'en faisant exécuter sans leur consentement la musique qui est leur œuvre, Strauss a causé un préjudice à raison de laquelle ils seraient fondés à réclamer des dommages-intérêts, qu'il faut encore établir que cette violation de la loi a été commise en la forme énoncée dans l'article 428 du Code pénal.

Il faut en effet d'examiner préalablement si le fait qui lui est reproché constitue le délit prévu et puni par l'art. 428 du Code pénal.

Il résulte de la disposition dudit article qu'elle s'applique à toute représentation théâtrale, et que si par elle-même elle n'est étendue aux réunions musicales et aux concerts en général, elle peut lui donner une autre et plus grande extension en prétendant qu'elle s'applique aux bals publics, et plus particulièrement à ceux qui ont lieu dans les bals publics ;

Il ne faut pas pour entendre de la musique que le public se rend aux bals, qu'elle n'y est qu'un accessoire, et que son exécution n'y a rien de caractéristique d'un concert ou d'une représentation quelconque. On ne peut, dès lors, en alléguant une analogie qui n'existe pas, étendre la disposition de l'art. 428 du Code pénal ; il n'y a donc aucun délit imputable à Strauss ;

Il faut donc, en conséquence, renvoyer les fins de la plainte, et condamner Strauss aux dépens. »

La Société, représentée par M. Henrichs, l'affaire vint à la Cour de cassation par le conseil d'Herbelot.

La Cour reçoit Henrichs des noms qu'il procède appelant du jugement du 15 mai 1855 ; statuant sur ledit appel :

Il est constant, en fait, que Strauss, aux jours indiqués dans l'assignation, du 30 janvier 1855, a fait exécuter dans les bals de l'Opéra, par lui-même, les différents morceaux énoncés en ladite assignation, et que ces morceaux ou des œuvres des divers membres de la Société des au-

d'être renouvelé, la suspension ne créant pas un dr tant que les parties continuent à être liées [70].

Théâtres de la banlieue. — Les ouvrages appartenant au théâtre de Paris pourront, sans avoir cessé d'en faire partie, être représentés sur les théâtres placés, avant et depuis l'ouverture, dans le rayon de l'ancienne banlieue [86], sauf aux directeurs desdits théâtres à se conformer aux délais d'usage, c'est-à-dire :

1° le 1^{er} album Strauss, composé de : *Chants et danses*, *Schottisch des Guides*, *la Cascade*, valse; *Mathilde*, polka; *La Miss Lucy*, polka-mazurka; 2° le quadrille *le Pré aux Clercs*, de Strauss, les motifs de l'opéra *le Pré aux Clercs*, de Planard, par Strauss; 3° le quadrille de Rivière; 4° le *Royal Tambour*, quadrille de Strauss, composé de morceaux déjà désignés, etc., etc.;

» Qu'il est également constant, en fait, que cette exécution n'a eu lieu sans aucun consentement desdits auteurs, compositeurs et éditeurs;

» Considérant que les lois combinées des 19 janvier et 6 août 1793, ont garanti aux auteurs d'ouvrages de lettres, sciences, arts, la propriété de leurs œuvres et le droit d'en disposer soit par la vente, soit par celle de la représentation; que l'art. 428 du Code de Commerce, pour objet de réprimer les infractions commises par le délinquant, a consacré la propriété des auteurs;

» Considérant que les diverses conditions exigées pour donner application dudit article se rencontrent dans l'espèce; qu'en effet, le directeur et entrepreneur des bals de l'Opéra; que si la jurisprudence a appliqué à un théâtre des cafés et des salles de concert, et considérant que les représentations scéniques l'exécution dans ces divers lieux de musique empruntée soit à des opéras, soit à d'autres œuvres, même de simples chansonnettes, à plus forte raison cette jurisprudence leur a appliqué à l'égard des bals de l'Opéra, qui ne sont que de véritables spectacles donnés au public, non-seulement sur le théâtre, mais encore dans la salle tout entière;

» Considérant qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait délinquance, l'exécution d'un ouvrage dramatique, que cette exécution soit totale; qu'elle comprenne la totalité de l'œuvre ou même des morceaux de l'œuvre; qu'en effet des motifs détachés, des phrases musicales de l'ensemble, n'en sont pas moins une émanation de la pensée de l'auteur; que ces phrases et ces motifs sont partie intégrante de l'œuvre, que leur exécution en public constitue une représentation d'ouvrages d'où ils sont tirés, et qu'il ne suffit pas, pour leur enlever leur caractère, d'en altérer le rythme ou l'étendue afin de les approprier à la danse;

» Considérant que c'est surtout la pensée de l'acte illicite qui a été puni; que le lucre existe aussi bien si l'on s'empare, sans la volonté des auteurs, d'une partie même relativement peu importante de leur composition, que dans le cas où l'on s'approprie une portion complète, alors surtout que c'est en général la pensée musicale la plus originale, celle qui frappe le plus le public, qui fait l'objet de ces emprunts; que l'on prétendrait que ce n'est pas la musique qui a été volée à l'Opéra, où elle n'est qu'un accessoire; qu'en effet cet accessoire est un élément nécessaire de ces bals, et qu'il importe peu d'ailleurs, pour quelle proportion la musique doit compter dans l'attrait des fêtes et dans le gain illicite que peut en retirer l'entrepreneur.

pièce qu'après la première série de représentations
obtenir le consentement de l'auteur, conformément

la province. — Par une tolérance reconnue par
les théâtres de province font journellement représenter,
sans forme légale, les pièces jouées sur les théâtres de
ville par les membres de la Société, à la condition
que les correspondants des agents généraux les droits d'au-

torisent l'exécution de morceaux tirés d'ouvrages de composi-
tion antérieure ou ne faisant plus partie de l'association représentée
à la revendication par les auteurs des paroles de leur droit de

sur un opéra ou une œuvre musicale, quelle qu'en soit l'éten-
due et à la fois de paroles et de musique, est le produit d'une
œuvre commune; que le génie ou le talent du musicien (suivant l'im-
pression) ont été inspirés par l'auteur du poème ou des paroles;
qu'il y a des situations qui ont amené les effets grandioses ou
doux et gracieux de la musique; que cette participation à
la création, bien que dans des conditions différentes, a toujours créé,
sans indistinctement, des droits au partage des bénéfices de
la représentation; qu'assimiler à l'exécution des morceaux détachés tirés de
la représentation partielle; c'est simplement décider que les
droits de cette dernière espèce d'exécution ou de représentation
appartiennent aux auteurs des paroles comme à ceux de la musique; que de
ce fait ainsi établi naît pour eux et indistinctement le droit
de disposer sans leur consentement du produit commun
de ces œuvres réunies;

qu'il appartient au droit des musiciens sur les morceaux de musique
destinés à la danse;
qu'il suffit que cet arrangement ou cette appropriation soit
d'un intérêt intellectuel, et quelque peu important que soit par lui-
même ce travail, puisqu'il donne à celui qui en est l'auteur un
produit de son œuvre; que l'arrangement et la disposition des motifs
d'autres œuvres musicales, afin de les reproduire confor-
mément aux exigences de la danse, demandent des connaissances harmoni-
ques et une habileté d'agencement qui constituent un talent réel;
qu'il est par ce motif, refuser aux musiciens qui se livrent à cet ar-
bitraire à la propriété de ce qui, par le fruit de leur travail, est
devenu leur propriété particulière, sauf l'autorisation qu'il leur incombe d'obtenir
auparavant;

que c'est dès lors avec fondement qu'Henrichs a pu, dans
son œuvre, représenter, soit les auteurs des paroles, soit les musi-
ciens, et poursuivre en leur nom le délit relevé à la charge de

qu'à tous égards la qualité de directeur des bals de l'Opéra
de Strauss, la nature de ces bals, le lieu où ils se donnent,
la publicité et moyennant rétribution des œuvres musicales
qui y sont jouées constituent une réunion de circonstances qui constituent le délit
prévu par l'article 28 du Code pénal;

qu'en conséquence, la Cour met la sentence dont est appel au néant;
qu'elle condamne Strauss, même par corps, à raison du préjudice par lui causé
aux auteurs qu'il agit à lui payer à titre de dommages-intérêts la
somme de 100,000 francs, pour tenir lieu de la confiscation des ro-

teur fixés par les traités. Cette tolérance résulte du consentement tacite des auteurs; mais ce consentement ne peut être en l'absence d'une défense signifiée par eux ou par leurs mandataires.

Un auteur peut donc donner l'autorisation de représenter une ou plusieurs de ses pièces, pendant un temps déterminé, à un directeur de province, à l'exclusion de toute autre représentation théâtrale de la même localité; si un autre direc-

cettes qui n'ont pu être saisies, et ce conformément aux dispositions des art. 428 et 429 du Code pénal. »

Le Tribunal, en même temps qu'il avait à se prononcer sur la demande de M. Henrichs contre M. Strauss, était saisi d'une autre demande en dommages-intérêts, présentée par le général de la Société des compositeurs de musique contre M. Dejean du Cirque.

M. Henrichs reprochait à M. Dejean d'avoir fait exécuter des airs dont les auteurs, M. Fessy et M. Musard, sont membres de la Société. L'un intitulé *Constantinople*, l'autre *Giralda*. Il l'accusait d'avoir fait entendre l'ouverture de *la Fête du village voisin*, de Boieldieu, et un morceau du *Pré aux Clercs*, ces deux ouvrages appartenant à M. Dejean.

M. Dejean nia avoir fait exécuter les deux airs de *Constantinople* et *Giralda*, mais reconnut que les morceaux empruntés aux œuvres de Boieldieu et d'Hérold avaient été joués au Cirque.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le droit appartenant aux demandeurs de réclamation des œuvres des membres de la Société n'est pas une propriété exclusive, mais qu'il s'agit uniquement au débat d'apprécier si Dejean a commis des infractions aux droits des demandeurs; »

» Attendu, en ce qui touche les airs de l'opéra du *Pré aux Clercs*, que les demandeurs ne prouvent nullement qu'ils soient aux droits de Boieldieu, et que la musique de ce dernier ayant été exécutée par le Cirque sans accompagnement de paroles, ils ne peuvent être considérés comme venant du chef de Planard, l'auteur des paroles; »

» Que, s'il est constant qu'un opéra forme entre l'auteur et le compositeur une œuvre et une propriété commune qui soit indivisible et qui ne puisse, au préjudice de l'autre, associer ultérieurement à sa musique une autre musique ou d'autres paroles, on ne saurait prétendre que l'exécution exclusivement instrumentale puisse donner ouverture à un droit quelconque de la part de l'un des auteurs; »

» Attendu, en ce qui touche les deux airs de la composition de M. Musard, désignés sous les noms de *Constantinople* et de *Giralda*, que les demandeurs n'établissent nullement qu'ils aient été joués au Cirque, et qu'ils protestent à cet égard contre leurs allégations; »

» Attendu, en résumé, que l'exécution de l'ouverture de *Boieldieu*, est, de toutes les infractions à leurs droits qu'il dénonce, la seule que reconnaisse Dejean, et qui soit dès lors établie; »

» Attendu que le Tribunal possède les éléments nécessaires pour diminuer le préjudice que les demandeurs ont pu en éprouver, et qu'il leur est due; »

présenter ces pièces sur son théâtre, malgré la signifiée par le directeur cessionnaire, il commet par les articles 428 et 429 du Code pénal. — Pour lésé soit admis à le poursuivre, il est nécessaire qu'il intervienne dans l'instance pour soutenir les droits du cessionnaire [88].

de pièces. — Les représentations de fragments comme des ouvrages eux-mêmes, ne sont permises

8 du Code pénal, et modérant la peine par application de l'ancien Code;

Dejean à 25 fr. d'amende;

et, en outre, en 50 fr. de dommages-intérêts et aux dépens. »

Appel de ce jugement.

Cour reçoit Henrichs en noms qu'il précède, appelant du jugement du 18 mai 1855, faisant droit sur ledit appel;

Reçoit les morceaux arrangés par Fessy et Musard :

que Dejean a toujours nié qu'ils eussent été joués au théâtre; que le directeur, qu'aucune constatation régulière n'invalide

et que le chef des motifs des premiers juges;

que l'exécution de l'ouverture de *la Fête du village voisin*, que l'appel d'Henrichs n'a, suivant sa déclaration, d'autre objet que de la Cour une appréciation nouvelle du préjudice que l'auteur a pu lui causer, et que le principe de la contestation n'est pas contesté par aucune des parties;

et que l'égard des motifs des premiers juges;

que l'exécution de l'ouverture du *Pré aux Clercs*,

que cet opéra est l'œuvre de la collaboration commune d'Henrichs

Planard, auteur des paroles; que cette collaboration, cette

œuvre de deux intelligences pour la création d'un même ouvrage,

indistinctement un droit commun sur ce qui est le propre

de la nature diverse; que vainement on opposerait un droit

Henrichs au nom de Planard; qu'il s'agit dans l'ouverture

d'une œuvre purement symphonique à laquelle les paroles

étrangères;

est l'auteur des paroles qui donne au musicien les situa-

tions en relief le génie de ce dernier, et qui lui inspirent les

éléments son œuvre; que l'ouverture d'un opéra en rappelle

les motifs principales, dont elle est en quelque sorte le reflet par

ses motifs les plus saillants de l'œuvre, motifs évidemment

de la situation dramatique qu'ils doivent exprimer; qu'on ne saurait

que l'ouverture d'un opéra fait partie intégrante de l'œuvre

conséquence elle devient aux mêmes titres que les passages

propriété commune aux auteurs, propriété que le décès de l'un

ne peut pour effet d'anéantir à l'égard de l'autre en la faisant

propriété publique;

et que lors que c'est à tort que les premiers juges n'ont pas re-

Dejean le délit d'avoir fait exécuter au Cirque qu'il dirige

aux Clercs au mépris des droits de Planard représentés

il y a lieu en cet état de prendre en considération le pré-

Société des auteurs par la double infraction commise par

une nouvelle appréciation de ce préjudice;

qu'avec le consentement exprès et par écrit des

Transport sur un autre théâtre. — L'auteur droit de s'opposer au transport de sa pièce d'un autre, même quand il s'agit d'une représentation à

Modifications à un ouvrage déjà représenté. — pièce est au répertoire, l'auteur ne peut la modifier en cela d'accord avec le directeur [24, 79], ainsi qu'il précédemment (page 370).

» Par tous ces motifs, la Cour met au néant le jugement de ce qu'il n'a pas déclaré Dejean coupable d'avoir exécuté, sans Planard, auteur des paroles, l'ouverture du *Pré aux Clercs*;

» Fixe à la somme de 100 francs le préjudice causé à la teurs et compositeurs, condamne en conséquence Dejean, et à payer à Henrichs les noms qu'il agit ladite somme. » (*Gazettes et le Droit*, 18-19 et 23 mai et 16-17 juillet 1855.)

[90] *Livre III, Chapitre Ier*, comédies en un acte, en prose, et Laferrière contre M. Auger. — *Appel* à la Cour de Paris — M. Delangle, premier président. — M^e Lachaud, avocat; M^e Adelon, avocat de M. Pierron; M^e Jules Fa M. Auger.

M. Auger est auteur d'une comédie-proverbe, tirée d'un r *Estevanille Gonzales*, à laquelle il a donné le titre de *Le reux ou les Chemins droits sont les plus courts*. Cette piè 1844, à Saint-Petersbourg. De retour en France, l'auteur c nuscrit à M. Laferrière pour qu'il la fît représenter au Th M. Laferrière fit recevoir la pièce à ce théâtre comme en éta, ainsi qu'il était convenu entre lui et M. Auger pour des raiso mais le directeur demanda que la pièce fût remaniée, et M. l dans ce but. M. Pierron supprima un personnage, composa nario, et écrivit la pièce en ne conservant que cent trent manuscrit primitif. Il modifia le dénouement, et fit, seul, t ches nécessaires pour la réception, la représentation et l' pièce.

La pièce ne put être jouée au Théâtre-Historique, ma l'Odéon.

M. Laferrière avait alors informé M. Pierron qu'il existai teur, et que les droits seraient partagés par tiers, ce qui fut peine la pièce était-elle jouée que M. Auger se présenta à M étant le seul auteur, et forma opposition sur les droits, t M. Pierron qu'à l'égard de M. Laferrière.

Un procès s'ensuivit, et, en première instance, les avoca rière et Auger reconnurent la bonne foi et la collaboration résulta des débats qu'aucun des trois prétendus collaborateurs en commun; donc, s'il y avait eu trois collaborateurs, il dev

REPORTS DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES
ENTRE EUX.

§ 1. — *Collaboration.*

Ce qui constitue la collaboration.

des œuvres destinées au théâtre ne réside pas exclusivement dans la forme donnée à la pensée, il tient essentiellement

pour éclaircir ce fait, le Tribunal ordonna la comparution des parties, et, après examen, rendit, le 20 août 1852, son jugement en ces termes :

« Le Tribunal, touché la réclamation d'Auger contre Pierron ; que, tout en se prétendant auteur d'une pièce de théâtre, jouée sous le titre : *Livre III, Chapitre 1^{er}*, et originairement ayant pour titre : *Livre III, Chapitre 1^{er}*, Auger reconnaît dans sa demande que des modifications ont été faites par Pierron dans cette même pièce ; que, de la comparution des parties à l'audience, Auger a reconnu le fait, et a consenti à ce qu'un tiers des droits d'auteur fût accordé à Pierron ; que, dans cet état de choses, le Tribunal n'a pas à se préoccuper des modifications émanées de Pierron, de lui attribuer le tiers que l'auteur veut bien lui concéder ; que, touché la même demande vis-à-vis de Laferrière ; qu'il résulte des documents du procès, de l'examen des divers des explications des parties à l'audience, que le sieur Auger est l'auteur de la pièce dont il s'agit, sauf les modifications faites par Pierron, et dit ci-dessus ; que Laferrière ne prouve point avoir participé à cette œuvre ; constant, en fait, que le manuscrit lui a été confié par Auger, prêt d'argent que ce dernier avait reçu et qu'il espérait voir pour l'avenir ; dans sa correspondance, Auger dit une seule fois à Laferrière : « on voit, dans les termes suivants, que cette expression était attribuée à Laferrière la participation qu'il revendique ; que Laferrière ne conteste pas à Auger l'invention première de la pièce, il prétend seulement y avoir opéré des changements ; que, faute de justification à cet égard, les droits d'Auger subsistent intacts, sauf le tiers concédé à Pierron ; que Laferrière, d'autre part, n'a point spécifié, quant à présent, le rôle qu'il veut réserver à son créancier d'Auger, et qu'il suffit de le lui réserver ; que, dans ces circonstances la saisie-arrest pratiquée en mains de Dulong, des auteurs dramatiques, par Auger, suivant exploit de Neuville à Paris, en date du 2 octobre 1851, sur Laferrière et Pierron, est bien fondée à l'égard de Laferrière ; que, si la demande d'Auger est validée jusqu'à concurrence des deux tiers seulement, vu qu'il a reconnu à Pierron le tiers ; que, touché les dommages et intérêts réclamés par Auger contre Pierron ; que le demandeur ayant fait opposition dans le principe recevra de son droit d'auteur ;

à l'idée, à la disposition des scènes, au développement des idées, et celui qui, par ses conseils, son intelligence dramatiques et son expérience du goût du public, prépare la représentation, peut, à bon droit, quoique étranger à la rédaction, être considéré comme auteur [90].

On doit donc considérer comme acte de collaboration le cours prêté, soit dans la conception du plan, soit dans l'exécution de ce plan, c'est-à-dire dans l'ensemble des travaux

» Qu'une somme de 200 fr. pour la réparation que lui doit M. Auger, suffisante à raison des torts et dommages que le Tribunal reconnaît éprouvés du fait de Laferrière ;

» En ce qui touche la demande en garantie de Pierron contre

» Attendu qu'elle n'est point justifiée; qu'il y a lieu seulement de condamner Pierron des dépens;

» Par ces motifs,

» Réserve à Laferrière son droit comme créancier d'Auger;

» Dit qu'un tiers des droits d'auteur, à raison des représentations de la pièce de théâtre dont s'agit, jouée à l'Odéon sous le titre de *L'Épître 1^{re}*, sera attribué à Pierron;

» Déclare, quant aux deux autres tiers des droits d'auteur, rejeter l'opposition formée par Auger sur Laferrière et fait main-levée de la main-levée du tiers attribué à Pierron;

» En conséquence, ordonne que Dulong, tiers saisi, videra ses droits en concurrence des deux tiers entre celles dudit Auger, et l'autre tiers réservé à Pierron;

» Condamne Laferrière à payer à Auger la somme de 200 fr. des dommages et intérêts;

» Dit n'y avoir lieu d'allouer de dommages et intérêts à Pierron;

» Sur les dépens :

» Attendu que le procès a eu lieu par le fait de Laferrière, qui a communiqué la pièce à Pierron sans y être autorisé;

» Condamne Laferrière en tous les dépens envers toutes les parties, et sur ceux faits par Auger contre Pierron et réciproquement;

» Sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, rejette. »

Ce jugement ne satisfait pas MM. Pierron et Laferrière, qui ont fait appel.

M^e Lachaud, pour M. Laferrière, démontra le fait de la collaboration, l'attestation de M. Lajariette, qui avait copié le manuscrit admettait les corrections de la main de M. Laferrière.

« La collaboration littéraire, d'ailleurs — dit l'avocat — ne résulte pas de corrections écrites; de deux auteurs, l'un écrit le premier, l'autre le deuxième, ils sont l'un et l'autre auteurs de toute la pièce. La collaboration est un fait insaisissable : celui-ci a une idée, une intuition plus; il la communique, c'est un collaborateur; celui-là n'a pas eu d'idée, il a un plan; il met l'idée en mouvement, il fait naître les péripéties, il est un collaborateur; un troisième n'a ni idée ni plan, mais il a le mot brillant, celui-là est encore un collaborateur. Mais ce n'est pas tout. Il y a une scène mauvaise dans une pièce, les auteurs le sentent

œuvre à la représentation théâtrale ; ainsi, celui qui, à l'exécution du plan la forme et les proportions qui t accepter la pièce au théâtre, qui a présidé aux ré- la mise en scène, est un collaborateur [91].

onsidéré comme collaborateur celui qui, fournissant dramatique la donnée principale d'une pièce, a stipulé ditions n'ayant pas été ou ne pouvant plus être rem- re alors dans le partage du produit de l'œuvre, bien

ne peuvent en venir à bout, ils vont voir un homme habile qui scène, voilà un collaborateur. Les auteurs ne peuvent trouver ou ils en ont trouvé un qui rend la pièce impossible ; ils vont maîtres de l'art qui leur donne ce dénouement, voilà un colla- laboration, c'est une péripétie indiquée, une scène, un vers, . Croyez-vous que parce que l'un aura moins écrit que l'autre, collaborateur ? Est-ce que le succès se mesure à la toise ? est-ce ibe aura fait deux scènes dans une pièce qui aura cent scènes, t-ce qu'il sera moins collaborateur que l'autre ? Dans *les Mé- ble*, une pièce qui a eu un énorme succès, les auteurs, qui pièce charmante, avaient un dénouement impossible ; ils étaient s ; ils vont trouver un homme habile.

urs de la pièce, on entendait à différentes reprises tinter une ites tinter votre sonnette au dénouement, dit l'homme habile. onseil, et la pièce fut non-seulement sauvée, mais encore elle succès. Ce n'est donc pas au manuscrit qu'il faut se reporter savoir quelle a été la part de collaboration d'un auteur dans

re, dit en terminant M^e Lachaud, a corrigé la pièce de M. Auger, n n'a fait que modifier quelques scènes. »

avocat de M. Pierron, dit que son client ignorait absolument se passer entre MM. Auger et Laferrière ; que dès lors il ne abattre ni soutenir les prétentions de ce dernier ; que dans la il y avait trois auteurs, il s'était contenté d'un tiers des droits ; ntait encore s'il était reconnu qu'il y avait trois auteurs ; mais nal n'en reconnaissait que deux, alors il demandait sa moitié, art du collaborateur évincé devait nécessairement accroître les

e, directeur de l'Odéon, écrivait au sujet de cette pièce à Tous ceux qui voudront bien prendre la peine de comparer les s vous diront, sans plus ample examen qu'une simple lecture, corrigé *les Chemins droits* dix fois plus qu'il n'en faut pour part loyale et honorable de collaboration.

is suscite, par impossible, quelques difficultés à ce sujet, allez devant la commission des auteurs dramatiques, gardienne de es membres, et soumettez-lui les deux manuscrits. L'issue sera

que la pièce produite par cette donnée n'ait été jouée, avoir été transformée par un nouveau collaborateur, ne s'est servi de la première pièce qu'à titre de modèle [92].

Il en est encore ainsi d'un tiers auquel on s'est arrangé une pièce et en obtenir la représentation, bien que n'ayant pas accompli cette dernière condition, et qu'il soit établi

bien certainement heureuse pour vous, et votre caractère au plaudir autant que votre talent. »

« En résumé — dit M^e Adelon — l'idée de la pièce appartient à M. Auger. L'idée d'exploiter l'idée du grand maître appartient à M. Auger. La pièce, telle qu'elle existe, appartient à M. Pierron. La participation de M. Pierron est donc au moins égale à celle de M. Auger. Lors il n'y a aucune raison pour lui faire une condition moins

M^e Jules Favre, avocat de M. Auger, dit que la pièce a été écrite par M. Pierron à l'insu de M. Auger; que les plans, l'exécution, les dénouement, tout est propre à M. Auger; que si l'on faisait jouer les pièces le même soir, le public verrait deux fois la même chose, et que le véritable auteur est M. Auger.

ARRÊT. — « La Cour,

» En ce qui touche Laferrière,

» Considérant qu'en supposant que Laferrière n'ait en rien contribué à la rédaction de la pièce intitulée *Liv. III, Chapitre I^{er}*, il n'en résulte pas nécessairement que sa prétention fût mal fondée;

» Que le mérite des œuvres destinées au théâtre ne réside pas seulement dans la forme donnée à la pensée; qu'il tient essentiellement à la disposition des scènes, au développement des caractères, et que par ses conseils, son intelligence des effets dramatiques et son goût du public, prépare le succès de la représentation, peut, quoique étranger à la rédaction, être considéré comme auteur;

» Mais considérant que tel n'a pas été le rôle de Laferrière dans la circonstance actuelle; qu'il ne prouve pas avoir concouru à la rédaction de la pièce; qu'il résulte, au contraire, de la comparaison des manuscrits, œuvre exclusive d'Auger et de Pierron, que Laferrière n'a eu aucune part, directe ou indirecte, à la composition de la pièce;

» En ce qui touche Pierron;

» Considérant que les documents du procès établissent qu'Auger a ignoré la remise de son manuscrit à Pierron; qu'il ne s'en est servi qu'à plusieurs reprises il a reconnu l'utilité de la collaboration de Pierron;

» Que si l'idée de la pièce appartient à Auger, les modifications apportées par Pierron à l'œuvre originale sont considérables; qu'elles témoignent de l'intelligence et du goût, et qu'il serait contraire à la fois à l'équité et à la justice, quand le succès est dû à Pierron non moins qu'à Auger, de lui attribuer chacun d'eux une condition différente;

» Confirme le jugement à l'égard de Laferrière, infirme le jugement à l'égard de Pierron, ordonne que les droits d'auteur et tous autres avantages soient partagés à ce dernier pour moitié,

» Donne main-levée des oppositions formées par Laferrière;

» Condamne Auger aux dépens. »

(Gazette des Tribunaux et le Droit, 23 mai 1844.)

partient l'idée première a seul rédigé le manuscrit primitif, pour justifier la collaboration, qu'il soit constaté que la pièce présente des différences notables avec la pièce telle qu'elle existait à l'origine; que le plan primitif a été modifié; que les personnages nouveaux et un rôle de travesti y ont été introduits; que le dénouement et la partie du dialogue en prose ont subi des changements importants [93].

Conscience. — M. Michel Lévy contre M. Lockroy. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 3 et 9 mai 1855. — M. Debelleyne, président; M^{re} Crémieux, avocat de M. Michel Lévy; M^{re} Paillard de Villebois, avocat de M. Lockroy. || *Appel de M. Michel Lévy.* — Cour impériale de Paris (1^{re} chambre). — 4 mars 1856. — M. d'Esparbès de Lussan, président; M^{re} de Lamoignon, avocat de M. Michel Lévy; M^{re} de Lamoignon, avocat de M. Lockroy. — Mêmes avocats. — M. Sallé, avocat général.

M. Alexandre Dumas présenta à M. Hostein, directeur du théâtre de la Porte-Mahon, une pièce qui devait être jouée en trois soirées. Elle fut refusée. Ensuite, M. Laferrère, qui venait de contracter un engagement avec le théâtre, manifesta le désir de jouer dans cette pièce; MM. Alphonse Royer et Charles Vaaz, directeurs de ce théâtre, l'acceptèrent dans sa forme primitive, à condition que trois soirées consécutives devaient être consacrées à la représentation totale.

M. Alexandre Dumas démontra que ce mode n'était pas sans inconvénient, et qu'il était à la réduire en six actes, et de faire d'une trilogie une *trilogie*. M. Lockroy fut chargé de ce travail, qu'il fit aux répétitions, dont le nombre fut de cinquante. Rien n'était modifié dans le plan général de l'ouvrage. Pour la première représentation, M. Alexandre Dumas fut seul nommé, et M. Lockroy toucha la même part de droit que lui, le troisième acte étant réservé à l'avance.

M. Lockroy avait, avec M. Michel Lévy, libraire éditeur, un traité aux termes duquel il devait prévenir tout collaborateur qu'il était engagé envers lui, et que par ce fait, tous ceux qui travaillaient avec lui se trouvaient nécessairement soumis comme lui au traité qui le liait. Il pouvait arriver que, en collaboration avec M. Lockroy, eût lui-même traité avec un éditeur. Alors les deux éditeurs, avertis par les auteurs, devaient se concerter pour faire la vente en commun: c'est ce qui s'était passé pour *Irène*, jouée par M. Lockroy en collaboration avec M. Scribe.

M. Alexandre Dumas, se considérant comme seul auteur, de l'avis même de M. Lockroy, vendit à M. Tarride le droit d'éditer *la Conscience*. M. Mitre, trouvant qu'un auteur qui avait assisté à cinquante répétitions, et qui avait fait des arrangements indispensables, qui avait réduit douze tableaux en six, et qui touchait une part de droits, était un collaborateur, assigna M. Alexandre Dumas en paiement de 4,000 fr., si mieux il n'aimait 1^o lui payer 950 fr. sur le produit de la vente du manuscrit; 2^o lui abandonner la propriété de l'ouvrage, en s'entendant avec M. Alexandre Dumas en rapportant son consentement.

Le Tribunal civil de la Seine jugea ainsi cette demande :

Si cependant l'auteur de l'idée première a remis son manuscrit à un autre auteur projetant d'écrire la pièce en collaboration avec lui ; que ce dernier, ayant gardé pendant près d'une année le manuscrit, le lui ait restitué sur sa demande sans faire aucune reconnaissance constatée d'aucune façon qu'il y ait travaillé ; que le projet de collaboration, en un mot, n'ait pas été suivi d'exécution, l'auteur primitif est en droit de disposer de son idée et de son plan, et d'insérer ces éléments dans la combinaison d'une nouvelle pièce [

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il est constant entre les parties que Lockroy a vendu à Lévy frères, le droit exclusif d'imprimer, publier et vendre les pièces de théâtre qu'il ferait représenter, soit qu'il les eût composées seul, soit qu'il les eût faites en collaboration avec un ou plusieurs autres auteurs ;

» Attendu que les deux contractants ont été d'accord pour entendre par collaboration, les pièces à la composition desquelles ont participé deux ou plusieurs auteurs, et à laquelle ces deux ou plusieurs auteurs attachent ou ont le droit d'attacher leurs noms ;

» Que tel est le sens, déterminé par l'usage, des termes qu'ils se sont convenus d'avoir employés ;

» Attendu que si Michel Lévy frères avaient voulu que le mot collaboration eût un sens plus étendu et comprit même le concours résultant de simples pures, modifications et remaniements apportés, avant la représentation, à une œuvre déjà composée, ils auraient dû l'énoncer en termes explicites ;

» Que cette explication formelle était d'autant plus nécessaire, que le sens restreint du mot *collaboration* est clair et précis par lui-même, et qu'il n'est pas de même du sens étendu, qui aurait pour effet de considérer comme collaborateur toute personne qui aurait concouru à des modifications apportées à l'œuvre primitive ;

» Que la nécessité de fixer la limite à laquelle un travail de ce genre ne saurait être considéré comme une collaboration, rendait éminemment indispensables des clauses explicatives ;

» Attendu qu'il résulte des documents de la cause que le drame *Le Capitaine Corcoran*, imité de l'allemand, a été conçu et composé par Alexandre Dumas seul, environ deux ans avant la première représentation de la pièce à l'Odéon ; que l'auteur en avait confié le principal rôle à l'acteur Labrousse, alors au théâtre de la Galté, et qui, plus tard, la porta, comme pièce nouvelle, au théâtre de l'Odéon, où la pièce fut reçue ;

» Qu'en préparant la représentation, il fut reconnu qu'il y avait nécessité pour assurer le succès, de faire subir à la pièce des modifications, et que par conséquent il fut d'usage d'en réduire l'étendue ;

» Que Lockroy, ami de l'auteur, se chargea de ce travail, d'abord par sa parfaite obligeance, et ensuite en acceptant une rémunération, parce qu'il était chargé, en outre, de surveiller les répétitions et la mise en scène ;

» Attendu que Dumas seul a été annoncé comme auteur de la pièce ;

» Qu'il n'est pas allégué que Lockroy ait ajouté à la composition primitive des scènes nouvelles et à effet, soit des nouveaux personnages, soit des modifications de fond même de l'œuvre et à y introduire des parties nouvelles d'invention ;

» Qu'il suit de là que la création de l'œuvre appartient à Dumas ; que l'unique auteur, et que c'est avec raison que Lockroy n'a pas élevé d'objection d'être le collaborateur de Dumas dans la pièce dont il s'agit ;

» Que Lockroy a donc été fondé à ne pas imposer à Dumas, pour

celui qui n'a pas apporté un concours sérieux à une œuvre commune ne peut revendiquer ni la qualité ni les droits de l'auteur. Si le manuscrit lui a été remis en vue d'une collaboration projetée, que ce manuscrit soit entre ses mains et qu'il ait des documents du procès qu'il n'a pris aucune part directe dans la pièce, le Tribunal ordonne qu'il rende ledit manuscrit dans un court délai, au véritable auteur. Ce dernier peut être traité comme de chose lui appartenant, sans que celui dont

il a fait des coupures et arrangements qu'il consentait à faire à titre de collaboration, l'obligation de livrer le manuscrit à Michel Lévy frères, qu'il ait reçu pour prix de ce travail une part dans les droits d'auteur revenant à Dumas, part qu'il reçoit non comme auteur, mais comme collaborateur de Dumas ;

motifs,
Michel Lévy frères mal fondés dans leur demande ;
le Tribunal déboute et les condamne aux dépens. »

Lévy interjeta appel de ce jugement, qui fut infirmé :

« La Cour, — Considérant qu'en matière d'ouvrages tels que ceux qui ont fait l'objet du traité verbal intervenu entre Lévy et Lockroy, il est d'usage que par collaboration le concours prêté, soit dans la conception ou dans l'exécution de ce plan, c'est-à-dire dans l'ensemble des dispositions nécessaires pour livrer l'œuvre à la représentation théâtrale ; que par conséquent il résulte des documents du procès que Lockroy a collaboré à l'œuvre du drame intitulé *la Conscience*, en donnant à l'exécution de ce drame ou imité par Alexandre Dumas la forme et les proportions qui ont rendu acceptable par l'administration du théâtre de l'Odéon ; que par conséquent il a résidé aux répétitions et à la mise en scène de ce drame ; que s'il n'a pas été indiqué au public comme l'un des auteurs, il reconnaît avoir participé au produit des droits attribués aux auteurs ; que par conséquent il a été le collaborateur d'Alexandre Dumas, et était tenu d'assister à l'impression et la publication du drame *la Conscience*, concurrence l'éditeur d'Alexandre Dumas ; que par conséquent, en n'exécutant pas cette convention, il a causé à Lévy un préjudice pour lequel il doit la réparation, et que la Cour a les éléments nécessaires pour lui faire réparation ; »

La Cour ordonne que Lockroy paye à Lévy la somme de 1,000 fr. à titre de dommages et intérêts. »

(Le Droit, 10 mai 1855 et 5 mars 1856.)

de Minuit et la Dame aux soucis. — M. Laferrière contre M. de Minuit et Plouvier. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 1861. — M. Benoit-Champy, président.

de la cause ressortent suffisamment du jugement.

— « Le Tribunal :

qu'il résulte des documents produits au Tribunal que Laferrière a copié l'idée d'une pièce dont le sujet serait le Pacte de la Mort, et lui a indiqué les principales péripéties de ce

la qualité de collaborateur a été rejetée puisse prétendre à un droit quelconque, soit sur l'œuvre elle-même, soit sur les produits [95].

Inventeurs de trucs dans les féeries. — Dans les œuvres purement littéraires, la décoration ne peut être considérée comme un accessoire très-secondaire qui ne se rattache à aucun rapport à la collaboration de l'œuvre ; mais il n'en est pas de même pour la nature des pièces féeries ; ici, au con-

» Attendu que, sur les indications fournies par Laferrière, Barré a écrit un drame intitulé *la Dame aux soucis*, et que, eût-il même consenti à la collaboration, il s'était engagé, sous un dédit de 25,000 fr., à lui confier exclusivement le rôle principal dans cet ouvrage ;

» Attendu que sur le refus de plusieurs directeurs de théâtre la pièce telle qu'elle était écrite, la collaboration d'Edouard Plouvier a été sollicitée ; que l'élément fantastique y a été introduit dans une autre part, et qu'enfin la pièce, modifiée par Plouvier, a été représentée au théâtre de l'Ambigu-Comique, sous le titre de *l'Ange de minuit* ;

» Attendu que de la comparaison des deux pièces résulte la conclusion que *l'Ange de minuit* repose sur la même donnée que *la Dame aux soucis* ; que les scènes entières et même des fractions d'actes ont été empruntées à la pièce originaire ; que le caractère des principaux personnages n'est pas changé et qu'en un mot, la pièce de *la Dame aux soucis* a servi de cadre à *l'Ange de minuit* ;

» Attendu que, dans cette dernière pièce, le rôle du personnage principal n'a pas été confié à Laferrière ; qu'il est donc juste, à titre de reconnaissance et d'intérêts, de lui allouer la moitié des droits d'auteur revenant à Barré pour la représentation théâtrale du drame de *l'Ange de minuit* ;

» Attendu, en ce qui touche Plouvier, que Laferrière ne justifie aucun engagement de sa part ;

» Par ces motifs,

» Condamne Barrière à payer à Laferrière la moitié des droits d'auteur qu'il a touchés ou touchera pour la représentation théâtrale du drame intitulé *l'Ange de minuit* ;

» Déclare Laferrière mal fondé dans sa demande contre Plouvier ;

» Condamne Barrière aux dépens envers Laferrière ;

» Condamne Laferrière envers Plouvier. »

[93] *Le Cabaret de Ramponneau.* — M. Boudin contre M. Lesire. Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 18 novembre 1868. — M. Delaage, président. — M^e Delaage pour M. Boudin ; M^e Charpentier pour M. Lesire. — M. Manuel, avocat impérial (conclusions conformes).

M^e Delaage, avocat de M. Boudin, expose que dès 1861, M. Lesire, auteur dramatique, a proposé à M. Boudin d'arranger pour le théâtre une pièce en un acte, ayant pour titre *le Cabaret de Ramponneau*. Cette proposition fut acceptée, et M. Boudin fit subir au manuscrit de M. Lesire d'importantes modifications. C'est ainsi que le nombre des personnages était de trois seulement dans le principe, fut porté à cinq. Il résulte de ces faits que M. Boudin a bien été le collaborateur de M. Lesire. Le manuscrit issu de cette collaboration a été accepté sans modification par le théâtre des Folies-Marigny, où il a obtenu un légitime succès.

ne tout entière consiste dans la machine ou le truc ; et les scènes sont motivées par lui ; sans lui elles n'auraient aucune signification ni valeur. L'inventeur et le fabricant qui constitue essentiellement le mérite de la pièce doit être déclaré collaborateur, et, à ce titre, avoir droit à une part des bénéfices que ladite pièce peut produire [96].

Des droits de romans. — Aux termes des articles 50 et 51 du règlement de la Société des gens de lettres (voir page 484), lors-

seul indiqué sur l'affiche du théâtre comme auteur du *Cabaret de Ramponneau*, ainsi que M. Charles Lecocq, auteur de la partition, et comme librettiste, les droits d'auteur ; M. Boudin demande à être déclaré collaborateur de la pièce et comme ayant droit, en cette qualité, à une part des bénéfices et à tous les avantages résultant de la collaboration. Il demande que son nom figure sur les affiches et placards annonçant la pièce.

M. Lesire, avocat de M. Lesire, répond que c'est à la suite du succès du *Cabaret de Ramponneau*, par la représentation du *Cabaret de Ramponneau* que M. Boudin a imaginé de se déclarer le collaborateur de la pièce. Il soutient que celui-ci est le seul auteur de cette opérette et que M. Boudin n'a jamais été son collaborateur.

M. Boudin est connu dans le monde dramatique pour ses relations avec les théâtres, et le concours qu'il prête pour faire agréer telle ou telle pièce à tel ou tel théâtre. M. Boudin a été mis en relation avec M. Lesire, et s'est engagé à faire accepter le *Cabaret de Ramponneau* par le théâtre des Folies-Marigny. Des conventions furent arrêtées entre M. Lesire et M. Boudin, relatives aux droits d'auteur et aux bénéfices que la pièce devait produire. C'est dans ces circonstances que M. Lesire a remis à M. Boudin le manuscrit du *Cabaret de Ramponneau*, ayant tous deux la signature de M. Lesire, mais ayant pour chacun d'eux un dénouement différent. A la suite des retards de la part de M. Boudin, M. Lesire s'est occupé lui-même de faire recevoir sa pièce, et il réussit à la faire accepter par le théâtre des Folies-Marigny, qu'il connaissait personnellement.

Le *Cabaret de Ramponneau* ayant été reçue par les soins seuls de M. Lesire, celui-ci, seul encore, a assisté aux répétitions de sa pièce, et l'a modifiée en grande partie pendant les répétitions.

M. Boudin soutient qu'il est le collaborateur de M. Lesire, parce qu'il a fait des modifications ; mais si des modifications ont été faites, c'est à M. Lesire, et, d'ailleurs, c'est le manuscrit de M. Lesire qui a été accepté et qui a servi pour les représentations de la pièce, et M. Boudin est resté étranger.

— « Le Tribunal, saisi de la question, a jugé que, s'il n'est pas contesté que l'idée première de l'opérette intitulée *Cabaret de Ramponneau* appartienne exclusivement à Lesire, qui en a écrit le manuscrit primitif, il est néanmoins constant que la pièce

que le sujet et les détails d'une pièce de théâtre sont ceux de l'auteur d'un livre ou article de journal ou revue, cette action ou imitation doit être autorisée par l'auteur. L'auteur est alors collaborateur et touche une part des droits. C'est l'amiabilité entre les auteurs, soit par la commune intention, soit par le Comité de la Société des gens de lettres et de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.

Ce principe, aujourd'hui consacré par l'usage, n'était

telle qu'elle a été représentée au théâtre des Folies-Marigny par la pièce telle qu'elle existait à l'origine des différences notables ;

» Que le plan primitif a été modifié ; que des personnages nouveaux ont été introduits dans la pièce ; que l'action, le dialogue et la partie du dialogue en prose ont subi des changements importants ;

» Qu'il résulte des documents produits au débat, et notamment de la correspondance des parties, que Boudin a été chargé par Lesire de la pièce et d'en obtenir la représentation au théâtre ;

» Que les changements introduits dans la pièce ont été proposés et approuvés par Lesire ; que l'ouvrage a été constamment qualifié par Lesire de « œuvre commune » ; qu'en un mot, une communauté d'intérêts complète paraît avoir existé entre les deux parties ;

» Que, si Boudin n'a point réussi dans les tentatives faites pour la représentation au Théâtre Déjazet, et si la pièce a été admise au théâtre des Folies-Marigny par les soins de Lesire seul, les droits de la collaboration active de Boudin n'en restent pas moins acquis ;

» Que Lesire n'établit par aucun document que Boudin ait renoncé à son nom figurât sur l'affiche, ou que ses droits fussent limités ; que, au cas où la représentation de la pièce modifiée aurait lieu au Théâtre Déjazet ;

» Qu'il y a donc lieu d'ordonner que le nom de Boudin accède à celui de Lesire sur l'affiche des Folies-Marigny, et que les droits seront partagés entre les ayants droit, suivant une proportion équitable ;

» Par ces motifs,

» Ordonne que le nom de Boudin, collaborateur de Lesire, figurera sur l'affiche du théâtre où la pièce sera représentée ;

» Dit que les deux tiers des droits d'auteurs seront attribués au tiers de Lesire et le dernier tiers à Boudin ; que celui-ci participera, en outre, dans la même proportion, à tous autres avantages qui pourraient être attribués à l'œuvre ;

» Ordonne que Lesire tiendra compte, avec les intérêts du capital, des sommes qui pourraient avoir été perçues par lui ou par Boudin, à dater de la première représentation... ;

» Condamne Lesire aux dépens. »

(Gazette des Tribunaux et le Droit, 20 novembre 1869.)

[94] *La Cour du Roi Pétaud et Riquet à la houppe*. — M. de Saint-Georges, président. — M. Jaime fils. — Commission des auteurs et compositeurs dramatiques. — 10 mai 1869. — M. de Saint-Georges, président.

La sentence arbitrale fait suffisamment connaître l'objet de la contestation.

ans, et à cette époque, un jugement confirmé par un
tabli que ces emprunts ou ces imitations ne donnaient
s dommages-intérêts, déclarant qu'on ne pouvait avoir
e de collaborateur, ainsi qu'aux bénéfices en résultant,
e l'on aurait travaillé à la pièce [97].

qui — faisant la cession d'une pièce à un autre qui se
transformer — stipule que le cessionnaire reste
collaboration et pourra même signer seul, se réserver

mission des auteurs et compositeurs dramatique, — Attendu que
s de M. Jaime, dont l'exactitude n'est sur aucun point con-
de Jallais, il résulte que MM. Jaime et de Jallais ont, il est
l'écrire en collaboration une pièce intitulée *Riquet à la houppe*,
mière et le plan appartiennent à M. Jaime, mais que ce projet
n'a été exécuté ;

qu'en effet, après avoir pendant un an, gardé le scénario de
la houppe, à lui confié par M. Jaime, M. de Jallais en le restituant à
rsque celui-ci l'a réclamé, n'a fait aucune réserve ni constaté
n qu'il eût mis la main à l'œuvre ;

que dès lors M. Jaime était en droit de disposer de son idée et
et de fondre ces éléments dans la combinaison de *la Cour du*
représentée depuis au théâtre des Variétés ;

que si M. de Jallais, antérieurement à la communication par
plan de *Riquet à la houppe*, avait, comme il le dit, composé
e des Folies-Marigny, une pièce avec laquelle *la Cour du Roi*
te des analogies préjudiciables à ses intérêts, M. Jaime, qui a
é l'existence de cette pièce, ne saurait être responsable du tort
essemblances peuvent aujourd'hui causer à M. de Jallais ;

ue M. de Jallais ne demande d'ailleurs aucune indemnité ;
al fondée etsans objet la plainte portée par M. de Jallais contre
sujet de *la Cour du Roi Pétaud*.

des Songes, féerie. — MM. Labiche et Delacour contre M. Hos-
directeur du théâtre du Châtelet, et M. Pinet, syndic de la
ibunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 30 juin et 7 juil-
M. Delesvaux, président. — M^e Delasalle, avocat de MM. La-
lacour ; M^e Andral, avocat de MM. Hostein et Pinet, syndic ès
Manuel, avocat impérial (conclusions conformes.)

ne et Delacour sont auteurs d'une féerie intitulée *la Clef des*
avait être jouée au plus tard le 15 janvier 1868, au théâtre du
t M. Hostein était alors directeur. Celui-ci ayant promis son
œuvre future, les deux auteurs sollicitèrent de la Commission
expresses de composer la pièce avec M. Hostein, très-expéri-
e genre d'ouvrages. La Commission autorisa cette collaboration ;
nduite à bonne fin, et le manuscrit remis en temps opportun
qui, peu après, fut déclaré en état de faillite, au moment où il
er l'exploitation du théâtre du Châtelet à MM. Delabrosse et

n'ayant alors apporté aucun concours sérieux à l'œuvre com-

vant pour cette cession une rémunération réglée et cette convention, — n'est pas fondé à réclamer au delà des avantages stipulés, c'est-à-dire à revendiquer tous les droits qui se rattachent d'ordinaire à la collaboration [98].

Traduction refaite. — Lorsqu'il a été établi qu'une traduction d'un livret d'opéra a été refusée par le directeur du théâtre auquel l'ouvrage était destiné, et que cette traduction a été à peu près refaite par un autre auteur, le premier

mune, ni encore pris aucune part directe ou indirecte à la publication de l'ouvrage. MM. Labiche et Delacour l'assignèrent, ainsi que M. Pinet, syndic de la commune, en restitution du manuscrit de *la Clef des Songes* et en déchéance du droit de collaboration ; 2° en dommages-intérêts pour inexécution des conventions intervenues relativement à la prochaine représentation.

On doit noter qu'au cours du procès, M. Hostein obtint un conseil de la Cour. Indépendamment de plusieurs questions de forme et de fins de non-recevoir, que le jugement fait suffisamment connaître, l'affaire présentait une certaine difficulté de collaboration littéraire et dramatique.

En droit, on soutenait, au nom de M. Hostein, que la collaboration ne peut être mesurée ni pondérée. Quand un auteur a, par son traité, accepté un collaborateur, il ne peut plus discuter sa part de travail. Les conseils, des mots, un titre, un cadre constituent la collaboration, et cela varie à l'infini. De toutes les paternités, la plus impossible à constater, à découvrir, c'est la paternité littéraire et dramatique. Il n'y a qu'une exception, c'est lorsque, après le traité de collaboration, l'un des auteurs prouve que son collaborateur projeté n'a fourni aucun concours, par inactivité, absence ou tout autre motif ; mais si un concours quelconque a été donné, le traité doit être exécuté. En fait, terminait l'avocat, les lettres adressées par MM. Labiche et Delacour à M. Hostein prouveraient la collaboration.

Au nom de MM. Labiche et Delacour, on soutenait que la collaboration n'est qu'un projet, et que M. Hostein était tenu d'établir la part qu'il avait prise à l'œuvre. Mais la correspondance même prouverait le contraire. On lui a seulement demandé des conseils qu'il n'a pas suivis. MM. Labiche et Delacour mettaient M. Hostein au défi de citer un couplet, un mot de lui, ou une ligne de sa main sur le manuscrit.

JUGEMENT. — Le Tribunal,

» Attendu que l'action contre laquelle Hostein se défend, tombe sur une personne et ne concerne pas exclusivement l'administration des biens ;

» Que dès lors, malgré qu'il ait été mis en faillite par jugement du Tribunal de Commerce de Paris le 10 octobre 1868, et que l'action à laquelle il répond soit postérieure à l'article 443 du Code de commerce ne fait pas obstacle à son action ;

» Que la demande en dommages-intérêts est corrélatrice à la demande principale, et que, en conséquence, ces deux demandes ne peuvent être divisées quant aux juridictions devant en connaître ;

droit à une indemnité pécuniaire, mais non au titre de leur [99].

Contestation entre auteur et compositeur. — Dans une affaire le Tribunal a refusé à un auteur le droit de revendiquer la paternité d'un compositeur, c'est-à-dire d'obliger les héritiers du compositeur à livrer la partition pour compléter l'œuvre, en s'appuyant sur les motifs suivants : que la convention n'avait jamais eu un caractère suffisamment ferme et définitif

car il ne s'agit pas d'ailleurs de la vérification, mais bien de la fixation de la part qui doit donner lieu à contestation, et que l'article 500 du même Code de Commerce réserve, en ce cas, la compétence du Tribunal civil ; que les motifs, rejette les fins de non-recevoir, et statuant au fond ; que qu'il est constant, en fait, et reconnu par toutes les parties que, par la décision spéciale de la Commission des auteurs dramatiques, Labiche et Delacour s'étaient engagés verbalement à faire avec Hostein, pour le Théâtre-Français, dont il était alors directeur, une pièce que ce dernier devait jouer à ce théâtre, au plus tard le 15 janvier 1869 ; que cette pièce ayant été composée, le manuscrit en a été remis, en 1868, par Labiche et Delacour, à Hostein, qui ne l'a pas fait jouer ; que la demande de Delacour et de Labiche la lui réclamant, Hostein révoque son co-propriétaire de cette pièce parce qu'il a été leur collabora-

teur et a reçu pour titre *la Clef des Songes*, et que Hostein allègue, sans fondement, qu'il a inspiré ce titre :

Il importe peu que, dans la correspondance, Labiche l'ait qualifié de collaborateur, » annonçant son intention de lui demander « quelques idées pour causer plan ; »

Il est vrai, toujours dans la correspondance, que Delacour fait part à Hostein que le plan est arrêté d'après les bons conseils qu'il lui a donnés et qu'il lui soumette afin de commencer à écrire la pièce ; que toutes ces circonstances ne prouvent pas que Hostein ait apporté son concours sérieux à l'œuvre commune ;

Il résulte, au contraire, des documents du procès, que Hostein n'a eu aucune part directe ou indirecte à cette œuvre ;

Par le fait, il ne peut donc revendiquer ni la qualité ni les droits d'auteur ;

Hostein ne faisant pas jouer la pièce, il a causé un préjudice aux demandeurs, le Tribunal ayant dès à présent les éléments nécessaires pour constater l'étendue, il n'y a pas lieu d'accorder des dommages-intérêts à Hostein ;

Sur les motifs, le Tribunal déclare que la pièce de théâtre ayant pour titre *la Clef des Songes* n'est pas commune de Hostein, Labiche et Delacour ;

Par conséquent, dès lors, que Hostein rendra, dans les trois jours du présent jugement, le manuscrit de cette pièce aux demandeurs, dont ils pourront disposer à leur gré, comme de chose à eux appartenant, et sans que Hostein puisse prétendre à un droit quelconque, soit sur l'œuvre, soit sur ses produits ;

Condamne Pinet, syndic des noms, en tous les frais du procès pour tous intérêts. » (*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 9 juillet 1869.)

Cri, pièce féerique. — Première affaire : M. Raynard, inventeur de trucs, contre MM. Hugelmann, Borsat, Fanfernot et

pour servir de base à une réclamation judiciaire; que n'avait fourni que de vagues indications au sujet du drame, un acte seulement devait être accompagné de musique, et au moment où le poète et le compositeur avaient cessé de pondre, ce dernier hésitait encore sur certaines combinaisons musicales ou scéniques et se réservait de les modifier; le texte entier de l'œuvre n'avait jamais été connu du compositeur, enfin, qu'en laissant plusieurs années s'écouler avant d'in-

M^{lle} Pauline Thys. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 1859. — M. Mollet, président. — M^e Delattre, avocat de M. Raygnard. — M^e Eugène Baratin pour M^{lle} Thys. — M. Try, substitut du procureur général (conclusions conformes.) || *Appel de MM. Borsat et Fanfernot*. — Cour impériale de Paris (3^e chambre). — 28 janvier 1860. — M. Chézelles, président. — M^e Lenté et Langlois pour les appelants. — M^e Delattre pour l'intimé. (Confirmation du jugement attaqué.)

MM. Borsat et Fanfernot, le premier artiste dramatique, le second mécanicien, s'étaient réunis pour faire exécuter différents trucs de scène. M. Fanfernot; ils demandèrent à M. Hugelmann un conseil, lequel ils pussent mettre en œuvre ces nouvelles pièces mécaniques. M. Hugelmann écrivit une pièce qui ne fut pas agréée par M. Billion, directeur du Cirque. Après de vaines tentatives de remaniement, l'ouvrage alla finitivement refusé, lorsque M. Billion proposa à M. Hugelmann, collaborateur, M^{lle} Pauline Thys. Cette collaboration fut acceptée. Le traité fut signé entre MM. Hugelmann, Borsat, Fanfernot et M^{lle} Thys. Le traité portait que MM. Hugelmann, Borsat et Fanfernot, auteurs d'une pièce de féerie, avaient emprunté pour la confection des trucs qui devaient être employés, une somme de 12,000 francs, somme allouée à M. Fanfernot, spécialement chargé de la confection desdits trucs; que les droits d'auteur seraient partagés par quart, mais que les 12,000 francs empruntés seraient prélevés exclusivement sur les parts de MM. Hugelmann, Borsat et Fanfernot; enfin que la pièce serait écrite par M. Hugelmann et M^{lle} Pauline Thys, mais que toutefois les noms seraient annoncés au public et mis sur l'affiche, sans désignation spéciale, et sans être séparés autrement que par une virgule, le droit étant réservé à M^{lle} Thys de garder l'anonyme.

Conformément à ce traité, corroboré par des lettres des divers auteurs, M^{lle} Thys devait percevoir le quart des droits, libre de tout autre droit relatif aux trucs.

La pièce entra en répétition et fut représentée le 15 août 1859, alors que M. Raygnard, chef mécanicien truquiste, demanda à être co-auteur.

M^e Delattre expose que son client est l'auteur de la plupart des trucs employés dans la pièce, et il en apporte au Tribunal la preuve par le témoignage de l'inventeur, notamment, d'un truc qui occupe à lui seul quatre trucs. C'est un gros arbre de développement pour former pavillon maures-

ande, l'auteur semblait avoir compris qu'elle était mal [100].

Dissentiments entre collaborateurs.

Les droits égaux sur la pièce collective. — Le droit de concéder un théâtre la faculté de représenter une œuvre dramatique appartient essentiellement au propriétaire de l'œuvre; si elle a été composée par plusieurs auteurs, chacun d'eux a un

droit de modification nouvelle, l'arbre se renverse pour soulever une plate-forme qui devient une guinguette à double étage. Des bosquets et des tables, etc. L'avocat produit, à ce sujet, des reconnaissances de MM. Hugelmann et Borsat, et une lettre de M. Hippolyte Cogniard établissant que, avant qu'il fût question de la pièce de *Cri-Cri*, M. Raygnard lui avait posé le truc auquel il est fait allusion plus haut. M^e Delattre devant le Tribunal de reconnaître son client comme collaborateur de la pièce, termine en démontrant que depuis 1839, une jurisprudence constante a considéré comme co-auteurs les truquistes d'une pièce féérique.

M^e Baratin, au nom de M^{lle} Thys, ne conteste ni le mérite des truquistes pour la pièce de *Cri-Cri*, ni l'importance que peut avoir dans la pièce tout ce qui touche à la mise en scène. Il reconnaît que M. Raygnard a droit à une rémunération, mais il démontre par les traités que M^{lle} Thys n'est point tenue d'y contribuer. Sans aborder la question de savoir si, en l'absence de conventions particulières, les machinistes doivent être considérés comme auteurs, il soutient que l'auteur des paroles auquel est attribué un droit fixe et déterminé, ne peut être contraint d'accepter comme collaborateur un machiniste, si habile qu'il soit, alors qu'il n'a fait aucune convention avec lui. Il n'y a pas de collaboration possible sans l'assentiment du collaborateur.

Le Tribunal du procureur impérial conclut à l'admission de la réclamation de M^{lle} Thys.

Arrêt. — « Le Tribunal,

après avoir entendu qu'il résulte des faits et documents du procès que trois des dépositaires, Hugelmann, Borsat et Fanfernot ont reconnu qu'en fait Raygnard est l'auteur et le fabricant du *truc de l'arbre* qui constitue essentiellement le mérite de la pièce de *Cri-Cri*, représentée sur le théâtre du Cirque

et qu'il résulte de ce que si, dans les ouvrages purement littéraires, la décoration ne peut être considérée que comme un accessoire très-secondaire qui ne se rattache à aucun rapport à la collaboration de l'œuvre, il n'en est pas de même pour les pièces de la nature de celle dont il s'agit dans l'espèce; qu'ici, au contraire, la pièce presque tout entière consiste dans la machine ou le truc, et que les paroles et les scènes sont motivées par lui; que, sans lui, elles n'ont aucune signification ni valeur;

qu'il résulte de ce que c'est donc avec raison que Raygnard réclame sur la pièce de *Cri-Cri* le droit de collaboration et les avantages y attachés;

qu'il résulte de ce que s'il a été convenu entre la demoiselle Thys et les trois auteurs, que si elle aurait un quart dans la collaboration, sans contribuer

droit égal à être consulté, et nul d'entre eux ne peut s'autoriser droit d'autoriser la représentation de la pièce sur un théâtre sans le consentement de son ou ses collaborateurs. En cas de divergence de volonté entre les volontés des auteurs de la pièce, c'est à l'auteur qu'il appartient de déterminer entre ces volontés opposées laquelle est la plus favorable à l'exploitation de l'œuvre commune. Si le consentement de l'un des auteurs suffit à un directeur de théâtre, tant qu'il n'y a pas d'opposition de la part des

aux dépenses du truc, cette convention, étrangère à Raynard, ne saurait être opposée; qu'il y a lieu seulement de réserver à la demoiselle le droit de se faire indemniser en ce point par les autres parties;

» Par ces motifs,

» Déclare que Raynard est collaborateur de la pièce du *Cri-Cri*; que ce titre il a droit à participer aux bénéfices que les représentations de la pièce données et à donner ont dû et pourront produire, d'après l'entente établie entre les parties, s'il y a lieu; ordonne qu'à l'avenir son nom soit porté sur l'affiche comme l'un des auteurs;

» Dit que la demoiselle Thys sera indemnisée de cette participation par les trois autres défendeurs; lui réserve tous ses droits à cet effet, et condamne les trois autres défendeurs aux dépens. »

MM. Borsat et Fanfernot appelèrent seuls de ce jugement. Ils se présentèrent devant la Cour, que jamais M. Raynard n'avait été l'inventeur de la question; qu'en sa qualité de machiniste, il avait été chargé de la mise en scène, mais que le véritable inventeur était M. Fanfernot.

La Cour confirma purement et simplement le jugement attaqué.

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 1^{er} septembre 1839, 4 fév.)

[97] *Monsieur de Coylin ou l'Homme infiniment poli*. — M. Paul de Musset contre MM. Marc Michel, Auguste Lefranc et Eugène Labiche. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 2 juillet 1839. — M. Roussin, président. — M^e Léon Duval, avocat de M. Paul de Musset; M^e Étienne Lefranc, avocat de MM. Marc Michel, Lefranc et Labiche. ¶ *Appel des conclusions*. Cour royale de Paris (1^{re} chambre). — 27 janvier 1840. — M. de Neuville, président. — M^e Philippe Dupin pour les auteurs de la pièce; M^e Léon Duval pour M. Paul de Musset. — M. Pécourt, avocat de MM. Marc Michel, Lefranc et Labiche. (conclusions conformes.)

M. Paul de Musset avait publié dans la *Revue de Paris* (février 1839) une nouvelle tirée des *Mémoires du duc de Saint-Simon*, à laquelle il donna le titre de : *L'Homme le plus poli de France et de Navarre*. Depuis, Lefranc, Labiche et Marc Michel firent représenter au théâtre du Vaudeville un vaudeville intitulé : *Monsieur de Coylin ou l'Homme infiniment poli*. M. Paul de Musset croyant que les scènes, le dialogue, les détails de la nouvelle avaient été empruntés à sa nouvelle, fit assigner les auteurs du vaudeville à le faire condamner à le reconnaître collaborateur et copropriétaire de la pièce; en conséquence à porter son nom sur l'affiche, à lui donner une part pécuniaire dans les droits d'auteur, et à lui payer 2,000 francs.

que l'auteur qui a autorisé doit être présumé jusqu'à traire, et conformément à l'article 1859 du Code civil (article, page 3 de ce volume, en note), être, quant à ce, re de ses collaborateurs. Mais dès que ce directeur re- sition formelle qui lui est signifiée par l'autre collabo- es ayants cause, s'il passe outre, il porte atteinte aux e collaborateur et lui cause un préjudice dont il lui doit , tant que le mode de disposition de la propriété com-

cette part dans le bénéfice des représentations qui avaient eu à Paris et dans les départements.

— « Le Tribunal,

en ce qui touche le titre de collaborateur, que de Musset ne droit, ainsi qu'aux bénéfices en résultant, qu'autant qu'il aurait composition de la pièce doit s'agit; qu'il résulte des aveux emandeur, qu'il est resté étranger à l'idée de faire un vaudeville le; le déboute de sa demande;

il touche les dommages-intérêts;

que les auteurs du vaudeville de *Monsieur de Coylin* ont reproduit de partie et littéralement les principaux personnages et les détails n de de Musset; que ce fait est de nature à lui causer un préju- aration lui est due, fixe à 300 fr. la somme à payer par les dé- les condamne aux dépens. »

incipal fut interjeté par les auteurs dramatiques. De son côté, par ident, M. de Musset renouvela sa prétention à la co-propriété du sa réclamation originaire de 2,000 fr. pour dommages-intérêts.

M^e Dupin exposa qu'« un usage constant, nécessaire, inévitable, rmi les auteurs, c'est la tolérance introduite dans la littérature arts d'emprunts réciproques; tous les arts, toutes les branches de e se tiennent en ce point, car ils se rapportent unanimement à la n de la pensée. Le romancier s'adresse à ceux qui achètent des eur dramatique aux spectateurs: il est impossible que, dans une éâtre, toute la composition appartienne à l'auteur, et nos plus es en ont offert la preuve. Ainsi Corneille doit aux anciens *Ho- âtre espagnol le Cid*; Racine a pris de l'Histoire sainte *Esther* et lière, qui s'est permis le plus grand nombre d'emprunts, a trans- tre scène l'*Étourdi*, d'après l'*Inavertito*, de *Nicolo Barbieri*; *le eux*, d'après l'*Interesse*, de *Nicolo Secchi*; *Sganarelle*, d'après *ornuto per opinione*; c'est le même fonds, le même plan, presque position; mais on sait quel fut l'adage de Molière: « Je prends, n bien où je le trouve! » Ce qui est arrivé autrefois s'est pro- jours, et les romans ont été mis en scène; ainsi *Paul et Virgi- le Solitaire*, la plupart des héros ou des héroïnes de *Walter ame blanche*, *Lucie de Lammermoor*, *Leicester*; ainsi le Père M. de Balzac; *Esmeralda*, de M. Hugo, *la Croix d'or*, nouvelle Aguet, qui a fourni à divers théâtres plusieurs pièces à succès; ui précède *les Deux gendres*, de M. Étienne; mille exemples être ajoutés.

mune n'a pas été réglé entre les collaborateurs. Dans Tribunal interdit la représentation et condamne le directeur pour dommages-intérêts envers le collaborateur opposant [

Toutefois le directeur ne peut être poursuivi lorsque les auteurs lui ayant porté sa pièce, son collaborateur n'a pas réclamé bien qu'il connût le fait; le débat doit avoir lieu d'office entre les deux collaborateurs; ce fait, de n'avoir pas

» Les romanciers eux-mêmes ont sollicité les auteurs dramatiques à traduire sur la scène; et j'ai vu dans les mains de M. Planard d'un auteur connu que je crois inutile de nommer ici, et qui prétendait puiser dans son roman le sujet « d'un de ces ouvrages de plume, étaient assurés du succès. » Il en a été de même à l'égard des romans empruntés par les gens de lettres aux œuvres des auteurs romans. Ainsi, après les triomphes scéniques d'*Adolphe et Clara*, de *Clara Souverain*, de *la Meunière du Puy-de-Dôme*, des *Deux Forçats*, *le laboureur*, on a vu paraître sous les mêmes titres des romans et des divers drames. Personne n'a songé à s'en plaindre; ce n'est qu'une transformation qui ne créait aucun préjudice.

» ... Dans l'espèce, M. de Musset, qui a vendu *Monsieur de* à un article de journal, ensuite comme faisant partie d'un recueil intitulé *traits des originaux du dix-septième siècle*, voudrait aujourd'hui que sa pièce soit jouée comme pièce de théâtre! Or, il faut savoir que M. de Musset a vendu sur le sujet de sa *Nouvelle*, qu'il a trouvé dans Saint-Simon.

» ... Ce procès, dit en terminant M^e Dupin, est dû à la Société des lettres, dont l'institution primitive a eu pour objet d'assurer une juste indemnité pour la reproduction de leurs œuvres, justifiée avec effronterie par certains journaux. Quelques feuilles quotidiennes ont même été, sous prétexte de rendre compte des ouvrages, jusqu'à reproduire presque en totalité. Mais ici il n'y a point eu copie ni reproduction et importante; on ne peut appliquer à la cause cette sorte de justification, que la Société avait, dans son principe, le dessein d'interdire, soumettant à un grand jury littéraire, mais auquel elle-même n'avait point renoncé. »

M^e Duval prend la parole pour M. Paul de Musset.

Après avoir développé divers termes de comparaison, il conclut que les couplets malgré lesquels, suivant lui, le vaudeville a réussi, n'est qu'une reproduction de l'ouvrage de M. de Musset, et qu'il réclame 2,000 francs de dommages-intérêts et la reconnaissance du collaborateur et co-propriétaire de la pièce.

M. Pécourt, avocat général, reconnaît, avec la jurisprudence de la Cour de cassation et de la Cour royale de Paris, que lorsque la reproduction est importante, le plagiat n'est justiciable que de l'opinion publique. Dans le cas de reproduction notable et importante, il y a contrefaçon. Toutefois il pense que l'allocation de 300 fr. est suffisante.

Conformément à ces conclusions, et après une heure de

on de la pièce, alors qu'il savait qu'elle devait se jouer,
droit à réclamer pour le passé [103].
me raison qu'un auteur ne peut faire jouer une pièce
iment de son collaborateur, une pièce admise à la re-
du consentement des deux collaborateurs ne peut être
nt retirée que de concert et du consentement des
[43].
mis que le droit des auteurs d'une œuvre collective

deux appels, adoptant les motifs des premiers juges, confirma
Tribunaux et le Droit, 4 et 5 juillet 1839, 27-28 janvier 1840.)

num, opéra. — MM. Gabriel et Eugène de Mirecourt contre
et Félicien David. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). —
in 1859. M. Benoit-Champy, président. — M^e Frédéric Tho-
de MM. Gabriel et Eugène de Mirecourt ; M^e Nouguiér, avo-
Méry et Félicien David. — M. Ducreux, avocat impérial (con-
formes.)

el et Eugène de Mirecourt ont fait recevoir, en 1849, au théâtre
saint-Martin, un drame lyrique, dont M. Félicien David avait
usique et qui portait pour titre : *la Fin du Monde ou le Juge-*
Les désastres du directeur de ce théâtre en empêchèrent la re-

s'adressèrent alors à M. Méry et passèrent à ce sujet un écrit
libellé :

conditions où se trouve actuellement, au point de vue du théâ-
intitulée *la Fin du Monde ou le Jugement dernier*, MM. J. Ga-
ne de Mirecourt autorisent MM. Méry et Félicien David à dis-
ouvrage comme ils l'entendront. M. Méry se charge d'en tirer
ouvelle ; il reste maître de la collaboration et pourra même
il le juge convenable.

ôté, MM. Méry et Félicien David accordent par le présent à
t Eugène de Mirecourt, à chacun un sixième des droits d'au-
de billets de la susdite œuvre, pour rémunération de la part
à l'idée première.

ruple à Paris, le 1^{er} juillet 1852.

LICIEIN DAVID, MÉRY, EUGÈNE DE MIRECOURT. »

ur, M. Méry écrivait à M. de Mirecourt.

« Paris, ce 1^{er} juillet 1852.

ami, je vous accepte pour seul collaborateur dans la nouvelle
s allons tirer de *la Fin du Monde*, et vous signerez seul le
noi.

a affectueusement dévoué,

» MÉRY. »

est égal ; qu'un collaborateur ne peut rien faire sans l'autre, ce principe est appliqué dans tous les cas la collaboration des auteurs est nécessaire.

Autorisation de changement et de coupures. — Autorisation donnée à un directeur de faire des coupures ou des changements dans une pièce par un seul collaborateur ni l'autre [78].

Vente du manuscrit. — La vente du manuscrit à un

La pièce fut remaniée plusieurs fois par M. Méry seul sans la faire jouer, bien qu'elle eût été répétée trois mois au Théâtre-Français depuis par trois directeurs successifs de l'Opéra. M. Fournier songea alors à charger d'un nouveau travail de remaniement un collaborateur, M. Hadot, receveur des finances à Pontoise. Celui-ci refondit le manuscrit et le remit à M. Méry, qui le revit encore. De cette dernière opération sortit le libretto qui fut présenté et reçu à l'Opéra.

Des difficultés s'étant élevées au moment du partage des droits, les auteurs réclamèrent l'arbitrage de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, qui rendit, à la date du 4 février 1859, une sentence arbitrale dont les dispositions sont ainsi conçues :

« En ce qui touche l'exécution de la convention du 1^{er} juillet 1852, les droits de Gabriel de Mirecourt ;

» Vu la convention du 1^{er} juillet 1852, enregistrée, par laquelle Gabriel de Mirecourt ont cédé la disposition de l'œuvre primitive à Félix Méry, moyennant l'abandon que leur faisaient ces derniers de (un sixième pour chacun) des droits en argent et en billets de banque sur l'ouvrage ;

» Attendu que les droits de Gabriel et de Mirecourt dans l'œuvre (*d'Herculanum*) seront pour chacun d'un sixième en argent et en billets de banque ;

» En ce qui touche la prétention de Mirecourt, d'être nommé directeur de l'œuvre ;

» Attendu que, si Méry, seul maître de la collaboration, aux termes de la convention du 1^{er} juillet 1852, a concédé ce droit à de Mirecourt, de Mirecourt a déclaré devant nous ne pas vouloir en profiter ;

» En ce qui touche Félicien David, Méry et Hadot ;

Attendu qu'Hadot, appelé par Félicien David lors du remaniement de l'œuvre, et accepté au moins tacitement par Méry, a travaillé seul et réclame ainsi avec raison le titre et les droits de collaborateur ; qu'après l'attribution faite à Gabriel et de Mirecourt par la convention du 1^{er} juillet 1852, de deux sixièmes de la totalité des droits, attribués à l'œuvre et garantie également par MM. Félicien David et Méry, tous deux parties à ladite convention, il ne reste disponible que quatre sixièmes des droits ; que, près les usages constants, la moitié des droits appartient à l'auteur du poème, qu'ainsi deux sixièmes doivent être attribués à Félicien David, et les deux autres sixièmes partagés d'après l'usage, e

...imer la pièce n'est valable qu'autant que tous les
...y sont consentants [104].

— Si un auteur fait jouer sous un titre différent la
...presque exacte d'une pièce qu'il a faite en collabo-
...scènes soient les mêmes, qu'il se soit enfin appro-
...son collaborateur, l'auteur lésé a droit au bénéfice,
...sa part du produit des représentations de la pièce,
...lui alloue en outre des dommages-intérêts [105].

...rogeant, également entre les auteurs des paroles; soit un
...ry, un sixième pour Hadot;
...uché la prétention d'Hadot d'être nommé sur la brochure et

...si ce droit est incontestable, comme conséquence forcée de
...l'exercice en est modifié dans l'espèce par la convention du
...qui régissait la collaboration quand Hadot y est entré;
...ou du dû connaître cette convention dont il ne paraît, par
...e, que Méry se soit départi, qu'ainsi Hadot ne pourrait
...l'être nommé que du consentement de Méry.

...a convention du 1^{er} juillet 1852, enregistrée, continuera d'être

...conséquence, que Gabriel et de Mirecourt toucheront chacun
...totalité des droits en argent et en billets;

...é à de Mirecourt et aux parties de la déclaration par lui
...e, qu'il n'entendait pas user du droit de se faire nommer sur
...chure, droit qui lui avait été concédé par le titre de Méry
...illet 1852;

...adot a droit au titre et au bénéfice de la collaboration;

...quencé, sur les quatre sixièmes des droits en argent et en
...nt à partager, il aura droit à un sixième, que Méry aura éga-
...in sixième et que les deux autres sixièmes appartiendront à

...adot ne pourra être nommé sur l'affiche et la brochure que
...t de Méry... »

...illet 1852 avait été rédigé par M. Eugène de Mirecourt,
...en eût pas fait mention, entendait constituer un droit égal
...collaborateurs. MM. Méry et Félicien David ne le comprirent
...prétèrent différemment la sentence de la Commission, en
...Gabriel et de Mirecourt leur part dans le prix de la vente du
...artition. C'est dans ces conditions que ces deux derniers au-
...ent, devant le Tribunal civil de la Seine, une instance à l'ef-
... connaître le droit qui leur était né.

...Thomas, avocat de MM. Gabriel et Eugène de Mirecourt, ex-
...la cause. « Il ne s'agit, dit-il, que de l'interprétation et de
...jugement prononcé par la Commission des auteurs drama-
...mission, sans doute, a raisonné ainsi : Si Gabriel et de Mire-

Droits qu'entraîne la collaboration.

Le seul fait par le Tribunal de déclarer un auteur d'une pièce investit cet auteur du droit de participation proportion de la part qui lui incombe, à tous les av

court ne sont pas les collaborateurs de Félicien David et de droit à rien. S'ils sont, au contraire, les collaborateurs, ils ont c'est-à-dire qu'ils ont droit à tous les droits de la collaboration ceux dont ils se seront volontairement dépouillés. Et suivant la Commission des auteurs repoussa toutes les prétentions de Félicien David, et elle accorda à Gabriel et à de Mirecourt tout ce qu'ils demandaient. Or, que demandaient-ils? Chacun un sixième des droits en argent et en billets. Méry et Félicien David se sont arrêtés en chemin et ont ainsi interprété la sentence de la Commission : Nous donnerons à Gabriel et à de Mirecourt leur part sur les recettes des représentations et sur le produit des ventes, mais voilà tout. Quant au prix de la vente du poème et de la part de Gabriel et de Mirecourt n'ont rien à y prétendre, et nous nous en réservons l'entier bénéfice. Et M. Méry a dit : « Ce ne sont pas des collaborateurs, ils sont des indemnisés. »

» Tout le procès est là. Gabriel et de Mirecourt sont-ils les collaborateurs de Félicien David et de Méry ?

» Or, si les auteurs dramatiques ont décidé ce fait de collaboration, conviendrez, messieurs, que mon confrère et moi aurions bien le droit de le remettre sur le tapis ; car enfin, il est impossible de trouver des gens plus compétents et plus aptes à résoudre de pareilles questions.

» Contester la décision des auteurs dramatiques sur un fait de collaboration dramatique, ne serait-ce pas imiter certain avocat-général sur un point de médecine légale, voulait faire prévaloir son avis sur l'avis unanime de huit médecins ? — A quoi notre procureur général, alors bâtonnier de notre ordre, répondait avec autant de finesse que de sens : « Il s'agit ici d'un point de médecine légale : huit médecins ont dit oui, et un a dit non ; mais M. l'avocat-général a dit non, et c'est non. » et remarquable, sont du même avis ; mais M. l'avocat-général a dit contraire, et cela lui suffit pour vouloir que l'on accepte son avis.

» S'il s'agissait d'une question de droit, et que huit jurisconsultes aient dit oui, et un ait dit non, vous dire : « Voilà notre avis unanime, tel est le sens de la loi, nous l'adoptons tous cet avis ; et si pourtant le plus grand jurisconsulte de la Belgique venait nous dire : « Vos jurisconsultes se trompent, » vous dire : « Tâchez-moi le poulx, docteur, et parlons-en. »

» Voilà notre situation à mon confrère et à moi. Parlons, messieurs, de la collaboration, et non de la fièvre ! Nous n'avons pas à discuter une question résolue par les auteurs et compositeurs dramatiques. »

Parlant ensuite du principe de la collaboration, M^e Frédéric Bouteiller a dit ainsi :

.... « Quels sont les juges doués d'assez de perspicacité, d'assez de

sions de cette pièce ont pu produire depuis la présentation, notamment à la part des billets d'auteur ; l'auteur a renoncé à cette dernière part, il ne s'ensuit que l'auteur soit privé de ce droit [106].

Le droit d'être nommé. — Le collaborateur a égale-

toutes les transformations de la pensée, et peut-être toutes les transformations de cette fusion intellectuelle ?

se marient dans la même œuvre, deux rivières s'unissent, et qui pourra distinguer les eaux de chacune après le con-

racles de la mythologie pour que le fleuve Alphée traverse la mer sans que ses eaux intacts et fidèles. Quand la statue d'Aréthuse du fondeur, dites-moi ce qui était le plomb, l'étain, le cuivre, le plus que de l'airain et une statue debout, voilà tout. Deux statues se rencontrent, deux cailloux s'entre-choquent, décidez auquel des deux appartient l'étincelle qui en jaillit, je vous en défie. Un collaborateur ne peut revendiquer que ce qu'il apporte, mais encore tout ce qu'il ne peut empêcher. Et les collaborateurs par réduction, par renouveau, sont pas les moins précieux, témoin ce mot ingénieux et vrai de M. Scribe : « Ce qu'on retranche dans une pièce est le plus précieux. »

que sans la conscience des collaborateurs, le jugement des collaborateurs marcher qu'à tâtons. Rien de plus facile que de démarquer, comme on démarque un mouchoir.

une idée première lorsqu'elle est livrée à cette communauté pourrait en suivre les évolutions ? Qui pourrait dire la dis-continuité et l'espace qu'elle franchit ? Calculez donc l'imprévu. C'est une histoire connue de tous les gens de lettres que l'idée première appartient à M. Dupin, avait onze ans, et n'était réduite à trois en passant par les mains de M. Scribe, devenue le plus court et le plus joli des vaudevilles. M. Scribe, était un long mélodrame en cinq actes dans le genre de M. Francis Cornu.

Journal tout récent, nous lisons cette histoire signée par M. Scribe. C'est l'histoire de sa première pièce. Il porte un mélodrame en cinq actes, intitulé *l'Éruption du Vésuve*, à M. Benjamin Antier. M. Scribe, à force d'espérer toujours, lorsque, après des années d'attente de ses collaborateurs l'avis que son *Éruption du Vésuve* allait être joué ; on l'invite à la répétition générale ; il accourt, on ne le reçoit pas ; l'orchestre ; Antier n'était pas encore arrivé. On commence à lui décrire ses impressions d'auteur :

mon mélodrame se passait à Naples, au moyen âge. Mon héros était Manfredi, mon héroïne Anita. Quand la toile fut levée, on vit une forêt d'orangers, mes madones et mes lazzarones ? Je vis un poulage, des ballots et des garçons de recette. J'attendais Manfredi. M. Gustave. J'assistais à l'exposition d'un drame intime, moderne et ayant pour cadre la rue du Bouloi.....

ment droit d'être nommé sur l'affiche [96, 106], à moins qu'il ne soit fait, par stipulation, l'abandon de ce droit [83, 96], et que le nom patronymique de toute personne est inaliénable et inscriptible, c'est uniquement dans un intérêt de famille et de public; mais le nom d'auteur ou de co-auteur d'ou-

» Je m'expliquai alors l'absence de M. Antier; on répétait une autre pièce avant mon *Éruption du Vésuve*. J'écoutai donc le premier acte.

» M. Antier arriva enfin et me demanda si l'acte a bien marché. — Je répondis qu'on a commencé par un autre ouvrage. — Du ton d'un homme qui se moque. C'est bien votre pièce qu'on répète. J'ai un peu changé l'acte, mais vous vous reconnaîtrez tout à l'heure.

» Je restai confondu. Au deuxième acte, en effet, je retrouvai dans M. Gustave, ma princesse dans la fille de l'entrepreneur. Mais, au lieu d'une fête à Pertici, je voyais un bal donné. Qu'était donc devenue mon éruption, qui, éclairant tout à coup, amenait une si terrible fin d'acte? — Comment l'allait-on terminer? — Tout simplement par un feu d'artifice tiré dans le jardin.

M. Frédéric Thomas examine ensuite les divers faits qui me concernent, puis il continue :

» Que nous reste-t-il à examiner maintenant? Rien que ce qui concerne le collaborateur d'un opéra a droit de participer au prix de participation, en d'autres termes, si MM. Gabriel et de Mirecourt doivent à leur part de bénéfices dans la vente du poème et dans la partition.

» Hâtons-nous de dire que cette question n'en fut jamais une pour le plaisir de vous lire une lettre de M. de Mirecourt. Je vais citer son opinion à cet égard.

» La lettre est adressée par M. Scribe à M. Coulon, qui a écrit l'avant de M. Scribe et le bonheur d'être son ami :

« Paris, ce 1^{er} avril,

» Mon cher ami,

» Je ne comprends pas la question que vous m'adressez : la seule manière de définir les droits d'auteur : j'entends par là que l'ouvrage dramatique peut rapporter à ses auteurs.

» A tous les théâtres ces droits se composent du prix des représentations à Paris et en province,

» De la vente du manuscrit,

» Des entrées personnelles et des billets.

» Et lorsqu'il s'agit d'un opéra ou d'un opéra-comique, il y a en outre le droit que l'auteur ou les auteurs des paroles ont sur la partition, qui est fixé au tiers du prix; voici pourquoi :

» C'est que, au-dessus de la musique gravée, on grave les paroles, et que l'opéra n'existerait pas, et qu'en vertu de la loi de 1793,

ntifiques, en tant qu'il s'applique à ses œuvres, en est et participe au caractère légal qu'elles comportant riorité purement privée ; par conséquent il est suscep- elles de toute espèce de stipulation et peut être omis si cela a été convenu entre l'auteur et son co-auteur. »

ou graver des paroles sans le consentement, par écrit, des moi, président honoraire à vie de la Commission des auteurs depuis plus de trente ans que je fais des opéras, je n'ai vu con-
ez vous adresser à Mélesville, notre président actuel, qui vous i que tous nos confrères, l'exactitude de ces renseignements.
dévoué, EUGÈNE SCRIBE. »

ette lettre se trouve le certificat suivant :
ue le droit et l'usage confirment l'explication donnée ci-dessus
et jamais il n'y a eu de difficulté sérieuse à cet égard.
MÉLESVILLE. »

Thomas, après avoir rappelé les titres littéraires de ses clients,
collaboration tous les auteurs se valent. Elle fait l'égalité entre
alité dans le partage, c'est précisément la dignité et l'honneur
s intellectuelles.
avid et Méry ont méconnu ce principe. Personne n'admire
le compositeur de *la Perle du Brésil* et d'*Herculanum*, mais
tra bien, nous l'espérons, de lui citer un grand compositeur
d musicien qui trace la conduite dans les rapports des colla-
e eux.

ait demandé à M. Mélesville un poème ayant un côté fantas-
ne où vint se mêler cet élément surnaturel qui fait mouvoir la
mandeur dans *Don Juan*.

écrivit le poème, Hérold en composa la musique, et quand
ous les deux, musicien et poète, allèrent porter leur œuvre au
Opéra-Comique.

lu, la musique entendue, le directeur prit Hérold à part et lui
çois votre musique, mais je refuse le poème ; ne vous inquiétez
ne charge de tout, je commanderai un autre *libretto*, et tout

ussa les épaules, et, regardant le directeur avec surprise :
alez-vous dire ? lui répondit-il, que parlez-vous de partition et de
a ni paroles ni musique, il y a un opéra ; il y a une œuvre
refuser les paroles, c'est refuser la musique, c'est tout refuser ;
out.

le musicien alla donner la bras à l'auteur, et tous deux se reti-

jours plus tard, le directeur venait supplier Hérold de vouloir
er cette œuvre, emportée avec tant de hauteur.

M. Auguste Maquet contre M. Alexandre Dumas. [C
Tribunaux et le Droit, 4 février 1858].

Lorsque des stipulations de cette nature ont lieu, l
du théâtre, qui a eu nécessairement connaissance de c
tions, ne peut point, par sa propre volonté, changer

» Cette pièce, c'était *Zampa*; elle eut le succès inépuisable
vez, car (ceci est moral et consolant à la fois), dans les arts com
choses, l'honnêteté porte bonheur. Et quand, par hasard, les
blient, vous êtes là, messieurs, pour le leur rappeler.»

M^e Nouguié cherche à établir que MM. Méry et Hadot n'ont
spirer de l'idée première de l'œuvre, qu'ils n'en ont pris que
situations communes, banales et que la Commission des auteurs
jugé que MM. Gabriel et de Mirecourt étaient non des collabo
des indemnisés.

L'avocat résumant son argumentation sur ce point, soutient
emprunté qu'une chose au poème primitif, c'est l'idée prem
Jugement dernier il n'eût pas songé à faire *Herculanum*; mai
deux ouvrages, ils n'ont entre eux aucune ressemblance: il
qu'on trouve dans tous les deux un double amour et une vis
mais le double amour est un des plus vieux ressorts du théâtre
Euripide, dans Sénèque, Racine, dans deux ou trois cents dran
dies. La vision magique n'est pas non plus une invention ori
une vision magique dans *Zémire et Azor*; il y en a une dans la
Mais quand même ces deux scènes auraient été produites da
entièrement originale, le seul droit qu'aurait l'auteur primitif,
pruntait sans son autorisation pour en orner une œuvre quelc
de faire condamner comme plagiaire l'emprunteur, de lui récl
dennité, mais non un droit de collaboration.

M^e H. Nouguié analyse ensuite la convention du 1^{er} juillet
tache à démontrer qu'elle ne confère à MM. Gabriel et de Mire
droit limité au produit des représentations et de la vente des b
simple rémunération, mais non un droit de collaboration. Il es
par M. le président qui déclare la cause entendue.

M. l'avocat impérial Ducreux conclut au rejet de la demande

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le drame intitulé *la Fin du monde* n'a aucu
rapport ni dans l'idée principale, ni dans la plus grande parti
avec l'opéra d'*Herculanum*, et que ni Gabriel, ni Jacquot dit
ne peuvent être considérés comme co-auteurs ou collaborateurs
opéra;

» Attendu, d'ailleurs, que les droits qui peuvent appartenir
Jacquot dit de Mirecourt, relativement au drame intitulé *la Fi*
ont été réglés et limités par des conventions verbales faites
Méry au mois de juillet 1852, et qu'ils ne peuvent rien réclamer
avantages qui leur ont été attribués par lesdites conventions;

» Par ces motifs;

» Déclare Gabriel et Jacquot dit de Mirecourt, mal fondés en
demandes, fins et conclusions, les en déboute et les condamne a
(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 10 et 11 ju

tées d'un mutuel accord par les véritables intéressés, dans un sens contraire à ces résolutions [83].

Actions devant les Tribunaux.—Lorsqu'une pièce a deux auteurs, qu'un seul fait l'assignation devant le Tribunal, l'auteur qui n'est pas mis en cause ne peut réclamer sa part d'un dédit

Tannhäuser. — M. Lindau contre M. Richard Wagner. — Tribunal civil (1^{re} chambre). — 6 mars 1861. — M. Benoit-Champy, président; M^{re} Marie, avocat de M. Lindau; M^{re} Émile Ollivier, avocat de M. Richard Wagner; M^{re} Durier, avocat de M. Roche. — M. Perrot, substitut du procureur impérial.

M. Richard Wagner est à la fois auteur des paroles allemandes et de la musique de *Tannhäuser*. Il est arrivé à Paris, en 1859, avec le désir de faire connaître ses œuvres pour le public et pour lui-même. Exilé à Zurich, il avait vu que ses opéras avaient obtenu un grand succès en Allemagne; mais il ne les avait pu représenter. Une fois à Paris, il chercha un librettiste et rencontra M. Roche, un ancien élève du Conservatoire, qui avait quelque poésie, mais qui ne savait pas l'allemand. M. Roche s'adressa à M. Lindau, son ami, et il fut convenu que celui-ci ferait une traduction mot à mot, que M. Roche mettrait en vers. Le travail fut fait, mais M. Lindau ne le livra pas à M. Richard Wagner, qui, se joignant à MM. Roche et Lindau, se fit livrer eux le livret. Le récitatif était traduit en vers blancs et les airs en vers rimés.

Un prospectus fut remis au directeur de l'Académie impériale de musique, sur la couverture : *Tannhäuser*, opéra romantique en trois actes, de Richard Wagner, traduit par Edmond Roche et Richard Lindau. M. Albert déclara que la traduction en vers blancs était inadmissible, et que le livret, qui fut confié à M. Nuitter, chargé de remplacer les vers des opéras, devait être rimé et de modifier le rythme. M. Lindau revint le travail, le refit en grande partie, et le livret, accepté cette fois, fut représenté.

M. Lindau, avocat de M. Lindau, ne nie pas les droits de MM. Nuitter, Roche et Wagner; mais il soutient que si une traduction n'est point une création, cependant elle constitue un droit de collaboration, qui donne à l'auteur le droit de voir son nom figurer sur l'affiche et sur le livret. On lui objecte que la part de chacun des collaborateurs dans ce travail est reconnue à tous un droit de même nature, pourvu que la collaboration ait été sérieuse et profitable.

M. Ollivier, avocat de M. Richard Wagner, examine les conséquences qu'il faut tirer des faits. « Je suppose, dit-il, qu'aucune convention n'ait été intervenue entre M. Wagner et M. Lindau, que M. Lindau n'aurait simplement travaillé avec M. Wagner et M. Roche, et que le travail n'aurait été refusé. Dans cette hypothèse, M. Lindau serait-il collaborateur dans le sens familier et usuel, je l'accorde; collaborateur dans le sens légal, je le nie.

Une œuvre musicale, en effet, quelle part doit être faite à la traduction? Le coup sûr la musique l'emporte, dans un opéra, sur le poème, cela

stipulé. Celui qui réclame n'a droit qu'à la moitié de ce d

Intermédiaire de collaborateurs.

Le cas s'est présenté où deux auteurs se sont adressés pour être mis en relation avec un autre auteur ; ils s'en

est hors de contestation. Mais dans le livret même, ce qu'il faut ce sont les situations, c'est le développement des scènes, c'est dont elles sont conduites, et si je voulais citer un exemple, je rap magnifique opéra des *Huguenots* ; ce qui frappe évidemment dans M. Scribe, c'est la donnée heureuse, c'est l'action beaucoup plus q La traduction est donc forcément quelque chose de très-subalterne les Tribunaux n'ont hésité à déclarer que le traducteur n'avait pa qui appartiennent à l'auteur, au créateur de l'œuvre.

» Rarement les procès de ce genre vont à la Cour de cassatio pourtant la Cour suprême a été appelée à se prononcer. Il s'agit *Fille du régiment*. Cet opéra avait été donné à l'Opéra-Comique. Le directeur à Londres, le traduisit en italien et le fit représenter. D tard directeur du Théâtre-Italien à Paris, il voulut faire jouer la pi théâtre. Les héritiers de Donizetti et M. Bayard, auteur des pa çaises, firent un procès. M. Lumley soutint que sa traduction le fa borateur de M. Bayard, il admit la demande des héritiers de Don il prétendit que le droit de M. Bayard n'était pas absolu et qu'il tager avec lui. Le Tribunal et la Cour impériale repoussèrent sa et la décision fut confirmée par la Cour de cassation. »

M^e Émile Ollivier, après avoir cité les termes de l'arrêt et un rapport de M. le conseiller Hardouin, continue :

« Voici la doctrine consacrée par la Cour suprême ; cette doctri pose pas que le traducteur soit collaborateur de l'œuvre plus qu raient les machinistes, les musiciens de l'orchestre et les chanteu

» Ce qui est vrai, c'est que M. Wagner, auteur des paroles et que, s'est adressé pour faire traduire son œuvre à des personnes fourni non leur collaboration, mais leur assistance, M. Nutter e ne sont pas plus collaborateurs que M. Lindau. M. Nutter n'a *Tannhäuser*, comme dans *Obéron*, introduit des scènes créées par fait que mettre des paroles françaises sous des paroles allemandes

M^e Émile Ollivier s'attache à démontrer que le travail de M. peut lui donner droit qu'à une rétribution pécuniaire que M. W pouvoir fixer à 1,000 fr., mais qu'il laisse au Tribunal le soin d'a haut, s'il le croit équitable.

» En résumé, dit-il en terminant, je ne puis admettre qu'un dont l'œuvre, comparée à celle de l'auteur, est insignifiante, puq quer un droit de collaboration ; autant vaudrait admettre que le c le flûtiste qui a fait modifier un trait de la partition est le colla compositeur. Donnez à M. Lindau la rémunération qu'il vous pa de lui accorder, mais n'obligez pas M. Richard Wagner à accepti laborateur un homme qui a mal travaillé à une mauvaise traduct

ers, pour leur avoir procuré cette collaboration, à lui
r une part de leurs droits sur une pièce au sujet de la-
passé un traité entre ces trois collaborateurs. La pièce
n'ayant pas été faite, le Tribunal déclara que le de-
'avait rien à prétendre sur les autres pièces qui décou-

avocat de M. Edmond Roche, demande purement et simplement
de cause de son client, en déclarant que celui-ci s'en rapporte à
de M. Wagner.

ait du procureur impérial conclut en ces termes :

u demande à voir son nom figurer sur l'affiche et sur le livret
Tannhäuser. Il prétend que la loi et la jurisprudence lui assu-
parce qu'il a concouru à une traduction du poème. Est-ce la
l'œuvre qu'il revendique, ou prétend-il seulement être indiqué
des traducteurs de *Tannhäuser* ? Dans ce dernier cas, je com-
préhension puisse être fondée ; je comprends que le droit mo-
e refuse pas aux décorateurs et aux machinistes puisse lui être

un droit de collaboration qu'il s'agit ? Vous savez ce qui s'est
urs ; vous connaissez le rôle de chacun. On a fait une première
ais une traduction mauvaise et pleine de contre-sens, quoique
it au nombre des traducteurs, et cette traduction a été refusée.
l'intervenu entre les parties des conventions qui devaient ré-
ation respective ? Il est assez difficile de le savoir, surtout en
attitude de M. Roche. La traduction primitive a-t-elle été com-
placée par celle de M. Nuitter, ou bien a-t-elle puissamment
actuelle ? Dans le premier cas, la prétention de M. Lindau doit
; dans le second, elle doit être repoussée. Mais sur ce point
semble que la lumière n'est pas faite. Nous croyons qu'il se-
e Tribunal ordonnât la comparution des parties. »

— « Le Tribunal, — Attendu qu'il est constant que Lindau a
Ed. Roche à la traduction des paroles de l'opéra du *Tannhäuser*,
Wagner est l'auteur ; mais qu'il résulte des documents du
amment des déclarations faites au nom de Roche lui-même, que
uel il s'est livré n'a point été agréé par la direction de l'Opéra,
e a dû être refaite presque entièrement ;

es ces circonstances, la traduction faite par Lindau peut lui
oit légitime à une rémunération de la part de Wagner, que
eurs, ne conteste pas ; mais qu'elle ne peut lui attribuer, non
Roche qui déclare formellement ne pouvoir le revendiquer, le
ander que son nom figure en qualité de collaborateur soit sur
sur le libretto ;

que le Tribunal n'a pas, quant à présent, les éléments néces-
apprécier l'importance de la rémunération due à Lindau ;

notifs :

e hors de cause ;

indau mal fondé en sa demande ;

ute ;

ve ses droits contre Wagner pour obtenir la rémunération qui
le condamne aux dépens envers toutes les parties. »

des Tribunaux, 7 mars 1861, et le Droit, 7 et 8 mars 1861.)

laient de cette collaboration et qui d'ailleurs n'avaient faites exclusivement par les deux auteurs avec le trois

Collaboration avec les directeurs de théâtre

Pour clore ce chapitre, il n'est pas inutile de rappeler les termes des traités entre la Commission et les adm

[100] *La Jeunesse de Goethe*, drame lyrique. — M. Blaze de Bury, héritiers de Meyerbeer. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre) 28 août 1868. — M. Benoit-Champy, président. — M^{re} Jules Bury, avocat de M. Blaze de Bury ; M^{re} Crémieux, avocat des héritiers Meyerbeer. — M. Chevrier, avocat impérial.

Meyerbeer a laissé des cahiers manuscrits contenant ses pensées, morceaux inachevés, et compositions musicales. Une clause de son testament prescrit formellement à sa veuve et à ses héritiers de sceller tout dans un coffre spécial et de les brûler, dans le cas où aucun d'eux ne montrerait d'aptitude pour les compositions musicales ; il y a dans ce testament, d'exception que pour *l'Africaine*. M. Blaze de Bury, auteur d'un drame intitulé *la Jeunesse de Goethe*, soutient que ce drame, composé, pour un acte de sa pièce, — le seul acte de cette œuvre lyrique, — une partition complètement achevée et que la représentation a été arrêtée entre lui et le compositeur. Comme collaborateur, il demande au Tribunal de reconnaître ses droits et d'ordonner que, malgré le testament, *la Jeunesse de Goethe* soit représentée avec la musique de Meyerbeer.

Telle est, en substance, l'objet de cette cause délicate, dont il est difficile de publier *in extenso* les plaidoiries pour en bien faire saisir les nuances ; mais le compte rendu des débats remplit dix à onze volumes. *Droit et une si grande extension ne permet pas de les reproduire en entier*, qui doit se borner, malgré l'importance de cette affaire, au jugement rendu par le Tribunal.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le testament de Meyerbeer contient l'ordre formel de déposer dans un coffre spécial, avec défense expresse de livrer à d'autres personnes, petits-enfants, dans certaines conditions et sans exception, les manuscrits contenant ses pensées, esquisses, morceaux inachevés, compositions non publiées au moment de son décès ;

» Attendu que cette expression de dernière volonté porte l'empreinte d'une préoccupation tellement respectable, qu'il faudrait que les preuves d'une volonté contraire fussent bien évidentes, et que le droit à en modifier les conséquences fût bien établi pour qu'il puisse être permis d'y porter atteinte ;

» Attendu que la convention dont se prévaut le demandeur n'a pas un caractère suffisamment ferme et définitif pour servir de base à une condamnation judiciaire ;

» Qu'il résulte de la correspondance de Meyerbeer avec Blaze de Bury que ce dernier n'avait fourni que de vagues indications au sujet de la composition d'un acte seulement devait être accompagné de musique, et que la ladite correspondance s'est arrêtée entre le poète et le compositeur, Meyerbeer hésitant encore sur certaines combinaisons musicales ou sur la réserve de les modifier ;

il est interdit aux sociétaires de faire aucune pièce en commun avec le directeur d'un théâtre sur lequel la pièce a été jouée, à moins qu'une autorisation formelle de la part ait été obtenue à cet effet [95].

que Blaze de Bury ne peut pas davantage se prévaloir d'une collaboration de fait qui aurait existé entre lui et Meyerbeer, de ce fait résulter en sa faveur un droit de co-propriété sur une œuvre indivisible;

et, s'il peut être juridiquement admis que le poème et la musique ne constituent pas deux propriétés distinctes et indépendantes, mais qu'une seule et indivisible propriété, ce principe n'est valable que lorsque le travail du poète et celui du musicien se composent d'un échange d'idées et d'inspirations, sans lequel l'ensemble ne pourrait avoir d'existence;

qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce, où le drame existe indépendamment de tout accessoire musical, et où la partition elle-même est telle qu'elle est indépendante de l'œuvre dramatique, qu'il apparaît encore de la contradiction que le texte de cette œuvre n'a jamais été connu du compositeur;

enfin, qu'en laissant s'écouler plusieurs années avant d'introduire la pièce, Blaze de Bury semble avoir compris combien, en l'état où il était impossible de contraindre Meyerbeer vivant à se dessaisir de son œuvre destinée à rester sa propriété personnelle, et combien, à sa mort, il est impossible aujourd'hui d'y contraindre ses héritiers, indépendamment de ses dernières volontés;

et, motifs, Blaze de Bury mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

(Le Droit, 25, 27, 28 et 29 août 1868.)

de la Débutante. — Les héritiers Bayard contre M. Gaspari, au Théâtre Beaumarchais. — Tribunal civil de la Seine (4^e chambre), 24 avril 1853. — M. Lepelletier d'Aulnay, président. — M^e Paillet, avocat des héritiers Bayard; M^e de Benazé, avoué de M. Gaspari.

Le directeur de théâtre peut-il représenter une œuvre dramatique due à deux auteurs lorsqu'un des auteurs y consent et que l'autre refuse? Telle était la grave question soumise au Tribunal. Les héritiers du *Père de la Débutante*, MM. Bayard et Théaulon étaient les seuls héritiers étaient devenus propriétaires de l'œuvre.

M. Gaspari, directeur du Théâtre-Beaumarchais, voulant faire jouer cette œuvre pour la première fois, en 1836, au Théâtre des Variétés, obtint le consentement aux héritiers des deux auteurs. Les héritiers refusèrent par le motif que cet ouvrage ne pouvait être représenté au Théâtre Beaumarchais, et que d'ailleurs il était question de le jouer au Gymnase, où le talent des acteurs et les habitudes du public étaient de meilleures conditions de succès. M^{mes} Théaulon donna son assentement.

Les héritiers Bayard, voyant la pièce annoncée malgré leur refus, signifèrent à M. Gaspari des défenses formelles. Ces défenses furent réitérées le

§ 2. — Indivisibilité en matière d'œuvres dramatiques

Indivisibilité de la co-propriété d'un auteur dramatique

La co-propriété d'un auteur dramatique dans une œuvre est indivisible.

lendemain, à l'heure de la représentation, et en vertu d'une ordonnance du Tribunal, il fut procédé à la saisie d'une somme de 1,000 francs, montant de la recette, déduction des frais.

Le jour suivant, M. Gaspari se présenta en référé, produisit un acte de M^{me} Théaulon, et le Président, jugeant qu'en cet état, il y avait lieu de faire juger le désaccord existant entre les représentants des deux parties, donna main-levée de la saisie et renvoya les parties au principal.

Au Tribunal, M^e Paillard de Villeneuve, avocat des héritiers Bayard, rapporta une lettre de M^{me} Théaulon déclarant qu'elle n'était pas d'accord avec son consentement si elle eût su que les héritiers Bayard refusaient de reconnaître qu'en droit il n'y avait pas de cession possible d'une œuvre indivise si tous les auteurs ne donnaient leur consentement ; qu'un seul des auteurs suffisait pour rendre nul le consentement de son collaborateur ; qu'en fait le refus des héritiers Bayard était suffisant pour la nature même du théâtre sur lequel on voulait transférer la pièce faite pour une autre scène, et dont la reprise pouvait entraîner la chute.

M^e de Benazé, pour M. Gaspari, soutint, en fait, que le consentement de M^{me} Théaulon l'avait été en toute liberté et en vertu de son acte. Au fond du procès, il soutint que du moment où l'indivision ne peut exister entre les co-auteurs par une licitation impossible, il faut reconnaître que les auteurs ont le droit de tirer profit de l'œuvre commune, et que la perte de l'un d'eux ne peut dépendre de l'un d'eux de priver son collaborateur de sa part de l'œuvre. Selon lui, M^{me} Théaulon pouvait faire représenter sa pièce au Théâtre Beaumarchais, de même que les héritiers Bayard pouvaient la faire représenter sur une autre scène. Il demandait que les héritiers Bayard fussent déclarés mal fondés dans leurs prétentions à faire cesser les représentations, et il concluait en 1,000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice causé par les poursuites.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le droit de concéder à un théâtre la faculté de représenter une œuvre dramatique appartient essentiellement au propriétaire de l'œuvre ; que si l'œuvre a été composée par plusieurs auteurs, chacun d'eux a le droit égal à être consulté, et nul d'entre eux ne peut s'arroger le droit de concéder la représentation de la pièce sur un théâtre sans le consentement de ses collaborateurs ;

» Attendu qu'en cas de contrariété entre les volontés des auteurs, c'est à la justice qu'il appartient de déterminer entre les deux propositions la plus favorable à l'exploitation de l'œuvre commune ;

» Attendu que si le consentement de l'un des auteurs suffit à valoir la représentation de la pièce, tant qu'il n'y a pas d'opposition de la part des autres, que l'auteur qui a autorisé doit être présumé, jusqu'à preuve contraire,

l'un des auteurs est décédé et que le droit attribué par les héritiers est éteint, la portion dans les produits de laquelle leur était afférente tombe dans le domaine public, et que ni les héritiers ni le collaborateur survivant n'ont à prétendre sur cette portion [103].

Art. 1859 du Code Napoléon, être, quant à ce, le mandataire des auteurs ; que Gaspari, autorisé par la veuve Théaulon à faire jouer sur le théâtre qu'il dirige la pièce intitulée *le Père de la Débutante*, composée par Théaulon, s'est permis de passer outre à la représentation de cette pièce malgré l'opposition formelle des héritiers Bayard à lui signifiée, qu'en agissant ainsi il a porté atteinte aux droits desdits héritiers, et leur a causé un préjudice dont il leur doit réparation ; qu'en cet état et tant que le mode de disposition de la propriété de la pièce n'aura pas été réglé entre les héritiers Théaulon et les héritiers Bayard, il doit être fait défense à Gaspari de faire représenter *le Père de la Débutante* sur le théâtre qu'il dirige ; que la demande reconventionnelle ; que d'après ce qui précède elle ne saurait être accueillie ; motifs, rejeter la demande reconventionnelle de Gaspari, dont il est fait défense à Gaspari de représenter sur le théâtre qu'il dirige la pièce intitulée *le Père de la Débutante* ; condamner, pour la représentation qui a eu lieu le 17 avril courant, à l'égard des héritiers Bayard la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts, et condamner aux dépens. »

(Gazette des Tribunaux et le Droit, 1^{er} mai 1853.)

Arrêt de la Cour de Paris. — M^{me} veuve Bayard, contre M. Rouquette, directeur du Théâtre des Nouveautés. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 19 mai 1866. — M. Bedel, président. — M^{re} Denormandie, pour M^{me} veuve Bayard ; M^{re} Frédéric Thomas, avocat de M. Rouquette. — M^{re} Lefort, avocat impérial (conclusions conformes). — Arrêt : Sur le premier chef, le Tribunal a rendu le compte rendu de cette affaire, Annuaire 1866-1867, page 99).

Arrêt de la Cour de Paris. — M. Mignard contre M. Salvator Colin et M. Lefort et M. Gaveaux-Sabatier. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 1^{er} mai 1857. — M. Benoit-Champy, président. — M^{re} Paillard de Villeneuve, avocat de M. Mignard ; M^{re} Crémieux, avocat des défendeurs.

Le sieur Colin est auteur des paroles d'une opérette intitulée : *Susanne*, dont les paroles ont été composées par M. Salvator Colin. Cette opérette a été représentée dans plusieurs salons de Paris, notamment ceux de M. Henri M^{re} Augustine Brohan ; elle l'a été également dans deux concerts à Paris, l'un au bénéfice de M^{re} Gaveaux-Sabatier, l'autre au bénéfice de M. Salvator Colin, et dans un concert à Nancy. L'opérette a toujours été représentée par M. Lefort et M^{re} Gaveaux-Sabatier.

Les représentations ont été données à la connaissance de M. Mignard et sans son assentiment jusqu'au 22 avril 1857, moment où il déclara, par acte d'opposition, qu'il entendait s'opposer à ce que l'ouvrage fût représenté sans

Indivisibilité d'un drame et de la musique de ce drame

La musique composée exprès pour un drame doit être considérée comme un accessoire lié, par sa nature même, au sort du drame dramatique [109].

« Elle est inséparable de l'œuvre, et la pièce ne peut

son consentement formel. Le lendemain de cette signification, une représentation, qui était toute préparée, eut néanmoins lieu dans un salon public à Paris. M. Mignard forma alors une demande devant le tribunal de la Seine, afin qu'à l'avenir aucune représentation ne pût avoir lieu sans son consentement, et il demanda en outre 1,000 francs de dommages-intérêts pour les représentations antérieures.

M^e Crémieux, avocat des défendeurs, exposa qu'il a été convenu entre les deux auteurs qu'ils renonceraient à leurs droits respectifs pour les représentations de *Suzanne* au profit des artistes chargés d'interpréter l'opérette. Il fit remarquer que M. Mignard avait assisté à trois représentations, et qu'il n'avait pas réclamé. On lui avait offert de donner un certificat à son bénéfice, et il n'avait pas lieu de se plaindre. Quant aux défendeurs, ils ont joué plusieurs fois en présence des deux auteurs, et on ne peut leur reprocher, leur bonne foi étant parfaite. On aurait dû, sans attendre la représentation préparée, à la réception de la signification du 22 avril 1857; mais tout était préparé et on a joué. Dans tous les cas, Mignard demanda acte, au nom de M. Salvator Colin, de ce qu'il reconnaît : 1° Que M. Mignard avait le droit de s'opposer à ce que l'opérette fût représentée sans son consentement; 2° qu'il avait le droit de revendiquer ses droits d'auteurs sur les représentations qui pourraient avoir

JUGEMENT. — « Le Tribunal :

« En ce qui touche Lefort et les sieur et dame Gaveaux-Sabatier :

» Attendu qu'il est constant que les représentations de l'opérette *Suzanne* n'ont eu lieu qu'en présence de Salvator Colin, l'un des auteurs de l'opérette en question;

» Qu'ainsi Lefort et les sieur et dame Gaveaux-Sabatier ne sont pas responsables des dommages-intérêts réclamés par Mignard;

» Qu'il y a lieu dès lors de les mettre hors de cause;

» En ce qui touche le débat entre Mignard et Salvator Colin,

» Attendu qu'il est constant également que les représentations de l'opérette qui ont eu lieu jusqu'au 22 avril 1857, ont été données à la connaissance de Mignard et sans opposition de sa part;

» Qu'ainsi, pour lesdites représentations, aucune demande en dommages-intérêts ne saurait être fondée;

» En ce qui touche la seule représentation donnée postérieurement à la sommation de Mignard du 22 avril 1857.

» Attendu que Mignard pouvait avoir le droit de réclamer ses droits d'auteur sur cette représentation; que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier quels ils peuvent être;

» En ce qui touche les représentations à donner à l'avenir,

» Attendu que Salvator Colin demande acte de ce qu'il reconnaît que Mignard a le droit de s'opposer à ce que l'opérette soit jouée, soit dans un théâtre, soit dans tout établissement public sans son consentement formel; que Mignard connaît également que, dans le cas où ces représentations auraient lieu, ses droits d'auteurs doivent être alloués à Mignard;

que et la musique sans la pièce. » [MM. Ferdinand
Lé, Anicet Bourgeois et M^{me} veuve Victor Ducange
Cès-Caupennes, jugement déjà cité, et qui trouvera
sa place. (*Gazette des Tribunaux* du 17 janvier

eu, par le Tribunal, de donner acte purement et simplement à
de cette déclaration ;

tifs,

et les sieur et dame Gaveaux-Sabatier hors de cause;

a lieu de statuer sur les dommages-intérêts réclamés par
les représentations qui ont eu lieu avant le 22 avril 1857 ;

ncs les droits d'auteur dus à Mignard pour la représentation
7 ;

en conséquence, Salvator Colin à payer à Mignard ladite
ances ;

à Salvator Colin de sa déclaration que, dorénavant, l'opé-
ne ne pourra être jouée sans le consentement de Mignard, et de
s d'auteur appartenant à Mignard lui seront payés ;

ne en outre Salvator Colin aux dépens envers toutes les

(*Le Droit*, 7 janvier 1858).

Macaire. — M. Frédérick-Lemaltre contre M. Barba, libraire-
lice correctionnelle de Paris (6^e chambre). — 31 décembre 1835.

us de La Serre, président. — M^e Syrot, pour M. Frédérick-
Laterrade, pour M. Barba. — M. Hély-d'Oissel, avocat du roi.

M. Barba. — Cour de Paris. — 3 et 18 février 1836. —
Godard, président. — Mêmes avocats. — M. Didelot, substi-
tuteur général.

Lemaltre a fait en collaboration avec MM. Saint-Amand et
pièce intitulée *Robert Macaire*, qui fut jouée d'abord aux Fo-
es et passa ensuite avec l'acteur-auteur au théâtre de la Porte-
M. Frédérick-Lemaltre fut seul nommé comme auteur et le ma-
tre ses mains lorsqu'il fit un voyage à Londres. Il avait été
les co-auteurs que la pièce ne serait pas imprimée ou du
e serait après un temps plus ou moins long et avec le consen-
Frédérick-Lemaltre. Le but de M. Frédérick-Lemaltre, en sti-
cuse, était d'empêcher les directeurs des théâtres de province
que sorte la pièce, en faisant jouer le principal rôle par l'ac-
de leur troupe, avant la tournée qu'il se proposait de faire
parties de la France.

ence de M. Frédérick-Lemaltre, M. Saint-Amand, l'un des
pièce, muni du consentement d'un autre de ses collaborateurs,
t avec M. Bezout, libraire, un marché qui lui cédait le droit
pièce. Mais M. Frédérick-Lemaltre refusa de livrer le manu-
t, ou plutôt M. Barba, son rétro-cessionnaire, fit sténographier
représentation de la Porte-Saint-Martin et la livra à la publi-

Indivisibilité des œuvres lyriques.

En 1791, Grétry émettait au sujet de l'indivisibilité lyriques [110] un vœu qui ne fut pas libellé dans les virent de près celle du 13 janvier 1791 ; mais il est p

M. Frédérick-Lemaître assigna alors M. Barba à l'effet d'obtenir de dommages-intérêts pour le préjudice que lui avait causé l'impression de la pièce, d'abord parce que sa combinaison échouait, et ensuite parce que la brochure ayant éveillé l'attention de la censure, la pièce n'était plus jouée en province.

M^e Laterrade, présentant la défense de M. Barba, soutint qu'il ne s'agissait là que d'une question de propriété à faire entre les auteurs.

M. Hély-d'Oissel, avocat du roi, conclut, contre M. Barba, sur les articles 425 et 427 du Code pénal.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que Barba a acheté de la pièce de *Robert Macaire* avec l'un des auteurs de cette pièce, cet auteur ne lui a pas livré le manuscrit de la pièce qui se trouve entre les mains de Frédérick-Lemaître, l'un des auteurs de cette même pièce ;

» Que le sieur Barba, lorsque Frédérick-Lemaître est venu lui adresser la pièce pour obtenir en exécution de son traité la remise de la somme de 400 fr. ;

» Que le sieur Frédérick-Lemaître s'est refusé à la remise de la somme de 400 fr. en déclarant qu'il ne consentait pas à ce que la pièce de *Robert Macaire* fût imprimée ;

» Qu'au mépris de ces refus, Barba s'est procuré la pièce de *Robert Macaire* en la faisant sténographier sur le théâtre où on la représentait ;

» Qu'ainsi, au mépris des droits d'auteur de Frédérick-Lemaître, Barba a imprimé la pièce de *Robert-Macaire*, ce qui constitue le délit prévu par les articles 425 et 427 du Code pénal ;

» Le Tribunal condamne Barba à 200 fr. d'amende ;

» Statuant sur les conclusions de la partie civile à fins de dommages-intérêts, le condamne à payer à Frédérick-Lemaître la somme de 400 fr. ;

» Ordonne l'affiche du présent jugement au nombre de 50 exemplaires.

M. Barba interjeta appel, ainsi que M. Frédérick-Lemaître. M. Barba persista à déclarer que M. Bezout avait acquis de M. de Saint-Amand le manuscrit moyennant 400 fr. ; que cet acte avait été rétrocedé, et qu'il s'agissait d'exécuter ce traité ; que M. Frédérick-Lemaître, en voyage à Londres, lors de la vente, avait promis de livrer le manuscrit à son retour, et que, ne l'ayant pas fait, il était tout naturel que l'acquéreur se le fût procuré à l'aide de la sténographie.

ARRÊT. — « La Cour, — Statuant sur les appels respectifs ;

» En ce qui touche la fin de non-recevoir,

» Considérant qu'en subordonnant la poursuite du contrefaçage à la remise du manuscrit, et en réglant les effets de ces articles 4 et 6 de la loi du 19 juillet 1793 ne disposent que de l'ouvrage a été mis au jour par la voie de l'impression, et que les écrits non publiés, le droit de propriété au préjudice duquel tou

dans quelque règlement de cette époque dont nous n'avons pas la connaissance; car, à la fin du siècle dernier, le ministère de l'intérieur faisait allusion à ce sujet dans sa circulaire du 10 mars 1791, par le mot d'auteur ;

les directeurs) encore, — disait-il, — se permettent de

constitue le délit de contrefaçon, résulte, conformément à l'article 425 du Code de Commerce, de la seule qualité d'auteur; le Tribunal a donc, en l'espèce, adopté les motifs des premiers juges; il a jugé que les dommages-intérêts ont été proportionnés au préjudice subi par M. Arnault; qu'il a été fait droit aux appels de Barba et de Frédéric-Lemaître, et qu'il a confirmé, et condamné les appelants chacun aux dépens de leur instance. (Gazette des Tribunaux, 1^{er} janvier et 19 février 1836.)

La Fête guerrière chez les Indiens et le Niagara, pantomime équestre, représentée par M. de Goy, contre M. Arnault, directeur de l'Hippodrome. — Tribunal de commerce de la Seine. — 19 juin 1856. M. de Goy, président. — M^{re} Bordeaux, agréé de M. Leboucher; M^{re} Arnault, agréé de M. Arnault. || *Appel de M. Leboucher*. — Cour Impériale (1^{re} chambre). — 16 février 1858. — M. Delangle, premier président; M^{re} Picard, avocat de M. Leboucher; M^{re} Caignet, avocat de M. Arnault. — M. de la Hodde, arbitre-rapporteur.

En novembre 1851, M. de Goy avait composé, en collaboration avec M. Arnault, directeur de l'Hippodrome, une pantomime équestre, intitulée *La Fête guerrière chez les Indiens*. M. de Goy reçut 300 fr. pour sa collaboration, et, de plus, il devait percevoir 2 pour cent sur la recette des représentations données à l'Hippodrome et aux Arènes-Natio-

nelles. M. de Goy a cédé ses droits à M. Leboucher. M. Leboucher a reçu les droits d'auteur pendant l'année 1854. Pendant l'année 1855, il n'avait rien vu figurer sur les affiches de l'Hippodrome et des Arènes-Nationales. Mais depuis, il a appris que M. Arnault représentait une pièce intitulée *le Niagara*, et que cette pièce revivait les scènes de *la Fête indienne*.

En conséquence, il a fait assigner M. Arnault devant le Tribunal de commerce de la Seine, pour le faire condamner à lui payer les droits d'auteur sur *le Niagara*, évalués à 4,000 francs.

Le Tribunal a, en outre, condamné M. Arnault à payer à M. Leboucher, pour le préjudice causé par M. Arnault, en changeant le titre de la pièce pour *la Fête indienne*, les droits d'auteur.

— « Le Tribunal, vu qu'aucune représentation de la pièce *une Fête guerrière chez les Indiens* n'a été donnée en 1855; mais que, dans le cours de cette même année, M. Arnault a monté et joué sur ses théâtres une autre pantomime qu'il a intitulée *le Niagara*, qui, sous un titre différent, est la reproduction presque exacte de *la Fête indienne*; que les scènes et l'intérêt sont les mêmes; que M. Arnault s'est approprié indûment l'œuvre de M. de Goy et l'a privé des droits qui lui appartiennent; qu'en conséquence les représentations

morceler les opéras, d'en supprimer les paroles ou la musique, de les faire représenter en pantomime ou en comédie, n'est ni moins répréhensible, ni moins attentatoire à la propriété des auteurs que des compositeurs de musique. » (Cet arrêt est au volume.)

données de cette pièce ayant produit 8,600 francs, il y a lieu de donner à M. Arnault la somme qu'Arnault doit être tenu de payer à Leboucher :

» Sur les dommages-intérêts :

» Attendu que, de ce qui précède, il résulte que Leboucher a subi un dommage par suite du changement de nom et des substitutions faites dans sa pièce, qu'il y a lieu de condamner Arnault à lui payer la somme de 100 francs pour l'en indemniser ;

» Par ces motifs,

» Condamne Arnault à payer 86 francs pour droits d'auteur, et 14 francs de dommages-intérêts, et le condamne aux dépens. »

M. Leboucher interjeta appel de ce jugement. La Cour rendit un arrêt par lequel elle augmenta de 400 francs la somme allouée à M. Leboucher pour dommages-intérêts. (*Le Droit*, 21 juin 1856 et 17 février 1857.)

[106] *Cri-Cri*, pièce féerique. — Troisième affaire (1) : M. Raynald, ex-directeur du théâtre du Cirque. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 2 et 9 mars 1861. — M. Bedel, président. — M. Raynald, avocat de M. Raynard ; M^{re} de Jouy, avocat de M. Billion ; M^{re} Baratin, avocat de M^{lle} Pauline Thys.

Par un jugement du 27 août 1859, le Tribunal civil de la Seine a rendu un jugement [96] qui déclarait M. Raynard, collaborateur de la pièce *Cri-Cri*. A ce titre, son nom devait être apposé sur l'affiche, et il devait participer pour un cinquième à tous les avantages que les auteurs de ladite pièce, données ou à donner, avaient pu ou pourraient en retirer. Ce jugement fut confirmé par la Cour impériale, et M. Raynard fut tenu de lui remettre les billets auxquels il avait droit, aux termes du traité passé avec la Commission des auteurs dramatiques, alloués par le jugement qui reconnaissait M. Raynard comme collaborateur de la pièce. Or, il résulta des faits de la cause, que M. Billion avait fait signer, plusieurs mois avant la première représentation, une renonciation aux billets, ou plutôt un reçu d'une somme non déterminée pour

(1) La deuxième affaire à laquelle a donné lieu la pièce de *Cri-Cri* n'est pas pour trouver place ici ; elle était soulevée par M. Fanfernot, mécanicien, sujet d'un éléphant mécanique, qui devait être manœuvré par une équipe dont il avait offert la primeur à M. Billion. Cet éléphant n'ayant pu être représenté, M. Fanfernot fut déclaré non recevable en sa demande et condamné (Tribunal de commerce de la Seine, 14 octobre 1859. — *Le Droit*, 15 octobre 1859).

Cette pièce a encore donné lieu à une quatrième affaire au sujet du droit de représentation à une artiste. Elle sera mentionnée dans le chapitre relatif aux rapports entre les auteurs et directeurs.

ers, divers jugements et arrêts ont établi les points

tiété des paroles et de la musique d'un poëme lyrique
ble [89, 100, 110, 114, 112, 113].

icipation de l'auteur de la musique et de l'auteur des

M^{lle} Pauline Thys, notamment, déclara par l'organe de son avo-
million lui avait fait connaître le jour de la réception de la pièce,
avec la Société des auteurs dramatiques un traité qui fixait à
le droit des auteurs sur la recette, plus le droit de billets ; mais
l'usage, à son théâtre, de racheter ce dernier droit moyen-
on de la perception de 7 à 8 pour cent, voulant éviter, disait-il,
commode de ces billets. Cette raison seule avait déterminé
accepter le marché ; mais le fait était faux, car depuis trois ans
eau traité avait élevé ces droits à 8 pour cent, indépendamment

s en cet état, M. Raynard demanda au Tribunal de lui faire
M. Billion, 688 fr., montant du cinquième des droits lui reve-
atre-vingts représentations, ne pouvant réclamer sa part de
ur à des collaborateurs qu'il savait pertinemment n'avoir rien
t ces billets.

irecteur, cependant, s'appuyait sur les reçus signés des co-au-
ls il semblait résulter qu'ils avaient touché les droits de billets.

e M^{lle} Thys fit remarquer que le reçu invoqué par M. Billion,
tout au plus considéré comme une renonciation gratuite aux
ets. Il fit observer que ce reçu était du 27 février, et qu'il conte-
date le payement des droits d'auteur d'une pièce qui n'a été
mois plus tard.

— « Le Tribunal,
e nouveau défaut contre Kugelman, Borsat et Fanfernot, non

et le profit du défaut prononcé par jugement du 9 juin 1860 ;

ant à l'égard de toutes les parties ;

que, par jugement du Tribunal de la Seine du 27 août 1859,
arrêt de la Cour impériale de Paris, Raynard a été déclaré
ement avec Pauline Thys, Kugelman, Borsat et Fanfernot ; colla-
a pièce *le Cri-Cri*, et qu'il a droit à ce titre, de participer pour
à tous les avantages que les représentations de cette pièce ont

mbre de ces avantages se trouvent les billets d'auteur qu'il pré-
à la somme de 688 fr. ;

que Billion, directeur du Cirque, oppose à cette demande un
28 février 1859, signé par Kugelman, Borsat, Fanfernot et Pau-
montant, sans en exprimer le chiffre, des billets d'auteur de la
Cri, reçue la veille du 27 février ;

que ce reçu, qui n'a pas date certaine, n'est pas opposable à
ue d'ailleurs, il supposerait que les billets d'auteur ont été remis
tte date et d'avance, pour une pièce qui n'a été jouée que le
9 ; ce, sans qu'il fût possible de savoir combien de fois elle serait
qu'il faut plutôt y voir une renonciation, de la part des quatre

paroles à une œuvre musicale constitue donc au profit de l'autre un droit commun de propriété; il faut le cession des deux auteurs pour disposer de la musique ou d'un composant cette musique [89, 113.]

L'ouverture d'un opéra, n'étant que la reproduction

personnes qui l'ont signée, à ce qui pourrait revenir à chacun des billets d'auteur;

- » Que Raynard ne peut subir aucune conséquence contractuelle d'un pareil arrangement, et que Billion doit lui tenir compte de ce qui lui revient dans les billets d'auteur;

- » Attendu qu'il y a dans la cause des éléments suffisants pour la valeur de ces billets, qui doit être portée à 380 fr., formant revenant à Raynard pour les quatre-vingts représentations;

- » Attendu que, d'après ces faits, il n'y a pas lieu d'accueillir la garantie formée par Billion contre Kugelman, Borsat, Fanferm, Thys;

- » Par ces motifs,

- » Condamne Billion à payer à Raynard la somme de 380 fr. intérêts du jour de la demande;

- » Déboute Billion de sa demande en garantie et le condamne tant envers Raynard qu'envers Pauline Thys. »

(*Le Droit et Gazette des Tribunaux*, 15 mai 1866.)

[107] M. Sylvain Saint-Étienne contre MM. de Louven et Michel Carré. Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 5 mai 1866.

Champy, président. — M^e de La Boullie, pour M. Sylvain Saint-Étienne.

M^e Léon Cléry, pour les défendeurs.

MM. de Louven et Michel Carré s'étaient adressés à M. Sylvain Saint-Étienne, ancien éditeur de musique, pour les mettre en relation avec un musicien David, dont ils désiraient la collaboration. A cette occasion, ils ont écrit et ont fait écrire la lettre suivante :

« Monsieur, pour reconnaître les démarches que vous avez faites pour procurer la collaboration de M. Félicien David, nous vous accordons le quart de nos droits d'auteur sur la première pièce que nous allons composer avec ce compositeur.

« Paris, ce 1^{er} juillet 1853. » A. DE LOUVEN et MICHEL CARRÉ.

Depuis ce traité, M. Félicien David a fait représenter sur la scène de l'Opéra-Comique *Lalla-Rouck*, en collaboration avec MM. Hippolyte Lucas. Plus tard, en 1865, il donnait au même théâtre *Le Capitaine Corcoran*. M. Sylvain Saint-Étienne prétend faire valoir les droits que lui, lui, le traité sur ces deux pièces. Peu importe l'intervalle plus ou moins long qui sépare le traité de la représentation des deux ouvrages; ce qui importe, c'est que les droits n'ont pu diminuer la valeur de leur engagement en ne plus tôt avec M. Félicien David.

MM. de Louven et Michel Carré soutenaient qu'ils n'avaient rien promis à M. Sylvain Saint-Étienne pour se mettre en relations avec M. Félicien David. M. Sylvain Saint-Étienne, se disant grand ami du compositeur, avait menacé de mettre obstacle au dessein qu'ils avaient d'entreprendre la collaboration avec lui, s'ils ne lui assuraient certains avantages. (

ts de l'œuvre entière, ne peut être considérée iso-
uvre même, lorsqu'il s'agit de déterminer le droit
s paroles [89].

st pour le compositeur et l'auteur des paroles l'objet
té commune, et le décès de l'un ne peut anéantir

e utile qu'ils avaient voulu rémunérer, mais une hostilité
avaient eu en vue de paralyser. Ils avaient traité avec M. Fé-
r un opéra-comique, dont la partition devait être livrée dans
années. Cette condition n'ayant pas été remplie, le traité fut
nul d'un commun accord, ce qui entraînait la nullité des
vis-à-vis de M. Sylvain Saint-Étienne. Ce n'est pas tout :
-Étienne ne reste pas dans la lettre des conventions en pré-
sents sur *Lalla-Rouck* et *le Saphir*; car, ces droits devaient
mière pièce écrite après la lettre du 1^{er} août 1853; or, cette
est *la Plute*.

« Le Tribunal,
la demande de Sylvain Saint-Étienne s'appuie uniquement
rtant la date du 1^{er} juillet 1853, et signée par Michel Carré
ux termes de laquelle ces derniers ont déclaré céder au do-
rte de leurs droits d'auteur sur la première pièce qu'ils
la collaboration avec Félicien David pour la partie musicale;
, à la même date du 1^{er} juillet 1853, Michel Carré et de Leu-
t, en effet, par un traité spécial, à composer dans un délai
un opéra-comique en trois actes, et à remettre dans le même
rit de cette pièce à Félicien David, qui, de son côté, s'enga-
ser et livrer la musique dans le délai de deux années;
il existe entre la lettre et le traité signés à la même date par
urs une telle corrélation que la promesse contenue dans la
t avoir de valeur que si l'engagement résultant du traité
n obstacle dans son exécution;
il est reconnu de part et d'autre que le traité du 1^{er} juil-
été exécuté;

cette inexécution entraîne nécessairement la nullité de l'en-
u dans la lettre dont se prévaut le demandeur; qu'en effet,
elle de Leuven et Carré avaient abandonné à Sylvain Saint-
t de leurs droits d'auteur n'ayant pas été faite, ce dernier
hui réclamer une part de droits qui n'ont jamais existé;
vainement le demandeur prétend au quart des droits d'au-
opéra de *Lalla-Rouck*, représenté en 1862, soit sur celui du
té en 1865; que ni l'un ni l'autre de ces ouvrages n'est dû
exclusive de Michel Carré et de Leuven avec Félicien David,
elle de l'engagement pris dans la lettre du 1^{er} juillet 1853;
ils ont été représentés l'un et l'autre à des époques trop éloi-
susdatée pour qu'il soit possible de supposer que les auteurs
aient eu l'intention de faire reposer sur eux l'engagement
vis-à-vis du demandeur;

ifs,
rain Saint-Étienne mal fondé en sa demande, l'en déboute, et
t dépens. »

(Gazette des Tribunaux, 11-12 mai 1866.)

Ans ou la Vie d'un Joueur. — M. Maillet, héritier de
ctor Ducange, contre M. Guyot, agent général de la Société

les droits de l'autre en faisant tomber l'œuvre com-
domaine public [89].

Un arrêt et un jugement récents, plus explicites e-
précédents, ont érigé ce principe, que :

Le poëme et la musique d'un opéra ne constitue

des auteurs et compositeurs dramatiques. M. Dinaux in-
l'instance. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). —
1856. — M. Boutin, président. — M^e Paillard de Villeneu-
M. Maillet; M^e Adelon, avocat de M. Prosper Dinaux. — M.
impérial (conclusions conformes). ¶ Appel de MM. Dinaux
Cour impériale de Paris (1^{re} chambre). — 12, 19 et 21 juin
Vergès, président. — Mêmes avocats. — M. Oscar de Va-
néral (conclusions conformes).

MM. Victor Ducange et Prosper Dinaux composèrent, en
ayant pour titre : *Trente Ans ou la Vie d'un Joueur*. Ce
senté à la Porte-Saint-Martin et obtint un immense succès.
Ducange mourut à Paris, le 25 octobre 1833, laissant sa veuve
ses droits d'auteur. M^{me} Ducange décéda en 1851, laissant
M^{me} veuve Maillet, qui décéda elle-même le 24 février 1853.
nées plus tard, le théâtre de l'Ambigu reprit le drame, et les
s'élevèrent à 8,018 fr., dont la moitié fut touchée par M. D.
l'autre moitié, elle fut, en vertu des conventions insérées dans
entre l'Ambigu et la Commission des auteurs dramatiques
caisse de la Société.

M. Maillet, seul héritier de sa mère, réclama le paiement
moitié et assigna M. Guyot, agent général de la Société, en
somme versée entre ses mains; d'un autre côté, M. Dinaux
l'instance, en prétendant qu'il avait seul droit à la perception
teur, par suite de l'extinction du privilège existant au pro-
tants de Victor Ducange.

Telle est la cause de ce procès, qui a soulevé les questions
n'étaient pas alors résolues :

Lorsque l'un des auteurs d'un ouvrage dramatique est mort,
attribuée par la loi à ses héritiers a cessé de leur être garan-
d'un collaborateur fait-elle survivre le droit sur les produits
l'œuvre?

La propriété littéraire tombe-t-elle pour partie dans le domaine
Continue-t-elle, malgré l'expiration des délais, d'appartenir
en concours avec le collaborateur survivant?

Ou enfin n'appartient-elle plus qu'à ce dernier collaborateur?
M^e Paillard de Villeneuve, avocat de l'héritier de Ducange, prétend
œuvre dramatique était indivisible, non-seulement dans son
mais aussi dans l'exercice du droit qu'elle donne à ceux qui
que tant que l'un des auteurs conservait son droit, celui des
autres auteurs se trouvait par le fait prorogé.

M^e Adelon, avocat de M. Dinaux, disait que son client avait

inctes et indépendantes; de même qu'ils ne font, ni fusion, ni communi-
cation, qu'un seul ouvrage dont le double élément est formé par
l'un pour l'autre, au sein d'un mutuel échange d'inspirations,
de même ils ne forment ensemble qu'une œuvre indivisible
dans ses conditions légales d'existence

en litige à la caisse de la Société des auteurs dramatiques
mais qu'au point de vue du principe. Il n'aurait pas plaidé
pour les descendants de son collaborateur, mais il se trouvait à
M. Maillet, qui n'était ni le parent ni même l'allié de Victor
Ducange, était que l'héritier d'un légataire de sa veuve. Selon lui, le
collaborateur n'avait rien à prétendre ici. Bien qu'il y eût deux auteurs,
une pièce; de même il n'y avait qu'un privilège indivisible,
une œuvre des deux auteurs, et un ouvrage indivisible ne peut être
l'objet et l'objet d'une propriété exclusive. L'un des droits de
celui qui est de permettre ou de défendre à son gré la représenta-
tion. M. Dinaux avait ce droit. Devait-il, pour en user, se con-
sacrer au public?

Un des héritiers du collaborateur, il signalait ce fait : Que les
collaborateurs n'ont plus aucun droit sur ces ouvrages que leur auteur a faits
et ne peuvent prétendre en avoir encore sur ceux qu'il avait faits en
collaboration. C'était donc à l'auteur survivant que devaient revenir les
droits de la pièce.

Le avocat impérial, reproduisit les mêmes arguments que M^e Ade-
laïde, l'héritier, et il répondit en ce qui concernait le collaborateur,
qu'il ne pouvait être augmenté, qu'il restait simplement ce qu'il était;
la part en litige appartenait réellement au domaine public.

« Le Tribunal,
les intervenants dans l'instance suivie par Maillet contre
général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,
sur ladite intervention que sur la demande principale ;

Le fait, que Victor Ducange, auteur en collaboration avec Di-
gès dramatiques intitulés *Calas* et *Trente Ans ou la Vie*
décédé à Paris, le 25 octobre 1833, laissant comme donataires
de ses biens, Marie-Anne Colombier, sa femme, et Pierre-
Ducange, son père, comme héritier à réserve ;

Un acte reçu par Bonnaire et son collègue, notaires à Paris,
1833, Ducange père a transporté à la veuve Ducange l'uni-
versalité des droits dans la succession de son fils ;

La veuve Ducange est elle-même décédée à Paris, le 23 fé-
vrier 1834, laissant pour seule et unique héritière la veuve Maillet, sa
sœur également décédée, le 24 février 1853 ;

Maillet, fils et unique héritier de la veuve Maillet, a formé,
au nom de Victor Ducange, contre la Société des auteurs et
compositeurs dramatiques, une demande en paiement de la somme de
100,000 fr., montant de la part et portion revenant à la succession de
celui-ci dans le produit de la représentation des ouvrages sus-

nommés, d'autre part, Dinaux, collaborateur de Victor Ducange,
prétend que, par suite de l'extinction qui s'est légalement
produite entre les héritiers et représentants dudit Victor Du-

et de durée; d'où cette conséquence qu'il suffit, pour l'œuvre tout entière dans le domaine privé, que les auteurs de cette œuvre commune soient vivants [441] : droits de ses héritiers ne soient pas éteints [446].

change sur la propriété des pièces composées par ce dernier en lui, il est devenu seul propriétaire de la totalité des dites pièces; conséquemment, seul droit à la perception des droits d'auteur au moment de l'ouverture des représentations qui en sont faites;

» Attendu, en droit, que s'il est de principe qu'une œuvre de collaboration de plusieurs auteurs, constitue une chose indivisible, c'est en ce sens seulement, qu'étant impossible de partager le travail qui, dans l'œuvre commune, appartient à chacun, et, par suite, dans quelle proportion ce droit de propriété est attribué à chacun d'eux, on est nécessairement amené à reconnaître à chaque collaborateur une sur la totalité de l'œuvre commune de propriété;

» Mais attendu que là se borne exclusivement l'application d'indivisibilité, et qu'après avoir admis ce droit de propriété sur l'œuvre unique et commune, il faut bien reconnaître qu'il y a autant de droits distincts et séparés ayant une existence propre, d'auteurs ayant concouru à la collaboration, de telle sorte que ces droits ne s'éteignent légalement, cette extinction ne peut accroître le droit de l'auteur survivant qui, en substituant son œuvre, n'a pas de raison de s'exercer sur la totalité des fruits de son exploitation.

» Attendu, en effet, que la propriété des œuvres de l'intelligence a une analogie avec toute autre nature de propriété; que ces œuvres, dès qu'elles de la possession de celui qui les a conçues et livrées au public, auraient aussitôt dans le domaine public, si, par un juste motif d'encouragement, la loi n'avait accordé à leur auteur le droit d'exploiter seul les produits pendant un temps qu'elle a limité;

» Que, contrairement à tout autre droit de propriété qui peut en est saisi de la transmettre indéfiniment par voie héréditaire, la propriété littéraire aux termes de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1793, l'article 39 du décret du 5 février 1810, n'est garantie à l'auteur que pendant leur vie et aux héritiers ou cessionnaires que pendant dix ans après la mort des auteurs;

» Attendu que le droit des héritiers de Ducange s'étant éteint le jour du décès de sa veuve, le fait seul de l'existence de son collaborateur ne peut le faire revivre au profit de Maillet; que conséquemment, ce système, qui est en contradiction avec le texte précis de la loi, cette conséquence que la jouissance légale des héritiers d'un auteur d'autant plus prolongée qu'il aurait moins travaillé à son œuvre, Maillet ne peut prétendre aucun droit sur les ouvrages de son collaborateur, et qu'il en aurait conservé sur ceux qu'il n'a faits qu'en collaboration;

» Attendu, d'autre part, que faire droit aux prétentions de l'auteur de mettre que la part de bénéfices afférente à son collaborateur ne peut accroître la sienne, serait créer une prime en faveur de l'auteur principal ou artistique qui abaisserait plus qu'elle n'élèverait le prix des productions de l'esprit humain, puisqu'il est incontestable que les ouvrages qui se font en commun n'ont qu'une durée éphémère, les productions durables du génie procédant d'une seule pensée; ne peuvent pas de partage;

» Attendu que la loi, en n'accordant que des privilèges limités, a pour but de concilier les droits du public avec les immunités dues

sibilité la plus étendue est donc proclamée en ce qui
ces œuvres lyriques représentées; quant à celles qui,
as été représentées, peuvent faire l'objet de dissenti-
re les collaborateurs ou les héritiers de l'un d'eux, le

e, et que ce serait excéder indéfiniment le terme qu'elle a assi-
naissance que d'admettre entre les co-associés à une même œuvre
société tontinière qui n'aurait souvent d'autre effet que celui
héritiers d'un associé survivant aux dépens de ceux de son col-
légue décédé;

que décider que l'auteur d'une œuvre commune à plusieurs doit
ent de la part qui doit lui échoir pour prix de sa collaboration,
ette qui appartient aux autres échoit au domaine public, à partir
leur décès ou en cas d'héritiers au terme du délai de jouissance
imparti, c'est, en respectant les droits de tous, satisfaire exacte-
ment, sans violer aucun principe et se renfermer ainsi dans les
s édictées par la loi;

va n'objecterait-on qu'un directeur de théâtre ne pourrait à sou-
présenter une œuvre dramatique dont un des auteurs serait mort,
position de l'auteur survivant; qu'en effet, la même difficulté
contester pendant l'existence simultanée des deux auteurs, lorsque
nés sont contestés, et qu'il y aurait lieu seulement, dans l'un
s l'autre cas, d'en référer à l'autorité judiciaire pour trancher les
s entre les parties;

ne ferait en supposant une contradiction de cette nature, que
ve qui n'est point contesté, que la copropriété d'un auteur, dans
commune, est indivisible, mais qu'on n'aurait rien fait pour établir
duits de l'exploitation de cette œuvre ne le sont pas;

u, en conséquence, que la demande de Maillet contre Gayot et
intervention de Dinaux ne sont pas justifiées;

motifs,

venal,

Maillet non recevable et mal fondé dans sa demande contre la
auteurs et compositeurs dramatiques en paiement de 4,000 fr.

également Dinaux non recevable et mal fondé dans son inter-

séquence, les en déboute et les condamne tous deux aux dépens. »

aux et Maillet interjetèrent appel de ce jugement.

rendit un arrêt par lequel, adoptant les motifs des premiers juges,
na le jugement, et condamna les appelants chacun aux dépens de

des Tribunaux et le Droit, 18 juin 1856 et 21-22 juin 1856.)

de Chilly, directeur de l'Ambigu, contre M. Artus, ancien chef d'or-
de ce théâtre. — Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). —
r 1867. — M. Benoit-Champy, président. — M^e Carraby, avocat de
Chilly; M^e Huart, avocat de M. Artus. — M. Chevrier, avocat im-

compte rendu de cette affaire dans l'Annuaire de 1866-1867,
e ce volume.

re de Grétry à Beaumarchais, du 18 août 1791. (Cette lettre, dont
l'appartient à M. Louis de Loménie, est extraite de l'Autograph
illet 1864 (p. 124).

Tribunal a jugé que le principe d'indivisibilité n'était que lorsque le travail du poète et celui du musicien s'étaient d'un mutuel échange d'idées et d'inspirations, s

« On répète *Nina aux Bouffes* ; il n'y a pas une scène dérangée. On a traduit le poème en italien, on a fait d'autre musique, et ils se croient de nous prendre ainsi nos poèmes ! Si vous les laissez faire, bientôt la septième ou sixième représentation d'un ouvrage, soit comédie ou opéra, prendra le sujet, on y plaquera de la musique italienne ; un opéra n'est pas un ouvrage de style ni d'érudition. L'originalité du sujet, la conduite de l'ouvrage, des situations bien amenées, voilà ce qui en fait le mérite, et prendre tout cela c'est tout prendre ; la traduction n'y fait rien. Je remet en musique mes ouvrages de d'Hell et d'Anseaume qui sont dans cet ordre ! J'en parlai un jour à M. Lechapellier, il me dit en propres termes : — Cela ne doit pas être, vous êtes mari et femme, vous vous associez pour faire un ouvrage ; vous avez contribué à composer les paroles comme le poète a donné lieu à vous faire de la bonne musique en préparant la place où l'on doit chanter ; c'est l'ouvrage à tous deux, c'est être votre propriété jusqu'après la mort des deux auteurs. Eh bien ! moi, j'ai dit, non, lui, a prêché le contraire et il a cessé de s'en occuper. Il est en vain, mon ami, de gagner notre cause. Ne trouveriez-vous pas le moyen de défendre la suite de la liberté de la presse dont on va s'occuper : On ne peut traduire, dans une autre langue, aucun ouvrage sans le consentement de l'auteur, à moins que l'original n'ait été composé dans un pays étranger. Les ouvrages dramatiques mis en musique, étant la propriété de deux auteurs, on ne pourra, après la mort d'un des deux, ni remettre les paroles, ni d'autre musique, ni la musique sur d'autres paroles, sans le consentement du dernier existant. Tâchez de faire ce coup superbe, mon cher ami, car c'est que la chose presse ; mais vous êtes si actif, si aimable, si pressé, vous voulez quelque chose de juste, qu'on ne peut vous résister. Je vous embrasse de tout mon cœur.

» Paris, 18 août 1791.

« GRÉTRY

[111] *Les Joyeuses Commères de Windsor*. — M. Gérard, éditeur de la comédie, contre M. Choudens, éditeur de musique. — Tribunal civil de la Seine, 29 novembre 1865. — M. Benoît-Champy, président. — M. de M. avocat de M. Gérard ; M^e G. Chaudey, avocat de M. Choudens. — M. Léprieux, avocat impérial (conclusions conformes). || *Appel de M. Gérard*. — Cour de Paris (2^e chambre). — 27 juin 1866. — M. Guillemaud, avocat. — Mêmes avocats. — M. Hémar, avocat général (conclusions conformes).

Voir le compte rendu de cette affaire, *Annuaire* de 1866-1867, tome 2, et *Gazette des Tribunaux* et le *Droit* des 30 novembre 1866 et 3 juillet 1866.

[112] *Lisbeth*. — Voir les cinquième et sixième alinéas de la loi du 17 mars 1859. Depuis l'impression de ce procès dans l'*Annuaire*, l'affaire a été portée devant la Cour impériale et est allée jusqu'en Cour de cassation, mais pour des motifs étrangers à cette citation.

de l'œuvre ne pourrait avoir d'existence [100] ; mais
ce dont il s'agit, il y a des particularités qui permet-

*le, Cendrillon, Gemma di Vergy, la Fête du village voisin et
Chaperon-Rouge.* — Brandus et Dufour, Richault, Girod, Cartereau et
éditeurs de musique, contre M. Aymard-Diguat et C^e, éditeurs
— Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). — 7 avril 1869. —
Champy, président. — M^e Nouguiér, avocat des demandeurs ;
avocat impérial (conclusions conformes).

*Cendrillon, Gemma di Vergy, la Fête du village voisin, le Petit-
Chaperon-Rouge, les Rendez-Vous bourgeois*, ces œuvres charmantes dues à
la plume musicale des Nicolo, des Bofeldieu, des Donizetti, et à la col-
laboration des Etienne, des Hoffmann, des Seurin, des Théaulon,
propriétaires actuels MM. Brandus et Dufour, Richault, Girod, Car-
tereau, éditeurs de musique à Paris.

M. Aymard-Diguat et C^e, également éditeurs de musique à Paris, ont
en vente de nouvelles éditions, paroles et musique, des œuvres

M. Brandus, Dufour et consorts se sont adressés au Tribunal pour faire
annuler la publication contraire aux droits de propriété qu'ils invoquent, et,
en conséquence, préjudiciables à leurs intérêts, et réclament des dommages-
intérêts à payer par état.

M. Aymard-Diguat, au nom et comme représentant la Société Aymard-
Diguat, aujourd'hui dissoute, repousse les demandes formées contre lui,
alléguant que les demandeurs ne prouvent pas avoir rempli les formalités
de la loi pour assurer leurs droits de propriété ; que d'ailleurs il a
été précédemment jugé par un jugement du Tribunal correctionnel de Lille,
du 15 mai 1865, confirmé par arrêt de la Cour de Douai, que la plupart des
œuvres en question sont tombées dans le domaine public ; que dès lors il n'y
a aucune contrefaite de ces œuvres.

Les demandeurs opposent à cette défense que les paroles et la musique sont
des œuvres de l'esprit, que, si plusieurs de ces œuvres sont, à l'égard des compositeurs,
tombées dans le domaine public par la date de leur mort, ils sont encore, par
leurs paroles, susceptibles d'un droit de propriété qui doit être res-
servé. — Etienne, mort en 1818, mais qu'Etienne, son collabora-
teur, a continué de publier seulement en 1845, laissant un fils, et une veuve qui vit
encore, ainsi, en vertu de la loi du 14 juillet 1866, les opéras d'Etienne
sont restés dans le domaine privé jusqu'en 1895 ;

Quant à l'auteur des *Rendez-Vous bourgeois*, est mort en 1828, lais-
sant un fils, aujourd'hui représenté par ses deux filles, M^{mes} Legallie et Guio-
liedieu est décédé en 1834, le 15 octobre, Seurin de Bassom-
pière collaborateur pour *la Fête du village voisin*, est mort en 1854,
laissant deux fils vivants, le peintre de ce nom, et l'autre ingénieur de la
Compagnie des chemins de fer ; que leur droit de propriété pourra s'exercer jusqu'en 1904 ;
Quant à l'auteur du *Petit Chaperon-Rouge*, est décédé en 1841, laissant
une fille vivante encore, et dont le droit ne tombera qu'en 1891 ; qu'enfin
Gemma di Vergy, dû à la collaboration de Donizetti et Bidara,
est resté dans le domaine public.

Le Tribunal,

ne peut donc pas considérer ce jugement comme tranchant la question d'une manière absolue. — (A continuer.)

» Attendu que la propriété des paroles et de la musique d'un opéra est indivisible;

» Que les opéras de *Joconde*, *Cendrillon*, *Gemma di Vergy*, *le Village voisin* et *le Petit Chaperon-Rouge* ne sont pas dans le domaine public;

» Que les deux premiers appartiennent à Brandus et Dufour, censeurs de Troupenas; le troisième, à Richault, comme successeur de Richault; les deux autres, à Girod, à Cartereau et à la dame Frick, censeurs de Senet;

» Quant à l'opéra des *Rendez-Vous bourgeois*,

» Attendu que Nicolo (Isouard), étant décédé en 1818 et Hoffmann, ses ayants cause n'ont eu le droit de propriété que pendant vingt ans, fixé par le décret du 5 février 1810 et par la loi du 3 août 1844;

» Par ces motifs,

» Donne acte à Aymard-Diguat de ce qu'il reprend l'instance contre la Société dont il était le gérant;

» Leur fait défense de vendre aucun exemplaire de ces éditions de *Joconde*, *Cendrillon*, *Gemma di Vergy*, *la Fête du village* et *Petit Chaperon-Rouge*;

» Autorise les demandeurs à saisir tous exemplaires de ces éditions contrefaits;

» Rejette la demande quant à l'opéra des *Rendez-Vous bourgeois*;

» Condamne Aymard-Diguat à payer aux demandeurs des dommages-intérêts à fixer par état;

» Autorise les demandeurs à publier les motifs et le dispositif du jugement dans trois journaux, à leur choix, et aux frais des demandeurs;

» Condamne Aymard-Diguat aux dépens.

(Le Droit, 11 avril 1850.)

Les éditeurs Brandus et Dufour ont interjeté appel de ce jugement en raison de l'absence de justifications présentées en temps utile, a considéré l'opéra des *Rendez-Vous bourgeois* comme étant tombé dans le domaine public.

TRAITÉS INTERNATIONAUX

LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES (1).

2. — Un décret en date du 20 février 1869 approuve la convention signée le 7 janvier 1869 entre la France et la Belgique relative à la suppression de la formalité de l'enregistrement exigée par la convention du 1^{er} mai 1861.

Texte de cette déclaration :

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges, également désireux de simplifier les formalités à l'accomplissement desquelles ils se sont réciproquement subordonnés, dans les deux pays, en matière de droit de propriété des œuvres de littérature ou d'art, ont pris les dispositions suivantes :

Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection prévue à l'article 1^{er} de la convention du 1^{er} mai 1861, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis à poursuivre, devant les tribunaux des deux pays, à exercer leurs droits, en cas de contrefaçon, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente dans chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur et

légalisé par la légation de Belgique à Paris; pour les
publiés en Belgique, il sera délivré par le ministère des
à Bruxelles, et légalisé par la légation de France.

» 3. La présente Déclaration, exécutoire à partir
sa publication dans les deux pays, aura même force que
la convention du 1^{er} mai 1861, à laquelle elle est
nexe. » (*Bulletin des lois*, 1869, 1^{er} sem., n° 1680.)

LISTES DES PIÈCES

PIÈCES JEUÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES
SCÈNES DE PARIS, DU 4^{or} MAI 1868 AU 30 AVRIL 1869.

Indiquer avant le titre de la pièce indique que cette pièce a été
jouée antérieurement à un autre théâtre.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA.

[Direction de M. PERRIN.]

Le chœur, opéra en quatre actes, paroles de Méry et Hadot,
de Félicien David. — Reprise le 29 juin 1868.

Le chœur, opéra en cinq actes, paroles de Michel Carré et Jules
Musique d'Ambroise Thomas. — Reprise le 7 août

Le chœur, opéra en cinq actes, paroles de Scribe, mu-
sique de Meyerbeer. — Reprise le 13 novembre 1868.

Le chœur, opéra en cinq actes, paroles de Jules Barbier et Michel
Musique de Charles Gounod. — A ce théâtre le 3 mars

COMÉDIE FRANÇAISE.

de M. Édouard THIERRY. — Pour cause de réparations
de la salle, les représentations ont été suspendues du
15 au 15 août 1868.]

Micville, comédie en deux actes, par Henri Trianon et
Nyon. — 27 mai 1868.

Le chœur, tragédie en un acte, par Henri de Bornier. — 22 juin

Le chœur, comédie en cinq actes, de Scribe. — Reprise le
1868.

Le chœur, comédie en un acte, par Ernest Legouvé. —
1868.

- * *Mercadet le faiseur*, comédie en trois actes, en prose, par Honoré de Balzac. — A ce théâtre, le 22 octobre 1868.
- Une Histoire ancienne*, comédie en un acte, par Edmond et Émile de Najac. — 31 octobre 1868.

[In-18, 1 fr. — Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.]

- * *Le Lion amoureux*, comédie en cinq actes, de Ponsard. — 1^{er} novembre 1868.

Le Monument de Ponsard, stances de Henri de Bornier. — 1^{er} novembre 1868.

Les faux Ménages, comédie en quatre actes, en vers, par Paul Pailleron. — 7 janvier 1869.

- * *Le Cœur et la Dot*, comédie en quatre actes, de Félix Lemaître. — Reprise le 11 février 1869.

THÉÂTRE IMPÉRIAL ITALIEN.

[Direction de M. BAGNER.]

Piccolino, opéra en trois actes, paroles imitées de la *Comédie italienne* de Sardou, par de Lauzières, musique de M^{me} de G. — 5 janvier 1869.

[Voir *Théâtre de la Renaissance*.]

THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE.

Artistes en Société.

Madame de Chamblay, drame en cinq actes, par Paul Bumes. — 4 juin 1868.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA-COMIQUE.

[Direction de M. DE LEUVEN.]

La Pénitente, opéra-comique en un acte, paroles de H. et William Busnach, musique de M^{me} de Grandval. — 1868.

- * *Les Dragons de Villars*, opéra-comique en trois actes, de Lockroy et Cormon, musique de Aimé Maillart. — 5 juin 1868.

- * *Le Docteur Mirobolan*, opéra-comique en un acte

et *Prianon*, musique de E. Gautier. — Reprise le
et 1868.

ante Maîtresse, opéra-comique en deux actes, paroles
rans, musique de Pergolèse. — Reprise le 11 juillet

, opéra-comique en trois actes et cinq tableaux, paroles
el Carré et Jules Barbier, musique d'Ambroise Thomas.
rise le 4 novembre 1868.

colo, opéra-comique en trois actes, paroles d'Eugène
et Michel Delacour, musique d'E. Poise. — 28 no-
1868.

ibliothèque spéciale de la Société des auteurs et composi-
ars dramatiques. — In-18, 1 fr.]

scène lyrique, d'Émile Cicile et Alfred Rabuteau. — A
tre, le 19 janvier 1869.

, opéra-comique en trois actes, paroles de Henri Meil-
Charles Nuyter, musique de Jacques Offenbach. —
s 1869.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'ODÉON.

(*Second Théâtre-Français.*)

de M. DE CHILLY.] — Clôture annuelle du 1^{er} juin au
3 septembre 1868.]

te Ville, comédie en quatre actes de Picard. — Reprise
ai 1868.

ie du mariage, comédie en deux actes et en vers, de
s Barbier. — 19 mai 1868.

e Ligneris, drame en cinq actes, en vers, par Marc
— 3 septembre 1868.

ament de César Girodot, comédie en trois actes, en
par Ad. Delot et Ed. Villetard. — Reprise le 21 sep-
1868.

usciance, drame en cinq actes et six tableaux, par
tre Dumas. — Reprise le 7 octobre 1868.

Le Comité de lecture, comédie en un acte, par Léon B.
24 octobre 1868.

Le Drame de la rue de la Paix, drame en cinq actes
par Adolphe Belot. — 5 novembre 1868.

Le Passant, comédie en un acte, en vers, de François
— 14 janvier 1869.

La Comédie de l'amour, comédie en un acte, par J.
14 janvier 1869.

La Gloire de Molière, à-propos en un acte, par T.
Banville. — 15 janvier 1869.

Les Droits du Cœur, comédie en trois actes, par L.
16 janvier 1869.

Mademoiselle la Marquise, comédie en cinq actes
précédée d'un prologue, par de Saint-Georges et L.
12 février 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs
teurs dramatiques. — In-18, 2 fr.]

Gutenberg, drame en cinq actes, en vers, par Edmond
8 avril 1869.

* *Lucrèce*, tragédie en cinq actes, en vers, de François
— Reprise le 30 avril 1869.

THÉÂTRE-LYRIQUE IMPÉRIAL.

[Direction de M. CARVALHO. — Fermeture le 5
Direction de M. J. PASDELOUP. — Réouverture le 5
tobre 1868.]

* *Le Val d'Andorre*, opéra-comique en trois actes,
H. de Saint-Georges, musique d'Halévy. — A ce
24 octobre 1868.

* *Martha*, opéra en quatre actes, paroles de H. de Saint-Georges,
musique de Flotow. — Reprise le 26 octobre 1868.

* *Le Barbier de Séville*, opéra-comique en quatre actes,
de Castil-Blaze, musique de Rossini. — Reprise le 5
1868.

* *Iphigénie en Tauride*, tragédie-lyrique en quatre

Guillard, musique de Glück. — Reprise le 26 novembre 1868.

Les Amants d'amour, opéra-comique en un acte, paroles de Najac et Deulin, musique d'Albert Grisar. — Reprise le 13 décembre 1868.

Le Tour de Chapelle, opéra-comique en un acte, paroles de J. Gay, musique de Paër. — Reprise le 13 décembre 1868.

Le Tour de Preston, opéra-comique en trois actes, paroles de J. Gay et Brunswick, musique d'Adolphe Adam. — Reprise le 13 décembre 1868.

Le Tour de Preston, opéra en quatre actes, d'Ed. Duprez et de G. Verpèse. — Reprise le 8 janvier 1869.

Le Tour de Preston, opéra lyrique, d'Émile Cicile, Alfred Rabuteau et Wintzingerode. — Reprise le 15 janvier 1869.

Le Tour de Preston, opéra en quatre actes et onze tableaux, musique de J. Gay. — Reprise le 24 janvier 1869.

Le Tour de Preston, opéra en quatre actes, d'Ed. Duprez et Verdi. — Reprise le 15 février 1869.

Le Tour de Preston, opéra-comique en un acte, paroles de Paul de Sède et Boverat, musique d'Ernest Guiraud. — 5 mars 1869.

Le Tour de Nuremberg, opéra-comique en un acte, paroles de J. Gay et A. de Beauplan, musique d'Adolphe Adam. — Reprise le 5 mars 1869.

Le Tour de Nuremberg, opéra en cinq actes, paroles et musique de Richard Wagner. — Traduction française de Nutter et Guillaume. — Reprise le 15 mars 1869.

Théâtre spécial de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

[Direction de M. Hippolyte COGNIARD.

Les Soupirs, opéra-bouffe en quatre actes, paroles de J. Gay et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 8 mai 1868.

* *La Belle Héloïse*, opéra-bouffe en trois actes, par Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 20 juillet 1868.

Une Éclipse de lune, vaudeville en un acte, par G. — 11 août 1868.

La Vie privée, comédie-vaudeville en un acte, par E. V. Bernard. — 11 août 1868.

Les Chambres de Bonnes, vaudeville en trois actes, par E. Rimbaut et Raimond Deslandes. — 13 août 1868.
[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50.]

La Permission de minuit, vaudeville en un acte, par E. Dupeuty et Jules Moineaux. — 13 septembre 1868.

La Périchole, opéra bouffe en deux actes, paroles de Meilhac et L. Halévy, musique de Jacques Offenbach. — 13 octobre 1868.

* *La Grande-Duchesse de Gérolstein*, opéra-bouffe en deux actes et quatre tableaux, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 20 octobre 1868.

L'Architecte de ces Dames, vaudeville en un acte par H. — 17 janvier 1869.

La Roulette, vaudeville en trois actes, par Delacour et G. — 18 janvier 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

Le Mot de la fin, petite revue en un acte et deux tableaux, paroles de Clairville et Siraudin, airs nouveaux de H. Heilmann, Villebichot et Diache. — 21 janvier 1869.

Une Fausse joie, comédie en un acte, par Hippolyte et Raimond Deslandes. — 18 février 1869.

[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard des Capucines.]

L'Astronome du pont Neuf, pochade en un acte, paroles de E. Moineaux, musique d'E. Durand. — 18 février 1869.

du jeune Henri dans une forêt du boulevard Mont-
à-propos. — 18 février 1869.

Blanc, opéra-bouffe en trois actes et quatre tableaux,
de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jac-
ques Offenbach. — Reprise le 8 mars 1869.

du roi Pétaud, opéra-bouffe en trois actes, paroles de
L. Gallet et Ph. Gille, musique de Léo Delibes. — 24 avril

THÉÂTRE DU GYMNASÉ.

[Direction de M. MONTIGNY.]

en retrouvés, comédie en quatre actes, par Louis Leroy
et J. Kermadec. — 1^{er} mai 1868.

8, 2 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard Mont-
martre.]

de Diderot, comédie en un acte, par Michel Carré et
J. Deslandes. — 25 juin 1868.

des de Timothée, comédie en un acte, par Clairville et
J. Kermadec. — 25 juin 1868.

de la Vie privée, comédie en un acte, par X. Y. Z. —
1868.

thèque spéciale de la Société des auteurs et compo-
siteurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

sont esclaves, comédie en trois actes, par de Lérus. —
1868.

ers de bal, comédie en un acte, par Octave Gastineau.
1868.

ear, comédie en cinq actes, par Henri Meilhac et Lu-
dovic Halévy. — 13 août 1868.

monsieur qui suit les Femmes, vaudeville en deux actes,
de Théodore Barrière et Decourcelle. — A ce théâtre, le
1868.

Lumbert, comédie en trois actes, par Armand Durantin.
octobre 1868.

thèque spéciale de la Société des auteurs et compo-
siteurs dramatiques. In-18, 2 fr.]

Suzanne et les deux Vieillards, comédie en un acte, par H. Meilhac. — 19 octobre 1868.

* *Le Serment d'Horace*, comédie en un acte, d'Henri Meilhac. Reprise le 19 octobre 1868.

Le Monde où l'on s'amuse, comédie en un acte, par H. Meilhac et L. Pailleron. — 11 novembre 1868.

Séraphine, comédie en cinq actes, par Victorien Sardou. — 29 décembre 1868.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

[Direction de MM. PLUNKETT et L. DORMEUR.]

Le Château à Toto, opéra-bouffe en trois actes, paroles de H. Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — 6 mai 1868.

Deux Prisonniers de Théodoros, pochade abyssinienne en un acte, mêlée de chant, paroles de Jules Renard, musique de Villebichot. — 21 juillet 1868.

Le Chatouilleur du Puy-de-Dôme, vaudeville en un acte, par H. Duru et Chivot. — 21 juillet 1868.

* *Les Mémoires de Mimi-Bamboche*, roman en cinq actes, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. — Reprise le 21 juillet 1868.

Madame est couchée, comédie en un acte, par Eugène Grangé et Victor Bernard. — 20 août 1868.

Le Lys de la vallée, comédie-vaudeville en trois actes, par Eugène Grangé et Victor Bernard. — 21 août 1868.

Paris ventre à terre, comédie en trois actes, par Théophile Gautier et Léopold Stapleaux. — 18 septembre 1868.

A qui le Singe? vaudeville en un acte, par Henri Chivot et Adolphe Jaime. — 21 octobre 1868.

Un Malade au mois, vaudeville en un acte, par Charles Lemaître. — 21 octobre 1868.

Le Bouquet, comédie en un acte, par H. Meilhac et L. Pailleron. — 23 octobre 1868.

Le Roi d'Amatibou, comédie-vaudeville en quatre actes, par H. Meilhac et L. Pailleron.

Labiche et Edmond Cottinet, *airs nouveaux d'Hervé*.
novembre 1868.

Notte, comédie-vaudeville en cinq actes, par Eugène
et Delacour. — Reprise le 1^{er} décembre 1868.

val d'un merle blanc, folie parée et masquée, mêlée de
en trois actes, par Henri Chivot et Alfred Duru ; rondes
es, musique de Charles Lecocq. — 30 décembre 1868.

Pot-au-feu, comédie-vaudeville en un acte, par Charles
Michel Delaporte. — 19 mars 1869.

tières pour un cordon, pochade en un acte, par Lucian,
e d'Alcindor. — 19 mars 1869.

de Rosafol, comédie-vaudeville en un acte, par La-
Delacour. — 20 mars 1869.

ibliothèque spéciale de la Société des auteurs et composi-
rs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Minard et C^e, comédie en trois actes, par Edmond Gon-
— 17 avril 1869.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

de M. HARMANT. — A partir du 23 avril 1869, le
a été transféré de la place de la Bourse au boulevard
iens, au coin de la rue de la Chaussée-d'Antin.]

isiens, comédie en quatre actes, par Théodore Bar-
— Reprise le 11 mai 1868.

drame en cinq actes et onze tableaux, par Charles
. — 2 juin 1868.

z, comédie en trois actes, par M^{me} Charlotte Dupuis. —
ore 1868.

rs de Jean, comédie en un acte, par M. Verconsin. —
ore 1868.

res avant tout, comédie en un acte, par Eugène Hugot
r de Bruges. — 23 octobre 1868.

prodigue, comédie en quatre actes, par Henri Becque.
vembre 1868.

Autour du Lac, comédie en un acte, par Crisafulli et
— 1^{er} décembre 1868.

Le Petit voyage, pochade en un acte, par Eugène
1^{er} décembre 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Miss Multon, comédie en trois actes, par Eugène Nus
Bélor. — 1^{er} décembre 1868.

Une Vendetta parisienne, comédie en un acte, par
cond. — 11 février 1869.

Une Nuit au champagne, comédie en un acte, par
cour et Léon Morant. — 11 février 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Le Sacrifice, comédie en trois actes, par Alphonse Dau
vrier 1869.

[In-18, 1 fr. 50. — Librairie internationale, 15
Montmartre.]

Prologue d'ouverture, par Léon Supersac. — 23 avr

Le Choix d'un gendre, comédie en un acte par Eug
et Alfred Delacour. — 23 avril 1869.

Le Contrat, comédie en deux actes, par Henri Meilbac
1869.

THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

[Direction de M. MARC-FOURNIER. — Fermeture le
Direction de M. RAPHAEL FÉLIX. — Réouverture
1868.]

Cadio, drame en cinq actes et huit tableaux, par C
et Paul Menrice. — 3 octobre 1868.

* *Madame de Chamblay*, drame en cinq actes, par
Dumas. — 31 octobre 1868.

* *La Dernière Idole*, drame en un acte, par E. Lépini
det. — Reprise le 31 octobre 1868.

de Monsoreau, drame en cinq actes et onze tableaux,
Alexandre Dumas et Auguste Maquet. — Reprise le 28 no-
vembre 1868.

Le Drame en cinq actes et huit tableaux, par Victorien Sar-
tore. — 18 mars 1869.

THÉÂTRE DE LA GAITÉ.

[Direction de M. DUMAINE.]

Les Émigrés de Paris, drame en cinq actes et six tableaux,
Alphonse d'Ennery et Eugène Grangé. — Reprise le 1^{er} mai

Le Drame, comédie-vaudeville en un acte, par Léon Supersac.
— 1^{er} mai 1868.

Les Émigrés de Venise, drame en cinq actes et six tableaux,
Charles Garand. — 29 mai 1868.

Toto, vaudeville en un acte, par Émile Abraham et
Gustave Lévêque. — 14 juin 1868.

Le Courrier de Lyon ou l'Attaque de la malle-poste, drame
en cinq actes et six tableaux, par Moreau, Siraudin et Dela-
croix. — Reprises les 16 juin et 25 novembre 1868, et le 4 fé-
vrier 1869.

[Direction de M. VICTOR KONING, à partir du 1^{er} juillet 1868.]

Les Émigrés, drame à grand spectacle, en cinq actes et neuf
tableaux, par Anicet Bourgeois et Ferdinand Dugué. — A ce
théâtre, le 17 juillet 1868.

Les Émigrés, drame en cinq actes et six tableaux, par Ernest Ra-
pigny. — 23 septembre 1868.

Le Drame, drame en cinq actes et sept tableaux, par Édouard
Rey et Eugène Nus. — A ce théâtre, le 10 octobre 1868.

Les Émigrés des Roses, drame à grand spectacle, en cinq actes et
six tableaux, par Victor Séjour. — 5 décembre 1868.

Le Drame noir, mélodrame en cinq actes et un prologue inti-
mé, par Eugène Nus et R. Bravard. —
1869.

[Direction de M. BOULET, à partir du 13 mars

- * *La Closerie des Genêts*, drame en cinq actes, huit tableaux, un prologue, par Frédéric Soulié. — A ce théâtre, le 14 mai 1869.
- * *La Fille des Chiffonniers*, drame en cinq actes, huit tableaux, par Anicet Bourgeois et Ferdinand Dugès. — A ce théâtre, le 14 avril 1869.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET.

[Direction de M. HOSTEIN. — Le théâtre reste fermé du 11 août, du 15 au 30 septembre et du 7 au 14 octobre 1868.]

Le Comte d'Essex, drame en cinq actes, par M. de Vigny. — A ce théâtre, le 4 mai 1868.

- * *Les Pirates de la Savane*, drame à grand spectacle, en cinq actes et huit tableaux, par Anicet Bourgeois et Ferdinand Dugès. — A ce théâtre, le 11 août 1868.

L'Armurier de Santiago, drame en cinq actes par Eugène Ibsen. — A ce théâtre, le 30 septembre 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs dramatiques. — In-8°, 60 c.]

- * *Le Naufrage de la Méduse*, drame en cinq actes, par Eugène Ibsen. — A ce théâtre, le 18 octobre 1868.

[Direction de M. FISCHER.]

Théodoros, pièce à grand spectacle, en cinq actes, huit tableaux, par Théodore Barrière. — 21 décembre 1868.

Les Blancs et les Bleus, pièce militaire à spectacle, en cinq actes et dix tableaux, par Alexandre Dumas. — 10 mars 1869.

THÉÂTRE DE L'AMBIGU-COMIQUE.

[Direction de M. FAILLE.]

La Czarine, drame en cinq actes et huit tableaux, par Adenis et Octave Gastineau. — 30 mai 1868.

- * *La Prise de Pékin*, drame à grand spectacle, en cinq actes, par Eugène Ibsen. — A ce théâtre, le 18 octobre 1868.

bleaux, par Adolphe d'Ennery. — A ce théâtre, le 1858.

ns ou la Vie d'un joueur, drame en quatre actes, par [?] et Prosper Dinaux. — Reprise le 28 septembre

re, drame en cinq actes et huit tableaux, par Théodore [?] et Léon Beauvallet. — 23 octobre 1868.

se rouge, drame en cinq actes et neuf tableaux, par [?] Plouvier. — 24 décembre 1868.

caliers du brouillard, drame en cinq actes et dix [?], par d'Ennery et Bourget. — Reprise le 14 janvier

ar de Bazan, drame en cinq actes mêlé de chant, par [?] et d'Ennery, musique de Pilati. — A ce théâtre, le 1869.

e des Gueux, drame historique en cinq actes et sept tableaux, par Jules Claretie et Petrucelli della Gattina. — 26 février 1869.

, drame en cinq actes, de Honoré de Balzac. — A ce théâtre, le 1^{er} avril 1869.

ne de Farerne, drame en cinq actes et six tableaux, par Théodore Barrière et Léon Beauvallet. — Reprise le 1869.

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

de M. MOREAU SAINTI. — Clôture annuelle du 16 juin au 10 août 1868.]

rs du Dimanche, vaudeville en quatre actes mêlé de [?], par Henri Thiéry et Paul Avenel. — 1^{er} mai 1863.

t qui déménage, comédie-vaudeville en un acte, par [?] et Vulpian. — 8 juin 1868.

ibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

q Francis d'un Bourgeois de Paris. — Reprise le 2 septembre 1868.

Chilpéric, opéra-bouffe en trois actes, paroles de
d'Hervé. — 24 octobre 1868.

Une Croix dans le dos, vaudeville en un acte, par C
fred Tranchant. — 31 octobre 1868.

Le Canard à trois becs, opéra-bouffe en trois actes,
Moinaux, musique de Jonas. — 6 février 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs e
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

X. Q. P. G., vaudeville en un acte, par Henri No
9 mars 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs e
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Un Crime dans une valise, vaudeville en un acte, pa
vard et Victor Collo. — 22 mars 1869.

[Bibliothèque du théâtre moderne. Librairie cent
Christine. — In-18, 1 fr.]

Le Petit Faust, opéra-bouffe en trois actes et quatre
paroles de Henri Crémieux et Jaime fils, musique d
23 avril 1869.

THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS.

Direction de MM. DUPONTAVISSE et LEFRANC. —
le 31 mai 1868.] — Direction de M. JULES NORIAC. —
ture le 30 septembre 1868.

L'Arche Marion, opérette en un acte, paroles d'Albér
musique d'Adolphe Nibelle, — 30 septembre 1868.

Le Fifre enchanté, opérette en un acte, paroles de
Tréfeu, musique de Jacques Offenbach. — 30 septen

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteur
positeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

* *Deux Vieilles Gardes*, opérette en un acte, par
Villeneuve et H. Lemonnier, musique de Léo Delib
théâtre le 30 septembre 1868.

L'Ile de Tulipatan, opéra-bouffe en un acte, paroles

et Alfred Duru, musique de Jacques Offenbach. —
septembre 1868.

Les Aveugles, bouffonnerie musicale, paroles de Jules
Léon, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 18 oc-
tobre 1868.

Monsieur de Fortunio, opéra-comique en un acte, paroles
de Crémieux et de Ludovic Halévy, musique de Jacques
Offenbach. — Reprise le 31 octobre 1868.

Qui pleure et Jean qui rit, opéra bouffe en un acte,
paroles de Nuitter et Tréfeu, musique d'Offenbach. — Reprise
le 10 octobre 1868.

Le fils de Benjamin, opérette en un acte, paroles de Mestépès,
musique de Jonas. — Reprise le 2 novembre 1868.

Le fils de Fritzchen, conversation alsacienne en un acte, pa-
roles de Paul Boisselot, musique d'Offenbach. — Reprise le
10 novembre 1868.

Le souffleur restera chez lui le..., bouffonnerie musicale en
un acte, paroles de Saint-Rémi, musique d'Offenbach. — Re-
prise le 5 décembre 1868.

Le fils de l'homme vit encore, opéra-comique en deux actes, pa-
roles de Émile de Najac, musique de Delfès. — 19 décembre

Le fils de Perruquier, opérette en un acte, paroles de
Léon, musique d'Offenbach. — Reprise le 24 décembre

Le fils de l'homme, opéra-comique en un acte, par Albert Vanloo, Eugène
Léon et Henri Potier. — 10 janvier 1869.

Le fils de Chatou, opéra-bouffe en un acte, paroles de Jaime
Philippe Gille, musique de Léo Delibes. — 16 jan-
vier 1869.

Le fils de l'homme, opérette en un acte, paroles de Chivot et Duru, mu-
sique de Charles Lecocq. — 16 janvier 1869.

Le fils du plat d'étain, à-propos en un acte, par Jaime fils,
Philippe Gille et Adrien Marx. — 6 janvier 1869.

Le fils de l'homme, opéra bouffe en trois actes, paroles de Henri Meilhac

et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach.
mars 1869.

Désiré, sire de Champigny, fantaisie villageoise,
chants, de trucs et de surprises, musique arrangée
— 11 avril 1869.

Le Feu aux poudres, opérette en un acte, par N.
E. Frébault et Jacobi. — 11 avril 1869.

* *Croquignole XXXVI*, opérette-bouffe en un acte,
Deforges et Gastineau, musique d'Ernest Lépine. —
11 avril 1869.

THÉÂTRE DE CLUNY.

[Direction de M. LAROCHELLE.]

* *Les Mémoires du Diable*, comédie-vaudeville en 1 acte,
par Étienne Arago et Paul Vermond, musique de D.
ce théâtre le 16 mai 1868.

* *Les Mères repenties*, drame en quatre actes, par
Mallefille. — A ce théâtre, le 20 mai 1868.

Une Heure chez Ninon, comédie en un acte, en
Ch. Frigault. — 3 juillet 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie Internationale, 15,
Montmartre.]

La Bohème d'argent, pièce en cinq actes, par Charles
Théodore de Langeac. — 9 juillet 1868.

* *Roquelaure ou l'Homme le plus laid de France*
Navarre, comédie-vaudeville en quatre actes, par
de Livry et Lhérie. — A ce théâtre, le 27 août 1868.

Les Inutiles, comédie en quatre actes, par Édouard
24 septembre 1868.

[In-18. 2 fr. — Librairie Internationale, 15,
Montmartre.]

La Course au contrat, comédie en un acte, par Th.
14 novembre 1868.

Le Feu sous la cendre, comédie en un acte en vers,
Baudard. — 29 décembre 1868.

, 1 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard Montmartre.]

Caprice, comédie en un acte, en prose, par Victor . — 13 février 1869.

FANTAISIES PARISIENNES (Théâtre lyrique.)

[Direction de M. L. MARTINET.]

du 11 février 1869, la direction transfère le théâtre du des Italiens, 26, au THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE, rue Scribe, conservant la dénomination de FANTAISIES PARISIENNES. En 1869, ce titre est supprimé, et le théâtre reprend le nom de THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE.

Reprise annuelle : du 16 juin au 26 septembre 1868.]

Le méchant en 1779, opéra burlesque en un acte, paroles et musique de d'Hervé. — A ce théâtre, le 10 mai 1868.

Le comte de Séville, opéra comique en quatre actes, traduit et adapté d'après le texte de Beaumarchais, et l'ancienne version française, par Victor Wilder, musique de Paisiello. — 1868.

, 1 fr. 50 c. — Librairie internationale, 15, boulevard Montmartre.

Le mouillé, opéra-comique en un acte, paroles de Jules et de Beauplan, musique de Hartog. — 30 mai

Le comte, opéra-comique, par Lefebvre, Bouvier et Barbier. — 1868.

Le comte malgré lui, opéra-comique en deux actes, paroles de et Duru, musique de Frédéric Barbier. — 17 octobre

Le comte, opéra-comique en un acte, paroles de Thomas et de, musique d'Albert Grisar. — Reprise le 21 décembre

Le comte à Rome, opéra-bouffe en trois actes, paroles de Victor et de, musique de Federico Ricci. — 30 janvier 1869.

, 1 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard Montmartre.]

- * *Le Sourd ou l'Auberge pleins*, opéra-comique en paroles de de Leuven et Ferdinand Langlé, musique d'Adam. — A ce théâtre, le 28 mars 1869.

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE.

[Direction de M. WILLIAM BUSNACH. — Clôture annuelle au 3 septembre 1867. — Fermeture le 13 janvier

[Installation de la troupe des Fantaisies-Parisiennes le 11 février 1869.]

- * *A la Baguette*, tableau villageois en un acte, par Alfred Duru. — A ce théâtre, le 7 septembre 1867.
Les Bons Principes, comédie en un acte, par Alfred Duru. — 2 octobre 1868.

Le Petit Poucet, opéra-bouffe en trois actes, par Letourneur et Laurent de Rillé. — 8 octobre 1868.

Les Jumeaux de Bergame, opéra-comique en un acte, par Busnach, musique de Charles Lecocq. — 20 novembre 1868.

Le Vengeur, opérette en un acte, par Nuitter, Beaupré et Gouix. — 20 novembre 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Les Horreurs de la guerre, opérette en deux actes, par le roman d'Alphonse Karr, par Philippe Gille, musique de Gouix. — 9 décembre 1868.

La Suite à demain, invraisemblance en un acte, par Leprevost fils. — 10 janvier 1869.

THÉÂTRE DU PRINCE-IMPÉRIAL.

Près du boulevard du Prince-Eugène et de la place du Château-d'Eau.

[Direction de M. Hosterm.]

[Ouverture le 8 mai 1868. — Fermeture le 25 avril 1869.]

Ali-Baba ou les Quarante Voleurs, drame à grand spectacle en neuf tableaux, par Cogniard frères. — 8 mai 1868.

d'Essex, drame en cinq actes et six tableaux, par
rier. — A ce théâtre, le 12 juin 1868.

ou une Aventure mystérieuse, drame en quatre actes
tableaux, de Ancelot et Léon Buquet. — 4 juillet

de la diligence, épisode militaire en trois tableaux,
chant, par Flan et Jules Prével. — 4 juillet 1868.

ants, drame en cinq actes, par Frédéric Soulié. —
1868.

res de Paris, drame en cinq actes par Édouard Bri-
et Eugène Nus. — A ce théâtre, le 12 septembre

Rouge, vaudeville en trois actes, par Dupeuty et
. — A ce théâtre, le 27 septembre 1868.

Chambord, vaudeville en deux actes, par Anicet
s et Édouard Brisebarre. — A ce théâtre, le 27 sep-
1868.

lle de police, vaudeville en un acte, par Perrot de
le et Nantulie. — A ce théâtre, le 27 septembre

-Louis, drame en six actes, par Édouard Brisebarre
e Nus. — 13 octobre 1868.

ur la terre, vaudeville en un acte, par Charles Cabot.
vembre 1868.

bre ardente, drame en cinq actes, de Bayard et
e. — A ce théâtre, le 18 novembre 1868.

gnons de la Marjolaine, drame en six actes et
eaux, par Jules Dornay et Pournin. — 23 décembre

anne, drame en cinq actes et six tableaux, par d'En-
maillan. — A ce théâtre, le 23 janvier 1869.

du Mariage, drame en six actes, dont un prologue,
Dornay et Maurice Coste. — 20 février 1869.

de la place Maubert, drame en sept actes, dont un
par Jules Dornay. — 3 avril 1869.

THÉÂTRE BEAUMARCHAIS.

[Direction de M. DAIGLEMONT.]

Fermeture le 31 mai 1868.

* *Le Chevalier de Saint-Georges*, vaudeville en
Roger de Beauvoir et Mélesville. — A ce théâtre
1868.

Heureux en bonne, vaudeville en un acte, par
voir fils. — 1^{er} mai 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Le Cocher de fiacre, drame en cinq actes et sept
Guénée et Faucheur. — 17 mai 1868.

L'Exposition maritime du Havre, saynète, par
29 mai 1868.

[Direction provisoire de M. HOLLACHER, avec
théâtre de Belleville. — Du 1^{er} juin au 2 août 1868.]

* *La Lionne de la place Maubert*. — Reprise le 1^{er} juin 1868.

* *Marianne*, drame en cinq actes, par Michel M
Bourgeois. — Reprise le 21 juin 1868.

* *La Chanteuse des rues*. — A ce théâtre, le 28 juin 1868.

* *Lazare le Pâtre*, drame en cinq actes, par Jos
— A ce théâtre, le 28 juin 1868.

* *Nos Bons Paysans*. — A ce théâtre, le 5 juillet 1868.

* *L'Espoir de la Reine*. — A ce théâtre, le 5 juillet 1868.
* *Les Voleurs d'or*, drame en cinq actes, de M^m
ce théâtre, le 19 juillet 1868.

* *Feu Pantalon*. — A ce théâtre, le 19 juillet 1868.

[Direction de M. DUPONTAVISSE.]

Réouverture le 7 août 1869.

Un Rentier sans ouvrage, vaudeville en un acte
din (de Bourges). — 7 août 1868.

de Béranger, drame en cinq actes, par Dupeuty et
x. — 7 août 1868.

des Feuillants, drame en cinq actes et six tableaux,
gès. — 27 août 1868.

du meurtre, folie-vaudeville en un acte, par A. d'Al-
25 septembre 1868.

aussaire, drame en six actes, par Alexandre Dumas
allais. — 25 septembre 1868.

diot, mélodrame en cinq actes, par Fontan et Charles
— A ce th'âtre, le 14 octobre 1868.

ouge, drame en cinq actes, par Charles Deslys et Le-
31 octobre 1868.

maudite. — Reprise le 23 novembre 1868.

es du vieux Louvre, drame en cinq actes, par Henri
alberg. — 11 décembre 1868.

te de minuit, drame en cinq actes, par Charles Deslys
l. — 16 janvier 1869.

! Gare aux doigts, opérette en un acte, par E. Al-
Borssat fils. — 27 février 1869.

er de pierres. — Reprise le 27 février 1869.

s spahis, folie-vaudeville en deux actes, par Amédée
l. — 14 mars 1869.

Malade imaginaire. — Reprise le 27 février 1869.

Bourreau, drame en cinq actes, précédé d'un prologue,

La Maison maudite, par Molérier et Victor Kervani. —
1869.

in théâtral; Barbré, éditeur, 12, boulevard Saint-
in. — In-4° à 3 colonnes, 30 cent.]

de la mansarde, drame en cinq actes et huit ta-
ar Henri Augu. — 10 avril 1869.

THÉÂTRE DÉJAZET.

[Direction de M. DÉJAZET.]

e annuelle : du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre 1868.

tre les belles-mères, vaudeville en un acte, par Flor
et Cowlen. — 7 mai 1868.

[Pendant la clôture. — Représentations de M. BARRAULT.]

* *Farinelli*. — 2 juillet 1868.

* *Un Bal à émotions*. — 12 juillet 1868.

La Vie privée, vaudeville en trois actes, par Touroude.
let 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et
teurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Représentations de M. NOAILLES.

* *Jean le Cocher*, drame en cinq actes et huit tableaux,
Bouchardy. — 25 juillet 1868.

* *Paul Jones ou le Corsaire*, drame en cinq actes, par
Dumas. — Août 1868.

La Jeune Garde aux Tuileries, cantate, paroles de
musique d'Eugène Chanalet. — 15 août.

~~~~~  
*L'Écran du roi*, vaudeville en un acte, par Gourdon  
lac. — 1<sup>er</sup> septembre 1868.

\* *Les Chevaliers du Pince-nez*, vaudeville en deux  
Lambert Thiboust, Deslandes et Granger. — Repris  
tembre 1868.

\* *Recette contre les belles-mères*. — Reprise le 1<sup>er</sup>  
1868.

*Brelan de ménages*, vaudeville en un acte, par Cho  
— 9 octobre 1868.

*Céphale et Procris*, opérette en un acte, paroles d'E.  
18 octobre 1868.

*L'Enfant de trente-six mères*, vaudeville en quatre  
Guénée et Jaime fils. — 20 novembre 1868.

*L'Hôtel des Illusions*, comédie-vaudeville en un acte,  
lien Scholl et Ch. Flor O'Squarr. — 6 décembre 1868.

[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15,  
Montmartre.]

*Catherine Parr*, drame en un acte, par Couturier. —  
bre 1868.

revue de 1868, en trois actes et dix tableaux, par Flan, Lemornier et Oswald. — 9 janvier 1869.

*Enchard*, vaudeville en un acte de M. Ramboz. — 1869.

*Les Rés*, comédie en trois actes, par Méris. — 15 mars

*Just, pas trop n'en Faust*, parodie en cinq tableaux, Leprévost. — 28 mars 1869.

*Les Vies gardées*, vaudeville en un acte, par Labiche et Del. — A ce théâtre, 4 avril 1869.

*La Vie*, pièce en cinq actes, par Édouard Brise-14 avril 1869.

#### THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS.

[Direction de M. GASPARI.]

Le 29 septembre 1868; le théâtre reste fermé du 20 mars 1868, et ferme de nouveau le 29 avril

*Les Pommes*, opérette en cinq actes, paroles d'E. Abraham, musique de L. Deffès. — 29 septem-

*Le Duc de Matapa*, opérette en trois actes, paroles d'A. et Clairville, musique de Debillemont. — 16 novem-

*Le Club*, comédie-vaudeville en un acte, paroles de et Gastineau, musique de Debillemont. — 22 novembre 1868.

*Le Village* en un acte, par Ivan de Wœstine. — 30 décembre 1868.

*La Revue*, revue de l'année en trois actes et six tableaux, par Adrien Marx, Blavet, Magnard, Prével, de Wœstine. — 30 décembre 1868.

*Le Drame* en six actes, par Xavier de Montépin. — 1869.

THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

[Direction de M. MONTRouGE.]

*Vive la ligne!* opérette en un acte, paroles de Jules Dreyfus, musique de Auguste Lévêillé. — 16 mai 1868.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Les Premières Armes de Jules Citrouillard*, folie-vaudeville en un acte, par Commerson et Henri Normand. — 1868.

*Pierrot parlant*, pantalonade en deux actes et un prologue, par Alexandre Flan. — 26 juin 1868.

*Le Tuyau de poêle*, vaudeville en un acte, par Marquet et Delbès. — 8 août 1868.

*A la bretonne*, opérette en un acte, paroles de M<sup>me</sup> Chabrillan, musique de M. Oray. — 8 août 1868.

*A qui le faux-col?* vaudeville en un acte, par Savard et Delbès. — 30 octobre 1868.

\* *Jean qui pleure, Jean qui rit*, opérette en un acte, paroles de Mangin, musique de Marc Chautagne. — Reprise le 1868.

[Direction de M. MONTAUBRY.]

*A la barque! à la barque!* revue de l'année en trois actes et tableaux, par A. de Jallais et Alexandre Flan, musique de Auguste Lévêillé. — 8 décembre 1868.

\* *Georges et Georgette*, comédie en un acte, par Émile Augier. — Reprise le 5 mars 1869.

*Ce bon Roi Dagobert*, opérette bouffe en un acte, paroles de Marquet et Delbès, musique de Georges Douay. — 1869.

*Le Jockey*, vaudeville en un acte, par Félix Savard et Delbès. — 12 mars 1869.

[Bibliothèque du théâtre moderne. — Librairie rue Christine. — In-18, 1 fr.]

*rs de Printemps*, fantaisie en deux actes, par A. de  
12 mars 1869.

*rnal du soir*, parodie en trois tableaux, par A. de  
Oswald. — 23 avril 1869.

THÉÂTRE DES DÉLASSEMENTS-COMIQUES.

e M. MAURICE COSTE. — Fermeture du 16 juin au 16 no-  
1868. || Direction de M. MICHEL BORDET. — Réouver-  
novembre 1868. — Fermeture le 1<sup>er</sup> mars 1869.]

*te du Jugement dernier*, vaudeville en un acte, par  
oniot. — 1<sup>er</sup> décembre 1868.

*ur dont le nez remue*, vaudeville en un acte, par  
ummay. — Décembre 1868.

*ons de l'année*, revue en quatre actes et huit tableaux,  
r Monréal et Henri Blondeau. — 24 décembre 1868.

*de Crampon*, vaudeville en un acte, par Henri Avo-  
nouveaux de Gandon. — Reprise le 20 février 1869.

ELDORADO.

4, boulevard de Strasbourg.

[Direction de M. LORGE.]

*au cinquième étage*, opérette en un acte, paroles de  
usique de Bovery. — 30 juin 1868.

*ombée du ciel*, opérette en un acte, paroles de Blon-  
Beaumaine musique de L. Roques. — 28 juillet

*èle*, bouffonnerie mythologique, par Alfred Ponillon,  
de L. Roques. — 22 août 1868.

*nges*, opérette en un acte, par Paul Renard, Georges  
et Henri Cellot. — 13 octobre 1868.

*e*, opérette en un acte, par A. Bornier et G. Lamothe.  
tobre 1868.

*opérette en un acte*, paroles de Paul Renard, Ch. de  
t, musique d'Hervé. — 19 décembre 1868.

*Casqu'enfer*, opérette en un acte, paroles de Blonde-



*Un Coup de tête*, vaudeville en un acte. — 12 septembre  
*Papa Bécardin*, vaudeville en trois actes, par Th.  
26 septembre 1868.

*Les Trois Sauvageons*, vaudeville en un acte. —  
1868.

*Les Amoureux de Violette*, vaudeville en deux actes,  
milien Perrin. — 10 octobre 1868.

*Le Trompette de zouaves*, vaudeville en un acte. —  
1868.

*Une Noisette dans un bois*. — 17 octobre 1868.

*Manon la Sabotière*, vaudeville en un acte. — 24 oct

*La Pâtissière de Darmstadt*, vaudeville en deux actes  
tobre 1868.

*Deux Mariages à la broche*, vaudeville en un acte. —  
bre 1868.

*La Vérité quand même*, vaudeville en trois actes, pa  
Meyer. — 14 novembre 1868.

*La Famille Duverglas*, opérette en un acte, paroles  
Roussel, musique de G. Rose.

*L'Échappé de Charenton*, vaudeville en un acte, par  
et Al. Guyon. — 5 décembre 1868.

*Tout Paris la verra*, grande revue de l'année en c  
quinze tableaux, par Lemonnier et Oswald. — 2  
1868.

#### THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

[Direction de M<sup>me</sup> ALBINE DELEST. — Clôture du  
au 30 octobre 1868.]

*Monsieur Croquemitaine*, vaudeville en un acte, par  
Faucheur. — 1<sup>er</sup> mai 1868.

*Les Oreilles d'âne*, opérette en un acte, paroles de Fe  
glé et F. Savard, musique de A. Roux. — 1<sup>er</sup> mai 1

[Direction de M. GUÉNÉE. — Réouverture le 31 octob  
Fermeture le 31 janvier 1869.]

*Ils n'ouvriront pas*, vaudeville en acte, par Guénée e  
monnier. — 31 octobre 1868.

*ards de vingt ans*, vaudeville en trois actes, par A. Ler et Stephen Oswald. — 31 octobre 1868.

*e liée*, comédie en un acte, par E. Thiéry et E. Moniot. — 19 décembre 1868.

*la*, revue en trois actes et huit tableaux, par A. Flan. — 19 décembre 1868.

#### ÉCOLE LYRIQUE.

*de en partie double*, vaudeville en un acte, par Belval et Simiot. — 23 mai 1868.

*faire?* vaudeville en un acte, par H. Bugnet. — 3 octobre 1868.

*prends garde*, revue en trois actes, par F. Savard et J. Ma. — 19 décembre 1868.

*e d'amour*, comédie en deux actes, par Auguste Chirac. — 19 février 1868.

#### SALLE MOLIERE.

*locipède*, revue en cinq actes, par Gaston Marot et Char. Bert. — 28 décembre 1868.

#### THÉÂTRE DE MONTMARTRE.

*de Pandore*, comédie en un acte par Alexandre Ducros. — 19 juin 1868.

#### THÉÂTRE MONTPARNASSE.

*e Personne*, vaudeville en un acte, par Bouchard. — 19 décembre 1868.

*ait d'enfant*, vaudeville en un acte, par Bouchard. — 19 décembre 1868.

#### THÉÂTRE DE BELLEVILLE.

[Réouverture le 12 septembre 1868.]

*rologue d'ouverture* en un acte, par Jean Dolent. — 12 septembre 1868.

*tie de plaisir*, vaudeville en un acte. — 6 décembre

*Ici l'on rase*, vaudeville en un acte, par Julien I  
Nantulle. — 14 février 1868.

THÉÂTRE DE LA VILLETTE.

*Un Duel sans témoins*, vaudeville en un acte, par  
mai 1868.

*Mon Troisième*, vaudeville en un acte, par Jouha  
1868.

*Verdurette la meunière*, opérette en un acte, par  
Sérard. — 12 septembre 1868.

*Daniel le mulâtre*, drame en un acte, par Alph.  
7 novembre 1868.

*Le Bahut de l'oncle Antoine*, vaudeville en un acte,  
— 14 novembre 1868.

*Le Permis de chasse*, vaudeville en un acte, par E.  
17 avril 1869.

CAFÉ-CONCERT TIVOLI.

*Suivez, suivez le monde*, revue en trois actes, p  
Bausset. — 26 décembre 1868.

*Jupiter et Yo*, opérette en deux actes, par Montjoy  
Bach. — 30 janvier 1869.

*Le Mariage au cliché*, opérette, paroles de Blau,  
Mutel. — 17 avril 1869.

CAFÉ DE LA GAITÉ (Montparnasse.)

*Les Couvreurs*, opérette en un acte, par V. Robillan

CERCLE DRAMATIQUE.

*Le Diable à quatre*, revue de l'année 1868, en deux  
tre tableaux, dont un prologue, paroles de Marc  
taine et Marcel, musique nouvelle de Hervé, Du  
cat. — 12 décembre 1868.

[In-18, 1 fr. 50 c. — Librairie internationale,  
Montmartre.]

---

## LISTE DES MEMBRES

SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans le prochain Bulletin.

La Commission rappelle encore aux Sociétaires qu'elle fait tenir à jour de leurs adresses, afin d'être à même de leur faire toutes les communications qui pourraient les intéresser, leur recommande de donner avis, quand il y a lieu, de changements de domicile, à M. VICTOR ROZIER, inspecteur-général de la Société. Les *Annuaire*s précédents n'ont pu être envoyés à un certain nombre de Sociétaires dont la demeure est inconnue à la Commission.

Les Sociétaires qui ont été élus membres de la Commission sont suivis d'initiales entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils y ont exercé une fonction.

Si un Sociétaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire, de la lettre initiale de la fonction qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes :

|       |                 |     |                   |
|-------|-----------------|-----|-------------------|
| b.    | Archiviste.     |     | LÉGION D'HONNEUR. |
| r.    | Chorégraphe.    | *   | Chevalier.        |
| ap.   | Compositeur.    | O*  | Officier.         |
| r.    | Secrétaire.     | C*  | Commandeur.       |
| pl.   | Suppléant.      | GO* | Grand-Officier.   |
| s.    | Trésorier.      |     |                   |
| Prés. | Vice-Président. |     |                   |

Les décisions de la Commission, prises dans l'*Annuaire* de 1866-1867, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

SOCIÉTAIRES.

A

ABOUT, Edmond, O\* (élu en 1867, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869).  
 ABRAHAM, Émile.  
 ABRAHAM, Louis.  
 ACHARD, Amédée, O\*.  
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868).  
 AIMARD, Gustave.  
 ALARY, Giulio, \* comp.  
 ALBERT, Alfred.  
 ALBITTE, L. Gustave.  
 ALGARA [CARLOS D'].  
 AMAT, Léopold, \* comp.  
 ANCELOT, Virginie [M<sup>me</sup>].  
 ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.  
 ANGLEMONT [D']. Edouard.  
 ANIEL, P., chor.  
 ANTHOINE, Louis [D'].  
 ANTIER, Benjamin, \*.  
 ANTIER, Ernest.  
 ANTOINE (de Nantes) [M<sup>me</sup> Charlotte DUPUIS BORDES, dite].  
 ARAGO, Emmanuel.  
 ARAGO, Etienne.  
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].  
 AUBER, Daniel-Esprit, GO\*, comp. (élu en 1829, 1833).  
 AUDEBRAND, Philibert.  
 AUDEVAL, Hippolyte.  
 AUDRAY DESHORTIES.  
 AUGER, Hippolyte.  
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.  
 AUGIER, Émile, C\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868, 1869).  
 AUGU, Henri.  
 AUNET, Léonie [D'].  
 AURÈS, Edouard.  
 AUTRAN, Joseph.  
 AVENEL, Paul, \*.  
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.  
 AVRECOURT [D'].

B

BAGET.  
 BALATHIER DE BRAGELON.  
 BALFE, Michel-Guillaume.  
 BANVILLE, Théodore.  
 BAPAUME dit NORMAND.  
 BARALLE, Alphonse.  
 BARBIER, Frédéric, comp.  
 BARBIER, Jules, \* (secr. 1864, secr. 1869).  
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.  
 BARON, Auguste.  
 BARON [POURCELT DE]. V.  
 BARRÉ, L. Eugène.  
 BARREZ, Jean-Baptiste.  
 BARRIERE, Théodore, 1855, 1856, 1857, 1858.  
 BARTHET, Armand.  
 BASSET, Jules.  
 BASSET, père \*.  
 BAUSSET [DE], Albert.  
 BAYARD, Léon-Picard.  
 BAZIN, J.-François, \* en 1858, 1859, secr.  
 BAZZONI, Jean-Louis.  
 BEAUJEAN [DE], Alfred.  
 BEAULIEU [AUGER DE].  
 BEAUME, Louis-Alexandre MONT.  
 BEAUPLAN [DE], Arthur.  
 BEAUREGARD [DURAND] RAND.  
 BEAUVALLÉ, Léon.  
 BÉCHARD, Frédéric.  
 BECQUE, Henri.  
 BEDEAU, Hippolyte-Léon.  
 BEER, Jules, comp.  
 BELLE.  
 BELLIAUT (Marseille).  
 BELLIN, Jules (Poitiers).  
 BELLOT, Pierre.  
 BELLOY [marquis DE].  
 BELMONTET, O\*.  
 BELOT, Adolphe, \*.  
 BENOIST, François, com.

SOCIÉTAIRES.

ORGES DE VIGNEUX].  
Eugène.  
[Émile PAGÈS].  
Victor.  
Louis.  
Elie, ✱.  
Henry, ✱.  
[M<sup>me</sup>], Caroline, née SAM-  
Alexandre, comp.  
Jules.  
Léon.  
[DE], Charles.  
[DE], Émile.  
[DESNAYERS DE].  
[DE], comp.  
Albert-Théodore-Xavier.  
BURY, Henri.  
Est.  
Paul.  
Adrien, ✱, comp.  
R, E. F. [M<sup>me</sup> ADAM-]  
Louis-Paulin.  
[DE], Émile.  
[DE], comp.  
[DE], Étienne-Charles-  
Joseph, ✱ (secre. 1840,  
1842).  
Ernest ✱, comp. (élu  
1865, 1866, 1869).  
Maurice.  
G.  
Anicet, ✱ (élu en 1836,  
secre. 1838, 1840, 1846,  
1847, 1848, 1850  
1851, V.-Prés. 1852,  
V.-Prés. 1855, V.-Prés.  
1863, V.-Prés. 1864.  
1865, suppl. 1869).  
Eugène.  
Maurice, comp.

BOUVIER, Alexts.  
BOY, Pierre.  
BRAGELONNE. Voir Balathier.  
BRAVARD, Raoul.  
BRÉSIL, Jules.  
BRICET, Henri.  
BRIDAULT, Charles.  
BRISEBARRE, Édouard (élu en 1847,  
1848, secre. 1849, 1851, 1852,  
1853, secre. 1859, 1860, secre.  
1861, 1868, V.-Prés. 1869).  
BRISSE, Ernest.  
BROT, Alphonse.  
BRUGES [ROYER DE]. Voir ROYER.  
BRUNE, Claire [M<sup>me</sup>].  
BUFFAULT, Ernest.  
BURGMULLER, comp.  
BUSNACH, William.

C

CABOT, Charles.  
CADAUX, Justin, comp.  
CADOL, Édouard (élu secre. en 1869).  
CANOBY, Gustave, comp.  
CARAFA, O✱, comp. (élu en 1832,  
1834).  
CARDEILHAC, voir LAGRANGE.  
CARLOS D'ALGARA, voir ALGARA.  
CARPIER, Marie-Aimé.  
CARRÉ, Michel, ✱.  
CARTIER, Henri, comp.  
CASPERS, Henry, comp.  
CEY [Arène de]. Voir CHÈSEDE CA-  
HAGNE.  
CHALLAMEL, Augustin.  
CHAM.  
CHAPELLE-LAURENCIN, voir LAURENCIN  
CHAREAU, Ludovic.  
CHASSÉRIAU.  
CHAULIEU.  
CHAUVET DE CHAROLLAIS.  
CHAUVINIÈRE [E. de LA].  
CHAVETTE. Voir VACHETTE.  
CHAZOT [DE] PAUL.  
CHÉRI MARIAN.  
CHÉROUVRIER, comp.

SOCIÉTAIRES.

CHÈSE DE CAHAGNE, dit ARSÈNE DE  
CEY.  
CHESNERAYE [MAHET DE LA], voir  
MAHET.  
CHEVALET, Émile.  
CHEVALIER. Voir LAGOGUÉE.  
CHIVOT, Henri.  
CHOL DE CLERCY.  
CHOLER, Adolphe.  
CHOLER, Saint-Aignan.  
CLAIRVILLE [NICOLAÏ du], \*.  
CLÉMENT, Re. é.  
COGNIARD, Hippolyte, \*.  
COGNIARD Théodore, \*.  
COHEN, Jules, \*, comp.  
COHEN, Léonce, comp.  
COLIN [M<sup>me</sup> veuve SAINT-SAENS].  
COLLINET, Clara [M<sup>lle</sup>] comp.  
COLLIOT, Émile.  
COMMERSON, J. E. Auguste.  
COMMERSON, Joseph-Jacques.  
CONSTANTIN [Marc].  
COPPÉE, François.  
CORDIEZ, J.-Louis.  
CORMON. Eugène, \*.  
COSTÉ, Jules-Edme, comp.  
COTTINET, Edmond.  
COUAILHAC, Louis, \*.  
COUILLAC, Victor, dit FRADELLE.  
COURCY fils [de], Charles.  
COURNIER, Jules.  
CRÉMIEUX, Hector, \*.  
CRESTE, Jules.  
CRISAFULLI, Henri-François-Xavier-  
Pierre.  
CURRAT, Henri.

D

DACLIN, Karl.  
DAILLIÈRE, Julien.  
DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].  
DANVIN-FOLLIGUET.  
DARCIER, Joseph.  
DAUDET, Alphonse.  
DAUTREVAUX.  
DAVENAT.

DAVESNE [DEBOIS-]. V.  
DAVID, Félicien,  
membre de l'Inst.  
DEADDÉ [SAINT-YVES].  
DEBILLEMONT, comp.  
DECOURCELLE, Adrien  
sect. 1854, secr.  
DEFFÈS, Loui-, comp.  
DEJAZET, Eugène, co  
DELACOUR, Alfred, \*  
en 1856, sect. 18  
1860, trës. 1861,  
DELAHAYE, Jules-Lep  
DELALAIN.  
DELAMOTTE [marquis  
DELANGE.  
DELAPOSTE, Auguste.  
DELAPOSTE, Michel.  
DELAVIGNE, Arthur.  
DELBÈS, Jean-Arman  
DELDEVEZ, comp.  
DELIGES, Léo, comp.  
DELIGNY, Eugène.  
DELTEIL.  
DEMOLIÈRE. Voir Mo  
DENIZET, Jules.  
DENOSNE, Benard.  
DESARBRES, Nérce.  
DEBUARDS, J.-F.  
DESCHAMPS, Émile, \*  
DESCHAMPS, Hippolyt  
DESCUBES DE LASCAUX  
DESHORTIES, Audray  
DESHORTIES.  
DESLANDES, Raimon  
1854, sect. 1855, s  
1858, sect. 1859, s  
1862, 1869).  
DESLYS, Charles.  
DESNOYERS. Voir Bié  
DESOLME, Charles.  
DESTRIBAUD, comp.  
DESVIGNES [Maurice  
Voir Lavigne.  
DEULIN, Charlemagn  
DEVAUX, Eugène.  
DEVIEUX, Gustave.  
DEVIN-DUVIVIER, com

SOCIÉTAIRES.

ouard.  
 ailes.  
 Holbac.  
 POLIANT dit].  
 père.  
 iles.  
 orges, comp.  
 amille, C\*, de l'Acad.  
 lu en 1846, secr. 1847,  
 18, secr. 1850, secr. 1851,  
 52).  
 ESNE.  
 Neuville. Voir Neuville.  
 an.  
 Ernest.  
 tienne.  
 rmand.  
 Henri.  
 rdinand, \* (élu en 1863,  
 ch. 1867, V.-Prés. 1868).  
 Frédéric.  
 xandre, \* (élu en 1831.  
 33, V.-Prés. 1834, 1835  
 40).  
 exandre, fils, O\* (élu  
 1867, 1868).  
 a.  
 Adolphe, fils.  
 nri. \*.  
 DE MANNE, Edmond.  
 Lenoir Dupré.  
 ean-Laurent, comp.  
 ibert-Louis, \* comp.  
 e Julien Edouard, comp.  
 BEAUREGARD.  
 VALLAY.  
 Arnaud.  
 Auguste Henri, dit MU-  
 Voir MURIEL.  
 red.  
 DE VETEUIL, \*.  
 eile [M<sup>lle</sup>].  
 t.  
 MÉLESVILLE fils. Voir MÉ-  
 t.

E

EDMOND, Charles [CHOTESKI dit], \*.  
 ELOY DE VILLA-MAYOR [M<sup>me</sup>].  
 ELY (Charles), O\*, dit MARÉVILLE  
 (Jul.-s).  
 ELWART, comp.  
 EMMANUEL, Arthur.  
 ENNERY, Adolphe [d'], O\* (élu en  
 1842, 1863, 1864).  
 ERLANGER, Jules, comp.  
 ERVILLE, Henri [ROUSSEL dit d'].  
 ESSARTS, Alfred [DES] \*.  
 ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.  
 EUSTACHE LORSAY. Voir LORSAY.  
 EYMA, Xavier, \*.

F

FARRENC, Césarie [M<sup>me</sup> veuve GEN-  
 SOLLEN-].  
 FAUCHEUR, Théodore-Alphonse.  
 FAVRE, Adolphe.  
 FÉLIX, voir LAGARDE.  
 FERÉ, Octave.  
 FERRIER, Paul.  
 FÉTIS, \*, comp. (suppl. 1834).  
 FEUGÈRES, Paul.  
 FEUILLET, Octave, O\*, de l'Aca-  
 démie française (élu en 1860,  
 1861, 1862).  
 FÉVAL, Paul, O\* (trés. 1863, trés.  
 1864, suppl. 1866, trés. 1867,  
 trés. 1868, trés. 1869).  
 FEYDEAU, Ernest, \*.  
 FIENNES [MATHAREL DE]. Voir MA-  
 THAREL.  
 FILLION, Philibert.  
 FINARD, H., chorégraphe.  
 FLAN, Marie-Alexandre.  
 FLERS [marquis DE], \*. Voir DELA-  
 MOTTE.  
 FLEURY, Henri-Adolphe, dit JEMMA.  
 FLOTTOW, Frédéric [comte DE], \*,  
 comp.  
 FOLLIGUET. Voir DANVIN.  
 FONTAINE, Emile.



SOCIÉTAIRES.

FORGES [PITTAUD DE], O\*.  
FOUCHER, Paul, \*.  
FOURNIER, Jean-Marc-Louis.  
FOURNIER, Edouard, \*.  
FOURNIER, L.-P. Narcisse, \*.  
FOUSSIER, Edouard, \*.  
FRANCISQUE, voir LEMOINE.  
FRANÇOIS, Alphonse, O\*.  
FRÉBAULT, Élie.  
FRÉMY, Arnould.  
FURPILLR, Eugène.

G

GABET, Charles.  
GABRIELLI [comte], \*, comp.  
GARAND, Charles.  
GARNIER, Alexandre.  
GARNIER, François.  
GASTINEAU, Octave.  
GASTINEL, Léon, comp.  
GAUGIRAN-NANTEUIL père.  
GAUGIRAN-NANTEUIL, Charles.  
GAUTIER, Alphonse-Adolphe.  
GAUTIER, Eugène, \*, comp.  
GAUTIER, Théophile, O\*.  
GENSOLLEN-FARRENC [M<sup>me</sup> veuve].  
Voir FARRENC.  
GÉRARD.  
GERMAIN, Adolphe.  
GEVAFERT, F.-A., \*, comp. (arch.  
1863, arch. 1864, 1866).  
GILLE, Philippe.  
GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.  
GIORZA, Paul, comp.  
GIRARDIN, Émile [DE], \*, (suppl.  
1868).  
GISCARD, Hyacinthe.  
GODDE [DE].  
GONCOURT, Jules [DE], \*.  
GONDINET, Edmond \* (élu arch. en  
1868, arch. 1869).  
GONZALÈS, Emmanuel, \*.  
GOT, Edmond.  
GOUNON, Charles, O\*, comp.,  
membre de l'Institut (élu en  
1866, 1867, 1868).

GOURDON DE GENOUILLARD.  
GRANDVAL [M<sup>me</sup> la vicomtesse],  
comp.  
GRANDVALLET, Charles.  
GRANGÉ, Eugène (élu en  
1862).  
GRASSET, Henri-Alphonse  
NIER], \*.  
GRIMONT, Alexandre-François.  
GROUBENTAL [GROUBER dit]  
GUÉNÉE, Adolphe.  
GUÉROULT, Constant.  
GUERVILLE fils [HUET dit]  
GUICHES.  
GUILLARD, Léon, \*.  
GUILLEMOT, Jules.  
GUIBAUD, Ernest, comp.  
GUY, Anselme.

H

HACHIN, Edouard.  
HADOT, TERENCE-Aristide.  
HALÉVY, Léon, \*.  
HALÉVY, Ludovic, \*, comp.  
HARTOG, Edouard [DE].  
HENRION, Paul.  
HERMANT DE NORVILLE  
[M<sup>me</sup>].  
HERMIL, Edouard, dit  
HERVÉ [RONTGER dit],  
HIGNARD, Aristide, comp.  
HILPERT, Joseph.  
HOSTEIN, Hippolyte, \*.  
HOSTER [LEVILLY dit].  
HUARD, Adolphe.  
HUARD, Adrien.  
HUARD, Ed. Noël.  
HUGELMANN, Gabriel.  
HUGO, Victor, O\*, de  
(élu en 1831, 1834,  
1840, 1842, 1843,  
1847, PRÉSIDENT  
1851, 1852).  
HUGOT, Eugène J.-P.  
HUMBERT, A.



SOCIÉTAIRES.

Vice-Président 1861, PRÉSIDENT 1862).  
 LEBLANC [M<sup>me</sup> REGNAULT DE PRÉBOIS], voir PRÉBOIS.  
 LEBLICO, Theodore-Charles, comp.  
 LEBRUN, Pierre-Antoine, C\*, de l'Acad. franç. (élu V.-Prés. en 1845, V.-Prés. 1846, PRÉSIDENT 1847).  
 LECERF.  
 LECOCO, Charles, comp.  
 LECŒUR SEURE.  
 LEFEBVRE, Charles-Émile.  
 LEFEBVRE, Hippolyte.  
 LEFILS.  
 LEFORT, Paul.  
 LEFRANC, Victor-Auguste (secr. 1818, 1849, 1850, 1854, 1855).  
 LEGOUX, I-idore, comp.  
 LEGOUVÉ, Ernest, O\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1856, 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861).  
 LELARGE.  
 LELION (d'Amiens).  
 LELIQUX, Arien.  
 LEMAITRE, Charles.  
 LEMAITRE, J.-A. Frédérick, fils.  
 LEMER, Julien.  
 LEMOINE, Gislave, \*.  
 LEMOINE MONTIGNY, \*.  
 LEMONIER, Hippolyte.  
 LEMONNIER Alphonse.  
 LEPARMENTIER DE FRÉVILLE.  
 LÉPINE, Ernest, \*, comp.  
 LE PREVOST [MARC-], voir MARC.  
 LÉRIS [DES ROSIERS DE].  
 LERMITÉ.  
 LEROY, Jean-Baptiste-Onésime.  
 LEROY, Louis.  
 LEROY DE KERANIOU, Ange. Voir KERANIOU.  
 LE ROYER, Émile.  
 LESBAZEILLES.  
 LESGUILLON, Jules.  
 LETELLIER, Charles.  
 LEUVEN [RIBBING DE], \* (élu en 1837, 1838, 1839).  
 LEVASSEUR.

LEVRAUX, Alphonse, dit JOLLY.  
 LÉVILLY dit HOSTER. VO  
 LIMNANDER DE NIEUW comp.  
 LINDHEIM, Adolphe, con  
 LLAUNET.  
 LOCKROY, \* (élu en 1833 1840, s. cr. 1842, arch. 1844, 1849, V. V.-Prés. 1851, 1863 1866, V.-Prés. 1867)  
 LOCLE, Camille [du].  
 LOPEZ, Bernard.  
 LORENTZ.  
 LORSAY, Eustache.  
 LOYAU DE LACY.  
 LUCAS, Hippolyte, \*.  
 LUCHET, Auguste.  
 LUGUET, Henri Jean-Ba  
 LURIEU, Gabriel [DE].  
 LUSTIÈRES, \*. Voir TO  
 LYSLE, Fernande [M<sup>me</sup>

M

MAGEN, Hippolyte.  
 MAHIET DE LA CHESNERA  
 MAILLART, Aimé \*, c.  
 1858, 1859, 1860, 18  
 MAINZERT, comp.  
 MALDIGNY DE CLEVES [D  
 MANGIN, Victor.  
 MANIGLER, voir DANGEL  
 MANNE [DE]. Voir DUPL  
 MAQUET, Auguste, O  
 1851, arch. 1852.  
 V.-Prés. 1853. PRÉ  
 PRÉSIDENT 1857, V.  
 PRÉSIDENT 1860 PRÉ  
 V.-Prés. 1863, V.-P  
 MARCAILLE, Henri.  
 MARC-FOURNIER. Voir F  
 MARC LE PREVOST.  
 MARC MONNIER. Voir M  
 MARCHAIS DE LA VILLET  
 MARCHAL, L. Ed. Cami

SOCIÉTAIRES.

Voir ROUQUETTE.

Henri.  
ules. Voir ELY.  
ai]. Voir CHÉRI.  
ol.  
is.  
ine.  
les Ed.  
n.  
\*.  
P. Gabriel.  
r, \*, comp.

les.  
polyte A.  
chel. \* (1845, 1846,  
1855, 1856, V.-Prés.  
1861, V.-Prés. 1862.  
36.)  
e FIENNES, Charles, \*.  
enne-Eugène.  
olphe.

ert.  
ori, \*.  
Honoré DUVEYRIER fils].  
mond, comp.

l, \*.  
sié. Voir PELISSÉ.  
guste, \*, aut. et comp.

ul.  
o-per.  
HERMIL.  
UDICIS DE]. Voir JUDICIS.  
Eugène [DE].

les-Désiré.  
OLIÈRE.

ène, aut. et comp.  
bert.  
fred.  
enri.  
arc Charles.  
LA SIZERANNE, \*.

MONROSE, Louis.  
MONTÉPIN, Xavier [DE].  
MONTJOIE, J.-J.  
MORAND, Léon.  
MOREAU, Eugène.  
MOREAU, Pol.  
MOREAU DE BAUVIÈRE, E.  
MOREAU-LEMOINE, Eugène.  
MOREL, F.  
MOULIN, Victor.  
MOUTTET, Félix.  
MULLER, Eugène.  
MURIEL, Auguste-Henri [DURIEU dit]  
MUSSET, Paul [DE], \*.

N

NADAR.  
NAIGEON.  
NAJAC, Émile [comte DE] (secr.  
1866, secr. 1867. secr. 1868).  
NANTEUIL. Voir GAUGIRAN.  
NANTULLE.  
NAQUET, Napoléon.  
NARGEOT, P. Julien.  
NARREY, Charles.  
NERVAUX [DE] (de Lyon).  
NEUVILLE-DUBOURG.  
NIBELLE, Adolphe, comp.  
NICOLAI, \*, voir CLAIRVILLE.  
NICOLE, Léonce.  
NICOLLE, Henri.  
NOEL PARFAIT. Voir PARFAIT.  
NOGENT [DE].  
NORRIAC, J. des.  
NORMAND. Voir BAPAUME.  
NOUVIÈRE, Marcel.  
NUITTER [TRUINET dit].  
NU, Eugène.  
NYON, Eugène (élu en 1850, 1851,  
1852).

O

OFFENBACH, Jacques, \*, comp.  
OPPELT, Gustave (de Bruxelles).

SOCIÉTAIRES.

ORAY, comp.  
ORTOLAN, Eugène, \*, comp.  
OSMOND, Gabriel [comte d'], \*,  
comp.  
OSTROWSKI, Christian.

P

PACINI, Émilien, \*.  
PAGÈS, Alphonse.  
PAGÈS [HÉRALD DE] ou PAGÉSIS.  
PAGÈS, voir BERGERON.  
PAILLERON, Édouard, \* (élu en  
1869).  
PALIANTI.  
PAPE, Amand.  
PARFAIT, Noël.  
PARIS fils, comp.  
PASCAL, Prosper, comp.  
PEILLON, Félix.  
PÉLISSIE [MERLE], Jules.  
PERROT DE RENNEVILLE.  
PERNOT DE COLOMBAY.  
PERRUCHOT, César.  
PETIT, Adolphe.  
PETIT, Jules.  
PETIT-MANGIN, Jean.  
PEUPIN, Alexandre.  
PHILASTRE.  
PICCALUGA.  
PICHAT, Olivier.  
PIERSON, Eugène.  
PILATI, comp.  
PILON, dit VORBEL. Voir VORBEL.  
PILLEVESTRE, Jules, comp.  
PITTAUD DE FORGES, O\*. Voir  
FORGES.  
PLANARD, Léon [DE].  
PLANTÉ, Eugène.  
PLOUVIER, Édouard, \*, (secl. 1863,  
secl. 1866).  
POIRSON, Paul. Voir PORNOIS.  
POISE, Ferdinand, comp.  
POISOT, Charles, comp.  
POITEVIN, Pierre.  
POLACK, comp.

POLIART, dit DORLANG  
LANGE.  
PONCHARD, Eugène.  
PONIATOWSKI, Joseph [  
comp.  
PONROY, Arthur.  
PONSON DU TERRAIL [vi  
PORNOIS, Paul [Poirson  
POTIER, Charles.  
POTIER, Henry, comp  
POTRON, Charles, \*.  
POUJOL fils, Adolphe.  
POUJOL-VEZAN, Alphon  
POURCELT DE BARON.  
POURCHEL, Alfred.  
POURNIN, Léon.  
PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLA  
DE].  
PREVEL, Edouard.  
PREVEL, Jules.  
PRÉVOST, Eugène, com  
PRILLEUX, Constant-V  
PUGNI, J., comp.  
PYAT, Félix (élu en  
1846, 1848, 1849, 1

R

RASETTI, Ernest.  
RATIER, Victor.  
RATISBONNE, Louis.  
RÉAL [M<sup>me</sup>].  
RÉBER, Napoléon-Hen  
REGNAULT DE PRÉBOIS [M  
voir PRÉBOIS.  
RÉGNIER DE LA BRIÈRE.  
REIFFENBERG, Frédéric  
fils.  
RENARD, Jules.  
RENAUD DE VIBAC, com  
RENÉ. Voir CLÉMENT.  
RENEAUME, Alfred.  
RENNEVILLE [PERROT D  
NOT.  
RENOULT, Jules.  
RENOUX, Adrien, chor  
REYER, Ernest, \*, co  
1863, 1864).

SOCIÉTAIRES.

|                         |                                         |
|-------------------------|-----------------------------------------|
| Voir LEBVEN.            | (1842, 1843, 1844, PRÉSIDENT            |
| ico, comp.              | 1863, PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT         |
| rges.                   | 1865, PRÉSIDENT 1867, PRÉSIDENT         |
| Emile.                  | 1868, PRÉSIDENT, 1869).                 |
| [SONNOIS DE].           | SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur,      |
| est.                    | chor.                                   |
| ENT DE], *, comp. Voir  | SAINT-YVES. Voir DEADDÉ.                |
| polyte.                 | SALIN, Alphonse [ASLIN dit].            |
| ri.                     | SALVADOR [TEFFET].                      |
| théodore, comp.         | SALVAT, Adolphe.                        |
| -François-Alexandre.    | SAMSON, J. Isidore.                     |
| ne.                     | SAND, George [M <sup>me</sup> ].        |
|                         | SANDEAU, Jules, O*, des Académie        |
|                         | française.                              |
|                         | SANDRIN, Eugène.                        |
| le, Henri.              | SANSAY [TURPIN DE]. Voir TURPIN.        |
| r.                      | SARDOU, Victorien, O* (élu en 1864,     |
| polyte, * (élu arch. et | trés., 1865, arch. 1866, 1868,          |
|                         | 1869).                                  |
| Hervé, comp. Voir       | SAULNIER, dit JACQUES LAMBERT.          |
|                         | SAUVAGE, Elie.                          |
| acques, comp.           | SAUVAGE, Thomas, *, arch. 1868).        |
| ch. 1839, arch. 1840.   | SAUVEY, Gustave.                        |
| ).                      | SAUZAY.                                 |
| ies.                    | SAVARD, Félix.                          |
|                         | SCARD, Antoine.                         |
|                         | SCHLEFFER-STEL, Adolphe.                |
|                         | SCHOLL, Arthémon.                       |
| it DE MARCY, Léon.      | SEBAUD, Pauline [M <sup>me</sup> THYS]. |
| F D'ERVILLE.            | SECOND, Albéric. *                      |
| LA ROENAT, *. Voir      | SÉGALAS, Adair [M <sup>me</sup> ].      |
|                         | SÉJOUR, Victor [MARCOU DU], * (élu      |
|                         | en 1863).                               |
| e-Napoléon [SAVARY DE]  | SELLENICK, Adolphe, comp.               |
| onse, O* (V.-Prés.      | SEMET, Théophile, comp. (élu en         |
| Prés. 1863, V.-Prés.    | 1865, suppl. 1868).                     |
| Prés. 1867).            | SENTY, Ambroise.                        |
| AUGES.                  | SERRET, Ernest.                         |
|                         | SERVIÈRE, voir HALÉVY.                  |
|                         | SIRULE, Ad.                             |
|                         | SIMART, Isidore.                        |
|                         | SIRIOT, André, comp.                    |
| <b>S</b>                | SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch.          |
|                         | 1865, trés. 1866, 1867, suppl.          |
|                         | 1869).                                  |
| Ch. Maurice [DE]        | SOL, Edmond.                            |
| E, voir SYLVAIN.        | SONNOIS, Jules. Voir DE RIETZ.          |
| ES [VERNOIS DE], O*     | STAPLEAUX, Léopold.                     |

SOCIÉTAIRES.

SUCKAU, Henri [DE].  
SUPERSAC, Léon.  
SYLVAIN SAINT-ETIENNE.

T

TACOVA, voir AVOCAT.  
TAILLADE, Paul.  
TAYLOR [daron], C\*, sénateur,  
membre de l'Institut.  
TERRIER.  
TEXIER, Edmond, \*.  
THIBOUVILLE.  
THIERRY, Edmond-François.  
THIERRY, Henri.  
THIÉRY, Emile [JORY].  
THOMAS, Ambroise, C\*, comp.  
(élu en 1851, 1852, 1853, 1856,  
1857, 1861, 1862).  
THOMAS, Frédéric, \*.  
THOMAS, J.-B. André.  
THOMAS [LAFONTAINE].  
THYS, Aphonse, comp.  
THYS, Pauline [M<sup>me</sup> SEBAUD, née].  
TILLEUL, Benjamin.  
TISSERAND.  
TOUCHARD [USTIÈRES], \*.  
TOUPIE, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.  
TOURNACHON, Félix. Voir NADAR.  
TOURNAY [DE].  
TOURTE, Francis.  
TRANCHANT, Alfred.  
TRÉFEU, Etienne.  
TRIANON, Henri, \*.  
TRONCHE, Louis-Jean-François.  
TRUINET, dit NUITTER. Voir NUITTER.  
TURPIN DE SANSAY.

U

UCHARD, Mario.  
ULBACH, Louis.  
UZÉPY, comp.

V

VACHETTE, Eugène.  
VACQUERIE, Auguste.

VALLUT, Charles.  
VALNAY.  
VALOIS, Charles.  
VANEL, Eugène.  
VAN GELE, Ch.-F.  
VANNOY, Henri.  
VARNEY, comp.  
VATTIER, Gustave.  
VAUCORBEIL, comp.  
VAUROUSSEL. Voir L.  
VERCONSIN.  
VERDI, \*, comp.  
VERGERON.  
VERNE, Jules.  
VERNET, Alfred.  
VERNIER. Voir GRAS.  
VÉRON, Pierre.  
VIGNEUX, voir BENO.  
VIGUIER.  
VILLEMOT, Henri, \*.  
VILLIERS, Auguste.  
VINCENT, Charles.  
VINET, Théophile.  
VIZENTINI, Jules.  
VOGEL, comp.  
VORBEL [PILON dit].

W

WAILLY [Gustave DE].  
WALDOR, Mélanie [J].  
WALLUT, Charles.  
WAN DEURSEN [M<sup>me</sup>].  
WEKERLIN, J.-B. Th.  
WEY, Francis, O\*.  
WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore,

Z

ZACCONI, Pierre.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

*Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.*

Informations données en tête de la liste précédente on doit ajouter pour celle-ci le millésime placé à la fin, à la suite d'un trait (—), fait connaître la date du décès de l'auteur ou du compositeur.

A

phé, O\*, comp. (élu en 1833, 1834, 1835, 1836, 1841, 1842, 1843). — 3 mai

— 1839.

phile-Léopold-François. — 1865.

te-Aur-Thiry. — 1865.

[DECOMBE], chor. — 1865.

PUJOL, (élu en 1834, 1836, 1838 — 1854.

st. — 24 juin 1868.

urice. — 1856.

CHAZET. — 1844.

] CHARDALL. Voir LEROY.

\* (suppl. 1829, suppl.

Antoine. — 1859.

HALIER dit]. — 1861.

odine (secr. 1844, secr. 1846, trés. 1859, arch. 1865). — 11 août 1869.

ques.

Alphonse. — 1860.

Lucien. — 1863.

Auguste (élu en 1834, secr. 1838, secr. 1839, 1841, secr. 1842, secr.

chille d'] DE BOURNON. — 1829, suppléant 1829, suppléant 1833 décembre 1868.

MAND D].

Édouard d].

d]. Voir BAUDOUIN.

AUDE, 1841.

AUGIER, Joanny. — 1853.

AYCARD, Marie. — 1859.

B

BADON, 1849.

BADENIER.

BALZAC, Honoré [DE]. — 1850.

BARONCELLI [DE].

BARRIÈRE, Alexis. — 1865.

BARRIÈRE, Louis.

PARTHÉLEMY [JARNEY - TROUIN]. — 1862.

BASSET, Charles, dit Adrien ROBERT. — 24 mai 1869.

BATTON, comp., (élu en 1844, 1845, 1846, 1848, 1849, 1850, 1852, 1853, 1854).

BATTU, Léon, (élu en 1856, 1857). — 1857.

BAUCHERY-ROLAND.

BAUDOUIN D'AUBIGNY.

BAUDOUIN DE WIEHS.

BAWR [M<sup>me</sup> GOURY DE CHAMPAGNAC DE].

BAYARD, J.-F. \* (suppl. 1831, suppl. 1832, suppl. 1833, 1835, 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1848).

BEAUPLAN, Amédée [DE].

BÉAUVOIR [ROGER DE]. Voir ROGER.

BEGUE, Clavel. — 1852.

BEGUIER DE CHANCOURTOIS.

BELEVUE, voir THAVENET.

BÉRAT, Frédéric, com.

BÉRAUD, Antony. — 1860.

BEBGERET [M<sup>me</sup>], Eli. — 1867.

BERNARD, Charles [DE]. — 1850.



SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

BERNOS. — 1864.  
 BERRIER, Constant.  
 BERRUYER, Alexandre [DE].  
 BERTON (PRÉSIDENT 1832, 1833.)  
 BESANZ NI, Ferdinand, comp. — 3  
 décembre 1868.  
 BEUDIN.  
 BIGNON. — 1853.  
 BIS, Hippolyte. — 1854.  
 BLANCHARD, Henri. — 1858.  
 BLANGINI, comp.  
 BLAQUIÈRE, Paul, comp. — 13 avr  
 1868.)  
 PLAZE [CASTIL] comp. — 1857.  
 BOÏELDIEU, comp. — (élu en  
 1829, 1830). — 15 octobre 1834.  
 BOILEAU, Virgile. — 1864.  
 BOILLY, comp.  
 BOINET, Auguste. — 1857.  
 BOISSEAUX, Henri. — 1863.  
 BONNEMÈRE [DUMESNIL]. Fr. — 1863.  
 BONJOUR [CASIMIR.] (V.-Prés. 1831,  
 1832).  
 BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan  
 BOUCHÉ, Alexandre. — 1856.  
 BOUEL.  
 BOUFFÉ.  
 BOUILHET, Louis. — 14 juillet 1869.  
 BOUILLY, (V.-Prés. 1829, 1830). —  
 1842.  
 BOULÉ, Louis. — 1863.  
 BOURGET, Ernest. — 1864.  
 BOURNONVILLE [Achille d'Artois DE]  
 Voir ARTOIS.  
 BOUSQUET, Georges, comp. — 1854  
 BOYER, Émile [PALTOU]. — 1862.  
 BOYER, Louis-Joseph. — 1865.  
 BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832,  
 suppl. 1833, 1834, 1835).  
 BRÉANT, Adolphe.  
 BRISET, Mathurin.  
 BRUNSWICK [LIBERIE].  
 BRAT DE GERGY.  
 BURY, Eugénie [DE].

C

CAIGNEZ.  
 CAPELLE.

CAPENDU, Ernest. —  
 CARNOUCHE, \* (secr  
 1832). 9 décembre  
 CARON DE MAURECOUR  
 CATRUFFO, comp.  
 CHABOT DE BOIN. —  
 CHAMPEAUX, Étienne  
 CHAPEAU DES VERG  
 VERGERS.  
 CHAPONNIER, Polyane  
 CHAPUIS (d'Alby).  
 CHAUDERON, Louis-L  
 Léopold.  
 CHAUFFER.  
 CHAZET, voir Ali-san  
 CHERUBINI, comp. 4  
 CHOQUART, 1839.  
 CLAPESON, de l'Inst  
 1866.  
 COLIN, Édouard.  
 COLOMBAY [PERNET DE  
 COMBEROUSSE, Alexi  
 1834). — 1862.  
 COMBEROUSSE, Hyac  
 brun]. — 1856.  
 CORALLY, chor. — 1  
 CORDELIER DE LANOU  
 CORNU, Francis.  
 COTTIN, Ed.-Étienne  
 COLPART, 1864.  
 COURCY, Frédéric [D  
 CRANNOY-DESPERRIÈR  
 CRÉMENT, comp. —  
 CREUZÉ DE LESSERT.

D

DACIER, Ludovic-Éti  
 DAMARIN, Édouard.  
 DARDÈSE, Harcourt.  
 DAUTREVILLE, Harc  
 DECOUR, Eugène. — 1  
 DENAY, Timothée. —  
 DELACOUR, Charles  
 DELAFOREST.  
 DELAPORTE, Joseph  
 DELAVIGNE, Casimir

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

V.-Prés. 1830, PRÉSIDENT  
PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT  
— 1843.

Germain, ✱. — 2 novem-  
8.

DE MIREMONT, (élu en  
1838). — 1843.

[SAINT-HILAIRE].

Pré. — 1857.

VOIR LOUIS DESNOYERS.

Jean-Ch.-Fr. Maurice,  
MAURICE. — 7 sept. 1869.

Nicolas-Théodore-Pau-  
1866.

Charles. — 1858.

Louis [dit DERVILLE]. —

Augustin. — 1866.  
comp.

RS [CHAPEAU].  
GIEN.

Prosper [GOUBAUX, dit],  
s. 1857, V.-Prés. 1858,  
s. 1859). — 1859.  
1848.

mp.  
comp., 1843.

Victor, comp. — 1864.  
an-Baptiste.

Louis-Philippe-Auguste.

Victor. (suppl. 1830). —  
bre 1833.

RD.  
achim. — 1866.

Alfred, comp. — 1863.  
ules, 1864.

Philippe [PINEL] ✱. — 1863

1833, 1834, 1836, 1841,  
1848, 1853, 1854, V.-Prés.

V.-Prés. 1858, V.-Prés.  
V.-Prés. 1860, V.-Prés.

— 1865.  
olphe. — 1862.

— 1846.

OUSSEUX [GADON dit]. —

ercier (suppl. 1829, secr.

1831, 1833, 1834, V.-Prés. 1834,  
1836, V.-Prés. 1837, V.-prés.  
1838, 1841, 1842, 1843, V.-Prés.  
1846).

DUPERCHE.

DUPEUTY, Charles, père, (secr.  
1831, secr. 1832, secr. 1833, secr.  
1835, secr. 1837, secr. 1839,  
1841, secr. 1844, secr. 1845,  
secr. 1846, 1848, V.-Prés. 1849,  
V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852,  
V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854,  
V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1864). —  
1865.

DUPORT, Paul. — 1866.

DUPUIS, Auguste.

Du RIEU, Xavier. — Février 1868.

DUVAL, Alexandre, de l'Académie  
française, — 1842.

DUVAL, Georges.

DUVEYRIER-MÉLESVILLE [baron]. O ✱  
VOIR MÉLESVILLE.

E

ÉLIE, Émile, chor. •

EMIS, O ✱, de l'Acad. française,  
(élu en 1847, V.-Prés. 1848,  
V.-Prés. 1849, V.-Prés. 1851,  
V.-Prés. 1852, 1853). — Décem-  
bre 1868.

EPAGNY [VIOLET D'] ✱, élu en 1829,  
1830, 1831) 1868.

ÉTIENNE. — 1845.

ÉTIENNE, Charles Guillaume (PRÉ-  
SIDENT 1829, PRÉSIDENT 1830, PRÉ-  
SIDENT 1843, PRÉSIDENT 1844).

ETIENNEZ.

F

FAVIÈRES, Alexandre-Claude [DE], —  
1837.

FERRIÈRES. Voir LEBLANC.

FILLOT, Eugène. — 1862.

FOLLET, A. — 1857.

FONTAN, (élu en 1831, V.-Prés.  
1832, V.-Prés. 1834, secr. 1836,

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

1837, V.-Prés. 1838). — 1839.  
FRANCISQUE BAINÉ [HUTIN dit]. — 1842.  
FROMENTAL, voir HALÉVY.

G

GABRIEL, J. J., \* — 28 mars 1869.  
GALOPPE D'ONQUAIRE.  
GAYAUDAN [BOSQUIER].  
GAY, Delphine DE GIRARDIN. Voir  
GIRARDIN.  
GAY DE LA TOUR DE LA JONCHÈRE,  
voir LA TOUR.  
GAY [M<sup>me</sup> MICHAUD DE LA VALETTE],  
Sophie. — 1852.  
GENSOUL, Justin. — 1848.  
GENTIL.  
GÉRARD DE NERVAL. — 1855.  
GIDE, Ca-imir, comp. — 23 fév.  
1868.  
GIRARD, comp., 1860.  
GIRARDIN, Delphine [M<sup>me</sup> GAY DE]. —  
1855.  
GOMBULT. — 1850.  
GOSSE, (suppl. 1831, suppl.  
1832). — 1833.  
GOUBAUX, voir DINAUX.  
GOY, André [DE], 1863.  
GOZLAN, Léon, O\* (élu en  
1857, 1858, V.-Prés. 1864, 1865,  
PRÉSIDENT 1866). — 1866.  
GRASSET, Alexandre, 1859.  
GRISAR, Albert, \*, comp. (élu en  
1840, 1849, 1850, 1851). — 15 juin  
1869.  
GROUBENTAL [GROUBER DE]. — 1865.  
GROULT.  
GUERVILLE, Paul. — 1865.  
GUINOT, Eugène, dit VERMOND. —  
1861.

H

HALÉVY, comp. (élu en 1836,  
1837, 1842, 1843, 1844, 1847,  
1848, 1849, 1855). — 1862.

HAPDÉ, Augustin. — 1841.  
HAREL, Charles-J. — 1841.  
HECQUET, Gustave. — 1841.  
HECQUIN DE GUERLE.  
HERBIN, Victor. — 1865.  
HÉROLD, comp. — 1833.  
HONORÉ, Rémy. — 1858.  
HUTIN, Francisque aîné.  
cisque aîné.

I

J

JADIN, Adolphe, comp. N.  
JADIN, Louis-Emmanuel.  
1857.  
JANÉTY, Georges. — 1841.  
JAUTARD, Numa. — 1851.  
JES-É, 1830.  
JOUSSELIN DE LA SALLE.  
JOUY, J.-Étienne [DE],  
franç.. — 1846.  
JULLIEN.

K

KASTNER, comp. — 22  
KELLER.  
KREUBÉ, Frédéric, com

L

LABAT, Eugène. — 23 o.  
LABOULAYE, Ferdinand  
LACOSTE, Saint-Amand.  
LAFONT, Charles, (u  
1861, 1862). — 1864  
LAFORTELE.  
LAJARIETTE [DE]. — 1848  
LAHIRE, Eugène.  
LALOE, Ferdinand. — 1  
LAMÉ, Emile.  
LAMOTHE-LANGON [baron]  
LANGLÉ, Ferdinand-Jule

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

1833, secr. 1834, secr.  
 secr. 1837, trés. 1838,  
 9, trés. 1841, trés. 1842,  
 3, trés. 1845, trés. 1846  
 7, trés. 1849, trés. 1850,  
 4, trés. 1853, trés. 1854,  
 55, secr. 1857, arch.  
 61, 1862, V.-Prés. 1863  
 1865, V.-Prés. 1866.  
 1867). — 18 octo-  
 LA JONCHÈRE [DE]. — 1858.  
 Voir LÉONCE.  
 éon.  
 RE (1832, V.-Prés.  
 34).  
 FERRIÈRES. — 1848.  
 comp. — 1866.  
 ales. — 1864.  
 Amédée, (élu en  
 secr. 1853, secr. 1854,  
 57, 1858). — 1860.  
 ouis. — 22 mai 1868.  
 nest.  
 Népomucène (PRÉS-  
 31, 1832, PRÉSIDENT  
 PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT  
 ouard. — 15 mars 1868.  
 Charles-Henri [LAURENÇOT  
 1862.  
 ouis [CHAUDERON dit].  
 SAINT-ALME.  
 mile. — 1855.  
 polyte.  
 ARDE, Francis.  
 Achille, aut. et comp.  
 ilippe [DE], dit MARVILLE  
 NVILLE. — 1859.  
 ippolyte. — 1864.  
 BRUNSWICK  
 honne.  
 (V.-Prés. 1843,  
 1844, V.-Prés. 1845).

LIVRY, Charles [DE]. 14 oct. 1867.  
 LONGPRÉ, Étienne-Alexandre [LE  
 MENCHET DE], (élu en 1834,  
 1835, 1837, arch. 1838, 1839).  
 — 1856.  
 LORDEREAU, René. — 1867.  
 LORIN, Jules.  
 LUBIZE, Martin. — 1863.  
 LURINE, Louis [DE LURINA, dit], \*,  
 (secr. 1856, 1857, V.-Prés.  
 1858). — 1860.

M

MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834,  
 1837, 1838).  
 MAILLANT-PRIEUR. — 1849.  
 MALLEFILLE, Félicien (élu en 1858,  
 1859, 1860). — 24 novemb. 1868.  
 MANGEANT, Sylvain, comp., 1865.  
 MARC-MICHEL (élu en 1851, secr.  
 1852, 1853, 1855, arch. 1856,  
 arch. 1857, 1859, arch. 1860,  
 1861). — 12 mars 1868.  
 MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.  
 MARIE. Voir DELAPORTE.  
 MARIANI, comp.  
 MARQUET. — 26 juillet 1869.  
 MARTIN, Alexandre. — 1864.  
 MARTIN, Édouard. — 1866.  
 MARTIN [LUBIZE]. Voir LUBIZE.  
 MASQUELIEZ, Albert, 1866.  
 MARVILLE. Voir L'ÉTANG.  
 MAURICE, Charles. Voir DESCOMBES.  
 MAZELIER, J., dit MAZILLIER. — Mai  
 1868.  
 MAZÈRES, Édouard (élu en 1829,  
 V.-Prés. 1831, V.-Prés. 1832,  
 1863, 1864). — 1866.  
 MÉLESVILLE [baron DUVEYRIER père],  
 O\* (trés. 1829, 1831, 1833,  
 secr. 1834, trés. 1835, trés.  
 1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839,  
 V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841,  
 V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844,  
 V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853,  
 V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855,

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

V.-Prés. 1857, PRÉSIDENT 1858, PRÉSIDENT 1859). — 1865.  
 MENNECHET.  
 MERLE. — 1852.  
 MERVILLE (élu en 1829, tré. 1830, trés. 1831, trés. 1832, 1833, trés. 1834).  
 MÉRY. — 1866.  
 MEYER, Henry. — 1863.  
 MEYERBEER, Gacomo, comp. (élu en 1838, 1839, 1840, 1854, 1855, 1856, 1861). — 1864.  
 MICHAUD DE LA VALETTE, voir GAY.  
 MICHEL [MARC]. Voir MARC.  
 MILON, Etienne. — 1849.  
 MOCQUART. — 1864.  
 MOLÉ-GENTILHOMME.  
 MONNAIS, Édouard. — 26 fév. 1868.  
 MONNIER, Etienne. — 1850.  
 MONPOU, Charles, (élu en 1841). — 1841.  
 MONTBRUN DE COMBEROUSSE. Voir COMBEROUSSE.  
 MONTFORT, comp.  
 MONTHEAU, Gaston [DE]. — 1866.  
 MOURIEZ-VALORY, — 1857.  
 MURET, Théodore. — 1866.  
 MURGER, Henry. — 1861.

N

NERVAL [GÉRARD DE]. Voir GÉRARD.  
 NEZEL, Théodore.  
 NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste. — 1863.  
 NOISEUL, Hippolyte-Édouard.

O

OURRY. — 1843.  
 OVERNAY, Armand-Josep. — 14 sept. 1869.  
 OZANNEAUX.

P

PAER, comp. — 1839.  
 PAILLET, Léon. — 1855.

PANSERON, \*, comp.  
 PARTOUT. Voir BOYER.  
 PAYN.  
 PÉLISSIER DE LAQUÉRIE  
 PERIN, Frédéric-Thom  
 PERIN, René. — 1859.  
 PERROT, Jules.  
 PERROT, Victor J.-Fran  
 PETIPA, chor.  
 PICCINI, Alexandre, en 1834, 1835, 1836.  
 PIERRON, Eugène, 1861.  
 PIXÉRECOURT [GUILBERT]  
 PLANARD [E. DE], comp. 1839, 1841. V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1846, V.-Prés.  
 POIRIER.  
 POLO, Auguste.  
 POLYANTE-CHAPONNIER, NIER.  
 PONSARD, Francis, franc., (élu en 1853, 1857, 1858, 1859, 1867).  
 PORTELETTE.  
 PRÉMARAY, Jules [RE O\*, 9 juin 1868.  
 PROVOST dit RAYMOND.  
 PUJOL [ALBOIZE DU]. VO

Q

QUERSIN, Rémy. — 1

R

RAUCOURT, Charles.  
 RAUZET-DORINIÈRE. —  
 RAYMOND [PROVOST dit  
 REGNAULT DE PRÉMARAY.  
 REVELIÈRE [Victor DE  
 REVEL. — 1860.  
 ROBERT, Adrien.  
 Charles.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

çois.  
CAUVOIR. — 1866.  
CAUVOIR [M<sup>me</sup>], — 1859.  
SAINTE-MARIE. Voir SAINTE-  
MÉLIE (secr. 1863, secr.  
26 juillet 1868.  
comp., 1850.

Leon.  
Ricchino-Antonio. G\*.  
en 1857, 1858, 1859).  
nombre 1868.  
[DE], (secr. 1829,  
1831, V.-Prés. 1832,  
1833, trés. 1834, V.-Prés.  
-Prés. 1836, V.-Prés.  
-Prés. 1839, trés. 1840.

Auguste.  
Ernest. — 1851.

S

d, Louis.  
Jules [DE]. — 1848.  
X. Voir YCHERY.  
ST [BRETTE dit]. — 1860.  
RE, voir DEMONVAL.  
RE [VILLAIN DE]. Voir  
RIE [comte ROGER DE]. —

Xavier-Boniface \* (élu  
arch. 1842). — 1863.  
comp.  
dit ANDREL.  
FFER, comp. — 1852,  
gène, C\*. de l'Ac. fran-  
u en 1829, 1830, 1831,  
1833, PRÉ-IDENT 1834,  
1835, V.-Prés. 1836,  
1837, 1839, 1840,  
1843, 1844, 1845, 1847.  
1849, PRÉSIDENT 1852,

PRÉ-IDENT 1853, PRÉSIDENT 1854,  
PRÉSIDENT A VIE. 1857-1858-1859.  
1860-1861). — 1861.  
SEVESTÉ, Jules-Henri.  
SEVILLE, Armand.  
SEWRIN \*. — 1853.  
SIMONNIN. — 1856.  
SOULIÉ, Frédéric, \* (secr. 1831,  
secr. 1832, secr. 1833, secr.  
1834, 1835, 1836, 1843, 1844,  
1845, 1847). — 1847.  
SOUVE-TRE, Émile, — 1854.  
SPONTINI, comp. (élu en 1845,  
1846, 1847). — 1861.  
SUE, Marie-Joseph-Eugène, 1857.  
SUPERSAC, Auguste. — 1861.  
SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

T

TÉTEDOUX, Paul.  
THAVENET [BELLEVUE]. — 1865.  
THÉAULON \*. — 1841.  
THIBOUST, Pierre-Antoine-Auguste,  
dit LAMBERT THIBOUST \* (élu en  
1864, 1865, 1866). — 10 juillet  
1867.  
FOURNEMINE. — 1846.  
TULLY [DE].

U

UZANNE père.

V

VAEZ, Gustave. — 1862.  
VALLOU, Ferdinand [DE VILLE-  
NEUVE]. Voir VILLENEUVE.  
VALORY, dit MOURIEZ. Voir MOURIEZ.  
VANDERBURCK, Émile. — 1862.  
VAREZ — 1866.  
VARIN, Charles, \* (élu en 1864,  
1865, 1866). — 22 avril 1869.  
VARNER.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

VAULABELLE, Jules-Éléonore-Cor-  
dier [DE DESPREZ]. — 1859.

VERMOND. Voir GUINOT.

VERNET, Jules. — 1845.

VIENNET, C<sup>te</sup> del'Ac. franç. (élu en  
1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840,  
PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842,

V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845,

PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT 1849

PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 1851).

— 11 juillet 1868.

VIGNY [Alfred DE], O\*. — 1863.

VILLAIN SAINT-HILAIRE.

VILLENEUVE, Ferdinand [DE] (élu en

1842, arch. 1843, trés. 1844,

arch. 1846, arch. 1847, trés.

1848, secr. 1850, secr. 1851,

trés. 1852, trés. 1856, trés.

1857, trés. 1858.)

VILLIERS.

VIOLET D'EPAGNY, O\*. Voir EPAGNY

VOISIN, Frédéric.

VULPIAN. — Mai 1868

W

WAILLY [Jules DE]. C

WAILLY [Léon DE] \*

WATRIPON, ANTONIO.

WEANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE

Y

YCHERY, Léonce [SAINT

YMBERT.

---

## MÉLANGES

---

DE LECTURE DU THÉÂTRE-FRANÇAIS ET DU THÉÂTRE  
DE L'ODÉON.

*S. Ex. le Maréchal de France, Ministre de la Maison  
Impériale et des Beaux-Arts, par la Commission chargée  
d'examiner si la composition actuelle du comité de lecture du  
Théâtre-Français est susceptible de modifications. (Journal  
du 26 avril 1869.)*

Monsieur le Ministre,

La Commission que Votre Excellence a instituée par un arrêté  
en date du 26 décembre dernier (1) avait reçu pour  
mission « d'examiner si la composition actuelle du comité de  
lecture du Théâtre-Français présente aux auteurs dramatiques  
des garanties suffisantes, et de rechercher si des systèmes meil-  
leurs pourraient être adoptés pour l'examen préalable et le juge-  
ment définitif des pièces destinées à ce théâtre. »  
Afin de répondre le mieux possible à l'appel de Votre Ex-  
cellence et de servir en même temps les intérêts de la littérature  
de la Comédie-Française, nous avons examiné la ques-  
tion sous toutes ses faces avec le plus grand soin et, après avoir  
eu de nombreuses séances à rechercher ce que le régime  
actuel avait de défectueux, afin d'y remédier dans l'ave-  
nir, nous avons comparé les divers systèmes qui ont été appli-  
qués jusqu'ici pour la réception des pièces au Théâtre-Français

---

La Commission était composée de MM. Camille Doucet, directeur  
de l'Administration des théâtres, président, et de Saint-Georges, pré-  
sident de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, vice-pré-  
sident; Emile Augier et E. Legouvé, membres de l'Académie française;  
Alexandre Dumas fils, M. Nestor Roqueplan, M. Edouard Thierry, ad-  
joint général du Théâtre-Français; M. Régnier, doyen des sociétaires;  
M. Montigny et M. G. de Saint-Valry, secrétaire rapporteur.



et dans les autres théâtres, nous venons, monsieur, vous rendre compte de notre travail et vous en soumettre les résultats.

Plusieurs fois déjà et à diverses époques, de loyaux efforts ont été faits, comme aujourd'hui, pour assurer au Théâtre-Français la garantie d'un examen sérieux et d'un jugement éclairé. La position actuelle du comité de lecture est le produit de la conséquence de ces nombreuses tentatives, et, sans renoncer à l'améliorer encore, on ne peut méconnaître que le Théâtre-Français dont le Théâtre-Français jouit à tous égards depuis longtemps ne semblerait avoir donné suffisamment raison à cet état de choses.

Ce n'est pas nous qui pourrions dire ici, comme en 1847, le rapporteur d'une Commission (1) chargée d'examiner l'élément d'examiner la question spéciale du comité de lecture, mais d'élaborer un projet de réorganisation générale du Théâtre-Français. Cette Commission a traversé en ce moment une de ces crises depuis son origine, se sont souvent renouvelées. Ses recettes ont baissé et ne couvrent pas ses dépenses; le public lui a fait la froideur; les auteurs renommés semblent la délaisser.

En ce moment, au contraire, le Théâtre-Français a tous les auteurs renommés travailler pour lui; il a la possession de la faveur du public; jamais ses recettes n'ont été élevées plus haut, jamais enfin il n'a eu moins à prévoir et à craindre. On doute une de ces crises qui s'étaient souvent renouvelées depuis son origine.

Ce que de tout temps on a pu dire, c'est qu'en l'absence de tout autre, quoi qu'on fasse, le but ne sera jamais atteint. Aucune organisation ne saurait parvenir à satisfaire tous les intérêts. Le comité qui fonctionnait en 1847 avait été exposé à des critiques les plus vives; on lui reprochait tout ensemble et son indolence; on l'accusait de repousser le talent.

---

(1) Cette Commission était composée de M. le baron de Serres, président; MM. de Lamartine, Victor Hugo, Scribe, Vitet, Liadière, Félix Réal, Vatout, Vivien, rapporteur; Cavé, Buloz et Louis de Lamoignon.

rité ; on refusait même à ceux qui le composaient le droit nécessaire à ces fonctions.

« Il faut pas accueillir trop légèrement des plaintes souvent basées sur des amours-propres blessés, » répondait à ces attaques la Commission de 1847, et d'avance elle a répondu ainsi à des récriminations analogues qui, sous tous les régimes, n'ont cessé de se reproduire.

« Il est bien certain, d'ailleurs, ajoutait-elle, que le comité des sociétaires méritait les accusations qui l'ont atteint, et fallait-il lui enlever ses droits si elles n'étaient pas fondées ? On ne cite pas un ouvrage dont la réputation soit incontestée qu'il ait refusé d'admettre (1). Les comédiens ont leurs défauts, sans doute, mais ils apportent dans un théâtre des qualités précieuses. Ils ont l'habitude de la lecture, une profonde connaissance du répertoire, le sentiment des besoins du public ; ils doivent, avant tout, comme sociétaires, défendre les ouvrages qui peuvent faire prospérer leur entreprise ; comme comédiens, écarter ceux qui, sans chances de succès, les condamneraient à d'inutiles études ; leur intérêt est de faire que qu'on ne trouverait pas ailleurs. »

« Il faut songer à exprimer en meilleur langage des sentiments qui sont les nôtres, nous aimons, monsieur le ministre, à voir une argumentation qui prévalut alors et qui mérite de prévaloir aujourd'hui.

« En résumé, l'intérêt des sociétaires est une garantie qu'on ne peut enlever ; mais il ne s'agit pas seulement pour eux de défendre leur intérêt ; dans l'espèce, ils auraient à réclamer l'intervention légitime et des droits réels à exercer.

---

« Les documents dont la Commission s'est entourée prouvent qu'il en est ainsi de nos jours. Le registre du comité de lecture du Théâtre-Français porte en date du 2 novembre 1852, la réception de *l'Honneur et l'Argent* alors sous le nom de *la Comédie bourgeoise*. Si la pièce de M. de Vigny eût été portée à l'Odéon, c'est que l'ouvrage n'aurait pu être représenté à côté de *Lady Tartuffe* et que l'auteur ne voulait pas attendre. La même année, M. de Vigny a également acquis la preuve que ni *Lucrèce*, ni *la Ciguë*, ni *le Fils de Poirier* n'ont été refusés au Théâtre-Français, n'y ayant pas eu de motifs sérieux ; ainsi sont tombés tour à tour ces griefs si souvent produits contre le comité.

De même, en effet, que dans les théâtres livrés à la spéculation privée, c'est le directeur-entrepreneur qui reçoit, et qui, à son gré, les pièces dont la représentation lui paraît devoir intéresser le public et contribuer, par conséquent, au succès de l'entreprise; ainsi, depuis l'ordonnance royale du 22 octobre 1791, on a institué la Comédie-Française, et en vertu des divers règlements qui ont successivement consacré leur association avec le public les sociétaires, longtemps responsables, en fait comme en droit, des résultats de l'entreprise, et qui en représentent les intérêts, ont toujours eu, à ce titre, qualité pour prendre part à la distribution des ouvrages destinés à leur théâtre. « *Pour la représentation d'une pièce nouvelle*, disaient les premiers règlements, *on fait une lecture, la compagnie y étant appelée.* » La plus grande liberté d'action dans cette tâche importante de juger les pièces n'a jamais été contestée aux sociétaires et n'a jamais cessé de leur appartenir. Elle leur appartiendrait même tout entièrement, comme aux autres entrepreneurs si la Comédie-Française n'était en réalité une institution littéraire et artistique, et non tôt qu'une entreprise industrielle et commerciale, si elle n'avait accepté la mission supérieure de maintenir les traditions, de garder en dépôt les grandes œuvres des maîtres, et d'accroître encore autant que possible le glorieux patrimoine national; pour cela que, sous toutes les formes, l'État lui procure des encouragements; c'est pour cela aussi que le Gouvernement a le droit de surveiller l'administration de ce théâtre et d'intervenir quand les circonstances l'exigent, les mesures nécessaires pour concilier l'intérêt public avec l'intérêt privé, l'intérêt des lettres avec l'intérêt matériel de l'exploitation.

Déjà, dans l'état actuel, l'administration supérieure du théâtre est soumise au comité de lecture du Théâtre-Français par le directeur général, qui à son influence légitime joint en outre, par son titre, l'autorité de sa voix prépondérante.

La Commission a examiné si, pour contre-balancer l'influence des sociétaires, il serait avantageux d'adjoindre à ce comité, par le Gouvernement un certain nombre de personnes étrangères au théâtre choisies parmi les gens de lettres, les auteurs dramatiques.

qui se consacrent particulièrement à des travaux de théâtre. En principe, cette combinaison nous eût paru sage, et, pour trouver ainsi des juges compétents, l'administration n'eût plus eu sans doute que l'embarras du choix : mais, en fait, la pratique était en désaccord avec la théorie ; et, en moins de trente ans, ce système mixte avait été essayé sous des conditions diverses, en 1826, en 1831 et en 1852, jusqu'à ce que l'expérience s'était assez prononcée contre lui pour que la commission, éclairée d'avance sur les résultats presque toujours décevants d'une nouvelle tentative, n'en fût même plus à se décider. Les écrivains qui seraient désignés accepteraient cette nomination, et si ceux qui l'auraient acceptée persisteraient longtemps à ne pas remplir la tâche ingrate.

En 1826, l'école classique siégeait au comité dans la personne de M. de Raynouard, d'Auger, d'Alexandre Duval, de Pichon, de Parceval-Grandmaison. Si lettrés et si compétents qu'ils fussent, ces messieurs furent sans cesse en butte aux réclamations des plus ardentes, et bientôt il fallut rétablir un comité exclusivement composé de comédiens.

En 1851, les querelles littéraires étant assoupies, le moment parut favorable pour tenter une seconde épreuve ; elle ne réussit pas mieux que la première. Les six écrivains qui avaient été admis à faire partie du comité étaient également capables et consciencieux ; malgré cela, des plaintes ne tardèrent pas à s'élever contre eux comme par le passé. Comprenant alors que leur présence au comité ne produisait pas les bons résultats qu'on en attendait, ils se retirèrent successivement et d'eux-mêmes, jusqu'à ce que, en 1852, une nouvelle décision ministérielle dut réduire le nombre de six à deux ; dernière épreuve qui ne dura pas plus d'un an, et après laquelle on revint à l'examen des pièces par les seuls sociétaires, y compris les sociétaires-femmes, qui, à leur tour, après avoir figuré dans les différents comités, virent leur nombre de plus en plus restreint, cessèrent complètement d'être appelées depuis le mois de juillet 1853.

Le comité ainsi réorganisé et ainsi à être exclusivement composé de sociétaires-masqués, le comité actuel vient de fonctionner pendant quinze

années consécutives, et sans doute il n'a pu toujours contenter tous les intérêts et encore moins tous les auteurs ; cependant, tandis qu'une répulsion véritable s'élevait dans le sein de la Commission contre le retour au jury, le comité mixte, des auteurs dramatiques très-expérimentés, d'avis qu'un jury formé uniquement de personnes étrangères à l'entreprise était le meilleur de tous et celui qui ne devait pas moins alarmer les susceptibilités des écrivains ; le comité, la pièce n'étant, en réalité, que le préliminaire indispensable d'un contrat à intervenir entre l'auteur et l'entrepreneur qui, en conclusion, on en concluait que les parties contractantes devaient toutes prendre part. D'un autre côté, en appliquant ce principe au Théâtre-Français, on se demandait dans quelle mesure était juste et convenable qu'intervint la Société, l'une des parties contractantes.

Plus le nombre des sociétaires est considérable dans une œuvre de lecture, plus la responsabilité de chacun d'eux diminue vis-à-vis de l'auteur et vis-à-vis du théâtre, qui, l'un et l'autre, traitant, ont intérêt à ce que cette responsabilité personnelle soit la plus possible : la sincérité des votes devant être d'autant mieux au-dessus de toutes les influences et de toutes les faiblesses.

Pour atteindre ce but, la Commission a pensé qu'il fallait restreindre le nombre des juges ; mais alors un choix difficile se présentait entre les sociétaires, et cette tâche semblait délicate. Fallait-il, à chaque lecture, charger le sort de désigner le comité nouveau ? Valait-il mieux s'en rapporter d'une manière permanente à l'ancienneté des services ? Si chacun des sociétaires offrait quelques avantages, nous avons reconnu qu'il n'y avait rien de plus d'inconvénients, et, tout bien examiné, mon collègue, le ministre, il nous a paru qu'en fin de compte, puisqu'il fallait au Théâtre-Français un comité d'administration qui représentât la Société, qui veuille à ses intérêts, qui administre en son nom, et qui, uniquement composé de sociétaires, est reconstruit tous les ans pour chaque exercice, ce qui permet de le modifier à volonté, pour le placer toujours dans les meilleures conditions.

revenait naturellement, et presque de droit, la mission des pièces, du moment où, la généralité des sociétaires n'étant chargée, il y avait lieu de lui substituer un comité restreint.

Ce comité d'administration est composé de six membres titulaires et de deux suppléants.

Il ne faut pas retomber dans l'inconvénient des jurys trop nombreux. Un avis serait que les six membres titulaires fussent chargés de juger les pièces sous la présidence de l'administrateur général, et que la présence de cinq membres (y compris l'administrateur général), suffit pour qu'une décision fût rapidement prise.

Les considérations que nous avons eu l'honneur d'exposer plus haut à votre Excellence nous font penser qu'un comité ainsi composé satisfait la grande majorité des auteurs. Pour les satisfaire autant que possible, il conviendrait peut-être de donner à chacun d'eux la liberté de choisir entre le comité restreint que nous proposons d'établir aujourd'hui et le comité général qui vient d'exister pendant quinze ans. Attaqué par quelques-uns, il avait l'approbation de beaucoup d'autres, et le nombre de ses partisans s'augmenterait sans doute d'autant plus du jour où il ne serait complètement abandonné.

Il nous paraît donc avec plaisir que, dans le cas où un auteur voudrait formellement, sa pièce pût être lue au comité restreint, séance spéciale à laquelle tous les sociétaires-hommes seraient appelés à assister, avec voix délibérative.

La dernière mesure nous semblerait devoir être obligatoire pour le jugement définitif des pièces renvoyées en première lecture et qu'on qualifie improprement de pièces de correction. S'il est bon que les premiers juges assistent à l'épreuve pour tenir compte des changements faits sur l'original, il importe aussi que des auditeurs moins prévenus soient à décider si, dans son état nouveau et en dehors de la comparaison avec ce qu'elle était lors de la première lecture, la pièce mérite réellement d'être admise à la représen-

La présence de sept membres au moins nous semble indispensable dans ce cas, nécessaire pour que la seconde lecture pût être prise en considération et pour qu'il fût définitivement statué sur la pièce en question.

Ces diverses combinaisons étant soumises à l'avis de Votre Excellence, la Commission propose, en outre, la suppression des comités, que le vote secret et trop souvent silencieux, en pratique aujourd'hui, soit remplacé par un vote nominal. Le rapport pourrait précédé d'un tour d'opinions préalables dans lequel chacun des membres présents pourrait exprimer son sentiment. On ne développerait pas plus qu'il le jugerait convenable.

Le résultat des votes ainsi formulés serait relaté dans le procès-verbal de chacune des séances, en regard du nom des votants.

La Commission s'est préoccupée encore, et tout particulièrement, de donner aux écrivains qui débutent, un supplément de garanties, en modifiant le système adopté jusqu'à présent, et en supprimant l'examen préalable de leurs œuvres. Aujourd'hui, lorsqu'une pièce a été déposée et enregistrée au secrétariat du Théâtre-Français, le manuscrit est remis à l'un des trois examinateurs du théâtre, qui le lit et en fait son rapport à l'administrateur. Suivant les conclusions de ce rapport, la lecture est ou n'est pas accordée ou refusée. On ne peut mettre en doute ni l'impartialité des examinateurs; en cas d'hésitation de la part du premier lecteur, le manuscrit est soumis à un second et souvent à un troisième examen. Malgré ce système, cependant, on est obligé de reconnaître que l'admission ou le refus dépend de cette autorité unique.

La Commission proposerait qu'à l'avenir les rapports des examinateurs fussent lus au comité de lecture lui-même, et, comme il est dit plus haut, de l'administrateur général. Les six membres titulaires du comité d'administration ne pourraient appartenir d'accepter ou de rejeter les conclusions des rapporteurs.

Ainsi, désormais, grâce à cette manière de procéder, les pièces présentées au Théâtre-Français seraient soumises à une égalité parfaite, puisque la décision prise à leur

de provenance et le plus ou moins de notoriété de leurs membres. Il paraîtrait d'une seule et même autorité, celle du comité

la Commission attache beaucoup de prix à cette réforme et est convaincu que l'usage ne tardera pas à en démontrer l'effi-

l'Etat donné à la Commission ne s'étendait pas d'une manière égale au théâtre de l'Odéon. Elle a été cependant amenée à occuper par la logique des choses et par son désir de concourir aux intentions de Votre Excellence.

Le régime de l'Odéon diffère essentiellement, au point de vue artistique et commercial, de celui de la Comédie-Française. En fait, la subvention qu'il reçoit de l'État, le directeur de ce théâtre est soumis à toutes les chances de l'industrie privée, et il assume ses risques et périls, une entreprise dont il est seul responsable. Il est donc juste que sa liberté d'action ne soit en aucune manière soumise à l'ingérence étrangère de nature à compromettre son indépendance.

En conséquence, aux termes du cahier des charges accepté par le directeur de l'Odéon, l'administration supérieure a conservé le droit de suspendre ou de révoquer le directeur quand elle le jugerait convenable, l'examen des ouvrages soumis à ce théâtre au régime qui lui paraîtrait le plus avantageux. En vain le directeur lui-même a écrit spontanément à Votre Excellence pour lui déclarer qu'il verrait sans déplaisir que son nom et sa personnalité de lecture fût appelé à l'aider de ses lumières ; la Commission, monsieur le ministre, n'a pas eu un moment la pensée de proposer qu'un comité, ayant la même autorité que la Commission d'administration existe au Théâtre-Français, fût institué au théâtre de l'Odéon. Ce comité ne se trouve pas à l'Odéon, comme au Théâtre-Français, mais sa présence d'une propriété collective et d'une société commerciale. Quant à former le comité avec des éléments étrangers à l'Odéon, la Commission et choisis dans les différentes branches de la littérature et de la critique dramatique, la Commission n'aurait pu le faire sans se mettre en contradiction avec elle-même, puisqu'elle a été ainsi approuvé pour l'un le système qu'elle avait cru devoir proposer pour l'autre.



Le soin de recevoir lui-même ses pièces, sous sa responsabilité, étant toujours laissé au directeur de l'Odéon, la mission a été d'avis d'étendre à ce théâtre la même surveillance par elle pour la Comédie-Française en ce qui concerne les manuscrits, examen qui, là surtout, dans un lieu spécialement consacré par l'État aux débuts littéraires, doit être fait à la fois avec la plus scrupuleuse justice et avec la plus bienveillante due aux œuvres de la jeunesse.

La Commission propose donc que les personnes qui lui enverront au directeur de l'Odéon de prendre, avant lui, communication des manuscrits, soient appelées à rendre compte de leur envoi, et à faire lecture de leurs rapports devant un *comité d'examen* composé de quatre personnes nommées par le ministre et le directeur. La mission de ce comité se bornerait à examiner les rapports des premiers lecteurs, et sans avoir le droit de rejeter jamais de lui-même aucun ouvrage à la représentation, mais à faire connaître ceux qui, d'un commun accord, seraient considérés devant être mis hors de cause, et réserverait, au cas où ils ne seraient pas jugées définitivement par le directeur, les autres pour une telle épreuve préparatoire, auraient paru dignes de sa particulière attention.

La Commission propose enfin pour l'Odéon, comme pour le Théâtre-Français, qu'il soit tenu registre de toutes les pièces déposées; que le rapport sur chacune d'elles, devant être fait ait lieu dans le délai d'un mois, et qu'une décision soit toujours prise à leur égard six semaines au plus après leur dépôt.

Telles sont en résumé, monsieur le ministre, les propositions auxquelles la Commission a cru devoir s'arrêter, et qu'elle croit comme justes, suffisantes et efficaces. Elle les soumet à votre haute appréciation.

Paris, le 17 avril 1869.

*Le Président*, CAMILLE DOUCET. — *Le vice-président*, GEORGES, ÉMILE AUGIER, E. LEGOUVÉ, ALEXANDRE  
ÉDOUARD THIERRY, RÉGNIER, LEMOINE MONTIGNY,  
VALRY.

*Arrêté concernant la Comédie-Française.*

de l'Empereur.

Chancelier de France, ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts,

par ses décrets en date du 15 octobre 1812 et du 27 avril 1850, au Théâtre-Français ;

l'arrêté du 26 décembre 1868, qui institue une Commission pour rechercher si les systèmes adoptés au Théâtre-Français pour l'examen préalable des pièces et leur jugement définitif pourraient être améliorés ;

l'apport de cette Commission en date du 17 avril, présentant

la proposition du directeur général de l'administration des

:

*Art. — Comité de lecture.* — A l'avenir, le comité de lecture du Théâtre-Français sera composé :

l'administrateur général du Théâtre-Français, président ;  
six membres titulaires du comité d'administration.

La présence de cinq membres, y compris le président, suffira pour que la décision soit régulièrement prise.

Dans le cas où l'auteur le demanderait formellement, les autres sociétaires-hommes pourraient être adjoints au comité de lecture, formé comme il est dit dans l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, pour participer au jugement de sa pièce avec voix délibérative.

Toute pièce qui, n'ayant pas été reçue à une première lecture, aurait été remise à une seconde audition, devra être présentée la seconde fois, en présence des membres du comité de lecture et de tous les autres sociétaires-hommes, réunis sous la présidence de l'administrateur général du Théâtre-Français.

Dans ce cas, la présence de sept membres au moins sera nécessaire pour que la seconde lecture puisse avoir lieu régulièrement.

Après la lecture, il sera procédé à un tour d'opinion sur lequel chacun des membres présents sera invité à émettre son avis.

Le vote aura lieu ensuite nominalemeut par bulletin portant l'une des mentions suivantes : pièce reçue, mise à une seconde lecture.

Le résultat du vote sera relaté au procès-verbal de la séance, en regard du nom des votants.

5. — *Examen préalable.* — Toutes les pièces au secrétariat du Théâtre-Français devront être immatriculées sur un registre spécial, avec un numéro d'ordre, le jour de leur dépôt.

Elles seront remises sans retard à des examinateurs chargés d'en prendre connaissance et de faire sur chacune d'elles un rapport motivé concluant, suivant leur appréciation, à ce qu'elle soit réservée pour être ultérieurement lue devant la commission, ou bien à ce que, sans plus ample examen, elle soit renvoyée à son auteur.

Tous les rapports seront soumis au comité de lecture, comme il est dit en l'article 1<sup>er</sup>, et à qui seul il appartient d'accepter ou d'en rejeter les conclusions.

Le résultat de cet examen préalable devra toujours être communiqué à l'auteur un mois au plus après le dépôt de sa pièce.

6. — Le directeur général de l'administration des théâtres et l'administrateur général du Théâtre-Français, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général et notifié à quiconque en aura besoin.

Paris, le 22 avril 1869.

*Signé : VAILLANT.*

Pour copie conforme :

*Le directeur général de l'administration des Théâtres.*

CAMILLE DOUCET.

*Arrêté concernant le Théâtre Impérial de l'Opéra.*

Au nom de l'Empereur.

Le maréchal de France, ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.

Vu le cahier des charges du directeur du théâtre de l'Opéra en date du 30 mai 1866 ;

port de la Commission instituée par arrêté ministériel  
bre 1868, à l'effet de rechercher quelles améliorations  
être introduites dans les systèmes adoptés au Théâtre-  
à l'Odéon pour l'examen préalable des pièces et leur  
définitif ;

tant que s'il est juste de laisser au directeur de l'Odéon  
recevoir lui-même les pièces qu'il doit faire représenter  
s et périls, il importe d'un autre côté de donner aux  
plus sérieuses garanties et d'assurer notamment à  
ges un examen aussi éclairé et aussi prompt que pos-  
sible. En conséquence, le directeur général de l'administration des

— Toutes les pièces présentées au théâtre de l'O-  
déon doivent être immédiatement inscrites sur un registre spécial  
numéro d'ordre constatant le jour de leur dépôt.

Elles sont remises sans retard à des examinateurs, chargés  
de la connaissance et de faire sur chacune d'elles un rap-  
port concluant, suivant leur appréciation, à ce que la pièce  
soit ou non pour être lue par le directeur, ou bien à ce que, sans  
examen, elle soit rendue à son auteur.

Un comité spécial, dit *Comité d'examen*, est institué  
pour entendre les rapports des examinateurs et il n'appar-  
tient qu'à lui seul d'en accepter ou d'en rejeter les conclusions.  
Ce comité d'examen sera composé de quatre personnes nom-  
mées par le ministre, qui se réuniront sous la présidence du  
directeur de l'Odéon.

Les rapports devront être lus devant le comité  
au plus tard dans le délai d'un mois, et la décision défi-  
nitive du directeur devra toujours être notifiée à l'auteur six  
semaines plus après le dépôt de son ouvrage.

À chaque séance, le directeur devra donner connais-  
sance au comité d'examen des décisions qu'il aurait prises,  
sauf la dernière réunion, à l'égard des pièces réservées.

Le directeur général de l'administration des théâtres

est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal Officiel*, au *Bulletin* du secrétariat général et notifié à qui de droit.

Paris, le 22 avril 1869.

Signé : VAillant

Pour copie conforme :  
*Le directeur général de l'administration des théâtres*

CAMILLE DOUSSAN

---

## CONCOURS MUSICAUX (1).

### CONCOURS DU THÉÂTRE-LYRIQUE.

*Rapport à Son Excellence le maréchal de France, duc de  
Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, par le jury  
chargé de juger les poèmes et les partitions en  
concours institué au Théâtre-Lyrique Impérial pour  
la production d'une œuvre musicale.* (Journal Officiel du 15 mai 1869.)

Monsieur le Ministre,

Répondant à l'auguste initiative qui déjà avait donné à la liberté des théâtres, Votre Excellence voulut bien accorder aux compositeurs de musique un témoignage d'encouragement, en instituant dans les théâtres lyriques de Paris des concours établis sur les bases les plus offrant aux concurrents les plus sérieuses garanties.

Trois formes différentes furent sagement données à ces concours.

---

(1) Voir pour les divers documents officiels relatifs à ces concours, pages 199 et 479 de ce volume ; voir en outre ci-après, page 480, le discours de M. le maréchal Vaillant, au sujet de ces concours.

(2) Ce jury, nommé au scrutin secret par les concurrents pour la musique, de MM. Pasdeloup, directeur du Théâtre-Lyrique, Benoit, Deloffre, Duprez, Eugène Gautier, Labarre, Victor Poniatowski, Weber ; et, pour les poèmes, de MM. Azevedo, Alexandre Dumas fils, Edouard Fournier, Jouvin, Hippolyte Roger, Sarcey.

nt que l'Opéra proposait aux musiciens un poëme uni-  
si dans un concours spécial, et que l'Opéra-Comique  
a un auteur qui compte de beaux et nombreux succès dans  
e la composition d'un livret désigné d'avance aux con-  
, vous avez voulu, monsieur le ministre, qu'au concours  
tre-Lyrique, la liberté de choisir son poëme étant laissée  
positeur, chacun pût présenter à ce concours une parti-  
te sur un sujet en rapport avec ses goûts et ses aptitudes  
elles.

dernière forme de concours, qui accuse et complète si  
pensée bienveillante de Votre Excellence, créait au jury  
à le juger des difficultés devant lesquelles il n'a point  
mais dont il ne s'est point non plus dissimulé l'importance.  
rés, par le libre choix des concurrents d'examiner et d'ap-  
leurs œuvres, nous venons, monsieur le ministre, de ter-  
nos travaux, et c'est un rapide exposé de ces travaux que  
ons avoir l'honneur de mettre sous les yeux de Votre  
ce.

avons compris tout d'abord que le but du Concours étant  
e désigner parmi les ouvrages offerts à notre examen une  
ligne d'être représentée sur le Théâtre-Lyrique, nous  
chercher un opéra dont la musique et le livret fussent,  
de vue de la représentation immédiate, non-seulement  
rs aux autres, mais encore d'une valeur à peu près égale  
x, afin de former cette œuvre deux fois difficile à ren-  
et que l'on appelle un opéra réussi.

ry, composé, en raison de sa double mission, d'hommes de  
t de musiciens, a commencé ses travaux par l'examen et  
ment des poëmes — les musiciens prenant part à cet exa-  
ause de la spécialité des œuvres littéraires présentées, —  
tinué ces mêmes travaux par l'exécution des partitions,  
u pianos et chantées devant le jury tout entier, après avoir  
et examinées par les membres plus particulièrement  
nts à ce sujet.

nte-trois opéras, en un, deux, trois, quatre et cinq actes,  
déposés au Théâtre-Lyrique.

Pendant près de sept mois, c'est-à-dire du mois de la fin de juin, la Commission s'est réunie le plus souvent par semaine pour prendre connaissance de ces ouvrages.

Après un examen laborieux et attentif, accompli dans les conditions énoncées plus haut, et recommencé deux fois, il a semblé au jury, pour le classement du concours, le classement suivant est résulté :

Cinq opéras : *le Magnifique*, un acte ; *la Coupe de la Vierge*, cinq actes ; *Fiesque*, trois actes ; *la Vierge de Diane*, trois actes ; *Roger*, trois actes, ont été classés dans la lettre A, représentant à des degrés différents l'accord cherché entre le poème et celle de la musique.

Dix autres ouvrages, où cet accord a été trouvé moins parfait, ont été classés dans la lettre B.

Parmi ces dix ouvrages, le jury distingue encore deux opéras, l'un intitulé *Saül* et l'autre *l'Égyptienne*.

Les vingt-huit autres opéras, parmi lesquels on rencontre quelques exemples de l'union malheureuse d'un bon poème et d'une musique médiocre, et aussi d'un poème médiocre avec une musique de quelque valeur, ont été réunis sous la lettre C.

Ce travail accompli, le jury a consacré de nombreuses séances à la lecture réitérée des ouvrages réservés par lui.

L'attention du jury s'est longtemps divisée entre :

*Roger*, ouvrage inégal, mais dont quelques parties ont une réelle valeur ;

*La Vierge de Diane*, joli poème, accompagné d'une musique quelquefois un peu faible, mais souvent poétique et expressive ;

*Fiesque*, ouvrage également consciencieusement et habilement écrit par les auteurs du poème et de la musique ;

*La Coupe et les Lèvres*, œuvre vraiment remarquable, qui tient à côté de quelques défaillances des beautés musicales et de premier ordre, mais dont le poème juste et bre n'a point été jusqu'ici, malgré la sympathie et l'intérêt qui s'attachent aux moindres œuvres d'Alfred de Musset, possible au théâtre, auquel évidemment il n'était point adapté et dont l'adaptation à la scène eût exigé de nombreuses

qui eussent à leur tour amené dans la musique des changements d'une grande importance, ce qui, suivant l'opinion de la majorité du jury, n'était ni dans les conditions ni dans l'esprit du concours ;

Enfin, *le Magnifique*, ouvrage d'une dimension moindre que quelques-uns de ses rivaux, mais présentant la recherche et presque complète ici d'un poème original et d'artitions également réussis dans leur ensemble. C'est après deux exécutions, tantôt complètes, tantôt partielles, que, dans la nuit du 12 juin, après trois jours de scrutin, la majorité des jurés s'est réunie sur l'opéra *le Magnifique*. Cet ouvrage, incontestablement des qualités toutes particulières du poème et de la musique, peut arriver à la scène sans modifications, ce qui, au point de vue du concours, nous a paru constituer aussi une supé-

rieur. Monsieur le ministre, le récit fidèle de nos travaux.

Le concours qui vient de se terminer, et dont l'initiative vous nous aura produit d'heureux résultats, un compositeur nouveau nous est parvenu à la scène sans faire de terribles efforts et sans rencontrer aucune des difficultés qui épuisent : qui découragent les jeunes talents, et nous ne doutons pas que les ouvrages signalés dans ce remarquable concours (et notamment les *Lèvres*, que nous désignons d'une façon toute particulière) arrivent aussi, sur quelques-uns de nos théâtres lyriques, à l'exécution et au succès.

À nous, monsieur le ministre, nous avons la conscience, de ces longs et difficiles travaux, d'avoir fait tous nos efforts pour remplir les intentions bienveillantes de Votre Excellence, de justifier la confiance qu'avaient bien voulu avoir en nous les jurés de musique et de paroles qui ont pris part à ce concours.

Je vous l'honneur d'être, monsieur le ministre, vos très-respectueux et très-obéissants serviteurs.



Les membres de la Commission ayant pris part à l'examen :

*Les président*, PASDELOUP, F. BENOIT ; EUGÈNE  
*secrétaire rapporteur*; ALEX. DUMAS  
PONIATOWSKI, THÉODORE LABARRE, ÉDOUARD  
DELOFFRE, HIPPOLYTE PREVOST, FR. SARRASIN  
ROGER, MANGIN, *membre adjoint*.

Extrait du *Discours du ministre à la distribution des prix du Conservatoire Impérial de musique et de déclamation* (Officiel du 7 août 1869.)

La distribution des prix du Conservatoire Impérial de musique et de déclamation, pour l'année scolaire 1868-1869, le 6 août 1869. Le ministre de la Maison de l'Empereur des Beaux-Arts a prononcé, à l'ouverture de cette solennité, un discours dont nous extrayons les passages suivants, qui concernent les auteurs et compositeurs dramatiques :

«..... J'aurais aimé à pouvoir annoncer aujourd'hui, à la fin des classes de composition musicale le résultat des travaux que j'instituais ici même, il y a deux ans, en faveur des auteurs français, dans les trois théâtres lyriques impériaux de Paris; mais le concours ouvert à l'Opéra ne sera clos qu'à la fin du jour de ce mois, et, d'autre part, bien qu'il soit le résultat d'un concours date, et depuis longtemps terminé, le concours d'opéra n'a pu encore aboutir à une solution définitive, le jury, par les concurrents ne pouvant, malgré tous ses efforts, terminer son travail avant la fin du mois d'octobre.

» Quant au concours du Théâtre-Lyrique, vous savez qu'il n'a pas été sans utilité, et j'espère qu'il ne sera pas sans gloire. Cinq opéras, dit le rapport de la Commission, sont classés en première ligne, comme présentant, à des degrés égaux, l'accord cherché entre la valeur du poème et la valeur musicale, et c'est sur un ouvrage intitulé *le Magnifique* que s'est réunie la majorité des suffrages.

» *Le Magnifique* sera joué au Théâtre-Lyrique pendant

aine, et, si la représentation tient tout ce qu'elle semble  
e, un talent modeste et inconnu jusqu'à ce jour sera bien-  
lumière et consacré par le succès !

is que je cherchais ainsi à rendre l'entrée de la carrière  
ssible aux musiciens, je n'oubliais pas les auteurs dra-  
pour qui la liberté des théâtres promettait déjà d'ou-  
us grand nombre de débouchés. Aux écrivains dont le  
nt a la louable ambition de se produire sur l'un des pre-  
âtres français, j'ai voulu, autant que possible, donner  
ties nouvelles pour l'examen et pour la réception de leurs  
y serai parvenu, j'espère, en adoptant les propositions  
ques, à cet effet, d'une commission composée d'hommes  
dont les lumières et la compétence n'étaient surpassées  
e par leur désir de bien faire.

e s'arrêteront pas mes efforts, et, si les mesures que j'ai  
tteignent qu'insuffisamment leur but, rien de ce qui dé-  
e moi ne sera négligé pour qu'une part, aussi large que  
soit faite et assurée aux écrivains nouveaux dans les  
que l'État subventionne, pour l'encouragement et pour  
r des lettres. »

TIONS, PRIX ET RÉCOMPENSES HONORIFIQUES. — L'Aca-  
s Beaux-Arts a élu M. FÉLICIEN DAVID à la place  
dans sa section de composition musicale, par suite du  
M. Hector Berlioz, par 32 voix sur 35 votants.  
FÉLICIEN DAVID a, en outre, été nommé bibliothécaire du  
toire Impériale de musique et de déclamation, en rem-  
t de M. Hector Berlioz.

émie française a décerné le prix de poésie à M. FRAN-  
ÉE, l'auteur du *Passant*.

partagé le prix Leidersdorf, fondé en faveur des veuves  
s de lettres, entre M<sup>me</sup> FÉLICIEN MALLEFILLE et M<sup>me</sup> RÉAL.  
émie des Beaux-Arts, a décerné le prix Chartier, insti-  
veur des meilleures compositions de musique de cham-  
. DANGLA. — Le prix de l'année précédente avait été  
à M<sup>me</sup> FARRENC.

INSTITUTION DE NOUVEAUX PRIX. — PRIX DE ROSSINI.

*tion testamentaire de Rossini au sujet de deux prix de chacun trois mille francs, en faveur d'un compositeur et d'un auteur de paroles.*

Je veux qu'après mon décès et celui de mon épouse, soit fondé à perpétuité, à Paris, et exclusivement pour la France, deux prix de chacun trois mille francs, pour être distribués annuellement : un à l'auteur d'une composition de musique dramatique ou lyrique, lequel devra s'attacher principalement à la mélodie, si négligée aujourd'hui; l'autre à l'auteur (prose ou vers) sur lesquelles devra s'appliquer la musique parfaitement appropriées, en observant les lois de la versification dont les écrivains ne tiennent pas toujours assez compte.

Ces productions seront soumises à l'examen d'une commission spéciale prise dans l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut, qui jugera celui des concurrents qui aura mérité le prix. Le prix qui sera décerné en séance publique après l'exécution de l'œuvre, soit dans le local de l'Institut ou au Conservatoire, les auteurs testamentaires devront obtenir du ministre de l'Instruction publique d'immobiliser en 3 pour cent un capital nécessaire pour produire une rente annuelle de six mille francs.

J'ai désiré laisser à la France, dont j'ai reçu un si bon accueil, ce témoignage de ma gratitude et de mon désir de perfectionner un art auquel j'ai consacré ma vie.

GIOACCHINO-ANTONIO ROSSINI.

PRIX DE M<sup>me</sup> VEUVE LANDRIEU. — M<sup>me</sup> veuve Landrieu, née à Paris le 14 avril 1809, a laissé un testament par lequel, entre autres dispositions, elle lègue une somme de trois millions, après avoir payé les dettes fortes, de la dette différée d'Espagne, à l'écrivain qui aura été nommé par l'Académie française un prix pour une comédie ou un drame en vers dans l'année qui a précédé ou dans l'année de son décès.

Afin de réaliser les généreuses intentions de M<sup>me</sup> Landrieu, l'Académie française a décidé qu'elle attribuerait un prix de trois mille francs, le premier cours du mois de mars 1870, à l'auteur de la meilleure

meilleure comédie en vers publiée ou représentée depuis avril 1868. (*Journal officiel*, 31 juillet 1869.)

PROPOSÉ, EN 1870, PAR L'ACADÉMIE DU GARD. — L'Académie a proposé, pour le concours de 1870, le sujet suivant : *Drame moderne au point de vue de l'art et des*

honneur chez la femme est le thème le plus journalièrement traité sur notre scène française contemporaine.

Apprécier la valeur d'un pareil ressort dramatique.

Rechercher les causes et étudier les conséquences littéraires de son persistant emploi.

Examiner particulièrement la nature et les effets du prestige qu'il plaît à entourer au théâtre la femme déçue. »

L'Académie ne recevra que des mémoires en prose. Elle craint, traitées en vers, les questions posées ne devinssent offrir une occasion de satire et de déclamation.

ŒUVRES ET MONUMENTS. — MONUMENT A LA MÉMOIRE DE PONSARD.

Le nombre des souscriptions faites pour le monument que l'on élève à la mémoire de PONSARD, dans sa ville natale, s'élève à 29,000 francs, auquel il faut ajouter 7,145 francs, d'après la recette du 21 novembre, à la Comédie-Française. Le monument consiste en une statue de bronze, dont la dépense s'élève à 26,000 francs, et dont le projet est de M. Viollet-le-Duc. Elle sera placée devant l'Hôtel de ville de Vienne (Isère). Quant à son buste, il doit être mis dans les galeries de Versailles, sous le prince Napoléon, président de la commission chargée de l'érection du monument ci-dessus mentionné, a commandé ce buste à M. Salomon. Il sera exécuté en marbre.

ŒUVRE DE LAMBERT THIBOUST. — L'inauguration du tombeau de LAMBERT THIBOUST, au cimetière Montmartre, a eu lieu le 29 novembre 1868 (1). Ce monument est dû au ciseau de M. Mathieu-

Meusnier, auteur de *Laïs mourante*, placée aux Tuileries, dans le jardin réservé. Il se compose d'une table de marbre haute de deux mètres environ, qui se dresse entourée d'un revêtement de pierre se terminant en fronton triangulaire surmonté d'une croix. Au milieu d'une stèle en demi-relief ressortant du socle Lambert Thiboust, extrêmement ressemblante et vraie copie d'une médaille. A droite et à gauche sont deux figures en haut-relief : à côté la Muse dramatique, qui a laissé tomber son masque ; de l'autre l'Amitié, le bras levé et gravant sur la pierre cette simple inscription :

A NOTRE CHER LAMBERT THIBOUST.

Sur la stèle, au-dessous du médaillon :

ICI REPOSE

ANTONIN-LAMBERT THIBOUST

*Auteur dramatique.*

1827 — 1867.

**TOMBEAU D'ÉDOUARD MONNAIS.** — Le médaillon qui surmonte le monument funéraire d'ÉDOUARD MONNAIS, compositeur impérial près les théâtres lyriques et auteur d'un grand nombre d'ouvrages dramatiques, est dû à M. Jouffroy, de l'École des Beaux-Arts.

**BUSTES ET STATUES.** — Parmi les travaux de sculpture exécutés ou menés à fin en 1868, et les acquisitions faites pendant la même année, on cite deux statues en marbre de COMTE DE MOLIERE pour le Théâtre-Français.

Parmi les bustes que le service des Beaux-Arts a reçus, on remarque ceux de PONSARD et de COLIN-D'HARLEVILLE, qui seront placés à la Comédie-Française; celui de ROSSINI à l'Institut, et ceux de BEETHOVEN, DONIZETTI, BOIELDIENNE, LESUEUR, etc., pour le Conservatoire Impérial de musique et de déclamation. (*Journal Officiel* du 28 janvier 1869.— *Situation de l'Empire.*)

---

## NÉCROLOGIE

IGNAULT DE PRÉMARAY, *mort à Paris, le 9 juin*  
*inhumé au cimetière Montmartre le 11 du même mois.*  
*Les paroles prononcées sur sa tombe par M. FERDINAND DUGUÉ,*  
*président de la Commission des auteurs et compositeurs*  
*musiques.*

Messieurs,

En nom de la Commission des auteurs et compositeurs  
je viens adresser un dernier adieu à M. Jules de  
Prémaray qui fut un des membres éminents de notre Société...

Un vide dans nos rangs, messieurs, encore une mort  
prématurée ; encore un deuil à porter, celui d'un homme  
et d'un homme de talent ! Jules de Prémaray fut l'un et  
l'autre dans sa carrière si laborieuse, si bien remplie, il allia  
aux brillantes qualités de l'esprit les saines et solides  
vertues de l'âme, et dans l'accomplissement de ce double devoir,  
il trouva une double récompense : l'art le paya en suc-  
ces mille lui rendit au centuple, et jusqu'au moment su-  
per des affections et ses tendresses !...

Notre cher et aimé meurt consolé, messieurs ! Et si le moribond  
la souffrance crispe les lèvres et trouble l'intelligence déjà  
faible, si le pauvre corps que réclame la terre demeure  
insensible en apparence, la créature de Dieu, qui va s'en-  
lever là-haut, a toujours un sourire intérieur pour les chers  
amis. Après tant de soins, de fatigues, d'anxiétés, confondent  
les larmes et leurs larmes sur le chevet funèbre ! Mélons-y les  
messieurs, car nous étions aussi de sa famille ; il le savait,  
ses dernières pensées fut pour nous. En s'éteignant  
dans le bras d'une sœur éplorée, il dompta un instant l'agonie  
et trouva la force de dire les yeux tour-  
nés vers le ciel : *Surtout, n'oublie personne !*

Qu'il ne soit pas oublié non plus de tous ceux qui l'ont aimé !... Adieu, poète ! adieu, frère ! dans le divin, dans l'éternel repos !...

---

VIENNET, *membre de l'Académie française, mort le*  
*11 juillet 1868, inhumé au cimetière du Père-Lachaise*  
*du même mois. — Discours de M. HENRI DE SAINT-PIERRE,*  
*président de la Commission des auteurs et compositeurs*  
*musiques, lu en son nom, par suite d'indisposition,*  
*tombe de Viennet, par M. JULES ADENIS, secrétaire de la*  
*Commission.*

Messieurs,

La littérature française vient de perdre son doyen pour le nombre des années... car chez les naturels l'esprit n'a pas d'âge ; et celui de Viennet avait couru le crépuscule de ses quatre-vingt-onze ans toute sa vie, toute sa verve... j'oserai dire toute sa jeunesse !

La Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, qui fut trois fois le président, avait à tous les titres présidé à cette douloureuse cérémonie.

Viennet eut bien des célébrités, messieurs ; il fut souvent amèrement critiqué, dans les phases si variées de sa vie littéraire et politique ; mais si sa verve caustique lui avait fait de nombreux ennemis, son talent élevé, la spontanéité, l'entraînement de ses satires, le firent estimer, apprécier de ses contemporains, et l'Académie rendit justice au Juvénal de son temps, l'appelant dans son sein.

Les épîtres et les fables de Viennet vivront dans la mémoire de tous, et à ce sujet, un rapprochement puisé dans la variété de son talent se présente à notre pensée.

Viennet se sentit toute sa vie entraîné vers le théâtre, mais le théâtre ne lui ouvrait pas ses portes aussi souvent qu'il le souhaitait ; il revêtait son idée dramatique d'une autre forme — cette comédie de tous les temps — traduisait

à les vices, les travers de son époque, avec l'audace et quelquefois téméraire que la scène lui eût refusée.

cette Melpomène, dont il sollicita si longtemps les faveurs, a peut-être manqué qu'une grande interprète à ses vœux, si elles ajoutassent un reflet de plus à la gloire de ce grand doyen.

La mesure de la postérité commence pour les hommes de lettres quand ils lui livrent la mort, si elle apprécie alors parfois avec ses travaux, si elle discute leur mérite et la durée de leur renommée littéraire, il est un point sur lequel tous doivent être d'accord quand il s'agit du caractère d'un homme comme celui de Germain Viennet ! Honnête jusqu'au danger dans l'expression de ses opinions, indépendant par principe et par conviction, respectueux de l'estime et au respect de tous... car sa vie a été un modèle constant de toutes les vertus civiques et

Aujourd'hui nous venons te dire un dernier adieu sur cette terre, Germain Viennet !... mais ta mémoire restera gardée dans nos cœurs. Nous perdons en toi plus qu'un confrère... nous perdons un éminent... un ami !...

---

DE LAVIGNE, mort à Montmorency, le 2 novembre dans sa soixante-dix-neuvième année, et inhumé au cimetière du Père-Lachaise, le 4 du même mois. — Paroles prononcées à ses obsèques par M. ÉMILE DE NAJAC, secrétaire de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, en présence du président de la Commission, empêché.

Messieurs,

Je me fais le nom de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques pour adresser le dernier adieu à Germain Delavigne. C'est la grande époque de 1830, illustrée par son frère Camille Delavigne, Scribe, Victor Hugo et Alexandre Dumas. Il était l'école qui s'appelle aujourd'hui l'école du bon sens, et le premier maître fut Molière.



Il signa *Robert le Diable*, *la Muette de Portici*, le *Mozart*, *Charles VI* avec son frère. Son nom, ainsi p  
de ces deux grands noms, lui assure une digne place  
toire contemporaine de notre théâtre.

Depuis longtemps, déjà, il avait renoncé à la carriè  
pour lui-même, mais non pour ses amis; combien de  
vu assister à des lectures et donner modestement son  
était trop heureux de suivre! Pour les services qu'il re  
il ne voulait que de simples remerciements; il fuyait  
dissements auxquels il avait droit de prétendre; car c  
assurément que plusieurs ouvrages modernes ont dû  
de leur succès à ses conseils désintéressés.

Nouveau venu dans la famille dramatique, je m'inc  
ment, au nom de tous, sur la tombe d'un des dernier  
tants de cette grande époque.

---

ROSSINI (GIOACCHINO-ANTONIO), *membre de l'Institut*  
*officier de la Légion d'honneur, grand'croix de*  
*Saints Maurice et Lazare, et de la Couronne d'Italie*  
*né le 29 février 1792, à Pesaro, mort le 13 nove*  
*à Passy, et inhumé au cimetière du Père-Lachaise*  
*même mois. — Discours prononcé sur sa tombe p*  
DE SAINT-GEORGES, *président de la Commission des*  
*compositeurs dramatiques.*

Messieurs,

La Commission des auteurs et compositeurs dram  
s'honore d'avoir compté parmi ses membres le grand  
nous pleurons, s'empresse d'apporter sur cette tombe  
ses immenses regrets.

L'une des plus éclatantes lumières de ce siècle v  
teindre; l'un de ces rares météores qui traversent l  
l'éblouissant a disparu, mais non sans laisser des trac  
de son passage.

Rossini n'est plus !

éateur de toute une splendide école, le novateur hardi  
raya sa route au milieu de toutes les gloires qui avaient  
la sienne, Rossini s'est élancé vers les sources éternelles  
divines mélodies, qui descendaient du ciel dans son âme,  
se tarirent jamais pour lui.

loix plus autorisées que la mienne vous raconteront l'o-  
de ce conquérant de l'art, dont chaque pas fut marqué  
triomphe.

au burin de l'histoire à graver pour la postérité les tra-  
mortels de ce maître unique, sans faiblesse, sans défaut  
et toujours parfait, quelque genre qu'il abordât, quelque  
il lui plût de traiter.

st, messieurs, le privilège du génie!

quel génie fut plus constamment égal à lui-même que celui  
vint la plus spirituelle musique de notre époque dans *le*  
*de Séville*, et trouva les chants sublimes de *Guillaume*

que comme Shakespeare dans *Othello*, biblique et inspiré  
les prophètes dans *Moïse*, il fait tressaillir en nos âmes  
de la patrie aux accords du *Siège de Corinthe*, et y jette  
ur avec les sombres et magnifiques harmonies de *Sémi-*  
Puis, par une merveilleuse métamorphose, habile en-  
r, il nous transporte de ces hauteurs lyriques dans les  
riantes de la gaieté, devant ces ravissantes folies de la  
*stola*, de *l'Italienne à Alger*, du *Turc en Italie*, adorables  
qui n'ont rien perdu de leur premier éclat.

tons pas, messieurs; laissons parler le maître, lui-même,  
en sévère de ses œuvres pour la place qu'il leur assignai  
venir.

ne de ces heures d'épanchement où il se révélait à ses  
rossini nous dit un jour :

musique est un art fugitif; ce qu'admirait un siècle, un  
siècle le dénigre, et le courant de la mode entraîne bien  
t avec lui ce qu'une génération croyait impérissable. J'es-  
surtant que trois choses me survivront : le troisième ac

d'*Othello*, le deuxième de *Guillaume Tell*, et le *Barbier de Séville* tout entier. »

Non, grand maître !... ce qui te survivra, c'est ton pléte ! Pour toi, pas d'enthousiasme d'école ou de pays, pas le musicien d'un pays, tu es et tu resteras celui de nations ! Car ta renommée est de celles qui franchissent les tances, comme elles traversent les âges et bravent du temps !

Pourquoi Rossini brisa-t-il sa lyre quand elle au- sopner longtemps encore?... Étrange mystère qu'il n' mais.

Peut-être pensa-t-il avoir assez fait pour sa gloire.

Triste résolution, néanmoins, qui nous priva d'un chef-d'œuvre.

Le dieu rentra dans son temple, et ne voulut plus de meilleur et le plus charmant des hommes... et c'est là que plus amère la douleur des nombreux amis qui entouraient le beau...

Qui nous rendra cet esprit séduisant, ce sourire à notre approche, cet accueil bienveillant, ces causes auxquelles on se sentait heureux et fier d'être admis ?

Et quand il voulait bien nous ouvrir le trésor de sa quelle mine féconde et riche dont chacun de nous pouvait porter quelques parcelles précieuses !

Si le talent de Rossini créa des fanatiques, les que son cœur lui valurent aussi de vives amitiés, et ces amitiés restées fidèles jusqu'à la mort.

Messieurs, on n'inspire pas de tels regrets quand qu'illustre !

Que sa grande âme plane sur nous ! Que ces chants nous venons d'entendre, derniers échos de son génie nous accompagnent son entrée dans un monde meilleur !

L'immortalité ne commence pas pour lui... elle com-

---

MALLEFILLE, né en 1813, à l'Ile de France (Iles Mascari-  
cées) le 24 novembre 1868, en sa maison du Cormier,  
au cimetière du Montparnasse le 27 du même mois.  
Pours prononcé sur sa tombe par M. EDMOND ABOUT,  
président de la Commission des auteurs et compositeurs  
musiciens.

Messieurs,

Qu'on vu des funérailles qui étaient des apothéoses. Si  
celui qui s'endort du grand sommeil est vraiment au soir de  
sa vie, rempli sa destinée, s'il a donné à la terre tout ce qui  
lui a été dû et reçu toutes les récompenses qu'il avait légitime-  
ment méritées, la cérémonie des derniers devoirs est une fête aus-  
tère et noble où l'éblouissement de la gloire sèche les larmes  
des yeux :

Quand la mort foudroie un malheureux qui n'a pas dit son  
mot, quand nous voyons tomber au milieu de nous un  
jeune homme encore, vigoureux, vaillant, plein de sève, acharné  
dans la poursuite d'un noble but qu'il allait atteindre, le sort nous  
paraît une excuse, et je ne sais quel doute empoisonne l'amertume  
de la douleur.

Quand nous venons confier à son dernier gîte à toujours en  
lui un courage que de bonheur ; il a beaucoup lutté et vaincu  
pour la vie, énormément produit et récolté bien peu de chose.  
En 1867, de *Glenarvon* aux *Sceptiques*, il marche à tra-  
vers les obstacles, essayant tous les genres : le drame, la co-  
médie, le roman, le vaudeville et même l'opéra ; travailleur con-  
scient, infatigable et fier, mauvais courtisan du public,  
malade des succès faciles, trop honnête écrivain pour publier  
ce qui ne l'eût pas contenté lui-même. Le métier aurait  
pu le faire vivre et l'enrichir au besoin comme tant d'autres ; il  
a voulu rester pauvre, et il le fut à un point que ses amis eux-  
mêmes n'ont jamais soupçonné. Il portait sa misère en grand sei-  
gneur, nous n'avez pas oublié l'air digne, la sérénité courageuse  
de ce bon français qui ne dînait pas tous les jours.

Cet homme, messieurs, n'avait pas besoin de se hausser

pour se mettre au niveau des plus hautes fortunes le gouvernement provisoire trouva tout naturel de le nommer ministre plénipotentiaire à Lisbonne. Il y représenta la République française, et quand la marche des événements le jeta dans la vie privée, il reprit son harnais d'auteur et prouva que les grandeurs ne l'avaient point déclassé. L'ancien ambassadeur faisait jouer *les Puritains d'Angleterre* en cinq actes, au théâtre Saint-Marcel ! de cette soirée il rebondit jusqu'à la Comédie-Française, où *le Cœur* et *les Deux veuves* obtinrent le plus légitime succès. Vint son dernier ouvrage, qui date de l'an dernier, a comblé la fortune du théâtre Cluny. Tout Paris s'honora d'applaudir à cette brillante et noble comédie ; il semblait que l'auteur fût à l'apogée du succès qui profite et dure ; les directeurs, qui ne le sollicitaient plus, venaient spontanément à lui. Il s'apprêtait à commencer avec un redoublement de courage ; on annonce une nouvelle œuvre qu'il achevait pour cet hiver : n'y a-t-il pas eu deux jours de maladie ont eu raison de cette nature si fragile. Il meurt désespéré de n'avoir pas assez fait pour son pays, pour sa famille et pour sa gloire.

C'est sous le coup d'un tel événement qu'on se demande : si la vie n'est pas un non-sens, et si cela vaut la peine de naître ?

Non, la vie n'est pas un non-sens, et quoi qu'il arrive de vous, mon pauvre Mallefille, au delà de cette limite le fossoyeur va fermer, vous avez bien fait de naître et de souffrir. Votre œuvre vous survit, et ce qui est le doute à votre œuvre incomplète, c'est l'exemple de votre caractère, d'une vie digne et d'une indomptable fierté. On ne considérera si vous étiez un maître, mais à coup sûr vous serez un modèle pour ceux qui vous ont connu, aimé et admiré.

---

LAMBERT THIBOUST (1). *Discours prononcé le 29 novembre au cimetière Montmartre, pour l'inauguration du monument élevé à sa mémoire, par M. HENRI DE SAINT-GEORGES, président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.*

Messieurs,

Un douloureux rendez-vous que celui d'aujourd'hui, malade d'affection qui nous rassemble.

Le 17 juillet 1867, nous étions réunis comme nous le sommes dans ce champ funèbre !... des larmes dans les yeux !... au revoir dans le cœur.

Proportions à cet asile du repos l'un de ces hommes dont la vie en cette vie laisse après lui de profondes et d'impérissables sympathies ! La splendeur de ses obsèques n'attirait pas la foule curieuse sur son passage, mais la foule n'en était pas moins nombreuse, car elle se composait de tous ses amis...

La foule attendrie pleurait sur une brillante existence évanescence à son aurore, semblable à ces astres éblouissants dont les rayons sont d'autant plus éclatants qu'ils ont peu de

quelques heures avant ce jour néfaste du 17 juillet, nous serions le lendemain de notre cher et bien aimé confrère... Sa gaie et joyeuse figure s'épanouissait à notre approche... Le sourire aux lèvres nous disait : « Au revoir... » quand nous devions, hélas ! ne le revoir jamais !

La vie s'offrit-elle plus séduisante qu'à cet homme jeune, vaillant, dévoué, dont le talent lui valut tant de succès, dont la bonté gagna tant d'amis ?

Il a fauché cette belle vie si pleine d'espoir, si riche

La douleur est plus amère encore qu'au jour de sa perte...

---

(1) dans l'Annuaire de 1867-1868, page 469, le discours prononcé aux obsèques de Lambert Thiboust.

car le temps a fait plus vivement sentir le vide que son absence.

Que de fois ne l'avons-nous pas évoqué dans ces co-  
charmantes où les âpretés du travail disparaissaient  
joyeux entrain, où il apportait une part si féconde !

Que de fois ne nous sommes-nous pas dit, au m-  
fraternelles réunions : « Ah ! si ce cher Thiboust étai-

Il manquait une note à notre gaieté, et cette note,  
l'eût donnée avec sa verve entraînante et son inépu-

Alors un nuage de tristesse planait sur nous, et cha-  
dans son cœur celui qu'il ne voyait plus à ses côtés...

On construit à grands frais des mausolées pour les  
les opulents de la terre ; mais c'est en vain que les m-  
de l'art veulent consacrer la mémoire de ceux qu-  
après eux ni glorieux ni chers souvenirs !

Cette simple pierre ne suffit-elle pas à celui vers l-  
ligieux devoir nous ramène en ce moment ? Et s'il f-  
sa tombe parmi toutes ses tristes sœurs, tes amis, Th-  
ront bien en retrouver le chemin, et les fleurs qui la  
jourd'hui seront souvent renouvelées.

Messieurs, lorsqu'une Commission se forma pou-  
tombeau, elle eut l'heureuse chance de rencontrer  
artiste dont l'âme était à la hauteur du talent...

Ce fut son âme qui l'inspira !

Il comprit notre tribut de tendre attachement au  
Thiboust !

Il comprit que l'amitié devait être la principale  
œuvre, puisque c'était l'amitié qui la créait !...

Que notre reconnaissance lui soit acquise pour s-  
associé à nos éternels regrets, et que le nom de Math-  
s'unisse désormais dans notre pensée au nom de cel-  
dignement érigé la sainte et dernière demeure !...

Et vous aussi, messieurs, vous tous qui m'entoure-  
le pauvre Lambert Thiboust fut cher !... vous qui  
votre pierre à ce monument, vos noms l'ont signé !.

Ils seront gravés là, non pas seulement pour que,

out, Lambert soit témoin du pieux hommage que vous  
r, mais aussi pour que l'on sache dans l'avenir combien  
amis ici-bas !

a pas, messieurs, la plus touchante épitaphe que l'on  
crire sur ce tombeau ?

seule que notre affection dut choisir, cher Thiboust...  
ous rapproche encore de toi, et rattache par un lien sur-  
ui qui nous aime à tous ceux qui l'ont aimé !

---

**HE, né à Lyon, le 7 avril 1797, mort à Paris, le  
bre 1868, inhumé au cimetière Montmartre, le 12 du  
mois. — Discours prononcé sur sa tombe par M. FER-  
DUGUÉ, vice-président de la Commission des auteurs  
ositeurs dramatiques.**

Messieurs,

septant le douloureux devoir de dire un dernier adieu à  
e et distingué confrère dont la perte est un deuil de  
notre Société si cruellement éprouvée, je ne puis m'em-  
regretter qu'une voix plus autorisée que la mienne ne  
aujourd'hui l'interprète des sentiments qui sont dans  
eurs.

t, messieurs, ne se contenta pas de foudroyer ses vic-  
e s'ingénia parfois à des raffinements de cruauté, en  
ses catastrophes d'une sorte de mise en scène ironique,  
s citerai comme preuve un fait qui a vivement frappé  
t.

ais pas l'honneur de connaître Carmouche, lorsque je le  
i, il y a quinze jours à peine, chez M. de Saint-Georges,  
çait joyeusement à son ami un héritage tout imprévu,  
esque, une fortune [... Certes, la satisfaction du léga-  
réelle ; mais il s'y mêlait bien quelques commentaires  
stes, quelques réticences un peu railleuses, et je l'en-  
ore nous dire : « J'ai arrangé ma vie modestement, sim-  
, et je n'avais pas grand besoin de ce surcroît ; mais



» après tout, l'argent est toujours le bienvenu, même  
» arrive aussi tard. » Je n'oublierai jamais combien  
entraînante la causerie de ce vieillard, si près de son  
sens encore l'étreinte de cette main que je serrais  
mière fois... pour la dernière, hélas !

Si le tardif héritage est perdu pour toi, cher  
homme, Dieu nous permet, à nous, tes confrères,  
recueillir pieusement celui que tu nous laisses, héritage  
de fin esprit, de verve gauloise, de bonne humeur  
gaieté, qui est une des richesses de notre théâtre, e  
blic, oublieux pour tant d'autres, saura retrouver lon  
core dans les œuvres remarquables signées de ton no

Adieu, Carmouche, adieu ! si tu n'as pas été peut-  
plus illustres, tu resteras à coup sûr un des plus aimés  
pas de plus belles funérailles pour ceux qui partent  
grets unanimes de ceux qui restent, surtout quand ce  
s'adressent pas seulement à la renommée et au talent  
basés sur l'affection sincère et l'estime méritée !...

Adieu !

---

GABRIEL (J.-J.), mort à Paris, le 28 mars 1869, in  
*demain au cimetière Montmartre. — Discours de*  
GEORGES, président de la Commission des auteurs  
*teurs dramatiques, lu en son nom, par suite d'inv*  
*sur la tombe de Gabriel, par M. HIPPOLYTE RIMBAUD*  
*de la Commission.*

Messieurs,

Le président de la Commission des auteurs et compo  
matiques, M. de Saint-Georges, retenu chez lui par  
disposition, n'a pas voulu que la tombe de Gabriel  
plus anciens confrères, se fermât sans que le nom  
de l'association fût, par lui, au nom de tous, salué  
adieu.

Gabriel, dit M. de Saint-Georges, dont je ne fai

bles, Gabriel fut un des producteurs les plus féconds de son époque où brillèrent les Théaulon, les Dartois, les Bra-François, les Dumersan, et tant d'autres vaudevillistes ingénieux, dont la verve intarissable fit la fortune de son théâtre pendant plus de trente ans.

Dès ses débuts, se recommanda par une incessante activité, souvent triomphait des défaillances et des hésitations de ses collaborateurs, et les forçait à se tenir constamment sur la défensive de ses côtés. Aussi que de productions charmantes auxquelles il contribua ! Que de succès il partagea dans tous les genres de tous les théâtres ! *la Perle du Brésil ! la Belle Écaille ! le Roman chez la Portière ! Victorine ou la Vierge du conseil !* et *Jocko*, ce drame étrange, dont les scènes, indépendamment de la remarquable interprétation de son principal rôle, firent pleurer Paris pendant plus de cent représentations !

Il avait, avec des allures assez rudes parfois vis-à-vis de ses collaborateurs, n'en était pas moins aimé d'eux, parce qu'il avait un cœur, un cœur ouvert aux vives affections et capable d'un grand dévouement.

Il s'adressa pour son frère Thomas, peintre de genre d'un véritable talent, fut exemplaire, et ce n'est jamais sans une émotion que nous entendions le pauvre Gabriel, des larmes dans les yeux, nous raconter les luttes, les travaux, les succès de ce frère qu'il avait perdu, et dont il nous montrait les principales œuvres pieusement recueillies par ses soins.

Il avait l'esprit vif, et l'on en reconnaissait le tour piquant de ses traits un peu sarcastiques dans les nombreux ouvrages qu'il avait écrits.

Les amateurs du théâtre de son époque se rappellent encore les succès de ses soirées que leur ont fait passer les pièces signées de sa main populaire ; ses collaborateurs ont gardé la mémoire de son esprit intelligent et fin dans la communauté de leurs œuvres ; l'affection dont il faisait partie n'oubliera pas l'homme excellent qui fut un de nos plus honnêtes confrères comme il en est un regretté.

---

VARIN (CHARLES), mort à Paris, le 23 avril 1869, inhumé le surlendemain au cimetière du Père-Lachaise. — Discours prononcé sur sa tombe par M. JULES ADENIS, secrétaire de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.

Messieurs,

Encore un jour de deuil !

La Société des auteurs dramatiques, au nom de laquelle j'élève ici la voix, vient de perdre un confrère plein de talent et d'esprit, un homme affable, modeste, honnête et excellent !

Charles Varin est mort à l'âge de soixante-dix ans, et il est mort — pour ainsi dire — la plume à la main, le sourire du travail aux lèvres, car, il y a quinze jours à peine, le théâtre du Palais-Royal représentait une de ses dernières productions... la dernière, hélas !

La vie militante de Charles Varin a été laborieuse et bien remplie, car durant quarante années il n'a pas cessé d'aider à la prospérité de nos théâtres de genre, qui lui doivent de nombreux succès !

Il a signé environ deux cents pièces, dont la plupart ont été composées en collaboration avec Étienne Arago, Duvert, Desvergers, Laurencin, Paul de Kock et Michel Delaporte ! et dans ce nombre de deux cents pièces, que de petits chefs d'œuvre ! *le Caporal et la Payse, les Ressources de Jonathas, la Chambre à deux lits, l'Omelette fantastique, la Rue de la Lune, Casanova, la Demoiselle majeure, les Femmes d'emprunt, le Muet de Saint-Malo, Ma Femme et mon Parapluie*. — Et qui de vous, messieurs, a oublié *les Saltimbanques*, cette épopée burlesque qui a fait la joie de plusieurs générations et dont tant de mots heureux sont restés comme autant de proverbes ?

Varin était un de ces rares auteurs qui ont une personnalité ; il avait un style à lui. Dans toutes ses œuvres on retrouve la même force, franchement gaie, le même esprit toujours de bonne humeur. A l'époque de ses grands succès, les journaux ne publiaient pas à l'avance le nom des auteurs, et de même que nous reconnaissons une toile de Meissonnier sans courir à la signature, l'e

même le public des premières représentations n'attendait pas la fin de l'œuvre pour s'écrier : C'est du Varin ! Quel répertoire plein de fines observations, de saillies joyeuses et de saine gaieté !

Mais les larmes sont près du rire ; rires et larmes sont toute la vie ! Et après avoir ri hier, voilà que nous pleurons aujourd'hui, car ce charmant esprit n'est plus ! C'est fini ! bien fini !

Quoi que nous en ayons, quels que soient nos regrets, le moment est venu de nous séparer de lui et de confier, émus et tristes, sa dépouille mortelle à la tombe.

Puisque nous ne pourrons plus désormais serrer cette main loyale, inclinons-nous résignés vers la terre qui va nous séparer de lui, et qui à tous nous a ravi tant d'affections. Disons un dernier adieu à Charles Varin, à notre confrère, à notre ami, avant que cette terre silencieuse ne soit pour toujours refermée sur lui !

---

## AVIS AUX SOCIÉTAIRES.

On doit rappeler aux Sociétaires qu'ils sont invités à signaler à la Commissions les erreurs qu'ils peuvent remarquer dans l'*Annuaire*. Il sera tenu compte de leurs rectifications, qui doivent être envoyées directement à M. Victor Rozier, inspecteur-vérificateur de la Société, chargé, sous la direction d'une sous-commission ayant à sa tête le Président, de choisir et de coordonner les matières qui composent ce travail.

C'est également à l'inspecteur-vérificateur que les Sociétaires doivent faire parvenir leurs changements de domicile, s'ils ne veulent pas s'exposer à ne pas recevoir les communications que la Commission peut avoir à leur adresser.

## TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS L'ANNUAIRE DE L'EXERCICE 1866-1867.

|                                                                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| AVERTISSEMENT.....                                                                                                                                                        | 1  |
| ACTE DE SOCIÉTÉ.....                                                                                                                                                      | 1  |
| LÉGISLATION DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE DRAMATIQUE. His-<br>torique de la législation antérieure à 1791.....                                                    | 13 |
| <i>Lois et Décrets.</i>                                                                                                                                                   |    |
| 1791. 13 janvier. Loi sur les spectacles.....                                                                                                                             | 18 |
| — 19 juillet. Loi relative aux droits des auteurs drama-<br>tiques.....                                                                                                   | 20 |
| 1792. 30 août. Décret relatif aux conventions faites entre<br>les auteurs dramatiques et les directeurs de<br>spectacle.....                                              | 21 |
| 1793. 19 juillet. Loi relative aux droits de propriété des au-<br>teurs d'écrits en tous genres, des compo-<br>siteurs de musique, des peintres et dessina-<br>teurs..... | 23 |
| — 1 <sup>er</sup> septembre. Décret qui rapporte celui du 30 août 1793 et<br>ordonne l'exécution de ceux des 13 janvier<br>et 19 juillet 1791 et 19 juillet 1793.....     | 24 |
| 1795. 13 juin. Loi interprétative de celle du 19 juillet 1793,<br>[25 prairial an III.] qui assure aux auteurs et artistes la pro-<br>priété de leurs ouvrages.....       | 25 |
| 1805. 22 mars. Décret sur les droits des propriétaires des<br>ouvrages posthumes.....                                                                                     | 27 |
| 1806. 8 juin. Extrait du décret sur les théâtres, en ce qui<br>concerne les auteurs.....                                                                                  | 28 |
| 1810. 5 février. Extrait du décret portant règlement sur l'im-<br>primerie et la librairie.....                                                                           | 29 |
| — 19 février. Code pénal, articles 428 et 429.....                                                                                                                        | 29 |
| 1812. 15 octobre. Extrait du décret de Moscou, au sujet du<br>Théâtre-Français.....                                                                                       | 30 |
| 1814. 3 août. Loi relative au droit de propriété des veuves<br>et des enfants des auteurs dramatiques..                                                                   | 31 |
| 1850. 27 avril. Extrait du décret concernant le Théâtre-Fran-<br>çais.....                                                                                                | 31 |
| 1852. 28 mars. Décret sur la contrefaçon des ouvrages étran-<br>gers.....                                                                                                 | 34 |

|                                    |                                                                                                                                                                                              |    |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1852. 30 décembre.                 | Décret relatif à la représentation des ouvrages dramatiques.....                                                                                                                             | 35 |
| 1853. 14 février.                  | Décret qui place dans les attributions du ministre d'Etat les services des beaux-arts et des archives impériales.....                                                                        | 35 |
| — 6 juillet.                       | Décret portant que l'autorisation de représenter des ouvrages destinés aux théâtres impériaux subventionnés sera désormais délivrée par le ministre d'Etat.....                              | 36 |
| 1854. 8 mars.                      | Loi sur le droit de propriété garanti aux veuves et aux enfants des auteurs, des compositeurs et des artistes.....                                                                           | 37 |
| — 23 juin.                         | Décret attribuant au ministre d'Etat les services des bâtiments civils, des théâtres de Paris, non subventionnés, des théâtres des départements et de la censure dramatique.                 | 37 |
| 1857. 9 décembre.                  | Décret rendant exécutoire dans les colonies françaises les actes officiels qui régissent la propriété littéraire.....                                                                        | 38 |
| — 19 novembre.                     | Décret concernant le Théâtre-Français.....                                                                                                                                                   | 39 |
| 1858. 8 décembre.                  | Décret portant nomination d'un surintendant des théâtres impériaux.....                                                                                                                      | 49 |
| — 10 décembre.                     | Décret qui fixe le droit des auteurs et compositeurs au théâtre impérial de l'Opéra.....                                                                                                     | 49 |
| 1861. 28 décembre.                 | Décret qui institue une commission à l'effet de préparer un projet de loi pour régler la propriété littéraire et artistique, et coordonner dans un code unique la législation spéciale,..... | 50 |
| 1863. 23 juin.                     | Extrait du décret qui modifie les attributions de cinq ministères.....                                                                                                                       | 57 |
| 1854. 6 janvier.                   | Décret relatif à la liberté des théâtres.....                                                                                                                                                | 57 |
| 1865. 4 juillet.                   | Loi relative aux instruments de musique mécaniques.....                                                                                                                                      | 60 |
| 1866. 27 juin.                     | Loi sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs.....                                                                                                                        | 60 |
| <i>Circulaires ministérielles.</i> |                                                                                                                                                                                              |    |
| 1798. 1 <sup>er</sup> décembre.    | Circulaire du ministre de l'intérieur (François de Neufchâteau).....                                                                                                                         | 62 |
| — —                                | Idem.....                                                                                                                                                                                    | 63 |
| 1812. 12 octobre.                  | Circulaire du Ministre de l'Intérieur (Monsalivet).....                                                                                                                                      | 66 |
| 1853. 10 juillet.                  | Circulaire relative au titre des ouvrages porté sur les affiches.....                                                                                                                        | 67 |
| 1861. 6 décembre.                  | Circulaire relative à l'obligation de jouer les pièces conformément au texte des manuscrits examinés par la Commission de censure..                                                          | 68 |

1867. 30 mars.      Circulaire du Ministre de l'Intérieur (La Valette)..... 70

TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE DE THÉÂTRE..... 71

JURISPRUDENCE. *La Sonnambula*, *l'Elisir d'amore* et le *Ballo in maschera* (M<sup>me</sup> Scribe contre Bagier)..... 77

*La Belle Hélène* (Offenbach, Halévy et Meilhac contre Delvil).. 83

*Hélène Parquet* (Armand Durantin contre Roubaud)..... 88

*Lisbeth* (Jules Barbier et Gérard contre Richaud)..... 92

*Les Joyeuses Commères de Windsor* (Gérard et Cie contre Choudens)..... 95

*Le Gamin de Paris* (M<sup>me</sup> veuve Bayard contre Rouquette)..... 99

*Nahel* (Litolfi contre Carvalho)..... 101

*Ben Jem ou le Mazeppa de l'Atlas* (Brésil contre Dumaine).... 103

*Les Contes d'Hoffmann* (Barbier, Carré et Salomon contre Marc Fournier)..... 105

*Bas-de-cuir et le dernier des Mohicans* (Pagès, et J. Moineaux et Dubreuil contre Dumaine)..... 107

Musique de drames (de Chilly contre Artus)..... 109

Société civile des auteurs (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, contre de Besselièvre)..... 111

*Une Corneille qui abat des noix* (Carré contre Briet)..... 114

DÉCISIONS DE LA COMMISSION APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

1866. 19 mars.      Décision de la Commission relative à l'établissement d'une agence générale de librairie dramatique..... 152

—    25 mai.      Décision prise en assemblée générale au sujet du cens exigé des auteurs admis à l'avenir dans la Société pour avoir droit d'entrée et de vote aux assemblées générales..... 117

—    14 décembre.      Décision de la Commission relative aux membres stagiaires dont les pouvoirs sont déposés chez les agents généraux ..... 117

1867. 1<sup>er</sup> mars.      Instruction, 1<sup>o</sup> pour la vérification de la comptabilité de la caisse des agents généraux de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; 2<sup>o</sup> pour l'inspection de diverses opérations desdits agents. .... 138

—    29 mars.      Décision de la Commission établissant un tableau général de répartition des droits d'auteur pour Paris, la banlieue et les départements. .... 120

—    —      Décision de la Commission relative aux pouvoirs qu'elle accorde aux agents généraux pour autoriser régulièrement leurs corres-



|                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                   |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
|                                                                                                                                              | pondants à signer, dans les conditions réglées par elle, l'autorisation formelle et par écrit exigée par la loi de 1791.....                                      | 122 |
| 1867. 20 mars.                                                                                                                               | Règlement sur le fonctionnement de la caisse de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.....                                                           | 142 |
| — —                                                                                                                                          | Règlement sur le service intérieur de la Commission en ce qui concerne les fonctions et attributions du secrétaire-rédacteur et de l'inspecteur-vérificateur..... | 146 |
| — 1 <sup>er</sup> mai.                                                                                                                       | Extrait des instructions adressées par les agents généraux à leurs correspondants, et approuvées par la Commission.....                                           | 123 |
| TRAITÉS AVEC LES DIRECTEURS DES THÉÂTRES DE PARIS.....                                                                                       |                                                                                                                                                                   | 163 |
| EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1867....                                                                          |                                                                                                                                                                   | 161 |
| CAISSE DE LA SOCIÉTÉ. Recettes et dépenses de l'exercice 1866-1867...                                                                        |                                                                                                                                                                   | 185 |
| DROITS D'AUTEUR. Tableaux comparatifs des exercices 1865-1866 et 1866-1867, pour Paris, la banlieue, les départements et l'étranger.         |                                                                                                                                                                   | 186 |
| CONCOURS MUSICAUX. Documents officiels.....                                                                                                  |                                                                                                                                                                   | 199 |
| BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.....                                                                                                              |                                                                                                                                                                   | 209 |
| LISTE DES PIÈCES REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES THÉÂTRES DE PARIS, DU 1 <sup>er</sup> MAI 1865 AU 30 AVRIL 1867..... |                                                                                                                                                                   | 214 |
| NÉCROLOGIE. Discours prononcés aux obsèques de MÉRY, par M. Alphonse Royer.....                                                              |                                                                                                                                                                   | 256 |
| ÉDOUARD MARTIN, par Léon Gozlan.....                                                                                                         |                                                                                                                                                                   | 259 |
| LÉON GOZLAN, par M. Ferdinand Langlé.....                                                                                                    |                                                                                                                                                                   | 260 |
| — par M. Lockroy.....                                                                                                                        |                                                                                                                                                                   | 262 |
| LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.....                                                                 |                                                                                                                                                                   | 266 |
| Liste des auteurs et compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.....                                                             |                                                                                                                                                                   | 278 |
| TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.....                                                                                                         |                                                                                                                                                                   | 285 |

## TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME PREMIER DE L'ANNUAIRE

**ACTE SOCIAL.** Acte de société des auteurs et compositeurs dramatiques, 1. || Dispositions du Code civil relatives au contrat de société (chap. III du livre III du titre IX), 1 en note. || Légalité de l'acte social sanctionnée par les Tribunaux, 332. || Projet de révision de l'acte social, 497, 502.

**ACTEUR.** Voir *Artiste*.

**AFFICHES.** Au directeur d'un théâtre seul appartient la rédaction de l'affiche, 559. — Nul n'a le droit de la faire imprimer sans son autorisation, 560. — Si l'auteur croit avoir à se plaindre de sa rédaction, il doit attaquer le directeur, 562. || Lorsque le Tribunal fait défense à un directeur de représenter une pièce, il peut autoriser l'auteur à faire annoncer par affiches, ou par bandes sur les affiches, la défense de représenter ladite pièce, 378. || Lorsque le Tribunal ordonne qu'une pièce sera représentée, il peut faire défense au directeur d'annoncer sur l'affiche que la représentation a lieu par autorité de justice, 401. || Les affiches de spectacle ne doivent annoncer que les titres des ouvrages portés sur les brochures visées au ministère, 67, 70. — Les agents correspondants doivent veiller à l'exécution de cette décision, 124, 136. — En province les directeurs de théâtre doivent faire remettre au domicile des agents correspondants l'affiche ou le programme du spectacle, le matin de chaque représentation, 136. Voir *Nom de l'auteur*.

**AGENCES THÉÂTRALES.** Question traitée dans le rapport du secrétaire de la Commission, 290. — Dispositions prises par la Commission pour le cas où un directeur abaisse le prix de ses places, 291.

**AGENTS CORRESPONDANTS EN PROVINCE.** Sont désignés par les agents généraux sous leur responsabilité, 10. — Sont chargés en province d'un mandat analogue à celui des agents généraux, 123. — Ont qualité pour consentir, au lieu et place des sociétaires, à la représentation de leurs œuvres, ou pour l'interdire s'il y a lieu, 70. — Exercent dans les départements tous les droits qui incombent, à Paris, à la Commission, aux auteurs ou aux agents généraux, sans autre limite que celle fixée par la Commission ou par les auteurs et portée à leur connaissance par les agents généraux, 124. — Leurs fonctions auprès des directeurs : directeur qui affiche sans autorisation de jouer, 128 ; qui demande l'autorisation de jouer, 129 ; directeur de troupe ambulante, 130, 137 ; contestations, poursuites, responsabilité des propriétaires de salles, 130. — Confection et envoi des états, 131, 137. — Droit des auteurs, 132. — Contrôle de la recette, 134. — Responsabilité, 124. — Toute perception omise est à leur charge et à celle des agents généraux ; ils ne peuvent consentir aucune réduction de tarif, aucune remise de droits, aucun abandon, sous peine de se voir forcés

en recettes, 125. — Formule du pouvoir qui leur est donné par les agents généraux autorisés à cet effet par la Commission, 127 en note, 173. — Voir *Agents généraux, Librairie dramatique, Droit d'entrée, Pièces.*

**AGENCE DE LIBRAIRIE DRAMATIQUE.** Voir *Librairie dramatique.*

**AGENTS GÉNÉRAUX.** Sont seuls responsables de la perception qu'ils opèrent, à leurs frais et risques, sous la surveillance de la Commission, 6, 8, 10. Attributions générales, 10. — Décès, remplacement, retraite, infidélité prouvée, successeur, 10. Cautionnement de 15,000 francs, 10. — Ne peuvent percevoir de droits que pour les membres seuls de la Société, 10, 141, 348. — Infractions, 12. ¶ Pouvoir que la Commission leur accorde pour autoriser régulièrement leurs correspondants à signer, dans les conditions réglées par elle, l'autorisation formelle et par écrit exigée par la loi de 1791, 122. — Instructions approuvées par la Commission et adressées par eux à leurs correspondants des départements, 123. ¶ Ne peuvent, en qualité de mandataires de la Société, se refuser de fournir à la Commission aucun des éléments nécessaires à l'examen et à la vérification de leurs comptes; doivent exclusivement tout leur temps et tous leurs soins à la Société; ne peuvent faire de recouvrements pour le compte d'auteurs étrangers à la Société, 10, 141, 348. ¶ Vérification de leur comptabilité et de leurs caisses, 138, 149. — Époque des vérifications, 138. — Vérification de la caisse principale et de la caisse des perceptions, 139. — Vérification de la comptabilité, 139. — Inspection de leurs opérations, 141. ¶ Sont chargés à tour de rôle de la tenue de la comptabilité et de la caisse de la société, 142, 147. ¶ Voir *Bons de copie.*

**AIRS.** Voir *Musique.*

**ANGLETERRE.** Indication sommaire des formalités à remplir en conformité de la convention internationale pour la propriété artistique et littéraire, 72. ¶ Exposé par le secrétaire-rapporteur des démarches de la Commission auprès de la Chambre des Communes pour la révision de cette convention. Bons offices de M. Dion Bouicault. Pétition, 174. ¶ Situation à l'égard des droits d'auteurs de pièces françaises, 393.

**ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** Création de l'*Annuaire*, 1, 170. ¶ L'inspecteur-vérificateur est chargé du détail de cette publication et il se tient à cet effet à la disposition du président et des membres de la sous-commission de l'*Annuaire*, 150, 486. ¶ Frais d'exécution de l'*Annuaire* de 1866-1867, 303. — Achat de caractères typographiques pour les matières qui repassent annuellement, 502. ¶ Les sociétaires sont invités à faire connaître à l'inspecteur-vérificateur les erreurs qu'ils pourraient remarquer dans l'*Annuaire*, 486.

**ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ.** Le secrétaire-rédacteur en est le dépositaire responsable, 148.

**ARRANGEMENTS DE MUSIQUE.** Voir *Détails stipulés, Musique.*

**ARRANGEMENTS NOUVEAUX.** Refonte d'une comédie en une pièce lyrique. Voir *Modifications, Pièce, Saxe.*

**ARTISTE.** Rapport entre artiste, auteur et directeur, 541. — Un artiste peut prendre, vis-à-vis d'un auteur, l'engagement de jouer un rôle de sa pièce, 542. — Il ne peut se refuser à accepter les modifications que

l'auteur juge convenable d'apporter à son rôle pendant le cours des répétitions, 543. — On peut retirer un rôle à un artiste jusqu'au moment de la représentation ; dans quel cas peut avoir lieu ce retrait, 543. — Ne peut refuser un rôle qu'il a accepté, 544. — Voir *Distribution des rôles*.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.** Nomme la Commission, 6. — Comment le vote a lieu, 11. — Peut la dissoudre, 7. || L'époque des séances est fixée par la Commission, 11. — Une assemblée générale peut avoir lieu pour un objet spécial sur la demande faite à la Commission par dix sociétaires au moins, 11. — Est présidée par le président de la Commission, 11. — Les membres de la Commission composent le bureau, 11. — Délibérations, attributions, 11. || La retraite de l'un ou de plusieurs associés ne peut être admise si elle n'est consentie par l'assemblée générale, 343. || Compte rendu de la séance du 25 mai 1867, 164. — Noms des membres présents à cette séance et rapport du secrétaire et du trésorier, 161. — Séance du 28 mai 1868, 285. — Séance du 30 mai 1869, 487. — Voir *Commission, Rapports à l'Assemblée générale, Société des auteurs et compositeurs dramatiques*.

**ATTRIBUTIONS MINISTÉRIELLES.** Les théâtres impériaux sont placés dans les attributions du ministre d'État, 35, 36 ; ainsi que les autres théâtres, 37. — Nomination d'un surintendant des théâtres impériaux, 49. — Suppression de ces fonctions et nomination d'un directeur général de l'administration des théâtres, 49. — Les théâtres sont placés dans les attributions du ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, 57. — Voir *Autorisation de représentations, Autorités, Examen et autorisation du ministre, Colonies françaises, Savoie*.

**AUTEURS DRAMATIQUES.** Voir *Sociétaires*.

**AUTORISATION DE REPRÉSENTATION.** Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés en France sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs, 19, 21, 23, 26, 64, 65, 66, 70, 77, 172. || Un arrêté du ministre d'État, du 5 décembre 1853, porte qu'aucun ouvrage reçu par le comité de lecture du Théâtre-Français ne peut être mis à l'étude sans l'autorisation du gouvernement, 355. — Un autre arrêté du 11 février 1854 étend cette mesure à tous les théâtres impériaux, 356. || Le droit de représenter une œuvre dramatique due à la collaboration de plusieurs auteurs ne peut résulter que de l'autorisation de tous les coauteurs. Au tribunal, en cas de dissidence, appartient le droit de décider ce qui convient le mieux à l'intérêt de l'œuvre commune, 588. || Une autorisation spéciale peut être donnée par les auteurs à un directeur de province, de jouer seul leurs pièces dans la localité, 569. || La Commission d'examen ne permettra désormais à Paris la représentation d'une pièce (manuscrite ou imprimée), sur quelque théâtre que ce soit, si elle n'est revêtue de l'autorisation de l'auteur, 177. || Voir *Cafés chantants, Collaboration, Commission d'examen, Examen et autorisation du ministre*.

**AUTORITÉS.** Autorités chargées de constater les délits de contrefaçon, 25. || Les autorités locales veillent strictement à l'exécution des conventions entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacle, au sujet des rétributions spéciales dues aux premiers, par somme fixe ou autrement,

28, 62, 65, 67, 69, 70. — Voir *Attributions ministérielles, Autorisation de représentations, Colonies françaises, Examen et autorisation du ministre, Interdiction de représentations et saisie de la recette des théâtres, Savoie*.

**AUTRICHE.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 72. | M. Spina, éditeur de la Cour, à Vienne, nommé par la Commission représentant en Autriche des auteurs dramatiques français, 73, 175.

**BANLIEUX.** Nomenclature des théâtres et des localités compris sous cette dénomination, 197, 328, 531 (en note). — Tableaux comparés des droits d'auteur du 1<sup>er</sup> mai 1865 au 30 avril 1867, 197; — du 1<sup>er</sup> mai 1866 au 30 avril 1868, 323; — du 1<sup>er</sup> mai 1868 au 30 avril 1869, 531. | Pièces nouvelles représentées en 1868-1869 sur les théâtres de Montmartre, 651; — Montparnasse, 651; — Belleville, 651; — La Vilette, 652. | Les ouvrages appartenant à un théâtre de Paris pourront, sans avoir cessé de faire partie de son répertoire, être représentés sur les théâtres placés, avant et depuis l'annexion, dans le rayon de l'ancienne banlieue. Les directeurs desdits théâtres à se conformer aux délais de délai à obtenir le consentement des auteurs, 291, 568.

**LE FONDÉUR.** fondateur de la Société des auteurs dramatiques, 15.

**CONVENTION INTERNATIONALE.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 73. | Arrêt rendu par le tribunal civil et la cour d'appel de Bruxelles, et par la cour de cassation de Belgique dans l'affaire Offenbach, Halévy et Meilhac contre Delvil, 83. — Extrait de l'*Exposé de la situation de l'Empire* relatif à l'interprétation qui découle de ce procès, 83. — Demande du gouvernement français au gouvernement belge pour obtenir une modification au traité international, 176. | Suppression des formalités exigées par la convention du 1<sup>er</sup> mai 1861, 495, 621. | Mutilation des pièces françaises, 293.

**BÉNÉFICES [REPRÉSENTATIONS A].** Alimentent le fonds social, 4. | A l'avenir, les directeurs des théâtres de Paris payeront l'indemnité de leur représentation à bénéfice d'avance, en signant leurs traités, 500. | Un auteur a toujours le droit de s'opposer au transport de sa pièce d'un théâtre à un autre, même quand il s'agit d'une représentation à bénéfice, 572. | Remerciements, dans le rapport du trésorier, aux artistes et aux auteurs qui ont prêté leur concours aux diverses représentations données au bénéfice de la caisse de secours de la Société, 179, 302, 501. — Voir *Commission*.

**BIBLIOGRAPHIE.** Ouvrages à consulter sur l'histoire de la propriété littéraire, 17 en note. | Ouvrages relatifs à la jurisprudence des théâtres, 331.

**BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.** Est ouverte aux sociétaires, 209, 415. — Aperçu historique. Rapport de M. Michel Masson, 209. — Lettre du bibliophile Jacob, 209. — Rapport de M. Delacour, 212. | L'inspecteur-vérificateur fait rentrer dans la bibliothèque les pièces imprimées des sociétaires, 151, 415. — Ces pièces sont achetées aux frais de l'auteur, lorsque celui-ci a négligé de les faire déposer au moment de la publication, 214. — Voir *Librairie dramatique, Libraire-éditeur*.

**BILLETS.** Les billets de faveur délivrés gratuitement par les directeurs de

vront à l'avenir être mentionnés sur la feuille de contrôle, 493. — Voir *Droit d'entrée*.

**BONS DE COPIE.** La Commission n'interdit pas plus aux agents généraux le droit de payer les bons de copie qu'elle ne peut exiger d'eux qu'ils les payent, 183.

**BUSTES ET STATUES.** Voir *Monuments*.

**CAFÉS CHANTANTS.** Il ne peut y être joué de pièce modifiée ou réduite sans une autorisation spéciale de l'auteur, 126. — La perception des chansonnettes y est faite par les soins du syndic de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, conformément à la convention du 18 mai 1866, 126. — Mesures à adopter à l'égard des cafés-concerts qui ont obtenu la permission de jouer des œuvres dramatiques, 176. || Sur les traités passés en 1867-1868 entre la Commission et les directeurs de l'Eldorado et de l'Alcazar, 292. — Établissements avec lesquels la Commission a traité en 1868-1869, 494. || Droits perçus : à l'Alcazar, 320, 518, — à l'Eldorado, 518, — au concert du XIX<sup>e</sup> siècle, 518. || Pièces nouvelles représentées : à l'Alcazar, 448, — à l'Eldorado, 647, — au café-concert Tivoli, 652, — au café de la Galté, 652.

**CAISSE SOCIALE.** Ce qui constitue le fonds social, 4, 12. — Ce qui compose les charges de la Société, 5. — Participation de chaque sociétaire aux charges sociales, 6. — La Commission dispose du fonds social, 8. || Bénéfices à partager entre les sociétaires, 5. — Le partage est décidé par l'assemblée générale, 11. || Tenue de la caisse par les agents généraux sous leur responsabilité, 10, 142. — Ils alternent chaque année; comment a lieu la mutation, 142. || Livres qui composent la comptabilité de la Société, 143. — Coffre-fort spécialement affecté aux valeurs, 143, 182. || Recettes : le produit du demi pour cent et du domaine public est perçu par l'inspecteur-vérificateur, 143, 149; ainsi que toutes les autres recettes de la Société, 144. — Dépenses : ordonnancement des mandats par le trésorier et époques fixées pour les paiements, 144. — Formalités préparatoires avant le paiement, 144. || Vérification des comptes et de la caisse, 145. || L'exposé de la situation financière sera à l'avenir annexé à la lettre de convocation à l'assemblée générale, 178. — Recettes et dépenses de l'exercice 1866-1867, 178, 185; — de 1867-1868, 301, 309; — de 1868-1869, 500, 507. — Voir *Bénéfices* [Représentations à], *Fonds social*, *Demi pour cent*, *Lettres de convocation*.

**CAS DE FORCE MAJEURE.** Refus d'autorisation par la Commission d'examen, 372. Interdiction de la représentation par l'autorité supérieure, 355, 373, 381. — Voir *Distribution des rôles*.

**CAS IMPRÉVUS ET CONTESTATIONS.** Vérification des agences générales, 141, — de la caisse sociale, 145. || Répartition des fonctions nouvelles ressortissant au service intérieur de la Commission, 151. — Librairie dramatique, 160. — Entrepreneurs de spectacles. Voir *Interdiction*.

**CENS** exigé des auteurs admis dans la Société, pour avoir droit d'entrée et de vote aux assemblées générales, 117, 167. — Voir *Sociétaires*, *Société des auteurs et compositeurs dramatiques*, *Stagiaires*.

**CENSURE.** Voir *Affiches*, *Commission d'examen*, *Examen et autorisations*, *Pièces*.

**CESSIONNAIRES.** Voir *Départements*, *Héritiers*, *Propriété littéraire*.

**CHANGEMENTS A FAIRE A UNE PIÈCE REÇUE.** Lorsqu'une pièce est reçue à correction, l'auteur doit faire ses changements dans un délai de deux mois, 363. — Après la réception, l'auteur et le directeur doivent être d'accord pour les changements que l'un ou l'autre voudrait faire subir à la pièce, 370, 389, 572. — Dans le cas de changements convenus, le directeur ne peut exiger une nouvelle lecture pouvant entraîner le refus, 370. — Si les parties ne peuvent s'entendre, la pièce doit être jouée telle qu'elle était au moment de la réception, 370, 371. — Si l'auteur a volontairement repris son manuscrit pour le remanier et qu'il lui plaise de se soumettre à une nouvelle lecture générale, il doit en subir la loi et s'exposer au refus de sa pièce, 371. ¶ Un artiste ne peut se refuser à accepter les modifications que l'auteur juge convenable d'apporter à son rôle pendant le cours des répétitions, 543. — Voir *Commission d'examen, Délais stipulés, Pièces, Première représentation, Répétitions*.

**CHEF D'ORCHESTRE.** Le traitement d'un chef d'orchestre compositeur comprend la composition de la musique de toute œuvre dramatique jouée sur le théâtre auquel il est attaché. Tout en conservant la propriété artistique du manuscrit, les copies de la musique appartiennent au théâtre, et, en cas de départ, il ne peut les emporter (*affaire de Chilly contre les S.*, 108).

**COLLABORATION.** Ce qui constitue la collaboration, 573. — Inventeurs de trucs et féeries, 580. — Pièces tirées de romans, 484, 581. — Traduction non acceptée et refaite, 584. — Collaboration entre auteur et compositeur, 585. ¶ Droits égaux des collaborateurs sur l'œuvre collective, 587. — L'autorisation de jouer doit être obtenue de tous les collaborateurs, 588. — Le collaborateur qui est informé que l'œuvre commune va être représentée, et qui ne fait pas opposition, est sans droit pour réclamer en ce qui concerne le passé, 590. — Une pièce ne peut être retirée du répertoire qu'avec l'assentiment de tous les collaborateurs, 591. — Ils doivent de même être d'accord pour faire des changements à l'œuvre collective, 592. — La vente du manuscrit n'est valable qu'autant que tous les collaborateurs ont adhéré au marché, 592. ¶ Un collaborateur ne peut se servir des éléments qui constituent une œuvre commune pour en faire une nouvelle œuvre, 593. ¶ Lorsque le Tribunal déclare qu'un auteur est collaborateur d'une œuvre quelconque, il l'investit par ce fait de tous les droits qui incombent à la collaboration, 594. — Toutefois, si en cédant une pièce un auteur a stipulé certains droits limités, il n'est pas fondé à réclamer au delà des avantages stipulés, 583. — Ainsi, il peut abandonner le droit d'être nommé, 595. ¶ Lorsqu'une pièce a deux auteurs et qu'un seul fait l'assignation devant le Tribunal, l'auteur qui ne s'est pas mis en cause ne peut réclamer sa part d'un dédit stipulé; celui qui réclame n'a droit qu'à la moitié de ce dédit, 599. ¶ Les Sociétaires ne peuvent faire aucune pièce en collaboration avec le directeur d'un théâtre sur lequel la pièce devrait être jouée, à moins qu'une autorisation formelle de la Commission ait été obtenue à cet effet, 169, 502. ¶ Intermédiaire de collaborateurs, 600. ¶ Ce qui constitue la collaboration entre auteur et compositeur, 585. — Voir *Indivisibilité, Nom de l'auteur*.

**COLONIES FRANÇAISES.** Les lois et actes qui régissent la propriété littéraire et artistique dans la métropole sont déclarés exécutoires dans les colonies, 38.

**COMITÉ DE LECTURE.** Est nommé par le directeur à titre de conseil, 352. || Le comité de lecture du Théâtre-Français a les pouvoirs les plus étendus pour recevoir ou refuser une pièce, 354. — La pièce ne peut cependant être mise à l'étude sans l'autorisation du gouvernement, 355 à 357. || Rapport par la Commission chargée d'examiner si la composition actuelle du comité de lecture du Théâtre-Français est susceptible de modifications, 673. — Arrêté ministériel concernant le Théâtre-Français, 682, — concernant le Théâtre impérial de l'Odéon, 684.

**COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** Administre la Société, 6. — Comment elle est nommée, composée et renouvelée, 6. — Dissolution, réélection, démission totale ou partielle, décès, remplacement, suppléance, absence, 7. — Doit convoquer une assemblée générale si elle est réduite à moins de dix membres, 7. — Cas d'exclusion, 7. — Les délibérations ne sont valables qu'avec sept membres au moins, 7. — Amende, 8. — Le règlement intérieur peut être modifié dans l'intérêt de ses travaux, 8. — Attributions, 8; délégation, 9. — Les mesures adoptées par elle deviennent obligatoires pour tous les sociétaires autant que les dispositions de l'acte de Société, 9. — Elle pourvoit au remplacement des agents généraux, 10, et surveille leurs opérations, 6, 8, 10. || Toutes les fonctions ressortissant aux affaires intérieures de la Commission incombent au secrétaire-rédacteur et à l'inspecteur-vérificateur, à l'exception des détails de la caisse sociale, 147. || Jugements qui rendent exécutoires les décisions de la Commission au sujet des représentations à bénéfice stipulées dans les traités passés avec des directeurs de théâtre, 333, — au sujet de la mise en interdit d'un théâtre, 336. || La Commission a qualité pour ester en justice, 111, 336. || Les délibérations de la Commission, même avant d'avoir obtenu l'assentiment de l'assemblée générale, font loi pour chacun des membres de la Société, 337. || La Commission étant nommée par les Sociétaires, et les représentant, ceux-ci ne peuvent intervenir en leur nom personnel dans les affaires qui regardent la Société, 345. || Composition de la Commission pour l'exercice 1866-1867, 1 dans le titre, — pour l'exercice 1867-1868, 184 en note et 285 dans le titre, — pour l'exercice 1868-1869, 208 et 487 dans le titre, — pour l'exercice 1869-1870, 506. || Dans la liste des Sociétaires sont désignés tous ceux qui ont fait partie de la Commission depuis la fondation de la Société, avec l'indication des diverses fonctions qu'ils y ont remplies, 267, 449 et 653. || Élection de commissaires en 1867, 183; en 1868, 307; en 1869, 505. — Voir *Agents généraux, Assemblée générale, Conseil judiciaire, Convention, Correspondance, Décisions, Librairie dramatique, Procès, Service intérieur, Sociétaires, Société, Traité avec les entreprises théâtrales.*

**COMMISSION D'EXAMEN.** L'auteur doit fournir au directeur deux manuscrits pour la Commission d'examen, 366. || Le refus absolu d'autorisation annihile l'acte de réception, 372. — Si l'auteur veut bien accepter les modifications indiquées par la Commission d'examen, le directeur ne peut se refuser à jouer la pièce, 374. — Si l'auteur ne les accepte pas



et que, sans l'informer de ces modifications, le directeur joue la pièce, ce dernier est passible de dommages-intérêts, 375. — Si, après un premier refus, la Commission d'examen accorde l'autorisation, le contrat reste rompu si l'auteur a retiré son manuscrit au moment du refus, 398; — S'il n'a pas retiré son manuscrit, et que le directeur ne le lui ait pas rendu, mais qu'il soit nécessaire de remanier la pièce pour la mettre en harmonie avec la nouvelle époque, cette pièce doit être soumise à une nouvelle lecture, 380. — Voir *Autorisation de représentation, Délais stipulés*.

**COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** — Voir *Chef d'orchestre, Collaboration, Concours musicaux, Convention, Délais, Indivisibilité, Instruments de musique mécanique, Intermèdes, Pièces, Répétitions*.

**COMPTABILITÉ.** — Vérification de la comptabilité et de la caisse des agents généraux, 138. — Exposé, par le trésorier rapporteur, des résultats de la nouvelle comptabilité, 181. — Voir *Caisse sociale, Droits d'auteur, Fonds social, Lettre de convocation*.

**CONCOURS MUSICAUX.** Rapport au ministre par le directeur général de l'administration des théâtres, 199. — Discours du ministre à propos de ces concours, 202 en note. — Programme modifié et annoté de trois concerts offerts à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et au Théâtre-Lyrique en faveur des jeunes compositeurs de musique français, 202. || Lettre ministérielle au sujet d'un don à décerner au compositeur dont la partition aura été jugée la meilleure parmi celles qui ont été exécutées au théâtre des Fantaisies-Parisiennes depuis son ouverture, 208. — Récompense décernée à M. Duprato, 208 en note. || Rapport au ministre par la Commission chargée de juger les ouvrages envoyés au concours pour la composition d'un poème d'opéra destiné à être mis en musique, 479. — Jury du concours pour la partition du poème de l'Opéra-Comique, 483. — Jury du concours institué au Théâtre-Lyrique, 483. || Rapport au ministre par le jury mixte chargé de juger les poèmes et les partitions envoyés au concours institué au Théâtre-Lyrique, 686. — Extrait d'un discours du ministre à ce sujet, 690. || Résultat du concours pour le grand prix de composition musicale, 483. — Voir *Prix et récompenses honorifiques*.

**CONFISCATION DU PRODUIT TOTAL DES REPRÉSENTATIONS** au profit de l'auteur, si le directeur n'a obtenu le consentement formel et par écrit des auteurs ou de leurs ayants cause, 19, 21, 23, 26, 29, 64, 65, 66, 70. — Voir *Interdiction*.

**CONSEIL JUDICIAIRE.** Est choisi par la Commission, 6. — Sa composition, 13.  
**CONSEIL DE SANTÉ,** 497.

**CONSENTEMENT DES AUTEURS.** Les ouvrages non tombés dans le domaine public ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs ou de leurs ayants droit, 19, 21, 23, 26, 29, 64, 65, 66, 70. || Les fragments d'ouvrages sont considérés comme les ouvrages eux-mêmes, 571. — Voir *Collaboration, Confiscation, Indivisibilité, Interdiction, Pièces*.

**CONSTATATION de la réussite d'une pièce.** La chute d'une pièce ne devient fait

acquis et constaté qu'après la troisième représentation ; l'auteur peut donc exiger ces trois épreuves. — Voir *Preuves*.

CONTESTATIONS entre les entrepreneurs de spectacle et les agents correspondants des auteurs dramatiques. — Voir *Interdiction*. || Les propriétaires de salles sont responsables en cas de poursuites, 130. || Contestations au sujet d'infractions à l'acte social, jugées par des arbitres, 12. — Voir *Librairie dramatique*.

CONTRAT DE SOCIÉTÉ. — Voir *Acte social, Société*.

CONTREFAÇON. Traduction et imitation de pièces françaises appropriées à une scène étrangère et représentées en France (*affaire Scribe contre Bagier*), 77. || Les œuvres littéraires publiées à l'étranger sont assimilées, en matière de contrefaçon, à celles qui paraissent en France, sans différence pour le droit des auteurs (*affaire Gérard et C<sup>e</sup> contre Choudens*), 95. || Contrefaçon des ouvrages imprimés ; pénalité, 23. || Contrefaçon sur le territoire français d'ouvrages publiés à l'étranger, 34. || Autorités chargées de constater les délits de contrefaçon, 25. || La fabrication et la vente des instruments de musique mécanique ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale, 60.

CONVENTION entre la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques et le syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique au sujet de la perception sur les chansonnettes, 126 en note. ||

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Voir *Traité internationaux*. || CONVENTIONS particulières avec les directeurs. Voir *Traité*. || CONVENTION des auteurs avec leurs éditeurs. Voir *Libraire-Éditeur*.

CORRECTION [PIÈCE REÇUE A]. Voir *Changements à faire à une pièce reçue*.

CORRESPONDANCE. Le secrétaire-rédacteur est chargé de la correspondance la Commission, 147.

DÉCISIONS DE LA COMMISSION. L'inspecteur-vérificateur veille à leur exécution exacte et rapide, 150.

DÉCORS. L'auteur et le directeur doivent s'entendre au sujet des décors, 548.

DÉLAIS STIPULÉS entre les auteurs et les directeurs pour la représentation d'une pièce. Le directeur ne peut dépasser les délais fixés par le traité général qu'il a signé avec la Commission, 386, — ou par le traité particulier avec l'auteur, si ce délai est plus court, 105, 387. || Une clôture annuelle ou toute autre cause volontaire de fermeture ne peut modifier les délais fixés, 387. || En cas de retard dans l'exécution de la convention, le directeur est passible de dommages-intérêts sans qu'il soit besoin de mise en demeure, 390. || Le Tribunal n'a pas accepté comme excuse de retard : l'abstention par l'auteur mis en demeure de distribuer les rôles et d'obtenir le visa de la Commission d'examen, le directeur s'étant chargé de ce soin, 403 ; — le défaut par l'auteur d'avoir fourni les arrangements de musique pour un ballet, 404 ; — l'impossibilité de se procurer un artiste capable de jouer un rôle de la pièce, 105, 404 ; — la déclaration qu'un succès empêchait de jouer aucune pièce nouvelle, 405. || Si, d'un commun accord, l'auteur et le directeur ont reconnu, après la réception, qu'une œuvre lyrique devait subir des modifications, de nouveaux délais peuvent être fixés pour la représentation, malgré la stipulation de l'époque indiquée par la convention, 101, 389. — Voir *Changements à faire, Première représentation, Répétitions*.

**DEMI POUR CENT** retenu sur les droits d'auteur à titre de mise sociale, 5. — Prélèvement, 6, 9. — Est acquis irrévocablement à la Société, 11. — Est perçu chaque mois par l'inspecteur-vérificateur, 143. — Voir *Caisse sociale*.

**DÉPARTEMENTS.** Les directeurs des théâtres des départements font jouer les pièces des sociétaires sans autorisation formelle et par simple tolérance résultant d'un consentement tacite; mais ce consentement ne peut être admis en présence d'une défense signifiée par leurs auteurs ou par leurs cessionnaires, 569. || Les théâtres des départements sont divisés en trois classes, 131; — nomenclature de ces trois classes, 131 en note. — Sont classés suivant la population des localités quand ils payent un droit fixe, 293, 133 en note. || Réorganisation de la perception dans les départements, 122, 171, 181. || Tableau comparatif des droits d'auteurs perçus du 1<sup>er</sup> mai 1865 au 30 avril 1867, 196; — du 1<sup>er</sup> mai 1866 au 30 avril 1868, 322; — du 1<sup>er</sup> mai 1867 au 30 avril 1869, 520. — Voir *Agents correspondants en province, Autorisations spéciales*.

**DIRECTEUR DE THÉÂTRE.** Ne peut faire partie de la Commission, 7. || Dans une administration théâtrale a seul qualité pour accepter une pièce, 353. — En présence d'un cas qui soulève quelque doute pour l'obtention d'une autorisation administrative, est responsable de ses engagements s'il les fait sans restriction, 359. — Obligations d'un directeur succédant à un autre, 405. — Il est d'usage qu'il reconnaisse les réceptions faites par son prédécesseur, 405. — S'il a accepté ces réceptions, le Tribunal le considère comme ayant lui-même traité avec l'auteur, 409. et il ne peut exiger une nouvelle lecture, 407; — Il ne peut donner pour excuse qu'il ne trouve pas trace de l'engagement pris par son prédécesseur, 407. — L'auteur doit se soumettre aux conditions stipulées à l'égard du tour de ces réceptions dans le traité général passé avec la Commission, 408. — Si le directeur n'a pas pris l'engagement de reconnaître les pièces reçues par son prédécesseur, l'auteur est sans droit vis-à-vis de lui, 409. || En province ne peut afficher sans avoir demandé à l'agent correspondant et obtenu de lui l'autorisation de jouer, 128. — Il en est prévenu par une lettre de la Commission, 129. — Un consentement lui est donné par l'agent correspondant, 129. — Le directeur d'une troupe nomade ou ambulante n'obtient le consentement qu'en échange du paiement des droits d'avance, 130. — Doit faire connaître son itinéraire, 130. — Doit faire remettre au domicile de l'agent correspondant l'affiche ou le programme du spectacle, le matin de chaque représentation, 136. — Doit donner communication de tous ses livres pour qu'on puisse vérifier la recette et les abonnements de toute nature, 136. — Voir *Agences théâtrales, Agents correspondants, Affiches, Artistes, Autorisation de représentation, Bénéfice [Représentation à], Billets, Changements à faire à une pièce reçue, Collaboration, Comité de lecture, Commission d'examen, Délais stipulés, Distribution des rôles, Domaine public, Droits d'auteur, Faillite, Interdiction, Nantissement, Pièces, Première représentation, Preuves, Propriétaires de salle, Recettes, Répétitions, Résiliation de traités, Retrait d'une pièce, Titre, Traités avec les entreprises théâtrales*.

**DISCOURS.** Voir *Nécrologie*.

**DISTRIBUTION DES RÔLES.** Nécessité de stipuler la distribution arrêtée entre l'auteur et le directeur, 534. — Cas où la distribution réglée par l'auteur n'est pas agréée par le directeur, 535. — Refus d'un rôle par un artiste après la convention établie entre l'auteur et le directeur, 536. — Artiste désigné, empêché dans le cours des répétitions par cas de force majeure, 537. — Nouvelle distribution pendant les représentations ou en cas de reprise, 539. — Attribution d'un rôle à un artiste contestée après un certain nombre de répétitions, 541. — Un artiste peut s'engager vis-à-vis d'un auteur à jouer un rôle de sa pièce, 542.

**DOMAINE PUBLIC.** La convention par laquelle un directeur contractant avec la Commission renonce à bénéficier des ouvrages du domaine public et consent à ce qu'ils soient frappés d'un droit d'auteur destiné à être versé, soit dans la caisse de la Société, soit dans les mains des héritiers de l'auteur de ces ouvrages, ne peut être considérée comme une dérogation à l'ordre public, 339 et suiv. — Première clause insérée à ce sujet dans les traités passés avec les directeurs, 339. — Délibération de la Commission au sujet de la répartition des droits à attribuer, tant aux auteurs qui remanient une œuvre du domaine public qu'aux héritiers des auteurs primitifs, 340. — Approbation de cette délibération par l'assemblée générale, 341. — Consécration de cette résolution par les tribunaux, 341 et 342. ¶ Nouvelle décision de la Commission concernant les auteurs d'ouvrages d'origine étrangère, 494. ¶ Domaine public dans les théâtres de province, 134. ¶ Versement dans la caisse sociale, 140, 143. — Voir *Droit proportionnel*.

**DRONTS D'AUTEUR.** Définition par Scribe de ce qui constitue les droits d'auteur, 506. ¶ La Commission fait avec toutes les entreprises théâtrales les traités qui fixent les droits des auteurs sociétaires, 8. ¶ La Société a seule le droit de les percevoir pour les sociétaires, 348, 350. ¶ Les agents généraux ne peuvent percevoir les droits d'auteurs étrangers à la Société, 10, 141, 348. — Doivent être perçus chaque soir et ne peuvent être saisis ni arrêtés par les créanciers des directeurs ou entrepreneurs de spectacle, 136. ¶ Tableau de répartition des droits d'auteur pour Paris, la banlieue et les départements, 120. — Exception pour les théâtres du Châtelet, de la Porte-Saint-Martin, de l'Ambigu et de la Galté, 120 (en note); — pour l'Opéra, 49; — pour le Théâtre-Français, 45. ¶ Droits d'auteur du Théâtre-Français, comparés à ceux des théâtres du Gymnase et du Vaudeville, 41. ¶ Le ministre de l'intérieur rappelle aux autorités locales qu'elles doivent veiller à l'exécution des lois et décrets concernant la propriété littéraire en matière dramatique : François de Neufchâteau, 62, 63; Montalivet, 66; La Valette, 69. ¶ Compte rendu par le trésorier-rapporteur, 180, qui constate qu'ils ont dépassé deux millions pendant l'exercice 1866-1867, 183. — Compte rendu du trésorier en 1868, 299, — en 1869, 500. ¶ Tableaux comparatifs des droits d'auteur pendant les exercices 1865-1866 et 1866-1867, 186, — 1866-1867 et 1867-1868, 311, — 1867-1868 et 1868-1869, 509. — Utilité de ces tableaux, 502. ¶ Au sujet des transactions clandestines passées entre auteurs et directeurs à propos des droits, 306, 502. — Appel aux sociétaires pour l'étude de cette question, 306, 502. —

Voir *Collaboration, Droit d'entrée, Droit fixe, Droit proportionnel, Étranger, Perception, Partition, Propriété littéraire, Répartition.*

**DROIT D'ENTRÉE.** Le droit d'entrée au spectacle et les billets que se réservent les auteurs pour eux et leurs fondés de pouvoir, font partie du prix qu'ils ont droit d'exiger des entrepreneurs de spectacle, 67. | Les agents correspondants ont leur entrée personnelle au théâtre et le droit de signer quatre billets d'une personne à chaque représentation, 135. — Voir *Théâtre-Français.*

**DROIT DES PAUVRES.** Composition de la Commission chargée d'étudier toutes les questions qui se rattachent à la perception de cet impôt, 495.

**DROIT FIXE.** Tarif des droits d'auteur basé sur la population des localités, 133 (en note), 135. — Voir *Intermèdes.*

**DROIT INTERNATIONAL.** Voir *Traité internationaux.*

**DROIT PROPORTIONNEL.** Origine du droit proportionnel, 13. — Il se perçoit sur la recette brute; de quoi se compose la recette brute, 133. | Interprétation des mots *droit proportionnel* par le Tribunal de commerce de la Seine, dans l'affaire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, contre de Besselièvre : doivent s'entendre de la recette totale, et le directeur n'est pas recevable à demander qu'il soit fait une ventilation à l'effet d'en distraire la partie afférente aux morceaux de musique du domaine public, 111. — Voir *Intermèdes.*

**ÉLECTIONS DE COMMISSAIRES.** Voir *Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.*

**ENVOI DES DOCUMENTS IMPRIMÉS AUX SOCIÉTAIRES.** Est fait par les soins de l'inspecteur-vérificateur, 150.

**ESPAGNE.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 74. — Extrait de l'*Exposé de la situation de l'Empire* relatif à l'inexécution de cette convention dans les possessions d'outre-mer du royaume, 84.

**ÉTATS PONTIFICAUX.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 414.

**ÉTRANGER.** État de la perception des droits dans les pays étrangers, 293. — Mesures à prendre pour percevoir les droits sur les pièces françaises traduites en allemand, 294. — Résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée générale pour l'application de ces mesures, 295. — La discussion de ces résolutions fera l'objet d'une assemblée générale extraordinaire, 299. | Tableau comparatif des droits d'auteur perçus pendant les exercices 1865-1866 et 1866-1867, 197, — 1865-1867 et 1867-1868, 329, — 1867-1868 et 1868-1869, 532. — Voir *Angleterre, Belgique, Espagne, États-Pontificaux, Portugal, Prusse, Saxe, Suisse, Traité internationaux.*

**EXAMEN ET AUTORISATIONS DU MINISTRE.** Les ouvrages dramatiques seront soumis, avant leur représentation, à l'autorisation du ministre de l'intérieur à Paris, et du préfet dans les départements, 35. — Sera fait au ministère d'État l'examen des pièces à représenter sur les théâtres impériaux subventionnés, 36, ainsi que sur tous les autres théâtres, 37. — L'examen et l'autorisation des ouvrages dramatiques sont placés dans les attributions du ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, 57. — Voir *Affiches, Attributions ministérielles, Autorisations de représentations, Autorités, Commission d'examen, Pièces.*

**FAILLITE.** Si les syndics d'une faillite continuent l'entreprise et exécutent les engagements pris par le failli, les conventions restent entières, 410. — Si le théâtre vient à fermer, le contrat est résilié, et l'auteur doit réclamer son manuscrit s'il veut retirer la pièce du répertoire, 411. — Si l'auteur ne réclame pas son manuscrit, la pièce reste au répertoire du théâtre, et l'auteur ne peut plus la retirer que dans les conditions ordinaires de retrait, 411. — Voir *Nantissement*.

**FONDS SOCIAL.** Énumération des valeurs de la Société au 10 mai 1867. Chiffre du capital, 185, — au 10 mai 1868, 309, — au 10 mai 1869, 508. — Voir *Caisse sociale*.

**HÉRITIERS.** Voir *Ouvrages posthumes, Propriété littéraire*.

**HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION.** Aperçu de la législation antérieure à 1791, 15. — Pétition à la suite de laquelle fut votée la loi du 13 janvier 1791, 18. — Article supprimé lors du vote de la loi du 19 juillet 1791, 20. — Historique du décret abrogé du 30 août 1792, 21. — Rapport de Lakanal au sujet du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1793, 24. — Projet de résolution dd à l'initiative de Chénier, adopté par le conseil des Cinq-Cents et repoussé par le conseil des Anciens, 25. — Rédaction primitive du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, relatif aux ouvrages posthumes, 27. — Historique du décret du 8 juin 1806, 28. — Rapport de M. Édouard Thierry sur le Théâtre-Français, et historique du décret du 19 novembre 1859, 39. — Résumé des travaux de la Commission nommée à l'effet de préparer un projet de loi pour réglementer la propriété littéraire et artistique et coordonner dans un code unique la législation spéciale. Projet de la Commission, 50. — Rapport à l'Empereur au sujet de la liberté des théâtres, 57. — Historique de la loi du 27 juin 1866, sur le droit des héritiers et des ayants cause des auteurs, 60.

**IMPRESSIONS.** Toutes les impressions au compte de la Société sont faites sous la surveillance de l'inspecteur-vérificateur, 150. — Voir *Bibliothèque, Collaboration, Envoi, Librairie dramatique*.

**INDIVISIBILITÉ.** Indivisibilité de la co-propriété d'un auteur dramatique, 604. ¶ Indivisibilité d'un drame et de la musique de ce drame, 606. ¶ Indivisibilité des œuvres lyriques, 608. — Lettre de Grétry sur ce sujet, 617. — La propriété des paroles et de la musique d'un poème lyrique est indivisible, 611. — Il faut le consentement des deux auteurs pour disposer de la musique, ou d'un des motifs composant cette musique, ainsi que de l'ouverture d'une œuvre lyrique, 612. — Le poème et la musique ne formant ensemble qu'une seule propriété indivisible dans ses conditions légales d'existence et de durée, il suffit, pour maintenir l'œuvre tout entière dans le domaine privé, que les droits de l'un des deux auteurs ne soient pas éteints, 614. — Voir *Autorisation de représentation, Chef d'orchestre, Théâtre de l'Opéra*.

**INFRACTIONS à l'acte social,** 12. ¶ Mesures proposées dans le rapport du trésorier à l'assemblée générale, 306, 502.

**INSPECTEUR-VÉRIFICATEUR.** Création de cet emploi, 146. — Ses fonctions, 149. Exposé des résultats obtenus par le nouveau système de comptabilité établi par lui, 187.

**INSPECTION.** Tournées d'inspection par l'inspecteur-vérificateur, 149. — Voir *Missions*.

**INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUE.** Voir *Contrefaçon*.

**INTERDICTION DES REPRÉSENTATIONS ET RAISIE DE LA RECETTE DES THÉÂTRES.** Les autorités locales doivent interdire expressément les représentations données par des entrepreneurs de spectacle qui ne justifieraient pas du consentement formel et par écrit des auteurs, 65. — Si la représentation a lieu et que les entrepreneurs refusent d'acquitter la rétribution suivant le tarif établi par les auteurs, le maire doit ordonner que la recette soit saisie dans les mains du receveur, 67. — Lorsqu'il s'agit de troupes ambulantes et en cas de contestation, le dépôt de la somme réclamée devra être fait entre les mains du maire ou du commissaire de police, ou, s'il y a empêchement, entre les mains de l'huissier chargé d'instrumenter, 69. ¶ Si les directeurs de théâtre de province font jouer les pièces des auteurs sans leur autorisation formelle et par écrit, c'est par une simple tolérance résultant d'un consentement tacite ; mais ce consentement ne peut être admis en présence d'une défense signifiée par leurs auteurs ou par leurs cessionnaires, 569. ¶ Voir *Confiscation*.

**INTERDIT [MISE EN].** Voir *Commission*.

**INTERMÈDES.** Sont perçus indépendamment du droit proportionnel et du droit fixe, 135.

... traité de la Commission avec un directeur jouant en Italie des pièces françaises originales, 293.

... JENCE en matière d'œuvres dramatiques, 331. — Voir un erratum important, p. 411. — Les règles indiquées dans le travail imprimé dans l'*Annuaire* ne pourront faire titre ni pour ni contre l'objet qu'elles concernent, 331, 349. ¶ Le principe de la plupart des jugements et arrêts repose sur l'examen des convention librement consenties et qui forment seules la loi des parties, 411, 533. ¶ Liste d'ouvrages traitant du la jurisprudence théâtrale, 331 (en note). — Voir *Affiches, Artistes, Autorisations de représentation, Chefs d'orchestre, Collaboration, Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, Contrefaçon, Décors, Délais de représentation, Distribution des rôles, Droit proportionnel, Historique de la législation, Indivisibilité, Modifications, Nom de l'auteur, Pièces, Premières représentations, Propriété littéraire, Répétitions, Représentations, Traités avec les entreprises théâtrales*.

**Titres des pièces qui ont fait l'objet des procès relatés dans l'*Annuaire***

*Alexandre à Babylone* [14], 357.  
*Amie intime (l')* [70], 403.  
*Ange de minuit (l') et la Dame aux soucis* [92], 579.  
*Angelo ou Padoue en 1549*, [64] 400.  
*Antony* [34], 373.  
*Ballo in Maschera*, 77.  
*Bas-de-Cuir et le dernier des Mohicans* [20], 107, 362.  
*Bâtard de Cerdagne (le)* [60], 396.  
*Beauregard* [57], 395.  
*Belle Hélène (la)*, 83.  
*Ben Jem ou le Maseppa de l'Atlas* [59], 396.

*Belle Impéria (la)* [35], 376.  
*Brasseur-roi (le)* [33], 373.  
*Cabaret de Ramponneau (le)* [93], 580.  
*Capitaine Par (le)* [15], 359.  
*Caporal et la Payse (le)* [87], 565.  
*Cardilhac* [77], 536.  
*Célibataire et l'homme marié (le)* [74], 419.  
*Cendrillon* [113], 619.  
*Cerises (les)* [42], 382.  
*Chanoinesse (la)* [87], 565.  
*Charmeuse (la)* [81], 549.  
*Chevalier du gnet (le)* [87], 565.

*Christine de Suède* [25], 367.  
*Claudie* [54], 393.  
*Clef des songes (la)* [95], 583.  
*Clerc de la Basoche (le)* [88], 376.  
*Conscience (la)* [91], 577.  
*Contes d'Hoffmann (les)* [46], 105, 387.  
*Corneille qui abat des noix (une)* [98], 114, 566.  
*Cour du roi Pétaud (la)* [94], 582.  
*Cri-cri* [96], 585 et [106], 610.  
*Croix blanche (la)* [71], 406.  
*Dame de Moncreau (la)* [26], 367.  
*Dame aux soucis (la)* [92], 579.  
*Député (le)* [39], 380.  
*Dernier des Mohicans (le)* [20], 107, 362.  
*Deux Mahométans (les)* [30], 576 et [37], 377.  
*Deux Mariages (les), — le Voyage à Dittpe, — le Célibataire et l'Homme marié* [74], 410.  
*Duchesse de la Vaubatière (la)* [86], 564.  
*Écharpe rouge (l')* [21], 363.  
*Éducation populaire (l')* [72], 408.  
*Élisire d'amore (l')*, 77.  
*Éloi l'innocent* [22], 364.  
*Envieux (l')* [63], 399.  
*Escapade (l')* [48], 387.  
*Fernand Cortez* [79], 541.  
*Fête du village voisin (la)* [113], 619.  
*Fête guerrière chez les Indiens (une)* [105], 609.  
*Gamin de Paris (le)* [102], 99, 605.  
*Gemma di Vergy* [113], 619.  
*Guerre des femmes (la)* [27], 388.  
*Guerre de Troie (la)* [10], 381.  
*Héloïse Parahquet*, 88.  
*Herculanum* [98], 591.  
*Hernani, — Marion Delorme, — Angelo ou Padoue en 1549* [64], 400.  
*Hippolyte Stephanéphore* [80], 547.  
*Homme au petit manteau bleu (l')* [44], 385.  
*Isabell: en Palestine ou les Croisés* [49], 388.  
*Jacques Callot* [13], 356.  
*Jacques II* [65], 403.

*J'épouse ma femme* [67], 404.  
*Jeunesse de Goethe (la)* [100], 502.  
*Joconde* [113], 619.  
*Joséfu ou le dernier bal* [43], 383, et [61], 397.  
*Joyeuses Commères de Windsor (les)* [111], 95, 618.  
*Leçon de mathématiques (la)* [36], 377.  
*Lisbeth* [112], 92, 618.  
*Livre III, chapitre I<sup>er</sup>* [90], 572.  
*Loi salique (la)* [18], 361.  
*Lys d'Évreux (le)* [66].  
*Munie des bosses (la)* [78], 539.  
*Marbrier (le)* [76], 534.  
*Mariage adultère (le)* [17], 361.  
*Mari d'une jolie femme (le)* [52], 391.  
*Marion Delorme* [64], 400.  
*Médée* [12], 355.  
*Ménétrier de Meudon (le)* [4], 338.  
*Mère et fille et Jamais* [53], 393.  
*Monsieur de Coylin ou l'homme infiniment poli* [97], 588.  
*Monsieur Deschalumeaux ou une soirée de Carnaval* [24], 360.  
*Nahel* [50], 101, 389.  
*Niagara (le)* [105], 609.  
*Niece d'un roi (la)* [62], 398.  
*Noces de Figaro (les)* [6], 341.  
*Nuit à Grenade (une)* [75], 533.  
*Ours des Pyrénées (l')* [16], 359.  
*Paris* [82], 559.  
*Pâtre de Bécagel (le)* [58], 395.  
*Père de la débutante (le)* [101], 603.  
*Petit Chaperon rouge (le)* [113], 619.  
*Pierre Lilas* [58], 391.  
*Polder* [8], 387.  
*Procès d'un maréchal de France (le)* [40], 381.  
*Rendez-vous bourgeois (les)* [113], 619.  
*Rêve de l'Empereur (le)* [19], 362.  
*Riquet à la houppe* [94], 582.  
*Robert Macaire* [104], 607.  
*Rochellaïs (les)* [56], 394.  
*Roi s'amuse (le)* [41], 381.  
*Sage soi-disant (le)* [29], 370.  
*Sans nom et l'Escapade* [48], 387.  
*Secret du roi (le)* [68], 405.



*Servante justifiée (la)* [28], 369.  
*Sibérienne ou la Fille de l'Exilé*  
*(la)* [45], 385.  
*Sonnambula (la)*, 77.  
*Suzanne* [103], 605.  
*Tabatière (la)* [69], 405.  
*Tannhäuser* [99], 599.  
*Tombulick* [51], 390.  
*Tour de Nesle (la)* [83], 560.

*Tour Saint-Jacques-la-Boucherie (la)*  
 [9], 348.  
*Trente Ans ou la vie d'un jour*  
 [108], 613.  
*Trilogie dantesque (la)* [11], 353.  
*Vagabond (le)* [31], 371.  
*Valentine de Milan* [32], 371.  
*Voyage à Dieppe (le)* [74], 410.  
*Zitelle* [47], 387.

**LETTRE DE CONVOCATION.** Contiendra à l'avenir l'exposé de la situation financière de la Société, 178.

**LIBERTÉ DES THÉÂTRES.** Décret du 6 janvier 1864, 57. — Rapport à l'Empereur, 57 en note. — Interprétations ministérielles en ce qui concerne les droits des auteurs, 69. — Premiers résultats, 168, 177.

**LIBRAIRE-ÉDITEUR.** Clause à insérer dans les traités passés par les auteurs avec les éditeurs pour sauvegarder, en faveur des premiers, les droits internationaux, 76; pour satisfaire à la résolution de l'assemblée générale qui les oblige à adresser un exemplaire de leurs pièces au président de la Commission, 76 en note, 212, 214. — L'agent de la librairie dramatique est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer les dispositions ci-dessus indiquées, 76. — *Bibliothèque, Collaboration, Partition, Pièces.*

**LIBRAIRIE DRAMATIQUE.** Rapport de M. Ferdinand Dugué au sujet de la création d'une librairie dramatique, 152 en note. — Décision organique de la Commission arrêtant l'établissement d'une agence de librairie dramatique, 152. — Ce que doit faire un sociétaire qui veut faire imprimer une pièce, 161. — Tarif d'impression, 156 en note. — Garantie à donner à l'agent général, 161. — Fixation de la remise à faire aux commissionnaires, 161. — Règlement du compte de l'auteur, 162. — Charges et responsabilité de l'agent général de librairie dramatique, 154, 155. — Situation du siège de la librairie, 156. — Tournée commerciale annuelle, 159. — Dépôt des publications dans les localités où les agents généraux ont des correspondants, 160. — Remise prélevée par l'agent, 160. — Cautionnement, 160. Est sous la surveillance de la Commission, 160. — Contestations avec les sociétaires, 160. — Remplacement de l'agent, 160. — Ne peut éditer d'autres ouvrages que les pièces composées par les sociétaires et représentées, 161. — Ne peut faire aucun tirage nouveau sans l'autorisation écrite des auteurs intéressés, 161. ¶ En ce qui concerne les pièces éditées par ses soins, l'agent général de librairie est chargé de remplir toutes les formalités exigées pour sauvegarder les droits internationaux des sociétaires, 77, 214; de faire parvenir au président de la Commission, pour la bibliothèque de la Société, un exemplaire de chaque pièce, en conformité de la résolution prise en assemblée générale, 76 en note, 244. ¶ Estampillage par les soins de l'inspecteur-vérificateur, 166, 151. ¶ Comptabilité et contrôle par l'inspecteur-vérificateur, 160, 151. ¶ Noms des auteurs qui avaient fait imprimer leurs pièces, au 30 avril 1867. — Appel aux sociétaires pour seconder l'institution de l'agence de librairie dramatique, 159 en note, 415. ¶ Doit être réorganisée, 496.

§ Liste des pièces éditées par les soins de l'agent de librairie dramatique, 214, 415, 623. — Voir *Libraire-éditeur*.

**MANUSCRITS.** Voir *Pièces*.

**MESURES ADMINISTRATIVES A ADOPTER.** L'inspecteur-vérificateur prend l'initiative de propositions qu'il adresse au président de la Commission dans des rapports motivés, 151.

**MISSIONS** ressortissant au secrétaire-rédacteur, 149, — à l'inspecteur-vérificateur, 149.

**MODIFICATIONS A FAIRE A UNE PIÈCE.** Voir *Changements, Commission d'examen, Première représentation, Répétitions*.

**MONUMENTS, STATUES, BUSTES ET TOMBEAUX.** Monuments élevés à la mémoire de Léon Gozlan, 485, — de Méry, 485, — de Ponsard, 693, — de Lambert Thiboust, 693, — d'Édouard Monnaïs, 694. § Bustes et statues, commandées ou achetées par l'État, 486, 694.

**MUSIQUE DE DRAME, VAUDEVILLE, BALLETS, PANTOMIMES,** — est toujours aux frais de l'administration théâtrale, 366. — Les airs nouveaux que l'auteur pourrait faire composer devront être payés par lui, 366. Voir *Chef d'orchestre, Indivisibilité*.

**NANTISSEMENT.** A l'avenir la Commission stipulera dans ses traités avec les directeurs des théâtres de Paris qu'un nantissement de garantie sera désormais exigé d'eux pour sauvegarder les droits d'auteur en cas de faillite, 492, 501.

**NÉCROLOGIE.** Sociétaires morts du 1<sup>er</sup> mai 1866 au 30 avril 1867, 166; — du 1<sup>er</sup> mai 1867 au 30 avril 1868, 297; — du 1<sup>er</sup> mai 1868 au 30 avril 1869, 497. § Discours prononcés aux obsèques de : CARMOUCHE, par M. Ferdinand Dugué, 705; — Germain DELAVIGNE, par M. Edmond de Najac, 697; — J.-J. GABRIEL, par M. de Saint-Georges, 706; — Léon GOZLAN, par M. Lockroy, 262; par M. Langlé, 260; — Ferdinand LANGLÉ, par M. de Saint-Georges, 471; — Édouard LEMOINE, par M. Alphonse Royer, 477; — Félicien MALLERVILLE, par M. Edmond About, 701; — Édouard MARTIN, par M. Léon Gozlan, 259; — Méry, par M. Alphonse Royer, 256; — Marc MICHEL, par M. Jules Adenis, 475; — Édouard MONNAÏS, par M. de Saint-Georges, 474; — Francis PONSARD, par M. de Saint-Georges, 467; — Jules DE PRÉMARAY, par M. Ferdinand Dugué, 695; — ROSSINI, par M. de Saint-Georges, 698; — Lambert THIBOUST, par M. de Saint-Georges, 469, 702; — Charles VARIN, par M. Jules Adenis, 708; — VIENNET, par M. de Saint-Georges, 696.

**NOM DE L'AUTEUR.** L'auteur peut s'opposer à être nommé le jour de la première représentation, 553. — Il peut également s'opposer à être nommé sur l'affiche, mais à la condition de le stipuler dans un acte, 554. — Si aucune stipulation n'a été faite à cet égard, le directeur doit faire connaître le nom de l'auteur, 556. — Dans ce cas le directeur ne peut désigner l'auteur par un pseudonyme ou substituer un autre nom au sien, 556. — Il ne peut non plus intervertir l'ordre adopté par les collaborateurs pour le placement de leurs noms sur l'affiche, 555. § Tout auteur qui a participé à une œuvre collective a le droit d'être nommé comme collaborateur de cette œuvre, à moins qu'il n'ait fait par stipulation l'abandon de ce droit, 595. Voir *Collaboration*.

**OUVRAGES LYRIQUES.** Voir *Indivisibilité, Pièces, Répétitions*.

**OUVRAGES POSTHUMES.** Les propriétaires par succession ou à un autre titre d'un ouvrage posthume ont les mêmes droits que l'auteur, 27, 28; projet, 52.

**PART D'AUTEUR.** Voir *Droits d'auteur*.

**PARTITION.** L'auteur ou les auteurs des paroles d'une œuvre lyrique ont droit au tiers du produit de la vente de la partition, parce que, au-dessus de la musique gravée, on grave les paroles, sans lesquelles l'opéra n'existerait pas (lettre de Scribe), 596. — Voir *Pièces*.

**PERCEPTION DES DROITS D'AUTEUR.** Est un des objets de la Société, 3. — Est opérée sous la surveillance de la Commission aux frais et risques des agents généraux, seuls responsables, 6, 8, 10. — Retenue opérée par les agents généraux, 6. ¶ Réorganisation de la perception en province, 122, 171, 181. — Voir *Agents correspondants en province*, *Agents généraux*, *Cafés chantants*, *Droits d'auteur*.

**PERCEPTION DES DROITS D'AUTEUR.** Voir *Droits d'auteur*, *Étra*

**PIÈCES.** Les pièces de théâtre doivent toujours être jouées conformément au texte des manuscrits examinés par la Commission de censure, 68. ¶ Les directeurs doivent produire aux agents correspondants les brochures des ouvrages représentés, et ceux-ci doivent s'assurer qu'ils ne sont ni altérés ni dénaturés, 124, 136. ¶ PRÉSENTATION, ACCEPTATION ET REFUS. — Dépôt du manuscrit, 351. — Le directeur doit donner un récépissé de ce dépôt, 351. — Ce dépôt n'engage ni l'auteur ni le directeur, 351. ¶ Le directeur doit faire savoir, dans un délai de quarante jours, s'il accepte la pièce, 351. — Le directeur a seul qualité pour recevoir une pièce, 353. — Règles spéciales pour les théâtres impériaux, 354, 673; une pièce ne peut y être mise à l'étude sans l'autorisation du gouvernement, 355. ¶ Un directeur qui accepte une pièce sans restriction, alors qu'il existe quelque doute pour l'obtention de l'autorisation administrative, est responsable de ses engagements, 359. ¶ Une pièce reçue à correction peut être refusée, 361. — L'auteur doit faire ses corrections dans un délai de deux mois, 363. — Si ces corrections sont peu importantes, la pièce peut être considérée comme reçue, 363. — Si elle est reçue, elle prend son numéro d'ordre à partir du jour de la réception à correction, 363. — Si le directeur refuse la pièce après avoir fait espérer à l'auteur qu'il la recevrait, il est, dans certains cas, passible de dommages-intérêts, 362, 363. — Quand une pièce est reçue, le directeur doit inscrire le fait de cette réception sur un registre, avec un numéro d'ordre, 363. — Le directeur doit faire connaître à la Commission les pièces qu'il a reçues, 364. — Le sociétaire doit s'assurer si le directeur a fait cette notification, seule indication de réception qui puisse faire foi pour la Commission, 365. — Une lettre datée peut, à la rigueur, faire preuve de réception vis-à-vis des Tribunaux, 351, 364. ¶ Pièces de circonstance priment les pièces reçues avant elles, 386. — Remise du manuscrit après la réception d'une pièce, 365. ¶ Frais de copie, 366. ¶ Pièce lyrique : conditions spéciales de réception, 363. ¶ Remise de la partition, 366. — Frais de copie, 366. ¶ La pièce une fois reçue, l'auteur ne peut plus la retirer sans le consentement du directeur, 367. — L'auteur ne peut non plus faire jouer sur un autre théâtre une pièce analogue à celle qu'il a fait recevoir, 369. — L'auteur ne peut retirer

sa pièce d'un théâtre que lorsqu'elle n'a pas été représentée un certain nombre de fois, stipulé dans les traités pendant une période de trois cent soixante-cinq jours, 411, 567. — Tant que la pièce est au répertoire, le consentement une première fois donné n'a pas besoin d'être renouvelé, la suspension ne créant pas un droit nouveau tant que les parties contingent à être liées. || L'auteur a toujours le droit de s'opposer au transport de sa pièce d'un théâtre à un autre, même quand il s'agit d'une représentation à bénéfice, 572. || Lorsque l'auteur a fait imprimer sa pièce, le directeur peut exiger qu'il lui en soit remis un certain nombre d'exemplaires, 566. || Pièces reçues par plusieurs directeurs, 367. || Pièces tirées de romans (extrait des statuts de la Société des gens de lettre), 484, 581. — Voir *Affiches, Artistes, Autorisation de représentations, Cas de force majeure, Changements à faire à une pièce reçue, Collaboration, Comité de lecture, Commission d'examen, Constatation de la réussite d'une pièce, Décors, Directeur de théâtre, Distribution des rôles, Faillite, Jurisprudence Musique, Nom de l'auteur, Première représentation, Preuves, Prime, Répétitions, Résiliation de traités, Retrait d'une pièce, Titre, Traités avec les entreprises théâtrales.*

**POÈME LYRIQUE.** Avis aux auteurs de poèmes lyriques, 483. — Voir *Concours musicaux, Indivisibilité, Pièces, Musique.*

**PORTUGAL.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 413.

**PREMIÈRE REPRÉSENTATION.** Doit être fixée à l'amiable par l'auteur et le directeur, 549. — Ne peut, sans le consentement de l'auteur, avoir lieu un dimanche ou un jour de fête, ni les jours de représentations extraordinaires ou à bénéfice, 552. || Le jour étant fixé pour la première représentation, l'auteur ne pourrait amener un retard de plus de trois jours, par suite de modifications à faire à sa pièce, 550. — Voir *Nom de l'auteur.*

**PRÉSIDENT DE LA COMMISSION.** Dans les délibérations sa voix est prépondérante en cas de partage, 8. || Préside les assemblées générales, 11. || Les quatorze membres qui ont présidé la Commission, de 1829 à 1869, sont désignés dans la liste des sociétaires, 266, 449, 653. || Discours prononcés sur la tombe de Léon Gozlan, 260. — Voir *Scribe.*

**PREUVES, CONSTATATIONS.** Nécessité pour l'auteur et pour le directeur de constater, à l'aide de récépissés, en quelles mains se trouve le manuscrit, 351; — d'établir la rupture ou la modification d'un contrat, 383, 384.

**PRIME.** Lorsqu'un directeur est convenu de payer une prime à un auteur, qu'il ne joue pas la pièce et que, pour ce fait, il est condamné à des dommages-intérêts, il doit en outre acquitter la prime, bien que le jugement n'en fasse pas mention, ces deux droits étant complètement distincts l'un de l'autre, 396.

**PRIX DES PLACES dans les théâtres.** Fixation, 291.

**PRIX ET RÉCOMPENSES HONORIFIQUES.** Prix décernés par l'Institut, 691. — Institution du prix Rossini, 692; — du prix de M<sup>me</sup> veuve Landrieu, 692. — Sujet proposé en 1870 par l'Académie du Gard, 693. — Voir *Concours musicaux.*

**PROCES.** Tout procès intéressant la Société est autorisé et suivi par la Commission. Cas divers, 8.

**PROCES-VERBAUX DES SÉANCES** de l'assemblée générale et de la Commission ; sont rédigés par le secrétaire-rédacteur, 147. Voir *Assemblée générale*.

**PROPRIÉTAIRE DE SALLE DE SPECTACLE** est responsable de toutes les conséquences de l'exploitation, 130.

**PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.** Aperçu de la législation antérieure à 1791, 15. ¶ Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés en France sans le consentement formel et par écrit des auteurs, sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs, 10, 21, 23, 26, 64, 65, 66, 70, 172. — Les héritiers, ou cessionnaires des auteurs seront propriétaires de leurs ouvrages après leur mort, durant cinq années, 19, 21 ; — dix années, 23, 24 ; — vingt années, 29, 31 ; — les veuves pendant leur vie et les enfants trente ans après l'extinction des droits de la veuve, 37 ; — les héritiers cinquante ans à partir du décès de l'auteur, 60. — La convention entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacle sera parfaitement libre, 21, 28, 30, 69, 70. — Voir *Autorités, Bibliographie, Colonies françaises, Confiscation, Contrefaçon, Droits d'auteur, Droits d'entrée, Droit fixe, Droit proportionnel, Historique de la Législation, Ouvrage posthume, Savoie*.

**PROPRIÉTÉ MUSICALE.** Voir *Chef d'orchestre, Indivisibilité*.

**PROVINCE.** — Voir *Départements*.

**PRUSSE.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 75, ¶ *Traité* conclu par la commission avec M. Émile Bock, libraire-éditeur à Berlin, 75. — Premier résultat de ce traité, 176.

**RAPPORTS** à l'Assemblée générale : *Du secrétaire*, en 1867 (M. Émile de Najac), 165 ; en 1868 (M. Émile de Najac), 287 ; en 1869 (M. Jules Adenis), 489. ¶ *Du trésorier*, en 1867 (M. Jules Adenis), 178 ; en 1868 (M. Paul Féval), 299 ; en 1869 (M. Paul Féval) 500.

**RECETTES** des directeurs des théâtres de province vérifiées par l'inspecteur-vérificateur sur les états qu'ils adressent à cet effet à la Commission, 149. — Mesures prises par la Commission pour obtenir l'envoi régulier de ces états, 134, 181. ¶ Recette brute des théâtres, ce qui la compose, 133. ¶ Voir *Droits d'auteur, Interdiction*.

**REGISTRES À TENIR** par le secrétaire-rédacteur, 146 ; — par l'inspecteur-vérificateur, 150.

**RÉGISSEURS DE THÉÂTRE** ne peuvent faire partie de la Commission, 7.

**REMANIEMENTS** d'une œuvre dramatique du domaine public. Voir *Collaboration, Domaine public, Pièces, Saxe*.

**RÉPARTITION** des droits d'auteur entre les ouvrages composant le spectacle : à l'Opéra, 49 ; au Théâtre-Français, 45 ; dans les autres théâtres de Paris et ceux de la banlieue et des départements, 120, 171 ; — exceptions pour les théâtres du Châtelet, de la Porte-Saint-Martin, de l'Ambigu et de la Galté, 120 en note.

**RÉPÉTITIONS.** La suspension des répétitions pendant plus de trois mois, par le fait du directeur, est assimilable à la non-représentation de la pièce dans les délais voulus, 389. ¶ Pièce lyrique. Si, pour une pièce lyrique, les répétitions sont suspendues pendant plus de dix jours, par le fait de l'auteur ou du compositeur, le directeur pourrait ajourner à six

mois leur reprise ; si la suspension se prolongeait pendant un mois, le directeur pourrait ne plus être contraint de reprendre les répétitions, et l'auteur ou le compositeur serait responsable du préjudice que le directeur aurait éprouvé, 389. ¶ L'auteur a le droit d'assister aux répétitions de sa pièce, 544, 547. — Le directeur est passible de dommages-intérêts s'il néglige de le prévenir de la mise en répétition de sa pièce, 545. Si, étant prévenu, l'auteur ne se présente pas, il n'est pas admis à réclamer en cas de retard à la représentation, 546. — En ce qui concerne les œuvres lyriques, si l'auteur ou le compositeur néglige d'assister aux cinq dernières répétitions de leur ouvrage ou de s'y faire représenter, tous les changements opérés pendant leur absence peuvent être maintenus, 547. — L'entrée en répétition d'une pièce date du jour où a lieu la lecture aux artistes, 547. ¶ Personne ne peut assister aux répétitions qu'avec le consentement écrit de l'auteur et du directeur, 548. ¶ Le lendemain de la première représentation de sa pièce, l'auteur a toujours le droit d'exiger une répétition, 565. — Voir *Distribution des rôles*.

**REPRÉSENTATIONS.** Le droit de représentation est complètement distinct du droit de publication (*affaire Scribe contre Bagier*), 77. ¶ **DE BIEN-FAISANCE OU GRATUITES.** Sont sujettes, comme toutes les autres, à la perception des droits, 70. Avis en est donné aux agents correspondants, 125, 137. Voir *Premières représentations*.

**REPRÉSENTATIONS A BÉNÉFICES.** Voir *Bénéfices*.

**RÉSILIATION DE TRAITÉS.** L'auteur peut résilier le contrat si le directeur y consent ; mais il n'est pas fondé à en réclamer ultérieurement l'exécution, 382. — Cette résiliation a lieu si l'auteur s'expose à une relute, 371. Lorsque le tribunal a prononcé la résiliation d'un traité, le directeur est dégagé de l'obligation de jouer la pièce, 391, 396. — La résiliation d'un traité n'arrête pas l'effet de ce traité en ce qui concerne les droits antérieurs à la résiliation, 395, 397. — Il ne suffit pas à l'une des parties de dire que le traité a été résilié, il faut qu'elle en produise la preuve, 383, 385. — Voir *Cas de force majeure, Retrait d'une pièce*.

**RESPONSABILITÉ.** Voir *Propriétaires de salles de spectacles*.

**RETARDS** apportés à la représentation d'une pièce. Voir *Détails stipulés, Répétitions*.

**RETRAIT D'UNE PIÈCE.** Avant la représentation, l'auteur peut retirer son manuscrit si la pièce n'est pas acceptée, 351, — ou si, étant acceptée, le directeur est consentant, 382, — si la Commission d'examen a fait des suppressions à la pièce, 375, — si le directeur fait faillite, 411. — L'auteur peut encore retirer sa pièce en exigeant des dommages-intérêts lorsque les délais de représentation stipulés sont expirés, 392, — ou lorsque, par le fait du directeur, les répétitions commencées ont été suspendues pendant plus de trois mois, 389. ¶ Après la représentation, l'auteur ne peut retirer sa pièce du répertoire qu'avec le consentement du directeur, ou si celui-ci ne l'a pas fait jouer, dans une période de trois cent soixante-cinq jours, un certain nombre de fois stipulé dans les traités, 411. — Voir *Collaboration, Délais stipulés, Répétitions, Résiliation de traités*.

**RUPTURE DE CONVENTION.** Voir *Résiliation de traités*.

**SAVOIE.** Les lois et actes qui régissent la propriété littéraire sont applicables aux départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, 49.

**SAXE.** Indications sommaires des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 75. | Doit faire considérer comme une édition nouvelle tout changement quelconque apporté aux éditions tolérées, par suite du traité avec la Saxe, spécialement la publication de la musique avec des paroles nouvelles, 92.

**SCRIBE** fait renaitre la Société des auteurs dramatiques, 17. | Nommé Président à vie de la Commission en 1857, 283.

**SECOURS.** Sont accordés par la Commission, 8. — Le secrétaire-rédacteur en prépare l'ordonnancement, 148. | Somme totale des secours accordés depuis la fondation de la société, 180. | Voir *Assemblée générale*.

**SECRÉTAIRE-RÉDACTEUR.** Création de cet emploi, 146. — Ses fonctions, 147.

**SERMENT.** Suppression de cette mesure à l'égard des sociétaires, 169.

**SERVICE INTÉRIEUR DE LA COMMISSION.** Le secrétaire-rédacteur et l'inspecteur-vérificateur sont spécialement chargés des différentes fonctions ressortissant aux affaires intérieures de la Commission, à l'exception du détail des opérations de la caisse sociale, 147. — Cas imprévus, 151. — Règlement organique, 146, 171.

**SOCIÉTAIRES.** Liste des membres de la Société, 266, 449, 653. | Ne peuvent faire représenter aucun ouvrage ancien ou nouveau sur un théâtre qui n'aurait pas de traité général avec la Société, 9. — Condition des traités particuliers entre eux et les administrations théâtrales, 9. | Infractions à l'acte social. Indemnités, exclusion, contestations, arbitres, 12. | Demande d'admission, adhésion, droit de vote, 13, 117, 366. | Les statuts leur sont remis au moment même de leur admission, 350. — Obligations contractées par le fait de leur admission, 332.

| Ne peuvent intervenir en leur nom personnel dans les affaires qui regardent la Société en général, attendu qu'étant représentés par la Commission qu'ils ont nommée, ils sont dès lors sans intérêt, 344. | Peuvent se réserver de défendre ou de permettre eux-mêmes la représentation de leurs pièces, et doivent, dans ce cas, veiller à ce qu'il en soit fait mention au bas du titre de la brochure imprimée, 123. | Lorsqu'il y a plusieurs théâtres dans une ville de province, ils peuvent désigner le théâtre auquel ils entendent donner la préférence pour chacun de leurs ouvrages, même lorsque aucune réserve ne sera faite sur la brochure, 114, 123 en note, 566. | Sont invités dans le mois de janvier par les agents généraux à venir percevoir le montant de leurs droits lorsqu'ils ont négligé de les toucher pendant l'année précédente, 140. | Les Sociétaires, aux termes d'une décision prise en assemblée générale, sont tenus d'adresser au Président de la Commission, pour la bibliothèque, un exemplaire de toute pièce qu'ils font imprimer ou éditer, 76 en note, 212, 214, 415. En cas de non-envoi, la pièce est achetée et le prix en est porté à leur compte, 214. | Doivent faire connaître leurs changements de domicile à l'inspecteur-vérificateur, 266, 449, 653. | Sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils peuvent remarquer dans l'*Annuaire*, 266, 486, 653. | Voir *Agents correspondants en province, Agents généraux, Assemblée générale*.

*rale, Bons de copie, Caisse sociale, Cens, Collaboration, Commission, Droit d'auteur, Infractions, Librairie dramatique, Libraire-éditeur, Société, Stagiaires, Traités.*

**SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** Origine, 15. — Délibération constitutive de 1777, 16. || Condition d'existence, 1. — Siège, 2. — Durée, 2, 12. — Objet : Défense des droits des associés ; perception des droits d'auteur, 3. — Fonds de secours, fonds communs, 4. — Ne sera pas dissoute par la radiation de l'un ou de plusieurs des associés, 11. — Liquidation, 12. || Admission des auteurs dans la société, 13, 117, 266. || Légalité de l'acte social sanctionnée par les tribunaux, 332 à 349. — La retraite de l'un ou de plusieurs de ses membres ne peut être admise si elle n'est consentie par l'Assemblée générale, 343, 344. || La Société représentant à l'égard des directeurs une collection d'intérêts et un être moral auquel ne peut être opposée la situation personnelle de chacun de ses membres, les droits d'auteur doivent être payés intégralement aux agents généraux, quand même ces droits auraient déjà été payés directement aux sociétaires, 348. || Création, à Vienne, d'une société des auteurs et compositeurs allemands, 484. — Voir *Acte social, Assemblée générale, Commission, Sociétaires, Stagiaires.*

**STAGIAIRES.** Décision de la Commission relative aux membres stagiaires dont les pouvoirs sont déposés chez les agents généraux, 117. — Formule du pouvoir qu'ils doivent signer, 119 en note. — Voir *Sociétaires.*

**STATUTS DE LA SOCIÉTÉ** Voir *Acte social.*

**SUISSE.** Indication sommaire des formalités à remplir aux termes de la convention internationale relative à la propriété littéraire, 76. — Application du traité dans l'affaire Armand Durantin contre Roubaud, 88. — Extrait de *l'exposé de la situation de l'Empire* au sujet de cette affaire, 83.

**SUJET D'UNE PIÈCE.** Voir *Titre.*

**THÉÂTRES DE LA BANLIEUE, DES DÉPARTEMENTS, DE L'ÉTRANGER.** — Voir *Banlieue, Départements, Étranger.*

**THÉÂTRES DE PARIS.** — Durée des traités, 163, 412. || Droits d'auteur perçus du 1<sup>er</sup> mai 1865 au 30 avril 1867, 186 ; — du 1<sup>er</sup> mai 1867 au 30 avril 1868, 311 ; — du 1<sup>er</sup> mai 1868 au 30 avril 1869, 509. || Pièces représentées du 1<sup>er</sup> mai 1865 au 30 avril 1867, 214 ; — du 1<sup>er</sup> mai 1867 au 30 avril 1868, 415 ; — du 1<sup>er</sup> mai 1868 au 30 avril 1869, 623. — Voir *Attributions ministérielles.*

**Ambigu.** Droits perçus : 65-67, 190 ; 67-68, 315 ; 68-69, 513. || Pièces représentées : 65-67, 230 ; 67-68, 427 ; 68-69, 634.

**Athénée.** Droits perçus : 67-68, 318 ; 68-69, 515. || Pièces représentées : 67-68, 438 ; 68-69, 640.

**Beaumarchais.** Droits perçus : 65-67, 191 ; 67-68, 318, 68-69, 515 || Pièces représentées : 65-67, 240 ; 67-68, 438 ; 68-69, 642.

**Bouffes-Parisiens.** Droits perçus : 65-67, 191 ; 67-68, 316 ; 68-69, 514 ; || Pièces représentées : 65-67, 236 ; 67-68, 431 ; 68-69, 636.

**Bouffes Saint-Antoine.** Voir *Folies Saint-Antoine.*

**Châtelet.** Droits perçus : 65-67, 190 ; 67-68, 313 ; 68-69, 513. || Pièces représentées : 65-67, 219 ; 67-68, 421 ; 68-69, 634.



*Cirque du Prince-impérial.* Droits perçus : 66-67, 192. || Pièces représentées : 66-67, 352.

*Cluny (Théâtre Saint-Germain).* Droits perçus : 65-67, 194 ; 67-68, 316 ; 68-69, 514. || Pièces représentées : 65-67, 249 ; 67-68, 430 ; 68-69, 434.

*Comédie-Française.* Voir Français.

*Déjazet.* Droits perçus : 65-67, 191 ; 67-68, 317 ; 68-69, 516. || Pièces représentées : 65-67, 238 ; 67-68, 434 ; 68-69, 643.

*Délasséments-Comiques.* Droits perçus : 65-67, 193 ; 67-68, 318 ; 68-69, 517. || Pièces représentées : 65-67, 245 ; 67-68, 440 ; 68-69, 647.

*École lyrique.* Droits perçus : 65-67, 195 ; 67-68, 320 ; 68-69, 518. || Pièces représentées : 68-69, 651.

*Fantaisies-parisiennes.* Don de mille francs accordé à M. Duprato, pour le Sacripant, dont la partition a été jugée la meilleure parmi celles qui ont été exécutées sur ce théâtre depuis son ouverture, 208. || Droits perçus : 65-67, 193 ; 67-68, 317 ; 68-69, 514. || Pièces représentées : 65-67, 234 ; 67-68, 436 ; 68-69, 639.

*Folies-Dramatiques.* Droits perçus : 65-67, 190 ; 67-68, 315 ; 68-69, 513. || Pièces représentées : 65-67, 231 ; 67-68, 429 ; 68-69, 635.

*Folies-Marigny.* Droits perçus : 65-67, 193 ; 67-68, 317 ; 68-69, 516. || Pièces représentées : 65-67, 247 ; 67-68, 437 ; 68-69, 646.

*Folies Saint-Antoine.* Droits perçus : 65-67, 195 ; 67-68, 320 ; 68-69, 518. || Pièces représentées : 65-67, 253 ; 67-68, 445 ; 68-69, 649.

*Folies Saint-Germain.* Voir Cluny.

*Français.* Réception des pièces, comité, 30, 682. — Règlement des entrées, 34. || Attributions de l'administrateur, 31 ; distribue les rôles, sauf les droits des auteurs ; donne les tours de faveur, lesquels ne peuvent être accordés à plus d'une pièce sur deux ouvrages reçus, 32 ; fait connaître au ministre de l'intérieur les pièces reçues à l'étude ou jouées ; ne peut faire représenter aucune pièce n'ayant pas fait partie du répertoire du Théâtre-Français, si elle n'a été admise par le comité de lecture, 33. || Fixation de la part d'auteur et de la répartition entre les ouvrages composant le spectacle, 41. || Commission chargée d'examiner la situation du Théâtre-Français et rapport de M. Édouard Thierry, 39. || Rapport au ministre par la Commission chargée d'examiner si la composition actuelle du comité de lecture est susceptible de modifications, 673. — Arrêté du ministre à ce sujet, 682. Droits perçus : 65-67, 186 ; 67-68, 311 ; 68-69, 509. || Pièces représentées : 65-67, 215 ; 67-68, 416 ; 68-69, 623.

*Gaité.* Droits perçus : 65-67, 189 ; 67-68, 315 ; 68-69, 512. || Pièces représentées : 65-67, 228 ; 67-68, 426 ; 68-69, 633.

*Grand-Théâtre-Parisien.* Droits perçus : 65-67, 192. || Pièces représentées : 65-67, 245.

*Gymnase.* Comparaison des droits d'auteur avec ceux du Théâtre-Français, antérieurement à 1860, 41 en note. || Droits perçus : 65-67, 184 ; 67-68, 314 ; 68-69, 511. || Pièces représentées : 65-67, 224 ; 67-68, 424 ; 68-69, 629.

*International.* Droits perçus : 67, 319. || Pièces représentées : 67, 444.

*Italiens.* Procès de M<sup>me</sup> Scribe contre M. Bagier, 77. — Traité conclu avec le directeur en conséquence de l'arrêt rendu dans cette affaire, 82 en

- note. || Droits perçus : 65-67, 195 ; 67-68, 400 ; 68-69, 518. || Pièces représentées : 65-67, 217 ; 67-68, 417 ; 68-69, 624.
- La Fayette*. Droits perçus : 65-67, 192 ; 67-68, 320 ; 68-69, 518. || Pièces représentées, 65-67, 241 ; 67-68, 444 ; 68-69, 648.
- Luxembourg*. Droits perçus : 65-67, 192 ; 67-68, 319. || Pièces représentées : 65-67, 242 ; 67-68, 447.
- Lyrique*. Traductions et pièces dites du domaine public, payées comme ouvrages nouveaux, 492. || Programme d'un concours musical, 205. — Rapport de la commission chargée de juger les poèmes et les partitions envoyées à ce concours, 686. — Extrait d'un discours du ministre relatif à ce concours, 690. || Droits perçus : 65-67, 187 ; 67-68, 312 ; 68-69, 510. || Pièces représentées : 65-67, 218 ; 67-68, 420 ; 68-69, 626.
- Menus-Plaisirs*. Droits perçus : 65-67, 193 ; 67-68, 315 ; 68-69, 516. || Pièces représentées, 65-67, 247 ; 67-68, 428 ; 68-69, 645.
- Molière*. Droits perçus : 65-67, 195 ; 67-68, 320 ; 68-69, 518. || Pièces représentées ; 68-69, 651.
- Nouveautés*. Droits perçus : 65-67, 394 ; 67-68, 318 ; 68-69, 517. || Pièces représentées : 65-67, 251 ; 67-68, 442 ; 68-69, 650.
- Odéon*. Comparaison des droits d'auteur avec ceux du Théâtre-Français, antérieurement à 1860, 41 en note. || Arrêté du ministre au sujet de la réception des pièces à l'Odéon, 684. || Droits perçus : 65-67, 187 ; 67-68, 312 ; 68-69, 510. || Pièces représentées : 65-67, 217 ; 67-68, 419 ; 68-69, 625.
- Opéra*. Fixation du droit des auteurs et compositeurs du Théâtre impérial de l'Opéra, et mode de répartition entre les ouvrages composant le spectacle, 49. — Se trouve désormais dans la loi commune aux autres théâtres, 489. || Programme d'un concours musical, 205, || Droits perçus : 65-67, 186 ; 67-68, 311 ; 68-69, 509. || Pièces représentées : 65-67, 215 ; 67-68, 416 ; 68-69, 623.
- Opéra-Comique*. Discussion à l'assemblée générale, à propos de l'Opéra-Comique. Proposition adoptée, 288, 299. — Solution obtenue : exposé des modifications stipulées en 1868, avec le directeur, jusqu'à l'expiration de son traité, 491. || Droits perçus : 65-67, 187 ; 67-68, 312 ; 68-69, 510. || Pièces représentées : 65-67, 216 ; 67-68, 418 ; 68-69, 624.
- Palais-Royal*. Droits perçus : 65-67, 189 ; 67-68, 314 ; 68-69, 511. || Pièces représentées : 65-67, 226 ; 67-68, 423 ; 68-69, 630.
- Porte-Saint-Martin*. Droits perçus : 65-67, 189 ; 67-68, 314 ; 68-69, 512. || Pièces représentées : 65-67, 228 ; 67-68, 426 ; 68-69, 632.
- Prince-Eugène*. Voir *Délassements-Comiques*.
- Prince-Impérial*. Droits perçus, 67-68, 320 ; 68-69, 515. || Pièces représentées, 68-69, 640.
- Renaissance*. Droits perçus, 68, 310, 517. || Pièces représentées : 68, 418, 624.
- Rossini*. Droits perçus : 65-67, 192 ; 68, 319. || Pièces représentées : 65-67, 244.
- Saint-Pierre*. Droits perçus : 65-67, 195 ; 67-68, 320 ; 68-69, 518. || Pièces représentées : 67-68, 446 ; 68-69, 649.
- Variétés*. Droits perçus : 65-67, 188 ; 67-68, 313 ; 68-69, 511. || Pièces représentées : 65-67, 222 ; 67-68, 422 ; 68-69, 627.

**Vendredi.** *Comparaison des droits d'auteur avec ceux du Théâtre-Français, antérieurement à 1860, 41 en note. | Droits perçus : 65-67, 188; 67-68, 313; 68-69, 512. | Pièces représentées : 65-67, 220; 67-68, 421, 68-69, 631.*

**TITRE. — SUJET.** Le changement du titre d'une pièce par la Commission d'examen ne peut être invoqué par un directeur, comme cause de retard ou de non-représentation, 404. | Lorsqu'un auteur a fait recevoir ou jouer une pièce, il ne peut porter à un autre théâtre une œuvre dramatique faite sur un sujet analogue ou qui porterait le même titre, 367, 369. | Un directeur, qui a reçu une pièce composée sur un sujet historique, ne peut faire jouer, avant celle-ci, une autre pièce reposant sur le même sujet ou portant un titre analogue, 388. | Un auteur qui fait jouer sous un titre différent la reproduction presque exacte d'une pièce qu'il a faite en collaboration commet le délit de contrefaçon, 593. — Voir *Affiches, Pièces.*

**TOMBREAUX.** Voir *Monuments.*

**TRADUCTIONS.** Les droits d'auteur en seront payés, par les directeurs, comme les ouvrages nouveaux, 492.

**TRAITÉS AVEC LES ENTREPRISES THÉÂTRALES.** Sont faits par la Commission, 8. — La Commission est investie des pouvoirs les plus étendus pour leur maintien, 9. — Les sociétaires ne peuvent faire représenter aucun ouvrage sur un théâtre qui n'aurait pas de traité avec la Commission, 9. — Conditions des traités particuliers entre les sociétaires et les directeurs, 9. — Ils ne peuvent être faits à des conditions pécuniaires au-dessous de celles établies aux traités généraux passés avec la commission, 9, 170. — Jugement rendu par les arbitres dans l'affaire Offenbach avec la Commission, 170. | Voir un erratum important, p. 411. Les contrats librement consentis formant seuls la loi des parties, tout droit reconnu peut s'aliéner si les conventions établissent des clauses qui lui soient contraires. Ces conventions, lorsque aucune des stipulations qu'elles renferment ne dérogent à l'ordre public, peuvent donc paraître en contradiction avec la loi, et cependant le Tribunal ordonner leur stricte exécution, 349, 411. | Avant de faire un traité particulier avec une administration théâtrale, le sociétaire doit consulter le traité général passé avec la Commission, 350. | Dispositions des statuts que le sociétaire doit avoir présentes à l'esprit, lorsqu'il fait un traité particulier, 350. | A défaut des membres des sous-commissions, le secrétaire-rédacteur est seul autorisé à entrer en pourparler avec les directeurs au sujet des traités que ceux-ci désirent passer ou renouveler, 148. | Date et expiration des traités passés avec les directeurs des théâtres de Paris, 163, 412. | Extrait du traité passé avec le directeur du Théâtre-Italien, 82 en note, 173. | Les statuts ayant réservé aux sociétaires le droit de faire des traités particuliers avec les directeurs, ces derniers ne peuvent invoquer le traité général passé avec la Commission pour jouer une pièce, alors que l'auteur leur en interdit la représentation, 114, 566. | Traités de la Commission avec des entreprises théâtrales, passées en 1867-1868, 289, 292, 412. | A propos des conventions clandestines, 503, 806. — Voir *Collaboration, Domaine public, Faillite, Pièces, Révocation de traités.*

**TRAITÉS AVEC LES LIBRAIRES-ÉDITEURS** pour l'impression d'une pièce. Voir *Libraire-éditeur*.

**TRAITÉS INTERNATIONAUX** sur la propriété littéraire en matière de théâtre. Principes généraux, 71. — Inefficacité des traités internationaux, 71. — Liste alphabétique des Etats avec lesquels la France a conclu des conventions internationales, et indication sommaire des formalités à remplir, 72. — États pontificaux, 414. — Portugal, 413. — Belgique, 495, 621. — Moyen proposé pour remplir ces formalités, 76. — Certificat de dépôt légal soumis à un droit uniforme de 50 centimes, 72. ¶ Voir *Angleterre, Autriche, Belgique, Espagne, Librairie dramatique, Prusse, Saxe, Suisse*.

**TRANSACTIONS** (Sur la liberté des), 306, 503.

**VALLOU DE VILLENEUVE**, frère de Ferdinand de Villeneuve, ancien sociétaire, fait par testament un legs de 10,000 francs à la Société, 179.

**VÉRIFICATION**. Voir *Agents généraux, Comptabilité, Librairie dramatique Recettes des directeurs*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER.



**ANNUAIRE**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ DES AUTEURS**  
ET  
**COMPOSITEURS DRAMATIQUES**

2.



**ANNUAIRE**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ DES AUTEURS**  
**ET**  
**COMPOSITEURS DRAMATIQUES**

---

**TOME DEUXIÈME**  
**EXERCICES 1869-1872**

---

**PRÉSIDENTS DE LA COMMISSION :**

**1869-1870 : M. HENRI DE SAINT-GEORGES.**

**1870-1871 : M. AUGUSTE MAQUET.**

**1871-1872 : M. ALEXANDRE DUMAS fils.**

---

**PARIS**  
**COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES**  
**30, RUE SAINT-MARC, 30**

—  
**1872**





# ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

DES

## AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

COMPOSITION DE LA COMMISSION PENDANT L'EXERCICE 1869-1870.

| <i>Président.</i>                                       | <i>Secrétaires.</i>                                       | <i>Membres.</i>                                                            | <i>Suppléants.</i>                          |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| DE SAINT-GEORGES.                                       | JULES BARBIER.<br>ÉDOUARD CADOL.                          | ÉMILE AUGIER.<br>ERNEST BOULANGER.<br>RAYMOND DESLANDES.                   | ANICET BOURGEOIS.<br>PAUL STRAUDIN.         |
| <i>Vice-Présidents.</i>                                 | <i>Trésorier.</i>                                         | ÉMILE JONAS.<br>EUGÈNE LABICHE.<br>ÉDOUARD PAILLERON.<br>VICTORIEN SARDOU. | —                                           |
| AUGUSTE MAQUET.<br>ÉDMOND ABOUT.<br>ÉDOUARD BRISEBARRE. | PAUL FÉVAL.<br><br><i>Archiviste.</i><br>ÉDMOND GONDINET. |                                                                            |                                             |
| <i>Agents généraux.</i>                                 | <i>Secrétaire-Rédacteur.</i>                              | <i>Inspecteur-Vérificateur.</i>                                            | <i>Conservateur<br/>de la Bibliothèque.</i> |
| ÉLONCE PERAGALLO,<br>ALEXANDRE ROGER.                   | HIPPOLYTE RIMBAUT.                                        | VICTOR ROZIER.                                                             | FRANÇOIS HUTIN                              |

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS  
DRAMATIQUES.

*Extrait du procès-verbal de la séance du mardi 3 mai 1870.*

La séance est ouverte, à une heure quarante minutes, dans la salle Herz, sous la présidence de M. DE SAINT-GEORGES, président de la Commission.

Sont présents au bureau :

MM. Jules Barbier, Ernest Boulanger, Édouard Brisebarre, Édouard Cadol, Raimond Deslandes, Edmond Gondinet, Émile Jonas, Eugène Labiche, Auguste Maquet, Édouard Pailleron, H. de Saint-Georges, Victorien Sardou.

Arrivés après l'ouverture de la séance :

MM. Edmond About, Paul Féval.

Absent :

M. Émile Augier.

Sont présents dans l'assemblée :

MM. Edmond About, Émile Abraham, Jules Adenis, E. d'Anglemont, Audray Deshorties, Henri Augu, Avocat, d'Avrecourt, Bapaume, Jules Barbier, Louis Bazzoni, Beaume, Frédéric Béchard, Henri Becque, Hippolyte Bedeau, Adolphe Belot, Élie Berthet, Pierre Berton, de Biéville, Georges Bizet, Eugène Bonnemère, Michel Bordet, Ernest Boulanger, Anicet Bourgeois, Édouard Brisebarre, Alphonse Brot, Ernest Buffault, Édouard Cadol, Gustave Canoby, Arsène de Cey, Augustin Challamel, Ludovic Chareau, E. de la Chauvinère, Jules Claretie, Commerson, Karl Daclin, Gustave Dangelles, Debillemont, Adrien Decourcelle, Louis Deffès, Albert Delpit, Alfred Delacour, Denizet, Desbuard, Raimond Deslandes, Georges Douay, Ernest Dubreuil, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Dumoustier, Armand Durantin, Émile Durand, Alfred Duru, Dutertre de Veteuil, Duvert, Charles Ely, Elwart, Théodore Faucheur, Paul Ferrier, Paul Féval, de Forges Marc Fournier, Élie Frébaut, Charles Garand, Edmond Gondinet, Gourdon de Genouillac, Henri Grasset, Grouber de Groubental, Alphonse Guédée, Jules Guillemot, Ernest Guiraud, Léon Halévy, Ludovic Halévy, Eugène Hugot, Adolphe Jarne, Amédée de Jallais, Auguste Joltrois, Émile Jonas, Victorin Joncières, Judicis, Paul Juillerat, Victor Koning, Eugène Labiche, Jules Lacroix, Théodore de Lajarte, G. de La Landelle, Théodore de Langeac, Fernand, Langlé, Armand Lapointe, Laurencin, de Lauzanne, Léon Laya, Ernest Legouvé, Alphonse Lemonnier, Louis Leroy, Llaunet, Eustache Lorsey, Hippolyte Lucas, Auguste Maquet, de Marcy, Maréchalle, Gaston Marot, Jules Massenet, Michel Masson, Étienne Mathieu, Adolphe Mathon, Henri Meilhac, Mestépès, Prosper Mignard, Eugène Moreau, Pol Moreau, Émile de Najac, Napoléon Naquet, Julien Nargeot, Charles Narrey, Adolphe Nibelle, Noël Parfait, Eugène Nus, Édouard Pailleron, Amand Pape, Édouard Plouvier, Henri Potier, Poujol fils, Jules Prével, Jules de Rieux,

Ernest Rigodon, Hippolyte Rimbaut, Jules Rostang, Victor Robillard, Alphonse Royer, H. de Saint-Georges, Salvador, Eugène Sandrin, Victorien Sardou, Thomas Sauvage, Félix Savard, Schœffer-Stel, Albéric Second, André Simiot, Paul Siraudin, Léopold Stapleaux, Sylvain Saint-Étienne, A. Touroude, Francis Tourte, Étienne Tréfeu, Louis Tronche, Uzépy, Eugène Vachette, Henry Vannoy, Vaucorbeil, Vereönsin, Charles Vincent, Jules Vizentini, Théodore Wekerlin, Albert Wolf, Pierre Zacccone.

Après avoir fait connaître l'ordre du jour, M. le Président donne la parole à M. Édouard Cadol, l'un des secrétaires, qui lit le rapport suivant :

« Messieurs et chers confrères,

» Plusieurs de nos sociétaires, attribuant l'absence d'un très-grand nombre de nos confrères à l'époque précédemment fixée pour nos assemblées générales, ont proposé de rapprocher, autant que possible, ces assemblées du mois de mars.

» Votre Commission ne pouvait qu'accueillir cette proposition, qui ne comporte, d'ailleurs, aucun inconvénient, à cela près que l'exercice dont elle vient rendre compte aujourd'hui n'aura que onze mois.

» Pour être plus court, cet exercice n'en est pas moins rempli.

» Votre situation, messieurs, à l'égard des théâtres littéraires, est restée ce qu'elle était, c'est-à-dire satisfaisante.

» Toutefois, au sujet de l'un d'eux, au sujet de l'Odéon, il s'est produit, devant votre Commission, un incident qui doit vous être rapporté.

» Il y a deux mois, environ, un de nos confrères nous informait qu'il venait de présenter une pièce à l'Odéon, et que cette pièce lui avait été rendue.

» C'est là un de ces malheurs qui sont arrivés à plus d'un autre d'entre nous. Et cependant notre confrère nous disait être déterminé à n'en point prendre son parti.

« Refusé au Vaudeville, ou au Gymnase, — ajoutait-il, — je n'aurais rien à dire ; mais refusé à l'Odéon ! à l'Odéon subven-

» tionné en ma faveur ! Je proteste catégoriquement et j'affirme  
» mon droit strict d'être représentés sur ce théâtre. »

» Sur quoi, votre Commission était mise en demeure d'adopter cette théorie, et d'en faire triompher le principe par tous les moyens en sa puissance.

» Avant tout, messieurs, nous avons dû nous reporter au texte du traité passé entre la Société et l'Odéon ; puis encore au texte de nos statuts. Nous n'avons rien trouvé dans le traité qui nous donnât pouvoir de faire jouer, même à l'Odéon, la pièce d'un de nos sociétaires, malgré la volonté du directeur. Nous n'avons rien trouvé non plus dans le mandat de commissaire qui nous permit de faire intervenir la puissance morale de la Société dans une question qui paraît se réduire aux proportions d'un débat personnel.

» En présence du traité, qui aura force de loi tant qu'il durera, la Commission n'avait qu'à s'abstenir absolument, et c'est ce qu'elle a fait, crainte de compromettre le prestige de l'association soit en paraissant vouloir exercer une pression quelconque, soit en prenant une attitude de solliciteur.

» C'est seulement à l'expiration du traité actuel que l'on pourra, et que l'on devra certainement, s'efforcer de mettre les nouvelles conventions en rapport avec le cahier des charges, ainsi que nous l'avons fait, nous-mêmes, à l'égard d'autres théâtres subventionnés.

» Cependant, messieurs, il faut se garder de toute illusion. Si l'esprit de ce cahier des charges est favorable aux auteurs nouveaux, il n'y paraît guère dans la lettre. En tous cas, il n'est pas probable que telle commission que ce soit y trouve jamais de quoi légitimer la prétention, peut-être un peu excessive, de contraindre le directeur à représenter des ouvrages contre son propre gré.

» Venons maintenant aux théâtres lyriques. Ce sont ceux qui ont le plus occupé les séances de votre Commission.

» La plus grave préoccupation a eu pour objet le traité à conclure avec le théâtre de l'Opéra.

» Vous le savez, messieurs, l'Opéra n'a jamais été lié par aucun traité avec la Société des auteurs. Le régime du bon plaisir y régnait. Les décrets et les cahiers des charges en réglaient toute l'économie, et faisaient arbitrairement la part des auteurs sans que ceux-ci fussent appelés à intervenir dans le règlement de leurs intérêts par un contrat librement consenti. Le taux de nos droits, il est vrai, qui se réduisait jadis de cinq cents à deux cents francs après la quarantième représentation d'un ouvrage, avait été porté, il y a une dizaine d'années, à la somme fixe de cinq cents francs pour toutes les représentations. Mais cette amélioration même n'était qu'une sorte de compensation pour la perte des pensions qui, à défaut de droits plus élevés, assuraient autrefois l'avenir des auteurs habituels de l'Opéra. Cet état de choses s'était perpétué jusqu'ici, sans que le passage de quelques directions responsables, et, en partie, dégagées des attaches administratives, y eût apporté aucune modification. Votre Commission a jugé que le temps était venu d'y mettre un terme.

» Elle eût voulu, messieurs, n'avoir à vous annoncer que le succès de ses démarches; mais il est difficile d'emporter, du premier coup, une position défendue par d'anciennes traditions, par de longues habitudes, par une sorte de possession d'état qu'on s'étonne de voir mettre en question, après votre silence, trop longtemps gardé, et dont on voudrait faire un acquiescement aux faits accomplis.

» Il importe de bien s'entendre sur ce point; le silence ne prescrit pas le droit, et la durée d'une injustice ne saurait en devenir la consécration.

» Telle est la doctrine que votre Commission a voulu faire prévaloir auprès de la direction de l'Opéra, vainement armée de décrets qui peuvent faire loi pour elle, sans engager le moins du monde votre Société, protégée dans sa liberté par la loi de 1791.

» Si les pourparlers n'ont pas encore abouti à une solution dans un sens ou dans l'autre, c'est qu'il y avait là une compromission d'intérêts qui ne permettait pas, à la direction de l'Opéra, de prendre un parti sans y faire intervenir l'administration supérieure.

» L'affaire est cependant entrée dans la voie des négociations, et l'accueil du Ministre que nous avons saisi personnellement de nos revendications, nous permet d'espérer que le succès ne s'en fera pas longtemps attendre.

» Si, toutefois, ces négociations ne devaient aboutir qu'à une fin de non recevoir, votre Commission, messieurs, est fermement résolue à conquérir, par tous les moyens que la loi met en son pouvoir, ce qu'elle n'aurait pu obtenir de la conciliation.

» Ainsi que vous l'aviez souhaité, les démarches relatives au traité de l'Opéra-Comique ont été précédées d'une assemblée générale extraordinaire, à laquelle ont été particulièrement conviés ceux de nos confrères qui ont le plus à faire avec ce théâtre. Pourtant, l'assemblée s'est trouvée peu nombreuse, et l'on a eu à regretter l'absence de ceux d'entre nous qui, par leurs antécédents, sont vivement intéressés dans la question. Néanmoins les vœux exprimés dans cette assemblée ont été soutenus aussi énergiquement que possible.

» Le dernier traité ne limitait pas, dans les douze actes imposés à l'Opéra-Comique, les emprunts qu'il pouvait faire aux autres scènes. Par le nouveau traité, cette faculté d'emprunt se réduit à trois actes, ce qui assure neuf actes aux œuvres inédites.

» Comme par le passé, l'Opéra-Comique devra chaque année jouer trois pièces en un acte, et la direction s'interdit de représenter des traductions.

» Le point principal de ce traité, c'est que l'obligation de jouer le nombre d'actes convenu n'est plus, aujourd'hui, une disposition que la direction puisse éluder. Cette obligation a sa sanction dans le traité même, par l'article 31 qui stipule que si, dans le courant d'une année, les douze actes ne sont pas représentés, la direction versera, par chaque acte de moins, la somme de deux mille francs, au profit de la caisse sociale de la Société.

» Du Théâtre-Lyrique, nous n'avons rien à vous dire de satisfaisant. Il faut se borner à souhaiter qu'un adoucissement des conditions d'exploitation permette à une direction de poursuivre

l'œuvre commencée. Nous croyons savoir seulement que la subvention ne sera accordée par le Ministre qu'à des conditions spécialement favorables à l'éclosion de compositeurs nouveaux.

» Les traités renouvelés avec les théâtres de genre, ainsi qu'avec les théâtres de drame, n'ont subi aucune modification qui mérite d'être signalée.

» Nous arrivons, maintenant, messieurs, au conflit survenu entre votre Société et la direction du théâtre des Folies-Dramatiques. Nous n'avons pas à vous faire l'historique de cette affaire, qui a été plaidée publiquement et que la plupart des journaux ont appréciée. Nous n'en viendrons pas non plus à reprendre les critiques dont votre Commission a été l'objet. Le principe que nous avons fait triompher domine de très-haut les considérations et les déplaisirs personnels. Ce qui doit rester, c'est que la cause, soutenue par la Société des auteurs, était juste et qu'elle a été proclamée telle, tant par les tribunaux compétents que par la partie adverse, qui, la veille de l'audience, lui rendait spontanément ce témoignage.

» Au surplus, M<sup>e</sup> CHAUDEY, l'un de nos conseils, résumant cette affaire en dehors de sa plaidoirie, a répondu aux principales critiques qui ont été formulées, dans un remarquable travail qui figurera dans l'*Annuaire*.

» Les théâtres des départements ne donnent lieu à aucune communication spéciale. Il n'y a rien de changé à leur égard.

» Quant à l'étranger, c'est avec moins de satisfaction que nous sommes contraints de répéter la même phrase, et de vous dire que sur ce point non plus il n'y a malheureusement rien de changé ! Tous les peuples du monde continuent à disposer de vos ouvrages et à les dénaturer plus ou moins, en vertu d'une sorte de libre échange infiniment simplifié, en cela qu'il consiste à tout prendre d'une part sans rien donner de l'autre.

» Mais il est bon de répéter, messieurs, que cette façon d'agir est singulièrement facilitée par la négligence des auteurs qui, en



dépôt d'exhortations réitérées, n'accomplissent aucune des formalités capables de sauvegarder leurs droits.

» En réorganisant la librairie spéciale de notre Société, la Commission a dû se préoccuper de ce point. Aujourd'hui, messieurs, pour vous assurer le respect de votre propriété à l'étranger, vous n'avez plus qu'un simple désir à exprimer. En effet, par le traité passé avec la maison Dentu, celui-ci est tenu de remplir, aux frais de l'auteur et suivant ses instructions, les formalités légales près des divers États qui ont, ou qui auront conclu des conventions avec la France, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.

» Ce traité, messieurs, vous offre encore bien d'autres avantages : par lui, la propriété de vos ouvrages vous reste pleine et entière ; vous pouvez exercer un contrôle constant sur l'exploitation de vos brochures, sans avoir rien à vérifier par vous-mêmes, puisque notre inspecteur-vérificateur, M. VICTOR ROZIER est chargé de ce soin ; vous vous assurez des bénéfices plus considérables que ceux d'aucune autre combinaison de librairie, puisque la maison Dentu vous remet 60 pour 100, net, du prix de tout exemplaire vendu.

» D'ailleurs, ce traité figurera dans l'*Annuaire*, et vous pourrez apprécier les conditions dans lesquelles votre librairie fonctionne désormais.

» Incidemment, messieurs et chers confrères, la Commission vous prie de vous intéresser à notre bibliothèque, qui, grâce à la générosité et aux excellents soins de M. Hutin, plus connu, dans notre monde artistique, sous le nom applaudi de FRANCISQUE jeune, est aujourd'hui dans un état de grande prospérité. Si vous voulez bien spécifier, dans vos traités avec vos éditeurs, la servitude de deux exemplaires, en faveur de notre bibliothèque, elle pourra, ainsi complétée à mesure, nous rendre à tous de signalés services.

» Cette année, messieurs, la mort a cruellement décimé nos

rangs : dix-sept deuils sont à inscrire dans les fastes funèbres de notre Société. C'est d'abord THÉODORE ANNE, qui fit partie de votre Commission, qui fut un fécond vaudevilliste, d'un esprit vif et mordant; puis LOUIS BOUILHET, un de ces hommes qui, autant par leurs œuvres que par leur caractère, honorent notre profession; puis ALBERT GRISAR un charmant talent que notre président a eu la douloureuse tâche d'apprécier au lendemain de sa mort; puis THÉODORE LABARRE, que la mauvaise chance éloigna des théâtres où ses aimables qualités lui promettaient pourtant de grands succès; puis AYLIC LANGLÉ, que la réussite de *l'Homme de rien* et de *la Jeunesse de Mirabeau* n'empêcha pas d'abandonner la carrière théâtrale pour suivre celle de l'administration; EUGÈNE NYON, ancien membre de la Commission, CÉSAR PUGNI, un très-habile compositeur de musique de ballet, GAUGIRAN-NANTEUIL père, qui brilla sur la scène de l'Opéra-Comique, BENJAMIN ANTIER, auteur de *l'Auberge des Adrets*, de *Robert Macaire* et d'un grand nombre de drames; CHARLES POTIER, que la cécité avait prématurément condamné à une épouvantable inaction; puis encore : ALEXANDRE BASSET père, BERNABO, JEMMA, CHARLES LEMAITRE, MARQUET, OVERNAY et CHARLES MAURICE.

» Nous avons encore à déplorer, messieurs, la mort d'un membre de notre Conseil judiciaire : M. FERDINAND BÉCHARD, ancien député, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État. Son expérience fut toujours à la disposition de notre Société, et nous lui devons un tribut de regrets.

» Pour terminer, messieurs, permettez-moi de vous rappeler que, l'année dernière, la Commission, par l'organe de notre confrère JULES ADENIS, vous disait dans son rapport :

« Il ne nous reste plus qu'à vous dire quelques mots d'une grosse question : la révision de nos statuts. Nous avons fait appel à vos idées, à vos aspirations, à vos lumières, et jusqu'à présent nous avons reçu quatre lettres, ou mémoires, qui ont été remises à la Sous-Commission chargée de préparer le travail. »

» M. JULES ADENIS ajoutait :

« L'enquête reste ouverte, et nous comptons sur vous pour  
» nous venir en aide; car ce n'est pas trop de toutes nos forces  
» réunies pour élucider et mener à bien des réformes si étroite-  
» ment liées à l'avenir et à la prospérité de notre association. »

» Aujourd'hui, messieurs, j'ai charge de vous dire que, malgré cet appel pressant, il n'est rien parvenu de nouveau à la Sous-Commission.

» La question est pourtant d'une gravité qui ne peut échapper à personne; d'une gravité telle que non-seulement on ne peut en entreprendre l'examen sur de si rares éléments, mais encore que la moindre modification ne peut être décidée qu'à la majorité, non des membres présents à une assemblée générale, mais à la majorité des deux tiers de la totalité des membres de notre association.

» Il faut donc impérieusement que chacun de nous accorde à la Sous-Commission un concours plus actif, sinon les réformes proposées menaceront de rester à l'état d'aspirations platoniques et stériles; puisque, réduite à ses seules ressources et à sa seule initiative, votre Commission n'a ni les moyens ni le mandat de résoudre une question qui a pour objet de modifier, plus ou moins essentiellement, les bases mêmes du contrat qui nous lie tous les uns aux autres.

» Tel est, messieurs, le résumé, aussi succinct que possible, de l'exercice qui se termine à ce jour. »

La lecture de ce rapport, écouté avec une attention soutenue, est à plusieurs reprises accueillie par des marques d'approbation générale, et elle est suivie d'un renouvellement de bravos partis de tous les points de l'assemblée.

Après une discussion relative aux traités passés avec les théâtres de l'Odéon et de l'Opéra-Comique, à laquelle prennent part MM. Henri Becque, Eugène Labiche, Jules Barbier, de Saint-Georges et Victorin Joncières, M. le Président met aux voix l'adoption du rapport du Secrétaire, qui est adopté à la presque unanimité.

La parole est donnée à M. Paul Féval pour la lecture du rap-

port sur la situation financière de la Société. Ce rapport est conçu dans les termes suivants :

« Messieurs et chers confrères,

» *Igitur gaudeamus*, comme disent les étudiants d'Allemagne : donc, réjouissons-nous.

» Nos droits d'auteur se sont élevés, cette année, à plus de deux millions.

» Nous avons touché 236,000 fr. de plus que l'année dernière. Cela va bien. Pour peu que la progression continue, nos successeurs ne sauront que faire de leurs richesses.

» Vous connaissez mon opinion sur cette chose qu'on appelle le rapport du Trésorier. La publication préalable des chiffres de votre comptabilité le rend complètement et très-heureusement inutile.

» Désirant vous témoigner jusqu'au bout mon dévouement, j'ai pris encore une fois la parole, mais c'est un peu pour vous engager à supprimer cette besogne superflue qui vous prend une douzaine de minutes, faciles à employer mieux. Tout ce que dit le Trésorier en dehors de son arithmétique serait bien mieux placé dans l'œuvre du rapporteur de la Commission. C'est là que vous trouvez l'histoire professionnelle de l'exercice clos. Les chiffres connus n'ont plus d'éloquence, et l'excellente publication de l'*Annuaire*, qu'on voit si souvent feuilleté pendant les séances de votre Commission, fournit tous les éléments possibles de comparaison.

» Je veux pourtant vous soumettre quelques faits financiers dépendant plus spécialement de mon office.

» Une autre société nous avait proposé de percevoir nos droits dans les cafés-concerts. Au premier aspect, cette offre semblait mettre un terme à une série d'embarras et de désagréments, car tout n'est pas rose dans nos rapports avec les Alcazars, Alhambras, Bataclans et autres Eldorados, mais un examen attentif nous a démontré que nous ne pourrions diminuer les ennuis de la perception qu'aux dépens de l'intérêt de nos confrères. En conséquence, la proposition a été repoussée, et nos propres

agents, nantis d'une avance remboursable sur les recettes des cafés-concerts, ont abordé résolûment la difficulté. — Je ne pense pas qu'un million nouveau soit jamais trouvé dans cette mine, mais je puis dire que les cafés figurent déjà pour 20,000 fr. dans nos recettes.

» Le produit social du demi pour cent suit forcément les fluctuations des droits d'auteur. On ne peut, néanmoins, cette année, le balancer avec la somme dont il devrait former la 200<sup>e</sup> partie, parce que cette somme principale porte sur douze mois, tandis que le demi pour cent ne peut être compté que sur les sommes réellement perçues pendant l'exercice réduit à onze mois. Pour ces onze mois, il a atteint le chiffre de 9,462 fr.

» Le domaine public tend à diminuer son rendement. Je ne sais si vous devez vous en plaindre, puisque cette faiblesse est due aux combinaisons nouvelles qui intéressent les directeurs à jouer surtout les ouvrages des auteurs vivants. Quoi qu'il en soit, je dois noter cette progression rapidement décroissante. En 1867, les droits du domaine public étaient de 17,000 fr.; en 1868, ils tombaient à 7,000 fr. Après avoir remonté à 10,000 fr. en 1869, ils ont éprouvé une nouvelle baisse, et dépassent à peine 3,000 fr. pour les onze mois du présent exercice.

» Les représentations à bénéfice ont produit 6,900 fr. encaissés, mais le douzième mois est généralement celui où s'opère le recouvrement de ce revenu social. Plusieurs directeurs retardataires auront à augmenter la recette de l'année prochaine.

» Les dépenses n'offrent absolument rien d'extraordinaire. Vous avez accordé des secours montant à la somme de 11,860 fr.

» Il a été alloué 50 fr. par mois au modeste et zélé chercheur FRANCISQUE HUTIN pour l'entretien de votre bibliothèque dramatique, qui est peut-être unique au monde. Ce petit subside n'est pas pour Francisque, mais pour vos livres, et en le votant, la Commission a renouvelé les remerciements que nous devons tous au créateur et au conservateur de notre précieuse collection.

» *L'Annuaire* a coûté 1,828 fr. Les frais en diminueront chaque année. M. ROZIER y met tous ses soins, et j'ai dit déjà de

quelle utilité est ce recueil, qui formera les archives de notre société.

» La Commission a décidé qu'il pourrait être vendu en librairie, et selon toute probabilité, dans un temps donné, le produit de cette vente arrivera à couvrir les frais de la publication.

» Il me reste, messieurs, à vous rendre compte sommairement d'un fait très-grave et très-intéressant, mais qui ne rentre pas du tout dans mes attributions de Trésorier. On a permis à mon rapport de mentionner ce fait, parce qu'il a son origine dans mon initiative personnelle, approuvée par les délibérations de deux commissions successives, et sanctionnée par le vote unanime de la dernière assemblée générale.

» Voici ce qui s'est passé :

» A la fin de 1869, deux de nos confrères se présentèrent devant nous, dénonçant un directeur et se dénonçant eux-mêmes. Il s'agissait d'un trafic illicite de droits d'auteurs.

» Nos deux confrères ne cherchaient point à dissimuler leur faute. Ils confessaient franchement la transaction passée par eux au préjudice de notre loi commune. Ils disaient : Nous avons mal agi, nous venons vous le déclarer, parce que les paroles prononcées en assemblée générale nous ont ouvert les yeux.

» Ces paroles auxquelles nos confrères faisaient allusion avaient été prononcées par le Trésorier de la Commission. Quand bien même elles ne devraient pas avoir d'autre résultat, j'avoue que je me regarderais encore comme fondé à m'en applaudir. C'était ici à tout le moins la preuve que la conscience sociale se réveillait dans nos rangs.

» Le directeur accusé avait autour de lui plusieurs circonstances qui plaidaient fortement en sa faveur. Il avait relevé un théâtre, et son administration, entourée de difficultés à son début, avait conquis une situation de remarquable prospérité.

» Si ce directeur, cité devant la Commission, n'eût pas pris out d'abord une attitude hostile, s'il n'eût essayé d'ameuter contre nous des influences étrangères, l'affaire n'aurait pas même été jusqu'au tribunal, car en face de cette première nécessité où

nous nous trouvions d'obéir à un mandat sévère, nous penchions tous vers la conciliation.

» La conciliation étant rendue impossible par l'attitude de votre adversaire, le procès fut fait. Il fut gagné comme il devait l'être, et votre caisse a reçu de ce chef une indemnité de 5,600 fr.—Il ne convenait pas à vos représentants d'abuser d'une si juste victoire. Le directeur dont je parle a dû plus tard regretter doublement sa conduite en voyant la Commission unanime à lui consentir un traité nouveau, en acceptant l'engagement d'honneur qu'il prenait de respecter à l'avenir les exigences de notre pacte social.

» Je n'accorde pas à ce fait plus d'importance qu'il n'en mérite, j'exprime seulement cette opinion qu'il fonde judiciairement notre droit, et cette espérance qu'il peut être une leçon profitable pour tous ceux, auteurs ou directeurs, qui ne connaissaient pas la portée d'une faute tombée en habitude. Personne ne pourra plus pécher par ignorance.

» Me sera-t-il permis, maintenant, messieurs, de vous faire mes adieux et de vous dire avec quel regret j'abandonne ces fonctions de Trésorier que j'ai exercées, non sans probité, pendant trois années? Elles sont honorables et sans danger pour la moralité du titulaire, car il n'a aucun maniement de fonds. J'ai été un caissier sans caisse, un comptable à qui on a enlevé jusqu'au bonheur de vous présenter lui-même ses chiffres, mais ma résignation ne s'est jamais démentie, et en rentrant dans la vie privée je forme des vœux sincères pour la prospérité des balances futures qui vous seront présentées par les soins de mon successeur.

» Que vos recettes montent, montent toujours, mes chers confrères. Elles ne payeront jamais les trésors de travail et de talent que vous dépensez à prodiguer aux foules la leçon cachée sous le plaisir. »

La lecture de ce rapport se termine au milieu des applaudissements prolongés et réitérés de l'assemblée tout entière.

Le rapport du Trésorier est adopté à l'unanimité.

M. Henri de Saint-Georges, président de la Commission, se lève et prononce les paroles suivantes :

« Mes chers confrères,

» Notre ami FÉVAL vient de prendre congé de vous avec un sentiment de tristesse qui vous a vivement émus ! Permettez-moi de vous adresser aussi mes adieux.

» Président de votre Commission pendant six années, j'ai vu bien des orages fondre sur notre association, bien des tempêtes la menacer. L'esprit de fraternité qui nous unit tous a su calmer les uns et dissiper les autres !

» Nous pouvons quelquefois être divisés d'opinion sur nos intérêts communs, mais ce que nous voulons tous, c'est la gloire, la prospérité de notre Société.

» Ce que nous voulons *surtout et partout*, c'est affirmer notre force, notre indépendance, et faire triompher des droits basés sur la plus stricte équité, et protégés par la loi !

» En connaissez-vous de plus justes, de plus sacrés que ceux qui protègent les produits de notre intelligence, les défendent contre les prétentions de la sordide spéculation ? On veut bien reconnaître les droits du propriétaire sur son immeuble ; on discute et l'on conteste les nôtres sur les œuvres de notre création !

» Je laisse à des esprits plus jeunes, mais non moins attachés que le mien à notre institution, le soin de faire germer les réformes et les améliorations que nous avons semées pour le bien de l'association !

» Quant à moi, mes chers confrères, je m'éloigne avec la conscience de vous avoir donné, en toutes circonstances, des preuves de mon dévouement fraternel, et je quitte pour toujours notre Commission, emportant l'espoir de laisser parmi vous, en en sortant, plus d'amis que je n'en comptais en y entrant. »

L'Assemblée, par l'unanimité de ses bravos, témoigne à M. le Président les sentiments de reconnaissance dont elle est pénétrée pour les bons services qu'il a rendus à la Société pendant les deux périodes de sa présidence.



M. Thomas Sauvage propose de consacrer par un vote l'expression de ces remerciements. La proposition de M. Sauvage est adoptée à l'unanimité.

M. le Président annonce qu'il va être procédé, au scrutin secret, par appel nominal, à l'élection de cinq commissaires, en remplacement de MM. Edmond About, Émile Augier, Paul Féval, Eugène Labiche et Henri de Saint-Georges, membres sortants et non rééligibles.

La liste des candidats se compose de MM. Jules Adenis, Théodore de Banville, Henri Becque, Jules Claretie, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Elwart, Victorin Joncières, Henri Meilhac, Émile de Najac, Henri Potier, Paul Siraudin, Vaucorbeil, Latour de Saint-Ybars.

Les votes recueillis donnent les résultats suivants :

Nombre de votants : 142. — Majorité : 72.

|                               |          |
|-------------------------------|----------|
| MM. Alexandre Dumas fils..... | 95 voix. |
| Jules Adenis.....             | 79       |
| Henri Meilhac.....            | 74       |
| Émile de Najac.....           | 62       |
| Ferdinand Dugué.....          | 52       |
| Théodore de Banville... ..    | 51       |
| Paul Siraudin.....            | 42       |
| Vaucorbeil.....               | 41       |
| Claretie.....                 | 35       |
| Henri Potier.....             | 34       |
| Victorin Joncières.....       | 27       |
| Henri Becque.....             | 20       |
| Latour de Saint-Ybars.....    | 14       |
| Elwart.....                   | 7        |
| Naquet.....                   | 6        |
| Debillemont.....              | 5        |

Sont proclamés membres de la Commission :

MM. ALEXANDRE DUMAS fils, qui obtient 95 voix ;

JULES ADENIS.....79

HENRI MEILHAC.....74

M. le Président invite l'Assemblée à procéder à un second tour de scrutin pour l'élection de deux commissaires qui, cette fois, seront nommés à la majorité relative.

M. ÉMILE DE NAJAC ayant obtenu..... 49 voix

et M. FERDINAND DUGUÉ..... 33

sont proclamés membres de la Commission.

M. THÉODORE DE BANVILLE ayant obtenu 51 voix

et M. PAUL SIRAUDIN..... 42

au premier tour de scrutin, ces deux sociétaires sont nommés membres suppléants.

En conséquence, la Commission se trouve composée ainsi qu'il suit pour l'exercice 1870-1871 (1) :

MM. JULES ADENIS.

JULES BARBIER.

ERNEST BOULANGER.

ÉDOUARD BRISEBARRE.

ÉDOUARD CADOL.

RAIMOND DESLANDES.

FERDINAND DUGUÉ.

ALEXANDRE DUMAS, fils.

EDMOND GONDINET.

ÉMILE JONAS.

AUGUSTE MAQUET.

HENRI MEILHAC.

ÉMILE DE NAJAC.

ÉDOUARD PAILLERON.

VICTORIEN SARDOU.

---

(1) Dans sa séance du vendredi 6 mai 1870, la Commission a constitué son bureau de la manière suivante :

*Président*..... MM. AUGUSTE MAQUET.

*Vice-Présidents* JULES BARBIER.

— ÉDOUARD BRISEBARRE.

— RAIMOND DESLANDES.

*Secrétaires*..... ÉDOUARD CADOL.

— ÉMILE DE NAJAC.

*Trésorier*..... JULES ADENIS.

*Archiviste*..... EDMOND GONDINET.

*Suppléants :*

MM. THÉODORE DE BANVILLE,  
PAUL SIRAUDIN.

La séance est levée à quatre heures et demie.

---

## CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

### RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1869-1870.

(Du 11 mai 1869 au 10 avril 1870. — 11 mois.)

| RECETTES.                                                                                                                                                                      |            | DÉPENSES                                                                                                                          |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
|                                                                                                                                                                                | fr. c.     |                                                                                                                                   | fr. c.     |
| Revenus .....                                                                                                                                                                  | 9,456 50   | Secours .....                                                                                                                     | 11,860 »   |
| Produit du 1/2 p. 0/0 ...                                                                                                                                                      | 9,462 66   | Frais judiciaires.....                                                                                                            | 2,135 70   |
| Droit du domaine public...                                                                                                                                                     | 3,165 60   | Loyer, impositions, assu-<br>rances.....                                                                                          | 1,413 95   |
| Représentations à bénéfice..                                                                                                                                                   | 6,900 »    | Employés.....                                                                                                                     | 6,133 15   |
| Abandon de droits .....                                                                                                                                                        | 93 80      | Bibliothèque .....                                                                                                                | 1,849 15   |
| Indemnité judiciaire payée<br>par le directeur des Fo-<br>lies-Dramatiques.                                                                                                    | 5,600 »    | Annuaire (impression et en-<br>voi).....                                                                                          | 1,828 80   |
|                                                                                                                                                                                |            | Impression et envoi de cir-<br>culaires et autres imprimés                                                                        | 678 75     |
|                                                                                                                                                                                |            | Droits de Rienzi, perçus l'an<br>dernier au profit de la<br>caisse de secours, et remis<br>à M. Wagner, devenu<br>sociétaire..... | 3,719 05   |
|                                                                                                                                                                                |            | Assemblées générales de 1869                                                                                                      | 247 60     |
|                                                                                                                                                                                |            | Frais de bureau et de copie.                                                                                                      | 550 25     |
|                                                                                                                                                                                |            | Timbre et copie des traités<br>passés avec les directeurs<br>des entreprises théâtrales<br>de Paris.....                          | 757 00     |
|                                                                                                                                                                                |            | Frais divers .....                                                                                                                | 1,923 25   |
|                                                                                                                                                                                |            |                                                                                                                                   | 33,096 65  |
|                                                                                                                                                                                | 34,678 56  | Achat de 38 fr. de rente<br>de 3 p. 100.....                                                                                      | * 902 35   |
| En Caisse le 10 mai 1869..                                                                                                                                                     | * 7,527 87 | En Caisse le 10 avril 1870.                                                                                                       | * 8,207 43 |
|                                                                                                                                                                                |            |                                                                                                                                   | 42,206 43  |
| TOTAL.....                                                                                                                                                                     | 42,206 43  | TOTAL.....                                                                                                                        | 42,206 43  |
| Les sommes précédées d'un astérisque ne peuvent être considérées ni comme recettes ni comme dépenses; en les déduisant du tableau qui précède, on trouve les totaux ci-après : |            |                                                                                                                                   |            |
| Recette effective.....                                                                                                                                                         | 34,678 56  | Dépense effective.....                                                                                                            | 33,096 65  |
|                                                                                                                                                                                |            | Excédant de la recette...                                                                                                         | 1,581 91   |
|                                                                                                                                                                                | 34,678 56  |                                                                                                                                   | 34,678 56  |

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient, à la date du 10 avril 1870, la somme de 222,700 fr., en prenant pour base le cours moyen de la Bourse, d'après la cote officielle du samedi 9 avril, conformément au tableau ci-après :

| VALEURS.                                                           | COURS.     | PRODUIT.   | REVENUS. |
|--------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------|
|                                                                    | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.   |
| 4,000 fr. de rente 3 p. 0/0 .....                                  | 73 57 1/2  | 98,100 00  | 4,000 00 |
| 45 Obligations Dauphiné.....                                       | 339 50     | 15,277 50  | 675 00   |
| 200 Obligations Bourbonnais.....                                   | 342 50     | 68,500 00  | 3,000 00 |
| 114 Obligations Ouest.....                                         | 340 00     | 38,760 00  | 1,710 00 |
| 4 Obligations libérées de la Ville de Paris (emprunt de 1865)..... | 515 62 1/2 | 2,062 50   | 80 00    |
|                                                                    |            | 222,700 00 | 9,465 00 |

|                                                                                  |            |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Le capital représenté par ces valeurs était, à la date du 10 avril 1870, de..... | 222,700 00 |
| Il y avait en caisse ledit jour.....                                             | 8,207 43   |
| Le capital net était donc de.....                                                | 230,907 43 |
| Il était, le 10 mai 1869, de.....                                                | 222,966 62 |
| Soit une augmentation pendant l'exercice 1869-1870, de .....                     | 7,940 81   |

## DROITS D'AUTEUR

NON COMPRIS LES BILLETS STIPULÉS DANS LES TRAITÉS PASSÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

### TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 1868-1869 ET 1869-1870, POUR PARIS, LES DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.

L'exercice 1869-1870 n'ayant été que de onze mois, on a complété l'année, dans les tableaux suivants, en reprenant le mois d'avril, qui appartient à l'exercice précédent, afin de ne pas rompre les bases de comparaison annuelle.

**NOTA.** Les renseignements placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux ci-après, se rapportent, pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les représentations.

Pour les théâtres des départements, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui où le dépouillement des droits a été fait dans les agences générales de la Société.

Ce travail n'aurait pu être fait d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en détruisant les bases du contrôle sur lequel il repose. Il a été vérifié avec soin, et il est l'expression exacte des opérations mensuelles des agences générales de la Société pendant les deux derniers exercices.

### I. — PARIS

#### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

| MOIS.            | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                  | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| <b>OPÉRA.</b>    |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....      | 159,870 02          | 7,500 00         | 206,092 14          | 7,906 25         | »                                             | 406 25       |
| Mai .....        | 103,823 50          | 5,753 13         | 172,507 48          | 7,000 00         | »                                             | 1,246 87     |
| Juin .....       | 90,509 83           | 5,675 00         | 125,499 29          | 18,750 00        | »                                             | 13,075 00    |
| Juillet .....    | 82,758 07           | 6,606 25         | 100,224 34          | 6,500 00         | 106 25                                        | »            |
| Août .....       | 107,953 82          | 6,718 73         | 110,638 63          | 7,000 00         | »                                             | 281 25       |
| Septembre .....  | 129,737 01          | 7,425 00         | 131,263 86          | 6,500 00         | 925 00                                        | »            |
| Octobre .....    | 139,631 48          | 7,706 25         | 138,850 10          | 7,312 50         | 393 73                                        | »            |
| Novembre .....   | 134,164 83          | 6,000 00         | 145,193 69          | 6,000 00         | »                                             | »            |
| Décembre .....   | 171,934 26          | 6,487 50         | 139,184 28          | 5,250 00         | 1,237 50                                      | »            |
| Janvier .....    | 146,887 36          | 6,319 50         | 140,260 41          | 8,100 00         | »                                             | 1,787 50     |
| Février .....    | 142,126 14          | 4,881 25         | 132,236 29          | 6,050 00         | »                                             | 1,168 75     |
| Mars .....       | 182,811 89          | 6,750 00         | 173,160 42          | 7,550 00         | »                                             | 800 00       |
|                  | 1,592,528 21        | 77,815 63        | 1,748,411 16        | 93,918 75        | »                                             | 16,103 12    |
| <b>FRANÇAIS.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....      | 97,507 92           | 13,279 32        | 99,321 94           | 13,281 95        | »                                             | 2 56         |
| Mai .....        | 63,403 28           | 8,122 16         | 123,686 41          | 16,291 52        | »                                             | 8,169 36     |
| Juin .....       | 30,517 10           | 3,245 91         | 84,141 00           | 11,825 64        | »                                             | 8,479 73     |
| Juillet .....    | 17,726 88           | 2,516 04         | 32,906 45           | 3,217 76         | »                                             | 721 72       |
| Août .....       | 27,559 22           | 2,662 03         | 39,093 28           | 2,285 60         | 376 43                                        | »            |
| Septembre .....  | 57,733 10           | 5,711 94         | 53,861 10           | 5,602 78         | 109 16                                        | »            |
| Octobre .....    | 89,222 71           | 9,917 59         | 92,944 77           | 11,103 18        | »                                             | 1,157 50     |
| Novembre .....   | 105,899 54          | 15,241 05        | 87,698 18           | 11,443 33        | 3,797 72                                      | »            |
| Décembre .....   | 98,221 23           | 13,153 01        | 100,025 41          | 12,708 77        | 444 24                                        | »            |
| Janvier .....    | 138,806 43          | 16,224 12        | 103,871 87          | 12,961 36        | 3,262 76                                      | »            |
| Février .....    | 143,335 84          | 19,731 07        | 96,214 72           | 9,773 74         | 9,937 33                                      | »            |
| Mars .....       | 123,067 84          | 16,423 94        | 98,348 29           | 11,569 52        | 4,856 42                                      | »            |
|                  | 992,951 23          | 126,260 25       | 1,019,313 42        | 122,087 15       | 4,273 10                                      | »            |

| MOIS.                 | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|-----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                       | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| <b>OPÉRA-COMIQUE.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....            | 150,153 50          | 19,496 10        | 117,682 95          | 14,121 84        | 5,376 26                                      | "            |
| Mai.....              | 112,028 45          | 12,991 36        | 95,580 90           | 11,469 60        | 2,521 76                                      | "            |
| Juin.....             | 81,930 50           | 10,564 44        | 61,906 90           | 7,428 72         | 3,135 72                                      | "            |
| Juillet.....          | 42,514 20           | 5,338 11         | 51,714 25           | 6,305 56         | "                                             | 867 45       |
| Août.....             | 71,357 50           | 8,562 84         | 75,042 50           | 9,004 92         | "                                             | 442 08       |
| Septembre.....        | 98,048 50           | 11,765 64        | 92,461 00           | 11,085 32        | 670 32                                        | "            |
| Octobre.....          | 142,735 70          | 17,128 15        | 107,689 40          | 12,922 56        | 4,205 59                                      | "            |
| Novembre.....         | 126,958 60          | 15,234 72        | 102,517 90          | 12,302 10        | 2,932 62                                      | "            |
| Décembre.....         | 108,047 30          | 13,248 03        | 108,253 35          | 12,990 24        | 257 79                                        | "            |
| Janvier.....          | 129,540 95          | 15,544 61        | 119,145 20          | 14,297 28        | 1,247 33                                      | "            |
| Février.....          | 124,167 45          | 14,899 92        | 97,236 35           | 11,668 28        | 3,231 64                                      | "            |
| Mars.....             | 127,515 45          | 15,301 68        | 107,598 90          | 12,911 83        | 2,269 83                                      | "            |
|                       | 1,814,996 10        | 161,077 60       | 1,136,829 60        | 136,418 27       | 24,659 33                                     | "            |

**OPÉON.**

|                |            |           |            |           |          |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|----------|
| Avril.....     | 39,280 25  | 4,662 08  | 23,567 00  | 2,256 25  | 2,405 83 | "        |
| Mai.....       | 14,545 25  | 882 65    | 29,901 75  | 3,469 37  | "        | 2,586 72 |
| Juin.....      | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Juillet.....   | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Août.....      | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Septembre..... | 18,414 00  | 1,835 65  | 32,723 75  | 2,329 09  | "        | 493 11   |
| Octobre.....   | 29,590 75  | 2,882 98  | 55,208 00  | 4,237 23  | "        | 1,354 25 |
| Novembre.....  | 55,496 25  | 6,544 51  | 65,589 75  | 7,414 74  | "        | 870 22   |
| Décembre.....  | 36,045 00  | 4,098 43  | 42,156 75  | 4,816 54  | "        | 718 11   |
| Janvier.....   | 28,292 75  | 2,911 94  | 30,099 75  | 3,704 41  | "        | 792 47   |
| Février.....   | 41,925 00  | 4,490 15  | 29,171 00  | 3,069 21  | 1,420 94 | "        |
| Mars.....      | 35,144 50  | 3,834 81  | 79,956 20  | 9,260 96  | "        | 5,426 15 |
|                | 298,723 75 | 32,142 20 | 388,374 05 | 40,557 80 | "        | 8,414 60 |

**LYRIQUE.**

|                |            |           |            |           |          |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|----------|
| Avril.....     | 26,827 80  | 2,655 96  | 54,247 50  | 5,424 75  | "        | 2,768 75 |
| Mai.....       | 9,103 60   | 1,204 86  | 40,164 00  | 3,123 85  | "        | 1,918 29 |
| Juin.....      | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Juillet.....   | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Août.....      | "          | "         | "          | "         | "        | "        |
| Septembre..... | "          | "         | 29,440 70  | 2,944 05  | "        | 2,944 05 |
| Octobre.....   | 20,980 50  | 2,098 05  | 31,855 50  | 4,078 10  | "        | 1,960 65 |
| Novembre.....  | 76,664 50  | 7,666 45  | 41,067 50  | 4,108 75  | 3,557 70 | "        |
| Décembre.....  | 56,746 50  | 5,674 65  | 48,844 00  | 4,881 40  | 790 25   | "        |
| Janvier.....   | 64,145 50  | 6,414 55  | 53,991 00  | 5,399 10  | 1,015 45 | "        |
| Février.....   | 59,176 50  | 5,917 65  | 24,759 50  | 2,475 95  | 3,441 70 | "        |
| Mars.....      | 38,846 50  | 3,884 55  | 19,319 00  | 1,931 90  | 1,952 65 | "        |
|                | 352,491 40 | 35,516 72 | 343,708 70 | 34,370 85 | 1,145 87 | "        |

| MOIS.                     | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|---------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                           | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| <b>PORT-SAINT-MARTIN.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                | 41,458 70           | 4,148 80         | 195,630 25          | 23,690 55        | »                                             | 19,544 75    |
| Mai.....                  | 12,112 75           | 1,807 90         | 160,637 73          | 19,397 15        | »                                             | 17,589 25    |
| Juin.....                 | »                   | »                | 89,701 25           | 10,859 45        | »                                             | 10,859 45    |
| Juillet.....              | »                   | »                | 6,730 50            | 847 63           | »                                             | 847 63       |
| Août.....                 | »                   | »                | 3,182 50            | 381 90           | »                                             | 381 90       |
| Septembre.....            | »                   | »                | 89,821 25           | 10,778 20        | »                                             | 10,778 20    |
| Octobre.....              | 71,323 25           | 7,180 10         | 78,683 75           | 9,439 75         | »                                             | 2,259 65     |
| Novembre.....             | 41,695 75           | 4,517 97         | 118,086 75          | 14,169 70        | »                                             | 9,651 73     |
| Décembre.....             | 141,898 55          | 17,315 95        | 111,359 50          | 13,365 25        | 3,850 70                                      | »            |
| Janvier.....              | 122,476 80          | 14,800 66        | 78,723 50           | 9,446 85         | 5,353 81                                      | »            |
| Février.....              | 86,828 00           | 10,541 60        | 158,269 50          | 18,992 40        | »                                             | 8,450 80     |
| Mars.....                 | 105,361 00          | 12,757 59        | 112,725 50          | 13,527 15        | »                                             | 769 56       |
|                           | 623,154 80          | 72,967 57        | 1,203,535 00        | 144,896 00       | »                                             | 71,928 43    |

**GALVÉ.**

|                |            |           |              |            |          |           |
|----------------|------------|-----------|--------------|------------|----------|-----------|
| Avril.....     | 55,423 50  | 6,650 75  | 46,775 00    | 4,677 50   | 1,973 25 | »         |
| Mai.....       | 35,987 00  | 4,222 09  | 30,439 00    | 3,043 90   | 1,178 19 | »         |
| Juin.....      | 32,746 50  | 3,192 76  | 25,623 00    | 2,562 30   | 630 46   | »         |
| Juillet.....   | 40,564 00  | 3,912 73  | 7,806 50     | 892 51     | 3,020 22 | »         |
| Août.....      | 57,285 00  | 5,728 50  | 113,945 75   | 11,410 35  | »        | 5,681 85  |
| Septembre..... | 49,736 20  | 4,973 62  | 211,143 00   | 21,173 97  | »        | 16,900 35 |
| Octobre.....   | 60,311 50  | 6,031 15  | 199,421 75   | 20,003 75  | »        | 13,972 60 |
| Novembre.....  | 77,636 50  | 7,980 55  | 163,498 50   | 16,409 60  | »        | 8,429 05  |
| Décembre.....  | 109,148 50 | 10,914 85 | 147,703 00   | 14,831 95  | »        | 3,917 10  |
| Janvier.....   | 93,847 00  | 9,384 70  | 128,988 00   | 12,898 35  | »        | 3,513 65  |
| Février.....   | 63,187 00  | 6,360 00  | 85,381 50    | 8,537 65   | »        | 2,177 65  |
| Mars.....      | 39,860 05  | 4,040 01  | 56,290 50    | 5,628 75   | »        | 1,588 71  |
|                | 715,702 75 | 73,391 74 | 1,217,015 50 | 122,070 58 | »        | 48,678 84 |

**GYMNASE.**

|                |            |           |            |            |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|------------|----------|-----------|
| Avril.....     | 64,139 75  | 7,606 77  | 58,645 75  | 7,037 49   | 659 26   | »         |
| Mai.....       | 39,525 25  | 5,883 03  | 57,666 73  | 6,920 01   | »        | 1,036 98  |
| Juin.....      | 19,499 75  | 2,339 97  | 24,111 25  | 4,173 30   | »        | 1,833 33  |
| Juillet.....   | 18,543 00  | 2,397 96  | 21,102 25  | 2,810 38   | »        | 412 42    |
| Août.....      | 35,293 75  | 4,273 04  | 33,747 75  | 4,049 73   | 223 31   | »         |
| Septembre..... | 43,937 50  | 5,279 50  | 51,753 85  | 7,350 46   | »        | 2,077 96  |
| Octobre.....   | 68,993 50  | 8,423 72  | 63,081 00  | 8,890 91   | »        | 467 19    |
| Novembre.....  | 68,992 00  | 8,279 04  | 154,206 25 | 18,501 75  | »        | 10,225 71 |
| Décembre.....  | 74,339 50  | 8,920 74  | 152,235 50 | 18,268 26  | »        | 9,347 52  |
| Janvier.....   | 139,641 00 | 16,756 92 | 124,808 25 | 14,976 99  | 1,779 93 | »         |
| Février.....   | 112,555 25 | 13,506 63 | 87,943 00  | 10,553 16  | 2,953 47 | »         |
| Mars.....      | 95,410 25  | 11,449 23 | 124,758 50 | 16,171 02  | »        | 4,721 79  |
|                | 780,870 50 | 95,199 55 | 974,060 10 | 119,706 46 | »        | 24,506 91 |



| MOIS.          | EXERCICE 1868-1869. |                     | EXERCICE 1869-1870. |                     | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |           |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------------------|-----------|
|                | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | de                                            | de        |
|                |                     |                     |                     |                     | 1868-1869                                     | 1869-1870 |
| PALAIS-ROYAL.  |                     |                     |                     |                     |                                               |           |
| Avril.....     | 54,319 00           | 6,663 80            | 67,173 00           | 8,060 76            | »                                             | 1,396 96  |
| Mai.....       | 53,578 00           | 7,441 76            | 85,371 00           | 10,214 52           | »                                             | 2,602 76  |
| Juin.....      | 32,103 00           | 4,494 42            | 52,517 50           | 6,302 01            | »                                             | 1,907 61  |
| Juillet.....   | 27,799 00           | 3,758 38            | 4,547 00            | 515 63              | 3,212 73                                      | »         |
| Août.....      | 40,859 00           | 4,903 08            | 46,895 00           | 5,627 40            | »                                             | 724 32    |
| Septembre..... | 87,974 00           | 6,956 88            | 59,087 50           | 7,090 50            | »                                             | 133 62    |
| Octobre.....   | 80,793 50           | 9,366 22            | 73,722 00           | 10,230 32           | »                                             | 864 10    |
| Novembre.....  | 62,468 50           | 7,921 38            | 84,597 00           | 10,151 65           | »                                             | 2,220 57  |
| Décembre.....  | 60,958 50           | 8,124 00            | 78,066 00           | 9,367 92            | »                                             | 1,243 92  |
| Janvier.....   | 116,367 00          | 13,964 04           | 100,346 50          | 15,073 56           | »                                             | 1,109 56  |
| Février.....   | 88,961 00           | 10,675 32           | 107,441 00          | 17,190 56           | »                                             | 6,515 24  |
| Mars.....      | 69,620 50           | 8,534 35            | 106,695 00          | 17,071 20           | »                                             | 8,536 65  |
|                | 745,794 00          | 92,803 63           | 866,458 50          | 116,936 08          | »                                             | 24,152 15 |
| VARIÉTÉS.      |                     |                     |                     |                     |                                               |           |
| Avril.....     | 68,585 75           | 8,403 08            | 50,818 00           | 6,098 16            | 2,304 92                                      | »         |
| Mai.....       | 40,630 50           | 5,233 87            | 54,930 50           | 6,591 66            | »                                             | 1,357 79  |
| Juin.....      | 25,168 50           | 3,254 30            | 34,999 00           | 4,199 81            | »                                             | 945 31    |
| Juillet.....   | 26,907 00           | 3,370 92            | 18,155 50           | 2,182 65            | 1,188 27                                      | »         |
| Août.....      | 45,200 50           | 5,424 04            | 55,411 50           | 6,649 34            | »                                             | 1,225 50  |
| Septembre..... | 51,483 00           | 6,537 94            | 53,316 00           | 6,401 68            | 136 26                                        | »         |
| Octobre.....   | 117,043 50          | 14,040 25           | 63,245 00           | 7,589 40            | 6,450 85                                      | »         |
| Novembre.....  | 111,748 50          | 13,461 66           | 48,266 00           | 5,792 02            | 7,669 64                                      | »         |
| Décembre.....  | 86,376 00           | 10,365 12           | 103,767 00          | 12,452 04           | »                                             | 2,086 92  |
| Janvier.....   | 101,399 50          | 12,167 91           | 124,928 50          | 14,991 42           | »                                             | 2,823 42  |
| Février.....   | 73,524 00           | 8,922 76            | 83,063 00           | 9,967 56            | »                                             | 1,144 86  |
| Mars.....      | 76,585 00           | 9,190 18            | 83,217 00           | 10,034 04           | »                                             | 842 86    |
|                | 827,851 75          | 100,272 06          | 774,147 00          | 92,949 78           | 7,222 28                                      | »         |
| CHATELET.      |                     |                     |                     |                     |                                               |           |
| Avril.....     | 55,837 00           | 5,583 70            | 37,187 25           | 3,904 55            | 1,679 15                                      | »         |
| Mai.....       | 45,051 00           | 4,505 10            | 13,922 50           | 1,473 20            | 2,031 80                                      | »         |
| Juin.....      | »                   | »                   | 3,254 50            | 296 15              | »                                             | 296 15    |
| Juillet.....   | 1,796 75            | 179 63              | 2,439 50            | 243 95              | »                                             | 64 36     |
| Août.....      | 42,366 00           | 4,236 40            | »                   | »                   | 4,236 40                                      | »         |
| Septembre..... | 22,559 75           | 2,255 83            | 161,128 25          | 16,412 53           | »                                             | 14,156 78 |
| Octobre.....   | 52,481 00           | 5,217 75            | 144,037 00          | 14,103 15           | »                                             | 8,833 16  |
| Novembre.....  | 59,620 50           | 5,961 60            | 85,102 75           | 8,509 85            | »                                             | 2,514 25  |
| Décembre.....  | 56,811 00           | 6,160 44            | 22,725 25           | 2,499 70            | 3,660 74                                      | »         |
| Janvier.....   | 121,989 75          | 13,748 83           | 198,816 75          | 21,872 66           | »                                             | 8,121 88  |
| Février.....   | 75,831 00           | 8,311 21            | 100,027 00          | 11,002 10           | »                                             | 2,660 90  |
| Mars.....      | 79,837 50           | 8,121 06            | 99,201 25           | 10,578 31           | »                                             | 2,157 25  |
|                | 617,181 25          | 64,641 57           | 867,872 00          | 90,896 27           | »                                             | 26,254 72 |

| MOIS.                      | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                            | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| <b>FOLIES-DRAMATIQUES.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                 | 19,041 03           | 1,903 90         | 55,308 75           | 5,709 93         | »                                             | 3,799 03     |
| Mai.....                   | 12,780 35           | 1,277 90         | 102,196 03          | 10,983 77        | »                                             | 9,707 87     |
| Juin.....                  | 6,119 15            | 611 70           | 72,046 25           | 7,744 55         | »                                             | 7,132 83     |
| Juillet.....               | »                   | »                | 28,630 65           | 3,827 75         | »                                             | 3,827 75     |
| Août.....                  | 10,241 90           | 1,024 00         | 56,214 95           | 6,042 80         | »                                             | 5,018 80     |
| Septembre.....             | 25,892 45           | 2,589 15         | 56,893 70           | 6,119 05         | »                                             | 3,529 90     |
| Octobre.....               | 44,068 35           | 4,406 65         | 55,509 80           | 5,903 35         | »                                             | 1,498 70     |
| Novembre.....              | 76,628 05           | 7,662 35         | 45,972 90           | 5,516 85         | 2,145 50                                      | »            |
| Décembre.....              | 44,834 25           | 4,484 95         | 50,619 80           | 6,074 15         | »                                             | 1,589 20     |
| Janvier.....               | 39,744 90           | 3,974 00         | 86,544 00           | 10,385 10        | »                                             | 6,411 10     |
| Février.....               | 53,446 45           | 5,344 35         | 52,138 80           | 8,147 80         | »                                             | 2,803 45     |
| Mars.....                  | 59,692 50           | 5,968 90         | 59,297 90           | 7,114 95         | »                                             | 1,146 05     |
|                            | 392,509 40          | 39,247 85        | 721,395 55          | 83,567 05        | »                                             | 44,319 20    |

**VAUDEVILLE.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 30,303 50  | 3,636 42  | 27,568 00  | 4,508 08  | »        | 871 66    |
| Mai.....       | 9,188 50   | 1,102 62  | 63,515 00  | 7,621 80  | »        | 6,519 18  |
| Juin.....      | 28,669 00  | 3,440 28  | 49,219 50  | 5,906 34  | »        | 2,466 06  |
| Juillet.....   | 21,528 50  | 2,543 42  | 19,053 60  | 2,286 32  | 297 10   | »         |
| Août.....      | 25,263 00  | 3,031 56  | 31,543 00  | 3,785 16  | »        | 752 60    |
| Septembre..... | 31,270 50  | 3,732 44  | 32,622 50  | 3,914 70  | »        | 163 26    |
| Octobre.....   | 36,119 00  | 4,334 28  | 45,806 00  | 5,496 68  | »        | 1,162 40  |
| Novembre.....  | 35,451 50  | 4,233 96  | 60,339 00  | 7,240 74  | »        | 2,986 78  |
| Décembre.....  | 91,163 50  | 10,919 72 | 49,438 50  | 5,932 62  | 5,007 10 | »         |
| Janvier.....   | 65,642 00  | 7,877 02  | 48,906 50  | 5,868 78  | 2,008 24 | »         |
| Février.....   | 42,219 00  | 5,066 09  | 39,365 50  | 4,723 86  | 342 23   | »         |
| Mars.....      | 31,870 00  | 3,924 18  | 104,594 50 | 12,531 36 | »        | 8,727 18  |
|                | 448,690 00 | 53,841 99 | 581,971 60 | 69,836 44 | »        | 15,994 45 |

**BOUFFES-PARISIENS.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 18,288 75  | 1,832 87  | 68,284 00  | 6,828 40  | »        | 4,995 53  |
| Mai.....       | 8,077 40   | 807 73    | 40,472 00  | 4,047 20  | »        | 3,239 47  |
| Juin.....      | »          | »         | »          | »         | »        | »         |
| Juillet.....   | »          | »         | »          | »         | »        | »         |
| Août.....      | »          | »         | »          | »         | »        | »         |
| Septembre..... | 919 00     | 91 90     | 27,029 00  | 2,702 90  | »        | 2,611 00  |
| Octobre.....   | 77,716 00  | 7,771 50  | 35,233 50  | 3,578 97  | 4,192 53 | »         |
| Novembre.....  | 61,146 00  | 6,114 60  | 26,532 00  | 2,813 84  | 3,300 76 | »         |
| Décembre.....  | 48,081 00  | 4,808 10  | 106,915 00 | 10,691 50 | »        | 5,883 40  |
| Janvier.....   | 46,329 00  | 4,632 90  | 109,088 00 | 10,908 80 | »        | 6,275 90  |
| Février.....   | 45,774 00  | 4,610 62  | 67,934 50  | 6,793 45  | »        | 2,182 83  |
| Mars.....      | 39,485 00  | 3,948 50  | 64,738 50  | 6,473 85  | »        | 2,523 35  |
|                | 345,816 15 | 34,618 72 | 546,226 50 | 54,838 91 | »        | 20,220 19 |

| MOIS.          | EXERCICE 1868-1869. |                     | EXERCICE 1869-1870. |                     | DROITS D'AUTEUR<br>—<br>Différence en faveur |           |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------------------|-----------|
|                | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | de                                           | de        |
|                |                     |                     |                     |                     | 1868-1869                                    | 1869-1870 |
| AMBIGU.        |                     |                     |                     |                     |                                              |           |
| Avril.....     | 43,062 25           | 4,306 05            | 23,835 75           | 2,295 85            | 2,010 20                                     | „         |
| Mai.....       | 22,845 00           | 2,284 13            | 28,302 50           | 2,830 00            | „                                            | 545 50    |
| Juin.....      | 29,873 75           | 2,967 05            | 23,294 50           | 2,331 00            | 636 05                                       | „         |
| Juillet.....   | 19,823 50           | 2,054 20            | 17,433 50           | 1,745 10            | 308 10                                       | „         |
| Août.....      | 45,927 25           | 5,511 10            | 33,012 25           | 3,301 15            | 2,909 85                                     | „         |
| Septembre..... | 41,517 25           | 4,761 65            | 11,931 90           | 1,193 19            | 3,568 46                                     | „         |
| Octobre.....   | 56,760 75           | 5,274 95            | 34,194 50           | 3,419 45            | 1,853 50                                     | „         |
| Novembre.....  | 57,609 00           | 5,760 60            | 51,493 50           | 5,149 35            | 611 25                                       | „         |
| Décembre.....  | 47,933 75           | 4,793 05            | 28,722 25           | 2,872 20            | 1,920 85                                     | „         |
| Janvier.....   | 38,585 50           | 4,279 24            | 34,936 50           | 3,493 63            | 785 59                                       | „         |
| Février.....   | 46,956 50           | 5,010 40            | 28,197 00           | 2,819 70            | 2,190 70                                     | „         |
| Mars.....      | 48,554 50           | 4,855 17            | 26,708 50           | 2,670 85            | 2,184 32                                     | „         |
|                | 499,249 00          | 51,857 61           | 342,082 65          | 34,121 49           | 17,736 12                                    | „         |

**FANTAISIES  
PARISIENNES  
(Athénée) (1).**

(1) La comparaison a lieu avec les recettes des anciennes Fantaissies Parisiennes, c'est-à-dire de la troupe de M. Martinet.

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 10,875 00  | 1,336 43  | 37,344 00  | 4,725 74  | „        | 3,269 24  |
| Mai.....       | 5,863 50   | 703 60    | 26,637 00  | 3,560 40  | „        | 2,836 80  |
| Juin.....      | 3,943 00   | 473 16    | 13,046 00  | 1,603 01  | „        | 1,129 88  |
| Juillet.....   | „          | „         | „          | „         | „        | „         |
| Août.....      | „          | „         | „          | „         | „        | „         |
| Septembre..... | 2,188 50   | 262 62    | 10,518 00  | 1,262 16  | „        | 999 58    |
| Octobre.....   | 7,684 00   | 922 01    | 40,127 00  | 4,815 24  | „        | 3,891 36  |
| Novembre.....  | 8,893 00   | 1,067 16  | 35,816 00  | 4,297 92  | „        | 3,220 76  |
| Décembre.....  | 9,202 50   | 1,373 26  | 29,555 00  | 3,546 60  | „        | 2,171 36  |
| Janvier.....   | 8,087 50   | 1,388 80  | 20,973 00  | 2,516 76  | „        | 1,127 96  |
| Février.....   | 34,848 00  | 4,410 53  | 21,524 00  | 2,679 52  | 1,731 01 | „         |
| Mars.....      | 46,423 00  | 5,861 66  | 19,694 00  | 2,577 37  | 2,284 29 | „         |
|                | 138,008 00 | 17,799 26 | 255,304 00 | 31,584 72 | „        | 12,785 46 |

**CLUNY**

|                |            |           |            |           |          |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|----------|
| Avril.....     | 18,067 25  | 1,547 10  | 28,743 25  | 2,312 47  | „        | 785 27   |
| Mai.....       | 9,761 75   | 780 71    | 18,605 25  | 1,828 94  | „        | 1,044 32 |
| Juin.....      | 9,427 75   | 753 93    | 30,940 50  | 2,611 94  | „        | 1,838 06 |
| Juillet.....   | 8,908 50   | 712 54    | 21,893 25  | 1,751 15  | „        | 1,028 64 |
| Août.....      | 9,717 00   | 781 93    | 26,098 25  | 2,067 65  | „        | 1,203 72 |
| Septembre..... | 22,474 50  | 1,797 80  | 21,570 00  | 1,725 48  | 72 32    | „        |
| Octobre.....   | 55,145 50  | 4,491 40  | 19,225 50  | 1,801 63  | 2,689 77 | „        |
| Novembre.....  | 57,842 25  | 4,627 13  | 19,852 50  | 1,984 95  | 2,642 18 | „        |
| Décembre.....  | 57,649 25  | 4,611 63  | 18,978 75  | 1,897 50  | 2,714 13 | „        |
| Janvier.....   | 50,815 75  | 4,065 03  | 19,505 50  | 1,950 10  | 2,114 93 | „        |
| Février.....   | 48,225 00  | 3,857 80  | 13,798 00  | 1,379 50  | 2,478 50 | „        |
| Mars.....      | 36,670 00  | 2,933 21  | 17,036 75  | 1,719 85  | 1,213 36 | „        |
|                | 385,704 50 | 30,960 21 | 256,247 50 | 23,051 16 | 7,909 05 | „        |

| MOIS.          | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| DÉJANET.       |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....     | 16,622 75           | 1,662 14         | 10,539 25           | 1,053 73         | 608 41                                        | »            |
| Mai.....       | 13,836 00           | 1,383 45         | 26,273 55           | 2,627 15         | »                                             | 1,243 70     |
| Juin.....      | 335 50              | 33 55            | 16,016 15           | 1,601 43         | »                                             | 1,567 38     |
| Juillet.....   | 3,093 50            | 309 20           | 1,392 50            | 129 20           | 180 00                                        | »            |
| Août.....      | 2,180 75            | 327 90           | »                   | »                | 327 90                                        | »            |
| Septembre..... | 12,138 25           | 849 84           | 7,504 15            | 750 25           | 99 59                                         | »            |
| Octobre.....   | 13,729 15           | 1,163 65         | 21,354 35           | 2,135 35         | »                                             | 971 70       |
| Novembre.....  | 13,555 75           | 1,357 25         | 25,165 25           | 2,516 30         | »                                             | 1,159 05     |
| Décembre.....  | 9,642 35            | 963 88           | 15,800 40           | 1,579 85         | »                                             | 615 97       |
| Janvier.....   | 28,622 00           | 2,861 75         | 19,055 20           | 1,905 20         | 956 55                                        | »            |
| Février.....   | 22,534 00           | 2,253 10         | 15,054 60           | 1,505 30         | 747 80                                        | »            |
| Mars.....      | 14,884 25           | 1,488 05         | 12,208 55           | 1,220 80         | 267 25                                        | »            |
|                | 152,174 25          | 14,653 76        | 170,263 95          | 17,024 56        | »                                             | 2,370 80     |

BEAUMARCHAIS.

|                |            |           |            |           |        |        |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|--------|--------|
| Avril.....     | 8,102 25   | 831 34    | 9,470 00   | 946 85    | »      | 115 31 |
| Mai.....       | 5,170 75   | 516 65    | 11,384 00  | 1,139 05  | »      | 622 40 |
| Juin.....      | 10,520 40  | 1,051 50  | 7,514 60   | 751 30    | 300 20 | »      |
| Juillet.....   | 10,673 50  | 1,066 95  | 9,751 75   | 974 85    | 92 10  | »      |
| Août.....      | 7,324 25   | 722 16    | 10,398 60  | 1,039 45  | »      | 317 29 |
| Septembre..... | 8,975 00   | 897 25    | 12,938 75  | 1,293 50  | »      | 396 25 |
| Octobre.....   | 12,716 50  | 1,271 20  | 13,713 50  | 1,373 90  | »      | 102 70 |
| Novembre.....  | 16,017 80  | 1,601 35  | 16,764 25  | 1,676 20  | »      | 74 85  |
| Décembre.....  | 16,453 75  | 1,645 19  | 12,738 50  | 1,273 80  | 371 39 | »      |
| Janvier.....   | 18,339 50  | 1,833 50  | 14,654 75  | 1,465 15  | 368 35 | »      |
| Février.....   | 15,369 50  | 1,536 55  | 10,930 25  | 1,094 95  | 441 60 | »      |
| Mars.....      | 13,512 75  | 1,350 75  | 13,066 65  | 1,306 40  | 44 25  | »      |
|                | 143,077 95 | 14,321 39 | 143,385 60 | 14,335 20 | »      | 10 81  |

CHATEAU-D'EAU  
[Prince-impérial].

|                |            |           |            |           |          |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|----------|
| Avril.....     | »          | »         | 9,534 50   | 953 15    | »        | 953 15   |
| Mai.....       | 15,695 75  | 1,569 35  | »          | »         | 1,569 35 | »        |
| Juin.....      | 8,631 50   | 863 07    | »          | »         | 863 07   | »        |
| Juillet.....   | 7,313 50   | 731 35    | »          | »         | 731 35   | »        |
| Août.....      | 3,006 00   | 300 60    | »          | »         | 300 60   | »        |
| Septembre..... | 7,729 00   | 772 90    | »          | »         | 772 90   | »        |
| Octobre.....   | 11,239 00  | 1,123 85  | »          | »         | 1,123 85 | »        |
| Novembre.....  | 18,731 50  | 1,872 80  | »          | »         | 1,872 80 | »        |
| Décembre.....  | 21,555 25  | 2,155 15  | 28,197 50  | 2,819 45  | »        | 661 30   |
| Janvier.....   | 17,621 75  | 1,761 90  | 34,965 25  | 3,496 15  | »        | 1,734 25 |
| Février.....   | 14,834 25  | 1,483 35  | 16,016 50  | 1,601 30  | »        | 120 95   |
| Mars.....      | 15,604 25  | 1,560 05  | 24,179 00  | 2,663 90  | »        | 1,103 85 |
|                | 141,961 75 | 14,194 37 | 113,222 75 | 11,536 95 | 2,657 42 | »        |

| MOIS.           | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|-----------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                 | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| FOLIES-MARIGNY. |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....      | 8,710 25            | 871 00           | 13,834 00           | 1,585 25         | »                                             | 714 25       |
| Mai.....        | 4,909 50            | 490 90           | 12,298 75           | 1,329 80         | »                                             | 738 90       |
| Juin.....       | 4,293 75            | 429 57           | 9,012 50            | 911 91           | »                                             | 483 25       |
| Juillet.....    | 4,735 50            | 473 55           | 5,915 00            | 591 40           | »                                             | 117 50       |
| Août.....       | 3,235 25            | 323 50           | 7,198 50            | 719 66           | »                                             | 396 10       |
| Septembre.....  | 4,134 00            | 413 35           | 6,508 50            | 650 85           | »                                             | 237 50       |
| Octobre.....    | 4,812 50            | 481 20           | 6,767 25            | 676 65           | »                                             | 195 40       |
| Novembre.....   | 5,113 75            | 511 35           | 14,489 25           | 1,448 85         | »                                             | 937 30       |
| Décembre.....   | 25,130 75           | 2,513 12         | 14,183 00           | 1,418 22         | 1,094 90                                      | »            |
| Janvier.....    | 17,726 25           | 1,772 55         | 6,259 25            | 625 90           | 1,146 63                                      | »            |
| Février.....    | 11,698 75           | 1,169 85         | 7,151 75            | 715 15           | 454 70                                        | »            |
| Mars.....       | 13,526 25           | 1,356 85         | 6,160 25            | 616 00           | 740 85                                        | »            |
|                 | 108,028 50          | 10,806 79        | 111,798 00          | 11,189 64        | »                                             | 383 80       |

**MENUS-PLAISIRS.**

|                |            |           |           |          |          |        |
|----------------|------------|-----------|-----------|----------|----------|--------|
| Avril.....     | 37,904 00  | 4,598 23  | 9,456 25  | 1,120 23 | 3,478 00 | "      |
| Mai.....       | "          | "         | "         | "        | "        | "      |
| Juin.....      | "          | "         | "         | "        | "        | "      |
| Juillet.....   | "          | "         | "         | "        | "        | "      |
| Août.....      | "          | "         | "         | "        | "        | "      |
| Septembre..... | 2,358 50   | 235 85    | 2,260 00  | 225 90   | 9 95     | "      |
| Octobre.....   | 21,454 60  | 2,145 45  | 8,329 25  | 832 70   | 1,312 75 | "      |
| Novembre.....  | 17,994 05  | 1,799 35  | 20,252 85 | 2,021 95 | "        | 225 60 |
| Décembre.....  | 12,207 50  | 1,220 62  | 14,176 00 | 1,427 45 | "        | 137 50 |
| Janvier.....   | 29,051 00  | 3,486 00  | 12,859 85 | 1,285 60 | 2,200 40 | "      |
| Février.....   | 4,051 35   | 405 10    | 8,132 00  | 813 00   | "        | 407 90 |
| Mars.....      | 12,309 75  | 1,477 19  | 13,522 75 | 1,351 95 | 125 24   | "      |
|                | 136,630 75 | 15,436 81 | 88,988 95 | 9,061 80 | 6,255 01 | "      |

**DÉLASSEMENTS-COM.  
[Prince-Eugène].**

|                |           |          |           |          |        |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--------|----------|
| Mai.....       | 3,991 00  | 404 96   | 165 00    | 16 50    | 388 46 | "        |
| Juin.....      | 2,628 25  | 262 65   | "         | "        | 262 65 | "        |
| Juillet.....   | 989 45    | 98 90    | "         | "        | 98 90  | "        |
| Août.....      | "         | "        | "         | "        | "      | "        |
| Septembre..... | "         | "        | "         | "        | "      | "        |
| Octobre.....   | "         | "        | "         | "        | "      | "        |
| Novembre.....  | "         | "        | 3,471 50  | 347 15   | "      | 347 15   |
| Décembre.....  | 1,713 15  | 171 25   | 7,940 00  | 794 00   | "      | 622 75   |
| Janvier.....   | 7,021 10  | 701 85   | 5,921 50  | 592 15   | 109 70 | "        |
| Février.....   | 14,813 75 | 1,480 95 | 20,994 00 | 2,099 40 | "      | 618 45   |
| Mars.....      | 9,474 25  | 947 37   | 9,370 75  | 937 05   | 10 32  | "        |
| Avril.....     | 288 00    | 28 80    | 7,838 00  | 783 80   | "      | 757 00   |
|                | 40,918 95 | 4,096 73 | 55,720 75 | 5,572 03 | "      | 1,475 32 |

| MOIS.              | EXERCICE 1868-1869. |                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|--------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                    | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1868-1869                                  | de 1869-1870 |
| <b>NOUVEAUTÉS.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| avril.....         | »                   | 348 00           | 146 00              | 14 60            | 333 40                                        | »            |
| mai.....           | »                   | 348 00           | »                   | »                | 348 00                                        | »            |
| juin.....          | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| juillet.....       | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| août.....          | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| septembre.....     | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| octobre.....       | 188 25              | 18 80            | »                   | »                | 18 80                                         | »            |
| novembre.....      | 3,740 00            | 373 85           | »                   | »                | 373 85                                        | »            |
| décembre.....      | 7,572 85            | 812 20           | 2,840 00            | 253 70           | 588 50                                        | »            |
| janvier.....       | 1,050 50            | 105 05           | 3,248 15            | 259 80           | »                                             | 154 75       |
| février.....       | 389 50              | 38 95            | 2,719 50            | 217 70           | »                                             | 178 75       |
| mars.....          | »                   | »                | 3,443 25            | 275 45           | »                                             | 275 45       |
|                    | 12,941 10           | 2,044 85         | 12,732 60           | 1,021 25         | 1,023 60                                      | »            |

# PARIS. — RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE.

NOTA. Les Théâtres et établissements dont les Recettes ne sont pas indiquées payent un droit de

| THÉÂTRES.                           | EXERCICE 1868-1869. |        | EXERCICE 1869-1870. |    | DROITS D'AUTEUR      |              |              |
|-------------------------------------|---------------------|--------|---------------------|----|----------------------|--------------|--------------|
|                                     | Recette brute.      |        | Recette brute.      |    | Différence en faveur |              |              |
|                                     | fr.                 | c.     | fr.                 | c. | de 1868-1869         | de 1869-1870 |              |
| Opéra.....                          | 1,592,528           | 21     | 77,815              | 63 | 1,748,411            | 16           | 93,918 75    |
| Théâtre-Français....                | 992,951             | 23     | 126,360             | 25 | 1,012,312            | 42           | 122,087 15   |
| Italiens.....                       | "                   | "      | 3,170               | 85 | "                    | "            | 4,725 00     |
| Opéra-Comique.....                  | 1,314               | 998 10 | 161,077             | 60 | 1,436,829            | 60           | 136,418 27   |
| Odéon.....                          | 298,723             | 75     | 32,143              | 20 | 388,374              | 05           | 40,557 80    |
| Lyrique.....                        | 352,491             | 40     | 35,516              | 72 | 343,708              | 70           | 34,370 85    |
| Renaissance.....                    | 37,520              | 00     | 4,502               | 36 | "                    | "            | 4,502 36     |
| Porte-Saint-Martin...               | 623,154             | 80     | 72,967              | 57 | 1,203,535            | 00           | 144,896 00   |
| Gaité.....                          | 715,702             | 75     | 73,391              | 74 | 1,217,015            | 50           | 122,070 58   |
| Gymnase.....                        | 780,870             | 50     | 95,199              | 55 | 974,060              | 10           | 119,706 46   |
| Palais-Royal.....                   | 745,794             | 00     | 92,803              | 62 | 866,458              | 50           | 116,956 08   |
| Variétés.....                       | 827,851             | 75     | 100,272             | 06 | 774,147              | 00           | 92,949 78    |
| Châtelet.....                       | 617,181             | 25     | 64,641              | 87 | 867,872              | 00           | 90,896 27    |
| Folies-Dramatiques..                | 392,509             | 40     | 39,247              | 85 | 721,305              | 55           | 83,567 05    |
| Vaudeville.....                     | 448                 | 690,00 | 53,841              | 99 | 581,971              | 60           | 69,836 44    |
| Bouffes-Parisiens...                | 345,816             | 15     | 34,618              | 72 | 546,226              | 50           | 54,838 91    |
| Ambigu.....                         | 499,249             | 00     | 51,857              | 61 | 342,082              | 65           | 34,121 49    |
| Athénée (Fantaisie)..               | 138                 | 008 00 | 17,799              | 26 | 255,304              | 00           | 31,584 72    |
| Athénée (Ancien)....                | 250                 | 697 50 | 25,816              | 90 | "                    | "            | 25,816 90    |
| Cluny (Folies-S.-G.).               | 365,704             | 50     | 30,960              | 21 | 256,247              | 50           | 23,051 16    |
| Déjazet.....                        | 152,174             | 25     | 14,653              | 76 | 170,263              | 95           | 17,024 56    |
| Beaumarchais.....                   | 143,077             | 95     | 14,324              | 39 | 143,385              | 60           | 14,335 20    |
| Château-d'Eau.....                  | 141,961             | 75     | 14,194              | 37 | 112,222              | 75           | 11,536 95    |
| Folies-Marigny.....                 | 108                 | 028 50 | 10,806              | 79 | 111,796              | 00           | 11,189 64    |
| Menus-Plaisirs.....                 | 136,630             | 75     | 15,436              | 81 | 88,988               | 96           | 9,081 80     |
| Délassements-Comiq.                 | 40,918              | 95     | 4,096               | 72 | 55,720               | 75           | 5,572 05     |
| * Folies-Bergères....               | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 4,880 00     |
| École lyrique.....                  | "                   | "      | 1,566               | 00 | "                    | "            | 2,520 00     |
| * Eldorado.....                     | "                   | "      | 2,760               | 00 | "                    | "            | 2,460 00     |
| Saint-Pierre.....                   | "                   | "      | 1,899               | 18 | "                    | "            | 2,215 35     |
| Folies-St-Antoine....               | "                   | "      | 2,320               | 00 | "                    | "            | 2,155 00     |
| Nouveautés.....                     | "                   | "      | 2,044               | 85 | "                    | "            | 1,021 25     |
| * Alcazar.....                      | "                   | "      | 1,800               | 00 | "                    | "            | 960 00       |
| * Cons. du XIX <sup>e</sup> siècle. | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 725 00       |
| * Concert du Gaulois.               | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 520 00       |
| Salle Molière.....                  | "                   | "      | 1,492               | 50 | "                    | "            | 165 00       |
| * Salle Herz.....                   | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 156 25       |
| Lafayette.....                      | "                   | "      | 2,152               | 98 | "                    | "            | 77 90        |
| * Cons. Salon Louvre.               | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 20 00        |
| * Salle Sax.....                    | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 20 00        |
| * Salle Érand.....                  | "                   | "      | "                   | "  | "                    | "            | 20 00        |
| TOTAUX.....                         |                     |        | 1,284,053           | 63 | "                    |              | 1,503,218 71 |

PARIS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                    | EXERCICES        |           |                  |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |    |                |           |
|--------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|----------------------------|----|----------------|-----------|
|                    | 1868-1869        |           | 1869-1870        |           | 1868-1869                  |    | 1869-1870      |           |
|                    | fr.              | c.        | fr.              | c.        | fr.                        | c. | fr.            | c.        |
| Avril.....         | 119,697          | 69        | 130,172          | 40        |                            |    | 10,474         | 71        |
| Mai.....           | 75,990           | 10        | 126,017          | 84        |                            |    | 50,027         | 74        |
| Juin.....          | 48,480           | 03        | 91,428           | 89        |                            |    | 42,948         | 86        |
| Juillet.....       | 36,301           | 25        | 35,130           | 88        | 1,170                      | 37 |                |           |
| Août.....          | 54,751           | 43        | 63,525           | 11        |                            |    | 8,773          | 68        |
| Septembre.....     | 72,468           | 00        | 118,283          | 18        |                            |    | 45,815         | 18        |
| Octobre.....       | 129,062          | 65        | 142,479          | 86        |                            |    | 13,417         | 21        |
| Novembre.....      | 141,492          | 80        | 153,025          | 84        |                            |    | 11,533         | 04        |
| Décembre.....      | 151,237          | 07        | 155,440          | 47        |                            |    | 4,203          | 40        |
| Janvier.....       | 171,115          | 98        | 182,384          | 17        |                            |    | 11,268         | 19        |
| Février.....       | 146,229          | 92        | 145,486          | 24        | 743                        | 68 |                |           |
| Mars.....          | 137,226          | 71        | 159,843          | 83        |                            |    | 22,617         | 12        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>1,284,053</b> | <b>63</b> | <b>1,503,218</b> | <b>71</b> |                            |    | <b>219,165</b> | <b>06</b> |



## II. — DÉPARTEMENTS (\*).

### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

(\*) Le nombre d'habitants indiqué dans la deuxième colonne des tableaux qui vont suivre est relevé sur les états de population dressés officiellement par les Prefets, en exécution du décret du 26 mars 1866. Aux termes du décret du 15 janvier 1867, ces états sont considérés comme seuls authentiques, pendant cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1867 : ils ne mentionnent pas la population des communes au-dessous de 2,000 âmes. Le nombre adopté ici est celui de la totalité de la population normale ou municipale.

| NOM DES VILLES.                          | POPULATION. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------------------|-------------|------------|------------|----------------------------|-----------|
|                                          |             | 1868-1869  | 1869-1870  | 1868-1869                  | 1869-1870 |
| VILLES MENSUELLES.                       |             |            |            |                            |           |
|                                          | âmes.       | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| Agen (Lot-et-Garonne).....               | 16,804      | 847 00     | 863 85     |                            | 16 85     |
| Alger (Prov. d'Alger).....               |             | 8,961 05   | 7,841 50   | 1,119 55                   |           |
| Amiens (Somme).....                      | 56,745      | 4,842 85   | 5,060 05   |                            | 217 20    |
| — (Concert).....                         |             | 20 00      |            | 20 00                      |           |
| — (Orphéon).....                         |             |            | 10 00      |                            | 10 00     |
| Angers (Maine-et-Loire).....             | 48,935      | 2,524 16   | 3,650 00   |                            | 1,125 84  |
| — (Tr. nantaise)...                      |             |            | 208 00     |                            | 208 00    |
| Angoulême (Charente).....                | 22,970      | 1,399 00   | 1,267 00   | 132 00                     |           |
| Bayonne (Basses-Pyrénées).....           | 23,268      | 699 50     | 1,837 57   |                            | 1,137 07  |
| Besançon (Doubs).....                    | 41,794      | 4,013 31   | 3,818 81   | 194 50                     |           |
| Bordeaux (Giron.) (Grand-Théâtre).....   | 181,424     | 34,714 65  | 26,355 35  | 8,359 30                   |           |
| — (Français).....                        |             | 15,783 40  | 11,626 75  | 4,156 65                   |           |
| — (Gymnase).....                         |             | 2,475 15   | 979 10     | 1,496 05                   |           |
| — (Napoléon).....                        |             | 3,554 75   | 6,016 15   |                            | 2,461 40  |
| — (Alcazar).....                         |             | 3,080 00   | 2,795 00   | 285 00                     |           |
| — (Th. Louis).....                       |             | 9,653 75   | 8,538 10   | 1,095 65                   |           |
| Boulogne (Pas-de-Calais).....            | 38,492      | 5,381 35   | 4,479 15   | 902 20                     |           |
| Bourges (Cher).....                      | 25,935      | 952 95     | 1,076 65   |                            | 123 70    |
| Brest (Finistère) (Grand-Théâtre).....   | 60,546      | 3,798 65   | 4,546 37   |                            | 747 72    |
| — (Petit Théâtre).....                   |             | 144 00     |            | 144 00                     |           |
| — (Tr. nantaise)...                      |             | 655 90     |            | 655 90                     |           |
| Caen (Calvados) (Grand Théâtre).....     | 36,077      | 2,273 51   | 2,111 99   | 161 52                     |           |
| Calais (Pas-de-Calais).....              | 11,102      | 1,336 65   | 2,093 40   |                            | 756 75    |
| Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....      | 28,429      | 1,557 74   | 2,081 56   |                            | 523 82    |
| Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....      | 34,461      | 2,216 15   | 1,795 00   | 421 15                     |           |
| Dijon (Côte-d'Or).....                   | 36,797      | 5,501 35   | 4,223 95   | 1,277 40                   |           |
| Douai (Nord).....                        | 20,055      | 970 11     | 684 70     | 285 41                     |           |
| Elbeuf (Seine-Inf.) (Grand Théâtre)..... | 21,544      | 2,668 75   | 3,050 00   |                            | 381 25    |
| — (Caudebec).....                        |             | 264 00     |            | 264 00                     |           |
| — (Foire).....                           |             |            | 114 00     |                            | 114 00    |
| — (Texier).....                          |             | 6 00       |            | 6 00                       |           |
| Grenoble (Isère).....                    | 35,224      | 2,883 01   | 2,520 52   | 362 49                     |           |
| Le Havre (S.-Inf.) (Grand Théâtre).....  | 71,570      | 9,937 03   | 10,050 66  |                            | 93 63     |
| — (Vaudeville)...                        |             | 2,147 04   | 2,139 19   | 7 85                       |           |
| — (Cirque).....                          |             | 1,190 79   | 1,732 84   |                            | 542 05    |
| — (Cercle).....                          |             | 35 79      |            | 35 79                      |           |
| — (Salle. S-Cécile).....                 |             |            | 6 00       |                            | 6 00      |
| Lille (Nord) (Grand Théâtre).....        | 146,943     | 11,769 15  | 12,340 00  |                            | 570 85    |
| — (Variétés).....                        |             | 5,687 55   | 4,275 77   | 1,411 78                   |           |
| Limoges (Haute-Vienne).....              | 48,932      | 2,015 20   | 2,426 25   |                            | 411 05    |
| Lorient (Morbihan).....                  | 27,250      | 809 95     | 840 90     |                            | 30 95     |
| A reporter.....                          |             | 156,791 19 | 143,495 93 |                            |           |

| NOM DES VILLES.                          | POPULATION. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------------------|-------------|------------|------------|----------------------------|-----------|
|                                          |             | 1868-1869  | 1869-1870  | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                          | âmes.       | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                               |             | 156,791 19 | 143,493 93 |                            |           |
| Lyon (Rhône) (Grand-Théâtre)...          | 300,761     | 24,892 58  | 23,460 07  | 1,432 51                   | "         |
| — (Célestins).....                       | "           | 23,114 95  | 24,077 49  | "                          | 962 54    |
| — (Variétés).....                        | "           | 539 90     | 1,920 65   | "                          | 1,380 75  |
| — (Croix-Rousse).....                    | "           | 272 00     | 348 00     | "                          | 76 00     |
| — (Gymnase).....                         | "           | 70 00      | "          | 70 00                      | "         |
| — (divers).....                          | "           | 245 50     | 146 00     | 99 50                      | "         |
| Marseille (B.-du-R.) (Gr.-Théâtre)...    | 286,281     | 30,538 95  | 29,393 90  | 1,145 05                   | "         |
| — (Gymnase)...                           | "           | 15,677 30  | 16,956 00  | "                          | 1,278 70  |
| — (Chave).....                           | "           | 1,476 00   | 1,608 00   | "                          | 132 00    |
| — (Café-conc. Jardiuet).....             | "           | "          | 560 00     | "                          | 560 00    |
| — (Café-conc. Folie)...                  | "           | "          | 110 00     | "                          | 110 00    |
| Metz (Moselle).....                      | 45,207      | 8,033 23   | 8,301 87   | "                          | 278 64    |
| Montauban (Tarn-et-Garonne)....          | 34,061      | 836 00     | 996 00     | "                          | 160 00    |
| Montpellier (Hérault) (Gr.-Théâtre)...   | 49,320      | 8,817 40   | 9,222 55   | "                          | 405 15    |
| — (Variétés).....                        | "           | 71 55      | "          | 71 55                      | "         |
| Nancy (Meurthe).....                     | 46,176      | 4,549 24   | 4,228 22   | 321 02                     | "         |
| Nantes (Loire-Inf.) (Gr.-Théâtre ..      | 107,587     | 11,119 05  | 9,909 80   | 1,209 25                   | "         |
| — (Leroux).....                          | "           | 175 00     | "          | 175 00                     | "         |
| — (Renaissance).....                     | "           | 9,535 83   | 2,663 07   | 6,872 76                   | "         |
| — (Variétés).....                        | "           | 30 00      | 524 40     | "                          | 494 40    |
| Nîmes (Gard) (Grand-Théâtre)...          | 35,723      | 4,719 10   | 5,926 60   | "                          | 1,207 50  |
| — (Petit-Théâtre)....                    | "           | 842 85     | 221 00     | 621 85                     | "         |
| — (Variétés).....                        | "           | 1,134 75   | "          | 1,134 75                   | "         |
| — (Casino).....                          | "           | "          | 5 00       | "                          | 5 00      |
| — (divers).....                          | "           | 8 00       | "          | 8 00                       | "         |
| Orléans (Loiret).....                    | 47,078      | 2,367 97   | 1,892 90   | 475 07                     | "         |
| Poitiers (Vienne) (Théâtre).....         | 27,781      | 2,441 38   | 2,090 56   | 350 82                     | "         |
| — (Foire).....                           | "           | 10 00      | "          | 10 00                      | "         |
| Reims (Marne).....                       | 58,905      | 5,165 70   | 4,823 05   | 342 65                     | "         |
| Rochefort (Char.-Inf.) (Théâtre)...      | 23,709      | 2,607 60   | 2,579 46   | 35 14                      | "         |
| — (Petit-Théâtre)...                     | "           | "          | 150 00     | "                          | 150 00    |
| — (Funambules)....                       | "           | 174 00     | "          | 174 00                     | "         |
| — (Troupes).....                         | "           | "          | 215 35     | "                          | 215 35    |
| Rouen (S.-Inf.) (Théâtre des Arts)...    | 93,019      | 14,321 88  | 14,492 83  | "                          | 170 95    |
| — (Français).....                        | "           | 9,974 95   | 7,861 51   | 2,113 44                   | "         |
| — (Cirque).....                          | "           | 3,104 00   | 2,118 10   | 985 90                     | "         |
| — (divers).....                          | "           | 200 00     | "          | 200 00                     | "         |
| Saint-Étienne (Loire) (Gr.-Théâtre)...   | 93,047      | 3,791 27   | 3,999 11   | "                          | 207 84    |
| — (Bouffes).....                         | "           | 84 00      | "          | 84 00                      | "         |
| Saint-Quentin (Aisne) (Gr.-Théâtre)...   | 31,730      | 2,382 50   | 2,231 50   | 151 00                     | "         |
| — (Petit-Théâtre)...                     | "           | "          | 58 00      | "                          | 58 00     |
| Strasbourg (Bas-Rhin).....               | 72,126      | 12,057 35  | 12,474 63  | "                          | 417 28    |
| Toulon (Var) (Grand-Théâtre)....         | 54,613      | 4,551 15   | 7,566 36   | "                          | 3,015 21  |
| Toulouse (H.-Garonne) (Capitole)...      | 114,085     | 11,490 70  | 13,356 43  | "                          | 1,865 73  |
| — (Variétés).....                        | "           | 7,755 14   | 8,270 43   | "                          | 515 29    |
| — (Montcarmel).....                      | "           | 57 38      | 34 71      | 22 67                      | "         |
| Versailles (S.-et-Oise) (Gr.-Théâtre)... | 35,087      | 5,788 10   | 5,271 10   | 517 00                     | "         |
| — (P.-Théâtre).....                      | "           | 2,376 00   | 2,138 00   | 238 00                     | "         |
| — (Variétés).....                        | "           | 378 00     | 300 00     | 78 00                      | "         |
| TOTAUX.....                              |             | 394,559 44 | 375,991 58 | 18,567 86                  | "         |

**VILLES TRIMESTRIELLES.**

|                             |        |          |          |       |        |
|-----------------------------|--------|----------|----------|-------|--------|
| Abbeville (Somme).....      | 18,042 | 1,115 00 | 1,092 00 | 23 00 | "      |
| Aix (Bouches-du-Rhône)..... | 24,870 | 1,583 50 | 1,718 00 | "     | 134 50 |
| Arras (Pas-de-Calais).....  | 21,369 | 1,136 00 | 1,532 00 | "     | 396 00 |
| Avignon (Vaucluse).....     | 31,790 | 3,755 00 | 4,186 85 | "     | 431 85 |
| Beauvais (Oise).....        | 13,609 | 576 50   | 782 00   | "     | 205 50 |
| A reporter.....             |        | 8,166 00 | 9,310 85 | "     |        |

| NOM DES VILLES.                           | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-------------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                           |             | 1868-1869 | 1869-1870 | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                           | Ames.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                                |             | 8,166 00  | 9,310 85  |                            |           |
| Béziers (Hérault).....                    | 25,775      | 2,780 00  | 3,133 00  | "                          | 353 00    |
| Blois (Loir-et-Cher).....                 | 17,344      | 668 75    | 711 40    | "                          | 42 65     |
| Cambrai (Nord).....                       | 18,507      | 823 00    | 713 00    | 110 00                     | "         |
| Cette (Hérault).....                      | 23,528      | 1,099 00  | 978 00    | 121 00                     | "         |
| — (Folies).....                           | "           | "         | 75 00     | "                          | 75 00     |
| Châlons-sur-Marne (Marne).....            | 14,901      | 833 00    | 785 00    | 48 00                      | "         |
| Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).....    | 19,364      | 1,470 00  | 1,230 00  | 240 00                     | "         |
| Chambéry (Savoie).....                    | 15,084      | 891 00    | 919 00    | "                          | 28 00     |
| Charleville (Ardennes).....               | 10,767      | 168 00    | 765 35    | "                          | 597 35    |
| Chartres (Eure-et-Loir).....              | 17,450      | 773 50    | 711 00    | 62 50                      | "         |
| Châteauroux (Indre).....                  | 15,554      | 379 00    | 633 50    | "                          | 254 50    |
| Château-Thierry (Aisne).....              | 6,390       | 86 00     | 267 00    | "                          | 181 00    |
| Chaumont (Haute-Marne).....               | 7,790       | 174 00    | 313 00    | "                          | 139 00    |
| Cognac (Charente).....                    | 9,263       | 582 00    | 604 00    | "                          | 22 00     |
| Colmar (Haut-Rhin).....                   | 21,805      | 406 50    | 1,083 50  | "                          | 677 00    |
| Compiègne (Oise).....                     | 10,714      | 815 00    | 736 00    | 59 00                      | "         |
| Dieppe (S.-Inf.) (Grand-Théâtre).....     | 18,916      | 1,904 50  | 2,059 00  | "                          | 154 50    |
| — (Casino).....                           | "           | 177 50    | 191 00    | "                          | 13 50     |
| Dunkerque (Nord).....                     | 31,662      | 3,362 00  | 3,545 85  | "                          | 183 85    |
| Épernay (Marne).....                      | 11,408      | 444 00    | 579 00    | "                          | 135 00    |
| Étampes (Seine-et-Oise).....              | 8,058       | 124 00    | 149 00    | "                          | 25 00     |
| Evreux (Eure).....                        | 10,950      | 271 00    | 583 64    | "                          | 312 64    |
| Fontainebleau (Seine-et-Marne).....       | 9,071       | 430 00    | 472 35    | "                          | 42 35     |
| Laon (Aisne).....                         | 8,751       | 218 00    | 662 00    | "                          | 444 00    |
| Laval (Mayenne).....                      | 25,437      | 841 50    | 986 50    | "                          | 145 00    |
| Mâcon (Saône-et-Loire).....               | 16,913      | 1,252 00  | 1,216 00  | 36 00                      | "         |
| Mans (Le) (Sarthe).....                   | 44,764      | 3,469 13  | 4,512 00  | "                          | 1,042 87  |
| Mézières (Ardennes).....                  | 4,745       | 368 00    | 206 35    | 161 75                     | "         |
| Moulins (Allier).....                     | 17,946      | 1,147 50  | 1,114 00  | 33 50                      | "         |
| Mulhouse (Haut-Rhin).....                 | 56,608      | 2,858 00  | 3,147 35  | "                          | 289 35    |
| Narbonne (Aude).....                      | 16,037      | 696 00    | 903 50    | "                          | 207 50    |
| Nevers (Nièvre).....                      | 18,298      | 1,081 00  | 952 00    | 129 00                     | "         |
| Nice (Alpes-Maritimes).....               | 48,150      | 4,791 00  | 3,475 25  | 1,315 75                   | "         |
| Niort (Deux-Sèvres).....                  | 18,788      | 777 00    | 893 50    | "                          | 116 50    |
| Oran (Prov. d'Oran).....                  | "           | 311 50    | 508 50    | "                          | 197 00    |
| Périgueux (Dordogne).....                 | 18,633      | 1,224 00  | 896 00    | 408 00                     | "         |
| Perpignan (Pyénées-Orientales).....       | 21,879      | 2,518 00  | 3,034 50  | "                          | 516 50    |
| Philippeville (Pr. de Constantine).....   | 13,240      | 352 00    | 467 35    | "                          | 115 35    |
| Puy (Le) (Haute-Loire).....               | 17,829      | 674 00    | 514 00    | 160 00                     | "         |
| Rennes (Ille-et-Vilaine) (Gr-Théât.)..... | 40,864      | 2,226 00  | 3,666 00  | "                          | 1,440 00  |
| — (P.-Théâtre).....                       | "           | "         | 860 05    | "                          | 860 05    |
| Riom (Puy-de-Dôme).....                   | 9,401       | 125 00    | 185 00    | "                          | 60 00     |
| Roanne (Loire).....                       | 19,310      | 710 50    | 392 00    | 318 50                     | "         |
| Rochelle (La) (Charente-Inférieure).....  | 16,389      | 696 50    | 1,184 00  | "                          | 487 50    |
| Roubaix (Nord).....                       | 64,706      | 1,080 00  | "         | 1,080 00                   | "         |
| Saintes (Charente-Inférieure).....        | 10,734      | 332 75    | 744 15    | "                          | 411 40    |
| Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....         | 14,007      | 532 00    | 300 00    | 232 00                     | "         |
| Saint-Germain (Seine-et-Oise).....        | 15,443      | 759 00    | 831 50    | "                          | 72 50     |
| Saint-Lô (Manche).....                    | 8,859       | "         | 270 00    | "                          | 270 00    |
| Saint-Omer (Pas-de-Calais).....           | 19,922      | 886 50    | 1,063 50  | "                          | 176 00    |
| Sedan (Ardennes).....                     | 13,793      | 431 95    | 292 00    | 139 95                     | "         |
| Soissons (Aisne).....                     | 8,890       | 507 00    | 369 00    | 138 00                     | "         |
| Tours (Indre-et-Loire) (Gr-Théât.).....   | 38,509      | 2,068 00  | 3,397 00  | "                          | 1,329 00  |
| — (divers).....                           | "           | "         | 419 00    | "                          | 419 00    |
| Troyes (Aube).....                        | 33,375      | 2,527 00  | 2,546 00  | "                          | 19 00     |
| Valenciennes (Nord).....                  | 22,339      | 1,906 02  | 1,758 00  | 148 02                     | "         |
| Vernon (Eure).....                        | 6,881       | 328 00    | 218 00    | 110 00                     | "         |
| TOTAUX.....                               |             | 64,525 62 | 72,490 34 | "                          | 7,964 72  |

| NOM DES VILLES.                      | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                      |             | 1868-1869 | 1869-1870 | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                      |             |           |           |                            |           |
| VILLES SEMESTRIELLES.                |             |           |           |                            |           |
|                                      | Ames.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Adamville (Seine).....               | »           | »         | 122 50    | »                          | 122 50    |
| Aix-les-Bains (Savoie).....          | 4,373       | 48 00     | 90 00     | »                          | 42 00     |
| Alais (Gard). (Théâtre).....         | 19,343      | 261 00    | 168 00    | 93 00                      | »         |
| — (Casino).....                      | »           | 116 00    | »         | 116 00                     | »         |
| Albi (Tarn).....                     | 15,064      | 96 00     | »         | 96 00                      | »         |
| Alençon (Orne).....                  | 14,864      | 602 00    | 567 00    | 35 00                      | »         |
| Amboise (Indre-et-Loire).....        | 4,144       | 42 00     | 18 00     | 24 00                      | »         |
| Andelys (Eure).....                  | 5,070       | 208 00    | 344 00    | »                          | 136 00    |
| Annecy (Haute-Savoie).....           | 10,193      | »         | 94 00     | »                          | 94 00     |
| Arbois (Jura).....                   | 5,744       | »         | 55 00     | »                          | 55 00     |
| Arcueil (Seine).....                 | 4,600       | »         | 15 00     | »                          | 15 00     |
| Argentan (Orne).....                 | 5,153       | 186 00    | 174 00    | 12 00                      | »         |
| Argenteuil (Seine-et-Oise).....      | 7,849       | »         | 54 00     | »                          | 54 00     |
| Aries (Bouches-du-Rhône).....        | 25,821      | 202 00    | 476 00    | »                          | 474 00    |
| Arpajon (Seine-et-Oise).....         | 2,531       | »         | 11 00     | »                          | 11 00     |
| Auch (Gers).....                     | 10,449      | 434 75    | 401 00    | 33 75                      | »         |
| Aurillac (Cantal).....               | 9,772       | 336 00    | 158 00    | 178 00                     | »         |
| Autun (Saône-et-Loire).....          | 11,960      | 254 00    | »         | 254 00                     | »         |
| Auxerre (Yonne).....                 | 13,758      | 549 00    | 439 00    | 110 00                     | »         |
| Auxonne (Côte-d'Or).....             | 4,527       | 184 00    | 30 00     | 154 00                     | »         |
| Avallon (Yonne).....                 | 5,540       | 94 00     | 112 00    | »                          | 18 00     |
| Bagnères (Hautes-Pyrénées).....      | 9,099       | 933 00    | 1,219 00  | »                          | 286 00    |
| Barbezieux (Charente).....           | 3,770       | »         | 56 00     | »                          | 56 00     |
| Bar-le-Duc (Meuse).....              | 14,515      | 314 00    | 338 25    | »                          | 24 25     |
| Bar-sur-Aube (Aube).....             | 4,734       | 80 00     | 16 00     | 64 00                      | »         |
| Bayeux (Calvados).....               | 8,552       | 152 00    | 142 00    | 10 00                      | »         |
| Beaune (Côte-d'Or).....              | 10,547      | 483 00    | 339 00    | 144 00                     | »         |
| Bédarieux (Hérault).....             | 8,796       | »         | 10 00     | »                          | 10 00     |
| Belfort (Haut-Rhin).....             | 6,257       | 30 00     | 56 00     | »                          | 26 00     |
| Bergerac (Dordogne).....             | 11,499      | 78 00     | 88 00     | »                          | 10 00     |
| Bernay (Eure).....                   | 7,402       | 112 00    | 112 00    | »                          | »         |
| Béthune (Pas-de-Calais).....         | 7,671       | 16 00     | 48 00     | »                          | 32 00     |
| Blidah (Province d'Alger).....       | 5,204       | 442 00    | 467 00    | »                          | 25 00     |
| Bolbec (Seine-Inférieure).....       | 9,016       | 233 00    | 88 00     | 145 00                     | »         |
| Bone (Province de Constantine).....  | 16,500      | 621 00    | 838 75    | »                          | 217 75    |
| Bourg (Ain).....                     | 13,552      | 207 00    | 378 00    | »                          | 171 00    |
| Brives (Corrèze).....                | 10,028      | 48 00     | 56 00     | »                          | 8 00      |
| Cabourg (Calvados).....              | 664         | »         | 294 00    | »                          | 294 00    |
| Cahors (Lot).....                    | 13,271      | 313 00    | 630 50    | »                          | 317 50    |
| Cannes (Alpes-Maritimes).....        | 9,550       | »         | 56 00     | »                          | 56 00     |
| Carcassonne (Aude).....              | 19,845      | 1,072 50  | 1,202 50  | »                          | 130 00    |
| Carpentras (Vaucluse).....           | 10,786      | 763 40    | 545 00    | 218 40                     | »         |
| Castres (Tarn).....                  | 19,867      | 428 00    | 251 00    | 177 00                     | »         |
| Cateau (Le) (Nord).....              | 9,892       | »         | 339 50    | »                          | 339 50    |
| Cavaillon (Vaucluse).....            | 7,810       | »         | 40 00     | »                          | 40 00     |
| Champigny (Seine).....               | 2,303       | »         | 12 00     | »                          | 12 00     |
| Charenton (Seine).....               | 5,560       | »         | 96 00     | »                          | 96 00     |
| Charité (La) (Nièvre).....           | 4,528       | 8 00      | 66 00     | »                          | 58 00     |
| Château (La) (Indre).....            | 5,072       | 32 00     | 8 00      | 24 00                      | »         |
| Châteaudun (Eure-et-Loir).....       | 6,377       | 88 00     | 64 00     | 24 00                      | »         |
| Château-Gontier (Mayenne).....       | 7,019       | 80 00     | 152 00    | »                          | 72 00     |
| Châteauneuf (Eure-et-Loir).....      | 1,470       | 56 00     | 32 00     | 24 00                      | »         |
| Châtellerault (Vienne).....          | 13,743      | 536 00    | 668 25    | »                          | 132 25    |
| Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or)..... | 4,739       | 100 00    | 48 00     | 52 00                      | »         |
| Chauny (Aisne).....                  | 8,891       | 471 00    | 280 00    | 191 00                     | »         |
| A reporter.....                      |             | 11,309 65 | 12,565 25 | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                      | POPULATION.<br>Années. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------|------------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                      |                        | 1868-1869 | 1869-1870 | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                      |                        | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                           |                        | 11,309 65 | 12,565 25 |                            |           |
| Chaville (Seine-et-Oise).....        | 2,462                  | »         | 4 00      | »                          | 4 00      |
| Chinon (Indre-et-Loire).....         | 6,810                  | 40 00     | 32 00     | 8 00                       | »         |
| Clermont (Oise).....                 | 3,643                  | 94 00     | 388 00    | »                          | 294 00    |
| Commercy (Meuse).....                | 3,801                  | 10 00     | 15 00     | »                          | 5 00      |
| Condé-sur-Escaut (Nord).....         | 4,271                  | 107 00    | 128 00    | »                          | 21 00     |
| Constantine (Prov. de Constantine)   | »                      | 1,506 00  | 614 00    | 892 00                     | »         |
| Corbeil (Seine-et-Oise).....         | 5,394                  | 72 00     | 72 00     | »                          | 56 00     |
| Goulommiers (Seine-et-Marne)...      | 4,307                  | 154 00    | 210 00    | »                          | 85 00     |
| Coaze (Nièvre).....                  | 6,514                  | 60 00     | 145 00    | »                          | 192 00    |
| Creil (Oise).....                    | 4,539                  | 112 00    | 304 00    | »                          | 70 00     |
| Dax.....                             | 9,134                  | »         | 70 00     | »                          | »         |
| Deauville (Calvados).....            | 1,200                  | 24 00     | »         | 24 00                      | »         |
| Dôle (Jura).....                     | 9,705                  | 363 00    | 120 00    | 243 00                     | »         |
| Dourdan (Seine-et-Oise).....         | 2,914                  | »         | 56 00     | »                          | 56 00     |
| Draguignan (Var).....                | 9,275                  | 88 00     | 191 40    | »                          | 103 40    |
| Drèux (Eure-et-Loir).....            | 6,768                  | 248 00    | 128 00    | 120 00                     | »         |
| Épinal (Vosges).....                 | 11,111                 | »         | 2,943 55  | »                          | 2,943 55  |
| Eu (Seine-Inférieure).....           | 3,989                  | 40 00     | 262 00    | »                          | 222 00    |
| Valaise (Calvados).....              | 8,094                  | 124 00    | 96 00     | 28 00                      | »         |
| Fécamp (Seine-Inférieure).....       | 12,700                 | 205 00    | 127 00    | 78 00                      | »         |
| Fère (La) (Aisne).....               | 3,412                  | 344 00    | 199 00    | 132 00                     | »         |
| Ferté-sous-Jouarre (La) (S.-et-M.).. | 4,724                  | 16 00     | 24 00     | »                          | 8 00      |
| Flèche (La) (Sarthe).....            | 8,418                  | 24 00     | 12 00     | 12 00                      | »         |
| Flers (Orne).....                    | 10,183                 | »         | 60 00     | »                          | 60 00     |
| Fontenay-le-Comte (Vendée).....      | 7,583                  | »         | 116 00    | »                          | 76 00     |
| Fontenay (Seine).....                | 1,938                  | »         | 16 00     | »                          | 16 00     |
| Fougères (Ille-et-Vilaine).....      | 9,041                  | »         | 92 00     | »                          | 92 00     |
| Francouville (Seine-et-Oise).....    | »                      | »         | 8 00      | »                          | 8 00      |
| Gannat (Allier).....                 | 5,469                  | 112 00    | 80 00     | 32 00                      | »         |
| Gentilly (Seine).....                | 6,063                  | »         | 48 00     | »                          | 48 00     |
| Gisors (Eure).....                   | 3,531                  | 150 00    | 16 00     | 134 00                     | »         |
| Givet (Ardennes).....                | 4,868                  | 36 00     | »         | 36 00                      | »         |
| Gonrnay (Seine-Inférieure).....      | 3,213                  | 65 00     | 48 00     | 17 00                      | »         |
| Grasse (Alpes maritimes).....        | 11,740                 | 310 00    | 36 00     | 274 00                     | »         |
| Gray (Haute-Saône).....              | 6,121                  | 152 00    | 218 00    | »                          | 66 00     |
| Guéret (Creuse).....                 | 4,452                  | »         | 106 50    | »                          | 106 50    |
| Guise (Aisne).....                   | 5,107                  | »         | 12 00     | »                          | 12 00     |
| Ham (Somme).....                     | 2,562                  | 29 00     | »         | 29 00                      | »         |
| Honfleur (Calvados).....             | 9,842                  | 214 00    | »         | 214 00                     | »         |
| Houdan (Seine-et-Oise).....          | 2,007                  | 24 00     | 18 00     | 6 00                       | »         |
| Issouire (Puy-de-Dôme).....          | 6,063                  | 70 00     | 74 00     | »                          | 4 00      |
| Issoudun (Indre).....                | 13,757                 | 173 00    | 147 00    | 26 00                      | »         |
| Joigny (Yonne).....                  | 5,814                  | 110 00    | 154 00    | »                          | 44 00     |
| Jony-sur-Morin (Seine-et-Marne)...   | »                      | 3 00      | »         | 3 00                       | »         |
| Lagny-Thorigny (S.-et-Marne)...      | 3,709                  | »         | 24 00     | »                          | 24 00     |
| Laigle (Orne).....                   | 5,721                  | »         | 145 00    | »                          | 145 00    |
| Langres (Haute-Marne).....           | 7,440                  | »         | 20 00     | »                          | 20 00     |
| Liancourt (Oise).....                | 3,412                  | »         | 25 00     | »                          | 25 00     |
| Libourne (Gironde).....              | 13,461                 | 174 00    | 118 00    | 56 00                      | »         |
| Lilas (Les) (Seine).....             | »                      | »         | 24 00     | »                          | 24 00     |
| Lisieux (Calvados).....              | 12,120                 | 632 00    | 827 00    | »                          | 195 00    |
| Loches (Indre-et-Loire).....         | 5,038                  | 72 00     | 36 00     | 36 00                      | »         |
| Lons-le-Saulnier (Jura).....         | 9,012                  | 258 00    | 482 26    | »                          | 224 26    |
| Louhans (Saône-et-Loire).....        | 3,773                  | 24 00     | 23 00     | 1 00                       | »         |
| Loupe (La) (Eure-et-Loir).....       | 1,352                  | »         | 29 31     | »                          | 29 31     |
| Louviers (Eure).....                 | 11,643                 | 464 00    | 443 00    | 21 00                      | »         |
| Lunéville (Meurthe).....             | 12,393                 | 331 25    | 321 00    | 10 25                      | »         |
| Lure (Haute-Saône).....              | 3,616                  | »         | 28 00     | »                          | 28 00     |
| A reporter.....                      |                        | 18,383 00 | 22,494 27 | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                         | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-----------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                         |             | 1868-1869 | 1869-1870 | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                         | Ames.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report . . .                            |             | 18,383 90 | 22,494 27 |                            |           |
| Luxeuil (Haute-Saône) . . .             | 3,750       | 132 00    | 168 00    | »                          | 36 00     |
| Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise) . . .    | 1,834       | 55 00     | 132 00    | »                          | 77 00     |
| Vaisons-sur-Seine (Seine-et-Oise) . . . | 2,770       | 48 00     | 156 00    | »                          | 108 00    |
| Namers (Sarthe) . . .                   | 5,711       | 60 00     | 64 00     | »                          | 4 00      |
| Mantes (Seine-et-Oise) . . .            | 5,186       | 185 00    | 139 50    | 45 50                      | »         |
| Mascara (Province d'Oran) . . .         | 8,092       | 305 00    | 290 00    | 15 00                      | »         |
| Mayenne (Mayenne) . . .                 | 9,895       | 275 00    | 32 00     | 243 00                     | »         |
| Meaux (Seine-et-Marne) . . .            | 9,352       | 241 00    | 380 00    | »                          | 139 00    |
| Melun (Seine-et-Marne) . . .            | 8,239       | 169 00    | 332 25    | »                          | 163 25    |
| Meudon (Seine-et-Oise) . . .            | 5,417       | »         | 28 00     | »                          | 28 00     |
| Meulan (Seine-et-Oise) . . .            | 2,213       | 252 00    | 144 00    | 108 00                     | »         |
| Millau (Aveyron) . . .                  | 13,591      | 90 00     | 76 00     | 14 00                      | »         |
| Montargis (Loiret) . . .                | 7,930       | 259 00    | 328 00    | »                          | 69 00     |
| Montbard (Côte-d'Or) . . .              | 2,713       | 32 00     | 40 00     | »                          | 8 00      |
| Montbéliard (Doubs) . . .               | 6,408       | 122 00    | 259 00    | »                          | 137 00    |
| Montereau (Seine-et-Marne) . . .        | 6,678       | 56 00     | 64 00     | »                          | 8 00      |
| Montluçon (Allier) . . .                | 17,979      | 42 00     | 198 00    | »                          | 156 00    |
| Morlaix (Finistère) . . .               | 13,432      | 410 00    | 378 00    | 32 00                      | »         |
| Mostaganem (Province d'Oran) . . .      | 12,000      | 354 00    | »         | 354 00                     | »         |
| Mourmelon (C. de Châl.) (Marne) . . .   | 1,819       | 325 50    | 378 00    | »                          | 52 50     |
| Napoleon-Vendée (Vendée) . . .          | 7,130       | »         | 1,678 00  | »                          | 1,678 00  |
| Nemours (Province d'Oran) . . .         | 1,127       | 10 00     | »         | 10 00                      | »         |
| Nerac (Lot-et-Garonne) . . .            | 7,507       | 12 00     | 60 00     | »                          | 48 00     |
| Neufchâtel (Seine-Inférieure) . . .     | 3,321       | 16 00     | »         | 16 00                      | »         |
| Neufchâteau (Vosges) . . .              | 3,579       | 98 00     | 84 00     | 14 00                      | »         |
| Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) . . .   | 8,705       | 108 00    | 377 00    | »                          | 269 00    |
| Orange (Vaucluse) . . .                 | 9,949       | 132 00    | »         | 132 00                     | »         |
| Orsay (Seine-et-Oise) . . .             | »           | »         | 21 00     | »                          | 21 00     |
| Pau (Basses-Pyrénées) . . .             | 22,606      | 1,126 50  | 1,652 50  | »                          | 526 00    |
| Péronne (Somme) . . .                   | 3,843       | 360 00    | 318 00    | 42 00                      | »         |
| Pezénas (Hérault) . . .                 | 7,347       | 96 00     | »         | 96 00                      | »         |
| Pierrefonds (Oise) . . .                | »           | »         | 6 00      | »                          | 6 00      |
| Pithiviers (Loiret) . . .               | 4,807       | 32 00     | 56 00     | »                          | 24 00     |
| Plombières (Vosges) . . .               | 1,609       | 110 00    | 100 00    | 10 00                      | »         |
| Poissy (Seine-et-Oise) . . .            | 3,762       | 152 00    | 198 00    | »                          | 46 00     |
| Poligny (Jura) . . .                    | 5,205       | »         | 42 00     | »                          | 42 00     |
| Pont-à-Mousson (Meurthe) . . .          | 6,967       | 12 00     | »         | 12 00                      | »         |
| Pont-Audemer (Eure) . . .               | 6,010       | 139 00    | »         | 139 00                     | »         |
| Pont-de-Vaux (Ain) . . .                | 3,067       | 16 00     | »         | 16 00                      | »         |
| Pont-Sainte-Maxence (Oise) . . .        | 2,346       | »         | 28 00     | »                          | 28 00     |
| Pontoise (Seine-et-Oise) . . .          | 5,995       | 178 00    | 239 00    | »                          | 61 00     |
| Provins (Seine-et-Marne) . . .          | 6,465       | 85 00     | 156 00    | »                          | 71 00     |
| Puteaux (Seine) . . .                   | 9,375       | »         | 488 00    | »                          | 488 00    |
| Raincy (Le) (Seine-et-Oise) . . .       | »           | »         | 4 00      | »                          | 4 00      |
| Rambouillet (Seine-et-Oise) . . .       | 3,511       | »         | 32 00     | »                          | 32 00     |
| Remiremont (Vosges) . . .               | 5,897       | 20 00     | 110 00    | »                          | 90 00     |
| Rhetel (Ardennes) . . .                 | 7,172       | 230 00    | 42 00     | 188 00                     | »         |
| Rodez (Aveyron) . . .                   | 9,690       | 72 00     | 40 00     | 32 00                      | »         |
| Romilly-sur-Seine (Aube) . . .          | 10,798      | 98 00     | 130 00    | »                          | 32 00     |
| Romorantin (Loir-et-Cher) . . .         | 7,584       | »         | 108 00    | »                          | 108 00    |
| Rueil (Seine-et-Oise) . . .             | 6,080       | 160 00    | 384 00    | »                          | 224 00    |
| Sabiez-d'Olonne (Les) (Vendée) . . .    | 7,137       | 313 00    | 385 00    | »                          | 72 00     |
| Saint-Amand (Cher) . . .                | 8,625       | 150 00    | 150 00    | »                          | »         |
| Saint-Dizier (Haute-Marne) . . .        | 9,406       | 220 00    | 72 00     | 148 00                     | »         |
| Saint-Jean-d'Angély (Char.-Inf.) . . .  | 6,701       | 127 00    | 116 00    | 11 00                      | »         |
| Saint-Juven (Haute-Vienne) . . .        | 7,180       | 36 00     | »         | 36 00                      | »         |
| Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) . . .      | 9,423       | 227 00    | 540 00    | »                          | 313 00    |
| Saint-Mandé (Seine) . . .               | 3,641       | »         | 24 00     | »                          | 24 00     |
| A reporter . . .                        |             | 26,161 90 | 33,711 52 | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                      | POPULATION.<br>âmes. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------|----------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                      |                      | 1868-1869 | 1869-1870 | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                      |                      | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                           |                      | 11,309 65 | 12,565 25 |                            |           |
| Chaville (Seine-et-Oise).....        | 2,462                | 40 00     | 4 00      |                            | 4 00      |
| Chinon (Indre-et-Loire).....         | 6,810                | 94 00     | 32 00     | 8 00                       |           |
| Clermont (Oise).....                 | 3,643                | 10 00     | 15 00     |                            | 291 00    |
| Commercy (Meuse).....                | 3,801                | 107 00    | 128 00    |                            | 3 00      |
| Condé-sur-Escaut (Nord).....         | 4,271                | 1,506 00  | 614 00    | 892 00                     | 21 00     |
| Constantine (Prov. de Constantine)   |                      | 72 00     | 72 00     |                            |           |
| Corbeil (Seine-et-Oise).....         | 5,394                | 154 00    | 210 00    |                            | 36 00     |
| Goulommiers (Seine-et-Marne)...      | 4,307                | 60 00     | 145 00    |                            | 85 00     |
| Cosne (Nièvre).....                  | 6,514                | 112 00    | 304 00    |                            | 192 00    |
| Creil (Oise).....                    | 4,539                |           | 70 00     |                            | 70 00     |
| Dax.....                             | 9,134                | 24 00     |           | 24 00                      |           |
| Deauville (Calvados).....            | 1,200                | 363 00    | 120 00    | 243 00                     |           |
| Dôle (Jura).....                     | 9,705                |           | 56 00     |                            | 36 00     |
| Dourdan (Seine-et-Oise).....         | 2,914                | 88 00     | 191 40    |                            | 103 40    |
| Draguignan (Var).....                | 9,275                | 248 00    | 198 00    | 120 00                     |           |
| Dreux (Eure-et-Loir).....            | 6,768                |           | 2,943 85  |                            | 2,943 85  |
| Érinal (Vosges).....                 | 11,111               | 40 00     | 262 00    |                            | 222 00    |
| Eu (Seine-Inférieure).....           | 3,989                | 124 00    | 96 00     | 28 00                      |           |
| Palaise (Calvados).....              | 8,094                | 205 00    | 127 00    | 78 00                      |           |
| Fécamp (Seine-Inférieure).....       | 12,700               | 344 00    | 192 00    | 152 00                     |           |
| Père (La) (Aisne).....               | 3,412                | 16 00     | 24 00     |                            | 8 00      |
| Perté-sous-Jouarre (La) (S.-et-M.).. | 4,724                | 24 00     | 12 00     | 12 00                      |           |
| Flèche (La) (Sarthe).....            | 8,418                |           | 60 00     |                            | 60 00     |
| Flers (Orne).....                    | 10,185               | 40 00     | 116 00    |                            | 76 00     |
| Fontenay-le-Comte (Vendée).....      | 7,583                |           | 16 00     |                            | 16 00     |
| Fontenay (Seine).....                | 1,938                |           | 92 00     |                            | 92 00     |
| Fougères (Ille-et-Vilaine).....      | 9,041                |           | 8 00      |                            | 8 00      |
| Franconville (Seine-et-Oise).....    |                      | 112 00    | 80 00     | 32 00                      |           |
| Gannat (Allier).....                 | 5,469                |           | 48 00     |                            | 48 00     |
| Gentilly (Seine).....                | 6,063                | 150 00    | 16 00     | 134 00                     |           |
| Gisors (Eure).....                   | 3,531                | 36 00     |           | 36 00                      |           |
| Givet (Ardennes).....                | 4,868                | 65 00     | 48 00     | 17 00                      |           |
| Gournay (Seine-Inférieure).....      | 3,213                | 310 00    | 36 00     | 274 00                     |           |
| Grasse (Alpes maritimes).....        | 11,740               | 152 00    | 218 00    |                            | 166 00    |
| Gray (Haute-Saône).....              | 6,121                |           | 106 50    |                            | 106 50    |
| Guéret (Creuse).....                 | 4,452                |           | 12 00     |                            | 12 00     |
| Guise (Aisne).....                   | 5,107                | 29 00     |           | 29 00                      |           |
| Ham (Somme).....                     | 2,562                | 214 00    |           | 214 00                     |           |
| Honfleur (Calvados).....             | 9,842                | 24 00     | 18 00     | 6 00                       |           |
| Houdan (Seine-et-Oise).....          | 2,007                | 70 00     | 74 00     |                            | 4 00      |
| Issoire (Puy-de-Dôme).....           | 6,063                | 173 00    | 147 00    | 26 00                      |           |
| Issoudun (Indre).....                | 13,757               | 110 00    | 154 00    |                            | 44 00     |
| Joigny (Yonne).....                  | 5,814                | 3 00      |           | 3 00                       |           |
| Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne)...   |                      |           | 24 00     |                            | 24 00     |
| Lagny-Thorigny (S.-et-Marne)...      | 3,709                |           | 145 00    |                            | 145 00    |
| Laigle (Orne).....                   | 5,721                |           | 20 00     |                            | 20 00     |
| Langres (Haute-Marne).....           | 7,440                |           | 25 00     |                            | 25 00     |
| Liancourt (Oise).....                | 3,112                | 174 00    | 118 00    | 36 00                      |           |
| Libourne (Gironde).....              | 13,461               |           | 24 00     |                            | 24 00     |
| Lilas (Le) (Seine).....              |                      | 632 00    | 827 00    |                            | 195 00    |
| Lisieux (Calvados).....              | 12,120               | 72 00     | 36 00     | 36 00                      |           |
| Loches (Indre-et-Loire).....         | 5,038                | 258 00    | 482 26    |                            | 224 26    |
| Lons-le-Saulnier (Jura).....         | 9,012                | 24 00     | 23 00     | 1 00                       |           |
| Louhans (Saône-et-Loire).....        | 3,775                |           | 29 31     |                            | 29 31     |
| Loupe (La) (Eure-et-Loir).....       | 1,352                | 464 00    | 443 00    | 21 00                      |           |
| Louviers (Eure).....                 | 11,643               | 331 25    | 321 00    | 10 25                      |           |
| Lunéville (Meurthe).....             | 12,393               |           | 28 00     |                            | 28 00     |
| Lure (Haute-Saône).....              | 3,616                |           |           |                            |           |
| A reporter.....                      |                      | 18,383 00 | 22,494 27 |                            |           |

| NOM DES DÉPARTEMENTS                            | POPULATION.<br>âmes. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-------------------------------------------------|----------------------|------------|------------|----------------------------|-----------|
|                                                 |                      | 1868-1869  | 1869-1870  | 1868-1869                  | 1869-1870 |
|                                                 |                      | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR DÉPARTEMENT. |                      |            |            |                            |           |
| Ain.....                                        | 371,643              | 223 00     | 378 00     | »                          | 155 00    |
| Aisne.....                                      | 565,023              | 4,008 50   | 4,071 50   | »                          | 63 00     |
| Allier.....                                     | 376,164              | 3,205 50   | 3,592 00   | »                          | 386 50    |
| Alpes (Basses-)                                 | 143,000              | »          | »          | »                          | »         |
| Alpes (Hautes-)                                 | 122,117              | »          | »          | »                          | »         |
| Alpes-Maritimes.....                            | 198,818              | 5,101 00   | 3,567 25   | 1,533 75                   | »         |
| Ardèche.....                                    | 387,174              | »          | »          | »                          | »         |
| Ardennes.....                                   | 326,864              | 1,393 95   | 1,369 60   | 24 35                      | »         |
| Arriège.....                                    | 250,436              | »          | »          | »                          | »         |
| Aube.....                                       | 261,951              | 2,705 00   | 2,722 00   | »                          | 17 00     |
| Aude.....                                       | 288,626              | 1,768 50   | 2,106 00   | »                          | 337 50    |
| Aveyron.....                                    | 400,070              | 162 00     | 116 00     | 46 00                      | »         |
| Bouches-du-Rhône.....                           | 547,903              | 49,610 73  | 51,157 90  | »                          | 1,547 15  |
| Calvados.....                                   | 474,909              | 3,550 51   | 3,573 99   | »                          | 23 48     |
| Cantal.....                                     | 237,994              | 336 00     | 158 00     | 178 00                     | »         |
| Charente.....                                   | 378,218              | 1,981 00   | 1,927 00   | 54 00                      | »         |
| Charente-Inférieure.....                        | 479,539              | 3,974 85   | 4,997 96   | »                          | 1,023 11  |
| Cher.....                                       | 336,613              | 1,102 95   | 1,226 65   | »                          | 123 70    |
| Corrèze.....                                    | 310,843              | 244 00     | 313 00     | »                          | 69 00     |
| Corse.....                                      | 259,861              | »          | »          | »                          | »         |
| Côte-d'Or.....                                  | 382,762              | 6,345 35   | 4,695 95   | 1,649 40                   | »         |
| Côtes-du-Nord.....                              | 641,210              | 532 00     | 300 00     | 232 00                     | »         |
| Creuse.....                                     | 274,057              | »          | 106 50     | »                          | 106 50    |
| Dordogne.....                                   | 502,673              | 1,312 00   | 914 00     | 398 00                     | »         |
| Doubs.....                                      | 298,072              | 4,135 31   | 4,077 81   | 57 50                      | »         |
| Drôme.....                                      | 324,231              | 684 00     | 872 00     | »                          | 188 00    |
| Eure.....                                       | 394,467              | 1,672 00   | 1,716 64   | »                          | 44 64     |
| Eure-et-Loir.....                               | 290,753              | 1,273 50   | 1,241 31   | »                          | 32 19     |
| Finistère.....                                  | 662,485              | 5,008 55   | 4,924 37   | 84 18                      | »         |
| Gard.....                                       | 429,747              | 7,171 70   | 6,428 60   | 743 10                     | »         |
| Garonne (Haute-)                                | 493,777              | 19,303 22  | 21,661 57  | »                          | 2,358 35  |
| Gers.....                                       | 295,692              | 424 75     | 401 00     | 23 75                      | »         |
| Gironde.....                                    | 701,855              | 69,435 70  | 56,448 45  | 12,987 25                  | »         |
| Hérault.....                                    | 427,245              | 12,863 95  | 13,418 55  | »                          | 554 60    |
| Ille-et-Vilaine.....                            | 592,609              | 2,453 00   | 5,158 05   | »                          | 2,705 05  |
| Indre.....                                      | 277,860              | 577 00     | 788 50     | »                          | 211 50    |
| Indre-et-Loir.....                              | 325,193              | 2,222 00   | 2,902 00   | »                          | 1,680 00  |
| Isère.....                                      | 581,386              | 3,065 01   | 2,898 52   | 166 49                     | »         |
| Jura.....                                       | 298,477              | 631 00     | 817 26     | »                          | 186 26    |
| Landes.....                                     | 306,693              | »          | 70 00      | »                          | 70 00     |
| Loir-et-Cher.....                               | 275,757              | 823 75     | 1,193 80   | »                          | 370 05    |
| Loire.....                                      | 537,108              | 4,585 77   | 4,391 11   | 194 66                     | »         |
| Loire (Haute-)                                  | 312,661              | 674 00     | 514 00     | 160 00                     | »         |
| Loire-Inférieure.....                           | 598,398              | 20,859 88  | 13,153 27  | 7,706 61                   | »         |
| Loiret.....                                     | 357,110              | 2,658 97   | 2,276 90   | 382 07                     | »         |
| Lot.....                                        | 268,919              | 313 00     | 630 50     | »                          | 317 50    |
| Lot-et-Garonne.....                             | 327,962              | 947 00     | 1,187 85   | »                          | 240 85    |
| Lozère.....                                     | 137,263              | »          | »          | »                          | »         |
| Maine-et-Loire.....                             | 532,325              | 3,174 66   | 4,546 50   | »                          | 1,371 84  |
| Manche.....                                     | 573,899              | 1,557 74   | 2,351 56   | »                          | 793 82    |
| Marne.....                                      | 390,309              | 7,028 20   | 6,896 05   | 130 15                     | »         |
| Marne (Haute-)                                  | 259,096              | 294 00     | 405 00     | »                          | 11 00     |
| Mayenne.....                                    | 367,855              | 1,196 50   | 1,170 50   | 26 00                      | »         |
| Meurthe.....                                    | 428,387              | 5,032 49   | 4,633 22   | 419 27                     | »         |
| Meuse.....                                      | 304,653              | 597 00     | 622 25     | »                          | 25 25     |
| Morbihan.....                                   | 504,084              | 809 95     | 840 90     | »                          | 30 95     |
| A reporter.....                                 |                      | 269,150 46 | 257,033 34 | »                          | »         |



| NOM DES DÉPARTEMENTS.        | POPULATION.<br>âmes. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------|----------------------|------------|------------|----------------------------|-----------|
|                              |                      | 1868-1869  | 1869-1870  | 1868 1869                  | 1869-1870 |
|                              |                      | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                  |                      | 269,150 48 | 257,033 84 |                            |           |
| Moselle.....                 | 452,157              | 8,134 23   | 8,387 87   | »                          | 253 64    |
| Nièvre.....                  | 342,773              | 1,149 00   | 1,163 00   | »                          | 14 00     |
| Nord.....                    | 1,392,041            | 25,704 83  | 23,796 89  | 1,908 01                   | »         |
| Oise.....                    | 401,274              | 1,751 50   | 2,500 00   | »                          | 748 50    |
| Orne.....                    | 414,618              | 788 00     | 946 00     | »                          | 158 00    |
| Pas-de-Calais.....           | 749,777              | 8,756 50   | 9,218 03   | »                          | 461 53    |
| Puy-de-Dôme.....             | 571,690              | 2,411 15   | 2,141 00   | 270 15                     | »         |
| Pyrénées (Basses).....       | 435,486              | 1,826 00   | 3,509 87   | »                          | 1,683 87  |
| Pyrénées (Hautes).....       | 240,252              | 1,282 00   | 1,707 00   | »                          | 425 00    |
| Pyrénées-Orientales.....     | 189,490              | 2,518 00   | 3,034 50   | »                          | 516 50    |
| Rhin (Bas).....              | 588,970              | 12,057 35  | 12,474 63  | »                          | 417 28    |
| Rhin (Haut).....             | 530,283              | 3,318 50   | 4,286 85   | »                          | 968 35    |
| Rhône.....                   | 678,648              | 49,134 93  | 49,952 21  | »                          | 817 28    |
| Saône (Haute).....           | 317,706              | 455 00     | 453 00     | 2 00                       | »         |
| Saône-et-Loire.....          | 610,006              | 3,064 00   | 2,525 00   | 539 00                     | »         |
| Sarthe.....                  | 463,619              | 3,553 15   | 4,588 00   | »                          | 1,034 85  |
| Savoie.....                  | 271,663              | 939 00     | 1,002 00   | »                          | 63 00     |
| Savoie (Haute).....          | 273,768              | »          | 94 00      | »                          | 94 00     |
| Seine (1).....               | »                    | »          | 916 30     | »                          | 916 30    |
| Seine-et-Marne.....          | 354,400              | 1,154 00   | 1,662 60   | »                          | 508 60    |
| Seine-et-Oise.....           | 533,727              | 10,561 10  | 10,421 10  | 140 00                     | »         |
| Seine-Inférieure.....        | 792,768              | 46,511 23  | 44,370 13  | 2,141 10                   | »         |
| Sèvres (Deux).....           | 323,155              | 777 00     | 893 50     | »                          | 116 50    |
| Somme.....                   | 572,640              | 6,366 85   | 6,480 05   | »                          | 113 20    |
| Tarn.....                    | 355,513              | 524 00     | 251 00     | 273 00                     | »         |
| Tarn-et-Garonne.....         | 228,969              | 836 00     | 996 00     | »                          | 160 00    |
| Var.....                     | 308,550              | 4,639 15   | 7,757 76   | »                          | 3,118 61  |
| Vaucluse.....                | 266,091              | 4,650 40   | 4,771 85   | »                          | 121 45    |
| Vendée.....                  | 404,473              | 383 00     | 2,179 00   | »                          | 1,796 00  |
| Vienne.....                  | 324,527              | 2,987 38   | 2,758 81   | 228 57                     | »         |
| Vienne (Haute).....          | 326,037              | 2,051 20   | 2,426 25   | »                          | 375 05    |
| Vosges.....                  | 418,998              | 228 00     | 3,237 55   | »                          | 3,009 55  |
| Yonne.....                   | 372,589              | 922 00     | 1,026 00   | »                          | 104 00    |
|                              | 35,916,178           |            |            |                            |           |
|                              | Européens            |            |            |                            |           |
| Province d'Alger.....        | 81,304               | 9,403 05   | 8,308 50   | 1,094 55                   | »         |
| Province d'Oran.....         | 69,885               | 1,223 50   | 1,156 00   | 77 50                      | »         |
| Province de Constantine..... | 34,062               | 2,479 00   | 1,920 10   | 558 90                     | »         |
| Colonies.....                | »                    | 568 00     | 1,121 00   | »                          | 553 00    |
| TOTAUX.....                  | 185,231              | 493,268 46 | 491,466 61 | 801 82                     | »         |

(1) Non compris Paris et la banlieue, et certaines localités desservies par les troupes de théâtres de la banlieue.

## DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                    | EXERCICES      |           |                |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |           |          |
|--------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|----------|
|                    | 1868-1869      |           | 1869-1870      |           | 1868-1869                  |           | 1869-1870 |          |
|                    | fr.            | c.        | fr.            | c.        | fr.                        | c.        | fr.       | c.       |
| Avril.....         | 47,072         | 46        | 49,649         | 07        | »                          | »         | 2,576     | 61       |
| Mai.....           | 44,183         | 39        | 50,320         | 09        | »                          | »         | 6,136     | 70       |
| Juin.....          | 31,215         | 93        | 35,044         | 63        | »                          | »         | 3,828     | 70       |
| Juillet.....       | 18,138         | 79        | 19,066         | 28        | »                          | »         | 927       | 49       |
| Août.....          | 21,446         | 74        | 14,826         | 18        | 6,620                      | 56        | »         | »        |
| Septembre.....     | 26,763         | 91        | 23,884         | 64        | 2,879                      | 27        | »         | »        |
| Octobre.....       | 31,081         | 86        | 33,339         | 22        | »                          | »         | 2,257     | 36       |
| Novembre.....      | 50,956         | 66        | 50,548         | 90        | 407                        | 76        | »         | »        |
| Décembre.....      | 52,153         | 59        | 52,247         | 23        | »                          | »         | 91        | 64       |
| Janvier.....       | 51,901         | 04        | 50,952         | 50        | 948                        | 54        | »         | »        |
| Février.....       | 60,676         | 22        | 58,397         | 11        | 2,279                      | 11        | »         | »        |
| Mars.....          | 56,675         | 87        | 53,190         | 79        | 3,485                      | 08        | »         | »        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>492,268</b> | <b>46</b> | <b>491,466</b> | <b>64</b> | <b>801</b>                 | <b>82</b> | <b>»</b>  | <b>»</b> |

## CLASSEMENT DES DÉPARTEMENTS

POUR L'EXERCICE 1869-1870.

Du travail qui précède, il résulte que les départements (non compris Paris et la banlieue), les trois provinces de l'Algérie et les colonies sont classés ainsi qu'il suit, pour l'exercice 1869-1870, en commençant par ceux dans lesquels les droits d'auteur sont le plus élevés.

NOTA. Le numéro entre crochets, qui suit le nom du département, est le numéro du classement de l'exercice précédent.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | fr.            | c.        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------|
| 1. GIRONDE [1]. — Bordeaux, 56,330 fr. 45 c. — Libourne, 118 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 56,448         | 45        |
| 2. BOUCHES-DU-RHÔNE [2]. — Marseille, 48,627 fr. 90 c. — Aix, 1,718 fr. — Arles, 676 fr. — Tarascon, 136 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 51,157         | 90        |
| 3. RHÔNE [3]. — Lyon, 49,952 fr. 21 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 49,952         | 21        |
| 4. SEINE-INFÉRIEURE [4]. — Rouen, 24,472 fr. 44 c. — Le Havre, 13,928 fr. 69 c. — Elbeuf, 3,184 fr. — Dieppe, 2,250 fr. — Eu, 262 fr. — Fécamp, 127 fr. — Bolbec, 88 fr. — Gournay, 48 fr. — Yvetot, 30 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 44,370         | 12        |
| 5. NORD [5]. — Lille, 16,615 fr. 77 c. — Dunkerque, 3,545 fr. 85 c. — Valenciennes, 1,758 fr. — Cambrai, 713 fr. — Douai, 684 fr. 70 c. — Le Cateau, 339 fr. 50 c. — Conde-sur-Escaut, 128 fr. — Tournai, 12 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 23,796         | 82        |
| 6. HAUTE-GARONNE [7]. — Toulouse, 21,661 fr. 57 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 21,661         | 87        |
| 7. HÉRAULT [8]. — Montpellier, 9,222 fr. 55 c. — Béziers, 3,133 fr. — Cette, 1,033 fr. — Bédarieux, 10 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 13,418         | 55        |
| 8. LOIRE-INFÉRIEURE [6]. — Nantes, 13,097 fr. 27 c. — Saint-Nazaire, 56 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 13,153         | 27        |
| 9. BAS-RHIN [9]. — Strasbourg, 12,474 fr. 63 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 12,474         | 63        |
| 10. SEINE-ET-OISE [10]. — Versailles, 7,709 fr. 10 c. — Saint-Germain, 851 fr. 50 c. — Rueil, 384 fr. — Pontoise, 239 fr. — Poissy, 198. — Maisons-sur-Seine, 156 fr. — Meulan, 144 fr. — Etampes, 142 fr. — Mantes, 139 fr. 50 c. — Magny-en-Vexin, 132 fr. — Corbeil, 72 fr. — Dourdan, 56 fr. — Argenteuil, 54 fr. — Rambouillet, 32 fr. — Meudon, 28 fr. — Orsay, 21 fr. — Houdan, 18 fr. — Arpajon, 11 fr. — Vésinet, 10 fr. — Franconville, 8 fr. — Taverny, 8 fr. — Chaville, 4 fr. — Le Raincy, 4 fr.... | 10,421         | 10        |
| <b>A reporter.....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>296,834</b> | <b>63</b> |

|     |                                                                                                                                                                                                  | Report..... |            |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| 11. | PAS-DE-CALAIS [12]. — Boulogne-sur-Mer, 4,479 fr. 15 c. — Calais, 2,093 fr. 40 c. — Arras, 1,532 fr. — Saint-Omer, 1,065 fr. 50 c. — Béthune, 48 fr.....                                         |             | 296,854 63 |
| 12. | MOSELLE [13]. — Metz, 8,301 fr. 87 c. — Thionville, 86 fr.....                                                                                                                                   |             | 9,218 05   |
| 13. | PROVINCE D'ALGER [11]. — Alger, 7,841 fr. 50 c. — Blidah, 467 fr.....                                                                                                                            |             | 8,387 50   |
| 14. | VAR [18]. — Toulon, 7,566 fr. 36 c. — Draguignan, 191 fr. 40 c.....                                                                                                                              |             | 8,308 57   |
| 15. | MARNE [15]. — Reims, 4,823 fr. 05 c. — Châlons-sur-Marne, 783 fr. — Epernay, 579 fr. — Mourmelon-le-Grand (Camp de Châlons), 378 fr. — Vitry-le-François, 301 fr. — Sainte-Menehould, 32 fr..... |             | 7,757 76   |
| 16. | SOMME [16]. — Amiens, 5,070 fr. 05 c. — Abbeville, 1,092 fr. — Péronne, 318 fr.....                                                                                                              |             | 6,898 05   |
| 17. | GARD [14]. — Nîmes, 6,152 fr. 60 c. — Alais, 168 fr. — Uzès, 108 fr.....                                                                                                                         |             | 6,480 05   |
| 18. | ILLE-ET-VILAINE [37]. — Rennes, 4,526 fr. 05 c. — Saint-Malo, 540 fr. — Fougères, 92 fr.....                                                                                                     |             | 6,423 60   |
| 19. | CHARENTE-INFERIEURE [25]. — Rochefort, 2,937 fr. 81 c. — La Rochelle, 1,184 fr. — Saintes, 714 fr. 15 c. — Saint-Jean-d'Angely, 116 fr. — Ile Saint-Martin-de-Ré, 16 fr.....                     |             | 5,158 03   |
| 20. | FINISTÈRE [19]. — Brest, 4,546 fr. 37 c. — Morlaix, 378 fr.....                                                                                                                                  |             | 4,997 96   |
| 21. | VAUCLUSE [22]. — Avignon, 4,186 fr. 85 c. — Carpentras, 545 fr. — Cavillon, 40 fr.....                                                                                                           |             | 4,924 37   |
| 22. | CÔTE-D'OR [17]. — Dijon, 4,223 fr. 95 c. — Beaune, 339 fr. — Châtillon-sur-Seine, 48 fr. — Montbard, 40 fr. — Auxonne, 30 fr. — Semur, 15 fr.....                                                |             | 4,771 85   |
| 23. | MEURTHE [21]. — Nancy, 4,328 fr. 22 c. — Lunéville, 321 fr. — Toul, 84 fr.....                                                                                                                   |             | 4,695 96   |
| 24. | SARTHE [27]. — Le Mans, 4,512 fr. — Mamers, 64 fr. — La Flèche, 12 fr.....                                                                                                                       |             | 4,633 22   |
| 25. | MAINE-ET-LOIRE [30]. — Angers, 3,858 fr. — Saumur, 688 fr. 50 c.....                                                                                                                             |             | 4,508 00   |
| 26. | LOIRE [24]. — Saint-Etienne, 3,999 fr. 11 c. — Roanne, 392 fr.....                                                                                                                               |             | 4,516 50   |
| 27. | HAUT-RHIN [31]. — Mulhouse, 3,147 fr. 35 c. — Colmar, 1,083 fr. 50 c. — Belfort, 56 fr.....                                                                                                      |             | 4,391 11   |
| 28. | DOUBS [23]. — Besançon, 3,818 fr. 81 c. — Montbéliard, 259 fr.....                                                                                                                               |             | 4,286 85   |
| 29. | AISNE [26]. — Saint-Quentin, 2,289 fr. 50 c. — Laon, 662 fr. — Soissons, 369 fr. — Chauny, 280 fr. — Château-Thierry, 267 fr. — La Fère, 192 fr. — Guise, 19 fr.....                             |             | 4,077 81   |
| 30. | INDRE-ET-LOIRE [26]. — Tours, 3,816 fr. — Loches, 36 fr. — Chinon, 32 fr. — Amboise, 18 fr.....                                                                                                  |             | 4,071 50   |
| 31. | ALLIER [32]. — Vichy, 2,144 fr. — Moulins, 1,114 fr. — Montluçon, 198 fr. — Gannat, 80 fr. — Saint-Pourçain, 56 fr.....                                                                          |             | 3,902 00   |
| 32. | CALVADOS [28]. — Caen, 2,111 fr. — Lisieux, 827 fr. — Cabourg, 294 fr. — Bayeux, 142 fr. — Vire, 103 fr. — Falaise, 96 fr.....                                                                   |             | 3,592 00   |
| 33. | ALPES-MARITIMES [20]. — Nice, 3,475 fr. 25 c. — Cannes, 56 fr. — Grasse, 36 fr.....                                                                                                              |             | 3,573 99   |
| 34. | BASSES-PYRÉNÉES [46]. — Bayonne, 1,837 fr. 37 c. — Pau, 1,652 fr. 50 c.....                                                                                                                      |             | 3,567 25   |
| 35. | VOSGES [81]. — Epinal, 2,913 fr. 55 c. — Remiremont, 110 fr. — Plombières, 100 fr. — Neufchâteau, 84 fr.....                                                                                     |             | 3,509 87   |
| 36. | PYRÉNÉES-ORIENTALES [39]. — Perpignan, 3,034 fr. 50 c.....                                                                                                                                       |             | 3,237 57   |
| 37. | ISÈRE [33]. — Grenoble, 2,520 fr. 52 c. — Vienne, 378 fr.....                                                                                                                                    |             | 3,034 50   |
| 38. | VIENNE [36]. — Poitiers, 2,090 fr. 56 c. — Châtelleraut, 668 fr. 25 c.....                                                                                                                       |             | 2,898 50   |
| 39. | AUBE [35]. — Troyes, 2,546 fr. — Romilly-sur-Seine, 120 fr. — Villenauxe, 40 fr. — Bar-sur-Aube, 16 fr.....                                                                                      |             | 2,758 81   |
| 40. | SAÔNE-ET-LOIRE [34]. — Châlon-sur-Saône, 1,230 fr. — Mâcon, 1,216 fr. — Tournus, 56 fr. — Louhans, 23 fr.....                                                                                    |             | 2,722 00   |
| 41. | OISE [43]. — Beauvais, 782 fr. — Compiègne, 756 fr. — Clermont, 388 fr. — Creil, 304 fr. — Senlis, 211 fr. — Pont-Sainte-Maxence, 28 fr. — Liancourt, 25 fr. — Pierrefonds, 6 fr.....            |             | 2,500 00   |
| 42. | HAUTE-VIENNE [42]. — Limoges, 2,426 fr. 25 c.....                                                                                                                                                |             | 2,426 25   |
| 43. | MANCHE [47]. — Cherbourg, 2,081 fr. 56 c. — Saint-Lô, 270 fr.....                                                                                                                                |             | 2,351 56   |
| 44. | LOIRET [38]. — Orléans, 1,892 fr. 90 c. — Montargis, 328 fr. — Pithiviers, 56 fr.....                                                                                                            |             | 2,276 56   |
| 45. | VENDÉE [78]. — Napoléon-Vendée, 1,678 fr. — Les Sables-d'Olonne, 385 fr. — Fontenay-le-Comte, 116 fr.....                                                                                        |             | 2,179 00   |
| 46. | PUY-DE-DOME [40]. — Clermont-Ferrand, 1,795 fr. — Riom, 185 fr. — Thiers, 87 fr. — Issoire, 74 fr.....                                                                                           |             | 2,141 00   |
| 47. | AUDE [45]. — Carcassonne, 1,202 fr. 50 c. — Narbonne, 903 fr. 50 c.....                                                                                                                          |             | 2,106 00   |
| 48. | CHARENTE [41]. — Angoulême, 1,367 fr. — Cognac, 604 fr. — Barbezieux, 56 fr.....                                                                                                                 |             | 1,927 56   |
| 49. | PROVINCE DE CONSTANTINE [44]. — Bone, 838 fr. 75 c. — Constantine, 614 fr. — Philippeville, 467 fr. 35 c.....                                                                                    |             | 1,920 10   |
| 50. | EURE [48]. — Evreux, 583 fr. 64 c. — Louviers, 443 fr. — Les Andelys, 344 fr. — Vernon, 218 fr. — Bernay, 112 fr. — Gisors, 16 fr.....                                                           |             | 1,716 60   |
| 51. | HAUTES-PYRÉNÉES [51]. — Bagnères, 1,219 fr. — Tarbes, 488 fr.....                                                                                                                                |             | 1,707 00   |

A reporter .....

296,854 63

9,218 05

8,387 50

8,308 57

7,757 76

6,898 05

6,480 05

6,423 60

5,158 03

4,997 96

4,924 37

4,771 85

4,695 96

4,633 22

4,508 00

4,516 50

4,391 11

4,286 85

4,077 81

4,071 50

3,902 00

3,592 00

3,573 99

3,567 25

3,509 87

3,237 57

3,034 50

2,898 50

2,758 81

2,722 00

2,500 00

2,426 25

2,351 56

2,276 56

2,179 00

2,141 00

2,106 00

1,927 56

1,920 10

1,716 60

1,707 00

464,049 63

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | fr. c.     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Report.....                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 464,049 63 |
| 52. SEINE-ET-MARNE [35]. — Fontainebleau, 472 fr. 35 c. — Meaux, 380 fr. — Melun, 332 fr. 25 c. — Coulommiers, 210 fr. — Provins, 156 fr. — Montereau, 64 fr. — La Ferté-sous-Jouarre, 24 fr. — Lagny-Thorigny, 24 fr.....                                                                       | 1,662 60   |
| 53. ARDENNES [58]. — Charleville, 765 fr. 35 c. — Sedan, 292 fr. — Mézières, 206 fr. 25 c. — Vouziers, 64 fr. — Réthel, 42 fr.....                                                                                                                                                               | 1,369 60   |
| 54. EURE-ET-LOIR [52]. — Chartres, 711 fr. — Nogent-le-Rotrou, 377 fr. — Dreux, 128 fr. — Châteaudun, 64 fr. — Châteauneuf, 39 fr. — La Loupe, 39 fr. 31 c.....                                                                                                                                  | 1,341 31   |
| 55. CHER [57]. — Bourges, 1,076 fr. 65 c. — Saint-Amand, 150 fr.....                                                                                                                                                                                                                             | 1,226 65   |
| 56. LOIR-ET-CHER [63]. — Blois, 711 fr. 40 c. — Vendôme, 374 fr. 40 c. — Romorantin, 108 fr.....                                                                                                                                                                                                 | 1,193 80   |
| 57. LOT-ET-GARONNE [60]. — Agen, 863 fr. 85 c. — Villeneuve-sur-Lot, 264 fr. — Nérac, 60 fr.....                                                                                                                                                                                                 | 1,187 85   |
| 58. MAYENNE [54]. — Laval, 986 fr. 50 c. — Château-Gontier, 152 fr. — Mayenne, 32 fr.....                                                                                                                                                                                                        | 1,170 50   |
| 59. NIÈVRE [56]. — Nevers, 952 fr. — Cosne, 145 fr. — La Charité, 66 fr.....                                                                                                                                                                                                                     | 1,163 00   |
| 60. PROVINCE D'ORAN [53]. — Oran, 508 fr. 50 c. — Sidi-Bel-Abbès, 357 fr. 50 c. — Mascara, 290 fr.....                                                                                                                                                                                           | 1,116 00   |
| 61. COLONIES [49]. — Îles de la Réunion, 1,121 fr.....                                                                                                                                                                                                                                           | 1,111 00   |
| 62. YONNE [59]. — Auxerre, 439 fr. — Sens, 159 fr. — Joigny, 154 fr. — Tonnerre, 147 fr. — Avallon, 112 fr. — Villeneuve-sur-Yonne, 15 fr.....                                                                                                                                                   | 1,026 00   |
| 63. SAVOIE [61]. — Chambéry, 912 fr. — Aix-les-Bains, 90 fr.....                                                                                                                                                                                                                                 | 1,002 00   |
| 64. TARN-ET-GARONNE [66]. — Montauban, 996 fr.....                                                                                                                                                                                                                                               | 996 00     |
| 65. ORNE [65]. — Alençon, 567 fr. — Argentan, 174 fr. — Laigle, 145 fr. — Flers, 60 fr.....                                                                                                                                                                                                      | 946 00     |
| 66. SEINE [5]. — Puteaux, 488 fr. — Adamville, 122 fr. 50 c. — Charenton, 96 fr. — Gentilly, 48 fr. — Saint-Hilaire, 40 fr. — Les Lilas, 24 fr. — Saint-Mandé, 24. — Fontenay, 16 fr. — Arcueil, 15 fr. — Champigny, 12 fr. — Vanves, 12 fr. — Suresnes, 10 fr. 80 c. — Saint-Maurice, 8 fr..... | 916 30     |
| 67. DORDOGNE [50]. — Périgueux, 826 fr. — Bergerac, 88 fr.....                                                                                                                                                                                                                                   | 914 00     |
| 68. DEUX-SÈVRES [67]. — Niort, 893 fr. 50 c.....                                                                                                                                                                                                                                                 | 893 50     |
| 69. DRÔME [68]. — Valence, 872 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                           | 872 00     |
| 70. MORBIHAN [64]. — Lorient, 840 fr. 90 c.....                                                                                                                                                                                                                                                  | 840 90     |
| 71. JURA [62]. — Lons-le-Saulnier, 482 fr. 26 c. — Dôle, 120 fr. — Salins, 118 fr. — Arbois, 55 fr. — Poligny, 42 fr.....                                                                                                                                                                        | 817 26     |
| 72. INDRE [73]. — Châteaufoux, 632 fr. 50 c. — Issoudun, 147 fr. — La Châtre, 8 fr.....                                                                                                                                                                                                          | 788 50     |
| 73. LOT [75]. — Cahors, 630 fr. 50 c.....                                                                                                                                                                                                                                                        | 630 50     |
| 74. MEUSE [70]. — Bar-le-Duc, 338 fr. 25 c. — Verdun, 181 fr. — Saint-Mihiel, 88 fr. — Commercy, 15 fr.....                                                                                                                                                                                      | 622 25     |
| 75. HAUTE-LOIRE [69]. — Le Puy, 514 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                      | 514 00     |
| 76. HAUTE-SAÛNE [74]. — Gray, 218 fr. — Luxeuil, 168 fr. — Vesoul, 39 fr. — Lure, 28 fr.....                                                                                                                                                                                                     | 453 00     |
| 77. HAUTE-MARNE [77]. — Chaumont, 313 fr. — Saint-Dizier, 72 fr. — Langres, 20 fr.....                                                                                                                                                                                                           | 405 00     |
| 78. GERS [76]. — Auch, 401 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                               | 401 00     |
| 79. AIN [82]. — Bourg, 378 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                               | 378 00     |
| 80. CORRÈZE [80]. — Tulle, 257 fr. — Brives, 56 fr.....                                                                                                                                                                                                                                          | 313 00     |
| 81. CÔTES-DU-NORD [71]. — Saint-Brieuc, 300 fr.....                                                                                                                                                                                                                                              | 300 00     |
| 82. TARN [72]. — Castres, 251 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                            | 251 00     |
| 83. CANTAL [79]. — Aurillac, 158 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                         | 158 00     |
| 84. AVEYRON [83]. — Millau, 76 fr. — Rodez, 40 fr.....                                                                                                                                                                                                                                           | 116 00     |
| 85. CREUSE [84]. — Guéret, 106 fr. 50 c.....                                                                                                                                                                                                                                                     | 106 50     |
| 86. HAUTE-SAVOIE [5]. — Annecy, 91 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                       | 91 00      |
| 87. LANDES [5]. — Dax, 70 fr.....                                                                                                                                                                                                                                                                | 70 00      |
| TOTAUX.....                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 491,466 64 |

## DÉPARTEMENTS. — RÉSUMÉ.

| Pendant l'Exercice 1869-1870 les Droits d'auteur |                                                                 |   |        |
|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|---|--------|
| dépassé                                          | 50,000 fr. et n'ont pas atteint 60,000 fr. dans 2 départements. |   |        |
| —                                                | 40,000                                                          | — | 50,000 |
| —                                                | 30,000                                                          | — | 25,000 |
| —                                                | 10,000                                                          | — | 15,000 |
| —                                                | 9,000                                                           | — | 10,000 |
| —                                                | 8,000                                                           | — | 9,000  |
| —                                                | 7,000                                                           | — | 8,000  |
| —                                                | 6,000                                                           | — | 7,000  |
| —                                                | 5,000                                                           | — | 6,000  |
| —                                                | 4,000                                                           | — | 5,000  |
| —                                                | 3,000                                                           | — | 4,000  |
| —                                                | 2,000                                                           | — | 3,000  |
| —                                                | 1,500                                                           | — | 2,000  |
| —                                                | 1,000                                                           | — | 1,500  |
| —                                                | 900                                                             | — | 1,000  |
| —                                                | 800                                                             | — | 900    |
| —                                                | 700                                                             | — | 800    |
| —                                                | 600                                                             | — | 700    |
| —                                                | 500                                                             | — | 600    |
| —                                                | 400                                                             | — | 500    |
| —                                                | 300                                                             | — | 400    |
| —                                                | 200                                                             | — | 300    |
| —                                                | 100                                                             | — | 200    |
|                                                  |                                                                 |   | 100    |
|                                                  |                                                                 |   | 87     |
| n'ont donné lieu à aucune perception.....        |                                                                 |   | 6      |
|                                                  |                                                                 |   | 93     |

(1) Les localités de la Seine qui ne sont pas comprises dans les divisions de Paris et de la banlieue, forment un de ces quatre départements.

### III. — BANLIEUE.

#### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

|                                                           | EXERCICES        |                  | DIFFÉRENCE en faveur de |                 |
|-----------------------------------------------------------|------------------|------------------|-------------------------|-----------------|
|                                                           | 1868-1869        | 1869-1870        | 1868-1869               | 1869-1870       |
| Belleville.....                                           | 8,750 00         | 13,632 96        | »                       | 4,872 96        |
| Batignolles.....                                          | 11,613 45        | 11,328 68        | 284 77                  | »               |
| Montmartre.....                                           | 10,632 87        | 10,896 00        | »                       | 263 13          |
| Villette ( La ).....                                      | 4,449 95         | 4,730 42         | »                       | 280 47          |
| Grenelle.....                                             | 3,988 99         | 4,073 35         | »                       | 84 36           |
| Montparnasse.....                                         | 3,725 21         | 3,914 59         | »                       | 189 38          |
| Gobelins (Saint-Marcel)....                               | »                | 2,977 65         | »                       | 2,977 65        |
| Passy.....                                                | 715 55           | 451 12           | 264 43                  | »               |
| Localités desservies par les théâtres de la banlieue (1). | 3,464 02         | 5,248 00         | »                       | 1,784 00        |
| <b>TOTAUX.....</b>                                        | <b>47,340 02</b> | <b>57,242 77</b> | <b>»</b>                | <b>9,902 75</b> |

(1) Aubervilliers, Asnières, Auteuil, Bellevue, Boulogne, Billancourt, Châtillon, Clamart, Courbevoie, Créteil, Grand-Montrouge, Joinville-le-Pont, Livry, Le Vallois-Perret, Montreuil, Nanterre, Romainville, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Sèvres, Vincennes (Casino), Viroflay, Ville-d'Avray. — Cafés chantants; Tivoli, Gaité, Mille-Colonnes, Grand-Balcon.

## BANLIEUE. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                    | EXERCICES        |                  | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |                 |
|--------------------|------------------|------------------|----------------------------|-----------------|
|                    | 1860-1869        | 1869-1870        | 1868-1869                  | 1869-1870       |
| Avril.....         | 4,794 48         | 5,393 19         | »                          | 598 71          |
| Mai.....           | 3,473 01         | 3,861 25         | »                          | 388 24          |
| Juin.....          | 2,617 29         | 4,055 76         | »                          | 1,438 47        |
| Juillet.....       | 2,038 32         | 3,125 70         | »                          | 1,087 38        |
| Août.....          | 1,570 89         | 2,714 66         | »                          | 1,143 77        |
| Septembre.....     | 2,111 30         | 3,609 83         | »                          | 1,498 53        |
| Octobre.....       | 4,117 21         | 4,809 74         | »                          | 692 53          |
| Novembre.....      | 5,163 59         | 5,723 82         | »                          | 560 23          |
| Décembre.....      | 5,597 61         | 6,914 38         | »                          | 1,316 77        |
| Janvier.....       | 5,035 41         | 5,475 88         | »                          | 440 47          |
| Février.....       | 5,752 17         | 6,922 30         | »                          | 1,170 13        |
| Mars.....          | 5,068 74         | 4,636 26         | 432 48                     | »               |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>47,340 02</b> | <b>57,242 77</b> | <b>»</b>                   | <b>9,902 75</b> |

## IV. — ÉTRANGER.

|                    | EXERCICES        |                  | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |                 |
|--------------------|------------------|------------------|----------------------------|-----------------|
|                    | 1868-1869        | 1869-1870        | 1868-1869                  | 1869-1870       |
|                    | fr. c.           | fr. c.           | fr. c.                     | fr. c.          |
| Avril.....         | »                | 3,958 00         | »                          | 3,958 00        |
| Mai.....           | 4,665 00         | »                | 4,665 00                   | »               |
| Juin.....          | »                | 5,028 00         | »                          | 5,028 00        |
| Juillet.....       | 4,205 00         | 3,844 00         | 361 00                     | »               |
| Août.....          | »                | »                | »                          | »               |
| Septembre.....     | 1,184 00         | 2,227 00         | »                          | 1,043 00        |
| Octobre.....       | 730 00           | »                | 730 00                     | »               |
| Novembre.....      | 1,609 00         | »                | 1,609 00                   | »               |
| Décembre.....      | 2,575 00         | 7,872 00         | »                          | 5,297 00        |
| Janvier.....       | 2,118 00         | »                | 2,118 00                   | »               |
| Février.....       | 2,431 80         | »                | 2,431 80                   | »               |
| Mars.....          | 3,161 57         | 6,906 00         | »                          | 3,744 43        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>22,679 37</b> | <b>29,835 00</b> | <b>»</b>                   | <b>7,155 63</b> |

## V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

|                    | EXERCICES        |           |                  |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |          |                |           |
|--------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|----------------------------|----------|----------------|-----------|
|                    | 1868-1869        |           | 1869-1870        |           | 1868-1869                  |          | 1869-1870      |           |
|                    | fr.              | c.        | fr.              | c.        | fr.                        | c.       | fr.            | c.        |
| Avril .....        | 171,564          | 63        | 189,172          | 66        | "                          | "        | 17,608         | 03        |
| Mai .....          | 128,311          | 50        | 180,199          | 18        | "                          | "        | 51,887         | 68        |
| Juin .....         | 82,313           | 25        | 135,557          | 28        | "                          | "        | 53,244         | 03        |
| Juillet .....      | 60,683           | 86        | 61,166           | 86        | "                          | "        | 483            | 50        |
| Août .....         | 77,769           | 06        | 81,065           | 95        | "                          | "        | 3,296          | 89        |
| Septembre .....    | 102,527          | 21        | 148,004          | 65        | "                          | "        | 45,477         | 44        |
| Octobre .....      | 164,991          | 72        | 180,628          | 82        | "                          | "        | 15,637         | 10        |
| Novembre .....     | 199,322          | 05        | 209,398          | 56        | "                          | "        | 10,076         | 51        |
| Décembre .....     | 211,565          | 27        | 222,474          | 08        | "                          | "        | 10,908         | 81        |
| Janvier .....      | 230,170          | 43        | 238,912          | 55        | "                          | "        | 8,742          | 12        |
| Février .....      | 215,090          | 11        | 210,805          | 65        | 4,284                      | 46       | "              | "         |
| Mars .....         | 202,132          | 89        | 224,576          | 88        | "                          | "        | 22,443         | 99        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>1,846,341</b> | <b>48</b> | <b>2,081,763</b> | <b>12</b> | <b>"</b>                   | <b>"</b> | <b>235,421</b> | <b>64</b> |

| VI. — RÉSUMÉ.                                                         |                  |           |                  |           |                |           |                |           |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|
| Paris .....                                                           | 1,284,053        | 63        | 1,503,218        | 71        | "              | "         | 219,165        | 08        |
| Départements.....                                                     | 492,268          | 46        | 491,466          | 64        | 801            | 82        | "              | "         |
| Banlieue .....                                                        | 47,340           | 02        | 57,242           | 77        | "              | "         | 9,902          | 75        |
| Étranger.....                                                         | 22,679           | 37        | 29,835           | 00        | "              | "         | 7,155          | 63        |
|                                                                       | <b>1,846,341</b> | <b>48</b> | <b>2,081,763</b> | <b>12</b> | <b>801</b>     | <b>82</b> | <b>236,223</b> | <b>46</b> |
| Soit une différence totale en faveur de l'exercice 1869-1870, de..... |                  |           |                  |           | <b>335,421</b> | <b>64</b> | <b>"</b>       | <b>"</b>  |

# JURISPRUDENCE

EN MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES

SUITE. — Voir Tome I<sup>er</sup>, pages 331 et 533.

---

## § 3. — *Propriété littéraire. — Contrefaçon.*

La propriété littéraire et la contrefaçon pourraient former à elles seules un énorme traité, et comme le théâtre a la plus grande affinité avec tout ce qui est relatif à ce sujet, il faudrait, pour exposer les droits et les devoirs des auteurs et compositeurs dramatiques, donner à cet article des développements que ne peut comporter cet *Annuaire*. On s'est donc borné, dans ce travail, à ne reproduire le plus souvent que des jugements relatifs à des œuvres dramatiques, et à ne puiser, en dehors de cette spécialité, dans les nombreux procès concernant la propriété littéraire et la contrefaçon, que ce qui peut s'appliquer d'une manière à peu près certaine aux pièces de théâtre.

### *Ce qui constitue la propriété littéraire.*

L'expression *propriété littéraire* doit s'entendre de toute production émanant de la pensée, définie par ces mots : *écrits en tout genre* spécifiés dans l'art. 1<sup>er</sup> de la loi des 19-24 juillet 1793.

Le droit de propriété littéraire appartient donc à l'auteur de toute œuvre qui constitue un produit spontané et personnel de son intelligence et de son imagination, quel qu'en soient la nature, le mérite ou l'étendue [114].

Cette propriété, invariable dans son essence et son caractère, embrasse les œuvres légères comme les grandes compositions, la partie comme le tout ; elle s'étend donc aux fragments d'ouvrages comme aux ouvrages entiers, soit que ces fragments se composent de paroles ou de musique, soit que ces deux éléments d'une composition musicale dramatique s'y trouvent réunis. Ainsi les auteurs d'airs ou compositeurs de musique ont le droit de s'opposer à ce que leurs airs ou mélodies soient intercalés, sous quel-



que forme que ce soit, dans des ouvrages dramatiques, sans leur consentement exprès ou tacite [416].

En dehors de l'œuvre entièrement créée par un auteur, il y en a un grand nombre d'autres qui peuvent également constituer un

---

[114, 115, 116]. Les trois procès qui vont suivre ne peuvent être séparés, parce qu'ils sont relatifs au même objet et qu'ils ont été intentés simultanément par les compositeurs dramatiques, pour établir un droit que l'usage avait fait jusqu'alors méconnaître.

Avant la fin de 1852, en effet, époque où ces affaires se produisirent, les auteurs dramatiques adaptaient à leurs couplets les airs des divers compositeurs, sans leur consentement et sans aucune réclamation de la part de ces derniers.

Les tribunaux, — le Tribunal de commerce excepté, — décidèrent que ce fait était une infraction aux lois des 19 janvier 1791 et 24 juillet 1793, et à l'article 428 du Code pénal, et que, par suite, ces œuvres musicales, quelle que fût leur importance, constituaient une propriété intellectuelle dont nul ne pouvait s'emparer sans le consentement de leurs auteurs.

Ces explications étant données, il suffit de faire connaître les jugements et arrêts, qui font suffisamment ressortir les faits de la cause :

[114] *La Poule aux œufs d'or et la Closerie des Genêts*. — MM. Paul Henrion, Fessy, Nargeot, Alfred Quidant et Artus, compositeurs de musique, contre M. Delestang, directeur des théâtres de Lyon. — Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lyon (chambre de police correctionnelle). — 8 décembre 1852. § *Appel de M. Delestang*. — Cour impériale de Lyon (chambre correctionnelle). — 5 et 12 janvier 1853.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Considérant que Delestang a fait, à différentes reprises, exécuter sur le théâtre des Célestins, et ce depuis le 12 octobre 1852, les compositions musicales de P. Henrion, Nargeot, Fessy, Alfred Quidant, dans les représentations de *la Poule aux œufs d'or*, et de Artus, dans celles de *la Closerie des Genêts*;

» Considérant que non seulement il ne s'était pas muni du consentement formel et par écrit de ces auteurs, ainsi que l'exige l'article 3 de la loi du 19 janvier 1791, mais encore qu'il passait outre à la défense formelle qui lui avait été signifiée par exploit du 12 octobre dernier.

» Considérant que tout ce qui est produit de l'esprit constitue une propriété particulière, quels qu'en soient la nature, le mérite ou l'étendue : que, par suite, l'auteur d'une composition légère, telle qu'une romance ou un simple air, indépendamment des paroles, doit jouir de la plénitude de son droit, et est fondé à s'opposer à l'usurpation totale ou partielle de son œuvre, à ce qu'on use de sa musique comme si elle était tombée dans le domaine public ;

» Considérant que Delestang ne méconnaît point ces principes, mais argumente de sa bonne foi et de la déclaration des auteurs dramatiques qui l'avaient autorisé à faire représenter les pièces sus-indiquées, et engagé à ne tenir aucun compte de la défense des compositeurs de musique ;

» Considérant que l'excuse de bonne foi est inadmissible en présence de l'acte du 12 octobre, qui avertissait Delestang de la volonté des compositeurs de ne plus laisser usurper à l'avenir un droit de propriété que les auteurs dits dramatiques ne leur contestent même pas, car ils se bornent à écrire à

droit, telles que les pièces tirées de romans, les traductions, les compilations, les imitations, les arrangements, remaniements ou transformations de pièces du domaine public, les parodies, etc. Le sujet, le canevas, le titre, de même que le pseudonyme créés

---

Delestang que, jusqu'à ce jour, ils se sont crus en droit de prendre les airs qui leur conviennent sans avoir à demander aucune autorisation ;

» Considérant que, dans ces circonstances, Delestang devait suspendre la représentation des pièces en litige jusqu'à la décision de la question, si mieux il n'aimait traiter avec les compositeurs de leur consentement, comme il avait traité avec les auteurs dits dramatiques ;

» Et qu'en ne s'arrêtant pas devant la sommation qui ne lui permettait plus de croire à un consentement tacite, il a, dans un but de spéculation et en vue d'un bénéfice, encouru les chances du parti qu'il adoptait, et volontairement causé aux compositeurs un préjudice égal au prix qu'ils auraient pu mettre à leur autorisation ;

» Considérant que ces faits constituent le délit prévu et puni par l'art. 428 du Code pénal ;

» Vu, etc. ;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal, jugeant en premier ressort, condamne Delestang à 50 fr. d'amende ;

» Statuant sur la demande en réparation civile,

» Le condamne en outre et par corps, à payer aux plaignants la somme de 200 fr. à titre de dommages-intérêts et aux dépens ;

» Fixe à six mois la durée de la contrainte par corps. »

Ce jugement fut déféré à la Cour impériale qui confirma purement et simplement le jugement du Tribunal de première instance. (*Le Droit*, 17-18 janvier 1853, *Gazette des tribunaux*, 19 janvier 1853.)

[115] *La Chatte blanche*. — La Société des auteurs et compositeurs dramatique contre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 14 janvier 1853. — M. Debelleyne président — M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve avocat de la Société des auteurs ; M<sup>e</sup> Lacan avocat de la Société des compositeurs ; M<sup>e</sup> Desboudets, avocat de M. Contat-Desfontaines ; M<sup>e</sup> de Jouy, avocat de M. Billon.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que, quelle que soit l'importance des œuvres ou compositions littéraires ou musicales, ces œuvres sont la propriété de l'intelligence et qu'à ce titre personne n'a le droit d'en disposer sans le consentement de l'auteur ;

» Attendu qu'il est constant que dans la pièce incriminée, des airs se trouvent intercalés, et qu'il n'est pas établi que ce fait ait été légitimé par le consentement de leurs auteurs ;

» Attendu néanmoins que si les auteurs d'airs ou compositions musicales ont le droit de réclamer le respect de la propriété, et de s'opposer à ce qu'il y soit porté atteinte, on doit reconnaître que, par un consentement au moins tacite, et par un usage depuis longtemps en vigueur et contre lequel personne n'est venu réclamer, les auteurs dramatiques ont toujours intercalé dans leurs ouvrages des airs qui n'étaient pas leur propriété ;

» Attendu que si aujourd'hui les auteurs d'airs ou compositions musicales déclarent s'opposer à la continuation de cet usage, ils usent d'un droit qui ne peut leur être sérieusement contesté, mais qu'ils ont à s'imputer d'avoir toléré jusqu'à présent un usage qui a pu et dû faire supposer de leur part un consentement qu'ils refusent, et ont droit de refuser aujourd'hui ;

par un auteur, sont une propriété; mais ces diverses propriétés ne sont pas toujours entières et se trouvent soumises à des règles que la jurisprudence a établies.

*Nom patronymique. Pseudonyme. Surnom. — Un pseudo-*

» Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu d'impartir aux auteurs dramatiques un délai nécessaire pour substituer de nouveaux airs à ceux qu'ils ont pu de bonne foi se croire autorisés à s'approprier;

» En ce qui touche Contat-Desfontaines;

» Attendu que le Tribunal de commerce a statué à son égard sur la prétention dont s'agit; qu'il n'appartient pas au Tribunal civil de réformer, à l'égard de Contat-Desfontaines, la décision qui a été rendue et qui est aujourd'hui frappée d'appel; qu'il y a lieu conséquemment de le mettre purement et simplement hors de cause;

» En ce qui touche la prétention élevée par Dennery et Clairville de faire décider que la pièce *la Poule aux œufs d'or* ne pourra être représentée sur le théâtre de Lyon;

» Attendu qu'il y a eu à cet égard chose jugée par le Tribunal civil de Lyon, et qu'il n'appartient pas au Tribunal de réformer cette décision;

» Attendu conséquemment qu'il y a lieu de débouter Clairville et Dennery de leurs conclusions à cet égard;

» En ce qui touche les dommages-intérêts;

» Attendu que Plantade et consorts ne peuvent être condamnés à des dommages-intérêts pour la revendication d'un droit que le Tribunal reconnaît bien fondée;

» Par ces motifs, déboute Dennery et Clairville de la demande par eux formée en dommages-intérêts;

» Dit et ordonne que les auteurs des compositions musicales ne pourront exercer leurs droits qu'à partir de trois mois de ce jour;

» Fait main levée des oppositions;

» Déboute également Cogniard frères de la demande par eux formée à fin de continuation des représentations de la pièce *la Chatte blanche*, sauf la modification ci-dessus énoncée;

» Dit qu'il n'y a lieu de statuer à l'égard des représentations de ladite pièce sur le théâtre de Lyon;

» Dit qu'il n'y a lieu de déclarer le présent jugement commun avec Contat-Desfontaines;

» Met ledit Contat-Desfontaines purement et simplement hors de cause;

» Déboute néanmoins Bayard et consorts de la demande par eux formée en ce qui touche les autres parties;

» Condamne Bayard et consorts aux dépens envers Contat-Desfontaines, et Dennery et Clairville aux dépens envers toutes les parties. »

(*Le Droit et Gazette des tribunaux*, 15 janvier 1853.)

[116]. *Le Trou des lapins et la Chatte blanche*. — MM. Massé, Henrion, Dupont, Parisot et consorts, compositeurs de musique, contre les directeurs des théâtres du Palais-Royal et du Cirque. — Tribunal de commerce de la Seine. — 20 et 22 décembre 1852. — M. Ledagre, président. — M<sup>e</sup> Lan, agréé des compositeurs, M<sup>e</sup> Petitjean, agréé du directeur du théâtre du Palais-Royal, M<sup>e</sup> Prunier-Quatremère, agréé du directeur du théâtre du Cirque, et M<sup>e</sup> Cardozo, agréé des auteurs dramatiques. || *Appel des compositeurs de musique*. — Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 11 avril 1853. — M. Delangle, premier président. — M<sup>e</sup> Lacan, avocat des compositeurs dramatiques, M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat des auteurs dramatiques; M<sup>e</sup> Desboudet, avocat du directeur du théâtre du Palais-Royal;

nyme est une propriété pour celui qui l'a créé, et en a signé ses diverses productions ou lui a donné une certaine notoriété [417, 418, 432, 433]. Un nom patronymique constituant une propriété à laquelle nul ne peut porter atteinte, on ne peut faire choix

---

M<sup>e</sup> Dejoux, avocat du directeur du théâtre du Cirque. — M. Barbier, avocat général.

JUGEMENT. — « Le Tribunal de commerce,

- » Sur la demande à fin de sursis de Contat-Desfontaines et Benou;
- » Attendu que si une instance est pendante au Tribunal civil entre la Société des auteurs dramatiques et celle des auteurs et compositeurs de musique, et le Palais-Royal, ce n'est point une raison suffisante pour que les défendeurs ne répondent pas à la demande qui leur est faite devant le Tribunal où la cause est en état;
- » Sur la compétence à l'égard des appelés en garantie par Billion;
- » Attendu qu'ils sont auteurs dramatiques et n'ont pas fait acte de commerce dans l'espèce;
- » Par ces motifs se déclare incompétent à leur égard, joint les causes, et au fond :
- » Attendu que si le droit de propriété des compositeurs de musique est reconnu par la loi, il ne ressort cependant pas de la pensée du législateur qu'on doive complètement assimiler aux œuvres sérieuses des maîtres, même à celles de quelque importance conçues en vue de l'exécution publique, certaines productions légères, telles que les romances, les chansonnettes et les mélodies de salon, uniquement destinées à la publication par la voie de la librairie musicale;
- » Attendu que l'exécution publique constitue l'exploitation principale des premières, sous la réserve de la publication de leur partition comme accessoire; que la vente de leur production éditée est le seul but poursuivi par les secondes;
- » Attendu que c'est précisément le droit d'exécuter que ces derniers abandonnent en échange du prix de leur publication, sans distinction d'exécution publique ou privée, qu'elles posent elles-mêmes, par le fait, la limite à leur droit de propriété;
- » Attendu qu'en vain prétendrait-on qu'il y aurait lieu de réserver l'exécution donnant profit, aucune réserve apparente n'étant faite par le vendeur;
- » Attendu qu'entrer dans cette voie serait mettre en cause, depuis les orgues ambulants et les chanteurs de carrefours, jusqu'aux artistes les plus distingués, et jeter une sorte d'interdit sur les réunions du monde musical;
- » Attendu que les arts se touchent, qu'il est des motifs de la musique légère comme de ceux du dessin, si difficiles à suivre au point de vue de l'invention dans les mille variétés qu'enfante le culte de la forme : que le plus souvent tout resterait incertain, nonobstant la jurisprudence absolue qu'on voudrait faire adopter, aussi bien les titres de leur propriété que la redevance à payer aux compositeurs;
- » Attendu que la preuve en est faite, dans cette instance même, où les demandeurs ont abandonné leur chef de demande contre Billion, à propos de quatre chansonnettes, dont l'une se trouve précisément être la propriété du défendeur;
- » Attendu que le catalogue, dont les demandeurs ont senti la nécessité, et qu'ils produisent pour le triomphe de leur prétention, ne suffirait pas encore pour l'assurer; qu'il faudrait que ce catalogue fût un annuaire donnant l'état civil des romances, chansonnettes et mélodies non encore entrées dans le domaine public et de leurs innombrables auteurs;
- » Attendu qu'un semblable document, existât-il, resterait la question de savoir ce que vaudrait son autorité et la foi qu'il pourrait faire en justice;

pour pseudonyme d'un nom appartenant à un tiers [149, 150] ni même d'un nom qui, à raison de sa consonnance, est susceptible de produire une confusion entre le vrai propriétaire du nom et celui qui s'en empare à titre de pseudonyme [124].

» Attendu d'ailleurs, que la faculté libre de chanter à titre gratuit ou autrement les airs qui ont la fortune de rester dans la mémoire, de devenir populaires et même nationaux, est vieille comme la musique elle-même, que la possession des entrepreneurs de spectacle à cet égard est antique comme la parade foraine ;

» Attendu que le droit en pareille matière est bien moins susceptible d'être établi par une décision réglementaire que par l'usage, qui est une partie majeure du droit commercial ;

» Qu'il s'ensuit que si chaque espèce, avec le caractère qui lui est propre, peut être l'objet d'une action en justice et d'une appréciation suivant le degré d'abus dans l'usage, d'intention mauvaise ou de préjudice causé, il n'y a pas lieu de partir d'un principe absolu dans le sens de la prétention des demandeurs ;

» Et attendu que rien de grave ni comme abus de l'usage, ni comme intention mauvaise, ni comme préjudice causé, n'est justifié dans la cause contre les défendeurs ;

» Qu'il y a par là que la demande a bien plus pour objet le succès d'une agence particulière que le profit des véritables intéressés ;

» Par tous ces motifs,

» Déclare les demandeurs mal fondés dans leurs demandes, les en déboute et les condamne aux dépens. »  
(*Le Droit*, 23 décembre 1852.)

ARRÊT DE LA COUR IMPÉRIALE. — « La Cour,

» En ce qui touche Benou et Dormeuil, Contat-Desfontaines, directeurs du théâtre du Palais-Royal :

» Considérant qu'ils ne déniaient point avoir laissé chanter sur le théâtre du Palais-Royal des airs composés par les appelants et en avoir tiré profit, mais qu'ils alléguent qu'en adaptant ces airs à des couplets de vaudeville, ils ont tout à la fois usé d'une faculté consacrée par l'usage et exercé un droit, les privilèges de la propriété ne pouvant s'étendre à ces légères compositions qui, par le seul fait de la publication, tombent dans le domaine de tous ;

» Considérant que la loi qui reconnaît aux auteurs un droit de propriété mesure point la protection à la longueur des productions ; que ses dispositions sont générales ; qu'elles ont eu pour objet et pour but de consacrer le droit de l'homme sur sa pensée, et de récompenser les travaux qui honorent l'intelligence ; qu'on ne pourrait dès lors, sans les violer dans leur essence, y apporter des exceptions et subordonner leur effet à des conditions que le législateur n'a point imposées ;

» Considérant que si la propriété intellectuelle n'a pas le caractère exclusif, absolu, permanent, qui s'attache à la propriété commune, elle n'en comporte pas avec moins d'énergie l'application du principe fondamental en cette matière, que nul ne peut, sans son consentement exprès ou présumé, être dépouillé de ce qui lui appartient, si minime qu'en soit la valeur ;

» Que ce principe, écrit dans la loi de 1791, mérite d'autant plus de respect que, d'une part, une propriété que le juge pourrait, au gré de son caprice, et selon l'appréciation du moment, ou reconnaître ou nier, cesserait en réalité d'être une propriété, et que, d'autre part, la faculté déferée aux tribunaux de prendre pour règle de décision, quand l'auteur d'une composition musicale se plaindrait d'une usurpation de son droit, la dimension de l'œuvre usurpée conduirait aux plus injustes résultats ;

» Qu'en effet, le mérite des productions musicales ne tient point à leurs proportions ; que tous les jours des partitions considérables tombent dans l'oubli, tandis que de simples airs, trouvés par le génie, composés par le

Si un pseudonyme a été apporté par celui qui le possède dans une association quelconque, de laquelle il vient à se retirer, par suite de dissolution de communauté d'intérêts, les associés ne peuvent à moins de conventions contraires, continuer à s'en servir [417].

goût, se perpétuent comme des chefs-d'œuvre ou des souvenirs nationaux dans la mémoire des peuples :

» Que de ce qui précède il faut conclure qu'en laissant chanter sur le théâtre qu'ils dirigent des airs dont ils n'ont point acquis la disposition, Dormeuil et Benou ont porté atteinte aux droits des appelants et leur doivent une réparation ;

» Considérant, toutefois, que les compositeurs n'ayant élevé de réclamations que le 22 janvier 1852, les intimés ont pu se croire autorisés à suivre un usage qu'ils trouvaient établi, quelque abusif qu'il soit ;

» Que c'est le cas de modifier les dommages-intérêts ;

» Infirme le jugement, fait défense aux directeurs du Palais-Royal de faire ou laisser exécuter sur leur théâtre les airs composés par Marquerie et consorts, quelle qu'en soit la qualification, sans en avoir obtenu l'autorisation ; les condamne pour le passé à payer à Marquerie et consorts la somme de 100 fr. à titre de dommages-intérêts ; ordonne la restitution de l'amende ; condamne les directeurs en tous les dépens ;

» En ce qui touche Billion, directeur du Théâtre national du Cirque :

» Sur l'appel de Desforges et autres compositeurs, par les motifs exprimés ci-dessus ;

» Sur l'appel et la demande en garantie de Billion contre les auteurs dramatiques ;

» Considérant que les auteurs de vaudevilles n'étant point justiciables du Tribunal de commerce, comme l'a décidé avec raison le jugement attaqué, un recours en garantie ne peut être porté directement contre eux devant la Cour ;

» Qu'une demande en garantie doit, comme toute autre, subir les deux degrés de juridiction ; adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges ;

» Infirme le jugement sur la demande principale ; condamne Billion à 100 fr. de dommages-intérêts, le condamne aux dépens ; confirme sur sa demande en garantie ; dit qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en garantie, etc. »

(*Le Droit*, 23 décembre 1852, 11-12 et 14 avril 1853 ; *Gazette des Tribunaux*, 23 décembre 1852 et 11-12 avril 1853.)

[117] M. Félix Tournachon, dit Nadar, contre M. Adrien Tournachon. — Tribunal de commerce de la Seine. — 28 février et 23 avril 1856. — M. Denière, président. — M<sup>e</sup> Cardozo, agréé de M. Félix Tournachon ; M<sup>e</sup> Dillais, agréé de M. Adrien Tournachon. — Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 12 décembre 1857. — M. Delangle premier président. — M<sup>e</sup> Henri Celliez, avocat de M. Félix Tournachon ; M<sup>e</sup> Desmarest, avocat de M. Adrien Tournachon. — Cour de cassation (Chambre civile). — 6 juin 1859. — M. Béranger, président. — M. Moreau (de la Meurthe), conseiller rapporteur ; M. Sevin, avocat général. — M<sup>e</sup> Rendu, avocat de M. Adrien Tournachon.

M. Félix Tournachon, homme de lettres, a commencé à écrire en 1838. Un jour, dans une réunion de camarades intimes, on suivit à son égard un usage familial fort répandu alors, celui de terminer presque tous les mots en *dar*, et au lieu de l'appeler *Tournachon*, on l'appela *Tournadar*, puis on supprima la première syllabe et on ne l'appela plus que *Nadar*, tout court.

**Titre. — Annonces.** — Un auteur n'est pas moins propriétaire du titre de son ouvrage que du corps de l'ouvrage lui-même. En effet, ce titre est le moyen à l'aide duquel l'œuvre est connue du public, soit dans la librairie, soit dans la littérature ; c'est le titre

Depuis ce moment, M. Tournachon a écrit, sous le pseudonyme de Nadar dans un grand nombre de journaux et notamment dans *le Charivari* ; puis, ayant composé des illustrations pour ses articles, il a trouvé un style à lui qu'il a développé et qui lui a valu une certaine réputation comme caricaturiste. Il a encore augmenté sa réputation, sous ce nom, par la publication d'une grande feuille gravée, intitulé *Panthéon Nadar*, qui contient les portraits de deux cent cinquante à trois cents littérateurs de nos jours, groupés d'une façon toute particulière.

En 1853, M. Adrien Tournachon créa un établissement de photographie. Son frère, qui était alors intéressé dans la maison, lui proposa de la baptiser du pseudonyme de Nadar jeune. Les deux frères restèrent ensemble depuis la fin d'août 1854 jusqu'au 16 janvier 1855. Quelques difficultés ayant surgi entre eux à cette époque, M. Félix déclara à M. Adrien qu'il n'entendait pas que la raison sociale devint sa propriété et qu'il l'apportât dans une nouvelle société. M. Adrien Tournachon ne tint aucun compte de cette déclaration. Il prit des associés et continua l'entreprise sous le nom de Nadar jeune.

M. Félix l'assigna alors devant le Tribunal de commerce, qui rendit le jugement suivant :

« Le Tribunal,

» En ce qui touche la demande de Félix Tournachon :

» Attendu que l'établissement de photographie fondé en 1853 par Adrien Tournachon a été exploité par ce dernier jusqu'à ce jour sous le nom de Nadar jeune ;

» Que Félix Tournachon reconnaît être demeuré pendant ce temps complètement étranger à la propriété dudit fonds commercial ;

» Attendu que pour demander qu'interdiction soit faite à Adrien Tournachon d'user du nom de Nadar jeune, Félix Tournachon se fonde sur la célébrité qu'il aurait acquise à ce nom et sur les protestations réitérées qu'il aurait adressées à raison de l'usage qui aurait été fait de ce pseudonyme qui lui était personnel ;

» Attendu que Félix Tournachon a à s'imputer le tort de n'avoir pas revendiqué plus tôt le droit qu'il prétend exercer aujourd'hui ;

» Qu'Adrien Tournachon a, en effet, conquis comme photographe une notoriété incontestable ;

» Que ses travaux lui ont fait décerner, sous le nom de Nadar jeune, de récompenses honorifiques par le jury de l'Exposition ;

» Qu'en présence de ces résultats acquis, Félix Tournachon ne saurait à bon droit prétendre à l'usage exclusif du nom de Nadar, alors surtout que dans sa correspondance il a donné le nom de Nadar jeune ;

» Qu'il s'ensuit qu'il y a lieu de déclarer Félix Tournachon non recevable en ses fins et conclusions,

» En ce qui touche la demande reconventionnelle d'Adrien Tournachon contre Félix Tournachon ;

» Attendu que Félix Tournachon a illustré le pseudonyme Nadar par ses œuvres artistiques et littéraires, et notamment par la publication du *Panthéon Nadar* ;

» Que Adrien Tournachon ne saurait donc lui contester de faire usage

qui empêche les confusions qui pourraient résulter au préjudice des auteurs ou même des acheteurs, entre des ouvrages différents; enfin le titre d'un ouvrage est relativement au public et aux auteurs, une partie importante et notable de l'ouvrage [122].

---

du nom de Nadar, et qu'il y a lieu, en conséquence de le déclarer non recevable;

- » Par ces motifs,
- » Le Tribunal rapporte le jugement dudit jour, 28 février 1856, comme nul et non avenue; déclare les parties respectivement non recevables en leurs fins et conclusions, les en déboute;
- » Dit que les dépens faits jusqu'à ce jour seront supportés par moitié. »

Ce jugement fut frappé d'appel, et M<sup>e</sup> Celliez le discuta devant la Cour. Il soutint qu'il était incontestable que le nom de Nadar était une propriété pour M. Félix Tournachon, que ce dernier ne s'en était pas dessaisi, et qu'il espérait que la Cour infirmerait la décision des premiers juges, qui avaient méconnu cette propriété.

M<sup>e</sup> Desmarest ne contesta pas la propriété du pseudonyme, il chercha simplement à faire admettre qu'il y avait co-propriété de ce nom entre les deux frères.

ARRÊT. — « La Cour,

» Considérant qu'il est établi par l'appelant et reconnu par l'intimé lui-même que Félix Tournachon a pris en 1838 le pseudonyme Nadar, et que depuis lors il a signé de ce pseudonyme toutes ses productions;

» Considérant que ce nom qui a servi d'enseigne artistique et littéraire aux fruits de son travail était incontestablement sa propriété lorsqu'en 1853 et 1854 des rapports d'intérêts et d'affaires se sont formés entre son frère et lui;

» Que si, pendant le temps qu'a duré cette association, le nom de *Nadar* a été compris dans la raison sociale, cette confusion passagère, résultant de la convention, n'a pu avoir pour conséquence d'enlever à Félix Tournachon la propriété qu'il avait créée;

» Que cette confusion a cessé avec sa cause; qu'il est constant qu'immédiatement après la dissolution de la communauté d'intérêts, en février 1855, Félix Tournachon a revendiqué le droit exclusif de se servir du nom *Nadar*;

» Qu'il serait aussi contraire au droit qu'à l'équité que ce nom, dont l'usage n'avait été que momentanément cédé, devint l'enseigne d'une entreprise à laquelle Félix Tournachon est absolument étranger;

» Que l'identité d'industrie exercée par les deux frères rend pleine d'inconvénients et de dangers l'usurpation signalée par l'appelant;

» Met au néant le jugement attaqué;

» Emendant,

» Ordonne que dans les trois jours du présent arrêt le nom de Nadar sera supprimé des enseignes, cartes et prospectus et de tous autres documents relatifs à l'exploitation de l'établissement de photographie situé boulevard des Italiens, 17;

» Fait défense à Adrien Tournachon personnellement et à la société Adrien Tournachon, Nadar jeune et compagnie, de faire aucun usage direct ou indirect dudit nom de Nadar; faute de quoi faire les condamne solidairement et par corps à payer, par chaque contravention dûment constatée, la somme de 50 francs;

» Autorise Félix Tournachon à publier le présent arrêt dans deux journaux de Paris, à son choix et aux frais des intimés;



Cependant la similitude et même l'identité du titre, entre des ouvrages d'auteurs différents, sont inévitables en fait : elles ont de tout temps été admises dans les usages littéraires. La coutume constante en librairie de faire précéder, dans les catalogues, le

---

» Condamne Adrien Tournachon et consorts aux dépens de première instance et d'appel. »  
(*Le Droit*, 13 décembre 1857.)

M. Adrien Tournachon se pourvut contre cet arrêt, mais son pourvoi fut rejeté sur la question de propriété. L'arrêt de la Cour impériale fut seulement cassé et annulé dans sa disposition relative à la contrainte par corps.

ARRÊT. — « La Cour,

» Sur le premier moyen pris de la prétendue violation des art. 1845, 1851 et 1867 du Code Napoléon;

» Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait : 1° que Félix Tournachon, défendeur en cassation, a pris, en 1838, le pseudonyme de *Nadar*; que depuis il a signé de ce pseudonyme toutes ses productions, et que ce nom de Nadar était incontestablement sa propriété; 2° que si, pendant la durée de l'association qui a existé entre ledit Félix Tournachon et Adrien Tournachon, son frère, demandeur en cassation, dans l'intervalle de 1853 au mois de février 1855, le nom de Nadar a été compris dans la raison sociale, cette confusion passagère, qui était le résultat de la convention des parties, a cessé avec sa cause, c'est-à-dire à la dissolution de la communauté d'intérêts, en février 1855, et qu'immédiatement Félix Tournachon a revendiqué le droit de se servir du nom de Nadar;

» Attendu qu'en décidant, dans cet état des faits, que la propriété du nom de Nadar, que Félix Tournachon s'était créé, ne lui avait point été enlevée pour être attribuée ou communiquée à Adrien Tournachon et pour servir, dans l'intérêt de celui-ci, d'enseigne à une entreprise nouvelle formée par lui, et à laquelle ledit Félix Tournachon est absolument étranger, l'arrêt attaqué n'a fait qu'apprécier la convention des parties dans leur intention et dans leurs résultats, et qu'il n'a violé ni les articles 1845, 1851 et 1867, invoqués à l'appui du pourvoi, ni aucune loi;

» Sur le deuxième moyen du pourvoi pris de la prétendue violation de l'article 5 du Code Napoléon, portant : « Il est défendu aux juges de prononcer, par voie de disposition générale et réglementaire, sur les causes qui leur sont soumises : »

» Attendu que la disposition de l'arrêt attaqué, qui, en faisant défense à Adrien Tournachon de faire aucun usage du nom de Nadar, le condamne à payer par chaque contravention constatée la somme de 50 francs, n'est que la sanction de cette défense, et ne rentre aucunement dans les dispositions générales et réglementaires interdites aux juges par l'article précité;

» Par ces motifs, rejette les deux premiers moyens du pourvoi;

» Mais sur le troisième moyen du pourvoi;

» Vu les articles 1 et 19 de la loi du 17 avril 1832 sur la contrainte par corps dont le premier dispose que la contrainte par corps ne sera prononcée qu'au cas de condamnation, pour dettes commerciales, au paiement d'une somme principale de 200 francs et au-dessus, et dont le second dit qu'elle n'est jamais prononcée contre le débiteur, au profit de ses frères ou sœurs;

» Qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, en condamnant par corps Adrien Tournachon à payer à Félix Tournachon, son frère, la somme de 50 francs par chaque contravention à la défense de faire usage du nom de Nadar, a expressément violé les articles précités;

» Casse et annule l'arrêt de la Cour impériale de Paris du 12 décembre 1857, seulement dans sa disposition qui condamne par corps Adrien Tournachon et la société Adrien Tournachon et Co à payer à Félix Tourna-

nom de l'ouvrage par celui de l'auteur, est la suite et le correctif de cet état de choses. Le point de savoir si l'adoption pour un ouvrage nouveau d'un titre déjà porté par un ouvrage ancien a ou non un caractère licite, est donc essentiellement une ques-

---

chon la somme de 50 francs par chaque contravention à la défense faite audit Adrien Tournachon de faire usage du nom de Nadar; remet, quant à cette disposition seulement, la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit arrêt, et pour leur être fait droit sur ce point les renvoie devant la Cour impériale de...; ordonne la restitution de l'amende conignée; ordonne qu'à raison de la qualité des parties les dépens du pourvoi seront payés par moitié entre le demandeur et le défendeur au pourvoi, non compris le coût, enregistrement, expédition et signification du présent arrêt, qui resteront à la charge du défendeur au pourvoi.

[118] M. Gravelet dit Blondin contre MM. Arnault et C<sup>e</sup>, directeur de l'Hippodrome. — Tribunal de commerce de la Seine. — 15 juin et 17 juillet 1867. [ *Appel de MM. Arnault et C<sup>e</sup>*. — Cour impériale de Paris (3<sup>e</sup> chambre). — 30 décembre 1869. — M. Roussel, président. — M<sup>e</sup> Lachaud, avocat de MM. Arnault et C<sup>e</sup>; M<sup>e</sup> Papillon, avocat de M. Gravelet.

Sous le pseudonyme de Blondin, qui a acquis une grande notoriété dans l'art acrobatique, un homme avait exécuté des exercices prodigieux. Ses succès en Amérique, « alors qu'on l'avait vu, sur la corde raide, franchir le saut du Niagara, » lui valurent surtout une très-grande réputation.

Pendant l'Exposition universelle de 1867, alors que des affiches annonçaient l'apparition de l'acrobate Blondin, qui devait exécuter, notamment dans le parc d'Asnières, les exercices de son art, MM. Arnault et C<sup>e</sup>, directeurs de l'Hippodrome, annonçaient de leur côté les représentations d'un autre acrobate, le sieur Corelly, qui, sous le nom de Blondin, devait se produire dans leur arène, de telle sorte que, pour le public, il y avait confusion possible entre les deux acrobates du même nom.

M. Gravelet, qui revendique comme sa propriété le surnom de *Blondin*, et qui l'aurait illustré dans les périlleux exercices exécutés aux chutes du Niagara, s'est ému de la concurrence que lui faisaient les directeurs de l'Hippodrome, et leur a fait un procès pour cette usurpation de son nom de théâtre. Il les a en effet assignés devant le Tribunal de commerce de la Seine en leur défendant de faire dorénavant paraître le sieur Corelly sous le nom de Blondin.

En même temps Gravelet assignait Corelly devant le même Tribunal pour obtenir contre lui la même prohibition.

Sur cette seconde instance qui s'élevait entre personnes non commerçantes et à l'occasion d'un fait qui n'avait aucun caractère commercial, le Tribunal de commerce s'est déclaré incompétent.

MM. Arnault et C<sup>e</sup> ont de leur côté appelé le sieur Corelly en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux dans l'instance engagée par Gravelet.

A la suite d'un premier jugement rendu par défaut le 15 juin 1867, et qui faisait défense à MM. Arnault et C<sup>e</sup> de produire leur acrobate sous le nom de Blondin et les condamnait en 10,000 fr. de dommages-intérêts, un second jugement est intervenu le 17 juillet suivant, qui a statué en ces termes :

tion de fait subordonnée aux circonstances et soumise à l'appréciation du juge. Ainsi, pour que l'action du demandeur soit fondée, il faut qu'une confusion soit possible dans l'esprit du public, et qu'il soit justifié d'un préjudice [123].

- 
- « Le Tribunal,
  - » Reçoit Arnault et C<sup>e</sup> opposants en la forme au jugement par défaut rendu contre Arnault le 15 juin dernier;
  - » Vu la connexité, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement;
  - » En ce qui touche la demande de Gravelet dit Blondin, contre Corelly dit Blondin ;
  - » Sur le renvoi opposé :
  - » Attendu que Gravelet et Corelly ne sont ni l'un ni l'autre commerçants ;
  - » Que le débat n'a aucun caractère commercial ;
  - » Qu'en conséquence, il y a lieu par le Tribunal de se déclarer incompétent ;
  - » En ce qui touche la demande de Gravelet contre Arnault :
  - » Attendu que Gravelet a pris depuis plusieurs années le pseudonyme de Blondin, sous lequel il est généralement connu ;
  - » Qu'il a donné en divers pays, comme acrobate, une notoriété à ce nom ;
  - » Attendu que, dans un but de concurrence, Arnault, directeur de l'Hippodrome, avait annoncé pour le 15 juin dernier un spectacle dans lequel devait figurer un acrobate auquel il donnait le nom de Blondin ;
  - » Attendu que Arnault, en annonçant que l'artiste qu'il représentait au public était le véritable Blondin, n'ignorait pas qu'il mettait dans l'erreur les spectateurs qu'il appelait à son théâtre ;
  - » Que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le Tribunal, par son jugement du 15 juin dernier, lui a ordonné de supprimer de ses annonces, réclames et affiches, et de tous documents de publicité, le nom de Blondin ;
  - » Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire droit à la demande de ce chef ;
  - » Sur les dommages-intérêts :
  - » Attendu qu'il résulte des débats qu'Arnault a causé à Gravelet, dit Blondin, un préjudice dont réparation lui est due ;
  - » Que le Tribunal, avec les éléments d'appréciation qu'il possède, en fixe l'importance à 500 francs, au paiement desquels Arnault doit être tenu ;
  - » Sur la demande à fin d'insertion du jugement dans dix journaux,
  - » Attendu que le préjudice causé sera suffisamment réparé par la condamnation aux dommages-intérêts ;
  - » Que, dès lors, ce chef de demande doit être rejeté ;
  - » En ce qui touche la demande en garantie de Arnault et C<sup>e</sup> contre Corelly dit Blondin :
  - » Attendu que Arnault, en engageant Corelly pour donner des représentations sous le pseudonyme de Blondin, n'ignorait pas avec qui il traitait, que c'était dans un but de concurrence qu'il lui faisait prendre un nom qui ne lui appartenait pas ;
  - » Que, dans ces circonstances, sa demande en garantie ne saurait être accueillie ;
  - » Par ces motifs,
  - » Jugeant en premier ressort, se déclare incompétent sur la demande de Gravelet contre Corelly, renvoie la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître, et condamne Gravelet aux dépens de cette demande ;
  - » Déboute Arnault et C<sup>e</sup> de leur opposition au jugement dudit jour 15 juin

La propriété du titre appartient naturellement à celui qui le premier l'a appliqué; toutefois les tribunaux ont jugé que la prise de possession d'un titre de journal, ne saurait résulter soit de la déclaration légale, faite au ministère de l'intérieur, qui porte que

dernier; ordonne en conséquence que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, nonobstant ladite opposition, en ce qui touche :

1° La disposition qui a ordonné à Arnault de supprimer de ses annonces, réclames, affiches et de tous documents de publicité, le nom de Blondin, sinon et à défaut de ce faire, a autorisé Gravelet à enlever lesdites annonces et affiches, et ce avec l'assistance du commissaire de police; 2° la condamnation aux dommages-intérêts que le Tribunal réduit toutefois à 500 fr. seulement; 3° et le condamne aux dépens;

» Annule ledit jugement en ce qui touche le surplus des condamnations et des dispositions qu'il prononce;

» Fait défense à Gravelet, dit Blondin, de l'exécuter de ces chefs, et statuant par jugement nouveau, déclare Gravelet, dit Blondin, mal fondé dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions;

» L'en déboute;

» Déclare Arnault et C<sup>e</sup> mal fondés dans leur demande en garantie contre Corelly;

» Les en déboute;

» Et condamne Arnault et C<sup>e</sup> et Arnault en tous les dépens. »

Sur l'appel interjeté de ce jugement par MM. Arnault et C<sup>e</sup>, la Cour a purement et simplement confirmé la sentence des premiers juges.

(*Le Droit*, 10 janvier 1869.)

[119] M. de Grillon contre M. Hocmelle. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 20 juillet 1864 — *Appel de M. Hocmelle*. — Cour impériale de Paris, (1<sup>re</sup> chambre). — 9 novembre 1864. — M. Devienne premier président. — M. Demonjay, avocat de M. de Grillon.

M. Édouard Hocmelle, homme de lettres, ayant pris le pseudonyme de Grillon, M. Louis de Grillon intenta contre lui une action devant le tribunal civil, qui rendit le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que le nom patronymique constitue une propriété à laquelle nul ne peut porter atteinte, alors même que le nom n'est pris qu'à titre de pseudonyme littéraire;

» Qu'il est constant que Hocmelle a pris en différentes circonstances le nom de Grillon, qu'il ne justifie pas avoir le droit de porter;

» Qu'il demande, d'ailleurs, qu'il lui soit donné acte de ce qu'il renonce à en faire usage;

» Attendu que le préjudice que de Grillon a pu éprouver jusqu'à ce jour n'est pas appréciable en argent;

» Qu'il sera suffisamment réparé par l'insertion dans deux journaux des motifs et du dispositif du présent jugement, et par l'interdiction faite à Hocmelle d'user dudit nom;

» Qu'il y a lieu, en outre, de prévoir les contraventions possibles aux dispositions du présent jugement, notamment en ce qui touche la suppression du nom dont s'agit des affiches et annonces apposées sur les kiosques et colonnes du boulevard;

» Par ces motifs,

» Fait défense à Hocmelle de prendre le nom de Grillon;

» Ordonne que, dans les trois jours du présent jugement, Hocmelle fera disparaître ledit nom des affiches et réclames dans lesquelles il figure.

l'on est dans l'intention de publier ce journal [124], soit d'un prospectus non suivi de publication [125] : d'où l'on peut induire qu'il doit en être de même d'une œuvre dramatique non imprimée, dont la réception à un théâtre n'est pas constatée.

» Faute par lui de le faire, dans ledit délai, autorise de Grillon à prendre les mesures nécessaires pour exécuter la disposition qui précède ;

» Condamne dès à présent Hocmelle à 100 francs de dommages-intérêts pour chaque contravention constatée, soit qu'il use du nom de de Grillon comme d'un pseudonyme littéraire, soit en l'insérant dans des affiches ou annonces quelconques ;

» Ordonne l'insertion des motifs et du dispositif du présent jugement dans la *Gazette des Courses* et dans le journal *le Sport*, et ce aux frais de Hocmelle ;

» Condamne Hocmelle aux dépens, etc.»

M. Hocmelle interjeta appel de ce jugement. La Cour confirma purement et simplement le jugement rendu en première instance.

[120] M. Charles de Bussy, ingénieur, contre M. Charles Marchal, dit Charles de Bussy. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 1<sup>er</sup> avril 1869. — M. Collette de Beaudicourt, président. — M<sup>e</sup> Huard, avocat de M. Ch. de Bussy.

M. Charles Marchal a fait diverses publications en prenant le pseudonyme de Charles de Bussy.

M. Charles de Bussy, ingénieur à Paris, considérant que cette similitude de nom était de nature à établir entre lui et M. Charles Marchal une confusion fâcheuse pour lui, a assigné ce dernier devant le Tribunal pour qu'il lui fût fait défense à l'avenir de porter le pseudonyme qu'il a indûment pris.

M. Charles de Bussy réclamait 100 fr. de dommages-intérêts par chaque infraction constatée au jugement à intervenir qu'il sollicitait du Tribunal :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que Charles Marchal a publié divers écrits sous le nom de Charles de Bussy, notamment une brochure intitulée : *les Impurs du Figaro*, et une autre brochure intitulée : *le Cas de M. Rochefort* ;

» Qu'il est constant que ce nom n'est pour lui qu'un pseudonyme, mais que son emploi peut entraîner entre ledit Marchal et le demandeur qui porte le même nom une confusion que ce dernier est en droit de faire cesser ;

» Par ces motifs,

» Fait défense à Charles Marchal de mettre en vente ou laisser mettre en vente les deux brochures : *les Impurs du Figaro* et *le Cas de M. Rochefort*, ni aucun autre écrit, sous le pseudonyme de Charles de Bussy, et ce à peine de 50 fr. de dommages-intérêts par chaque infraction constatée après la signification du présent jugement ;

» Ordonne l'insertion du jugement dans trois journaux, au choix du demandeur, et aux frais de Marchal, et condamne ledit Marchal aux dépens. »

(*Le Droit*, 3 avril 1869.)

[121] M. Adolphe Sax contre mademoiselle Marie Sasse et mademoiselle Issanart. — Tribunal civil de la Seine. — 13 avril 1866. — M. Benoît Champy, président. — M<sup>e</sup> Hébert, avocat de M. Sax ; M<sup>e</sup> Crémieux, avocat de mademoiselle Marie Sasse. — M. Aubépin, avocat impérial. (Conclusions conformes).

Madame Castan, née Marie Sasse, artiste du Théâtre Lyrique, avait cru

En effet, si la propriété consacrée par la loi du 19 juillet 1793 au profit des auteurs a son principe dans la composition des ouvrages, c'est de la publication que dérivent son existence légale et ses prérogatives [126]. S'il en était autrement, il suffirait d'an-

---

pouvoir modifier son nom en celui de Sax, qui appartient à un facteur d'instruments de musique bien connu. Celui-ci réclama contre cette usurpation, et madame Castan pensa le satisfaire en ajoutant un *e* à son pseudonyme et en signant Saxe. Cette modification, faite après l'assignation, ne satisfait pas M. Sax et l'instance suivit son cours.

Mademoiselle Issanart, qui, elle aussi, portait sur les affiches des cafés, concerts le nom de Félicia Sax, fut comprise dans l'instance soulevée par M. Sax.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» En ce qui touche le nom de Sax,

» Attendu que, par acte extrajudiciaire, en date du 16 mars 1863, la dame Castan a déclaré renoncer à prendre le nom de Sax, et que cette déclaration a été renouvelée au cours du procès; qu'ainsi il n'y a plus de litige entre les parties sur ce chef;

» En ce qui touche le nom de Saxe,

» Attendu que le demandeur étant l'un des membres de la famille à laquelle appartient le nom de Sax, cette qualité et d'ailleurs la notoriété attachées à son nom expliquent et justifient son intérêt au procès;

» Attendu que le nom de Saxe, à raison de sa consonnance est susceptible de produire une confusion entre la famille de Sax et celle de la défenderesse;

» Que, par ce motif, il est en droit de se plaindre de l'usurpation de nom commise par la dame Castan; que cette usurpation constitue tout au moins une infraction à la loi civile, puisque nul ne peut s'attribuer un nom autre que celui résultant de son acte de naissance;

» Attendu qu'il est d'autant plus fondé dans son action que le nom de Saxe a été pris tardivement par la dame Castan pour échapper aux conséquences du procès actuel;

» Attendu qu'un semblable procédé, qui, loin de faire cesser, tend à perpétuer le préjudice éprouvé par Sax, ne saurait constituer un moyen sérieux de défense à sa demande;

» Par ces motifs, fait défense à la dame Castan de prendre le nom de Sax et celui de Saxe;

» Dit qu'en cas d'infraction au présent jugement, il sera fait droit;

» Condamne les sieur et dame Castan aux dépens.»

A la même audience, le tribunal rendit par défaut un jugement identique à l'égard de mademoiselle Issanart.

[122] *L'Éducation familière*. — M<sup>me</sup> Belloc contre M. Fournier, éditeur. — Tribunal de police correctionnelle (6<sup>e</sup> chambre), 27 décembre 1831. — M<sup>e</sup> Dupont, avocat de M<sup>me</sup> Belloc; M<sup>e</sup> Marie, avocat de M. Fournier. ] *Appel de MM. Fournier et Mesnier, éditeurs*. — Cour d'appel, 6 février 1832, M<sup>me</sup> Marie et Chaix-d'Est-Ange, avocats de MM. Fournier et Mesnier; H<sup>e</sup> Dupont, avocat de M<sup>me</sup> Belloc.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que M<sup>me</sup> Belloc, auteur de plusieurs livres, avait publié, sous le titre *d'Éducation familière*, un ouvrage traité de l'anglais, avec une nouvelle classification et des rectifications scientifiques;

noncer par un moyen quelconque, le titre d'une pièce simplement en projet pour entraver la liberté de tous, sans profit pour personne, dans le cas où il ne serait pas donné suite à l'intention manifestée de publier [124].

» Attendu que le titre de cet ouvrage, son format, sa classification, font partie de la propriété littéraire de M<sup>me</sup> Belloc; que M<sup>me</sup> Belloc pouvait soit achever son ouvrage, soit l'interrompre, soit même y renoncer; que Mesnier et Fournier auraient pu sans doute faire une nouvelle traduction de l'anglais, mais alors sous le titre anglais ou sous un nouveau titre, tandis qu'en publiant l'ouvrage, en conservant le titre appartenant à M<sup>me</sup> Belloc, dans le même format et avec les mêmes classifications, ils ont porté atteinte à la propriété de l'auteur;

» Attendu que, dans les annonces faites dans les journaux, Fournier, en indiquant M<sup>me</sup> Belloc comme ayant traduit la première partie de l'ouvrage, et en gardant le silence sur le traducteur de la continuation, a voulu laisser croire que c'était M<sup>me</sup> Belloc qui continuait le travail;

» Dit qu'il y a contrefaçon, délit prévu par les art. 1 et 4 de la loi du 19 juillet 1793, et 26 du Code Pénal;

» En conséquence, condamne Fournier et Mesnier chacun en 100 fr. d'amende, et solidairement en 1,500 fr. de dommages-intérêts au profit de M<sup>me</sup> Belloc;

» Ordonne en outre la saisie et la destruction des titres contrefaits.»

ARRÊT. « La Cour,

» Considérant que l'auteur d'un ouvrage n'est pas moins propriétaire du titre de son ouvrage que du corps de l'ouvrage lui-même; qu'en effet le titre est le moyen à l'aide duquel un ouvrage est connu du public, soit dans la librairie, soit dans la littérature; que c'est le titre qui empêche les confusions qui pourraient résulter au préjudice des auteurs, ou même des acheteurs, entre des ouvrages différents; et qu'enfin le titre d'un ouvrage est relativement au public et aux auteurs une partie importante et notable de l'ouvrage;

» Considérant que la dame Belloc, en publiant une traduction des ouvrages de miss Edgeworth avec des additions personnelles, dans un ordre de série par elle fixé, et sous le titre d'*Éducation familière*, titre par elle donné à son ouvrage, a acquis le droit d'empêcher tout autre traducteur ou publicateur de s'emparer du titre sous lequel elle avait annoncé son ouvrage au public;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant; ordonne que le jugement dont est appel sortira son effet. »

(*Gazette des Tribunaux*, 21 et 28 décembre 1831, et 6-7 février 1832.)

[123] *Le Chasseur d'hommes et les Chasseurs d'hommes*. — M. Emmanuel Gonzalès contre MM. Michel Lévy. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre.) — 20 et 27 janvier 1869. — M. Delesvaux, président. — M<sup>e</sup> Henri Celliez, avocat de M. Emmanuel Gonzalès; M<sup>e</sup> Carraby, avocat de MM. Michel Lévy. Les faits de la cause sont suffisamment expliqués dans le jugement :

JUGEMENT : « — Le Tribunal,

» Attendu que le seul fait par un auteur de donner pour titre à l'un de ses ouvrages un mot ou un membre de phrase déterminé, ne peut suffire pour lui assurer un droit de propriété exclusif sur des expressions d'un usage commun;

» Que la similitude et même l'identité du titre entre des ouvrages d'auteurs différents sont inévitables en fait; qu'elles ont de tout temps été admises dans les usages littéraires; que la coutume constante en librairie,

Pour que le titre soit une propriété, et qu'on puisse en revendiquer le privilège résultant de la priorité, il faut qu'il constitue une création de l'imagination de l'auteur, et qu'il s'applique d'une manière privative et exclusive à un ouvrage; qu'il ait, en un

---

de faire précéder, dans les catalogues, le nom de l'ouvrage par celui de l'auteur est la suite et le correctif nécessaire de cet état de choses;

» Que les documents produits au Tribunal établissent que Gonzalès lui-même, se prévalant de l'usage, a publié un grand nombre d'ouvrages sous des titres s'appliquant déjà à d'autres œuvres antérieures aux siennes;

» Que le point de savoir si cette adoption, pour un ouvrage nouveau, d'un titre déjà porté par un ouvrage ancien, a, ou non, un caractère licite, est essentiellement une question de fait, subordonnée aux circonstances et soumise à l'appréciation du juge;

» Qu'il est nécessaire, pour que l'action du demandeur soit fondée, qu'une confusion soit possible dans l'esprit du public et qu'il soit justifié d'un préjudice;

» Que, dans l'espèce, Gonzalès, auteur du roman intitulé : *le Chasseur d'hommes*, fonde sa demande sur ce que de Bréhat aurait intitulé : *les Chasseurs d'hommes*, un ouvrage postérieur au sien et primitivement dénommé : *la Fille du Boër*;

» Qu'il importe peu que de Bréhat ait modifié son titre primitif ainsi que Gonzalès l'a fait lui-même en diverses circonstances;

» Qu'il n'y a point entre les deux titres définitifs identité absolue;

» Que la différence entre le singulier et le pluriel permet d'établir entre eux une distinction;

» Que l'édition illustrée de Michel Lévy contient des vignettes qui ne permettent pas de se méprendre sur la nature du sujet traité; que l'édition non illustrée contient à la première page un sous-titre explicatif : « Souvenirs du cap de Bonne-Espérance »;

» Que les sujets choisis sont essentiellement différents, que l'un se rattache à l'histoire de Concini, que l'autre est emprunté à des récits de chasses et de voyages modernes;

» Attendu, enfin, que la publication du roman de Gonzalès remonte à plus de dix-huit ans; que celle de Bréhat, est, au contraire, toute récente;

» Qu'une confusion entre les deux ouvrages n'est donc pas possible;

» Qu'il n'est, d'autre part, justifié par Gonzalès d'aucun préjudice;

» Que précédemment à la publication dans la collection Michel Lévy in-12, le roman de de Bréhat avait déjà paru sous le même titre dans un journal périodique;

» Que Gonzalès n'avait formulé aucune réclamation; qu'il ne produit aucun document à l'appui de sa demande tardive en dommages-intérêts;

» Par ces motifs,

» Déclare Emmanuel Gonzalès mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute et le condamne aux dépens.»

(*Le Droit*, 21 et 29 janvier 1869.)

[124] *Le National* de 1869. — M. David contre M. Rousset. — Tribunal de commerce de la Seine. — 14 avril 1869. — M. Daguin, président. — M<sup>e</sup> Marraud, agréé de M. David; M<sup>e</sup> Deleuze, agréé de M. Rousset.

Les circonstances particulières de la cause sont suffisamment expliquées par le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que David demande qu'il soit fait défense à Rousset de publier le journal *le National* avec ou sans addition au titre principal de la date de 1869;



mot, un cachet d'individualité propre [127]. Le seul fait par un auteur de donner pour titre à l'un de ses ouvrages un mot ou un membre de phrase déterminé ne peut donc suffire pour lui assurer un droit de propriété exclusif sur des expressions d'un usage commun [123].

- » Qu'il soit autorisé à faire saisir les numéros dudit journal;
- » Qu'il demande subsidiairement qu'il soit fait défense à Rousset de publier son journal sous le titre de *National*, à peine de dommages-intérêts;
- » Que, pour motiver sa demande, il prétend qu'il a, antérieurement à la publication dudit journal par le défendeur, adressé au ministre de l'intérieur une déclaration ayant pour objet de publier à Paris un journal sous le même titre;
- » Qu'il aurait constitué une société à cet effet;
- » Qu'il aurait, par une grande publicité, fait connaître son intention de faire paraître le *National*;
- » Qu'il se serait ainsi assuré la propriété exclusive de ce titre;
- » Mais attendu que le dépôt seul, fait conformément à la loi, n'aurait pu lui constituer un droit;
- » Que l'article 6 de la loi de 1828, en ordonnant le dépôt, a entendu que ce fût celui d'un exemplaire de publication et non d'une simple déclaration manuscrite qui entraverait la liberté de tous sans profit pour personne, s'il n'était donné suite à l'intention manifestée de publier;
- Attendu, dès lors, que, le dépôt n'ayant pas été effectué dans le sens de la loi de 1828, le projet de David ne saurait être considéré comme réalisé;
- » Qu'en conséquence, Rousset était fondé à faire une publication sous le titre de *National de 1869*;
- » Qu'à tous égards il convient de déclarer David mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, et l'en débouter;
- » Par ces motifs, le Tribunal, jugeant en premier ressort, déclare David mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

M. David avait interjeté appel de cette décision; mais, au moment où l'affaire allait être plaidée à la première chambre de la Cour impériale de Paris, il s'est désisté.

[125] *Le Globe*. — M. Jules Gondon, homme de lettres contre M. Hippolyte Castille. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — M. Benoit-Champy, président. — 20 avril 1864. — M. Gondon en personne; M<sup>re</sup> Henri Celliez pour M. Castille. — M. Aubépin, avocat impérial (Concl. conf.).

M. Gondon avait été autorisé à publier un journal sous le titre : *le Globe*; mais un arrêté ultérieur de l'Administration lui avait retiré cette autorisation; il s'était alors pourvu devant le Conseil d'État contre cette décision ministérielle; il n'avait, du reste, encore lancé que des prospectus lorsque M. Castille publia un autre journal sous ce même titre.

M. Gondon demandait qu'il fût fait défense à M. Castille de publier sous le titre : *le Globe*, le journal qu'il avait fondé, et il concluait à 100 fr. de dommages-intérêts par chaque numéro qui paraîtrait sous ce nom.

M. Castille lui répondait que la propriété d'un titre ne s'acquiert, comme toute œuvre littéraire, que par la publication; que M. Gondon n'avait publié qu'un prospectus qui ne saurait être considéré comme une prise de possession, et que, dès lors, sans s'occuper des autorisations ministérielles qui ne créent ni ne détruisent les droits de propriété, il y avait lieu de déclarer

Ainsi le tribunal a jugé qu'on ne pouvait revendiquer un titre se composant de mots employés métaphoriquement pour désigner certains individus offrant des types si variés qu'ils peuvent être l'objet d'observations, d'études et de peintures diverses à chacune desquelles il peut s'appliquer [127], ou d'une dénomination

---

M. Gondon mal fondé dans sa revendication d'un titre pris avant lui par M. Castille.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il est constant que si Gondon s'est pourvu devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel qui lui a retiré l'autorisation de publier un journal sous ce titre : *le Globe*, le Conseil d'Etat a repoussé la demande par une fin de non-recevoir; que le Conseil d'Etat n'est actuellement saisi que d'une demande en indemnité; qu'il n'y a donc pas lieu de considérer Gondon comme ayant pris possession du titre : *le Globe*, lors même qu'il aurait émis quelques prospectus non suivis de publication; qu'il n'est donc pas fondé à revendiquer contre Castille la propriété de ce titre;

» Le déboute de sa demande et le condamne aux dépens. »

(*Le Droit*, 22 avril 1864.)

[126] Madame Escriche, veuve d'un auteur espagnol, contre M. Dupont, imprimeur et contre MM. Bouret et Rosa, éditeurs et d'autres libraires.

— Tribunal de première instance de Paris — 1<sup>er</sup> avril 1852. || *Appel des deux parties*: Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre), — 8, 15 et 22 novembre 1853. — M. Delangle, premier président. — M<sup>e</sup> Paillet, avocat de madame veuve Escriche; M<sup>e</sup> Sénard, avocat de MM. Morel et consort; M<sup>e</sup> Leblond, avocat de Lecointe; M<sup>e</sup> Magu, avocat de Lasserre; M<sup>e</sup> Lepec, avocat de M. Dupont. — M. Goirand de la Baume, premier avocat général. (Conclusions conformes.)

#### EXTRAIT DE L'ARRÊT DE LA COUR IMPÉRIALE.

« En ce qui touche les conclusions principales et récursoires prises par la veuve Escriche contre Pougin, tuteur du mineur Lecointe, les héritiers et représentants Salva, Morel et Lasserre, libraires à Paris; Bouret et Rosa, libraires à Besançon; Dupont, imprimeur à Paris, et les conclusions desdits Bouret et Rosa contre la veuve Escriche;

» En fait:

» Considérant, d'une part, que le *Dictionnaire raisonné de législation espagnole*, composé par Escriche Ortega, et imprimé par Dupont en 1831, n'a point été publié en France; qu'il résulte en effet des documents certains, qu'au fur et à mesure de l'impression les feuilles ont été remises à l'auteur; qu'après les avoir réunies en ballots, il les a transportées en Espagne, et que l'édition entière a été vendue soit dans la métropole, soit dans les colonies auxquelles l'œuvre était destinée;

» Que ce défaut de publication, en France, est confirmé et par l'absence du dépôt imposé par la loi du 19 juillet 1793, et par ces diverses circonstances constantes au procès, que le frontispice du livre n'indique pas l'éditeur français; que, contrairement à l'usage invariable dans le commerce des livres, il n'a pas été fait mention du *Dictionnaire* dans le *Journal de la Librairie*; qu'il n'a point été publié de prospectus, qu'aucune annonce n'a été faite; qu'en 1850, enfin, lorsque la veuve Escriche a voulu déposer l'ouvrage, pour être en mesure de poursuivre les libraires auxquels elle imputait le délit de contrefaçon, elle n'a pu trouver qu'en Espagne les deux exemplaires exigés par la loi.

» Considérant, d'autre part, que depuis 1831, notamment dans les

connue et sous laquelle est désigné, par exemple, un quartier de Paris [128], ou du nom d'un personnage historique [129], ou d'une désignation générique usitée depuis longtemps [130].

Il en est surtout ainsi lorsque les deux ouvrages diffèrent

---

années 1838, 1842, 1845, bien avant le dépôt effectué par la veuve Escriche, de nouvelles éditions du Dictionnaire ont été publiées, soit en Espagne, soit au Mexique, avec des additions plus ou moins importantes;

» En droit,

» Considérant que si la propriété consacrée par la loi du 19 juillet 1793, au profit des auteurs, a son principe dans la composition des ouvrages de littérature ou de gravure, c'est de la publication que dérive son existence légale et ses prérogatives;

» Que l'article 6 n'accorde l'action en contrefaçon, c'est-à-dire l'attribut et la sanction du droit de propriété, qu'au citoyen qui met au jour une production intellectuelle;

» Qu'ainsi dans la pensée du législateur, la publication de l'ouvrage et l'institution légale de la propriété littéraire forment les éléments d'une convention indivisible; que la propriété, juste récompense du génie ou des efforts de l'auteur, est la compensation des avantages quelquefois même de la gloire dont la publication a doté le pays;

» Que la conséquence du système contraire serait de créer à l'industrie des gênes et des dangers sans dédommagements d'aucun genre pour la société;

» Qu'il suit de là qu'en déposant, en 1850, des exemplaires d'un livre qui n'a jamais été mis au jour en France, la veuve Escriche n'a pu créer à son profit une propriété dont la cause n'existe pas; qu'elle n'a pu davantage porter atteinte au droit qui, jusqu'au traité fait avec l'Espagne en 1852, a permis aux libraires français de reproduire les ouvrages édités en pays étranger;

» Considérant toutefois que le préjudice causé par le procès à Bouret et Rosa n'est pas suffisamment établi, et que les circonstances permettent de réduire à une simple condamnation aux dépens les dommages-intérêts par eux demandés;

» Considérant, à l'égard de Dupont, que la solution qui précède rend superflu l'examen de l'action en garantie intentée contre lui;

» Infirme en ce que Bouret et Rosa ont été condamnés à payer à la veuve Escriche des dommages-intérêts à donner par état;

» Émandant, déboute la veuve Escriche de ses demandes contre Bouret et Rosa;

» Dit qu'il n'y a lieu d'accorder auxdits Bouret et Rosa l'indemnité par eux réclamée;

» Le jugement au résidu sortissant effet, etc.»

(Gazette des Tribunaux, 11, 16 et 23 novembre 1853.)

[127] *Les Oiseaux de proie*. — M. Hippolyte Castille contre M. Dennery. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 16 et 23 novembre 1855. — M. Debelleyme, président. — M<sup>e</sup> Henri Celliez, avocat de M. Castille; M<sup>e</sup> Paillet, avocat de M. Dennery. — M. Pinard, substitut.

M. Hippolyte Castille est auteur d'un roman intitulé : *les Oiseaux de proie*, publié en 1847. M. Dennery a fait, sous le même titre, un drame qui fut représenté au théâtre de la Galté en 1854. Sur la simple similitude de titre, car il ne connaissait pas alors la pièce, M. Castille fit signifier au directeur, M. Hostein, défense de passer outre à la représentation, défense dont il ne fut tenu aucun compte. De là le procès qui fait l'objet de cet article.

Après avoir exposé ces faits, M<sup>e</sup> Henri Celliez, avocat de M. Castille, continue ainsi :

essentiellement par le sujet [423], ou la forme et le genre [427], ou que le même titre a déjà été employé plusieurs fois, soit dans des romans publiés, soit dans des œuvres dramatiques représentées [428]. De même l'annonce d'un spectacle sous une forme

---

« La première question, et, à vrai dire, la seule question sérieuse, est celle du titre. Le titre donné par Castille à son livre constitue-t-il à son profit un droit qui s'oppose à ce qu'on emploie ce même titre pour désigner une autre œuvre littéraire ? La réponse est facile ; il est bien évident que le titre est une partie de la propriété, une partie très-souvent essentielle, caractéristique de l'œuvre elle-même, c'est le nom, l'enseigne du livre.

» Or, ici le titre est un des bonheurs du roman, c'est un élément considérable de succès. M. Dennery prétend qu'on désigne partout les hommes qu'il a voulu peindre sous le titre générique d'*Oiseaux de proie*. Si cela est, c'est à la publicité du roman que l'honneur doit en revenir. Il est bien vrai que cette expression a été employée quelquefois dans un sens figuré ; mais ce n'est que depuis peu de temps, et, en tous cas, ce n'est pas encore une expression consacrée ; la preuve c'est qu'elle ne se trouve dans aucun dictionnaire. Dans tous les cas, M. Castille avait eu le premier la pensée de peindre sous ce titre plusieurs de ces bandits que recèle la société et qui font des hommes leur proie : il avait été le premier à formuler cette pensée dans une œuvre littéraire. Or, ce titre a paru heureux à M. Dennery, et non pas seulement à M. Dennery, mais à tous les journalistes qui ont parlé de la pièce. Je n'en citerai qu'un, M. Jules de Prémarmay, qui, dans le feuilleton de *la Patrie*, s'exprimait ainsi : « Il y a quelques années, M. H. Castille a publié un roman qui s'appelait les *Oiseaux de proie*. Je n'ai pas lu le roman ; mais vous m'avouerez que son titre était une heureuse trouvaille pour un éditeur, et ressemble à une fortune sur l'affiche d'un théâtre. »

» M. Castille demande donc compte à M. Dennery de ce titre usurpé, de cette fortune qu'il se fait au moyen de l'heureuse trouvaille d'autrui, malgré les défenses formelles qui lui ont été signifiées. »

L'avocat discute ici le droit en matière de propriété des titres ; il invoque l'opinion de M. le conseiller Quénault dans son rapport à la Cour de cassation, lors du procès de la *Biographie Universelle* ; il cite l'opinion de Merlin, de M. Renouard, de M. Etienne Blanc, et plusieurs arrêts, notamment dans l'affaire du *Dictionnaire de l'Académie*, du journal *la Mode* et d'un livre intitulé *l'Education familiale*. Il ajoute que, dans l'espèce, le titre donné par M. Dennery à sa pièce a rappelé à tout le monde le roman de M. Castille. Le critique rédacteur de la *Revue de Paris*, notamment, dit que M. Dennery a emprunté au roman de M. Castille « le nœud de l'action, la plupart de ses personnages et le titre qui constitue à lui seul l'idée mère de l'ouvrage. »

L'avocat s'appuie sur cette opinion du critique pour expliquer la seconde partie de la réclamation de M. Castille. Il analyse ce qu'il y a de commun entre le roman et la pièce. Des deux côtés on voit trois bandits qui connaissent l'existence d'une jeune fille perdue par son père, et qui s'associent dans le but de la rendre à sa famille et de la faire épouser à l'un d'eux pour partager entre eux sa fortune. De ces trois bandits, dans la pièce comme dans le livre, l'un est le chef, celui qui donne les idées, qui conduit l'intrigue ; l'au-

souvent usitée, telle que celle d'un homme masqué dans une lutte, ne peut être considérée comme répréhensible bien que cette réminiscence n'ait été faite que pour mettre une vogue à profit [131].

tre est un usurier, et le troisième un homme d'un caractère tout à fait original, dont la profession est d'être un faux réfugié politique, tantôt polonais, tantôt hongrois, italien ou mexicain, selon les sympathies des victimes qu'il s'agit de duper.

Les femmes, dans la pièce comme dans le livre, forment aussi le même groupe de trois personnages principaux : la jeune fille de naissance inconnue, une autre jeune fille, sa compagne, qui est ici sa cousine et là sa sœur ; enfin une courtisane. Dans la pièce comme dans le livre, deux frères de naissance noble complètent les rôles essentiels : l'un, austère et vertueux, est le chasseur des oiseaux de proie ; l'autre, entraîné par la débauche dans le vice, est descendu jusqu'à l'ignoble métier de ces voleurs au jeu que, dans leur argot, ils appellent des *grecs*. La pièce se dénoue, comme le roman, au moyen de la courtisane, qui, par un retour au bien, trahit ses complices. Tel est le sujet qui constitue une invention. Le hasard seul ne peut pas produire une telle similitude dans les combinaisons de l'esprit, et les nombres mêmes dont on signale le rapprochement suffiraient pour accuser le défaut de mémoire de M. Dennery quand il affirme n'avoir pas lu le livre de M. Castille.

Peu importe qu'après s'être emparé de l'invention, il en place le développement au milieu de circonstances qui diffèrent complètement des moyens employés par l'auteur du roman. Il n'en est pas moins certain que, sans le livre, il n'aurait ni conçu ni exécuté sa pièce telle qu'elle est. Sans doute la dissemblance dans la forme empêche que l'on puisse aller jusqu'à trouver dans l'imitation du fond les caractères assignés par la loi pénale au délit de contrefaçon ; mais on y rencontre assurément les éléments d'une action en réparation pour le préjudice causé à M. Castille, qui chercherait en vain, aujourd'hui, à produire au théâtre, sous le titre des *Oiseaux de proie*, la combinaison fondamentale de son livre ; ce serait alors, comme l'a dit l'auteur d'un article où la question est examinée, dans le *Messager des Théâtres*, ce serait M. Dennery qui pourrait faire à M. Castille un procès, en contrefaçon.

M. Castille conclut à ce que M. Dennery soit condamné à faire annoncer la pièce, tant sur les affiches que sur le titre de la brochure, comme étant tirée de son livre, ou faite en collaboration avec lui, et, de plus, à partager avec lui le produit des représentations et de la publication.

« Dans sa réponse, M<sup>e</sup> Paillet demande en quoi consistent les reproches adressés par M. Castille ? Dans le titre d'abord, dans cette qualification d'*Oiseaux de proie* dont il prétend avoir le monopole. Mais c'est là un titre qui appartient à tout le monde, qui est depuis longtemps dans le domaine public comme celui de *vampires*, de *loups-cerviers*. La désignation d'une certaine classe d'hommes par des noms d'animaux n'est pas une invention nouvelle : j'ai là un album, intitulé *la Ménagerie parisienne*, où figurent métaphoriquement des *lionnes*, des *lions*, des *rats*. Tous le monde sait quels caractères bien connus recouvrent ces dénominations ; puis viennent les *Oiseaux de*

On ne commet pas le délit de contrefaçon lorsque le sujet d'une œuvre simple indique le titre et qu'il semble impossible de lui en donner un autre du fait même de l'objet de l'œuvre [132].

Un des vers du refrain d'une ancienne chanson populaire

---

*proie*, représentés par des dames fort bien mises, par des hommes barbus, vêtus de noir et gantés frais.

» Ai-je besoin d'insister pour démontrer que ces sortes de titre n'appartiennent pas plus à tel auteur qu'à tel autre? Faut-il des exemples? Eh bien! M. Dumanoir avait fait représenter une pièce intitulée : *une Fille d'Eve*. Plus tard, M. de Balzac a pris ce titre pour celui d'un de ses romans, et M. Dumanoir n'a pas fait de procès à M. de Balzac. Il a compris que c'était là une dénomination générale. Toutes les femmes ne sont-elles pas des filles d'Eve? M. Dennery lui-même a donné au théâtre de l'Ambigu-Comique une pièce devenue populaire, *les Bohémiens de Paris*. Un roman a été publié postérieurement sous le même titre. M. Dennery a laissé faire. *Filles d'Eve*, *Bohémiens*, *Oiseaux de proie*, ce sont là des qualifications employées journellement, employées partout; c'est le langage du Dictionnaire.

» Voilà pour le titre.

» Mais, nous dit-on, la pièce est une imitation du roman, imitation dans les personnages, dans les caractères, dans les situations principales. J'ai là les deux ouvrages, on pourra les lire; j'ai en outre sous mes yeux des analyses, une entre autres d'un feuilletoniste distingué, M. Théophile Gautier. Eh bien! qu'on rapproche ces analyses, et on verra que s'il existe quelques rapports entre les deux œuvres, se sont des analogies résultant nécessairement du choix d'un même sujet. Mais de ce qu'on trouve des ressemblances dans deux œuvres littéraires, il n'est pas à dire que l'une ait copié l'autre. On l'a dit, il y a longtemps, *nil sub sole novi*, et un proverbe populaire ajoute que les beaux-esprits se rencontrent. Les analogies qu'on trouve à grand-peine dans les deux ouvrages, qu'est-ce autre chose que la rencontre de deux beaux-esprits attachés au même sujet et poursuivant la même pensée?

» Au surplus, qu'avons-nous à considérer pour l'appréciation du fait? Les personnages et le but de chaque œuvre. Sur ces deux points, les différences sont telles, qu'une accusation de plagiat ne saurait se soutenir. Remarquons d'abord la différence des genres. M. Castille a fait un roman; il s'adresse aux lecteurs. M. Dennery a fait une pièce de théâtre destinée à la représentation. Quant aux personnages, ceux du roman sont pris dans le monde des bagnes; c'est l'écume des bas-fonds de la société. Leurs noms seuls suffisent pour indiquer le caractère du livre; les hommes s'appellent Chauve-Souris, Poil-de-Chien; les femmes : La Gaufre, Main-Froide, Etrangle-Diable, l'Ascalante. M. Castille a voulu que personne ne s'y trompât, et il a fait passer sous les yeux de ses lecteurs une société hideuse, repoussante par l'extérieur, par le costume, par le nom seul. Ai-je besoin de dire qu'il n'y a rien de tout cela dans la pièce de M. Dennery; que ses personnages sont simples, naturels; que leur allure, leur nom, leur costume n'appartient en aucune façon au monde sombre et fantastique créé par M. Castille? Et le but du roman, quel est-il? C'est uniquement d'amuser le spectateur par les aventures qu'il présente, par le spectacle des ruses, des ressources, des inventions plus ou moins habiles des criminels qui y figurent. Le drame a un but différent : c'est

adopté comme titre ne peut à lui seul constituer une propriété,  
[146-iii]

Le fait de contrefaçon, du reste, ne peut être accueilli quand il n'y a pas, entre les deux ouvrages en litige, confusion ou pré-

---

essentiellement de rendre la perversité odieuse et de montrer le châtement qui l'attend. C'est là ce qui a valu à M. Dennery la rémunération honorable dont je parlais en commençant.

» Le reproche d'imitation, d'usurpation littéraire, n'est donc pas fondé. En tout cas, où serait le préjudice? M. Dennery, dit-on, aurait, par la représentation des *Oiseaux de proie*, mis M. Castille dans l'impossibilité de tirer à son tour de son roman une pièce de théâtre. C'est là un grief imaginaire (1).

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que M. Castille a publié, en 1847, un roman intitulé *les Oiseaux de proie*;

» Que, depuis le 16 octobre 1854, Dennery a fait représenter un drame en cinq actes, ayant aussi pour titre *les Oiseaux de proie*;

» Que la demande dont le Tribunal est saisi soumet au Tribunal les questions suivantes :

» 1° Dennery a-t-il usurpé un titre qui fût la propriété exclusive de Castille ?

» 2° A-t-il par voie d'imitation ou d'emprunt reproduit dans son drame la pensée, les combinaisons et les personnages partiels du roman ?

» En ce qui touche le titre :

» Attendu que depuis longtemps les mots : *Oiseaux de proie* sont employés métaphoriquement pour désigner certains hommes; que ces hommes offrent des types si variés qu'ils peuvent être l'objet d'observations, d'études et de peintures diverses à chacune desquelles le titre : *Oiseaux de proie* convient tout aussi bien et aussi nécessairement qu'au roman de Castille;

» Qu'il suit de là qu'il n'y a pas invention dans le titre, et que ce titre, ne pouvant s'appliquer d'une manière privative et exclusive à l'ouvrage du demandeur, celui-ci n'est pas fondé à revendiquer contre Dennery le privilège résultant de la priorité;

» Attendu, en outre, que l'œuvre de Dennery diffère essentiellement par la forme et le genre de celle de Castille, et qu'il ne peut s'établir entre elles ni confusion ni concurrence;

» En ce qui touche la reproduction ou l'imitation :

» Attendu que s'il existe quelques points de ressemblance entre le roman et le drame, les dissemblances sont nombreuses et tranchées, notamment dans le cadre et le but, dans la position et les caractères des divers personnages, dans le développement de l'action, et enfin dans le dénouement;

» Que le roman renferme les éléments d'un drame émouvant et tragique, tandis qu'à l'exception d'une scène, la pièce de Dennery est une comédie;

» Attendu donc que rien n'autorise à penser que Dennery se soit inspiré de l'œuvre antérieurement publiée par Castille;

» Déclare Castille mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

(Gazette des Tribunaux, 18 et 24 novembre 1855; le Droit, 24 novembre 1855.)

[128] *La Petite-Pologne*. — M. H. Audeval contre MM. Lambert Thiboust et Ernest Blum. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — M. Benoît-Champy, président. — 3 août 1860. — M. Betoulle, avocat de M. H. Aude-

(1) On n'a pas oublié sans doute, car cet événement causa alors une vive sensation, que M<sup>e</sup> Paillet ne put achever sa plaidoirie; que, pris d'un étourdissement subit, il perdit connaissance et mourut peu de temps après.

somption de concurrence. C'est ce dernier point, en effet, que s'attache à chercher le tribunal, et il y a délit, lorsqu'il est établi que le titre a été choisi dans un but de concurrence [118, 133, 134, 135].

---

val; M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de MM. Lambert Thiboust et Ernest Blum. — M. Try, avocat impérial (conclusions conformes).

M. H. Audeval a fait jouer, en 1854, au théâtre du Luxembourg, une pièce en trois actes et un prologue, intitulée *la Petite-Pologne*. MM. Lambert Thiboust et Blum sont auteurs d'un drame portant le même titre qu'ils ont fait représenter au théâtre de la Galté. M. Audeval vit dans le fait de l'annonce de cette dernière pièce une atteinte à ses droits, et il réclama en faisant imprimer dans un journal une lettre à laquelle M. Lambert Thiboust répondit ce qui suit :

« A Monsieur H. Audeval.

» Monsieur,

» Je lis à l'instant, dans le *Figaro-Programme*, une réclamation signée de vous, et vos prétentions à la propriété exclusive de la *Petite-Pologne*. Vous avez, dites-vous, il y a cinq ans, fait représenter au Luxembourg un ouvrage sur cette même *Petite-Pologne*; or, il y a huit ans, nous avons fait jouer aux Variétés, Delacour et moi, *Paris qui dort*, et avec un quatrième acte contenant l'idée, la localité, le sous-titre de la *Petite-Pologne*, nous avons nous-mêmes fait cet emprunt à Eugène Sue, qui a donné ce titre de la *Petite-Pologne* (déjà nommé) à toute une partie des *Mystères de Paris*. Nous avons dû, Ernest Blum et moi, relire avec soin ce même acte de *Paris qui dort* pour ne pas retomber en 1860 dans des détails déflorés par Delacour et par moi en 1852.

» Vous le voyez, monsieur, nos droits sont antérieurs aux vôtres. Cela ne doit pas vous faire interrompre votre roman; nous ne sommes pas plus en mesure d'en empêcher la publication que vous n'êtes en mesure d'empêcher la représentation de notre drame, le sujet d'une localité appartenant à tout le monde. J'en sache pas qu'en droit un auteur puisse mettre son chapeau sur la tour Saint-Jacques ou sur les tours Notre-Dame et dire aux autres: Ne vous asseyez pas là, c'est retenu.

» Agrérez, monsieur, etc.

» LAMBERT THIBOUST. »

En présence de ce refus, M. Audeval fit défense à M. Harmant, directeur de la Galté, de représenter sur son théâtre le drame *la Petite-Pologne*; M. Harmant ayant passé outre, M. Audeval introduisit contre lui un référé. Les auteurs reproduisirent les allégations contenues dans la lettre ci-dessus, devant M. le président, qui renvoya les parties au principal et autorisa par provision la représentation de la pièce.

Au Tribunal, l'avocat de M. Audeval contredit les assertions contenues dans la lettre de M. Thiboust et conclut à ce que l'atteinte portée à la propriété de son client soit reconnue et réprimée, qu'une indemnité lui soit allouée et que MM. Thiboust et Blum changent le titre que, dit-il, ils ont usurpé.

M<sup>e</sup> Paillard répond que *la Petite Pologne* est le nom d'un ancien quartier de Paris, comme ceux de *Carré Saint-Martin*, *Cour des Miracles*, les *Por-*



Il en est de même d'une annonce disposée de telle sorte qu'elle puisse amener une confusion préjudiciable aux intérêts d'un tiers [435, 436]. Ainsi en matière de propriété musicale, et au sujet de la vente des morceaux imprimés, le titre et le dessin qui

---

cherons, la Foire Saint-Laurent, et que le titre revendiqué par M. Audeval ne saurait constituer une propriété.

JUGEMENT. — « Le Tribunal :

» Attendu que le titre de *la Petite-Pologne*, donné par Audeval à un drame représenté en 1855 au théâtre du Luxembourg, ne saurait constituer à son profit une propriété exclusive; que ce titre n'a pas été inventé par Audeval, mais emprunté par lui à une dénomination depuis longtemps connue et sous laquelle était désigné un quartier de Paris;

» Que le même titre a d'ailleurs été employé plusieurs fois, soit dans les romans publiés, soit dans les œuvres dramatiques représentées avant que la pièce d'Audeval, laquelle n'a d'ailleurs jamais été imprimée, n'ait été produite sur le théâtre du Luxembourg;

» Par ces motifs :

» Déclare Audeval mal fondé dans sa demande en dommages-intérêts, et l'en déboute. »  
(*Le Droit*, 5 août 1860.)

[129] *Le Comte d'Essex*. — M. Charles de Sieurac contre M. Hostein, directeur du théâtre du Châtelet. — Tribunal de commerce de la Seine. — 18 juillet 1868. — M. Hussenot, président. — M<sup>e</sup> Prunier-Quatremère, agréé de M. de Sieurac; M<sup>e</sup> Froment, agréé de M. Hostein.

M. Charles de Sieurac a composé un drame intitulé *le Comte d'Essex*, qu'il a présenté, en 1864, à M. Hostein, directeur du théâtre du Châtelet. Il affirme que, sur les observations de M. Hostein, il a repris son drame pour y ajouter des effets de mise en scène, et qu'il le lui a rapporté après corrections. Il soutient que M. Hostein a joué sa pièce, sans changer le titre, sous le nom d'un autre auteur, M. Couturier, avec la reproduction des mêmes rôles, des mêmes situations, des mêmes idées et du même dénouement. En conséquence, il a fait assigner M. Hostein et l'administration du théâtre du Châtelet en restitution de son manuscrit et en paiement d'une indemnité de 50,000 francs; il demandait en outre, contre eux, l'interdiction de continuer les représentations du drame de M. Couturier, *le Comte d'Essex*, sous une contrainte de 6,000 francs par soirée.

JUGEMENT. — Le Tribunal a déclaré M. de Sieurac mal fondé en sa demande de remise du manuscrit, par la raison que ce manuscrit lui avait été rendu, et, en ce qui concerne les dommages-intérêts;

» Attendu que, sans avoir besoin d'examiner le degré de similitude qui peut exister entre les deux pièces, de Sieurac n'apporte pas la preuve que Hostein ait abusé de sa confiance pour communiquer son manuscrit au sieur Couturier;

» Que, de plus, plusieurs pièces ayant le même titre: *le Comte d'Essex*, ont déjà été représentées, que ce n'est donc pas un sujet neuf;

» Que, dans ces conditions, il y a lieu de déclarer de Sieurac mal fondé en toutes ses demandes, fins et conclusions;

» Par ces motifs,

» Jugeant en premier ressort,

» Déclare de Sieurac mal fondé en toutes ses demandes, fins et conclusions;

» L'en déboute;

» Et le condamne aux dépens. »

(*Le Droit*, 7-8 septembre 1868.)

servent d'ornement et en quelque sorte d'enseigne à ces morceaux de musique, doivent d'autant plus être respectés qu'ils sont les plus sûrs moyens d'attirer les acheteurs, et les seuls indices auxquels le public puisse reconnaître les morceaux, peu de personnes

---

[130] *Biographie universelle*. — M. Michaud et M<sup>me</sup> Thoisnier-Desplaces, contre MM. Firmin-Didot frères. — Cour de cassation (chambre criminelle). — 16 juillet 1853. — M. Laplagne-Barris, président. — M<sup>e</sup> Groualle, avocat des appelants; M<sup>e</sup> Paul Fabre, avocat de MM. Didot. — M. Plougoulm, avocat général (Conclusions conformes).

ARRÊT. — « La Cour,

» Oui M. le conseiller Quénault en son rapport, M<sup>e</sup> Groualle, avocat de Louis-Gabriel Michaud et de Geneviève-Claire-Célestine Perard, femme Thoisnier Desplaces, demandeurs en cassation; M<sup>e</sup> Paul Fabre, avocat des frères Firmin Didot, défendeurs intervenants, dans leurs observations, et M. l'avocat-général Plougoulm dans ses conclusions;

» Sur le premier moyen relatif à la contrefaçon par l'usurpation du titre de la *Biographie universelle*;

» Attendu qu'il résulte des motifs de l'arrêt attaqué que le titre de *Biographie universelle*, donné à l'un et à l'autre ouvrage, est une désignation générique usitée depuis longtemps; qu'en outre, le titre de l'ouvrage publiée par les frères Didot présente des énonciations spéciales qui le distinguent de celui des frères Michaud et qui suffisent pour prévenir toute confusion de la part des acheteurs;

» Attendu que la décision de la Cour impériale de Paris sur ce premier chef de prévention est fondée sur des constatations et appréciations de faits qui échappent à toute censure;

» La Cour rejette le premier moyen;

» Mais sur les deuxième et troisième moyens relatifs à la contrefaçon par la reproduction textuelle dans la *Nouvelle biographie* des frères Didot, de cinquante-neuf articles ou notices empruntées à la *Biographie universelle* des frères Michaud;

» Attendu qu'il résulte des motifs de l'arrêt attaqué, que les frères Michaud ont conçu le projet d'un nouveau dictionnaire biographique; qu'ils ont rassemblé des matériaux, et traité avec des savants et des gens de lettres; qu'ils ont contrôlé ou fait contrôler les articles ou notices composés pour cet ouvrage;

» Attendu que l'arrêt attaqué a ainsi reconnu et constaté que la part prise par les frères Michaud à la création de la *Biographie universelle*, ouvrage collectif destiné à présenter un vaste assemblage de fait historiques et littéraires, comprenait tout à la fois la conception première de l'œuvre générale et son organisation, le choix des matériaux, la distribution des sujets au savants et aux gens de lettres, enfin le contrôle sur tous les travaux partiels pour les combiner dans l'ensemble et les adapter au but commun;

» Attendu que les faits qui ont été constatés par l'arrêt attaqué, et qui ne sont point détruits par ces appréciations, doivent faire attribuer aux frères Michaud une part essentielle à la création de la *Biographie universelle*; que le travail de l'esprit s'y trouve joint à l'entreprise de cette œuvre collective; que cette participation dépasse le rôle d'un simple éditeur, et qu'elle emporte nécessairement avec elle en faveur des frères Michaud, la qualité d'auteurs de l'ensemble et de co-auteurs des différentes parties de la *Biographie universelle* dans leurs rapports avec l'ensemble;

» Attendu que les droits acquis en cette qualité aux frères Michaud et qui continuent d'exister dans la personne de Michaud jeune et au profit de son cessionnaire sont garantis par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1793, qui pro-

se trouvant capables de juger à première vue du mérite d'une œuvre lyrique, ou de la différence qui existe entre elle et une autre [136].

Cependant, lorsqu'un compositeur a intercalé dans une œuvre

---

tége indistinctement les droits des auteurs d'écrits en tous genres et par les lois postérieures qui se rattachent au même principe ;

» Attendu que les frères Didot n'ont pu sans porter atteinte à ces droits de Michaud, emprunter à sa *Biographie* 59 articles ou notices pour les reproduire textuellement dans la *Nouvelle Biographie* qu'ils ont publiée ;

» Attendu que si les auteurs qui ont signé ces 59 articles sont décédés depuis plus de vingt ans, et si leurs œuvres sont tombées dans le domaine public aux termes des lois de la matière, il ne s'ensuit pas que les articles par eux composés pour la *Biographie universelle* de Michaud puissent, au préjudice des droits de ce dernier, être reproduits dans un ouvrage du même genre que le sien et destiné à lui faire concurrence ;

» Attendu qu'en refusant de voir dans ce fait judiciairement reconnu et constaté à la charge des frères Didot une atteinte au privilège toujours subsistant de Michaud jeune, et par conséquent un délit de contrefaçon, l'arrêt attaqué a formellement violé les articles 1 et 2 de la loi du 19 juillet 1793, 39 et 40 du décret du 19 février 1810, 425 et 429 du Code pénal ;

» Par ces motifs, la Cour casse et annule l'arrêt rendu par la Cour impériale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, le 4 mars 1853, et pour être statué conformément aux lois sur les appels interjetés par Michaud jeune et femme Thoissier-Desplaces du jugement du Tribunal correctionnel de la Seine en date du 12 août 1852 ;

» Renvoie la cause et les parties devant la Cour impériale d'Amiens (chambre des appels de police correctionnel). »

(*Gazette des Tribunaux*, 24 juillet 1853.)

[131] *L'Homme masqué*. — M. Rodolphe Julian, directeur des Arènes athlétiques, contre M. Arnault, directeur de l'Hippodrome. — Tribunal de commerce de la Seine. — 2 octobre 1867. — M. Louvet, président ; M<sup>r</sup> Marraud, agréé de M. Arnault.

M. Rodolphe Julian, directeur des Arènes athlétiques, a offert à la curiosité publique un lutteur masqué, qui a eu le privilège d'amener la foule à la salle de la rue Le Peletier.

M. Arnault, directeur de l'Hippodrome, a voulu, à son tour, avoir son lutteur masqué, et il l'a annoncé par des affiches et des réclames, dans lesquelles M. Julian a vu un moyen de concurrence, et une atteinte portée aux intérêts de son entreprise.

En conséquence, M. Julian a fait assigner M. Arnault devant le Tribunal de commerce en paiement d'une indemnité de 12,000 fr., avec insertion du jugement à intervenir dans dix journaux.

JUGEMENT. — « Le Tribunal :

» Attendu qu'il résulte des explications des parties et des documents de la cause, qu'à la date du 8 septembre dernier Arnault annonçait par des affiches, et au moyen de la publicité des journaux, que l'homme masqué paraîtrait dans une lutte à l'Hippodrome ;

» Que Julian, directeur des Arènes athlétiques prétend que, par ces annonces, et en trompant le public sur la valeur de l'homme masqué qu'il lui présentait, Arnault lui aurait fait une concurrence déloyale et causé un préjudice, pour réparation duquel il demande 12,000 fr. à titre de dommages-intérêts et l'insertion du jugement dans dix journaux ;

lyrique, un morceau appartenant à un autre compositeur ainsi que cela a eu lieu diverses fois, celui auquel a été fait l'emprunt, aussi bien que son éditeur, ne fait qu'user de son droit en publiant ce morceau et en inscrivant sur la publication le titre de l'opéra

» Attendu qu'il résulte des documents de la cause, que déjà à plusieurs reprises des lutteurs masqués ont donné à Paris des représentations ;

» Qu'il est impossible de contester à Arnault le droit de donner au public le spectacle de luttes athlétiques, et de faire paraître dans son arène un acteur masqué, s'il le trouve utile à ses intérêts, alors surtout que dans ses annonces, il n'a point cherché à déprécier le mérite du lutteur engagé par Julian ; que le Tribunal ne saurait dès lors voir dans ce fait un acte de concurrence déloyale ;

» Attendu qu'il ressort des pièces produites que, si le lutteur masqué qui a paru à l'Hippodrome a été renversé par son adversaire, cette défaite facile, loin de nuire aux intérêts de Julian, est venue ajouter au prestige du personnage mystérieux qui luttait aux arènes de la rue Le Peletier, puisque, depuis le 8 septembre, les recettes de chaque soirée ont subi une augmentation importante et progressive ; d'où il suit qu'à tous les points de vue les prétentions de Julian doivent être repoussées ;

» Par ces motifs,

» Jugeant en premier ressort, déclare Julian non recevable en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. » (Le Droit, 6 octobre 1867.)

[132] *La Lettre au bon Dieu.* — MM. Escudier contre MM. Brandus et Dufour. — Demande en garantie de MM. Brandus et Dufour contre M. Géraldy ; M. Géraldy contre M. Cabaret-Dupaty et M<sup>me</sup> de Palsy, et de M. Cabaret-Dupaty contre M<sup>me</sup> de Palsy. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 25 juillet 1867. — M. Benoit-Champy, président. M<sup>e</sup> Jaybert, avocat de MM. Escudier frères ; M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de MM. Brandus et Dufour ; M<sup>e</sup> Louis Nouguié, avocat de M. Géraldy ; M<sup>e</sup> Rivolet, avocat de M. Cabaret-Dupaty ; M<sup>e</sup> Dupuis, avocat de M<sup>me</sup> Étienne de Palsy.

Le motif de ce procès repose sur un sujet de poésie, et ce sujet est basé sur un fait qui s'est passé réellement, et qui avait de plus acquis une telle notoriété qu'il était connu de tous avant d'avoir donné lieu à aucune œuvre poétique. Voici sommairement le fait dans toute sa simplicité : Une enfant, une jeune fille, voyant sa mère dans le dénuement le plus complet, à la pensée d'écrire une lettre au bon Dieu. Au moment où elle va déposer cette lettre dans le tronc d'une église, un prêtre se méprend sur l'action qu'elle va accomplir ; lorsqu'il s'aperçoit de son erreur, après la lecture de l'écrit déposé par la naïve enfant, il fait remettre chez la pauvre femme, un secours qui n'est accompagné que de ces seuls mots : C'est la réponse du bon Dieu.

Ajoutons que le pasteur ne voulut pas laisser son œuvre inachevée ; il connaissait M. de Courcy, qui voulut bien protéger l'enfant. Un mot dit par lui à M. Auber lui ouvrit les portes du Conservatoire, d'où elle sortit grande artiste, sans cesser d'être fille pieuse et femme justement honorée.

Cette légende avait lieu en 1842, et à cette époque, sous l'émotion récente du fait, M. de Courcy écrivit un poème composé de trente-deux vers. M. Cabaret-Dupaty entendit dans un salon, la lecture de ces vers dont le sujet l'impressionna vivement. Rentré chez lui, il jeta sur le papier quatre couplets qui retraçaient cette légende. Son œuvre lui plut, il la fit imprimer et

ou du ballet dans lequel il figure, et cela en aussi gros caractères qu'il lui plait [137]. Ces intercalations, d'ailleurs, ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de l'auteur, et en indiquant qu'elles sont l'œuvre de cet auteur [138].

---

vendre au profit des pauvres. Il en remit aussi à quelques amis et notamment à M<sup>me</sup> Étienne de Palsy, qui, s'étant trouvée quelque temps après avec M<sup>e</sup> Géraldy, proposa à ce dernier, après en avoir obtenu l'autorisation de l'auteur, de les mettre en musique,

M. Géraldy fit la musique, et vendit à MM. Brandus et Dufour *la Lettre au bon Dieu* qui parut en novembre 1856.

Cette romance eut quelque succès. M. de Courcy, cependant, qui déjà, avait fait avec Scribe, sur cette donnée, un opéra comique qui n'eut que quelques représentations, n'avait pas renoncé à faire mettre en musique les vers qu'il avait composés en 1842.

M. Henri Potier fut chargé de ce soin par MM. Escudier, qui publièrent à leur tour une *Lettre au bon Dieu*, au mois de mars 1857.

MM. Escudier, considérant que M. de Courcy était propriétaire du sujet et du titre, intentèrent un procès en contrefaçon à MM. Brandus et Dufour. Ils laissaient à la libre appréciation du tribunal le soin de fixer le chiffre des dommages-intérêts, aussi bien que le mode de publicité qui devait les proclamer seuls propriétaires de *la Lettre au bon Dieu*.

JUGEMENT : — « Le Tribunal,

» En ce qui touche le sujet de la romance dont la propriété est revendiquée par Escudier :

» Attendu qu'il est établi et reconnu par le demandeur lui-même que le sujet de *la Lettre au bon Dieu* est le récit d'une aventure véritable ;

» Attendu que ce fait étant devenu notoire est tombé dans le domaine public ;

» En ce qui touche le titre de ladite romance :

» Attendu que si le titre d'un ouvrage peut quelquefois constituer une propriété, il n'en est pas ainsi dans l'espèce, puisqu'il était impossible de donner une autre dénomination que celle de *la Lettre au bon Dieu* au fait qui consiste uniquement dans une lettre écrite au bon Dieu par une jeune fille ;

» Attendu en conséquence qu'Escudier ne peut réclamer qu'un droit privatif que sur la musique ou les paroles de la romance dont il s'agit ;

» En ce qui touche la musique :

» Attendu qu'il n'allègue pas qu'il y ait la moindre ressemblance entre celle de Géraldy et celle de Potier ; qu'au surplus la romance de Géraldy, éditée par Brandus, a paru quelques mois avant celle de Potier éditée par Escudier, en telle sorte que la priorité lui serait acquise ;

» En ce qui touche les paroles :

» Attendu qu'il importe peu que si, dans une lettre du 26 février 1857 Cabaret-Dupaty avoue que l'idée et le titre de sa romance ne lui appartiennent pas, puisque le titre et l'idée ne sont pas la propriété de de Courcy, et puisque dans une lettre du 2 avril suivant, le même Cabaret-Dupaty revendique, comme étant son œuvre personnelle, la forme poétique de la romance éditée par Brandus ;

» Qu'en effet il existe entre la pièce de vers de de Courcy et celle de Cabaret-Dupaty de notables différences ; que la première qui devait rester inédite est une petite élégie qui se poursuit d'un seul trait, tandis que l'autre, divisée en quatre strophes, affecte évidemment un rythme particulier aux exigences de la musique vocale ;

**Sujet.** — Il ne faut pas remonter très-haut pour établir la jurisprudence relative à la contrefaçon littéraire en matière dramatique ; depuis un certain nombre d'années, en effet, l'usage s'est modifié, et le principe vraiment équitable qui domine aujourd'hui

» Que s'il existe entre ces deux productions une ressemblance réelle, elle n'est point dans le style, mais qu'elle ressort du fond même du sujet dont la simplicité devait nécessairement produire des situations identiques ;

» Attendu, en conséquence, qu'en éditant au mois de novembre 1856, *la Lettre au bon Dieu*, musique de Géraldy, paroles de Cabaret-Dupaty, Brandus, Dufour et compagnie n'ont porté aucune atteinte au droit de de Courcy, et n'ont causé aucun préjudice à Escudier, dont la publication n'a eu lieu qu'au mois de mars 1857 ;

» Qu'ainsi il y a lieu de déclarer ledit Escudier mal fondé dans sa demande contre Brandus et Compagnie, en suppression de cette romance et en 3,000 fr. de dommages-intérêts ;

» En ce qui touche les demandes en garantie de Brandus, Dufour et Compagnie contre Géraldy, de Géraldy contre Cabaret-Dupaty et la dame de Palsy, et de Cabaret-Dupaty contre la dame de Palsy ;

» Attendu que le rejet de la demande principale rend inutile d'y statuer ;

» Par ces motifs,

» Déclare Escudier non recevable et mal fondé dans sa demande contre Brandus, Dufour et Compagnie, en suppression de la romance dite *la Lettre au bon Dieu*, musique de Géraldy, paroles de Cabaret-Dupaty, et en 3,000 francs de dommages ; en conséquence, l'en déboute ;

» Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur les demandes en garantie formées par Brandus, Dufour et Compagnie, contre Géraldy, par Géraldy contre Cabaret-Dupaty, et la dame de Palsy et par Cabaret-Dupaty contre la dame de Palsy ;

» Condamne Escudier aux dépens, tant de sa demande principale que des demandes en garantie à l'égard de toutes les parties. »

(*Le Droit*, 14 août 1857.)

[133] *Tom Pouce.* — M. Sherwood-Edward Stratton contre M. Roqueplan, directeur du Théâtre des Variétés.—Tribunal de commerce de la Seine.— 24 avril 1845. — M. Lamaille, président. — M<sup>e</sup> Schayé, agréé de M. Stratton ; M<sup>e</sup> Durmont, agréé de M. Roqueplan.

M<sup>e</sup> Schayé, agréé de M. Stratton, explique en ces termes l'objet du procès :

« M. Edward Stratton est père d'un enfant de quatorze ans, connu aujourd'hui sous le nom de *Tom Pouce*. Il l'a conduit en Angleterre, en Russie, et, partout, sa petite taille, sa belle conformation et son intelligence lui ont conquis un grand succès.

» Arrivé à Paris, le général Tom Pouce a donné des représentations aux concerts Vivienne, et la curiosité publique s'est attachée à lui.

» M. Nestor Roqueplan s'est adressé au père du jeune nain dans le but de l'introduire dans le cadre d'une pièce composée par lui. Ce projet a été rompu par une question d'argent. M. Roqueplan a trouvé les prétentions de M. Stratton trop élevées, et il s'est privé du concours de Tom Pouce ; mais il n'a pas voulu sacrifier sa pièce, et comme elle n'aurait pas d'attrait en l'absence du personnage qui l'a inspirée, il a pris son nom.

» M. Stratton a fait un traité avec le théâtre du Vaudeville, pour faire paraître son fils dans une pièce intitulée *le Petit Poucet*, où il remplit le principal rôle.

» M. Roqueplan a engagé un enfant de six ou sept ans, le petit Duhamel, et il met dans ses réclames : première représentation du *Général Tom Pouce*.

c'est que : un auteur étant propriétaire de son œuvre, nul n'a le droit de lui faire un emprunt, quelque minime qu'il soit, sans avoir obtenu son autorisation. Cette doctrine est déjà ressortie du travail sur la collaboration, duquel il résulte que le seul fait d'a-

---

Personne, en lisant ces affiches et ces annonces, ne doutera que le véritable Tom Pouce en personne ne vienne remplir le rôle qui porte son nom.

» Il y a donc là un fait d'usurpation évidente, et la cause d'un préjudice considérable pour M. Stratton.

» Il n'est pas permis à un directeur de théâtre de représenter une pièce où une personne quelconque serait désignée, ou donnée en spectacle sans son consentement.

» Déjà, l'année dernière, le théâtre des Variétés s'était permis, à propos de je ne sais quelle polka, de mettre en scène le père Lahyre, propriétaire de la Grande-Chaumière.

» M. Lahyre est allé trouver le directeur, et lui a dit : « Je veux bien être le père Lahyre chez moi, avec mes abonnés, mais je ne veux prêter à rire à personne sur votre théâtre; » et son nom a été retiré.

» On va me dire que le nom de Tom Pouce est un surnom, et qu'il ne saurait constituer une propriété industrielle. Un surnom, soit; mais c'est sous ce surnom que le nain a conquis sa célébrité, qu'il donne ses représentations, qu'il pratique son industrie, et qu'il gagne sa fortune.

» Il ne se peut pas qu'un directeur de théâtre, qui a voulu faire une économie sur le prix demandé, vienne usurper ce nom au préjudice de celui qui l'a rendu populaire.

» C'est en raison de ces motifs que M. Stratton supplie le Tribunal de faire défense à M. Roqueplan de représenter la pièce par lui annoncée, comme aussi de se servir du nom de Tom Pouce, ou général Tom Pouce, à peine de 3,000 fr. de dommages-intérêts pour chaque contravention, et de le condamner à 2,000 fr. de dommages-intérêts pour le préjudice déjà causé.

« M<sup>e</sup> Durmont répond que M. Roqueplan a engagé le petit Duhamel; il l'annonce sur ses affiches; il n'y a donc tromperie pour personne, et le public est bien averti qu'il ne verra pas Tom Pouce sur le théâtre des Variétés. M. Stratton se plaint que le nom de son fils a été usurpé; mais son fils doit s'appeler Stratton, et non pas Tom Pouce. Depuis l'histoire du Petit Poucet, tous les nains se sont appelés, en France, Petit Poucet, et en Angleterre Tom Pouce. S'il a plu à M. Stratton de ramasser un nom dans le domaine public, il ne peut pas s'en faire une propriété particulière, une étiquette exclusive. Sans doute, si on mettait sur la scène M. Stratton, il aurait droit de se plaindre, mais on a bien le droit de représenter un petit homme et de l'appeler du nom de tous les nains. Il faut d'ailleurs distinguer entre un nom et un surnom. Il y a peu d'années, un homme bien connu a imaginé de s'appeler Chicard, et il a rendu ce surnom célèbre; tous les théâtres l'ont joué, et jamais l'honorable négociant qui se déguisait sous ce nom d'emprunt n'a imaginé de trouver mauvaise la parodie de son masque. Il est venu à Paris une Vénus Hottentote et des bayadères. On a composé des pièces de circonstances pendant leur séjour, et elles n'ont pas fait de procès.

» Ainsi, termine M<sup>e</sup> Durmont, la prétention de M. Stratton ne peut être accueillie.

voir pris une part quelconque, directe ou indirecte, à la composition d'une pièce donne droit au titre de collaborateur [90, 91, 92, 93], à moins de conventions contraires entre les intéressés [98].

Il ne peut donc y avoir aucun doute lorsque l'emprunt est bien

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Considérant que, s'il n'est pas justifié que Stratton soit le père de Tom Pouce, bien qu'il l'ait déclaré au délibéré, il est au moins constant que cet enfant lui a été confié, et qu'il agit dans ses intérêts ;

» Considérant qu'aux termes de l'art. 18 du Code civil, les étrangers peuvent intenter en France une action contre un Français ;

» A rejeté les exceptions ;

» Et au fond :

» Considérant que Charles Stratton s'est fait connaître en France et à l'étranger sous le nom de Tom Pouce ;

» Que, dès-lors, il n'est pas permis, dans un but de concurrence, d'usurper ce nom, qui est sa propriété ;

» A fait défense à M. Nestor Roqueplan de se servir du nom de Tom Pouce, et l'a condamné aux dépens. »

(*Le Droit et Gazette des Tribunaux*, 25 avril 1845.)

[134] *L'Amiral Tromp, et le prince et la princesse Colibri*. — M. Hermann contre MM. Douchet et Smith. — Tribunal de commerce de la Seine. — 26 avril 1850. — M. Vernay président. — M<sup>e</sup> Petitjean, agréé de M. Hermann ; M<sup>e</sup> Amédée Lefebvre, agréé de MM. Douchet et Smith.

Les faits de la cause ressortent suffisamment du jugement.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» En ce qui touche la demande principale ;

» Attendu que le nain présenté au public par Hermann est généralement connu sous le nom de l'amiral Tromp ; que si, dans une pièce dramatique, il a rempli le rôle d'un personnage appelé Colibri, il ne s'ensuit pas que ce nom lui appartienne publiquement ;

» Et attendu qu'il est justifié que précédemment les nains connus sous les noms de prince et princesse Colibri étaient arrivés à Paris, et que des démarches avaient été faites pour obtenir de l'autorité la permission de donner des représentations sous le nom de prince et princesse Colibri ;

» Que dès-lors le demandeur est sans droit pour se plaindre d'une usurpation de nom ;

» En ce qui touche la demande reconventionnelle,

» Attendu qu'Hermann, en vue d'une concurrence déloyale, a donné à son nain le nom de Colibri ; qu'il n'avait pas porté ce nom jusqu'au moment de l'arrivée des nains dont Douchet et Smith se proposaient de faire l'exhibition ;

» Qu'il en est résulté pour Douchet et Smith un dommage dont il leur doit la réparation, et que le Tribunal, d'après les éléments d'appréciation qu'il possède, fixe à 300 francs ;

» Par ces motifs,

» Déclare Hermann mal fondé dans sa demande ;

» Le condamne par toutes les voies de droit et même par corps à payer à Douchet et Smith la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts ;

» Lui fait défense de donner à son nain le nom de Colibri, sous peine de 50 francs pour chaque contravention constatée, et le condamne en tous les dépens. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 27 avril 1850.)

[135] *M. Padeloup contre M. Malibran*. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 22 décembre 1865. — M. Benoist-Champy, président. —



établi; mais il n'en est pas toujours ainsi, et souvent des réclamations se sont produites qui n'étaient pas fondées, le résultat de divers procès fera connaître les causes qui ont fait repousser ces réclamations.

---

M<sup>e</sup> Marie, avocat de M. Padeloup; M<sup>e</sup> Champetrier de Ribes, avocat de M. Malibran. — M. Aubépin, avocat général. (Conclusions contraires.)

M. Padeloup a inauguré, au Cirque Napoléon, des concerts qu'il a dénommés : *Concerts populaires*.

Sur ces entrefaites, M. Malibran annonça, par voie d'affiches, au théâtre de la Galté, des concerts auxquels il donna la même dénomination. M. Padeloup fit alors sommation à M. Malibran d'avoir à renoncer à ce titre. A la suite de pourparlers, M. Malibran modifia sa première affiche, et en envoya une à M. Padeloup, sur laquelle, au lieu de *Concert populaire de la Galté*, on lisait : *Théâtre de la Galté. — Concerts Malibran. — Auditions populaires*.

Ces mots : *Auditions populaires* firent réfléchir l'avocat de M. Padeloup, qui demanda à M. Malibran une déclaration publiquement donnée des faits, qui établiraient la situation. Ce dernier refusa, et en même temps paraissaient dans les journaux des articles où se retrouvait l'expression : *Concerts populaires*.

M<sup>e</sup> Marie soutenait, en droit, que le titre de *Concerts populaires* appartenait exclusivement à son client; que ce titre eût-il été un instant dans le domaine public, M. Padeloup, en l'y prenant pour désigner ses concerts, avait fait de nouveau une propriété privée. Il voyait en outre dans ces mots : *Auditions populaires*, insérés dans la seconde affiche, une tentative dont le but était d'opérer une confusion dont le tribunal devait faire justice.

Après la plaidoirie de M<sup>e</sup> Champetrier de Ribes, qui expose que bien des années auparavant M. Chevé avait donné des concerts populaires, M. l'avocat impérial Aubépin soutient que le titre ne peut être l'objet d'une propriété particulière qu'autant qu'il prévient une confusion possible. Quand le danger de cette confusion n'existe point, pas d'intérêt, partant pas de propriété et pas d'action. Or, que revendique, dans l'espèce, M. Padeloup? le mot *populaires*. Mais ce mot est dans le domaine public; c'est un adjectif qui indique le but poursuivi, et ce but, il appartient à chacun de chercher à l'atteindre. Pas de confusion possible ici. Les modifications apportées par M. Malibran à sa première affiche donnent d'ailleurs toute satisfaction à M. Padeloup. Les concerts auxquels M. Padeloup a eu l'honneur mérité de voir son nom attaché ne seront confondus par personne avec les entreprises de même nature. Dès lors, la constatation judiciaire des concessions faites par M. Malibran ne saurait être ordonnée par justice, puisqu'elle le serait à titre de réparation d'un fait illégal, et que ce fait n'existe pas.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que Padeloup est le fondateur, depuis plusieurs années, de concerts connus sous la dénomination de Concerts populaires;

» Qu'à ce titre il a intérêt et droit de s'opposer à ce que cette dénomination ne soit donnée à des concerts de même genre, alors qu'il pourrait en résulter une confusion préjudiciable à ses intérêts;

» Que ce droit est d'ailleurs reconnu par Malibran lui-même, qui, dans

Il n'y a pas contrefaçon de la part de l'auteur d'une pièce dont un sujet analogue a formé le roman d'un autre auteur, lorsque, bien qu'il existe quelques points de ressemblance entre le roman et le drame, les dissemblances sont nombreuses et tranchées, notamment dans le cadre et le but, dans la position et les carac-

ses conclusions, mais postérieurement à l'introduction de l'instance, a déclaré être prêt à supprimer de ses affiches la dénomination de Concerts populaires, pour y substituer celle de Concerts Malibran ;

» Mais attendu que Malibran a pris ladite dénomination de Concerts populaires dans des affiches et annonces de journaux ; que cette publicité a donné lieu à une confusion qui a causé un préjudice à Padeloup ; que la réparation lui en est due, et que le Tribunal a les éléments nécessaires pour déterminer le mode et l'importance de cette réparation ;

» Par ces motifs,

» Donne acte à Malibran de ses déclarations, lui fait défense en tant que de besoin de prendre et de donner à ces concerts la qualification de Concerts populaires ;

» Autorise Padeloup à faire enlever tout placard portant cette qualification ;

» Condamne Malibran, en cas de contravention aux dispositions du présent jugement, en 20 francs de dommages-intérêts par chaque contravention constatée ;

» Ordonne l'insertion des motifs et du dispositif du présent jugement dans trois journaux au choix de Padeloup et aux frais de Malibran ;

» Condamne Malibran en tous les dépens. »

(Gazette des Tribunaux, 25-26 décembre 1865.)

[136] *Le Soleil de ma Bretagne et le Soleil d'Afrique qui n'est pas le soleil de ma Bretagne.* — *Giselle.* — M. Meissonnier contre M. Colombier. — Tribunal de commerce de la Seine. — 27 octobre 1841. — M. Bertrand, président. — M<sup>e</sup> Détouche, agréé de M. Meissonnier ; M<sup>e</sup> Dürmont, agréé de M. Colombier. ¶ *Appel de M. Colombier* : Cour royale (1<sup>re</sup> chambre). — 8 avril 1842. — M. Séguier, premier président. — M<sup>e</sup> Chaix-d'Es-ANGE, avocat de M. Colombier ; M<sup>e</sup> Étienne Blanc, avocat de M. Meissonnier.

Le jugement explique suffisamment les faits de la cause :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que si la libre concurrence est permise au commerce, cela ne peut s'entendre que d'une concurrence loyale, et non de celle qui tendrait à nuire à l'industrie des autres par des moyens que réprouveraient la délicatesse et la probité commerciale ;

» Attendu qu'en matière de propriété musicale, le titre ou le dessin qui servent d'ornement et en quelque sorte d'enseigne aux morceaux de musique doivent d'autant plus être respectés qu'ils sont les plus sûrs moyens d'attirer les acheteurs et les seuls indices auxquels le public peut reconnaître ces morceaux, peu de personnes se trouvant capables de juger à la première vue du mérite d'une œuvre ou de la différence qui existe entre elle et une autre ;

» En fait, en ce qui touche le dessin de la parodie intitulée : *Mon Soleil d'Afrique* ;

» Attendu que Meissonnier a acheté la romance intitulée : *Le Soleil de ma Bretagne*, de l'auteur, Mlle Loisa Puget ; qu'il y a joint un dessin lithographié dont il a fait les frais ; que Colombier, en mettant en vente la parodie de cette romance, sous le titre de *Mon Soleil d'Afrique*, a placé en

tères des divers personnages, dans le développement de l'action, et enfin dans le dénouement; que le roman renferme les éléments d'un drame émuvant et tragique, tandis que la pièce est plutôt une comédie [127].

Lorsque le sujet choisi par deux auteurs est à peu près le même,

---

tête un dessin qui a tous les caractères d'un calque, et n'est au premier aspect que la reproduction de celui de la romance;

» Attendu que Colombier était sans droit pour appliquer à son profit un dessin qui n'était pas sa propriété;

» Attendu qu'il l'a reconnu lui-même en substituant sur sa parodie une nouvelle lithographie toute différente de celle dont la saisie a été opérée chez lui sur la plainte de Meissonnier;

» Attendu, en ce qui touche les morceaux de *Giselle*, qu'il est constant au procès, et reconnu par les parties, qu'Adam, auteur de la musique du ballet de *Giselle*, y a intercalé un pas de deux et une valse de la composition de Burgmüller; que ce dernier, en tolérant cette intercalation, ne s'est pas dépouillé de son droit de propriété;

» Attendu que Burgmüller a vendu à Colombier les deux morceaux dont s'agit en mentionnant qu'ils étaient intercalés dans la musique de *Giselle* qu'ainsi Colombier est en droit d'annoncer que ces deux morceaux sont intercalés dans le ballet de *Giselle*, puisque le fait est vrai;

» Mais attendu que Meissonnier est seul acquéreur de la musique du ballet de *Giselle* composé par Adam; que le nom de ce ballet et la réputation qui s'y rattache font partie de l'acquisition faite par Meissonnier, et qu'il a seul droit d'en tirer avantage;

» Attendu que Colombier en mettant sur le frontispice des morceaux de Burgmüller, le titre, le nom de l'auteur et le mot *intercalé* en lettres ordinaires, et en affectant de placer, au contraire, le nom de *Giselle* en caractères beaucoup plus gros ou plus apparents, a eu évidemment pour but de faire croire qu'il vend la musique du ballet de *Giselle*;

» Attendu qu'en agissant ainsi il a dû porter préjudice à Meissonnier;

» Mais attendu aussi qu'il n'est pas démontré qu'il y ait eu de la part de Colombier intention de nuire, ni que le préjudice causé à Meissonnier soit considérable; que plusieurs publications de cette nature, commises antérieurement par divers éditeurs, et par Meissonnier lui-même, ont pu faire croire à Colombier qu'il n'y avait rien d'illicite dans ce genre de concurrence;

» Par tous ces motifs :

» Le tribunal, jugeant en premier ressort, condamne Colombier à cesser dès ce jour d'exposer et vendre la parodie intitulée : *Mon Soleil d'Afrique*, avec le dessin ressemblant à celui de la romance du *Soleil de ma Bretagne*, ordonne qu'à l'avenir Colombier sera tenu de faire imprimer, sur le frontispice des morceaux de Burgmüller, le titre, le nom de l'auteur et le mot *intercalé*, en caractères aussi gros et aussi apparents que le mot *Giselle*, à peine de 50 francs de dommages et intérêts au profit de Meissonnier, par chaque contravention constatée à partir de ce jour, et condamne Colombier en tous les dépens pour tous dommages-intérêts. »

MM. Meissonnier et Colombier interjetèrent appel de ce jugement.

Dans l'intervalle, M. Colombier s'était amendé en faisant droit à la partie du jugement relative au dessin de la parodie intitulée : *Mon Soleil d'Afrique*.

Restait donc le second objet d'accusation. Il est constant qu'un pas de danse et une valse de la composition de M. Burgmüller ont été intercalés dans *Giselle*, ballet d'Adolphe Adam, et cette valse, de l'avis général, est un des

quoique les pièces diffèrent essentiellement par leur plan, par leur texture, par le choix des personnages et par le style, s'il existe entre quelques détails des deux pièces, des analogies peu sensibles, elles résultent nécessairement de l'identité de ce sujet.

morceaux les plus goûtés. Or M. Meissonnier était l'éditeur du ballet ; mais M. Colombier l'ayant devancé avait acheté de M. Burgmüller ces deux morceaux, en mentionnant dans son marché qu'ils étaient intercalés dans *Giselle*. Ce fait leur donnant d'autant plus de prix, M. Colombier, qui avait payé 1,000 francs le droit de les publier, avait, sur les titres de ces publications, fait imprimer en caractères fort apparents le nom du ballet de *Giselle*, d'où ils étaient extraits. On connaît la réclamation de M. Meissonnier, et le jugement, sur ce chef, du Tribunal de commerce.

A l'audience de la Cour d'appel, M. Colombier réclamait le droit de propriété par lui acquis, et faisait remarquer qu'il lui suffisait de mentionner l'intercalation, fût-ce en lettres majuscules. A cet égard, il rappelait que plus d'un compositeur ont cru pouvoir user de semblables intercalations, même dans des œuvres bien plus importantes qu'un ballet ; ainsi le *Choral de Luther* dans les *Huguenots*, l'*Air Écossais* dans la *Dame Blanche*. Or, c'est M. Meissonnier qui est l'éditeur de la *Dame Blanche*, et dans les publications qu'il a faites de l'*Air Écossais*, il a toujours pris soin d'imprimer les mots *Dame Blanche* en fort gros caractères.

M. Meissonnier persistait à demander la modification du titre telle que le Tribunal l'avait prononcée, et il réclamait en outre des dommages-intérêts pour le préjudice résultant de la publication du plagiat de la romance.

ARRÊT. — La Cour, après en avoir délibéré, a déclaré, sur l'appel principal, que le morceau publié par Colombier faisait partie de la musique exécutée dans le ballet de *Giselle* ; que c'était au fait de cette exécution que tenait en partie le succès de cette œuvre ; qu'ainsi, en inscrivant en gros caractères sur la publication le mot *Giselle*, M. Colombier n'avait fait qu'user de son droit.

Sur l'appel incident, elle a pensé qu'aucun préjudice n'était établi, M. Colombier ayant satisfait, par le changement de dessin, à la première réclamation de M. Meissonnier.

En conséquence, le jugement a été réformé, quant au chef concernant la valse de *Giselle*. Colombier a été conséquemment déchargé des condamnations contre lui prononcées. M. Meissonnier a été condamné à la moitié des dépens de première instance et en la totalité des dépens d'appel.

(*Le Droit*, 18 octobre, 22-23 novembre 1841 et 9 avril 1842, et *Gazette des Tribunaux*, 9 avril 1842.)

[137] *La Cosmopolitana*, pas de danse. — M. Perrot contre M. Petipa. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> Chambre). — 11 juillet 1862. — M. Benoît-Champy, président. — M<sup>e</sup> Carraby, avocat de M. Perrot ; M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange, avocat de M. Petipa. — M. Bondurand, avocat impérial.

M. Jules Perrot, ancien maître de ballet à Paris, et plus tard au grand théâtre de Saint-Petersbourg, a composé et fait représenter sur ce théâtre un ballet intitulé *Gazelda*. Dans ce ballet, il y avait un pas, la *Cosmopolitana*, qu'avait adopté avec une certaine prédilection M<sup>me</sup> Marie Petipa, belle-sœur de M. Petipa de l'Opéra de Paris et femme de M. Petipa, maître de ballet à Saint-Petersbourg.

En effet, des mêmes passions et des mêmes infirmités humaines exploitées par l'art dramatique, il doit nécessairement ressortir certaines ressemblances plus ou moins accusées dans le caractère et dans l'action des personnages qui tiennent au fond même du

---

M<sup>me</sup> Petipa vint à Paris, où elle rencontra, M. Perrot, dans un dîner donné à l'occasion du mariage d'un des premiers sujets du corps de ballet de l'Opéra. Elle sollicita M. Perrot de l'autoriser à jouer *la Cosmopolitana*. Celui-ci n'accorda rien et se retira sans avoir rien concédé.

Quelques jours plus tard, il apprenait que M<sup>me</sup> Petipa avait dansé, à l'Opéra, un pas, *la Cosmopolite*, intercalé dans un ballet intitulé : *le Marché des Innocents*, de MM. Petipa frères. Après s'être assuré que ce pas n'était autre que le sien, il fit opposition entre les mains de M. le directeur de l'Opéra, et dut dès lors saisir la justice.

Au Tribunal, M<sup>e</sup> Carraby produit une déclaration de M. Saint-Léon, qui atteste que *la Cosmopolite* est bien identiquement *la Cosmopolitana*, et il fait remarquer que la musique des deux pas est la même. Répondant par avance à une objection qu'il prévoit : que *Cosmopolitana* n'a rien d'original ; que c'est un composé de divers pas nationaux, vieux, usés, dansés depuis longtemps, M<sup>e</sup> Carraby dit que, bien qu'il y ait dans ce ballet un pas dans le goût russe, un autre dans le goût écossais, un troisième d'un caractère espagnol, l'ensemble forme une propriété. « Est-ce que dans *Guillaume Tell*, dit-il, il n'y a pas une tyrolienne ? Dira-t-on que Rossini n'a fait qu'emprunter un air au Tyrol et n'a pas créé ? M. Auber a fait dans *Marco Spada* un morceau cosmopolite dans la composition duquel entrent des airs qui appartiennent à cinq genres nationaux : lui contestera-t-on la propriété de son œuvre ? Chaque phrase isolée ne constitue-t-elle pas une phrase originale que l'ensemble, l'agencement suffiraient pour donner à l'œuvre le cachet d'une création. »

M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange, répondant pour M. Petipa, se demande si la composition d'un pas peut constituer une propriété littéraire. Que le sujet d'un ballet, l'intrigue qui sert de prétexte à la musique et à la danse, en un mot *le libretto*, puissent et doivent constituer une propriété, cela ne fait pas doute ; mais qu'un pas, c'est-à-dire cette suite de mouvements plus ou moins lents, plus ou moins rapides, qui suivent la musique et se meuvent avec elle, soit l'objet d'une propriété littéraire, c'est ce qu'il ne comprend pas, et il lui semble qu'en fait de danse, c'est l'artiste lui-même qui est tout ; que c'est sa grâce, sa forme, sa physionomie, toute l'habitude de son corps et de sa figure qui font le succès ; c'est la main-d'œuvre, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui fait tout en pareille matière.

L'avocat, examinant ce qu'est le pas en litige, trouve qu'il est vieux comme le monde, et qu'il se danse depuis qu'il existe de la danse et des danseurs. On le trouve dans *la Péri*, de MM. Théophile Gautier, Coralli et Burgmüller, représenté en 1843 ; *la Cosmopolite* y était dansée par Mlles Caroline Dimier, Fleury et Robert. L'Espagnole exécutait un boléro, l'Allemande une valse, la Française un menuet, l'Écossaise une gigue. Dans un autre ballet de MM. de Saint-Georges et Mazillier, il trouvait encore le pas cosmopolite dansé par une Moldave, une Italienne, une Française, une Espagnole.

sujet, sans qu'il soit permis d'en induire le moindre soupçon de plagiat [438].

Lorsqu'il est établi et reconnu que le sujet d'une œuvre littéraire est le récit d'une aventure véritable, et que le fait est de-

---

M. Perrot ne peut donc revendiquer comme sa propriété le nom de *la Cosmopolite*, qui est connu depuis longtemps; il ne peut revendiquer davantage l'idée de réunir dans une même scène les danses nationales de plusieurs pays.

Abordant un point de vue d'un autre ordre, M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange s'exprime ainsi : « Vous avez entendu parler de spoliation, de mauvaise foi; savez-vous ce qui se passe tous les jours en Russie? Les œuvres les plus charmantes, les plus fructueuses surtout, on les prend à la scène française, on les transplante en Russie; l'auteur n'a pas un mot à dire, pas un sou à réclamer pour sa propriété usurpée, et M. Perrot, qui le prend si haut, au nom du respect qu'on doit à cette propriété littéraire dont il se proclame un des plus illustres représentants, savez-vous ce qu'il fait? Il vient chercher à Paris, sur la scène de l'Opéra, les ballets les plus connus, ceux qui ont le plus de succès, et il les joue sur le grand théâtre de Saint-Pétersbourg; et non-seulement il ne paye rien pour cela, non-seulement il ne donne pas le nom de l'auteur, mais il s'attribue sans le moindre scrupule une paternité qui doit lui procurer cette pluie de roubles dont il se vantait tout à l'heure. Et qu'on ne dise pas le contraire, car voici une affiche qui ne permet pas de nier; bien qu'elle soit rédigée en russe, il y a quelques mots français que je puis lire, et voici ce que j'y trouve : « *la Fille de marbre*, ballet pantomime. » Mais dit-on que c'est Saint-Léon qui en est l'auteur et qui l'a fait représenter à Paris? En aucune façon; et voilà M. Perrot qui se donne bel et bien pour le véritable auteur, pour le père de cette *Fille de marbre*. En vérité, je comprends peu tant de susceptibilité pour un pas dont on n'est pas l'auteur, quand on montre si peu de scrupule pour un ballet tout entier dont on s'empare avec un tel sans-gêne. »

M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange soutient, en terminant, que la représentation en Russie d'une œuvre dramatique la fait tomber immédiatement dans le domaine public, et que le traité intervenu au mois d'avril 1861 entre la France et la Russie sur la propriété littéraire ne s'applique pas à la propriété des œuvres dramatiques; qu'il ne faut pas que la condition des Français soit moins bonne que celle des étrangers, et qu'on leur défende ce qui est permis à ceux-ci.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il résulte des documents de la cause que le pas dansé par Marie Petipa sur le théâtre de l'Opéra, dans le divertissement *la Cosmopolite*, n'est que la reproduction de celui connu sous le nom de *Cosmopolitana*, et composé par Perrot pour le ballet de ce nom;

» Attendu que, s'il est vrai que ce pas soit emprunté aux danses nationales de différents pays, depuis longtemps connues et exécutées sur les théâtres, il n'en résulte point cependant que la combinaison de ces danses entre elles ne puisse constituer, par l'agencement des pas et par leur rapport avec la musique, une composition distincte de ces danses elles-mêmes et ayant, par cela même, un caractère particulier; que c'est précisément dans une combinaison de ce genre que consiste l'œuvre de Perrot;

venu notoire, ce sujet doit être considéré comme appartenant au domaine public. Il peut se faire alors que deux auteurs venant à l'adopter, se rencontrent dans des situations identiques, sans qu'il y ait contrefaçon de part ou d'autre [132].

---

» Attendu que cette œuvre, comme toute composition artistique, est la propriété de son auteur, et ne peut dès lors être représentée sans son consentement; que l'exception prise de ce qu'il n'existe pas de traité sur les œuvres d'art entre la France et la Russie est sans valeur, puisque l'œuvre dont s'agit, bien qu'ayant été représentée en Russie, est l'œuvre d'un Français;

» Que c'est donc sans droit que Petipa a intercalé le pas dont il s'agit dans le divertissement *la Cosmopolite*; qu'il a aggravé sa faute en présentant cette composition comme étant son œuvre, alors que Perrot seul en est l'auteur; qu'il a ainsi causé à Perrot un préjudice dont il lui doit réparation; que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier le chiffre des dommages-intérêts;

» Dit que le pas intercalé par Petipa dans le divertissement *la Cosmopolite* est la propriété de Perrot, et par le préjudice causé par le fait de la représentation de ce pas sur le théâtre de l'Opéra;

» Condamne Petipa à lui payer la somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts;

» Le condamne aux dépens. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 27 juillet 1862.)

[138] *L'Aveugle*, et *Fanny*. M. Arsène de Cey contre M. Adolphe Dennery.

M. Anicet Bourgeois intervenant comme collaborateur de M. Dennery.

— Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 19 et 26 mai 1857. — M. Gislain de Bontin, président. — M<sup>e</sup> Desmarest, avocat de M. Arsène de Cey; M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange, avocat de M. Dennery; M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Anicet Bourgeois.

M. Arsène de Cey a fait, en 1853, une pièce intitulée *Fanny*, qui fut présentée à différents théâtres et ensuite confiée par lui à M. Dennery pour subir un remaniement et des corrections. M. Dennery garda la pièce plusieurs mois, et la rendit à son auteur, sur les instances de celui-ci, lui déclarant qu'il n'avait pas eu le temps d'examiner son travail.

M. de Cey présenta alors son drame à M. Hostein, directeur du théâtre de la Gaîté, qui la lui rendit bientôt en lui disant : qu'il en avait lu seulement le premier acte, et que sa conscience ne lui avait pas permis d'aller plus loin, ce premier acte ayant une analogie frappante avec un autre drame reçu à son théâtre : *L'Aveugle*, pièce de MM. Dennery et Anicet Bourgeois.

Étonné, M. de Cey attendit la première représentation de cette pièce, à laquelle il assista avec une personne qui connaissait la sienne. Les trois premiers actes de *L'Aveugle* furent joués sans que M. de Cey ni son ami y trouvassent aucun rapport avec *Fanny*. Mais, au quatrième acte, les deux amis remarquèrent des situations identiques à cette pièce, avec des mots différents.

M. Arsène de Cey réclama alors auprès de M. Dennery; il lui adressa deux lettres assez vives, et en fin de compte, il l'appela devant le Tribunal civil.

A l'audience, M<sup>e</sup> Desmarest, avocat de M. de Cey, après avoir exposé l'affaire, ajouta qu'il n'y avait rien à dire lorsqu'un auteur s'inspirait

Un récit inséré dans une feuille publique par un journaliste qui déclare le fait être historique et qui ne l'accompagne d'aucune formule prohibitive de la reproduction, appartient à tout lecteur du journal, et tombe de plein droit, à son apparition, dans

de la pièce d'un autre, lorsqu'il se figurait même devoir à son imagination ce qu'il devait seulement à sa mémoire, c'est la loi de l'art. Rien n'est nouveau, et, comme on l'a dit depuis longtemps, il n'y a qu'une seule pièce qui se joue depuis l'origine du théâtre, il n'y a qu'un drame, celui des intérêts, des passions humaines. Mais ce drame éternel, il se particularise suivant le pays, suivant la langue, suivant le génie dramatique de chaque peuple, et dans un même pays il revêt telle ou telle forme, il se développe suivant telles combinaisons, il s'accroche à tel clou historique, à telle idée philosophique ou purement physique et théâtrale.

Or, selon lui, dans l'espèce, il n'y avait pas à se tromper : l'idée théâtrale, celle qui fournissait les situations du drame de M. Dennery, était celle de M. Arsène de Cey, et elle avait été puisée dans le manuscrit qu'il avait confié à M. Dennery.

M<sup>e</sup> Desmarest présenta ensuite une analyse rapide des deux pièces, et termina en demandant au tribunal la répression que réclament la dignité et la moralité publique.

M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange exposa que, d'après M. Arsène de Cey, la ressemblance entre les deux pièces n'aurait commencé dans *l'Aveugle* qu'au quatrième acte, et que ce quatrième acte avait été conçu et écrit par le collaborateur de M. Dennery, par M. Anicet Bourgeois, qui en apportait la preuve en produisant un agenda sur lequel il avait l'habitude de jeter, jour par jour, les sujets de pièces, les fragments de scène, les idées qui lui venaient, les anecdotes qu'on lui racontait. Sur cet agenda le scénario du quatrième acte de *l'Aveugle* était écrit au crayon, et il était facile de voir, par l'endroit même qu'occupait ce petit travail, qu'il n'avait pas été fait pour la cause.

M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange déclara ensuite qu'il n'y avait entre les deux drames aucune ressemblance, si ce n'est que dans les deux il y avait un aveugle. Il analysa ensuite les divers rapprochements, et il résulta de son travail qu'aucune des situations incriminées n'était neuve, que toutes déjà avaient figuré dans des pièces jouées depuis longtemps. Il repoussa donc l'accusation de plagiat pour son client.

M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve vint ensuite certifier que M. Anicet Bourgeois était bien l'auteur du quatrième acte de *l'Aveugle* ; il cita encore diverses pièces anciennes où se trouvaient la plupart des situations de cet acte, et lut, à l'appui de ses assertions une lettre écrite par Scribe à M. Anicet Bourgeois, et dans laquelle se trouvait ce paragraphe :

«...Il n'y a rien de neuf en littérature dramatique. Les idées une fois mises en circulation appartiennent à tout le monde, quant au fond. C'est par la forme seulement qu'on les rend siennes et qu'on en devient propriétaire. C'était le principe de Molière lui-même, qui avait pour habitude de tuer les gens qu'il volait.

» En 1822, il y a trente-cinq ans, nous avons donné, au Théâtre-Français, *Valérie*, dont le dénouement est le vôtre : l'opération de la cataracte.



le domaine public. L'auteur de ce récit ne peut donc se faire un titre de son insertion dans une feuille publique pour obliger au partage du produit de leurs œuvres les écrivains ou les artistes qui auraient ajouté par la forme au fait historique

» En 1838, il y a dix-neuf ans, nous avons donné au Gymnase un drame en deux actes, intitulé *Clermont*, joué par Bouffé. C'était, comme chez-vous, un peintre qui devient aveugle; c'était, comme chez-vous, un peintre aveugle et marié qui devient jaloux. C'est complètement et souvent textuellement, parce que les mêmes situations amènent les mêmes expressions; c'est complètement le troisième acte et le quatrième acte de votre drame quant au fond, bien entendu.

» Si votre adversaire revendique ces situations, j'aurais le droit, à mon tour, de les revendiquer auprès de lui; mais, bien loin de lui intenter un procès, je le remercie ainsi que vous, de l'honneur qu'il a bien voulu me faire en donnant une seconde ou troisième édition d'un ouvrage que, sans vous, le public aurait totalement oublié.

» Recevez, mon cher confrère, l'expression de ma reconnaissance et de mon bien affectueux dévouement.

EUGÈNE SCRIBE.

JUGEMENT. — « Le Tribunal.

» En ce qui touche la demande en dommages-intérêts formée par Chèze de Cahagne dit Arsène de Cey, contre Philippe dit Dennery, et Hostein;

» Attendu que de l'examen des deux drames, l'un intitulé *Fanny*, composé par le demandeur, et l'autre intitulé *l'Aveugle*, composé par Anicet Bourgeois et Dennery, résulte la preuve que ces deux pièces diffèrent essentiellement par leur plan, par leur contexture, par le choix des personnages et par le style;

» Que s'il existe entre quelques détails des deux pièces des analogies peu sensibles, elles résultent nécessairement de l'identité du sujet que chacun des auteurs a mis en œuvre;

» Que des mêmes passions et des mêmes infirmités humaines exploitées par l'art dramatique, il doit nécessairement ressortir certaines ressemblances plus ou moins accusées dans le caractère et dans l'action des personnages qui tiennent au fond même du sujet, sans qu'il soit permis d'en induire le moindre soupçon de plagiat;

» Que cela est si vrai, que si des apparences d'affinité entre les pièces dont s'agit peuvent se découvrir dans une ou deux scènes, elles appartiennent à la partie du drame *l'Aveugle* qu'Anicet Bourgeois, qui n'a jamais eu dans les mains les drames de *Fanny*, prouve par la représentation de son manuscrit primitif avoir été dès l'abord composée par lui seul, comme étant le tribut qu'il apportait à l'œuvre commune;

» Qu'en réclamant ainsi la part qui n'est due qu'à sa plume, Anicet Bourgeois démontre, par la production de pièces de théâtre jouées depuis longtemps, que les situations dramatiques que Chèze de Cahagne croit avoir inventées et dont il revendique la propriété, sont tombées dans le domaine public;

» Attendu, en outre, qu'abstraction faite de toutes les preuves matérielles, il serait impossible de concevoir par quelle aberration d'esprit Philippe Dennery, qui a obtenu de nombreux succès dramatiques, et qui justifie, par tous les témoignages qu'il a produits, d'un caractère désintéressé et généreux, se serait abaissé à un honteux larcin pour la satisfaction unique d'évincer un collaborateur qu'il ne connaissait pas, et de partager ses droits d'auteur avec un autre qui, au mépris de sa réputation et de son talent, aurait consenti à se rendre ainsi le complice de cette mauvaise action;

toute la valeur que l'art et le talent peuvent lui donner [139]

Il ne saurait en être de même d'un roman ou d'une nouvelle dont on reproduirait en très-grande partie et littéralement les principaux personnages, et les détails de l'invention de l'auteur,

» Attendu, en conséquence, que le demandeur de Chèze de Cahagne, dit Arsène de Cey, contre Philippe Dennery et Hostein, n'est aucunement fondée et qu'il n'y a lieu d'y faire droit;

» En ce qui touche l'intervention d'Anicet Bourgeois;

» Attendu que la propriété du drame *l'Aveugle*, dont il est un des auteurs, étant contestée, il avait droit et intérêt à la défendre et à justifier qu'il avait seul composé les scènes qui ont donné lieu à la plainte en contrefaçon;

» Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de le déclarer recevable dans son intervention;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal reçoit ledit Anicet Bourgeois intervenant dans l'instance pendante entre Chèze de Cahagne d'une part, et Philippe Dennery et Hostein d'autre part, et statuant sur ladite instance;

» Déclare Chèze de Cahagne, dit Arsène de Cey, non recevable et mal fondé dans sa demande contre Philippe Dennery et Hostein, en 10,000 francs de dommages-intérêts, et en outre en 500 francs de dommages-intérêts par chaque représentations à l'avenir, du drame *l'Aveugle*;

» En conséquence, l'en déboute;

» Dit qu'il n'y a pas lieu d'interdire la représentation, ni d'opérer la saisie de ce drame, qui demeure la propriété d'Anicet Bourgeois et de Philippe Dennery, et sur lequel Chèze de Cahagne n'a aucun droit;

» Fait au besoin main-levée pure et simple; entière et définitive de la défense faite à Hostein par Chèze de Cahagne de poursuivre les représentations de ce drame;

» Condamne ledit Chèze de Cahagne aux dépens, dans lesquels entreront ceux de l'intervention d'Anicet Bourgeois. » (*Le Droit*, 20 et 27 mai 1857.)

[139] *Mon Étoile*. — M. Charles de Boignes contre M. Eugène Scribe. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> Chambre). — 26 mai et 2 juin 1854. — M. Debelleye, président. — M. Charles de Boignes en personne; M<sup>e</sup> Chaux d'Est-Ange, avocat de M. Scribe.

Le 6 février 1854, la Comédie Française représentait, pour les débuts de Bressant, une comédie de Scribe en un acte, intitulée *Mon Étoile*. Il s'agit, dans cette pièce, d'un jeune homme d'un caractère insouciant et facile, qui, mis en face d'un mariage avec une jeune fille charmante, imagine, pour fixer son sort, d'écrire deux lettres, l'une d'acceptation, l'autre de refus, et de confier au hasard le soin de choisir laquelle de ces deux lettres sera envoyée.

M. de Boignes, dans son feuilleton hebdomadaire du *Constitutionnel*, 14 mai 1845, intitulé *Sport et Chronique de Paris*, avait publié une anecdote dont la donnée était pareille, et dont il fit plus tard une pièce qui ne fut pas jouée. Lorsque la pièce de M. Scribe apparut, il pensa qu'elle n'avait pu être empruntée qu'à son article, et il demandait au Tribunal que M. Scribe fût tenu de partager avec lui tous droits d'auteur et de faire rétablir sur l'affiche du Théâtre-Français et sur la brochure de la pièce, ces mots : tirée d'un feuilleton de M. Charles de Boignes.

de cette nouvelle ou de ce roman [97].. Ainsi qu'il a été dit, lorsque le sujet et les détails d'une pièce de théâtre sont empruntés à l'auteur d'un livre ou article de journal ou revue, il y a contrefaçon toutes les fois que cette reproduction ou imi-

---

La lettre suivante que Scribe avait écrite à M. de Boignes en réponse à sa première réclamation achèvera d'expliquer les faits de la cause.

« Paris, le 18 février 1854.

» Monsieur,

» Il y a dix ans, à peu près, que M. Dupin, mon ami, me rapporta une anecdote qu'il avait entendu raconter, ainsi que plusieurs personnes, au café de l'Opéra, et qui venait d'arriver en Bretagne.

» Il vous l'attestera et je vous l'atteste. Sur cette anecdote, qui me parut piquante, j'écrivis un plan, que je laissai, comme beaucoup d'autres, dormir en portefeuille.

» Un an après, c'est-à-dire il y a neuf ans, parut, dans le feuilleton d'un journal, cette même anecdote citée, non pas comme un fait d'invention ou d'imagination, mais comme une aventure véritable, que l'on attestait comme telle, en disant : Ceci est de l'histoire.

» C'était bien, en effet, l'aventure que m'avait rapportée M. Dupin ; il n'y avait pas grand mal ; le mal, c'est que l'auteur du feuilleton rendait cette anecdote publique, l'indiquait lui-même comme un *charmant sujet de proverbe*, et engageait tout le monde à s'en servir. Tout le monde s'en empara. Le sujet parut successivement sur plusieurs théâtres, sous les titres de : *Oui ou Non, Au petit bonheur, un Coup de Lansquenet*. Le sujet était défloré. J'y renonçai, et laissai pendant huit ans mon plan dormir en portefeuille.

» Au mois d'avril dernier, il y a à peu près un an, M<sup>me</sup> Volnys vint à Paris et me demanda comme un service d'écrire pour elle un petit acte, un proverbe. Je retrouvai alors dans mes papiers le plan ou lié depuis si longtemps. J'écrivis la pièce pour elle, je la lui donnai, elle l'emporta en Russie, et c'est cet ouvrage, joué par elle il y a six mois à Saint-Petersbourg, qui vient d'être joué récemment par Bressant, qui cherchait un ouvrage pour ses débuts.

» Voilà, monsieur, le long historique de cette pièce. Je tenais à vous le faire connaître, car c'est ma justification.

» J'arrive maintenant au tort que vous me reprochez, celui de ne pas vous avoir demandé la permission de traiter ce sujet. D'abord et par ce que je viens de vous dire, je ne croyais pas en avoir besoin, attendu que, dans mes souvenirs et dans ma conviction, ce n'était pas moi qui avais fait tort au feuilleton, mais bien le feuilleton qui, autrefois, m'avait fait tort, en rendant publique une anecdote que je croyais posséder seul. Ensuite, et ce qui m'a empêché de vous en parler, c'est, je dois vous l'avouer, que, depuis neuf ans, j'avais oublié le nom du journal qui avait publié cette histoire, et, ce qui est bien plus impardonnable encore, le nom du spirituel auteur qui l'avait racontée ; voilà mon tort, je le reconnais.

» Maintenant, monsieur, pensez-vous encore avoir droit à quelque indemnité ? Cette prétention est-elle fondée, et dans ce cas lui-même, jusqu'où doit-elle s'étendre ? Ce sont là des questions que je n'oserais jamais prendre

tation n'a pas été autorisée par l'auteur (*Annuaire*, t. I<sup>er</sup>, p. 484).

**Traduction.** — La traduction d'un livre ou d'une pièce de théâtre écrits dans une langue étrangère constitue une propriété qui appartient au traducteur ou à son cessionnaire, de la même

---

sur moi de résoudre, et que vous-même, monsieur, seriez peut-être fort embarrassé de résoudre avec justice.

» Vous m'avez parlé des tribunaux ? Si l'explication bien loyale que je vous donne ne vous paraît pas concluante, je crois, en effet, que le plus simple et le plus sage serait pour nous de nous en rapporter à eux. Aussi bien, il est utile et nécessaire aux auteurs de romans, de feuilletons et d'ouvrages dramatiques, qu'il y ait une législation établie à cet égard, une jurisprudence qui évite à l'avenir toute discussion, fixe le droit de chacun, la limite jusqu'où l'on pourra s'emprunter mutuellement, et détermine surtout le moment où il y aura prescription acquise, c'est-à-dire l'époque où une idée entrera dans le domaine public.

» Cette décision, plusieurs de mes confrères l'appellent, ainsi que moi, de tous leurs vœux, et quelle que soit celle de nos juges, je déclare d'avance m'y soumettre avec respect.

» Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Eugène SCRIBE.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que de Boignes a fait insérer dans le journal *le Constitutionnel*, le 14 juin 1845, sous le titre : *Sport et Chronique de Paris*, un feuilleton contenant le récit d'une anecdote, et commençant par ces mots :

« Puisque le goût du théâtre de société se propage, nous donnons ici le sujet d'un charmant proverbe à ces poètes modestes qui ne cherchent ni la gloire ni le bruit, et qui n'en ont pas moins d'esprit pour cela ; nous leur dirons une anecdote inédite et comique qui a en outre le mérite d'être de l'histoire. »

» Attendu que dans le courant de février 1854, Scribe ayant fait représenter au Théâtre-Français, sous le nom de *Mon Étoile*, une comédie que de Boignes prétend n'être que la reproduction de son feuilleton du 14 juin 1845, ce dernier demande à partager avec Scribe les droits d'auteur, et que l'affiche du Théâtre-Français, à la suite du titre de la comédie *Mon Étoile*, porte désormais ces mots : « Tirée d'un feuilleton de Charles de Boignes ; »

» Attendu que de Boignes s'appuie, pour former sa demande, sur un droit de propriété littéraire qu'il ne saurait établir dans l'espèce ;

» Que ce droit, en effet, appartient à l'auteur d'une œuvre qui constitue un produit spontané et personnel de son intelligence et de son imagination, mais non à un journaliste qui insère dans une feuille publique le simple récit d'un fait qu'il déclare être historique ;

» Qu'un récit publié dans de telles conditions, alors surtout qu'il n'est accompagné d'aucune formule prohibitive de la reproduction, appartient à tout lecteur du journal et tombe de plein droit, à son apparition, dans le domaine public ;

» Que l'auteur de ce récit ne peut se faire un titre de son insertion dans une feuille publique pour obliger au partage du produit de leurs œuvres les écrivains ou les artistes qui auraient ajouté par la forme au fait historique toute la valeur que l'art et le talent peuvent lui donner ;

» En fait :

» Attendu que, dans l'espèce, de Boignes, dans le feuilleton du 14 juin 1845, n'a rien inventé, qu'il s'est contenté de consigner par écrit une anecdote

manière qu'une œuvre originale appartient à son auteur; cependant il est permis à tout le monde de traduire un livre tombé dans le domaine public, bien qu'il ait été déjà traduit [422], pourvu que la seconde traduction ne soit pas une contrefaçon de la

---

recueillie par lui dans les salons et à laquelle il attribue le mérite d'être historique;

» Que, loin d'en interdire la reproduction, il l'a provoquée en invitant les auteurs à en faire le sujet de leurs œuvres;

» Qu'il a d'ailleurs si bien apprécié lui-même le peu de fondement du droit de propriété dont il se prévaut aujourd'hui; que, depuis neuf ans, le sujet objet du litige a été traité plusieurs fois en comédie et vaudeville, et représenté sur diverses scènes de Paris, sans que de Boignes justifie avoir assujéti les auteurs de ces œuvres soit à se pourvoir de son autorisation préalable, soit à partager avec lui leurs droits;

» Attendu que, dans ces circonstances, il n'y a lieu d'obliger Scribe à subir des engagements que rien ne justifie;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal déclare de Boignes mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.»

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 26-27 mai et 3 juin 1854.)

[140] *La Somme théologique*, de Saint Thomas d'Aquin. — M. Belin, éditeur, contre M. Vivès, éditeur. — Tribunal civil de la Seine (3<sup>e</sup> chambre). — 4 mai 1860. — M. Massé président. — M<sup>e</sup> Nouguiér avocat de M. Belin; M<sup>e</sup> Fontaine (d'Orléans), avocat de M. Vivès. — M. Rousselle, substitut (conclusions conformes). § *Appel des deux parties*. Cour impériale de Paris (2<sup>e</sup> chambre). 17 juillet 1862. — M. Eugène Lamy, président. — Mêmes avocats. — M. Sapey, avocat général.

En 1851, M. Belin, éditeur, a fait traduire en français, par M. l'abbé Drioux, *la Somme théologique* de Saint-Tomas d'Aquin, écrite en latin, et dont on ne possédait encore que des abrégés, des extraits plus ou moins complets, traduits par de Marandé, de Hauteville, le père Griffau et M. de Genoude.

Cet ouvrage était en cours de publication lorsque M. Vivès, autre éditeur, fit paraître le même ouvrage traduit par M. Lechat.

M. Belin, prétendant que cette traduction n'était qu'une copie servile de celle qu'il publiait, fit assigner M. Vivès comme contrefacteur et demandant la confiscation des volumes déjà parus et des dommages-intérêts à donner par état.

M. Vivès répondit par une demande reconventionnelle en 10,000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé pour l'accusation de contrefaçon.

JUGEMENT. — «Le Tribunal,

» Attendu que si la traduction d'un livre écrit dans une langue étrangère constitue une propriété qui appartient au traducteur ou à son cessionnaire, de la même manière qu'une œuvre originale appartient à son auteur, cependant il est permis à tout le monde de traduire un livre tombé dans le domaine public, bien qu'il ait été déjà traduit, pourvu que la seconde traduction ne soit pas une contrefaçon de la première;

» Attendu que les caractères généraux auxquels peut se reconnaître la contrefaçon d'une œuvre originale, c'est-à-dire l'identité ou la similitude du

première. Les caractères généraux auxquels peut se reconnaître la contrefaçon d'une œuvre originale, c'est-à-dire l'identité ou la similitude du sujet, des pensées et de l'expression, ne peuvent, quand il s'agit d'une traduction, être pris au même degré en con-

---

sujet, des pensées et de l'expression, ne peuvent, quand il s'agit d'une traduction, être pris au même degré en considération, puisque, entre deux traductions, il y des ressemblances nécessaires, l'une et l'autre étant la reproduction du même texte et présentant les mêmes idées dans le même ordre et souvent rendues dans les mêmes expressions;

» Que cette ressemblance, qui, dans une traduction est absolue en ce qui touche le sujet et les idées, peut et doit se rencontrer dans l'expression, surtout lorsqu'il s'agit de deux traductions littérales d'une œuvre scientifique qui a sa langue particulière, telle qu'une œuvre de théologie, et qui ne laisse pas au traducteur qui veut être exact le choix entre plusieurs tournures de phrases ou plusieurs expressions;

» Que, lorsque la nature du sujet ne permet pas au traducteur de suivre son imagination, mais l'oblige à rester attaché au texte de son auteur, il y a des tours de phrases et des expressions commandés par le sens et qui doivent naturellement se trouver sous sa plume, à moins que, de parti pris, il ne les ait évités;

» Qu'il suit de là que, pour qu'une seconde traduction soit une contrefaçon de la première, il faut qu'elle représente autre chose que ces ressemblances forcées qui sont de l'essence même du sujet sur lequel ont travaillé les deux traducteurs;

» Attendu qu'on ne trouve pas autre chose que ces ressemblances dans l'ensemble de la traduction de *la Somme* de saint Thomas publiée par Vivès postérieurement à la traduction publiée par Belin;

» Attendu que si le rapprochement de certains passages, notamment du passage tiré des Saintes Écritures, donne lieu de supposer que le traducteur de *la Somme* publiée par Vivès avait sous les yeux *la Somme* publiée par Belin, et qu'il a eu tort d'en profiter dans une certaine mesure; cependant, ces passages ne sont ni assez nombreux ni assez importants pour faire considérer comme étant le produit de la contrefaçon une traduction en plusieurs volumes, dans laquelle quelques citations des textes saints auraient été plus ou moins empruntées à une traduction antérieure.

» Qu'il suit de là que la demande de Belin n'est pas fondée;

» Attendu que si cette demande a causé à Vivès un préjudice dont il lui est dû réparation, il y a lieu de tenir compte dans l'appréciation de ce préjudice des circonstances dans lesquelles cette demande a été formée, de celles qui ont précédé la publication de la traduction éditée par Vivès, et enfin de ce qu'aucune saisie n'ayant été pratiquée par Belin, Vivès a conservé la disponibilité de son édition et a pu la vendre depuis comme avant le procès;

» Par ces motifs,

» Déclare Belin mal fondé dans sa demande;

» L'en déboute;

» Le condamne en 500 francs de dommages-intérêts envers Vivès et aux dépens.

M. Belin appela de ce jugement; de son côté, M. Vivès forma un appel incident pour demander une augmentation de dommages-intérêts de 9,500 fr.

La cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirma purement et simplement sur l'appel principal.

Statuant sur l'appel incident interjeté par Vivès, elle déclara la demande en supplément de dommages-intérêts de 9,500 francs formée par ce dernier mal fondée.

(Le Droit, 8 juin 1860, 23 juillet 1862.)

sidération, puisque, entre deux traductions, il y a des ressemblances nécessaires, l'une et l'autre étant la reproduction du même texte et présentant les mêmes idées dans le même ordre et souvent rendues dans les mêmes expressions. Lors-

---

[141] *Oberon*.— MM. Maurice Bourges, auteur, et Brandus, Dufour et compagnie, éditeurs de musique, contre MM. Nutter, Beaumont et Chazot, auteurs. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 27 novembre, 4 et 11 décembre 1857. — M. Benoit-Champy président. — M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Maurice Bourges et des éditeurs; M<sup>e</sup> Marie, avocat des auteurs, MM. Nutter, Beaumont et Chazot.

En 1826, Weber a composé l'opéra d'*Oberon* sur le libretto anglais de Planché, et l'opéra a été représenté pour la première fois au théâtre de Covent-Garden. Le livret était très-compiqué; il n'y avait pas moins de seize tableaux et de vingt-six personnages, sur lesquels six seulement chantaient. Le succès de l'œuvre fut dans la partition de Weber. Dans la même année, le livret, prose et vers, fut traduit en allemand par Hell. En 1832, une autre traduction fut faite en Belgique par Ramoux.

En 1842, vint la traduction de M. Castil-Blaze; puis en 1843 celle de M. Maurice Bourges, et un peu plus tard celle de M. Crevel de Charlemagne, et, enfin, en 1857, la traduction de MM. Nutter, Beaumont et de Chazot.

Le 7 février 1857, le Théâtre Lyrique jouait cette dernière traduction de l'opéra de Weber, dont certaines parties avaient été remaniées au point de vue musical par M. Deloffre, le chef d'orchestre. M. Maurice Bourges assistait à cette représentation, et il crut s'apercevoir que cette traduction avait beaucoup d'analogie avec la sienne. Il s'assura sur le livret que les nouveaux traducteurs avaient emprunté à sa propre version des vers entiers, des coupes de vers, des rythmes et des assonances. Il se plaignit de ces emprunts à MM. Nutter et Beaumont, qui, en présence du procès engagé, signifèrent à M. Maurice Bourges qu'ils avaient fait vingt-sept changements dans leur traduction afin de faire droit à ses réclamations. Cela ne suffit pas à M. Bourges, à ses éditeurs, qui demandèrent des dommages-intérêts au Tribunal.

M. Paillard de Villeneuve, avocat des demandeurs, après avoir cherché à établir que la traduction de M. Bourges est antérieure à celle de M. Castil-Blaze, s'appuyant sur ce fait que ce sont ses paroles qui figurent manuscrites, sur la grande partition déposée aux archives du Conservatoire, examine quelle est la nature, quelle est l'étendue du droit que peut revendiquer le compositeur lyrique.

« Il y a un principe certain en doctrine et en jurisprudence, c'est que le droit ne se mesure pas à l'importance du travail ou du produit. Cela est si vrai qu'il y a deux ans des auteurs de romances, des compositeurs d'opéras-faisaient un procès à des auteurs de vaudevilles qui avaient adapté à leurs couplets des airs empruntés à leurs opéras et à leurs romances, et les Tribunaux leur donnèrent gain de cause. Récemment encore, M. Planard, l'auteur du libretto du *Pré aux Clercs*, intentait une action à M. Strauss, le directeur des bals de l'Opéra, parce qu'il avait pris dans la musique du chef-d'œuvre d'Hérold quelques motifs de valse. Je plaçais contre M. Pla-

que la nature du sujet ne permet pas au traducteur de suivre son imagination, mais l'oblige à rester attaché au texte de son auteur, il y a des tours de phrase et des expressions commandés par le sens et qui doivent naturellement se trouver sous sa

---

nard, dont la demande, je l'avoue, me paraissait exagérée. Je me trompais : M. Strauss fut condamné.

» Ce n'est pas là, je le sais, la question du procès actuel, mais je rappelle ces solutions de la jurisprudence, parce qu'elles montrent à quel point les tribunaux entendent qu'on respecte le droit de propriété en ces matières.

» Quelques mots maintenant sur le rôle de l'écrivain dans les œuvres lyriques.

» Le poète lyrique ne peut pas toujours laisser aller sa plume au gré de sa fantaisie, et il n'est pas libre toujours du choix de la forme qui pourrait le mieux convenir à la traduction de sa pensée. Le musicien est à côté de lui, et le domine par le choix, par la coupe de ses mélodies. Un opéra est une sorte de duo qu'exécutent ensemble le compositeur et le poète, que l'un chante, que l'autre écrit; et c'est en se tenant par la main qu'ils peuvent arriver à cette création commune, qui a pour première loi l'harmonie de la parole et du chant, l'accord de la syllabe et de la note, la fraternité constante du rythme musical et du rythme poétique.

» Autrement, l'œuvre devient d'une exécution impossible : la parole, qui n'est plus en rapport avec la musique, amène des contre-sens impossibles. Sous une phrase musicale vive, légère animée, placez des vers de dix ou de douze pieds, des mots lourds et traînants; là où il faut que la voix éclate avec la note du chant, placez ces syllabes dures et fermées qui arrêtent l'élan du son; mettez des chutes masculines et nasales là où la note s'épanouit dans la partition, et vous aurez une exécution qui défigure l'œuvre du musicien.

» Aussi, dans ce travail, c'est presque toujours le compositeur qui donne le ton, et le poète qui doit assouplir la forme aux exigences de la musique. Aussi arrive-t-il souvent que le musicien place au-dessous de sa phrase musicale des paroles qui n'ont aucun sens sérieux, mais dont la coupe et les assonances indiqueront au poète comment il doit répondre et quelle forme, quelle mesure il doit donner à son vers.

» Ces sortes de modèles, de patrons s'appellent, dans la langue du métier, des *monstres*. Il est même plusieurs de ces *monstres* que le poète trouve assez bon et qu'il conserve; ainsi on trouve en général que ce couplet d'opéra-comique :

Une robe légère  
D'une entière blancheur,  
Un chapeau de bergère,  
De nos champs une fleur...

est d'une poésie un peu trop facile; c'était tout simplement le *monstre* du compositeur que le poète a conservé. Un compositeur que les arts ont tant à regretter, Adolphe Adam, aimait beaucoup à s'amuser avec les *monstres*... c'était toujours aux idées les plus bouffonnes qu'il les empruntait; il s'avisait un jour de s'inspirer de la carte d'un restaurateur, et sous, une de ses plus



plume, à moins que, de parti pris, il ne les ait évités. Il suit de là que, pour qu'une seconde traduction soit une contrefaçon de la première, il faut qu'elle présente autre chose que ces ressem-

---

gracieuses mélodies, il écrivit pour dire à son poète ce qu'il lui fallait comme coupe de vers et comme assonances :

Oignons en bottes,  
Des échalottes,  
Et des carottes...

Et le poète a mis quelque chose comme :

Moment suprême,  
Bonheur extrême,  
C'est toi que j'aime...

» Aussi le public est-il souvent bien injuste pour ces pauvres poètes, ces *paroliers*, comme on les appelle, quand il leur demande compte trop sévèrement de la façon dont parfois ils traitent la poésie, et l'on ne sait pas à quelles exigences ils ont dû obéir, dans quelles entraves les a tenus la musique, et combien ils sont forcés souvent de ne pas être aussi poètes qu'ils le pourraient.

» Lorsque le musicien est à côté du poète, l'accord entre le texte et la musique est facile : il y a des concessions mutuelles, des avis réciproques ; mais quand il s'agit de la traduction d'une œuvre déjà faite sur une musique dont on veut respecter chaque note, le travail devient plus difficile. Vainement on dit que la musique est un guide qui ne trompe pas, que le rythme musical appelle nécessairement le rythme prosodique, et que c'est la coupe mélodique qui détermine la coupe des vers. Tout le monde ne sait pas comprendre de la même façon ces exigences de la musique. Ainsi, il y a eu bien des traducteurs des mélodies de Schubert, plus d'un poète de talent s'y est essayé ; tous ont échoué, un seul a réussi, et il n'y a que les paroles de M. Belangé qui puissent être chantées, parce que seul il a su joindre le sentiment musical au sentiment poétique.

» Il n'est donc pas exact de dire que, parce qu'on travaille sur le même texte, on doit être nécessairement conduit à trouver les mêmes coupes, les mêmes désinences, les mêmes assonances. La traduction était difficile, surtout pour *Oberon*, et voici pourquoi il y a deux textes primitifs d'*Oberon*, un texte anglais et un texte allemand. Or la prosodie allemande et la prosodie anglaise diffèrent beaucoup de la nôtre. Dans ces deux langues, les vers sont tantôt rimés, tantôt non rimés ; ils sont en outre assujettis à certains rythmes, suivant des combinaisons variées de brèves et de longues, comme les vers grecs et les vers latins. Voilà de grandes difficultés pour le traducteur. A-t-il affaire à de petits vers rimés de huit syllabes ; peut-être, en traduisant vers par vers, pourra-t-il s'en tirer ; peut-être aussi plusieurs traducteurs différents arriveront-ils au même résultat. Mais qu'il s'agisse de vers anglais de 15, 16, 17 ou 18 pieds (il y en a), l'embarras sera grand, et il y aura sans doute autant de versions diverses que de traducteurs ; car il aura fallu décomposer ce grand vers anglais en plusieurs vers français, et chacun l'aura fait suivant les notions musicales qu'il peut avoir.

» J'ai dit que M. Maurice Bourges avait une grande habitude de ce genre

blances forcées qui sont l'essence même du sujet sur lequel ont travaillé les deux traducteurs [140].

Ainsi, en ce qui concerne une œuvre lyrique, les traducteurs, renfermés d'une part dans le cercle tracé par la pensée du poète et assujettis de l'autre par la coupe, la mesure, la cadence et

---

de travail; il s'y est rompu en accomplissant un véritable tour de force celui de traduire en vers français *la Passion* de Bach, dont les paroles allemandes sont en prose. Traduire après cela *Oberon* et *Euryunthe* était pour lui un travail comparativement facile, et il l'a pu faire avec succès en ménageant très-heureusement les coupes, les rythmes, et les assonances.

» Permettez-moi, messieurs, de vous donner lecture de deux extraits d'un ouvrage de M. Castil-Blaze, intitulé : *De l'Opéra en France*; ces extraits résument à merveille ce que j'ai dit de la traduction des œuvres musicales :

« Pour y réussir, c'est peu d'être poète; la science musicale est d'une nécessité absolue, et le plus beau talent littéraire sera toujours insuffisant. » Mozart, et Paësiello chantaient leurs airs avant de les écrire; soumettez nos nouvelles paroles à la même épreuve. C'est au piano qu'il faut travailler; c'est là que les mystères d'une harmonie savante vous seront dévoilés. L'œil suit avec rapidité de bruyantes périodes, les effets d'orchestre résonnent sous vos doigts; ce charme de la mélodie amène l'inspiration, et c'est avec les accents du compositeur que vous évoquez le démon de la poésie.

» Le simple littérateur obtiendra-t-il davantage dans le silence de son cabinet, où je le vois en butte aux pièges que lui tend une muse capricieuse? Pour les éviter, connaît-il le pouvoir d'un *ré bémol* à la basse? Sait-il ce que demande cette quinte augmentée, cette altération de la tierce, ce trémolo des violes, ce trille des violons? Se doute-t-il de l'effet d'une transition enharmonique? Qui lui donnera ce sentiment exquis de l'expression musicale? Que va-t-il faire? Guidé par les paroles (et c'est la seule chose qu'il voit dans une partition), il traduira fidèlement, et croira avoir tout fait en remplaçant un vers de six pieds par un vers de six, un de quatre par un de quatre. Ces vers seront bien tournés et plairont à la lecture; chantez-les, ils vous mettront au supplice. La mesure y est, j'en conviens; mais ce vers de six pieds devait avoir un repos au second, une élision au quatrième. Telle cadence demande une rime féminine, telle note doit se trouver sur un *a* ou sur un *e*; si elle porte sur un *u* ou sur un *i*, l'effet est manqué. »

M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, après avoir donné lecture d'un autre passage du même ouvrage, continue ainsi :

« Il faut donc, pour la traduction lyrique, un talent spécial, et l'écrivain qui a réussi dans ce difficile accouplement de la parole et de la musique a certainement acquis sur son poème autant de droits que M. Planard en peut avoir sur la musique d'Hérold. »

L'avocat examine ensuite un tableau synoptique sur lequel on a imprimé la traduction du texte anglais, la version de M. Castil-Blaze, celle de M. Bourges et celle de MM. Nutter et Beaumont, et il en conclut qu'il y a contrefaçon.

M<sup>e</sup> Marie, avocat de MM. Nutter et Beaumont, combat la prétention des

l'assonance du vers, à toutes les exigences du rythme musical, sont nécessairement exposés à se rencontrer en quelques points, quel que soit d'ailleurs le respect de chacun d'eux pour la propriété de son devancier ; or, des mots, des rimes, des coupes, qui se trouvent dans une traduction précédemment faite, ne sont pas assez importants pour constituer soit un plagiat, soit une atteinte portée aux droits du premier traducteur, surtout si le second traducteur a fait en partie disparaître ces points de rapprochements lorsqu'ils lui ont été signalés [141].

---

demandeurs. Il déclare d'abord que M. Bourges n'a pas traduit l'opéra entier d'*Obéron* ; mais seulement les parties chantées, puis, parlant des diverses traductions de l'opéra de Weber, il dit :

« Si je voulais comparer toutes ces traductions, et, les soumettant à la loupe, les examiner phrase par phrase, mot par mot, et disséquer ce livret qui disparaît sous la magnifique musique qui le recouvre, je montrerais à chaque pas dans la traduction de l'adversaire des analogies frappantes avec les traductions antérieures, et je prouverais qu'il est autant ou plutôt aussi peu plagiaire que nous le sommes. Comment ! plusieurs écrivains s'efforceraient de traduire un même texte, et ils ne se rencontreraient pas quelquefois ? Peut-être s'il s'agissait d'ouvrages faits pour être lus, la richesse de la langue française et la variété de ses tours rendrait-telle possibles des traductions absolument différentes. Mais s'il s'agit d'ouvrages faits pour être chantés, il n'en sera plus de même. Le traducteur demandera au texte original des pensées et des sentiments, mais en même temps il aura sous les yeux la partition ; il faudra qu'il s'inspire en même temps et de la phrase écrite, et de la phrase musicale ; il devra se préoccuper du rythme, de l'accent, de l'assonance ; il ne traduira pas en réalité l'opéra s'il ne préfère la partition au texte lui-même, s'il ne met les syllabes sous les notes, s'il ne traduit la musique ; car c'est la musique que ses paroles doivent rendre. Ces nécessités, tous les traducteurs d'une même œuvre seront obligés de les subir ; elles conduiront nécessairement à des analogies. »

Il résume ensuite les faits de la cause et passe à l'examen de la question de plagiat ou contrefaçon :

« J'ai dit que la contrefaçon d'une œuvre pouvait être entière ou partielle ; si elle est entière, rien de plus facile que de statuer sur la réparation due à l'auteur qui en a été victime ; si elle est partielle, il faut examiner si les parties reproduites sont des parties essentielles, portant l'empreinte du génie et de l'inspiration de l'auteur ; dans ce cas, il y a lieu à réparation. Mais supposez que, dans un ouvrage original, quelques passages indifférents aient été imités, sans dommage possible pour l'œuvre à laquelle ils ont été empruntés ; du moment que cette œuvre demeure entière, du moment que l'auteur ne perd rien de sa gloire, ni de son profit, il n'y a pas de contrefaçon punissable, ces plagiais peuvent constituer une indiscrétion, mais entre une indiscrétion et un fait pouvant donner lieu à une action même civile, il y a un abîme. Permettez-moi de vous citer un extrait

Mais la contrefaçon est flagrante si le second traducteur reproduit presque littéralement la première version, à la seule exception de mots changés et de quelques membres de phrases omis où transposés [142].

Il y aurait concurrence déloyale — et il s'agit là de la publication par voie de librairie — si la seconde traduction, bien que différente de la précédente, était imprimée dans un format et sous une forme imitant la première et pouvant amener avec elle une confusion [142].

---

de l'ouvrage de M. Gastambide qui vous fera comprendre ma pensée :

« La contrefaçon partielle, dit M. Gastambide, présente plus de difficulté d'appréciation. Il n'est pas aisé d'établir *a priori* jusqu'où peut s'étendre la liberté de l'emprunt et de la citation, quels sont à cet égard les droits de la critique du journalisme ou de tout autre genre d'écrit. Il n'est pas non plus facile de dire en principe où commence pour un auteur le préjudice résultant d'une contrefaçon partielle. La seule règle qu'il soit possible de donner ici est celle que nous avons déjà posée pour l'appréciation de la contrefaçon en général : toutes les fois qu'il y a larcin, et que de ce larcin résulte un préjudice pour l'auteur, il y a contrefaçon punissable. »

« Voilà le principe, et je le comprends à merveille. M. Gastambide montre ensuite le principe consacré par la jurisprudence :

« Il n'y a point de préjudice, dit-il, et partant point de contrefaçon lorsque les emprunts faits à un ouvrage sont peu de chose relativement à cet ouvrage et aussi relativement au livre où on les introduit. Ainsi, quatre pièces de vers empruntées aux *Feuilles d'automne* de Victor Hugo, et réimprimées dans le *Livre des Jeunes Personnes*, volume de plus de 500 pages, n'ont pas paru constituer le délit de contrefaçon. (Tribunal correctionnel de la Seine, 12 mars 1855. — Autre jugement dans le même sens, *ibid.* à février 1855.) Le même Tribunal (31 décembre 1811) a consacré les mêmes principes en faveur de la *Géographie* de Malte-Brun, dans laquelle M. Dentu prétendait voir une contrefaçon partielle de la *Géographie* de Walkenaër, dont il était l'éditeur. D'après le Tribunal, des emprunts équivalant à 278 pages, mais consistant en lignes éparpillées et intercalées dans un ouvrage de 19 volumes, ne constituent pas une contrefaçon, surtout lorsque les similitudes proviennent en partie de ce que les auteurs ont puisé à des sources communes. La Cour de cassation, à qui le jugement avait été déferé, a rejeté, attendu qu'il n'y avait point violation de la loi. »

« Ces principes sont vrais, et, encore une fois, je les comprends à merveille. Ils sont vrais quand la lutte s'engage entre les auteurs des deux œuvres originales ; bien plus vrais encore quand elle s'engage entre des traducteurs qui ont devant les yeux un même texte, qui doivent reproduire les mêmes idées. Il arrive nécessairement qu'alors même que les formes du langage varient dans les différents idiomes, des écrivains qui s'inspirent de la même pensée doivent se retrouver dans des formes semblables, se rencontrer dans des analogies, parfois même arriver à des identités.

» Mon honorable adversaire a développé devant vous des théories en

*Imitation, transformation, remaniement, arrangement.* — Une pièce de théâtre, écrite en vers et adaptée à la scène lyrique, peut être la contrefaçon d'un drame écrit en prose lorsqu'il a été emprunté à ce drame toutes ses situations et jusqu'au titre et aux personnages.

Les œuvres dramatiques étant principalement destinées aux représentations de théâtre, le plan de l'ouvrage, l'ordonnance du sujet, la conception, et le développement des caractères, l'agencement des scènes, la conduite de la pièce, son action et

---

matière de composition lyrique ; il vous a montré le musicien indiquant lui-même sa pensée à l'aide de formules bizarres, appelées *monstres*. Je pourrais me dispenser de répondre sur ce point. Sans doute, mon confrère a fait une plaidoirie pleine d'agrément et d'esprit, à laquelle j'ai applaudi avec tout le monde ; mais ce n'était pas la cause.

» Oui, sans doute, le musicien et le poète doivent marcher ensemble en se donnant la main. Le poète fournit des idées, fait naître des sentiments ; le musicien s'empare de ces idées, s'exalte avec ces sentiments : il se place au milieu du drame, y joue son personnage et produit à son tour. Ce n'est pas à son piano qu'il demande ses inspirations, c'est à son génie ; avant que sa main ait effleuré les touches de l'instrument, la mélodie est née dans sa pensée, et avec la mélodie l'harmonie qui doit la soutenir. C'est une œuvre grande et admirable. Quand j'ai lu que Beethoven était sourd et que son esprit seul percevait les sons, quand je me suis figuré les armées d'instruments traversant son imagination puissante, la pensée musicale revêtant sa forme et la symphonie éclatant soudain, j'ai été frappé d'étonnement et d'admiration.

» Ne me parlez pas de vos *monstres*. Avec des *monstres* on fait des ponts-neufs, on ne fait pas *Obéron*. Pour créer une œuvre de génie, il ne faut pas jouer avec le génie ; l'inspiration n'anime que ceux qui respectent l'inspiration. Que le compositeur indique au poète un rythme, je le veux bien ; le poète est un esclave ; ce n'est pas le libretto, c'est l'opéra qui traverse les siècles. Mais il ne s'agit pas de cela ici ; plusieurs traducteurs sont en présence. Qu'ont-ils traduit ? est-ce le livret ? Non. Est-ce la parole parlée ? Non ; c'est la parole notée. Est-ce le rythme des vers anglais ? Non ; c'est le rythme de la musique. Le texte a été pour eux l'idée, la phrase musicale la forme. Qui de nous ne s'est livré à ce jeu difficile ? Qui n'a compris que c'était la note qu'il fallait rendre ? Ce que nous avons tous essayé de faire, ceux qui ont traduit *Obéron* l'ont aussi tenté. La poésie doit avoir la mesure, la prosodie la cadence de la musique. Si j'ai affaire à une phrase musicale alerte et vive, irai-je prendre ces alexandrins qui marchent lourdement deux à deux ? non, j'imiterai dans mon vers l'allure rapide de la mélodie. La musique est le cadre dans lequel il faut se renfermer, le moule dans lequel les paroles sont jetées comme le plâtre du statuaire ou le métal du fondeur. Le traducteur est donc tenu de reproduire, non-seulement le vers, mais le rythme du vers et tout ce qui a permis au poète de créer la belle et grande harmonie qui saisit l'imagination.

ses effets, ont une importance capitale, indépendamment du style, de la forme, du langage et du genre de la composition. Le style, qui rehausse si puissamment le mérite de toute œuvre dramatique, n'est en quelque sorte que secondaire dans les compositions dramatiques, sous le point de vue de la représentation. Il en est de même de la forme du langage, prose ou poésie, surtout lorsque l'auteur, en faisant des vers, n'a guère cherché que a mesure et la rime. Les sujets de tels ouvrages ne sont du commun domaine qu'à la condition, pour chaque auteur, d'une

---

» En traduisant *Obéron*, nous avons tous suivi le même chemin, nous avons dû nécessairement nous rencontrer.

» Castil-Blaze, que vous avez cité, et que je citerai à mon tour, donne à vos théories un démenti; lui aussi ne veut pas du livret, mais de la phrase musicale; quand vous vous serez inspiré de la pensée du compositeur, écrivez; vous écrirez alors sous la dictée du maître.»

M<sup>e</sup> Marie, après avoir donné lecture d'un fragment de l'ouvrage de M. Castil-Blaze sur l'opéra, continue ainsi :

» Voilà une excellente poétique. Vous donc qui voulez traduire un ouvrage musical étranger, ne traduisez pas mot à mot; soyez d'abord musicien; où la phrase musicale appelle une rime masculine, mettez une rime masculine; où elle exige une rime féminine, ne commettez pas la faute que M. Castil-Blaze a commise lui-même et qui l'a obligé à modifier quelquefois une note de la partition, pour rendre possible la liberté qu'il avait cru pouvoir prendre. Que Weber lui pardonne!

» Les conditions de la traduction d'une œuvre lyrique étant ainsi tracées, je comprendrais vos reproches si vous signaliez dans notre poème des ressemblances et des analogies nombreuses; mais quand vous nous dites : « Vous croisez vos vers là où je croise les miens; vous placez une rime féminine là où je place une rime féminine, » nous répondons : « Nous avons » croisé nos vers là où nous devons les croiser; nous avons mis une rime » féminine là où il était nécessaire d'en mettre une.

» On nous a reproché encore une similitude de timbres, et des analogies dans notre table thématique, et l'on a dit : L'acheteur trompé achètera la traduction du Théâtre-Lyrique au lieu de la traduction de M. Bourges, et lui en résultera pour MM. Brandus, Dufour et compagnie, un grave préjudice. » Notre table thématique passera sous les yeux du Tribunal, et il verra que pas un de nos timbres n'est identique aux timbres de M. Bourges.

» Maintenant, qu'alléguez-vous? Que MM. Nuitter, de Beaumont et Chazot vous ont pris des vers, des hémistiches, des tours de style; comme si les tours de style n'étaient pas le domaine de tous? Supposons cette accusation fondée : combien d'infractions relevez-vous? vingt-cinq, sur cinq cents vers? Mais d'ailleurs ne sait-on pas qu'il y a de ces vers parasites qui s'asseyent à toutes les tables? M. Bourges voudrait se les réserver pour lui tout seul, de quel droit? Il revendique exclusivement :

Plus de bruit,  
Voici la nuit.

pensée propre mise en œuvre par des moyens tirés de lui-même et qu'il n'a pas ravie à ses devanciers, dont, autrement, la gloire littéraire et l'intérêt matériel pourraient avoir beaucoup à souffrir de la banalité et de la concurrence.

Il y a donc contrefaçon à faire un semblable travail sans l'autorisation de l'auteur primitif, et le Tribunal, dans ce cas, peut, ordonner la confiscation de la pièce et à plus forte raison l'interdiction de la représentation [143].

Il y a cependant, dans une adaptation de ce genre, un travail

---

» Ne sait-on pas qu'il est impossible de marcher *la nuit* autrement que *sans bruit*, même alors que l'on chante à faire éclater la salle?

» S'il est un homme dont l'autorité soit imposante en cette matière, c'est M. Scribe : certes, l'auteur de tant de *libretti* d'opéras aurait plus que tout autre intérêt à se montrer ombrageux. Nous avons voulu avoir son opinion. Il a bien voulu nous la donner; elle vous indiquera la décision qu'aurait sans doute rendue la commission des auteurs dramatiques si elle avait eu à statuer sur ce ridicule procès. M. Scribe s'exprime ainsi :

« Monsieur,

» Après avoir examiné le présent travail, je déclare n'avoir trouvé entre les deux manières aucune similitude sérieuse ni rien qui puisse, à l'égard des mots ou des rimes constituer la propriété exclusive d'aucun traducteur.

» Les pensées appartiennent à l'auteur traduit, et les vers ou les coupes de vers, objet de la contestation, appartiennent à tout le monde. *Belle rebelle; Plus de bruit, voici la nuit*; il n'y a pas de libretti où l'on ne rencontre ces vers-là; nous autres fabricants d'opéras les avons tous fait; *Trompeurs attirés, que je hais; Loin de mon âme, profane flamme*; ou *Loin de mon cœur, profane ardeur*, sont dans toutes les partitions. Les compositeurs adorent ces vers-là, comme d'anciens amis, sans doute, car ils les redemandent toujours, et on les leur donne sans cesse, n'importe à qui ils appartiennent, ceux-là ou d'autres du même genre.

» Quel qu'en soit le propriétaire, on l'enrichit en lui prenant des vers pareils, et je remercie pour ma part ceux de mes confrères qui seraient assez bons pour prendre ainsi tous les miens sur leur compte.

» EUGÈNE SCRIBE. »

» Il est impossible de statuer sur le procès actuel avec plus d'esprit. »

M<sup>e</sup> Marie examine ensuite les analogies relevées par M. Bourges, et conclut en demandant au Tribunal de repousser la réclamation de M. Bourges et des éditeurs.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que les traducteurs d'une œuvre lyrique, renfermés d'une part dans le cercle tracé par la pensée du poète et assujettis de l'autre pour la coupe, la mesure, la cadence et l'assonance du vers, à toutes les exigences du rythme musical, sont nécessairement exposés à se rencontrer en quelques points, quel que soit d'ailleurs le respect de chacun d'eux pour la propriété de son devancier;

» Attendu, dans l'espèce, que si, dans la traduction d'*Obéron*, faite par

de transformation qui constitue une œuvre nouvelle, mais ne peut absorber l'œuvre conçue par l'auteur primitif, si les personnages, leurs caractères, la situation, l'action sont les mêmes. C'est une œuvre mixte, et tout auteur qui va spontanément demander à l'ancien répertoire, et à propos d'une pièce acceptée depuis longtemps, les chances plus assurées d'un succès, ne peut évaluer le secours qui lui est ainsi apporté au-dessous de la part d'un collaborateur [6].

La pièce est, au contraire, la propriété de son auteur, s'il est

Niutter, Beaumont et Chazot, on rencontre quelques mots, quelques rimes et quelques coupes qui se trouvent dans la traduction que Maurice Bourges avait faite précédemment de cette même œuvre, ces points de rapprochement que Niutter, Beaumont et Chazot ont d'ailleurs, depuis, fait en partie disparaître, sont bien loin d'être assez importants, quant à leur nombre et à leur nature, pour constituer, sous aucun rapport, soit un plagiat, soit une atteinte portée aux droits de propriété de Maurice Bourges.

» Par ces motifs,

» Le Tribunal déclare Maurice Bourges et consorts mal fondés dans leur demande; les en déboute et les condamne aux dépens. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 7-8 et 16 décembre 1857.)

[142] *Goetz de Berlichingen*, pièce de Goëthe. — Bobée, éditeur, contre Ladvocat, éditeur. — Tribunal correctionnel de la Seine. — 28 janvier 1824.

|| Cour royale. — 2 et 30 avril 1824. || Cour de cassation (sect. crim.) — 23 juillet 1824. — M. Ollivier, président; M. Cardonnel, rapporteur.

JUGEMENT. — « Attendu que Ladvocat a, dans le mois de septembre dernier, publié la vingt-cinquième livraison d'un ouvrage intitulé : *Chefs-d'œuvre des Théâtres étrangers traduits en français*, dont il est l'éditeur; que dans cette livraison se trouve la traduction d'une pièce de Goëthe, auteur allemand, intitulée : *Goetz de Berlichingen*;

» Attendu que, dès l'année 1821, Bobée avait publié dans son édition des œuvres dramatiques de Goëthe, traduites de l'allemand, cette même pièce de *Goetz de Berlichingen*;

» Attendu que la traduction publiée par Ladvocat est principalement dans les trois premiers actes, et à la seule exception de mots changés et de quelques membres de phrases omis ou transportés, la copie de celle publiée antérieurement par Bobée; que même quelques fautes d'impression qui se trouvaient dans cette dernière traduction sont reproduites dans celle de Ladvocat;

» Que Ladvocat ne peut prétendre que Bobée a lui-même copié la traduction de cette même pièce de *Goetz de Berlichingen*, publiée en 1784, par MM. Friedel de Bonneville, puisque l'ouvrage publié par Bobée ne contient avec celui des susnommés que des rapports et des ressemblances inévitables, lorsqu'il s'agit de la traduction du même original; tandis qu'au contraire la traduction publiée par Ladvocat où se trouvent des différences essentielles avec de Friedel et de Bonneville, reproduit presque littéralement celle de Bobée;

» Qu'à la vérité la traduction de *Goetz de Berlichingen*, publiée par Ladvocat, fait partie d'une collection en plusieurs volumes et d'un ouvrage complet intitulé : *Chefs-d'œuvre des Théâtres étrangers*, mais que cette circonstance, qui peut être mise en considération pour l'appréciation du dom-



établi que, tout en la tirant d'une œuvre du domaine public, cet auteur a travaillé d'après des lois et des règles essentiellement différentes de celles d'où il a été chercher son inspiration ; s'il a dû, pour approprier son sujet aux exigences de la nouvelle pièce, simplifier l'action, retrancher des personnages, supprimer des intrigues, imaginer des scènes nouvelles et créer la plupart des situations musicales de sa pièce [411].

---

mage causé à Bobée, ne peut toutefois faire disparaître le délit de contrefaçon d'une pièce même isolée, insérée dans cette collection ; qu'autrement le délit serait souvent impuni, etc.

» Le tribunal prononce la saisie et condamne Ladvocat à 100 fr. de dommages-intérêts. »

Sur l'appel, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges par arrêt par défaut du 2 avril 1824, condamna Ladvocat à 3,000 fr. au lieu de 100 francs.

Sur son opposition, la Cour persista dans sa décision par arrêt du 30 avril 1824.

M. Ladvocat se pourvut en cassation, s'appuyant sur les moyens suivants : — « Fausse application [de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1793 : 1<sup>o</sup> en ce que cette loi n'a eu en vue que ceux qui composent un livre, qui font quelque ouvrage d'esprit, et qu'étendre ces dispositions aux traducteurs quand leur traduction d'un ouvrage, composé en une langue vivante et très-répandue, ne suppose ni études spéciales ni efforts de génie, c'est évidemment donner à la loi de 1793 une interprétation qu'elle n'avait pas dans l'esprit du législateur ; — 2<sup>o</sup> En ce que la Cour de Paris a mal qualifié le délit en déclarant contrefaçon ce qui ne serait en tout cas qu'un simple plagiat, qui n'a jamais le caractère de fraude que la loi de 1793 a voulu réprimer. Le contrefacteur, en effet, réimprime l'ouvrage d'un auteur sous le nom de ce dernier, et par là lui cause un préjudice que n'occasionne jamais celui qui copierait quelques pages d'un ouvrage, les confond dans son propre travail et les publie sous son propre nom.

ARRÊT. — « La Cour ;

» Attendu, sur le premier moyen, que, d'après les faits déclarés dans le jugement confirmé par l'arrêt attaqué, cet arrêt, en jugeant que l'ouvrage dont il s'agit était au nombre des propriétés littéraires auxquelles le fait et le délit de contrefaçon pouvaient être applicables, n'a pas fait une fausse interprétation de la loi du 19 juillet 1793 ;

» Attendu, sur le deuxième moyen, qu'en déclarant que la réimpression de ce même ouvrage constituait le délit de contrefaçon prévu par l'art. 425 du Code pénal, et en prononçant les peines portées par l'art. 426 du même Code, il n'y a point eu fausse application de cet article.

» Rejette. » (Dalloz, *Propriété littéraire et artistique*, p. 437.)

[143] *Lucrèce Borgia*. — M. Victor Hugo contre MM. Monnier, Bernard Latte et Baptiste. — Tribunal correctionnel de Paris (6<sup>e</sup> chambre). — 4 août 1841. — M. Perrot, président. | *Appel de MM. Monnier et Bernard Latte*. — Cour royale (Chambre des appels de police correctionnelle). — 6 novembre 1841.

Les librettistes italiens avaient l'habitude de reproduire les pièces fran-

L'air et les paroles d'un chant populaire ancien, dont on ne saurait indiquer source, peuvent être considérés comme appartenant au domaine public. Une production de cette nature peut devenir, par l'arrangement spécial du texte ou de l'accompagnement musical, susceptible d'un droit de propriété; mais il faut, pour donner matière à une action en contrefaçon, que la copie soit identique à l'original approprié et que le contrefacteur ait préci-

---

saies pour les adapter à la musique des compositeurs sans se préoccuper aucunement du droit des auteurs originaires. Plusieurs pièces avaient ainsi été transformées et jouées sur le Théâtre-Italien sans qu'aucune réclamation sérieuse eût été formulée.

Non-seulement ces opéras étaient joués en langue étrangère sur le Théâtre-Italien, mais le travail du librettiste italien était traduit en français, et l'opéra retransformé de nouveau était alors joué sur les théâtres de province.

Il en fut ainsi du drame de M. Victor Hugo *Lucrèce Borgia*; M. Romani le traduisit en italien, et il fut joué ainsi au Théâtre-Italien avec la musique de Donizetti; puis M. Étienne Monnier, se servant de la version italienne de M. Romani, la traduisit en français, pour l'adapter à la musique du compositeur, et l'œuvre française, revenue dans le pays originaire, fut jouée en français dans divers théâtres des départements, et notamment à Metz.

M. Victor Hugo, indigné de la manière dont sa pièce était travestie, souleva le premier la question de savoir si cet état de choses n'était pas une véritable contrefaçon. Voici le jugement et l'arrêt qui furent rendus par les deux juridictions devant lesquelles l'affaire fut plaidée :

**JUGEMENT.** — « Le Tribunal,

» En ce qui concerne l'incompétence proposée par Baptiste,

» Attendu que le fait qui lui est imputé par Victor Hugo, d'avoir représenté sur les théâtres dont il est directeur l'opéra querellé de contrefaçon, ne rentre pas dans cette qualification de la loi; que c'est un délit spécial, et non connexe prévu et puni par l'article 428 du Code pénal; que les juges naturels de Baptiste étaient donc à Metz, lieu de son domicile, et qu'il ne pouvait en être distrait pour être attiré dans le procès intenté à Paris à Étienne Monnier, auteur des paroles dudit opéra, et à Bernard Latte, son éditeur.

» Se déclare incompétent à l'égard de Baptiste, renvoie la cause en ce point devant les juges qui doivent en connaître, et met cette portion des dépens à la charge de la partie civile;

» En ce qui concerne la question de contrefaçon,

» Attendu, en principe, que la contrefaçon partielle est punie par la loi tout aussi bien que la contrefaçon intégrale, pourvu qu'elle soit notable et dommageable;

» Attendu que les œuvres dramatiques sont principalement destinées aux représentations de théâtres, ce qui fait que le plan de l'ouvrage, l'ordonnance du sujet, la conception et le développement des caractères, l'agencement des scènes, la conduite de la pièce, son action et ses effets ont une impor-

sément reproduit les détails de l'arrangement nouveau. Si la chanson poursuivie n'a pris à cet arrangement ni les paroles ni les notations musicales, ni surtout les accompagnements gravés; que les points nombreux d'identité et de ressemblance des deux chansons portent précisément sur les parties essentielles depuis longtemps vulgarisées, il n'y a ni contrefaçon ni concurrence

---

tance capitale, indépendamment du style, de la forme du langage et du genre de la composition;

» Que le style, qui rehausse si puissamment le mérite de toute œuvre dramatique, n'est en quelque sorte que secondaire dans les compositions dramatiques, sous le point de vue de la représentation;

» Qu'il en est de même de la forme du langage, prose ou poésie, surtout lorsque l'auteur, en faisant des vers, n'a guère cherché que la mesure et la rime;

» Que, quant au genre de l'ouvrage, opéra ou drame ordinaire, les différences ne sont pas telles qu'elles empêchent que la destinée de l'une n'influe gravement auprès du public sur celle de l'autre;

» Qu'il suit de là qu'une pièce de théâtre, écrite en vers et adaptée à la scène lyrique, peut être la contrefaçon d'un drame écrit en prose;

» Attendu que si les sujets de tels ouvrages sont du commun domaine, c'est à la condition, pour chaque auteur, d'une pensée propre mise en œuvre par des moyens tirés de lui-même, et qu'il n'avait pas ravie à ses devanciers, dont, autrement, la gloire littéraire et l'intérêt matériel pourraient avoir beaucoup à souffrir de la banalité et de la concurrence;

» Attendu, en fait, qu'il résulte des débats, des pièces et des documents produits que *Lucrèce Borgia*, grand opéra en quatre actes, paroles d'Étienne Monnier, est une imitation évidente de *Lucrèce Borgia*, drame en trois actes et en six parties, de Victor Hugo; que, d'un bout à l'autre, l'opéra se traîne servilement sur le drame dont il a emprunté toutes les situations et jusqu'au titre et aux personnages, sans en excepter, sans en ajouter un seul;

» Qu'en vain, Étienne Monnier prétend que son poème est imité de l'italien, le libretto italien n'étant lui-même que la reproduction du drame de Victor Hugo, et la loi ne permettant pas de faire indirectement ce qu'elle défend directement;

» Qu'au surplus, Étienne Monnier l'a reconnu lui-même, en faisant, dans le temps, une démarche auprès de Victor Hugo pour le prier de ne pas s'opposer à la représentation de son opéra, prière à laquelle n'a pas cru pouvoir accéder Victor Hugo, dont la défense, à cet égard, a été violée;

» Et attendu que Bernard Latte s'est fait l'éditeur et le débitant de l'œuvre d'Étienne Monnier, qu'il a participé à son action autant qu'il était en lui;

» Qu'ainsi lesdits Étienne Monnier et Bernard Latte se sont rendus coupables du délit de contrefaçon prévu et puni par les articles 425, 426 et 427 du Code pénal;

» Et attendu, en ce qui concerne Latte, éditeur et débitant, qu'aux termes de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, la peine la plus forte doit seule être appliquée, faisant application aux deux prévenus, dans sa première partie, dudit article 427,

» Condamne Étienne Monnier et Bernard Latte, chacun à 100 francs d'amende;

» Ordonne la confiscation de toute édition du poème de *Lucrèce Borgia*, opéra en quatre actes et en langue française dudit Étienne Monnier;

» Autorise Victor Hugo à faire disparaître les traces de ce poème quelque part qu'elles puissent exister;

déloyale à reprocher, chacun ayant puisé dans un fonds commun accessible à tous [144 — III].

*Arrangements de morceaux de musique.* — Les morceaux de musique qu'on arrange en quadrilles, en valse, ou auxquels on donne toute autre application, ne pourront avoir lieu — quand les œuvres arrangées ne sont pas du domaine public

---

» Fait défense à Étienne Monnier et à Bernard Latte de plus, à l'avenir, publier ni vendre ledit ouvrage; dit que le présent jugement sera inséré dans trois journaux de la capitale et dans trois journaux de la province, au choix de Victor Hugo, et aux frais de ses adversaires solidairement;

» Et attendu que Victor Hugo a déclaré dans ses conclusions et dans ses explications à l'audience renoncer à toute indemnité, condamne Étienne Monnier et Bernard Latte solidairement aux dépens pour tous dommages-intérêts;

» Et pour assurer le recouvrement des condamnations pécuniaires ci-dessus prononcées, vu les articles 7 et 40 de la loi du 17 avril 1832, fixe à six mois la contrainte par corps contre chacun desdits Étienne Monnier et Bernard Latte. »

ARRÊT. — « La Cour,

» Faisant droit sur l'appel interjeté par Monnier et Latte du jugement rendu par le Tribunal de police correctionnelle du département de la Seine, le 4 août 1841,

» Adoptant les motifs des premiers juges,

» Mais considérant cependant que la vente du texte placé par Monnier sous les morceaux séparés de chant de la partition de Donizetti ne saurait être préjudiciable à Victor Hugo,

» Met l'appellation au néant, ordonne que le jugement dont est appel sortira effet, et néanmoins excepte de la confiscation et de la destruction le texte de l'opéra dont il s'agit placé sous les morceaux de chant de la partition de Donizetti, gravés ou imprimés séparément, lesquels continueront à être édités et vendus avec ledit texte;

» Condamne les appelants aux dépens de leur appel. »

(*Le Droit*, 5 août, et *Gazette des Tribunaux*, 6 et 7 novembre 1841.)

[144] *La Ronde du pays de Caux*, rengaine normande, et *le Pied qui remue*.

*Première affaire.* — M. Goubert, directeur de l'Alcazar, et M. Paul Avenel, contre M. Traslin, éditeur. — Tribunal correctionnel de Paris (6<sup>e</sup> chambre). — 5 et 12 février 1863. — M. Rohault de Fleury président. — M<sup>e</sup> Carraby avocat de MM. Goubert et Paul Avenel; M<sup>e</sup> Nouguié avocat de M. Traslin. || *Appel de M. Goubert.* Cour impériale de Paris (chambre correctionnelle). — 22 mai 1863. — M. de Gaujal président. — M. Goubert défaillant; M<sup>e</sup> Nouguié avocat de M. Traslin. — M<sup>e</sup> Dupré Lasalle, avocat général. (*Conclusions conformes.*)

*Deuxième affaire.* — MM. Bouju et Wekerlin contre MM. Goubert et Paul Avenel. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 4 décembre 1863. M. Benoît Champy président. — M<sup>e</sup> Armand avocat de MM. Bouju et Wekerlin; M<sup>e</sup> Lachaud avocat de MM. Goubert et Paul Avenel.

*Troisième affaire.* — M. Traslin, éditeur, contre MM. Goubert et Paul Avenel. — Tribunal civil de la Seine (3<sup>e</sup> chambre). — 9 décembre 1864. — M. Alexandre président. — M<sup>e</sup> Nouguié avocat de M. Traslin; M<sup>e</sup> La-

— qu'avec l'autorisation des auteurs primitifs. -- Ce travail donne au musicien qui le fait un droit privatif sur son œuvre. Cette appropriation est, en effet, le résultat d'un travail intellectuel : l'arrangement et la disposition des motifs tirés d'opéras ou d'autres œuvres musicales, afin de les reproduire conformément aux exigences de la danse ou de leur nouvelle application, de-

---

chaud avocat de M. Goubert. — M. Thévenard avocat impérial. (*Conclusions conformes.*)

M. Goubert, propriétaire du café chantant de l'Alcazar, avait prié M. Paul Avenel de lui faire une chanson sur celle qui avait été publiée sous le titre de *Ronde du Pays de Caux*, dans un recueil intitulé : *Chansons populaires des provinces de France*, notice par Champfleury, accompagnement de piano par J. B. Wekerlin (Noël, Chanson de mai, Rondes, Chansons de mariées.)

M. Paul Avenel fit quelques modifications à cette chanson, lui donna un titre qu'il prit dans le refrain, et se borna, disait l'un des témoins, à mêler des mesures à deux temps avec des mesures à trois temps, ce qui ne changeait absolument rien à l'air. La chanson, arrangée de cette façon, fut chantée à l'Alcazar par Joseph Kelm, et obtint un immense succès dans cet établissement.

M. Traslin, éditeur, voulant faire figurer cette chanson dans sa collection, s'adressa à M. Goubert, lui offrant pour reproduire *le Pied qui r'mue*, une somme de 400 francs, que celui-ci refusa. M. Traslin, s'entendit alors avec M. Bouju, l'éditeur des *Chansons populaires*, qui lui céda le droit de reproduction de la *Ronde du Pays de Caux*. Il l'imprima d'abord sous le titre *J'ai quéqu' chose qui r'mue*; mais M. Goubert ayant fait saisir cette publication, M. Traslin revit M. Bouju, qui lui répéta que la chanson était bien à lui, qu'il était sûr de son droit, et elle fut alors réimprimée sous le même titre que celle chantée à l'Alcazar : *J'ai un pied qui r'mue*.

M. Goubert fit également saisir ce nouveau tirage, et attaqua M. Traslin devant le tribunal correctionnel, qui rendit le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que Goubert a fait procéder, le 8 janvier 1863, à la saisie d'une chanson ayant pour titre *Quéqu' chose qui r'mue*, et le 24 du même mois, à une seconde saisie d'une autre chanson, *l' Pied qui r'mue*, et qu'à la date du 26 janvier il a fait citer Traslin, éditeur de musique, sous la prévention d'avoir contrefait *l' Pied qui r'mue*, ronde normande qui serait devenue sa propriété par le dépôt qu'il en a opéré le 29 novembre 1862, et dont les paroles et la musique seraient de Paul Avenel;

» Attendu qu'à cette poursuite en contrefaçon, Traslin oppose que la première chanson saisie n'est pas la reproduction de la chanson *l' Pied qui r'mue*; que le fût-elle, cette dernière chanson n'est pas la propriété de Goubert; qu'elle a été copiée, soit quant aux paroles, soit quant à l'air, dans un recueil ayant pour titre : *Chansons populaires des provinces de France*, par Wekerlin, publié en 1860, et dont le dépôt a été fait au ministère de l'intérieur le 17 janvier 1863;

» Attendu, à l'égard de la chanson *Quéqu' chos' qui r'mue*, objet de la première saisie, que, quoique l'addition au titre de ces mots : *Sur l'air du Pied qui r'mue*, indique de la part de l'auteur, l'intention de mettre à profit une vogue que la chanson *le Pied qui r'mue* paraît avoir obtenue, cette chanson dont

mandent des connaissances harmoniques et une certaine habileté d'agencement qui constituent un talent réel; on ne saurait donc leur refuser un droit à la propriété de ce qui, par le fait de leur travail, est devenu leur œuvre particulière [84].

*Chefs d'orchestre des théâtres.* — La musique que composent les chefs d'orchestre pour les pièces représentées pendant le cours

---

les expressions sont loin d'être irréprochables, n'est pas la reproduction de celle intitulée : *l' Pied qui r'mue*;

» Attendu, d'ailleurs, que cette dernière chanson, objet de la seconde saisie, n'est que la reproduction de celle insérée au *Recueil des chansons populaires*, sous le titre de *Ronde du Pays de Caux*;

» Que les paroles, sauf de très-légers changements, sont les mêmes;

» Que l'air, malgré des différences calculées, n'est que la reproduction de celui de la *Ronde du Pays de Caux*;

» Et, à l'égard du titre, quoiqu'il paraisse, en effet, avoir été recherché, afin d'obtenir une partie du succès acquis à la chanson *l' Pied qui r'mue*, ce titre n'est en réalité, que le refrain de la *Ronde du Pays de Caux*, et ne peut à lui seul constituer une propriété;

» Qu'ainsi, sous ce triple rapport, la contrefaçon n'existe pas;

» En ce qui touche les conclusions de Traslin :

» Attendu qu'elles ne peuvent être dirigées contre Avenel, qui n'a pas figuré dans la citation, et ne peut, par conséquent, être atteint par une demande reconventionnelle;

» Statuant sur ladite demande, en tant qu'elle s'adresse à Goubert;

» Attendu que le Tribunal a les éléments suffisants pour apprécier le préjudice que Traslin a pu éprouver par les saisies dont la mainlevée doit être ordonnée;

» Par ces motifs,

» Déclare Goubert mal fondé dans sa poursuite en contrefaçon contre Traslin; renvoie celui-ci des fins de la prévention;

» Ordonne la mainlevée des saisies opérées à la requête de Goubert, les 8 et 24 janvier 1862, et la restitution des objets saisis;

» Déclare Traslin non recevable dans ses conclusions reconventionnelles, en tant qu'elles sont dirigées contre Avenel;

» Et à l'égard de Goubert, le condamne à payer à Traslin 50 francs à titre de dommages-intérêts, et le condamne aux dépens;

» Dit n'y avoir lieu à l'insertion demandée.»

M. Goubert releva appel de ce jugement. Un arrêt confirmatif de la Cour le condamna, par défaut, le 28 mars 1863. L'affaire revint devant la Cour le 22 mai suivant, et M. Goubert ne s'étant pas présenté, un second arrêt par défaut, qui devenait définitif, confirmait le jugement du Tribunal correctionnel.

M. Ernest Bouju, éditeur des *Chansons populaires de la province*, et M. Wekerlin, qui avaient comparu comme témoins dans la première affaire, ne pouvaient y prendre une situation active qui leur permit de faire respecter leur propriété, mais ils déclarèrent qu'ils poursuivraient devant la juridiction compétente. Ils firent donc procéder à une saisie de la chanson imprimée pour le compte de M. Goubert, et introduisirent une instance pour demander au tribunal de consacrer à leur profit le droit de propriété sur la *Ronde du Pays de Caux*, et de déclarer, en conséquence, que la chanson *le Pied qui r'mue*, de M. Paul Avenel, était la contrefaçon de la *Ronde du Pays de Caux*, d'en interdire la publication et d'accorder des dommages-intérêts.

de leurs fonctions reste leur propriété artistique ; mais le plus ordinairement le traitement d'un chef d'orchestre compositeur s'appliquant à un double objet : la direction des musiciens et la composition de la musique, une copie de cette musique reste attachée à chaque œuvre dramatique à laquelle elle ressortit, et elle fait partie essentielle du répertoire [409].

Au Tribunal, M<sup>r</sup> Armand exposait que MM. Bouju et Wekerlin se sont livrés à un travail important pour découvrir ces chansons populaires. Ils séjournèrent des mois entiers dans les campagnes, entendaient des gens de chaque pays fredonner des airs naïfs, mais qu'ils ne pouvaient saisir à la première audition, ou qu'ils entendaient d'une manière incomplète. Ils faisaient alors de nouvelles recherches dans les communes voisines, et ce n'était souvent qu'avec ce qu'ils avaient recueilli dans un rayon de quelques lieues, qu'ils parvenaient à faire un tout satisfaisant, ayant un cachet tout particulier que le travail et l'intelligence du musicien parvenaient à lui donner. Il en était de même des paroles, et ce n'était qu'à force de savoir-faire et d'étude qu'on arrivait à obtenir un ensemble et à mettre la chanson sur pied.

M<sup>r</sup> Armand, invoquant l'opinion des auteurs qui ont écrit sur la matière, s'attachait à établir que la propriété d'une œuvre littéraire émanant d'un auteur connu ou inconnu, qui, du vivant de cet auteur ou postérieurement à son décès, n'a reçu qu'une publicité orale, appartient à celui qui, par l'impression, la lithographie ou la gravure, ou tout autre moyen de reproduction, a donné le premier à cet ouvrage le corps et la vie qui en fixent la consistance et la durée. Ce principe, vrai pour l'œuvre purement littéraire l'est encore bien plus lorsqu'à cette œuvre littéraire vient se joindre une œuvre musicale qui seulement par la notation écrite, peut acquérir un caractère certain de précision et d'exactitude qui l'empêche de s'altérer par la tradition.

M<sup>r</sup> Lachaud répond en demandant à qui, au demeurant, appartient cette ronde. MM. Bouju et Wekerlin n'ont eu qu'à ouvrir les oreilles pour l'entendre chanter, et il s'agit de savoir si, pour avoir livré à l'impression un chant qui est dans la bouche de tout le monde, on est en droit de dépouiller tout de monde de cette propriété commune. Il cite une lettre de M. Michel Carré qui témoigne que les motifs et les paroles de la ronde chantée dans l'opéra-comique *Château Trompette*, qui a quelque ressemblance avec la chanson en litige, ont été rapportés par M. Cormon et par lui d'un petit port normand où ils se rendent chaque année.

La question, dit-il, peut se résumer en deux mots. Prétendre que le fait d'avoir imprimé la *Ronde du Pays de Caux* a constitué, au profit de ceux qui l'ont imprimée, une propriété exclusive, ce serait prétendre qu'on pourrait, en imprimant *Au clair de la lune* ou *Mulbroug*, en déposséder le public. Pour revendiquer une propriété littéraire et artistique, il faut s'autoriser d'un service rendu au public. Or on n'a rien appris à personne en éditant la *Ronde du Pays de Caux* ; auparavant, les auteurs du *Château Trompette* l'avaient entendu, copiée, fait chanter ; il n'y a donc pas lieu à revendication.

JUGEMENT. — « Le Tribunal.

» Attendu que Bouju et Wekerlin ont publié, en 1860, un volume connu

**Ballet.** — Un pas de danse, comme toute composition artistique, est la propriété de son auteur. En ce qui concerne la chorégraphie, le tribunal a décidé que la combinaison d'un pas de danse, emprunté aux danses nationales de différents pays, depuis longtemps connues et exécutées sur les théâtres, consti-

---

sous le nom de *Chant populaire des provinces de France*, dans lequel se trouve un morceau désigné par eux sous le nom de *Ronde du Pays de Caux*;

» Qu'il s'agit de savoir si la chanson et le quadrille publiés en 1862 par Paul Avenel et Goubert, et qui ne sont que le même air et les mêmes paroles sous une autre désignation, doivent être considérés comme une contrefaçon dont les demandeurs soient fondés à se plaindre;

» Attendu que si Bouju et Wekerlin sont propriétaires de leur publication des *Chants populaires des Provinces de France*, qui par sa forme et son exécution est une création de leur esprit, ce droit de propriété sur les divers morceaux compris dans cette publication ne pourrait être prétendu et ne serait à examiner que s'il était établi qu'ils ont été les premiers à les publier

» Attendu qu'il résulte des faits et documents de la cause non-seulement que la *Ronde du Pays de Caux* a été populaire en Normandie de tout temps, sous quelque nom qu'elle y ait été connue, mais encore qu'elle a été reproduite sous le nom de *Ronde Bordelaise*, dans l'opéra de *Château Trompette*, à une époque contemporaine de la publication de Bouju et Wekerlin;

» Qu'en effet, cet opéra, représenté en avril 1860, était composé et mis à l'étude même avant la publication du volume des *Chants populaires des Provinces de France* et de dépôt qui a été effectué le 28 mars 1860;

» Attendu, dès lors, que les demandeurs sont mal fondés à prétendre un droit privatif quelconque sur un air et des paroles qu'ils ont seulement recueillis comme les recueillaient les auteurs de l'opéra de *Château Trompette*, et comme ont pu le faire depuis Paul Avenel et Goubert, dans la chanson et le quadrille qu'ils ont publiés;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal déclare Bouju et Wekerlin mal fondés dans leur demande,

» Les en déboute et les condamne en tous les dépens.»

M. Traslin, l'éditeur, contre lequel avait été dirigée à priori la poursuite de M. Goubert, crut devoir prendre à son tour l'offensive. Nanti de la cession qui lui avait été faite par M. Bouju, cessionnaire des droits de M. Wekerlin, il introduisit contre MM. Avenel et Goubert une action en dommages-intérêts, pour concurrence déloyale. Cette affaire n'ayant soulevé aucun nouvel incident, il suffit d'en faire connaître le jugement.

**JUGEMENT.** — «Le Tribunal,

» Sur les deux fins de non-recevoir opposées à Traslin,

» Attendu que Traslin n'a été poursuivi en contrefaçon devant le juge correctionnel que par Goubert seul; que là il s'est borné à conclure à la nullité des saisies des 8 et 24 janvier 1863, et qu'il a obtenu de ce chef, contre Goubert, une condamnation en 50 francs de dommages-intérêts;

» Qu'il n'y a dès lors pas chose jugée, soit entre lui et Avenel lequel n'était pas au premier procès, ni même entre lui et Goubert, puisqu'il ne s'est point alors porté reconventionnellement demandeur pour fait de contrefaçon ou de concurrence déloyale;

» Attendu, en second lieu, qu'il représente le traité sous seing privé, en date du 15 janvier 1863, enregistré, par lequel Bouju et Wekerlin ont cédé à Traslin un droit de la publication de la *Ronde du Pays de Caux*; que la cession dont il s'agit n'a été que partielle, les cédants limitant la faculté accordée à leur cessionnaire à la publication de la *Ronde faite isolément ou*



tuaient, par l'agencement des pas, et par leur rapport avec la musique, une composition distincte de ces danses elles-mêmes et ayant par cela même un caractère particulier [137].

Le tribunal a jugé que la traduction littérale du livret d'un

---

dans les cahiers de chansons, et se réservant formellement tous les autres modes de publication ;

» Attendu, par suite, qu'en poursuivant Goubert et Avenel devant le Tribunal civil, ils n'ont agi que du chef du droit qui leur appartient encore, et que le débouté prononcé contre eux, aux termes du jugement de ce siège (1<sup>re</sup> chambre), en date du 4 décembre 1863, ne saurait être utilement opposé à Traslin ; qu'il n'y a pas là non plus chose jugée à son égard, le procès ayant été mené, entre autres parties, pour des causes et un objet différents ;

» Au fond,

» Attendu qu'il est constant en fait que la chanson connue sous le nom de *l' Pied qui s'mue* a été à peu près textuellement empruntée à une vieille chanson populaire de la Normandie, que nul n'en est l'inventeur, et qu'elle appartient au domaine public ;

» Attendu que, s'il est vrai, en droit, qu'une telle production, si triviale qu'elle soit, peut, même tombée dans le domaine public, être l'objet d'une publication ou édition nouvelle, et redevenir, par l'arrangement spécial du texte ou de l'accompagnement musical, susceptible d'un droit de propriété, dans les termes de la loi du 19 juillet 1793, encore faut-il, en cas pareil, et pour donner matière à l'action en contrefaçon que la copie soit identique à l'original approprié, et que le contrefacteur ait précisément reproduit les détails de l'arrangement nouveau ;

» Attendu que tel n'est point le cas dans l'espèce ; que la chanson publiée par Avenel et Goubert n'a pris à l'arrangement de Wekerlin ni les paroles ni la notation musicale, ni surtout les accompagnements gravés dans l'édition de 1860 des *Chansons populaires des Provinces de France* ;

» Que si les deux chansons ont des points nombreux d'identité ou de ressemblance, ces ressemblances portent précisément sur les parties essentielles de la *Ronde du Pays de Caux*, depuis longtemps vulgarisée ;

» Attendu, au surplus, qu'elle a été plusieurs fois chantée en public et rééditée dans ces dernières années, en tout ou en partie, tantôt dans la *Ronde bordelaise* de l'opéra-comique intitulé le *Château Trompette*, tantôt par Bouju et Wekerlin, dès 1860, dans le recueil précité ; tantôt enfin par Goubert, qui l'a fait chanter par le sieur Kelm à l'Alcazar, et ce, avant la cession faite à Traslin, par Bouju et Wekerlin ;

» Attendu enfin que cette cession n'est intervenue, comme il a été dit, que le 15 janvier 1863, alors que, dès le 8, Goubert avait fait saisir pour contrefaçon la publication de Traslin, et qu'il semble que Traslin ne l'ait alors sollicitée des cédants que pour avoir moyen de se défendre contre l'action dirigée d'abord contre lui ;

» Qu'il résulte de là, surabondamment, que l'antériorité de la publication appartiendrait dans tous les cas à Avenel et à Goubert ;

» Attendu, dès lors, qu'en fait comme en droit, il n'y a eu ni contrefaçon ni concurrence déloyale à reprocher aux défendeurs, et que chacun a puisé dans un fonds commun, accessible à tous ;

» Par ces motifs,

» Rejette les fins de non-recevoir opposées ;

» Reçoit la demande, mais la dit mal fondée, en déboute Traslin ;

» Le condamne aux dépens, dont distraction.»

(*Gazette des Tribunaux*, 6 et 13 février, 24 mai, 5 décembre 1863, et 22 décembre 1864. — *Le Droit*, 5 décembre 1863, 18 décembre 1864.)

ballet, lorsque ce travail avait été commandé et rétribué, n'était pas suffisante pour motiver un droit de propriété littéraire, et pour que le nom du traducteur figurât sur l'affiche à côté de celui du chorégraphe [145].

[A suivre.]

---

[145] *Gloriette ou le Marché des Innocents*, ballet. — M. René Lordereau contre M. Alphonse Royer, directeur de l'Opéra, et M. Petipa, chorégraphe. — Tribunal civil (1<sup>re</sup> chambre). — 29 mai 1861. — M<sup>e</sup> Victor Lefranc, avocat de M. Lordereau ; M<sup>e</sup> Gustave Chaix-d'Est-Ange, avocat de MM. Royer et Petipa.

L'Opéra a fait monter et arranger pour la scène française un ballet de caractère, du genre bouffe, qui avait déjà été représenté sur le théâtre de Saint-Petersbourg. Comme il avait fallu traduire le libretto rédigé en Russe, M. René Lordereau fut chargé de ce travail.

Les affiches ne portant pas son nom à côté de celui du chorégraphe, M. René Lordereau protesta contre cette omission par la voie d'une sommation extra-judiciaire, adressée au directeur de l'Opéra. Cette sommation étant restée sans effet, il fit assigner, en référé, M. Royer, qui répondit par l'organe de son avoué, qu'il ne reconnaissait nullement M. René Lordereau comme auteur du ballet, et que le manuscrit lui avait été remis par M. Petipa, à ses yeux le seul auteur.

Pour trancher ce débat, M. le président renvoya l'affaire, en état de référé, à l'audience de la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal.

M<sup>e</sup> Victor Lefranc exposa que sur les indications de M. Royer, son client avait accommodé aux nécessités de la scène française un ballet composé par M. Petipa pour le théâtre de Saint-Petersbourg, et soutenu que les modifications apportées par M. Lordereau à l'œuvre primitive, constituaient de sa part une véritable collaboration.

M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange, dans l'intérêt de MM. Royer et Petipa, répondait que les changements dont se prévalait M. Lordereau, étaient insignifiants ; que l'œuvre était restée ce qu'elle était dans le principe, et qu'elle serait représentée à Paris telle qu'elle l'avait été à Saint-Petersbourg, sauf le retranchement d'une scène, et cette différence que l'action se passait sous le Directoire au lieu de se passer sous Louis XV, ce qui n'entraînerait, d'ailleurs, qu'une modification dans les costumes.

Le Tribunal repoussa la demande de M. René Lordereau.

(*Gazette des Tribunaux*, 29 et 30 mai 1861.)

---

COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES. — SES POUVOIRS EN MATIÈRE JURIDIQUE. — EXÉCUTION DE SES TRAITÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRE. — SON DROIT DE METTRE UN THÉÂTRE EN INTERDIT.

*La Croix dans le dos, le Petit Faust et les Turcs.* — La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques contre M. Moreau-Sainti, directeur du théâtre des Folies-Dramatiques. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 25 et 27 août 1869. — M. Benoît-Champy, président. — M<sup>e</sup> Gustave Chaudey, avocat de la Société. — M<sup>e</sup> Grandmanche de Beaulieu, avocat de M. Moreau-Sainti. — M. Manuel, avocat impérial (conclusions conformes).

La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques a, le 1<sup>er</sup> décembre 1866, conclu avec M. Moreau-Sainti, directeur du théâtre des Folies-Dramatiques, un traité aux termes duquel elle réglait les conditions auxquelles ce dernier aurait le droit de faire représenter sur son théâtre les œuvres des membres de la société. Ce traité a été conclu pour une durée de deux années expirant le 1<sup>er</sup> décembre 1868. Par une des stipulations de ce traité, M. Moreau-Sainti s'était interdit le droit d'acheter ou de faire acheter, soit pour son compte personnel, soit pour celui de son théâtre ou de toute autre personne directement ou indirectement, aucun ouvrage ancien ou moderne pour le faire représenter sur le théâtre des Folies-Dramatiques, le tout à peine pour chaque infraction d'une indemnité de 200 francs par acte représenté et par chaque représentation.

La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques accusait M. Moreau-Sainti d'avoir, contrairement à ces stipulations, fait représenter pour la première fois, sur le théâtre des Folies-Dramatiques, le 31 octobre 1868, une pièce en un acte intitulée : *Une Croix dans le dos*, due à la collaboration de deux membres de la Société, MM. Coron et Tranchant, auxquels aurait été imposée, comme condition de la représentation de leur pièce, de renoncer à leur droit d'auteur et d'en faire la délégation à une tierce personne désignée par l'administration et qui n'aurait été qu'un prête-nom du directeur lui-même.

La pièce de *la Croix dans le dos* a été représentée vingt-sept fois dans le courant de novembre 1868. M. Moreau-Sainti aurait donc commis, suivant la commission, vingt-huit infractions et se serait rendu passible d'une indemnité de 5,600 fr.

La Commission, usant du droit rigoureux qui lui appartient de mettre un théâtre en interdit, et de lui défendre de jouer les pièces dues à la collaboration des auteurs faisant partie de la Société, a fait signifier à M. Moreau-Sainti une interdiction formelle par exploit d'huissier. Elle a demandé notamment au Tribunal, en ce qui touche la pièce *le Petit Faust*, d'impartir à M. Moreau-Sainti un délai après lequel le retrait de consentement des auteurs et de la Société qui les représente devrait produire son effet.

M. Moreau-Sainti, de son côté, a formé une demande reconventionnelle en 100,000 francs de dommages-intérêts, à raison du préjudice que la Société des

Auteurs et Compositeurs dramatiques lui aurait causé par la publicité donnée à la mise en interdit du théâtre des Folies-Dramatiques.

**JUGEMENT.** — « Le Tribunal,

» En ce qui concerne la demande intentée par la Commission des Auteurs dramatiques ;

» Sur la régularité de la procédure :

» Attendu que Moreau-Sainti est assigné nominativement par chacun des membres composant la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques ; que les membres de la commission intéressés au même titre que les autres sociétaires, tiennent des statuts de la Société les pouvoirs nécessaires pour contracter au nom de la Société, et que Moreau-Sainti, après avoir traité avec eux en cette qualité, ne saurait se refuser à plaider avec eux sur l'exécution de conventions consenties en pleine connaissance de cause :

» Au fond,

» Attendu que Moreau-Sainti a fait représenter sur le théâtre des Folies-Dramatiques, vingt-huit fois, du 31 octobre au 30 novembre 1868, une pièce intitulée *une Croix dans le dos*, due à la collaboration de deux membres de la Société des Auteurs dramatiques, auxquels a été imposée la condition de renoncer à leurs droits d'auteur ;

» Attendu que ce fait constitue une contravention à l'article 31 du traité passé entre les parties le 1<sup>er</sup> décembre 1866, lequel renferme une clause pénale fixant les dommages-intérêts à 200 fr. par chaque contravention ;

» Attendu qu'il y a lieu dès lors d'appliquer ladite clause ;

» Sur la demande de Moreau-Sainti en prorogation du traité passé entre lui et la Commission des Auteurs dramatiques ;

» Attendu que si, depuis l'expiration du terme fixé par ce traité Moreau-Sainti a continué sans opposition à faire jouer les œuvres des membres de la Société des Auteurs dramatiques, ce fait n'implique pas nécessairement le consentement de la Société au renouvellement du traité précédent ;

» En ce qui concerne la demande relative à l'interdiction signifiée à Moreau-Sainti :

» Sur la régularité de la procédure,

» Attendu que Moreau-Sainti, après avoir lui-même assigné les membres de la Commission en prorogation du traité de 1866, ne saurait être fondé à prétendre qu'ils n'ont pas qualité pour réclamer le maintien d'une interdiction qui n'est que la conséquence du rejet de sa demande ;

» Au fond,

» Attendu que l'article 15 de l'acte constitutif de la Société des Auteurs dramatiques charge la commission de faire avec les entreprises théâtrales les traités qui fixeront les droits des auteurs sociétaires ;

» Attendu que les traités particuliers passés par les directeurs de théâtre avec les auteurs sociétaires lors de la réception de leurs œuvres sont nécessairement, et dans la commune intention des parties, subordonnés, quant à leur effet obligatoire, au maintien des traités généraux passés avec la commission ;

» Attendu qu'en effet ces traités généraux seraient sans aucun résultat pour les auteurs sociétaires si les entreprises théâtrales pouvaient se dégager des obligations qu'ils leur imposent, tout en réservant le droit de jouer les œuvres des auteurs sociétaires, en vertu des traités particuliers passés avec eux ;

» Attendu que le traité général passé entre la commission et Moreau-Sainti étant expiré sans avoir été renouvelé, les auteurs sociétaires et la commission qui les représente ont été en droit d'interdire à Moreau-Sainti la représentation de leurs œuvres, même de celles déjà admises à réception ;

» Attendu que ce droit d'interdiction ne saurait empêcher Moreau-Sainti de traiter dans l'avenir avec les auteurs sociétaires ou autres qui jugeront à propos de lui concéder l'exploitation de leurs œuvres, mais qu'il doit s'appliquer à tous les traités particuliers passés sous l'empire du traité

général qui liait Moreau-Sainti à la Société des Auteurs dramatiques et à ses membres;

» Attendu qu'il s'applique notamment à la pièce : *les Petits Turcs*, qui a été reçue, il est vrai, depuis l'expiration du traité du 1<sup>er</sup> décembre 1866, mais à une époque où son exécution était continuée entre les parties, et dès lors sous la condition tacite de son maintien ou de son renouvellement;

» Attendu toutefois qu'il est reconnu par toutes les parties que l'interdiction ne saurait s'appliquer sans délai à la pièce du *Petit Faust*, laquelle est en cours de représentation, et qu'il y a lieu par le Tribunal de fixer la durée du temps pendant lequel la représentation pourra en avoir lieu et les droits d'auteur;

» Attendu que cette durée doit être fixée à quatre mois, et que les droits des auteurs doivent être réglés d'après les bases du traité du 1<sup>er</sup> décembre 1866;

» En ce qui concerne les conclusions de la commission des Auteurs dramatiques tendant à ce que le Tribunal autorise l'emploi de la force armée pour faire cesser toutes représentations sur le théâtre des Folies-Dramatiques d'ouvrages des auteurs sociétaires;

» Attendu qu'il n'appartient pas au Tribunal de statuer sur des faits qui ne se sont pas encore produits;

» En ce qui concerne la demande de Moreau-Sainti en dommages-intérêts :

» Attendu que l'interdiction signifiée à Moreau-Sainti n'a été que l'exercice d'un droit, et qu'il n'est pas établi que la publicité qu'elle a reçue ait été le fait de la Société des Auteurs dramatiques;

» Par ces motifs,

» Condamne Moreau-Sainti à payer à la Société des Auteurs dramatiques la somme de 5,600 fr.;

» Maintient à l'égard des pièces déjà reçues par Moreau-Sainti l'interdiction à lui signifiée par exploit du 3 juillet 1869;

» Dit toutefois que Moreau-Sainti pourra continuer la représentation du *Petit Faust* pendant quatre mois, durant lequel temps il devra payer 10 pour 100 de la recette brute et 10 fr. pour droits de billets sur chaque représentation;

» Déboute les parties du surplus de leurs demandes, fins et conclusions;

» Condamne Moreau-Sainti aux dépens.

(*Gazette des Tribunaux*, 28 août 1869.)

M. GUSTAVE CHAUDEY, membre du Conseil judiciaire de la société et avocat de cette dernière, dans le procès qui vient d'être reproduit, a adressé aux membres de la Commission les réflexions suivantes que cette affaire lui a suggérées.

« A Messieurs les membres de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

» Paris, le 9 septembre 1869.

» Messieurs,

» La Société et la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques ont été, depuis quelque temps, l'objet d'attaques très-vives dans plusieurs journaux. Vous avez pensé qu'une partie des explications que j'ai eu l'occasion de produire, dans les débats de l'affaire Moreau-Sainti, pourrait former une réponse utile à ces attaques. Je vous en adresse volontiers une reproduction sommaire, et s'il vous semble opportun, à présent que la

justice a parlé, de sortir de la réserve qui vous empêchait de la devancer, je vous laisse toute faculté d'utiliser, comme vous le jugerez convenable, les considérations que je vais retracer rapidement.

» Il ne s'agit pas ici du côté litigieux et spécialement juridique de la question. Le jugement qui vient d'être rendu par la première chambre du tribunal vous donne sur ce point des satisfactions assez complètes, et qui valent un peu mieux, même théoriquement, qu'une plaidoirie réchauffée.

» Voici les objections, les attaques, les erreurs, auxquelles il importe de ne pas laisser plus longtemps crédit dans le public littéraire :

» Il a été dit de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, dans plusieurs journaux, qu'elle est une Société d'exploitation, d'oppression, instituée dans l'intérêt du fort contre le faible, et détruisant la liberté des contrats.

» Il a été dit de la Commission qu'elle est un pouvoir arrogant, outrecuidant, tranchant du juge souverain, et condamnant les directeurs sans les entendre.

» Et c'est à cette partie seulement de la discussion que je veux m'en tenir. J'ai à présenter là-dessus quelques observations qui me semblent de nature à élever un peu le débat.

» Je signale d'abord une analogie qui n'a pas été assez remarquée, et sur laquelle auront beaucoup à réfléchir certains de vos adversaires, les plus ardents précisément, ceux dont l'opinion cherche, mais sans y parvenir toujours, à s'inspirer du sentiment démocratique.

» La Société des auteurs et compositeurs dramatiques, fondée en 1829, est une Société civile ayant pour légitime objet la défense et la protection des associés, dans l'exercice de leur profession commune, absolument comme serait une société civile ayant pour objet la défense et la protection de mécaniciens, typographes, menuisiers, serruriers, ébénistes, tailleurs de pierres, etc., contre leurs patrons respectifs.

» Dans cette direction d'idées, j'ose dire qu'il n'a rien été réalisé depuis quarante ans de plus libéral, de plus vraiment démo-

cratique, au sens profond du mot, que cette Société des auteurs et compositeurs dramatiques. C'est le premier exemple d'une résistance légalement organisée du travail contre la domination de l'argent, et ce n'est pas un mince honneur pour la littérature que d'avoir eu cette initiative.

» La distinction de la profession ne fait ici rien à l'affaire. Artisan ou poète, en ce qui regarde le salaire ou rémunération du travail, la position est la même, les besoins de défense et de solidarité les mêmes, et aussi les formes et moyens de la lutte. Quand donc cessera-t-on, sur certaines questions, de se laisser égarer par les mots et les apparences? Quand donc la démocratie saura-t-elle reconnaître les choses démocratiques, où elles sont réellement? Et qu'est-ce donc au fond que ce mouvement coopératif, si encouragé par les écrivains de la démocratie, sinon une tentative des mécaniciens, typographes, maçons, menuisiers, chapeliers, fondeurs, etc., pour dégager l'idée de coalition des complications qui la stérilisent, et arriver à quelque chose de semblable à ce que les littérateurs dramatiques ont su, en ne dédaignant pas trop le secours des juristes, réaliser depuis si longtemps?

» Je puis dire que je m'intéresse d'une façon particulière au principe d'association, et que je m'applique depuis bien des années à en suivre les progrès dans les moindres manifestations collectives. J'ai l'honneur d'être le conseil de plusieurs sociétés ouvrières, et notamment de celle des typographes. J'affirme que la tendance, dans ces Sociétés, tendance excellente, essentiellement organisatrice, est la même que dans la vôtre : arriver à se servir de la légalité, à utiliser les Codes, de façon à se défendre le mieux possible contre l'entrepreneur ou acheteur du travail, et à établir la plus grande indépendance possible de la profession en face du capitaliste.

» Car telle est, pour l'ouvrier de la plume comme pour l'ouvrier du rabot, la réalité économique, qui s'impose à l'un comme à l'autre, s'il est vrai que l'un ait besoin comme l'autre de gagner sa vie. Il n'est pas mauvais que les littérateurs, les gens d'esprit, soient attachés par quelque bout à la chaîne populaire. La servi-

tude les pousse à l'affranchissement. Le régime de l'association a été pour eux un affranchissement du régime de l'antichambre ou de l'office. La dédicace de rigueur à un protecteur attitré, prince ou grand seigneur, n'est plus aujourd'hui dans les nécessités du métier. La cassette des pensions gracieuses a été remplacée par la caisse des perceptions quotidiennes.

» Ce sont là des vues que dès journalistes spécialement littéraires peuvent ne point avoir, et auxquelles ils ne sont point conduits par leurs études habituelles, mais que les juristes ou économistes, dont c'est le métier de retourner ces questions, sont tenus de prendre en considération très-grande.

» Sous le bénéfice de ces réflexions générales, qui dominent vraiment le sujet, il devient facile de réfuter sommairement les objections constantes de vos adversaires.

» Est-il vrai que la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques soit une exploitation, une oppression du faible par le fort, qu'elle détruise la liberté des contrats?

» Il suffit de lire les statuts de la Société et quelques-uns des traités passés avec les directeurs (et c'est ce que négligent un peu trop de faire vos antagonistes) pour être en mesure de répondre catégoriquement *non*.

» Le régime d'association, tel qu'il est établi par vos statuts, est librement, très-librement consenti par les adhérents, pour un *temps déterminé*.

» Votre Société est une république, une véritable république, fondée sur le suffrage universel. C'est l'assemblée générale qui est la souveraine, et chaque auteur associé est membre de l'assemblée générale. La Commission (ou syndicat) est nommée en assemblée générale pour trois ans, et se renouvelle annuellement par tiers. Tout l'esprit de progrès qui est dans l'association peut pénétrer chaque année, par le scrutin, dans la Commission. Que peut-on concevoir de plus démocratique, et quel progrès social ne serait pas réalisé le jour où beaucoup d'associations professionnelles seraient constituées sur de pareilles bases? Les sociétés ouvrières elles-mêmes auraient, sur beaucoup de points, à chercher



des directions et des exemples dans les statuts des auteurs dramatiques.

Votre acte social ne saurait entraver les carrières et faire obstacle aux auteurs nouveaux, puisqu'il élargit les débouchés et maintient toutes les conditions normales de la concurrence entre les auteurs et entre les divers genres de littérature dramatique. La nécessité de pourvoir aux besoins de toutes les entreprises théâtrales détermine seule la production. Les pièces à succès sont la condition indispensable du spectacle, et il faudra toujours les demander aux hommes de talent. La lutte entre auteurs se produit sur chaque théâtre, dans chaque genre, et de même la compétition des talents.

» L'écrivain qui a obtenu ses succès au Théâtre-Français, qui est l'un des *forts* sur cette scène, ne sera point en concurrence avec les *forts* des Folies-Dramatiques. Il se fera toujours des pièces pour tous les théâtres, et jamais le faible ne sera dispensé, pour prendre rang parmi les forts, d'avoir le talent relatif qui assure le succès ici ou là, et qui fait recette.

» Ce n'est pas en offrant une pièce pour rien, à côté d'un fort qui exige des conditions avantageuses, que le faible luttera sérieusement. C'est en produisant du bénéfice pour le directeur, et, dès qu'il produira du bénéfice, il sera juste qu'il en ait une part proportionnelle.

» Quelques raisonnements exceptionnels, à propos de pièces insignifiantes, de levers de rideau, ne sont point de nature à changer ces règles d'équité.

» Sous le régime de l'isolement, il faut, pour qu'un auteur célèbre obtienne beaucoup, que l'auteur débutant obtienne peu, ou n'obtienne rien du tout.

» L'effet de l'association, c'est, au contraire, que l'auteur célèbre puisse obtenir beaucoup, sans que le débutant reste au-dessous du tarif commun. N'est-ce pas un résultat très-favorable aux faibles?

» Il n'est pas exact que la Société établisse le principe faux de l'égalité des salaires. La rémunération de l'auteur, qui se prélève sur la recette de chaque soir, est toujours ainsi proportionnelle

au nombre des représentations, et conséquemment au succès de la pièce et au talent relatif de l'auteur. Les talents consacrés ont la faculté de passer des traités particuliers à des conditions supérieures à celles des traités généraux, mais seulement pour la même durée. C'est une combinaison excellente, résultat direct de l'idée de solidarité.

» Il est souvent stipulé dans les traités généraux que les directeurs seront obligés de donner chaque année un certain nombre de pièces nouvelles.

» Il est stipulé toujours que les droits d'auteurs seront les mêmes, quelle que soit la composition du spectacle. Cela écarte les pièces du domaine public au profit des auteurs vivants, en augmentant considérablement les chances des auteurs nouveaux.

» Quel est l'auteur qui pourrait, isolé, obtenir d'un directeur autant de garanties de toutes sortes que celles qui sont stipulées par les traités généraux ?

» Il faut que les inconvénients de l'isolement soient bien certains, puisque vos adversaires en viennent eux-mêmes à désirer pour les directeurs un régime d'association qui leur assure aussi les avantages de la force collective.

» Quant à la Commission, je ne dirai qu'un mot. C'est par une étrange erreur qu'on la transforme en *juge* des directeurs, en tribunal souverain. Dans les contestations entre la Société et les directeurs, la Commission n'est qu'une partie, un simple justiciable ; elle se défend ; elle n'a pouvoir de rien trancher ; elle ne juge jamais. Elle peut chercher et proposer des arrangements, des solutions amiables ; elle le fait presque toujours. Mais si la contestation ne s'arrange pas, elle est réduite à plaider, à soumettre ses prétentions aux tribunaux, et à subir les décisions de la justice, absolument comme les directeurs.

» Si elle met de l'énergie, comme mandataire, à défendre les intérêts qui lui sont confiés, elle ne remplit en cela qu'un devoir impérieux. Jamais elle ne doit laisser périliter un des droits, un des principes qu'elle a mission de sauvegarder. Quand les décisions de la justice ont consacré le droit, le principe contesté, elle

peut user d'indulgence envers un directeur, prendre en considération les circonstances atténuantes, les difficultés d'une situation. C'est ce qu'elle ne manque jamais de faire.

» Je borne là mes réflexions. Si elles vous semblent bonnes à publier, je vous laisse le soin d'y pourvoir, et je me tiendrai pour très-honoré d'être devant le public, comme je l'ai été à la barre du tribunal, le défenseur de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

» Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

» GUSTAVE CHAUDEY. »

---

## LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES  
THÉÂTRES DE PARIS, DU 1<sup>er</sup> MAI 1869 AU 31 MARS 1870.

NOTA. L'astérisque placé avant le titre de la pièce indique que cette pièce a été reprise ou qu'elle a été jouée antérieurement à un autre théâtre.

### THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA.

[ Direction de M. PERRIN. ]

- \* *Le Prophète*, opéra en cinq actes, paroles de Scribe, musique de Meyerbeer. — Reprise le 28 juin 1869.  
*Le 15 Août* 1869, cantate. — 15 août 1869.
- \* *Guillaume Tell*, opéra en quatre actes, paroles de Jouy et H. Bis, musique de Rossini. — Reprise le 4 août 1869.
- \* *La Favorite*, opéra en quatre actes, paroles de Alphonse Royer et Gustave Vaëz, musique de Donizetti. — Reprise le 18 octobre 1869.
- \* *Don Juan*, opéra en cinq actes, paroles de Émile Deschamps et Henri Blaze, musique de Mozart. — Reprise le 6 décembre 1869.
- \* *Hamlet*, opéra en cinq actes, de Michel Carré et Jules Barbier, musique d'Ambroise Thomas. — Reprise le 7 janvier 1870.
- \* *Néméa*, ballet-pantomime en un acte, de Meilhac, Halévy et Saint-Léon, musique de Minkous. — Reprise le 11 février 1870.
- \* *Robert le Diable*, opéra en cinq actes, paroles de Scribe et Germain Delavigne, musique de Meyerbeer. — Reprise le 7 mars 1870.

### COMÉDIE FRANÇAISE.

[ Direction de M. ÉDOUARD THIERRY. ]

*Le Post-Scriptum*, comédie en un acte, en prose, d'Émile Augier.  
1<sup>er</sup> mai 1869.

[ in-18, 1 fr. 50 cent. — Michel Lévy frères, 2 bis, rue Vivienne. ]

*Julie*, drame en trois actes, en prose, par Octave Feuillet. — 4 mai 1869.

*Juan Strenner*, comédie en un acte, en vers, par Paul Deroulède. — 9 juin 1869.

*La Parvenue*, comédie en quatre actes, en prose, de Henri Rivière. — 30 août 1869.

*Un Mari qui pleure*, comédie en un acte, en prose, par Jules Prével. — 13 octobre 1869.

*Lions et Renards*, comédie en cinq actes, en prose, d'Émile Augier. — 6 décembre 1869.

*Les Ouvriers*, drame en un acte, en vers, par Eugène Manuel. — 17 janvier 1870.

RECTIFICATIONS. — *La Nuit d'Octobre*, par Alfred de Musset, récitée pour la première fois le 2 mai 1868.

*Stances à Alfred de Musset*, par Henri de Bornier, récitées le 2 mai 1868, à la représentation extraordinaire donnée pour l'inauguration du buste d'Alfred de Musset, exposé ledit jour au foyer de la Comédie Française.

#### THÉÂTRE IMPÉRIAL ITALIEN.

[ Direction de M. BAGIER. ]

*Fidelio*, opéra en quatre actes, de Beethoven. — 25 novembre 1869.

*Guido e Ginevra*, opéra en cinq actes, de Scribe, musique d'Halévy. — 17 février 1870.

#### THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'OPÉRA-COMIQUE.

[ Direction de M. DE LEUVEN. — A partir du 28 janvier 1870, direction de MM. DE LEUVEN et DU LOCLE. ]

\* *Jaguarita*, opéra-comique en trois actes et quatre tableaux, paroles de de Saint-Georges et de Leuven, musique d'Halévy. — A ce théâtre le 10 mai 1869.

*La Fontaine de Berny*, opéra-comique en un acte, paroles d'Albéric Second, musique d'Ad. Nibelle. — 2 juin 1869.

*Le Centenaire*, cantate, par Charlot. — 15 août 1869.

*La Petite Fadette*, opéra-comique en trois actes et cinq tableaux,

paroles de George Sand, musique de Th. Semet. — 11 septembre 1869.

*Rêve d'Amour*, opéra-comiqué en trois actes, paroles de d'Ennery et Cormon, musique d'Auber. — 20 décembre 1869.

\* *L'Ours et le Pacha*, opéra-comique en un acte, paroles de Scribe et Xavier Saintine, musique de F. Bazin. — 21 février 1870.

*La Cruche cassée*, opéra-comique en un acte, paroles de Hippolyte Lucas et Émile Abraham, musique de Pessard. — 21 février 1870

#### THÉÂTRE IMPÉRIAL DE L'ODÉON

(*Second Théâtre-Français.*)

[ Direction de M. de Chilly. ] — Clôture annuelle du 1<sup>er</sup> juin au 4 septembre 1869. ]

*Le Bâtard*, comédie en quatre actes, en prose, par Alfred Tou-roude. — 18 septembre 1869.

*Scapin marié*, comédie en un acte, en vers, de M. Léopold La-luyé. — 12 novembre 1869.

*La Grève des Forgerons*, scène dramatique, en vers, de François Coppée. — 26 novembre 1869.

*La Voix du Maître*, à propos en un acte, en vers, d'Albert Delpit. — 15 janvier 1870.

*L'Affranchi*, drame en cinq actes, en vers, par Latour Saint-Ybars. — 19 janvier 1870.

*L'Autre*, comédie en quatre actes, en prose, précédée d'un prologue, par George Sand. — 25 février 1870.

#### THÉÂTRE LYRIQUE IMPÉRIAL.

[ Direction de M. J. PASDELOUP. — Clôture annuelle du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 1869. ]

*Don Quichotte*, opéra-comique en trois actes et quatre tableaux, de Jules Barbier et Michel Carré, musique d'Ernest Boulanger. — 10 mai 1869.

*Le Dernier Jour de Pompéi*, opéra en quatre actes et six ta-

bleaux, paroles de Nuitter et Beaumont, musique de Victorin Joncières. — 21 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Le Bal masqué*, opéra en cinq actes, paroles de Duprez (imité de Scribe), musique de G. Verdi. — 17 novembre 1869.

*La Bohémienne*, opéra en quatre actes et un prologue, paroles de de Saint-Georges, musique de Balfe. — 30 décembre 1869.

#### THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

[Direction de M. RAPHAËL FÉLIX. — Clôture du 30 juin 1869 au 30 août 1869.]

\* *Le Chevalier de Maison-Rouge*, drame en cinq actes et six tableaux, par Alexandre Dumas et Auguste Maquet. — A ce théâtre le 11 novembre 1869.

\* *La Dame de Monsoreau*, drame en cinq actes et onze tableaux, par Alexandre Dumas et Auguste Maquet. — Reprise le 17 janvier 1870.

\* *Lucrèce Borgia*, drame en cinq actes, par Victor Hugo. — Reprise le 2 février 1870.

#### THÉÂTRE DE LA GAITÉ.

[ Direction de M. BOULET. ]

\* *Lazare le Pâtre*, drame en cinq actes, par Bouchardy. — A ce théâtre le 15 mai 1869.

*Le Moulin rouge*, drame en cinq actes, par Xavier de Montépin. — 22 mai 1869.

\* *Le Courrier de Lyon ou l'Attaque de la Malle-Poste*, drame en cinq actes et six tableaux, de Moreau, Siraudin et Delacour. — Reprise le 30 mai 1869.

\* *La Petite Pologne*, drame populaire en cinq actes, par Lambert Thiboust et Ernest Blum. — Reprise le 9 juin 1869.

\* *La Chatte blanche*, grande féerie en trois actes et vingt-six tableaux, par Cogniard frères, musique nouvelle d'Émile Jonas et Fossey; trois grands ballets, divertissements et pantomimes, composés et réglés par Fuchs. — A ce théâtre le 14 août 1869.

*Gilbert Danglars*, drame à grand spectacle en cinq actes et dix tableaux, par Anicet Bourgeois et Michel Masson. — 12 mars 1870.

*Matinées littéraires de M. Ballande.*

Représentations des chefs-d'œuvre classiques de la scène française. (Chaque représentation, donnée le dimanche, de une heure et demie à cinq heures, était précédée d'une conférence sur l'œuvre représentée.)

Ces représentations ont commencé le 7 novembre 1869, par *Andromaque*, de Racine, joué en costume Louis XIV.

THÉÂTRE DU GYMNASÉ.

[Direction de M. MONTIGNY.]

*Le Filleul de Pompignac*, comédie en quatre actes, par Alphonse de Jalin. — 7 mai 1869.

*Les Mensonges innocents*, comédie en un acte, de Clairville et Octave Gastineau. — 3 juin 1869.

*Mon Premier*, comédie en un acte, par Gustave Bondon. — 3 juin 1869.

\* *Le Monde où l'on s'amuse*, comédie en un acte, de Édouard Pailleron. — Reprise le 19 juin 1869.

*L'Homme aux 76 femmes*, comédie en un acte, par Siraudin et H. Thiéry. — 3 juillet 1869.

*Le Garçon d'honneur*, comédie en trois actes, par Charles Garand. — 20 juillet 1869.

*Un Coup d'éventail*, comédie en un acte, par Charles Nutter et Louis Dépret. — 14 août 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Ernest*, comédie en un acte, par Clairville et Gastineau. — 14 août 1869.

\* *Diane de Lys*, comédie en cinq actes, par Alexandre Dumas fils. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

*La Veilleuse*, pièce en un acte, par Gustave Lemoine, musique nouvelle par M<sup>me</sup> G. Lemoine (Loïsa Puget). — 27 septembre 1869.



*Les Mousquetaires de Bougival*, comédie en un acte, par Louis Leroy. — 5 octobre 1869.

*La Matrone d'Éphèse*, comédie en un acte, en vers, de Verconsin. — 5 octobre 1869.

*Frou-Frou*, pièce en cinq actes, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy. — 30 octobre 1869.

*Fernande*, pièce en quatre actes, par Victorien Sardou — 8 mars 1870.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

[Direction de MM. PLUNKETT et E. DORMEUIL. — Clôture du 1<sup>er</sup> au 23 juillet 1869.]

*Poterie!* parodie-cascade en un acte, trois tableaux et une interruption, par Cham et Busnach. — 21 mai 1869.

*Le Piège à Femmes*, comédie en un acte, par Durand. — 27 juin 1869.

\* *La Vénus aux carottes ou les Contributions indirectes*, vaudeville en un acte, par Henri Thiéry. — A ce théâtre le 8 août 1869.

*On demande des Ingénues*, vaudeville en un acte, par Eugène Grangé et V. Bernard. — 21 août 1869.

\* *Le Brésilien*, comédie-vaudeville en un acte, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

\* *La Consigne est de ronfler*, comédie-vaudeville en un acte, par Grangé et Lambert Thiboust. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

\* *La Vie parisienne*, pièce en quatre actes, par H. Meilhac et E. Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 2 octobre 1869.

\* *La Cagnotte*, comédie-vaudeville en cinq actes, par Labiche et Delacour. — Reprise le 1<sup>er</sup> novembre 1869.

*Première Fraîcheur*, comédie en un acte, par Alfred Darcy. — 21 novembre 1869.

*La Vie de Château*, scènes de *high-life* en trois actes, mêlées de chant, par Alfred Duru et Henri Chivot. — 23 novembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

\* *La Mariée du Mardi-Gras*, folie de carnaval en trois actes, par Eugène Grangé et Lambert Thiboust. — Reprise le 22 décembre 1869.

\* *Madame est couchée*, comédie en un acte, par Eugène Grangé et Victor Bernard. — Reprise le 22 décembre 1869.

*Le plus Heureux des Trois*, comédie en trois actes, par Eugène Labiche et Edmond Gondinet. — 11 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 2 fr.]

*L'Amour mitoyen*, vaudeville en un acte, par Jules Renard. — 30 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

[Direction de M. LÉON COGNIARD. — M. BERTRAND prend la direction à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1869.]

\* *Rose des Bois*, vaudeville en un acte, par Jaime. — Reprise le 17 mai 1869.]

*Faust et Patrie*, parodie en deux tableaux, musique de Lindheim. — 1<sup>er</sup> juin 1869.

*La Botte d'Asperges*, comédie-vaudeville en un acte, par Henri Thiéry et Bedeau. — 6 juin 1869.

\* *Fleur de Thé*, opéra bouffe en trois actes, par Henri Chivot et Alfred Duru, musique de Charles Lecocq. — A ce théâtre le 12 juin 1869.

*L'Affaire de la rue Quincampoix*, comédie en un acte, par Clairville et Dupin. — 26 juillet 1869.

[Direction de M. BERTRAND.]

\* *Un Chapeau de Paille d'Italie*, vaudeville en cinq actes, par Marc-Michel et Eugène Labiche. — Reprise le 25 juillet 1869.

*L'Homme à la Clef*, comédie en un acte, par Ludovic Halévy. — 11 août 1869.

\* *La Grande-Duchesse de Gerolstein*, opéra bouffe en trois actes

et quatre tableaux, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy. — Reprise le 16 août 1869.

*Les Grues*, comédie en quatre actes, par Delaporte fils. — 7 septembre 1869.

\* *La Belle Hélène*, opéra bouffe en trois actes, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 20 septembre 1869.

*Un Orage à Tonnerre*, vaudeville en un acte, par Paul Paquet et Paul Sipière. — 13 octobre 1869.

\* *Les Pommes du Voisin*, pièce en trois actes et quatre tableaux, par Victorien Sardou. — A ce théâtre le 11 octobre 1869.

*Les Brigands*, opéra bouffe en trois actes, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — 10 décembre 1869.

*Le Ver rongeur*, comédie en trois actes, par Jules Moineux, Paul et Henri Bocage. — Mars 1870.

*Deucalion et Pyrrha*, pastorale mythologique, par Clairville et Guénée, musique de Charles Diache. — 26 mars 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET.

[Réouverture du 20 mai au 26 juin et du 5 au 8 juillet 1869, par les artistes en société. || Réouverture le 4 septembre 1869, sous la direction de M. NESTOR ROQUEPLAN, décédé le 25 avril 1870.

[Compagnie d'artistes en société.]

\* *Le Naufrage de la Méduse*, pièce maritime, par Desnoyer et d'Ennery. — A ce théâtre le 23 mai 1869.

\* *Riquet à la houppe*, féerie en trois tableaux, par Sewrin et Brazier. — A ce théâtre le 30 mai 1869.

*Botany-Bay*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Édouard Brisebarre et Eugène Nus. — 5 juillet 1869.

[Direction de M. ROQUEPLAN.]

\* *La Poudre de Perlimpinpin*, grande féerie en quatre actes et

trente-deux tableaux, par Cogniard frères. — Reprise le 4 septembre 1869.

*Paris-Revue*, revue-féerie-ballet en quatre actes, un prologue et vingt-huit tableaux, par Clairville, Siraudin et William Busnach. — 27 décembre 1869.

\* *Les Cosaques*, drame en cinq actes et dix tableaux, par Alphonse Arnault et Louis Judicis. — A ce théâtre le 24 mars 1870.

[Représentations de jour.]

Représentations populaires des chefs-d'œuvre français.

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

[ Direction de M. MOREAU-SAINTI. ]

*Gloriette*, comédie en un acte, par M. Adolphe. — 2 mai 1869.

*La Famille Tubœuf*, vaudeville en un acte, par Max Bérard. — 19 novembre 1869.

*J'ai perdu mon Andalouse*, vaudeville en un acte, par Nuitter et Nérée Désarbres. — 10 décembre 1869.

*Les Turcs*, opéra bouffe en trois actes par Henri Crémieux et Adolphe Jaime, musique d'Hervé. — 22 décembre 1869.

*Le Petit de la jardinière*, comédie en un acte, par Henri Crémieux et Adolphe Jaime. — 25 décembre 1869.

*L'Oncle Margottin*, vaudeville en un acte, par Charles Chincholle. — 24 mars 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. ]

\* *L'Œil crevé*, bouffonnerie musicale en trois actes, par Hervé. — Reprise le 24 mars 1870.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

[ Direction de M. Harmant. ]

\* *Le Petit Voyage*, pochade en un acte, par Eugène Labiche. — Reprise le 1<sup>er</sup> mai 1869.

[ Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. ]

\* *Les Faux Bonshommes*, comédie en quatre actes, de Théodore Barrière et E. Capendu. — Reprise le 3 mai 1869.

\* *La Fiammina*, comédie en quatre actes, de Mario Uchard. —  
A ce théâtre le 19 juin 1869.

*Les Rêves de Marguerite*, comédie en un acte, de Verconsin.  
— 7 août 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

\* *Un Ménage en ville*, comédie en trois actes, de Théodore Barrière. — A ce théâtre, le 7 août 1869.

*Pourquoi l'on aime*, comédie en un acte, de de Lérès. —  
19 août 1869.

*Arlequin et Colombine*, comédie en un acte, par Léon Supersac.  
— 3 septembre 1869.

\* *Miss Multon*, comédie en trois actes, par Eugène Nus et Adolphe Belot. — Reprise le 3 septembre 1869.

*Tamara*, comédie en quatre actes, de Mario Uchard. — 30 septembre 1869.

\* *Nos Gens*, comédie en un acte, par Émile de Najac. — A ce théâtre, le 10 octobre 1869.

*Retiré des affaires*, comédie en deux actes par Edmond About et Émile de Najac. — 11 octobre 1869.

\* *Les Petits Oiseaux*, comédie en trois actes, par Eugène Labiche et Delacour. — Reprise le 20 octobre 1869.

*La Soupe aux Choux*, comédie en un acte, de Marc Monnier. —  
6 novembre 1869.

*La Fidèle du jour*, comédie en quatre actes, par Eugène Nus et Adolphe Belot. — 16 novembre 1869.

\* *Les Femmes terribles*, comédie en trois actes, par Dumanoir. — Reprise le 21 décembre 1869.

\* *Le Feu au couvent*, comédie en un acte, par Théodore Barrière. — Reprise le 21 décembre 1869.

*Un Mari qui voisine*, comédie en un acte, en vers, de Paul Ferrier. — 21 décembre 1869.

*Jacques Cernol*, comédie en trois actes, par Édouard Cadol. —  
24 janvier 1870.

*La Chasse au Bonheur*, comédie en un acte, par Decourcelles. —  
24 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Les Curiosités de Jeanne*, comédie en un acte, de Verconsin. — 24 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 franc.]

\* *La Fiammina*. — Reprise le 6 février 1870.

*Une Femme est comme votre Ombre*, fantaisie en un acte, en vers, de Paul Ferrier. — 24 février 1870.

*Le Cachemire X. B. T.*, comédie en un acte d'Eugène Labiche. — 24 février 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

\* *Les Pattes de Mouche*, comédie en trois actes, de Victorien Sardou. — A ce théâtre le 24 février 1870.

*Entre l'Enclume et le Marteau*, comédie en un acte, par Léonce Detroyat. — 31 mars 1870.

#### THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS.

[Direction de M. JULES NORIAC.] — Clôture annuelle du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 1869.]

*L'Ours et l'Amateur de jardins*, bouffonnerie musicale en un acte, par Busnach et Marquet, musique de Legonix. — 1<sup>er</sup> septembre 1869.

\* *L'Ile de Tulipatan*, opérette en un acte, par Chivot et Duru, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

\* *Un Mariage aux lanternes*, opérette en un acte, par Michel Carré et L. Battu, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

\* *La Veuve Grapin*, opéra-comique en un acte, par H. Deforges, musique de de Flotow. — Reprise le 1<sup>er</sup> septembre 1869.

*Tu l'as voulu*, opérette en un acte, par Emile Abraham et Jules Prével, musique de Samuel David. — 12 septembre 1869.

*Le Rajah de Mysore*, opérette-bouffe en un acte, par Henri Chivot et Alfred Duru, musique de Charles Lecocq. — 21 septembre 1869.

\* *La Nuit du 15 octobre*, opérette militaire en un acte, par E. Leterrier et A. Vanloo, musique nouvelle de G. Jacobi. — A ce théâtre, le 15 octobre 1869.

*Marcel et C<sup>ie</sup>*, bouffonnerie musicale en un acte, par Tacova et Désiré, musique de Fossey. — 15 octobre 1869.

*La Revanche de Candaule*, opéra-comique en un acte par Henri Thiéry et Paul Avenel, musique de J. J. Debillemont. — 28 octobre 1869.

*Le Moulin ténébreux*, opérette en un acte, par Narrey, musique de Vizontini. — 28 octobre 1869.

*La Princesse de Trébizonde*, opéra-bouffe en trois actes, par Nutter et Tréfeu, musique de Jacques Offenbach. — 7 décembre 1869.

*La Romance de la Rose*, opérette en un acte, paroles de Tréfeu et Prével, musique d'Offenbach. — 11 décembre 1869

THÉÂTRE DE L'AMBIGU-COMIQUE.

[Direction de M. FAILLE.] — Le théâtre reste fermé du 1<sup>er</sup> au 16 septembre 1869.] — Réouverture le 16 septembre, sous la direction de MM. BILLION et DUMAINE.]

\* *Marianne*, drame en cinq actes, précédé de *la Vivandière*, prologue en deux parties, par Anicet Bourgeois et Michel Masson. — 1<sup>er</sup> mai 1869.

*Les Quatre Henri*, drame en six actes, par Léon Beauvallet. — 5 juin 1869.

*Richelieu à Fontainebleau*, drame historique en cinq actes et sept tableaux, par Jules Dornay et Maurice Coste. — 10 juillet 1869.

[ Direction de M. BILLION. ]

*Les Couteaux d'Or*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Ferdinand Dugué. (Tiré du roman de Paul Féval.) — 16 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

*Les Pauvres de Paris*, drame en sept actes, par Édouard Brisebarre et Eugène Nus. — Reprise le 3 octobre 1869.

*Le Dompteur*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Adolphe d'Ennery et Charles Edmond. — 29 octobre 1869.

*L'Héritage fatal*, drame nouveau en cinq actes, par Jules Dornay et Maurice Coste. — 30 novembre 1869.

\* *C'était un rêve*, vaudeville en un acte, par Émile Abraham. — Reprise le 30 novembre 1869.

\* *L'Auberge des Adrets*, pièce en deux actes, de Benjamin Saint-Amand et Polyante. — A ce théâtre le 22 décembre 1869.

*L'Outrage*, drame en cinq actes, par Théodore Barrière et Édouard Plouvier. — 8 janvier 1870.

*Toute seule*, comédie-vaudeville en un acte, par Édouard Plouvier et Jules Adenis. — Reprise le 16 janvier 1870.

*La Charmeuse*, drame nouveau en cinq actes, par Alfred Tournoude. — 29 janvier 1870.

*Henri de Lorraine*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Victor Séjour. — 8 mars 1870.

#### THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE.

[Direction de M. L. MARTINET. — Clôture annuelle du 1<sup>er</sup> juillet au 18 septembre 1870.]

*Le Docteur Crispin* (Crispino e la Comare), opéra bouffe en quatre actes, paroles de Nuitter et Beaumont, musique des frères L. et F. Ricci. — 18 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

*Les Masques* (Tutti in Maschera), opéra bouffe en trois actes et quatre tableaux, de Nuitter et Beaumont, musique de Carlo Pedrotti. — 23 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

*La Fête de Piedigrotta*, opéra-comique en trois actes, de Victor Wilder, musique de Luigi Ricci. — 23 décembre 1869.

*Les Brigands* (I Masnadieri), drame de Schiller, musique de Verdi; opéra en quatre actes et sept tableaux, paroles françaises de Jules Ruelle. — 3 février 1870.



*Les Deux Billets*, opéra-comique en un acte, de Florian, musique de F. Poise. — 19 février 1870.

THÉÂTRE DE CLUNY.

[Direction de M. LAROCHELLE.]

\* *Les Sceptiques*, comédie en quatre actes, de Félicien Mallefille.  
— Reprise le 5 mai 1869.

*Le Juif polonais*, drame en trois actes et cinq tableaux, par Erckmann-Chatrian. — 15 juin 1869.

*Le Droit des Femmes*, comédie en un acte, par Alfred Touroude et Eugène Gaillet. — 15 juin 1869.

*L'Amour de la Patrie*, pièce en un acte, par Henriot. — 15 août 1869.

*La Fausse Monnaie*, comédie en cinq actes, par Édouard Cadol.  
— 9 octobre 1869.

\* *Les Inutiles*, comédie en quatre actes, par Édouard Cadol. —  
Reprise le 4 novembre 1869.

*Le Doute et la Croyance*, drame en un acte, en vers, par J.-M. Cournier. — 5 novembre 1869.

*Le Démon de l'amour*, pièce en quatre actes, par Paul Foucher.  
— 13 décembre 1869.

*La Jeunesse de Voltaire*, comédie en un acte, en vers, par Paul Foucher. — 13 décembre 1869.

*Le Médecin des Dames*, comédie en quatre actes, par Gustave Haller. — 16 janvier 1870.

*L'Échéance*, comédie en un acte, par Georges Petit. — 16 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*La Tache originelle*, comédie en trois actes, par Charles Frigault. — 28 février 1870.

\* *Claudis*, drame en trois actes, par Georges Sand. — A ce théâtre le 14 mars 1870.

THÉÂTRE DÉJAZET.

[Direction de M. DÉJAZET. — Clôture annuelle du 10 juillet  
au 11 septembre 1870.]

\* *Les Premières Armes de Richelieu*, vaudeville en deux actes  
de Bayard et Dumanoir. — A ce théâtre le 3 mai 1869.

*Patrie, édition du soir*, parodie en quatre tableaux, par Marc-  
Leprevost et A. Flan. — 14 mai 1869.

*Il faut des époux assortis*, vaudeville en un acte, par Auger de  
Beaulieu et A. Villiers, — 30 mai 1869.

*Le Don Quichotte des maris*, vaudeville en un acte, par Frantz  
Beauvallet. — 4 juin 1869.

\* *Les Chevaliers du Pince-nez*, comédie-vaudeville en deux  
actes, par Paul Grangé, Raimond Deslandes et Lambert Thi-  
boust. — Reprise le 15 juin 1869.

\* *Les Prés Saint-Gervais*, vaudeville en deux actes, de Victorien  
Sardou. — Reprise le 19 juin 1869.

*Les Conteurs d'histoires*, vaudeville en quatre actes, par Vil-  
liers et Auger de Beaulieu. — 2 juillet 1869.

*Monsieur Grandier*, pièce en cinq actes, par Guichard. —  
11 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compo-  
siteurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*L'Ouverture de la chasse*, vaudeville en un acte, de Ramboz. —  
11 septembre 1869.

\* *Monsieur Garat*, comédie-vaudeville en deux actes, par Vic-  
torien Sardou. — Reprise le 24 septembre 1869.

*Tout Paris à Suez*, fantaisie égyptienne en un acte, par Marc-  
Leprevost et Ramboz. — 15 octobre 1869.

\* *La suite à demain*, extravagance en un acte, par J. Marc Le-  
prevost. — Reprise le 2 octobre 1869.

\* *Vert-Vert*, comédie-vaudeville en trois actes, par de Leuven et  
de Forges. — A ce théâtre le 20 octobre 1869.

*La Chevalière du Chignon rouge ou ces Dames en 1998*, parodie  
en deux actes et six tableaux, par Beauvallet et L.-P. —  
19 novembre 1869.

*La Fuite*, vaudeville en un acte, par E. Badoche et Dharmenon. — 30 novembre 1869.

\* *Voltaire en vacances*, comédie-vaudeville en deux actes, par de Villeneuve et C. de Livry. — Reprise le 10 décembre 1869.

*Le P'tit de la Bonne*, vaudeville en un acte, par Ramboz. — 24 décembre 1869.

*On cassera du sucre*, grande revue en trois actes et quatorze tableaux, par Hostein et Marcelly-Fontaine. — 30 décembre 1869.

*Les Pistolets de mon père*, comédie-vaudeville en un acte, par Flor O'squarr. — 18 janvier 1870.

\* *Le Coup du lapin*, vaudeville en un acte, par de Lustières. — Reprise le 1<sup>er</sup> février 1870.

\* *Gentil Bernard ou l'Art d'aimer*, comédie-vaudeville en cinq actes, par Dumanoir et Clairville. — A ce théâtre le 19 février 1870.

*Lucrèce*, opéra bouffe en trois actes, paroles de H. Lefehvre et Lucien d'Hura, musique de Ben-Tayoux. — 3 mars 1870.

\* *Une Nuit à l'Opéra*, vaudeville en deux tableaux. — Reprise le 26 février 1870.

THÉÂTRE BEAUMARCHAIS.

[Direction de M. DUPONTAVISSE.]

\* *La Bande rouge*, grand drame en cinq actes et dix tableaux, tiré du roman de Charles Deslys, par Lucien Lebeau. — A ce théâtre le 5 mai 1869.

*Le Chevalier Noir*, drame à grand spectacle, en cinq actes, précédé de *le Siège de la Rochelle en 1628*, prologue en un acte, par Moléri et Lucien Lebeau. — 21 mai 1869.

\* *Les Oubliettes du vieux Louvre*, drame historique à grand spectacle, en huit tableaux, par Henri Augu. — Reprise le 11 juin 1869.

\* *Paul et Virginie*, drame à grand spectacle, en cinq actes et huit tableaux, par Boulé et Cormon. — A ce théâtre le 30 juin 1869.

*Les Hommes nouveaux*, vaudeville en un acte, de Jouhaud. — 30 juin 1869.

- \* *La Citerne des Feuillants*, drame en cinq actes et sept tableaux, dont un prologue, par Alphonse Pagès. — A ce théâtre le 11 août 1869.
- Les Entraînements du Crime*, drame en cinq actes et six tableaux, par Marquet et Delbès. — 29 août 1869.
- Entre Amis*, comédie en un acte, par A. d'Albert. — 29 août 1869.
- François Picaud, ou Huit Ans de Captivité*, drame historique en cinq tableaux, précédé d'un prologue en deux tableaux, intitulé : 1816!... par Moléri et A. d'Albert. — 22 septembre 1869.
- Les Buttes Chaumont*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Charles Deslys et Lucien Lebeau. — 17 octobre 1869.
- L'Honneur du Nom*, drame en dix tableaux, tiré du roman : *Monsieur Lecoq*, d'Émile Gaboriau, par Alphonse Pagès et A. d'Albert — 5 novembre 1869.
- La Cour des Miracles*, drame en sept tableaux, dont un prologue, par Gaston Marot et A. d'Albert. — 10 décembre 1869.
- Les Chasseurs du Roi*, drame en cinq actes, par Moléri et F. Leroy. — 5 janvier 1870.
- \* *Le Nouveau Malade imaginaire*, vaudeville en un acte, par Paul Boyer. — Reprise le 5 janvier 1870.
- Le Génie du Mal*, drame en cinq actes, par Duprez et F. Leroy. — 30 janvier 1870.
- \* *Une Jolie Bête*, comédie-vaudeville en un acte, par Jaime fils. — Reprise le 30 janvier 1870.
- \* *Le Pacte de Famine*, drame en cinq actes et six tableaux, par Paul Foucher et Élie Berthet. — A ce théâtre le 16 février 1870.
- Les Détresseurs de la Mort*, drame en six actes, dont un prologue, par Georges Tilney et Pierre de Masy. — 20 mars 1870.

THÉÂTRE DU CHATEAU-D'EAU.

(Ancien théâtre du Prince Impérial, reconstruit.)

[Direction de M. LÉON COGNIARD. — Ouverture le 11 décembre 1869.]

*La Belle Affaire*, comédie en trois actes, par Édouard Cadol. — 11 décembre 1869.

*La Foire d'Andouilli*, pochade en un acte, par J. Moinaux et H. Bocage. — 11 décembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Trois Fenêtres sur le boulevard*, vaudeville en un acte, par Laurencin et Eugène Grangé. — 11 décembre 1869.

*Un Domino*, prologue en vers de Théodore de Banville. — 11 décembre 1869.

*V'là l' Général*, folie-vaudeville en un acte, par Siraudin et Gaston Marot. — 17 janvier 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*Les Mousquetaires du Carnaval*, folie-vaudeville en deux actes, par Grangé et Lambert Thiboust. — A ce théâtre le 23 janvier 1870.

*Flamme de Punch*, comédie en trois actes, de E. Grangé et V. Bernard. — 28 janvier 1870.

*La Rue des Marmousets*, comédie en trois actes, de B. Lopez et Delacour. — 21 février 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr. 50 c.]

#### THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

[Direction de M. MONTAUBRY.]

*Patrie! Journal du soir*, parodie en un acte, par de Jallais et Oswald. — 1<sup>er</sup> mai 1869.

*Aux Champs-Élysées*, promenade fantaisiste en trois actes et huit tableaux, dont un prologue, par A. de Jallais et Alexandre Flan, musique nouvelle d'Auguste Léveillé, accords nouveaux de Cappelli. — 2 juin 1869.

*La Tribu des Ongles roses*, fantaisie indienne en deux actes, par Félix Savard, musique nouvelle de A. Léveillé. — 12 juillet 1869.

*Je me marie demain*, quasi-monologue en un acte, par Alexandre Flan. — 12 juillet 1869.

*Changement de Garnison*, comédie-vaudeville en un acte, par Georges Mancel. — 12 juillet 1869.

[In-18, 1 fr. — Librairie internationale, 15, boulevard Montmartre.]

*Le Mari perdu*, vaudeville en trois actes, par Alexandre Flan et Alphonse Vienne. — 10 septembre 1869.

*Le Fils à Ko-ki-ko*, chinoiserie musicale en un acte, par E. Montagne et F. Savard, musique de Lèveillé. — 10 septembre 1869.

*Le Salon d'attente*, comédie en un acte, par Jules Prével. — 10 septembre 1869.

\* *En classe, Mesdemoiselles*, vaudeville en un acte, par Amédée de Jallais et Charles Dupeuty. — Reprise le 29 octobre 1869.

*On dit que c'est drôle*, revue de l'année, en quatre actes et dix tableaux, dont un prologue, par A. de Jallais et Alexandre Flan, musique de Lèveillé. — 20 novembre 1869.

*Horace, Chapitre V, Livre I<sup>r</sup>*, opéra-comique en un acte, en vers, de A. Duprez, musique de Félix Montaubry. — 2 février 1870.

*A la Grenouillère*, fantaisie aquatique en un acte, de Félix Savard. — 2 février 1870.

*Le Petit Frère*, comédie en un acte de M<sup>me</sup> Charlotte Dupuis. — 2 février 1870.

*Les Amoureux de Minette*, vaudeville en un acte, de Francis Tourte. — 2 février 1870.

*Les Cascades du bois de Boulogne*, voyage fantaisiste en trois actes et cinq tableaux, par Alexandre Flan et Félix Savard. — 22 mars 1870.

#### THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS.

(Est resté fermé du 29 avril au 25 septembre 1869, et du 14 au 18 mars 1870; réouverture le 19 mars 1870, sous la direction de M. Cournier.)

[Direction de M. GASPARI.]

*Le Veilleur de Nuit*, drame en cinq actes, par Édouard Bauby. — 25 septembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 2 fr.]

- \* *Un Tigre du Bengale*, comédie mêlée de chants, en un acte, par Labiche et Marc Michel. — A ce théâtre le 26 septembre 1869.
- Raymond Lindey*, drame en cinq actes et six tableaux, par Jules Claretie. — 1<sup>er</sup> novembre 1869.
- \* *Les Calicots*, vaudeville en trois actes, par H. Thiéry et P. Avenel. — A ce théâtre le 27 novembre 1869.
- \* *Monsieur Lafleur*, comédie en un acte, par Paul Siraudin et René. — A ce théâtre le 5 décembre 1869.
- \* *Les Mémoires du Diable*, vaudeville en trois actes, par Étienne Arago et Paul Vermond, musique de A. Doche. — A ce théâtre le 12 décembre 1869.
- Madame Ternais*, drame en quatre actes, par Lucien d'Hura. — 28 décembre 1869.
- \* *Cadet Roussel*. — A ce théâtre le 5 janvier 1870.
- \* *Les Viveurs de Paris*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Xavier de Montépin. — A ce théâtre le 17 janvier 1870.
- Malheur aux Vaincus!* drame en quatre actes, par Théodore Barrière. — 24 février 1870.
- L'Oracle des Dames*, comédie en un acte, par Lucien d'Hura. — 3 mars 1870.

[Direction de M. Cournier.]

- Ce Pauvre Enfant*, vaudeville en un acte, par Hyalle et Salignac. — 19 mars 1870.
- Une Histoire d'Hier*, comédie en trois actes, par L. Goudall. — 19 mars 1870.
- La Muse*, prologue en un acte, par J. Cournier. — 19 mars 1870.

#### THÉÂTRE DES DÉLASSEMENTS-COMIQUES.

- [Le théâtre reste fermé du 2 mars au 23 octobre 1869. — Réouverture à cette date sous la direction de M. E. DEJEAN fils.]
- Le Bieh d'Autrui*, opérette en un acte, paroles de A. Lemonnier et Oswald, musique de Samuel David. — 23 octobre 1869.
- Les Brigandes*, vaudeville en deux actes, par A. de Jallais et A. Lemonnier. — 23 octobre 1869.

*La Saint-Sylvestre*, vaudeville en un acte, par Blondeau et Monréal. — 28 octobre 1869.

*Une Nuit à Bougival*, vaudeville en un acte, par Edgard Pourcelle. — 13 décembre 1869.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

*V'là les Bêtises qui r'commencent*, revue en quatre actes, par Blondeau et Monréal. — 26 décembre 1869.

FOLIES-BERGÈRES.

[M. ALBERT BOISLÈVE, directeur. — Ouverture : 2 mai 1869. — Fermé pendant le mois d'août. — Réouverture le 1<sup>er</sup> septembre. — Nouvelle fermeture le 1<sup>er</sup> mars 1870.]

*Le Docteur Purgandi*, opérette-bouffe en un acte, paroles de H. Dufrêne, musique de Robillard. — 2 mai 1869.

*L'Oracle*, opérette en un acte, paroles de Henri Cellot et Demange, musique de Guttenguer. — 2 mai 1869.

*L'Amoureuse de carton*, pantomime en un acte, par Léger et Paul Legrand, musique d'Hervé. — 8 mai 1869.

*Les Trahisons de Zidore*, opérette bouffe en un acte, paroles de C. Demeuse, musique de Joseph Schwartz. — 22 mai 1869.

*Partie!* scène-parodie en un tableau et deux parties, par Arthur Emmanuel. — 26 juin 1869.

*Mademoiselle Pierrot*, opérette en un acte, paroles de de Jallais et Henri de Kock, musique de Jules Barbier. — 26 septembre 1869.

*Le Singe et la Mariée*, opérette en un acte, paroles de Bugnet, musique de V. Robillard. — 26 septembre 1869.

*L'Oncle Pomard*, opérette en un acte, paroles de H. Lefebvre, musique de V. Robillard. — 10 octobre 1869.

*Quarante de Bezigue*, opérette en un acte, paroles de A. Flan, musique de Paul Henrion. — 9 novembre 1869.

*Parti pour le Caire*, vaudeville en un acte, par Henri Bugnet. — 11 décembre 1869.

*Hussard et Fantassin*, opérette en un acte, paroles de Vergeron, musique de V. Robillard. — 23 décembre 1869.



*Les Métamorphoses de Tartempion*, opérette en un acte, par Hervé. — 1<sup>er</sup> janvier 1870.

*Un Turco qui désint*, vaudeville en un acte, par Domergue. — 29 janvier 1870.

*Le Retour imprévu*, opérette en un acte, par Hervé. — 3 février 1870.

ÉCOLE LYRIQUE.

*Le Pardon*, comédie en un acte, par A. Chirac et Daniel Bac. — 18 septembre 1869.

*Sous le Masque*, comédie en un acte, par Léon Dumay. — 29 janvier 1870.

ELDORADO.

*Faust, passementier*, parodie du *Petit Faust*, paroles et musique d'Hervé. — 4 juin 1869.

*La Tarentule*, opérette en un acte, par E. Hugot, E. Létang et Feuchot. — 22 août 1869.

*Le Nabad de Kachmyr*, vaudeville en un acte, par E. Hugot et Létang. — 23 décembre 1869.

*Le Décret du Sapeur*, opérette en un acte, par Paul Renard, de Saint-Pujat et L. Roques. — 8 février 1870.

THÉÂTRE SAINT-PIERRE.

[Direction de M. DECHAUME. — Clôture du 8 juin  
au 18 septembre 1869.]

*La Fiancée de la Nuit*, vaudeville fantastique en trois actes, par Vazeille. — 1<sup>er</sup> mai 1869.

*Croquignolet*, vaudeville en trois actes, par A. Samuel. — 15 mai 1869.

*L'Enfant de bonne maison*, vaudeville en un acte, par Jules Berneret. — 22 mai 1869.

*César et Pompée*, comédie-vaudeville en trois actes, par Jules Berneret. — 18 septembre 1869.

*Place au Théâtre*, prologue d'ouverture mêlé de couplets, en deux tableaux, par Hippolyte Demanet et Louis Devaux. — 18 septembre 1869.

*Les Prétendants de Mademoiselle Amélie*, vaudeville en trois actes, par Samuel et Hernat. — 30 octobre 1869.

*La Soirée aux Amoureux*, vaudeville en un acte, par Jules Berneret. — 30 octobre 1869.

*Deux font un*, comédie-vaudeville en un acte, par J. Mendès et A. Geret. — 13 novembre 1869.

*Un Garçon de notre époque*, comédie-vaudeville en trois actes, par Hippolyte Demanet et Louis Devaux. — 20 novembre 1869.

*L'Auberge pour rire*, comédie-vaudeville en un acte, par Ad. Poujol et Ad. Mayer. — 27 novembre 1869.

*Allons-y*, grande revue de l'année en quatre actes et vingt tableaux, par Alphonse Lemonnier. — 23 décembre 1869.

*Le Lutin de la Montagne*, légende bretonne en un acte, de Jules Berneret. — 5 mars 1867.

*Paris Caprice*, fantaisie en quatre actes et huit tableaux, par Albert Delaporte et Ernest Rigodon. — 19 mars 1870.

THÉÂTRE DES FOLIES SAINT-ANTOINE.

Réouverture le 4 septembre 1869, sous la direction  
de M. SAINT-OMER.

*Comme on s'amuse à Paris*, vaudeville en quatre actes, par Hermil. — 4 septembre 1869.

*Au Saut du lit*, vaudeville en un acte, par Hermil et Aubert. — 4 septembre 1869.

*A la Recherche d'un logement*, vaudeville en quatre actes, par Duflot, Roche et Avocat. — 2 octobre 1869.

*Au Grand-Cerf*, vaudeville en trois actes, par Alfred Delilia et Charles Lesenne. — 23 octobre 1869.

*L'avez-vous vue?* grande revue en quatre actes et vingt-trois tableaux, par Michel Bordet et Édouard Hermil. — 31 décembre 1869.

*Eustache et Zidore*, vaudeville en un acte, par Hermil, — 5 mars 1870.

*Une Femme ou la Mort!!!* vaudeville en deux actes, par Hermil. — 5 mars 1870.

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

[Direction de M<sup>me</sup> LIONEL DE CHABRILLAN. — Du 28 novembre 1869  
au 18 avril 1870.]

*Le Billet de logement*, comédie en un acte, par Dutocq. — 16 janvier 1870.

*Les Revers de l'Amour*, comédie en cinq actes, par la comtesse  
Lionel de Chabrillan. — 29 janvier 1870.

CONCERT DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.

*Les Rendez-vous interrompus*, vaudeville en un acte, par Hermil  
et Moniot. — 6 mai 1869.

*Brelan de nourrices*, opérette en un acte, par Turpin de Sansay  
et Javelot. — 9 novembre 1869.

*L'Oncle de Carcassonne*, opérette en un acte, par Desormes,  
Philibert et Bouloy. — 13 novembre 1869.

CONCERT DU GAULOIS.

*Le Cabaret de Paquerette*, opérette en un acte, par Lagaudrie et  
Ventejoul. — Décembre 1869.

*Ça monte et ça descend*, vaudeville en un acte, par Gaston  
Marot. — Décembre 1869.

*Une Partie de Valets*, opérette en un acte, par George Rose et  
Vazeille. — Janvier 1870.

TIVOLI.

*La Drogue enchantée*, vaudeville en trois actes, par Montjoye  
et Chaulieu. — Juin 1869.

*Bout-ci Bout-là*, revue en quatre actes, par Félix Savard. —  
23 décembre 1869.

CAFÉ DES MILLE COLONNES.

*Un Peu de tout*, revue en un acte, par E. Charlet. — 28 janvier  
1870.

THÉÂTRE DE BELLEVILLE.

*Les Crimes de la mer*, drame en cinq actes, par la comtesse  
Lionel de Chabrillan. — Mai 1869.

THÉÂTRE MONTPARNASSE.

*Une Ruse d'amour*, vaudeville en un acte, par E. Bouchard.

*Pierrot à trente-six faces*, ballet-pantomime, par Vautier. —  
Juillet 1869.

*Pierrot vampire*, ballet-pantomime, par Vautier. — Juillet 1869.

*Tout le quartier y passera*, revue en trois actes, par Saint-Aignan-Choler. — 31 décembre 1869.

*Les Deux Jeunes Filles*, vaudeville en un acte, par Charles Bridault. — 31 décembre 1869.

THÉÂTRE DE GRENELLE.

*L'Avare et son Trésor*, ballet pantomime, par Vautier. — Juillet 1869.

THÉÂTRE DE LA VILLETTE.

*Les Fureurs de la mère Michel*, vaudeville en un acte, par Coustellier dit Stellier. — Juin 1869.

*Voiture à vendre*, vaudeville en un acte, par Cretenier. —  
Juillet 1869.

*Tréteaux de Paillasse*, vaudeville en un acte, par Joly et Pugeot.  
— Juillet 1869.

*Une Fable de La Fontaine*, vaudeville en un acte, par Joly et Pugeot. — Juillet 1869.

*Une Série de Fantômes*, vaudeville en un acte, par Joly et Pugeot  
— 12 février 1870.

LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS SUR LES THÉÂTRES DE LA  
PROVINCE.

ANGERS. — *Angers à vol d'oiseau*, revue en cinq actes, par Laporte et Rigodon.

— *Demandez le programme pour 1870*, comédie en deux  
actes, par E. Grandin.

BORDEAUX (Grand-Théâtre). — *Les Guerriers improvisés*, ballet  
en un acte, par Mazillier et G. Lelong.

— *Scintilla la Bohémienne*, ballet en un acte, par Mazillier.

— (Gymnase). — *Un Joli Petit Caractère*, vaudeville en  
un acte, par Lecœur.

BOURGES. — *D'Une Pierre Deux Coups*, vaudeville en un acte, par G. Grandin.

CHERBOURG. — *Cherbourg au jour le jour*, revue en quatre actes, par Laporte et Rigodon.

CHINON. — *Chinon, petite ville en grand renom*, revue en quatre actes, par Laporte et Rigodon.

DUNKERQUE. — *Les Artisans*, drame en cinq actes, par J. Bertrand.

ELBEUF. — *Elbeuf et ses Faubourgs*, revue en cinq actes, par Laporte et Rigodon.

LE HAVRE (Grand-Théâtre). — *Les Amis du Défunt*, comédie en un acte, par E. Desalins et Thouroude.

— *Jeune et Vieux*, comédie en un acte, par Tony Mario.

— (Théâtre Napoléon). — *Félix ou l'Enfant de Graville*, opérette en un acte, par Gustave Rose et Moreneville.

— *Le Havre à Graville*, revue en quatre actes, par Laporte et Rigodon.

LILLE (Grand-Théâtre). — *Une Charge de Dragons*, opéra-comique en deux actes, par Brion d'Orgeval.

LYON (Grand-Théâtre). — *L'Étoile du Berger*, ballet en deux actes, par Dalia, Vincent et Pilati.

— *Mélida*, ballet en deux actes, par Ad. Vincent et Pilati.

— (Célestins). — *Flicknik et Monique*, vaudeville en un acte, par Lorrain et d'Herblay.

— *Les Petites Affiches*, comédie en un acte, par Bourdois et Nérée Désarbres.

— *Pris au traquenard*, vaudeville en un acte, par Nérée Désarbres et d'Herblay.

— *Les Derniers Pierrots*, vaudeville en un acte, par Nérée Désarbres et d'Herblay.

— *La Belle aux trois Galants*, vaudeville en un acte, par Nérée Désarbres et d'Herblay.

— *La Pomme d'Ève*, vaudeville en un acte, par Flichon et Pichoz.

— *Poings liés*, vaudeville en un acte, par Capitan.

LYON (Grand Théâtre). — *Le Mariage est un régiment*, vaudeville en un acte, par A. Ferraris.

— *Un Ami dévoué*, vaudeville en un acte, par Ch. Petit et d'Herblay.

— *Les Tribulations de Guignolet*, bouffonnerie en un acte, par Vincent.

NEVERS. — *Nevers à l'envers*, revue en quatre actes, par La-porte et Rigodon.

SAINT-CLOUD. — *Mort et Résurrection d'Arlequin*, ballet-pantomime, par Vautier.

SAINT-ÉTIENNE. — *Le Premier Pas d'une Danseuse*, vaudeville en un acte, par Avocat, Josserand et Lorrain.

SÈVRES. — *Jacques et Jacqueline*, pantomime, par Vautier.

---

## LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Les Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans l'*Annuaire* suivant.

La Commission rappelle encore aux Sociétaires qu'elle fait tenir un registre de leurs adresses, afin d'être à même de leur faire parvenir toutes les communications qui pourraient les intéresser, et elle leur recommande de donner avis, quand il y a lieu, de leurs changements de domicile à M. VICTOR ROZIER, inspecteur-vérificateur de la Société. Les *Annuaire*s précédents n'ont pu être envoyés à un certain nombre de Sociétaires dont la demeure était inconnue à la Commission.

Les noms des Sociétaires qui ont été élus commissaires sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils ont siégé à la Commission.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire, d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes :

|          |                 |                   |                 |
|----------|-----------------|-------------------|-----------------|
| Arch.    | Archiviste.     |                   |                 |
| Chor.    | Chorégraphe.    |                   |                 |
| Comp.    | Compositeur.    |                   |                 |
| Secr.    | Secrétaire.     |                   |                 |
| Suppl.   | Suppléant.      |                   |                 |
| Trés.    | Trésorier.      |                   |                 |
| V.-Prés. | Vice-Président. |                   |                 |
|          |                 | LÉGÈRE D'HONNEUR. |                 |
|          |                 | *                 | Chevalier.      |
|          |                 | O *               | Officier.       |
|          |                 | C *               | Commandeur.     |
|          |                 | GO *              | Grand-Officier. |

(1) Voir dans l'*Annuaire* (1866-1867), tome I<sup>er</sup>, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

SOCIÉTAIRES.

A

B

ABOUT, Edmond, O\* (élu en 1867, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869).  
 ABRAHAM, Émile.  
 ABRAHAM, Louis.  
 ACHARD, Aimédée, O\*.  
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868, trés. 1870).  
 AIMARD, Gustave.  
 ALARY, Giulio, \* comp.  
 ALBERT, Alfred.  
 ALBITTE, L. Gustave.  
 ALGABA [CARLOS D'].  
 AMAT, Léopold, \* comp.  
 ANCELOT, Virginie [M<sup>me</sup>].  
 ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.  
 ANGLEMONT [D'], Édouard.  
 ANIEL, P., chor.  
 ANTHOINE, Louis [D'].  
 ANTIER, Ernest.  
 ANTOINE (de Nantes) [M<sup>me</sup> Charlotte DUPUIS BORDES, dite].  
 ARAGO, Emmanuel.  
 ARAGO, Étienne.  
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].  
 AUDEBRAND, Philibert.  
 AUDEVAL, Hippolyte.  
 AUDRAY DESBORTIES.  
 AUGER, Hippolyte.  
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.  
 AUGIER, Émile, C\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868, 1869).  
 AUGU, Henri.  
 AUNET, Léonie [D'].  
 AURÈS, Édouard.  
 AUTRAN, Joseph, \*.  
 AVENEL, Paul.  
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.  
 AVRECOURT [D'].

BAGET.  
 BALATHIER DE BRAGELONNE.  
 BANVILLE, Théodore [DE], \*.  
 BARALLE, Alphonse.  
 BARBIER, Frédéric, comp.  
 BARBIER, Jules, \* (secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1867, secr. 1869, V.-Prés. 1870).  
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.  
 BARON, Auguste.  
 BARON [POURCELT DE]. Voir Pourcelt.  
 BARRÉ, L. Eugène.  
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.  
 BARRIÈRE, Théodore, \* (élu en 1855, 1856, 1857, 1863).  
 BARTHET, Armand.  
 BASSET, Jules.  
 BAUSSET [DE], Albert.  
 BAYARD, Léon-Picard.  
 BAZIN, J.-François, \*, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).  
 BAZZONI, Jean-Louis, comp.  
 BEAUJEAN [DE], Alfred.  
 BEAULIEU [AUGER DE]. Voir AUGER.  
 BEAUME, Louis-Alexandre, dit BEAUMONT.  
 BEAUPLAN [DE], Arthur-Victor, \*.  
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.  
 BEAUVALLLET, Léon.  
 BÉCHARD, Frédéric.  
 BECQUE, Henri.  
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.  
 BEER, Jules, comp.  
 BELLE.  
 BELLART (Marseille).  
 BELLIN, Jules (Poitiers).  
 BELLON, Pierre.  
 BELMONTET, O\*.  
 BELOT, Adolphe, \*.  
 BENOIST, François, comp.



SOCIÉTAIRES.

BENOU [Georges DE VIGNEUX].  
 BERCIOUX, Eugène.  
 BERGERON (Émile PAGÈS).  
 BERNARD, Victor.  
 BERTHAUD, Louis.  
 BERTHET, Élie, \*.  
 BERTHOUD, Henry, O. \*.  
 BERTON fils.  
 BERTON [M<sup>me</sup>], Caroline, née SAM-  
 SON.  
 BERTOU, Alexandre, comp.  
 BERTRAND, Jules.  
 BERTRAND, Léon.  
 BESSELIÈVRE [DE], Charles.  
 BÉZIER [TOUPIÉ dit].  
 BIÉVILLE, E. [DESNOYERS DE].  
 BIZET, Georges, comp.  
 BLANQUET, Albert-Théodore-Xavier.  
 BLAZE DE BURY, Henri.  
 BLONDELET, Charles.  
 BLUM, Ernest.  
 BOCAGE, Henri.  
 BOCAGE, Paul.  
 BOIELDIEU, Adrien, \*, comp.  
 BOISGONTIER, E. F. [M<sup>me</sup> ADAM-]  
 BOISELOT, Louis-Paulin.  
 BONDON, Gustave.  
 BONNECHOSE [DE], Émile.  
 BONNEMÈRE, Eugène.  
 BONNIN Gustave.  
 BORDET, Michel.  
 BORDÈZE, Luigi, comp.  
 BURNIER [DE], Étienne-Charles-  
 Henri, \*.  
 BOULANGER, Ernest \*, comp. (élu  
 en 1864, 1865, 1866, 1869, 1870).  
 BOUQUET, Maurice.  
 BOURDEREAU, G.  
 BOURDOIS.  
 BOURGEOIS, Eugène.  
 BOURGES, Maurice, comp.  
 BOUVIER, Alexis.  
 BOY, Pierre.  
 BRACELONNE. Voir Balathier.  
 BRAVARD, Raoul.  
 BRÉSIL, Jules.

BRUCET, Henri.  
 BRIDAULT, Charles.  
 BRISERARRE, Édouard (élu en 1847,  
 1848, secr. 1849, 1851, 1852,  
 1853, secr. 1859, 1860, secr.  
 1861, 1868, V.-Prés. 1869, V.-  
 Prés., 1870).  
 BRISSON, Ernest.  
 BROU, Alphonse, \*.  
 BRUGES [ROYER DE]. Voir ROYER.  
 BRUNE, Claire [M<sup>me</sup>].  
 BUFFAULT, Ernest.  
 BURGMULLER, comp.  
 BUSNACH, William.

C

CABOT, Charles.  
 CADAUX, Justin, comp.  
 CADOL, Édouard (élu secr. en 1869,  
 secr. 1870).  
 CANOBY, Gustave, comp.  
 CARAFA, O\*, comp. (élu en 1832,  
 1834).  
 CARDEILHAC, voir LAGRANGE.  
 CARLOS D'ALGARA, voir ALGARA.  
 CARPIER, Marie-Aimé.  
 CARRÉ, Michel, \*.  
 CARTIER, Henri, comp.  
 CASPERS, Henry, comp.  
 CEY [Arsène de]. Voir CHÈSE DE CA-  
 BAGNE.  
 CHALLAMEL, Augustin.  
 CHAM [comte DE NOË dit].  
 CHAPELLE-LAURENCIN, voir LAURENCIN  
 CHAREAU, Ludovic.  
 CHASSÉRIAU.  
 CHATRIAN.  
 CHAULIEU.  
 CHAUVET DE CHAROLLAIS.  
 CHAUVINIÈRE [E. de LA].  
 CHAVETTE. Voir VACHETTE.  
 CHAZOT [DE] PAUL.  
 CHÉRI MARIAN.  
 CHÉROUVRIER, comp.  
 CHÈSE DE CAGAGNE, dit ARSÈNE DE  
 CEY.

SOCIÉTAIRES.

CHESNERAYE [MAHIET DE LA], voir MAHIET.

CHEVALET, Émile.

CHEVALIER. Voir LAGOGUÉE.

CHIVOT, Henri.

CHOL DE CLERCY.

CHOLER, Adolphe.

CHOLER, Saint-Aignan.

CLAIRVILLE [NICOLAÏ dit], \*.

CLÉMENT, René.

COGNIARD, Hippolyte, \*.

COGNIARD Théodore, \*.

COHEN, Jules, \*, comp.

COHEN, Léonce, comp.

COLIN [M<sup>me</sup> veuve SAINT-SAENS].

COLLINET, Clara [M<sup>lle</sup>] comp.

COLLIOT, Émile.

COMMERSON, J.-E. Auguste.

COMMERSON, Joseph-Jacques.

CONSTANTIN [Marc].

COPPÉE, François.

CORDIEZ, J.-Louis.

CORMON, Eugène, \* [PIESTRE dit].

COSTÉ, Jules-Edme, comp.

COTTINET, Edmond.

COUAILHAC, Louis, \*.

COUAILHAC, Victor, dit FRADELLE.

COURCY fils [DE], Charles.

COURNIER, Jules.

COUTURIER, F.

CRÉMIEUX, Hector, \*.

CRESTE, Jules.

CRISAFULLI, Henri-François-Xavier-Pierre.

CURRAT, Henri.

D

DAGLIN, Karl.

DAILLIÈRE, Julien.

DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].

DANVIN-FOLLIGUET.

DARCIER, Joseph.

DAUDET, Alphonse, \*.

DAUTREVAUX.

DAVENAY.

DAVESNE [DUBOIS-]. Voir Dubois.

DAVID, Félicien, O\*, comp., membre de l'Institut.

DAVID, Samuel, comp.

DEADDÉ [SAINT-YVES].

DEBILLEMONT, comp.

DECOURCELLE, Adrien, \* (secr. 1853, secr. 1854, secr. 1855).

DEFFÈS, Louis, comp.

DÉJAZET, Eugène, comp.

DELACOUR, Alfred, \* [LARTIGUE] (élu en 1856, secr. 1857, secr. 1858, 1860, trés. 1861, trés. 1862.)

DELAHAYE, Jules-Léop.

DELALAIN.

DELANOTTE [marquis DE FLERS].

DELANGÉ.

DELAPORTE, Auguste.

DELAPORTE, Michel.

DELAVIGNE, Arthur.

DELBÈS, Jean-Armand-René.

DELDEVEZ, comp.

DELIBES, Léo, comp.

DELIGNY, Eugène.

DELPIT, Albert.

DELTEIL.

DEMOLIÈRE. Voir MOLÉRI.

DENIZET, Jules.

DÉROSNE, Bernard.

DESARBRES, Nérée.

DESBUARDS, J.-F.

DESCHAMPS, Hippolyte.

DESCUBES DE LASCAUX, voir LASCAUX.

DESHORTIES, Audray. Voir Audray

DESHORTIES.

DESLANDES, Raimond, \* (élu en 1854, secr. 1855, secr. 1856, secr. 1858, secr. 1859, secr. 1860, secr. 1862, 1869, V.-Prés. 1870.)

DESLYS, Charles.

DESNOYERS. Voir BRÉVILLE.

DESOLME, Charles.

DESTRIBAUD, comp.

DESVIGNES [Maurice DE LAVIGNE dit]. Voir Lavigne.

DEULIN, Charles.

DEVAUX, Eugène.

SOCIÉTAIRES.

DEVIEUX, Gustave.  
DEVIN-DUVIVIER, comp.  
DIDIER, Edouard.  
DIGUET, Charles.  
DOMERGUE, Holbac.  
DORLANGE [POLIART dit].  
DORMEUIL père.  
DORNAY, Jules.  
DOUAY, Georges, comp.  
DOUCET, Camille, C\*, de l'Acad. franç. (élu en 1846, secr. 1847, secr. 1848, secr. 1850, secr. 1851, secr. 1852).  
DUBOIS-DAVESNE.  
DUBOURG, Neuville. Voir Neuville.  
DUBOYS, Jean.  
DUBREUIL, Ernest.  
DUCRET, Etienne.  
DUFAY, Armand.  
DUFFAUD, Henri.  
DUGUÉ, Ferdinand, \* (élu en 1863, 1865, arch. 1867, V.-Prés. 1868, 1870).  
DUHOMME, Frédéric.  
DUMAS, Alexandre, fils, O\* (élu en 1866, 1867, 1868, 1870).  
DUMOUSTIER.  
DUPEUTY, Adolphe, fils.  
DUPIN, Henri. \*.  
DUPLESSY DE MANNE, Edmond, \*.  
DUPLESSY, Lenoir Dupré.  
DUPRATO, Jean-Laurent, comp.  
DUPREZ, Gilbert-Louis, \* comp.  
DUPREZ, Le Julien-Edouard, comp.  
DURAND DE BEAUREGARD.  
DURAND DE VALLAY.  
DURANTIN, Armand, \*.  
DURIEU, Auguste-Henri, dit MURIEL J. Voir MURIEL.  
DURU, Alfred.  
DU TERTRE DE VÉTEUIL, \*.  
DUVAL, Cécile [M<sup>lle</sup>].  
DUVERT, \*.  
DUVEYRIER-MÉLESVILLE fils. Voir MÉLESVILLE.

E

EDMOND, Charles [CHOIX dit], O\*.  
ELOY DE VILLA-MAYOR [M<sup>me</sup>].  
ELY (Charles), O\*, dit MARÉVILLE (Jules).  
ELWART, comp.  
EMMANUEL, Arthur.  
ENNERY, Adolphe [d'], O\* (élu en 1842, 1863, 1864).  
ERCKMANN, Emile.  
ERLANGER, Jules, comp.  
ERVILLE, Henri [ROUSSEL dit d'].  
ESSARTS, Alfred [DES] \*.  
ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.  
EYMA, Xavier, \*.  
EYRAUD, Achille.

F

FARRENC, Césarie [M<sup>me</sup> veuve GEN-SOLLEN-].  
FAUCHEUR, Théodore-Alphonse.  
FAVRE, Adolphe.  
FÉLIX, voir LAGARDE.  
FÉRÉ, Octave.  
FERRIER, Paul.  
FÉTIS, O\*, comp. (suppl. 1831).  
FEUGÈRES, Paul.  
FEUILLET, Octave, O\*, de l'Académie française (élu en 1860, 1861, 1862).  
FÉVAL, Paul, O\* (trés. 1863, trés. 1864, suppl. 1866, trés. 1867, trés. 1868, trés. 1869).  
FEYDEAU, Ernest.  
FIENNES [MATHAREL DE]. Voir MATHAREL.  
FILLION, Philibert.  
FINARD, H., chorégraphe.  
FLERS [marquis DE]. Voir DELA-MOTTE.  
FLOTTOW, Frédéric [comte DE], \* comp.  
FOLLIGUET. Voir DANVIN.  
FONTAINE, Emile.

SOCIÉTAIRES.

FORGES [PITTAUD DE], Auguste, O\*.  
FOUCHER, Paul, \*.  
FOURNIER, Jean-Marc-Louis.  
FOURNIER, Edouard, \*.  
FOURNIER, L.-P. Narcisse, \*.  
FOUSSIER, Edouard, \*.  
FRANÇOIS, Alphonse, O\*.  
FRÉBAULT, Elie.  
FRÉMY, Arnould.  
FURPILLE, Eugène.

G

GABET, Charles.  
GABRIELLI [comte], \*, comp.  
GARAND, Charles.  
GARNIER, Alexandre.  
GARNIER, François.  
GASTINEAU, Octave.  
GASTINEL, Léon, comp.  
GAUGIRAN-NANTEUIL, Charles.  
GAUTIER, Alphonse-Adolphe.  
GAUTIER, Eugène, \*, comp.  
GAUTIER, Théophile, O\*.  
GENSOLLEN-FARRENC [M<sup>me</sup> veuve].  
Voir FARRENC.  
GÉRARD.  
GERMAIN, Adolphe.  
GEVAERT, F.-A., \*, comp. (arch.  
1863, arch. 1864, 1866).  
GILLE, Philippe.  
GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.  
GIORZA, Paul, comp.  
GIRARDIN, Émile [DE], \*, (suppl.  
1868).  
GISCARD, Hyacinthe.  
GODDE [DE].  
GONDINET, Edmond \* (élu arch. en  
1868, arch. 1869, arch. 1870).  
GONYN, Gabriel dit LURIEU, C\*.  
GONZALES, Emmanuel, \*.  
GOT, Edmond.  
GOUNOD, Charles, O\*, comp.,  
membre de l'Institut (élu en  
1866, 1867, 1868).

GOURDON DE GENOUILLAC.  
GRANDVAL [M<sup>me</sup> la vicomtesse DE],  
comp.  
GRANDVALLET, Charles.  
GRANGÉ, Eugène (élu en 1860, 1861,  
1862).  
GRASSET, Henri-Vincent-Alphonse  
[VERNIER], \*.  
GRIMONT, Alexandre-Ferdinand.  
GROUBENTAL [GROUBER DE], frère.  
GUÉNÉE, Adolphe.  
GUÉROULT, Constant.  
GUERVILLE fils [HUET DE].  
GUICHES.  
GUILLARD, Léon, \*.  
GUILLEMOT, Jules.  
GUIRAUD, Ernest, comp.  
GUY, Anselme.

H

HACHIN, Edouard.  
HADOT, Térance-Aristide.  
HALÉVY, Léon, \*.  
HALÉVY, Ludovic, \*, dit SERVIÈRE.  
HARTOG, Edouard [DE], comp.  
HENRION, Paul.  
HERMANT DE NORVILLE DE CORNETTE  
[M<sup>me</sup>].  
HERMIL, Edouard, dit MILHER.  
HERVÉ [RONTGER dit], aut. et comp.  
HIGNARD, Aristide, comp.  
HILPERT, Joseph.  
HOSTEIN, Hippolyte, \*.  
HOSTER [LEVILLY dit].  
HUARD, Adolphe.  
HUARD, Adrien.  
HUARD, Ed. Noël.  
HUGELMANN, Gabriel.  
HUGO, Victor, O\*, de l'Ac. franç.,  
(élu en 1831, 1834, 1838, 1839,  
1840, 1842, 1843, 1844, 1846,  
1847, Président 1848, 1850,  
1851, 1852).  
HUGOT, Eugène J.-P.  
HUMBERT, A.

SOCIÉTAIRES.

I

ITYERNOIS [D'], Charles.

J

JACQUES, Charlotte [M<sup>me</sup>], comp.  
JACQUOT, [dit EUGÈNE DE MIRECOURT].  
JAIME, Ernest, père, \*.  
JAIME, E.-Adolphe, fils.  
JALLAIS [DE], Amédée.  
JAYBERT DE RABASTENS.  
JOLLY, Alphonse [LEVEAUX dit].  
JOLTROIS, Auguste.  
JONAS, Émile, \*, comp. (élu en 1868, 1869, 1870).  
JONCIÈRES, Victorin, comp.  
JORY, voir THIERRY.  
JOSSE, comp.  
JOUHAUD, Auguste.  
JOURDAN, Étienne.  
JOURNAULT, Léon.  
JOUSSERANDOT.  
JUDICIS DE MIRANDOL.  
JUILLERAT, Paul, O\*.  
JULIAN [M<sup>me</sup>].

K

KARR, Alphonse, \*.  
KAUFFMANN.  
KERANIOU, Ange [LEROY DE].  
KOCK [DE], Henri.  
KOCK [DE], Paul.  
KONING, Victor.  
KRIESEL, Victor.

L

LABICHE, Eugène, O\* (arch. 1849, arch. 1850, arch. 1851, arch. 1854, arch. 1855, V.-Prés. 1856, arch. 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861, 1867, 1868, 1869).  
LABIE.  
LABOTTIÈRE, G.

LABOURIEU, Théodore.  
LABRIÈRE [REGNIER DE], voir REGNIER.  
LABROUSSE, Fabrice, \*.  
LACOSTE, Louis, dit SAINT-AMAND.  
LACROIX, Jules, O\*.  
LACROIX, Oclave, \*.  
LACROIX, Paul, O\*.  
LAFARGUE, Édouard.  
LAFITTE, Jean-Baptiste, \* (élu en 1848, secr. 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854).  
LAFON [MARY-]. Voir MARY, \*.  
LAFONTAINE. Voir THOMAS.  
LAFONTAINE. Voir ARNOULT.  
LAFORESTHIE, comp.  
LAGARDE [FÉLIX dit].  
LAGARDE, Paul, comp.  
LAGOCUÉE, Victor [CHEVALIER].  
LAGRANGE-CARDEILHAC.  
LAHURE, Abel.  
LAJARTE [DE], Théodore, comp.  
LA LANDELLE [DE], G., \*.  
LALUYÉ, Léopold.  
LAN, Jules.  
LANGE [DE], Félix.  
LANGEAC [DE], Théodore.  
LANGLÉ, Aylic, O\*.  
LANGLÉ, Fernand.  
LAPOINTE, Armand.  
LAPORTE, Albert.  
LARDY, H. François.  
LA ROUNAT, Charles, \* [ROUVENAT dit].  
LARTIGUE, \*, voir DELACOUR.  
LASCAUX, Paul [DESCUBES DE].  
LATOUCHE, Philippe.  
LATOUR DE SAINT-YBARS, L. Isidore, \*.  
LAUNAY [Alphonse DE].  
LAURENCIN-CHAPELLE.  
LAURENT DE RILLÉ, \*, comp.  
LAUZANNE DE VAUROUSSEL, Auguste, \* [DE].  
LAVERGNE [Alexandre DE], O\*.  
LAVIGNE [Maurice DE], dit DESVIGNES.  
LAYA, Léon, O\*, (élu en 1860,

SOCIÉTAIRES.

*Vice-Président* 1861, *PRÉSIDENT* 1862).  
**LEBLANC** [M<sup>me</sup> REGNAULT DE PRÉBOIS], voir PRÉBOIS.  
**LEBLICQ**, Théodore-Charles, comp.  
**LEBRUN**, Pierre-Antoine, G0\*, de l'Acad. franç., ancien sénateur, (élu V.-Prés. en 1845, V.-Prés. 1846, PRÉSIDENT 1847).  
**LECERF**.  
**LECOCQ**, Charles, comp.  
**LECOEUR SEURE**.  
**LEFEBVRE**, Charles-Émile.  
**LEFEBVRE**, Hippolyte.  
**LEFILS**.  
**LEFORT**, Paul.  
**LEFRANC**, Victor-Auguste (secr. 1848, 1849, 1850, 1854, 1855).  
**LEGOUX**, Isidore, comp.  
**LEGOUVÉ**, Ernest, O\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1856, 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861).  
**LELARGE**.  
**LELION** (d'Amiens).  
**LELIOUX**, Adrien.  
**LEMAITRE**, J.-A. Frédérick, fils.  
**LEMER**, Julien.  
**LEMOINE**, Gustave, \*.  
**LEMOINE MONTIGNY**, \*.  
**LEMONIER**, Hippolyte.  
**LEMONNIER** Alphonse.  
**LEPARMENTIER** DE FRÉVILLE.  
**LÉPINE**, Ernest, \*, comp.  
**LE PREVOST** [MARC-], voir MARC.  
**LERMITE**.  
**LEROY**, Jean-Baptiste-Onésime.  
**LEROY**, Louis.  
**LEROY DE KERANIOU**, Auge. Voir KERANIOU.  
**LE ROYER**, Émile.  
**LESBAZEILLES**.  
**LESGUILLON**, Pierre-Jean.  
**LETELLIER**, Charles.  
**LEUVEN** [RIBBING DE], O\* (élu en 1837, 1838, 1839).  
**LEVASSEUR**.  
**LEVEAUX**, Alphonse, dit JOLLY. Voir JOLLY.

**LÉVILLY** dit HOSTER. Voir Hoster.  
**LIMNANDER DE NIEUWENHOVE**, \*, comp.  
**LINDHEIM**, Adolphe, comp.  
**LLAUNET**, F.  
**LOCKROY**, \* (élu en 1832, 1838, 1839, 1840, secr. 1842, secr. 1843, arch. 1844, 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1851, 1865, PRÉSIDENT 1866, V.-Prés. 1867).  
**LOCLE**, Camille [du].  
**LOPEZ**, Bernard.  
**LORENTZ**.  
**LOYAU DE LACY**.  
**LUCAS**, Hippolyte, \*.  
**LUCHET**, Auguste.  
**LUGUET**, Henri-Jean-Barthélemy.  
**LURIEU**, Gabriel [DE], C\*, voir GONNIN.  
**LUSTIÈRES**, \*. Voir TOUCHARD.  
**LYSLE**, Fernande [M<sup>me</sup> DE].

M

**MAGEN**, Hippolyte.  
**MAHET DE LA CHESNERAYE**, \*.  
**MAINZERT**, comp.  
**MALDIGNY DE CLÈVES** [DE].  
**MANGIN**, Victor.  
**MANIGLER**, voir DANGELLE.  
**MANNE** [DE]. Voir DUPLESSY.  
**MANUEL**, Eugène.  
**MAQUET**, Auguste, O\*, (élu en 1851, arch. 1852, arch. 1853, V.-Prés. 1855, PRÉSIDENT 1856, PRÉSIDENT 1857, V.-Prés. 1859, PRÉSIDENT 1860, PRÉSIDENT 1861, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1869, PRÉSIDENT 1870).  
**MARCAILLE**, Henri.  
**MARC-FOURNIER**. Voir FOURNIER.  
**MARC LE PREVOST**.  
**MARC-MONNIER**. Voir MONNIER.  
**MARCHAIS DE LA VILLETTE**.  
**MARCHEL**, L. Ed. Camille.

SOCIÉTAIRES.

MARCY [DE]. Voir ROUQUETTE.  
 MARÉCHALLE.  
 MAREUGE, Henri.  
 MARÉVILLE, Jules. Voir ELY.  
 MARIAN [CHÉRI]. Voir CHÉRI.  
 MAROT, Gaston.  
 MARTIN, Alexis.  
 MARTIN, Antoine.  
 MARVILLE, Jules Ed.  
 MARX, Adrien.  
 MARY-LAFON, \*.  
 MASQUILLIER, P. Gabriel.  
 MASSÉ, Victor, \*, comp.  
 MASSELIN.  
 MASSENET, Jules.  
 MASSON, Hippolyte A.  
 MASSON, Michel, \* (1845, 1846,  
 secr. 1847, 1855, 1856, V.-Prés.  
 1857, secr. 1861, V.-Prés. 1862,  
 suppl. 1866.)  
 MATHAREL DE FIENNES, Charles, \*.  
 MATHIEU, Etienne-Eugène.  
 MATHON, Adolphe.  
 MAUBLANC.  
 MAURIN, Albert.  
 MEILHAC, Henri. \* (1870).  
 MÉLESVILLE [Honoré DUVEYRIER fils].  
 MEMBRÉ, Edmond, comp.  
 MÉNISSIER.  
 MERCIER, Pol, \*.  
 MERLE-PELISSÉ. Voir PELISSÉ.  
 MERMET, Auguste, \*, aut. et comp.  
 MESTÈPES.  
 MEURICE, Paul.  
 MIGNARD, Prosper.  
 MILHER, voir HERMIL.  
 MIRANDOL [JUDICIS DE]. Voir JUDICIS.  
 MIRECOURT [JACQUOT, dit Eugène DE].  
 MISTRAL, \*.  
 MOINAUX, Jules-Désiré.  
 MOLÉRI-DEMOÛLIÈRE.  
 MONGROLLE.  
 MONIOT, Eugène, aut. et comp.  
 MONNIER, Alfred.  
 MONNIER, Henri.  
 MONNIER, Marc-Charles.  
 MONNIER DE LA SIZERANNE, \*.  
 MONROSE, Louis.

MONTÉPIN, Xavier [DE].  
 MORAND, Léon.  
 MOREAU, Eugène.  
 MOREAU, Pol.  
 MOREAU DE BAUVIÈRE, E.  
 MOREAU-LEMOINE, Eugène.  
 MOREL, F.  
 MOULIN, Victor.  
 MOUTTET, Félix.  
 MULLER, Eugène.  
 MURIEL, Auguste-Henri [DURIEU dit]  
 MUSSET, Paul [DE], \*.

N

NADAR.  
 NAIGEON.  
 NAJAC, Émile [comte DE] (secr.  
 1866, secr. 1867, secr. 1868,  
 secr. 1870).  
 NANTEUIL. Voir GAUGIRAN.  
 NANTULLE.  
 NAQUET, Napoléon.  
 NARGEOT, P. Julien.  
 NARREY, Charles, \*.  
 NERVAUX [DE] (de Lyon).  
 NEUVILLE-DUBOURG.  
 NIBELLE, Adolphe, comp.  
 NICOLAÏ, \*, voir CLAIRVILLE.  
 NICOLE, Léonce.  
 NICOLLE, Henri.  
 NOÉ [comte de], dit CHAM.  
 NOËL PARFAIT. Voir PARFAIT.  
 NOGENT [DE].  
 NORIAC, Jules.  
 NOUVIÈRE, Marcel.  
 NUITTER, Charles [TRAUNET dit], \*.  
 NUS, Eugène.

O

OFFENBACH, Jacques, \*, comp.  
 OPPELT, Gustave (de Bruxelles).

SOCIÉTAIRES.

ORAY, comp.  
ORTOLAN, Eugène, \*, comp.  
OSMOND, Gabriel [comte d'].  
comp.  
OSTROWSKI, Christian.

P

PACINI, Émilien, \*.  
PAGÈS, Alphonse.  
PAGÈS [HÉRALD DE] OU PAGÉSIS.  
PAGÈS, voir BERGERON.  
PAILLERON, Edouard, \* (élu en  
1869, 1870).

PALIANI.

PAPE, Amand.

PARFAIT, Noël.

PARIS fils, comp.

PASCAL, Prosper, comp.

PEILLON, Félix.

PÉLISSÉ [MERLE], Jules.

PERROT DE RENNEVILLE.

PERNOT DE COLOMBAY.

PERRUCHOT, César.

PESSARD, Emile, comp.

PETIT, Adolphe.

PETIT, Jules.

PETIT-MANGIN, Jean.

PEUPIN, Alexandre.

PHILASTRE.

PICCALUGA.

PICHAT, Olivier.

PIERSON, Eugène.

PIESTRE, \*, dit Eugène CORMON.

PILATI, comp.

PILON, dit VORBEL. Voir VORBEL.

PILLEVESTRE, Jules, comp.

PITTAUD DE FORGES, Auguste, O\*.  
Voir FORGES.

PLANARD, Léon [DE].

PLANTÉ, Eugène.

PLOUVIER, Edouard, \*, (secr. 1863,  
secr. 1866).

POIRSON, Paul. Voir PORNOIS.

POISE, Ferdinand, comp.

POISOT, Charles, comp.

POITEVIN, Pierre.

POLACK, comp.

POLIART, dit DORLANGE. Voir DOR-  
LANGE.

PONCHARD, Eugène.

PONIATOWSKI, Joseph [prince], GO\*,  
comp.

PONROY, Arthur.

PORNOIS, Paul [POIRSON dit].

POTIER, Henry, comp.

POTRON, Charles, \*.

POUJOL fils, Adolphe.

POUJOL-VEZAN, Alphonse.

POURCELT DE BARON.

POURCHEL, Alfred.

POURNIN, Léon.

PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC REGNAULT  
DE].

PREVEL, Edouard.

PREVEL, Jules.

PRÉVOST, Eugène, comp.

PRILLEUX, Constant-Victor-André.

PUGET, Loïsa [M<sup>me</sup>].

PYAT, Félix (élu en 1844, 1845,  
1846, 1848, 1849, 1850).

R

RASETTI, Ernest.

RATIER, Victor.

RATISBONNE, Louis.

RÉAL [M<sup>me</sup>].

RÉBER, Napoléon-Henri, O\*, comp.

REGNAULT DE PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC],  
voir PRÉBOIS.

RÉGNIER DE LA BRIÈRE.

REIFFENBERG, Frédéric [Baron DE],  
fils.

RENARD, Jules.

RENAUD DE VIBAC, comp.

RENÉ. Voir CLÉMENT.

RENEAUME, Alfred.

RENNEVILLE [PERROT DE]. Voir PER-  
ROT.

RENOULT, Jules.

RENOUX, Adrien, chor.

REY dit REYER, Ernest, \*, comp.  
(élu en 1863, 1864).



SOCIÉTAIRES.

RIBBING, \*. Voir LEUVEN.  
 RICCI, Federico, comp.  
 RICHARD, Georges.  
 RICHEBOURG, Émile.  
 RIEUX, Jules [SONNOIS DE].  
 RIGODON, Ernest.  
 RIGOT.  
 RILLÉ [LAURENT DE], \*, comp. Voir  
 LAURENT.  
 RIMBAUT, Hippolyte.  
 RIQUIER, Henri.  
 RITTER fils, Théodore, comp.  
 RIVAL, Jules-François-Alexandre.  
 RIVIÈRE, Henri, \*.  
 ROBILLARD, Victor.  
 ROCHEFORT fils, Henri.  
 ROGER, Victor.  
 ROMAND, Hippolyte, \* (élu arch. en  
 1845).  
 RONTGER, dit HERVÉ, comp. Voir  
 HERVÉ.  
 ROPICQUET.  
 ROSENHEIM, Jacques, comp.  
 ROSIER, \* (arch. 1839, arch. 1840,  
 arch. 1841).  
 ROSTAING, Jules.  
 ROSTAN [DE].  
 ROUFF.  
 ROUQUETTE dit DE MARCY, LÉON.  
 ROUSSEL, voir D'ERVILLE.  
 ROUVENAT dit LA ROUNAT, \*.  
 ROUY [M<sup>me</sup>].  
 ROVIGO, Marie-Napoléon [SAVARY DE]  
 ROYER, Alphonse, O\* (V.-Prés.  
 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés.  
 1866, V.-Prés. 1867).  
 ROYER DE BRUGES.  
 ROZET.  
 RUELLE, Jules.

S

SAGLIER.  
 SAINT-AGUET, Ch. Maurice [DE]  
 SAINT-AMAND, voir LACOSTE.  
 SAINT-ÉTIENNE, voir SYLVAIN.  
 SAINT-GEORGES [VERNOIS DE], O\*,

(1842, 1843, 1844, PRÉSIDENT  
 1863, PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT  
 1865, PRÉSIDENT 1867, PRÉSIDENT  
 1868, PRÉSIDENT, 1869).  
 SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur,  
 chor.  
 SAINT-YVES. Voir DEADDE.  
 SALIN, Alphonse [ASLIN dit].  
 SALVADOR [TUFFET].  
 SALVAT, Adolphe.  
 SAMSON, J. Isidore.  
 SAND, George [M<sup>me</sup>].  
 SANDEAU, Jules, O\*, del'Académie  
 française.  
 SANDRIN, Eugène.  
 SANSAY [TURPIN DE]. Voir TURPIN.  
 SARDOU, Victorien, O\* (élu en 1864,  
 trés. 1865, arch. 1866, 1868,  
 1869, 1870).  
 SAULNIER, dit JACQUES LAMBERT.  
 SAUVAGE, Elie.  
 SAUVAGE, Thomas, \*, arch. 1868).  
 SAUVEY, Gustave.  
 SAUZAY.  
 SAVARD, Félix.  
 SCARD, Antoine.  
 SCHAEFFER-STEL, Adolphe.  
 SCHOLL, Aurélien.  
 SEBAUD, Pauline [M<sup>me</sup> THYS].  
 SECOND, Albéric, \*.  
 SÉGALAS, Anaïs [M<sup>me</sup>].  
 SÉJOUR, Victor [MARCOU dit], \* (élu  
 en 1863).  
 SELLENICK, Adolphe, comp.  
 SEMET, Théophile, comp. (élu en  
 1865, suppl. 1868).  
 SENTY, Ambroise.  
 SERRET, Ernest.  
 SERVIÈRE, voir HALÉVY.  
 SIBILLE, Ad.  
 SIMART, Isidore.  
 SIMIOT, André, comp.  
 SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch.  
 1865, trés. 1866, 1867, suppl.  
 1869).  
 SOL, Edmond.  
 SONNOIS, Jules. Voir DE RIEUX.  
 STAPLEAUX, Léopold.

SOCIÉTAIRES.

SUCKAU, Henri [DE].  
SUPERSAC, Léon.  
SYLVAIN SAINT-ETIENNE.

T

TACOVA, voir AVOCAT.  
TAILLADE, Paul.  
TAYLOR [baron], C\*, ancien sénateur, membre de l'Institut.  
TERRIER.  
TEXIER, Edmond, \*.  
THIBOUVILLE.  
THIERRY, Edmond-François.  
THIERRY, Henri.  
THIÉRY, Emile [Jory].  
THOMAS, Ambroise, C\*, comp. (élu en 1851, 1852, 1853, 1856, 1857, 1861, 1862).  
THOMAS, Frédéric, \*.  
THOMAS, J.-B. André.  
THOMAS [LAFONTAINE].  
THYS, Alphonse, comp.  
THYS, Pauline [M<sup>me</sup> SEBAUD, née].  
TILLEUL, Benjamin.

TISSERAND.  
TOUCHARD [LUSTIÈRES], \*.  
TOUPIÉ, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.  
TOURNACHON, Félix. Voir NADAR.  
TOURNAY [DE].  
TOUROUDE, Alfred.  
TOURTE, Francis.  
TRANCHANT, Alfred.  
TRÉFEU, Étienne.  
TRIANON, Henri, \*.  
TRONCHE, Louis-Jean-François.  
TRUNET, dit NUITTER. Voir NUITTER.  
TURPIN DE SANSAY.

U

UCHARD, Mario, \*.  
ULSACH, Louis.  
UZÉPY, comp.

V

VACHETTE, Eugène.

VACQUERIE, Auguste.  
VALLUT, Charles.  
VALNAY.  
VALOIS, Charles.  
VANEL, Eugène.  
VAN GÈLE, Ch.-F.  
VANNOY, Henri.  
VARNEY, comp.  
VATTIER, Gustave.  
VAUCORBEIL, comp.  
VAUROUSSEL. Voir LAUZANNE.  
VERCONSIN.  
VERDI, O\*, comp.  
VERGERON.  
VERNE, Jules, \*.  
VERNET, Alfred.  
VERNIER. Voir GRASSET.  
VÉRON, Pierre.  
VIGNEUX, voir BENOÛ.  
VIGUIER.  
VILLEMOT, Henri.  
VILLIERS, Auguste.  
VINCENT, Charles.  
VINET, Théophile.  
VIZENTINI, Jules.  
VOGEL, comp.  
VORBEL [PILON dit].  
VULPIAN, Gustave.

W

WAGNER, Richard.  
WAILLY [Gustave DE], \*.  
WALDOR, Mélanie [M<sup>me</sup>].  
WALLUT, Charles.  
WAN DEURSEN [M<sup>me</sup>].  
WEKERLIN, J.-B. Théodore, comp.  
WEY, Francis, O\*.  
WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore, comp.

Z

ZACCONE, Pierre.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

*Liste des Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.*

Aux indications données en tête de la liste précédente on doit ajouter pour celle-ci que le millésime placé à la fin, à la suite d'un trait (—), fait connaître la date de la mort de l'auteur ou du compositeur.

A

ADAM, Adolphe, O\*, comp. (élu en 1831, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1841, 1842, 1843). — 3 mai 1856.  
 ADER, J.-J. — 1859.  
 AIMON, Pamphile-Léopold-François, comp. — 1865.  
 ALBERT Auguste-Alfr-Thiry. — 1865.  
 ALBERT, F. [DECOMBE], chor. — 1865.  
 ALBOIZE DU PUJOL, (élu en 1834, 1835, 1836, 1838). — 1854.  
 ALBY, Ernest. — 24 juin 1868.  
 ALROY, Maurice. — 1856.  
 ALSISAN DE CHAZET. — 1844.  
 ALLARDE [D'] CHARDALL. Voir LEROY.  
 ANCELOT, \* (suppl. 1829, suppl. 1830).  
 ANDRAUD, Antoine. — 1859.  
 ANDREL [SCHALLER dit].  
 ANGEL. — 1861.  
 ANNE, Théodore (secr. 1844, secr. 1845, secr. 1846, trés. 1839, arch. 1861, secr. 1832). — 11 août 1869.  
 ANTIER, Benjamin, \*. — 25 avril 1870.  
 ARAGO, Jacques.  
 ARNAULT, Alphonse. — 1860.  
 ARNAULT, Lucien. — 1863.  
 ARNOULD, Auguste (élu en 1834, 1837, secr. 1838, secr. 1839, secr. 1841, secr. 1842, secr. 1843).  
 ARTOIS [Achille d'] DE BOURNONVILLE (suppléant 1829, suppléant 1830). — 3 décembre 1868.  
 ARTOIS [ARMAND d'].  
 ARTOIS [Théodore d'].

ARVERS.

AUBER, Daniel-Esprit, GO\*, comp. (élu en 1829, 1833). — 12 mai 1871.  
 AUBIGNY [D']. Voir BAUDOUIN.  
 AUDE. — 1841.  
 AUGIER, Joanny. — 1853.  
 AYCARD, Marie. — 1859.

B

BAPAUME dit NORMAND.  
 BADON, 1849.  
 BADENIER.  
 BALFE, Michel-Guillaume, \* comp. — 1870.  
 BALZAC, Honoré [DE]. — 1850.  
 BARONCELLI [DE].  
 BARRIÈRE, Alexis. — 1865.  
 BARRIÈRE, Louis.  
 BARTHÉLEMY [JARNEY-THOUIN]. — 1862.  
 BASSET, Alexandre, \*. — Avril 1870.  
 BASSET, Charles, dit Adrien ROBERT. — 24 mai 1869.  
 BATTON, comp. (élu en 1844, 1845, 1846, 1848, 1849, 1850, 1852, 1853, 1854).  
 BATTU, Léon, (élu en 1856, 1857). — 1857.  
 BAUCHERY-ROLLAND.  
 BAUDOUIN D'AUBIGNY.  
 BAUDOUIN DE WIERS.  
 BAWR [M<sup>me</sup> GOURY DE CHAMPAGNAC DE].  
 BAYARD, J.-F. \* (suppl. 1831, suppl. 1832, suppl. 1833, 1835, 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1848).  
 BEAUPLAN, Amédée [DE].  
 BEAUVOIR [ROGER DE]. Voir ROGER.  
 BÈGUE, Clavel. — 1852.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

BÈGUIER DE CHANCOURTOIS.  
 BELLEVUE, voir THAVENET.  
 BELLOY [marquis de]. — 15 avril 1871.  
 BÉRAT, Frédéric, comp.  
 BÉRAUD, Antony. — 1860.  
 BERGERET [M<sup>o</sup>], Elisa. — 1867.  
 BERNABO. — 1869.  
 BERNARD, Charles [de]. — 1850.  
 BERNOS. — 1864.  
 BERRIERE, Constant.  
 BERRUYER, Alexandre [de].  
 BERTON, O\* (PRÉSIDENT 1832, 1833).  
 BESANZONI, Ferdinand, comp. —  
 5 décembre 1868.  
 BEUDIN.  
 BIGNON. — 1853.  
 BIS, Hippolyte, \* — 1854.  
 BLANCHARD, Henri. — 1858.  
 BLANGINI, comp.  
 BLAQUIÈRE, Paul, comp. — 13 avril  
 1868.  
 BLAZE [CASTIL], comp. — 1857.  
 BOÏELDIEU, O\*, comp. (élu en 1829,  
 1830). — 15 octobre 1834.  
 BOILEAU, Virgile. — 1864.  
 BOILLY, comp.  
 BOINET, Auguste. — 1857.  
 BOISSEAU, Henri. — 1863.  
 BONJOUR [CASIMIR] (V.-Prés. 1831,  
 1832.)  
 BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan.  
 BOUCHARDY, Joseph, \* (secr. 1840,  
 1841, 1842). — 27 mai 1870.  
 BOUCHE, Alexandre. — 1856.  
 BOUEL.  
 BOUFFÉ.  
 BOUILHET, Louis, \*. — 14 juillet 1869.  
 BOUILLY (V.-Prés. 1829, 1830). —  
 1842.  
 BOULÉ, Louis. — 1865.  
 BOURGEOIS, Anicet, \* (élu en 1836,  
 1837, secr. 1838, 1840, 1846,  
 V.-Prés. 1847, 1848, 1850  
 V.-Prés. 1851, V.-Prés. 1852,  
 1854, V.-Prés. 1855, V.-Prés.  
 1856, 1863, V.-Prés. 1864.  
 V.-Prés. 1865, suppl. 1869).  
 — 1870.

BOURGET, Ernest. — 1864.  
 BOURNONVILLE [Achille d'Artois de]  
 Voir Artois.  
 BOUSQUET, Georges, comp. — 1854.  
 BOYER, Emile [PARTOUT]. — 1862.  
 BOYER, Louis-Joseph. — 1865.  
 BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832,  
 suppl. 1833, 1834, 1835).  
 BRÉANT, Adolphe.  
 BRISSSET, Mathurin.  
 BRUNSWICK [LHÉRIE].  
 BURAT DE GURGY.  
 BURY, Fulgence [de].

C

CAIGNEZ.  
 CAPELLE.  
 CAPENDU, Ernest. — Mai 1868.  
 CARMOUCHE, \* (secr. 1829, suppl.  
 1832.) — 9 décembre 1868.  
 CARON DE MAURECOURT. — 1858.  
 CATRUFFO, comp.  
 CAVAINAC dit DUMESNIL. — 1863.  
 CHABOT DE BOIN. — 1858.  
 CHAMPEAUX, Etienne. — 1856.  
 CHAPEAU DES VERGERS. Voir Des  
 VERGERS.  
 CHAPONNIER, Polyanthe.  
 CHAPUY (d'Alby).  
 CHAUDERON, Louis-Léopold, voir  
 Léopold.  
 CHAUFFER.  
 CHAZET, voir Alissan.  
 CHERUBINI, C\*, comp. — 1842.  
 CHOQUART, \*. — 1859.  
 CLAPISSON, de l'Institut, comp. —  
 1866.  
 COLIN, Édouard.  
 COLOMBAY [PERNOT de].  
 COMBEROUSSE, Alexis [de], (élu en  
 1831. — 1862.  
 COMBEROUSSE, Hyacinthe. [Mont-  
 brun]. — 1856.  
 CORALLY, chor. — 1854.  
 CORDELIER DE LANOUE.  
 CORNU, Francis.  
 COTTIN, Ed.-Etienne, comp. —  
 1859.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

COUPATT, 1864.  
COURCY, Frédéric [DE]. — 1862.  
CRANNOY-DESPERRIÈRES.  
CRÉMONT, comp. — 1846.  
CREUZÉ DE LESSERT.

D

DACIER, Ludovic-Étienne.  
DAMARIN, Édouard.  
DARDOISE, Harman. — 1865.  
DAUTREVILLE, Henri-Simon.  
DECOUR, Eugène. — 1846.  
DEHAY, Timothée. — 1851.  
DELACOUR, Charlemagne. — 1867.  
DELAFOREST.  
DELAPOSTE, Joseph-Marie.  
DELAVIGNE, Casimir, O\* (élu en  
1829, V.-Prés. 1830, PRÉSIDENT  
1838, PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT  
1840). — 1843.  
DELAVIGNE, Germain, \*. — 2 no-  
vembre 1868.  
DELAVILLE DE MIREMONT (élu en  
1829, 1838). — 1845.  
DEMONVAL [SAINT-HILAIRE].  
DÉO, Honoré. — 1857.  
DERVILLE, voir Louis DESNOYERS.  
DESCHAMPS, Émile, \*. — 22 avril 1871.  
DESCOMBES, Jean-Charles-François-  
Maurice, dit CHARLES MAURICE.  
— 7 septembre 1869.  
DESLANDES, Nicolas-Théodore-Pau-  
lin. — 1866.  
DESNOYER, Charles. — 1858.  
DESNOYER Louis [dit DERVILLE]. —  
1867.  
DESPORTES, Augustin. — 1866.  
DESPRÉAUX, comp.  
DES VERGERS [CHAPEAU].  
DIDIER-VOGIER.  
DINAUX, Prosper, [GOUBAUX, dit],  
(V.-Prés. 1857, V.-Prés. 1858,  
V.-Prés. 1859). — 1859.  
DIRAT. — 1848.  
DOCHE, comp.  
DONIZETTI, \*, comp. — 1848.  
DOUULEN, Victor, comp. — 1864.  
DUBOIS, Jean-Baptiste.  
DUBOIS, Louis-Philippe-Auguste.

DUCANGE, Victor. (suppl. 1830).  
25 octobre 1833.  
DUGHATELARD.  
DUFLOR, Joachim. — 1866.  
DUFRESNE, Alfred, comp. — 1865.  
DULONG, Jules, \*. — 1864.  
DUMANOIR, Philippe [PINEL] O\*  
(suppl. 1833, 1834, 1836, 1841,  
1847, 1848, 1853, 1854, V.-Prés.  
1855, V.-Prés. 1858, V.-Prés.  
1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés.  
1862). — 1865.  
DUMAS, Adolphe. — 1862.  
DUMAS, Alexandre, \* (élu en 1831,  
1832, 1833, V.-Prés. 1834, 1835,  
1839, 1840). — 5 décembre 1870.  
DUMERSAN.  
DUMESNIL, voir CAVAGNAC.  
DUMOLARD — 1846.  
DUNAN-MOUSSEUX [GADON dit]. — 1869.  
DUPATT, Mercier (suppl. 1829, secr.  
1831, 1833, 1834, V.-Prés. 1834,  
1836, V.-Prés. 1837, V.-Prés.  
1838, 1841, 1842, 1843, V.-Prés.  
1846).  
DUPERCHE.  
DUPEUTY, Charles, père, \* (secr.  
1831, secr. 1832, secr. 1833, secr.  
1835, secr. 1837, secr. 1839,  
1841, secr. 1844, secr. 1845,  
secr. 1846, 1848, V.-Prés. 1849,  
V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852,  
V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854,  
V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1864).  
— 1865.  
DUPOIT, Paul. — 1866.  
DUPUIS, Auguste.  
DU RIEU, Xavier. — Février 1868.  
DUVAL, Alexandre, O\*, de l'Acad-  
émie française. — 1842.  
DUVAL, Georges.  
DUVEYRIER-MÉLESVILLE [baron]. O\*  
Voir MÉLESVILLE.

E

ÉLIE, Émile, chor.  
EMPIS, C\* [SIMONIS dit], de l'Acad-  
française (élu en 1847, V.-Prés.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

1848, 1849, 1851, 1852, V.-Prés.  
1853). — Décembre 1868.  
EPAGNY [VIOLET D'] \*, élu en 1829,  
1830, 1831). — 1868.  
ÉTIENNE. 1845.  
ÉTIENNE, Charles-Guillaume, O\*  
PRÉSIDENT, 1829, PRÉSIDENT, 1830  
PRÉSIDENT 1843, PRÉSIDENT 1844).  
ÉTIENNEZ.  
EUSTACHE-LORSAY. Voir LORSAY.

F

FAVIÈRES, Alexandre-Claude [DE], —  
1837.  
FERRIÈRES. Voir LEBLANC.  
FILLOT, Eugène. — 1862.  
FLAN, Marie-Alexandre. — 15 sep-  
tembre 1870.

FLEURY, Henri-Adolphe, dit JEMMA,  
— septembre 1869.

FOLLET, A. — 1857.

FONTAN (élu en 1831, V.-Prés.  
1832, V.-Prés, 1834, secr. 1836,  
1837, V.-Prés. 1838). — 1839.

FRANCISQUE AÎNÉ [HUTIN dit]. — 1842.  
FROMENTAL, voir HALÉVY.

G

GABRIEL, J. J., \*. — 28 mars 1869.  
GALOPPE D'ONQUAIRE.

GAUGIRAN-NANTEUIL, père. — Jan-  
vier 1870.

GAYAUDAN [BOSQUIER].

GAY, Delphine DE GIRARDIN. Voir  
GIRARDIN.

GAY DE LA TOUR DE LA JONCHÈRE,  
voir LA TOUR.

GAY [M<sup>me</sup> NICHAUD DE LA VALETTE],  
Sophie. — 1852.

GENSOUL, Justin. — 1848.

GENTIL.

GÉRARD DE NERVAL. — 1855.

GDE, Casimir, comp. — 23 fév. 1868.

GIRARD, comp. — 1860.

GIRARDIN, Delphine [M<sup>me</sup> GAY DE]. —  
1855.

GOMBAULT. — 1850.

GONCOURT, Jules [DE]. — 20 juin 1870.

GOSSE ( suppl. 1831 , suppl.  
1832). — 1833.

GOUBAUX, voir DINAUX.

Goy, André [DE], 1863.

GOZLAN, Leon, O\* ( élu en  
1857, 1858, V.-Prés. 1864, 1865,  
PRÉSIDENT 1866). — 15 sept. 1866.

GRASSET, Alexandre. — 1859.

GRISAR, Albert, \*, comp. (élu en  
1840, 1849, 1850, 1851). — 15 juin  
1869.

GROUBENTAL [GROUBER DE]. — 1865.  
GROULT.

GUERVILLE, Paul. — 1865.

GUINOT, Eugène, dit VERMOND. —  
1861.

H

HALÉVY, comp. C\* ( élu en 1836,  
1837, 1842, 1843, 1844, 1847,  
1848, 1849, 1855). — 1862.

HARDÉ, Augustin. — 1842.

HAREL, Charles-J. — 1846.

HECQUET, Gustave. — 1865.

HECQUIN DE GUERLE.

HERBIN, Victor. — 1865.

HÉROLD, \*, comp. — 1833.

HONORÉ, Rémy. — 1858.

HUTIN, Francisque aîné. Voir FRAN-  
CISQUE aîné.

J

JADIN, Adolphe, comp. — Nov. 1867.

JADIN, Louis-Emmanuel, comp. —  
1857.

JANÉTY, Georges. — 1840,

JAUTARD, Numa. — 1859.

JEMMA, voir FLEURY.

JESSÉ. — 1850.

JOUSSELIN DE LA SALLE. — 1863.

JOY, J.-Étienne [DE] O\*, de l'Acad.  
franç. — 1846.

JULLIEN.

K

KASTNER, O\* comp. — 22 déc. 1867.

KELLER.

KREUBÉ, Frédéric, comp. — 1846.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

L

- LABARRE, Théodore, \*, comp. — 10 mars 1870.
- LABAT, Eugène. — 25 oct. 1867.
- LABOULAYE, Ferdinand [DE]
- LAFONT, Charles, \* (trés. 1860, 1861, 1862). — 1864.
- LAFORTELE.
- LAJARLETTE [DE]. — 1848.
- LAHIRE, Eugène.
- LALOUÉ, Ferdinand. — 1850.
- LAMÉ, Emile.
- LAMOTHE-LANGON [baronde]. — 1864.
- LANGLOIS dit LANGLE, Aylic, O\* 12 janvier 1870.
- LANGLOIS dit LANGLE, Ferdinand-Jules-Adol., \* (suppl. 1833, secr. 1834, 1835, 1837, trés. 1838, trés. 1839, trés. 1841, trés. 1842, trés. 1843, trés. 1845, trés. 1846, trés. 1847, trés. 1849, trés. 1850, trés. 1851, trés. 1853, trés. 1854, trés. 1855, secr. 1857, arch. 1858, 1861, 1862, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-Prés. 1867). — 18 octobre 1867.
- LANGLE, voir LANGLOIS.
- LATOUR DE LA JONCHÈRE [DE]. — 1858.
- LAURENÇOT. Voir LÉONCE.
- LAURIER, Léon.
- LAVERPILLIÈRE (1832, V.-Prés. 1833, 1834).
- LEBLANC DE FERRIÈRES. — 1848.
- LEBORNE, comp. — 1866.
- LECOMTE, Jules. — 1864.
- LEDoux, P.
- LEFEBVRE, Amédée (élu en 1852, secr. 1853, secr. 1854, 1856, 1857, 1858). — 1860.
- LEFÈVRE, Louis. — 22 mai 1868.
- LECOYT.
- LERMAN, Ernest.
- LEMAITRE, Charles. — 15 mars 1870.
- LEMERCIER, Népomucène (PRÉSIDENT 1831, 1832, PRÉSIDENT 1833, PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT 1836).
- LEMOINE, Edouard. — 15 mars 1868.
- LÉONCE, Charles-Henri [LAURENÇOT dit]. — 1862.
- LÉOPOLD, Louis [CHAUDRON dit].
- LE POITEVIN SAINT-ALME.
- LÉRIS [Alfred DES ROSIERS DE]. — 21 mai 1870.
- LEROUGE, Emile. — 1855.
- LEROUX, Hippolyte.
- LEROY D'ALLARDE, Francis.
- LESTRELIN, Achille, aut. et comp. — 1864.
- L'ÉTANG, Philippe [DE], dit MARVILLE ou MARGENVILLE. — 1859.
- LÈVESQUE, Hippolyte. — 1864.
- LEHÉRIE. Voir BRUNSWICK.
- LEHÉRIE, Alphonse.
- LIADIÈRES, O\* (V. - Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845). — 1858.
- LIVRY, Charles [DE]. — 14 oct. 1867.
- LONGPRÉ, Étienne-Alexandre [LEMERCHET DE], (élu en 1834, 1835, 1837, arch. 1838, 1839). — 1856.
- LORSAY, Eustache.
- LORDEREAU, René. — 1867.
- LORIN, Jules.
- LUBIZE, Martin. — 1863.
- LURINE, Louis [DE LUREN, dit], \* (secr. 1856, 1857, V. - Prés. 1858). — 1860.

M

- MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834, 1837, 1838).
- MAILLART, Aimé, \*, comp.) élu en 1858, 1859, 1860, 1862.)
- MAILLART-PRÉUR. — 1849.
- MALLEFILLE, Félicien (élu en 1858, 1859, 1860). — 24 novemb. 1868.
- MANGEANT, Sylvain, comp., — 1865.
- MARC-MICHEL (élu en 1851, secr. 1852, 1853, 1855, arch. 1856, arch. 1857, 1859, arch. 1860, 1861). — 12 mars 1868.
- MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

MARIE. Voir DELAPORTE.

MARLIANI, comp.

MARQUET. — 26 juillet 1869.

MARTIN, Alexandre. — 1864.

MARTIN, Édouard. — 1866.

MARTIN [LUBIZE]. Voir LUBIZE.

MASQUELIEZ, Albert. — 1866.

MARVILLE. Voir L'ÉTANG.

MAURICE, Charles. Voir DESCOMBES.

MAZELIER, J., dit MAZILIER. — Mai 1868.

MAZÈRES, Édouard, O\* (élu en 1829, V.-Prés. 1831, V.-Prés. 1832, 1863, 1864). — 1866.

MÉLESVILLE [baron DUVEYRIER père], O\* (trés. 1829, 1831, 1833, secr. 1834, trés. 1835, trés. 1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839, V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855, V.-Prés. 1857, PRÉSIDENT 1858, PRÉSIDENT 1859). — 1865.

MENNECHET.

MERLE. — 1852.

MERVILLE (élu en 1829, trés. 1830, trés. 1831, trés. 1832, 1833, trés. 1834).

MÉRY, \*. — 1866.

MEYER, Henry. — 1863.

MEYERBEER, Giacomo, C\* comp. (élu en 1838, 1839, 1840, 1854, 1855, 1856, 1861). — 1864.

MICHEL [MARC-]. Voir MARC.

MILON, Étienne. — 1849.

MOCQUART, C\*. — 1864.

MOLÉ-GENTILHOMME.

MONNAIS, Édouard. — 26 fév. 1868.

MONNIER, Albert. — 1869.

MONNIER, Étienne. — 1850.

MONPOU, Charles (élu en 1841) — 1841.

MONTBRUN DE COMBEROUSSE. Voir COMBEROUSSE.

MONTFORT, comp.

MONTHEAU, Gaston [DE]. — 1866.

MONTJOIE, J.-J. — 12 janv. 1871.

MOURIEZ-VALORY, — 1857.

MURET, Théodore. — 1866.

MURGER, Henry, \*. — 1861.

MUSSET, Alfred [DE], O\*, de l'Académie française. — 2 mai 1857.

N

NANTEUIL. Voir GAUGIRAN.

NEVAL [GÉRARD DE]. Voir GÉRARD.

NÉZEL, Théodore.

NICHAUD DE LA VALETTE, voir GAY.

NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste — 1863.

NOISEUL, Hippolyte-Édouard.

NORMAND. Voir BAPAUME.

NYON, Eugène (élu en 1850, 1851, 1852). — 28 janvier 1870.

O

OURRY. — 1843.

OVERNAY, Armand-Joseph. — 15 sept. 1869.

OZANNEAUX.

P

PAER, \*, comp. — 1839.

PAILLET, Léon. — 1855.

PANSEON, \*, comp.

PARTOUT. Voir BOYER.

PAYN.

PÉLISSIER DE LAQUÉCIE. — 1857.

PERIN, Frédéric-Thomas.

PERIN, René. — 1859.

PERROT, Jules.

PERROT, Victor J.-François, chor.

PETIPA, chor.

PICCINI, Alexandre, comp. (élu en 1834, 1835, 1836). — 1850.

PIERON, Eugène, 1865.

PIXÉRECOURT [GUILBERT DE]. — 1844.

PLANARD [E. DE] \*, comp. (secr. 1830, 1839, 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1843, 1845, V.-Prés. 1846, V.-Prés. 1847).

POIRIER.

POLO, Auguste.



SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

POLYANTE-CHAPONNIER, voir CHAPONNIER.

PONSARD, Francis, C\* de l'Ac. franç. (élu en 1853, 1854, 1855, 1857, 1858, 1859, 1862) — 7 juill. 1867.

PONSON DU TERRAIL [vicomte] \*. — 20 janv. 1871.

PORTELETTE.

POTIER, Charles. — 27 avril 1870.

PRÉMARAY, Jules [REGNAULT DE], \* 9 juin 1868.

PROVOST dit RAYMOND. Voir RAYMOND.

PUGNI, Césaire, comp. — nov. 1869.

PUJOL [ALBOIZE DU]. Voir ALBOIZE.

Q

QUERSIN, Rémy. — 1864.

R

RAUCOURT, Charles.

RAUZET-DORINIÈRE. — 1865.

RAYMOND [PROVOST dit].

REGNAULT DE PRÉMARAY, voir PRÉMARAY.

REVELIÈRE [Victor DE], dit MAX DE REVEL. — 1860.

ROBERT, Adrien. Voir BASSET, Charles.

ROCHE, Eugène. — 13 juin 1870.

ROCHEFORT, père. — 12 avril 1871.

ROGER, François.

ROGER DE BEAUVOIR. — 1866.

ROGER DE BEAUVOIR [M<sup>me</sup>], — 1859.

ROGER DE SAINTE-MARIE. Voir SAINTE-MARIE.

ROLLAND, Amédée (secr. 1863, secr. 1864). — 26 juillet 1868.

ROMAGNÉSI, comp., 1850.

ROMIEU O\*.

ROSSIGNOL, Léon.

ROSSINI, Gioacchino-Antonio, GO\*, comp. (élu en 1857, 1858, 1859). — 13 novembre 1868.

ROUGEMONT [DE] (secr. 1829, 1830, 1831, V.-Prés. 1832, trés. 1833, trés. 1834, V.-Prés.

1835, V.-Prés. 1836, V.-Prés. 1837, V.-Prés. 1839, trés. 1840).

— 1840.

ROUSSEAU, Auguste.

ROUSSEAU, Ernest. — 1851.

S

SAINT-AURE, Jules [DE]. — 1848.

SAINT-CROIX. Voir YCHERY.

SAINT-ERNEST [BRETTE dit]. — 1860.

SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

SAINT-HILAIRE [VILLAIN DE]. Voir VILLAIN.

SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur, chorégr. — 1870.

SAINT-MARIE [comte ROGER DE]. — 1864.

SAINTINE, Xavier-Boniface. O\* (élu en 1841, arch. 1842). — 1865.

SARMIENTO, comp.

SCHALLER, dit ANDREL.

SCHNEITZKEFFER, comp. — 1852.

SCRIBE, Augustin-Eugène, C\* de l'Ac. française (élu en 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, PRÉSIDENT 1834, V.-Prés. 1835, V.-Prés. 1836, PRÉSIDENT 1837, 1839, 1840, 1841, 1843, 1844, 1845, 1847, 1848, 1849, PRÉSIDENT 1852, PRÉSIDENT 1853, PRÉSIDENT 1854, PRÉSIDENT A VIE, 1857-1858-1859, 1860-1861). — 20 févr. 1861.

SEVESTE, Jules-Henri.

SEVILLE, Armand.

SEWRIN \*. — 1853.

SIMONIS dit EMPIS, C\*. — Voir EMPIS.

SIMONNIN. — 1856.

SOULIÉ, Frédéric, \* (secr. 1831, secr. 1832, secr. 1833, secr. 1834, 1835, 1836, 1843, 1844, 1845, 1847). — 23 sept. 1847.

SOUVESTRE, Emile, — 1854.

SPONTINI, comp. O\* (élu en 1845, 1846, 1847). — 1861.

SUE, Marie-Joseph-Eugène, \*. — 1857.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

SUPERSAC, Auguste. — 1861.  
SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

T

TÊTEDOUX, Paul.  
THAVENET [BELLEVUE]. — 1865.  
THÉAULON, \*. — 16 nov. 1841.  
THIBOUST, Pierre-Antoine-Auguste,  
dit LAMBERT THIBOUST \* (élu en  
1864, 1865, 1866). — 10 juillet  
1867.  
TOURNEMINE. — 1846.  
TULLY [DE].

U

UZANNE père.

V

VAEZ, Gustave, \*. — 1862.  
VALLOU, Ferdinand [DE VILLE-  
NEUVE]. Voir VILLENEUVE.  
VALORY, dit MOURIEZ. Voir MOURIEZ.  
VANDERBUCK, Émile, \*. — 1862.  
VAREZ. — 1866.  
VARIN, Charles, \* (élu en 1864,  
1865, 1866). — 22 avril 1869.  
VARNER.  
VAULABELLE, Jules-Éléonore-Cor-  
dier [DE DESPREZ]. — 1859.  
VERMOND. Voir GUINOT.  
VERNET, Jules. — 1845.  
VIENNET, C.\* del'Ac. franç.(élu en

1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840,  
PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842,  
V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845,  
PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT 1849,  
PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 1851).  
— 11 juillet 1868.

VIGNY [Alfred DE], O\*. — 1863.  
VILLAIN SAINT-HILAIRE.

VILLENEUVE, Ferdinand [DE] (élu en  
1842, arch. 1843, trés. 1844,  
arch. 1846, arch. 1847, trés.  
1848, secr. 1850, secr. 1851,  
trés. 1852, trés. 1856, trés  
1857, trés. 1858.)

VILLIERS.

VIOLET D'ÉPAGNY, \*. Voir ÉPAGNY.

VOISIN, Frédéric.

VULPIAN, A.

W

WAILLY [Jules DE], O\*. — 1869.  
WAILLY [Léon DE] \*. — 1863.  
WATRIPON, Antonio. — 1864.  
WZANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE.

Y

YCHERY, Léonce [SAINTE-CROIX].  
YMBERT.

## MÉLANGES

### DOCUMENTS OFFICIELS

#### *Attributions ministérielles en ce qui concerne les théâtres.*

Par décret impérial du 2 janvier 1870, le ministère des beaux-arts a été séparé du ministère de la maison de l'Empereur. — Par décret du même jour, M. MAURICE RICHARD, député, a été nommé ministre des beaux-arts.

Par décret impérial du 15 mai 1870, le ministère des beaux-arts a pris le titre de ministère des lettres, sciences et beaux-arts. — Divers services ont été distraits du ministère de l'instruction publique, pour être placés dans les attributions du ministère des lettres, sciences et beaux-arts. (*Bulletin des lois*, xi<sup>e</sup> série, 1804, page 559, n<sup>o</sup> 17,735.)

Le ministère des lettres, sciences et beaux-arts a été supprimé, par décret du 23 août 1870. (*Bulletin des lois*, xi<sup>e</sup> série, 1856, page 475, n<sup>o</sup> 48,097. En attendant la répartition des services composant ce ministère, M. BRAME, ministre de l'instruction publique, était chargé des affaires qui en dépendaient.

Un décret du Gouvernement de la Défense nationale du 5 septembre 1870 a réuni au ministère de l'instruction publique la division des beaux-arts et les musées. (*Bulletin des lois*, xii<sup>e</sup> série, 1, page 7, n<sup>o</sup> 12.

M. JULES SIMON, membre du Gouvernement de la Défense nationale, avait été nommé ministre de l'instruction publique et des cultes, par décret du 4 septembre 1870.)

*Décret qui porte de vingt-cinq à trente ans la limite d'âge des concurrents pour le grand prix de composition musicale.*  
(Journal Officiel, 24 mars 1870.)

#### *Rapport à l'Empereur.*

Paris, le 16 mars 1870.

Sire,

Le décret du 19 février dernier, relatif aux concours annuels pour les grands prix de Rome, a porté de vingt-cinq à trente ans la limite d'âge des concurrents en ce qui concerne spécialement les peintres, les sculpteurs, les architectes et les graveurs.

Les musiciens ayant été de tout temps placés dans les mêmes conditions et soumis aux mêmes règles, il me paraît juste aujourd'hui de leur accorder la même faveur.

J'ai donc l'honneur de présenter à l'approbation de l'Empereur un projet de décret qui porte également à trente ans la limite d'âge des concurrents pour le grand prix de composition musicale.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Le ministre des beaux-arts,*

MAURICE RICHARD.

*Décret.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir, salut ;

Vu le décret impérial du 4 mai 1864, relatif aux concours annuels pour le grand prix de composition musicale ;

Vu, notamment, le paragraphe 2 de l'article 4<sup>er</sup> dudit décret, lequel dispose que tous les artistes musiciens âgés de quinze à vingt-cinq ans, qu'ils soient ou non élèves du Conservatoire, peuvent concourir aux grands prix de Rome ;

Vu le décret du 49 février 1870, relatif aux concours annuels pour le grand prix de peinture, sculpture, etc. ;

Sur le rapport de notre ministre des beaux-arts,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 4<sup>er</sup>. — Les dispositions prescrites par le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 4<sup>er</sup> du décret du 4 mai 1864 sont abrogées.

2. — Tous les artistes musiciens, Français ou naturalisés Français, âgés de quinze à trente ans, qu'ils soient ou non élèves du Conservatoire, peuvent concourir aux grands prix de Rome, après avoir réussi dans deux épreuves préalables.

3. — Notre ministre des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 mars 1870,

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre des beaux-arts,*

MAURICE RICHARD.

*Décret impérial (contresigné par le ministre de l'instruction publique) portant que le secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts de l'Institut de France est autorisé à accepter, au nom de cette académie, le legs à elle fait par Rossini. (Bulletin des lois, XI<sup>e</sup> série, 1808 page 644, n<sup>o</sup> 17,792. (16 mars 1870.)*

Art. 1<sup>er</sup>. — Le secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts de

l'Institut impérial de France est autorisé à accepter, au nom de cette académie, le legs à elle fait par M. *Gioacchino-Antonio Rossini* d'une rente annuelle de six mille francs destinée à fonder à perpétuité à Paris, et exclusivement pour les Français, deux prix de trois mille francs chacun à décerner par les soins de ladite académie, l'un à l'auteur d'une composition de musique religieuse ou lyrique, lequel devra s'attacher principalement à la mélodie, et l'autre, à l'auteur des paroles (prose ou vers) sur lesquels devra s'appliquer ladite composition musicale et y être parfaitement appropriée ; toute clause devant avoir leur effet à partir du décès de la dame veuve *Rossini*.

2. — Le capital provenant de la rente léguée sera placé en rente trois pour cent sur l'État français, conformément aux intentions du testateur (1).

*Décret qui supprime la Commission d'examen des ouvrages dramatiques. (Bulletin des lois, XII<sup>e</sup> série, 15, page 86, n° 101 (30 septembre 1870).)*

Le Gouvernement de la Défense nationale décrète :

La Commission d'examen des ouvrages dramatiques est et demeure supprimée :

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 30 septembre 1870.

Signé : général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL  
ARAGO, JULES FERRY, GAMBETTA, GAR-  
NIER-PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD,  
ROCHEFORT, JULES SIMON.

*Arrêté du Préfet de police ordonnant la fermeture des théâtres (9 septembre 1870).*

Considérant que la Patrie est en deuil, et que l'ouverture des théâtres est en contradiction avec l'attitude générale de la population parisienne ;

Considérant que, dans les circonstances graves qui se préparent, toutes les forces vives doivent être consacrées à la Patrie, et que les théâtres absorbent chaque jour un certain nombre de sapeurs-pompiers, qui pourraient être plus utilement employés,

Le Préfet de police arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — A partir de demain, 10 septembre, les théâtres sont fermés.

2. — Les Directeurs sont invités à faire enlever immédiatement

---

(1) Voir les dispositions du testament de Rossini relatives à ce legs, *Annuaire*, tome 1<sup>er</sup>, page 692.

les décors qui sont encore sur la scène, les bandes d'air, les rideaux, le mobilier et tout ce qui pourrait, en cas d'incendie, attiser le feu et le communiquer aux bâtiments voisins.

3. — Ces modifications devront être exécutées dans les quarante-huit heures.

Passé ce délai, elles seront effectuées d'office aux frais des Directeurs retardataires.

4. — Les pompiers de service dans les théâtres resteront affectés aux besoins ordinaires de la surveillance de la ville.

*Le Préfet de police*, Signé : DE KÉRATRY.

Par le Préfet de police,

*Le Secrétaire général*, Signé : ANTONIN DUBOST.

*Arrêté du maréchal de France, commandant en chef l'armée de Versailles, contenant des dispositions provisoires au sujet des représentations théâtrales. (Journal officiel, 1<sup>er</sup> juin 1871.)*

Paris, le 31 mai 1871.

Le maréchal de France, commandant en chef l'armée de Versailles,  
En vertu des pouvoirs que lui confère l'état de siège,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Provisoirement et jusqu'à nouvel ordre les théâtres devront être munis d'une autorisation spéciale avant de donner des représentations.

La demande en sera faite au général commandant en chef.

2. — Les affiches des représentations devront être soumises en projet à l'état-major, la veille du jour de la représentation, avant quatre heures du soir.

3. — Toute contravention au présent arrêté entraînera la fermeture du théâtre.

Au grand quartier général, à Paris, le 31 mai 1871.

*Le maréchal de France,*  
*commandant en chef l'armée de Versailles,*  
Signé : DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA.

Pour ampliation :

*Le général chef d'état-major général,*

Signé : BOREL.

Un avis inséré au *Journal officiel* du 11 juin 1871 porte ce qui suit :

« A partir du 15 de ce mois, les théâtres et cafés concerts qui ne sont pas encore ouverts pourront obtenir une autorisation.

» Les chefs de ces établissements devront s'adresser, pour recevoir cette autorisation, au 2<sup>e</sup> bureau du préfet de police, ancienne caserne de la garde de Paris. »

## CONCOURS MUSICAUX (4)

### CONCOURS DU THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE

*Rapport au maréchal de France, ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, par la Commission (2) chargée de juger les partitions envoyées au concours institué à l'Opéra-Comique pour la mise en musique d'un poème en trois actes, de M. Henri de Saint-Georges, intitulé : le Florentin. (Journal officiel du 5 novembre 1869.)*

Monsieur le ministre,

Le Gouvernement de l'Empereur, dans sa sollicitude éclairée pour les beaux-arts, a eu, il y a deux ans, la pensée d'ouvrir en faveur des compositeurs français un triple concours dans les trois théâtres lyriques impériaux. L'empressement des musiciens à répondre à cette haute marque de bienveillance est constatée par le nombre considérable des partitions envoyées.

Désignés par les concurrents eux-mêmes, aux termes du programme, pour composer le jury du concours, nous venons, monsieur le ministre, vous rendre compte du résultat de notre travail, et vous exposer brièvement la manière dont nous avons procédé dans l'accomplissement de notre mission.

Aussitôt constitués, notre premier soin devait être de prendre connaissance de la pièce offerte aux concurrents par le directeur de l'Opéra-Comique: L'action du *Florentin*, qui se passe au quinzième siècle, présente des situations musicales qui permettent aux compositeurs de se montrer sous des aspects divers.

Soixante partitions, désignées chacune sous un numéro particulier, nous ont été remises par les soins de M. le directeur général des théâtres. En face d'un si grand nombre d'ouvrages, le jury a dû se préoccuper de la manière dont il procéderait. Voici le système qui

---

(1) Voir les divers documents officiels relatifs à ces concours, *Annuaire*, tome 1<sup>er</sup>, pages 199, 479 et 686.

(2) Cette commission, nommée au scrutin secret par les concurrents, était composée de MM. Reber, membre de l'Institut, et de Leuven, directeur de l'Opéra-Comique, présidents; MM. Félicien David, membre de l'Institut; F. Bazin, secrétaire-rapporteur; Gevaert, Georges Hainl, Maillart, Elwart et Semet.

lui a semblé offrir les plus sérieuses garanties et auquel il s'est arrêté. Après un premier examen, portant sur l'ensemble du concours, il a écarté onze partitions qui, étant d'une faiblesse notoire ou non achevées, ne pouvaient prétendre à aucune récompense. Ensuite, il a soumis à un examen plus approfondi les quarante-neuf partitions réservées ; trente et une ont été écartées de nouveau, dix-huit réservées pour une troisième lecture.

Cette troisième lecture a donné les résultats suivants : huit partitions réservées et dix écartées.

Quatrième lecture : quatre partitions réservées et quatre partitions écartées.

Après cette quatrième lecture restaient donc quatre partitions qui allaient se disputer le prix et qui étaient par ordre numérique :

Le n° 13 avec cette épigraphe : *Le Génie a besoin de liberté pour vivre.*

Le n° 134 avec cette épigraphe : *Frappe, mais écoute.*

Le n° 146 avec cette épigraphe : . . . . .

. . . . . *Harmonie ! Harmonie !*

*Langue que pour l'Amour inventa le Génie,*

*Qui nous vient d'Italie et qui nous vient des cieux.*

Le n° 151 avec cette épigraphe : *Rome, Naples et Paris* (1).

Pour le dernier examen, les partitions ont été lues de nouveau, en les comparant entre elles, acte par acte, et morceau par morceau, non-seulement au point de vue purement musical, mais aussi en tenant compte des exigences de la scène. Cette dernière épreuve terminée, le jury, ayant décidé qu'il y avait lieu de décerner la plus haute récompense prévue par le programme, a passé au vote définitif.

Le n° 151 (51) a obtenu le prix du concours de l'Opéra-Comique (2).

---

(1) Ces numéros, modifiés à dessein par l'administration, pour soustraire le jury aux sollicitations étrangères, répondaient aux numéros 3, 34, 46 et 51 délivrés au concurrents.

(2) Le pli cacheté correspondant au numéro 151 (51) et portant l'épigraphe *Rome, Naples et Paris*, ayant été ouvert au Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, par le président du Jury, en présence de ses collègues, il a été reconnu que l'auteur de la partition couronnée était M. CHARLES LENOIR, élève de Rome, qui a obtenu le grand prix au concours de l'année 1855.



Voilà, monsieur le ministre, le résultat de nos travaux, qui nous ont occupés pendant cinquante-deux séances, et dont nous avons l'honneur de remettre à Votre Excellence les procès-verbaux, dans le registre qui est joint à notre rapport. Le temps que nous avons employé a pu paraître long, mais il ne pouvait en être autrement pour juger consciencieusement, et avec sûreté d'appréciation, un concours aussi important.

Le jury de l'Opéra-Comique s'unit aux musiciens, en faveur desquels le concours a été institué, pour remercier le Gouvernement du nouvel encouragement donné à l'art français.

Paris, le 2 novembre 1869.

#### CONCOURS DU THÉÂTRE DE L'OPÉRA.

*Rapport au maréchal de France, ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts, par la Commission (1) chargée de juger les partitions envoyées au concours institué à l'Opéra, pour la mise en musique d'un poëme en trois actes intitulé : la Coupe du Roi de Thulé. (Journal officiel du 21 novembre 1869.)*

Monsieur le ministre,

Le jury élu par les compositeurs qui ont pris part au concours de l'Opéra institué par Votre Excellence vient de terminer ses travaux. Il a l'honneur de vous en soumettre le résultat.

Un premier concours ayant été ouvert pour le choix de l'ouvrage destiné à être mis en musique, le poëme de *la Coupe du roi de Thulé* était sorti vainqueur de la lutte, et remis, dans le courant du mois de mai 1868, aux compositeurs qui s'inscrivaient pour ce concours définitif.

Le délai primitivement fixé pour la clôture du concours était de six mois. Mais, sur la demande des concurrents, ce délai fut, à diverses reprises, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1869. Quinze mois au lieu de six ont donc été laissés aux compositeurs pour écrire la partition de *la Coupe du Roi de Thulé*. Le jury a pensé qu'il était op-

---

(1) Cette commission, nommée au scrutin secret par les concurrents, était composée de MM. Émile Perrin, directeur de l'Opéra, président; François Bazin, secrétaire-rapporteur; E. Boulanger, Duprato, Gevaert, Mallart, V. Massé, Saint-Saëns, Semet.

portun de regagner une partie de ce temps par l'assiduité de ses travaux et par la fréquence de ses séances.

La saison le pressait d'ailleurs, et l'ouvrage couronné devant être, aux termes du programme, représenté sur le théâtre de l'Opéra dans le courant de l'année qui suivrait la décision du jury, il semblait d'un grand intérêt pour cet ouvrage qu'il pût être mis à la scène dans la saison la plus favorable.

Le jury se trouvait, en cette occasion, heureux de seconder les intentions bienveillantes de Votre Excellence. La difficulté qu'éprouvent les compositeurs français à se produire sur nos grandes scènes avaient été évidemment le souci principal de votre administration, lorsqu'elle instituait des concours dans l'intérêt de l'art musical et des hommes qui lui consacrent courageusement leur avenir. En pressant, autant qu'il lui était possible, la solution du concours de l'Opéra, le jury prenait en main la cause des compositeurs qui l'avaient élu et assurait, en même temps, à l'œuvre couronnée les chances les plus propices à son succès.

L'assemblée générale des concurrents a eu lieu le 2 septembre. Les délégués choisis dans cette assemblée n'ont pu définitivement constituer un jury que le 25 septembre. Dès le surlendemain, 27, ce jury a commencé ses séances. En moins de deux mois, l'ensemble de ses travaux a occupé trente séances générales, sans compter les séances d'une sous-commission.

Quarante-deux partitions, sans nom d'auteurs et désignées seulement par des numéros particuliers, ont été remises à la commission. La manière dont il fallait procéder à l'examen d'un nombre aussi considérable d'ouvrages a préoccupé vivement le jury. Voici la marche qu'il a adoptée et suivie.

Dans un premier examen de toutes les partitions, il a d'abord écarté celles qui ne pouvaient pas sérieusement entrer en ligne et qui n'avaient aucune chance d'obtenir une récompense. Vingt et une partitions ont été mises de côté par ce premier travail d'élimination, et vingt et une admises à un nouvel examen. Dans cette seconde épreuve, quatorze ayant été de nouveau écartées, le jury s'est trouvé en présence de sept partitions de mérites divers, mais d'une réelle valeur et qui réclamaient l'attention la plus sérieuse.

Le jury a d'abord procédé à un nouvel et minutieux examen par plusieurs lectures de chacun de ces sept ouvrages, comparant entre eux les morceaux importants de chaque partition, relisant plusieurs fois ceux sur lesquels un doute pouvait s'élever, s'éclairant enfin, de manière à ce qu'il ne pût rester dans l'esprit de chacun de ses membres aucune incertitude.

Toutefois, avant de procéder au vote définitif, le jury a pensé qu'il fallait revoir de nouveau toutes les partitions écartées. Il a nommé pour cela une sous-commission composée de quatre membres; mais le rapport de cette sous-commission n'a fait que confirmer le premier jugement.

Nous touchions enfin au moment le plus grave de la mission qui nous était confiée. L'examen de ces nombreuses partitions avait été parfois pénible; mais aussi leur étude avait souvent excité notre intérêt. Il s'agissait maintenant de prononcer le verdict suprême.

Le rapport de M. le directeur général des théâtres, approuvé par Votre Excellence, avait prévu le cas où le jury penserait ne devoir couronner aucune des partitions présentées. La question a donc été préalablement posée, et il a été décidé par un vote qu'il y avait lieu de donner le prix.

On a alors procédé au vote décisif. Le n° 556 ayant rallié, dès le premier tour de scrutin, la majorité des suffrages, la partition inscrite sous ce numéro a obtenu le prix du concours de l'Opéra (1).

Le jury a pensé, en outre, qu'il était juste de mentionner quatre partitions qui, se recommandant par des mérites divers, avaient disputé de plus près la récompense. Il a classé dans l'ordre suivant, et à la presque unanimité des voix, les partitions portant les n° 567, 579, 542 et 573 (2).

La première de ces partitions (n° 567), prise au point de vue musical, est une œuvre des plus remarquables, évidemment due à la

---

(1) Le pli cacheté correspondant au numéro 556 (numéro 17) et portant l'épigraphe : *L'audace est un levier qui soulève le monde*, ayant été ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts par le directeur général des théâtres, en présence des membres du jury, il a été reconnu que l'auteur de la partition couronnée était M. Eugène Diaz.

(2) Ces numéros, modifiés à dessein par l'administration, pour soustraire le jury aux sollicitations étrangères, répondaient, savoir :

plume d'un musicien consommé. Au point de vue de la scène, elle a paru très-défectueuse. L'auteur y poursuit un idéal, élevé sans doute, mais qui a semblé incompatible avec les nécessités du théâtre.

Le n° 579 se signale par l'entente de la scène, en même temps que par la parfaite connaissance et l'étude sérieuse de toutes les ressources de l'art. Mais on voudrait presque quelques défauts de plus, avec de plus saillantes qualités.

Ainsi, dans le numéro 542, une certaine inexpérience se trahit; mais elle est compensée par un charme tout particulier. Par l'invention et le tour heureux de l'idée mélodique, par la distinction du style, cette partition a laissé dans l'esprit des membres du jury le souvenir le plus sympathique.

Enfin, le numéro 573 se fait remarquer par une facture excellente et par l'habileté de son orchestration.

Nous prenons la liberté, monsieur le ministre, de faire remarquer à Votre Excellence que, dans toutes les mesures générales qui ont réglé la marche de nos travaux, dans le rejet, dans l'admission à de nouvelles épreuves, dans le classement des œuvres qui nous étaient soumises, le jury s'est fait une loi de ne se prononcer qu'à l'unanimité. Le scrupule a été poussé à ce point, qu'une seule voix dissidente empêchait le rejet d'une partition. C'est seulement lorsqu'il s'est agi de décerner la récompense que l'on a procédé par le vote à la majorité absolue.

Nous avons, monsieur le ministre, conscience d'avoir rempli avec la plus scrupuleuse fidélité le mandat que les concurrents nous avaient confié. Leur reconnaissance doit être acquise au gouvernement de l'Empereur et à votre administration, dont l'initiative, en instituant ces concours, suscitait et récompensait, en même

---

Le n° 556 au n° 17, portant l'épigraphe : *L'audace est un levier qui soulève le monde.*

Le n° 567 au n° 26, portant l'épigraphe : *Ses chants étaient plaintifs comme les flots.*

Le n° 579 au n° 33, portant l'épigraphe : *Tant que je puis.*

Le n° 542 au n° 9, portant l'épigraphe : *To be or not to be.*

Le n° 573 au n° 30, portant l'épigraphe : *Le singe, avec une grimace, jeta la couronne au torrent.*

temps, des efforts qui doivent profiter à l'avenir de l'art musical dans notre pays.

Nous sommes avec respect, monsieur le ministre, de Votre Excellence, les très-dévoués serviteurs.

*Les membres de la Commission ayant pris part  
aux travaux d'examen :*

ÉMILE PERRIN, président; FRANÇOIS BAZIN, secrétaire rapporteur;  
E. BOULANGER; DUPRATO; GEVAERT; V. MASSÉ; SAINT-SAËNS;  
SEMET.

---

CONCOURS POUR LE GRAND PRIX DE ROME. — COMPOSITION DE LA CANTATE. — MISE EN MUSIQUE DE CETTE CANTATE. — Au commencement de chaque année, un concours était ouvert pour la composition d'une cantate destinée à être mise en musique par les aspirants au grand prix de Rome.

Certaines conditions restrictives étaient imposées à la forme de cette cantate, qui ne devait contenir qu'un air, un duo et un trio fina., reliés par des récitatifs; le nombre des personnages était limité à trois.

Un concours ayant le même objet a été ouvert de nouveau en 1870; mais afin de laisser plus de latitude aux auteurs des paroles, il ne leur a été tracé aucun programme.

Le jury n'avait à se déterminer dans son choix que par les qualités scéniques du poëme qui, sous une forme aussi concise que possible, devait offrir aux compositeurs les situations les plus musicales et les plus variées.

Il n'est pas inutile de faire connaître ici les conditions de ce concours ainsi réglées :

« Une médaille d'or de la valeur de 500 francs sera accordée à l'auteur du poëme choisi par le jury.

» Les manuscrits devront être déposés, avant le 4<sup>er</sup> mai, au Conservatoire impérial de musique et de déclamation.

» Le nom et l'adresse de l'auteur seront inscrits dans un pli cacheté sur l'enveloppe duquel se trouvera une épigraphe répétée en tête du manuscrit.

» Dans le cas où l'auteur du poëme choisi ne se rendrait pas en temps utile à la convocation qui lui sera adressée, le jury procédera d'office aux modifications jugées nécessaires.

« Aucun manuscrit ne sera rendu. »

Le ministre a nommé le jury, qui était ainsi composé :

MM. Auber, président ; baron Taylor, de Saint-Georges, Ambroise Thomas, de Leuven, Arthur de Beauplan, commissaire impérial, et Jules Barbier.

Ce jury s'est réuni, au Conservatoire, les 23 et 24 mai. Sur 53 manuscrits qui ont été envoyés, 5 ont été réservés, et après nouvel examen, le numéro 45 a obtenu la médaille. L'auteur est M. DUTHEIL, dont le poëme est intitulé : *Le Jugement de Dieu*. Il a été remis séance tenante, aux concurrents, qui sont entrés en loge pour y rester vingt-cinq jours.

Après examen le jury a désigné M. MARÉCHAL (Henri) comme ayant mérité le grand prix de Rome. Un deuxième premier prix de Rome a été décerné à M. LEFEBVRE.

---

NOMINATIONS, PRIX ET RÉCOMPENSES HONORIFIQUES. — Par arrêté du ministre de l'instruction publique, du 26 décembre 1869, M. EUGÈNE GAUTIER, professeur d'harmonie au Conservatoire impérial de musique, a été nommé officier d'Académie pour services rendus à l'instruction publique.

— L'Académie française, dans sa séance du 27 juillet 1869, a accordé à M. EUGÈNE MANUEL, auteur de la pièce en vers *les Ouvriers*, le prix fondé par M<sup>me</sup> Landrieux. Ce prix est d'une valeur de 4,000 francs.

— L'Académie des beaux-arts, de l'Institut, dans sa séance publique annuelle du 16 décembre 1869, a décerné le prix Chartier, musique de chambre, à M<sup>me</sup> FARRENC.

---

TOMBEAUX ET MONUMENTS. — TOMBEAU DE ROSSINI. — Le 11 novembre 1869, a eu lieu, au Père-Lachaise, l'exhumation du corps du maestro Rossini. ♪

Une vingtaine d'amis intimes avaient répondu aux invitations de la veuve.

Les prières ont été dites par M. l'abbé Gallet, de Saint-Roch.

Rossini, dont les restes avaient été provisoirement déposés dans le caveau de la comtesse Pepoli (Alboni), repose maintenant dans un mausolée construit dans l'allée dite d'Honneur, celle qui fait face à la grande porte d'entrée.

Ce mausolée est en pierre blanche, de construction récente et d'ordonnance sévère.

L'intérieur en est peint en rouge; deux tables de marbre sont encastrées dans les parois intérieures de la chapelle; l'autel est en marbre blanc.

Sur le fronton, on lit ce seul mot en lettres d'or :

ROSSINI

---

**MONUMENT A LA MÉMOIRE DE PONSARD.** — L'inauguration à Vienne de la statue de Ponsard a eu lieu le 45 mai 1869. Plusieurs discours ont été prononcés, notamment par MM. Viollet-Leduc et Édouard Thierry et par M. Émile Augier, qui a fait en fort beaux vers l'éloge du poète académicien. Ces discours ont été alternés par des odes et cantates. — Le même jour la Comédie Française donnait une représentation extraordinaire en l'honneur de Ponsard, dans laquelle M. E. Chasles a fait une conférence sur la vie et l'œuvre du poète viennois.

**BUSTE D'ALFRED DE VIGNY.** — L'administration des beaux-arts a commandé, au mois de février 1870, deux bustes d'ALFRED DE VIGNY à M. Étex et à M. Gaston Guitten. L'un de ces bustes est destiné au musée de Versailles, l'autre au foyer de la Comédie Française.

---

## TRAITÉ

DE LA COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES  
AVEC M. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

Entre la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, constituée par acte passé devant M<sup>e</sup> Thomas et son collègue, notaires à Paris, portant pour première date celle du 48 novembre 1837, et

pour dernière celle du 2 février 1838, enregistré à Paris le 6 février 1838, et dont communication a été donnée à M. Dentu ; stipulant, ladite Société, aux termes des articles 45 et 46 de l'Acte social, par la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques, composée de MM. Edmond About, Émile Augier, Jules Barbier, Ernest Boulanger, Édouard Brisebarre, Edouard Cadol, Raimond Deslandes, Paul Féval, Edmond Gondinet, Émile Jonas, Hugène Labiche, Auguste Maquet, Édouard Pailleron, Henri de Saint-Georges, Victorien Sardou, tous élisant domicile, pour l'objet des présentes, au siège de la Société, 30, rue Saint-Marc, à Paris, *d'une part* ;

Et M. Dentu, libraire-éditeur, élisant domicile, pour l'objet des présentes, au siège de la Librairie, 47 et 49, galerie d'Orléans, au Palais-Royal, à Paris, *d'autre part* ;

Il a été convenu et stipulé de bonne foi un traité dont les parties s'engagent à exécuter d'une manière absolue les clauses énoncées ci-après :

ART. 1<sup>er</sup>. — Une publication, exclusivement destinée à éditer les pièces de théâtre des membres et des stagiaires de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, est établie sous le titre générique de *Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques*.

2. — Elle comprendra les trois formats suivants : *In-8° carré* ; *in-48 Jésus* et *in-4° carré à deux colonnes*.

Des modèles types pour le texte et la couverture de pièces de ces trois formats sont adoptés et annexés au présent traité.

Toute pièce devra se rapprocher de ces modèles pour le texte ; la couverture des pièces imprimées dans les formats in-8° et in-48 devra leur être en tout conforme, et contenir aux 2°, 3° et 4° pages, suivant les besoins, la liste des pièces précédemment publiées dans ladite *Bibliothèque spéciale*.

3. — Sur le premier feuillet de chacun des exemplaires sera apposée, par les soins d'un délégué de la Commission, la devise de la Société : *Unis et libres*.

Tout exemplaire qui ne serait pas revêtu de cette estampille pourra être saisi et poursuivi, conformément aux lois, par l'auteur,



lorsqu'il aura été constaté que la formalité prescrite par l'art. 7 aura été remplie par lui.

4. — Les pièces de théâtre qui devront faire partie de la *Bibliothèque spéciale* seront fabriquées aux frais de l'auteur par des entrepreneurs de son choix, avec lesquels il s'entendra sous sa responsabilité absolue.

Elles seront remises estampillées à M. Dentu.

5. — Aucun membre ou stagiaire de la Société n'est obligé de publier sa pièce dans la *Bibliothèque spéciale*, même quand il aurait déjà publié, dans cette collection, un ou plusieurs ouvrages; toutefois, les pièces de théâtre qui y auront une première fois été publiées ne pourront plus être retirées de l'exploitation commerciale de ladite *Bibliothèque*, pendant toute la durée du présent traité, sauf le cas de publication en œuvres complètes.

6. — Tout membre ou stagiaire de la Société qui voudra faire éditer une pièce dans la *Bibliothèque spéciale*, devra préalablement se rendre soit auprès de M. Dentu, soit auprès de l'inspecteur-vérificateur de la Société, s'il le préfère, à l'effet de retirer les modèles types spécifiés dans l'art. 2.

Il lui sera donné en même temps tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin au sujet de la fabrication de sa brochure, tels que prix approximatif de revient, choix de format, fixation du prix de vente, etc., etc.

7. — Quand la pièce sera imprimée, l'auteur devra informer son brocheur qu'il aura à envoyer à l'estampillage la totalité des exemplaires tirés.

Lorsque la brochure se composera de plusieurs cartons, l'auteur invitera le brocheur à envoyer aussitôt que possible à l'estampillage le carton plié qui renfermera le titre.

En procédant ainsi, toute perte de temps sera évitée.

L'inspecteur-vérificateur, chargé du soin de l'estampillage, constatera sur un registre *ad hoc* le nombre d'exemplaires estampillés.

Si l'auteur négligeait cette formalité si essentielle pour sa garantie, s'il disposait d'un seul exemplaire avant qu'elle fût remplie, il ne serait plus fondé à poursuivre et à saisir ultérieurement les exem-

plaires non estampillés qui auraient pu être soustraits ou tirés à son insu.

8. — Quand la pièce sera estampillée et livrée à M. Dentu, celui-ci sera tenu de donner un récépissé du nombre d'exemplaires qu'il aura reçus en dépôt.

L'auteur pourra déposer chez M. Dentu la totalité des exemplaires tirés; toutefois, M. Dentu se réserve de réduire ultérieurement ce dépôt à cent exemplaires, s'il est constaté qu'il n'a pas vendu au moins vingt exemplaires de la pièce dans le cours de la seconde année à partir de la livraison.

9. — Le but exclusif de l'institution de la *Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques* étant de perpétuer dans les mains des auteurs la propriété de leurs œuvres, M. Dentu s'interdira d'une manière absolue, à partir du jour de la signature du présent traité, le droit d'acquérir lui-même, et il interdira également à tous ses représentants ou fondés de pouvoir, le droit d'acquérir en son nom la propriété des œuvres dramatiques des membres ou stagiaires de la Société, comme encore il s'interdit le droit de faire directement ou par un intermédiaire quelconque, agissant en son nom, un traité stipulant des conditions inférieures à celles qui sont indiquées dans l'art. 20.

Dans le cas où, contrairement à l'esprit et aux termes du paragraphe qui précède, M. Dentu contracterait soit personnellement, soit par un de ses employés ou tout autre intermédiaire, des arrangements de cette nature, il serait passible d'une amende de mille francs au profit de la caisse sociale.

En outre, la Commission aurait le droit, mais elle l'aurait seule, de résilier le traité passé avec lui.

10. — M. Dentu ne devra donc accepter que des pièces fabriquées aux frais de l'auteur. Après la représentation d'une pièce dont la vente de la brochure lui paraîtrait devoir couvrir les frais d'impression, il pourrait, sur la demande de l'auteur, se rendre garant de ces frais auprès des entrepreneurs.

Il serait alors autorisé à payer l'imprimeur, et le marchand de papier et le brocheur s'il y avait lieu, sur le produit net revenant à l'auteur. Dans ce cas, ce dernier ne serait admis à réclamer aucun

payement, tant que les frais ne seraient pas absolument couverts.

Mais cette garantie serait donnée bénévolement par M. Dentu, sans qu'il pût, ainsi qu'il a été dit à l'art. 9, faire aucun marché avec l'auteur, soit en proposant d'être de compte à demi, soit en traitant au-dessus de la remise fixée par l'art. 20, soit enfin en acceptant une cession totale ou partielle de l'œuvre, tant en librairie qu'au théâtre.

41. — M. Dentu aura le droit de prendre dans ses catalogues, sur les ouvrages portant son nom, et dans toutes les annonces qu'il pourra faire, le titre de : *Libraire de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques*.

Il aura le monopole de ce titre, et aucune pièce de la *Bibliothèque spéciale* ne pourra être vendue que par ses soins.

42. — Il prendra l'engagement de faire tous ses efforts pour écouler les pièces dont le dépôt lui aura été confié.

En ce qui concerne les pièces nouvelles, il fera d'office des envois à ses correspondants de la province et de l'étranger; il devra déployer, en un mot, autant de zèle pour ces dépôts que s'il s'agissait d'œuvres éditées pour son propre compte.

43. — Il s'engage à prendre aux mêmes conditions que les pièces nouvelles toutes les pièces qui ont été éditées précédemment par l'ancienne agence de librairie dramatique et qui portent le titre générique spécifié à l'art. 1<sup>er</sup>.

44. — Il ne pourra, sous aucun prétexte, prendre livraison d'exemplaires qui ne seraient pas estampillés, aux termes de l'article 3.

45. — Il sera tenu de remplir, aux frais de l'auteur, et suivant ses instructions, dans les délais voulus, la formalité de l'enregistrement et celle du dépôt quand il y aura lieu, pour assurer à l'auteur la propriété de son œuvre dans les divers États qui ont ou auront conclu des conventions avec la France pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.

Les récépissés de ces déclarations seront remis à l'inspecteur vérificateur de la Société ou à l'auteur s'il le désire.

46. — Il devra faire parvenir au Président de la Commission deux exemplaires de chacune des pièces éditées par ses soins.

Ces exemplaires seront destinés à figurer dans la bibliothèque de la Société.

17. — Les exemplaires dont il est fait mention dans les art. 15 et 16 seront portés sur le compte de l'auteur en déduction du nombre déposé par lui.

Il en sera de même des exemplaires que l'auteur pourrait retirer ou faire retirer à la librairie de M. Dentu.

Dans ces deux cas, les exemplaires ne seront remis qu'en échange d'un récépissé de l'auteur.

18. — M. Dentu réservera une place dans son catalogue au répertoire de la *Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques*.

Il sera, en outre, tenu de faire à ses frais dans le *Feuilleton du journal général de l'Imprimerie et de la Librairie* pour chaque pièce nouvellement représentée, une annonce qui ne pourra être moindre de la valeur de dix lignes.

Indépendamment de cette annonce spéciale, il fera également à ses frais, dans la même publication, au moins quatre fois par an, une annonce collective de tout le répertoire, limitée à une page.

19. — Resteront également à sa charge les pertes d'exemplaires par suite de faillite ou d'insolvabilité des acheteurs, ainsi que les frais généraux d'expédition en province et à l'étranger.

Il n'aura aucun droit de magasinage à prélever sur le compte de l'auteur.

20. — M. Dentu prélèvera sur le prix fort de vente fixé par l'auteur une remise nette de 40 p. 100 sur chaque exemplaire, quel qu'en soit le nombre.

Il n'aura droit à aucun treizième, la remise ci-dessus étant calculée de manière à comprendre ce treizième.

Cette remise de 40 p. 100 ne sera pas prélevée sur les exemplaires que les auteurs prendront pour leur service personnel, non plus que sur les deux exemplaires réservés à la bibliothèque de la Société.

M. Dentu n'aura rien à réclamer en sus de cette remise, qui comprend la rémunération absolue de tous les frais que peut entraîner la vente de la pièce, aussi bien la remise à faire aux autres libraires ou commissionnaires que les charges qui ont été indiquées aux art. 18

et 49, et telles autres dont la mention pourrait avoir été omise dans le présent acte.

24. — Tout membre ou stagiaire de la Société qui aura une pièce éditée dans la *Bibliothèque spéciale* pourra exiger mensuellement le règlement de son compte.

Ce compte, arrêté à la fin du mois précédent, sera payable à partir du 40 du mois suivant.

M. Dentu ne sera tenu de payer que le produit des pièces qu'il aura vendues à ferme ; c'est-à-dire que l'auteur ne pourra réclamer à M. Dentu, lors du paiement mensuel, le montant des pièces que celui-ci aura déposées chez d'autres libraires de Paris, des départements ou de l'étranger avec lesquels il justifierait n'avoir pas encore réglé ; mais les comptes des pièces mises en dépôt devront, dans tous les cas, être réglés entre l'auteur et M. Dentu au mois de mars pour les pièces mises en vente dans le second semestre de l'année précédente, et au mois de septembre pour celles mises en vente dans le premier semestre de l'année, quand bien même M. Dentu n'aurait pas réglé avec ses correspondants.

Il sera délivré à l'auteur qui en fera la demande un état certifié de son compte d'exemplaires.

22. — M. Dentu sera soumis, — en ce qui concerne la *Bibliothèque spéciale*, — sous la surveillance de la Commission et suivant le mode indiqué par elle, à une comptabilité et à un contrôle analogues à la comptabilité et au contrôle établis pour les agents généraux de la Société.

23. — Dans le cas où M. Dentu viendrait à céder sa librairie, il s'engage à faire agréer à son successeur ses obligations avec la Commission.

Toutefois, la Commission serait libre d'accepter ce successeur ou de résilier le traité.

24. — En cas de faillite de M. Dentu, le traité pourrait de même être résilié ; mais dans ce cas encore, il ne pourrait l'être que par la Commission seulement.

25. — Dans le cas où M. Dentu viendrait à mourir, sa veuve pourrait continuer, aux mêmes conditions, l'exploitation de la

*Bibliothèque spéciale*, sans que la Commission eût le droit de s'y opposer.

26. — Le présent traité est fait quintuple pour commencer le jour de la signature du présent traité, 12 novembre 1869, et finir le 7 mars 1879, en même temps que la Société constituée suivant acte passé devant M<sup>e</sup> Thomas et son collègue, notaires à Paris, en date du 18 novembre 1837 et du 6 février 1838.

Il restera entre les mains :

1° De M. Dentu ;

2° De M. Hippolyte Rimbaut, — bibliothécaire, rédacteur de la Commission ;

3° De M. Victor Rozier, inspecteur-vérificateur de la Société ;

4° De M. L. Peragallo ;

5° De M. A. Roger, ces deux derniers agents généraux de la Société.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité seront à la charge de M. Dentu.

Paris, le 12 novembre 1869.

Ont approuvé l'écriture, signé et paraphé :

MM. H. DE SAINT-GEORGES, ED. PAILLERON, P. FÉVAL, E. JONAS,

E. LABICHE, ED. CADOL, J. BARBIER,

Et M. DENTU.

---

## NÉCROLOGIE

---

**ALBERT GRISAR, mort à Asnières, le 15 juin 1869, inhumé le 16 du même mois, Discours prononcé à ses obsèques par M. HENRI DE SAINT-GEORGES, président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques. (4)**

Messieurs,

Je viens remplir une douloureuse mission.

Si le président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques apporte sur cette tombe les regrets de toute notre association,—l'ami de Grisar, l'un de ses collaborateurs assidus, se sent cruellement ému d'une séparation qui l'atteint dans ses sentiments les plus chers et les plus profonds!

Le talent de notre Albert Grisar, sa nature, son caractère, sont dignes d'une étude approfondie, que je ne ferai qu'ébaucher dans cette triste cérémonie, où les larmes seraient le plus éloquent discours!

Quelques mots seulement sur cette riche organisation, trop tôt brisée pour la gloire de celui qui la possédait, pour le bonheur et l'affection de ses nombreux amis!

La défiance de Grisar à l'endroit de ses œuvres était incroyable.

Le succès même ne le rassurait pas, et je l'ai vu s'affliger de ne pouvoir refaire un ouvrage applaudi, convaincu qu'il le referait mieux encore!

Grisar n'a jamais écrit de musique d'en cas! J'appelle ainsi cette musique de portefeuille, souvent chantante et rythmée, mais qui s'applique à tous les sentiments, à toutes les situations.

Grisar s'inspirait de ses poèmes, avec une conscience extrême.

Il fallait que sa nature d'homme et de musicien s'identifiât avec son sujet, qu'il se l'appropriât, qu'il se l'affiliât, qu'il entrât dans le caractère de ses personnages et les sentît vrais, pour être vrai comme

---

(1) La statue d'Albert Grisar a été inaugurée à Anvers, le 3 mars 1871, dans le vestibule du Théâtre Royal.

eux ! Alors il écrivait ses ravissants chefs-d'œuvre que nous connaissons tous !

*L'Eau merveilleuse,  
Le Chien du Jardinier,  
Les Porcherons,  
Bonsoir monsieur Pantalon,  
Lady Meleil,  
Gille ravisseur,  
Les Amours du Diable,  
Le Carillonneur de Bruges,*

et bien d'autres qui sont dans toutes les mémoires comme leur auteur dans tous nos cœurs !

Original dans l'idée, correct et toujours élégant dans la forme, Grisar procédait d'un grand maître, de celui qui a peut-être le mieux fait parler la note, *de celui qui a toujours rencontré l'accent de la parole chantée*, de cet illustre Grétry, pour lequel il avait un véritable culte !

A ce sentiment exquis de l'expression Grisar joignait une verve brillante qui saisissait et entraînait ses auditeurs.

Il marquait ses ravissants ouvrages bouffes, où il excellait, d'un cachet macaronique, à lui propre, et dont les Italiens nous offrent de nombreux exemples, mais il restait toujours musicien français par la grâce et par l'exécution !

Au milieu de ses remarquables productions, de cette carrière qui nous promettait encore tant d'années de succès, se glissa la plus terrible des maladies morales pour l'artiste... le découragement !

Grisar, par une de ces défaillances, si communes aux esprits exaltés comme le sien, se persuada qu'on le dédaignait, que les théâtres et le public l'abandonnaient, quand ces mêmes théâtres désiraient ardemment ses œuvres, quand le public les applaudissait *centenaires*, avec le même enthousiasme, dont il avait salué leur première apparition !

Cette défiance que je signalais s'empara complètement de lui, et, l'éloignant peu à peu de la sphère laborieuse où il avait vécu, il déserta son art, et la musique française perdit en lui l'un de ses plus grands maîtres, l'un des derniers apôtres de cette fille privilégiée du



ciel, de l'adorable mélodie qui, se voilant le front devant les barbares qui la dédaignent, retourne aux concerts des anges, puisque les hommes la repoussent ici-bas !

Nous avons parlé de l'artiste, messieurs, parlons maintenant de l'homme !

Albert Grisar était aimé de ceux qui le connaissaient. Jamais un cœur plus chaud ne fut uni à un caractère plus affectueux, plus confraternel !

Les premières représentations de Grisar étaient des fêtes de famille !

Chacun désirait ardemment la victoire, et jamais elle n'était disputée ! Les artistes, qui l'adoraient, jouaient et chantaient ses œuvres comme ils eussent fait de celles d'un frère ! Les auteurs de poèmes recherchaient sa collaboration, car toutes les aridités du travail disparaissaient devant le charme et l'entrain du maestro !

Grisar possédait enfin l'heureux et rare privilège d'avoir beaucoup d'admirateurs et pas d'ennemis !

Messieurs, ce discours se prolongerait encore s'il m'était permis de vous initier à toutes les rares qualités de celui que nous pleurons ; mais votre affection pour lui se chargera de le compléter !

Cher Grisar, la veille au soir de cette mort si prompte, si imprévue, tes amis te serraient encore la main, ils écoutaient tes bonnes et joyeuses paroles, ils te quittaient en te disant : A demain, et le lendemain la mort l'avait repris à ses amitiés fidèles, à ce public qui lui fut toujours fidèle aussi ! Des accords funèbres succédaient à ses accords si pleins de vie, de charme et de gaieté !

Une lyre adorable de moins sur la terre ! messieurs, une lyre divine de plus aux cieux !

Adieu ! mon bien-aimé Grisar, mon frère de cœur et de travail ! à toi nos regrets éternels, à tes travaux, à ton œuvre entière l'admiration de l'avenir !

**EUGÈNE NYON, mort à Paris, le 28 janvier 1870, inhumé au cimetière Montmartre le 30 du même mois. — Discours prononcé sur sa tombe par M. ÉDOUARD BRISEBARRE, vice-président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.**

Messieurs,

L'Association des Auteurs et Compositeurs dramatiques comprend toujours noblement ses devoirs, et, jusqu'au dernier moment, elle est là pour honorer celui des siens qui tombe, la plume à la main, dans le champ du travail !...

L'homme qui n'est plus était, à tous les titres, un homme remarquable et remarqué.

Eugène Nyon fut, jadis, l'un des plus brillants élèves de l'École des Chartes.

En 1830, encore enfant, et tout frémissant du grand souffle de la liberté, il se fit soldat, non pour combattre, mais pour affranchir ! Puis il prit la plume, qu'il crut un meilleur engin pour éclairer, et il écrivit ces remarquables livres d'éducation qui le placèrent au premier rang parmi ces littérateurs qui regardent comme une mission sainte de récréer et d'instruire l'enfance.

L'un de ses ouvrages, parmi ses nombreuses et amusantes productions restera comme un modèle de grâce et de sagesse. Ce livre, c'est *le Colon de Mettray*.

Abordant ensuite le théâtre, Eugène Nyon donna sur toutes les scènes de genre des petits chefs-d'œuvre d'observation, d'esprit et de goût ! Je ne citerai rien, car je citerais tout.

Notre Association s'honore de l'avoir compté au nombre de ses commissaires.

Eugène Nyon est mort en plein travail, la plume en main... sur son dernier manuscrit... qu'il rêvait triomphant sur la scène du Théâtre-Français, qu'il avait traversée déjà deux fois — et deux fois avec succès.

Au nom de la Commission des Auteurs dramatiques, adieu, Eugène Nyon !

En mon nom, adieu, mon vieil ami, le dernier compagnon de ma jeunesse passée!

Au nom de tous les penseurs, adieu!

Tu fus un auteur dramatique, tu fus un littérateur distingué, mais tu fus mieux encore : tu fus un homme de cœur et un homme de bien!

**JOSEPH BOUCHARDY**, mort dans sa maison, à Chateaufort, le 27 mai 1870, à l'âge de 59 ans, inhumé le 30 du même mois. — Paroles improvisées sur sa tombe par M. ÉMILE DE NAJAC, secrétaire de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

Messieurs,

Nous regrettons de n'avoir pas été prévenus à temps pour être sur cette tombe ouverte des paroles vraiment dignes de l'auteur célèbre qui vient de nous quitter.

*Gaspardo le Pêcheur, le Sonneur de Saint-Paul, Lazare le Père, Jean le Cocher* passionnèrent toute une génération!

Ses dernières années de théâtre furent peut-être moins heureuses, mais aujourd'hui l'on ne se rappelle que ses succès... il semble qu'il les ait obtenus hier.

N'y a-t-il pas là une leçon pour la vanité de ceux qui réussissent? N'y a-t-il pas là surtout une espérance légitime pour tous ceux qui travaillent?

En face de cette tombe, ils apprendront une fois de plus qu'à l'heure de la justice définitive, on se souvient seulement des efforts heureux.

Adieu, Bouchardy!... Adieu! ton nom ne périra pas.

---

# ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

DES

## AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

COMPOSITION DE LA COMMISSION PENDANT L'EXERCICE 1870-1871.

| <i>Président.</i>                                           | <i>Secrétaires.</i>                                     | <i>Membres.</i>                                                                | <i>Suppléants.</i>                          |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| AUGUSTE MAQUET.                                             | ÉDOUARD CADOL.<br>ÉMILE DE NAJAC.                       | ERNEST BOULANGER.<br>FERDINAND DUGUÉ.<br>ALEXANDRE DUMAS fils.<br>ÉMILE JONAS. | THÉODORE DE BANVILLE.<br>PAUL SIRAUDIN.     |
| <i>Vice-Présidents.</i>                                     | <i>Trésorier.</i>                                       |                                                                                |                                             |
| JULES BARBIER.<br>ÉDOUARD BRISEBARRE.<br>RAIMOND DESLANDES. | JULES ADENIS.<br><i>Archiviste.</i><br>EDMOND GONBINET. | HENRI MEILHAC.<br>ÉDOUARD PAILLERON.<br>VICTORIEN SARDOU.                      | —                                           |
| <i>Agents généraux.</i>                                     | <i>Secrétaire-Rédacteur.</i>                            | <i>Inspecteur-Vérificateur.</i>                                                | <i>Conservateur<br/>de la Bibliothèque.</i> |
| LÉONCE PERAGALLO.<br>ALEXANDRE ROGER.                       | HIPPOLYTE RIMBAUT.                                      | VICTOR ROZIER.                                                                 | FRANÇOISE HUTIN.                            |

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS  
DRAMATIQUES.

*Procès-verbal de la séance du samedi 1<sup>er</sup> juillet 1871.*

La séance est ouverte à une heure dix minutes, dans la salle Herz, sous la présidence de M. AUGUSTE MAQUET, président de la Commission.

Sont présents au bureau :

MM. Jules Barbier, Ernest Boulanger, Édouard Brisebarre, Édouard Cadol, Raimond Deslandes, Ferdinand Dugué, Alexandre

Dumas fils, Edmond Gondinet, Émile Jonas, Auguste Maquet, Henri Meilhac, Émile de Najac, Édouard Pailleron, Victorien Sardou.

Absent :

M. Jules Adenis.

Sont présents dans l'assemblée :

MM. Émile Abraham, Louis Abraham, Édouard d'Anglemont, Henri Augu, Henri Avocat, d'Avrecourt.

Frédéric Barbier, Jules Barbier, Jules Baric, Henri Bacque, Élie Berthot, Théodore Basset, Charles de Besselièvre, E. de Biéville, Georges Bizet, Henry Bocage, Adrien Boieldieu, Eugène Bonnemère, Henri de Bornier, Ernest Boulanger, Alexis Bouvier, Édouard Brisebarre, Ernest Buffault.

Édouard Cadol, Arsène de Cey, Augustin Challamel, Eugène Chavette, Clairville, Hippolyte Cogniard, Auguste Commerson, François Coppée.

Adrien Decourcelle, Alfred Delacour, Jules Denizet, Nérée Désarbres, Desbuards, Raimond Deslandes, Georges Douay, Jean Duboys, Ernest Dubreuil, Étienne Ducret, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Henry Dupin, Duprato, Durand de Beauregard, Duvert.

Elwart.

Théodore Faucheur, Auguste de Forges, Narcisse Fournier, Édouard Foussier.

Charles Garand, Alexandre Garnier, Philippe Gille, Edmond Gondinet, Emmanuel Gonzalès, Eugène Grangé, Henri Grasset, Groubental, Constant Guérout, Léon Gaillard, Jules Guillemot, Ernest Guirand.

Eugène Hugot.

Amédée de Jallais, Auguste Joltrois, Émile Jonas, Victorin Joncières, Auguste Jouhand, Judicis de Mirandol.

Victor Koning.

Fabrice Labrousse, Lafitte, Théodore de Lajarte, Jules Lan, de Lange, Fernand Langlé, Charles de La Rouzat, Laurencin, Alexandre de Lavergne, Charles Lecoq, Hippolyte Lefèvre, An-

guste Lefranc, Isidore Legouix, Marc Le Prévost, Louis Leroy, Llaunet, Hippolyte Lucas, Auguste Luchet.

Eugène Manuel, Auguste Maquet, Maréchalle, Victor Massé, Michel Masson, Adolphe Mathon, Henri Meilhac, Jules Moinaux, Eugène Moreau, Paul de Musset.

Émile de Najac, Napoléon Naquet, Julien Nargeot, Charles Narrey, Adolphe Nibelle, Henri Nicolle.

Eugène Ortolan.

Noël Parfait, J. Péliissier, Édouard Plouvier, Henry Potier, Charles Potron, Adolphe Poujol, Jules Prevel.

Ernest Rigodon, Hippolyte Rimbaut, Henri Rivière, Victor Robillard, Jules Rostaing, Alphonse Royer.

Henri de Saint-Georges, Alphonse Salin, Eugène Sandrin, Victorien Sardou, Élie Sauvage, Thomas Sauvage, Théophile Semet, Paul Siraudin, Léon Supersac, Sylvain Saint-Étienne.

Frédéric Thomas, Alfred Touroude, Alfred Tranchant.

Mario Uchard.

Vaucorbeil, Verconsin, Vergeron, Jules Verne, Jules Vizentini, Wekerlin.

Pierre Zaccone.

M. le Président se lève, et, dans une allocution, toute cordiale et toute confraternelle, il exprime la joie que ressent la Commission de se trouver en présence de cette assemblée générale, tardive, mais d'autant plus désirée que les causes du retard étaient plus douloureuses. « Il n'y a, dit-il, dans cette enceinte, que des écrivains dramatiques; nous ne voulons pas être autre chose, et, ce qui ressortira de cette réunion, dont nous éprouvions si vivement le besoin, c'est la constatation de notre existence littéraire sagement réservée, c'est le maintien de notre chère Société, debout, après tant de ruines et de désastres, intacte, immaculée dans son honneur. »

L'assemblée, par ses bravos unanimes, témoigne de son adhésion aux paroles de M. le Président.

M. le Président donne ensuite communication de l'ordre du jour suivant :

1° Lecture par le Secrétaire de son rapport sur l'exercice 1870-1871 ;

Discussion et vote sur le rapport du Secrétaire ;

2° Lecture par le Trésorier de son rapport sur la situation financière de la Société ;

Discussion et vote sur le rapport du Trésorier ;

3° Correspondance ;

4° Nomination de cinq commissaires en remplacement de MM. Éd. Brisebarre, E. Gondinet, É. Jonas, A. Maquet et Victorien Sardou.

La parole est à M. de Najac, Secrétaire, dont le rapport est ainsi conçu :

» Messieurs et chers confrères,

» N'attendez pas de nous un compte rendu de nos travaux. Dans cette triste et fatale année, il ne nous a pas été permis de remplir le mandat que vous nous aviez confié. La guerre étrangère et la guerre civile ont tout arrêté, tout ruiné, tout détruit. Nous n'avons eu qu'à souffrir.

» La France envahie, Paris assiégé, nous sommes atteints des premiers : les théâtres sont fermés par ordre, et le travail, qui est votre vie, vous manque dès le début. Aussi, messieurs, que de misères ! que d'infortunes ! Et cependant, disons-le hautement, à l'honneur de la Société, jamais les demandes de secours n'ont été relativement aussi discrètes. Par une sorte de convention muette, touchante, délicate, on attendait l'ordre extrême de la nécessité pour frapper à notre porte, tant l'on craignait, en demandant pour soi, d'épuiser nos faibles ressources au détriment de confrères plus malheureux.

» Ces dures épreuves ne sont pas les seules qui nous étaient réservées. La révolution éclate le 18 mars. Pendant plus de deux mois nous sommes sous le règne d'une nouvelle Terreur ; nos malheurs, en se prolongeant, ne font que s'aggraver ; et nous nous trouvons bientôt en face d'une situation inouïe, monstrueuse,

sans précédents ; sans précédents, en effet, messieurs, car elle nous a fait subir une perte douloureuse et imposé un cruel devoir.

» Parmi les victimes de la Commune, nous avons eu un avocat dévoué de notre conseil judiciaire, défenseur assidu de vos intérêts, et qui, l'an dernier encore, vous a rendu un signalé service, — GUSTAVE CHAUDEY, lâchement assassiné. Votre Commission lui doit aujourd'hui le tribut de reconnaissance que la Société n'a jamais marchandé à ceux qui l'ont loyalement servie.

» Parmi les fonctionnaires de la Commune, nous avons eu un membre de notre conseil médical, le docteur SEMERIE. Votre Commission l'a dispensé de ses services.

» J'aurai terminé ma tâche, messieurs, quand je vous aurai rappelé tous ceux que nous avons perdus. Dans cette funeste année, la mort s'est fait la part du lion : elle nous a pris des meilleurs et des plus illustres.

» ALEXANDRE DUMAS, AUBER, BOUCHARDY, ANICET BOURGEOIS, EMILE DESCHAMPS, AIMÉ MAILLARD, ROCHEFORT père, SAMSON, le marquis DE BELLOY, DE LÉRIS, PONSON DU TERRAIL, JULES DE GONCOURT, BALFE, FÉTIS, EUGÈNE ROCHE, POIJOL père, EUSTACHE LORSAY, MONTJOIE, ALEXANDRE FLAN, SAINT-LÉON...

» Vous avez tous applaudi JOSEPH BOUCHARDY et ANICET BOURGEOIS, ces maîtres du drame. Ils ont occupé une grande place sur la scène française. Tous deux possédaient au plus haut degré l'art si difficile de tenir en éveil la curiosité du public. Intérêt puissant, intrigues hardies, péripéties palpitantes, ils avaient une merveilleuse habileté pour émouvoir, attendrir et passionner la foule. BOUCHARDY ne se prodigua pas : ses drames sont peu nombreux ; mais ils ont eu presque tous un grand retentissement. L'œuvre d'ANICET BOURGEOIS est plus considérable et plus variée. Toujours sur la brèche, à l'assaut du succès, il ne savait pas se reposer. Il était de ces vrais auteurs pour qui le théâtre est la vie même, et qui meurent en regrettant de laisser une dernière œuvre inachevée.

» Des poètes qui ont le plus contribué au mouvement romantique de ce siècle, ÉMILE DESCHAMPS doit être cité parmi les pre-



miers. Touchante et sympathique figure d'un homme de cœur honnête et bienveillant ! Il a vécu quatre-vingt-deux ans, il n'a pas eu un ennemi. Ses poésies et ses études françaises et étrangères resteront ses plus beaux titres de gloire. On relira toujours avec plaisir ses remarquables traductions de Shakespeare.

» PONSON DU TERRAIL et JULES DE GONCOURT, après s'être fait brillamment connaître dans les lettres, cherchèrent, eux aussi, dans le théâtre une nouvelle source de succès. Vaillants travailleurs, producteurs intrépides, ils sont morts jeunes tous deux. Dans le feu de la lutte, ils n'avaient pas consulté leur force ; ils sont tombés en combattant.

» AIMÉ MAILLARD nous a été aussi trop tôt enlevé. Après ses beaux succès des *Dragons de Villars* et de *Lara*, son talent chaud et coloré ne demandait qu'à s'épanouir dans la pleine possession de lui-même.

Je voudrais vous parler du marquis DE BELLOY, l'élégant auteur de *Pythias et Damon*, de SAMSON, le grand comédien à qui le Théâtre-Français doit plusieurs œuvres distinguées, de FÉLIS, directeur pendant quarante ans du Conservatoire de Bruxelles, auteur d'ouvrages considérables, parmi lesquels, la *Biographie universelle des Musiciens* et l'*Histoire générale de la Musique* ; de BALFE, enfin, le compositeur anglais qui sut être Français dans ses partitions du *Puits d'Amour* et de la *Bohémienne*. Mais je ne vous ai rien dit encore de DUMAS et d'AUBER.

» ALEXANDRE DUMAS est la plus étonnante personnalité de notre époque. Esprit fécond, d'une imagination ardente, d'une verve intarissable, riche d'audace et d'originalité. DUMAS a tout osé. Plus mousquetaire que ses héros favoris, il est entré dans l'histoire de France avec la désinvolture d'un gentilhomme qui se permet tout par droit de naissance et de talent. Infatigable promeneur, il traversa l'Europe dans tous les sens, toujours en quête de nouveaux décors pour ses aventures et ses impressions. Les romans et les voyages suffirent-ils à l'emploi de toutes ses merveilleuses facultés ? Non ! Il avait aussi le sentiment des contrastes, l'intelligence des passions humaines, et de bonne heure il aborda le théâtre. Le romancier appartient à la société des gens

de lettres. L'auteur dramatique est à nous. Et si, dans le roman, il eut des rivaux, il n'en eut pas au théâtre. Là il était le maître. Et, maintenant encore, personne n'oserait sérieusement le contester. *Henri III* a été une révolution littéraire. D'autres ont suivi DUMAS dans cette voie nouvelle, mais ne l'ont pas dépassé. Quant à sa fécondité dont quelques-uns ont prétendu lui faire un reproche, pour nous elle est toute à sa gloire, la fécondité étant à notre avis un des signes distinctifs du véritable talent. Il est d'ailleurs impossible de ne pas reconnaître que DUMAS a donné à beaucoup de ses productions une forme qui lui est propre ; et la forme est le passe-port des œuvres de l'esprit pour la postérité.

» DUMAS est mort près de Dieppe pendant l'invasion. Pour lui rendre les derniers devoirs, ses enfants n'eurent auprès d'eux que de rares amis que le hasard avait jetés là !

» A quelques mois de distance, AUBER s'est éteint à Paris pendant la Commune. Ses amis cachèrent ses dépouilles pour leur épargner de honteuses funérailles. Il attend encore les honneurs qui lui sont dus.

» AUBER était le chef de l'École française, un chef dont nous avons le droit d'être fiers. Sa gloire est un diamant qui brillera sans tache dans l'écrin déjà si riche de nos gloires. Il sut résister aux influences étrangères. Il ne fit aucune concession à l'Allemagne et à l'Italie. Il resta Français, et il ne se contenta pas de mettre tout son esprit dans ses partitions ; il y prodigua la grâce, le charme, la tendresse ; et, si à l'heure du péril il ne déserta pas son pays, c'est qu'il se souvint qu'un jour il avait été le chantre de l'amour sacré de la patrie. Oui ! il était Français. Est-ce pour cela que quelques-uns lui reprochèrent de n'être pas sérieux ? Le reproche est injuste. Ceux qui l'ont critiqué doivent savoir que son œuvre est riche d'harmonies neuves dont ils se sont peut-être déjà servis. AUBER avait une grande modestie. Il aimait à dissimuler sa science sous une forme élégante et légère. Et, à chaque partition nouvelle, car il a beaucoup produit, lui aussi, il redoublait de jeunesse pour se faire pardonner son nouveau succès.

» AUBER aimait Paris par-dessus tout. Il ne le quitta jamais. Pendant le siège, malgré son âge, il eut la force de tout souffrir ; l'espoir le soutenait. La Commune vint. C'était trop ! Paris n'était plus Paris. AUBER n'avait plus de raison de vivre.

» Messieurs,

» Le malheur attire le malheur. Aux désastres de notre pays est venu se joindre la perte de deux hommes illustres. Pendant un demi-siècle, leur renommée a grandi la France aux yeux du monde. Qui sait si cette renommée n'a pas été une des causes de la jalousie envieuse de nos ennemis ? S'il est vrai, Messieurs, continuons la lutte avec énergie, travaillons avec rage. Nous tous, les petits-fils de DUMAS et d'AUBER, suivons la route qu'ils nous ont tracée. Sur le terrain des arts et des lettres, la France n'est pas encore vaincue ! »

Le rapport de M. de Najac, écouté avec la plus grande attention, et accueilli par les bravos sympathiques de l'assemblée, est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

M. le Président annonce que M. E. Jonas va donner lecture du rapport sur la situation financière de la Société, en remplacement de M. J. Adenis, Trésorier, empêché par un devoir impérieux de famille.

Ce rapport est conçu dans les termes suivants :

« Messieurs et chers confrères,

» Après les douloureuses épreuves que notre pays vient de subir, vous comprendrez que la tâche de votre Trésorier sera bien courte, et qu'il n'aura à vous présenter qu'un rapide résumé de notre comptabilité. Je vais donc, messieurs et chers confrères, avant de vous donner lecture du bilan général, qui n'a pu, en raison des circonstances, être imprimé assez tôt pour vous être adressé avant cette assemblée, vous donner connaissance des principaux chiffres des recettes et des dépenses de l'exercice 1870-1871, arrêté au 10 avril dernier :

» Les revenus réunis de notre caisse sociale, demi pour cent, domaine public et représentations à bénéfice, ont produit un total de 14,089 francs.

» Si nos recettes ont été fortement atteintes, en raison des événements désastreux de cette année, le chiffre de nos dépenses s'est élevé par les infortunes que nous avons été appelés à soulager, et les secours accordés par votre Commission ont atteint la somme de 16,376 francs.

» Pour venir en aide à de malheureux confrères, il nous a fallu vendre quarante de nos obligations, qui ont produit 11,480 francs.

» Pendant les mois d'avril et de mai, nos agents généraux avaient pris la sage précaution de transporter notre petite fortune à Versailles et de centraliser dans cette ville la perception de province. Les relations, interrompues pendant l'investissement de Paris, ont été renouées; partout vos droits ont été perçus avec le plus grand soin, et non sans difficulté. Nos agents généraux ont pu faire rentrer dans notre caisse la somme de quatre-vingt mille francs, qui sera portée au prochain exercice.

» Nous devons incidemment vous dire quelques mots du fait qui s'est passé à Bruxelles au sujet de la perception de nos droits. M. le directeur du théâtre de la Monnaie, un peu trop pressé de profiter de nos désastres, déclara nettement qu'il n'avait plus rien à payer aux auteurs français. Par bonheur, l'un des nôtres, membre de la Commission, qui se trouvait alors à Bruxelles, prit sans retard toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder nos intérêts.

» Maintenant, messieurs et chers confrères, je vais vous rendre compte de notre situation financière.

### ÉTAT COMPARATIF DES DROITS D'AUTEUR

DES DEUX DERNIERS EXERCICES

|                   | 1866-1870    | 1870-1871  | Différence en moins<br>POUR 1870-1871 |
|-------------------|--------------|------------|---------------------------------------|
|                   | fr. c.       | fr. c.     | fr. c.                                |
| Paris .....       | 1,503,218 71 | 361,664 17 | 1,141,554 54                          |
| Départements..... | 491,466 64   | 178,899 55 | 312,567 11                            |
| Banlieue.....     | 57,312 77    | 26,001 87  | 31,310 90                             |
| Étranger.....     | 29,835 00    | 9,897 44   | 19,937 56                             |
| TOTAL.....        | 2,081,763 12 | 576,463 01 | 1,505,300 11                          |

» Tel est, messieurs et chers confrères, le résultat financier de cette triste année; mais l'ordre est rétabli, le travail et les affaires reprennent, les jours prospères reviendront, et lorsque, après de si cruels revers, le crédit public retrouve avec tant d'éclat la confiance du pays et de l'Europe, il nous est permis d'espérer et d'avoir foi dans l'avenir. »

M. Elwart demande quel est celui des membres de la Commission qui a pris, à Bruxelles, la défense des intérêts de la Société.

Le rapporteur répond à M. Elwart par le nom de M. Cadol, et l'Assemblée y répond à son tour en l'applaudissant.

Le rapport du Trésorier est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

M. le Président fait savoir qu'il a reçu de M. de Montépin une lettre, publiée dans les journaux avant de lui être parvenue, et contenant une proposition destinée à être soumise à l'Assemblée générale.

Plusieurs membres demandent l'ordre du jour; d'autres s'y opposent en disant que cette lettre n'est pas connue de tout le monde.

M. le Président invite l'Assemblée à décider si la lettre sera entendue.

La majorité se prononce pour la lecture.

La lettre suivante est lue par M. Cadol, secrétaire de la Commission :

« Paris, le 22 Juin 1871.

« Monsieur le Président,

» J'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation, et à celle de nos collègues, une proposition qui me semble toucher aux intérêts les plus chers de notre dignité.

» Je demande que MM. Félix Pyat, Victor Hugo, Henri Rochefort, Vacquerie, Paul Meurice, ceux enfin d'entre nous qui, soit par leurs actes, soit par leurs écrits, ont pactisé avec les doctrines de la Commune de Paris, soient déchus de l'honneur d'appartenir à la fraternelle Société des Auteurs dramatiques.

» En effaçant leurs noms de nos listes, nous affirmerons notre indignation légitime contre les chefs et les souteneurs de la secte qui procédait par l'assassinat des otages, l'empoisonnement des soldats de notre armée, le pillage des caisses publiques, l'incendie des palais, des maisons, des *théâtres*.

» Entre de tels hommes et nous, nous creuserons un abîme. — C'est assurément notre droit, et c'est, je crois, notre devoir.

» Forcé de quitter Paris, et ne pouvant, à mon grand regret, assister à l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet, pour y soutenir ma proposition, j'ose vous demander, monsieur le Président, de vouloir bien donner connaissance de cette lettre à nos collègues réunis. — Ils comprendront le sentiment qui m'anime, et j'espère qu'ils ne refuseront point de s'y associer.

» Agréez, je vous en prie, monsieur le Président, l'assurance de la haute estime et de la vive sympathie avec lesquelles j'ai l'honneur d'être

» Votre très-obéissant et très-empressé serviteur.

« XAVIER DE MONTÉPIN. »

M. Tourte déclare qu'il n'admet pas d'appréciation politique dans une assemblée littéraire.

L'ordre du jour, réclamé par plusieurs membres, et vivement appuyé, est mis aux voix.

Le bureau constate 55 voix pour l'ordre du jour, et 37 voix contre.

L'ordre du jour est adopté.

M. Hugot demande la parole pour soumettre à l'Assemblée la proposition d'un article additionnel aux Statuts.

M. le Président lui fait observer qu'avant de porter une proposition devant l'Assemblée générale, il est d'usage d'en saisir la Commission par une communication préalable.

M. Th. Sauvage est d'avis que l'Assemblée n'est pas en mesure de délibérer sur une question imprévue, puisqu'elle ne figure pas à l'ordre du jour.

M. le Président, après avoir consulté l'Assemblée, accorde la parole à M. Hugot, pour formuler sa proposition.

M. Hugot propose d'ajouter aux Statuts un article ayant pour objet la fondation d'une caisse de retraite.

Cette proposition est ajournée au renouvellement de la Société.

M. le président annonce qu'il va être procédé, au scrutin secret, par appel nominal, à l'élection de cinq commissaires, en remplacement de MM. Edouard Brisebarre, Edmond Gondinet, Emile Jonas, Auguste Maquet et Victorien Sardou, membres sortants et non rééligibles aux termes de l'article 12 des Statuts.

La liste des candidats se compose de MM. Edmond About, Duprato, Louis Leroy, Michel Masson, Jules Moinaux, Napoléon Naquet, Alphonse Royer, Henri de Saint-Georges, Thomas Sauvage, Alfred Touroude, Mario Uchard, Vaucorbeil.

Les votes recueillis donnent les résultats suivants :

Nombre de votants : 128. — Majorité : 65.

|                              |          |
|------------------------------|----------|
| MM. H. de Saint-Georges..... | 102 voix |
| Edmond About.....            | 69       |
| Michel Masson.....           | 67       |
| Thomas Sauvage.....          | 60       |
| Jules Moinaux.....           | 47       |
| Louis Leroy.....             | 47       |
| Mario Uchard.....            | 46       |
| Alphonse Royer.....          | 43       |
| Vaucorbeil.....              | 42       |
| Duprato.....                 | 41       |
| Elwart.....                  | 19       |
| Alfred Touroude.....         | 11       |
| Napoléon Naquet.....         | 6        |

Sont proclamés membres de la Commission :

|                                         |           |
|-----------------------------------------|-----------|
| MM. HENRI DE SAINT-GEORGES, qui obtient | 102 voix. |
| EDMOND ABOUT.....                       | 69        |
| MICHEL MASSON.....                      | 67        |

Après un second tour de scrutin pour l'élection de deux Commissaires à la majorité relative, M. VAUCORBEIL, qui avait obtenu 42 voix au premier tour de scrutin, ayant au second tour, obtenu à la majorité relative 31 voix, et M. THOMAS SAUVAGE, qui avait obtenu 60 voix au premier tour de scrutin, ayant au second tour obtenu à la majorité relative, 29 voix, sont proclamés membres de la Commission :

M. LOUIS LEROY ayant obtenu..... 47 voix

et M. JULES MOINAUX ..... 47

au premier tour de scrutin, ces deux sociétaires sont nommés membres suppléants.

En conséquence, la Commission se trouve composée ainsi qu'il suit pour l'exercice 1871-1872 (1) :

**MM. EDMOND ABOUT.**

**JULES ADENIS.**

**JULES BARBIER.**

**ERNEST BOULANGER.**

**ÉDOUARD CADOL.**

**RAIMOND DESLANDES.**

**FERDINAND DUGUÉ.**

**ALEXANDRE DUMAS fils.**

**MICHEL MASSON.**

**HENRI MEILHAC.**

---

(1) Dans sa séance du vendredi 7 juillet 1871, la Commission a constitué son bureau de la manière suivante :

*Président.....* **MM. ALEXANDRE DUMAS fils.**

*Vice-Présidents.* **JULES BARBIER.**

— **RAIMOND DESLANDES.**

— **FERDINAND DUGUÉ.**

*Secrétaires.....* **ÉDOUARD CADOL.**

— **ÉMILE DE NAJAC.**

*Trésorier.....* **JULES ADENIS.**

*Archiviste.....* **VAUCORBEIL.**



EMILE DE NAJAC.  
EDOUARD PAILLERON.  
HENRI DE SAINT-GEORGES.  
THOMAS SAUVAGE.  
VAUCORBEIL.

*Suppléants :*

MM. LOUIS LEROY.  
JULES MOINAUX.

La séance est levée à trois heures et demie.

## CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

### RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1870-1871.

(Du 11 avril 1870 au 10 avril 1871. — 12 mois.)

| RECETTES.                                                                                                                                                                      |           | DÉPENSES                                                                                                 |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
|                                                                                                                                                                                | fr. c.    |                                                                                                          | fr. c.     |
| Revenus .....                                                                                                                                                                  | 9,372 95  | Secours .....                                                                                            | 16,376 70  |
| Produit du 1/2 p. 0/0....                                                                                                                                                      | 2,681 72  | Frais judiciaires.....                                                                                   | 1,111 75   |
| Droit du domaine public..                                                                                                                                                      | 1,207 60  | Loyer, impositions, assu-<br>rances.....                                                                 | 1,589 95   |
| Représentations à bénéfice.                                                                                                                                                    | 627 65    | Employés.....                                                                                            | 5,599 80   |
|                                                                                                                                                                                |           | Bibliothèque.....                                                                                        | 2,084 15   |
|                                                                                                                                                                                |           | Annuaire, impression et<br>envoi de circulaires et<br>autres imprimés.....                               | 697 45     |
|                                                                                                                                                                                |           | Assemblée générale de 1870                                                                               | 215 60     |
|                                                                                                                                                                                |           | Frais de bureau et de copie                                                                              | 1,289 30   |
|                                                                                                                                                                                |           | Timbre et copie des traités<br>passés avec les directeurs<br>des entreprises théâtrales<br>de Paris..... | 206 »      |
|                                                                                                                                                                                |           | Établissement de la per-<br>ception dans les cafés-<br>concerts de Paris et de la<br>Province.....       | 552 10     |
|                                                                                                                                                                                |           | Frais divers.....                                                                                        | 630 »      |
|                                                                                                                                                                                |           |                                                                                                          | 30,463 80  |
|                                                                                                                                                                                | 14,089 92 |                                                                                                          |            |
| En Caisse le 10 avril 1870..                                                                                                                                                   | 8,207 43  |                                                                                                          |            |
| Prod. de 20 oblig. de l'Ouest.                                                                                                                                                 | 5,800 »   |                                                                                                          |            |
| Prod. de 20 ob. du Dauphiné.                                                                                                                                                   | 5,681 25  | En Caisse le 10 avril 1871.                                                                              | * 3,314 80 |
| TOTAL .....                                                                                                                                                                    | 33,778 60 | TOTAL.....                                                                                               | 33,778 60  |
| Les sommes précédées d'un astérisque ne doivent être considérées ni comme recettes ni comme dépenses; en les déduisant du tableau qui précède, on trouve les totaux ci-après : |           |                                                                                                          |            |
| Recette effective.....                                                                                                                                                         | 14,089 92 | Dépense effective.....                                                                                   | 30,463 80  |
| Excédant de la dépense....                                                                                                                                                     | 16,373 88 |                                                                                                          |            |
|                                                                                                                                                                                | 30,463 80 |                                                                                                          | 30,463 80  |

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient, à la date du 10 avril 1871, la somme de 154,775 fr. 53 c., en prenant pour base le cours moyen de la Bourse, d'après la cote officielle dudit jour, conformément au tableau ci-après :

| VALEURS.                                                           | COURS. | PRODUIT.   | REVENUS. |
|--------------------------------------------------------------------|--------|------------|----------|
|                                                                    | fr. c. | fr. c.     | fr. c.   |
| 4,000 fr. de rente 3 p. 0/0.....                                   | 51 40  | 68,533 03  | 4,000 00 |
| 25 Obligations Dauphiné.....                                       | 285 00 | 7,125 00   | 375 00   |
| 200 Obligations Bourbonnais.....                                   | 285 00 | 57,000 00  | 3,000 00 |
| 94 Obligations Ouest. ....                                         | 281 25 | 26,437 50  | 1,310 00 |
| 4 Obligations libérées de la Ville de Paris (emprunt de 1865)..... | 420 00 | 1,680 00   | 80 00    |
|                                                                    |        | 154,775 53 | 8,865 00 |

|                                                                                  |            |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Le capital représenté par ces valeurs était, à la date du 10 avril 1871, de..... | 154,775 53 |
| Il y avait en caisse ledit jour.....                                             | 3,314 80   |
| Le capital net était donc de.....                                                | 158,090 33 |
| Soit une diminution pendant l'exercice 1870-1871, de.....                        | 72,817 19  |
| Ce capital étant, au 10 avril 1870, de.....                                      | 230,907 43 |

## DROITS D'AUTEUR

NON COMPRIS LES BILLETS STIPULÉS DANS LES TRAITÉS PASSÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

### TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 1869-1870 ET 1870-1871, POUR PARIS, LES DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.

NOTA. Les renseignements placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux ci-après, se rapportent, pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les représentations.

Pour les théâtres des départements, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui où le dépouillement des droits a été fait dans les agences générales de la Société.

Ce travail n'aurait pu être fait d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en détruisant les bases du contrôle sur lequel il repose. On ne pourrait donc tirer, pour cet exercice, des déductions statistiques certaines en ce qui concerne la province et l'étranger, le dépouillement n'ayant pu s'opérer pendant l'investissement de Paris par les Allemands, ni pendant la durée de l'insurrection. Les droits perçus pendant ces deux périodes figureront dans les tableaux qui seront publiés l'an prochain; ils atteignent à peine le chiffre de cent mille francs.

### I. — PARIS

#### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

| MOIS.                 | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|-----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                       | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>OPÉRA-COMIQUE.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....           | 117,682 95          | 14,121 84        | 91,585 85           | 10,990 20        | 2,131 64                                      | »            |
| Mai .....             | 93,580 90           | 11,469 60        | 74,888 45           | 8,986 56         | 2,483 04                                      | »            |
| Juin .....            | 61,906 90           | 7,428 72         | 56,419 00           | 18,751 48        | »                                             | 11,322 76    |
| Juillet .....         | 51,714 25           | 6,305 56         | 54,583 50           | 6,550 02         | »                                             | 344 46       |
| Août .....            | 75,042 50           | 9,004 92         | 36,479 75           | 4,377 53         | 4,627 39                                      | »            |
| Septembre .....       | 92,161 00           | 11,093 32        | »                   | »                | 11,093 32                                     | »            |
| Octobre .....         | 107,689 40          | 12,922 56        | »                   | »                | 12,922 56                                     | »            |
| Novembre .....        | 102,517 90          | 12,302 10        | »                   | »                | 12,302 10                                     | »            |
| Décembre .....        | 108,253 35          | 12,990 24        | »                   | »                | 12,990 24                                     | »            |
| Janvier .....         | 119,145 20          | 14,297 28        | »                   | »                | 14,297 28                                     | »            |
| Février .....         | 97,236 35           | 11,668 28        | »                   | »                | 11,668 28                                     | »            |
| Mars .....            | 107,598 90          | 12,911 85        | »                   | »                | 12,911 85                                     | »            |
|                       | 1,136,829 60        | 136,418 27       | 313,956 53          | 49,635 79        | 86,762 48                                     | »            |
| <b>FRANÇAIS.</b>      |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....           | 99,521 94           | 13,381 95        | 83,841 79           | 11,692 62        | 1,589 33                                      | »            |
| Mai .....             | 123,686 41          | 16,291 52        | 61,802 89           | 7,594 09         | 8,696 53                                      | »            |
| Juin .....            | 81,141 00           | 11,825 64        | 38,209 80           | 4,314 47         | 7,481 17                                      | »            |
| Juillet .....         | 32,906 45           | 3,237 76         | 31,096 86           | 3,835 37         | »                                             | 597 61       |
| Août .....            | 39,093 28           | 2,285 60         | 28,102 08           | 2,231 11         | 54 49                                         | »            |
| Septembre .....       | 53,861 10           | 5,602 78         | 2,101 46            | 169 94           | 5,432 84                                      | »            |
| Octobre .....         | 92,914 77           | 11,105 18        | »                   | »                | 11,105 18                                     | »            |
| Novembre .....        | 87,698 18           | 11,443 33        | 31,096 73           | »                | 11,443 33                                     | »            |
| Décembre .....        | 100,035 41          | 12,708 77        | »                   | 35 00            | 12,673 77                                     | »            |
| Janvier .....         | 103,871 87          | 12,981 36        | »                   | 640 26           | 12,321 10                                     | »            |
| Février .....         | 96,214 72           | 9,773 74         | 12,603 00           | 995 28           | 8,778 46                                      | »            |
| Mars .....            | 98,348 29           | 11,569 52        | 15,533 50           | 1,480 40         | 10,089 12                                     | »            |
|                       | 1,012,313 42        | 122,087 15       | 301,388 06          | 33,019 44        | 89,067 71                                     | »            |

| MOIS.          | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>Opéra.</b>  |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....     | 206,092 14          | 7,906 25         | 158,140 02          | 7,300 00         | 606 25                                        | „            |
| Mai.....       | 172,507 48          | 7,000 00         | 133,681 76          | 6,362 50         | 637 50                                        | „            |
| Juin.....      | 125,499 29          | 18,750 00        | 103,499 50          | 5,700 00         | 13,050 00                                     | „            |
| Juillet.....   | 100,224 54          | 6,500 00         | 113,644 56          | 5,837 50         | 662 50                                        | „            |
| Août.....      | 140,638 63          | 7,000 00         | 88,530 77           | 6,687 50         | 312 50                                        | „            |
| Septembre..... | 131,263 86          | 6,500 00         | „                   | 900 00           | 5,600 00                                      | „            |
| Octobre.....   | 138,850 10          | 7,312 50         | „                   | „                | 7,312 50                                      | „            |
| Novembre.....  | 145,493 69          | 6,000 00         | „                   | „                | 6,000 00                                      | „            |
| Décembre.....  | 139,184 28          | 5,250 00         | „                   | „                | 5,250 00                                      | „            |
| Janvier.....   | 140,260 44          | 8,100 00         | „                   | „                | 8,100 00                                      | „            |
| Février.....   | 132,236 29          | 6,050 00         | „                   | „                | 6,050 00                                      | „            |
| Mars.....      | 173,160 42          | 7,550 00         | „                   | „                | 7,550 00                                      | „            |
|                | 1,748,411 16        | 93,918 75        | 607,496 61          | 32,787 50        | 61,181 25                                     | „            |

|                |              |            |            |           |           |          |
|----------------|--------------|------------|------------|-----------|-----------|----------|
| <b>Opéra.</b>  |              |            |            |           |           |          |
| Avril.....     | 46,775 00    | 4,677 50   | 76,349 00  | 7,981 40  | „         | 3,206 40 |
| Mai.....       | 30,439 00    | 3,013 90   | 83,708 75  | 8,351 40  | „         | 5,312 40 |
| Juin.....      | 25,623 00    | 2,562 30   | 60,890 75  | 6,088 80  | „         | 3,567 75 |
| Juillet.....   | 7,806 50     | 892 51     | 46,790 25  | 4,678 65  | „         | 3,782 15 |
| Août.....      | 113,945 75   | 11,410 35  | 21,405 55  | 2,440 10  | 8,970 25  | „        |
| Septembre..... | 211,143 00   | 21,173 97  | 1,415 25   | 111 50    | 21,032 47 | „        |
| Octobre.....   | 199,421 75   | 20,003 75  | „          | „         | 20,003 75 | „        |
| Novembre.....  | 163,498 50   | 16,409 60  | „          | „         | 16,409 60 | „        |
| Décembre.....  | 147,703 00   | 14,831 95  | 3,749 00   | 374 90    | 14,457 05 | „        |
| Janvier.....   | 128,988 00   | 12,898 35  | „          | „         | 12,898 35 | „        |
| Février.....   | 85,381 50    | 8,537 65   | „          | „         | 8,537 65  | „        |
| Mars.....      | 56,290 50    | 5,628 75   | 7,816 50   | 745 10    | 4,883 65  | „        |
|                | 1,217,015 50 | 122,070 58 | 303,155 05 | 30,801 85 | 91,268 73 | „        |

|                 |            |            |            |           |           |          |
|-----------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|----------|
| <b>Gymnase.</b> |            |            |            |           |           |          |
| Avril.....      | 58,645 75  | 7,037 49   | 103,301 00 | 12,396 12 | „         | 5,358 51 |
| Mai.....        | 57,666 75  | 6,920 01   | 59,590 50  | 7,142 46  | „         | 222 75   |
| Juin.....       | 34,111 25  | 4,173 30   | 28,181 50  | 3,381 78  | 791 53    | „        |
| Juillet.....    | 21,102 25  | 2,810 38   | 14,426 00  | 1,731 12  | 1,079 26  | „        |
| Août.....       | 33,747 75  | 4,049 73   | 13,465 75  | 1,629 12  | 2,420 61  | „        |
| Septembre.....  | 51,753 85  | 7,350 46   | 2,705 75   | 324 69    | 7,025 77  | „        |
| Octobre.....    | 63,081 00  | 8,890 91   | „          | „         | 8,890 91  | „        |
| Novembre.....   | 154,206 25 | 18,504 75  | „          | 1,140 00  | 17,364 75 | „        |
| Décembre.....   | 152,235 50 | 18,268 26  | „          | „         | 18,268 26 | „        |
| Janvier.....    | 124,808 25 | 14,976 99  | „          | „         | 14,976 99 | „        |
| Février.....    | 87,943 00  | 10,553 16  | „          | „         | 10,553 16 | „        |
| Mars.....       | 134,758 50 | 16,171 02  | 18,033 50  | 2,163 90  | 14,007 12 | „        |
|                 | 974,060 10 | 119,706 46 | 239,633 00 | 29,909 19 | 89,797 27 | „        |

| MOIS.                | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                      | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>PALAIS-ROYAL.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....           | 67,173 00           | 8,060 76         | 62,898 00           | 7,672 70         | 388 06                                        | "            |
| Mai.....             | 83,371 00           | 10,244 52        | 49,538 00           | 6,421 50         | 3,823 02                                      | "            |
| Juin.....            | 52,517 50           | 6,302 04         | 26,280 00           | 3,718 45         | 2,583 59                                      | "            |
| Juillet.....         | 4,547 00            | 545 65           | 12,846 50           | 1,541 58         |                                               | 995 93       |
| Août.....            | 46,895 00           | 5,627 40         | 11,798 50           | 1,415 82         | 4,211 58                                      | "            |
| Septembre.....       | 59,087 50           | 7,090 50         | 824 50              | 98 94            | 6,991 56                                      | "            |
| Octobre.....         | 73,722 00           | 10,230 32        | "                   | "                | 10,230 32                                     | "            |
| Novembre.....        | 84,597 00           | 10,151 63        | "                   | "                | 10,151 63                                     | "            |
| Décembre.....        | 78,066 00           | 9,387 92         | "                   | "                | 9,387 92                                      | "            |
| Janvier.....         | 100,346 50          | 15,073 56        | "                   | "                | 15,073 56                                     | "            |
| Février.....         | 107,441 00          | 17,190 56        | 27,835 50           | 3,340 25         | 13,850 31                                     | "            |
| Mars.....            | 106,695 00          | 17,071 20        | 32,970 00           | 3,956 40         | 13,114 80                                     | "            |
|                      | 866,458 50          | 116,936 08       | 224,901 00          | 28,165 64        | 88,790 41                                     | "            |

|                    |            |           |            |           |           |          |
|--------------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|----------|
| <b>VAUDEVILLE.</b> |            |           |            |           |           |          |
| Avril.....         | 37,568 00  | 4,508 08  | 49,791 00  | 5,975 18  | "         | 1,467 10 |
| Mai.....           | 63,515 00  | 7,621 80  | 39,369 00  | 4,721 28  | 2,897 52  | "        |
| Juin.....          | 49,219 50  | 5,906 34  | 23,660 00  | 3,079 20  | 2,827 14  | "        |
| Juillet.....       | 19,033 60  | 2,286 32  | 19,298 00  | 6,633 52  |           | 4,367 20 |
| Août.....          | 31,543 00  | 3,785 16  | 8,430 50   | 1,011 68  | 2,773 50  | "        |
| Septembre.....     | 32,622 50  | 3,911 70  | "          | "         | 3,911 70  | "        |
| Octobre.....       | 45,806 00  | 5,496 68  | "          | "         | 5,196 68  | "        |
| Novembre.....      | 60,339 00  | 7,210 74  | "          | "         | 7,210 74  | "        |
| Décembre.....      | 49,438 50  | 5,932 62  | 5,072 00   | 484 65    | 5,147 97  | "        |
| Janvier.....       | 46,906 50  | 5,868 78  | "          | "         | 5,868 78  | "        |
| Février.....       | 39,365 50  | 4,723 86  | "          | "         | 4,723 86  | "        |
| Mars.....          | 104,594 50 | 12,551 36 | "          | 1,289 95  | 11,261 41 | "        |
|                    | 581,971 60 | 69,836 44 | 117,621 50 | 23,218 44 | 46,618 00 |          |

|                  |            |           |            |           |           |          |
|------------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|----------|
| <b>VARIÉTÉS.</b> |            |           |            |           |           |          |
| Avril.....       | 50,818 00  | 6,098 16  | 60,361 50  | 7,213 38  | "         | 1,115 22 |
| Mai.....         | 54,930 50  | 6,591 66  | 47,817 50  | 3,802 81  | 788 85    | "        |
| Juin.....        | 34,999 00  | 4,199 81  | "          | "         | 4,199 81  | "        |
| Juillet.....     | 18,155 50  | 2,182 65  | "          | "         | 2,182 65  | "        |
| Août.....        | 55,111 50  | 6,619 34  | 14,032 00  | 1,683 72  | 4,965 62  | "        |
| Septembre.....   | 53,346 00  | 6,401 68  | "          | "         | 6,401 68  | "        |
| Octobre.....     | 63,215 00  | 7,589 40  | "          | "         | 7,589 40  | "        |
| Novembre.....    | 48,266 00  | 5,792 02  | "          | "         | 5,792 02  | "        |
| Décembre.....    | 103,767 00 | 12,452 04 | "          | "         | 12,452 04 | "        |
| Janvier.....     | 124,928 50 | 14,991 42 | "          | "         | 14,991 42 | "        |
| Février.....     | 83,063 00  | 9,967 56  | 31,502 00  | 4,110 28  | 5,827 28  | "        |
| Mars.....        | 83,217 00  | 10,034 04 | 20,431 75  | 3,723 65  | 6,307 39  | "        |
|                  | 774,147 00 | 92,919 78 | 186,144 75 | 22,595 81 | 70,352 94 |          |

| MOIS.                      | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------------------------|--------------|
|                            | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                 | de 1870-1871 |
| <b>PORTE-SAINT-MARTIN.</b> |                     |                  |                     |                  |                                              |              |
| Avril.....                 | 195,630 25          | 23,690 53        | 56,045 10           | 6,157 63         | 17,532 90                                    | "            |
| Mai.....                   | 160,637 73          | 19,397 15        | 40,579 35           | 4,112 36         | 13,281 79                                    | "            |
| Juin.....                  | 89,701 25           | 10,839 43        | 15,676 00           | 1,679 43         | 9,180 00                                     | "            |
| Juillet.....               | 6,730 50            | 847 63           | "                   | 358 35           | 489 30                                       | "            |
| Août.....                  | 3,182 50            | 381 90           | "                   | "                | 381 90                                       | "            |
| Septembre.....             | 89,821 25           | 10,778 20        | "                   | "                | 10,778 20                                    | "            |
| Octobre.....               | 73,663 73           | 9,439 73         | "                   | "                | 9,439 73                                     | "            |
| Novembre.....              | 118,086 75          | 14,169 70        | 26,108 75           | 1,331 28         | 12,938 42                                    | "            |
| Décembre.....              | 111,359 50          | 13,365 25        | 14,747 00           | 1,341 70         | 12,023 53                                    | "            |
| Janvier.....               | 78,723 50           | 9,446 83         | "                   | "                | 9,446 83                                     | "            |
| Février.....               | 158,269 50          | 18,992 40        | "                   | "                | 18,992 40                                    | "            |
| Mars.....                  | 113,725 50          | 13,527 15        | "                   | "                | 13,527 15                                    | "            |
|                            | 1,203,533 00        | 144,896 00       | 153,136 20          | 14,880 79        | 130,015 21                                   |              |

**AMBIGU.**

|                |            |           |            |           |           |      |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|------|
| Avril.....     | 23,835 75  | 2,295 85  | 16,622 75  | 1,663 03  | 633 80    | "    |
| Mai.....       | 28,302 50  | 2,830 00  | 11,177 50  | 1,117 40  | 1,712 60  | "    |
| Juin.....      | 23,294 50  | 2,331 00  | 16,406 50  | 1,640 20  | 690 80    | "    |
| Juillet.....   | 17,453 50  | 1,745 10  | 17,724 80  | 1,772 20  | "         | 27 1 |
| Août.....      | 33,012 25  | 3,301 15  | 3,296 25   | 329 50    | 2,971 65  | "    |
| Septembre..... | 11,931 90  | 1,193 19  | "          | "         | 1,193 19  | "    |
| Octobre.....   | 34,194 50  | 3,419 45  | "          | "         | 3,419 45  | "    |
| Novembre.....  | 51,493 50  | 5,149 35  | 26,661 93  | 2,666 02  | 2,483 33  | "    |
| Décembre.....  | 28,722 25  | 2,872 20  | 8,317 80   | 831 80    | 2,040 40  | "    |
| Janvier.....   | 34,936 50  | 3,493 63  | 10,236 70  | 1,023 58  | 2,470 07  | "    |
| Février.....   | 28,197 00  | 2,819 70  | 13,267 80  | 1,326 75  | 1,492 93  | "    |
| Mars.....      | 26,708 50  | 2,670 85  | 13,948 45  | 1,394 79  | 1,276 06  | "    |
|                | 312,032 63 | 31,121 49 | 137,660 50 | 13,761 29 | 20,357 20 |      |

**FOLIES-DRAMATIQUES.**

|                |            |           |            |           |           |       |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|-------|
| Avril.....     | 55,308 75  | 5,702 93  | 51,421 33  | 6,170 65  | "         | 467 7 |
| Mai.....       | 102,196 03 | 10,985 77 | 28,814 25  | 3,469 10  | 7,516 67  | "     |
| Juin.....      | 72,046 25  | 7,744 53  | 10,114 30  | 1,217 30  | 6,527 23  | "     |
| Juillet.....   | 28,650 65  | 3,827 73  | "          | "         | 3,827 73  | "     |
| Août.....      | 56,214 95  | 6,042 80  | "          | "         | 6,042 80  | "     |
| Septembre..... | 56,893 70  | 6,119 03  | "          | "         | 6,119 03  | "     |
| Octobre.....   | 55,509 80  | 5,905 33  | "          | "         | 5,905 33  | "     |
| Novembre.....  | 45,972 90  | 5,316 85  | "          | "         | 5,316 85  | "     |
| Décembre.....  | 50,619 80  | 6,074 15  | "          | "         | 6,074 15  | "     |
| Janvier.....   | 86,544 00  | 10,383 10 | "          | "         | 10,383 10 | "     |
| Février.....   | 52,138 80  | 8,147 80  | "          | "         | 8,147 80  | "     |
| Mars.....      | 59,297 90  | 7,114 95  | 9,737 53   | 1,168 50  | 5,946 43  | "     |
|                | 721,395 85 | 83,567 05 | 100,117 45 | 12,023 55 | 71,541 50 |       |

| MOIS.                     | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|---------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                           | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>BOUFFES-PARISIENS.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                | 68,284 00           | 6,828 40         | 46,985 50           | 4,698 55         | 2,129 85                                      | "            |
| Mai.....                  | 40,472 00           | 4,017 20         | 41,215 50           | 4,268 47         | "                                             | 221 27       |
| Juin.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juillet.....              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Août.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Septembre.....            | 27,029 00           | 2,702 90         | "                   | "                | 2,702 90                                      | "            |
| Octobre.....              | 35,333 50           | 3,578 97         | "                   | "                | 3,578 97                                      | "            |
| Novembre.....             | 26,532 00           | 2,813 84         | "                   | "                | 2,813 84                                      | "            |
| Décembre.....             | 106,913 00          | 10,691 50        | 5,017 00            | 501 70           | 10,189 80                                     | "            |
| Janvier.....              | 109,088 00          | 10,908 80        | 6,223 50            | 556 85           | 10,351 95                                     | "            |
| Février.....              | 67,934 50           | 6,793 45         | 5,787 50            | 289 45           | 6,504 00                                      | "            |
| Mars.....                 | 64,738 50           | 6,473 85         | 16,591 00           | 1,659 10         | 4,814 75                                      | "            |
|                           | 546,226 50          | 54,838 91        | 121,850 00          | 11,974 12        | 42,864 19                                     |              |

**LYRIQUE.**

|                |            |           |           |          |           |        |
|----------------|------------|-----------|-----------|----------|-----------|--------|
| Avril.....     | 54,247 50  | 5,424 75  | 40,055 50 | 4,203 55 | 1,219 20  | "      |
| Mai.....       | 40,161 00  | 3,123 85  | 37,021 50 | 3,882 30 | "         | 758 45 |
| Juin.....      | "          | "         | "         | "        | "         | "      |
| Juillet.....   | "          | "         | "         | "        | "         | "      |
| Août.....      | "          | "         | "         | "        | "         | "      |
| Septembre..... | 29,410 70  | 2,944 05  | "         | "        | 2,944 05  | "      |
| Octobre.....   | 31,853 50  | 4,078 10  | "         | "        | 4,078 10  | "      |
| Novembre.....  | 41,087 50  | 4,108 75  | "         | "        | 4,108 75  | "      |
| Décembre.....  | 48,844 00  | 4,884 40  | "         | "        | 4,884 40  | "      |
| Janvier.....   | 53,991 00  | 5,399 10  | "         | "        | 5,399 10  | "      |
| Février.....   | 21,759 50  | 2,475 95  | "         | "        | 2,475 95  | "      |
| Mars.....      | 19,319 00  | 1,931 90  | "         | "        | 1,931 90  | "      |
|                | 343,708 70 | 34,370 85 | 77,077 00 | 8,087 85 | 26,283 00 |        |

**CHATELET.**

|                |            |           |           |          |           |          |
|----------------|------------|-----------|-----------|----------|-----------|----------|
| Avril.....     | 37,187 25  | 3,904 55  | 68,839 10 | 6,813 55 | "         | 2,909 00 |
| Mai.....       | 13,922 50  | 1,473 30  | 8,314 75  | 951 28   | 522 02    | "        |
| Juin.....      | 3,254 50   | 296 15    | "         | "        | 296 15    | "        |
| Juillet.....   | 2,439 50   | 243 95    | "         | "        | 243 95    | "        |
| Août.....      | "          | "         | "         | "        | "         | "        |
| Septembre..... | 164,128 25 | 16,412 55 | "         | "        | 16,412 55 | "        |
| Octobre.....   | 141,037 00 | 14,103 15 | "         | "        | 14,103 15 | "        |
| Novembre.....  | 85,102 75  | 8,509 85  | "         | "        | 8,509 85  | "        |
| Décembre.....  | 22,725 25  | 2,499 70  | "         | "        | 2,499 70  | "        |
| Janvier.....   | 198,846 75 | 21,872 66 | "         | "        | 21,872 66 | "        |
| Février.....   | 100,027 00 | 11,002 10 | "         | "        | 11,002 10 | "        |
| Mars.....      | 99,201 25  | 10,578 31 | "         | "        | 10,578 31 | "        |
|                | 867,872 00 | 90,896 27 | 77,183 85 | 7,764 83 | 83,131 44 |          |



| MOIS.                | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                      | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>CLUNY</b>         |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....           | 28,743 25           | 2,312 47         | 13,614 25           | 1,467 82         | 844 63                                        | "            |
| Mai.....             | 18,605 25           | 1,838 94         | 9,374 50            | 953 05           | 873 89                                        | "            |
| Juin.....            | 30,910 50           | 2,811 94         | 8,530 00            | 852 75           | 1,759 19                                      | "            |
| Juillet.....         | 21,893 25           | 1,751 15         | 4,268 00            | 426 45           | 1,324 70                                      | "            |
| Août.....            | 26,098 25           | 2,087 65         | 354 00              | 35 40            | 2,052 25                                      | "            |
| Septembre.....       | 21,570 00           | 1,725 48         | "                   | "                | 1,725 48                                      | "            |
| Octobre.....         | 19,225 50           | 1,801 63         | "                   | "                | 1,801 63                                      | "            |
| Novembre.....        | 19,832 50           | 1,984 95         | 3,477 00            | 188 40           | 1,796 55                                      | "            |
| Décembre.....        | 18,978 75           | 1,897 50         | 5,656 25            | 348 95           | 1,548 55                                      | "            |
| Janvier.....         | 19,503 50           | 1,950 10         | 1,855 50            | 140 33           | 1,809 75                                      | "            |
| Février.....         | 13,798 00           | 1,379 50         | 14,072 25           | 1,459 75         | "                                             | 80 25        |
| Mars.....            | 17,036 75           | 1,719 85         | 5,779 50            | 681 85           | 1,038 00                                      | "            |
|                      | 256,247 50          | 23,031 16        | 66,981 25           | 6,554 77         | 16,496 39                                     |              |
| <b>ODION.</b>        |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....           | 23,567 00           | 2,256 25         | 24,937 50           | 2,818 75         | "                                             | 392 32       |
| Mai.....             | 29,901 75           | 3,469 37         | 22,068 85           | 2,318 32         | 1,221 05                                      | "            |
| Juin.....            | "                   | "                | "                   | 974 06           | "                                             | 974 06       |
| Juillet.....         | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Août.....            | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Septembre.....       | 32,723 75           | 3,329 09         | "                   | "                | 2,329 09                                      | "            |
| Octobre.....         | 55,208 00           | 4,237 23         | "                   | "                | 4,237 23                                      | "            |
| Novembre.....        | 65,589 75           | 7,414 74         | 4,545 50            | 181 81           | 7,232 93                                      | "            |
| Décembre.....        | 42,156 75           | 4,816 51         | "                   | "                | 4,816 51                                      | "            |
| Janvier.....         | 30,099 75           | 3,704 41         | "                   | "                | 3,704 41                                      | "            |
| Février.....         | 29,171 00           | 3,069 21         | "                   | "                | 3,069 21                                      | "            |
| Mars.....            | 79,956 30           | 9,260 96         | "                   | "                | 9,260 96                                      | "            |
|                      | 388,374 05          | 40,557 80        | 51,531 85           | 6,252 91         | 31,304 86                                     |              |
| <b>BEAUMARCHAIS.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....           | 9,470 00            | 946 65           | 7,081 10            | 748 08           | 198 57                                        | "            |
| Mai.....             | 11,394 00           | 1,139 05         | 7,895 93            | 789 45           | 319 60                                        | "            |
| Juin.....            | 7,514 60            | 751 30           | 6,869 53            | 686 95           | 64 35                                         | "            |
| Juillet.....         | 9,751 75            | 974 85           | 5,801 70            | 580 20           | 394 65                                        | "            |
| Août.....            | 10,398 60           | 1,039 45         | 4,728 10            | 472 85           | 566 60                                        | "            |
| Septembre.....       | 12,938 75           | 1,293 50         | 1,576 30            | 157 60           | 1,135 90                                      | "            |
| Octobre.....         | 13,743 50           | 1,373 90         | "                   | "                | 1,373 90                                      | "            |
| Novembre.....        | 16,764 25           | 1,676 20         | 3,732 55            | 373 15           | 1,303 05                                      | "            |
| Décembre.....        | 12,738 50           | 1,273 80         | 5,176 70            | 517 51           | 756 29                                        | "            |
| Janvier.....         | 14,654 75           | 1,465 15         | 2,845 95            | 284 60           | 1,180 55                                      | "            |
| Février.....         | 10,950 25           | 1,094 95         | 8,662 35            | 863 15           | 229 80                                        | "            |
| Mars.....            | 13,066 65           | 1,306 40         | 7,189 43            | 741 85           | 564 53                                        | "            |
|                      | 143,385 60          | 11,333 20        | 61,559 70           | 6,217 39         | 8,117 81                                      |              |

| MOIS.                                        | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                                              | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>ATMÈNE</b><br>[Fantaisies - Parisiennes.] |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                                   | 37,341 00           | 4,725 74         | 16,493 00           | 2,026 28         | 2,699 46                                      | »            |
| Mai.....                                     | 26,637 00           | 3,560 00         | 13,485 00           | 1,616 92         | 1,913 48                                      | »            |
| Juin.....                                    | 13,046 00           | 1,603 01         | 3,823 00            | 690 40           | 912 55                                        | »            |
| Juillet.....                                 | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| Août.....                                    | »                   | »                | »                   | »                | »                                             | »            |
| Septembre.....                               | 10,518 00           | 1,262 16         | »                   | »                | 1,262 16                                      | »            |
| Octobre.....                                 | 40,127 00           | 4,815 24         | »                   | »                | 4,815 24                                      | »            |
| Novembre.....                                | 35,816 00           | 4,297 92         | 631 00              | 58 00            | 4,239 88                                      | »            |
| Décembre.....                                | 29,535 00           | 3,546 60         | 2,432 50            | 121 70           | 3,424 90                                      | »            |
| Janvier.....                                 | 20,973 00           | 2,516 76         | 5,241 00            | 299 30           | 2,217 46                                      | »            |
| Février.....                                 | 21,594 00           | 2,679 52         | »                   | »                | 2,679 52                                      | »            |
| Mars.....                                    | 19,694 00           | 2,577 37         | »                   | »                | 2,577 37                                      | »            |
|                                              | 253,304 00          | 31,584 72        | 42,109 50           | 4,842 70         | 26,742 02                                     |              |

|                                            |            |           |           |          |          |        |
|--------------------------------------------|------------|-----------|-----------|----------|----------|--------|
| <b>CHATEAU-D'EAU</b><br>[Prince-impérial]. |            |           |           |          |          |        |
| Avril.....                                 | 9,531 50   | 953 15    | 11,879 50 | 1,671 45 | »        | 718 30 |
| Mai.....                                   | »          | »         | 9,487 00  | 990 80   | »        | 990 80 |
| Juin.....                                  | »          | »         | »         | »        | »        | »      |
| Juillet.....                               | »          | »         | »         | »        | »        | »      |
| Août.....                                  | »          | »         | »         | »        | »        | »      |
| Septembre.....                             | »          | »         | »         | »        | »        | »      |
| Octobre.....                               | »          | »         | »         | »        | »        | »      |
| Novembre.....                              | »          | »         | 4,906 50  | 490 60   | »        | 490 60 |
| Décembre.....                              | 23,197 50  | 2,819 45  | »         | »        | 2,819 45 | »      |
| Janvier.....                               | 34,965 25  | 3,495 15  | »         | »        | 3,495 15 | »      |
| Février.....                               | 16,016 50  | 1,601 30  | »         | »        | 1,604 30 | »      |
| Mars.....                                  | 24,479 00  | 2,663 90  | 5,216 50  | 521 65   | 2,142 25 | »      |
|                                            | 113,222 75 | 11,536 95 | 34,489 80 | 3,674 50 | 7,862 45 |        |

|                 |            |           |           |          |           |      |
|-----------------|------------|-----------|-----------|----------|-----------|------|
| <b>DÉJANET.</b> |            |           |           |          |           |      |
| Avril.....      | 10,539 25  | 1,033 73  | 10,580 50 | 1,038 08 | »         | 4 35 |
| Mai.....        | 26,273 55  | 2,627 15  | 6,994 95  | 699 35   | 1,927 80  | »    |
| Juin.....       | 16,016 15  | 1,601 43  | 4,218 00  | 569 43   | 1,032 00  | »    |
| Juillet.....    | 1,292 50   | 129 20    | »         | »        | 129 20    | »    |
| Août.....       | »          | »         | »         | »        | »         | »    |
| Septembre.....  | 7,504 15   | 750 25    | »         | »        | 750 25    | »    |
| Octobre.....    | 21,354 35  | 2,135 35  | »         | »        | 2,135 35  | »    |
| Novembre.....   | 25,165 25  | 2,516 30  | »         | »        | 2,516 30  | »    |
| Décembre.....   | 15,800 40  | 1,579 85  | »         | »        | 1,579 85  | »    |
| Janvier.....    | 19,035 20  | 1,905 20  | »         | »        | 1,905 20  | »    |
| Février.....    | 15,054 60  | 1,505 30  | »         | »        | 1,505 30  | »    |
| Mars.....       | 12,208 55  | 1,220 80  | »         | »        | 1,220 80  | »    |
|                 | 170,263 95 | 17,024 56 | 21,793 45 | 2,326 86 | 14,897 70 |      |

| MOIS.                  | EXERCICE 1869-1870. |                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                        | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1869-1870                                  | de 1870-1871 |
| <b>FOLIES-MARIGNY.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....             | 15,854 00           | 1,585 25         | 6,601 50            | 660 10           | 925 15                                        | "            |
| Mai.....               | 12,298 75           | 1,229 80         | 5,813 75            | 596 85           | 632 95                                        | "            |
| Juin.....              | 9,012 50            | 911 91           | 5,206 50            | 520 60           | 391 31                                        | "            |
| Juillet.....           | 5,915 00            | 591 40           | "                   | "                | 591 40                                        | "            |
| Août.....              | 7,198 50            | 719 66           | 2,798 75            | 279 85           | 439 81                                        | "            |
| Septembre.....         | 6,508 50            | 650 85           | "                   | "                | 650 85                                        | "            |
| Octobre.....           | 6,767 25            | 676 65           | "                   | "                | 676 65                                        | "            |
| Novembre.....          | 14,489 25           | 1,448 85         | "                   | "                | 1,448 85                                      | "            |
| Décembre.....          | 14,183 00           | 1,418 22         | "                   | "                | 1,418 22                                      | "            |
| Janvier.....           | 6,259 25            | 625 90           | "                   | "                | 625 90                                        | "            |
| Février.....           | 7,151 75            | 715 15           | 448 50              | 44 85            | 670 30                                        | "            |
| Mars.....              | 6,160 25            | 616 00           | 692 25              | 24 35            | 591 65                                        | "            |
|                        | 111,798 00          | 11,189 64        | 21,561 25           | 2,126 60         | 9,063 04                                      |              |

**MENUS-PLAISIRS.**

|                |           |          |          |          |          |   |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|----------|---|
| Avril.....     | 9,456 25  | 1,120 25 | 5,300 50 | 500 05   | 620 20   | " |
| Mai.....       | "         | "        | "        | "        | "        | " |
| Juin.....      | "         | "        | "        | "        | "        | " |
| Juillet.....   | "         | "        | "        | "        | "        | " |
| Août.....      | "         | "        | "        | "        | "        | " |
| Septembre..... | 2,260 00  | 225 90   | "        | "        | 225 90   | " |
| Octobre.....   | 8,339 25  | 832 70   | "        | "        | 832 70   | " |
| Novembre.....  | 20,252 85 | 2,024 95 | "        | 30 00    | 1,994 95 | " |
| Décembre.....  | 14,176 00 | 1,427 45 | 3,589 75 | 277 80   | 1,149 65 | " |
| Janvier.....   | 12,859 85 | 1,285 60 | "        | 240 00   | 1,045 60 | " |
| Février.....   | 8,132 00  | 813 00   | "        | 486 05   | 396 95   | " |
| Mars.....      | 13,522 75 | 1,351 95 | "        | 240 00   | 1,111 95 | " |
|                | 88,988 95 | 9,081 80 | 8,890 25 | 1,773 90 | 7,307 90 | " |

**DÉLASSEMENTS-COM.  
[Prince-Eugène].**

|                |           |          |           |          |          |        |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|----------|--------|
| Avril.....     | 168 00    | 16 50    | 2,093 50  | 209 35   | "        | 192 85 |
| Mai.....       | "         | "        | "         | "        | "        | "      |
| Juin.....      | "         | "        | "         | "        | "        | "      |
| Juillet.....   | "         | "        | "         | "        | "        | "      |
| Août.....      | "         | "        | "         | "        | "        | "      |
| Septembre..... | "         | "        | "         | "        | "        | "      |
| Octobre.....   | 3,471 50  | 347 15   | "         | "        | 347 15   | "      |
| Novembre.....  | 7,940 00  | 794 00   | "         | "        | 794 00   | "      |
| Décembre.....  | 5,921 50  | 592 15   | 321 00    | 13 30    | 578 85   | "      |
| Janvier.....   | 20,994 00 | 2,099 40 | 409 75    | 23 00    | 2,076 40 | "      |
| Février.....   | 9,370 75  | 937 05   | "         | "        | 937 05   | "      |
| Mars.....      | 7,858 00  | 785 80   | 7,938 25  | 793 45   | "        | 7 65   |
|                | 55,720 75 | 5,572 05 | 10,765 50 | 1,039 10 | 4,532 96 |        |

## PARIS. — RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE.

**Nota.** Les Théâtres dont les Recettes ne sont pas indiquées payent un droit fixe. — Les Cafés-Concerts ou Établissements classés dans cette catégorie sont désignés par un astérisque.

| THÉÂTRES.                               | EXERCICE 1869-1870. |    |                  |           | EXERCICE 1870-1871. |    |                  |           | DROITS D'AUTEUR.     |           |               |    |
|-----------------------------------------|---------------------|----|------------------|-----------|---------------------|----|------------------|-----------|----------------------|-----------|---------------|----|
|                                         | Recette brute.      |    | Droits d'auteur. |           | Recette brute.      |    | Droits d'auteur. |           | Différence en faveur |           | de            |    |
|                                         | fr.                 | c. | fr.              | c.        | fr.                 | c. | fr.              | c.        | de 1869-1870         |           | de 1870-1871. |    |
| Opéra-Comique.....                      | 1,136,829           | 60 | 136,418          | 27        | 213,956             | 55 | 49,655           | 79        | 86,762               | 48        | »             | »  |
| Théâtre-Français.....                   | 1,012,313           | 42 | 122,087          | 15        | 304,388             | 06 | 33,019           | 44        | 89,067               | 71        | »             | »  |
| Opéra.....                              | 1,748,411           | 16 | 93,918           | 75        | 607,496             | 61 | 32,787           | 50        | 61,131               | 23        | »             | »  |
| Gaité.....                              | 1,217,015           | 50 | 123,070          | 58        | 305,155             | 05 | 30,801           | 85        | 91,268               | 73        | »             | »  |
| Gymnase.....                            | 974,060             | 10 | 119,706          | 46        | 239,633             | 00 | 29,909           | 19        | 89,797               | 27        | »             | »  |
| Palais-Royal.....                       | 866,458             | 50 | 116,956          | 08        | 224,991             | 00 | 28,165           | 64        | 88,790               | 44        | »             | »  |
| Vaudeville.....                         | 581,971             | 60 | 69,836           | 44        | 147,621             | 50 | 23,218           | 44        | 46,618               | 00        | »             | »  |
| Variétés.....                           | 774,147             | 00 | 92,949           | 78        | 186,144             | 75 | 22,596           | 84        | 70,352               | 94        | »             | »  |
| Porte-Saint-Martin.....                 | 1,203,535           | 00 | 144,896          | 00        | 153,136             | 20 | 14,880           | 79        | 130,015              | 21        | »             | »  |
| Ambigu.....                             | 342,062             | 65 | 34,121           | 49        | 137,660             | 50 | 13,764           | 29        | 20,357               | 20        | »             | »  |
| Folies-Dramatiques.....                 | 721,395             | 55 | 83,567           | 05        | 100,117             | 45 | 12,025           | 55        | 71,541               | 50        | »             | »  |
| Bouffes-Parisiens.....                  | 546,226             | 50 | 54,838           | 91        | 121,850             | 00 | 11,974           | 12        | 42,864               | 19        | »             | »  |
| Lyrique.....                            | 343,708             | 70 | 34,370           | 85        | 77,077              | 00 | 8,087            | 85        | 26,283               | 00        | »             | »  |
| Châtelet.....                           | 867,872             | 00 | 90,896           | 27        | 77,183              | 85 | 7,764            | 83        | 83,131               | 44        | »             | »  |
| Cluny (Folies-S.-G.).....               | 256,247             | 50 | 23,051           | 16        | 66,981              | 25 | 6,554            | 77        | 16,496               | 39        | »             | »  |
| Odéon.....                              | 388,374             | 05 | 40,557           | 80        | 51,551              | 85 | 6,252            | 94        | 34,304               | 86        | »             | »  |
| Beaumarchais.....                       | 143,385             | 60 | 14,335           | 20        | 61,559              | 70 | 6,217            | 39        | 8,117                | 81        | »             | »  |
| Athénée (Fantaisies).....               | 235,304             | 00 | 31,584           | 72        | 43,109              | 50 | 4,842            | 70        | 26,742               | 02        | »             | »  |
| Château-d'Eau.....                      | 113,222             | 75 | 11,536           | 95        | 34,489              | 80 | 3,674            | 50        | 7,862                | 45        | »             | »  |
| Déjazet (Folies-Nouv.).....             | 170,263             | 95 | 17,024           | 56        | 21,793              | 45 | 2,326            | 86        | 14,697               | 70        | »             | »  |
| Folies-Marigny.....                     | 111,798             | 00 | 11,189           | 64        | 21,561              | 25 | 2,126            | 60        | 9,063                | 04        | »             | »  |
| Menus-Plaisirs.....                     | 88,988              | 95 | 9,081            | 80        | 8,890               | 25 | 1,773            | 90        | 7,307                | 90        | »             | »  |
| * Tivoli-Waux-Hall.....                 | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 1,523            | 05        | »                    | »         | 1,523         | 05 |
| * Italiens.....                         | »                   | »  | 4,725            | 00        | »                   | »  | 1,097            | 90        | 3,627                | 10        | »             | »  |
| * Délassements-Comiq.....               | 55,720              | 75 | 5,572            | 05        | 10,765              | 50 | 1,039            | 10        | 4,532                | 95        | »             | »  |
| * Folies-Bergère.....                   | »                   | »  | 4,880            | 00        | »                   | »  | 973              | 64        | 3,906                | 36        | »             | »  |
| * Concerts-Parisiens.....               | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 909              | 00        | »                    | »         | 909           | 00 |
| * École lyrique.....                    | »                   | »  | 3,520            | 00        | »                   | »  | 780              | 00        | 1,740                | 00        | »             | »  |
| * Folies-St-Antoine.....                | »                   | »  | 2,155            | 00        | »                   | »  | 570              | 00        | 1,585                | 00        | »             | »  |
| * Saint-Pierre.....                     | »                   | »  | 2,215            | 35        | »                   | »  | 494              | 57        | 1,720                | 78        | »             | »  |
| * Eldorado.....                         | »                   | »  | 2,460            | 00        | »                   | »  | 480              | 00        | 1,980                | 00        | »             | »  |
| * Concert du Gaulois.....               | »                   | »  | 520              | 00        | »                   | »  | 325              | 08        | 194                  | 92        | »             | »  |
| * Alcazar.....                          | »                   | »  | 960              | 00        | »                   | »  | 230              | 00        | 730                  | 00        | »             | »  |
| * Ba-ta-Clan.....                       | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 180              | 00        | »                    | »         | 180           | 00 |
| * Nouveautés.....                       | »                   | »  | 1,021            | 25        | »                   | »  | 178              | 05        | 843                  | 20        | »             | »  |
| * Porcherons.....                       | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 114              | 00        | »                    | »         | 114           | 00 |
| * Conc. du XIX <sup>e</sup> siècle..... | »                   | »  | 725              | 00        | »                   | »  | 80               | 00        | 645                  | 00        | »             | »  |
| * Cirque National.....                  | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 80               | 00        | »                    | »         | 80            | 00 |
| * Société Artistique.....               | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 55               | 00        | »                    | »         | 55            | 00 |
| * Salle Valentino.....                  | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 45               | 00        | »                    | »         | 45            | 00 |
| * Conservatoire.....                    | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 20               | 00        | »                    | »         | 20            | 00 |
| * Salle Bonvalet.....                   | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 10               | 00        | »                    | »         | 10            | 00 |
| * Grand-Hôtel.....                      | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 10               | 00        | »                    | »         | 10            | 00 |
| * Casino Cadet.....                     | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 8                | 00        | »                    | »         | 8             | 00 |
| * Concerts Divers.....                  | »                   | »  | »                | »         | »                   | »  | 40               | 00        | »                    | »         | 40            | 00 |
| * Salle Molière.....                    | »                   | »  | 165              | 00        | »                   | »  | »                | »         | 163                  | 00        | »             | »  |
| * Salle Herz.....                       | »                   | »  | 156              | 25        | »                   | »  | »                | »         | 156                  | 25        | »             | »  |
| * Lafayette.....                        | »                   | »  | 77               | 90        | »                   | »  | »                | »         | 77                   | 90        | »             | »  |
| * Conc. Salon Louvre.....               | »                   | »  | 30               | 00        | »                   | »  | »                | »         | 30                   | 00        | »             | »  |
| * Salle Bix.....                        | »                   | »  | 20               | 00        | »                   | »  | »                | »         | 20                   | 00        | »             | »  |
| * Salle Grand.....                      | »                   | »  | 20               | 00        | »                   | »  | »                | »         | 20                   | 00        | »             | »  |
| <b>TOTAUX.....</b>                      | »                   | »  | <b>1,503,218</b> | <b>71</b> | »                   | »  | <b>361,664</b>   | <b>17</b> | <b>1,141,554</b>     | <b>54</b> | »             | »  |

**PARIS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.**

|                    | EXERCICES        |           |                |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |           |    |
|--------------------|------------------|-----------|----------------|-----------|----------------------------|-----------|-----------|----|
|                    | 1869-1870        |           | 1870-1871      |           | 1869-1870                  |           | 1870-1871 |    |
|                    | fr.              | c.        | fr.            | c.        | fr.                        | c.        | fr.       | c. |
| Avril.....         | 130,172          | 40        | 114,716        | 43        | 15,455                     | 97        |           |    |
| Mai.....           | 126,017          | 84        | 82,368         | 80        | 43,649                     | 04        |           |    |
| Juin.....          | 91,428           | 89        | 54,790         | 46        | 36,638                     | 43        |           |    |
| Juillet.....       | 35,130           | 88        | 34,412         | 96        | 717                        | 92        |           |    |
| Août.....          | 63,523           | 11        | 22,994         | 16        | 40,530                     | 95        |           |    |
| Septembre.....     | 118,283          | 18        | 1,838          | 98        | 116,444                    | 20        |           |    |
| Octobre.....       | 142,479          | 86        |                |           | 142,479                    | 86        |           |    |
| Novembre.....      | 153,025          | 84        | 6,516          | 30        | 146,509                    | 54        |           |    |
| Décembre.....      | 155,440          | 47        | 5,092          | 40        | 150,348                    | 07        |           |    |
| Janvier.....       | 182,384          | 17        | 2,900          | 38        | 179,483                    | 79        |           |    |
| Février.....       | 145,486          | 24        | 14,300         | 62        | 131,185                    | 62        |           |    |
| Mars.....          | 159,843          | 83        | 21,632         | 68        | 138,211                    | 15        |           |    |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>1,503,218</b> | <b>71</b> | <b>361,664</b> | <b>17</b> | <b>1,141,554</b>           | <b>54</b> |           |    |

## II. — DÉPARTEMENTS (\*).

### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

(\*) Le nombre d'habitants indiqué dans la deuxième colonne des tableaux qui vont suivre a été relevé sur les états de population dressés officiellement par les Préfets, en exécution du décret du 23 mars 1866. Aux termes du décret du 15 janvier 1867, ces états sont considérés comme seuls authentiques, pendant cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1867 : ils ne mentionnent pas la population des communes au-dessous de 2,000 âmes. Le nombre adopté ici est celui de la totalité de la population normale ou municipale.

| NOM DES VILLES.                        | POPULATION.  | EXERCICES     |               | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|----------------------------------------|--------------|---------------|---------------|----------------------------|-----------|
|                                        |              | 1869-1870     | 1870-1871     | 1869-1870                  | 1870-1871 |
| VILLES MENSUELLFS.                     |              |               |               |                            |           |
| Agen (Lot-et-Garonne).....             | âmes. 16,804 | fr. c. 863 85 | fr. c. 290 55 | fr. c. 573 30              | fr. c. "  |
| — (Troupe).....                        | "            | "             | 51 00         | "                          | 51 00     |
| Alger (Prov. d'Alger).....             | "            | 7,841 50      | 2,430 80      | 5,410 70                   | "         |
| Amiens (Somme).....                    | 56,745       | 5,060 05      | 1,006 35      | 4,053 70                   | "         |
| — (Orphéon).....                       | "            | 10 00         | "             | 10 00                      | "         |
| Angers (Maine-et-Loire).....           | 48,935       | 3,650 00      | 934 70        | 2,715 30                   | "         |
| — (Café-Concert).....                  | "            | "             | 100 00        | "                          | 100 00    |
| — (Tr. nantaise).....                  | "            | 208 00        | "             | 208 00                     | "         |
| Angoulême (Charente).....              | 22,970       | 1,267 00      | 810 00        | 457 00                     | "         |
| Bayonne (Basses-Pyrénées).....         | 23,268       | 1,857 37      | 13 14         | 1,844 23                   | "         |
| Besançon (Doubs).....                  | 41,794       | 3,818 81      | 977 91        | 2,840 90                   | "         |
| — (Café-Concert).....                  | "            | "             | 5 00          | "                          | 5 00      |
| Bordeaux (Giron.) (Grand-Théâtre)      | 181,424      | 26,353 35     | 5,351 05      | 21,001 30                  | "         |
| — (Français).....                      | "            | 11,626 75     | 5,514 10      | 6,112 65                   | "         |
| — (Gymnase).....                       | "            | 979 10        | 233 60        | 745 50                     | "         |
| — (Napoléon).....                      | "            | 6,016 45      | 850 15        | 5,166 00                   | "         |
| — (Alcazar).....                       | "            | 2,795 00      | 1,465 00      | 1,330 00                   | "         |
| — (Th. Louis).....                     | "            | 8,558 10      | 2,813 85      | 5,744 25                   | "         |
| — (Delta).....                         | "            | "             | 396 00        | "                          | 396 00    |
| Boulogne (Pas-de-Calais).....          | 38,492       | 4,479 15      | 1,149 05      | 3,330 10                   | "         |
| Bourges (Cher).....                    | 25,935       | 1,076 65      | 519 90        | 556 75                     | "         |
| Brest (Finistère) (Grand-Théâtre)..... | 60,546       | 4,546 37      | 1,363 40      | 3,182 97                   | "         |
| — (Café-Concert).....                  | "            | "             | 2 00          | "                          | 2 00      |
| Caen (Calvados).....                   | 36,077       | 2,411 99      | 928 90        | 1,483 09                   | "         |
| Calais (Pas-de-Calais).....            | 11,102       | 2,093 40      | 907 00        | 1,186 40                   | "         |
| Cherbourg (Manche).....                | 28,129       | 2,081 56      | 791 88        | 1,289 68                   | "         |
| Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....    | 31,461       | 1,793 00      | 877 50        | 917 50                     | "         |
| Dijon (Côte-d'Or).....                 | 36,797       | 4,223 95      | 1,396 30      | 2,827 65                   | "         |
| Douai (Nord).....                      | 20,055       | 684 70        | 240 07        | 344 63                     | "         |
| Elbeuf (Seine-Inf.) (Grand-Théâtre)    | 21,544       | 3,050 00      | 950 00        | 2,100 00                   | "         |
| — (Foire).....                         | "            | 114 00        | 42 00         | 72 00                      | "         |
| — (Café-Concert).....                  | "            | "             | 10 00         | "                          | 10 00     |
| Grenoble (Isère).....                  | 35,224       | 2,520 52      | 608 73        | 1,911 79                   | "         |
| Le Havre (S.-Inf.) (Grand-Théâtre)     | 71,570       | 10,050 66     | 4,988 66      | 5,062 00                   | "         |
| — (Vaudeville).....                    | "            | 2,139 19      | 431 13        | 1,708 06                   | "         |
| — (Café-Concert).....                  | "            | "             | 38 00         | "                          | "         |
| — (Cirque).....                        | "            | 1,732 84      | 471 53        | 1,261 31                   | "         |
| — (Salle S.-Cécile)                    | "            | 6 00          | 9 95          | "                          | 3 95      |
| Lille (Nord) (Grand-Théâtre).....      | 146,913      | 12,340 00     | 4,021 09      | 8,318 91                   | "         |
| — (Variétés).....                      | "            | 4,275 77      | 1,193 60      | 3,082 17                   | "         |
| Limoges (Haute-Vienne).....            | 48,932       | 2,426 25      | 1,137 35      | 1,288 90                   | "         |
| A reporter.....                        |              | 142,635 03    | 45,421 24     |                            |           |

| NOM DES VILLES.                       | POPULATION. | EXERCICES         |                   | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|---------------------------------------|-------------|-------------------|-------------------|----------------------------|-----------|
|                                       |             | 1869-1870         | 1870-1871         | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                       | Ames.       | fr. c.            | fr. c.            | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                           |             | 149,655 03        | 45,421 24         |                            |           |
| Lorient (Morbihan).....               | 27,350      | 840 90            | 444 65            | 396 25                     | "         |
| Lyon (Rhône) (Grand-Théâtre)...       | 300,761     | 23,460 07         | 6,888 44          | 16,571 63                  | "         |
| — (Célestins).....                    | "           | 24,077 49         | 9,688 94          | 14,388 55                  | "         |
| — (Variétés-Bouffes) ..               | "           | 1,920 65          | 936 60            | 984 05                     | "         |
| — (Croix-Rousse) .....                | "           | 348 00            | 276 00            | 72 00                      | "         |
| — (Divers).....                       | "           | 146 00            | 42 00             | 104 00                     | "         |
| Marseille (B.-du-R.) (Gr.-Théâtre)... | 286,281     | 29,393 90         | 8,746 70          | 20,647 20                  | "         |
| — (Gymnase).....                      | "           | 16,956 00         | 6,621 65          | 10,334 35                  | "         |
| — (Chave Jardinnet Folie)             | "           | 2,278 00          | 2,230 25          | 47 75                      | "         |
| Metz (Moselle).....                   | 45,207      | 8,301 87          | 2,803 12          | 5,498 75                   | "         |
| Montauban (Tarn-et-Garonne)....       | 24,061      | 996 00            | 41 00             | 955 00                     | "         |
| Montpellier (Hérault).....            | 49,320      | 9,222 55          | 3,205 15          | 6,017 40                   | "         |
| Nancy (Meurthe).....                  | 46,176      | 4,228 22          | 1,591 40          | 2,636 82                   | "         |
| Nantes (Loire-Inf.) (Gr.-Théâtre)...  | 107,587     | 9,909 80          | 3,929 33          | 5,980 47                   | "         |
| — (Renaissance).....                  | "           | 2,663 07          | "                 | 2,663 07                   | "         |
| — (Variétés).....                     | "           | 524 40            | 829 00            | "                          | 284 60    |
| Nîmes (Gard) (Grand-Théâtre)...       | 55,723      | 5,926 60          | 1,815 35          | 4,111 25                   | "         |
| — (Petit-Théâtre) .....               | "           | 221 00            | "                 | 221 00                     | "         |
| — (Casino).....                       | "           | 5 00              | "                 | 5 00                       | "         |
| Orléans (Loiret).....                 | 47,078      | 1,892 90          | 284 00            | 1,608 90                   | "         |
| Poitiers (Vienne).....                | 27,781      | 2,090 56          | 933 31            | 1,157 25                   | "         |
| Reims (Marne).....                    | 58,905      | 4,823 05          | 1,488 08          | 3,335 00                   | "         |
| Rochefort (Char.-Inf.) (Théâtre)...   | 23,709      | 2,572 46          | 862 87            | 1,709 59                   | "         |
| — (Petit-Théâtre).....                | "           | 150 00            | "                 | 150 00                     | "         |
| — (Troupes).....                      | "           | 215 35            | "                 | 215 35                     | "         |
| Rouen (S.-Inf.) (Théâtre des Arts)... | 93,019      | 14,492 83         | 2,627 73          | 11,865 10                  | "         |
| — (Français).....                     | "           | 7,861 51          | 2,438 79          | 5,422 72                   | "         |
| — (Cirque).....                       | "           | 2,118 10          | 675 29            | 1,442 81                   | "         |
| — (Variétés).....                     | "           | "                 | 189 70            | "                          | 189 70    |
| — (Banlieue).....                     | "           | "                 | 208 00            | "                          | 208 00    |
| Saint-Étienne (Loire).....            | 93,047      | 3,999 11          | 1,420 18          | 2,578 93                   | "         |
| Saint-Quentin (Aisne) (Gr.-Théâtre)   | 31,730      | 2,231 50          | 616 00            | 1,615 50                   | "         |
| — (Petit-Théâtre) .....               | "           | 58 00             | "                 | 58 00                      | "         |
| Strasbourg (Bas-Rhin).....            | 72,126      | 12,474 63         | 4,721 09          | 7,753 54                   | "         |
| Toulon (Var).....                     | 54,613      | 7,566 36          | 1,786 03          | 5,780 31                   | "         |
| Toulouse (H.-Garonne) (Capitole)...   | 114,085     | 13,356 43         | 4,791 47          | 8,564 96                   | "         |
| — (Variétés) .....                    | "           | 8,270 43          | 2,286 14          | 5,984 29                   | "         |
| — (Casino).....                       | "           | "                 | 20 00             | "                          | 20 00     |
| — (Montcarmel).....                   | "           | 34 71             | "                 | 34 71                      | "         |
| Versailles (S.-et-Oise) (Gr.-Théâtre) | 35,087      | 5,271 10          | 1,145 34          | 4,125 76                   | "         |
| — (P.-Théâtre).....                   | "           | 2,138 00          | 180 08            | 1,958 00                   | "         |
| — (Variétés) .....                    | "           | 300 00            | 240 00            | "                          | 40 00     |
| <b>TOTAUX.....</b>                    |             | <b>375,991 58</b> | <b>122,584 83</b> | <b>253,406 75</b>          | <b>"</b>  |

**VILLES TRIMESTRIELLES.**

|                             |        |                  |                 |          |          |
|-----------------------------|--------|------------------|-----------------|----------|----------|
| Abbeville (Somme).....      | 18,042 | 1,092 00         | 486 23          | 605 75   | "        |
| Aix (Bouches-du-Rhône)..... | 24,870 | 1,718 00         | 908 00          | 810 00   | "        |
| Arras (Pas-de-Calais).....  | 21,369 | 1,532 00         | 643 50          | 888 50   | "        |
| Avignon (Vaucluse).....     | 31,790 | 4,186 85         | 2,125 00        | 2,061 85 | "        |
| Beauvais (Oise).....        | 13,609 | 782 00           | 544 00          | 238 00   | "        |
| Béziers (Hérault).....      | 25,775 | 3,133 00         | 1,543 00        | 1,590 00 | "        |
| Blois (Loir-et-Cher).....   | 17,344 | 711 40           | 330 00          | 381 40   | "        |
| <b>A reporter.....</b>      |        | <b>13,155 25</b> | <b>6,579 75</b> | <b>"</b> | <b>"</b> |

| NOM DES VILLES.                            | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                            |             | 1869-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                            | âmes.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                                |             | 13,153 23 | 6,579 73  |                            |           |
| Cambrai (Nord).....                        | 18,507      | 713 00    | 426 50    | 286 50                     | »         |
| Cette (Hérault).....                       | 23,528      | 978 00    | 524 00    | 454 00                     | »         |
| — (Folies).....                            |             | 73 00     | »         | 75 00                      | »         |
| Châlons-sur-Marne (Marne).....             | 14,901      | 785 00    | 597 00    | 188 00                     | »         |
| Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).....     | 19,364      | 1,230 00  | 578 00    | 652 00                     | »         |
| Chambéry (Savoie).....                     | 15,084      | 912 00    | 651 00    | 261 00                     | »         |
| Charleville (Ardennes).....                | 10,767      | 765 33    | 471 23    | 294 10                     | »         |
| Chartres (Eure-et-Loir).....               | 17,450      | 711 00    | 535 00    | 176 00                     | »         |
| Châteauroux (Indre).....                   | 15,554      | 633 50    | 224 00    | 409 50                     | »         |
| Château-Thierry (Aisne).....               | 6,320       | 267 00    | 40 00     | 227 00                     | »         |
| Chaumont (Haute-Marne).....                | 7,790       | 317 00    | 183 00    | 130 00                     | »         |
| Cognac (Charente).....                     | 9,263       | 604 00    | 156 00    | 448 00                     | »         |
| Colmar (Haut-Rhin).....                    | 21,803      | 1,083 50  | 692 00    | 391 50                     | »         |
| Compiègne (Oise).....                      | 10,714      | 756 00    | 227 00    | 529 00                     | »         |
| Dieppe (S.-Inf.) (Grand-Théâtre).....      | 18,916      | 2,039 00  | 531 50    | 1,527 50                   | »         |
| — (Casino).....                            |             | 191 00    | »         | 191 00                     | »         |
| Dunkerque (Nord).....                      | 31,662      | 3,545 85  | 1,285 00  | 2,260 85                   | »         |
| Épernay (Marne).....                       | 11,408      | 579 00    | 296 00    | 283 00                     | »         |
| Étampes (Seine-et-Oise).....               | 8,038       | 142 00    | 64 00     | 78 00                      | »         |
| Évreux (Eure).....                         | 10,950      | 583 61    | 267 00    | 316 61                     | »         |
| Fontainebleau (Seine-et-Marne).....        | 9,071       | 472 35    | 186 00    | 286 35                     | »         |
| Laon (Aisne).....                          | 8,751       | 682 00    | 384 00    | 278 00                     | »         |
| Laval (Mayenne).....                       | 25,437      | 986 50    | 618 00    | 368 50                     | »         |
| Mâcon (Saône-et-Loire).....                | 16,913      | 1,216 00  | 588 00    | 628 00                     | »         |
| Mans (Le) (Sarthe).....                    | 41,764      | 4,512 00  | 2,438 00  | 2,076 00                   | »         |
| Mezières (Ardennes).....                   | 4,745       | 206 25    | 136 00    | 70 25                      | »         |
| Moulins (Allier).....                      | 17,946      | 1,114 00  | 434 00    | 680 00                     | »         |
| Mulhouse (Haut-Rhin).....                  | 56,608      | 3,147 35  | 1,806 00  | 1,341 35                   | »         |
| Narbonne (Aude).....                       | 16,037      | 903 50    | 116 00    | 787 50                     | »         |
| Nevers (Nièvre).....                       | 18,298      | 952 00    | 388 00    | 564 00                     | »         |
| Nice (Alpes-Maritimes).....                | 48,150      | 3,475 25  | 1,742 25  | 1,733 00                   | »         |
| Niort (Deux-Sèvres).....                   | 18,788      | 893 50    | 130 00    | 763 50                     | »         |
| Oran (Prov. d'Oran).....                   |             | 508 50    | »         | 508 50                     | »         |
| Périgueux (Dordogne).....                  | 18,633      | 826 00    | 1,087 50  | »                          | 261 50    |
| Perpignan (Pyrenées-Orientales).....       | 21,879      | 3,034 50  | 1,016 50  | 2,018 00                   | »         |
| Philippeville (Pr. de Constantine).....    | 13,240      | 467 35    | 368 00    | 99 35                      | »         |
| Puy (Le) (Haute-Loire).....                | 17,829      | 514 00    | »         | 514 00                     | »         |
| Rennes (Ille-et-Vilaine) (Gr.-Théât.)..... | 40,864      | 3,666 00  | 1,176 00  | 2,490 00                   | »         |
| — (P.-Théâtre).....                        |             | 860 05    | »         | 860 05                     | »         |
| Riom (Puy-de-Dôme).....                    | 9,401       | 185 00    | 194 00    | »                          | 9 00      |
| Roanne (Loire).....                        | 19,210      | 392 00    | »         | 392 00                     | »         |
| Rochelle (La) (Charente-Inférieure).....   | 16,389      | 1,184 00  | 724 00    | 460 00                     | »         |
| Saintes (Charente-Inférieure).....         | 10,734      | 744 15    | 478 00    | 266 15                     | »         |
| Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....          | 14,007      | 300 00    | 36 00     | 264 00                     | »         |
| Saint-Germain (Seine-et-Oise).....         | 15,443      | 851 50    | 403 00    | 448 50                     | »         |
| Saint-Lô (Manche).....                     | 8,859       | 270 00    | 78 00     | 192 00                     | »         |
| Saint-Omer (Pas-de-Calais).....            | 19,922      | 1,065 50  | 912 50    | 153 00                     | »         |
| Sedan (Ardennes).....                      | 13,793      | 292 00    | 848 70    | »                          | 556 70    |
| Soissons (Aisne).....                      | 8,890       | 369 00    | 436 00    | »                          | 67 00     |
| Tours (Indre-et-Loire) (Gr.-Théât.).....   | 38,509      | 3,397 00  | 2,064 00  | 1,333 00                   | »         |
| — (Divers).....                            |             | 419 00    | »         | 419 00                     | »         |
| Troyes (Aube).....                         | 33,375      | 2,546 00  | 2,544 00  | 2 00                       | »         |
| Valenciennes (Nord).....                   | 22,339      | 1,758 00  | 926 00    | 832 00                     | »         |
| Vernon (Eure).....                         | 6,881       | 218 00    | 160 00    | 58 00                      | »         |
| TOTAUX.....                                |             | 72,490 34 | 36,744 45 | 35,745 89                  | »         |



| NOM DES VILLES.                      | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                      |             | 1869 1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
| VILLES SEMESTRIELLES.                |             |           |           |                            |           |
|                                      | Années.     | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Adamville (Seine).....               | »           | 122 50    | 140 00    | »                          | 17 50     |
| Aix-les-Bains (Savoie).....          | 4,373       | 90 00     | »         | 90 00                      | »         |
| Alais (Gard).....                    | 19,345      | 168 00    | 168 00    | »                          | 200 00    |
| Alençon (Orne).....                  | 14,864      | 567 00    | 715 00    | »                          | 148 00    |
| Amboise (Indre-et-Loire).....        | 4,144       | 18 00     | »         | 18 00                      | »         |
| Andelys (Eure).....                  | 5 070       | 344 00    | »         | 344 00                     | »         |
| Annecy (Haute-Savoie).....           | 10,193      | 94 00     | 108 00    | »                          | 14 00     |
| Arbois (Jura).....                   | 5,744       | 55 00     | »         | 55 00                      | »         |
| Arcueil (Seine).....                 | 4,600       | 15 00     | »         | 15 00                      | »         |
| Argentan (Orne).....                 | 5,153       | 174 00    | 90 00     | 84 00                      | »         |
| Argenteuil (Seine-et-Oise).....      | 7,849       | 54 00     | »         | 54 00                      | »         |
| Aries (Bouches-du-Rhône).....        | 23,821      | 676 00    | 198 00    | 478 00                     | »         |
| Arpajon (Seine-et-Oise).....         | 2,351       | 11 00     | »         | 11 00                      | »         |
| Auch (Gers).....                     | 10,449      | 401 00    | 330 00    | 71 00                      | »         |
| Aurillac (Cantal).....               | 9,772       | 158 00    | »         | 158 00                     | »         |
| Auxerre (Yonne).....                 | 13,758      | 439 00    | »         | 439 00                     | »         |
| Auxonne (Côte-d'Or).....             | 4,527       | 30 00     | 98 00     | »                          | 68 00     |
| Avallon (Yonne).....                 | 5,540       | 112 00    | »         | 112 00                     | »         |
| Bagnères (Hautes-Pyrénées).....      | 9,099       | 1,219 00  | 140 00    | 1,079 00                   | »         |
| Barbezieux (Charente).....           | 3,770       | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Bar-le-Duc (Meuse).....              | 14,515      | 338 25    | 430 00    | »                          | 91 75     |
| Bar-sur-Aube (Aube).....             | 4,734       | 16 00     | »         | 16 00                      | »         |
| Bayeux (Calvados).....               | 8,552       | 142 00    | 120 00    | 22 00                      | »         |
| Beaune (Côte-d'Or).....              | 10,547      | 339 00    | 235 00    | 84 00                      | »         |
| Bedarieux (Hérault).....             | 8,796       | 10 00     | »         | 10 00                      | »         |
| Belfort (Haut-Rhin).....             | 6,257       | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Bergerac (Dordogne).....             | 11,499      | 88 00     | »         | 88 00                      | »         |
| Bernay (Eure).....                   | 7,402       | 112 00    | 24 00     | 88 00                      | »         |
| Béthune (Pas-de-Calais).....         | 7,671       | 48 00     | 40 00     | 8 00                       | »         |
| Biarritz (Basses-Pyrénées).....      | »           | »         | 32 00     | »                          | 32 00     |
| Blidah (Province d'Alger).....       | 5,204       | 467 00    | 320 00    | 147 00                     | »         |
| Bolbec (Seine-Inférieure).....       | 9,016       | 88 00     | »         | 88 00                      | »         |
| Bone (Province de Constantine).....  | 16,500      | 838 75    | »         | 838 75                     | »         |
| Bougival (Seine-et-Oise).....        | »           | »         | 13 00     | »                          | 13 00     |
| Bourg (Ain).....                     | 13,552      | 378 00    | 130 00    | 248 00                     | »         |
| Brives (Corrèze).....                | 10,028      | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Cabourg (Calvados).....              | 664         | 294 00    | 88 00     | 206 00                     | »         |
| Cahors (Lot).....                    | 13,271      | 630 50    | 217 03    | 413 50                     | »         |
| Cannes (Alpes-Maritimes).....        | 9,550       | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Carcassonne (Aude).....              | 19,845      | 1,202 50  | 786 00    | 416 50                     | »         |
| Carpentras (Vaucluse).....           | 10,786      | 545 00    | 294 00    | 251 00                     | »         |
| Castres (Tarn).....                  | 19,867      | 251 00    | 164 00    | 87 00                      | »         |
| Cateau (Le) (Nord).....              | 9,892       | 339 50    | »         | 339 50                     | »         |
| Cavaillon (Vaucluse).....            | 7,810       | 40 00     | »         | 40 00                      | »         |
| Champigny (Seine).....               | 2,303       | 12 00     | »         | 12 00                      | »         |
| Charenton (Seine).....               | 5,560       | 96 00     | 48 00     | 48 00                      | »         |
| Charité (La) (Nièvre).....           | 4,528       | 66 00     | 60 00     | 6 00                       | »         |
| Châtre (La) (Indre).....             | 5,072       | 8 00      | »         | 8 00                       | »         |
| Châteaudun (Eure-et-Loir).....       | 6,377       | 64 00     | 14 00     | 50 00                      | »         |
| Château-Gontier (Mayenne).....       | 7,019       | 152 00    | 40 00     | 112 00                     | »         |
| Châteauneuf (Eure-et-Loir).....      | 1,470       | 32 00     | »         | 32 00                      | »         |
| Châtellerault (Vienne).....          | 13,743      | 668 25    | 55 00     | 613 25                     | »         |
| Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or)..... | 4,739       | 48 00     | 16 00     | 32 00                      | »         |
| Chaunay (Aisne).....                 | 8,891       | 280 00    | 112 00    | 168 00                     | »         |
| A reporter.....                      | »           | 12,565 25 | 5,545 00  | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                    | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                    |             | 1860-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                    | âmes.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                         |             | 12,563 25 | 5,541 00  |                            |           |
| Chaville (Seine-et-Oise).....      | 2,462       | 4 00      | »         | 4 00                       | »         |
| Chinon (Indre-et-Loire).....       | 6,810       | 32 00     | »         | 32 00                      | »         |
| Choisy-le-Roi (Seine).....         | »           | »         | 16 00     | »                          | 16 00     |
| Clermont (Oise).....               | 3,613       | 388 00    | 60 00     | 328 00                     | »         |
| Commercy (Meuse).....              | 3,801       | 15 00     | »         | 15 00                      | »         |
| Conde-sur-Escaut (Nord).....       | 4,271       | 128 00    | 62 00     | 66 00                      | »         |
| Constantine (Prov. de Constantine) | »           | 611 00    | »         | 611 00                     | »         |
| Corbeil (Seine-et-Oise).....       | 5,394       | 72 00     | 32 00     | 40 00                      | »         |
| Goulommiers (Seine-et-Marne)...    | 4,307       | 210 00    | 24 00     | 186 00                     | »         |
| Cosne (Nièvre).....                | 6,514       | 145 00    | »         | 145 00                     | »         |
| Creil (Oise).....                  | 4,539       | 301 00    | »         | 301 00                     | »         |
| Creuzot (Saône-et-Loire).....      | »           | »         | 110 00    | »                          | 110 00    |
| Dax (Landes).....                  | 9,134       | 70 00     | »         | 70 00                      | »         |
| Dôle (Jura).....                   | 9,703       | 120 00    | 94 00     | 26 00                      | »         |
| Dourdan (Seine-et-Oise).....       | 2,914       | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Draguignan (Var).....              | 9,275       | 191 40    | 240 00    | »                          | 48 60     |
| Dreux (Eure-et-Loir).....          | 6,768       | 128 00    | »         | 128 00                     | »         |
| Épinal (Vosges).....               | 11,111      | 2,943 55  | 167 50    | 2,776 05                   | »         |
| Eu (Seine-Inferieure).....         | 3,989       | 262 00    | 321 00    | »                          | 62 00     |
| Palaise (Calvados).....            | 8,094       | 96 00     | »         | 96 00                      | »         |
| Fecamp (Seine-Inferieure).....     | 12,700      | 127 00    | »         | 127 00                     | »         |
| Fere (La) (Aisne).....             | 3,412       | 192 00    | 72 00     | 120 00                     | »         |
| Ferté-sous-Jouarre (La) (S.-et-M.) | 4,724       | 24 00     | 24 00     | »                          | »         |
| Fleche (La) (Sarthe).....          | 8,418       | 12 00     | »         | 12 00                      | »         |
| Flers (Orne).....                  | 10,185      | 60 00     | 95 00     | »                          | 35 00     |
| Fontenay-le-Comte (Vendée)...      | 7,583       | 116 00    | 50 00     | 66 00                      | »         |
| Fontenay (Seine).....              | 1 018       | 16 00     | »         | 16 00                      | »         |
| Pougères (Ille-et-Vilaine).....    | 9,011       | 92 00     | »         | 92 00                      | »         |
| Franconville (Seine-et-Oise).....  | »           | 8 00      | »         | 8 00                       | »         |
| Gannat (Allier).....               | 5,469       | 80 00     | 48 00     | 32 00                      | »         |
| Gentilly (Seine).....              | 6,033       | 48 00     | 40 00     | 8 00                       | »         |
| Gisors (Eure).....                 | 3,531       | 16 00     | 30 00     | »                          | 14 00     |
| Givet (Ardennes).....              | 4,868       | »         | 100 00    | »                          | 100 00    |
| Gournay (Seine-Inferieure).....    | 3,213       | 48 00     | 120 00    | »                          | 72 00     |
| Grasse (Alpes maritimes).....      | 11,740      | 36 00     | 144 00    | »                          | 108 00    |
| Gray (Haute-Saône).....            | 6,121       | 218 00    | 108 00    | 110 00                     | »         |
| Guéret (Creuse).....               | 4,432       | 106 50    | »         | 106 50                     | »         |
| Guise (Aisne).....                 | 5,107       | 12 00     | 3 00      | 9 00                       | »         |
| Houdan (Seine-et-Oise).....        | 2,007       | 18 00     | 12 00     | 6 00                       | »         |
| Hyères (Var).....                  | »           | »         | 124 00    | »                          | 124 00    |
| Issouire (Puy-de-Dôme).....        | 6,063       | 74 00     | 62 00     | 12 00                      | »         |
| Issoudun (Indre).....              | 13,757      | 147 00    | 55 00     | 92 00                      | »         |
| Joigny (Yonne).....                | 5,814       | 151 00    | 96 00     | 58 00                      | »         |
| Lagny-Thorigny (S.-et-Marne)...    | 3,709       | 24 00     | 8 00      | 16 00                      | »         |
| Lagie (Orne).....                  | 5,721       | 145 00    | »         | 145 00                     | »         |
| Langres (Haute-Marne).....         | 7,440       | 20 00     | »         | 20 00                      | »         |
| Liancourt (Oise).....              | 3,112       | 25 00     | 15 00     | 10 00                      | »         |
| Libourne (Gironde).....            | 13,461      | 119 00    | »         | 118 00                     | »         |
| Lilas (Le-) (Seine).....           | »           | 25 00     | »         | 24 00                      | »         |
| Limoux (Aude).....                 | »           | »         | 20 00     | »                          | 20 00     |
| Lisieux (Calvados).....            | 12,120      | 827 00    | 538 00    | 269 00                     | »         |
| Loches (Indre-et-Loire).....       | 5,038       | 36 00     | »         | 36 00                      | »         |
| Lons-le-Saulnier (Jura).....       | 9,012       | 482 26    | 497 00    | »                          | 14 74     |
| Louhans (Saône-et-Loire).....      | 3,775       | 23 00     | 51 00     | »                          | 28 00     |
| Loupe (La) (Eure-et-Loir).....     | 1,352       | 29 31     | »         | 29 31                      | »         |
| Louviers (Eure).....               | 11,633      | 443 00    | 476 00    | »                          | 33 00     |
| Lunéville (Meurthe).....           | 12,393      | 321 00    | 183 00    | 138 00                     | »         |
| A reporter .....                   |             | 22,466 27 | 9,665 50  | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                           | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-------------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                           |             | 1869-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                           | âmes.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report ....                               |             | 22,466 27 | 9,665 50  |                            |           |
| Lure (Haute-Saône).....                   | 3,616       | 28 00     | »         | 28 00                      | »         |
| Luxeuil (Haute-Saône).....                | 3,750       | 168 00    | 144 00    | 24 00                      | »         |
| Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise)...         | 1,831       | 132 00    | »         | 132 00                     | »         |
| Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise) ..      | 2,770       | 156 00    | 120 00    | 36 00                      | »         |
| Mamers (Sarthe).....                      | 5,711       | 64 00     | 80 00     | »                          | 16 00     |
| Mantes (Seine-et-Oise).....               | 5,186       | 139 50    | 114 00    | 25 50                      | »         |
| Mascara (Province d'Oran).....            | 8,092       | 290 00    | 362 00    | »                          | 72 00     |
| Mayenne (Mayenne).....                    | 9,895       | 32 00     | 184 00    | »                          | 152 00    |
| Meaux (Seine-et-Marne).....               | 9,352       | 380 00    | 245 00    | 135 00                     | »         |
| Melun (Seine-et-Marne).....               | 8,339       | 332 25    | 344 75    | »                          | 12 50     |
| Mendon (Seine-et-Oise).....               | 5,417       | 28 00     | 48 00     | »                          | 20 00     |
| Meulan (Seine-et-Oise).....               | 2,215       | 144 00    | 136 00    | 8 00                       | »         |
| Millau (Aveyron).....                     | 13,591      | 76 00     | »         | 76 00                      | »         |
| Montargis (Loiret).....                   | 7,930       | 328 00    | 312 50    | 15 50                      | »         |
| Montbard (Côte-d'Or).....                 | 2,713       | 40 00     | 4 00      | 36 00                      | »         |
| Montbéliard (Doubs).....                  | 6,408       | 259 00    | »         | 259 00                     | »         |
| Montereau (Seine-et-Marne).....           | 6,678       | 64 00     | 16 00     | 48 00                      | »         |
| Montluçon (Allier).....                   | 17,979      | 198 00    | 168 00    | 30 00                      | »         |
| Morlaix (Finistère).....                  | 13,432      | 378 00    | 25 00     | 243 00                     | »         |
| Mourmelon (C. de Châl.) (Marne).....      | 1,819       | 378 00    | 91 00     | 287 00                     | »         |
| Napoléon-Vendée (La Roche-s-Y).....       | 7,430       | 1,678 00  | 96 00     | 1,582 00                   | »         |
| Napoléonville (Pontivy).....              | »           | »         | 93 00     | »                          | 93 00     |
| Nemours (Province d'Oran).....            | 1,127       | »         | 90 00     | »                          | 90 00     |
| Nérac (Lot-et-Garonne).....               | 7,507       | 60 00     | 30 00     | 30 00                      | »         |
| Neufchâtel (Seine-Inférieure).....        | 3,521       | »         | 138 00    | »                          | 138 00    |
| Neufchâteau (Vosges).....                 | 3,579       | 84 00     | 103 00    | »                          | 21 00     |
| Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).....      | 6,703       | 377 00    | 64 00     | 313 00                     | »         |
| Orange (Vaucluse).....                    | 9,949       | »         | 295 00    | »                          | 295 00    |
| Orsay (Seine-et-Oise).....                | »           | 21 00     | »         | 21 00                      | »         |
| Pau (Basses-Pyrénées).....                | 22,606      | 1,652 50  | 548 00    | 1,104 50                   | »         |
| Péronne (Somme).....                      | 3,843       | 318 00    | »         | 318 00                     | »         |
| Pierrefonds (Oise).....                   | »           | 6 00      | »         | 6 00                       | »         |
| Pithiviers (Loiret).....                  | 4,807       | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Plombières (Vosges).....                  | 1,609       | 100 00    | »         | 100 00                     | »         |
| Poissy (Seine-et-Oise).....               | 3,762       | 198 00    | 128 00    | 70 00                      | »         |
| Poligny (Jura).....                       | 5,203       | 42 00     | »         | 42 00                      | »         |
| Pons (Charente-Inférieure).....           | »           | »         | 12 00     | »                          | 12 00     |
| Pont-à-Mousson (Meurthe).....             | 6,967       | »         | 12 00     | »                          | 12 00     |
| Pont-Sainte-Maxence (Oise).....           | 2,346       | 28 00     | 32 00     | »                          | 4 00      |
| Pontoise (Seine-et-Oise).....             | 5,995       | 239 00    | 172 00    | 67 00                      | »         |
| Provins (Seine-et-Marne).....             | 6,463       | 156 00    | »         | 156 00                     | »         |
| Puteaux (Seine).....                      | 9,373       | 488 00    | 112 00    | 376 00                     | »         |
| Raincy (Le) (Seine-et-Oise).....          | »           | 4 00      | »         | 4 00                       | »         |
| Rambouillet (Seine-et-Oise).....          | 3,511       | 32 00     | »         | 32 00                      | »         |
| Remiremont (Vosges).....                  | 5,897       | 110 00    | »         | 110 00                     | »         |
| Rhétel (Ardennes).....                    | 7,172       | 42 00     | 201 00    | »                          | 159 00    |
| Rodez (Aveyron).....                      | 9,690       | 40 00     | 136 00    | »                          | 96 00     |
| Romilly-sur-Seine (Aube).....             | 10,798      | 120 00    | »         | 120 00                     | »         |
| Romorantin (Loir-et-Cher).....            | 7,584       | 108 00    | »         | 108 00                     | »         |
| Rueil (Seine-et-Oise).....                | 6,080       | 384 00    | 192 00    | 192 00                     | »         |
| Sables-d'Olonne (Les) (Vendée).....       | 7,137       | 385 00    | »         | 385 00                     | »         |
| Saint-Amand (Cher).....                   | 8,623       | 150 00    | 216 00    | »                          | 66 00     |
| Saint-Dizier (Haute-Marne).....           | 9,406       | 72 00     | 8 00      | 64 00                      | »         |
| Saint-Jean-d'Angély (Char.-Inf.).....     | 6,701       | 116 00    | 108 00    | 8 00                       | »         |
| Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).....         | 9,423       | 540 00    | 336 00    | 204 00                     | »         |
| Saint-Mandé (Seine).....                  | 3,641       | 24 00     | 8 00      | 16 00                      | »         |
| Saint-Martin-de-Ré (Ille) (Ch.-Inf.)..... | 1,991       | 16 00     | »         | 16 00                      | »         |
| A reporter.....                           |             | 33,727 52 | 15,211 75 | »                          | »         |

| NOM DES VILLES.                       | POPULATION.<br>Âmes. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|---------------------------------------|----------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                       |                      | 1860-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                       |                      | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                            |                      | 33,727 52 | 15,211 75 |                            |           |
| Saint-Maurice (Seine).....            | 3,916                | 8 00      | »         | 8 00                       | »         |
| Sainte-Menehould (Marne).....         | 4,170                | 32 00     | »         | 32 00                      | »         |
| Saint-Mihiel (Meuse).....             | 4,596                | 88 00     | »         | 88 00                      | »         |
| Saint-Nazaire (Loire-Inférieure)..... | 17,879               | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Saint-Pierre (Martinique).....        | »                    | »         | 236 50    | »                          | 236 50    |
| Saint-Pourçain (Allier).....          | 4,978                | 56 00     | »         | 56 00                      | »         |
| Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....   | »                    | »         | 123 00    | »                          | 123 00    |
| Salins (Jura).....                    | 6,144                | 118 00    | »         | 118 00                     | »         |
| Saumur (Maine-et-Loire).....          | 12,489               | 688 50    | 784 00    | »                          | 93 50     |
| Semur (Côte-d'Or).....                | 3,760                | 15 00     | 90 00     | »                          | 5 00      |
| Senlis (Oise).....                    | 5,229                | 211 00    | 164 00    | 47 00                      | »         |
| Sens (Yonne).....                     | 10,791               | 159 00    | 127 00    | 32 00                      | »         |
| Sidi-bel-Abbès (Province d'Oran)..... | 4,636                | 357 50    | 188 00    | 169 50                     | »         |
| Suresnes (Seine).....                 | 4,152                | 10 80     | »         | 10 80                      | »         |
| Tarascon (Bouches-du-Rhône).....      | 11,707               | 136 00    | 153 00    | »                          | 19 00     |
| Tarbes (Hautes-Pyrénées).....         | 13,901               | 488 00    | 414 00    | 74 00                      | »         |
| Taverny (Seine-et-Oise).....          | »                    | 8 00      | »         | 8 00                       | »         |
| Thiers (Puy-de-Dôme).....             | 16,069               | 87 00     | »         | 87 00                      | »         |
| Thionville (Moselle).....             | 5,400                | 86 00     | »         | 86 00                      | »         |
| Tonnerre (Yonne).....                 | 5,157                | 147 00    | »         | 147 00                     | »         |
| Toul (Meurthe).....                   | 6,852                | 84 00     | 12 00     | 72 00                      | »         |
| Tourcoing (Nord).....                 | 38,040               | 12 00     | »         | 12 00                      | »         |
| Tournus (Saône-et-Loire).....         | 5,538                | 56 00     | 16 00     | 40 00                      | »         |
| Tulle (Corrèze).....                  | 11,901               | 257 00    | »         | 257 00                     | »         |
| Uzès (Gard).....                      | 5,804                | 108 00    | 16 00     | 92 00                      | »         |
| Valence (Drôme).....                  | 17,420               | 872 00    | 710 00    | 162 00                     | »         |
| Vauves (Seine).....                   | 6,928                | 12 00     | »         | 12 00                      | »         |
| Varenne-Saint-Hilaire (Seine).....    | »                    | 40 00     | 80 00     | »                          | 40 00     |
| Vendôme (Loir-et-Cher).....           | 8,729                | 374 40    | 180 00    | 194 40                     | »         |
| Verdun (Meuse).....                   | 10,236               | 181 00    | »         | 181 00                     | »         |
| Vesinet (Seine-et-Oise).....          | »                    | 10 00     | 10 00     | »                          | 10 00     |
| Vesoul (Haute-Saône).....             | 6,263                | 39 00     | 49 00     | »                          | »         |
| Vichy (Allier).....                   | 5,666                | 2,144 00  | »         | 2,144 00                   | »         |
| Vienne (Isère).....                   | 23,605               | 378 00    | 178 00    | 200 00                     | »         |
| Villenaux (Aube).....                 | 2,530                | 40 00     | »         | 40 00                      | »         |
| Villeneuve (Lot-et-Garonne).....      | 19,153               | 964 00    | 352 00    | »                          | 88 00     |
| Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).....     | 4,934                | 15 00     | »         | 15 00                      | »         |
| Vire (Calvados).....                  | 6,458                | 103 00    | 53 00     | 50 00                      | »         |
| Vitry-le-François (Marne).....        | 7,431                | 301 00    | 409 00    | »                          | 108 00    |
| Vouziers (Ardennes).....              | 2,995                | 64 00     | »         | 64 00                      | »         |
| Yvetot (Seine-Inférieure).....        | 8,469                | 30 00     | 82 00     | »                          | 52 00     |
| Iles de la Réunion (Colonies)....     | »                    | 1,121 00  | »         | 1,121 00                   | »         |
| TOTAUX.....                           |                      | 42,984 72 | 19,570 25 | 23,414 47                  | »         |

DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR CLASSE.

|                            |            |            |            |   |
|----------------------------|------------|------------|------------|---|
| VILLES MENSUELLES.....     | 375,991 58 | 122,584 83 | 253,406 75 | » |
| VILLES TRIMESTRIELLES..... | 72,490 34  | 36,744 45  | 35,745 89  | » |
| VILLES SEMESTRIELLES.....  | 42,981 72  | 19,570 25  | 23,414 47  | » |
| TOTAUX.....                | 491,466 64 | 178,899 53 | 312,567 11 | » |

| NOM DES DÉPARTEMENTS                            | POPULATION.<br>Âmes. | EXERCICES  |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-------------------------------------------------|----------------------|------------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                                 |                      | 1869-1870  | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                                                 |                      | fr. c.     | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR DÉPARTEMENT. |                      |            |           |                            |           |
| Ain.....                                        | 371,643              | 378 00     | 130 00    | 248 00                     | „         |
| Aisne.....                                      | 565,025              | 4,071 50   | 1,663 00  | 2,408 50                   | „         |
| Allier.....                                     | 376,164              | 3,592 00   | 650 00    | 2,942 00                   | „         |
| Alpes (Basses-)                                 | 143,000              | „          | „         | „                          | „         |
| Alpes (Hautes-)                                 | 122,117              | „          | „         | „                          | „         |
| Alpes-Maritimes.                                | 198,818              | 3,567 25   | 1,886 25  | 1,681 00                   | „         |
| Ardèche.....                                    | 387,174              | „          | „         | „                          | „         |
| Ardennes.....                                   | 326,864              | 1,369 60   | 1,756 93  | „                          | 36 25     |
| Arriège.....                                    | 250,436              | „          | „         | „                          | „         |
| Aube.....                                       | 261,951              | 2,732 00   | 2,544 00  | 178 00                     | „         |
| Aude.....                                       | 288,626              | 2,106 00   | 922 00    | 1,184 00                   | „         |
| Aveyron.....                                    | 400,070              | 116 00     | 136 00    | „                          | 20 00     |
| Bouches-du-Rhône.                               | 547,903              | 51,157 90  | 18,859 60 | 32,298 30                  | „         |
| Calvados.....                                   | 474,909              | 3,573 99   | 1,747 90  | 1,826 09                   | „         |
| Cantal.....                                     | 237,994              | 158 00     | „         | 158 00                     | „         |
| Charente.....                                   | 378,218              | 1,927 00   | 966 00    | 961 00                     | „         |
| Charente-Inférieure                             | 479,559              | 4,997 96   | 2,184 87  | 2,813 09                   | „         |
| Cher.....                                       | 336,613              | 1,226 65   | 735 90    | 490 75                     | „         |
| Corrèze.....                                    | 310,843              | 313 00     | „         | 313 00                     | „         |
| Corse.....                                      | 259,861              | „          | „         | „                          | „         |
| Côte-d'Or.....                                  | 382,762              | 4,695 95   | 1,789 30  | 2,906 65                   | „         |
| Côtes-du-Nord.....                              | 641,210              | 300 00     | 36 00     | 264 00                     | „         |
| Creuse.....                                     | 274,057              | 106 50     | „         | 106 50                     | „         |
| Dordogne.....                                   | 502,673              | 914 00     | 1,087 50  | „                          | 173 50    |
| Doubs.....                                      | 298,072              | 4,077 81   | 982 91    | 3,094 90                   | „         |
| Drôme.....                                      | 324,231              | 872 00     | 710 00    | 162 00                     | „         |
| Eure.....                                       | 394,467              | 1,716 61   | 957 00    | 759 61                     | „         |
| Eure-et-Loir.....                               | 290,753              | 1,341 31   | 613 00    | 728 31                     | „         |
| Finistère.....                                  | 662,485              | 4,924 37   | 1,400 40  | 3,523 97                   | „         |
| Gard.....                                       | 429,747              | 6,428 60   | 2,299 35  | 4,129 25                   | „         |
| Garonne (Haute-)                                | 493,777              | 21,661 57  | 7,097 61  | 14,563 96                  | „         |
| Gers.....                                       | 295,692              | 401 00     | 330 00    | 71 00                      | „         |
| Gironde.....                                    | 701,835              | 56,448 45  | 16,623 75 | 39,824 70                  | „         |
| Hérault.....                                    | 427,245              | 13,418 55  | 5,272 15  | 8,146 40                   | „         |
| Ille-et-Vilaine.....                            | 592,609              | 5,158 05   | 1,635 00  | 3,523 05                   | „         |
| Indre.....                                      | 277,860              | 788 50     | 279 00    | 509 50                     | „         |
| Indre-et-Loir.....                              | 325,193              | 3,902 00   | 2,064 00  | 1,838 00                   | „         |
| Isère.....                                      | 581,386              | 2,898 52   | 786 73    | 2,111 79                   | „         |
| Jura.....                                       | 298,477              | 817 26     | 591 00    | 226 26                     | „         |
| Landes.....                                     | 306,693              | 70 00      | „         | 70 00                      | „         |
| Loir-et-Cher.....                               | 275,737              | 1,193 80   | 510 00    | 683 80                     | „         |
| Loire.....                                      | 537,108              | 4,391 11   | 1,420 18  | 2,970 93                   | „         |
| Loire (Haute-)                                  | 312,661              | 514 00     | „         | 514 00                     | „         |
| Loire-Inférieure.....                           | 598,598              | 13,153 27  | 4,758 33  | 8,394 94                   | „         |
| Loiret.....                                     | 357,110              | 2,276 90   | 596 50    | 1,680 40                   | „         |
| Lot.....                                        | 288,919              | 630 50     | 217 00    | 413 50                     | „         |
| Lot-et-Garonne.....                             | 327,962              | 1,187 85   | 723 55    | 464 30                     | „         |
| Lozère.....                                     | 137,263              | „          | „         | „                          | „         |
| Maine-et-Loire.....                             | 532,325              | 4,546 50   | 1,818 70  | 2,727 80                   | „         |
| Manche.....                                     | 573,899              | 2,351 56   | 869 88    | 1,481 68                   | „         |
| Marne.....                                      | 390,309              | 6,898 05   | 2,881 05  | 4,017 00                   | „         |
| Marne (Haute-)                                  | 259,096              | 405 00     | 191 00    | 214 00                     | „         |
| Mayenne.....                                    | 367,855              | 1,170 50   | 842 00    | 328 50                     | „         |
| Meurthe.....                                    | 428,387              | 4,633 22   | 1,798 40  | 2,834 82                   | „         |
| Meuse.....                                      | 301,653              | 622 25     | 430 00    | 192 25                     | „         |
| A reporter.....                                 |                      | 256,192 44 | 95,793 76 | „                          | „         |

| NOM DES DÉPARTEMENTS.        | POPULATION. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------|-------------|------------|------------|----------------------------|-----------|
|                              |             | 1869-1870  | 1870-1871  | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                              | âmes.       | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                  |             | 256,192 44 | 95,793 76  |                            |           |
| Morbihan.....                | 501,064     | 840 00     | 537 65     | 303 35                     | "         |
| Moselle.....                 | 452,157     | 8,387 87   | 2,803 12   | 5,584 75                   | "         |
| Nievre.....                  | 342,773     | 1,163 00   | 418 00     | 715 00                     | "         |
| Nord.....                    | 1,392,011   | 23,796 82  | 8,254 26   | 15,542 56                  | "         |
| Oise.....                    | 401,274     | 2,500 00   | 1,012 10   | 1,488 00                   | "         |
| Orne.....                    | 411,618     | 916 00     | 900 00     | 16 00                      | "         |
| Pas-de-Calais.....           | 749,777     | 9,218 03   | 3,632 03   | 5,586 00                   | "         |
| Puy-de-Dôme.....             | 571,690     | 2,141 00   | 1,133 50   | 1 007 50                   | "         |
| Pyrénées (Basses).....       | 435,486     | 3,509 87   | 593 14     | 2,916 73                   | "         |
| Pyrénées (Hautes).....       | 240,252     | 1,707 00   | 551 00     | 1,156 00                   | "         |
| Pyrénées-Orientales.....     | 189,490     | 3,034 50   | 1,016 50   | 2,018 00                   | "         |
| Rhin (Bas).....              | 588,970     | 12,474 63  | 4,721 09   | 7,753 54                   | "         |
| Rhin (Haut).....             | 530,283     | 4,286 85   | 2,498 00   | 1,788 85                   | "         |
| Rhône.....                   | 678,648     | 49,952 21  | 17,851 98  | 32,100 23                  | "         |
| Saône (Haute).....           | 317,706     | 433 00     | 301 00     | 132 00                     | "         |
| Saône-et-Loire.....          | 640,006     | 2,525 00   | 1,343 00   | 1,182 00                   | "         |
| Sarthe.....                  | 463,619     | 4,588 00   | 2,516 00   | 2,072 00                   | "         |
| Savoie.....                  | 271,663     | 1,002 00   | 651 00     | 351 00                     | "         |
| Savoie (Haute).....          | 273,768     | 91 00      | 108 00     | "                          | 14 00     |
| Seine (1).....               | "           | 916 30     | 444 00     | 472 30                     | "         |
| Seine-et-Marne.....          | 354,400     | 1,662 60   | 847 75     | 814 85                     | "         |
| Seine-et-Oise.....           | 533,727     | 10,421 10  | 3,109 34   | 7,311 76                   | "         |
| Seine-Inférieure.....        | 792,768     | 44,370 13  | 14,306 28  | 30,063 85                  | "         |
| Sèvres (Deux).....           | 333,155     | 893 50     | 130 00     | 763 50                     | "         |
| Somme.....                   | 572,640     | 6,480 03   | 1,492 60   | 4,987 43                   | "         |
| Tarn.....                    | 355,513     | 251 00     | 164 00     | 87 00                      | "         |
| Tarn-et-Garonne.....         | 228,969     | 996 00     | 41 00      | 955 00                     | "         |
| Var.....                     | 308,550     | 7,757 76   | 2,150 05   | 5,607 71                   | "         |
| Vaucluse.....                | 266,091     | 4,771 85   | 2,714 00   | 2,057 85                   | "         |
| Vendée.....                  | 404,473     | 2,179 00   | 146 00     | 2,033 00                   | "         |
| Vienne.....                  | 324,527     | 2,758 81   | 1,008 31   | 1,750 50                   | "         |
| Vienne (Haute).....          | 326,037     | 2,426 25   | 1,137 35   | 1,288 90                   | "         |
| Vosges.....                  | 418,998     | 3,237 53   | 272 50     | 2,965 03                   | "         |
| Yonne.....                   | 372,589     | 1,026 00   | 223 00     | 803 00                     | "         |
|                              | 35,916,178  |            |            |                            |           |
| Européens                    |             |            |            |                            |           |
| Province d'Alger.....        | 81,304      | 8,308 50   | 2,750 80   | 5,557 70                   | "         |
| Province d'Oran.....         | 69,885      | 1,156 00   | 610 00     | 516 00                     | "         |
| Province de Constantine..... | 31,062      | 1,920 10   | 368 00     | 1,552 10                   | "         |
| Colonies.....                | "           | 1,121 00   | "          | 1,121 00                   | "         |
| Martinique.....              | "           | "          | 236 50     | "                          | 236 50    |
| TOTAUX.....                  | 185,251     | 491,466 64 | 178,899 53 | 312,567 11                 | "         |

(1) Non compris Paris et la banlieue, et certaines localités desservies par les troupes des théâtres de la banlieue.

## DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                    | EXERCICES      |           |                |           | DIFFÉRENCE en faveur de |           |           |          |
|--------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|-------------------------|-----------|-----------|----------|
|                    | 1869-1870      |           | 1870-1871      |           | 1869-1870               |           | 1870-1871 |          |
|                    | fr.            | c.        | fr.            | c.        | fr.                     | c.        | fr.       | c.       |
| Avril.....         | 49,649         | 07        | 50,744         | 85        | „                       | „         | 1,095     | 78       |
| Mai.....           | 50,320         | 09        | 43,529         | 91        | 6,790                   | 15        | „         | „        |
| Juin.....          | 35,044         | 63        | 31,368         | 34        | 3,676                   | 29        | „         | „        |
| Juillet.....       | 19,068         | 28        | 18,854         | 52        | 211                     | 76        | „         | „        |
| Août.....          | 14,826         | 18        | 16,012         | 97        | „                       | „         | 1,186     | 79       |
| Septembre.....     | 23,884         | 64        | 11,362         | 16        | 12,522                  | 48        | „         | „        |
| Octobre.....       | 33,339         | 22        | 2,893          | 00        | 30,446                  | 22        | „         | „        |
| Novembre.....      | 50,548         | 90        | 1,332          | 75        | 49,216                  | 15        | „         | „        |
| Décembre.....      | 52,347         | 23        | 1,341          | 00        | 50,906                  | 23        | „         | „        |
| Janvier.....       | 50,953         | 50        | 1,460          | 00        | 49,492                  | 50        | „         | „        |
| Février.....       | 58,397         | 11        | „              | „         | 58,397                  | 11        | „         | „        |
| Mars.....          | 53,190         | 79        | „              | „         | 53,190                  | 79        | „         | „        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>491,466</b> | <b>64</b> | <b>178,899</b> | <b>53</b> | <b>312,567</b>          | <b>11</b> | <b>„</b>  | <b>„</b> |

## CLASSEMENT DES DÉPARTEMENTS

POUR L'EXERCICE 1870-1871.

Du travail qui précède, il résulte que les départements (non compris Paris et la banlieue, les trois provinces de l'Algérie et les colonies) sont classés ainsi qu'il suit, pour l'exercice 1870-1871 en commençant par ceux dans lesquels les droits d'auteur sont le plus élevés.

NOTA. Le numéro entre crochets, qui suit le nom du département, est le numéro du classement de l'exercice précédent.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | fr.     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 1. BOUCHES-DU-RHÔNE [2]. — Marseille, 17,598 fr. 60 c. — Aix, 908 fr. — Arles, 198 fr. — Tarascon, 153 fr.....                                                                                                                                                                                                    | 19,058  |
| 2. RHÔNE [3]. — Lyon, 17,851 fr. 98 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                        | 17,851  |
| 3. GIRONDE [1]. — Bordeaux, 16,623 fr. 75 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                  | 16,623  |
| 4. SEINE-INFÉRIEURE [1]. — Rouen, 6,159 fr. 51 c. — Le Havre, 5,939 fr. 27 c. — Elbeuf, 1,002 fr. — Dieppe, 531 fr. 50 c. — Eu, 324 fr. — Neufchâtel, 148 fr. — Gournay, 120 fr. — Yvetot, 82 fr.....                                                                                                             | 11,256  |
| 5. NORD [5]. — Lille, 5,214 fr. 69 c. — Dunkerque, 1,283 fr. — Valenciennes, 926 fr. — Cambrai, 426 fr. 50 c. — Douai, 340 fr. 07 c. — Condé-sur-Escaut, 62 fr.....                                                                                                                                               | 8,254   |
| 6. HAUTE-GARONNE [6]. — Toulouse, 7,097 fr. 61 c.....                                                                                                                                                                                                                                                             | 7,097   |
| 7. HERAULT [7]. — Montpellier, 3,203 fr. 15 c. — Béziers, 1,543 fr. — Cette, 524 fr.....                                                                                                                                                                                                                          | 5,250   |
| 8. LOIRE-INFÉRIEURE [8]. — Nantes, 4,758 fr. 33 c.....                                                                                                                                                                                                                                                            | 4,758   |
| 9. BAS-RHIN [9]. — Strasbourg, 4,721 fr. 09 c.....                                                                                                                                                                                                                                                                | 4,721   |
| 10. PAS-DE-CALAIS [11]. — Boulogne, 1,149 fr. 05 c. — Saint-Omer, 912 fr. 50 c. — Calais, 907 fr. — Arras, 643 fr. 50 c. — Béthune, 40 fr.....                                                                                                                                                                    | 3,652   |
| 11. SEINE-ET-OISE [10]. — Versailles, 1,663 fr. 34 c. — Saint-Germain, 403 fr. — Rueil, 112 fr. — Pontoise, 172 fr. — Meulan, 136 fr. — Poissy, 128. — Maisons-sur-Seine, 120 fr. — Mantes, 114 fr. — Etampes, 61 fr. — Meudon, 48 fr. — Corbeil, 32 fr. — Bougival, 13 fr. — Houdan, 12 fr. — Vesnes, 10 fr..... | 3,154   |
| 12. MARNE [15]. — Reims, 1,488 fr. 05 c. — Châlons-sur-Marne, 597 fr. — Vitry-le-François, 409 fr. — Epernay, 296 fr. — Mourmelon (camp de Châlons), 91 fr.....                                                                                                                                                   | 2,981   |
| A reporter.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 107,387 |

|                                                                                                                                                                                         | fr.     | c. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----|
| Report.....                                                                                                                                                                             | 107,387 | 49 |
| MOSELLE [12]. — Metz, 2,803 fr. 12 c.                                                                                                                                                   | 2,803   | 12 |
| PROVINCE D'ALGER [13]. — Alger, 2,430 fr. 80 c. — Blidah, 320 fr.                                                                                                                       | 2,750   | 80 |
| VAUCLUSE [21]. — Avignon, 2,125 fr. — Orange, 295 fr. — Carpentras, 294 fr.                                                                                                             | 2,714   | 00 |
| AUBE [39]. — Troyes, 2,544 fr.                                                                                                                                                          | 2,544   | 00 |
| SARTHE [24]. — Le Mans, 2,436 fr. — Mamers, 80 fr.                                                                                                                                      | 2,516   | 00 |
| HAUT-RHIN [27]. — Mulhouse, 1,806 fr. — Colmar, 692 fr.                                                                                                                                 | 2,498   | 00 |
| GARD [17]. — Nîmes, 1,815 fr. 35 c. — Alais, 468 fr. — Uzès, 16 fr.                                                                                                                     | 2,299   | 35 |
| CHARENTE-INFÉRIEURE [19]. — Rochefort, 862, fr. 87 c. — La Rochelle, 734 fr.                                                                                                            | 2,184   | 87 |
| — Saintes, 478 fr. — Saint-Jean-d'Angely, 408 fr. — Pons, 12 fr.                                                                                                                        | 2,150   | 03 |
| VAR [14]. — Toulon, 1,786 fr. 05 c. — Draguignan, 240 fr. — Hyères, 124 fr.                                                                                                             | 2,064   | 00 |
| INDRE-ET-LOIRE [30]. — Tours, 2,064 fr.                                                                                                                                                 | 1,866   | 25 |
| ALPES-MARITIMES [33]. — Nice, 1,742 fr. 25 c. — Grasse, 144 fr.                                                                                                                         | 1,798   | 40 |
| MEURTHE [23]. — Nancy, 1,591 fr. 40 c. — Lunéville, 183 fr. — Pont-à-Mousson, 12 fr.                                                                                                    | 1,789   | 30 |
| — Toul, 12 fr.                                                                                                                                                                          | 1,756   | 95 |
| CÔTE-D'OR [22]. — Dijon, 1,396 fr. 30 c. — Beaune, 255 fr. — Auxonne, 98 fr. — Semur, 30 fr. — Châtillon-sur-Seine, 16 fr. — Monthard, 4 fr.                                            | 1,747   | 90 |
| ARDENNES [53]. — Sedan, 818 fr. 70 c. — Charleville, 471 fr. 25 c. — Réthel, 201 fr. — Mézières, 136 fr. — Givet, 100 fr.                                                               | 1,818   | 70 |
| CALVADOS [32]. — Caen, 928 fr. 90 c. — Lisieux, 558 fr. — Bayeux 120 fr. — Cabourg, 88 fr. — Vire, 53 fr.                                                                               | 1,663   | 00 |
| MAINE-ET-LOIRE [25]. — Angers, 1,034 fr. 70 c. — Saumur, 784 fr.                                                                                                                        | 1,635   | 00 |
| AISNE [29]. — Saint-Quentin, 616 fr. — Soissons, 436 fr. — Laon, 384 fr. — Chauny, 112 fr. — La Fère, 72 fr. — Château-Thierry, 40 fr. — Guise 3 fr.                                    | 1,492   | 60 |
| ILLE-ET-VILAINE [18]. — Rennes, 1,176 fr. — Saint-Malo, 336 fr. — Saint-Servan, 123 fr.                                                                                                 | 1,420   | 18 |
| SOMME [16]. — Amiens, 1,006 fr. 35 c. — Abbeville, 486 fr. 25 c.                                                                                                                        | 1,400   | 40 |
| LOIRE [26]. — Saint-Etienne, 1,420 fr. 18 c.                                                                                                                                            | 1,343   | 00 |
| FINISTÈRE [30]. — Brest, 1,365 fr. 40 c. — Morlaix, 35 fr.                                                                                                                              | 1,137   | 35 |
| SAÔNE-ET-LOIRE [40]. — Mâcon, 588 fr. — Chalon-sur-Saône, 578 fr. — Creuzot, 110 fr. — Louhans, 51 fr. — Tournus, 16 fr.                                                                | 1,133   | 50 |
| HAUTE-VIENNE [42]. — Limoges, 1,137 fr. 35 c.                                                                                                                                           | 1,087   | 50 |
| PUY-DE-DOME [46]. — Clermont-Ferrand, 877 fr. 50 c. — Riom, 194 fr. — Issoire 62 fr.                                                                                                    | 1,042   | 00 |
| DORDOGNE [67]. — Périgueux, 1,087 fr. 50 c.                                                                                                                                             | 1,016   | 50 |
| OISE [41]. — Beauvais, 514 fr. — Compiègne, 227 fr. — Senlis, 164 fr. — Clermont, 60 fr. — Pont-Sainte-Maxence, 32 fr. — Liancourt, 13 fr.                                              | 1,008   | 31 |
| PYRÉNÉES-ORIENTALES [36]. — Perpignan, 1,016 fr. 50 c.                                                                                                                                  | 982     | 91 |
| VIENNE [38]. — Poitiers, 933 fr. 31 c. — Châtelleraut, 53 fr.                                                                                                                           | 966     | 00 |
| DOUBS [24]. — Besançon, 942 fr. 91 c.                                                                                                                                                   | 957     | 00 |
| CHARENTE [48]. — Angoulême, 810 fr. — Cognac, 156 fr.                                                                                                                                   | 922     | 00 |
| EURE [50]. — Louviers, 476 fr. — Evreux, 267 fr. — Vernon, 160 fr. — Gisors, 30 fr. — Bernay, 24 fr.                                                                                    | 900     | 00 |
| AUDE [47]. — Carcassonne, 786 fr. — Narbonne, 116 fr. — Limoux, 20 fr.                                                                                                                  | 869     | 88 |
| ORNE [65]. — Alençon, 715 fr. — Fiers, 93 fr. — Argentan, 90 fr.                                                                                                                        | 847     | 75 |
| MANCHE [43]. — Cherbourg, 791 fr. 88 c. — Saint-Lô, 78 fr.                                                                                                                              | 842     | 00 |
| SEINE-ET-MARNE [52]. — Melun, 344 fr. 75 c. — Meaux, 245 fr. — Pontainebleau, 186 fr. — Coulommiers, 21 fr. — La Ferté-sous-Jouarre, 24 fr. — Montereau, 16 fr. — Lagny-Thorizny, 8 fr. | 786     | 73 |
| MAYENNE [58]. — Laval, 618 fr. — Mayenne, 184 fr. — Château-Gontier, 40 fr.                                                                                                             | 733     | 90 |
| ISÈRE [37]. — Grenoble, 608 fr. 73 c. — Vienne, 17 fr.                                                                                                                                  | 723     | 55 |
| CHER [55]. — Bourges, 519 fr. 90 c. — Saint-Aman, 216 fr.                                                                                                                               | 710     | 00 |
| LOT-ET-GARONNE [57]. — Villeneuve, 332 fr. — Agen, 341 fr. 55 c. — Nérac, 30 fr.                                                                                                        | 651     | 00 |
| DRÔME [69]. — Valence, 710 fr.                                                                                                                                                          | 630     | 00 |
| SAVOIE [63]. — Chambéry, 631 fr.                                                                                                                                                        | 640     | 00 |
| ALLIER [31]. — Moulins, 434 fr. — Montluçon, 168 fr. — Gannat, 48 fr.                                                                                                                   | 613     | 00 |
| PROVINCE D'ORAN [60]. — Mascara, 362 fr. — Sidi-Bel-Abbès, 188 fr. — Nemours, 90 fr.                                                                                                    | 596     | 50 |
| EURE-ET-LOIR [51]. — Chartres, 535 fr. — Nogent-le-Rotrou, 64 fr. — Châteaudun, 14 fr.                                                                                                  | 593     | 14 |
| LOIRET [44]. — Montargis, 312 fr. 50 c. — Orléans, 284 fr.                                                                                                                              | 591     | 00 |
| BASSES-PYRÉNÉES [34]. — Pau, 548 fr. — Biarritz, 32 fr. — Bayonne, 13 fr. 14 c.                                                                                                         | 554     | 00 |
| JURA [71]. — Lons-le-Saulnier, 497 fr. — Dôle, 91 fr.                                                                                                                                   | 537     | 65 |
| HAUTES-PYRÉNÉES [31]. — Tarbes, 414 fr. — Bagnères, 140 fr.                                                                                                                             |         |    |
| MORBIHAN [70]. — Lorient, 444 fr. 65 c. — Napoléonville, 93 fr.                                                                                                                         |         |    |

A reporter ..... 173,758 53



|                                                                                                                                                                                   | Report..... | fr.     | c. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------|----|
| 62. LOIR-ET-CHER [56]. — Blois, 330 fr. — Vendôme, 160 fr.....                                                                                                                    |             | 173,738 | 53 |
| 63. NIÈVRE [59]. — Nevers, 388 fr. — La Charité, 60 fr.....                                                                                                                       |             | 510     | 00 |
| 64. SEINE [66]. — Adamville, 140 fr. — Puteau, 112 fr. — La Varenne-Saint-Hilaire, 80 fr. — Charenton, 48 fr. — Gentilly, 40 fr. — Choisy-le-Roi, 16 fr. — Saint Mandé, 8 fr..... |             | 448     | 92 |
| 65. MEUSE [74]. — Bar-le-Duc, 430 fr.....                                                                                                                                         |             | 411     | 00 |
| 66. PROVINCE DE CONSTANTINE [49]. — Philippeville, 368 fr.....                                                                                                                    |             | 430     | 54 |
| 67. GERS [78]. — Auch, 330 fr.....                                                                                                                                                |             | 364     | 51 |
| 68. HAUTE-SAÛNE [76]. — Duxeuil, 144 fr. — Gray, 108 fr. — Vesoul, 49 fr.....                                                                                                     |             | 330     | 00 |
| 69. INDR [73]. — Châteauroux, 224 fr. — Issoudun, 53 fr.....                                                                                                                      |             | 304     | 00 |
| 70. VOSGES [85]. — Épinal, 167 fr. 50 c. — Neufchâteau, 105 fr.....                                                                                                               |             | 279     | 00 |
| 71. MARTINIQUE [5]. — Saint-Pierre, 236 fr. 50 c.....                                                                                                                             |             | 272     | 30 |
| 72. YONNE [62]. — Sens, 127 fr. — Joigny, 96 fr.....                                                                                                                              |             | 235     | 00 |
| 73. LOT [73]. — Cahors, 217 fr.....                                                                                                                                               |             | 222     | 00 |
| 74. HAUTE-MARNE [77]. — Chaumont, 183 fr. — Saint-Dizier, 8 fr.....                                                                                                               |             | 217     | 00 |
| 75. TARN [82]. — Castres, 164 fr.....                                                                                                                                             |             | 191     | 00 |
| 76. VENDÉE [45]. — Napoléon-Vendée, 96 fr. — Fontenay-le-Comte, 50 fr.....                                                                                                        |             | 164     | 00 |
| 77. AVEYRON [84]. — Rodez, 136 fr.....                                                                                                                                            |             | 146     | 00 |
| 78. AIN [79]. — Bourg, 130 fr.....                                                                                                                                                |             | 136     | 00 |
| 79. DEUX-SÈVRES [68]. — Niort, 130 fr.....                                                                                                                                        |             | 130     | 00 |
| 80. HAUTE-SAVOIE [86]. — Annecy, 108 fr.....                                                                                                                                      |             | 108     | 00 |
| 81. TARN-ET-GARONNE [64]. — Montauban, 41 fr.....                                                                                                                                 |             | 41      | 00 |
| 82. CÔTES-DU-NORD [81]. — Saint-Brieuc, 36 fr.....                                                                                                                                |             | 36      | 00 |
| TOTAUX.....                                                                                                                                                                       |             | 173,899 | 5  |

### III. — BANLIEUE.

#### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

|                                                              | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------------------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                                              | 1869-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
| Belleville.....                                              | 13,622 96 | 5,710 79  | 7,912 17                   | »         |
| Batignolles.....                                             | 11,328 68 | 4,446 81  | 6,881 87                   | »         |
| Montmartre.....                                              | 10,896 00 | 4,339 02  | 6,556 98                   | »         |
| Villette (La).....                                           | 4,730 42  | 2,521 30  | 2,209 12                   | »         |
| Grenelle.....                                                | 4,073 35  | 1,663 47  | 2,409 88                   | »         |
| Montparnasse.....                                            | 3,914 59  | 1,689 44  | 2,225 15                   | »         |
| Gobelins (Saint-Marcel)....                                  | 2,977 65  | 2,376 89  | 600 76                     | »         |
| Passy.....                                                   | 451 12    | »         | 451 12                     | »         |
| Localités desservies par les<br>théâtres de la banlieue (1). | 5,248 00  | 3,254 15  | 1,993 85                   | »         |
| TOTAUX.....                                                  | 57,242 77 | 26,001 87 | 31,240 90                  | »         |

(1) Casino européen, Le Vallois, Rossini, Saint-Cloud, Saint-Denis, Sceaux, Sèvres.  
— Cafés chantants : Brasserie européenne, Casino de Vincennes, Folies-Dauphine, Gaité, Mille-Colonnes, Pépinière.

BANLIEUE. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|----------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                | 1869-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Avril.....     | 5,393 19  | 5,149 89  | 243 30                     |           |
| Mai.....       | 3,861 25  | 3,870 28  |                            | 9 03      |
| Juin.....      | 4,055 76  | 3,530 35  | 525 41                     |           |
| Juillet.....   | 3,125 70  | 3,026 05  | 99 65                      |           |
| Août.....      | 2,714 66  | 2,765 45  |                            | 50 79     |
| Septembre..... | 3,609 83  | 2,060 94  | 1,548 89                   |           |
| Octobre.....   | 4,809 74  | 490 00    | 4,319 74                   |           |
| Novembre.....  | 5,723 82  |           | 5,723 82                   |           |
| Décembre.....  | 6,914 38  | 1,016 25  | 5,898 13                   |           |
| Janvier.....   | 5,475 84  | 1,582 08  | 3,893 80                   |           |
| Février.....   | 6,922 30  | 1,225 28  | 5,697 02                   |           |
| Mars.....      | 4,636 26  | 1,355 30  | 3,280 96                   |           |
| TOTAUX.....    | 57,242 77 | 26,001 87 | 31,240 90                  |           |

IV. — ÉTRANGER.

|                | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|----------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                | 1869-1870 | 1870-1871 | 1869-1870                  | 1870-1871 |
|                | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Avril.....     | 3,958 00  |           | 3,958 00                   |           |
| Mai.....       |           | 1,144 00  |                            | 1,144 00  |
| Juin.....      | 5,028 00  | 7,723 44  |                            | 2,700 44  |
| Juillet.....   | 3,844 00  |           | 3,844 00                   |           |
| Août.....      |           | 1,025 00  |                            | 1,025 00  |
| Septembre..... | 2,227 00  |           | 2,227 00                   |           |
| Octobre.....   |           |           |                            |           |
| Novembre.....  |           |           |                            |           |
| Décembre.....  | 7,872 00  |           | 7,872 00                   |           |
| Janvier.....   |           |           |                            |           |
| Février.....   |           |           |                            |           |
| Mars.....      | 6,906 00  |           | 6,906 00                   |           |
| TOTAUX.....    | 29,835 00 | 9,897 44  | 19,937 56                  |           |

## V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

|                 | EXERCICES |    |           |    | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |    |           |    |
|-----------------|-----------|----|-----------|----|----------------------------|----|-----------|----|
|                 | 1869-1870 |    | 1870-1871 |    | 1869-1870                  |    | 1870-1871 |    |
|                 | fr.       | c. | fr.       | c. | fr.                        | c. | fr.       | c. |
| Avril .....     | 189,172   | 66 | 170,611   | 27 | 18,561                     | 49 | "         | "  |
| Mai .....       | 180,199   | 18 | 130,913   | 10 | 49,286                     | 16 | "         | "  |
| Juin .....      | 135,357   | 28 | 97,417    | 59 | 38,139                     | 69 | "         | "  |
| Juillet .....   | 61,166    | 86 | 56,293    | 53 | 4,873                      | 33 | "         | "  |
| Août .....      | 81,065    | 95 | 42,797    | 58 | 38,268                     | 37 | "         | "  |
| Septembre ..... | 148,004   | 65 | 15,262    | 08 | 132,742                    | 57 | "         | "  |
| Octobre .....   | 180,628   | 82 | 3,283     | 00 | 177,245                    | 82 | "         | "  |
| Novembre .....  | 209,298   | 56 | 7,819     | 05 | 201,449                    | 51 | "         | "  |
| Décembre .....  | 222,474   | 08 | 7,479     | 65 | 214,994                    | 43 | "         | "  |
| Janvier .....   | 238,812   | 55 | 5,942     | 46 | 232,870                    | 09 | "         | "  |
| Février .....   | 210,805   | 65 | 15,525    | 90 | 195,279                    | 75 | "         | "  |
| Mars .....      | 221,576   | 88 | 22,967    | 98 | 201,568                    | 90 | "         | "  |
| TOTAUX .....    | 2,081,763 | 12 | 576,463   | 01 | 1,505,300                  | 11 | "         | "  |

## VI. — RÉSUMÉ.

|                    |           |    |         |    |           |    |   |   |
|--------------------|-----------|----|---------|----|-----------|----|---|---|
| Paris .....        | 1,503,218 | 71 | 361,664 | 17 | 1,141,554 | 54 | " | " |
| Départements ..... | 491,486   | 64 | 178,899 | 53 | 312,567   | 11 | " | " |
| Banlieue .....     | 57,242    | 77 | 26,001  | 87 | 31,240    | 90 | " | " |
| Étranger .....     | 29,835    | 00 | 9,897   | 44 | 19,937    | 56 | " | " |
| TOTAUX .....       | 2,081,763 | 12 | 576,463 | 01 | 1,505,300 | 11 | " | " |

# JURISPRUDENCE

## EN MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES

Suite. — Voir tome I<sup>er</sup>, pages 331 et 333, et tome II, page 47.

---

### PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

#### *Traductions.*

L'interprétation du décret du 28 mars 1852, relatif à la contrefaçon des ouvrages étrangers (*Annuaire*, tome 1<sup>er</sup>, p. 34), a donné lieu à de nombreux procès.

Et tout d'abord on doit faire remarquer que les dispositions de ce décret ne s'appliquent pas à la représentation théâtrale des œuvres dramatiques ou lyriques, mais seulement à la reproduction, par voie d'impression, de toute œuvre littéraire, et conséquemment de pièces de théâtre [147].

*Propriété littéraire en ce qui concerne l'édition.* — Dans ces conditions, c'est-à-dire, en ce qui concerne la publication en librairie, la contrefaçon sur le territoire français d'ouvrages publiés à l'étranger constitue un délit, lorsque les formalités exigées pour les ouvrages publiés en France ont été accomplies en temps et lieu, notamment le dépôt au bureau de la librairie prescrit par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793, et l'ordonnance du 9 janvier 1828.

L'inaccomplissement du dépôt rend donc les auteurs sans aucun droit, et crée, au profit de celui qu'on poursuivrait, une exception péremptoire qui éteint la poursuite et même l'action [148].

En effet, ainsi qu'il a été dit au sujet de la propriété du titre d'un ouvrage, l'existence légale de la propriété d'une œuvre littéraire dérive de sa publication et la loi n'accorde l'action en contrefaçon, c'est-à-dire l'attribut et la sanction du droit de propriété, qu'à celui qui met au jour une production intellectuelle. Dans la pensée du législateur, la publication de l'ouvrage et

l'existence légale de la propriété forment les éléments d'une convention indivisible. La conséquence du système contraire serait :

---

[147] *Il Trovatore, la Traviata et Rigoletto.* — M. Verdi et M. Blanchet, éditeur de M. Verdi, contre M. Calzado. — Tribunal civil de la Seine, (chambre des vacations). — 11 et 15 octobre 1856. — M. Geoffroy-Château, président. — M<sup>e</sup> Ballot, avocat de M. Verdi; M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Calzado. — M. David, avocat impérial. ¶ *Appel de MM. Verdi et Blanchet.* — Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 25 novembre, 2 et 13 décembre 1856. — M. Delangle, premier président. — M<sup>e</sup> Dufaure, avocat de M. Verdi; M<sup>e</sup> Ballot, avocat de M. Blanchet; M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Calzado — M. Sallé, substitut du procureur général. ¶ *Pourvoi formé par MM. Verdi et Blanchet.* — Cour de cassation (chambre des requêtes). — 14 décembre 1857. — M. Nicias Gaillard, président. — M. Ferrey, conseiller rapporteur; M. Raynal, avocat général (conclusions conformes). — M<sup>e</sup> Paul Fabre, plaidant.

Un compositeur étranger est-il fondé à s'opposer à la représentation, en France, de ses ouvrages déjà joués sur un théâtre étranger? Telle était la grave question à laquelle ont donné lieu les faits suivants :

Jusqu'en 1852, M. Verdi avait cédé ses opéras à un éditeur italien, et n'avait rien réclamé par suite des représentations qui avaient été données sur les théâtres de France. *Il Trovatore* avait été représenté en Italie, pour la première fois, quelques jours seulement avant la promulgation du décret du 28 mars 1852. *Il Rigoletto* (*le Roi s'amuse*) et *la Traviata* (*la Dame aux Camélias*) furent joués un an après, en 1853. M. Blanchet, propriétaire, par voie de cession, de M. Verdi, traita, le 15 décembre 1854, avec M. Ragani, directeur du Théâtre-Italien, pendant l'année 1854-1855, pour la représentation d'*Il Trovatore* pour l'année 1855-1856. M. Calzado étant devenu directeur de ce théâtre, M. Blanchet traita avec lui, le 17 novembre 1855. Ce traité ne stipulait autre chose que la location consentie à M. Calzado de la partition et des parties séparées d'*Il Trovatore*, avec obligation par M. Calzado de restituer le tout, à la fin de la saison théâtrale c'est-à-dire au mois de mars suivant, et ce moyennant 250 fr. par chacune des dix premières représentations, et 200 fr. pour les autres, à payer au cessionnaire de l'auteur, et à condition de confier l'exécution à Mario, Graziani et M<sup>me</sup> Borghi-Mamo.

Des difficultés ayant surgi entre M. Calzado et M. Verdi, au sujet de la distribution des rôles, ce dernier obtint, le 22 décembre, un jugement qui ordonna l'exécution du traité sous ce rapport. De nouvelles contestations étant survenues, et plusieurs ordonnances de référé ayant été rendues, l'affaire venait au tribunal pour être statué sur le fond.

Ne nous occupant que de la question de droit, nous reproduirons, après le jugement, la partie des plaidoiries relatives à ce sujet, auxquelles a donné lieu l'appel de ce jugement, parce qu'elles nous paraissent mieux résumer que celles qui se sont produites en première instance, l'importante discussion soulevée par cette affaire.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Joint le référé au fond, et statuant par un seul jugement,

de créer à l'industrie des gênes et des dangers sans dédommagement d'aucune sorte pour la société [126].

» Attendu qu'aux termes de l'article 11 du Code Napoléon, les étrangers ne jouissent en France que des mêmes droits civils que ceux accordés aux Français par les traités des nations auxquelles ils appartiennent;

» Que le décret du 28 mars 1852 a fait à cet article une solennelle exception en donnant à l'auteur étranger d'ouvrages littéraires, scientifiques ou artistiques le droit d'en poursuivre la contrefaçon sur le territoire français, alors même que les traités dont il est parlé à l'article 11 n'existeraient pas;

» Que ce privilège accordé par le législateur français aux propriétaires des œuvres intellectuelles publiées à l'étranger, précisément à cause de son exception même, doit être appliqué et contenu dans les limites qui lui ont été fixées;

» Que l'examen attentif des termes de ce décret prouve qu'il ne s'agit, en faveur de l'auteur étranger, que de la contrefaçon matérielle et durable de son œuvre, soit par l'impression, la gravure, le moulage ou toute autre forme permettant d'en distribuer ou d'en vendre les épreuves ou les produits contrefaits, mais qu'il ne s'agit nullement dans ce décret de la représentation théâtrale des œuvres dramatiques ou musicales jouées antérieurement à l'étranger;

» Que cette distinction et cette exclusion de la représentation résultent manifestement des termes de l'article 1<sup>er</sup> qui renvoie à l'article 425 du Code pénal, où il n'est question que des éditions d'écrits et des œuvres musicales et autres;

» Qu'il en est de même de l'article 2, où il n'est parlé que de l'importation ou de l'expédition des ouvrages contrefaits assimilés à l'introduction en France des ouvrages contrefaits eux-mêmes à l'étranger;

» Que les termes et l'esprit de cet article, comme du précédent, sont manifestement exclusifs de la reproduction théâtrale ou représentation considérée comme moyen de contrefaçon;

» Que cette intention du législateur devient encore plus claire et plus assurée quand on lit dans le préambule du décret, à côté du rappel des lois précédentes, celui des art. 425, 426, 427 et 429 du Code pénal;

» Que l'omission nécessairement volontaire de l'article 428 prouve d'une manière éclatante que le législateur n'a pas voulu comprendre parmi les modes de la contrefaçon celui de la représentation théâtrale qui fait tout entière la matière de cet article 428;

» Qu'il résulte de tout ce qui précède que la représentation sur un théâtre en France d'une œuvre littéraire ou musicale représentée déjà sur la scène d'un pays étranger, qui n'a point fait avec le gouvernement français de traité propageant le droit des auteurs, n'est pas prohibée par la législation qui régit la matière;

» En fait :

» Attendu que Verdi est étranger et né dans le duché de Parme;

» Que les opéras *il Trovatore*, *la Traviata* et *Rigoletto*, dont est auteur Verdi, ont primitivement paru sur le théâtre de Milan;

» Qu'aucun traité n'existe entre les gouvernements, soit de Parme, soit d'Autriche avec la France, relatif à la protection des droits des auteurs d'œuvres intellectuelles

» Qu'ainsi Verdi était sans droit d'empêcher Calzado, directeur du Théâtre-Italien de Paris, d'annoncer et de représenter sur son théâtre ces trois opéras;

» Attendu que la lettre du 11 décembre 1855, écrite par Calzado à Verdi, et qui sera enregistrée avec le présent jugement, ne contient point de la part de Calzado un engagement légal dont Verdi puisse se prévaloir;

» En ce qui touche les dommages-intérêts :

Le dépôt tardif d'un livre qui n'a jamais été mis au jour en France, bien qu'il y ait été imprimé et ensuite expédié en ballots

» Attendu que Verdi, en s'opposant sans droit à l'annonce de la représentation du *Trovatore* sur la scène italienne, a causé à Calzado un préjudice dont il doit à celui-ci la réparation ;

» Que le Tribunal trouve dans la cause les éléments suffisants pour fixer le montant de cette réparation à 1,000 francs.

Attendu que les chefs de demande relatifs à l'exécution provisoire et à la contrainte par corps ne sont pas justifiés ;

» Dit qu'il n'y a lieu à référé ;

» Déclare Verdi et Blanchet mal fondés dans leur demande ;

» Les condamne solidairement à payer à Calzado la somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts ;

» Dit qu'il n'y a lieu à prononcer ni la contrainte par corps ni l'exécution provisoire, laquelle est requise hors le cas prévu par la loi ;

» Et condamne Verdi et Blanchet aux dépens. »

A la cour impériale, après la plaidoirie de M<sup>e</sup> Ballot, relative aux faits de la cause, M<sup>e</sup> Dufaure examina ainsi le point de droit, au nom de M. Blanchet :

« Le Tribunal, dit-il, s'est préoccupé de la disposition de l'article 11 du Code Napoléon et du défaut de réciprocité de droits entre la France et Parme, patrie de Verdi, ou Milan, théâtre de la première représentation d'*Il Trovatore*. Mais cette condition de réciprocité dans les traités internationaux n'est pas nécessaire pour la jouissance des droits émanés du droit des gens et que consacre la loi civile ; tel est celui qui est relatif à l'impression et à la publication d'ouvrages dont les auteurs étrangers jouissent aussi bien que les régnicoles. Telle est l'opinion de Merlin (Rép.), et telle est la jurisprudence consacrée notamment par deux arrêts de la Cour de Paris, des 8 décembre 1853 et 8 août 1854, et suivant laquelle la création d'une œuvre intellectuelle constitue un droit né du droit naturel et des gens, mais dont l'application est du ressort de la loi civile.

» Quant à la législation spéciale, on sait qu'avant 1791 les auteurs ne possédaient d'autres droits que ceux qui leur étaient octroyés par le bon vouloir de l'autorité. En 1791, les œuvres de l'intelligence, proclamées dans un rapport de l'illustre Chapelier la plus sacrée, la plus personnelle des propriétés, trouvèrent une protection patente dans l'article 3 de la loi du 13-19 janvier 1791, qui défendit de représenter sur aucun théâtre les ouvrages des auteurs vivants sans le consentement de ceux-ci. M<sup>me</sup> disposition dans la loi du 19 juillet, 6 août 1791, et ce, sans distinction entre les ouvrages imprimés et gravés ou non.

Sans doute la loi du 19 juillet 1793 ne s'expliqua, notamment en faveur des compositeurs de musique, que relativement au droit d'édition et de vente ; mais la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1793 appliqua aux productions dramatiques les lois précédentes de 1791 et 1793 dans toutes leurs dispositions. L'arrêt de cassation du 5 décembre 1843 a formellement consacré cette assimilation de droits.

» On s'est demandé seulement si les auteurs étrangers participaient au même bénéfice. Merlin, qui connaissait le langage de cette époque et l'esprit des lois modernes, adémontra (Rép., v<sup>o</sup> *Propriété littéraire*) que la disposition était générale et sans exception, encore bien que, dans l'article 6 de la

dans le pays où il a été publié, ne saurait non plus créer une propriété qui n'existe pas. Ce dépôt ne peut donc porter atteinte

---

loi du 19 juillet 1793, le *mot citoyen*, qui semblait restreint aux régnicoles, fût employé pour autoriser la poursuite en contrefaçon.

» Les articles 39 et 40 du décret du 5 février 1810 ont, au surplus, concédé aux auteurs étrangers comme aux nationaux le droit de propriété, et ce n'était pas alors une innovation; le législateur ne faisait que rappeler le droit existant. Il est vrai qu'une contestation s'éleva entre les comédiens et les auteurs dramatiques sur l'application du décret de 1810; on trouve, dans l'excellent ouvrage de M. Renouard, le rapport de M. le comte de Montalivet, alors ministre de l'intérieur, qui disait: « En général, les raisons données par les comédiens ne sont pas solides. » Il est vrai encore que l'avis du Conseil d'État fut moins favorable que celui du ministre. Mais une loi est intervenue, contraire à cet avis du Conseil d'État, la loi du 3 août 1844, dont l'article 1<sup>er</sup>, en conférant aux auteurs dramatiques le droit d'autoriser la représentation de leurs ouvrages, se réfère aux articles 39 et 40 du décret de 1810, et par conséquent aux auteurs étrangers nommés dans ce décret.

» La jurisprudence (Cass., 4 juin 1852) leur reconnaît indistinctement deux droits dérivant de la même source, celui d'édition et de publication et vente, et celui de représentation, assujettis seulement à des conditions différentes.

» Toutefois, on prétend faire résulter de la doctrine d'un arrêt de cassation du 17 nivôse an XIII (affaire Sieber contre Pleyel), que l'auteur dramatique étranger perd son droit si son ouvrage a été antécédemment publié à l'étranger. Merlin avait en effet tiré cette même conséquence de l'arrêt en question; mais il s'est plus tard formellement rétracté en en restreignant le sens à ce point, que, pour poursuivre en contrefaçon, l'auteur de l'œuvre publiée à l'étranger est tenu d'en faire le dépôt en France: solution qui, en outre, ne se rapporte pas à l'auteur dramatique.

» Concluons de ces observations qu'il n'existait pas en 1852 de loi contraire à la prétention des auteurs dramatiques étrangers, et que seulement on supposait l'existence d'une jurisprudence qui leur était opposable. C'est sous l'impression de cette pensée qu'est intervenu le décret du 28 mars 1852; elle est indiquée dans le rapport qui précède ce décret, et il est essentiel de placer ces deux documents sous les yeux de la Cour:

» *Rapport au prince président de la République.* — « Monseigneur,

» Le droit d'auteur qui consiste dans le droit temporaire à la jouissance exclusive des produits scientifiques, littéraires et artistiques, est consacré par la législation française au profit des nationaux et même des étrangers, relativement aux ouvrages publiés en France. Mais l'étranger, qui peut acquérir et possède sous la protection de nos lois des meubles et des immeubles, ne peut empêcher l'exploitation de ses œuvres au moyen de la contrefaçon sur le sol d'ailleurs si hospitalier de la France. C'est là, monseigneur, un état de choses auquel on peut reprocher non-seulement de n'être pas en harmonie avec les règles que notre droit positif tend sans cesse à généraliser, mais même d'être contraire à la justice universelle. Vous aurez consacré l'applica-



au droit qui appartenait aux libraires français de reproduire les ouvrages édités en pays étrangers, antérieurement à la promul-

tion d'un principe salulaire, vous aurez assuré aux sciences, aux lettres et aux arts un encouragement sérieux si vous protégez leurs productions contre l'usurpation en quelque lieu qu'elle ait vu le jour, à quelque nation que l'auteur appartienne.

» Une seule condition me paraît légitime, c'est que l'étranger soit assujéti, pour la conservation ultérieure de son droit, aux mêmes obligations que les nationaux.

» Si vous daignez approuver les vues que je viens d'exposer, j'aurai l'honneur de vous soumettre le décret ci-joint qui aura pour effet de les réaliser.

» Je suis avec le plus profond respect, monseigneur, votre très-humble et très-dévoué serviteur, etc....

» *Décret du 28 mars 1852.* — Louis-Napoléon, président de la République française, sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice;

» Vu la loi du 19 juillet 1793, les décrets du 1<sup>er</sup> germinal an XIII et du 5 février 1810, la loi du 25 prairial an III et les articles 425, 426, 427 et 429 du Code pénal, décrète :

» Art. 1<sup>er</sup>. La contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages publiés à l'étranger et mentionnés en l'article 425 du Code pénal, constitue un délit.

» Art. 2. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition de ces ouvrages contrefaits. L'exportation et l'expédition de ces ouvrages sont un délit de la même nature que l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger.

» Art. 3. Les délits prévus par les articles précédents seront réprimés conformément aux articles 427 et 429 du Code pénal.

» Art. 4. Néanmoins la poursuite ne sera admise que sous l'accomplissement des conditions exigées relativement aux ouvrages publiés en France, notamment par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793. »

» Ainsi, reprend M. Dufaure, la pensée du décret est une intention de faire un nouveau pas dans une manifestation de générosité de la France envers les étrangers; le Tribunal y trouve, au contraire, une restriction; et par quel motif? parce que le préambule vise des articles de lois relatifs au droit d'édition, de gravure et d'impression, et qu'il ne vise pas les articles relatifs au droit de représentation. C'est un argument pris du silence considéré comme moyen d'exclusion. Loin de là, le rapport exprime qu'il s'agit de protéger les productions des auteurs, « en quelque lieu qu'elles aient vu le jour, à quelques nations qu'ils appartiennent. » Et c'est après ce préambule pompeux, magnifique, qu'on donnerait à ces auteurs des droits restreints le plus possible, c'est-à-dire, par exemple, pour les compositions musicales, le droit d'édition, qui pourra rester absolument sans valeur dans le cas où l'opéra, quoique excellent, aura été mal exécuté, et n'aura pas attiré l'attention des éditeurs.

» On a prêté au législateur de 1852, pour justifier la pensée amoindrie

gation du décret du 28 mars 1852, ou de la convention avec une nation quelconque, stipulant le dépôt [126].

qu'on lui impute, une raison de diplomatie suivant laquelle on n'aurait voulu qu'entamer une sorte de négociation, et convier les puissances étrangères à accéder à la mesure généreuse prise par la France. C'est, en effet, bien diplomatique ! Ne donner qu'en partie, restreindre la faveur ? Il n'y a, d'ailleurs, pas un mot de cela dans le rapport qui précède le décret. Non, le décret est dicté par un autre sentiment. Mon opéra, exécuté à Rome, n'a pas été pour cela jeté, en France, dans le domaine public. La Cour de Paris dans son arrêt du 26 novembre 1828, a professé la même opinion quant au *Maometto secundo* (le *Siège de Corinthe*), représenté à l'étranger avant de paraître à l'Opéra de Paris. Le jugement que nous attaquons aurait pour conséquence de défendre l'édition à peine de contrefaçon, et de permettre la représentation. Or, la représentation est déjà interdite par l'article 428 du Code pénal, et l'auteur étranger, du moment que le décret lui assure le droit d'édition, est fondé à se prévaloir de cet article pour sauvegarder son droit de représentation. Si on décidait autrement, on encouragerait la fraude au moyen de laquelle un musicien subalterne usurperait, par quelque copie prise au hasard, l'œuvre du maître, au détriment de celui-ci. Le silence qu'on signale dans le décret, quant à l'article 428 du Code pénal, ne saurait conduire à ce résultat.

» On fait remarquer que les traités internationaux qui ont suivi le décret de 1852 s'expliquent séparément sur le droit d'édition et sur le droit de représentation. Mais cette formule a été pratiquée également avant ce décret, et il n'en résulte pas une différence dans des droits qui, étant de même nature, sont seulement assujettis à des pratiques dissemblables. On insiste et on expose que le traité fait avec les Pays-Bas ne protège pas le droit de représentation. Il est possible, en effet, que chez cette nation puritaine on n'ait pas songé à ce point ; et, y eût-il restriction dans ce traité, on n'aurait pas à s'en étonner, puisque dans les stipulations de cette nature l'ordre public n'est pas essentiellement blessé par l'effet d'une telle restriction. Enfin, dit-on, dans certains de ces mêmes traités internationaux, la protection ne s'applique qu'aux ouvrages représentés pour la première fois après la mise en vigueur des traités. Mais on n'a pas remarqué qu'il en est d'autres, notamment celui fait avec les Pays-Bas, dans lesquels sont sauvegardés les droits antécédemment existants de propriété littéraire ou artistique.

» Je pense donc que, sous tous les rapports, le jugement attaqué doit être réformé. »

A l'audience du 2 décembre, M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Calzado, arrivant à l'interprétation du décret du 23 mars 1852, s'exprima ainsi :

» On vous a dit que nous venions vous demander d'amoindrir les bienfaits de ce décret, que nous venions calomnier sa pensée, et que si l'interprétation qui lui avait été donnée par les premiers juges devait être consacrée par vous, le patrimoine littéraire et artistique des étrangers, au lieu d'avoir conquis un droit nouveau, aurait perdu celui qu'il tenait de la législation antérieure. Je m'explique difficilement qu'on ait pu adresser un semblable reproche à la

Mais si le dépôt a été fait en temps opportun pour les œuvres littéraires publiées à l'étranger, celles-ci sont assimilées, en matière

thèse que nous soutenons et à la sentence qui l'a accueillie. Non, nous ne venons pas amoindrir ni calomnier le décret du 28 mars : nous venons dire que, s'il a fait une large concession à ce principe d'équité qui commande le respect des œuvres de l'intelligence, quelque part qu'elles se produisent, il n'a pas dû, il n'a pas voulu aller au delà de certaines limites ; qu'en imposant une restriction à la faveur nouvelle dont il dotait l'étranger, il constatait une distinction qui se retrouve à chaque pas dans notre législation sur la matière, et faisait une réserve que commandaient tout à la fois la nature des choses, la raison politique et l'intérêt national.

» Dans le premier système soutenu au nom des appelants on reconnaissait qu'avant le décret de 1852 le droit n'existait pas et que ce décret seul l'avait consacré ; aujourd'hui qu'on y regarde de plus près, on est bien forcé de reconnaître que le décret ne s'explique pas sur ce droit, qu'il s'applique à un seul des modes d'exploitation de l'œuvre dramatique, et que c'est ailleurs qu'il faut aller chercher un argument et un texte. On déserte donc le décret du 28 mars, et le moyen des adversaires consiste aujourd'hui à soutenir que le droit de compositeur étranger sur les œuvres, pour la première fois représentées à l'étranger, résulte de la législation antérieure à 1852.

» C'est là une thèse nouvelle, difficile à justifier en présence d'une jurisprudence de cinquante années. Examinons cependant. Le point de départ de la discussion est l'article 11 du Code Napoléon. Est-il applicable au droit de l'auteur sur les œuvres de son intelligence ? Je commence par admettre de grand cœur à tout ce qu'on nous a dit sur le principe, sur la nature de ce droit. Je reconnais que c'est là une propriété la plus sacrée de tout ; car elle a pour base le travail dans ce qu'il y a de plus noble et de plus élevé. Oui, c'est un droit qui dérive du droit naturel, mais comme vous l'avez dit dans vos arrêts de 1853 et de 1854, dont l'exercice est réglé par le droit civil : c'est aussi ce qu'enseignait Merlin dans le réquisitoire dont on vous a parlé. Or, ce droit civil, qui permet à l'auteur de poursuivre l'atteinte portée à son œuvre, est-il de ceux dont parle l'article 11 ? Tous les arrêts, tous les auteurs sont d'accord sur ce point, et refusent à l'auteur étranger un droit-action pour l'œuvre déjà produite en pays étranger.

» Et comment pourrait-il en être autrement ? Qu'est-ce donc que le contrat qui s'opère entre l'auteur d'une œuvre de l'intelligence et la société qui lui en assure le privilège ? C'est un contrat d'échange par lequel la société rend en protection à l'auteur ce que celui-ci lui donne par la production de son œuvre. Mais si cette œuvre est déjà dans le domaine public par delà les frontières, si elle est un produit étranger exploité là où les productions françaises ne sont pas elles-mêmes protégées, n'est-il pas évident que l'équité ne commande plus cet échange dont je parlais tout à l'heure ? L'intérêt national ne le permet plus. On ne s'explique pas, dit-on, la distinction que fait la jurisprudence et qui n'est pas dans la loi, suivant laquelle l'étranger est protégé pour l'œuvre qu'il publie en France, et ne l'est plus pour celle qu'il a d'abord publiée à l'étranger. Cette distinction s'explique précisément par la nature du contrat d'où dérive le droit attribué à l'auteur. A celui qui est venu

de contrefaçon, à celles qui paraissent en France, sans différence pour le droit des auteurs [444]. Toutefois les éditeurs français

demandent l'hospitalité de la France pour déposer sur son sol le germe de son intelligence et de son génie ; à celui-là la protection de la loi, et c'est aussi cette pensée généreuse et de bienvenue que nous retrouvons dans l'article 9 du Code Napoléon, noble inspiration de la loi qui tend la main aux fils de l'étranger né sous le ciel de la France et dépose dans son berceau des lettres de naturalité. Mais à celui qui n'a voulu enrichir, illustrer que son pays, qui n'a rien fait pour la France, la loi française ne lui doit rien.

» C'est en ce sens que la question a toujours été jugée. (Cassation, 17 nivôse an XIII, 23 mars 1820 ; — Paris, 26 novembre 1828, 18 février 1832 ; — Cassation 14 août 1844, 12 juillet 1848, 20 août 1852.) C'est en ce sens encore que se prononcent tous les auteurs (Bonnard, vol. II, p. 217 ; — Félix, p. 575 ; — Massé, vol. II.)

» Dans la pratique, il n'y a jamais eu de doute. Rossini, Bellini, Donizetti Verdi lui-même, n'ont jamais reçu de droits d'auteur pour les ouvrages composés spécialement par eux pour la scène française.

» Notre ancien droit proclamait le même principe, ainsi que le prouvent deux arrêts du conseil des 15 mars 1583 et 15 septembre 1786, et un arrêt du parlement de Paris du 15 mars 1586.

» C'est là aussi le principe admis dans toutes les législations étrangères, et partout, sur toutes les scènes du monde, le répertoire français est joué sans qu'on s'inquiète des droits de l'auteur français.

» Tenons donc pour constant qu'avant le décret de 1852 l'auteur étranger n'avait aucun droit sur l'œuvre par lui publiée, ou représentée pour la première fois à l'étranger : ce droit qu'il n'avait pas résulte-t-il pour lui de ce décret ?

» M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve fait ici l'analyse de la législation sur la matière : il établit qu'une distinction a toujours été faite entre le droit d'édition et le droit de représentation, que deux législations parallèles régissent chacun de ces droits avec des conditions différentes d'appropriation et de durée : l'un est réglementé par la loi du 19 juillet 1793 et par le décret du 1<sup>er</sup> février 1810, l'autre par les lois des 19 janvier et 6 août 1791 et par la loi du 3 août 1844.

» Déjà en 1810 la question engagée aujourd'hui fut soulevée. On prétendit que le bénéfice de ce décret devait profiter au droit de représentation. Le ministre de l'intérieur proposa au Conseil d'État un avis en ce sens, mais, après discussion, le Conseil d'État déclara, par un avis du 23 août 1811 que le décret de 1810 n'était pas applicable à la représentation.

» L'avocat expose les raisons qui ont déterminé cet avis, et cite un arrêt de la Cour de Paris du 8 août 1854, et un arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1852.

» La même distinction se retrouve dans toutes les législations étrangères. La loi autrichienne et la loi prussienne déclarent même que le droit sur la représentation n'appartient plus à l'auteur dès que son œuvre a été imprimée ou gravée. Ainsi, dans les États autrichiens, où, pour la première fois, ont été représentées les œuvres de M. Verdi, il n'a pas le droit qu'il veut faire consacrer aujourd'hui en France.

peuvent écouler les éditions qu'ils ont pu faire tirer alors qu'ils en avaient le droit [149]. Mais tout changement quelconque apporté

» Le législateur en 1852 se trouvait en présence de cette distinction qui était dans notre ancien droit, qui est dans toutes les législations, et l'on voit qu'il évite avec soin de viser aucune des lois qui régissent le droit d'édition. Quelles sont les lois citées dans le préambule? celle de 1793, celle de 1810 et le Code pénal. Les lois de 1793 et 1810 ne sont pas relatives au droit de représentation. Quant au Code pénal, les articles auxquels le décret se réfère sont les articles 425, 426, 427 et 429, qui, tous, punissent la contrefaçon. Quant à l'article 428, qui seul s'applique aux atteintes portées au droit de représentation, il n'en est pas question. Dira-t-on que c'est là une omission? Quoi! le législateur de 1852 auquel les traditions de 1810 doivent être présentes, aurait-il oublié de viser l'article 428 du Code pénal! Une pareille supposition est impossible. Il n'a pas omis, il a gardé le silence à dessein. Et d'ailleurs, le texte du décret lui-même exprime la pensée bien arrêtée de ne conférer à l'étranger aucun droit nouveau en ce qui concerne la représentation. Les expressions de contrefaçon, de débit, d'exportation qui seules s'y rencontrent, sont évidemment relatives au droit d'édition exclusivement. Que la Cour le remarque, ce droit nouveau qu'on invoque se résumerait dans une pénalité, et les pénalités ne sauraient être étendues, par voie d'analogie.

» Quant à la pensée du décret, elle est dans la nature même du droit sur lequel nous discutons.

» Dans la confection d'une loi de cette nature, le législateur se préoccupe de la possibilité du préjudice qui peut naître d'une concurrence déloyale. Lorsque la concurrence n'est pas possible, il n'y a pas lieu d'accorder la protection qu'il rendrait nécessaire. Or, si le préjudice se comprend en matière de contrefaçon par la voie de l'impression ou de la gravure, il ne se conçoit pas par la voie de la représentation. Comment, pour rester dans les termes de l'espece, la représentation sur le Théâtre-Italien de Paris pourrait-elle faire concurrence aux représentations du théâtre de Vienne ou du théâtre de Milan?

» Il est une autre considération qui me paraît digne de quelque attention.

» Tandis que l'édition d'une œuvre est un fait isolé essentiellement personnel à l'auteur, la représentation est en quelque sorte un fait collectif; à l'œuvre primitive du musicien ou du poète vient se réunir cette œuvre qui n'a pas moins d'importance et qui s'appelle l'exécution. Dans cette œuvre commune il y a l'auteur, il y a l'artiste qui est son interprète, et qui souvent à lui seul fait le succès. La mise en scène exige encore un concours qui seul peut donner à la composition écrite ou musicale toute sa valeur ou tout son éclat. On comprend donc qu'il y ait une différence entre la protection accordée à l'auteur de l'œuvre quand elle se produit seule et par le fait unique de l'édition, et les privilèges créés par le législateur au profit de l'auteur sur une production qui se manifeste par ce fait collectif et complexe qu'on appelle la représentation théâtrale.

» C'est ce qu'avait compris notre ancien droit quand il considérait l'œuvre représentée comme étant en quelque sorte la propriété collective d

à ces éditions, spécialement la publication de la musique avec des paroles nouvelles, s'il s'agit d'une œuvre lyrique, a pour effet de

l'auteur et du comédien, et nous voyons qu'un arrêt du conseil du 28 décembre 1757 déclare l'œuvre propriété des comédiens si deux fois de suite elle n'a pas produit 1,200 francs de recette en hiver et 800 francs en été. Ah ! si l'on garde la proportion des chiffres, il y a longtemps que le Théâtre-Italien serait propriétaire de la partition d'*Ernani* et des *Furcari* !

» Mais une raison plus sérieuse a inspiré le décret de 1852. En statuant comme il l'a fait, le décret du 28 mars n'a pas seulement obéi à la distinction qui a toujours existé dans notre législation quant au double mode d'exploitation des œuvres et compositions dramatiques, il n'a pas seulement suivi les traditions impériales de 1810 et de 1811 en plaçant le droit de représentation en dehors des règles sur le droit d'édition, il a été préoccupé d'un intérêt plus sérieux, de l'intérêt politique et national.

» Si il est un pays qui ait été victime de la contrefaçon étrangère, et dont le patrimoine littéraire ait été partout envahi, usurpé ; si il est un pays qui puisse dire qu'il a doté le monde entier des produits de son intelligence et de son génie, ce pays c'est la France. Aussi l'on sait combien d'efforts ont faits les divers gouvernements qui se sont succédé pour obtenir un système de réciprocité qui protégeât partout les droits de tous. Mais dans ces échanges auxquels elle faisait appel, la France avait toujours rencontré la résistance de l'égoïsme étranger qui ne voulait pas se dépouiller d'un droit qui l'enrichissait.

» Le décret du 28 mars, par une noble initiative, proclama ces droits qu'on lui contestait ; il comprit que ce premier pas fait dans la voie de la réciprocité ne tarderait pas à mettre en mouvement les législations étrangères qui auraient honte désormais de leur immobilité et ne pourraient plus rester en arrière dans l'accomplissement de cette grande réforme internationale. Sans doute, dans cette alliance à laquelle elle conviait les nations, la France apportait plus qu'elle ne devait recevoir, et dans la balance de ses échéances internationales le poids le plus fort était du côté de son génie, comme ailleurs du côté de son épée, et ce n'est pas elle qui devait agrandir son domaine. C'était une raison de plus pour que sa voix fût entendue et écoutée. Elle dota donc résolument l'étranger d'un droit qu'il n'avait pas. Mais elle dut s'arrêter dans cette concession. La pensée du décret fut une pensée généreuse, sans doute, mais non pas imprudente, chevaleresque, mais nationale. On comprit qu'il fallait réserver quelque chose qui pût se donner en compensation nouvelle aux concessions que feraient les législations étrangères, et comme précisément c'était par la voie de la représentation qu'était usurpée, sur toutes les scènes étrangères la propriété de notre répertoire dramatique, ce fut ce droit qui fut retenu par le décret.

» Aussi, voyez ce qui se passe. Avant le décret de 1852, il n'y a que deux décrets internationaux sur la propriété littéraire, traités incomplets, obtenus à grand-peine... A peine le décret est-il promulgué que les nations étrangères comprennent qu'elles sont mises en demeure. Immédiatement des conférences s'engagent avec celui de tous les pays qui jusque-là avait opposé le plus de résistances. On comprend que je veux parler de la Belgique.

soustraire cette publication au bénéfice de la clause restrictive et de la faire considérer comme une nouvelle édition [148]. Les

---

» Le traité fut signé avec elle le 12 août 1852. Depuis, seize autres traités ont été conclus avec d'autres nations, en tête desquelles se place l'Angleterre. Que voit-on dans ces traités ? Deux articles essentiellement distincts : l'un sur la propriété littéraire proprement dite ou le droit d'édition, et un article séparé qui déclare expressément les traités applicables au droit de représentation ; et encore est-il dit que ce dernier droit n'est garanti que pour les ouvrages représentés pour la première fois après la promulgation des traités diplomatiques ; il y a, de plus, dans l'esprit de tous ces traités, que l'auteur étranger ne pourra s'opposer à la représentation, mais qu'il pourra seulement exiger un droit proportionnel sur la recette, quelques-uns de ces traités fixent même la quotité du droit. »

» Et en présence du texte de ces traités, on soutient que le droit de représentation est garanti au profit de l'étranger par le décret de 1852 ! Comment ! le droit sera absolu, complet, sans restriction pour les nations qui n'ont pas traité avec nous, et il sera restreint, sans rétroactivité possible, et limité à une simple perception pour celles qui ont traité ! c'est-à-dire que le prix de l'échange diplomatique eût été, de notre part, l'amoin-drissement de la protection que notre législation accorde à tous les étrangers ! en tendant la main aux nations étrangères, la France les trompait, elle leur offrait un droit moins favorable, moins complet que celui qu'elles tenaient de la loi générale. Est-ce qu'il est possible d'admettre une telle in-conséquence ? Est-ce qu'il n'est pas évident, au contraire, que la protection conférée volontairement en dehors des dispositions du décret de 1852 est le prix de l'échange qui s'opérait dans les conventions internationales, et que c'est dans ces conventions seules que l'étranger peut puiser le droit reven-diqué aujourd'hui par M. Verdi ?

» Enfin, il y a deux traités dans lesquels le droit de représentation n'est pas garanti, entre autres le traité avec la Hollande. Et l'on vous a dit : C'est que cet État un peu puritain ne veut pas de notre répertoire, qui ne lui semble pas moral. Comment ! c'est tout le contraire, et c'est précisément parce que cet État veut de notre répertoire, et le veut sans payer, tout pu-ritain qu'il est, qu'il n'a pas voulu concéder à nos nationaux le droit que d'autres pays lui accordaient.

» Ainal, le décret est interprété par les conventions diplomatiques. Qu'on ne dise pas, comme on l'a fait, que ces conventions ont pu modifier le décret. Est-ce qu'il n'est pas de principe constitutionnel (et sur ce point je n'ai rien à apprendre à mon honorable adversaire) qu'un traité diploma-tique ne peut pas modifier un texte de loi ?

» M. Verdi appartient à un pays qui n'a pas voulu traiter avec la France, qui ne veut pas reconnaître chez lui la propriété de nos nationaux, qui con-trefait nos livres, qui joue notre répertoire, et c'est à ce titre que M. Verdi vient vous demander de consacrer son droit, et veut que vous lui permettiez de mettre en interdit un théâtre qui est subventionné par l'État comme éta-blissement public, qui est une des gloires de l'art étranger. Ce qu'il veut, le

éditeurs français ne peuvent même tirer de nouveaux exemplaire sur les clichés qu'ils auraient pu faire au moment de l'impression.

---

sujet de la nation la plus favorisée par les traités ne pourrait pas le demander.

» En résumé, si l'interprétation qu'on vous demande de consacrer était admise, il en résulterait qu'un étranger aura d'autant plus de droits en France qu'il appartiendra à une nation qui n'aura pas voulu traiter avec nous; singulier encouragement à donner aux gouvernements que l'initiative de 1852 a conviés à la réalisation du grand principe de la réciprocité! »

La parole est ensuite donnée au substitut du procureur général.

» Avant tout, dit-il, l'examen des droits de l'auteur étranger repose sur le Code Napoléon; si le procureur général Merlin, dans l'affaire Siéber, portée à l'audience de la Cour de cassation du 3 mars 1810, exprimait l'opinion que l'article 11 de ce Code était sans application à la propriété littéraire, comme dérivant du droit naturel, il est à remarquer que ce magistrat a rétracté cette opinion, et confessé plus tard son erreur; en sorte qu'avec le texte des articles 11 et 13 du Code, on reste fondé à décider que l'étranger admis à établir son domicile en France y jouit de tous les droits civils, et que celui qui n'a pas obtenu cette autorisation n'y possède que les droits accordés aux Français dans son pays, droits auxquels s'ajoutent ceux concédés par une disposition formelle de la loi, tels que le droit d'acquérir des immeubles en France (article 3 du Code Napoléon), celui de procéder devant les Tribunaux français (art. 11), celui de disposer, recevoir, ou tester (loi du 14 juillet 1819); c'est un protocole ouvert, où peuvent se réunir de nouvelles concessions en faveur des étrangers.

» Quant à la propriété littéraire en particulier, le droit de celui-ci, abstraction faite du principe, est réglé, dans son application, par le droit civil. La propriété littéraire, à l'égard même des Français, subit des restrictions; comment l'étranger serait-il à l'abri des mêmes restrictions, des mêmes distinctions?

» Les lois de 1791 et 1793, sur les spectacles (c'est leur titre) ont fixé viagèrement au profit des auteurs et à cinq ans au profit de leurs héritiers ou cessionnaires le droit de représentation. Le doute élevé sur le point de savoir si la loi du 19 juillet 1793, qui porta à dix ans la jouissance des héritiers et cessionnaires, s'appliquait aux représentations des ouvrages dramatiques, a été affirmativement résolu par la jurisprudence (Paris, 16 août 1842; — Cassation, 5 décembre 1843). Cette jurisprudence était fondée sur la généralité des termes de la loi, notamment dans son article 7; il en résultait complète assimilation quant au droit d'édition et au droit de représentation; mais cette assimilation, ainsi qu'il résulte de l'avis du Conseil d'État du 23 août 1811, a été rétractée par l'effet du décret de 1810.

» Le décret de 1852, ajoute M. l'avocat général, mérite tous les éloges qu'on lui a donnés. La France n'avait cessé jusqu'alors de provoquer les autres nations à des concessions réciproques en faveur des auteurs; deux traités seulement existaient à cette époque. Sans attendre de meilleurs résultats et par une initiative réelle, la France a consacré le droit des auteurs étrangers. Dix-sept traités ont suivi cette résolution : c'est un grand bienfait



Ils n'ont le droit, en un mot, que d'écouler les exemplaires imprimés [150].

pour la propriété littéraire; mais dans quelles limites doit-il être renfermé? Suivant son texte, le décret ne s'applique qu'à la publication, non à la représentation théâtrale; suivant son esprit, il doit être compris en ce sens que l'intérêt de l'auteur étranger n'est pas lésé par la représentation de son œuvre en France, puisque cette représentation en France n'empêchera pas celle de Milan ou d'ailleurs.

» Le rédacteur du décret a été préoccupé d'une pensée plus sérieuse. Tout en protégeant les auteurs étrangers, il a voulu maintenir la participation de la France aux productions de l'art étranger; accorder à l'auteur la poursuite en contrefaçon quant à l'édition; cela n'empêche pas l'ouvrage de franchir la frontière et d'enrichir le domaine public en France; tandis qu'au contraire, donner à l'auteur dramatique le veto sur la représentation, c'est priver la scène française des productions étrangères, alors que son répertoire est joué sur toutes les scènes du monde. Il est si vrai que la loi ne l'a pas compris ainsi, que dans tous les traités internationaux, ainsi que cela vous a été démontré dans l'intérêt de l'intimité, les auteurs des nations parties dans ces traités n'ont pas le droit d'interdire la représentation de leurs œuvres, mais seulement droit à une redevance, qui est même fixée, quant à son chiffre, dans certaines conventions diplomatiques. Or, comment serait-il possible d'admettre que les sujets des nations qui n'ont point traité avec la France eussent plus de droits que ceux qui se sont liés avec elle par des contrats formels?

» Nous concluons donc à la confirmation pure et simple du jugement »

A l'audience du 13 décembre suivant, la Cour rendit son arrêt :

Attendu que le préjudice n'était pas justifié, les appelants étaient déchargés de la condamnation contre eux prononcée au paiement de la somme de 1,000 fr., et, au fond, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirmait le jugement et condamnait MM. Verdi et Blanchet aux dépens.

Les appelants se pourvurent en cassation; et la Cour rejeta leur pourvoi en le motivant dans ce sens :

« Aux termes de l'art. 11 du Code Napoléon, la propriété littéraire ne peut exister en France, au profit d'ouvrages dramatiques représentés d'abord à l'étranger; or, qu'autant qu'il y aurait sur ce point, soit des traités diplomatiques stipulant la réciprocité, soit une disposition spéciale de la loi française.

» Cette disposition exceptionnelle ne se rencontre ni dans la législation antérieure au décret du 28 mars 1852, laquelle ne donnait pas de droit de propriété sur les ouvrages publiés ou représentés d'abord à l'étranger, ni dans le décret de 1852, qui, soit par son visa, soit par son texte, et même par son esprit, ne s'applique qu'aux ouvrages édités, et non aux œuvres dramatiques représentées d'abord en pays étrangers. »

(Gazette des Tribunaux, 12 et 16 octobre, 1<sup>er</sup>-2, 3 et 14 décembre 1856, et 16 décembre 1857. — Le Droit, 12 et 16 octobre, 3, 10 et 14 décembre 1856, et 25 décembre 1857.)

*Propriété littéraire en ce qui concerne la représentation.* —  
Le droit de représentation théâtrale ne peut exister, en France

[148] *Lisbeth*, opéra de Mendelssohn. — M. Jules Barbier et M. Gérard contre M. Richaud, éditeur de musique. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> Chambre), — 16 mars 1866. — M. Benoit-Champy, président. — M<sup>e</sup> Gustave Chaudéy, pour M. Jules Barbier; M<sup>e</sup> Henri Cellier pour M. Richaud; M<sup>e</sup> Nouguler, pour M. Gérard. — M. Aubépin, avocat impérial (conclusions conformes).  
§ *Appel interjeté par M. Richaud.* Cour impériale de Paris (2<sup>e</sup> chambre). — 17 janvier 1867. — M. Guillemard, président. — Mêmes avocats. — M. Dupré-Lasalle, avocat général (conclusions conformes). § *Pourvoi de M. Richaud* (admis). — Cour de cassation (Chambre des requêtes) — 6 juillet 1868. — M. Bonjean, président. — M. d'Oms, conseiller rapporteur. — M. Bosviel, avocat. — M. Paul Fabre, avocat général. § *Cassation.* — Cour de cassation (Chambre civile). — 7 avril 1869. — M. Laborie, président. — M. Larombière, conseiller rapporteur. — M<sup>e</sup> Bosviel, plaident pour le demandeur. — M. Blanche, avocat général (conclusions conformes).

Un traité est intervenu, le 19 mai 1856, entre la France et la Saxe, à l'effet de faire respecter réciproquement dans les deux pays les droits des auteurs et éditeurs sur les œuvres littéraires, artistiques, dramatiques et musicales. Jusqu'à cette époque les droits privatifs, qui naissent de la création ou de la publication des œuvres de l'esprit ne pouvaient être exercés d'un pays dans l'autre.

A la suite de ce traité, et pour atténuer les effets d'un changement radical de législation qui faisait succéder le respect absolu du droit à sa méconnaissance complète, la plupart des éditeurs français et saxons conclurent une convention aux termes de laquelle ils s'autorisaient réciproquement à garder en magasin, rééditer et réimprimer les œuvres musicales qu'ils avaient déjà éditées et vendues sans autorisation spéciale des auteurs ou éditeurs étrangers; en sorte que les éditeurs propriétaires ont renoncé par cette convention, en faveur de tous les co-signataires, à se prévaloir d'un droit d'interdiction que leur confère le traité entre la France et la Saxe. Cette tolérance, d'un caractère tout transitoire, était d'ailleurs, formellement restreinte, aux éditions déjà existantes, constatées par les catalogues, et ne pouvaient s'étendre à d'autres éditions ou arrangements des œuvres que le traité protège désormais.

Cette double modification des droits des éditeurs français et saxons a donné lieu à un procès entre M. Simon-Richaud et MM. Gérard et comp., tous deux éditeurs de musique.

En 1853, M. Richaud publia l'opéra comique intitulé : *le Fils de l'étranger ou le Retour dans la patrie*, musique de Félix Mendelssohn-Bartholdy, paroles de Belanger; en l'absence de tout traité, les cessionnaires de l'auteur saxon ne purent inquiéter l'éditeur français.

Mais M. Richaud, ayant voulu récemment publier une nouvelle édition du même opéra, non plus en un acte, mais en deux actes et sous le titre nouveau de *Lisbeth*, avec paroles de M. Jules Barbier, MM. Gérard et comp., cessionnaires de l'éditeur saxon, ont pensé que M. Richaud excédait les droits

au profit d'ouvrages dramatiques représentés d'abord à l'étranger, qu'autant qu'il y a sur ce point des traités diplomatiques stipulant

que pouvait lui laisser le traité de 1856, mais modifié par la convention des éditeurs. Cette convention faisait, en effet, dans l'espèce, la loi des parties, car les deux éditeurs y ont adhéré soit directement, soit dans la personne de leurs cédants.

Une instance a donc été introduite devant le tribunal civil de la Seine, par MM. Gérard et comp., contre MM. Richaud et Barbier, aux fins de faire défendre à M. Richaud d'éditer l'opéra de Mendelssohn, paroles de M. Jules Barbier, connu sous le nom de *Lisbeth*, et à l'effet d'être autorisés eux-mêmes à saisir dans les magasins de Richaud les partitions terminées ou les planches en cours de gravure.

M. Jules Barbier s'est empressé de reconnaître le droit de MM. Gérard et comp., et il a demandé contre M. Richaud la nullité du traité aux termes duquel il s'était engagé à composer les paroles de l'opéra; il a de plus conclu à la restitution de son manuscrit, en faisant offre de 500 fr. déjà reçus par lui, à valoir sur le prix stipulé pour son poème.

M. Richaud a soutenu qu'il se bornait à rééditer une œuvre déjà éditée par lui en 1853 et qu'il usait ainsi d'un droit réservé aux signataires de la convention modificative du traité.

Mais le tribunal a repoussé son système par jugement en date du 16 mars 1866, ainsi conçu :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que les droits des auteurs et éditeurs, relativement aux œuvres de musique, ont été réglés entre la France et la Saxe par les traités du 19 mai 1856, ayant force de loi, et par la convention intervenue entre les éditeurs français et saxons, en date du 15 octobre 1856;

» Attendu qu'aux termes de ces actes, les sujets propriétaires d'œuvres musicales ont droit de s'opposer à la publication de ces œuvres en France;

» Que seulement, à titre de tolérance, les éditeurs français qui avaient publié antérieurement des œuvres musicales désormais soumises à un droit privatif, ont été autorisés à continuer de vendre ces œuvres, et même à les rééditer et réimprimer;

» Mais, attendu que cette faculté a été réservée aux seules éditions existantes lors de la convention du 15 octobre 1856; qu'elle doit être interprétée dans un sens restrictif;

» Que, dès lors, tout changement dans la publication des œuvres tolérées, de nature à être considéré comme constituant une édition nouvelle, doit être absolument interdit;

» Attendu qu'il n'est point contesté que Gérard et comp. tiennent des éditeurs saxons, propriétaires de l'opéra de Mendelssohn, portant le n° 89 de ses œuvres, le droit exclusif de publier ledit opéra en France;

» Attendu que Richaud a, antérieurement à 1856, édité et mis en vente la partition dudit opéra en un acte sous le titre : *Le Retour*, accompagné d'un texte allemand et de paroles françaises par Belanger;

» Qu'il prétend aujourd'hui s'attribuer le droit de publier la musique avec des paroles nouvelles, savoir, la musique comme l'ayant éditée avant les traités et conventions de 1856, et les paroles nouvelles comme n'étant que la traduction du texte allemand relativement auquel aucun droit de traduction n'a été réservé;

» Attendu que cette distinction est purement arbitraire et contraire même

la réciprocité et que les auteurs étrangers ont accompli les formalités insérées dans ces traités [147]. Il y a exception, toutefois,

à l'essence des œuvres de musique dramatique dans lesquelles la musique et les paroles constituent une propriété indivisible;

» Que le traité et la convention susénoncés accordent à Richaud non point un droit de traduction sur les paroles, mais seulement une tolérance spéciale pour son édition, dont il peut continuer la publication dans les mêmes et semblables conditions;

» Attendu que la publication de l'opéra susénoncé sous le titre nouveau de *Lisbeth*, avec une division nouvelle en actes, et accompagné de paroles nouvelles, de Jules Barbier, constituerait véritablement une nouvelle édition;

» Que dès lors Gérard et comp. sont en droit de s'opposer à ladite publication;

» Attendu que Jules Barbier ayant traité avec Richaud de la publication des paroles par lui composées pour l'opéra de *Lisbeth*, lorsqu'il se croyait, ledit Richaud, en droit de les publier, est fondé actuellement à demander la nullité du contrat comme étant le résultat d'une erreur substantielle, et à exiger, comme conséquence de cette nullité, la restitution de son manuscrit;

» Attendu que Barbier a fait à Richaud offres réelles de leur restituer la somme de cinq cents francs déjà versée sur le prix du manuscrit, et que, sur le refus de Richaud, ladite somme a été déposée à la caisse des dépôts et consignations;

» Mais, attendu que Barbier a traité des mêmes paroles avec Gérard et comp., à des conditions plus avantageuses que celles qui lui avaient été consenties par Richaud, qu'il n'a donc éprouvé par le fait de ce dernier aucun préjudice dont il puisse lui demander réparation;

» Par ces motifs :

» Fait défense à Richaud d'éditer, publier, mettre en vente sous le titre de *Lisbeth*, la partition en deux actes avec paroles de Jules Barbier, de l'opéra de Mendelssohn, portant le n° 89 de ses œuvres;

» Autorise Gérard et comp. à saisir dans les magasins de Richaud toutes partitions terminées ou toutes planches gravées en contravention à la susdite défense;

» Déclare nulles et de nul effet les conventions verbales intervenues entre Richaud et Barbier, relativement à la publication des paroles françaises composées par Barbier sur l'opéra de *Lisbeth*;

» Dit en tant que de besoin que Richaud sera tenu de restituer à Barbier le manuscrit de *Lisbeth*, et ce dans la huitaine de la signification du présent jugement, à peine de 20 fr. par chaque jour de retard pendant un mois; après quoi il sera fait droit;

» Déclare bonnes, valables et libératoires les offres réelles de la somme de 500 fr. faites par Barbier à Richaud et suivies de consignation;

» Dit qu'il n'y a lieu d'accorder à Richaud aucuns dommages-intérêts;

» Condamne Richaud aux dépens tant à l'égard de Barbier que de Gérard et comp.»

Sur l'appel interjeté par M. Richaud, la Cour rendit l'arrêt suivant :

ARRÊT. — « La Cour.

» Sur la fin de non-recevoir proposée par Richaud, et tirée de ce que Gérard et comp. n'auraient pas accompli les formalités prescrites par le traité international du 19 mai 1856;

» Considérant qu'à supposer que les formalités du dépôt et de l'enregistrement au ministère de l'intérieur n'auraient pas été remplies, ce qui en résulterait, c'est qu'il y aurait lieu d'accorder aux intimés un délai pour y satisfaire et en justifier; mais que l'appelant, par sa défense, au fond, en première instance comme devant la Cour, a couvert la fin de non-recevoir qu'il propose

pour les œuvres d'un Français. Bien que sa pièce ait été jouée dans un pays sans traité avec la France, il conserve ses droits sur

tardivement, puisqu'elle n'est point d'ordre public, et l'a rendue inadmissible;

» Au fond :

» Adoptant les motifs des premiers juges ;

» Sans s'arrêter à l'exception proposée dans laquelle l'appelant est déclaré nonrecevable ;

» Met l'appellation au néant, ordonne que le jugement dont est appel sortira effet. »

M. Richaud se pourvut contre cet arrêt devant la Cour de cassation, en soulevant les questions suivantes :

» Le dépôt et l'enregistrement imposés par la convention littéraire, intervenue entre la France et la Saxe, aux auteurs ou éditeurs d'ouvrages de littérature et d'art, ne sont-ils pas obligatoires et nécessaires pour la justification et la revendication du droit de propriété ?

» Peuvent-ils avoir lieu à toute époque, même après l'introduction de l'instance en contrefaçon ?

» L'exception, tirée de ce que cette formalité n'aurait pas été accomplie par le demandeur, peut-elle être considérée comme une exception dilatoire susceptible d'être couverte par des conclusions au fond ? Ne constitue-t-elle pas plutôt une exception de défaut de qualité, qui a pu dès lors être opposée, en tout état de cause, même en appel ? »

La Cour admit ce pourvoi, et cassa l'arrêt de la Cour impériale par les motifs suivants :

« Il résulte des termes de l'article 1<sup>er</sup>, §§ 1 et 2 du traité international du 10 juin 1856, entre la France et la Saxe, que si la formalité de l'enregistrement au ministère de l'intérieur, bureau de la librairie, est suffisante pour la conservation et l'exercice du droit des auteurs étrangers en France, elle est de plus nécessaire en ce sens que l'inaccomplissement de cette formalité crée au profit de celui qui est poursuivi une exception péremptoire qui éteint la poursuite et même l'action.

» En conséquence doit être annulé l'arrêt qui déclare cette exception non recevable, comme purement dilatoire, et couverte par la défense au fond. »

(*Le Droit et la Gazette des Tribunaux*, 28 avril 1866, 3 février 1867, 6-7 juillet 1868 et 8 avril 1869.)

[149] *Le Vampire*. — M. Marschner, compositeur hanovrien, contre M. Aulagnier, éditeur de musique. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> Chambre). — 9 et 16 mai 1861. — M. Benoît-Champy, président. — M<sup>rs</sup> Victor Lefranc, avocat de M. Marschner ; M<sup>rs</sup> Le Berquier, avocat de M. Aulagnier. | *Appel de M. Aulagnier*. — Cour impériale de Paris (2<sup>e</sup> Chambre). — 16 mars 1863. — M. Anspach, président. — Mêmes avocats.

M. Henri Marschner, maître de chapelle et directeur général de la musique du roi de Hanovre, a composé diverses œuvres dramatiques parmi lesquelles : *le Vampire*, opéra romantique en deux actes, *le Templier et la Juive*, en trois actes ; *Hans Heitig*, en trois actes avec prologue musical ; *le Château de l'Etna*, en trois actes ; *le Babu*, en trois actes. Les paroles de ces opéras sont de M. W. A. Wohlbrück, excepté toutefois celles de *Hans Heitig*, qui sont de M. Édouard Devrient.

Suivant un traité passé avec M. Frédéric Hofmeister, M. Marschner a vendu à ce dernier, moyennant quatre mille francs, l'édition de ces diverses

sa pièce et peut tenter une action en contrefaçon à celui qui voudrait s'en emparer [437]. Les représentations successives d'une

partitions, mais seulement pour piano, avec les parties vocales, se réservant l'édition de la grande partition avec orchestre et le droit de représentation sur les théâtres et dans les concerts.

*Le Vampire* a été représenté pour la première fois à Leipzig, en 1818, puis joué sur tous les théâtres de l'Allemagne, en Angleterre, en Hollande, en Danemark, en Hongrie, en Bohême, en Russie, en Belgique; en France, il a été joué sur le théâtre de Strasbourg.

M. Aulagnier, éditeur de musique, a publié, en 1843, c'est-à-dire avant tout traité sur la propriété littéraire avec le Hanovre, la partition orchestrée du *Vampire*, avec la traduction du poème par J. Ramoux, et la mise en scène par M. Salomé.

En 1861, M. Marschner vint à Paris, et là il apprit, par les catalogues de la maison Aulagnier, que son œuvre avait été publiée sous l'annonce : *Grandes partitions Marschner* : — *Le Vampire, grand opéra*, etc. Il en acheta un exemplaire, et remarqua que l'éditeur ne s'était pas borné à publier son œuvre sans son autorisation, mais qu'il avait ajouté des récitatifs notés qui, suivant lui, étaient de nature à compromettre sa réputation et le succès de sa partition. Il forma alors contre M. Aulagnier la demande de suppression de la partition publiée et de 20,000 francs de dommages-intérêts pour les modifications et les altérations introduites dans son œuvre.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu qu'il est établi au procès que Marschner n'a pas publié et a voulu ne pas publier l'ensemble de son opéra *le Vampire*;

» Que sans son autorisation et contre son gré, la partition a été publiée et mise en vente par Aulagnier, avec cette circonstance relevée comme plus grave encore par Marschner, que certaines parties du récitatif, qui n'étaient pas notées et devaient être parlées suivant l'usage allemand, ont été revêtues d'une musique étrangère faussement attribuée au compositeur lui-même;

» Attendu que la prescription opposée par Aulagnier ne saurait être admise;

» Qu'en effet la mise en vente est un acte successif qui se continue sans terme défini; que, d'ailleurs, dans l'espèce, la continuité de la mise en vente est prouvée par les catalogues d'Aulagnier;

» Attendu que le fait constaté à la charge dudit Aulagnier a causé à Marschner un préjudice à la fois moral et matériel;

» Que le Tribunal a les éléments nécessaires pour fixer l'étendue de la réparation;

» Sans s'arrêter à l'exception de prescription, laquelle est rejetée;

» Condamne Aulagnier à payer à Marschner la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts; dit n'y avoir pas lieu à contrainte par corps;

» Ordonne que, dans la huitaine du présent jugement, Aulagnier sera tenu de remettre à Marschner tous les exemplaires de l'opéra *le Vampire*, soit pour piano et voix, soit pour orchestre, étant en la possession dudit Aulagnier; sinon, et ce délai passé, au orise Marschner à se saisir desdits exemplaires, avec l'assistance, au besoin, du commissaire de police;

» Condamne Aulagnier aux dépens. »

Sur l'appel de M. Aulagnier, ce jugement fut infirmé par la Cour, qui rendit l'arrêt suivant :

pièce, dans l'espèce d'un opéra [149], ont pour conséquence de la livrer à la publicité, quand bien même l'auteur n'aurait pas fait

**ARRÊT.** — « La Cour,

« Considérant que Marschner, Hanovrien d'origine, auteur de l'opéra *le Vampire*, a publié à l'étranger, antérieurement à l'année 1843, la partition de cet opéra pour le piano;

» Qu'en outre il a fait représenter cette œuvre musicale dès 1828, sur le théâtre de Leipzig, et successivement sur plusieurs théâtres d'Allemagne, et à Strasbourg;

» Que si, conformément aux usages généralement suivis à l'étranger, Marschner n'a pas fait graver et n'a pas publié la partition d'orchestre, les représentations successives de cet opéra ont eu pour conséquence de le livrer à la publicité, et que, par suite de ladite publicité, cette composition musicale de Marschner a été, sous toutes ses formes et dans ses divers modes et expressions, acquise en France au domaine public;

» Que si Aulagnier, éditeur français, a fait graver à Paris les partitions dudit opéra, soit pour piano soit pour orchestre, il justifie, par ses livres que ces publications ont été par lui faites en 1843 et 1844;

» Qu'il résulte de ce que dessus, qu'antérieurement à 1843, l'œuvre de Marschner était tombée dans le domaine public;

» Que dès lors Aulagnier ne saurait être recherché à l'occasion desdites publications, et qu'il était en droit de continuer à écouler et à vendre les exemplaires lui restant de ses tirages de 1843 et 1844;

» Considérant que le décret du 28 mars 1852 ne saurait avoir d'effet rétroactif, et qu'il ne pouvait dès lors faire obstacle à la vente desdits exemplaires, alors même que Marschner aurait rempli les formalités prescrites par l'article 4 de ce décret;

» Que si, en exécution de l'une des clauses de la convention conclue entre la France et le Hanovre, le 20 octobre 1851, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres littéraires ou musicales des nationaux des deux pays, un acte additionnel a fixé au 1<sup>er</sup> septembre 1853 l'expiration du délai après lequel la vente des réimpressions ou reproductions ne pourraient plus avoir lieu, Marschner ne justifie pas, conformément aux conditions énoncées dans ladite convention, avoir primitivement publié son œuvre dans le Hanovre, et avoir accompli dans son pays les formalités nécessaires pour y jouir de la protection légale contre la contrefaçon ou réimpression illicite;

» Qu'en admettant que ladite convention additionnelle ait été régulièrement portée à la connaissance du commerce en France, Marschner ne prouve pas que le bénéfice lui en soit réellement acquis;

» Considérant enfin que si, dans la publication de la partition d'orchestre, Aulagnier a eu le tort d'attribuer à Marschner des récitatifs notés qui n'étaient pas son œuvre, il n'est pas établi que de ce fait soit résulté pour Marschner un préjudice de nature à donner lieu à son profit à une réparation pécuniaire, et que d'ailleurs depuis le procès Aulagnier a fait apposer sur la couverture des huit exemplaires lui restant de la partition d'orchestre une mention indiquant que les récitatifs ne sont pas de Marschner;

» Que dans ces circonstances il est superflu de statuer sur le moyen de prescription opposé par Aulagnier et qu'il y a lieu de débouter Marschner de sa demande;

» Infirme;

» Au principal : déboute Marschner de sa demande, et le condamne aux dépens. » — (*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 26 mai 1861, 23-24 mars 1863.)

[150] *Nouvelles genevoises* de Topffer. — M. Lecou, éditeur, contre M. Barba, éditeur. — Tribunal correctionnel de Paris (7<sup>e</sup> chambre). — 23 juillet

graver, ni publier, la partition d'orchestre dans le pays originaire. Celui qui fait graver ou représenter en France cette partition ne

---

1853. | *Appel*. — Cour Impériale de Paris (Chambre correctionnelle). — 8 décembre 1853. — M. d'Esparbès de Lussan, président. — M. le conseiller Cazenave, rapporteur. — M<sup>e</sup> Calmels, avocat de M. Barba, éditeur; M<sup>e</sup> Taillandier, avocat de M. Lecou, éditeur; — M. Sallé, avocat général (conclusions conformes).

Topffer a publié, à Genève, ses diverses œuvres, de 1832 à 1840. Elles furent reproduites en France, à partir de cette dernière année, par plusieurs éditeurs, sous le titre de *Nouvelles genevoises*. Cet ouvrage était publié en France, librement, non-seulement sans réserve, sans opposition de la part de l'auteur, mais même avec son assentiment, lorsque survint le décret du 28 mars 1852.

M. Victor Lecou, éditeur, passa, avec madame veuve Topffer, un traité qui portait la date du 24 décembre 1852; il annonça qu'il avait acquis le droit exclusif de reproduire tous les ouvrages de Topffer et qu'il poursuivrait comme contrefaçon la réimpression desdits ouvrages.

Le 7 mars 1853, il fit le dépôt de l'édition qu'il publiait. Le 24 du même mois, il fit pratiquer la saisie des exemplaires de l'édition publiée par Barba, ultérieurement à la date du 7 mars 1853 et le 7 juin il l'assigna devant la 7<sup>e</sup> chambre du Tribunal.

Le Tribunal correctionnel condamna Barba en 300 fr. de dommages-intérêts, 100 fr. d'amende, ordonna la confiscation des exemplaires saisis et des clichés employés, et autorisa la publication des motifs et du dispositif de son jugement dans trois journaux au choix de Lecou.

Appel ayant été interjeté, la Cour rendit l'arrêt suivant :

ARRÊT : — « La Cour,

» Considérant que la création d'une œuvre littéraire ou artistique constitue au profit d'un auteur une propriété dont le fondement se trouve dans le droit naturel et des gens, mais dont l'exploitation est réglementée par le droit civil;

» Considérant que, sous la législation antérieure au décret du 28 mars 1852, on contestait aux auteurs étrangers le droit exclusif de vendre et éditer en France leurs ouvrages publiés en pays étranger;

» Que le décret du 28 mars 1852 a eu précisément pour but de leur conférer ce droit dans les limites concédées et sous les conditions imposées aux auteurs français, et de donner ainsi aux nations étrangères l'exemple de la consécration la plus large de la propriété littéraire et artistique;

» Que l'esprit et la généralité des termes de ce décret étendent le bénéfice de ces dispositions aux ouvrages publiés antérieurement à sa promulgation, alors même qu'ils auraient été réimprimés en France par des tiers avant cette dernière époque; que cette interprétation ne porte atteinte à aucun droit acquis et ne donne au décret aucun effet rétroactif;

» Que le fait de réimpression en France de l'auteur d'un ouvrage étranger, en l'absence de tout droit pour celui-ci de s'y opposer, n'impliquait point effectivement de sa part une renonciation à sa propriété; que le dépôt nécessaire pour conserver le droit de poursuite, mais non le droit de propriété, n'a pu, lorsqu'il a été effectué par un tiers, transmettre cette propriété ni au reproducteur ni au domaine public;

» Que la liberté de réimpression accordée à tous par la loi civile a seule-



saurait donc être recherché à l'occasion de ces publications, s'il établit que l'œuvre est acquise au domaine public [149].

ment protégé les faits consommés sous son empire et conservé; comme conséquence nécessaire, aux tiers qui ont usé de cette liberté la faculté de vendre des exemplaires des éditions créées ou en cours d'exécution lors de l'accomplissement par les auteurs étrangers ou leurs cessionnaires des conditions auxquelles est subordonnée l'application du décret précité;

» Considérant que, dans le sens de ce décret, un tirage nouveau, au moyen de clichés établis antérieurement à sa promulgation, équivaut à une édition nouvelle, surtout lorsque ce tirage n'a été obtenu, comme dans l'espèce, qu'à l'aide de remaniement des clichés, avec changement de format et addition de gravures;

» Considérant que si les *Nouvelles genevoises* de Topffer, étranger, ont été publiées en Suisse de 1812 à 1840, si elles ont été depuis réimprimées en France par plusieurs libraires, la veuve de Topffer, décédée en 1866, a cédé à Lecou, le 24 décembre 1852, le droit d'éditer les *Nouvelles genevoises*;

» Que cette cession a été connue de Barba dès le mois de février 1853; que Lecou a effectué le 7 mars 1853 le dépôt exigé par le décret, et que, postérieurement à ce dépôt, Barba, à l'aide de clichés par lui établis en 1851, mais remaniés en un format différent et avec addition de gravures, a réimprimé les *Nouvelles genevoises* et s'est ainsi rendu coupable du délit de contrefaçon prévu et puni par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 mars 1852 et les articles 425 et 427 du Code pénal;

» La Cour met l'appellation au néant; ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne l'appelant aux dépens de son appel. » — (*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 9 décembre 1853.)

[151] *La Gazza ladra*. — M. Beaudouin d'Aubigny, l'un des auteurs de *la Pie voleuse*, contre M. Vatel, directeur du Théâtre-Italien, et MM. Beaudouin, Thiboust et Buding, éditeurs. — Tribunal correctionnel de Paris (7<sup>e</sup> chambre). — 15 et 22 mars 1844. — M. Pinondel président. — M<sup>e</sup> Henri Collias, avocat de M. Beaudouin d'Aubigny; M<sup>e</sup> Chaix-d'Est-Ange, avocat de M. Vatel; M<sup>e</sup> Bazenerye, avocat des éditeurs. — M. Ménard de Franc, avocat du roi. ¶ *Double appel de M. Beaudouin d'Aubigny et de M. Vatel*. Cour royale de Paris (appels correctionnels). — 20 et 27 juin 1844. — M. Moreau, président. — Mêmes avocats. — M. Boulloche, avocat général (conclusions conformes.)

MM. d'Aubigny et Caignez firent représenter en 1815, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, un mélodrame intitulé *la Pie voleuse*, qui obtint un grand succès. Le sujet reposait sur un fait historique qui avait lui-même causé quelque sensation dans le public.

A cette époque, Rossini composait ses opéras en Italie, mais il écrivait pour la France; le sujet de *la Pie voleuse* lui plut, et il fit faire, — selon l'usage des compositeurs italiens, — un libretto calqué sur le drame de MM. d'Aubigny et Caignez. Ce libretto fut fait à Milan, par M. Gerardini.

L'opéra obtint un succès immense. En 1821, M. Castil-Blaze voulut transporter la musique de Rossini sur la scène française. Il fit une traduction du libretto italien et demanda l'autorisation de MM. d'Aubigny et Caignez. Les droits d'auteur furent même partagés : moitié pour M. Castil-Blaze, moitié pour les auteurs de *la Pie voleuse*.

Les principes généraux des traités conclus entre la France et d'autres nations ayant été imprimés dans l'*Annuaire* (tome 1<sup>er</sup>,

*La Gazza ladra* ayant été jouée au Théâtre-Italien, à Paris, M. d'Aubigny, l'auteur survivant du drame français, traduisit devant le Tribunal correctionnel MM. Vatel et Dormoy, directeurs du Théâtre-Italien, pour avoir représenté sans son consentement la contrefaçon de son drame, et MM. Hippolyte Beaudouin, Thiboust et Buding pour avoir édité cette contrefaçon.

Le jugement, confirmé dans toutes ses dispositions, par la Cour, est très-détaillé et rend inutile la reproduction des plaidoiries de cette affaire :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» En ce qui concerne Janin, attendu qu'il est décédé, que dès lors l'action publique est éteinte;

» En ce qui touche Dormoy, attendu qu'il est constant au procès que depuis le mois de novembre 1841, il a cessé de faire partie de la direction du Théâtre-Italien, que c'est donc le cas de le mettre hors de cause;

» A l'égard de Vatel, aujourd'hui seul directeur privilégié du Théâtre-Italien.

» Attendu, en fait, que le sieur Beaudouin d'Aubigny est l'un des auteurs du mélodrame français intitulé *la Pie voleuse*; que cette pièce, représentée d'abord sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin, a depuis, sans le consentement des auteurs, seuls propriétaires, été transportée sur le Théâtre-Italien, après avoir été traduite et arrangée en forme de libretto pour la scène de ce théâtre;

» Attendu qu'à la date du 21 janvier 1843, Beaudouin d'Aubigny a, par une sommation, dûment enregistrée, fait défense au directeur du théâtre susdésigné de continuer à représenter *la Gazza ladra*, cette pièce, suivant le plaignant, n'étant que la reproduction du mélodrame *a Pie voleuse*;

» Attendu que, malgré la réclamation de Beaudouin d'Aubigny, *la Gazza ladra* a été donnée au public les 23 janvier, 9 février, 14 et 22 mars 1843;

» Attendu que de l'examen des deux brochures produites il résulte la preuve que le libretto italien *la Gazza ladra* est, quant à la charpente de la pièce, la conduite de l'action, sa contexture et l'agencement des scènes, la reproduction de la pièce française; que, de plus, certaines parties du dialogue sont la traduction presque littérale des expressions dont se sont servis les auteurs français; que les variantes ont été nécessitées par la mise en scène sur un théâtre d'un autre genre, et par les exigences du chant;

» En droit : attendu que le législateur, en protégeant les droits des auteurs, et en réprimant la contrefaçon par les articles 425 et suivants du Code pénal de 1810, a voulu atteindre les moyens indirects de nuire à la propriété littéraire aussi bien que les moyens directs; les contrefaçons partielles, mais notables, comme les contrefaçons complètes, pourvu qu'il en résultât concurrence dommageable pour l'auteur;

» Attendu qu'il est constant pour le Tribunal que la reproduction, même sur une scène tout à fait différente, de l'œuvre de d'Aubigny a pu lui causer quelque préjudice;

» Attendu que le silence gardé pendant un certain temps par le plaignant n'est pas de nature à lui faire perdre le droit qu'il tient de la loi, et à faire supposer qu'il a renoncé à ce droit;

» Attendu que si la traduction dite libretto de *la Gazza ladra*, faite à l'étranger par un sieur Gerardini, et la représentation aussi en pays étranger de l'opéra en question, constitue un fait que la loi française ne peut atteindre, il n'en saurait être de même lorsque, comme dans l'espèce, ce fait a été reproduit en France par des représentations théâtrales et par la vente

p. 71 et 443), il n'y a pas lieu de les exposer ici de nouveau.  
2. *Pièces françaises traduites en libretti étrangers, et jouées en*

de la brochure incriminée comme étant entachée de contrefaçon; qu'alors il y a délit, droit pour l'auteur d'agir, et devoir pour les Tribunaux d'appliquer la loi;

» Attendu que vainement on oppose qu'il s'agit d'un fait historique tombé dans le domaine public, et dont chacun peut s'emparer à son gré; attendu que ce fait historique n'a été que l'idée mère, le germe que les auteurs du mélodrame ont développé et arrangé pour la scène au moyen d'un travail de l'esprit; que c'est ce travail de l'intelligence qui constitue la propriété littéraire que d'Aubigny revendique avec raison;

» Attendu que dans les ouvrages dramatiques destinés principalement aux représentations des théâtres, le plan de l'ouvrage, l'ordonnance du sujet, la conception des caractères, la conduite de la pièce, ont une importance capitale, indépendamment du style, de la forme du langage, prose ou vers;

» Attendu que s'il est vrai qu'au Théâtre-Italien la musique a beaucoup plus d'importance pour le public que le canevas ou poème, cependant ce dernier ouvrage a aussi sa valeur, puisque c'est d'après ses situations plus ou moins dramatiques que le compositeur donne à la forme musicale les développements dont elle est susceptible; que, de plus, la vente, surtout au théâtre, de la brochure contenant le libretto avec sa traduction, est aussi l'objet d'une spéculation productive pour le directeur ou ses représentants;

» Attendu que de tout ce qui précède résulte qu'il y a dans l'espèce contrefaçon de l'ouvrage original, concurrence réelle, dommageable, que par conséquent la demande de d'Aubigny est fondée;

» Mais, attendu, quant aux dommages-intérêts, que ceux réclamés sont évidemment exagérés; qu'en effet le Tribunal, dans la fixation du préjudice causé, doit prendre en grande considération le long silence gardé par Beaudouin d'Aubigny, l'époque déjà ancienne à laquelle les représentations de sa pièce ont cessé, la différence notable du genre des deux pièces, et qu'enfin ce n'a été qu'à la date du 21 janvier 1843 seulement que le plaignant a manifesté sa prétention;

» Que c'est le cas de fixer d'office à la somme de 40 francs par représentation les dommages-intérêts dus par Vatel à Beaudouin d'Aubigny;

» En ce qui touche les conclusions additionnelles posées dans l'intérêt de Beaudouin d'Aubigny, à l'audience du 15 de ce mois, concernant une demande supplémentaire en dommages-intérêts, et tendant à obtenir la confiscation au profit du plaignant des recettes faites au Théâtre-Italien les 23 janvier, 5 et 14 février et 14 mars 1844;

» Attendu que ces conclusions sont tardives, qu'elles reposent sur deux faits nouveaux non compris dans la plainte.

» Attendu, d'ailleurs, que les parties ne se trouvent pas, à raison des circonstances et de la nature des représentations, dans le cas prévu par la disposition finale de l'article 428; qu'il n'y a donc lieu de s'arrêter auxdites conclusions;

» En ce qui touche les sieurs Beaudouin, Thiboust et Buding, cités comme complices du délit imputé au sieur Vatel, à raison de la vente du libretto *la Gazza ladra*;

» Attendu que c'a été en vertu de conventions verbales entre les susnommés que cette vente a eu lieu; que ladite vente est un fait accessoire, auxiliaire, la conséquence des représentations théâtrales de la pièce incriminée, dont Vatel est responsable comme ayant concédé l'autorisation;

» Attendu, au surplus, que le livret, avec traduction, ne peut, pris isolément, faire une concurrence sérieuse et préjudiciable à la vente de la brochure du mélodrame *la Pie voleuse*;

**France sous cette nouvelle forme.** — D'après une jurisprudence constatée par plusieurs arrêts [143, 151, 152], à l'occasion de

» Par tous ces motifs, dit qu'il n'y a lieu à statuer à l'égard de Janin, met Dormoy hors de cause, condamne Vatel à 50 fr. d'amende, le condamne en outre à payer à Beaudouin d'Aubigny, à titre de dommages-intérêts 40 fr. par chaque représentation, à partir du 21 janvier 1844, date de la sommation faite par le plaignant; déboute le plaignant de sa demande tendant à tenir la confiscation des recettes faites depuis ladite époque;

» Renvoie Beaudouin, Thiboust et Buding des fins de la plainte portée contre eux, à raison de la vente de la brochure incriminée;

» Fait défense à Vatel de plus, à l'avenir, publier, vendre ou faire vendre et faire représenter au théâtre, dont il est le directeur privilégié, la pièce dite *la Gazza ladra* sans le consentement exprès de d'Aubigny;

» Condamne Vatel aux dépens, à l'exception de ceux faits contre Janin et Dormoy, lesquels seront supportés par Beaudouin d'Aubigny. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 16 et 23 mars, 21 et 28 juin 1844.)

**152] La Figlia del Reggimento.** — M. Bayard et les héritiers Donizetti contre M. Lumley, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal de commerce de la Seine. — 3 et 17 avril 1851. — M. Moinery, président. — M<sup>e</sup> A. Lefebvre, agréé des héritiers Donizetti et de M. Bayard; M<sup>e</sup> Schayé, agréé de M. Lumley. [ *Appel de M. Lumley.* — Cour d'appel de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 19 et 26 janvier 1852. — M. Troplong, premier président. — M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Bayard et des héritiers Donizetti; M<sup>e</sup> Massu, avocat de M. Lumley. [ *Pourvoi de M. Lumley.* — Cour de cassation (chambre des requêtes). — 12 janvier 1853. — M. Mesnard, président. — M. Hardoin, conseiller rapporteur; — M. Raynal, avocat général (conclusions conformes); — M<sup>e</sup> Bosviel, plaidant.

Donizetti a composé en France pour le théâtre de l'Opéra-Comique, la musique de *la Fille du Régiment*, en collaboration avec MM. Bayard et de Saint-Georges, auteurs des paroles. M. Lumley, directeur des Théâtres Italiens à Paris et à Londres, a fait traduire la pièce en italien, en indiquant sur la couverture les noms des auteurs de la musique et des paroles. Il fit d'abord jouer cet opéra à Londres, sans aucune réclamation; mais il voulut le transporter à Paris, et il se mit en mesure d'obtenir le consentement des auteurs des paroles françaises. M. de Saint-Georges donna le sien; M. Bayard le donna à condition qu'on lui payerait ses droits d'auteur. Quant aux héritiers Donizetti, M. Lumley ne s'en occupa pas, arguant que les héritiers d'un étranger (Donizetti était Autrichien) ne pouvaient pas, comme les héritiers d'un auteur français, recueillir une propriété littéraire et en exercer les droits. M. Lumley joua donc *la Figlia*, comptant ne payer de droits d'auteur à personne.

MM. Bayard et les héritiers Donizetti l'assignèrent alors devant le Tribunal de commerce à l'occasion des trois premières représentations, et ils réclamèrent des droits analogues à ceux alloués par l'Opéra-Comique. M. Lumley nia d'abord qu'il dût un droit d'auteur pour une traduction, et subsidiairement il offrit 25 francs, par représentation.

**JUGEMENT.** — « Attendu que, si Lumley prétend que Bayard l'avait autorisé

dramas français transportés, sous forme de libretti traduits en italien, au Théâtre-Italien, à Paris, il a été décidé que les auteurs

à représenter l'opéra dont il s'agit et aurait renoncé à son égard au bénéfice des droits d'auteur qu'il pouvait réclamer, si n'en justifie pas ;

» Qu'il résulte au contraire des débats et pièces produites que Bayard, en se montrant disposé à autoriser la représentation de *la Fille du Régiment*, a toujours réservé à son profit les droits qu'il pouvait avoir à exercer sur les recettes ;

» Attendu que, quant aux héritiers Donizetti, il est constant que Lumley n'a pas même demandé leur autorisation ;

» Attendu que le chiffre de l'indemnité réclamée par les demandeurs n'est que l'équivalent de celui qui leur était accordé à l'Opéra-Comique ; que dès lors il paraît suffisamment justifié ;

» Par ces motifs, le Tribunal déclare les offres de Lumley insuffisantes, le condamne, par les voies de droit et même par corps, à payer à Bayard la somme de 365 fr. 22 c., avec les intérêts, suivant la loi, et aux héritiers Donizetti celle de 730 fr. 10 c., avec les intérêts suivant la loi ;

» Fait défense à Lumley de représenter à l'avenir la pièce dont s'agit sans le consentement des demandeurs, sinon, dès qu'il sera fait droit, le condamne, en outre, aux dépens, et ordonne l'exécution provisoire avec caution. »

M. Lumley appela de ce jugement. Devant le Cour, M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve rappela les précédents de la jurisprudence.

« L'opéra de *Lucrezia Borgia* a été condamné comme une atteinte aux droits de M. Victor Hugo, auteur du drame ; *la Gazza ladra* comme une contrefaçon du mélodrame de *la Pie voleuse*, etc. Il rappelle que M. Lumley lui-même paye un droit d'auteur légitime à M. Victor Hugo toutes les fois qu'il joue *Lucrezia* ou *Ernani*, droit analogue à celui consacré par les théâtres où se jouent ces drames.

» En droit, l'avocat soutient que l'atteinte à la propriété littéraire résulte surtout de ce double fait, concurrence et préjudice, et qu'il est impossible d'admettre que l'on peut impunément, sous le voile de la traduction, reporter sur un théâtre voisin une œuvre lyrique : ce serait déposséder les auteurs de leur droit de propriété ; ce serait établir un précédent contraire aux droits les plus essentiels de la littérature dramatique.

» Quant aux héritiers Donizetti, dont on conteste les qualités, M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve produit un acte reçu par M<sup>e</sup> Fould, constatant le dépôt d'un décret rendu par le Tribunal provincial de Bergame, lequel constate que Joseph et François Donizetti, de Bergame, sont les seuls héritiers du célèbre compositeur Gaëtan Donizetti, leur frère. »

M<sup>e</sup> Massu, au nom de M. Lumley, soutint que MM. Donizetti ne justifiaient pas par pièces suffisamment probantes de leur qualité d'héritiers. Puis il fait remarquer que la question qui s'élève dans le procès, à l'égard de M. Bayard, est d'une grande importance pour le Théâtre-Italien, qui n'a jamais payé de droits d'auteur pour des libretti, qui sont, en général, assez insignifiants. Cette question est celle de la liberté de la traduction d'un ouvrage français en langue étrangère et de la représentation de cette traduction.

A cet égard, l'avocat expose que, d'après l'article 425 du Code pénal sur la contrefaçon, et la loi du 10-24 juillet 1793, les auteurs d'écrits en tous genres

des œuvres originales avaient le droit de s'opposer aux représentations sur cette dernière scène de leurs pièces ainsi transfor-

et les compositeurs de musique ont, pendant toute leur vie, le droit exclusif de publier et faire représenter leurs ouvrages et de faire saisir les éditions imprimées ou gravées sans leur permission; le motif de cette législation est qu'il y a là un véritable dol à leur préjudice par l'effet de la contravention à ces articles; mais une simple traduction n'a pas ce caractère. La traduction est l'œuvre du traducteur, et constitue pour lui un droit de propriété; le langage, l'idiome qu'il emploie sont son ouvrage; au-si ne peut-on pas dire, par exemple, que Delille, traducteur, soit le contrefacteur de Virgile. Les arrêts rendus par la Cour de cassation (juillet 1824) et par la Cour d'appel de Paris (14 février 1840), affaire Defauconpret, à l'occasion des œuvres de Walter Scott, protègent la propriété littéraire du traducteur.

Il faut s'entendre sur ce mot de propriété littéraire; ainsi que le disait Chapelier, à la grande Assemblée constituante, dès que l'auteur a émis ses idées, la loi lui accorde, non pas le monopole de ces idées, mais celui de son écrit, de sa publication, et c'est pour cela qu'il serait plus rationnel, à l'instar des nations étrangères, d'appeler *droit de copie* ce droit de propriété littéraire; et c'est en effet le droit de copie que garantit à l'auteur la loi de 1793. C'est par le même motif que la loi ne punit pas le plagiat, qui n'est pas une copie proprement dite.

L'avocat cite, à l'appui de cette doctrine, MM. Gastambide, Renouard, qui lui-même rapporte l'opinion du célèbre Kant; il ajoute que tel est l'usage général, le meilleur interprète des lois; et que le Gouvernement, qui cependant ne pense pas se rendre complice du délit de contrefaçon, ne perçoit aucun droit de douane sur les traductions, faites en général, sans aucun doute, sans la permission des auteurs.

À l'égard des représentations théâtrales, ajoute-t-il, s'il est vrai que la loi du 15 janvier 1791 exige la permission des auteurs, il est vrai aussi qu'une traduction n'a pour auteur que le traducteur, et que, dans l'espèce, ce qu'on joue au Théâtre-Italien sous le titre de *la Figlia del Reggimento*, est la propriété privée du traducteur. Que s'il y a un préjudice pour l'auteur de l'ouvrage traduit, il soit accordé une indemnité, soit; mais point de droits d'auteur.

Dans le procès relatif à *la Gazza ladra*, on décida qu'il y avait contrefaçon, et on adjugea 40 fr. de dommages-intérêts par chaque représentation. De quel préjudice peut-on ici se plaindre? D'aucun assurément de la part du directeur du Théâtre-Italien de Paris, puisqu'il n'a fait que doubler le succès de la pièce de M. Bayard.

ARRÊT. « La Cour,

» Considérant que l'opéra intitulé : *la Figlia del Reggimento*, et représenté par Lumley sur le Théâtre-Italien, est le même que celui qui a été écrit et composé pour l'Opéra-Comique par Saint-Georges et Bayard pour les paroles, et par Donizetti pour la musique, et qui porte le titre de *la Fille du Régiment*;

» Que la traduction des paroles françaises en paroles italiennes ne met entre les deux pièces qu'une différence insignifiante;

» Que ce point est d'abord évident à l'égard de la musique, puisqu'elle a

mées. Ces représentations n'avaient donc lieu que moyennant certaines indemnités, stipulées de gré à gré.

été conservée intacte, telle qu'elle est sortie des mains du compositeur, et qu'en passant sur le théâtre de Lumley, elle y est restée grevée du droit de propriété appartenant à Donizetti; que le changement ou la version des paroles ne saurait avoir aucune influence à l'égard de l'inventeur de la musique; que, dans l'opéra dont il s'agit, la musique est une partie tellement importante de l'œuvre lyrique, que la modification des paroles, surtout quand elle est aussi secondaire qu'une traduction, n'en peut altérer le genre spécial d'expression et en diminuer les droits.

» Considérant, à l'égard des paroles, que les auteurs ont aussi, à cet égard, un droit de propriété qui doit leur rester plein et exclusif; que si une simple traduction pouvait faire concurrence à la pièce originale telle qu'elle est représentée sur un théâtre voisin et avec la même musique, il en résulterait pour eux un préjudice réel, puisque la reproduction pour ainsi dire matérielle de leur œuvre ne leur profiterait pas;

» Qu'il suit de là que Lumley s'est emparé de la chose d'autrui quand il a prétendu faire exécuter sur la scène italienne l'opéra de *la Figlia del Reggimento* sans payer aux auteurs de la musique et des paroles originales le droit assuré à la propriété;

» Que l'autorisation qui lui a été donnée par Saint-Georges, en ce qui le concerne, ne saurait rien enlever à l'intégrité des droits de Bayard, qui n'a pas consenti au sacrifice de ses droits;

» Considérant, au surplus, que les héritiers Donizetti justifient suffisamment de leurs qualités;

» Adoptant enfin en tant que de besoin les motifs des premiers juges;

» Confirme. »

M. Lumley porta l'affaire à la Cour de cassation, qui rejeta son pourvoi, s'appuyant sur les motifs suivants :

« Sans avoir à examiner la question de savoir si toute traduction d'un ouvrage français en langue étrangère constitue la contrefaçon prévue par la loi générale du 24 janvier 1793, il est cependant certain que, lorsque la traduction est la reproduction littérale et pour ainsi dire mot à mot de cet ouvrage, les Tribunaux peuvent y voir la contrefaçon. Il peut en résulter du moins un préjudice pour l'auteur, qui l'autorise à en demander la réparation. Conséquemment, l'auteur d'un opéra comique composé en français et joué à Paris au Théâtre-Italien, sans son consentement, a pu, aux termes des lois spéciales sur la propriété des œuvres dramatiques, se pourvoir en dommages et intérêts contre le directeur de ce théâtre et l'arrêt qui les a accordés n'a fait que se conformer aux lois de la matière. (Lois des 18 février 1791 et 21 septembre 1793.) » — (*Gazette des Tribunaux* et *le Droit*, 18 avril 1851, 26-27 janvier 1852, et 13 janvier 1853.)

[153] *Lucie de Lammermoor, le Domino noir, le Chalet, etc.* (morceaux extraits de ces opéras). — M. Vieillot, éditeur de paroles et de musique, contre MM. Chauffard, Roubaud et Laffite, éditeurs de chansons. — Tribunal correctionnel de Marseille. — 21 août 1857. ¶ *Appel de M. Chauffard, Roubaud et Laffite.* — Cour impériale d'Aix. — 27 novembre 1857. ¶ *Pourvoi de M. Vieillot* : Cour de cassation (Chambre criminelle). — 12 mars 1858. — M. Vaisse, président. — M. le conseiller Bresson, rapporteur. — M. Costa, avocat. — M. Raynal, avocat général (conclusion conformes.)

Aucune disposition de loi soit spéciale, soit générale, n'a voulu que le

Les jugements ou arrêts qui avaient établi cette jurisprudence, étaient fortement motivés : « Le législateur, y était-il dit, en pro-

---

point de départ de la prescription, en matière de contrefaçon d'œuvres littéraires, ne pût courir que du dépôt de l'ouvrage contrefait ; l'annonce publique et la mise en vente de cet ouvrage contrefait fixe le moment de la consommation du délit, et, par suite, peuvent également servir comme point de départ de la prescription.

En le décidant ainsi, par des motifs implicites, mais suffisant, comme se référant au jugement de première instance, une Cour impériale ne viole ni la loi du 19 juillet 1793, sur la propriété littéraire, ni la loi du 21 octobre 1814, sur l'imprimerie, qui prescrit le dépôt, ni les dispositions générales et de droit commun écrites dans les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle sur la prescription.

Cette question qui n'est pas sans importance, et qui s'est rarement présentée devant la cour de cassation, a été résolue par la Cour dans les circonstances suivantes :

M. Vieillot, éditeur de librairie et de musique, à Paris, a un commerce très-important. Il achète aux auteurs et aux éditeurs, à mesure qu'ils les font paraître, des morceaux détachés d'opéras, des romances et des chansons, qu'il édite ensuite à très-bas prix. M. Vieillot est en ce moment, propriétaire de trente à quarante mille chansons.

Depuis longtemps déjà, M. Vieillot poursuit les contrefacteurs devant les divers tribunaux de France. Pour conserver ses droits, M. Vieillot remplit, préalablement à toute publication, la formalité du dépôt, prescrite par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793, et l'ordonnance royale du 9 janvier 1828 ; car la jurisprudence a déclaré ce dépôt nécessaire pour la conservation du droit de propriété des compositions musicales, aussi bien que de tous autres écrits.

Le Tribunal correctionnel de Marseille a été saisi de diverses plaintes en contrefaçon, portées par le sieur Vieillot contre un grand nombre d'imprimeurs, d'éditeurs et de libraires de cette ville. Ces plaintes étaient basées sur divers procès-verbaux de saisie, constatant l'impression, la publication et la vente de nombreux morceaux détachés d'opéras nouveaux et de chansons dont M. Vieillot a le droit exclusif de reproduction. Le Tribunal de Marseille a condamné tous les contrefacteurs. Nous n'avons à nous occuper que de ceux qui figurent dans l'instance.

Suivant jugement du 21 août 1857, le Tribunal correctionnel de Marseille a condamné MM. Chauffard, Roubaud et Laffitte, comme coupables ou complices du délit de contrefaçon ; et, en outre, MM. Laffitte et Roubaud comme coupables du délit de débit des ouvrages contrefaits, au préjudice des droits de propriété de M. Vieillot.

**JUGEMENT.** — « Le Tribunal,

» Vu les articles 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1793, 425, 427 et 52 du Code pénal, dont il a été donné lecture ;

» Attendu que, par procès-verbal du 8 septembre 1855, une brochure contenant divers morceaux d'opéras, a été saisie, à la requête de Vieillot, chez Laffitte et Roubaud, libraires à Marseille ;



tégeant les droits des auteurs, et en réprimant la contrefaçon par les articles 425 et suivans du Code Pénal de 1810, avait voulu

» Attendu que ces pièces, au nombre de trente-deux, sont extraites des opéras : *Lucie de Lammermoor*, *le Domino noir*, *le Chalet*, *les Mousquetaires de la Reine*, *la Favorite*, *les Huguenots*, *la Juive*, *Guillaume Tell*, *le Brasseur de Presnon*;

» Qu'elles sont toutes la propriété de Vieillot; qu'il en a justifié par titres probans, et que le dépôt nécessaire pour l'exercice de l'action en contrefaçon a été fait par lui et par ses cédans avant les poursuites;

» Attendu que cette brochure a été imprimée par Chauffard, imprimeur à Marseille, au mépris des droits de propriété de Vieillot, par ordre et pour compte de Laffitte et Heubaud, qui en sont éditeurs;

» Attendu qu'ils ne peuvent exciper, ni les uns ni les autres, de leur bonne foi; qu'ils n'ignoraient point qu'ils n'avaient aucun droit de propriété sur ces morceaux d'opéras, qui n'étaient point tombés dans le domaine public; et que, dans tous les cas, il y a faute de leur part de ne point s'être enquis préalablement s'ils pouvaient avoir le droit d'éditer et d'imprimer ces divers morceaux;

» Attendu que, s'il en était autrement, les contrefacteurs se retrancheraient toujours derrière leur ignorance, mais que cette prétendue ignorance ne peut leur servir d'excuse; qu'ainsi ils ne peuvent invoquer l'exception de bonne foi;

» Attention, quant à l'exception de prescription présentée par Chauffard, que la brochure saisie contient plusieurs ouvrages distincts, réunis ensemble; qu'il y a trois paginations différentes, et que le nom de l'imprimeur Chauffard se trouve répété deux fois, ce qui n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait eu qu'une œuvre imprimée et une seule édition;

» Attendu dès lors que rien ne démontre que le tout ait été imprimé et édité en 1848 et que la preuve faite à l'audience à cet égard n'est pas concluante.

» Attendu, en droit, qu'il ne s'agit point dans l'espèce de la prescription d'un an opposable au ministère public pour couvrir la contravention à la loi de 1814 sur le dépôt, mais de la prescription triennale, relative au délit de contrefaçon, et dont la conséquence serait de priver la partie civile du droit de poursuivre en justice les contrefacteurs, et d'obtenir la juste réparation du préjudice souffert;

» Attendu que, d'après les principes généraux du droit en matière de prescription, il faut, pour qu'elle commence à courir, qu'il y ait publicité suffisante de l'acte qui donne lieu à l'action, que le préjudice soit assez public pour que celui qui en souffre en soit averti et puisse former sa demande en réparation;

» Attendu qu'aucun acte public de nature à éveiller l'attention de Vieillot n'a eu lieu; que Chauffard ne peut exciper d'aucun; que le défaut de dépôt entoure sa publication et l'impression de la brochure saisie d'une clandestinité telle, que Vieillot n'a pu connaître l'atteinte qui était portée à son droit de propriété; que peu importe qu'en 1848 les circonstances politiques n'aient pas permis à Chauffard d'effectuer le dépôt; que la preuve de ce dépôt pour toutes les œuvres imprimées par lui et renfermées dans la brochure saisie est à sa charge, et que c'est par le certificat de ce dépôt et par les publications des journaux de librairie qui en sont la suite qu'il devait établir le point de départ de la prescription qu'il invoque;

» Qu'en l'état, la preuve du dépôt n'est point rapportée, qu'il n'a pas eu lieu, et que Chauffard ne peut se créer un droit par une contravention aux lois; qu'en dehors du dépôt, aucun acte quelconque émané de Vieillot, en établissant à son encontre une publicité suffisante, n'est prouvé aux débats;

atteindre les moyens indirects de nuire à la propriété littéraire aussi bien que les moyens directs, les contrefaçons partielles,

qu'ainsi la prescription n'a pu valablement commencer à courir, et l'exception de Chauffard doit être repoussée;

» Attendu que Laffitte et Roubaud ont édité l'ouvrage et ont concouru à la contrefaçon, qu'ils doivent être déclarés coupables du même délit pour le concours qu'ils ont prêté à l'auteur principal et les instructions qu'ils lui ont données pour le commettre;

» Attendu d'ailleurs que, le Tribunal déclarant l'ouvrage contrefait, le délit de cet ouvrage est punissable aux termes de la loi, puisque la prescription, ne couvrant pas le fait de contrefaçon, ne pourrait couvrir celui de délit qui a continué pendant les trois dernières années, sans que la preuve soit faite à l'encontre de Vieillot que l'époque où le délit a été commencé remonte à plus de trois ans;

» Attendu, enfin, que, si, d'après la jurisprudence, la première mise en vente suffit pour constituer le délit de délit, chaque fait isolé de la vente qui en est la consommation et la réalisation, doit être atteint par la loi pénale;

» Attendu que le Tribunal trouve dans les faits de la cause des éléments suffisants pour fixer le chiffre des dommages-intérêts; qu'il doit prendre en considération de la nature de l'ouvrage dont la contrefaçon n'a pu produire un aussi grand préjudice que celle des chansons des rues qui se débitent sur les places publiques par milliers d'exemplaires;

» Attendu néanmoins que les circonstances sont atténuantes;

» Par ces motifs, déclare Pierre Chauffard coupable d'avoir, à Marseille, imprimé et contrefait, au préjudice des droits de propriété de Vieillot, à une époque non couverte par la prescription, les recueils de morceaux d'opéras susindiqués; et Laffitte et Philippe Roubaud, libraires-éditeurs, complices de ce délit pour avoir fait faire lesdites éditions, et avoir donné les instructions nécessaires pour commettre le délit de contrefaçon, et, en outre, ces derniers d'avoir débité à Marseille, depuis moins de trois ans, des ouvrages contrefaits; et, en réparation, condamne Chauffard à 50 fr. d'amende, Laffitte et Roubaud à la même peine; condamne, en outre, Chauffard à 200 francs de dommages-intérêts; et Laffitte et Roubaud à 300 francs de la même peine envers la partie civile; les condamne, en outre, aux dépens. »

Sur l'appel des sieurs Chauffard, Roubaud et Laffitte contre ce jugement, la Cour impériale d'Aix, par arrêt en date du 27 novembre 1857, l'a réformé sur le chef du délit de contrefaçon, et l'a confirmé sur le chef de délit, tout en réduisant le chiffre des dommages-intérêts.

ARRÊT. — « Vu les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle;

» En ce qui touche Chauffard :

» Attendu que le fait de contrefaçon qui lui est imputé est constant;

» Mais attendu que, d'après les débats et les pièces du procès, il a été commis en 1848, sans qu'aucune poursuite ait eu lieu jusqu'au 15 septembre 1855, jour de la saisie des ouvrages contrefaits opérée chez Laffitte et Roubaud; d'où il suit que l'action publique et l'action civile résultant de ce délit sont prescrites;

» En ce qui touche Laffitte et Roubaud :

» Attendu qu'ils sont poursuivis : 1<sup>o</sup> comme complices du délit de contrefaçon imputé à Chauffard; 2<sup>o</sup> pour avoir débité les ouvrages contrefaits dont il s'agit;

» Sur le premier chef,

» Attendu que les actes de complicité sont contemporains de la contrefaçon, d'où il suit que la même prescription les couvre;

» Sur le deuxième chef,

mais notables, comme les contrefaçons complètes, pourvu qu'il en résultât concurrence dommageable pour l'auteur. Or, la repro-

» Attendu que le délit d'un ouvrage contrefait n'est pas un fait instantané; qu'il constitue un délit successif et permanent; que si, dans l'espèce, il remonte jusqu'à l'époque de la contrefaçon, il a continué jusqu'au 15 septembre 1855, jour de la saisie opérée chez les prévenus, d'où il suit que les actions publique et civile en résultant ne sont pas prescrites;

» Adoptant au surplus, à cet égard, les motifs des premiers juges;

» Relativement aux dommages-intérêts:

» Attendu que la somme de 300 francs, à laquelle ont été condamnés Laffite et Roubaud, est trop élevée eu égard au préjudice causé à Vieillot;

» Vu les articles 194 du Code d'instruction criminelle, 53 et 55 du Code pénal ainsi conçus...

» La Cour déclare prescrites l'action publique et l'action civile résultant du délit de contrefaçon imputé à Chauffard, et de la complicité dudit délit imputé à Laffite et à Roubaud; renvoie Chauffard des fins de la plainte sur ce chef; réforme, quant à ce, le jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Marseille; de même suite, confirme ledit jugement dans la partie qui déclare Laffite et Roubaud coupables de débits d'ouvrages contrefaits; maintient, en conséquence, la peine prononcée contre eux, réduit, toutefois, à 100 francs les dommages-intérêts alloués à Vieillot: savoir, 50 francs contre Laffite, 50 francs contre Roubaud, avec solidarité;

» Tenant, d'ailleurs, les dispositions accessoires dudit jugement, dont le surplus est confirmé, condamne enfin lesdits Laffite et Roubaud, solidairement et avec contrainte par corps, aux frais d'appel, tant envers l'Etat qu'envers la partie civile. »

C'est contre cet arrêt qu'est dirigé le pourvoi de M. Vieillot.

Ce pourvoi ne porte que sur la partie de l'arrêt relative au chef du délit de contrefaçon.

M. le conseiller Bresson a fait le rapport de l'affaire.

M<sup>e</sup> Costa, avocat de M. Vieillot, a développé le moyen de cassation pris de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs; de la violation des articles 1<sup>er</sup> et 6 de la loi du 19 juillet 1793; de l'article 14 de la loi du 21 octobre 1814, et des articles 425 et 427 du Code pénal; et de la fausse application des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Il a soutenu qu'en matière de contrefaçon littéraire, la prescription du délit ne pouvait courir que du jour où l'achèvement de la contrefaçon était constaté par un fait destiné à en être la manifestation, et que ce fait devait résulter uniquement du dépôt de l'écrit à la Direction de l'imprimerie et de la librairie, prescrit par l'article 14 de la loi du 21 octobre 1814; que le jugement de Marseille avait décidé qu'en l'absence de ce dépôt et de tout acte autre que le dépôt, qui aurait pu porter le fait de publication à la connaissance de M. Vieillot, la prescription n'avait pu courir à son préjudice; que la Cour d'Aix, en infirmant ce jugement, aurait dû indiquer le fait qu'elle admettait comme point de départ, nécessaire à la prescription; que l'arrêt ne parle pourtant ni d'annonce ni de mise en vente à Marseille; qu'il se borne à dire que le délit a été commis en 1848, et qu'ainsi, il n'indique pas suffisamment le point de départ de la prescription qu'il a accueillie.

L'avocat reprochait en outre à l'arrêt une autre violation de la loi de 1810, en ce que la Cour d'Aix ne s'était pas expliquée sur la question relative aux éditeurs multiples de l'écrit contrefait, et à la clandestinité prise du défaut

duction d'une pièce, même sur une scène tout à fait différente, pouvait causer quelque préjudice, et si la loi française n'atteignait

---

de dépôt, et n'avait point détruit, par suite, les déclarations si précises sur ce point du jugement qu'elle infirmait.

Mais sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal, la Cour a rejeté le pourvoi du sieur Vieillot.

(Gazette des Tribunaux, 15-16 mars 1838.)

[154] *Norma*, et *I Puritani*. — M. Vatel, ancien directeur du Théâtre-Italien, cessionnaire de MM. Ancelot, Saintine et Soumet, contre M. Ragani, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 16 et 23 décembre 1853, et 13 janvier 1854. — M. Debelleyne, président; — M<sup>e</sup> Plocque, avocat de M. Vatel; — M<sup>e</sup> Paillet, avocat de M. Ragani. ¶ *Appel de M. Vatel*. Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 17 et 24 février 1855. — M. Delangle, premier président. — Mêmes avocats qu'en première instance.

M. le colonel Ragani, directeur du Théâtre-Italien à Paris, faisait représenter deux opéras tirés de pièces françaises : *Norma* et *I Puritani*, lorsqu'il se vit intenter, par M. Vatel, ancien directeur du même théâtre, une action en contrefaçon ou plutôt en dommages-intérêts. Pour l'opéra *I Puritani*, M. Vatel agissait en qualité de cessionnaire de M. Troupenas. Celui-ci lui avait transmis les droits à lui appartenant, en vertu d'un acte par lequel MM. Ancelot et Saintine, auteurs du drame historique intitulé : *Téles rondes et Cavaliers*, représenté en 1833, au Vaudeville, cédaient à M. Troupenas tous les droits qui pouvaient résulter pour eux des représentations de cet opéra, dont le comte Pepoli avait composé le libretto d'après leur drame.

Pour l'opéra *Norma*, M. Vatel invoquait un acte sous seing privé par lequel M. A. Soumet, lui avait également cédé tous les droits qu'il pouvait avoir à exercer comme auteur de la tragédie portant le même titre, représentée, en 1831, sur le théâtre de l'Odéon, et sur laquelle, disait l'acte de cession, M. Ronconi avait composé le libretto de l'opéra italien.

Mais ces divers actes avaient été passés plusieurs années après les premières représentations des opéras italiens, et bien que M. Vatel reconnût que le délit de contrefaçon avait été couvert par le silence même des auteurs pendant plus de trois ans, il soutenait qu'il n'y avait pas là prescription dans le sens vrai et légal du mot, et il se fondait sur cette contrefaçon même, pour s'opposer à la représentation des deux pièces.

Le juge de première instance rendirent le jugement suivant :

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» En ce qui touche la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité du demandeur;

» Attendu qu'Ancelot et Saintine, en cédant à Troupenas tous les droits pouvant résulter pour eux des représentations sur le Théâtre-Italien du libretto *I Puritani*, ont entendu nécessairement l'investir de tous les pouvoirs nécessaires pour faire connaître ces mêmes droits et pour intenter les actions de nature à amener ce résultat;

» Que Vatel, cessionnaire de Troupenas, a donc qualité suffisante pour poursuivre, soit l'auteur du libretto prétendu contrefait, soit le directeur du

pas en pays étranger la représentation de semblables contrefaçons, il ne pouvait en être de même lorsque ce fait était repre-

théâtre qui le ferait représenter au mépris du droit des véritables auteurs;

» En ce qui touche le moyen tiré de la prescription en fait;

» Attendu que la demande de Vatel est fondée sur ce que le libretto italien *I Puritani* serait la contrefaçon du drame français *Téles rondes et Cavaliers*, de Ancelot et Saintine;

» Attendu que la pièce italienne a été imprimée, publiée et représentée en 1835; qu'aucune action n'a été intentée, aucune réclamation, ni aucune protestation n'ont été faites par les auteurs français dans le cours des trois années suivantes;

» Que le premier fait par lequel se serait révélée la prétention des auteurs français est l'acte daté du 4 novembre 1841, portant cession de leurs droits à Troupenas, ledit acte n'ayant acquis date certaine que par la mort de ce dernier;

» En droit :

» Attendu qu'il résulte des articles 2, 637, 538 du Code d'instruction criminelle, que l'action publique et l'action civile résultant d'un délit se prescrivent après trois ans révolus à compter du jour où le délit a été commis;

» Que, suivant l'article 3, l'action civile peut être exercée séparément de l'action publique, qu'elle est nécessairement séparée dans le cas de l'art. 2, § 2, qui permet de poursuivre en réparation civile, le représentant du prévenu;

» Attendu que le texte de la loi ne faisant aucune distinction, il faut en conclure que la prescription peut être opposée aussi bien dans le cas où l'action civile s'exerce seule et devant les Tribunaux civils, que dans le cas où l'action civile se produit simultanément avec l'action publique et devant la même juridiction;

» Attendu, d'ailleurs, qu'il y a même raison de décider dans les deux hypothèses qu'en effet il existe une différence sensible entre les actions résultant de contrats et même de quasi-délits, et les actions résultant de crimes et de délits; que les premières n'affectent en définitive que les biens, tandis que les secondes intéressent la personne s'attaquant à son honneur et à sa considération, et touchent par suite dans une certaine mesure à l'honneur et à la considération de la famille;

» Attendu que le législateur a voulu, dans l'intérêt général, qu'on laissât complètement dans l'oubli un fait de cette nature quand il se trouvait couvert par un silence de plusieurs années, dans la crainte que les débats auxquels il faudrait recourir pour l'établir ne vissent à renouveler les inimitiés éteintes ou assoupies;

» Que ces inconvénients se produiraient dans toute leur force alors qu'on débattrait l'intérêt purement civil, résultant de faits qu'il faudrait toujours établir aussi bien que si l'action civile et l'action publique s'exerçaient simultanément;

» Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que toute action qui tendrait à établir que le libretto publié en 1835 par le comte Pepoli serait une contrefaçon est aujourd'hui repoussée par la prescription, d'où il suit qu'il y a présomption légale que la contrefaçon n'existe pas;

» Attendu que vainement viendrait-on dire, dans l'intérêt de Vatel, qu'il peut, sans se préoccuper de l'auteur et de la publication, s'attaquer à l'auteur à raison du fait de la représentation du libretto, qui seul lui causerait un véritable préjudice;

» Qu'en effet, pour pouvoir s'opposer à la représentation de la pièce italienne, il faut nécessairement qu'il fasse reconnaître son droit de propriété sur cette pièce, mais qu'il ne peut arriver à ce résultat qu'en prouvant qu'elle est une contrefaçon de la pièce française;

cluit en France par des représentations théâtrales et par la vente de la brochure incriminée comme entachée de contrefaçon. Alors,

» D'où il suit qu'admettre son action, ce serait lui permettre de faire indirectement ce que la loi lui interdit de faire directement ;

» Attende qu'il résulte de tout ce qui précède que Ragani, en faisant représenter une œuvre dont la propriété appartenait au comte Pepoli et ne peut lui être contestée, n'a rien fait de contraire aux droits de Vatet ou des auteurs ses cédants ;

» Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée par Ragani et tirée du défaut de qualité du demandeur ;

» Déclare Vatet mal fondé dans sa demande et le condamne aux dépens.

Même jugement fut prononcé pour la *Norma*.

M. Vatet en appela de ce jugement. Devant la Cour, M<sup>e</sup> Plocque, son avocat, arrivait au moyen tiré de la prescription, et niant qu'il fût fondé, continuait ainsi :

« Je crois qu'ici les premiers juges ont commis une grave erreur. Pour eux, il suffit que la prescription triennale ait couvert un des actes qui constituent la contrefaçon pour que l'auteur soit à tout jamais déchu de sa propriété et ne puisse plus la revendiquer, soit contre de nouveaux délits s'ils étaient ultérieurement commis par la même personne, soit contre les usurpations de tout autre contrefacteur. Or, c'est là le renversement de toutes les notions du droit sur cette matière.

» En matière d'infractions commises par la voie de la publicité la prescription ne peut protéger que les actes qui remontent à plus de trois années, et tous les faits postérieurs de publication tombent sous l'application de la loi pénale et donnent ouverture à l'action civile. Ainsi une nouvelle mise en vente, une seconde édition d'un ouvrage, qui a échappé à la condamnation une première fois par le bénéfice de la prescription, constituent incontestablement un nouveau délit et un nouveau préjudice que ne couvre pas la prescription.

» Dans l'espèce, le Tribunal ne s'est préoccupé que du délit de contrefaçon commis par la publication par la voie de la presse, et il a fait courir la prescription à partir du jour du dépôt. Mais le fait de contrefaçon n'était pas l'objet de la réclamation de M. Vatet. Il s'agissait pour lui d'un délit tout autre, du délit prévu par l'article 428 du Code pénal, qui prohibe toute représentation théâtrale d'ouvrages dramatiques au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs. C'est là, à coup sûr, un délit successif, que la loi punit même de peines successives, à savoir de la confiscation des recettes de chaque représentation.

» Or, n'est-il pas de principe que les délits successifs ne peuvent se protéger par le bénéfice de prescription ? Qu'importe d'ailleurs qu'ils eussent été acquis au profit des contrefacteurs originaux ? M. Ragani ne pourrait s'en prévaloir. Il doit répondre de son fait personnel et ne peut invoquer que les exceptions qui lui sont également personnelles. Jamais on n'a essayé de soutenir que la prescription accomplie au profit d'un seul individu pût rendre le délit licite pour tous, et en créant une impunité générale, livrer la propriété théâtrale aux usurpations du premier venu. Enfin, les contrefacteurs dont M. Ragani invoque l'exemple n'ont-ils pas eux-mêmes renoncé à cette pres

il y avait délit, droit pour l'auteur d'agir, et devoir pour les tribunaux d'appliquer la loi. » [151, 152.]

Cette jurisprudence ne prévalut pas, cependant, et quelques

cription? Ils ont traité avec les auteurs des pièces françaises; ils ont reconnu l'existence du délit, et du préjudice qu'ils avaient causé; ils ont indemnisé les auteurs et ont déclaré tenir de leur autorisation seulement le droit de repré-  
enter les traductions italiennes. Ils ne pourraient donc plus eux-mêmes invoquer la prescription. Comment donc alors M. Ragani pourrait-il, par ce moyen, échapper à la réparation que M. Vatel réclame? »

M<sup>e</sup> Paillet, avocat de M. Ragani, rappelle que les opéras de *Norma* et des *Puritains* ont été depuis longtemps représentés sur le théâtre-Italien, sans que jamais on ait songé à soulever les réclamations que M. Vatel a cru devoir porter devant la justice; il soutient, en fait, qu'il n'y a pas contrefaçon, et que d'ailleurs la contrefaçon eût-elle existé, l'action civile comme l'action publique seraient éteintes par la prescription.

M. le premier président, avant le développement de ces deux moyens, interrompt M<sup>e</sup> Paillet et prononce ainsi l'arrêt suivant :

ARRÊT. — « La Cour,

» Considérant, en fait, que l'opéra des *Puritains* a été représenté sur le Théâtre-Italien, en 1835, et que, pendant les trois années qui ont suivi, aucune plainte ne s'est élevée contre l'auteur des paroles sur le motif qu'il n'aurait fait que s'emparer de l'œuvre d'autrui, et qu'il se serait rendu coupable du délit de contrefaçon;

» En droit, considérant qu'aux termes des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, l'action civile et l'action publique résultant d'un délit se prescrivent après trois années révolues, à compter du jour où le délit a été commis, si dans l'intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite;

» Considérant que cette prescription forme une exception d'ordre public; que les prévenus n'y peuvent renoncer ni directement ni indirectement, et que, s'ils ne l'invoquent point, le devoir des Tribunaux est de l'appliquer d'office; que son effet est d'établir une présomption légale qu'il n'a point existé de délit, et qu'ainsi toutes les réparations civiles, qui ne peuvent avoir d'autre base que la déclaration judiciaire de l'existence d'un fait punissable, doivent être refusées;

» Considérant que si, comme il est allégué, le droit des auteurs dont la propriété aurait été violée a été consacré par des arrangements intervenus entre eux et les prédécesseurs de Ragani dans la direction du Théâtre-Italien, ces conventions, postérieures de l'avou de Vatel, aux trois années qui ont suivi la représentation, ne peuvent altérer le caractère que la prescription imprime à l'œuvre présentée comme une contrefaçon, ni en faire résulter un délit quand il n'est permis plus d'en rechercher l'existence;

» Considérant que Vatel n'est pas plus fondé à prétendre que les représentations récemment données par Ragani ayant en quelque sorte ravivé le délit de contrefaçon, son action est recevable;

» Que l'effet légal de la prescription n'est pas seulement de couvrir le passé; qu'elle embrasse l'avenir et protège les possessions dont le fondement unique est dans des actes et des faits condamnés par la loi pénale;

» Qu'il n'y a d'exception que pour les délits successifs; mais que tel n'est pas le caractère de la contrefaçon;

» Que, du moment, en effet, où une œuvre littéraire est publiée au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, le délit de contre-

années plus tard, à propos de contrefaçon en matière de vente de morceaux de musique, la Cour impériale d'Aix rendit un arrêt, sanctionné par la Cour de cassation, établissant qu'en matière de

---

façon est pleinement consommé, et que l'exploitation ultérieure de l'œuvre, en quoi qu'elle consiste, n'est qu'une conséquence résultant du délit;

» Qu'ainsi, en supposant, contrairement à la présomption légale née de la prescription, que le libretto des *Puritains* n'est qu'une reproduction illégitime d'un vaudeville d'Ancelet et Saintine, Vatel ne peut empêcher Ragani d'en user à son gré, le silence gardé volontairement par ses cédants pendant plus de trois ans ayant eu pour résultat d'anéantir le droit qui pouvait leur appartenir;

» Confirme. »

Même arrêt en ce qui concerne les représentations de *Norma*. — (*Le Droit*, 17 et 24 décembre 1853, 16-17 janvier 1854, 18 février, 2 mars 1855. — *Gazette des Tribunaux*, 24 décembre 1853, 15 janvier, 25 février 1854, 18 février et 2 mars 1855.

[155] *Ernani*. — M. Victor Hugo contre M. Ragani, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 9 et 16 mars 1855. — M. Debelleye, président. — M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Victor Hugo. ¶ *Appel de M. Victor Hugo*. Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 13 novembre 1855. — M. Delangle, premier président. — M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve, avocat de M. Victor Hugo; M<sup>e</sup> Paillet, avocat de M. Ragani.

Plusieurs arrêts avaient déjà décidé que l'auteur d'une œuvre dramatique pouvait s'opposer à la reproduction de cette œuvre sous forme d'opéra italien, et qu'en cas de représentation de cette transformation de son œuvre, il pouvait exiger du théâtre le droit d'auteur fixé par les conventions en usage. La question, jugée pour la première fois à l'occasion de l'opéra de *Lucrece Borgia*, l'a été depuis par d'autres arrêts, pour *la Gazza Ladra* et *la Figlia del Reggimento*.

Par suite de cette jurisprudence, M. Victor Hugo recevait un droit d'auteur fixé à dix pour cent sur les recettes brutes toutes les fois que le Théâtre-Italien représentait *Lucrezia Borgia* ou *Ernani*. M. Ragani, trouvant ce droit trop élevé, demanda à M. Victor Hugo de le réduire à un droit fixe de 100 fr. par représentation. M. Victor Hugo répondit qu'il ne désirait en aucune façon que ses œuvres fussent uniquement représentées sous forme d'opéra; qu'il engageait donc M. Ragani à s'abstenir d'exécuter *Lucrezia* et *Ernani*; mais que, dans le cas où il voudrait passer outre, les conditions précédentes devraient être maintenues, ne voulant pas qu'une exception par lui consentie pour lui-même devint un précédent préjudiciable à d'autres.

Nonobstant ces déclarations, M. Ragani fit représenter plusieurs fois *Ernani*, et se refusa à payer aucun droit d'auteur. C'est dans ces circonstances que M. Victor Hugo assigna M. Ragani devant le Tribunal pour obtenir paiement de ses droits et pour faire prononcer défense contre M. Ragani de donner d'autres représentations à l'avenir.



contrefaçon littéraire, la prescription triennale courait du jour où le délit avait commencé; c'est-à-dire que trois années seulement étaient accordées à l'auteur primitif pour faire valoir ses droits

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

Attendu qu'il est constant que le libretto de l'opéra d'*Ernani* a été imprimé et publié en 1844, réimprimé et publié de nouveau en 1851;

» Que Victor Hugo n'a point exercé contre l'auteur l'action civile qu'il avait le droit de former si cette publication constituait le délit de contrefaçon;

» Qu'ainsi cette action est éteinte par prescription, aux termes des articles 687 et 638 du Code d'instruction criminelle;

» Qu'il suit de là que l'auteur du libretto a pu valablement céder à Ragani le droit de représenter son œuvre, dont la propriété ne peut plus lui être contestée;

» Attendu que si, au mois de septembre 1854, Ragani a proposé à Victor Hugo de lui allouer une certaine somme pour chaque représentation d'*Ernani*, somme inférieure à la rétribution proportionnelle que Victor Hugo réclamait pour donner son autorisation, cette proposition de Ragani, qui a été repoussée par Victor Hugo, ne peut être considérée comme constituant une reconnaissance du droit de Victor Hugo;

» Qu'elle a été faite pendant le cours d'une instance dans laquelle ce prétendu droit était l'objet du litige, et qu'elle n'avait d'autre but que de régler, sans compromettre aucun droit, le prix d'un consentement qui évitait un procès;

» Attendu que cette offre ayant été refusée, les parties sont demeurées dans l'intégralité de leurs droits respectifs;

» Par ces motifs,

» Le Tribunal déclare Victor Hugo mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

Appel fut interjeté de ce jugement par M. Victor Hugo. La Cour rendit un arrêt par lequel, adoptant les motifs des premiers juges, elle confirma le jugement du Tribunal de première instance.

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 18 mars et 14 novembre 1855.)

[156] *Rigoletto*. — M. Victor Hugo contre M. Calzodo. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 21 et 27 janvier 1857. — M. Bonet-Champy, président. — M<sup>re</sup> Grémieux, avocat de M. Victor Hugo; M<sup>re</sup> Masu, avocat de M. Calzodo. — M. Moignon, substitut.

Tout détail serait inutile pour faire connaître les faits de la cause; là, comme pour les pièces qui ont donné lieu aux jugements qui précèdent, et en dernier lieu pour *Ernani*, il s'agit de traductions de pièces françaises, de leur adaptation comme opéra italien, et de leur transport sur la scène d'un théâtre de Paris. Le jugement ne contredit pas la contrefaçon; il s'appuie, pour repousser la demande, sur ce motif, reconnu plus tard inadmissible: la prescription.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que Victor Hugo ne prétend pas que Calzodo représente la pièce intitulée *le Roi s'amuse* et qui est l'œuvre incontestable du demandeur;

» Attendu, au contraire, que Victor Hugo soutient que *Rigoletto* est une œuvre semblable à la sienne, dans laquelle l'auteur a copié les situations ou traduit littéralement un grand nombre de vers contenus dans la pièce *le Roi s'amuse*;

[453]. Cette doctrine fit ainsi repousser les nombreuses actions intentées par divers auteurs spoliés [454, 455, 456].

Ce ne fut qu'en 1867 que le droit des auteurs fut définitive-

» Qu'il est reconnu par les parties que la publication de *Nigolotto* remonte à plus de trois années;

» Attendu que, dans cet état, Victor Hugo articule une véritable contrefaçon, c'est-à-dire un délit couvert aujourd'hui par la prescription et qui n'est pas un délit successif;

» Qu'ainsi l'action intentée par lui ne pourrait être admise qu'autant qu'il ferait la preuve d'un délit prescrit, et que cette preuve est prohibée par la loi criminelle;

» Par ces motifs, le Tribunal,

» Déclare Hugo non recevable en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

(*Le Droit*, 11 et 29 janvier 1857.)

[157] *La Sonnambula*, *l'Elisir d'Amore* et le *Bollo in Maschera*. — Madame veuve Scribe contre M. Bagier, directeur du Théâtre-Italien. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> chambre). — 6, 13 et 20 avril 1864. — M. Benoit-Champy, président. — M<sup>re</sup> Calmels, avocat de madame Scribe; M<sup>re</sup> Nicolet, avocat de M. Bagier. — M. Aubépin, avocat impérial (conclusions conformes). | *Appel de madame veuve Scribe*. — Cour impériale de Paris (1<sup>re</sup> chambre). — 21, 28 et 30 janvier 1865. — M. Devienne, premier président. — Mêmes avocats qu'en première instance. — M. Oscar de Vallée, premier avocat général (conclusions conformes). | *Pourvoi de M. Bagier*. — Cour de Cassation. — Chambre des requêtes. — 15 janvier 1867. — M. , président. — M. Ferey, conseiller rapporteur; M<sup>re</sup> Bosviel, avocat. — M. Savary, avocat général.

Cette affaire, la dernière relative aux pièces françaises traduites en une langue étrangère et jouées en France sous cette nouvelle forme, efface les jugements et arrêts rendus précédemment, qui concernent le même sujet. Elle tranche définitivement la question à l'avantage des auteurs originaires.

Un exposé de la cause est donc inutile. Cette cause consiste en l'opposition que fit M<sup>me</sup> Scribe de laisser représenter sans son consentement la traduction des ouvrages de son mari, sans préoccupation de la prescription admise dans des procès précédents.

Il suffit de faire connaître le jugement qui repoussa d'abord sa plainte, et les deux arrêts qui, en lui donnant gain de cause, érigeaient en principe et d'une manière absolue le droit des auteurs.

M<sup>me</sup> veuve Scribe, reconnaissant que les libretti représentés par M. Bagier sur le théâtre des Italiens, et portant les noms de *la Sonnambula*, *l'Elisir d'Amore*, et *Un Bollo in maschera*, n'étaient que la reproduction et la traduction presque littérale, faites par MM. Somma et Romani, librettistes arrangeurs, des pièces d'Eugène Scribe, intitulées : *la Sonnambula*, le *Philtre* et *Gustave III ou le Bal masqué*; — que la représentation de ces traductions italiennes n'avait jamais eu lieu, avant la direction de M. Bagier, qu'avec l'autorisation d'Eugène Scribe, conformément aux prescriptions des

ment consacré. La Cour de cassation, par un arrêt longuement motivé, rejeta un pourvoi contre un arrêt de la Cour impériale, duquel ressort la doctrine suivante :

lois des 13 janvier et 19 juillet 1791 ; — qu'en échange de cette autorisation, Scribe avait la jouissance d'une loge au Théâtre-Italien, à lui concédée par un traité intervenu avec M. Calzado, alors directeur ; mais que M. Bagier se refusait à exécuter cette convention vis-à-vis de M<sup>me</sup> veuve Scribe ; — cette dernière fit assigner M. Bagier et M. Somma, traducteur de la pièce de *Gustave III, ou le Bal masqué*, pour se voir faire défense de représenter les pièces dont s'agit, et s'entendre condamner à des dommages-intérêts à donner par état.

JUGEMENT. — « Le Tribunal,

» Attendu que la dame veuve Scribe demande qu'il soit fait défense à Bagier, directeur du Théâtre-Italien, de représenter ou vendre les livrets des opéras *la Sonnambula*, *l'Elisire d'Amore* et le *Ballo in maschera*, et que Bagier soit condamné à lui payer des dommages-intérêts à fixer par état, pour avoir représenté dans le cours de la présente saison théâtral *la Sonnambula* et le *Ballo in maschera* ;

» Attendu que la demande est fondée sur ce que les livrets de ces opéras, composés en langue italienne par Somma et Félix Romani, seraient des contrefaçons, *la Sonnambula* de *la Sonnambule*, comédie-vaudeville ; *l'Elisire d'Amore* du *Philtre*, opéra ; *Un Ballo in maschera* de *Gustave III*, opéra historique, tous ouvrages de feu Scribe, au droit duquel elle se trouve ;

» Attendu que *l'Elisire d'Amore* et *la Sonnambula* ont été publiés il y a plus de vingt-cinq ans ;

» Que le livret de *Un Ballo in maschera* a été déposé au ministère de l'intérieur le 7 février 1859, et que le livret et la partition ont été publiés et mis en vente à une époque contemporaine ;

» Attendu qu'aucune action n'ayant été intentée, aucune réclamation ni aucune protestation n'ayant été faites par Scribe dans le cours des trois années suivantes, le délit de contrefaçon à l'égard de Somma et de Romani, aux termes des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, serait prescrit ;

» Attendu que si la veuve Scribe ne serait pas recevable à poursuivre Somma et Romani, elle ne l'est pas à intenter un procès à Bagier pour avoir représenté les opéras susindiqués, car autrement elle arriverait à faire indirectement contre celui-ci, ce qu'elle ne pourrait faire directement contre ceux-là, la preuve du délit de contrefaçon ;

» Attendu que si elle ne peut établir les faits de contrefaçon contre Somma et Romani, il s'ensuit nécessairement, au point de vue légal, que les opéras qui font l'objet du procès sont réputés des œuvres originales de ces derniers, et que, par conséquent, elle ne peut s'opposer à ce que Bagier, de leur consentement, les fasse représenter ;

» Déclare la demande de la veuve Scribe non recevable, et en tous cas mal fondée, et condamne la veuve Scribe aux dépens. »

M<sup>me</sup> veuve Scribe interjeta appel de ce jugement, et, entre autres moyens, soutenait que la théorie des premiers juges était en opposition avec les lois des 19 juillet 1793, 5 février 1810 et 8 avril 1854, qui régissent la propriété littéraire et fixent la durée du droit des auteurs et de leurs représentants, avec la loi des 13-19 janvier 1791, 1<sup>er</sup> septembre 1793, 3 août 1844, 8 avril 1854 ; réglant spécialement le droit de représentation des œuvres théâtrales,

Il y a contrefaçon dans le fait de traduire ou imiter une œuvre dramatique pour l'appropriier à un théâtre étranger, lorsque le sujet, la disposition des scènes et la marche générale de la pièce

avec les dispositions des articles 425, 427, 428, 429 du Code pénal, qui punissent les contrefacteurs et les directeurs de théâtres qui représentent, sans y être autorisés par les auteurs, des pièces théâtrales, avec les principes régissant la prescription en matière civile, enfin avec les articles 2, 637 et 638 du Code d'instruction criminelle dont le jugement faisait une fausse application.

Elle s'appuyait, en outre, sur l'ensemble de la doctrine et de la jurisprudence qui semblent devoir se fixer dans un sens contraire au jugement, bien qu'il puisse s'autoriser notamment d'un arrêt de la Cour de Paris (1<sup>re</sup> chambre), rendu en 1855 [n° 154].

Les moyens invoqués par M. Bagier devant la Cour sont explicitement énoncés au commencement de l'arrêt rapporté ci-après.

**ARRÊT INFIRMATIF DE LA COUR IMPÉRIALE. — « La Cour,**

» Considérant que la veuve d'Eugène Scribe, héritière de son mari, demande qu'il soit interdit à Bagier de faire représenter les pièces intitulées : *la Sonnambula*, *l'Elisir d'Amore* et *le Ballo Un maschera*, qui, suivant elle, sont des reproductions ou contrefaçons des pièces d'Eugène Scribe, portant les titres de *la Sonnambula*, *le Philtre* et *Gustave III*;

» Considérant qu'en présence de cette demande Bagier soutient : 1° que les pièces par lui représentées ne sont point des reproductions ni des contrefaçons de celles d'Eugène Scribe; 2° que, dans tous les cas, l'action de la veuve Scribe serait éteinte par la prescription; 3° qu'en supposant l'action bien fondée et non prescrite, ce serait contre les auteurs seuls des pièces italiennes que la poursuite pourrait être dirigée; 4° qu'enfin la demande est sans intérêt, aucun dommage n'étant éprouvé par la demanderesse;

» Sur le premier moyen :

» Considérant que la lecture des œuvres dont il s'agit démontre que les sujets, la disposition des scènes et la marche générale de l'ouvrage sont les mêmes dans les pièces françaises de Scribe et dans les imitations italiennes; qu'en réalité, ce sont les productions du théâtre d'Eugène Scribe qui sont données au public par les imitateurs avec les modifications inévitables que nécessitait l'appropriation à une autre scène, c'est-à-dire que ces reproductions ou contrefaçons sont aussi exactes que le permettaient les convenances et les intérêts des imitateurs.

» Considérant que l'impression et la publication de ces imitations constituent une atteinte aux droits de propriété d'Eugène Scribe dont il pouvait poursuivre la répression soit devant les Tribunaux civils, soit devant la justice correctionnelle;

» Sur l'exception de prescription :

» Considérant qu'il est opposé par l'intimé que, en admettant que la publication des traductions ou imitations dont il s'agit constituassent un délit, Eugène Scribe n'en ayant pas poursuivi la réparation pendant trois années, toute action à cet égard, soit civile, soit criminelle, notamment celle dirigée par la veuve Scribe dans la cause, se trouve éteinte, aux termes des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle;

» Que les auteurs desdites contrefaçons, en prescrivant la peine, sont devenus propriétaires légitimes de leur travail, en ont pu faire tel usage qu'il leur a plu, notamment les faire représenter et transmettre ce droit à Bagier et à tous autres;

restent les mêmes. — La prescription triennale édictée par l'article 638 du Code d'instruction criminelle ne couvrant que les faits accomplis plus de trois ans avant les poursuites, les auteurs

---

» Considérant que, lorsqu'il y a lieu d'apprécier les conséquences de la prescription édictée par les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, il importe d'examiner la nature du délit auquel elle est appliquée ;

» Que lorsqu'il s'agit d'un fait illicite de prise de possession d'un objet mobilier, comme cette possession forme un titre complet de propriété, le délinquant qui a prescrit la peine devient par le fait même propriétaire à la place de celui qui a été victime du délit, et par suite investi de tous les droits que donne la propriété ;

» Mais qu'il n'en est pas de même quand le fait délictueux ne porte qu'une atteinte partielle au droit de propriété ; que, dans ce cas, le propriétaire légitime conserve tout son droit hors la part enlevée ; qu'il doit supporter sans indemnité le fait dommageable protégé par la prescription, mais qu'il garde la faculté d'empêcher que ce fait ne se répète ou ne s'augmente ;

» Considérant que cette règle devient évidente quand on l'applique à des délits spéciaux ; qu'ainsi, le délinquant pour fait de chasse, de destruction de clôture ou de toute atteinte à la propriété immobilière d'autrui, peut, sans doute, après divers délais écoulés sans poursuite, opposer l'exception de la prescription à l'action soit civile, soit criminelle du propriétaire, mais qu'il ne viendrait à la pensée de personne de soutenir qu'il puisse dans cette prescription la faculté de renouveler les mêmes ou de semblables délits ;

» Que de même le contrefacteur d'un objet breveté, qui a prescrit contre la peine, garde bien la chose par lui contrefaite, mais n'est nullement autorisé à continuer sa fabrication, à imiter autrement l'invention ou à porter tout autre nouveau préjudice à l'inventeur ;

» Considérant qu'il en est ainsi à l'égard des délits contre la propriété littéraire ; que celui qui, par impression, copie, traduction ou tout autre moyen, a porté atteinte aux droits de l'auteur, peut prescrire, par l'expiration d'un délai déterminé, la peine et l'action en indemnité ; mais que cette impunité légale du fait accompli ne rend pas celui qui l'a commis propriétaire de l'œuvre originale au préjudice de celui qui l'a créée ni concurremment avec lui ;

» Que, dans ce cas, le délinquant conserve l'impression, la copie, la traduction qu'il a faite, mais n'a le droit de faire ni une édition, ni une copie, ni une traduction nouvelle de ladite contrefaçon ;

» Considérant qu'ainsi, étant admis que les reproductions italiennes de pièces de théâtre d'Eugène Scribe ont été imprimées par Somma ou autres, il y a plus de trois années, il peut en résulter que Scribe ou ses ayants-droit aient perdu toute action au sujet de cette publication ; mais que la prescription n'est qu'une exception qui couvre exclusivement le fait délictueux, qu'elle n'est point acquiescive de la propriété lésée ; que Scribe ou ses ayants-droit sont restés propriétaires de l'œuvre contrefaite, et qu'ils ont le droit de s'opposer à toute exploitation nouvelle de la contrefaçon ;

» Que la réimpression, la traduction en une autre langue, et tout nouvel usage de la contrefaçon, constituent de nouvelles atteintes à leurs droits de propriété, et par suite un nouveau délit, que la prescription acquise en premier ne peut ni autoriser, ni couvrir ;

» Considérant qu'en faisant application de ces principes, il a été jugé que la contrefaçon couverte par la prescription ne donnait pas le droit de mettre en vente l'objet contrefait ;

» Que, dans la cause, la veuve Scribe ne s'oppose pas à la vente de la contrefaçon imprimée, mais que la représentation théâtrale de celle-ci constitue

des pièces reproduites ou imitées conservent le droit de s'opposer, soit à de nouvelles éditions, soit au débit en France des éditions contrefaites. — Dans tous les cas, le droit de représen-

---

un mode distinct de reproduction de l'œuvre originale, et par suite un second délit que la prescription du premier n'autorise pas ;

» Considérant que la représentation est tellement distincte de l'impression, que l'éditeur qui a acheté le droit d'imprimer une pièce serait évidemment inadmissible à prétendre avoir la faculté de la faire jouer, et qu'il serait bien étrange d'accorder à celui qui a prescrit la peine infligée à l'impression frauduleuse un droit que le possesseur légitime de cette impression ne pourrait réclamer ;

» Considérant, dès lors, que l'exception opposée à la demande, fondée sur l'impression faite il y a plus de trois ans, des pièces jouées par Bagier, n'est pas admissible ;

» Que celle qui s'appuie sur les représentations données, plus de trois années antérieurement à la demande, ne l'est pas davantage ;

» Considérant qu'en effet les représentations données par d'autres que l'intimé ne pourraient être par lui opposées ; qu'il n'a jamais été soutenu que la prescription acquise par un délinquant puisse être invoquée par un autre ;

» Qu'en admettant, ce qui n'est point établi, que Bagier eût fait lui-même représenter les pièces dont il s'agit, il y a plus de trois années, il en résulterait seulement que les dommages causés par ces délits pourraient être prescrits ; mais que chaque représentation constitue un fait nouveau, et par suite une cause nouvelle d'action de la part de l'auteur ;

» Considérant que la tolérance de celui-ci pour une ou plusieurs représentations de sa pièce ne peut constituer un abandon de sa propriété ;

» Que la loi détermine les cas dans lesquels l'œuvre littéraire tombe dans le domaine public ; qu'aucune disposition ne place au nombre de ces circonstances la tolérance de l'auteur à l'égard d'un fait quelconque de publication ou d'usage de ses œuvres ;

» Considérant que, tout comme la prescription couvrant une édition d'un ouvrage faite sans permission de l'auteur n'en autorise pas une autre, de même la représentation d'une pièce, contrairement au droit du propriétaire, amnistiée par la prescription, n'en légitime pas de nouvelles ; qu'ainsi, dans la cause, Bagier, agissant en son nom personnel ou comme se présentant aux droits des auteurs de libretti, ne peut se prévaloir des représentations données sur son théâtre ou sur d'autres à quelque époque que ce soit pour des continuer au préjudice des droits de la veuve d'Engène Scribe ;

» Considérant, d'ailleurs, en fait, que les documents de la cause établissent que Eugène Scribe a constamment protesté contre les représentations des pièces dont il s'agit, et que les droits réciproques ont été plusieurs fois réservés entre lui et les directeurs successifs du Théâtre-Italien, de Paris ;

» Sur le troisième moyen :

» Considérant que le fait de la représentation d'une pièce de théâtre appartient principalement au directeur de l'entreprise théâtrale ;

» Que celui-ci ne peut opposer à l'auteur original la convention passée entre son entreprise et le contrefacteur, pas plus que le débiteur d'une invention contrefaite ne peut maintenir son débit en s'appuyant sur le pour et contre intervenu entre lui et le fabricant de l'objet contrefait, et renvoyer l'inventeur à se pourvoir contre ledit fabricant ;

» Sur le défaut d'intérêt :

» Considérant que le droit de propriété est absolu, en ce sens que le propriétaire a la faculté de s'opposer à l'usurpation de la chose sans être tenu de rendre compte des motifs qui le déterminent ;

tation étant complètement distinct de celui de publication, et chaque représentation constituant un fait nouveau, l'auteur de la pièce originale peut toujours s'opposer à ce que celle qui en constitue une contrefaçon soit représentée en France sans son con-

» Qu'en fait de propriété littéraire, l'auteur peut avoir un intérêt moral à ne pas voir son œuvre défigurée par les imitateurs ;

» Qu'enfin, il est bien évident que le droit de s'opposer à une impression ou représentation entraîne la faculté de les permettre moyennant une rétribution ;

» Qu'ainsi, sous tous les rapports, l'auteur d'une pièce a intérêt, et par suite action, à l'effet d'empêcher les publications et représentations de son œuvre, et des contrefaçons ou imitation qui pourraient en être faites ;

» Sur les dommages-intérêts :

» Considérant que s'il est établi que Eugène Scribe a réservé son droit de propriété vis-à-vis des représentations données au Théâtre-Italien, il est justifié par les mêmes documents qu'il a toléré lesdites représentations et accepté même des compensations ;

» Qu'ainsi, il n'y a lieu d'accorder des dommages-intérêts pour les faits antérieurs à la demande ;

» Infirme,

» Sans s'arrêter aux exceptions de prescription ou autres opposées par Bagier, dit qu'il lui est interdit de faire représenter les pièces intitulées *la Sonnambula*, *Ballo in Maschera* et *l'Élisire d'Amore* sans l'autorisation écrite de la veuve d'Eugène Scribe ;

» Le condamne aux dépens, etc. »

Cet arrêt fut porté, par M. Bagier, devant la Cour de cassation, qui régla par l'arrêt suivant, la jurisprudence sur cette question :

» ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION. — « La Cour,

» En ce qui touche le premier moyen :

» Attendu qu'aux termes de la loi du 13 janvier 1791, les ouvrages des auteurs vivants ne peuvent être représentés sur aucun théâtre public sans le consentement formel et par écrit desdits auteurs ;

» Attendu qu'il est établi, en fait, par l'arrêt attaqué, comme résultant de la lecture qui en a été faite par les juges du fond, que, dans les trois pièces que Bagier a fait représenter à Paris, sur le Théâtre-Italien, dont il est directeur, les sujets, la disposition des scènes et la marche générale de ces ouvrages sont les mêmes dans les pièces françaises de Scribe et dans les imitations italiennes ; qu'ainsi, en réalité, ce sont les productions du théâtre d'Eugène Scribe qui sont données au public par les imitateurs ;

» Attendu que l'arrêt attaqué ajoute que ces reproductions ou contrefaçons sont aussi exactes que le permettaient les convenances et les intérêts des imitateurs ;

» Qu'en cet état des faits, dont le demandeur n'a pas contesté l'exactitude, l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucun texte de la loi, conclure que lesdites pièces ne pouvaient être jouées sans le consentement de l'auteur ou de sa veuve et héritière ;

» En ce qui touche le deuxième moyen :

» Attendu que, d'après les lois des 13 janvier 1791, 19 juillet de la même année, et 1<sup>er</sup> septembre 1793, le droit de l'auteur est distinct et indépendant de celui de poursuivre ceux qui auraient contrefait ses œuvres par la voie de l'impression ;

» Que c'est donc à bon droit qu'il a été jugé par l'arrêt attaqué que la prescription de l'action contre le contrefacteur de l'ouvrage ne saurait en-

seulement, encore bien qu'il se serait abstenu de poursuivre l'auteur de la reproduction en langue étrangère [157].

(A suivre.)

---

traîner celle du droit d'empêcher la représentation du même ouvrage sur une scène publique ;

» En ce qui touche le troisième moyen :

» Attendu que le droit, pour l'auteur d'un ouvrage dramatique, d'en empêcher la représentation publique sans son consentement formel et par écrit est absolu et indépendant du préjudice matériel qui pourrait en éprouver ;

» Que, d'ailleurs, l'intérêt matériel est même constaté, puisque l'auteur d'une pièce peut en autoriser la représentation moyennant une rétribution à son profit, et que Scribe avait toujours réservé tous ses droits à cet égard et accepté même des compensations ;

» Rejetée. »

(*Gazette des Tribunaux et le Droit*, 22 avril 1864, 1<sup>er</sup> février 1865.)

---



## LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU REPRISES SUR LES  
THÉÂTRES DE PARIS, DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1870 AU 31 MARS 1871.

[NOTA. L'astérisque placé avant le titre de la pièce indique que cette pièce a été reprise ou qu'elle a été jouée antérieurement à un autre théâtre.]

### THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE.

[Direction de MM. DE LEUVEN et DU LOCLE.]  
(Fermé du 4 septembre 1870 au 2 juillet 1871.)

*Déa*, opéra-comique en deux actes, paroles d'Eugène Cormon et Michel Carré, musique de Jules Cohen. — 30 avril 1870.

*L'Ombre*, opéra-comique en trois actes, paroles de de Saint-Georges, musique de de Flotow. — 7 juillet 1870.

*Le Kobold*, opéra-comique en un acte, paroles d'Ernest Guiraud et Nutter, musique de Gallet. — 26 juillet 1870.

### COMÉDIE FRANÇAISE.

[Direction de M. Edouard THIERRY.]  
(Fermé du 6 septembre 1870 au 1<sup>er</sup> février 1871 [quelques représentations de jour pendant cette période], et du 18 au 28 mars 1871.)

*Deux Douleurs*, drame en un acte, en vers, par François Coppée. — 20 avril 1870.

\* *Dalila*, drame en quatre actes et six tableaux, par Octave Feuillet. — A ce théâtre, le 28 mars 1870.

*Maurice de Saxe*, drame en cinq actes, par Jules Amigues. — 2 juin 1870.

*Au Pays des Ames*, comédie en un acte, par Louis Ratisbonne. — 6 juin 1870.

- \* *Une Fête de Néron*, tragédie en cinq actes, par Alexandre Soumet et Belmontet. — Reprise le 3 août 1870.

THÉÂTRE DE L'OPÉRA.

[Direction de M. PERRIN.]

(Fermé du 3 septembre 1870 au 12 juillet 1871.)

*Coppelia ou la Fille aux yeux d'émail*, ballet-pantomime en deux actes et trois tableaux, de Nuitter et Saint-Léon, musique de Léo Delibes. — 25 mai 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

THÉÂTRE DE LA GAITÉ.

[Direction de M. BOULET.]

(Fermé du 4 septembre 1870 au 16 mars 1871, et du 18 mars au 15 avril 1871.)

- \* *La Chatte blanche*. — Reprise le 17 avril 1870.

THÉÂTRE DU GYMNASÉ.

[Direction de M. MONTIGNY.]

(Fermé du 1<sup>er</sup> septembre 1870 au 1<sup>er</sup> mars 1871.)

*Le Départ*, tableau militaire. — 6 août 1870.

*Après la Guerre*, à-propos patriotique en un acte, par Eugène Grangé. — 6 août 1870.

- \* *Un Fils de Famille*, vaudeville en trois actes, par Bayard et Biéville. — Reprise le 4 août 1870.

*Un Peuple fort*, stances. — 12 août 1870.

- \* *Les Révoltées*, comédie en un acte, par Edmond Gondinet. — 12 août 1870.

- \* *La Cravate blanche*, comédie en un acte, par Edmond Gondinet. — 14 août 1870.

- \* *Diane de Lys*, comédie en cinq actes, par Alexandre Dumas fils. — 14 août 1870.

- \* *Séraphine*, comédie en cinq actes, par Victorien Sardou. — 20 août 1870.

- \* *Un Monsieur qui suit les Femmes*, comédie en deux actes, par Théodore Barrière et Decourcelles. — 27 août 1870.
- \* *Le Demi-Monde*, comédie en cinq actes, par Alexandre Dumas fils. — Reprise le 1<sup>er</sup> mars 1871.
- \* *Frou-Frou*, comédie en cinq actes, par H. Meilhac et Ludovic Halévy. — Reprise le 10 mars 1871.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

[Direction de MM. PLUNKETT et E. DORMEUIL.]

(Fermé du 3 septembre 1870 au 16 février 1871, du 22 au 25 mars et du 31 mars au 11 juin 1871.)

*Les Points noirs*, comédie en un acte, par Albert Wolff. — 16 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Vinciguerra le Bandit*, opérette-bouffe en un acte, par Eugène Hugot et Paul Renard, musique de Bottesini. — 16 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Fernandinette ou la Rosière d'en face*, parodie en trois tableaux, attribuée à feu Diderot. — 17 mai 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Les deux Bébés*, comédie en un acte, par Eugène Grangé et Victor Bernard. — 17 mai 1870.

\* *Le Sabot de Marguerite*, comédie-vaudeville en un acte, par Marc Michel et Moreau. — Reprise le 1<sup>er</sup> juin 1870.

\* *Gavaut, Minard et C<sup>ie</sup>*, comédie en trois actes, par Edmond Gondinet. — Reprise le 23 juin 1870.

\* *Un Tailleur pour Dames*, comédie en un acte, par Jules Renard. — 5 juillet 1870.

*La Belle aux yeux d'émail*, vaudeville en un acte, par Victor Bernard et Eugène Grangé. — 4 août 1870.

\* *Le Supplis d'un Homme*, comédie en trois actes, par E. Grangé et L. Thiboust. — 4 août 1870.

\* *Dans une Cave*, vaudeville en un acte, par Jules Renard. — 4 août 1870.

*Le Musée d'Anatole*, vaudeville en un acte, par Jules Renard. — 17 août 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

#### THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

[Direction de M. HARMANT.]

(Fermé du 22 au 25 juillet 1870, du 16 août 1870 au 13 mars 1871 du 22 au 29 mars, du 6 au 8 avril, du 12 avril au 25 juin 1871.)

\* *Les Pattes de Mouche*, comédie en trois actes, par Victorien Sardou. — A ce théâtre, le 16 avril 1870.

\* *Arlequin et Colombine*, comédie en un acte, par Léon Supersac. — 16 avril 1870.

*La Révolte*, drame en un acte, par Villiers de l'Isle-Adam. — 6 mai 1870.

\* *L'Héritage de M. Plumet*, comédie en quatre actes, de Théodore Barrière et E. Capendu. — A ce théâtre le 20 mai 1870.

\* *Les Parisiens*, comédie en cinq actes, par Théodore Barrière. — Reprise le 13 mars 1871.

#### THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

[Direction de M. BERTRAND.]

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin au 3 août 1870, du 16 août 1870 au 12 février 1871, du 22 au 25 mars 1871, et du 1<sup>er</sup> avril au 4 juin 1871.)

*Le Beau Dunois*, opéra bouffe en un acte, paroles de Henri Chivot et Alfred Duru, musique de Charles Lecocq. — 13 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

\* *Le Luxe de ma Femme*, vaudeville en un acte, par Alfred Duru et Henri Chivot. — Reprise le 14 avril 1870.

*Ferblonde ou l'Abonné de Montmartre*, parodie en un acte, trois tableaux et deux intermèdes, par Gastineau et W. Busnach. — 10 mai 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

- \* *Les Brigands*, opéra bouffe en trois actes, paroles de Henri Meilhac et Ludovic Halévy, musique de Jacques Offenbach. — Reprise le 3 août 1870.
- \* *Le Chevreuil*, vaudeville en 3 actes, par E. Jaime et L. Halévy. — 12 février 1871.
- \* *L'Oiseau fait son nid*, vaudeville en un acte, par Clairville, Grangé et L. Thiboust. — 12 février 1871.
- \* *Le Vengeur*, opéra bouffe en un acte, de Nuitter, Beaumont et Legoux. — 12 février 1871.
- \* *Un Orage à Tonnerre*, vaudeville en un acte, par P. Paquot et P. Sipière. — 12 février 1871.
- \* *Le Chapeau de paille d'Italie*, vaudeville en cinq actes, par Labiche et Marc-Michel. — 21 février 1871.
- \* *Les Deux Aveugles*, opéra bouffe en un acte, par J. Moinaux et Offenbach. — 21 février 1871.
- \* *Le Joueur de Flûte*, opérette en un acte, par J. Moinaux et Hervé. — 21 février 1871.
- \* *Le Régiment qui passe*, comédie en un acte, par Clairville, P. Paquot et P. Sipière. — 21 février 1871.
- \* *Le Temple du Célibat*, vaudeville en un acte par Charles Narrey. — 4 mars 1871.
- \* *Les Saltimbanques*, vaudeville en trois actes, par Dumersan et Varin. — 8 mars 1871.
- \* *Jean Torgnole*, vaudeville en un acte, par Grangé et Lambert Thiboust. — 8 mars 1871.
- \* *C'est pour ce Soir*, vaudeville en un acte, par Belot et Busnach. — 15 mars 1871.
- \* *Les Deux Sourds*, vaudeville en un acte, par Anicet-Bourgeois et J. Moinaux. — 19 mars 1871.

- \* *Une Partie de Piquet*, vaudeville en un acte, par Fournier et Meyer. — 19 mars 1871.
- \* *Le Chapeau d'un Horloger*, comédie en un acte, par M<sup>me</sup> Emile de Girardin. — A ce théâtre le 19 mars 1871.

THÉÂTRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

[Direction de M. Raphaël FÉLIX.]

(Fermé le 1<sup>er</sup> juin 1870. — Représentations particulières du 17 juin au 4 juillet 1870. — Représentations extraordinaires en novembre et décembre 1870. — Représentation extraordinaire, le 14 mai 1871, donnée par la Commune. — Incendié, le 24 mai 1871.)

- \* *Mathilde ou les Mémoires d'une Jeune Femme*, drame en cinq actes, par Félix Pyat et Eugène Sue. — 16 avril 1870.
- Michel Pauper*, drame moderne, en prose, en cinq actes et sept tableaux, par Henri Becque. — 17 juin 1870.

THÉÂTRE DE L'AMBIGU-COMIQUE.

[Direction de M. BILLION.]

(Fermé du 9 août au 5 novembre 1870. — Représentations assez suivies, en décembre 1870, janvier, février et mars 1871.)

- \* *C'était un rêve*, vaudeville en un acte, par Émile Abraham. — 27 mars 1870.
- \* *Grandeur et Décadence de M. Joseph Prudhomme*, comédie en cinq actes, par Henri Monnier. — A ce théâtre, le 1<sup>er</sup> avril 1870.
- \* *Le Roman chez la Portière*, vaudeville en un acte, par Gabriel et Henri Monnier. — A ce théâtre, 1<sup>er</sup> avril 1870.
- L'Arracheur de Dents*, drame en cinq actes et huit tableaux, par Ed. Brisebarre. — 14 avril 1870.
- [Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 2 fr.]
- Os-toi d' là que j' m'y mette*, fantaisie-vaudeville en trois actes, avec musique nouvelle de M. Amédée Artus, par Charles Paul de Kock. — 14 mai 1870.

- \* *Tout ou Rien*, drame en trois actes, de Ch. Paul de Kock. — Reprise le 14 mai 1870.
- Le Passeur du Louvre*, drame historique, à grand spectacle, en cinq actes et huit tableaux, par Jules Dornay et Léon Pournin. — 13 juin 1870.
- Le Gladiateur de Ravenne*, drame en cinq actes, par Taillade. — 5 août 1870.
- Liberté !* strophes patriotiques, par L. Delormel et L. Richard. — 31 août 1870.
- Les Paysans lorrains*, drame en cinq actes, par Frantz Beauvalet. — 5 novembre 1870. — Reprise le 19 février 1871, sous le titre *la Vagabonde*.
- Le Forgeron de Châteaudun*, drame en cinq actes et six tableaux, par Charles Noël. — 8 janvier 1871.
- Paris qui mange*, à-propos en trois tableaux, par Frantz Beauvalet et Fossey. — 26 février 1871.
- Les Nuits de la Courtille*, drame en cinq actes, par Frantz Beauvalet et Marc Fournier. — 12 mars 1871.

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

[Direction de M. MOREAU-SAINTI.]

(Fermé du 13 juin 1870 au 17 mars 1871.)

- L'Ami Choutard*, vaudeville en un acte, par Alfred Besnard et Max Bérard. — 21 mai 1870.
- Suzanne au bain*, vaudeville en un acte, par Alexis Bouvier et Jules Prével. — 6 juin 1870.
- \* *Le Canard à trois becs*, opéra bouffe en trois actes, paroles de J. Moinaux, musique de Jonas. — Reprise le 17 mars 1871.
- Difficile à marier*, vaudeville en un acte, par Aublet. — 23 mars 1871.

THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS.

[Direction de M. Jules NORIAC]

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin 1870 au 16 septembre 1871. — Quelques représentations extraordinaires en décembre 1870, janvier, février et mars 1871.)

*Les Bavards*, opéra-bouffe en deux actes, paroles de Charles Nutter, musique de Jacques Offenbach. — A ce théâtre, le 27 avril 1870.

*Mesdames de la Halle*, opéra bouffe en un acte, paroles de A. Bourdois et A. Lapointe, musique de Jacques Offenbach. — A ce théâtre, le 27 avril 1870.

*La Cigale espagnole*, opérette en un acte, paroles de Paul Avenel, musique de Debillemont. — 31 mai 1870.

*Les Baisers d'alentour*, vaudeville en un acte, de Jules Noriac. — 27 mai 1870.

*Autour d'un Berceau*, par Ernest Legouvé. — 31 janvier 1871.

*Racontars de Merlans*, en un acte, paroles de Josserand, musique de Kriesel. — 21 février 1871.

#### THÉÂTRE-LYRIQUE.

[Direction de M. PASDELOUP.]

(Fermé le 31 mai 1870. — Incendié le 24 mai 1871.)

\* *Charles VI*, opéra en cinq actes, paroles de Germain et Casimir Delavigne, musique d'Halévy. — A ce théâtre, le 5 avril 1870.

#### THÉÂTRE DE CLUNY.

[Direction de M. LAROCHELLE.]

(Fermé du 26 juillet 1870 au 17 juin 1871. — Quarante-cinq représentations extraordinaires en novembre et décembre 1870, et janvier, février, mars et avril 1871.)

*Le Libre-Echange*. comédie en un acte, par Georges Petit. — 16 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.]

*La Boule de Neige*, comédie en trois actes, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. — 12 mai 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr. 50 c.]



*Le Baiser de l'étrier*, comédie en un acte, mêlée de chant, par Edouard Brisebarre et Eugène Nyon. — A ce théâtre, le 12 mai 1870.

\* *Les Lettres des anciennes*, scène de la vie conjugale, en un acte, par Edouard Brisebarre et Eugène Nus. — A ce théâtre, le 12 mai 1870.

\* *Les Sceptiques*, comédie en quatre actes, par Félicien Mallefille. — Reprise le 11 juin 1870.

\* *Les Deux Anges gardiens*, comédie en un acte, par Paulin Deslandes. — 11 juin 1871.

*Le Valet de Trèfle*, comédie en un acte, mêlée de chants, par Ed. Lasnier. — 21 juin 1870.

*La Folie persécutrice*, comédie en un acte, par G. Charpentier. — 21 juin 1870.

*Père et Mari*, pièce en trois actes, en vers, par Emile Bergerat. — 21 juin 1870.

*Monsieur et Madame*, monologue, par Amélie Perronnet. — 13 mars 1871.

#### THÉÂTRE DU CHATELET.

(Fermé du 12 mai 1870 au 17 mai 1871.)

Pendant la clôture, la troupe de l'Alhambra de Londres a donné, sous la direction de M. STRANGE, un certain nombre de représentations, qui ont commencé le 13 août 1870.

#### THÉÂTRE DE L'ODÉON.

(Second Théâtre-Français.)

[Direction de M. DE CHILLY.]

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin 1870 au 11 octobre 1871. Quelques représentations extraordinaires en juin, novembre et décembre 1870.)

*Flara*, drame en un acte, en vers, par Jean de Vistre. — 11 mai 1870.

\* *Le Testament de César Girodot*, comédie en trois actes, en prose, par Adolphe Belot et E. Villetard. — Reprise le 21 mai 1870.

THÉÂTRE BEAUMARCHEAIS.

[ Direction de M. DUPONTAVISSE. ]

( Fermé du 9 septembre au 19 novembre 1870. )

\* *François Picaud ou Huit ans de captivité*, drame historique en cinq tableaux, précédé d'un prologue en deux tableaux, intitulé : 1816!... par Moléri et A. d'Albert. — Reprise le 1<sup>er</sup> avril 1870.

*L'Inquisition*, drame historique en cinq actes et sept tableaux, par Moléri et Leroy. — 17 avril 1870.

\* *Fualdès ou les Assassins de Rodez*, grand drame en cinq actes et huit tableaux, par Dupeuty et E. Grangé. — 13 mai 1870.

*Ils sont trop verts*, vaudeville en un acte, par Amalric. — 13 mai 1870.

*Les Traboucaires ou les Chauffeurs de la montagne*, drame en cinq actes et neuf tableaux, par Fournier et Meyer, musique de Borsat. — 11 juin 1870.

*Deux Rats dans un fromage*, comédie-vaudeville, en un acte, par Eugène Amalric. — 11 juin 1870.

*Dans la loge*, vaudeville en un acte, par Donat. — 6 juillet 1870.

*Les Brigands pour rire*, vaudeville en un acte, par Louis Leroy. — 6 juillet 1870.

\* *Le Facteur*, drame en cinq actes, par Desnoyers, Ch. Potier et Boulé. — A ce théâtre, le 6 juillet 1870.

\* *La Voisin*, drame en cinq actes, par Paul Foucher et Alboise. — A ce théâtre, le 23 juillet 1870.

1792. *La Patrie en danger*, drame patriotique en six actes, dont un prologue, par Alfred Duprez et F. Leroy. — 25 août 1870.

*La Souricière*, vaudeville en un acte, par Amalric. — 19 novembre 1870.

\* *La Foi, l'Espérance et la Charité*, drame en cinq actes, par Rosier. — A ce théâtre, le 19 novembre 1870.

*Les Aînés de la République*, drame en sept actes, par Duprez et Milléri. — 8 décembre 1870.

\* *Les Misérables d'Alsace*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Elie Berthet, Mirrèle et Moléri. — 1<sup>er</sup> janvier 1871.

\* *La Fille du Pâtissier*, folie-vaudeville en un acte, par Mirrèle. — 1<sup>er</sup> janvier 1871.

*La Dame aux Camélias*, drame en cinq actes, par Alexandre Dumas fils. — A ce théâtre, le 5 février 1871.

*Entre deux torpilles*, folie-vaudeville en un acte, par Mirrèle. — 5 février 1871.

\* *La Grâce de Dieu*, drame en cinq actes, par d'Ennery et Gustave Lemoine. — A ce théâtre, le 12 février 1871.

\* *Paillasse*, drame en cinq actes, par d'Ennery et Marc Fournier. — A ce théâtre, le 2 mars 1871.

\* *Les Bohémiens de Paris*, drame en cinq actes, par d'Ennery et Grangé. — A ce théâtre, le 11 mars 1871.

\* *La Mendiante*, drame en cinq actes, par Michel Masson et Anice Bourgeois. — A ce théâtre, le 25 mai 1871.

#### THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE.

[Direction de M. L. MARTINET.]

(Fermé du 16 juin 1870 au 11 septembre 1871. — Quelques représentations en novembre et décembre 1870 et janvier 1871.)

*Le Secret de l'Oncle Vincent*, opéra comique en un acte, paroles de H. Boisseaux, musique de Th. de Lajarte. — 16 avril 1870.

*Valse et Menuet*, opéra-comique en un acte, par Méry et Jules Adenis, musique de Louis Deffès. — 16 avril 1870.

*Calonice*, opéra-comique en un acte, paroles d'Emile de Najac, musique de Ten Brink. — 19 mai 1870.

\* *Le Toréador*, opéra-comique en deux actes, paroles de Thomas Sauvage, musique d'Adolphe Adam. A ce théâtre, le 2 juin 1870.

#### THÉÂTRE DU CHATEAU-D'EAU.

[Direction de M. COGNIARD.]

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin 1870 au 5 mars 1871, du 12 avril au 10 mai, et du 22 mai au 7 juillet 1871.)

*Le Déménagement du Sérail*, vaudeville en un acte, par H. LeFebvre. — 7 avril 1870.

***Le Puits de Carnac***, drame en quatre actes, par Charles Dumay.  
— 14 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr. 50 c.]

***Le Mystère***, comédie en un acte, par Edouard Cadol. — 30 avril 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

\* ***Paris qui dort***, vaudeville en cinq actes, par Delacour et L. Thiboust. — A ce théâtre, le 21 mai 1870.

***La Journée aux tuiles***, vaudeville en un acte, par Gaston Marot  
— 5 mars 1871.

\* ***Le Médecin des enfants***, drame en cinq actes, par d'Ennery et Anicet Bourgeois. — A ce théâtre, le 5 mars 1871.

***La Femme du notaire***, vaudeville en un acte, par Delaporte. —  
30 mars 1871.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

***Le Procès des Francs-Fileurs***, vaudeville en un acte, par Clairville et Desbeaux. — 30 mars 1871.

#### THÉÂTRE DÉJAZET.

[Direction de M. DÉJAZET.

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin 1870 au 13 septembre 1871.)

\* ***Les Trois Gamins***, vaudeville en trois actes, par Vanderburch et Clairville. — A ce théâtre, le 1<sup>er</sup> avril 1870.

***Polichinelle***, drame comique en quatre actes et un prologue, par Léon Beauvallet et Marc Leprévost. — 23 avril 1870.

***Maman dîne chez moi***, vaudeville en un acte, par Frantz Beauvallet. — 12 mai 1870.

#### THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

[Direction de M. MONTAUBRY.]

(Fermé du 20 juillet 1870 au 8 juillet 1871. — Trois représentations en février et mars 1871.)

***La Noce à Grandmanche***, folie-vaudeville en un acte, par Francis Tourte. — 25 avril 1870.

*La Clochette*, opérette en un acte, paroles de Ph. Dupin et H. Chabrillat, musique de Charles Pourny. — 25 avril 1870.

*Traqué*, vaudeville en un acte, par Elie Frébault et Louis Gavaud. — 25 avril 1870.

*La Revanche d'Arlequin*, comédie en vers libres, en un acte, paroles de Gabriel Prévost, musique d'Antony Barré. — 21 mai 1870.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Les Écarts de Rocantin*, vaudeville en un acte, par E. Lorrain et M<sup>me</sup> Baüer. — 21 mai 1870.

*L'Alchimiste des Batignolles*, opérette en un acte, paroles de Philippe Dupin et H. Chabrillat, musique de Auguste L'Éveillé. — 20 juin 1870.

*Les Cerises*, comédie en un acte, en vers, par Alfred Duprez. — 20 juin 1870.

\* *Le Paratonnerre*, comédie-vaudeville en un acte, par Gabriel t Dupeuty. — 20 juin 1870.

#### THÉÂTRE DES MENUS - PLAISIRS.

[Direction de M. COURNIER.]

(Fermé du 26 avril au 2 décembre 1870. || Gérance Capelly [du 2 décembre 1870 au 7 février 1871]. || Direction Caillot et Froment [du 12 février au 9 juillet], avec de nombreuses interruptions.)

*Briffaut à la grande Opéra*, vaudeville en un acte, par E. Lorrain. — 10 août 1870.

*La Fourmière*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Hippolyte Langlois. — 12 avril 1870.

*Le Siège des Epiciers*, vaudeville en trois-actes, par de Faulquemont et Bugnet. — 27 mars 1871.

#### THÉÂTRE DES DÉLASSEMENTS-COMIQUES.

[Direction de M. E. DEJEAN fils.]

(Fermé à partir du 19 avril 1870. — Quelques représentations extraordinaires en décembre 1870 et janvier 1871. — Direc-

tion de MM. de Jallais et Goetschy, du 5 mars au 22 mai 1871.  
— Incendié le 24 mai 1871.)

*Jarnicoton*, vaudeville en un acte, par Blondeau et Montréal.  
13 avril 1870.

*Les Fats*, comédie en trois actes, par Imbert. — 13 avril 1870.

*Fausse Gélatine*, vaudeville en un acte, par de Jallais. — 25 décembre 1870.

*Garçon, l'addition*, vaudeville en 1 acte, par Davanne. — 5 mars 1871.

*Les Contes de fées*, féerie en quatre actes, par Oswald et E. Bloch.  
— 5 mars 1871.

\* *Dans un Shako !* vaudeville en un acte, par Davanne. — 7 mai 1871.

#### FOLIES-BERGÈRES.

[ Direction de M. DURÉCU. ]

(Fermé du 2 mars au 21 décembre 1870. — Fermé de nouveau,  
le 31 mars 1871.

*Ceux qui marchent*, vers, par Stupuy. — 21 décembre 1870.

*P. L. M.*, vaudeville en un acte, par Bugnet et Charlet. —  
20 mars 1871.

#### THÉÂTRE DES FOLIES-SAINT-ANTOINE.

[ Direction de M. SAINT-OMER, jusqu'au 31 juillet 1870. —

Direction de M. MARCKLEY, du 9 au 16 mars 1871. ]

*Beaubichon et Quimperlé*, opérette en un acte, par Avocat et  
Kriésel. — 14 mai 1870.

*Hussard et Fantassin*, vaudeville en un acte, par Vergeron et  
Robillard. — 9 mars 1871.

*Le Plan de Chatouillard*, revue-vaudeville en trois actes, par  
Vergeron et Robillard. — 9 mars 1871.

#### FOLIES-D'ATHÈNES.

*J'ai mon plan*, revue en trois actes et quatre tableaux, par Le-  
monnier. — 11 mars 1871.

THÉÂTRE SAINT-PIERRE.

[Direction de M. DECHAUME.]

(Fermé du 1<sup>er</sup> juin au 4 décembre 1870, et du 2 janvier au 16 septembre 1871. — Quelques représentations en avril et juillet 1871.)

\* *Moustache*, comédie-vaudeville en trois actes, par Ch. Paul de Kock et Varin. — A ce théâtre, le 15 mai 1870.

*Une Garde aux remparts*, à-propos patriotique en un acte, par Montréal. — 1<sup>er</sup> janvier 1871.

ELDORADO.

*Un Drame au cinquième étage*, fantaisie musicale de Delange et J. Boverly. — 27 février 1870.

*Le Secret du Sapeur*, opérette en un acte, par Paul Renard et de Saint-Pyat, musique de L. Roques. — 8 février 1870.

CONCERT DU GAULOIS.

*Lucrèce Orgeat*. — 5 avril 1870.

*Le Robinson du faubourg Saint-Denis*, opérette en un acte, par Carl Alf et Georges Rose. — 9 avril 1870.

*Le sire de Beaumerlan*, opérette en un acte, paroles de René Goy et Marius, musique de L'Éveillé. — 21 mai 1870.

CONCERT DE BA-TA-CLAN.

*Paris qui marche*, pantomime, par Kackwall, musique de Frédéric Barbier. — 14 novembre 1870.

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

[Direction de M<sup>me</sup> LIONEL DE CHABRILLAN.]

(Fermé du 19 avril 1870 au 1<sup>er</sup> avril 1871.)

*L'Américaine*, comédie en cinq actes, par M<sup>me</sup> la comtesse Lionel de Chabrillan. — 2 avril 1870.

THÉÂTRE DE MONTMARTRE.

*Quand on court trois Lièvres*, vaudeville en un acte, par L. Dumay et Fetzelier.

*La Chanson du pays*, comédie en un acte, par Bridault.

*Les Amours d'une contrebasse*, opérette en un acte, par Dumay et Clamens.

## LISTES DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS SUR LES THÉÂTRES  
DE LA PROVINCE.

**ABBEVILLE.** — *Abbeville et ses faubourgs*, revue en quatre actes,  
par Laporte et Rigodon.

**BORDEAUX.** (Français.) — *V'là les Bas-Bleus qui r'commencent !*  
vaudeville en un acte, par Mandeville.

— *Les Misérables*, drame en cinq actes, par Paul Meurice  
et Charles Hugo. — 14 octobre 1870.

— (Théâtre Napoléon.) — *Frantz et Isabelle*, opérette en  
un acte, par de Lagoanère.

— (Café du Delta.) — *Une Aventure de Télémaque*, vau-  
deville en un acte, par Dédé.

**LE HAVRE.** (Napoléon.) — *Les Convertis*, comédie en un acte,  
par Mary Cliquot dit Tony Mariot.

— *Nous chantons !* poésie, par Joseph Pain. — 30 août  
1870.

**LYON.** (Grand Théâtre.) — *Le Siège de Paris*, drame en cinq  
actes, par Lepailleur. — 20 mars 1871.

— *Le Carnaval à Rome*, ballet en un acte, par Ad. Vin-  
cent.

— *Le Rêve de Nicette*, ballet en deux actes, par Dalia, Ad.  
Vincent et Eingini fils.

— (Célestins.) — *La Femme d'un Prussien*, drame en trois  
actes, par Vaucheret dit Jean Bruno. — 30 mars 1871

— *M. Carotte et C<sup>ie</sup>*, vaudeville en un acte, par Ad. Lamy  
— 6 février 1871.

— *La Trompette de Josaphat*, opérette en un acte, par La-  
bie et Dalia. — 21 mars 1871.

— (Variétés.) — *Je vous la souhaite*, vaudeville en un acte,  
par Ad. Lamy.

— *Chacun pour soi*, vaudeville en un acte, par Ad. Lamy.

**NANTES.** — *La Source*, comédie en un acte, par J. Pain.



## LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Les Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans l'*Annuaire* suivant.

La commission rappelle encore aux Sociétaires qu'elle fait tenir un registre de leurs adresses, afin d'être à même de leur faire parvenir toutes les communications qui pourraient les intéresser, et elle leur recommande de donner avis, quand il y a lieu, de leurs changements de domicile à M. VICTOR ROZIER, inspecteur-vérificateur de la Société. Les *Annuaire*s précédents n'ont pu être envoyés à un certain nombre de Sociétaires dont la demeure était inconnue à la Commission.

Les noms des Sociétaires qui ont été élus commissaires sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils ont siégé à la commission.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire, d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes :

|          |                 |
|----------|-----------------|
| Arch.    | Archiviste.     |
| Chor.    | Chorégraphe.    |
| Com.     | Compositeur.    |
| Secr.    | Secrétaire.     |
| Suppl.   | Suppléant.      |
| Trés.    | Trésorier.      |
| V.-Prés. | Vice-Président. |

### LÉGION D'HONNEUR.

|      |                 |
|------|-----------------|
| ✱    | Chevalier.      |
| O ✱  | Officier.       |
| C ✱  | Commandeur.     |
| GO ✱ | Grand-Officier. |

(1) Voir dans l'*Annuaire* (1866-1867), tome I<sup>er</sup>, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

SOCIÉTAIRES.

A

ABOUT, Edmond, O\* (élu en 1867, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869, 1871).  
 ABRAHAM, Émile.  
 ABRAHAM, Louis.  
 ACHARD, Aimédée, O\*.  
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868, trés. 1870, trés. 1871).  
 AIMARD, Gustave.  
 ALARY, Giulio, \* comp.  
 ALBERT, Alfred.  
 ALBITTE, L. Gustave.  
 ALGARA [CARLOS D'].  
 AMAT, Léopold, \* comp.  
 ANCELOT, Virginie [M<sup>me</sup>].  
 ANCESSI, Joseph-Auguste, comp.  
 ANGLEMONT [D'], Édouard.  
 ANIEL, P., chor.  
 ANTHOINE, Louis [D'].  
 ANTOINE (de Nantes) [M<sup>me</sup> Charlotte DUPUIS BORDES, dite].  
 ARAGO, Emmanuel.  
 ARAGO, Étienne.  
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].  
 AUDEBRAND, Philibert.  
 AUDEVAL, Hippolyte.  
 AUDRAY DESHORTIES.  
 AUGER, Hippolyte.  
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.  
 AUGIER, Émile, C\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868, 1869).  
 AUGU, Henri.  
 AUNET, Léonie [D'].  
 AURÈS, Édouard.  
 AUTRAN, Joseph, \*.  
 AVENEL, Paul.  
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.

B

BAGET.  
 BALATHIER DE BRAGELONNE.  
 BANVILLE, Théodore [DE], \*.  
 BARALLE, Alphonse.  
 BARBIER, Frédéric, comp.  
 BARBIER, Jules, \* (secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1867, secr. 1869, V.-Prés. 1870, V.-Prés. 1871).  
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.  
 BARON, Auguste.  
 BARON [POURCELT DE]. Voir Pourcelt.  
 BARRÉ, L. Eugène.  
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.  
 BARRIÈRE, Théodore, \* (élu en 1853, 1856, 1857, 1863).  
 BARTHET, Armand.  
 BASSET, Jules.  
 BAUBY, Édouard.  
 BAUSSET [DE], Albert.  
 BAYARD, Léon-Picard.  
 BAZIN, J.-François, \*, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).  
 BEAUJEAN [DE], Alfred.  
 BEAULIEU [AUGER DE]. Voir AUGER.  
 BEAUME, Louis-Alexandre, dit BEAUMONT.  
 BEAUPLAN [DE], Arthur-Victor, \*.  
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.  
 BEAUVALLET, Léon.  
 BÉCHARD, Frédéric.  
 BECQUE, Henri.  
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.  
 BEER, Jules, comp.  
 BELLE.  
 BELLART (Marseille).  
 BELLIN, Jules (Poitiers).  
 BELLLOT, Pierre.  
 BELMONTET, O\*.  
 BELOT, Adolphe, \*.  
 BENOIST, François, comp.

SOCIÉTAIRES.

• BENOU [Georges DE VIGNEUX].  
BERCIOUX, Eugène.  
BERGERON (Émile PAGÈS).  
BERNARD, Victor.  
BERTHAUD, Louis.  
BERTHET, Élie, \*.  
BERTHOUD, Henry, O. \*.  
BERTON fils.  
BERTON [M<sup>me</sup>], Caroline, née SAM-  
SON.  
BERTOU, Alexandre, comp.  
BERTRAND, Jules.  
BERTRAND, Léon.  
BESSELIÈVRE [DE], Charles.  
BÉZIER [TOUPIÉ dit],  
BIÉVILLE, E. [DESNOYERS DE].  
BIZET, Georges, comp.  
BLANQUET, Albert-Théodore-Xavier.  
BLAZE DE BURY, Henri.  
BLONDELET, Charles.  
BLUM, Ernest.  
BOCAGE, Henri.  
BOCAGE, Paul.  
BOELDIEU, Adrien, \*, comp.  
BOISCONTIER, E.-F. [M<sup>me</sup> ADAM-]  
BOISSELOT, Louis-Paulin.  
BONDON, Gustave.  
BONNECHOSE [DE], Émile.  
BONNEMÈRE, Eugène.  
BONNIN Gustave.  
BORDET, Michel.  
BORDÈZE, Luigi, comp.  
BORNIER [DE], Étienne-Charles-  
Henri, \*.  
BOULANGER, Ernest \*, comp. (élu  
en 1864, 1865, 1866, 1869, 1870,  
1871.)  
BOUQUET, Maurice.  
BOURDEREAU, G.  
BOURDOIS.  
BOURGOIS, Eugène.  
BOURGES, Maurice, comp.  
BOUVIER, Alexis.  
BOY, Pierre.  
BRAGELONNE. Voir Balathier.  
BRÉSIL, Jules.

BRICET, Henri.  
BRIDAULT, Charles.  
BRISSON, Ernest.  
BROT, Alphonse, \*.  
BRUGES [ROYER DE]. Voir ROYER.  
BRUNE, Claire [M<sup>me</sup>].  
BUFFAULT, Ernest.  
BURGMULLER, comp.  
BUSNACH, William.

C

CABOT, Charles.  
CADAUX, Justin, comp.  
CADOL, Édouard (élu secr. en 1869,  
secr. 1870, secr. 1871).  
CANOBY, Gustave, comp.  
CARAFA, O\*, comp. (élu en 1832,  
1834).  
CARDEILHAC, voir LAGRANGE.  
CARLOS D'ALGARA, voir ALGARA.  
CARPIER, Marie-Aimé.  
CARRÉ, Michel, \*.  
CARTIER, Henri, comp.  
CASPERS, Henry, comp.  
CEY [Arsène de]. Voir CHÈSE DE CA-  
HAGNE.  
CHALLAMEL, Augustin.  
CHAM [comte DE NOT dit].  
CHAPELLE-LAURENCIN, voir LAURENCIN  
CHAREAU, Ludovic.  
CHASSÉRIAU.  
CHATRIAN.  
CHAULIEU.  
CHAUVET DE CHAROLLAIS.  
CHAUVINIÈRE [E. de LA]  
CHAVETTE. Voir VACHETTE.  
CHAZOT [DE] PAUL.  
CHÉRI MARIAN.  
CHÉROUVRIER, comp.  
CHÈSE DE CAHAGNE, dit ARSÈNE DE  
CEY.

SOCIÉTAIRES.

CHESNERAYE [MAHIET DE LA], voir MAHIET.  
 CHEVALET, Émile.  
 CHEVALIER. Voir LAGOGUÉE.  
 CHIVOT, Henri.  
 CHOL DE CLERCY.  
 CHOLER, Adolphe.  
 CHOLER, Saint-Aignan.  
 CLAIRVILLE [NICOLAÏ dit], \*.  
 CLARETIE, Jules.  
 CLÉMENT, René.  
 COGNIARD, Hippolyte, \*.  
 COGNIARD Théodore, \*.  
 COHEN, Jules, \*, comp.  
 COHEN, Léonce, comp.  
 COLIN [M<sup>me</sup> veuve SAINT-SAENS].  
 COLLINET, Clara [M<sup>lle</sup>] comp.  
 COLLIOT, Émile.  
 COMMERSON, J.-E. Auguste.  
 COMMERSON, Joseph-Jacques.  
 CONSTANTIN [Marc].  
 COPPÉE, François.  
 CORBIEZ, J.-Louis.  
 CORBON, Eugène, \* [PIESTRE dit].  
 COSTÉ, Jules-Edme, comp.  
 COTTINET, Edmond.  
 COUAILHAC, Louis, \*.  
 COUAILHAC, Victor, dit FRADELLE.  
 COURCY fils [DE], Charles.  
 COURNIER, Jules.  
 COUTURIER, F.  
 CRÉMIEUX, Hector, \*.  
 CRESTE, Jules.  
 CRISAFULLI, Henri-François-Xavier-Pierre.  
 CURRAT, Henri.

D

DACLIN, Karl.  
 DAILLIÈRE, Julien.  
 DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].  
 DANVIN-FOLLIGUET.  
 DARCIER, Joseph.  
 DAUDET, Alphonse, \*.

DAUTREVAUX.  
 DAVENAY.  
 DAVESNE [DUBOIS-]. Voir Dubois.  
 DAVID, Félicien, O\*, comp., membre de l'Institut.  
 DAVID, Samuel, comp.  
 DEBILLEMONT, comp.  
 DECOURCELLE, Adrien, \* (secr. 1853, secr. 1854, secr. 1855).  
 DEFFÈS, Louis, comp.  
 DÉJAZET, Eugène, comp.  
 DELACOUR, Alfred, \* [LARTIGUE] (élu en 1856, secr. 1857, secr. 1858, 1860, trés. 1861, trés. 1862.)  
 DELAHAYE, Jules-Lépot.  
 DELALAIN, Édouard dit LÉON DE VILLIERS.  
 DELANGE.  
 DELAPORTE, Auguste.  
 DELAPORTE, Michel.  
 DELAVIGNE, Arthur.  
 DELDEVEZ, comp.  
 DELIBES, Léo, comp.  
 DELIGNY, Eugène.  
 DELPIT, Albert.  
 DELTEIL, Émile.  
 DEMOLIÈRE. Voir MOLÉRI.  
 DENIZET, Jules.  
 DEROSNE, Bernard.  
 DESARBRES, Nérée.  
 DESBUARDS, J.-F.  
 DESCHAMPS, Hippolyte.  
 DESCUBES DE LASCAUX, voir LASCAUX.  
 DESHORTIES, Audray. Voir Audray DESHORTIES.  
 DESLANDES, Raimond, \* (élu en 1854, secr. 1855, secr. 1856, secr. 1858, secr. 1859, secr. 1860, secr. 1862, 1869, V.-Prés. 1870, V.-Prés. 1871.)  
 DESLYS, Charles.  
 DESNOYERS. Voir BIÉVILLE.  
 DESOLME, Charles.  
 DESTRIAUD, comp.  
 DESVIGNES [MAURICE DE LAVIGNE dit]. Voir Lavigne.  
 DEULIN, Charles.  
 DEVAUX, Eugène.

SOCIÉTAIRES.

DEVIEUX, Gustave.  
DEVIN-DUVIVIER, comp.  
DIDIER, Edouard.  
DIGUET, Charles.  
DOMERGUE, Holbac.  
DORLANGE [POLIART dit].  
DORMEUIL père.  
DORNAY, Jules.  
DOUAT, Georges, comp.  
DOUCET, Camille, C\*, de l'Acad.  
franç. (élu en 1846, secr. 1847,  
secr. 1848, secr. 1850, secr. 1851,  
secr. 1852).  
DUBOIS-DAVESNE.  
DUBOURG, Neuville. Voir Neuville.  
DUBOYS, Jean.  
DUBREUIL, Ernest.  
DUCRET, Etienne.  
DUFAY, Armand.  
DUFFAUD, Henri.  
DUGUÉ, Ferdinand, \* (élu en 1863,  
1865, arch. 1867, V.-Prés. 1868.  
1870, V.-Prés. 1871).  
DUHOMME, Frédéric.  
DUMAS, Alexandre, fils, O\* (élu  
en 1866, 1867, 1868, 1870, PRÉ-  
SIDENT, 1874).  
DUMOUSTIER.  
DUPEUTY, Adolphe, fils.  
DUPIN, Henri, \*.  
DUPLESSY DE MANNE, Edmond, \*.  
DUPLESSY, Lenoir Dupré.  
DUPRATO, Jean-Laurent, comp.  
DUPREZ, Gilbert-Louis, \* comp.  
DUPREZ, Le Julien-Edouard, comp.  
DURAND DE BEAUREGARD.  
DURAND DE VALLAY.  
DURANTIN, Armand, \*.  
DURIEU, Auguste-Henri, dit MU-  
RIEL J. Voir MURIEL.  
DURU, Alfred.  
DU TERTRE DE VÉTEUIL, \*.  
DUVAL, Cécile [M<sup>lle</sup>].  
DUVERT, \*.  
DUVEYRIER-MÉLESVILLE fils. Voir Mé-  
LESVILLE.

E

EDMOND, Charles [CHOENI dit], O\*.  
ELOY DE VILLA-MAYOR [M<sup>me</sup>].  
ELY (Charles), O\*, dit MARÉVILLE  
(Jules).  
ELWART, comp.  
EMMANUEL, Arthur.  
ENNERY, Adolphe [d'], O\* (élu en  
1842, 1863, 1864).  
ERCKMANN, Emile.  
ERLANGER, Jules, comp.  
ÉRVILLE, Henri [ROUSSEL dit d'].  
ESSARTS, Alfred [DES] \*.  
ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.  
EYMA, Xavier, \*.  
EYRAUD, Achille.

F

FARRENC, Césaire [M<sup>me</sup> veuve GEN-  
SOLLEN-].  
FAUCHEUR, Théodore-Alphonse.  
FAVRE, Adolphe.  
FÉLIX, voir LAGARDE.  
FÉRÉ, Octave.  
FERRIER, Paul.  
FÉTIS, O\*, comp. (suppl. 1834).  
FEUGÈRES, Paul.  
FEUILLET, Octave, O\*, de l'Acadé-  
mie française (élu en 1860,  
1861, 1862).  
FÉVAL, Paul, O\* (trés. 1863, trés.  
1864, suppl. 1866, trés. 1867,  
trés. 1868, trés. 1869).  
FEYDEAU, Ernest.  
FIENNES [MATHAREL DE]. Voir MA-  
THAREL.  
FILLION, Philibert.  
FINARD, H., chorégraphe.  
FLOTTOW, Frédéric [comte DE], \*,  
comp.  
FOLLIGUET. Voir DARVIN.  
FONTAINE, Emile.  
FORGES [PITTAUD DE], Auguste, O\*.

SOCIÉTAIRES.

FOUCHER, Paul, ✱.  
FOURNIER, Jean-Marc-Louis.  
FOURNIER, Édouard, ✱.  
FOURNIER, L.-P. Narcisse, ✱.  
FOUSSIER, Édouard, ✱.  
FRANÇOIS, Alphonse, O✱.  
FRÉBAULT, Élie.  
FRÉMY, Arnould.  
FURPILLE, Eugène.

G

GABET, Charles.  
GABRIELLI [comte], ✱, comp.  
GALLET, Louis.  
GARAND, Charles.  
GARNIER, Alexandre.  
GARNIER, François.  
GASTINEAU, Octave.  
GASTINEL, Léon, comp.  
GAUGIRAN-NANTEUIL, Charles.  
GAUTIER, Alphonse-Adolphe.  
GAUTIER, Eugène, ✱, comp.  
GAUTIER, Théophile, O✱.  
GENSOLLEN-FARRENC [M<sup>me</sup> veuve]:  
Voir FARRENC.  
GÉRARD.  
GERMAIN, Adolphe.  
GEVAERT, F.-A., ✱, comp. (arch.  
1863, arch. 1864, 1866).  
GILLE, Philippe.  
GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.  
GIORZA, Paul, comp.  
GIRARDIN, Émile [DE], ✱, (suppl.  
1868).  
GISCARD, Hyacinthe.  
GODDE [DE].  
GONDINET, Edmond ✱ (élu arch. en  
1868, arch. 1869, arch. 1870).  
GONYN, Gabriel dit LURIEU, C✱.  
GONZALES, Emmanuel, ✱.  
GOT, Edmond.  
GOUNOD, Charles, O✱, comp.,  
membre de l'Institut (élu. en  
1866, 1867, 1868).

GOURDON DE GENOUILLAC.  
GRANDVAL [M<sup>me</sup> la vicomtesse DE],  
comp.  
GRANDVALLET, Charles.  
GRANGÉ, Eugène (élu en 1860, 1861,  
1862).  
GRASSET, Henri-Vincent-Alphonse  
[VERNIER], ✱.  
GRIMONT, Alexandre-Ferdinand.  
GROUBENTAL [GROUBER DE], frère.  
GUÉNÉE, Adolphe.  
GUÉROULT, Constant.  
GUERVILLE fils [HUET DE].  
GUILLARD, Léon, ✱.  
GUILLEMOT, Jules.  
GUIRAUD, Ernest, comp.  
GUY, Anselme.

H

HACHIN, Édouard.  
HADOT, TERENCE-Aristide.  
HALÉVY, Léon, ✱.  
HALÉVY, Ludovic, ✱, dit SERVIÈRE.  
HARTOG, Édouard [DE], comp.  
HENRION, Paul.  
HERMANT DE NORVILLE DE CORNETTE  
[M<sup>me</sup>].  
HERMIL, Édouard, dit MILHER.  
HERVÉ [RONTGER dit], aut. et comp.  
HIGNARD, Aristide, comp.  
HILPERT, Joseph.  
HOSTEIN, Hippolyte, ✱.  
HOSTER [LEVILLY dit].  
HUARD, Adolphe.  
HUARD, Adrien.  
HUARD, E. I. Noël.  
HUGELMANN, Gabriel.  
HUGO, Victor, O✱, de l'Ac. franç.,  
(élu en 1831, 1834, 1838, 1839,  
1840, 1842, 1843, 1844, 1846,  
1847, PRÉSIDENT 1848, 1850,  
1851, 1852).  
HUGOT, Eugène J.-P.  
HUMBERT, A.

SOCIÉTAIRES.

I

IVERNOIS [D], Charles.

J

JACQUES, Charlotte [M<sup>me</sup>], comp.  
JACQUOT, [dit EUGÈNE DE MIRECOURT].  
JAIME, Ernest, père, \*.  
JAIME, E.-Adolphe, fils.  
JALLAIS [DE], Amédée.  
JAYBERT DE RABASTENS.  
JOLLY, Alphonse [LEVEAUX dit].  
JOLTOIS, Auguste.  
JONAS, Emile, \*, comp. (élu en 1868, 1869, 1870).  
JONCIÈRES, Victorin, comp.  
JORY, voir THIERRY.  
JOSSE, comp.  
JOUHAUD, Auguste.  
JOURDAN, Étienne.  
JOURNAULT, Léon.  
JOUSSERANDOT.  
JUDICIS DE MIRANDOL.  
JUILLERAT, Paul, C\*.  
JULIAN [M<sup>me</sup>].

K

KARR, Alphonse, \*.  
KAUFFMANN.  
KÉRANIOU, Ange [LEROY DE].  
KOCK [DE], Henri.  
KONING, Victor.  
KRIESEL, Victor.

L

LABICHE, Eugène, O\* (arch. 1849, arch. 1850, arch. 1851, arch. 1854, arch. 1855, V.-Prés. 1856, arch. 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861, 1867, 1868, 1869).  
LABIE.  
LABOTTIÈRE, G.  
LABOURIEU, Théodore.

LABRIÈRE [REGNIER DE], voir REGNIER.  
LABROUSSE, Fabrice, \*.  
LACOSTE, Louis, dit SAINT-AMAND.  
LACROIX, Jules, O\*.  
LACROIX, Octave, \*.  
LACROIX, Paul, O\*.  
LAFARGUE, Édouard.  
LAFITTE, Jean-Baptiste, \* (élu en 1848, secr. 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854).  
LAFON [MARY-]. Voir MARY, \*.  
LAFONTAINE. Voir THOMAS.  
LAFONTAINE. Voir ARNOULT.  
LAFORESTRIE, comp.  
LAGARDE [FÉLIX dit].  
LAGARDE, Paul, comp.  
LAGOGUÉE, Victor [CHEVALIER].  
LAGRANGE-CARDEILHAC.  
LAHURE, Abel.  
LAJARTE [DE], Théodore, comp.  
LA LANDELLE [DE], G., \*.  
LALUYÉ, Léopold.  
LA MADELENE [Henri DE].  
LAN, Jules.  
LANGE [DE], Félix.  
LANGEAC [DE], Théodore.  
LANGLE, Aylic, O\*.  
LANGLE, Fernand.  
LAPOINTE, Armand.  
LAPORTE, Albert.  
LARDY, H. François.  
LA ROUNAT, Charles, \* [ROUENAT dit].  
LARTIGUE, \*, voir DELACOUR.  
LASCAUX, Paul [DESCUBES DE].  
LATOUCHE, Philippe.  
LATOUR DE SAINT-YBARS, L. Isidore, \*.  
LAUNAY [Alphonse DE].  
LAURENCIN-CHAPELLE.  
LAURENT DE RILLÉ, \*, comp.  
LAUZANNE DE VAUROUSSEL, Auguste, \* [DE].  
LAVERGNE [Alexandre DE], O\*.  
LAVIGNE [Maurice DE], dit DESVIGNES.  
LATA, Léon, O\*, (élu en 1860,

SOCIÉTAIRES.

Vice-Président 1861, PRÉSIDENT 1862).  
 LEBLANC [M<sup>me</sup> REGNAULT DE PRÉBOIS], voir PRÉBOIS.  
 LEBLIG, Théodore-Charles, comp.  
 LEBRUN, Pierre-Antoine, GO\*, de l'Acad. franç., ancien sénateur, (élu V.-Prés. en 1845, V.-Prés. 1846, PRÉSIDENT 1847).  
 LECERF.  
 LECOCO, Charles, comp.  
 LECOEUR SEURE.  
 LEFEBVRE, Charles-Émile.  
 LEFEBVRE, Hippolyte.  
 LEFILS.  
 LEFORT, Paul.  
 LEFRANC, Victor-Auguste (secre. 1848, 1849, 1850, 1854, 1855).  
 LEGOUX, Isidore, comp.  
 LEGOUVÉ, Ernest, O\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1856, 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861).  
 LELARGE.  
 LELIOUX, Adrien.  
 LEMAITRE, J.-A. Frédérick, fils.  
 LEMER, Julien.  
 LEMOINE, Gustave, \*.  
 LEMOINE MONTIGNY, \*.  
 LEMONIER, Hippolyte.  
 LEMONNIER Alphonse.  
 LEPARMENTIER DE FRÉVILLE.  
 LÉPINE, Ernest, \*, comp.  
 LE PREVOST [MARC-], voir MARC.  
 LERMITE.  
 LEROY, Jean-Baptiste-Onésime.  
 LEROY, Louis.  
 LEROY DE KERANIOU, Ange. Voir KERANIOU.  
 LE ROYER, Émile.  
 LESBAZEILLES.  
 LESGUILLON, Pierre-Jean.  
 LETELLIER, Charles.  
 LEUVEN [RIBBING DE], O\* (élu en 1837, 1838, 1839).  
 LEVEAUX, Alphonse, dit JOLLY. Voir JOLLY.  
 LÉVILLY dit HOSTER. Voir Hoster.

LIMNANDER DE NIEUWENHOVE, \*, comp.  
 LINDHEIM, Adolphe, comp.  
 LLAUNET, F.  
 LOCKROY, \* (élu en 1832, 1838, 1839, 1840, secre. 1842, secre. 1843, arch. 1844, 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1851, 1865, PRÉSIDENT 1866, V.-Prés. 1867).  
 LOCLE, Camille [du].  
 LOPEZ, Bernard.  
 LORENTZ.  
 LOYAU DE LACY.  
 LUCAS, Hippolyte, \*.  
 LUGUET, Henri-Jean-Barthélemy.  
 LURIEU, Gabriel [de], C\*, voir GONYN.  
 LUSTIÈRES, \*. Voir TOUCHARD.  
 LYSLE, Fernande [M<sup>me</sup> DE].

M

MADELÈNE [Henri DE LA]  
 MAGEN, Hippolyte.  
 MAHET DE LA CHESNERAYE, \*.  
 MAINZERT, comp.  
 MALDIGNY DE CLÈVES [de].  
 MANGEANT, Sylvain, comp.  
 MANGIN, Victor.  
 MANIGLER, voir DANGELLE.  
 MANNE [de]. Voir DUPLESSY.  
 MANUEL, Eugène.  
 MAQUET, Auguste, O\*, (élu en 1851, arch. 1852, arch. 1853, V.-Prés. 1855, PRÉSIDENT 1856, PRÉSIDENT 1857, V.-Prés. 1859, PRÉSIDENT 1860, PRÉSIDENT 1861, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869, PRÉSIDENT 1870).  
 MARCILLE, Henri.  
 MARC FOURNIER. Voir FOURNIER.  
 MARC LE PREVOST.  
 MARC-MONNIER. Voir MONNIER.  
 MARCHAIS DE LA VILLETTE.  
 MARCHAL, L. Ed. Camille.



SOCIÉTAIRES.

MARCY [DE]. Voir ROUQUETTE.  
 MAREUGE, Henri.  
 MARÉVILLE, Jules. Voir ELA.  
 MARIAN [CHÉRI]. Voir CHÉRI.  
 MAROT, GASTOD.  
 MARTIN, Alexis.  
 MARTIN, Antoine.  
 MARVILLE, Jules Ed.  
 MARX, Adrien.  
 MARY-LAFON, \*.  
 MASQUILLIER, P. Gabriel.  
 MASSÉ, Victor, \*, comp.  
 MASSELIN.  
 MASSENET, Jules.  
 MASSON, Hippolyte A.  
 MASSON, Michel, \* (1845, 1846,  
 secr. 1847, 1855, 1856, V.-Prés.  
 1857, secr. 1861, V.-Prés. 1862  
 suppl. 1866, 1871.)  
 MATHAREL DE FIENNES, Charles, \*  
 MATHIEU, Etienne-Eugène.  
 MATHON, Adolphe.  
 MAUBLANC.  
 MAURIN, Albert.  
 MEILHAC, Henri. \* (1870, 1871.)  
 MÉLESVILLE [Honoré DUVEYRIER fils].  
 MEMBRÉ, Edmond, comp.  
 MÉNISSIER.  
 MERCIER, Pol, \*.  
 MERLE-PELISSÉ. Voir PELISSÉ.  
 MERMET, Auguste, \*, aut. et comp.  
 MESTÉPES.  
 MEURICE, Paul.  
 MIGNARD, Prosper.  
 MILHER, voir HERMIL.  
 MIRANDOL [JUDICIS DE]. Voir JUDICIS.  
 MIRECOURT [JACQUOT, dit Eugène DE].  
 MISTRAL, \*.  
 MOINAUX, Jules-Désiré.  
 MOLÉRI-DENOLIERE.  
 MONGROLLE.  
 MONIOT, Eugène, aut. et comp.  
 MONNIER, Alfred.  
 MONNIER, Henri.  
 MONNIER, Marc Charles.  
 MONNIER DE LA SIZERANNE, \*.  
 MONROSE, Louis.  
 MONTÉPIN, Xavier [DE].

MORAND, Léon.  
 MOREAU, Eugène.  
 MOREAU, Pol.  
 MOREAU DE BAUVIÈRE, E.  
 MOREAU-LEMOINE, Eugène.  
 MOREL, F.  
 MOULIN, Victor.  
 MOUTTET, Félix.  
 MULLER, Eugène.  
 MURIEL, Auguste-Henri [DUBREUIL dit].  
 MUSSET, Paul [DE], \*.

N

NADAR.  
 NAIGRON.  
 NAJAC, Émile [comte DE] (secr.  
 1866, secr. 1867, secr. 1868,  
 secr. 1870, secr. 1871).  
 NANTEUIL. Voir GAUGFRAN.  
 NANTULLE.  
 NAQUET, Napoléon.  
 NARGEOT, P. Julien.  
 NARREY, Charles, \*.  
 NERVAUX [DE] (de Lyon).  
 NEUVILLE-DUBOURG.  
 NIBELLE, Adolphe, comp.  
 NICOLAI, \*, voir CLAIRVILLE.  
 NICOLE, Léonce.  
 NICOLLE, Henri.  
 NOÉ [comte de], dit CHAM.  
 NOEL PARFAIT. Voir PARFAIT.  
 NOGENT [DE].  
 NORIAC, Jules.  
 NOUVIÈRE, Marcel.  
 NUITTER, Charles [TRUCINET dit], \*.  
 NU, Eugène.

O

OFFENBACH, Jacques, \*, comp.  
 OPPELT, Gustave (de Bruzelles).

SOCIÉTAIRES.

ORAY, comp.  
ORTOLAN, Eugène, \*, comp.  
OSMOND, Gabriel [comte D'].  
comp.  
OSTROWSKI, Christian.

P

PACINI, Émilien, \*.  
PAGÈS, Alphonse.  
PAGÈS [HÉRALD DE] ou PAGÉSIS.  
PAGÈS, voir BERGERON.  
PAILLERON, Edouard, \* (élu en  
1869, 1870, 1871).  
PALIANTI.  
PAPE, Aimand.  
PARFAIT, Noël.  
PARIS fils, comp.  
PASCAL, Prosper, comp.  
PEILLON, Félix.  
PÉLISSÉ [MERLE], Jules.  
PERROT DE RENNEVILLE.  
PERNOT DE COLOMBAY.  
PERRUCHOT, César.  
PESSARD, Émile, comp.  
PETIT, Adolphe.  
PETIT, Jules.  
PETIT-MANGIN, Jean.  
PEUPIN, Alexandre.  
PICCALUGA.  
PICHAT, Olivier.  
PIERSON, Eugène.  
PIESTRE, \*, dit Eugène CORMON.  
PILATI, comp.  
PILON, dit VORBEL. Voir VORBEL.  
PILLEVESTRE, Jules, comp.  
PITTAUD DE FORGES, Auguste, O\*.  
Voir FORGES.  
PLANARD, Léon [DE].  
PLANTÉ, Eugène.  
PLOUVIER, Edouard, \*, (secr. 1863,  
secr. 1866).  
POIRSON, Paul. Voir PORNOIS.  
POISE, Ferdinand, comp.  
POISOT, Charles, comp.  
POLIEVIN, Pierre.  
POLACK, comp.

POLIART, dit DORLANGE. Voir DOR-  
LANGE.  
PONCHARD, Eugène.  
PONIATOWSKI, Joseph [prince], GO\*,  
comp.  
PONROY, Arthur.  
PORNOIS, Paul [POIRSON dit].  
POTIER, Henry, comp.  
POTRON, Charles, \*.  
POUJOL fils, Adolphe.  
POUJOL-VEZAN, Alphonse.  
POURCELT DE BARON.  
POURCHEL, Alfred.  
POURNIN, Léon.  
PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC REGNAULT  
DE].  
PREVEL, Edouard.  
PREVEL, Jules.  
PRÉVOST, Eugène, comp.  
PRILLEUX, Constant-Victor-André.  
PUGET, Loïsa [M<sup>me</sup>].  
PYAT, Félix (élu en 1844, 1845,  
1846, 1848, 1849, 1850).

R

RASETTI, Ernest.  
RATIER, Victor.  
RATISBONNE, Louis.  
RÉAL [M<sup>me</sup>].  
RÉBER, Napoléon-Henri, O\*, comp.  
REGNAULT DE PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC],  
voir PRÉBOIS.  
RÉGNIER DE LA BRIÈRE.  
REIFFENBERG, Frédéric [Baron DE],  
fils.  
RENARD, Jules.  
RENAUD DE VIBAC, comp.  
RENÉ. Voir CLÉMENT.  
RENAUME, Alfred.  
RENNEVILLE [PERROT DE]. Voir PER-  
ROT.  
RENOULT, Jules.  
RENOUX, Adrien, chor.  
REY dit REYER, Ernest, \*, comp.  
(élu en 1863, 1864).

SOCIÉTAIRES.

RIBBING, \*. Voir LEUVEN.  
 RICCI, Federico, comp.  
 RICHARD, Georges.  
 RICHEBOURG, Émile.  
 RIEUX, Jules [SONNOIS DE].  
 RIGODON, Ernest.  
 RIGOT.  
 RILLÉ [LAURENT DE], \*, comp. Voir  
 LAURENT.  
 RIMBAUT, Hippolyte.  
 RIQUIER, Henri.  
 RITTER fils, Théodore, comp.  
 RIVAL, Jules-François-Alexandre.  
 RIVIÈRE, Henri, \*.  
 ROBILLARD, Victor.  
 ROCHEFORT fils, Henri.  
 ROMAND, Hippolyte, \* (élu arch. en  
 1845).  
 RONTGER, dit HERVÉ, comp. Voir  
 HERVÉ.  
 ROPICQUET.  
 ROSENHEIM, Jacques, comp.  
 ROSIER, \* (arch. 1839, arch. 1840,  
 arch. 1841).  
 ROSTAING, Jules.  
 ROSTAN [DE].  
 ROUFF.  
 ROUQUETTE dit DE MARCY, LÉON.  
 ROUSSEL, voir D'ERVILLE.  
 ROUVENAT dit LA ROUNAT, \*.  
 ROUY [M<sup>me</sup>].  
 ROVIGO, Marie-Napoléon [SAVARY DE]  
 ROYER, Alphonse, O\* (V.-Prés.  
 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés.  
 1866, V.-Prés. 1867).  
 ROYER DE BRUGES.  
 RÔZET.  
 RUELLE, Jules.

S

SAGLIER.  
 SAINT-AGUET, Ch. Maurice [DE]  
 SAINT-AMAND, voir LACOSTE.

SAINT-ETIENNE, voir SYLVAIN.  
 SAINT-GEORGES [VERNOIS DE], O\*,  
 (1842, 1843, 1844, PRÉSIDENT  
 1863, PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT  
 1865, PRÉSIDENT 1867, PRÉSIDENT  
 1868, PRÉSIDENT, 1869, 1871).  
 SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur,  
 chor.  
 SALIN, Alphonse [ASLIN dit].  
 SALVADOR [TUFFET].  
 SALVAT, Adolphe.  
 SAND, George [M<sup>me</sup>].  
 SANDEAU, Jules, O\*, de l'Académie  
 française.  
 SANDRIN, Eugène.  
 SANSAY [TURPIN DE]. Voir TURPIN.  
 SARDOU, Victorien, O\* (élu en 1864,  
 trés., 1865, arch. 1863, 1868,  
 1869, 1870).  
 SAULNIER, dit JACQUES LAMBERT.  
 SAUVAGE, Thomas, \*, arch. 1868,  
 1871).  
 SAUVET, Gustave.  
 SAUZAY.  
 SAVARD, Félix.  
 SCARD, Antoine.  
 SCHÆFFER-STEL, Adolphe.  
 SCHOLL, Aurélien.  
 SEBAUD, Pauline [M<sup>me</sup> TRYS].  
 SECOND, Albéric, \*.  
 SÉGALAS, Anaïs [M<sup>me</sup>].  
 SÉJOUR, Victor [MARCOU dit], \* (élu  
 en 1863).  
 SELLENICK, Adolphe, comp.  
 SEMET, Théophile, comp. (élu en  
 1865, suppl. 1868).  
 SENTRY, Ambroise.  
 SERRET, Ernest.  
 SERVIÈRE, voir HALÉVY.  
 SIBILLE, Ad.  
 SIMART, Isidore.  
 SIMIOT, André, comp.  
 SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch.  
 1863, trés. 1866, 1867, suppl.  
 1869).  
 SOL, Edmond.  
 SONNOIS, Jules. Voir DE RIEUX.  
 STAPLEAUX, Léopold.

SOCIÉTAIRES.

SUCKAU, Henri [DE].  
SUPERSAC, Léon.  
SYLVAIN SAINT-ETIENNE.

T

TACOVA, voir AVOCAT.  
TAILLADE, Paul.  
TAYLOR [baron], C\*, ancien sénateur, membre de l'Institut.  
TERRIER.  
TEXIER, Edmond, \*.  
THIBOUVILLE.  
THIERRY, Edmond-François.  
THIERRY, Henri.  
THIÉRY, Emile [Jory].  
THOMAS, Ambroise, C\*, comp. (élu en 1851, 1852, 1853, 1856, 1857, 1861, 1862).  
THOMAS, Frédéric, \*.  
THOMAS, J.-B. André.  
THOMAS [LAFONTAINE].  
THYS, Alphonse, comp.  
THYS, Pauline [M<sup>me</sup> SEBAUD, née].  
TILLEUL, Benjamin.  
TISSERAND.  
TOUCHARD [LUSTIÈRES], \*.  
TOUPIÉ, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.  
TOURNACHON, Félix. Voir NADAR.  
TOURNAY [DE].  
TOUROUDE, Alfred.  
TOURTE, Francis.  
TRANCHANT, Alfred.  
TRÉFEU, Étienne.  
TRIANON, Henri, \*.  
TRONCHE, Louis-Jean-François.  
TRUINET, dit NUITTER. Voir NUITTER.  
TURPIN DE SANSAY.

U

UCHARD, Mario, \*.  
ULBACH, Louis.  
UZÉPY, comp.

V

VACHETTE, Eugène.

VACQUERIE, Auguste.  
VALLUT, Charles.  
VALNAY.  
VALOIS, Charles.  
VANEL, Eugène.  
VAN GÈLE, Ch.-F.  
VANNOY, Henri.  
VARNEY, comp.  
VATTIER, Gustave.  
VAUCORBEIL, comp. (élu 1871).  
VAUROUSSEL. Voir LAUZANNE.  
VERCONSIN.  
VERDI, O\*, comp.  
VERGERON.  
VERNE, Jules, \*.  
VERNET, Alfred.  
VERNIER. Voir GRASSET.  
VÉRON, Pierre.  
VIGNEUX, voir BENOÛ.  
VIGUIER.  
VILLIERS, Auguste.  
VILLIERS [Léon DE]. Voir DELALAIN.  
VINCENT, Charles.  
VINET, Théophile.  
VIZENTINI, Jules.  
VOGEL, comp.  
VORBEL [PILON dit].

W

WAGNER, Richard.  
WAILLY [Gustave DE], \*.  
WALLUT, Charles.  
WAN DEURSEN [M<sup>me</sup>].  
WEKERLIN, J.-B. Théodore, comp.  
WEY, Francis, O\*.  
WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore, comp.

Z

ZACCONE, Pierre.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

*Liste des Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.*

Aux indications données en tête de la liste précédente on doit ajouter pour celle-ci que le millésime placé à la fin, à la suite d'un trait (—), fait connaître la date de la mort de l'auteur ou du compositeur.

A

ADAM, Adolphe, O\*, comp. (élu en 1831, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1841, 1842, 1843).—3 mai 1856.  
ADER, J.-J. — 20 avril 1859.  
AIMON, Pamphile-Léopold-François, comp.—1865.  
ALBERT Auguste-Alfr-Thiry.—1865.  
ALBERT, F. [DECOMBE], chor.—1865.  
ALBOIZE DU PUJOL, (élu en 1834, 1835, 1836, 1838).—9 avril 1854.  
ALBY, Ernest. — 24 juin 1868.  
ALROY, Maurice. — 27 avril 1856.  
ALSISAN DE CHAZET.—1844.  
ALLARDE [d'] CHARDALL. Voir LEROY.  
ANCELOT, \* (suppl. 1829, suppl. 1830). — 7 septembre 1854.  
ANDRAUD, Antoine. — 1859.  
ANDREL [SCHALLER dit].  
ANGEL. — 14 mai 1861.  
ANNE, Théodore (secr. 1844, secr. 1845, secr. 1846, trés. 1859, arch. 1861, secr. 1892).—11 août 1869.  
ANTIER, Benjamin, \*. — 25 avril 1870.  
ANTIER, Ernest. — Février 1868.  
ARAGO, Jacques. — Janvier 1855.  
ARNAULT, Alphonse. — Décembre 1860.  
ARNAULT, Lucien. — Avril 1863.  
ARNOULD, Auguste (élu en 1834, 1837, secr. 1838, secr. 1839, secr. 1841, secr. 1842, secr. 1843). — 8 mars 1854.  
ARTOIS [Achille d'] DE BOURNONVILLE (suppléant 1829, suppléant 1830).—3 décembre 1868.

ARTOIS [Armand d'].  
ARTOIS [Théodore d'].  
ARVERS. — 7 novembre 1850.  
AUBER, Daniel-Esprit, GO\*, comp. (élu en 1829, 1833).—12 mai 1871.  
AUBIGNY [d']. Voir BAUDOIN.  
AUDE. — 1841.  
AUGIER, Joanny. — 17 février 1855.  
AYCARD, Marie. — 6 juin 1859.  
AVRECEUR [d'], Antoine-Ernest. — 13 septembre 1871.

B

BAPAUME dit NORMAND.  
BADON, 1849.  
BADENIER.  
BALFE, Michel-Guillaume, \* comp. — 1870.  
BALZAC, Honoré [de].—18 août 1850.  
BARONCELLI [de].  
BARRIÈRE, Alexis. — 1865.  
BARRIÈRE, Louis. — 1862.  
BARTHÉLEMY [JARNET-THOUVEN].—1862.  
BASSET, Alexandre, \*.—Avril 1870.  
BASSET, Adrien-Charles-Alexandre, dit Adrien ROBERT.—24 mai 1869.  
BATTON, comp. (élu en 1844, 1845, 1846, 1848, 1849, 1850, 1852, 1853, 1854). — 15 octobre 1855.  
BATTU, Léon (élu en 1856, 1857). — 22 novembre 1857.  
BAUCHERY-ROLLAND.  
BAUDOIN d'AUBIGNY.  
BAUDOIN DE WIER.  
BAWR [M<sup>me</sup> COURT DE CHAMPAGNAC DE]. — Décembre 1860.  
BAYARD, J.-F. \*(suppl. 1831, suppl.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

- 1832, suppl. 1833, 1835, 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1848). — 20 février 1853.
- BAZZONI, Jean-Louis, comp. — 7 septembre 1871.
- BEAUPLAN, Amédée [DE]. — Décembre 1853.
- BÉAUVOIR [ROGER DE]. Voir ROGER.
- BÈGUE, Clavel. — 1852.
- BÈGUIER DE CHANCOURTOIS.
- BELLEVUE, voir THAVENET.
- BELLOY [marquis DE]. — 15 avril 1871.
- BÉRAT, Frédéric, comp. — Décembre 1855.
- BÉRAUD, Antony. — 5 février 1860.
- BENGERET [M<sup>me</sup>], Elisa-Pauline (V<sup>e</sup> Louis LEFÈVRE. — 1867.
- BERNABO. — 1869.
- BERNARD, Charles [DE]. — 6 mars 1850.
- BERNOS. — 1864.
- BERRIERE, Constant.
- BERRUYER, Alexandre [DE].
- BERTON, O\* (PRÉSIDENT 1832, 1833).
- BESANZONI, Ferdinand, comp. — 5 décembre 1868.
- BEUDIN.
- BIGNON. — 6 décembre 1858.
- BIS, Hippolyte, \* — 7 mars 1855.
- BLANCHARD, Henri. — 19 décembre 1858.
- BIANGINI, comp. — 17 décembre 1841.
- BLAQUIÈRE, Paul, comp. — 13 avril 1868.
- BLAZE [CASTIL], comp. — 11 décembre 1857.
- BOÏELDIEU, O\*, comp. (élu en 1829, 1830). — 15 octobre 1834.
- BOILEAU, Virgile. — 19 janvier 1864.
- BOILLY, comp.
- BOINET, Auguste. — 10 juillet 1857.
- BOISSEAUX, Henri. — 20 nov. 1863.
- BONJOUR [CASIMIR.] (V.-Prés. 1831, 1832.) — 24 juin 1854.
- BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan.
- BOUCHARDY, Joseph, \* (secr. 1840, 1841, 1842). — 27 mai 1870.
- BOUCHÉ, Alexandre. — 11 novembre 1856.
- BOUCL.
- BOUFFÉ.
- BOUILHET, Louis, \*. — 14 juillet 1869.
- BOUILLY (V.-Prés. 1829, 1830). — 1842.
- BOULÉ, Louis. — 1865.
- BOURGEOIS, Amicet, \* (élu en 1836, 1837, secr. 1838, 1840, 1846, V.-Prés. 1847, 1848, 1850, V.-Prés. 1851, V.-Prés. 1852, 1854, V.-Prés. 1855, V.-Prés. 1856, 1863, V.-Prés. 1864, V.-Prés. 1865, suppl. 1869). — 1870.
- BOURGET, Ernest. — 5 octobre 1864.
- BOURNONVILLE [Achille d'Artois DE] Voir Artois.
- BOUSQUET, Georges, comp. — 15 juin 1854.
- BOYER, Emile [PARTOUT]. — 21 janvier 1862.
- BOYER, Louis-Joseph. — 1865.
- BRAVARD, Raoul. — 6 septembre 1871.
- BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832, suppl. 1833, 1834, 1835).
- BRÉANT, Adolphe.
- BRISEBARRE, Edouard, (élu en 1847, 1848; secr. 1849, 1851, 1852, 1853, secr. 1859, 1860, secr. 1861, 1868, V.-Prés. 1869, V.-Prés. 1870. — 18 déc. 1871.
- BRISSET, Mathurin. — 6 juin 1856.
- BRUNSWICK [LHÉRIE]. — 1859.
- BURAT DE GURGY.
- BURY, Fulgence [DE].
- C
- CAIGNEZ.
- CAPELLE.
- CAPENDU, Ernest. — 18 mai 1868.
- CARMOUCHE, \* (secr. 1829, suppl. 1832.) — 9 décembre 1868.

— 512 —  
SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

CARON DE MAURECOURT. — 6 mai 1858.  
CATRUFFO, comp.  
CAVAIGNAC dit DUMESNIL. — 1863.  
CHABOT DE BOIN. — 1858.  
CHAMPREUX, Etienne. — 30 octobre 1856.  
CHANDEZON, Louis-Léopold. — 17 juillet 1846.  
CHAPEAU DES VERGERS. Voir DES VERGERS.  
CHAPONNIER, Polyanthe.  
CHAPUY (d'Alby).  
CHAUFFER.  
CHAZET, voir Alissan.  
CHERUBINI, C\*, comp. — 1842.  
CHOQUART, \*. — 1<sup>er</sup> août 1859.  
CLAPISSON, de l'Institut, comp. — 1866.  
COLIN, Edouard.  
COLOMBAY [PERNOT DE].  
COMBEROUSSE, Alexis [DE], (élu en 1831. — 22 novembre 1862.  
COMBEROUSSE, Hyacinthe. [Mont-brun]. — 21 mai 1836.  
CORALLY, chor. — 1854.  
CORDELIER DE LANOUÉ. — 14 novembre 1854.  
CORNU, Francis. — 7 mars 1848.  
COTTIN, Ed.-Etienne, comp. — 30 juin 1859.  
COUPART, 1864.  
COURCY, Frédéric [DE]. — 7 mai 1862.  
CRANNOY-DESPERRIÈRES.  
CRÉMONT, comp. — Avril 1846.  
CREUZÉ DE LESSERT.

D

DACIER, Ludovic-Etienne.  
DAMARIN, Edouard.  
DARDOISE, Harmant. — 1865.  
DAUTREVILLE, Henri-Simon.  
DÉADÉ [SAINT-YVES]. —  
DECOUR, Eugène. — 1846.  
DEHAY, Timothée. — 16 juillet 1851.  
DELAOUR, Charlemagne. — 1867.

DELAFOREST.  
DELAMOTTE [Marquis DE FLEURS]. —  
DELAPORTE, Joseph-Marie.  
DELAVIGNE, Casimir, O\* (élu en 1829, V.-Prés. 1830, PRÉSIDENT 1838, PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT 1840). — 1843.  
DELAVIGNE, Louis-Marie-Germain, \*. — 30 octobre 1868.  
DELAVILLE DE MIREMONT (élu en 1829, 1838). — 1<sup>er</sup> octobre 1845.  
DELBÈS, Jean-Armand-René. — 30 novembre 1871.  
DEMONVAL [SAINT HILAIRE].  
DÉO, Honoré. — 7 février 1857.  
DERVILLE, voir Louis DESNOYERS.  
DESCHAMPS, Émile, \*. — 22 avril 1871.  
DESCOMBES, Jean-Charles-François-Maurice, dit CHARLES MAURICE. — 7 septembre 1869.  
DESLANDES, Nicolas-Théodore-Paulin. — 1866.  
DESNOYER, Charles. — 6 février 1858.  
DESNOYER Louis [dit DERVILLE]. — 1867.  
DESPORTES, Augustin. — 1866.  
DESPRÉAUX, comp.  
DESROZIERS DE LÉRIS, André-Jules-Alfred. — 21 mai 1870.  
DES VERGERS [CHAPPEAU].  
DIDIER-VOGIER.  
DINAUX, Prosper, [GOUBAUX, dit], (V.-Prés. 1857, V.-Prés. 1858, V.-Prés. 1859). — 31 juillet 1859.  
DIRAT. — 1848.  
DOCHE, comp.  
DONIZETTI, \*, comp. — 8 avril 1848.  
DOURLEN, Victor, comp. — 1864.  
DOZE, Léocadie-Aimée (M<sup>me</sup> Roger de Beauvoir.) — 22 octobre 1859.  
DUBOIS, Jean-Baptiste.  
DUBOIS, Louis-Philippe-Auguste.  
DUCANGE, Victor. (suppl. 1830). — 25 octobre 1833.  
DUCHATELARD.  
DUFLOT, Joachim. — 1866.  
DUFRESNE, Alfred, comp. — Mars 1863.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

DULONG, Jules\*. — 14 février 1864.  
 DUMANOIR, Philippe [PINEL] O\* (suppl. 1833, 1834, 1836, 1841, 1847, 1848, 1853, 1854, V.-Prés. 1855, V.-Prés. 1858, V.-Prés. 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1862). — 1865.  
 DUMAS, Adolphe. — 1862.  
 DUMAS, Alexandre, \* (élu en 1831, 1832, 1833, V.-Prés. 1834, 1835, 1839, 1840). — 5 décembre 1870  
 DUMESAN. — 13 avril 1849.  
 DUMESNIL, voir CAVAINAG.  
 DUMOLARD — 1846.  
 DUNAN-MOUSSEUX [GADON dit]. — 4 août 1868.  
 DUPATY, Mercier (suppl. 1829, secr. 1831, 1833, 1834, V.-Prés. 1834, 1836, V.-Prés. 1837, V.-Prés. 1838, 1841, 1842, 1843, V.-Prés. 1846).  
 DUPERCHE. — 10 septembre 1853.  
 DUPEUTY, Charles-Désiré, \* (secr. 1831, secr. 1832, secr. 1833, secr. 1835, secr. 1837, secr. 1839, 1841, secr. 1844, secr. 1845, secr. 1846, 1848, V.-Prés. 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1864.) — 20 octobre 1865.  
 DUPOUT, Nicolas-Paul. — 27 décembre 1866.  
 DUPUIS, AUGUSTE.  
 DU RIEU, Xavier. — Février 1868.  
 DUVAL, Alexandre, O\*, de l'Académie française. — 1842.  
 DUVAL, Georges. — 10 mai 1853.  
 DOUVRENIER-MÉLESVILLE [baion]. O\* Voir MÉLESVILLE.

E

ÉLIE, Émile, chor.  
 EMPIS, C\* [SIMONIS dit], de l'Acad. française (élu en 1847, V.-Prés.

1848, 1849, 1851, 1852, V.-Prés. 1853). — Décembre 1868.  
 EPAGNY [VIOLET D']\*, élu en 1820, 1830, 1831). — 4 novembre 1868.  
 ÉTIENNE 1845.  
 ÉTIENNE, Charles-Guillaume, O\* PRÉSIDENT, 1829, PRÉSIDENT, 1830 PRÉSIDENT 1843, PRÉSIDENT 1844).  
 ÉTIENNEZ.  
 EUSTACHE LORSAY. Voir LORSAY.

F

FAVIÈRES, Alexandre-Claude[de], — 1837.  
 FERRIÈRES. Voir LEBLANC.  
 FILLOT, Eugène. — 4 août 1862.  
 FLAN, Marie-Alexandre. — 15 septembre 1870.  
 FLERS [Marquis de]. Voir DELAMOTTE  
 FLEURY, Henri-Adolphe, dit JEMMA, — septembre 1869.  
 FOLLET, A. — 1<sup>er</sup> septembre 1857.  
 FONTAN (élu en 1831, V.-Prés. 1832, V.-Prés. 1834, secr. 1836, 1837, V.-Prés. 1838). — 1839.  
 FRANCISQUE AINÉ [HUTIN dit]. — 1842.  
 FROMENTAL, voir HALÉVY.

G

GABRIEL, Joseph-J., \* — 28 mars 1869.  
 GALOPPE D'ONQUAIRE.  
 GAUGIRAN-NANTEUIL, père. — Janvier 1870.  
 GAVAUDAN [BOSQUIER].  
 GAY, Delphine DE GIRARDIN. Voir GIRARDIN.  
 GAY DE LA TOUR DE LA JONCHÈRE, voir LA TOUR.  
 GAY [M<sup>me</sup> NICHAUD DE LA VALETTE], Sophie. — 4 mars 1852.  
 GENSOUL, Justin. — Juillet 1848.



SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

GENTIL. — 27 mai 1846.  
 GÉRARD DE NERVAL. — 26 janvier 1855.  
 GIDE, Casimir, comp. — 23 fév. 1868.  
 GIRARD, comp. — 17 janvier 1860.  
 GIRARDIN, Delphine [M<sup>me</sup> GAY DE]. — 29 juin 1855.  
 GOMBAULT. — 14 décembre 1854.  
 GONCOURT, Jules [DE]. — 20 juin 1870.  
 GOSSE (suppl. 1831, suppl. 1832). — 1833.  
 GOUBAUX, voir DINAUX.  
 GOY, André [DE]. — 4 août 1863.  
 GOZLAN, Léon, O\* (élu en 1857, 1858, V.-Prés. 1864, 1865, PRÉSIDENT 1866). — 15 sept. 1866.  
 GRASSET, Alexandre. — 5 janvier 1859.  
 GRISAR, Albert, \*, comp. (élu en 1840, 1849, 1850, 1851). — 15 juin 1869.  
 GROBENTAL [GROUBER DE]. — 1865.  
 GROULT.  
 GUERVILLE, Paul. — 1865.  
 GUICHES, Jean-Baptiste.  
 GUINOT, Eugène, dit VERMOND. — 1861. — 8 février 1861.

H

HALEVY, comp. C\* (élu en 1836, 1837, 1842, 1843, 1844, 1847, 1848, 1849, 1855). — 17 mars 1862.  
 HAPDÉ, Augustin. — 1842.  
 HAREL, Charles-J. — 6 avril 1846.  
 HECQUET, Gustave. — 1865.  
 HECQUIN DE GUERLE.  
 HERBIN, Victor. — 1865.  
 HÉROLD, \*, comp. — 1833.  
 HONORÉ, Rémy. — 13 mars 1858.  
 HUTIN, François aîné. Voir FRAN-  
 CISQUE aîné.

J

JADIN, Adolphe, comp. — Nov. 1867.

JADIN, Louis-Emmanuel, comp. — 1857.  
 JANÉTY, Georges. — 1840.  
 JAUTARD, Numa. — 6 janvier 1859.  
 JEMMA, voir FLEURY.  
 JESSÉ. — Janvier 1850.  
 JOUSSELIN DE LA SALLE. — 1<sup>er</sup> juillet 1863.  
 JOUY, J.-Étienne [DE] O\*, del'Acad. franç.. — 1846.  
 JULLIEN.

K

KASTNER, O\*, comp. — 19 décembre 1867.  
 KELLER.  
 KOCK [DE], Charles-Paul. — 31 août 1871.  
 KREUBÉ, Frédéric, comp. — Avril 1846.

L

LABARRE, Théodore, \*, comp. — 10 mars 1870.  
 LABAT, Eugène. — 25 oct. 1867.  
 LABENARDIÈRE [Théodore NÉZEL, dit]. Voir NÉZEL.  
 LABOULATÉ, Ferdinand [DE] 19 avril 1849.  
 LAFONT, Charles, \* (trés. 1860, 1861, 1862). — Janvier 1864.  
 LAFORTELE.  
 LAJARIETTE [DE]. — 1848.  
 LAHIRE, Eugène.  
 LALOUÉ, Ferdinand. — 27 septembre 1850.  
 LAMÉ, Emile.  
 LAMOTHE-LANGON [baronde]. — 1864.  
 LANGLOIS dit LANGLE, Aylie, O\* 12 janvier 1870.  
 LANGLOIS dit LANGLE, Ferdinand-Jules-Adol., \* (suppl. 1833, secr. 1834, 1835, 1837, trés. 1838, trés. 1839, trés. 1841, trés. 1842, trés. 1843, trés. 1845, trés. 1846,

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

- trés. 1847, trés. 1849, trés. 1850, trés. 1851, trés. 1853, trés. 1854, trés. 1855, secr. 1857, arch. 1858, 1861, 1862, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-Prés. 1867). — 18 octobre 1867.
- LANGLÉ, voir LANGLOIS.
- LATOUR DE LA JONCHÈRE [DE]. — 24 février 1858.
- LAURENÇOT. Voir LÉONCE.
- Laurier, Léon.
- LAVERPILLIÈRE (1832, V.-Prés. 1833, 1834).
- LEBLANC DE FERRIÈRES. — 24 février 1848.
- LEBORNE, comp. — 1866.
- LECOMTE, Jules. — 1864.
- LEDoux, P.
- LEFEBVRE, Amédée (élu en 1852, secr. 1853, secr. 1854, 1856, 1857, 1858). — 18 juin 1860.
- LEFÈVRE, Louis. — 22 mai 1868.
- LECOYT.
- LEHMAN, Ernest. — 26 août 1856.
- LELION-DAMIENS.
- LEMAITRE, Charles. — 15 mars 1870.
- LEMECIER, Népomucène (PRÉSIDENT 1831, 1832, PRÉSIDENT 1833, PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT 1836).
- LEMOINE, Édouard. — 15 mars 1868.
- LÉONCE, Charles-Henri [LAURENÇOT dit]. — 30 avril 1862.
- LÉOPOLD, Louis [CHANDEZON dit].
- LE POITEVIN SAINT-ALME. — 30 août 1854.
- ÉRIS. [Voir DESMOSIERS DE].
- LEROUGE, Émile. — 27 mai 1855.
- LEROUX, Hippolyte.
- LEROY D'ALLARDE, Francis.
- LESTRELIN, Achille, aut. et comp. — 1864.
- L'ÉTANG, Philippe [DE], dit MARVILLE ou MARGENVILLE. — 25 avril 1859.
- LEVASSEUR. — 7 décembre 1871.
- LÉVESQUE, Hippolyte. — 1864.
- LIÉRIE. Voir BRUNSWICK.
- LIÉRIE, Alphonse.
- LIADIÈRES, O\* (V. - Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845). — 17 août 1858.
- LIVRY, Charles [DE]. — 14 oct. 1867.
- LONGPRÉ, Étienne-Alexandre [LEZARCHET DE], (élu en 1834, 1835, 1837, arch. 1838, 1839). — Octobre 1856.
- LORDEREAU, René. — 1867.
- LORIN, Jules. — 15 novembre 1853.
- LORSAY, Eustache.
- LUBIZE, Martin. — 28 janvier 1863.
- LUCHET, Auguste. — 9 mars 1872.
- LURINE, Louis [DE LURINA, dit], \* (secr. 1856, 1857, V. - Prés. 1858). — 30 novembre 1860.
- 
- MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834, 1837, 1838). — 2 mars 1851.
- MAILLART, Aimé, \*, comp.) élu en 1858, 1859, 1860, 1862.)
- MAILLART-PRIEUR. — 20 mai 1849.
- MALLEVILLE, Félicien (élu en 1858, 1859, 1860). — 24 novemb. 1868.
- MARC-MICHEL (élu en 1851, secr. 1852, 1853, 1855, arch. 1856, arch. 1857, 1859, arch. 1860, 1861). — 12 mars 1868.
- MARÉCHALLE. — 1871.
- MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.
- MARIE. Voir DELAPORTE.
- MARILLAN, comp.
- MARQUET. — 26 juillet 1869.
- MARTIN, Alexandre. — 5 février 1847.
- MARTIN, Édouard. — 1866.
- MARTIN [LUBIZE]. Voir LUBIZE.
- MASQUELIEZ, Albert. — 1866.
- MARVILLE. Voir L'ÉTANG.
- MAURICE, Charles. Voir DESCOMBES.
- MAZELIER, J., dit MAZILLIER. — Mai 1868.
- MAZÈRES, Édouard, O\* (élu en 1829, V.-Prés. 1831, V.-Prés. 1832, 1863, 1864). — 1866.
- MÉLESVILLE [baron DUVERTIER père],

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

O\* (trés. 1829, 1831, 1833, secr. 1834, trés. 1835, trés. 1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839, V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855, V.-Prés. 1857, PRÉSIDENT 1858, PRÉSIDENT 1859). — 1865.

MENNECHET.

MERLE. — 27 février 1852.

MERVILLE (élu en 1829, trés. 1830, trés. 1831, trés. 1832, 1833, trés. 1834). — 21 octobre 1853.

MÉRY, \* — 1866.

MEYER, Henry. — 20 mars 1863.

MEYERBEER, Giacomo, C\* comp. (élu en 1838, 1839, 1840, 1854, 1855, 1856, 1861). — 1864.

MICHEL, Charles-Victor-Arthur, dit SAINT-LÉON, coréographe. — 2 septembre 1870.

MICHEL [MARC.]. Voir MARC.

MILON, Etienne. — 25 novembre 1849.

MOCQUART, C\* — 1864.

MOLÉ-GENTILHOMME. — 27 mai 1856.

MONNAIS, Édouard. — 26 fév. 1868.

MONNIER, Albert. — 1869.

MONNIER, Etienne. — 1850.

MONPOU, Charles (élu en 1841) — 1841.

MONTBRUN DE COMBEROUSSE. Voir COMBEROUSSE.

MONTFORT, comp. — 12 févr. 1856.

MONTHEAU, Gaston [DE]. — 1866.

MONTJOIE, J.-J. — 12 janv. 1871.

MOURIEZ-VALORY. — 15 oct. 1857.

MURET, Théodore. — 1866.

MURGER, Henry, \* — 29 janvier 1861.

MUSSET, Alfred [DE], O\*, de l'Académie française. — 2 mai 1857.

N

NANTEUIL. Voir GAUGIERAN.

NERVAL [GÉRARD DE]. Voir GÉRARD.

NÉZEL, Théodore. — 23 mai 1854.

NICHAUD DE LA VALETTE, voir GAY.

NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste — 1863.

NOISKUL, Hippolyte-Édouard.

NORMAND. Voir BAPAUME.

NYON, Charles-Guillaume-Eugène, (élu en 1850, 1851, 1852). — 23 janvier 1870.

O

OURRY. — 1843.

OVERNAY, Armand-Joseph. — 14 sept. 1869.

OZANNEAUX.

P

PAER, \*, comp. — 1839.

PAILLET, Léon. — 18 août 1854.

PANSEON, \*, comp. — 29 juillet 1859.

PARTOUT. Voir BOYER.

PAYN.

PÉLISSIER DE LAQUÉZIE. — 11 décembre 1856.

PERIN, Frédéric-Thomas.

PERIN, René. — 9 mai 1858.

PERROT, Jules.

PERROT, Victor J.-François, chor. — 1853.

PETIPA, chor.

PHILASTRE.

PICCINI, Alexandre, comp. (élu en 1834, 1835, 1836). — Avril 1850.

PIERRON, Eugène, 1865.

PIXÉRECOURT [GUILBERT DE]. — 1844.

PLANARD [E. DE] \*, comp. (secr. 1830, 1839, 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1843, 1845, V.-Prés. 1846, V.-Prés. 1847). — 13 novembre 1853.

POIRIER.

P'OLO, Auguste.

POLYANTE-CHAPONNIER, voir CHAPONNIER.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

PONSARD, Francis, C\* de l'Ac. franç. (élu en 1853, 1854, 1855, 1857, 1858, 1859, 1862) — 7 juill. 1867.

PONSON DU TERRAIL [vicomte] \*. — 20 janv. 1871.

PORTELETTE.

POTIER, Charles. — 27 avril 1870.

PRÉMARAY, Jules [REGNAULT DE], \* — 9 juin 1868.

PROVOST dit RAYMOND. Voir RAYMOND.

PUGNI, Césaire, comp. — nov. 1869

PUJOL [ALBOIZE DU]. Voir ALBOIZE.

Q

QUERSIN, Rémy. — 1864.

R

RAUCOURT, Charles. — 4 mai 1855.

RAUZET-DORINIÈRE. — 1865.

RAYMOND [PROVOST dit].

REGNAULT DE PRÉMARAY, voir PRÉMARAY.

REVELIÈRE [Victor DE], dit MAX DE REVEL. — 1860.

ROBERT, Adrien. Voir BASSET, Charles.

ROCHE, Eugène. — 13 juin 1870.

ROCHFORD, père. — 12 avril 1871.

ROGER, François.

ROGER, Victor. — Décembre 1869.

ROGER DE BEAUVOIR, Eugène-Augustin-Nicolas. — 27 avril 1866.

ROGER DE BEAUVOIR [M<sup>me</sup>]. — Voir DOZE.

ROGER DE SAINTE-MARIE. Voir SAINTE-MARIE.

ROLLAND, Amédée (secr. 1863, secr. 1864). — 26 juillet 1868.

ROMAGNÉSI, comp. — 8 janvier 1850.

ROMIEU O\*. — Novembre 1855.

ROSSIGNOL, Léon.

ROSSINI, Gioacchino-Antonio. GO\*, comp. (élu en 1857, 1858, 1859). — 13 novembre 1868.

ROUGEMONT [DE] (secr. 1829, 1830, 1831, V.-Prés. 1832, trés. 1833, trés. 1834, V.-Prés. 1835, V.-Prés. 1836, V.-Prés. 1837, V.-Prés. 1839, trés. 1840). — 1840.

ROUSSEAU, Auguste. — Fév. 1855.

ROUSSEAU, Ernest. — 1851.

S

SAINT-AURE, Jules [DE]. — 1848.

SAINTE-CROIX. Voir YCHERY.

SAINT-ERNEST [BRETTE dit]. — 1860.

SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

SAINT-HILAIRE [VILLAIN DE]. Voir VILLAIN.

SAINT-LÉON. — Voir MICHEL.

SAINTE-MARIE [comte ROGER DE]. — Janvier 1864.

SAINTINE, Xavier-Boniface. O\* (élu en 1844, arch. 1842). — 25 janvier 1865.

SAINT-YVES. Voir DEADDE.

SAMSON, J.-Isidore. — 1871.

SARMIENTO, comp.

SAUVAGE, Elie. — 30 décembre 1871.

SCHALLER, dit ANDREL.

SCHNEITZOEFFER, comp. — 6 octobre 1852.

SCRIBE, Augustin-Eugène, C\* de l'Acad. française (élu en 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, PRÉSIDENT 1834, V.-Prés. 1835, V.-Prés. 1836, PRÉSIDENT 1837, 1839, 1840, 1841, 1843, 1844, 1845, 1847, 1848, 1849, PRÉSIDENT 1852, PRÉSIDENT 1853, PRÉSIDENT 1854, PRÉSIDENT A VIE, 1857-1858-1859. 1860-1861). — 20 févr. 1861.

SEVESTÉ, Jules-Henri. — 30 juin 1854.

SEVILLE, Armand.

SEWRIN \*. — 22 avril 1853.

SIVONIS dit EMPIS, C\*. — Voir EMPIS.

SIMONNIN. — 4 mai 1856.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

SOULIÉ, Frédéric, \* (secr. 1831, secr. 1832, secr. 1833, secr. 1834, 1835, 1836, 1843, 1844, 1845, 1847). — 23 sept. 1847.  
 SOUVESTRE, Emile, — 6 juillet 1854.  
 SPONTINI, comp. O\* (élu en 1845, 1846, 1847). — 24 février 1851.  
 SUE, Marie-Joseph-Eugène, \*. — 3 août 1857.  
 SUPERSAC, Auguste. — 12 mars 1861.  
 SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.

T

TÉTÉDOUX, Paul.  
 THAVENET [BELLEVUE]. — 1865.  
 THÉAULON, \*. — 16 nov. 1841.  
 THIBOUST, Pierre-Antoine-Auguste, dit LAMBERT THIBOUST \* (élu en 1864, 1865, 1866). — 10 juillet 1867.  
 TOURNEMINE. — 1846.  
 TULLY [DE]. 16 mai 1846.

U

UZANNE père.

V

VAEZ, Gustave, \*. — 12 mars 1862.  
 VALLOU, Ferdinand [DE VILLENEUVE]. Voir VILLENEUVE.  
 VALORY, dit MOURIEZ. Voir MOURIEZ.  
 VANDERBUCK, Emile, \*. — Avril 1862.  
 VAREZ. — 1866.  
 VARIN, Charles, \* (élu en 1864, 1865, 1866). — 22 avril 1869.  
 VARNER. — 5 septembre 1854.  
 VAULABELLE, Jules-Éléonore-Cordier [DE DESPREZ]. — 12 octobre 1859.  
 VERMOND. Voir GUINOT.

VERNET, Jules. — 1845.  
 VIENNET, C\* del'Ac. franç. (élu en 1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840, PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842, V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845, PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT 1849, PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 1851). — 11 juillet 1868.  
 VAGNY [Alfred DE], O\*. — 1863.  
 VILLAIN SAINT-HILAIRE.  
 VILLEMOT, Henri. — 1870.  
 VILLENEUVE, Ferdinand [DE] (élu en 1842, arch. 1843, trés. 1844, arch. 1846, arch. 1847, trés. 1848, secr. 1850, secr. 1851, trés. 1852, trés. 1856, trés. 1857, trés. 1858.) — Septembre 1858.  
 VILLIERS.  
 VIOLET D'ÉPAGNY, \*. Voir ÉPAGNY.  
 VOISIN, Frédéric.  
 VULPIAN, A.  
 VULPIAN, Pierre-Marie-Gustave. — 26 janvier 1872.

W

WAILLY [Jules DE], O\*. — 1869.  
 WAILLY [Léon DE] \*. — Mai 1863.  
 WALDOR, Mélanie [M-]. — Octobre 1871.  
 WATRIPON, Antonio. — 1864.  
 WZANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE.

Y

YCHERY, Léonce [SAINTE-CROIX].  
 YMBERT.

## MÉLANGES

---

**NOMINATIONS.** — Par arrêté du président du conseil, chef du pouvoir exécutif de la République française, en date du 8 juillet 1874, sur la proposition de M. le ministre de l'instruction publique, M. ÉMILE PERRIN, ancien directeur du théâtre de l'Opéra, a été nommé administrateur-général du Théâtre-Français, en remplacement de M. ÉDOUARD THIERRY, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté du même jour, M. AMBROISE THOMAS, membre de l'Institut, a été nommé directeur du Conservatoire national de musique et de déclamation ;

Et M. HALANZIER, administrateur provisoire de l'Opéra.

---

### CONCOURS DE COMPOSITION MUSICALE POUR LE GRAND PRIX DE ROME.

— Le concours de composition musicale pour le grand prix de Rome au Conservatoire national de musique et de déclamation, commencé le 45 juillet 1874, s'est terminé le 8 août suivant.

Le sujet de la cantate était une scène à trois personnages, tirée de l'œuvre de M. JULES BARBIER, intitulée : *Jeanne d'Arc*.

Les concurrents étaient au nombre de quatre : MM. Serpette, Salvaire, Dallier et Pilot.

Le jury, composé de MM. Gounod, président, Félicien David, Mermet, Jules Cohen, Membrée, Semet, et Potier a rendu son jugement, le 30 octobre 1874, au Conservatoire, en séance publique.

M. SERPETTE, élève de MM. Duprato et Ambroise Thomas, a obtenu le grand prix.

M. SALVAIRE, élève de M. Ambroise Thomas a obtenu le premier et unique accessit.

---

**TRAITÉS INTERNATIONAUX.** — *Allemagne.* — Par le fait de la guerre, les traités conclus avec les divers États de l'Allemagne avaient été suspendus ; ils ont été remis en vigueur par l'article 47 de la con-

vention additionnelle signée le 14 décembre 1871, à Francfort, et approuvée par l'Assemblée nationale le 9 janvier 1872.

La même convention porte, à l'article 18, que les dispositions de la convention franco-bavaroise du 24 mars 1865 sont *provisoirement* étendues à l'Alsace-Lorraine. — Ces dispositions sont conformes à celles conclues avec les autres États allemands : il n'y est prescrit aucune obligation de dépôt ni d'enregistrement.

(*Journal de la Librairie.*)

---

**PROJET D'ÉRECTION D'UN MONUMENT A ALEXANDRE DUMAS.** — La Commission nommée pour la réalisation de ce projet a adressé à MM. les directeurs de journaux la note suivante dont elle leur demandait l'insertion dans leurs feuilles, en les priant d'agréer d'avance ses vifs remerciements pour leur sympathique concours :

« Nous sommes à une heure où la France doit être, plus que jamais, fière de toutes ses gloires.

» Alexandre Dumas, mort à Puys, le 5 décembre 1870, est, sans conteste, l'un des auteurs dont les œuvres font le plus d'honneur à l'esprit humain.

» La Société des Auteurs Dramatiques et la Société des Gens de Lettres sont donc sûres de répondre au sentiment public, en prenant l'initiative d'une souscription nationale pour lui élever un monument.

» En conséquence, les deux Sociétés unies confraternellement dans une même pensée, ont décidé qu'un appel serait fait en commun à tous les organes de la presse, pour provoquer et recueillir des souscriptions.

» Les souscriptions sont, en outre, dès maintenant reçues dans les bureaux des deux Sociétés (1).

» Romancier fécond, artiste dramatique puissant, conteur merveilleux, Dumas a divertì, ému, passionné, instruit les générations qui se sont succédé depuis 1830, et si chacun de ses admirateurs ap-

---

(1) Société des Gens de Lettres, 5, rue Geoffroy-Marie, à Paris.  
Société des Auteurs Dramatiques, 30, rue Saint-Marc.

portait son offrande à la souscription ouverte en souvenir de lui, ce serait en or que pourrait être coulée la statue de l'illustre écrivain. »

» LES MEMBRES DE LA COMMISSION :

» *Pour la Société des Gens de Lettres.*

- » Baron Taylor, président honoraire.
- » Frédéric Thomas, président.
- » Pierre Zaccane, vice-président.
- » Emmanuel Gonzalès, délégué.
- » Henri de la Pommeraye, membre du Comité.

» *Pour la Société des Auteurs dramatiques.*

- » Raymond Deslandes, Jules Barbier, vice-présidents.
  - » Sauvage, Vaucorbeil, Michel Masson, membres de la Commission. »
- 

La lettre suivante a été adressée à M. le Préfet de la Seine pour être communiquée au Conseil municipal de la ville de Paris :

« MONSIEUR LE PRÉFET,

» Au moment où le Conseil municipal s'occupe de réviser la dénomination des rues de Paris, la Société des Auteurs Dramatiques et la Société des Gens de Lettres croient opportun d'exprimer le désir que le nom d'Alexandre Dumas soit donné à l'une des voies publiques de la capitale.

» Les membres de ces Sociétés sont persuadés qu'il suffit, Monsieur le Préfet, d'émettre ce vœu pour que la réalisation en soit décidée par l'administration municipale, qui doit être, et est en effet fière des gloires littéraires de la France, dont Paris est le foyer et le rayonnement.

» Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments de haute et parfaite considération, et offrir à MM. les membres du Conseil municipal l'assurance de notre respectueuse gratitude.

» Ont signé, pour la Société des Auteurs dramatiques : MM. Raymond Deslandes, Jules Barbier, vice-présidents ; Vaucorbeil, Michel Masson, membres de la Commission.



» Pour la Société des Gens de Lettres : MM. le baron Taylor, président honoraire, Pierre Zaccone, vice-président ; Emmanuel Gonzales, président honoraire, délégué du Comité ; H. de la Pommeraye, membre du Comité.

*(Chronique de la Société des Gens de Lettres.)*

---

## NECROLOGIE

---

AUBER (DANIEL-ESPRIT), *membre de l'Institut, Grand Officier de la Légion d'honneur, mort à Paris le 12 mai 1871, inhumé au cimetière Montmartre le 15 juillet 1871. — Discours prononcé sur sa tombe par M. ALEXANDRE DUMAS FILS, président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.*

MESSIEURS,

C'est bien au nom de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques français que je prends la parole sur la tombe d'AUBER. Puisque nous sommes dans un temps où les politiques et les convoitises revendent au nom d'une nature, d'une histoire et d'une justice de convention, et s'approprient ensuite par la force les territoires de leurs voisins, c'est bien le moins que nous déterminions nos possessions nationales, inviolables, éternelles, dans ce monde des arts que le génie seul peut occuper et étendre, qu'aucune combinaison ne peut conquérir. L'homme illustre que nous accompagnons aujourd'hui à sa nouvelle demeure est français, absolument et éternellement français ! Il fait partie de nos gloires invincibles. Les autres pays, y compris ceux qui nous haïssent, pourront se partager et savourer ses fruits, les racines de l'arbre tiennent à notre sol, c'est sur notre ciel que se dessinent ses branches nerveuses, élégantes et fécondes, et ses premières fleurs et ses premiers parfums auront toujours été à nous et pour nous.

Personne n'a été plus heureux et plus fier qu'Auber d'appartenir à notre nation si diversement traitée, si unanimement imitée et enviée par les autres. Il poussait si loin l'amour de sa nationalité qu'il ne

sortait jamais, non-seulement du pays, mais de la ville qui l'avait vu grandir, ville qu'il a si largement contribué à maintenir à la tête du monde intelligent. On aurait dit qu'il craignait, en dépassant nos frontières, de laisser altérer en lui par des courants nouveaux ce génie si subtil, si délicat, si varié, et cependant toujours si clair et si précis dont il était une des expressions les plus retentissantes !

Deux sièges sans exemple dans le passé, car il semble que notre singulier pays soit appelé à donner toujours à l'univers les spectacles les plus inattendus et les plus opposés, deux sièges successifs, l'un pendant lequel Paris demandait l'extermination, l'autre pendant lequel il souhaitait le triomphe de l'assiégeant, deux sièges n'avaient pu décider ce Parisien, malgré ses quatre-vingt-dix ans, à quitter la capitale de son cœur et de son esprit. Il n'y a eu dans cette résolution, ni l'apathie de la vieillesse, ni l'indifférence du bien-être, ni infirmité physique, ni nécessité matérielle ; il y a eu purement et simplement cet amour sacré de la patrie auquel Auber avait dû sa plus puissante inspiration, et auquel il payait loyalement sa dette. Mais, hélas ! les forces de l'homme ont leurs limites et l'âme humaine a ses réserves. Tant que l'ennemi a été l'étranger, Auber a vécu, a résisté, a espéré ; quand l'ennemi a été le compatriote, le frère de la veille, le Français, le Parisien, Auber n'a plus voulu voir, il n'a plus voulu espérer, il n'a plus osé vivre. Comme le grand Romain, il s'est voilé le visage et il s'est couché en disant :

— Toi aussi, mon fils !...

Eh bien ! messieurs, malgré les effroyables malheurs qui nous ont frappés depuis un an, car il y a juste un an à cette heure même où je vous parle, que la France déclarait la guerre à la Prusse, malgré les cris qui retentissent encore à nos oreilles, malgré les plaies qui saignent de tous côtés, malgré les deuils qui nous entourent, malgré le lieu où nous sommes, malgré cette fosse ouverte à nos pieds, il m'est impossible de fixer longtemps ma pensée sur la mort, et c'est ce mort lui-même qui me ramène à l'espérance et à la vie.

Il sait bien qu'on peut ne pas vieillir, lui qui a été jeune pendant près de cent ans ; il sait bien maintenant qu'on peut ne pas mourir, lui pour qui la mort n'est qu'un avènement définitif à l'immortalité.

Quel plus puissant argument en faveur de la renaissance éternelle de la vie que la vie toujours renaissante d'Auber ! Il était tellement, par sa personne, par son caractère, par son talent, la preuve même de la vie, que nous n'avons qu'à regarder devant nous pour le revoir passer souriant, alerte et gai, de cette gaieté délicate et noble qui est non-seulement un éclair de l'esprit, mais un rayonnement de l'âme.

Fortune rare, et la plus enviable de toutes, ce créateur s'est servi du temps sans le subir et il n'a cessé d'habiter parmi les hommes que pour prendre rang à tout jamais dans leur mémoire. Car il n'est pas un de nous qui, en redescendant ses souvenirs les plus lointains, ne puisse bercer chacun de ses souvenirs dans une mélodie de cet heureux inspiré. Sa verve intarissable court, depuis un demi-siècle, à travers nos existences comme un ruisseau sorti d'une source naturelle, à la fois miroir et rosée, fraîcheur et chanson. Que de tristesses il a emportées, dans son murmure, que de sourires il a reflétés, que de confidences il a reçues, que de larmes douces il a mêlées à ses eaux rapides dont rien ne pouvait troubler la transparence ! Combien de fois cet enchanteur nous a fait remettre au lendemain les soucis du jour, et, le lendemain venu, il les avait fait oublier.

Béni soit cet art sensible, complaisant et câlin, qui, au lieu de s'imposer violemment à notre pensée, se plie à l'état momentané de notre être intérieur, nous enveloppe, nous caresse, nous entraîne et nous sépare peu à peu des soucis et des angoisses de la réalité. Gloire et reconnaissance au maître charmant, sans devanciers comparables à lui, sans rivaux contemporains, sans héritiers jusqu'à cette heure dans le genre qu'il a incarné, créé pour ainsi dire, fixé certainement, qui a ému, égayé, ravi, consolé toute une génération disparue, toute une génération vivante, et qui garde les mêmes émotions, les mêmes joies, les mêmes ravissements pour les générations qui vont naître et à qui nous souhaitons de n'avoir pas besoin d'être consolées.

Nous voici bien loin de la mort, comme je le prévoyais. Nous n'y reviendrons plus. Ici, la mort est vaincue, messieurs. Les anciens disaient, en parlant d'elle : « Elle n'est pas, je suis ; elle est, je ne suis plus. »

C'était une formule poétique, mais c'était une erreur païenne. La mort n'est jamais quand on ne veut pas qu'elle soit. L'homme a le moyen infailible de la vaincre : c'est d'être continu dans son travail et permanent dans sa conscience. C'est ainsi qu'Auber a vaincu la mort et qu'il la réduit aujourd'hui à créer son nom au-dessus du temps et de l'espace. Auber a été travailleur et conscient. Le travail a été son culte, sa religion, sa foi. Il lui a tout sacrifié. Il a imposé silence à ses instincts, il a rythmé les battements de son cœur, il a coupé les ailes à sa fantaisie, il a discipliné son corps, il a mis toutes ses forces vives au service de sa pensée, il n'a permis à aucune des tentations les plus séduisantes pour l'homme d'avoir une prise durable sur lui. Il s'est équilibré physiquement, intellectuellement, moralement, n'accordant aux exigences du corps que juste ce qu'il fallait pour maintenir le cerveau en vigueur et en harmonie. Son génie n'était pas seulement fait d'inspiration divine, comme le croient ceux qui attendent toujours l'inspiration au lieu d'aller au-devant d'elle ; il était fait aussi de volonté, de persévérance et de travail quotidien.

Aussi quelle verdure perpétuelle, sans affectation, sans défaillance, sans ruse, joignant avec un bonheur infini et quelquefois incompréhensible toutes les grâces de la jeunesse, toutes les énergies de l'âge mûr à la gravité sereine et régulière des longues années bien remplies — si bien que nous n'avons jamais eu à traiter Auber en vieillard, jamais non plus en enfant. Il n'a connu ni notre indulgence ni notre ingratitude, parce qu'il a toujours eu le respect des autres et de lui-même.

Ceux qui ne jugent les hommes que d'après leurs surfaces voyaient en lui un épicurien, un philosophe, un indifférent. On a même prononcé parfois pour lui, comme pour Goethe, le mot d'égoïste.

Sans épouse, sans fils ni filles, Auber semblait en effet s'être dérobé aux charges du cœur. Sont-ce donc des charges seulement ? Celui qui y renonce pour se livrer uniquement à son œuvre fait-il un calcul ou un sacrifice ? La vérité, messieurs, c'est qu'Auber était un grand et véritable artiste, c'est-à-dire un de ces élus dont les autres ont besoin et qui peuvent se passer des autres. C'est qu'il appartenait tout entier à cet amour supérieur qui ne se complait que dans la créa-

tion immatérielle ; c'est qu'enfin il ne voulait revivre, pour revivre éternellement, que dans la descendance qui ne peut pas périr, dans les œuvres de son esprit, et voilà pourquoi les enfants qu'il nous laisse, au lieu de pleurer et de gémir ici comme des enfants ordinaires, chantaient tout à l'heure sur sa tombe !

---

**ÉDOUARD BRISEBARRE, mort à Paris, le 18 décembre 1874, inhumé le lendemain au cimetière de Belleville. — Paroles prononcées sur sa tombe, par M. RAYMOND DESLANDES, vice-président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.**

MESSIEURS,

Je viens, au nom de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques, apporter sur la tombe de l'un de nos confrères les plus distingués et les plus populaires l'expression des regrets unanimes que laisse sa mort prématurée.

ÉDOUARD BRISEBARRE commençait à vingt ans sa carrière d'auteur dramatique et débutait par un succès qui n'est pas oublié, *la Fiole de Cagliostro*. La liste des ouvrages qu'il a fait représenter est trop considérable pour qu'il soit possible de les énumérer ; et d'ailleurs la plus grande partie de son répertoire est encore si vivant dans le souvenir du public et de ses amis, qu'il est inutile d'insister sur la faveur méritée dont ses productions originales ont joui presque constamment.

Édouard Brisebarre était, dans le monde des lettres, une personnalité ; son esprit, primesautier, indépendant, libre d'allures, avait quelquefois des audaces qui touchaient à la témérité ; mais il avait la conscience de toutes ses tentatives, et à tout prix il évitait ce qui pouvait avoir seulement une apparence de convention banale et de vulgarité.

Travailleur infatigable, travailleur indompté même par dix-huit mois de maladie, il rêvait encore, il y a peu de jours, l'achèvement d'une œuvre importante qui devait ajouter à l'éclat de sa renommée.

Quatre fois élu membre de la commission, il sut, soit comme

secrétaire, soit comme vice-président, y défendre les intérêts de la Société avec cette énergie et cette conviction qu'il apportait dans tous les actes de sa vie.

Tant de qualités précieuses, tant d'avenir encore ; la mort a tout enlevé...

Édouard Brisebarre s'est éteint, comme il avait vécu, fièrement et courageusement.

Adieu, cher Brisebarre... adieu !

---

**M. PAUL SIRAUDIN** a été nommé conservateur de la bibliothèque, en remplacement de **M. FRANCISQUE HUTIN**, décédé.

**M. Siraudin** est visible, au siège de la Société, 30, rue Saint-Marc, tous les mardis et vendredis, de midi à quatre heures. En cas d'urgence, lui écrire à l'adresse ci-dessus indiquée, en lui faisant connaître les titres des livres que l'on désire.

---

## AVIS AUX SOCIÉTAIRES.

On doit rappeler aux Sociétaires qu'ils sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils peuvent remarquer dans l'*Annuaire*. Il sera tenu compte de leurs rectifications, qui doivent être envoyées directement à M. Victor Rozier, inspecteur-vérificateur de la Société, chargé, sous la direction d'une sous-commission ayant à sa tête le Président, de choisir et de coordonner les matières qui composent ce travail.

C'est également à l'inspecteur-vérificateur que les Sociétaires doivent faire parvenir leurs changements de domicile, s'ils ne veulent pas s'exposer à ne pas recevoir les communications que la Commission peut avoir à leur adresser.

# ANNUAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

DES

## AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

COMPOSITION DE LA COMMISSION PENDANT L'EXERCICE 1871-1872.

| <i>Président.</i>                                        | <i>Secrétaires.</i>                                | <i>Membres.</i>                                                                                                                         | <i>Suppléants.</i>                          |
|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| ALEXANDRE DUMAS fils.                                    | ÉDOUARD CADOL.<br>ÉMILE DE NAJAC.                  | EDMOND ABOUT.<br>ERNEST BOULANGER.<br>MICHEL MASSON.<br>HENRI MEILHAC.<br>ÉDOUARD PAILLERON.<br>HENRI DE ST-GEORGES.<br>THOMAS SAUVAGE. | LOUIS LEROY.<br>JULES MOINAUX.              |
| <i>Vice-Présidents.</i>                                  | <i>Trésorier.</i>                                  |                                                                                                                                         | —                                           |
| JULES BARBIER.<br>RAIMOND DESLANDES.<br>FERDINAND DUGUÉ. | JULES ADENIS.<br><i>Archiviste.</i><br>VAUCORBEIL. |                                                                                                                                         |                                             |
| <i>Agents généraux.</i>                                  | <i>Secrétaire-Rédacteur.</i>                       | <i>Inspecteur-Vérificateur.</i>                                                                                                         | <i>Conservateur<br/>de la Bibliothèque.</i> |
| LÉONCE PERAGALLO.<br>ALEXANDRE ROGER.                    | HIPPOLYTE RIMBAUT.                                 | VICTOR ROZIER.                                                                                                                          | PAUL SIRAUDIN.                              |

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS  
DRAMATIQUES.

*Procès-verbal de la séance du mardi 14 mai 1872.*

La séance est ouverte à une heure précise, dans la salle Herz, sous la présidence de M. ALEXANDRE DUMAS fils, Président de la Commission.

Sont présents au bureau :

MM. Jules Adenis, Ernest Boulanger, Édouard Cadol, Raimond Deslandes, Ferdinand Dugué, Alexandre Dumas fils, Michel



Masson, Henri Meilhac, Émile de Najac, Henri de Saint-Georges, Thomas Sauvage.

Arrivé pendant la séance :

M. Jules Barbier.

Absents :

MM. Edmond About, Edouard Pailleron.

Sont présents dans l'assemblée :

MM. Émile Abraham, Louis Abraham, Jules Adenis, Édouard d'Anglemont, Louis d'Anthoine, Henri Augu, Henri-Victor Avoocat ;

Jules Barbier, Jules Baric, Théodore Barrière, Durand de Beauregard, Léon Beauvallet, Henri Becque, Victor Bernard, Élie Berthet, Charles de Besselièvre, E. de Biéville, Georges Bizet, Paul Bocage, Eugène Bonnemère, Henri de Bornier, Ernest Boulanger, Jules Brésil, Ernest Buffault, William Busnach, Bapaume, Alphonse Brot ;

Charles Cabot, Édouard Cadot, Gustave Canoby, Chapelle-Laurencin, Chavette, Clairville, Léonce Cohen, Auguste Com-merson, Jules Costé, Victor Couailhac, Jules Cournier, Henri Crisafulli ;

Gustave Dangelles, Samuel David, Émilé Delteil, Raimond Deslandes, Édouard Didier, Étienne Ducret, Ferdinand Dugué, Frédéric Duhomme, Alexandre Dumas fils, Dumoustier, Duvert ;

Charles Ély, Elwart ;

Paul Ferrier, Paul Féval, Frédéric Flottow ;

Charles Gabet, Louis Gallet, Charles Garand, Alexandre Garnier, Edmond Gondinet, Emmanuel Gonzalès, Gourdon de Genouillac, Eugène Grangé, Grouber de Groubental, Léon Guillard, Jules Guillemot, Ernest Guirand ;

Ludovic Halévy, Hippolyte Hostein ;

Émile Jonas, Victorin Joncières, Auguste Jouhaud, Paul Juillerat ;

Victor Koning

Eugène Labiche, Fabrice Labrousse, J.-B. Lafitte, Théodore de Lajarte, Henri de La Madelène, Armand Lapointe, Hippolyte Lefebvre, Alphonse Lemonnier, Llaunet, Louis Leroy, Emile Leroyer;

Auguste Maquet, Henri Marcaille, Gaston Marot, Jules Massenet, Michel Masson, Henri Meilhac, Mélesville fils, Edmond Membre, Jules Moineaux, Eugène Moreau, Pol Moreau, Eugène Muller;

Emile de Najac, Napoléon Naquet, Charles Narrey, Adolphe Nibelle, Charles Nutter, Eugène Nus;

Emilien Pacini, Noël Parfait, Edouard Plouvier, Paul Poirson, Adolphe Poujol fils, Jules Prével;

George Richard, Ernest Rigodon, Hippolyte Rimbaut, Henri Rivière, Jules Rostaing;

Henri de Saint-Georges, Alphonse Salin, Eugène Sandrin, Thomas Sauvage, Antoine Scard, André Simiot, Paul Siraudin, Léopold Stapleaux, Sylvain Saint-Etienne;

Alfred Touroude, Alfred Tranchant, Étienne Tréfeu;

Mario Uchard;

Verconsin, Vergeron, Charles Vincent, Jules Vizentini, Vogel; Wekerlin, Francis Wey.

Après avoir fait connaître l'ordre du jour, M. le Président donne la parole à M. ÉDOUARD CADOT, l'un des secrétaires, qui lit le rapport suivant :

« MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

» Il a été décidé que, cette année, le rapport du trésorier serait supprimé, puisque, de votre aveu même, le document comptable qui vous a été envoyé en même temps que la convocation à cette réunion, devait suffire.

» Par l'examen de ce document, vous avez été à même de le constater, nos droits d'auteur se sont élevés à 1.595,284 fr. 94 c. ce qui constitue, en faveur du présent exercice, une différence de 1,018,821 fr. 96 c. sur l'exercice 1870-1871. Mais cette compa-

raison ne saurait être faite utilement, car cette dernière et désastreuse année ne peut être comparée à aucune autre. Elle est, par bonheur, sans précédent dans les annales de notre association.

» Ce qui est plus intéressant, c'est que, si nous n'avions pas été privés des revenus des théâtres *Lyrique*, de la *Porte-Saint-Martin* et des *Délassements-Comiques*, nos droits d'auteurs se rapprocheraient déjà très-sensiblement de ceux des exercices 1868 et 1869, qui ont été des plus élevés.

» En ce qui concerne notre caisse sociale, nous avons été dans la nécessité de vendre successivement 65 obligations de l'Ouest et du Dauphiné, pour venir en aide à beaucoup de nos confrères, dans les circonstances difficiles que vous savez.

Mais, grâce à la prospérité inespérée de nos théâtres, au revenu du domaine public, et au versement d'une forte amende, au sujet de laquelle nous vous donnerons des détails dans la suite de ce rapport; grâce à toutes ces rentrées, nous avons pu racheter 53 obligations de la ville de Paris, qui représentent la valeur des obligations vendues, et comportent, en outre, la chance de pouvoir gagner un gros lot.

» Au résumé, nous nous présentons devant l'Assemblée avec l'intégralité de notre capital social.

» Cela dit, Messieurs, voici le compte rendu de nos travaux, autres que financiers, durant cette session :

» Au début, nos relations avec les directions théâtrales étaient dans un désordre complet ; mais grâce à la loyauté du plus grand nombre, les choses reprirent vite leur cours régulier ; si bien qu'il n'y eût bientôt plus de difficultés à résoudre qu'à l'égard des trois théâtres lyriques, dont les conditions d'exploitation se trouvaient profondément modifiées, par suite du retrait de tout ou partie de leur subvention.

» La grosse affaire de cet exercice, Messieurs, consiste en ceci : que nous avons obtenu, enfin, un traité avec la direction de

**l'Opéra. Nos relations ne sont plus réglées par les dispositions d'un décret, dont le moindre inconvénient était d'aller contre l'esprit de la loi de 1791.**

» Par ce traité, vous avez conquis le tant-pour-cent, le droit des billets, le droit de contrôle; en un mot, vous avez fait prévaloir le principe de la propriété littéraire, dans toutes ses conséquences.

» De plus, la Commission, préoccupée des débuts, de plus en plus difficiles, des compositeurs, a obtenu, dans le cahier des charges, et introduit dans son traité avec l'Opéra, que le petit ouvrage, exigé chaque année, serait confié, tous les deux ans, à un prix de Rome, non encore joué à l'Opéra.

» Nous devons dire, à ce sujet, que nos revendications ont été accueillies, de prime abord par MM. Charles Blanc et Arthur de Beauplan, qui nous ont puissamment appuyés pour les faire triompher.

» A l'Opéra-Comique, nous n'en sommes encore qu'à des conventions provisoires. Mais, d'un commun accord avec M. le ministre des Beaux-Arts, l'avenir est absolument réservé, et il nous est prouvé que vos mandataires seront désormais consultés, lorsqu'il s'agira d'établir les bases des cahiers des charges des théâtres subventionnés; résultat dont l'importance ne saurait échapper, et que nous devons, tant aux dispositions particulières du ministre et de M. A. de Beauplan, qu'au zèle et au dévouement de M. Vaucorheil, qui, en se séparant de la Commission, n'a pas cessé de servir les intérêts de ses confrères.

» Entre la direction du Théâtre-Lyrique et la Commission, un différend grave s'est élevé à un moment. Les mesures que nous avons prises ont décidé la direction à signer de nouveau son traité.

» D'autre part, les cafés-concerts avaient fait de nombreux emprunts aux répertoires de nos théâtres, sans autorisation d'aucune sorte. Nous avons agi de façon à remédier à cet abus.

» Dans le courant de l'été dernier, il fut porté à la connaissance de la Commission que le directeur de l'Ambigu-Comique avait fourni, à vos agents, des états de recettes dont les chiffres étaient faux.

» L'enquête qui suivit mit aux mains de vos commissaires deux cent vingt-six preuves du délit. Une plainte fut donc déposée au tribunal correctionnel.

» Avant l'audience, nombre de démarches furent faites près de la Commission ; entre autres, un groupe d'auteurs — qui avaient des ouvrages soit en cours de représentations, soit à l'étude, soit reçus, pour être joués par la suite à ce théâtre — nous représentèrent le préjudice qui pouvait résulter pour eux d'une mesure aussi radicale que celle que nous avons prise. Nous eûmes le regret de devoir passer outre, en vertu de ce principe que l'intérêt collectif domine, en droit comme en fait, les intérêts privés.

» Plus tard, à la veille de l'audience, MM. Hostein et Grangé se présentèrent, au nom du directeur poursuivi, insistant personnellement pour nous décider à ne pas laisser appeler la cause.

» Avant toute chose, votre Commission tenant à éviter toute surprise, tout malentendu, déclara formellement à ces messieurs, qu'elle entendait, *en tous cas*, ne pas traiter à nouveau avec ce directeur.

» MM. Hostein et Grangé ayant porté cette déclaration à l'intéressé, revinrent, porteurs de la lettre suivante :

« MESSIEURS,

» Je viens, au dernier moment, vous faire une dernière demande.

» Je vous prie d'accepter une somme de *six mille francs* pour votre Caisse de secours, à titre d'amende ;

» En outre, je m'engage à rembourser 731 fr. 30 c. qui vous sont dus.

» Moyennant quoi, vous consentirez à mettre à néant le procès  
» que vous m'avez intenté.

» Il demeure bien entendu que la mise à néant de ce procès  
» vous laissera absolument libres, ensuite, de renouveler ou non  
» mon traité avec vous.

» J'ai l'honneur, messieurs, de vous saluer.

» Signé :

» *Le Directeur de l'Ambigu.*

» Paris, 19 janvier 1872. »

« Dès lors, la Commission consentit à retirer sa plainte, aux conditions proposées.

» Vous remarquerez d'ailleurs, Messieurs, que l'amende de six mille francs n'était pas moins due que la somme des détournements constatés, puisqu'elle était spécifiée expressément dans le traité que ce directeur avait signé précédemment.

» Le montant des doIs constatés a été réparti entre ceux de nos confrères qui avaient été frustrés.

» L'amende de six mille francs a permis de venir en aide à qui, s'étant vu l'obligation de retirer un ouvrage reçu à ce théâtre, en avait souffert plus particulièrement avec excès dans ses intérêts.

» Quant à l'interdit, il a été déclaré et maintenu.

» A ce sujet, quelques observations se sont produites. On a prétendu qu'en d'autres circonstances, la Commission, en usant moins rigoureusement, avait renouvelé le traité d'un autre directeur qui, lui aussi, à la veille de l'audience, avait avoué sa culpabilité et avait offert spontanément la réparation du dommage causé, ainsi que l'amende spécifiée au traité.

» Les deux cas, Messieurs, ne sont point du tout comparables.

» En effet : dans le cas invoqué, il s'agit seulement d'une infraction à un contrat civil ; encore qu'il y eût — circonstance à considérer — complicité de membres de la Société.

» Tandis que dans le cas du directeur de l'Ambigu, il y a délit public.

» Ces deux affaires étant de natures différentes, ne pouvaient avoir la même solution.

» D'autre part, on s'est étonné de ce qu'un membre stagiaire, M. Frantz Beauvallet, donnât des pièces à l'Ambigu, en dépit de l'absence de traité avec ce théâtre. C'est que M. Frantz Beauvallet s'est cru le droit de se séparer de la Société, en prétextant de ce qu'il était mineur, au moment où il sollicita d'en faire partie.

» Plus tard, son père, M. Léon Beauvallet, fut accusé d'être le collaborateur anonyme des pièces que son fils fait représenter à l'Ambigu, et d'en partager les profits. La Commission l'ayant fait appeler, M. Léon Beauvallet a répondu, à l'accusation portée contre lui, par le démenti le plus formel, plusieurs fois appuyé de sa parole d'honneur.

» Tel est, messieurs, l'incident relatif à l'Ambigu-Comique.

» En ces derniers temps, un incident, d'une autre sorte, s'est encore produit :

» M. Jules Noriac a collaboré, mais du moins ouvertement, à une pièce jouée sur le théâtre dont il est le directeur.

» Les explications que la Commission lui a demandées nous ont révélé un état de choses qu'il est de grande utilité de porter à votre connaissance, tant dans l'intérêt de la direction que dans celui de la corporation.

» En effet, si M. Noriac a été contraint de faire une pièce pour son théâtre, c'est que ses cartons se trouvaient lamentablement vides : aucun manuscrit en réserve, aucune proposition, pas même l'espérance,

« .... Pour subsister

» Jusqu'à la saison nouvelle. »

» Aussi avons-nous cru devoir considérer comme il convient cette situation, à la fois singulière et fâcheuse, et, ne nous attachant qu'au défaut d'autorisation préalable, ce qui constitue une

**infraction à son traité avec nous, n'avons-nous exigé de ce délaissé directeur qu'une amende de cinq cents francs en faveur de la caisse de secours.**

» Nous aimons à penser, Messieurs, que vous ne voudrez pas plus longtemps, par une abstention incompréhensible, exposer la direction des Bouffes-Parisiens à de nouvelles infractions. »

« Des théâtres de province, il n'y a rien à dire; tout y est régulier.

» Quant à l'étranger, la dénonciation des traités de commerce permettra peut-être, aux Commissions futures, d'y faire reconnaître nos droits dans l'avenir.

» En attendant, nous avons intercalé dans les traités passés cette année avec les directions de Paris, une clause nouvelle, qui assurera la reconnaissance de ces droits au-delà des frontières, tout au moins, par les directeurs de théâtres parisiens.

» Voici cette clause:

« Le directeur du théâtre de . . . . ., dans le cas où il exploiterait à l'étranger, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, le répertoire de la Société, avec tout ou partie de sa troupe, ou même avec des artistes engagés spécialement à cet effet, paiera à ladite Société un droit fixe de . . . . ., quelle que soit la composition du spectacle. »

» Nous sommes même parvenus à donner à cette clause un effet rétroactif, en obtenant de la Comédie française, non sans pourparlers laborieux, il est vrai, le paiement des droits d'auteur des pièces représentées, à Londres, par la Compagnie, durant les mois d'avril et mai 1871.

» De plus, le principe même de notre revendication est désormais admis par les sociétaires, qui ont reconnu nous devoir légitimement ces droits, pour les campagnes à venir.

» Nous terminerons ce rapport, Messieurs, en vous rappelant les deuils de la Société, durant cette session :

» Le premier sur la liste de ceux que nous avons perdus, est PAUL DE KOCK, dont l'œuvre, traduite dans toutes les langues



fêtée chez tous les peuples, n'a inspiré à aucun des gouvernements de son pays, la pensée de s'honorer, en lui décernant le ruban de la Légion d'honneur. Puis c'est BRISEBARRE, dont le talent fin et profond n'a pas eu meilleure fortune. Puis viennent : D'AVRECOCK, le compositeur BAZZONI, DÉADDÉ (SAINT-YVES), DELBÈS, LEVASSEUR, RAOUL BRAVARD, AUGUSTE LUCHET, MARÉCHALLE, ELIE SAUVAGE, VULPIAN, LEPARMENTIER DE FRÉVILLE, LÉON PICARD ; une femme aussi : Madame MÉLANIE WALDOR.

» Ils ont eu des destinées diverses. Pour certains, les succès et la célébrité ; pour d'autres, le labeur obscur. Qu'il soient du moins égaux devant la sincérité de nos regrets affectueux. »

L'Assemblée, à la fin de ce rapport, témoigne par ses applaudissements l'intérêt qu'elle y a pris, et qu'à plusieurs reprises elle avait déjà manifesté pendant la lecture de M. Cadol.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport.

M. E. Grangé demande la parole.

Il lit, sur la situation du théâtre de l'Ambigu, quelques observations tendant à faire lever l'interdit prononcé contre M. Billion. — Ce n'est pas, dit-il, en faveur de M. Billion que je parle ; c'est dans l'intérêt des auteurs atteints en même temps que lui du coup qui le frappe. — M. Grangé se défend de vouloir juger la mesure ; mais il reproche à la Commission d'avoir exigé du directeur coupable une amende de 6,000 fr., moyennant laquelle a été abandonné le procès entamé contre lui, et de l'avoir ensuite laissé sans traité. C'est là, suivant M. Grangé, l'usage d'un droit excessif, dont il ne résulte à ses yeux qu'un grave préjudice pour les auteurs.

M. Grangé ne considère qu'au point de vue commercial les relations des auteurs et compositeurs dramatiques avec les directeurs des théâtres, et il lui suffit que la Société soit armée de garanties solides contre les contractants de mauvaise foi, sans qu'elle se préoccupe du côté moral de ses rapports avec eux.

Il conclut en demandant que la levée de l'interdit de l'Ambigu

soit mise aux voix, et ajouté que si sa demande est repoussée, il se propose d'en appeler à la nouvelle Commission.

M. le Président prie l'Assemblée de ne pas oublier que les 6,000 fr. ont été versés pour éteindre l'action judiciaire; qu'ils ont été offerts par M. Billion à titre d'amende; qu'ils n'ont été acceptés par la Commission qu'à ce titre, et qu'avant de les accepter, la Commission a dûment averti M. Billion qu'elle se réservait de la façon la plus expresse la faculté de ne plus traiter avec lui.

M. le Président s'en rapporte là-dessus aux souvenirs de M. Hostein, chargé de faire part de ces dispositions à M. le directeur de l'Ambigu-Comique, et M. Hostein, présent dans l'Assemblée, déclare que le fait est parfaitement exact. Ne parlons pas, ajoute M. le Président, de la question de dignité!

M. Crisafulli ne conteste pas moins à la Commission le droit qu'elle a exercé après avoir reçu l'argent de M. Billion; il s'élève contre l'interdit, qu'il attribue aux rancunes et à l'influence de l'un des membres de la Commission.

M. F. Dugué invite M. Crisafulli à désigner le membre auquel il fait allusion.

M. Crisafulli se contente de répondre qu'il ne s'agit pas de M. F. Dugué.

M. le Président met aux voix le rapport du Secrétaire sur les travaux de l'exercice 1871-72.

Le rapport est adopté à l'unanimité moins deux voix.

En conséquence, la proposition de M. Grangé est non avenue.

M. le Président annonce qu'il va être procédé au scrutin secret, par appel nominal, à l'élection de six commissaires, dont cinq en remplacement de MM. Jules Barbier, Ernest Boulanger, Edouard Cadol, Raimond Deslandes et Edouard Pailleron, membres sortants et non rééligibles aux termes de l'art. 12 des Statuts, et le sixième, pour deux années seulement, en remplacement de M. Vaucorbeil, démissionnaire.

La liste des candidats se compose de MM. Duprato, Elwart, Paul Féval, Edmond Gondinet, Ludovic Halévy, Emile Jonas, Victorin

**Joncières, Auguste Maquet, Jules Moinaux, Adolphe Nibelle, Théophile Semet et Vogel.**

**Les votes recueillis donnent les résultats suivants :**

**Nombre de votants : 118. — Majorité : 60.**

|                                |                |
|--------------------------------|----------------|
| <b>MM. Ludovic Halévy.....</b> | <b>87 voix</b> |
| <b>Paul Féval.....</b>         | <b>86</b>      |
| <b>Edmond Gondinet.....</b>    | <b>83</b>      |
| <b>Auguste Maquet.....</b>     | <b>78</b>      |
| <b>Jules Moinaux.....</b>      | <b>50</b>      |
| <b>Victorin Joncières.....</b> | <b>44</b>      |
| <b>Théophile Semet.....</b>    | <b>37</b>      |
| <b>Duprato.....</b>            | <b>31</b>      |
| <b>Adolphe Nibelle.....</b>    | <b>30</b>      |
| <b>Emile Jonas.....</b>        | <b>28</b>      |
| <b>Elwart.....</b>             | <b>25</b>      |
| <b>Vogel.....</b>              | <b>12</b>      |

**Sont proclamés membres de la Commission pour trois années :**

**MM. LUDOVIC HALÉVY,  
PAUL FÉVAL,  
EDMOND GONDINET,  
AUGUSTE MAQUET,**

**qui ont réuni la majorité des voix.**

**Après un second tour de scrutin pour l'élection de deux commissaires restant à nommer, M. VICTORIN JONCIÈRES, qui avait obtenu 44 voix au premier tour de scrutin, ayant, au second tour, obtenu à la majorité relative 45 voix, est proclamé membre de la Commission pour trois années.**

**M. THÉOPHILE SEMET, qui avait obtenu 37 voix, au premier tour de scrutin, ayant, au second tour, obtenu, à la majorité relative, 21 voix, est proclamé membre de la Commission pour deux années.**

M. JULES MOINAUX ayant obtenu..... 50 voix  
et M. DUPRATO..... 31

an premier tour de scrutin, sont nommés membres suppléants.

En conséquence, la Commission se trouve composée ainsi qu'il suit pour l'exercice 1872-1873 (1) :

MM. EDMOND ABOUT.  
JULES ADENIS.  
FERDINAND DUGUÉ.  
ALEXANDRE DUMAS fils.  
PAUL FÉVAL.  
EDMOND GONDINET.  
LUDOVIC HALÉVY.  
VICTORIN JONCIÈRES.  
AUGUSTE MAQUET.  
MICHEL MASSON.  
HENRI MEILHAC.  
ÉMILE DE NAJAC.  
HENRI DE SAINT-GEORGES.  
THOMAS SAUVAGE..  
THÉOPHILE SEMET.  
*Suppléants :*  
JULES MOINAUX.  
DUPRATO.

La séance est levée à trois heures un quart.

---

(1) Dans sa séance du vendredi 17 mai 1872, la Commission a constitué son bureau de la manière suivante :

|                         |                           |
|-------------------------|---------------------------|
| <i>President.....</i>   | MM. ALEXANDRE DUMAS fils. |
| <i>Vice-Présidents.</i> | FERDINAND DUGUÉ.          |
| —                       | PAUL FÉVAL.               |
| —                       | AUGUSTE MAQUET.           |
| <i>Secrétaires.....</i> | LUDOVIC HALÉVY.           |
| —                       | ÉMILE DE NAJAC.           |
| <i>Trésorier.....</i>   | JULES ADENIS.             |
| <i>Archiviste.....</i>  | HENRI MEILHAC.            |



## CAISSE DE LA SOCIÉTÉ

### RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1871-1872.

(Du 11 avril 1871 au 10 avril 1872. — 12 mois.)

| RECETTES.                                                         |           | DÉPENSES                                                                                                                          |           |
|-------------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
|                                                                   | fr. c.    |                                                                                                                                   | fr. c.    |
| Revenus .....                                                     | 8,662 25  | Secours .....                                                                                                                     | 9,804 90  |
| Produit du 1/2 p. 0/0....                                         | 7,978 06  | Frais judiciaires.....                                                                                                            | 1,111 65  |
| Produit du domaine public.                                        | 12,818 75 | Loyer, impositions, assurances.....                                                                                               | 2,720 65  |
| Représentations à bénéfice.                                       | 1,450 »   | Employés.....                                                                                                                     | 6,899 80  |
| Don à la Caisse de secours,<br>M. Busnach.....                    | 125 »     | Bibliothèque.....                                                                                                                 | 1,750 »   |
| Indemnité payée par le<br>directeur de l'Ambigu-Comi-<br>que..... | 6,000 »   | Impressions diverses, envoi<br>de circulaires.....                                                                                | 310 45    |
|                                                                   |           | Assemblée générale de 1871                                                                                                        | 298 25    |
|                                                                   |           | Frais de bureau et de copie                                                                                                       | 702 60    |
|                                                                   |           | Timbre, copie et enregis-<br>trement des traités pas-<br>sés avec les directeurs<br>des entreprises théâtra-<br>les de Paris..... | 842 20    |
|                                                                   |           | Établissement de la per-<br>ception dans les cafés-<br>concerts de Paris et de la<br>Province. ....                               | 257 75    |
|                                                                   |           | Souscription Ducatel.....                                                                                                         | 300 »     |
|                                                                   |           | Frais généraux .....                                                                                                              | 1,127 95  |
|                                                                   | 37,034 06 |                                                                                                                                   | 26,126 20 |
| Caisse le 10 avril 1871..                                         | 3,314 75  | Achat d'obligations de la<br>ville de Paris.                                                                                      |           |
| de 25 ob. du Dauphiné.                                            | 7,344 50  | 20 obl. 1855 * 7,500 00)                                                                                                          |           |
|                                                                   |           | 13 obl. 1865 * 5,689 38)                                                                                                          | 18,661 88 |
|                                                                   |           | 20 obl. 1869 * 5,472 50)                                                                                                          |           |
|                                                                   |           | En Caisse le 10 avril 1872.                                                                                                       | 2,905 23  |
| TOTAL .....                                                       | 47,693 31 | TOTAL.....                                                                                                                        | 47,693 31 |

sommes précédées d'un astérisque ne doivent être considérées ni comme  
ni comme dépenses; en les déduisant du tableau qui précède, on trouve les  
ci-après :

|                   |           |                           |           |
|-------------------|-----------|---------------------------|-----------|
| te effective..... | 37,034 06 | Dépense effective.....    | 26,126 20 |
|                   |           | Excédant de la recette... | 10,907 86 |
|                   | 37,034 06 |                           | 37,034 06 |

Les titres et obligations appartenant à la Société représentaient, à la date du 10 avril 1872, la somme de 179,667 fr. 33 c., en prenant pour base le cours moyen de la Bourse, d'après la cote officielle dudit jour, conformément au tableau ci-après :

| VALEURS.                           | COURS. | PRODUIT.   | REVENUS. |
|------------------------------------|--------|------------|----------|
|                                    | fr. c. | fr. c.     | fr. c.   |
| 4,000 fr. de rente 3 p. 0/0.....   | 55 60  | 74,133 33  | 4,000 00 |
| 200 Obligations Bourbonnais.....   | 290 50 | 58,100 00  | 3,000 00 |
| 94 Obligations Ouest.....          | 287 25 | 27,001 50  | 1,410 00 |
| Obligations de la Ville de Paris : |        |            |          |
| 20 Obligations 1855-1860.....      | 372 50 | 7,450 00   | 300 00   |
| 17 Obligations 1865.....           | 437 50 | 7,437 50   | 340 00   |
| 20 Obligations 1869.....           | 277 25 | 5,545 00   | 240 00   |
|                                    |        | 179,667 33 | 9,290 00 |

Le capital représenté par ces valeurs était, à la date du 10 avril 1872, de..... 179,667 33

Il y avait en caisse ledit jour..... 2,905 25

---

Le capital net était donc de..... 182,572 58

Il était le 10 avril 1871, de..... 158,080 33

---

Différence en plus pour l'exercice 1870-1871..... 24,492 25

## DROITS D'AUTEUR

NON COMPRIS LES BILLETS STIPULÉS DANS LES TRAITÉS PASSÉS AVEC LES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

### TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 1870-1871 ET 1871-1872,

POUR PARIS, LES DÉPARTEMENTS, LA BANLIEUE ET L'ÉTRANGER.

NOTA. Les renseignements placés à la suite du mois porté dans la première colonne des tableaux ci-après, se rapportent, pour les théâtres de Paris, au mois pendant lequel ont eu lieu les représentations.

Pour les théâtres des départements, de la banlieue et de l'étranger, le mois indiqué désigne celui où le dépouillement des droits a été fait dans les agences générales de la Société.

Ce travail n'aurait pu être fait d'une autre manière sans entraîner des erreurs, en détruisant les bases du contrôle sur lequel il repose. On ne peut donc tirer, pour l'exercice 1870-1871, des déductions statistiques certaines en ce qui concerne la province et l'étranger, le dépouillement n'ayant pu s'opérer pendant l'investissement de Paris par les Allemands, ni pendant la durée de l'insurrection. Les droits perçus pendant ces deux périodes figurent dans l'exercice 1871-1872; ils atteignent à peine le chiffre de cent mille francs.

### I. — PARIS

#### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR MOIS.

| MOIS.                | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                      | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                  | de 1871-1872 |
| <b>FRANÇAIS.</b>     |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....          | 83,841 73           | 11,692 62        | 7,428 50            | 490 45           | 11,902 17                                     | "            |
| Mai .....            | 61,802 89           | 7,594 99         | 3,483 00            | 242 81           | 7,352 18                                      | "            |
| Juin .....           | 28,209 80           | 4,344 47         | 24,792 53           | 3,195 47         | 1,149 00                                      | "            |
| Juillet .....        | 31,096 86           | 3,835 37         | 41,163 64           | 4,004 02         | "                                             | 168 65       |
| Août .....           | 28,102 08           | 2,231 11         | 54,518 18           | 6,197 01         | "                                             | 3,965 90     |
| Septembre .....      | 2,101 46            | 169 94           | 75,216 20           | 8,559 74         | "                                             | 8,389 80     |
| Octobre .....        | "                   | "                | 145,176 74          | 18,637 96        | "                                             | 18,637 96    |
| Novembre .....       | "                   | "                | 140,570 97          | 15,808 53        | "                                             | 15,808 53    |
| Décembre .....       | 31,096 75           | 35 00            | 120,533 92          | 14,776 01        | "                                             | 14,741 01    |
| Janvier .....        | "                   | 640 26           | 176,386 01          | 23,828 93        | "                                             | 23,188 67    |
| Février .....        | 12,603 00           | 995 28           | 124,958 62          | 16,933 74        | "                                             | 15,938 46    |
| Mars .....           | 15,533 50           | 1,480 40         | 83,069 14           | 10,048 49        | "                                             | 8,568 09     |
|                      | 304,388 06          | 33,019 44        | 1,017,297 45        | 122,723 16       | "                                             | 89,703 72    |
| <b>PALAIS-ROYAL.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril .....          | 62,898 00           | 7,672 70         | "                   | "                | 7,672 70                                      | "            |
| Mai .....            | 49,538 00           | 6,421 50         | "                   | "                | 6,421 50                                      | "            |
| Juin .....           | 26,280 00           | 3,718 45         | 35,175 00           | 4,221 00         | "                                             | 509 55       |
| Juillet .....        | 12,846 50           | 1,541 58         | 37,298 00           | 4,475 76         | "                                             | 2,934 18     |
| Août .....           | 11,798 50           | 1,415 82         | 32,677 00           | 3,921 25         | "                                             | 2,503 43     |
| Septembre .....      | 824 50              | 98 94            | 60,323 00           | 7,239 05         | "                                             | 7,140 11     |
| Octobre .....        | "                   | "                | 103,066 00          | 12,367 90        | "                                             | 12,367 90    |
| Novembre .....       | "                   | "                | 89,961 00           | 10,795 32        | "                                             | 10,795 32    |
| Décembre .....       | "                   | "                | 124,899 00          | 19,474 48        | "                                             | 19,474 48    |
| Janvier .....        | "                   | "                | 143,381 00          | 22,808 95        | "                                             | 22,808 95    |
| Février .....        | 27,835 50           | 3,340 25         | 112,323 00          | 17,971 70        | "                                             | 14,631 45    |
| Mars .....           | 32,970 00           | 3,956 40         | 79,649 00           | 12,743 85        | "                                             | 8,787 45     |
|                      | 224,991 00          | 28,165 64        | 818,754 00          | 116,019 26       | "                                             | 87,853 62    |



| MOIS.                 | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|-----------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                       | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                  | de 1871-1872 |
| <b>OPÉRA-COMIQUE.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....            | 91,585 85           | 10,990 90        | »                   | »                | 10,990 90                                     | »            |
| Mai.....              | 74,888 45           | 8,986 56         | »                   | »                | 8,986 56                                      | »            |
| Juin.....             | 56,419 00           | 18,751 48        | »                   | »                | 18,751 48                                     | »            |
| Juillet.....          | 54,583 50           | 6,550 09         | 57,053 00           | 7,002 84         | »                                             | 428 89       |
| Août.....             | 36,479 75           | 4,377 53         | 53,294 00           | 6,395 27         | »                                             | 2,917 74     |
| Septembre.....        | »                   | »                | 72,092 50           | 8,642 70         | »                                             | 8,642 70     |
| Octobre.....          | »                   | »                | 139,768 75          | 16,772 25        | »                                             | 16,772 25    |
| Novembre.....         | »                   | »                | 130,642 25          | 15,680 67        | »                                             | 15,680 67    |
| Décembre.....         | »                   | »                | 102,808 75          | 12,337 03        | »                                             | 12,337 03    |
| Janvier.....          | »                   | »                | 123,503 75          | 14,820 33        | »                                             | 14,820 33    |
| Février.....          | »                   | »                | 128,383 00          | 15,405 96        | »                                             | 15,405 96    |
| Mars.....             | »                   | »                | 129,298 00          | 15,515 76        | »                                             | 15,515 76    |
|                       | 312,986 55          | 49,635 79        | 936,773 00          | 112,572 81       | »                                             | 62,917 02    |

**Gaieté.**

|                |            |           |              |            |          |           |
|----------------|------------|-----------|--------------|------------|----------|-----------|
| Avril.....     | 76,249 00  | 7,981 40  | 8,269 70     | 826 90     | 7,154 30 | »         |
| Mai.....       | 83,708 75  | 8,381 40  | 10,524 00    | 1,052 40   | 7,289 00 | »         |
| Juin.....      | 60,890 75  | 6,088 80  | 46,545 00    | 4,654 50   | 1,434 30 | »         |
| Juillet.....   | 46,790 25  | 4,678 65  | 39,473 00    | 3,947 30   | 731 35   | »         |
| Août.....      | 24,405 55  | 2,440 10  | 66,435 00    | 6,734 90   | »        | 4,294 00  |
| Septembre..... | 1,415 25   | 141 50    | 100,948 25   | 10,094 85  | »        | 9,953 25  |
| Octobre.....   | »          | »         | 105,657 50   | 10,565 75  | »        | 10,565 75 |
| Novembre.....  | »          | »         | 104,886 00   | 10,488 60  | »        | 10,488 60 |
| Décembre.....  | 3,749 00   | 374 90    | 38,529 50    | 3,841 00   | »        | 3,206 10  |
| Janvier.....   | »          | »         | 140,291 75   | 14,029 00  | »        | 14,029 00 |
| Février.....   | »          | »         | 227,672 25   | 22,766 25  | »        | 22,766 25 |
| Mars.....      | 7,846 50   | 745 10    | 169,226 95   | 16,922 25  | »        | 16,177 15 |
|                | 305,155 05 | 30,801 85 | 1,058,459 00 | 105,724 40 | »        | 74,922 55 |

**GYMNASE.**

|                |            |           |            |           |           |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Avril.....     | 103,301 00 | 12,396 12 | 17,393 00  | 2,067 16  | 10,308 96 | »         |
| Mai.....       | 59,520 50  | 7,142 46  | 11,967 00  | 1,456 04  | 5,708 43  | »         |
| Juin.....      | 28,181 50  | 3,381 78  | 42,167 25  | 5,060 07  | »         | 1,671 90  |
| Juillet.....   | 14,426 00  | 1,731 12  | 28,983 00  | 3,477 96  | »         | 1,746 56  |
| Août.....      | 13,465 75  | 1,629 12  | 23,504 50  | 2,820 54  | »         | 1,191 62  |
| Septembre..... | 2,705 75   | 324 69    | 36,824 50  | 4,418 94  | »         | 4,084 35  |
| Octobre.....   | »          | »         | 84,371 50  | 10,124 58 | »         | 10,124 58 |
| Novembre.....  | »          | 1,140 00  | 69,018 50  | 8,283 22  | »         | 7,121 22  |
| Décembre.....  | »          | »         | 120,043 75 | 14,405 25 | »         | 14,405 25 |
| Janvier.....   | »          | »         | 109,189 50 | 13,102 72 | »         | 12,102 72 |
| Février.....   | »          | »         | 74,480 75  | 8,937 69  | »         | 8,937 69  |
| Mars.....      | 18,032 50  | 2,163 90  | 67,965 25  | 8,158 83  | »         | 5,904 83  |
|                | 239,633 00 | 29,909 19 | 685,906 50 | 82,309 00 | »         | 52,209 91 |

| MOIS.          | EXERCICE 1870-1871. |                     | EXERCICE 1871-1872. |                     | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |           |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------------------|-----------|
|                | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | de                                            | de        |
|                |                     |                     |                     |                     | 1870-1871                                     | 1871-1872 |
| CHATELST.      |                     |                     |                     |                     |                                               |           |
| Avril.....     | 66,839 10           | 6,813 55            | »                   | »                   | 6,813 55                                      | »         |
| Mai.....       | 8,344 75            | 951 28              | 6,761 45            | 876 15              | 275 13                                        | »         |
| Juin.....      | »                   | »                   | 34,612 00           | 3,480 90            | »                                             | 3,460 90  |
| Juillet.....   | »                   | »                   | 44,033 15           | 4,403 00            | »                                             | 4,403 00  |
| Août.....      | »                   | »                   | 67,311 65           | 6,730 67            | »                                             | 6,730 67  |
| Septembre..... | »                   | »                   | 66,679 30           | 6,667 65            | »                                             | 6,667 65  |
| Octobre.....   | »                   | »                   | 57,839 73           | 5,763 70            | »                                             | 5,763 70  |
| Novembre.....  | »                   | »                   | 61,794 75           | 6,178 95            | »                                             | 6,178 95  |
| Décembre.....  | »                   | »                   | 126,441 00          | 12,643 80           | »                                             | 12,643 80 |
| Janvier.....   | »                   | »                   | 149,591 00          | 14,959 03           | »                                             | 14,959 03 |
| Février.....   | »                   | »                   | 105,607 25          | 10,560 40           | »                                             | 10,560 40 |
| Mars.....      | »                   | »                   | 81,841 25           | 8,183 75            | »                                             | 8,183 75  |
|                | 77,183 85           | 7,764 83            | 802,312 55          | 80,228 02           | »                                             | 72,463 19 |

**VARIÉTÉS.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 60,361 50  | 7,243 38  | 2,931 50   | "         | 7,243 38 | "         |
| Mai.....       | 47,817 50  | 5,802 81  | "          | 351 78    | 5,451 03 | "         |
| Juin.....      | "          | "         | 35,106 00  | 4,212 68  | "        | 4,212 68  |
| Juillet.....   | "          | "         | 22,651 25  | 2,717 68  | "        | 2,717 68  |
| Août.....      | 14,032 00  | 1,683 72  | "          | "         | 1,683 72 | "         |
| Septembre..... | "          | "         | 78,506 50  | 9,420 78  | "        | 9,420 78  |
| Octobre.....   | "          | "         | 79,337 50  | 9,520 62  | "        | 9,520 62  |
| Novembre.....  | "          | "         | 90,823 50  | 11,084 24 | "        | 11,084 24 |
| Décembre.....  | "          | "         | 98,661 50  | 11,839 34 | "        | 11,839 34 |
| Janvier.....   | "          | "         | 81,115 50  | 9,733 92  | "        | 9,733 92  |
| Février.....   | 24,502 00  | 4,140 28  | 101,859 50 | 12,223 14 | "        | 8,082 86  |
| Mars.....      | 29,431 75  | 3,726 65  | 70,661 50  | 8,784 52  | "        | 5,067 87  |
|                | 186,144 75 | 22,596 84 | 661,654 25 | 79,888 70 | "        | 57,291 86 |

**VAUDEVILLE.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 49,794 00  | 5,975 18  | 3,684 00   | 440 05    | 5,535 13 | "         |
| Mai.....       | 39,369 00  | 4,724 28  | 2,092 00   | 100 00    | 4,624 28 | "         |
| Juin.....      | 25,660 00  | 3,079 20  | 9,107 50   | 978 88    | 2,100 34 | "         |
| Juillet.....   | 19,396 00  | 6,653 52  | 22,691 50  | 2,734 14  | 2,929 38 | "         |
| Août.....      | 8,430 50   | 1,011 66  | 20,185 00  | 2,422 20  | "        | 1,410 54  |
| Septembre..... | "          | "         | 33,752 00  | 4,049 84  | "        | 4,049 84  |
| Octobre.....   | "          | "         | 47,116 50  | 5,653 98  | "        | 5,653 98  |
| Novembre.....  | "          | "         | 42,816 50  | 5,137 98  | "        | 5,137 98  |
| Décembre.....  | 5,072 00   | 484 65    | 45,510 00  | 5,464 80  | "        | 4,980 15  |
| Janvier.....   | "          | "         | 44,544 50  | 5,345 46  | "        | 5,345 46  |
| Février.....   | "          | "         | 133,834 00 | 16 038 91 | "        | 16,058 91 |
| Mars.....      | "          | 1,369 95  | 124,016 00 | 14,881 53 | "        | 13,591 56 |
|                | 147,621 50 | 23,218 44 | 529,367 50 | 63,257 75 | "        | 40,039 31 |

| MOIS.          | EXERCICE 1870-1871. |                     | EXERCICE 1871-1872. |                     | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |           |
|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------------------|-----------|
|                | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | Recette<br>brute.   | Droits<br>d'auteur. | de                                            | de        |
|                |                     |                     |                     |                     | 1870-1871                                     | 1871-1872 |
| OPÉRA.         |                     |                     |                     |                     |                                               |           |
| Avril.....     | 158,140 02          | 7,300 00            | »                   | »                   | 7,300 00                                      | »         |
| Mai.....       | 143,681 76          | 6,362 50            | »                   | »                   | 6,362 50                                      | »         |
| Juin.....      | 103,499 50          | 5 700 00            | »                   | »                   | 5,700 00                                      | »         |
| Juillet.....   | 113,644 56          | 5,837 50            | 42,903 72           | »                   | 5,837 50                                      | »         |
| Août.....      | 88,530 77           | 6,687 50            | 45,376 65           | »                   | 6,687 50                                      | »         |
| Septembre..... | »                   | 900 00              | 60,612 73           | »                   | 900 00                                        | »         |
| Octobre.....   | »                   | »                   | 70,689 14           | 16,731 25           | »                                             | 16,731 25 |
| Novembre.....  | »                   | »                   | 143,432 44          | 14,599 69           | »                                             | 5,953 72  |
| Décembre.....  | »                   | »                   | 110,487 25          | 8,034 26            | »                                             | 8,054 26  |
| Janvier.....   | »                   | »                   | 114,019 72          | 6,841 22            | »                                             | 6,841 22  |
| Février.....   | »                   | »                   | 139,954 44          | 8,397 38            | »                                             | 8,397 38  |
| Mars.....      | »                   | »                   | 127,838 10          | 7,670 28            | »                                             | 7,670 28  |
|                | 607,496 61          | 32,787 50           | 855,316 19          | 62,224 08           | »                                             | 29,306 38 |

**FOLIES-DRAMATIQUES.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 51,421 35  | 6,170 65  | 14,216 65  | 1,706 00  | 4,464 65 | »         |
| Mai.....       | 28,814 25  | 3,469 10  | 2,902 90   | 348 35    | 3,190 75 | »         |
| Juin.....      | 10,144 30  | 1,217 30  | 18,996 25  | 2,271 30  | »        | 1,053 90  |
| Juillet.....   | »          | »         | 47,691 25  | 5,721 50  | »        | 5,721 50  |
| Août.....      | »          | »         | 39,033 35  | 4,683 95  | »        | 4,683 95  |
| Septembre..... | »          | »         | 35,623 45  | 4,274 85  | »        | 4,274 85  |
| Octobre.....   | »          | »         | 51,696 45  | 6,563 60  | »        | 6,563 60  |
| Novembre.....  | »          | »         | 46,449 20  | 5,573 75  | »        | 5,573 75  |
| Décembre.....  | »          | »         | 30,318 35  | 3,638 04  | »        | 3,638 04  |
| Janvier.....   | »          | »         | 39,097 15  | 4,091 65  | »        | 4,091 65  |
| Février.....   | »          | »         | 51,105 93  | 6,142 65  | »        | 6,142 65  |
| Mars.....      | 9,737 55   | 1,168 50  | 55,975 30  | 6,716 95  | »        | 5,548 65  |
|                | 100,117 45 | 12,025 55 | 436,036 25 | 52,332 49 | »        | 40,306 90 |

**ODÉON.**

|                |           |          |            |           |          |           |
|----------------|-----------|----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 21,937 50 | 2,848 75 | »          | »         | 2,848 75 | »         |
| Mai.....       | 22,068 85 | 2,248 32 | »          | »         | 2,248 32 | »         |
| Juin.....      | »         | 974 06   | »          | »         | 974 06   | »         |
| Juillet.....   | »         | »        | »          | »         | »        | »         |
| Août.....      | »         | »        | »          | »         | »        | »         |
| Septembre..... | »         | »        | »          | »         | »        | »         |
| Octobre.....   | »         | »        | 20,982 25  | 2,137 35  | »        | 2,137 35  |
| Novembre.....  | 4,545 50  | 181 81   | 37,730 00  | 4,432 28  | »        | 4,432 28  |
| Décembre.....  | »         | »        | 47,451 75  | 5,694 21  | »        | 5,694 21  |
| Janvier.....   | »         | »        | 37,587 75  | 3,900 97  | »        | 3,900 97  |
| Février.....   | »         | »        | 78,270 00  | 10,692 46 | »        | 10,692 46 |
| Mars.....      | »         | »        | 150,854 75 | 22,628 18 | »        | 22,628 18 |
|                | 51,551 85 | 6,252 94 | 372,876 50 | 49,485 45 | »        | 43,223 51 |

| MOIS.                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                        | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                  | de 1871-1872 |
| <b>MENUS-PLAISIRS.</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....             | 5,300 50            | 500 00           | „                   | 140 00           | 360 03                                        | „            |
| Mai.....               | „                   | „                | „                   | 20 00            | „                                             | 20 00        |
| Jun.....               | „                   | „                | „                   | „                | „                                             | „            |
| Juillet.....           | „                   | „                | „                   | 60 00            | „                                             | 60 00        |
| Oct.....               | „                   | „                | „                   | „                | „                                             | „            |
| Septembre.....         | „                   | „                | 11,456 30           | 1,145 50         | „                                             | 1,145 50     |
| Octobre.....           | „                   | „                | 30,869 10           | 3,086 45         | „                                             | 3,086 45     |
| Novembre.....          | „                   | 30 00            | 44,104 25           | 4,410 40         | „                                             | 4,380 40     |
| Décembre.....          | 3,589 75            | 277 80           | 32,253 50           | 3,224 90         | „                                             | 2,947 10     |
| Janvier.....           | „                   | 240 00           | 54,702 25           | 5,698 45         | „                                             | 5,458 45     |
| Février.....           | „                   | 486 05           | 71,618 25           | 7,909 25         | „                                             | 7,423 20     |
| Mars.....              | „                   | 240 00           | 41,447 25           | 4,662 35         | „                                             | 4,422 35     |
|                        | 8,890 25            | 1,773 90         | 286,450 80          | 30,357 30        |                                               | 28,583 40    |

**AMBIGU.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 16,622 75  | 1,662 05  | 5,175 80   | 517 60    | 1,114 45 | „         |
| Mai.....       | 11,177 50  | 1,117 40  | 3,397 55   | 339 80    | 787 60   | „         |
| Jun.....       | 16,406 50  | 1,640 20  | 7,719 25   | 771 85    | 868 35   | „         |
| Juillet.....   | 17,724 80  | 1,772 20  | 21,738 25  | 2,173 79  | „        | 401 59    |
| Oct.....       | 3,296 25   | 329 50    | 19,492 70  | 1,950 24  | „        | 1,690 74  |
| Septembre..... | „          | „         | 21,635 70  | 2,163 53  | „        | 2,163 53  |
| Octobre.....   | „          | „         | 45,287 85  | 4,528 60  | „        | 4,528 60  |
| Novembre.....  | 26,661 95  | 2,666 02  | 72,758 00  | 7,275 79  | „        | 4,609 77  |
| Décembre.....  | 8,317 80   | 831 80    | 41,290 25  | 4,128 70  | „        | 3,296 90  |
| Janvier.....   | 10,236 70  | 1,023 58  | 46,907 50  | 4,690 60  | „        | 3,667 02  |
| Février.....   | 13,267 80  | 1,326 75  | 17,449 75  | 1,744 75  | „        | 418 00    |
| Mars.....      | 13,948 45  | 1,394 79  | „          | „         | 1,394 79 | „         |
|                | 137,660 50 | 13,764 29 | 302,752 60 | 30,275 25 |          | 16,510 96 |

**COFFES-PARISIENS.**

|                |            |           |            |           |          |           |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|
| Avril.....     | 46,985 50  | 4,698 55  | „          | „         | 4,698 55 | „         |
| Mai.....       | 41,245 50  | 4,248 47  | „          | „         | 4 268 47 | „         |
| Jun.....       | „          | „         | „          | „         | „        | „         |
| Juillet.....   | „          | „         | „          | „         | „        | „         |
| Oct.....       | „          | „         | „          | „         | „        | „         |
| Septembre..... | „          | „         | 22,108 50  | 2,210 85  | „        | 2,210 85  |
| Octobre.....   | „          | „         | 41,993 55  | 4,496 55  | „        | 4,496 55  |
| Novembre.....  | „          | „         | 43,289 00  | 4,328 90  | „        | 4,328 90  |
| Décembre.....  | 5,017 00   | 501 70    | 49,650 80  | 4,965 08  | „        | 4,463 38  |
| Janvier.....   | 6,223 50   | 556 85    | 41,910 50  | 4,194 03  | „        | 3,637 20  |
| Février.....   | 5,787 50   | 289 45    | 35,056 50  | 3,505 65  | „        | 3,216 20  |
| Mars.....      | 16,591 00  | 1,659 10  | 21,801 50  | 2,180 15  | „        | 521 05    |
|                | 121,850 00 | 11,974 12 | 255,840 35 | 25,881 23 | „        | 13,907 11 |

| MOIS.                         | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.     |              |
|-------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------|--------------|
|                               | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Différence en faveur |              |
|                               |                     |                  |                     |                  | de 1870-1871         | de 1871-1872 |
| CHATEAU-D'EAU.                |                     |                  |                     |                  |                      |              |
| Avril.....                    | 14,879 50           | 1,071 45         | 1,121 70            | 112 20           | 1,530 25             | .            |
| Mai.....                      | 9,487 00            | 990 80           | 6,002 05            | 600 15           | 390 65               | .            |
| Juin.....                     | "                   | "                | "                   | "                | "                    | .            |
| Juillet.....                  | "                   | "                | 3,293 20            | 329 35           | "                    | 329 35       |
| Août.....                     | "                   | "                | "                   | "                | "                    | .            |
| Septembre.....                | "                   | "                | 24,396 45           | 2,439 80         | "                    | 2,439 80     |
| Octobre.....                  | "                   | "                | 41,513 85           | 4,151 38         | "                    | 4,151 38     |
| Novembre.....                 | 4,906 50            | 490 60           | 30,447 70           | 3,044 55         | "                    | 2,553 25     |
| Décembre.....                 | "                   | "                | 23,410 55           | 2,341 00         | "                    | 2,341 00     |
| Janvier.....                  | "                   | "                | 50,168 25           | 5,016 75         | "                    | 5,016 75     |
| Février.....                  | "                   | "                | 31,996 25           | 3,243 55         | "                    | 3,243 55     |
| Mars.....                     | 5,216 80            | 521 65           | 21,306 65           | 2,130 55         | "                    | 1,608 90     |
|                               | 31,489 80           | 3,674 50         | 243,658 75          | 24,400 28        | .                    | 20,734 74    |
| ATHÉNÉE<br>[Théâtre-Lyrique.] |                     |                  |                     |                  |                      |              |
| Avril.....                    | 26,493 00           | 2,026 28         | "                   | "                | 2,026 28             | .            |
| Mai.....                      | 12,486 00           | 1,646 92         | "                   | "                | 1,646 92             | .            |
| Juin.....                     | 3,823 00            | 690 46           | "                   | "                | 690 46               | .            |
| Juillet.....                  | "                   | "                | "                   | "                | "                    | .            |
| Août.....                     | "                   | "                | "                   | "                | "                    | .            |
| Septembre.....                | "                   | "                | 12,373 00           | 1,474 21         | "                    | 1,474 21     |
| Octobre.....                  | "                   | "                | 27,925 50           | 3,350 99         | "                    | 3,350 99     |
| Novembre.....                 | 634 00              | 58 04            | 23,196 10           | 2,782 71         | "                    | 2,782 71     |
| Décembre.....                 | 2,432 50            | 121 70           | 17,017 50           | 2,042 96         | "                    | 1,921 54     |
| Janvier.....                  | 5,241 00            | 299 30           | 23,863 25           | 2,863 24         | "                    | 2,564 01     |
| Février.....                  | "                   | "                | 24,987 80           | 3,000 20         | "                    | 2,600 20     |
| Mars.....                     | "                   | "                | 15,490 00           | 1,850 22         | "                    | 1,850 22     |
|                               | 42,109 50           | 4,842 70         | 144,792 15          | 17,364 63        | .                    | 12,321 52    |
| CLUNY                         |                     |                  |                     |                  |                      |              |
| Avril.....                    | 13,614 25           | 1,467 82         | 981 75              | 98 15            | 1,269 67             | .            |
| Mai.....                      | 9,374 50            | 953 05           | "                   | "                | 953 05               | .            |
| Juin.....                     | 8,530 00            | 852 75           | 6,783 50            | 675 35           | 177 40               | .            |
| Juillet.....                  | 4,268 00            | 426 45           | 6,513 25            | 651 23           | "                    | 224 57       |
| Août.....                     | 354 00              | 35 40            | 3,456 25            | 345 00           | "                    | 310 25       |
| Septembre.....                | "                   | "                | 12,909 50           | 1,220 95         | "                    | 1,220 95     |
| Octobre.....                  | "                   | "                | 14,343 50           | 1,434 31         | "                    | 1,434 31     |
| Novembre.....                 | 3,477 00            | 188 40           | 12,516 50           | 1,251 60         | "                    | 1,063 20     |
| Décembre.....                 | 5,656 25            | 348 95           | 10,800 50           | 1,086 85         | "                    | 777 90       |
| Janvier.....                  | 1,855 50            | 140 25           | 14,908 50           | 1,490 85         | "                    | 1,250 25     |
| Février.....                  | 14,072 25           | 1,459 75         | 23,918 75           | 2,391 80         | "                    | 921 00       |
| Mars.....                     | 5,779 50            | 681 85           | 17,049 25           | 1,704 90         | "                    | 1,623 00     |
|                               | 66,981 25           | 6,554 77         | 123,454 25          | 12,351 68        | .                    | 5,796 21     |

| MOIS.                   | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur. |              |
|-------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------------------------------------|--------------|
|                         | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                   | de 1871-1872 |
| <b>FOLIES-BERGERES.</b> |                     |                  |                     |                  |                                                |              |
| Avril.....              | "                   | 280 00           | "                   | "                | 280 00                                         | "            |
| Mai.....                | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Juin.....               | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Juillet.....            | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Août.....               | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Septembre.....          | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Octobre.....            | "                   | "                | "                   | "                | "                                              | "            |
| Novembre.....           | "                   | "                | 22,289 00           | 1,132 55         | "                                              | 1,132 55     |
| Décembre.....           | "                   | 32 64            | 28,730 00           | 2,307 63         | "                                              | 2,274 99     |
| Janvier.....            | "                   | 106 00           | 38,724 00           | 2,267 80         | "                                              | 2,161 80     |
| Février.....            | "                   | 240 00           | 34,034 50           | 2,517 52         | "                                              | 2,277 52     |
| Mars.....               | "                   | 315 00           | 33,933 50           | 1,534 64         | "                                              | 1,209 64     |
|                         |                     |                  |                     |                  |                                                |              |
| "                       |                     | 973 64           | 167,711 00          | 9,780 14         | "                                              | 8,776 50     |

**BAUWARCHAIS.**

|                |           |          |           |          |        |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--------|----------|
| Avril.....     | 7,081 10  | 748 08   | 5,765 60  | 578 50   | 171 58 | "        |
| Mai.....       | 7,895 95  | 789 45   | 3,530 95  | 353 05   | 436 40 | "        |
| Juin.....      | 6,869 55  | 686 95   | 2,450 05  | 244 91   | 442 04 | "        |
| Juillet.....   | 5,801 70  | 580 20   | 5,141 55  | 514 05   | 66 15  | "        |
| Août.....      | 4,728 10  | 472 85   | 6,593 00  | 659 20   | "      | 186 35   |
| Septembre..... | 1,576 30  | 157 60   | 8,324 05  | 832 40   | "      | 674 80   |
| Octobre.....   | "         | "        | 10,940 85 | 1,094 08 | "      | 1,094 08 |
| Novembre.....  | 2,732 55  | 273 15   | 8,802 50  | 880 16   | "      | 507 01   |
| Décembre.....  | 5,176 70  | 517 51   | 9,019 35  | 901 84   | "      | 384 23   |
| Janvier.....   | 2,845 95  | 284 60   | 12,577 80 | 1,257 70 | "      | 973 10   |
| Février.....   | 8,662 35  | 865 15   | 12,509 50 | 1,250 92 | "      | 385 77   |
| Mars.....      | 7,189 45  | 741 85   | 10,965 10 | 1,096 35 | "      | 354 50   |
|                |           |          |           |          |        |          |
|                | 61,559 70 | 6,217 39 | 96,020 20 | 9,661 16 | "      | 2,443 77 |

**FOLIES-NOUVELLES  
[Déjazet]**

|                |           |          |           |          |          |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|----------|----------|
| Avril.....     | 10,580 50 | 1,058 08 | "         | "        | 1,058 08 | "        |
| Mai.....       | 6,994 95  | 699 35   | "         | "        | 699 35   | "        |
| Juin.....      | 4,218 00  | 569 43   | "         | "        | 569 43   | "        |
| Juillet.....   | "         | "        | "         | "        | "        | "        |
| Août.....      | "         | "        | "         | "        | "        | "        |
| Septembre..... | "         | "        | 11,970 50 | 1,197 20 | "        | 1,197 20 |
| Octobre.....   | "         | "        | 16,446 50 | 1,644 57 | "        | 1,644 57 |
| Novembre.....  | "         | "        | 12,845 25 | 1,312 25 | "        | 1,312 25 |
| Décembre.....  | "         | "        | 13,032 45 | 1,303 12 | "        | 1,303 12 |
| Janvier.....   | "         | "        | 12,040 25 | 1,203 90 | "        | 1,203 90 |
| Février.....   | "         | "        | "         | "        | "        | "        |
| Mars.....      | "         | "        | "         | "        | "        | "        |
|                |           |          |           |          |          |          |
|                | 21,793 45 | 2,226 86 | 66,224 95 | 6,661 04 | "        | 4,334 18 |

| MOIS.                     | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|---------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                           | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                  | de 1871-1872 |
| <b>FOLIES-MARIGNY</b>     |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                | 6,601 50            | 660 10           | "                   | "                | 660 10                                        | "            |
| Mai.....                  | 5,813 75            | 596 85           | "                   | "                | 596 85                                        | "            |
| Juin.....                 | 5,306 50            | 520 60           | "                   | "                | 520 60                                        | "            |
| Juillet.....              | "                   | "                | 3,011 75            | 301 10           | "                                             | 301 10       |
| Août.....                 | 2,798 75            | 279 85           | 4,691 50            | 469 40           | "                                             | 469 40       |
| Septembre.....            | "                   | "                | 4,289 40            | 428 74           | "                                             | 428 74       |
| Octobre.....              | "                   | "                | 6,729 75            | 672 97           | "                                             | 672 97       |
| Novembre.....             | "                   | "                | 2,716 00            | "                | "                                             | "            |
| Décembre.....             | "                   | "                | "                   | 271 55           | "                                             | 271 55       |
| Janvier.....              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Février.....              | 448 50              | 44 85            | "                   | "                | 44 85                                         | "            |
| Mars.....                 | 692 25              | 24 35            | 1,845 00            | 184 50           | "                                             | 184 50       |
|                           | 21,561 25           | 2,126 60         | 23,253 40           | 2,326 26         | "                                             | 201 66       |
| <b>SAINT-PIERRE</b>       |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                | "                   | 180 92           | 102 00              | 8 26             | "                                             | "            |
| Mai.....                  | "                   | 181 63           | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juin.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juillet.....              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Août.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Septembre.....            | "                   | "                | 1,903 35            | 152 26           | "                                             | "            |
| Octobre.....              | "                   | "                | 3,467 05            | 277 35           | "                                             | "            |
| Novembre.....             | "                   | "                | 5,075 45            | 406 05           | "                                             | "            |
| Décembre.....             | "                   | 111 25           | 3,204 20            | 264 39           | "                                             | "            |
| Janvier.....              | "                   | 16 20            | 2,723 75            | 227 65           | "                                             | "            |
| Février.....              | "                   | 4 55             | 5,628 00            | 450 25           | "                                             | "            |
| Mars.....                 | "                   | "                | 5,064 50            | 405 00           | "                                             | "            |
|                           | "                   | 494 87           | 28,268 30           | 2,261 08         | "                                             | "            |
| <b>GRAND TH.-PARISIEN</b> |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Mai.....                  | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juin.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juillet.....              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Août.....                 | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Septembre.....            | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Octobre.....              | "                   | "                | 2,775 40            | 277 51           | "                                             | "            |
| Novembre.....             | "                   | "                | 5,192 50            | 383 81           | "                                             | "            |
| Décembre.....             | "                   | "                | 2,895 80            | 223 66           | "                                             | "            |
| Janvier.....              | "                   | "                | 4,222 30            | 376 60           | "                                             | "            |
| Février.....              | "                   | "                | 1,539 00            | 153 90           | "                                             | "            |
| Mars.....                 | "                   | "                | 4,019 15            | 401 88           | "                                             | "            |
|                           | "                   | "                | 20,644 15           | 1,817 36         | "                                             | "            |

| MOIS.                                  | EXERCICE 1870-1871. |                  | EXERCICE 1871-1872. |                  | DROITS D'AUTEUR.<br>—<br>Différence en faveur |              |
|----------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------------------|--------------|
|                                        | Recette brute.      | Droits d'auteur. | Recette brute.      | Droits d'auteur. | de 1870-1871                                  | de 1871-1872 |
|                                        |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| DÉLASSERMENTS-COM.<br>[Prince-Eugène.] |                     |                  |                     |                  |                                               |              |
| Avril.....                             | 2,093 50            | 209 35           | 5,476 00            | 547 90           | "                                             | 337 85       |
| Mai.....                               | "                   | "                | 3,201 75            | 319 90           | "                                             | 319 90       |
| Juin.....                              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Juillet.....                           | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Août.....                              | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Septembre.....                         | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Octobre.....                           | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Novembre.....                          | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Décembre.....                          | 324 00              | 13 30            | "                   | "                | 13 30                                         | "            |
| Janvier.....                           | 409 75              | 23 00            | "                   | "                | 23 00                                         | "            |
| Février.....                           | "                   | "                | "                   | "                | "                                             | "            |
| Mars.....                              | 7,938 25            | 793 45           | "                   | "                | 793 45                                        | "            |
|                                        | 10,765 50           | 1,039 10         | 8,677 75            | 867 10           | 172 00                                        | "            |

PORT-SAINT-MARTIN.

|                |            |           |          |        |           |   |
|----------------|------------|-----------|----------|--------|-----------|---|
| Avril.....     | 56,045 10  | 6,157 65  | 1,638 50 | 163 85 | 5,993 80  | " |
| Mai.....       | 40,579 35  | 4,112 36  | "        | "      | 4,112 36  | " |
| Juin.....      | 15,636 00  | 1,679 45  | "        | "      | 1,679 45  | " |
| Juillet.....   | "          | 358 35    | "        | "      | 358 35    | " |
| Août.....      | "          | "         | "        | "      | "         | " |
| Septembre..... | "          | "         | "        | "      | "         | " |
| Octobre.....   | "          | "         | "        | "      | "         | " |
| Novembre.....  | 26,108 75  | 1,231 28  | "        | "      | 1,231 28  | " |
| Décembre.....  | 14,747 00  | 1,341 70  | "        | "      | 1,341 70  | " |
| Janvier.....   | "          | "         | "        | "      | "         | " |
| Février.....   | "          | "         | "        | "      | "         | " |
| Mars.....      | "          | "         | "        | "      | "         | " |
|                | 153,136 20 | 14,880 79 | 1,638 50 | 163 85 | 14,716 94 | " |



## PARIS. — RÉCAPITULATION PAR THÉÂTRE

NOTA. Les Théâtres dont les Recettes ne sont pas indiquées paient un droit fixe. — Les Cafés-Concerts ou Établissements classés dans la catégorie des Cafés-Concerts, portés jusqu'à présent dans la section des Théâtres de Paris, figurent, pour l'exercice 1871-1872, dans la section de la Buzine.

| THÉÂTRES.                           | EXERCICE 1870-1871. |    |                  |    | EXERCICE 1871-1872. |    |                  |    | DROITS D'AUTEUR.     |        |           |    |
|-------------------------------------|---------------------|----|------------------|----|---------------------|----|------------------|----|----------------------|--------|-----------|----|
|                                     | Recette brute.      |    | Droits d'auteur. |    | Recette brute.      |    | Droits d'auteur. |    | Différence en faveur |        | de        |    |
|                                     | fr.                 | c. | fr.              | c. | fr.                 | c. | fr.              | c. | 1870-1871            |        | 1871-1872 |    |
| Théâtre-Français....                | 304,388             | 06 | 33,019           | 44 | 1,017,297           | 45 | 122,723          | 16 | »                    |        | 89,703    | 72 |
| — (Représ. à Londres)               | »                   | »  | »                | »  | »                   | »  | 8,992            | 25 | »                    |        | 8,992     | 25 |
| Palais-Royal.....                   | 224,991             | »  | 28,165           | 64 | 818,754             | 00 | 116,019          | 26 | »                    |        | 87,833    | 62 |
| Opéra-Comique.....                  | 313,956             | 55 | 49,655           | 79 | 936,773             | 00 | 112,573          | 81 | »                    |        | 62,917    | 62 |
| Galté.....                          | 305,155             | 05 | 30,801           | 85 | 1,058,459           | 00 | 105,724          | 40 | »                    |        | 71,923    | 35 |
| Gymnase.....                        | 239,633             | »  | 29,909           | 19 | 685,908             | 50 | 82,309           | »  | »                    |        | 52,399    | 81 |
| Châtelet.....                       | 77,183              | 85 | 7,764            | 83 | 802,312             | 55 | 80,228           | 02 | »                    |        | 72,463    | 19 |
| Variétés.....                       | 186,144             | 75 | 23,596           | 84 | 661,654             | 25 | 79,888           | 70 | »                    |        | 57,291    | 66 |
| Vaudeville.....                     | 147,621             | 50 | 23,318           | 44 | 529,367             | 50 | 63,357           | 75 | »                    |        | 40,639    | 31 |
| Opéra.....                          | 607,496             | 61 | 32,787           | 50 | 855,316             | 19 | 62,294           | 08 | »                    |        | 20,306    | 54 |
| Folies-Dramatiques..                | 100,117             | 45 | 12,025           | 55 | 426,036             | 96 | 59,332           | 49 | »                    |        | 40,306    | 94 |
| Odéon.....                          | 51,551              | 85 | 6,252            | 94 | 373,876             | 50 | 49,485           | 45 | »                    |        | 43,239    | 54 |
| Menus-Plaisirs.....                 | 8,890               | 25 | 1,773            | 90 | 286,450             | 80 | 30,357           | 30 | »                    |        | 28,583    | 40 |
| Ambigu.....                         | 137,660             | 50 | 13,764           | 29 | 309,752             | 60 | 30,275           | 25 | »                    |        | 16,510    | 96 |
| Bouffes-Parisiens...                | 121,856             | »  | 11,974           | 12 | 355,840             | 35 | 25,881           | 23 | »                    |        | 12,987    | 11 |
| Château-d'Eau.....                  | 34,489              | 80 | 3,674            | 50 | 243,658             | 75 | 24,409           | 28 | »                    |        | 21,734    | 78 |
| Athénée (Th.Lyrique)                | 42,109              | 50 | 4,842            | 70 | 144,792             | 15 | 17,364           | 63 | »                    |        | 12,521    | 80 |
| Cluny (Folies-S.-G.)                | 66,981              | 25 | 6,554            | 77 | 123,451             | 25 | 12,351           | 68 | »                    |        | 5,796     | 91 |
| Folies-Bergère.....                 | »                   | »  | 973              | 64 | 167,711             | 00 | 9,750            | 14 | »                    |        | 8,776     | 38 |
| Beaumarchais.....                   | 61,559              | 70 | 6,217            | 39 | 96,620              | 30 | 9,661            | 16 | »                    |        | 3,413     | 77 |
| Déjazet (Folies-Nouv.)              | 21,793              | 45 | 2,326            | 86 | 66,334              | 93 | 6,661            | 04 | »                    |        | 4,324     | 14 |
| Folies-Marigny.....                 | 21,561              | 25 | 2,126            | 60 | 23,283              | 40 | 2,328            | 26 | »                    |        | 201       | 66 |
| Saint-Pierre.....                   | »                   | »  | 494              | 57 | 28,268              | 30 | 2,371            | 06 | »                    |        | 1,876     | 51 |
| Nouveautés.....                     | »                   | »  | 178              | 05 | »                   | »  | 2,119            | 50 | »                    |        | 1,941     | 45 |
| Gr.Th.-Parisien.....                | »                   | »  | »                | »  | 20,644              | 15 | 1,817            | 36 | »                    |        | 1,817     | 36 |
| Folies-Saint-Antoine                | »                   | »  | 570              | »  | »                   | »  | 1,614            | »  | »                    |        | 1,074     | »  |
| Délalements-Comiq.                  | 10,765              | 50 | 1,039            | 10 | 8,677               | 75 | 867              | 10 | »                    | 172    | »         | »  |
| Italiens.....                       | »                   | »  | 1,097            | 90 | »                   | »  | 287              | 50 | »                    | 810    | 40        | »  |
| Porte-Saint-Martin...               | 153,136             | 20 | 14,880           | 79 | 1,638               | 50 | 163              | 85 | »                    | 14,716 | 94        | »  |
| Théâtre-Lyrique.....                | »                   | »  | 8,067            | 85 | »                   | »  | »                | »  | »                    | 8,067  | 85        | »  |
| * Tivoli-Waux-Hall...               | »                   | »  | 1,523            | 05 | »                   | »  | »                | »  | »                    | 1,523  | 05        | »  |
| * Concerts-Parisiens..              | »                   | »  | 909              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 909    | »         | »  |
| * École lyrique.....                | »                   | »  | 780              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 780    | »         | »  |
| * Eldorado.....                     | »                   | »  | 480              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 480    | »         | »  |
| * Concert du Gaulois..              | »                   | »  | 325              | 08 | »                   | »  | »                | »  | »                    | 325    | 08        | »  |
| * Alcazar.....                      | »                   | »  | 230              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 230    | »         | »  |
| * Ba-ta-Clan.....                   | »                   | »  | 180              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 180    | »         | »  |
| * Porcherons.....                   | »                   | »  | 114              | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 114    | »         | »  |
| * Conc. du XIX <sup>e</sup> siècle. | »                   | »  | 80               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 80     | »         | »  |
| * Cirque National.....              | »                   | »  | 80               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 80     | »         | »  |
| * Société Artistique...             | »                   | »  | 55               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 55     | »         | »  |
| * Salle Valentino.....              | »                   | »  | 45               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 45     | »         | »  |
| * Conservatoire.....                | »                   | »  | 90               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 90     | »         | »  |
| * Salle Bonvalet.....               | »                   | »  | 10               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 10     | »         | »  |
| * Grand-Hôtel.....                  | »                   | »  | 10               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 10     | »         | »  |
| * Casino Cadet.....                 | »                   | »  | 8                | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 8      | »         | »  |
| * Concerts Divers....               | »                   | »  | 40               | »  | »                   | »  | »                | »  | »                    | 40     | »         | »  |
| TOTAUX.....                         |                     |    | 361,664          | 17 |                     |    | 1,114,137        | 73 |                      |        | 732,873   | 56 |

PARIS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS

|                | EXERCICES |    |           |    | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |    |           |    |
|----------------|-----------|----|-----------|----|----------------------------|----|-----------|----|
|                | 1870-1871 |    | 1871-1872 |    | 1870-1871                  |    | 1871-1872 |    |
|                | fr.       | c. | fr.       | c. | fr.                        | c. | fr.       | c. |
| Avril.....     | 114,716   | 43 | 7,794     | 26 | 106,922                    | 17 | "         | "  |
| Mai.....       | 82,368    | 80 | 5,840     | 43 | 76,528                     | 37 | "         | "  |
| Juin.....      | 54,790    | 46 | 29,746    | 79 | 25,043                     | 67 | "         | "  |
| Juillet.....   | 34,412    | 96 | 42,613    | 81 | "                          | "  | 8,200     | 85 |
| Août.....      | 22,994    | 16 | 43,330    | 23 | "                          | "  | 20,336    | 07 |
| Septembre..... | 1,838     | 98 | 77,777    | 84 | "                          | "  | 75,938    | 86 |
| Octobre.....   | "         | "  | 140,621   | 70 | "                          | "  | 140,621   | 70 |
| Novembre.....  | 6,816     | 30 | 136,023   | "  | "                          | "  | 129,206   | 70 |
| Décembre.....  | 5,092     | 40 | 135,459   | 23 | "                          | "  | 130,366   | 93 |
| Janvier.....   | 2,900     | 38 | 164,163   | 89 | "                          | "  | 161,263   | 51 |
| Février.....   | 14,300    | 62 | 181,655   | 02 | "                          | "  | 167,354   | 40 |
| Mars.....      | 21,632    | 68 | 149,111   | 43 | "                          | "  | 127,478   | 75 |
| TOTAUX.....    | 261,664   | 17 | 1,114,137 | 73 | "                          | "  | 782,473   | 56 |

## II. — DÉPARTEMENTS (\*).

### DIVISION PAR THÉÂTRE ET PAR ANNÉE.

(\*) Le nombre d'habitants indiqué dans la deuxième colonne des tableaux qui vont suivre est relevé sur les états de population dressés officiellement par les préfets, en exécution du décret du 28 mars 1866. Aux termes du décret du 15 janvier 1867, ces états sont considérés comme seuls authentiques, pendant cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1867 : ils ne mentionnent pas la population des communes au-dessous de 2,000 âmes. Le nombre adopté ici est celui de la totalité de la population normale ou municipale.

| NOM DES VILLES.                          | POPULATION. | EXERCICES          |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|------------------------------------------|-------------|--------------------|------------|----------------------------|-----------|
|                                          |             | 1870-1871          | 1871-1872  | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                                          |             | VILLES MENSUELLES. |            |                            |           |
|                                          | Amen.       | fr. c.             | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| Agen (Lot-et-Garonne).....               | 16,804      | 290 55             | 827 00     |                            | 537 05    |
| — (Troupe).....                          | "           | 51 00              |            | 51 00                      |           |
| Alger (Prov. d'Alger).....               | "           | 2,430 80           | 10,032 19  |                            | 7,601 39  |
| — (Variétés).....                        | "           | "                  | 375 00     | "                          | 275 00    |
| — (Café de la Perle).....                | "           | "                  | 300 00     | "                          | 300 00    |
| Amiens (Somme).....                      | 56,745      | 1,006 35           | 4,274 00   |                            | 3,267 65  |
| Angers (Maine-et-Loire).....             | 48,935      | 934 70             | 6,338 54   |                            | 5,403 84  |
| — (Café-Concert).....                    | "           | 100 00             | "          | 100 00                     |           |
| Angoulême (Charente).....                | 22,970      | 810 00             | 1,271 00   |                            | 461 00    |
| Bayonne (Basses-Pyrénées).....           | 23,268      | 13 14              | 1,320 04   |                            | 1,306 90  |
| Besançon (Doubs).....                    | 41,794      | 977 91             | 3,935 45   |                            | 2,957 54  |
| — (Café-Concert).....                    | "           | 5 00               | "          | 5 00                       |           |
| Bordeaux (Giron.) (Grand-Théâtre).....   | 181,424     | 5,351 05           | 19,408 60  |                            | 14,057 55 |
| — (Français).....                        | "           | 5,514 10           | 17,831 65  |                            | 12,317 55 |
| — (Gymnase).....                         | "           | 233 60             | 310 00     | "                          | 76 40     |
| — (National).....                        | "           | 850 15             | 2,090 35   | "                          | 1,170 20  |
| — (Alcazar).....                         | "           | 1,465 00           | 1,995 00   | "                          | 530 00    |
| — (Th. Louis).....                       | "           | 2,813 85           | 12,907 70  | "                          | 10,093 85 |
| — (Delta).....                           | "           | 396 00             | 595 00     | "                          | 199 00    |
| — (Divers).....                          | "           | "                  | 30 00      | "                          | 30 00     |
| Boulogne (Pas-de-Calais).....            | 28,492      | 1,149 05           | 2,937 85   |                            | 1,788 80  |
| Bourges (Cher).....                      | 25,935      | 519 90             | 1,185 25   |                            | 665 35    |
| Brest (Finistère) (Grand-Théâtre).....   | 60,546      | 1,363 40           | 7,444 18   |                            | 6,080 78  |
| — (Café-Concert).....                    | "           | 2 00               | 4 00       | "                          | 2 00      |
| — (Tr. nantaise).....                    | "           | "                  | 905 90     | "                          | 905 50    |
| Caen (Calvados).....                     | 26,077      | 928 90             | 2,410 26   |                            | 1,481 36  |
| Calais (Pas-de-Calais).....              | 11,102      | 907 00             | 2,402 60   |                            | 1,495 60  |
| Cherbourg (Manche).....                  | 28,429      | 791 88             | 2,587 98   |                            | 1,796 10  |
| Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).....      | 31,461      | 877 50             | 2,517 82   |                            | 1,640 32  |
| Dijon (Côte-d'Or).....                   | 26,797      | 1,396 20           | 1,626 85   |                            | 230 65    |
| Donai (Nord).....                        | 20,055      | 340 07             | 1,555 03   |                            | 1,214 96  |
| Elbeuf (Seine-Inf.) (Grand-Théâtre)..... | 21,544      | 950 00             | 3,113 00   |                            | 2,163 00  |
| — (Foire).....                           | "           | 42 00              | 115 00     | "                          | 73 00     |
| — (Café-Concert).....                    | "           | 10 00              | "          | 10                         |           |
| Grenoble (Isère).....                    | 35,224      | 608 72             | 2,402 53   |                            | 1,793 80  |
| Le Havre (S.-Inf.) (Grand-Théâtre).....  | 71,570      | 4,988 66           | 8,552 59   |                            | 3,563 93  |
| — (Vaudeville).....                      | "           | 431 13             | "          | 431 13                     |           |
| — (Café-Concert).....                    | "           | 38 00              | "          | 38 00                      |           |
| — (Cirque).....                          | "           | 471 53             | "          | 471 53                     |           |
| — (Salle S.-Cécile).....                 | "           | 9 95               | 18 00      | "                          | 8 05      |
| — (Ambigu).....                          | "           | "                  | 1,654 90   | "                          | 1,654 90  |
| Lille (Nord) (Grand-Théâtre).....        | 146,943     | 4,021 09           | 17,505 00  |                            | 13,483 91 |
| — (Variétés).....                        | "           | 1,193 60           | 5,090 81   | "                          | 3,897 21  |
| — (Bouffes).....                         | "           | "                  | 450 00     | "                          | 450 00    |
| — (Café du Turco).....                   | "           | "                  | 16 00      | "                          | 16 00     |
| A reporter .....                         |             | 44,282 89          | 183,522 20 |                            |           |

| NOM DES VILLES.                          | POPULATION. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |            |
|------------------------------------------|-------------|------------|------------|----------------------------|------------|
|                                          |             | 1870-1871  | 1871-1872  | 1870-1871                  | 1871-1872  |
|                                          | âmes.       | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.     |
| Report.....                              |             | 44,293 89  | 183,822 20 |                            |            |
| Limoges (Haute-Vienne).....              | 48,932      | 1,127 35   | 2,279 87   | "                          | 2,142 52   |
| Lorient (Morbihan).....                  | 27,250      | 444 65     | 1,174 08   | "                          | 729 43     |
| — (Tr. nantaise).....                    |             |            | 110 00     | "                          | 110 00     |
| Lyon (Rhône) (Grand-Théâtre)...          | 300,761     | 6,888 44   | 21,984 95  | "                          | 15,076 51  |
| — (Célestins).....                       |             | 9,688 94   | 14,550 33  | "                          | 4,861 39   |
| — (Variétés-Bouffes).....                |             | 956 60     | 1,127 10   | "                          | 170 50     |
| — (Croix-Rousse).....                    |             | 276 00     | 129 00     | 147 00                     |            |
| — (Gymnase).....                         |             |            | 1,764 94   | "                          | 1,764 94   |
| — (Eldorado).....                        |             |            | 500 00     | "                          | 500 00     |
| — (Folies-Lyonn.).....                   |             |            | 150 00     | "                          | 150 00     |
| — (Amateurs).....                        |             |            | 24 00      | "                          | 24 00      |
| — (Divers).....                          |             | 42 00      | "          | 42 00                      |            |
| Marseille (B.-du-R.) (Gr.-Théâtre)...    | 286,281     | 8,746 70   | 12,626 35  | "                          | 3,879 65   |
| — (Gymnase).....                         |             | 6,621 65   | 23,008 20  | "                          | 16,386 55  |
| — (Chave Jardin et Folie).....           |             | 2,230 25   | 1,585 00   | 645 25                     |            |
| — (Alcazar).....                         |             |            | 2,472 00   | "                          | 2,472 00   |
| — (Casino).....                          |             |            | 503 00     | "                          | 503 00     |
| Metz (Moselle).....                      | 45,207      | 2,803 12   | "          | 2,803 12                   |            |
| Montauban (Tarn-et-Garonne)....          | 24,061      | 41 00      | 149 00     | "                          | 108 00     |
| Montpellier (Hérault).....               | 49,320      | 3,205 15   | 10,030 60  | "                          | 6,825 45   |
| — (Casino).....                          |             |            | 53 40      | "                          | 53 40      |
| Nancy (Meurthe).....                     | 46,176      | 1,591 40   | "          | 1,591 40                   |            |
| Nantes (Loire-Inf.) (Gr.-Théâtre)...     | 107,587     | 3,929 33   | 10,746 78  | "                          | 6,817 45   |
| — (Renaissance).....                     |             |            | 2,511 62   | "                          | 2,511 62   |
| — (Variétés).....                        |             | 829 00     | 1,355 40   | "                          | 526 40     |
| — (Salle Biqué).....                     |             |            | 56 00      | "                          | 56 00      |
| — (Société lyrique).....                 |             |            | 12 00      | "                          | 12 00      |
| Nîmes (Gard) (Grand-Théâtre)...          | 55,723      | 1,815 35   | 5,490 80   | "                          | 3,675 45   |
| — (Variétés).....                        |             |            | 1,290 50   | "                          | 1,290 50   |
| — (Divers).....                          |             |            | 97 85      | "                          | 97 85      |
| Orléans (Loiret).....                    | 47,078      | 284 00     | 1,246 00   | "                          | 962 00     |
| Poitiers (Vienne).....                   | 27,781      | 953 31     | 1,415 17   | "                          | 461 86     |
| Reims (Marne).....                       | 58,905      | 1,488 05   | 224 67     | 1,263 38                   |            |
| Rochefort (Char.-Inf.) (Théâtre)...      | 23,709      | 862 87     | 1,049 32   | "                          | 186 45     |
| — (Petit-Théâtre).....                   |             |            | "          | "                          | "          |
| — (Troupes).....                         |             |            | "          | "                          | "          |
| Rouen (S.-Inf.) (Théâtre des Arts)...    | 93,019      | 2,627 73   | 9,000 63   | "                          | 6,372 90   |
| — (Français).....                        |             | 2,458 79   | 10,565 07  | "                          | 8,106 28   |
| — (Cirque).....                          |             | 675 29     | 4,905 19   | "                          | 4,229 90   |
| — (Variétés).....                        |             | 189 70     | "          | 189 70                     | "          |
| — (Banlieue).....                        |             | 208 00     | "          | 208 00                     | "          |
| Saint-Étienne (Loire).....               | 93,047      | 1,420 18   | 4,182 29   | "                          | 2,762 11   |
| — (Bouffes).....                         |             |            | 28 00      | "                          | 28 00      |
| Saint-Quentin (Aisne) (Gr.-Théâtre)...   | 31,730      | 616 00     | 1,126 00   | "                          | 510 00     |
| — (Petit-Théâtre).....                   |             |            | "          | "                          | "          |
| Strasbourg (Bas-Rhin).....               | 72,126      | 4,721 09   | "          | 4,721 09                   |            |
| Toulon (Var).....                        | 54,613      | 1,786 05   | 2,866 18   | "                          | 1,080 13   |
| Toulouse (H.-Garonne) (Capitole)...      | 114,065     | 4,791 47   | 9,707 75   | "                          | 4,916 28   |
| — (Variétés).....                        |             | 2,286 14   | 12,422 41  | "                          | 10,137 27  |
| — (Casino).....                          |             | 20 00      | "          | 20 00                      | "          |
| — (Montcarmel).....                      |             |            | "          | "                          | "          |
| Versailles (S.-et-Oise) (Gr.-Théâtre)... | 35,087      | 1,145 34   | 6,089 75   | "                          | 4,944 41   |
| — (P.-Théâtre).....                      |             | 180 00     | "          | 180 00                     | "          |
| — (Variétés).....                        |             | 340 00     | 1,800 00   | "                          | 1,460 00   |
| — (Casino).....                          |             | "          | 150 00     | "                          | 150 00     |
| TOTAUX.....                              |             | 122,584 83 | 331,776 87 | "                          | 209,192 04 |

| NOM DES VILLES.                      | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                      |             | 1870-1871 | 1871-1872 | 1870-1871                  | 1871-1872 |
| VILLES TRIMESTRIELLES.               |             |           |           |                            |           |
| Abbeville (Somme).....               | 18,042      | 486 25    | 234 00    | 252 25                     | "         |
| Aix (Bouches-du-Rhône).....          | 24,870      | 908 00    | 537 00    | 371 00                     | "         |
| Arras (Pas-de-Calais).....           | 21,369      | 643 50    | 1,583 00  | "                          | 241 50    |
| Avignon (Vaucluse).....              | 31,790      | 2,125 00  | 2,095 00  | 30 00                      | "         |
| Beauvais (Oise).....                 | 13,609      | 544 00    | 290 00    | 254 00                     | "         |
| Béziers (Hérault).....               | 25,775      | 1,543 00  | 1,978 00  | "                          | 435 00    |
| Blois (Loir-et-Cher).....            | 17,344      | 330 00    | 561 50    | "                          | 231 50    |
| Cambrai (Nord).....                  | 18,507      | 426 50    | 995 50    | "                          | 569 00    |
| Cette (Hérault).....                 | 23,528      | 524 00    | 584 00    | "                          | 60 00     |
| Châlons-sur-Marne (Marne).....       | 14,901      | 597 00    | "         | 597 00                     | "         |
| Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)    | 19,364      | 578 00    | 717 50    | "                          | 139 50    |
| Chambéry (Savoie).....               | 15,084      | 651 00    | 743 00    | "                          | 92 00     |
| Charleville (Ardennes).....          | 10,767      | 471 25    | "         | 471 25                     | "         |
| Chartres (Eure-et-Loir).....         | 17,450      | 535 00    | 300 00    | 235 00                     | "         |
| Châteauroux (Indre).....             | 15,554      | 224 00    | 214 00    | 10 00                      | "         |
| Château-Thierry (Aisne).....         | 6,320       | 40 00     | 14 00     | 26 00                      | "         |
| Chaumont (Haute-Marne).....          | 7,790       | 183 00    | 13 00     | 170 00                     | "         |
| Cognac (Charente).....               | 9,263       | 156 00    | 359 00    | "                          | 203 00    |
| Colmar (Haut-Rhin).....              | 21,805      | 692 00    | "         | 692 00                     | "         |
| Compiègne (Oise).....                | 10,714      | 227 00    | 286 00    | "                          | 159 00    |
| Dieppe (S.-Inf.) (Grand-Théâtre).    | 18,916      | 531 50    | 2,050 50  | "                          | 1,519 00  |
| — (Casino).....                      | "           | "         | "         | "                          | "         |
| Dunkerque (Nord).....                | 31,662      | 1,285 00  | 2,693 35  | "                          | 1,408 35  |
| Épernay (Marne).....                 | 11,408      | 296 00    | "         | 296 00                     | "         |
| Étampes (Seine-et-Oise).....         | 8,058       | 64 00     | "         | 64 00                      | "         |
| Évreux (Eure).....                   | 10,950      | 267 00    | 473 00    | "                          | 206 00    |
| Fontainebleau (Seine-et-Marne).....  | 9,071       | 186 00    | 248 00    | "                          | 162 00    |
| Laon (Aisne).....                    | 8,751       | 324 00    | 186 00    | 138 00                     | "         |
| Laval (Mayenne).....                 | 25,437      | 618 00    | 562 00    | 56 00                      | "         |
| Mâcon (Saône-et-Loire).....          | 16,813      | 588 00    | 723 00    | "                          | 135 00    |
| Mans (Le) (Sarthe).....              | 41,764      | 2,436 00  | 1,438 30  | 997 70                     | "         |
| Mézières (Ardennes).....             | 4,745       | 136 00    | "         | 136 00                     | "         |
| Moulins (Allier).....                | 17,946      | 434 00    | "         | 434 00                     | "         |
| Mulhouse (Haut-Rhin).....            | 56,608      | 1,906 00  | "         | 1,906 00                   | "         |
| Narbonne (Aude).....                 | 16,037      | 116 00    | 278 00    | "                          | 162 00    |
| Nevers (Nièvre).....                 | 18,298      | 288 00    | 971 00    | "                          | 683 00    |
| Nice (Alpes-Maritimes).....          | 48,150      | 1,742 25  | "         | 1,742 25                   | "         |
| Niort (Deux-Sèvres).....             | 18,788      | 190 00    | 652 00    | "                          | 462 00    |
| Oran (Prov. d'Oran).....             | "           | "         | "         | "                          | "         |
| Périgueux (Dordogne).....            | 18,633      | 1,087 50  | 746 00    | 341 50                     | "         |
| Perpignan (Pyrénées-Orientales)..... | 21,879      | 1,016 50  | 359 00    | 657 50                     | "         |
| Philippeville (Pr. de Constantine)   | 13,240      | 368 00    | 298 00    | 70 00                      | "         |
| Puy (Le) (Haute-Loire).....          | 17,829      | "         | "         | "                          | "         |
| Reims (M.-et-V.) (Gr.-Théât.)        | 40,864      | 1,176 00  | 1,150 00  | 26 00                      | "         |
| — (P.-Théâtre).....                  | "           | "         | "         | "                          | "         |
| Riom (Puy-de-Dôme).....              | 9,401       | 194 00    | "         | 194 00                     | "         |
| Roanne (Loire).....                  | 19,210      | "         | 603 87    | "                          | 603 87    |
| Rochelle (La) (Charente-Inférieure)  | 16,389      | 724 00    | 234 00    | 490 00                     | "         |
| Saintes (Charente-Inférieure).....   | 10,734      | 478 00    | 196 25    | 281 75                     | "         |
| Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....    | 14,007      | 36 00     | "         | 36 00                      | "         |
| Saint-Germain (Seine-et-Oise).....   | 15,443      | 403 00    | 591 50    | "                          | 188 50    |
| Saint-Lô (Manche).....               | 8,859       | 78 00     | "         | 78 00                      | "         |
| Saint-Omer (Pas-de-Calais).....      | 19,922      | 912 50    | 596 00    | 316 50                     | "         |
| Sedan (Ardennes).....                | 12,793      | 848 70    | "         | 848 70                     | "         |
| Soissons (Aisne).....                | 8,390       | 436 00    | "         | 436 00                     | "         |
| Tours (Indre-et-Loire) (Gr.-Théât.)  | 28,509      | 2,064 00  | 450 00    | 1,614 00                   | "         |
| A reporter.....                      |             | 33,114 45 | 27,186 27 | "                          | "         |

| NOM DES VILLES.          | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|--------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                          |             | 1870-1871 | 1871-1872 | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                          | Ames.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....              |             |           |           |                            |           |
| Troyes (Aube).....       | 33,375      | 33,114 45 | 27,186 27 |                            |           |
| Valenciennes (Nord)..... | 23,339      | 2,544 00  |           | 2,544 00                   |           |
| Vernon (Eure).....       | 6,881       | 996 00    |           | 996 00                     |           |
| Vichy (Allier).....      | 5,664       | 160 00    | 76 00     | 84 00                      |           |
|                          |             |           | 3,352 00  |                            | 3,352 00  |
| TOTAUX.....              |             | 36,744 45 | 30,614 27 | 6,130 18                   |           |

**VILLES SEMESTRIELLES.**

|                                     | Ames.  | fr. c.   | fr. c.   | fr. c. | fr. c. |
|-------------------------------------|--------|----------|----------|--------|--------|
| Adamville (Seine).....              |        | 140 00   |          | 140 00 |        |
| Aix-les-Bains (Savoie).....         | 4,373  |          | 74 00    |        | 74 00  |
| Alais (Gard).....                   | 19,345 | 468 00   | 296 00   | 172 00 |        |
| Alençon (Orne).....                 | 14,884 | 715 00   | 432 00   | 283 00 |        |
| Amboise (Indre-et-Loire).....       | 4,144  |          |          |        |        |
| Andelys (Eure).....                 | 5,070  |          |          |        |        |
| Anancy (Haute-Savoie).....          | 10,195 | 108 00   | 194 00   | 86 00  |        |
| Arbois (Jura).....                  | 5,744  |          |          |        |        |
| Arcueil (Seine).....                | 4,600  |          |          |        |        |
| Argentan (Orne).....                | 5,183  | 90 00    | 72 00    | 18 00  |        |
| Argenteuil (Seine-et-Oise).....     | 7,849  |          |          |        |        |
| Aries (Bouches-du-Rhône).....       | 25,821 | 198 00   | 454 00   |        | 256 00 |
| Arpajon (Seine-et-Oise).....        | 2,551  |          |          |        |        |
| Auch (Gers).....                    | 10,449 | 330 00   | 164 50   | 165 50 |        |
| Aurillac (Cantal).....              | 9,773  |          |          |        |        |
| Auxerre (Yonne).....                | 12,758 |          |          |        |        |
| Auxonne (Côte-d'Or).....            | 4,537  | 98 00    |          | 98 00  |        |
| Avallon (Yonne).....                | 5,540  |          |          |        |        |
| Avranches (Manche).....             | 8,305  |          | 8 00     |        | 8 00   |
| Bagnères (Hautes-Pyrénées).....     | 9,099  | 140 00   | 1,046 00 |        | 906 00 |
| Barbezieux (Charente).....          | 3,770  |          | 96 00    |        | 96 00  |
| Bar-le-Duc (Meuse).....             | 14,715 | 430 00   |          | 430 00 |        |
| Bar-sur-Aube (Aube).....            | 4,734  |          |          |        |        |
| Bayeux (Calvados).....              | 5,552  | 120 00   | 178 00   |        | 58 00  |
| Beaucaire (Gard).....               | 9,395  |          | 20 00    |        | 20 00  |
| Beaune (Côte-d'Or).....             | 10,547 | 255 00   | 275 00   |        | 20 00  |
| Bédarieux (Hérault).....            | 8,796  |          |          |        |        |
| Bergerac (Dordogne).....            | 11,499 |          | 64 00    |        | 64 00  |
| Bernay (Eure).....                  | 7,402  | 24 00    | 16 00    | 8 00   |        |
| Béthune (Pas-de-Calais).....        | 7,671  | 40 00    |          | 40 00  |        |
| Biarritz (Basses-Pyrénées).....     |        | 32 00    |          | 28 00  |        |
| Blidah (Province d'Alger).....      | 5,304  | 320 00   |          | 320 00 |        |
| Bolbec (Seine-inférieure).....      | 9,016  |          |          |        |        |
| Bone (Province de Constantine)..... | 16,500 |          | 704 00   |        | 704 00 |
| Bougival (Seine-et-Oise).....       |        | 13 00    |          | 13 00  |        |
| Bourg (Ain).....                    | 13,552 | 130 00   | 289 00   |        | 159 00 |
| Brives (Corrèze).....               | 10,028 |          |          |        |        |
| Cabourg (Calvados).....             | 664    | 88 00    |          | 88 00  |        |
| Cahors (Lot).....                   | 13,271 | 217 00   | 411 00   |        | 194 00 |
| Cannes (Alpes-Maritimes).....       | 9,550  |          |          |        |        |
| Carcassonne (Aude).....             | 19,845 | 786 00   | 604 00   | 182 00 |        |
| Carpentras (Vaucluse).....          | 10,786 | 294 00   | 48 00    | 246 00 |        |
| Castres (Tarn).....                 | 19,867 | 164 00   | 531 00   |        | 367 00 |
| Cateau (Le) (Nord).....             | 9,892  |          |          |        |        |
| Cavaillon (Vaucluse).....           | 7,810  |          |          |        |        |
| Champigny (Seine).....              | 2,303  |          |          |        |        |
| Charenton (Seine).....              | 5,560  | 48 00    |          | 48 00  |        |
| Charité (La) (Nièvre).....          | 4,828  | 60 00    | 36 00    | 24 00  |        |
| A reporter.....                     |        | 5,308 00 | 6,012 50 |        |        |

| NOM DES VILLES.                       | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|---------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                       |             | 1870-1871 | 1871-1872 | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                                       | Ames.       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                           |             | 5,308 00  | 6,012 50  |                            |           |
| Châtre (La) (Indre).....              | 5,072       |           |           |                            |           |
| Châteaudun (Eure-et-Loir).....        | 6,377       | 14 00     |           | 14 00                      |           |
| Château-Gontier (Mayenne).....        | 7,019       | 40 00     |           | 40 00                      |           |
| Châteauneuf (Eure-et-Loir).....       | 1,470       |           |           |                            |           |
| Châtellerault (Vienne).....           | 13,743      | 55 00     | 337 00    |                            | 281 00    |
| Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or)...    | 4,739       | 16 00     |           | 16 00                      |           |
| Chauny (Aisne).....                   | 8,891       | 112 00    | 128 00    | 16 00                      |           |
| Chaville (Seine-et-Oise).....         | 2,462       |           |           |                            |           |
| Chinon (Indre-et-Loire).....          | 6,810       |           |           |                            |           |
| Choisy-le-Roi (Seine).....            |             | 16 00     | 16 00     |                            |           |
| Clermont (Oise).....                  | 2,643       | 60 00     | 86 00     |                            | 26 00     |
| Clermont-Royat (Puy-de-Dôme)...       | 1,150       |           | 54        |                            | 54        |
| Commercy (Meuse).....                 | 3,801       |           |           |                            |           |
| Condé-sur-Escaut (Nord).....          | 4,271       | 62 00     | 96 00     |                            | 34        |
| Constantine (Prov. de Constantine)    |             |           | 156 00    |                            | 156       |
| Corbeil (Seine-et-Oise).....          | 5,394       | 32 00     |           | 32 00                      |           |
| Coulommiers (Seine-et-Marne)...       | 4,307       | 24 00     | 8         |                            | 16        |
| Coëne (Nièvre).....                   | 6,514       |           | 36 00     |                            | 36        |
| Creil (Oise).....                     | 4,539       |           |           |                            |           |
| Creuzot (Saône-et-Loire).....         |             | 110 00    |           | 100 00                     |           |
| Dax (Landes).....                     | 9,134       |           |           |                            |           |
| Dôle (Jura).....                      | 9,705       | 94 00     |           | 94 00                      |           |
| Dourdan (Seine-et-Oise).....          | 2,914       |           |           | 110 00                     |           |
| Draguignan (Var).....                 | 9,275       | 240 00    | 258 00    |                            | 18        |
| Dreux (Eure-et-Loir).....             | 6,768       |           |           |                            |           |
| Épinal (Vosges).....                  | 11,111      | 167 50    |           | 167 50                     |           |
| Eu (Seine-Inférieure).....            | 3,989       | 324 00    | 72 00     | 252 00                     |           |
| Falaise (Calvados).....               | 8,094       |           |           |                            |           |
| Fécamp (Seine-Inférieure).....        | 12,700      |           | 420 00    |                            | 420 00    |
| Fère (La) (Aisne).....                | 2,412       | 72 00     |           | 72 00                      |           |
| Ferté-sous-Jouarre (La) (S.-et-M.)... | 4,724       | 24 00     |           | 24 00                      |           |
| Flèche (La) (Sarthe).....             | 8,418       |           |           |                            |           |
| Fiers (Orne).....                     | 10,185      | 96 00     |           | 96 00                      |           |
| Fontenay-le-Comte (Vendée).....       | 7,583       | 50 00     | 57 00     |                            | 7 00      |
| Fontenay (Seine).....                 | 1,938       |           |           |                            |           |
| Fougères (Ille-et-Vilaine).....       | 9,041       |           |           |                            |           |
| Franconville (Seine-et-Oise).....     |             |           |           |                            |           |
| Gannat (Allier).....                  | 5,469       | 48 00     | 40 00     | 8 00                       |           |
| Gentilly (Seine).....                 | 6,083       | 40 00     |           | 40 00                      |           |
| Gisors (Eure).....                    | 3,531       | 30 00     |           | 30 00                      |           |
| Givet (Ardennes).....                 | 4,868       | 100 00    |           | 100 00                     |           |
| Gournay (Seine-Inférieure).....       | 3,213       | 120 00    |           | 120 00                     |           |
| Grasse (Alpes maritimes).....         | 11,740      | 144 00    |           | 144 00                     |           |
| Gray (Haute-Saône).....               | 6,121       | 108 00    |           | 108 00                     |           |
| Guéret (Creuse).....                  | 4,453       |           |           |                            |           |
| Guisé (Aisne).....                    | 5,107       | 3 00      |           | 3 00                       |           |
| Houdan (Seine-et-Oise).....           | 2,007       | 12 00     |           | 12 00                      |           |
| Hyères (Var).....                     |             | 124 00    |           | 124 00                     |           |
| Issoire (Puy-de-Dôme).....            | 6,083       | 62 00     |           | 62 00                      |           |
| Issoudun (Indre).....                 | 13,757      | 55 00     |           | 55 00                      |           |
| Joigny (Yonne).....                   | 5,814       | 96 00     |           | 96 00                      |           |
| Lagny-Thorigny (S.-et-Marne)...       | 3,709       | 8 00      |           | 8 00                       |           |
| Lagie (Orne).....                     | 5,721       |           |           |                            |           |
| Langres (Haute-Marne).....            | 7,440       |           |           |                            |           |
| Liancourt (Oise).....                 | 3,112       | 15 00     |           | 15 00                      |           |
| Libourne (Gironde).....               | 13,461      |           |           |                            |           |
| Lilas (Les) (Seine).....              |             |           |           |                            |           |
| Limoux (Aude).....                    |             | 20 00     |           | 20 00                      |           |
| A reporter.....                       |             | 7,900 50  | 7,776 50  |                            |           |

| NOM DES VILLES.                             | POPULATION.<br>Année. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|---------------------------------------------|-----------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                             |                       | 1870-1871 | 1871-1872 | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                                             |                       | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report.....                                 |                       | 7,900 50  | 7,776 50  |                            |           |
| Lisieux (Calvados).....                     | 12,120                | 558 00    | "         | 558 00                     | "         |
| Loches (Indre-et-Loire).....                | 5,038                 | "         | "         | "                          | "         |
| Lons-le-Saulnier (Jura).....                | 9,012                 | 497 00    | "         | 497 00                     | "         |
| Loubans (Saône-et-Loire).....               | 3,775                 | 51 00     | "         | 51 00                      | "         |
| Loupe (La) (Eure-et-Loir).....              | 1,352                 | "         | "         | "                          | "         |
| Louviers (Eure).....                        | 11,643                | 476 00    | "         | 476 00                     | "         |
| Lunéville (Meurthe).....                    | 12,393                | 183 00    | "         | 183 00                     | "         |
| Lure (Haute-Saône).....                     | 3,616                 | "         | "         | "                          | "         |
| Luxeuil (Haute-Saône).....                  | 3,750                 | 144 00    | "         | 144 00                     | "         |
| Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).....         | 1,831                 | "         | "         | "                          | "         |
| Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise).....      | 2,770                 | 120 00    | "         | 120 00                     | "         |
| Mamers (Sarthe).....                        | 5,711                 | 80 00     | "         | 80 00                      | "         |
| Mantes (Seine-et-Oise).....                 | 5,186                 | 114 00    | 23 00     | 31 00                      | "         |
| Mascara (Province d'Oran).....              | 8,092                 | 362 00    | "         | 362 00                     | "         |
| Mayenne (Mayenne).....                      | 9,895                 | 184 00    | "         | 184 00                     | "         |
| Meaux (Seine-et-Marne).....                 | 9,352                 | 245 00    | 9 00      | 236 00                     | "         |
| Melun (Seine-et-Marne).....                 | 8,259                 | 344 75    | "         | 344 75                     | "         |
| Meudon (Seine-et-Oise).....                 | 5,417                 | 48 00     | "         | 48 00                      | "         |
| Meulan (Seine-et-Oise).....                 | 2,215                 | 136 00    | "         | 136 00                     | "         |
| Millau (Aveyron).....                       | 13,591                | "         | "         | "                          | "         |
| Montargis (Loiret).....                     | 7,930                 | 312 50    | "         | 312 50                     | "         |
| Montbard (Côte-d'Or).....                   | 2,713                 | 4 00      | "         | 4                          | "         |
| Montbéliard (Doubs).....                    | 6,408                 | "         | "         | "                          | "         |
| Montereau (Seine-et-Marne).....             | 6,678                 | 16 00     | "         | 16 00                      | "         |
| Montluçon (Allier).....                     | 17,979                | 168 00    | 40 00     | 128 00                     | "         |
| Morlaix (Finistère).....                    | 13,432                | 35 00     | "         | 35 00                      | "         |
| Mortagne (Orne).....                        | 4,697                 | "         | 51 00     | "                          | 51 00     |
| Mourmelon (C. de Châl.) (Marne).....        | 1,819                 | 91 00     | 136 50    | "                          | 45 50     |
| Napoléon Vendée, voir La Roche-sur-Yon..... | "                     | "         | "         | "                          | "         |
| Napoleonville, voir Pontivy.....            | "                     | "         | "         | "                          | "         |
| Nemours (Province d'Oran).....              | 1,127                 | 90 00     | "         | 90 00                      | "         |
| Nérac (Lot-et-Garonne).....                 | 7,507                 | 30 00     | "         | 30 00                      | "         |
| Neufchâtel (Seine-Inférieure).....          | 3,521                 | 148 00    | 18 00     | 130 00                     | "         |
| Neufchâteau (Vosges).....                   | 3,579                 | 105 00    | "         | 105 00                     | "         |
| Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).....        | 6,705                 | 64 00     | 20 00     | 44 00                      | "         |
| Orange (Vaucluse).....                      | 9,949                 | 295 00    | 128 00    | 167 00                     | "         |
| Orsay (Seine-et-Oise).....                  | "                     | "         | "         | "                          | "         |
| Pau (Basses-Pyrénées).....                  | 22,606                | 548 00    | 1,205 00  | "                          | 657 00    |
| Péronne (Somme).....                        | 3,843                 | "         | "         | "                          | "         |
| Pierrefonds (Oise).....                     | "                     | "         | "         | "                          | "         |
| Pithiviers (Loiret).....                    | 4,807                 | "         | "         | "                          | "         |
| Plombières (Vosges).....                    | 1,609                 | "         | 60 00     | "                          | 60 00     |
| Poissy (Seine-et-Oise).....                 | 3,762                 | 128 00    | "         | 128 00                     | "         |
| Poligny (Jura).....                         | 5,305                 | "         | "         | "                          | "         |
| Pons (Charente-Inférieure).....             | "                     | 12 00     | "         | 12 00                      | "         |
| Pont-à-Mousson (Meurthe).....               | 6,967                 | 12 00     | "         | 12 00                      | "         |
| Pont-Sainte-Maxence (Oise).....             | 2,346                 | 32 00     | "         | 32 00                      | "         |
| Pontivy (Morbihan).....                     | "                     | 91 00     | "         | 93 00                      | "         |
| Pontoise (Seine-et-Oise).....               | 5,995                 | 172 00    | "         | 172 00                     | "         |
| Provins (Seine-et-Marne).....               | 6,463                 | "         | "         | "                          | "         |
| Puteaux (Seine).....                        | 9,375                 | 112 00    | "         | 112 00                     | "         |
| Raincy (le) (Seine-et-Oise).....            | "                     | "         | "         | "                          | "         |
| Rambouillet (Seine-et-Oise).....            | 3,511                 | "         | "         | "                          | "         |
| Remiremont (Vosges).....                    | 5,897                 | "         | "         | "                          | "         |
| Révigny (Meuse).....                        | 1,544                 | "         | 48 00     | "                          | 48 00     |
| Rhetel (Ardennes).....                      | 7,172                 | 201 00    | 60 00     | 141 00                     | "         |
| Roche-sur-Yon [La] (Vendée).....            | 7,430                 | 96 00     | 166 00    | "                          | 70 00     |
| Rodez (Aveyron).....                        | 9,609                 | 136 00    | "         | 136 00                     | "         |
| Romilly-sur-Seine (Aube).....               | 10,798                | "         | "         | "                          | "         |
| Romorantin (Loir-et-Cher).....              | 7,584                 | "         | "         | "                          | "         |
| A reporter.....                             |                       | 14,242 75 | 9,801 00  |                            |           |



| NOM DES VILLES.                        | POPULATION. | EXERCICES |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|----------------------------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
|                                        |             | 1870-1871 | 1871-1872 | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                                        | Année.      | fr. c.    | fr. c.    | fr. c.                     | fr. c.    |
| Report....                             |             | 14,242 75 | 9,801 00  |                            | 256 00    |
| Royan (Charente-Inférieure)....        | 4,160       |           | 256 00    |                            | 256 00    |
| Rueil (Seine-et-Oise).....             | 6,080       | 192 00    | 40 00     | 132 00                     |           |
| Sables-d'Olonne (Les) (Vendée)...      | 7,127       |           | 238 00    |                            | 238 00    |
| Saint-Amand (Cher).....                | 8,625       | 216 00    | 22 00     | 194 00                     |           |
| Saint-Dizier (Haute-Marne).....        | 9,406       | 8 00      |           | 8 00                       |           |
| Saint-Jean-d'Angély (Char.-Inf.)...    | 6,704       | 108 00    | 48 00     | 60 00                      |           |
| Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).....      | 9,423       | 236 00    |           | 236 00                     |           |
| Saint-Mandé (Seine).....               | 3,641       | 8 00      |           | 8 00                       |           |
| Saint-Martin-de-Ré (Ile) (Ch.-Inf.)... | 1,991       |           | 64 00     |                            | 64 00     |
| Saint-Maurice (Seine).....             | 3,916       |           |           |                            |           |
| Sainte-Menehould (Marne).....          | 4,170       |           |           |                            |           |
| Saint-Mihiel (Meuse).....              | 4,596       |           | 122 00    |                            | 122 00    |
| Saint-Nazaire (Loire-Inférieure)...    | 17,879      |           |           |                            |           |
| Saint-Pierre (Martinique).....         |             | 236 50    |           | 236 50                     |           |
| Saint-Pourçain (Allier).....           | 4,978       |           | 34 00     |                            | 34 00     |
| Saint-Servan (Ille-et-Vilaine)....     |             | 123 00    |           | 123 00                     |           |
| Salins (Jura).....                     | 6,144       |           | 16 00     |                            | 16 00     |
| Saumur (Maine-et-Loire).....           | 12,489      | 784 00    | 183 25    |                            | 600 75    |
| Semur (Côte-d'Or).....                 | 3,760       | 20 00     |           | 20 00                      |           |
| Senlis (Oise).....                     | 5,329       | 164 00    |           | 164 00                     |           |
| Sens (Yonne).....                      | 10,791      | 127 00    | 12 00     | 115 00                     |           |
| Sidi-bel-Abbès (Province d'Oran)...    | 4,636       | 188 00    |           | 188 00                     |           |
| Suresnes (Seine).....                  | 4,152       |           |           |                            |           |
| Tarascon (Bouches-du-Rhône)....        | 11,707      | 155 00    |           | 155 00                     |           |
| Tarbes (Hautes-Pyrénées).....          | 13,901      | 414 00    |           | 414 00                     |           |
| Taverny (Seine-et-Oise).....           |             |           |           |                            |           |
| Thiers (Puy-de-Dôme).....              | 16,069      |           |           |                            |           |
| Tonnerre (Yonne).....                  | 5,157       |           |           |                            |           |
| Toul (Meurthe).....                    | 6,852       | 12 00     |           | 12 00                      |           |
| Tourcoing (Nord).....                  | 38,040      |           |           |                            |           |
| Tournus (Saône-et-Loire).....          | 5,538       | 16 00     |           | 16 00                      |           |
| Trélazé (Maine-et-Loire).....          | 4,707       |           | 31 31     |                            | 31 31     |
| Tulle (Corrèze).....                   | 11,901      |           |           |                            |           |
| Uzès (Gard).....                       | 5,804       | 16 00     |           | 16 00                      |           |
| Valence (Drôme).....                   | 17,420      | 710 00    | 230 00    |                            | 480 00    |
| Vanves (Seine).....                    | 6,928       |           |           |                            |           |
| Varenne-Saint-Hilaire (Seine)...       |             | 80 00     |           | 80 00                      |           |
| Vendôme (Loir-et-Cher).....            | 8,729       | 180 00    | 51 00     | 129 00                     |           |
| Verdun (Meuse).....                    | 10,326      |           |           |                            |           |
| Vésinet (Seine-et-Oise).....           |             | 10 00     |           | 10 00                      |           |
| Vesoul (Haute-Saône).....              | 6,263       | 49 00     | 15 00     | 34 00                      |           |
| Vichy (Allier).....                    | 5,666       |           |           |                            |           |
| Vienne (Isère).....                    | 23,605      | 178 00    |           | 178 00                     |           |
| Vitlenaux (Aube).....                  | 2,530       |           |           |                            |           |
| Villeneuve (Lot-et-Garonne)....        | 12,153      | 262 00    |           | 262 00                     |           |
| Villeneuve-sur-Yonne (Yonne)....       | 4,934       |           |           |                            |           |
| Vire (Calvados).....                   | 6,458       | 53 00     | 93 00     |                            | 40 00     |
| Vitry-le-François (Marne).....         | 7,431       | 409 00    |           | 409 00                     |           |
| Vouziers (Ardennes).....               | 2,995       |           |           |                            |           |
| Yvetot (Seine-Inférieure).....         | 5,469       | 82 00     |           | 82 00                      |           |
| Iles de la Réunion (Colonies)....      |             |           |           |                            |           |
| TOTAUX.....                            |             | 19,570 25 | 11,246 56 | 8,323 69                   |           |

DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR CLASSE.

|                            |            |            |          |            |
|----------------------------|------------|------------|----------|------------|
| VILLES HÉROSULES.....      | 122,584 83 | 231,776 87 |          | 209,192 00 |
| VILLES THÉMOISABLES.....   | 36,744 45  | 30,614 27  | 6,130 18 |            |
| VILLES SÉQUESTRIABLES..... | 19,570 25  | 11,246 56  | 8,323 69 |            |
| TOTAUX.....                | 178,899 53 | 273,637 70 |          | 194,726 00 |

| NOM DES DÉPARTEMENTS                            | POPULATION.<br>àmes. | EXERCICES |            | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |           |
|-------------------------------------------------|----------------------|-----------|------------|----------------------------|-----------|
|                                                 |                      | 1870-1871 | 1871-1872  | 1870-1871                  | 1871-1872 |
|                                                 |                      | fr. c.    | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.    |
| DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR DÉPARTEMENT. |                      |           |            |                            |           |
| Ain.....                                        | 371,643              | 130 00    | 289 00     | „                          | 159 00    |
| Aisne.....                                      | 565,025              | 1,663 00  | 1,464 00   | 199 00                     | „         |
| Allier.....                                     | 376,164              | 650 00    | 3,456 00   | „                          | 2,806 00  |
| Alpes (Basses-).....                            | 142,000              | „         | „          | „                          | „         |
| Alpes (Hautes-).....                            | 122,117              | „         | „          | „                          | „         |
| Alpes-Maritimes.....                            | 198,818              | 1,886 25  | „          | 1,886 25                   | „         |
| Ardèche.....                                    | 387,174              | „         | „          | „                          | „         |
| Ardennes.....                                   | 326,864              | 1,756 95  | 60 00      | 1,696 95                   | „         |
| Arriège.....                                    | 250,436              | „         | „          | „                          | „         |
| Aube.....                                       | 261,951              | 2,544 00  | „          | 2,544 00                   | „         |
| Aude.....                                       | 288,626              | 922 00    | 882 00     | 40 „                       | „         |
| Aveyron.....                                    | 400,070              | 136 00    | „          | 136 00                     | „         |
| Bouches-du-Rhône.....                           | 547,903              | 18,859 60 | 41,185 55  | „                          | 22,325 95 |
| Calvados.....                                   | 474,909              | 1,747 90  | 2,681 26   | „                          | 933 36    |
| Cantal.....                                     | 237,994              | „         | „          | „                          | „         |
| Charente.....                                   | 378,318              | 966 00    | 1,726 00   | „                          | 760 00    |
| Charente-Inferieure.....                        | 479,559              | 2,184 87  | 1,847 57   | 337 30                     | „         |
| Cher.....                                       | 336,613              | 735 90    | 1,207 25   | „                          | 471 35    |
| Corrèze.....                                    | 310,843              | „         | „          | „                          | „         |
| Corse.....                                      | 259,861              | „         | „          | „                          | „         |
| Côte-d'Or.....                                  | 382,762              | 1,789 30  | 1,901 85   | „                          | 112 55    |
| Côtes-du-Nord.....                              | 641,210              | 36 00     | „          | 36 00                      | „         |
| Creuse.....                                     | 274,057              | „         | „          | „                          | „         |
| Dordogne.....                                   | 502,673              | 1,067 50  | 810 00     | 277 50                     | „         |
| Doubs.....                                      | 298,072              | 982 91    | 2,935 45   | „                          | 2,952 54  |
| Drôme.....                                      | 324,231              | 710 00    | 230 00     | 480 00                     | „         |
| Eure.....                                       | 394,467              | 957 00    | 565 00     | 392 00                     | „         |
| Eure-et-Loir.....                               | 290,753              | 613 00    | 390 00     | 293 00                     | „         |
| Finistère.....                                  | 662,485              | 1,400 40  | 8,354 08   | „                          | 6,953 68  |
| Gard.....                                       | 429,747              | 2,299 35  | 7,195 15   | „                          | 4,895 80  |
| Garonne (Haute-).....                           | 493,777              | 7,097 61  | 22,131 16  | „                          | 15,033 55 |
| Gers.....                                       | 295,692              | 330 00    | 164 50     | 165 50                     | „         |
| Gironde.....                                    | 701,855              | 16,623 75 | 55,085 30  | „                          | 38,461 55 |
| Hérault.....                                    | 427,245              | 5,272 15  | 12,646 00  | „                          | 7,373 85  |
| Ille-et-Vilaine.....                            | 592,609              | 1,635 00  | 1,150 00   | 485 00                     | „         |
| Indre.....                                      | 277,860              | 279 00    | 214 00     | 65 00                      | „         |
| Indre-et-Loir.....                              | 325,193              | 2,064 00  | 450 00     | 1,614 00                   | „         |
| Isère.....                                      | 581,886              | 786 72    | 2,402 53   | „                          | 1,616 80  |
| Jura.....                                       | 298,477              | 591 00    | 16 00      | 575 00                     | „         |
| Landes.....                                     | 306,693              | „         | „          | „                          | „         |
| Loir-et-Cher.....                               | 275,757              | 510 00    | 612 50     | „                          | 102 50    |
| Loire.....                                      | 537,108              | 1,420 18  | 4,814 16   | „                          | 3,393 98  |
| Loire (Haute-).....                             | 312,661              | „         | „          | „                          | „         |
| Loire-Inferieure.....                           | 598,598              | 4,758 38  | 14,684 80  | „                          | 9,925 47  |
| Loiret.....                                     | 357,110              | 596 50    | 1,246 00   | „                          | 649 50    |
| Lot.....                                        | 288,919              | 217 00    | 411 00     | „                          | 194 00    |
| Lot-et-Garonne.....                             | 327,962              | 793 55    | 827 60     | „                          | 104 05    |
| Lozère.....                                     | 137,263              | „         | „          | „                          | „         |
| Maine-et-Loire.....                             | 532,325              | 1,818 70  | 6,553 10   | „                          | 4,734 40  |
| Manche.....                                     | 573,699              | 869 88    | 2,585 98   | „                          | 1,716 10  |
| Marne.....                                      | 390,309              | 2,881 05  | 361 17     | 2,519 88                   | „         |
| Marne (Haute-).....                             | 259,096              | 191 00    | 13 00      | 178 00                     | „         |
| Mayenne.....                                    | 267,855              | 842 00    | 562 00     | 280 00                     | „         |
| Meurthe.....                                    | 428,387              | 1,798 40  | „          | 1,798 40                   | „         |
| Meurthe-et-Moselle.....                         | „                    | „         | „          | „                          | „         |
| A reporter.....                                 | „                    | 95,363 76 | 205,047 96 | „                          | „         |

| NOM DES DÉPARTEMENTS.         | POPULATION. | EXERCICES  |            | DIFFÉRENCI<br>en faveur de |            |
|-------------------------------|-------------|------------|------------|----------------------------|------------|
|                               |             | 1870-1871  | 1871-1872  | 1870-1871                  | 1871-1872  |
|                               | âmes.       | fr. c.     | fr. c.     | fr. c.                     | fr. c.     |
| Report....                    |             | 85,263 76  | 205,047 96 |                            |            |
| Meuse.....                    | 301,553     | 430 00     | 170 00     | 260 00                     |            |
| Morbihan.....                 | 501,064     | 537 65     | 1,384 06   |                            | 746 41     |
| * Moselle.....                | 452,157     | 2,803 12   |            | 2,803 12                   |            |
| Nièvre.....                   | 242,773     | 418 00     | 1,043 00   |                            | 585        |
| Nord.....                     | 1,392,041   | 8,254 26   | 28,401 66  |                            | 20,187 40  |
| Oise.....                     | 401,374     | 1,042 00   | 762 00     | 280 00                     |            |
| Orne.....                     | 414,618     | 900 00     | 555 00     | 345 00                     |            |
| Pas-de-Calais.....            | 749,777     | 3,653 05   | 7,521 45   |                            | 3,868 40   |
| Puy-de-Dôme.....              | 571,680     | 1,123 50   | 2,571 82   |                            | 1,448 32   |
| Pyrénées (Basses).....        | 435,486     | 593 14     | 2,525 44   |                            | 1,931 30   |
| Pyrénées (Hautes).....        | 240,252     | 551 00     | 1,046 00   |                            | 492 00     |
| Pyrénées-Orientales.....      | 189,490     | 1,016 50   | 339 00     | 677 50                     |            |
| * Rhin (Bas).....             | 588,970     | 4,721 09   |            | 4,721 09                   |            |
| * Rhin (Haut).....            | 530,285     | 2,498 00   |            | 2,498 00                   |            |
| Rhône.....                    | 678,648     | 17,951 98  | 40,210 32  |                            | 22,258 34  |
| Saône (Haute).....            | 317,706     | 301 00     | 15 00      | 286 00                     |            |
| Saône-et-Loire.....           | 600,006     | 1,343 00   | 1,440 50   |                            | 97 50      |
| Sarthe.....                   | 463,619     | 2,516 00   | 1,438 20   | 1,077 70                   |            |
| Savoie.....                   | 271,683     | 651 00     | 817 00     |                            | 165 00     |
| Savoie (Haute).....           | 273,768     | 108 00     | 194 00     |                            | 86 00      |
| Seine (1).....                |             | 444 00     | 16 00      | 428 00                     |            |
| Seine-et-Marne.....           | 354,400     | 847 75     | 365 00     | 482 75                     |            |
| Seine-et-Oise.....            | 533,737     | 3,109 24   | 8,724 25   |                            | 5,614 21   |
| Seine-Inférieure.....         | 792,768     | 14,306 28  | 40,484 88  |                            | 26,178 60  |
| Sèvres (Deux).....            | 333,155     | 130 00     | 652 00     |                            | 522 00     |
| Somme.....                    | 572,640     | 1,492 60   | 4,506 00   |                            | 3,015 40   |
| Tarn.....                     | 355,513     | 164 00     | 531 00     |                            | 367 00     |
| Tarn-et-Garonne.....          | 228,969     | 41 00      | 149 00     |                            | 108 00     |
| Var.....                      | 308,550     | 2,150 05   | 3,124 18   |                            | 974 13     |
| Vaucluse.....                 | 266,091     | 2,714 00   | 2,371 00   | 443 00                     |            |
| Vendée.....                   | 404,473     | 146 00     | 461 00     |                            | 315 00     |
| Vienne.....                   | 324,527     | 1,008 21   | 1,752 17   |                            | 743 96     |
| Vienne (Haute).....           | 326,037     | 1,137 28   | 3,379 87   |                            | 2,242 59   |
| Vosges.....                   | 418,998     | 273 50     | 60 00      | 213 50                     |            |
| Yonne.....                    | 373,582     | 223 00     | 12 00      | 211 00                     |            |
|                               | 33,916,178  |            |            |                            |            |
|                               | Européens   |            |            |                            |            |
| Provinces d'Alger.....        | 81,304      | 2,750 80   | 10,707 19  |                            | 7,956 39   |
| Provinces d'Oran.....         | 69,885      | 640 00     |            | 640 00                     |            |
| Provinces de Constantine..... | 21,062      | 368 00     | 1,158 00   |                            | 790 00     |
| Colonies.....                 |             | 236 50     |            | 236 50                     |            |
| TOTAUX.....                   | 185,251     | 178,899 53 | 373,637 70 |                            | 194,738 17 |

(1) Non compris Paris et la banlieue, et certaines localités desservies par les troupes des théâtres de la banlieue.

## DÉPARTEMENTS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.

|                    | EXERCICES      |           |                |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |          |                |           |
|--------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------------------|----------|----------------|-----------|
|                    | 1870-1871.     |           | 1871-1872.     |           | 1870-1871.                 |          | 1871-1872.     |           |
|                    | fr.            | c.        | fr.            | c.        | fr.                        | c.       | fr.            | c.        |
| Avril .....        | 50,744         | 85        | »              | »         | 50,744                     | 85       | »              | »         |
| Mai .....          | 43,529         | 94        | »              | »         | 43,529                     | 94       | »              | »         |
| Juin .....         | 31,268         | 34        | 35,971         | 65        | »                          | »        | 4,503          | 31        |
| Juillet .....      | 18,854         | 52        | 24,835         | 48        | »                          | »        | 5,980          | 96        |
| Août .....         | 16,019         | 97        | 49,923         | 33        | »                          | »        | 33,910         | 36        |
| Septembre .....    | 11,262         | 16        | 13,502         | 64        | »                          | »        | 7,140          | 48        |
| Octobre .....      | 2,898          | 00        | 27,588         | 04        | »                          | »        | 24,690         | 04        |
| Novembre .....     | 1,332          | 75        | 24,828         | 15        | »                          | »        | 23,496         | 40        |
| Décembre .....     | 1,341          | 00        | 41,514         | 78        | »                          | »        | 40,173         | 78        |
| Janvier .....      | 1,460          | 00        | 39,726         | 68        | »                          | »        | 38,276         | 68        |
| Février .....      | »              | »         | 53,342         | 24        | »                          | »        | 53,342         | 24        |
| Mars .....         | »              | »         | 47,494         | 71        | »                          | »        | 47,494         | 71        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>178,899</b> | <b>53</b> | <b>373,637</b> | <b>70</b> | <b>»</b>                   | <b>»</b> | <b>194,738</b> | <b>17</b> |

## CLASSEMENT DES DÉPARTEMENTS

POUR L'EXERCICE 1871-1872.

Du travail qui précède, il résulte que les départements (non compris Paris et la banlieue), les trois provinces de l'Algérie et les colonies sont classés ainsi qu'il suit, pour l'exercice 1871-1872, en commençant par ceux dans lesquels les droits d'auteur sont le plus élevés.

NOTA. Le numéro entre crochets, qui suit le nom du département, est le numéro du classement de l'exercice précédent.

|                                                                                                                                                                                       | fr.    | c. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----|
| 1. GIRONDE [3]. — Bordeaux, 55,085 fr. 30 c. — Royan, 256 fr.....                                                                                                                     | 55,085 | 30 |
| 2. BOUCHES-DU-RHÔNE [1]. — Marseille, 40,194 fr. 85 c. — Aix, 537 fr. — Arles, 454 fr.....                                                                                            | 41,165 | 55 |
| 3. SEINE-INFÉRIEURE [4]. — Rouen, 24,470 fr. 89 c. — Le Havre, 10,225 fr. 49 c. — Elbeuf, 3,228 fr. — Dieppe, 2,050 fr. 50 c. — Fécamp, 420 fr. — Eu, 72 fr. — Neufchâtel, 18 fr..... | 40,484 | 88 |
| 4. RHÔNE [2]. — Lyon, 40,210 fr. 32 c.....                                                                                                                                            | 40,210 | 32 |
| 5. NORD [5]. — Lille, 23,061 fr. 81 c. — Dunkerque, 2,693 fr. 35 c. — Douai, 1,555 fr. 03 c. — Cambrai, 995 fr. 50 c. — Condé, 96 fr.....                                             | 28,401 | 09 |
| 6. HAUTE-GARONNE [6]. — Toulouse, 23,131 fr. 16 c.....                                                                                                                                | 23,131 | 16 |
| 7. LOIRE-INFÉRIEURE [8]. — Nantes, 14,681 fr. 80 c.....                                                                                                                               | 14,681 | 80 |
| 8. HÉRAULT [7]. — Montpellier, 1,084 fr. — Béziers, 1,976 fr. — Cette, 584 fr.....                                                                                                    | 12,646 | 00 |
| 9. PROVINCE D'ALGER [14]. — Alger, 10,707 fr. 19 c.....                                                                                                                               | 10,707 | 19 |
| 10. SEINE-ET-OISE [11]. — Versailles, 8,009 fr. 75 c. — Saint-Germain, 591 fr. 50 c. — Mantes, 83 fr. — Rueil, 40 fr.....                                                             | 8,724  | 25 |
| 11. FINISTÈRE [33]. — Brest, 8,354 fr. 08 c.....                                                                                                                                      | 8,354  | 08 |
| 12. PAS-DE-CALAIS [10]. — Boulogne, 2,937 fr. 85 c. — Calais, 2,402 fr. 60 c. — Arras, 1,585 fr. — Saint-Omer, 596 fr.....                                                            | 7,521  | 45 |
| 13. GARD [19]. — Nîmes, 6,879 fr. 15 c. — Alais, 296 fr. — Beaucaire, 30 fr.....                                                                                                      | 7,195  | 15 |
| 14. MAINE-ET-LOIRE [38]. — Angers, 6,338 fr. 54 c. — Saumur, 183 fr. 25 c. — Trélazé, 31 fr. 31 c.....                                                                                | 6,553  | 10 |

A reporter.....

302,681 92

|     |                                                                                                                                                                                    | Report..... | f. c.      |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| 15. | LOIRE [32]. — Saint-Étienne, 4,210 fr. 29 c. — Roanne, 693 fr. 87 c.                                                                                                               |             | 203,281 92 |
| 16. | SOMME [31]. — Amiens, 4,374 fr. — Abbeville, 324 fr.                                                                                                                               |             | 1,211 16   |
| 17. | DOUBS [41]. — Besançon, 3,935 fr. 45 c.                                                                                                                                            |             | 4,509 00   |
| 18. | ALLIER [54]. — Vichy, 3,352 fr. — Montluçon, 40 fr. — Gannat, 40 fr. — Saint-Pourçain, 24 fr.                                                                                      |             | 3,935 13   |
| 19. | HAUTE-VIENNE [35]. — Limoges, 3,279 fr. 87 c.                                                                                                                                      |             | 3,456 00   |
| 20. | VAR [31]. — Toulon, 3,366 fr. 18 c. — Draguignan, 258 fr.                                                                                                                          |             | 3,279 87   |
| 21. | CALVADOS [37]. — Caen, 2,410 fr. 26 c. — Bayeux 178 fr. — Vire, 93 fr.                                                                                                             |             | 3,134 18   |
| 22. | MANCHE [46]. — Cherbourg, 2,587 fr. 98 c. — Avranches, 8 fr.                                                                                                                       |             | 2,681 26   |
| 23. | PUT-DE-DÔME [36]. — Clermont-Ferrand, 2,517 fr. 82 c. — Royat, 54 fr.                                                                                                              |             | 2,595 98   |
| 24. | BASSES-PYRÉNÉES [38]. — Bayonne, 1,330 fr. 04 c. — Pau, 1,305 fr.                                                                                                                  |             | 2,571 82   |
| 25. | ISÈRE [49]. — Grenoble, 2,402 fr. 53 c.                                                                                                                                            |             | 2,335 04   |
| 26. | VAUCLUSE [15]. — Avignon, 2,095 fr. — Orange, 129 fr. — Carpentras, 48 fr.                                                                                                         |             | 2,402 53   |
| 27. | CÔTE-D'OR [25]. — Dijon, 1,636 fr. 85 c. — Beaune, 275 fr.                                                                                                                         |             | 2,271 00   |
| 28. | VIENNE [40]. — Poitiers, 1,415 fr. 17 c. — Châtellerault, 337 fr.                                                                                                                  |             | 1,901 85   |
| 29. | CHARENTE [43]. — Angoulême, 1,371 fr. — Cognac, 359 fr. — Barbezieux, 96 fr.                                                                                                       |             | 1,732 17   |
| 30. | CHARENTE-INFÉRIEURE [30]. — Rochefort, 1,049 fr. 22 c. — La Rochelle, 234 fr. — Royan, 256 fr. — Saintes, 196 fr. 25 c. — Saint-Martin-de-Ré, 64 fr. — Saint-Jean-d'Angély, 48 fr. |             | 1,736 00   |
| 31. | AISNE [39]. — Saint-Quentin, 1,186 fr. — Laon, 186 fr. — Chauny, 128 fr. — Château-Thierry, 14 fr.                                                                                 | 1,247 37    |            |
| 32. | SÂONE-ET-LOIRE [34]. — Mâcon, 723 fr. — Chalon-sur-Saône, 717 fr. 50 c.                                                                                                            |             | 1,464 00   |
| 33. | SARTHE [17]. — Le Mans, 1,438 fr. 30 c.                                                                                                                                            |             | 1,440 59   |
| 34. | MORBIHAN [61]. — Lorient, 1,284 fr. 08 c.                                                                                                                                          |             | 1,436 39   |
| 35. | LOIRET [37]. — Orléans, 1,246 fr.                                                                                                                                                  |             | 1,284 08   |
| 36. | CHER [50]. — Bourges, 1,185 fr. 25 c. — Saint-Amand, 22 fr.                                                                                                                        |             | 1,246 00   |
| 37. | PROVINCE DE CONSTANTINE [66]. — Bône, 704 fr. — Philippeville, 298 fr. — Constantine, 156 fr.                                                                                      |             | 1,207 25   |
| 38. | ILLE-ET-VILAINE [30]. — Rennes, 1,150 fr.                                                                                                                                          |             | 1,138 00   |
| 39. | HAUTES-PYRÉNÉES [60]. — Bagueres, 1,046 fr.                                                                                                                                        |             | 1,150 00   |
| 40. | NIÈVRE [63]. — Nevers, 971 fr. — Cosne, 86 fr. — La Charité, 36 fr.                                                                                                                |             | 1,046 00   |
| 41. | AUDE [44]. — Carcassonne, 694 fr. — Narbonne, 278 fr.                                                                                                                              |             | 1,041 00   |
| 42. | LOT-ET-GARONNE [51]. — Agen, 827 fr. 50 c.                                                                                                                                         |             | 692 00     |
| 43. | SAVOIE [53]. — Chambéry, 743 fr. — Aix-les-Bains, 74 fr.                                                                                                                           |             | 827 50     |
| 44. | DORDOGNE [37]. — Périgueux, 746 fr. — Bergerac, 64 fr.                                                                                                                             |             | 817 00     |
| 45. | OISE [35]. — Compiègne, 386 fr. — Beauvais, 290 fr. — Clermont, 86 fr.                                                                                                             |             | 810 00     |
| 46. | DEUX-SÈVRES [39]. — Niort, 652 fr.                                                                                                                                                 |             | 762 00     |
| 47. | LOIR-ET-CHER [63]. — Blois, 561 fr. 50 c. — Vendôme, 51 fr.                                                                                                                        |             | 632 00     |
| 48. | EURE [43]. — Evreux, 473 fr. — Vernon, 76 fr. — Bernay, 16 fr.                                                                                                                     |             | 612 50     |
| 49. | MAYENNE [48]. — Laval, 562 fr.                                                                                                                                                     |             | 563 00     |
| 50. | ORNE [45]. — Alençon, 432 fr. — Argentan, 72 fr. — Mortagne, 51 fr.                                                                                                                |             | 562 00     |
| 51. | TARN [75]. — Castres, 531 fr.                                                                                                                                                      |             | 353 00     |
| 52. | VENDEE [76]. — La Roche-sur-Yon, 166 fr. — Sablé d'Olonne, 238 fr. — Fontenay-le-Comte, 57 fr.                                                                                     |             | 531 00     |
| 53. | INDRE-ET-LOIRE [23]. — Tours, 450 fr.                                                                                                                                              | 461 00      |            |
| 54. | LOT [73]. — Cahors, 411 fr.                                                                                                                                                        | 450 00      |            |
| 55. | SEINE-ET-MARNE [47]. — Fontainebleau, 348 fr. — Meaux, 9 fr. Coulommiers, 8 fr.                                                                                                    | 411 00      |            |
| 56. | MARNE [12]. — Reims, 224 fr. 67 c. — Mourmelon, 136 fr. 50 c.                                                                                                                      | 363 00      |            |
| 57. | PYRÉNÉES-ORIENTALES [39]. — Perpignan, 339 fr.                                                                                                                                     | 361 17      |            |
| 58. | EURE-ET-LOIR [56]. — Chartres, 300 fr. — Nogent-le-Rotrou, 20 fr.                                                                                                                  | 339 00      |            |
| 59. | AIN [78]. — Bourg, 289 fr.                                                                                                                                                         | 290 00      |            |
| 60. | DRÔME [52]. — Valence, 230 fr.                                                                                                                                                     | 230 00      |            |
| 61. | INDRE [69]. — Châteauroux, 214 fr.                                                                                                                                                 | 214 00      |            |
| 62. | HAUTE-SAÔNE [30]. — Nancy, 194 fr.                                                                                                                                                 | 194 00      |            |
| 63. | MEUSE [65]. — Saint-Mihiel 123 fr. — Révigny, 48 fr.                                                                                                                               | 170 00      |            |
| 64. | GERS [67]. — Auch, 164 fr. 50.                                                                                                                                                     | 164 00      |            |
| 65. | TARN-ET-GARONNE [61]. — Montauban, 149 fr.                                                                                                                                         | 149 00      |            |
| 66. | VOGÈS [70]. — Plombières, 60 fr.                                                                                                                                                   | 60 00       |            |
| 67. | ARDENNES [36]. — Réthel, 60 fr.                                                                                                                                                    | 60 00       |            |
| 68. | SEINE [64]. — Choisy-le-Roi, 16 fr.                                                                                                                                                | 16 00       |            |
| 69. | JURA [59]. — Salins, 16 fr.                                                                                                                                                        | 16 00       |            |
| 70. | HAUTE-SAÔNE [68]. — Vesoul, 15 fr.                                                                                                                                                 | 15 00       |            |
| 71. | HAUTE-MARNE [74]. — Chaumont, 13 fr.                                                                                                                                               | 13 00       |            |
| 72. | YONNE [79]. — Sens, 12 fr.                                                                                                                                                         | 12 00       |            |

TOTAUX.....

373,637 76

# DÉPARTEMENTS. — RÉSUMÉ.

| Pendant l'exercice 1871-1872 les Droits d'auteur |                                 |                 |                |   |
|--------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------|----------------|---|
| ont dépassé                                      | 50,000 fr. et n'ont pas atteint | 60,000 fr. dans | 1 département. |   |
| —                                                | 40,000 .....                    | 50,000 .....    | 3              | — |
| —                                                | 30,000 .....                    | 40,000 .....    | 2              | — |
| —                                                | 20,000 .....                    | 30,000 .....    | 3              | — |
| —                                                | 10,000 .....                    | 20,000 .....    | 2              | — |
| —                                                | 8,000 .....                     | 10,000 .....    | 2              | — |
| —                                                | 7,000 .....                     | 8,000 .....     | 2              | — |
| —                                                | 6,000 .....                     | 7,000 .....     | 2              | — |
| —                                                | 5,000 .....                     | 6,000 .....     | 2              | — |
| —                                                | 4,000 .....                     | 5,000 .....     | 2              | — |
| —                                                | 3,000 .....                     | 4,000 .....     | 2              | — |
| —                                                | 2,000 .....                     | 3,000 .....     | 6              | — |
| —                                                | 1,500 .....                     | 2,000 .....     | 4              | — |
| —                                                | 1,000 .....                     | 1,500 .....     | 10             | — |
| —                                                | 800 .....                       | 900 .....       | 4              | — |
| —                                                | 700 .....                       | 800 .....       | 1              | — |
| —                                                | 600 .....                       | 700 .....       | 2              | — |
| —                                                | 500 .....                       | 600 .....       | 4              | — |
| —                                                | 400 .....                       | 500 .....       | 3              | — |
| —                                                | 300 .....                       | 400 .....       | 4              | — |
| —                                                | 200 .....                       | 300 .....       | 3              | — |
| —                                                | 100 .....                       | 200 .....       | 4              | — |
|                                                  |                                 | 100 .....       | 7 (1)          | — |
|                                                  |                                 |                 | 74             | — |
| n'ont donné lieu à aucune perception             |                                 |                 | 19             | — |
|                                                  |                                 |                 | 93             | — |

(1) Une localité de la Seine qui n'est pas comprise dans les sections de Paris et de la banlieue, représente un de ces sept départements.

### III. — BANLIEUE (THÉÂTRES). — CAFÉS-CONCERTS.

DIVISION PAR ÉTABLISSEMENT ET PAR ANNÉE.

|                                                                  | EXERCICES        |                  | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |                  |
|------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------|------------------|
|                                                                  | 1870-1871        | 1871-1872        | 1870-1871                  | 1871-1872        |
| <b>THÉÂTRES DE LA BANLIEUE.</b>                                  |                  |                  |                            |                  |
| Belleville.....                                                  | 5,710 79         | 10,617 57        | »                          | 4,906 73         |
| Batignolles.....                                                 | 4,446 81         | 6,509 44         | »                          | 2,062 63         |
| Montmartre.....                                                  | 4,339 02         | 6,437 21         | »                          | 2,098 29         |
| Villelte (La).....                                               | 2,521 30         | 4,270 45         | »                          | 1,749 15         |
| Gobelins (Saint-Marcel).....                                     | 2,376 89         | 3,811 30         | »                          | 1,434 31         |
| Grenelle.....                                                    | 1,663 47         | 3,740 26         | »                          | 2,076 79         |
| Montparnasse.....                                                | 1,689 44         | 3,111 55         | »                          | 1,422 11         |
| Passy.....                                                       | »                | 320 00           | »                          | 320 00           |
| Localités desservies par les<br>théâtres de la banlieue (1)..... | 1,045 25         | 1,016 92         | 68 33                      | »                |
| Cafés-concerts (2).....                                          | 2,168 90         | »                | 2,168 90                   | »                |
| <b>TOTAUX.....</b>                                               | <b>26,001 87</b> | <b>39,834 70</b> | <b>»</b>                   | <b>13,832 83</b> |
| <b>CAFÉS-CONCERTS.</b>                                           |                  |                  |                            |                  |
| Tivoli.....                                                      | 1,523 05         | 4,400 00         | »                          | 2,876 95         |
| Alcazar.....                                                     | 230 00           | 1,865 00         | »                          | 1,635 00         |
| Tertulia.....                                                    | »                | 1,400 00         | »                          | 1,400 00         |
| Concerts-Parisiens.....                                          | 909 00           | 1,254 45         | »                          | 345 45           |
| Gaité-Montparnasse.....                                          | 24 00            | 1,153 00         | »                          | 1,129 00         |
| Folies-d'Athènes.....                                            | »                | 240 00           | »                          | 240 00           |
| Folies-Dauphine.....                                             | 119 90           | 816 00           | »                          | 696 10           |
| Ba-ta-clan.....                                                  | 180 00           | 800 00           | »                          | 620 00           |
| Pépinière.....                                                   | 350 00           | 750 00           | »                          | 400 00           |
| Folies-Montparnasse.....                                         | 704 00           | 720 00           | »                          | 16 00            |
| XIX <sup>e</sup> Siècle.....                                     | 80 00            | 600 00           | »                          | 520 00           |
| Eldorado.....                                                    | 480 00           | 600 00           | »                          | 120 00           |
| Gaulois.....                                                     | 325 08           | 600 00           | »                          | 274 92           |
| Société Artistique.....                                          | 55 00            | 600 00           | »                          | 545 00           |
| Folies-Belleville.....                                           | »                | 500 00           | »                          | 500 00           |
| Vert-Galant.....                                                 | »                | 240 00           | »                          | 240 00           |
| Halles-Centrales.....                                            | »                | 220 00           | »                          | 220 00           |
| Terrasse.....                                                    | »                | 200 00           | »                          | 200 00           |
| Concert-Européen.....                                            | 30 00            | 100 00           | »                          | 70 00            |
| Harmonie.....                                                    | »                | 100 00           | »                          | 100 00           |
| Elysée-Montmartre.....                                           | »                | 15 00            | »                          | 15 00            |
| Salle Herz.....                                                  | »                | 10 00            | »                          | 10 00            |
| (3)                                                              | »                | 18,483 45        | »                          | »                |
| <b>RÉCAPITULATION.</b>                                           |                  |                  |                            |                  |
| Théâtres de la Banlieue.....                                     | 26,001 87        | 79,834 70        | »                          | »                |
| Cafés-concerts.....                                              | »                | 18,483 45        | »                          | »                |
| <b>TOTAUX.....</b>                                               | <b>26,001 87</b> | <b>58,318 15</b> | <b>»</b>                   | <b>32,316 98</b> |

(1) Adamville, Boulogne, St-Cloud, St-Denis, Sèvres, Le Vallois-Perret, La Varenne.

(2) Les 2,168 fr. 90 c. portés dans la colonne de l'exercice 1870-1871 ne pouvaient être balancés avec les chiffres placés dans le cadre des cafés-concerts, ces établissements ayant été classés, l'an dernier, partie dans les comptes de Paris, partie dans les comptes de la banlieue. Les cafés-concerts ont, pour l'année 1871-1872, été classés exclusivement dans le cadre de la banlieue.

(3) La plupart des chiffres contenus dans cette colonne (moins les 2,168 fr. 90 c. ci-dessus spécifiés) ayant déjà été portés dans le tableau comparatif des théâtres de Paris, ils ne pourraient être totalisés ici sans faire double emploi et détruire, par suite, la régularité de ces tableaux.

**III. BANLIEUE ET CAFÉS-CONCERTS. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.**

|                    | EXERCICES        |                  | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |                  |
|--------------------|------------------|------------------|----------------------------|------------------|
|                    | 1870-1871        | 1871-1872        | 1870-1871                  | 1871-1872        |
|                    | fr. c.           | fr. c.           | fr. c.                     | fr. c.           |
| Avril.....         | 5,149 89         | »                | 5,149 89                   | »                |
| Mai.....           | 3,870 28         | »                | 3,870 28                   | »                |
| Juin.....          | 3,530 35         | 2,074 65         | 1,455 70                   | »                |
| Juillet.....       | 2,036 05         | 2,196 »          | 830 05                     | »                |
| Août.....          | 2,765 45         | 2,179 01         | 586 44                     | »                |
| Septembre.....     | 2,060 94         | 4,343 95         | »                          | 2,283 01         |
| Octobre.....       | 490 00           | 6,048 68         | »                          | 5,558 68         |
| Novembre.....      | »                | 8,152 46         | »                          | 8,152 46         |
| Décembre.....      | 1,046 25         | 8,423 95         | »                          | 7,382 70         |
| Janvier.....       | 1,582 08         | 7,574 60         | »                          | 5,992 52         |
| Février.....       | 1,225 28         | 8,635 90         | »                          | 7,410 62         |
| Mars.....          | 1,255 30         | 8,663 95         | »                          | 7,408 65         |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>26,001 87</b> | <b>58,318 15</b> | <b>»</b>                   | <b>32,316 28</b> |

**IV. ÉTRANGER. — DIVISION ANNUELLE PAR PAYS (1).**

|                                   | EXERCICES       |                  |
|-----------------------------------|-----------------|------------------|
|                                   | 1870-1871       | 1871-1872        |
|                                   | fr. c.          | fr. c.           |
| <b>BELGIQUE.</b>                  |                 |                  |
| BRUXELLES. Parc.....              | 3,022 44        | 9,245 00         |
| — Galeries-Saint-Hubert.....      | 1,794 00        | 9,940 56         |
| — Alcazar.....                    | 1,182 00        | 7,577 00         |
| — Casino des Galeries.....        | 432 00          | 1,932 00         |
| — Monnaie.....                    | 680 00          | 1,399 00         |
| — Molière.....                    | 154 00          | 1,559 00         |
| — Alhambra.....                   | »               | 892 00           |
| — Lyrique.....                    | »               | 530 00           |
| — Délassements.....               | 116 00          | 970 00           |
| — Cirque.....                     | »               | 138 00           |
| — Athénée.....                    | »               | 96 00            |
| — Variétés.....                   | »               | 22 00            |
| — Prado.....                      | »               | 8 00             |
| — Casino.....                     | »               | 5 00             |
| — Banlieue (diverses salles)..... | »               | 1,756 00         |
| — Folies-Nouvelles.....           | 348 00          | »                |
| LIEGE. Théâtre Royal.....         | »               | 1,161 00         |
| — Gymnase.....                    | »               | 4,071 00         |
| — Flore.....                      | »               | 3,724 00         |
| GAND. Théâtre Royal.....          | »               | 1,924 00         |
| — Théâtre Minard.....             | »               | 99 00            |
| VERVIERS.....                     | 434 00          | 760 00           |
| BRUGES.....                       | »               | 639 00           |
| TOURNAY.....                      | »               | 444 00           |
| MONS.....                         | 591 00          | »                |
| <b>SUISSE.</b>                    |                 |                  |
| GENÈVE.....                       | 1,144 00        | 1,196 80         |
| <b>TOTAUX.....</b>                | <b>9,897 44</b> | <b>49,191 36</b> |

(1) L'indication des différences entre ces deux exercices serait sans valeur pour la comparaison, la perception afférente à l'exercice 1870-1871 n'ayant pu s'opérer, pour deux tiers environ, que pendant l'exercice 1871-1872. — Les deux totaux ci-contre réunis donnent une moyenne qui est supérieure à celle des années précédentes et qui marque la progression dans la perception des droits d'auteur à l'étranger.



**ÉTRANGER. — RÉCAPITULATION PAR MOIS.**

|                    | EXERCICES    |           |               |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |    |               |           |
|--------------------|--------------|-----------|---------------|-----------|----------------------------|----|---------------|-----------|
|                    | 1870-1871    |           | 1871-1872     |           | 1870-1871                  |    | 1871-1872     |           |
|                    | fr.          | c.        | fr.           | c.        | fr.                        | c. | fr.           | c.        |
| Avril .....        |              |           |               |           |                            |    |               |           |
| Mai .....          | 1,144        | 00        |               |           | 1,144                      | 00 |               |           |
| Juin .....         | 7,728        | 44        |               |           | 7,728                      | 44 |               |           |
| Juillet .....      |              |           | 16,347        |           |                            |    | 16,347        |           |
| Août .....         | 1,025        | 00        |               |           | 1,025                      | 00 |               |           |
| Septembre .....    |              |           | 6,097         |           |                            |    | 6,097         |           |
| Octobre .....      |              |           | 2,920         |           |                            |    | 2,920         |           |
| Novembre .....     |              |           | 2,767         |           |                            |    | 2,767         |           |
| Décembre .....     |              |           | 5,163         |           |                            |    | 5,163         |           |
| Janvier .....      |              |           | 5,489         | 80        |                            |    | 5,489         | 80        |
| Février .....      |              |           | 6,728         | 86        |                            |    | 6,728         | 86        |
| Mars .....         |              |           | 3,479         | 70        |                            |    | 3,479         | 70        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>9,897</b> | <b>44</b> | <b>49,191</b> | <b>36</b> |                            |    | <b>39,293</b> | <b>92</b> |

**V. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.**

|                    | EXERCICES      |           |                  |           | DIFFÉRENCE<br>en faveur de |    |                  |           |
|--------------------|----------------|-----------|------------------|-----------|----------------------------|----|------------------|-----------|
|                    | 1870-1871      |           | 1871-1872        |           | 1870-1871                  |    | 1871-1872        |           |
|                    | fr.            | c.        | fr.              | c.        | fr.                        | c. | fr.              | c.        |
| Avril .....        | 170,611        | 17        | 7,794            | 26        | 162,817                    | 01 |                  |           |
| Mai .....          | 130,913        | 02        | 5,840            | 43        | 125,072                    | 07 |                  |           |
| Juin .....         | 97,417         | 59        | 67,693           | 09        | 29,724                     | 50 |                  |           |
| Juillet .....      | 56,283         | 53        | 86,192           | 29        |                            |    | 29,908           | 76        |
| Août .....         | 42,797         | 58        | 95,432           | 57        |                            |    | 52,634           | 99        |
| Septembre .....    | 15,262         | 08        | 106,721          | 43        |                            |    | 91,459           | 35        |
| Octobre .....      | 3,383          |           | 177,178          | 42        |                            |    | 173,795          | 43        |
| Novembre .....     | 7,849          | 05        | 181,770          | 61        |                            |    | 173,921          | 56        |
| Décembre .....     | 7,479          | 65        | 190,565          | 06        |                            |    | 183,085          | 41        |
| Janvier .....      | 5,942          | 46        | 216,964          | 97        |                            |    | 211,022          | 51        |
| Février .....      | 15,525         | 90        | 250,392          | 01        |                            |    | 234,866          | 12        |
| Mars .....         | 22,987         | 98        | 208,749          | 79        |                            |    | 185,761          | 81        |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>576,463</b> | <b>01</b> | <b>1,595,284</b> | <b>94</b> |                            |    | <b>1,018,821</b> | <b>93</b> |

**VI. — RÉSUMÉ.**

|                    |                |           |                  |           |  |         |    |
|--------------------|----------------|-----------|------------------|-----------|--|---------|----|
| Paris .....        | 361,664        | 17        | 1,114,137        | 73        |  | 752,473 | 56 |
| Départements ..... | 178,899        | 53        | 873,637          | 70        |  | 194,738 | 17 |
| Banlieue .....     | 26,001         | 87        | 58,318           | 15        |  | 32,316  | 28 |
| Étranger .....     | 9,897          | 44        | 49,191           | 36        |  | 39,293  | 92 |
| <b>TOTAUX.....</b> | <b>576,463</b> | <b>01</b> | <b>1,595,284</b> | <b>94</b> |  |         |    |

Soit une différence totale en faveur de l'exercice 1871-1872, de.....

1,018,821 93

## LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES SUR LES THÉÂTRES DE PARIS, DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1871  
AU 31 MARS 1872.

[NOTA. Les chiffres qui suivent le titre de la pièce font connaître le nombre de représentations de cette pièce, pendant la période ci-dessus indiquée.]

### THÉÂTRE DE L'OPÉRA.

[Artistes en société, M. Halanzier étant administrateur provisoire du 12 juillet au 1<sup>er</sup> novembre 1871. — A partir de cette date, M. Halanzier fonctionne comme administrateur titulaire.]

Pièces représentées : — *l'Africaine*, 9. — *Coppelia*, 9. — *Don Juan*, 13. — *Érostrate*, 2. — *Faust*, 27. — *la Favorite*, 14. — *la Fête du printemps*, 5. — *Guillaume Tell*, 4. — *Graciosa*, 6. — *Hamlet*, 8. — *les Huguenots*, 9. — *la Juive*, 5. — *le Marché des innocents*, 6. — *la Muette de Portici*, 7. — *Néméa*, 5. — *le Prophète*, 11. — *Robert le Diable*, 12. — *le Trouvère*, 11.

### COMÉDIE FRANÇAISE.

[Direction de M. Émile PERRIN.]

[Du 1<sup>er</sup> mai au 8 juillet 1871, les comédiens français ont donné des représentations à Londres, le Théâtre-Français restant ouvert à Paris; le titre des pièces représentées à Londres est précédé d'un astérisque.]

*Christiane*, comédie en quatre actes, en prose, par Edmond Gondinet. — 20 décembre 1871 (50 représentations).

*Hommage à Alexandre Dumas*. — 24 décembre 1871 (2 réceptions).

*L'Autre Motif*, comédie en un acte, par Édouard Pailleron. — 29 février 1872 (11 représentations).

Pièces du répertoire et reprises. [Le nombre entre parenthèses s'applique aux représentations données à Londres. Il est distinct du nombre précédent qui ne comprend que les re-

présentations données à Paris.] *Adrienne Lecouvreur*, 50.  
— *Andromaque*, 4. — *Athalie*, 5. — \* *Au printemps*, 10 (4).  
— \* *l'Avare*, 4 (4). — \* *l'Aventurière*, 24 (3). — \* *le Barbier de Séville*, 1 (3). — *Bataille de Dames*, 8. —  
\* *le Bonhomme Jadis*, 20 (3). — *le Bougeoir*, 3. — \* *un Caprice*, 11 (1). — \* *les Caprices de Marianne*, 10 (2). —  
\* *un Cas de conscience*, 2 (7). — *le Cheveu blanc*, 7. —  
*Cinna*, 2. — *la Coupe enchantée*, 4. — \* *le Dépôt amoureux*, 17 (2). — \* *le Dernier Quartier*, 5 (4). — *les Deux Ménages*, 13. — *les Deux Veuves*, 9. — \* *le Duc Job*, 1 (4). — *l'École des Femmes*, 5. — \* *l'École des Maris*, 4 (1). —  
*les Enfants d'Édouard*, 8. — *l'Étourdi*, 31. — *Faute de s'entendre*, 4. — *les Femmes savantes*, 18. — \* *les Folies amoureuses*, 1 (1). — \* *les Fourberies de Scapin*, 1 (3). — \* *le Gendre de M. Poirier*, 36 (6). — *Gringoire*, 9. —  
*Histoire ancienne*, 13. — \* *l'Honneur et l'Argent*, 2 (1). — *Horace et Lydie*, 3. — \* *Il faut qu'une Porte soit ouverte ou fermée*, 8 (5). — \* *Il ne faut jurer de rien*, 13 (4). — \* *le Jeu de l'Amour et du Hasard*, 10 (2). —  
\* *le Jeune Mari* (3). — *le Légataire universel*, 3. — *le Legs*, 12. — *le Lion amoureux*, 1. — \* *Mademoiselle de Belle-Isle*, 11 (8). — \* *le Malade imaginaire*, 14 (2). — *le Mariage de Figaro*, 10. — *un Mariage sous Louis XV*, 8. —  
*le Mari de la veuve*, 11. — \* *le Médecin malgré lui*, 7 (4). — *Médée* (de Corneille), 1. — \* *le menteur*, 12 (3). — \* *Mercadet*, 8 (8). — \* *le Misanthrope*, 9 (4). — \* *une Nuit d'été*, 1. — \* *une Nuit d'octobre*, 3 (2). — \* *On ne badine pas avec l'Amour*, 10 (2). — *Oscar*, 9. — *les Ouvriers*, 24. — *Phèdre*, 4. — \* *les Plaideurs*, 3 (2). — *la Pluie et le beau Temps*, 1. — *le Post-scriptum*, 2. — *le Pour et le Contre*, 1. — *les Précieuses ridicules*, 3. — *les Projets de ma tante*, 22. — *Psyché* (3<sup>e</sup> acte), 7. — *la Revanche d'Iris*, 5. — *Sganarelle*, 3. — \* *Tartuffe*, 19 (9). — \* *une Tempête dans un verre d'eau*, 5 (5). — *Turcaret*, 8. — \* *Valérie*, 7 (3). — *le Verre d'eau*, 9. — *le Voyage à Dieppe*, 2.

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE.

[Direction de MM. DE LEUVEN et DU LOCLE.]

(Réouverture le 3 juillet 1871.)

*Hommage à Auber.* — 3 juillet 1871. (7 représentations).

*Gallia*, ode symphonique en un acte, par Charles Gounod. — 8 novembre 1871 (8 représentations).

*Fantasio*, opéra-comique en trois actes, paroles d'Alfred de Musset, musique de Jacques Offenbach. — 18 janvier 1872. (10 représentations.)

Pièces du répertoire et reprises : — *Bonsoir monsieur Pantalon*, 30. — *le Café du roi*, 15. — *le Chalet*, 12. — *la Cruche cassée*, 14. — *la Dame blanche*, 25. — *le Domino noir*, 33. — *la Fille du régiment*, 20. — *Fra Diavolo*, 19. — *Galathée*, 4. — *Haydée*, 11. — *le Maître de chapelle*, 22. — *le Mariage extravagant*, 26. — *Mignon*, 7. — *les Noces de Figaro*, 15. — *les Noces de Jeannette*, 10. — *l'Ombre*, 23. — *le Postillon de Longjumeau*, 16. — *le Pré aux Clercs*, 57. — *les Rendez-vous bourgeois*, 27. — *la Servante maîtresse*, 7. — *Zampa*, 26.

THÉÂTRE DE L'ODÉON.

(Second Théâtre Français.)

[Direction de M. DE CHILLY.]

(Réouverture le 11 octobre 1871.)

*Jean-Marie*, drame en un acte, par Theuriet. — 11 octobre 1871. (32 représentations.)

*Les Créanciers du bonheur*, comédie en trois actes, par Édouard Cadol. — 11 octobre 1871. (29 représentations.)

*Fais ce que dois*, épisode dramatique en un acte, en vers, par François Coppée. — 21 octobre 1871. (46 représentations.)

*Un Mauvais Caractère*, comédie en trois actes, en prose, par Charles Potron et A. Nitot. — 3 novembre 1871. (20 représentations.)

*Le Bois*, églogue en un acte, en vers, par Albert Glatigny. — 14 novembre 1871. (8 représentations.)

*La Baronne*, drame en quatre actes, en prose, par Charles Edmond et Édouard Foussier. — 23 novembre 1871. (44 représentations.)

*Mademoiselle Aissé*, drame en quatre actes, en vers, par Louis Bouilhet. — 6 janvier 1872. (27 représentations.)

*Hommage à Molière*, un acte, en vers, par Albert Glatigny. — 15 janvier 1872. (1 représentation.)

Pièces du répertoire et reprises : — *Le Dépit amoureux*, 13. — *Georges Dandin*, 3. — *le Malade imaginaire*, 5. — *le Passant*, 2. — *les Précieuses ridicules*, 5. — *Ruy-Blas*, 39. — *Tartuffe*, 7.

THÉÂTRE DU GYMNASÉ.

[Direction de M. MONTIGNY.]

*Marceline*, pièce en quatre actes, par Charles de La Rounat. — 19 août 1871. (18 représentations.)

*Une Visite de noces*, comédie en un acte, par Alexandre Dumas fils. — 10 septembre 1871. (108 représentations.)

*Le Porte-cigares*, comédie en un acte par Raymond Deslandes. — 16 septembre 1871. (79 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur ; in-18, 1 fr.]

*La Sainte-Lucie*, comédie en un acte, par Guillemot. — 16 septembre 1871. (26 représentations.)

*La Nourrice*, poésie de François Coppée. — 16 septembre 1871.

*Les Reflets*, comédie en trois actes, par Delacour et Louis Leroy. — 26 septembre 1871. (51 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur ; in-18, 2 fr.]

*L'Abandonnée*, drame en vers, en deux actes, par François Coppée. — 13 novembre 1871. (18 représentations.)

*La Princesse Georges*, comédie en trois actes, par Alexandre Dumas fils. — 2 décembre 1871. (100 représentations.)

*Paris chez lui*, comédie en trois actes, par Edmond Gondinet, — 12 mars 1872. (19 représentations.)

Pièces du répertoire et reprises : — *A la Bastille*, 5. — *Les Amendes de Timothée*, 7. — *l'Autographe*, 12. — *le Camp des Bourgeoises*, 10. — *le Collier de perles*, 13. — *Comme elles sont toutes*, 16. — *un Coup d'éventail*, 4. — *la Cravate blanche*, 17. — *le Demi-Monde*, 22. — *le Démon du jeu*, 11. — *Diane de lys*, 8. — *Ernest*, 18. — *Fanny Lear*, 4. — *une Femme qui se jette par la fenêtre*, 26. — *les Femmes terribles*, 25. — *Fernande*, 13. — *un Fils de famille*, 11. — *Frou-Frou*, 24. — *les Grandes Demoiselles*, 14. — *l'Homme aux soixante-seize femmes*, 10. — *les Idées de Mme Aubray*, 11. — *les Jurons de Cadillac*, 7. — *la Maison sans enfants*, 12. — *les Maris sont esclaves*, 12. — *la Matrone d'Éphèse*, 12. — *le Monde où l'on s'amuse*, 9. — *les Pailles rompues*, 22. — *le Père de la débutante*, 13. — *les Révoltées*, 4. — *Riche d'Amour*, 18. — *Séraphine*, 4. — *les Souliers de bal*, 6. — *Suzanne*, 20. — *la Veuve au camélia*, 14. — *le Voyage de M. Perrichon*, 8.

#### THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

[ Direction de M. HARMANT. ]

(Fermé du 15 mai au 25 juin 1871.)

*L'Aile du Corbeau*, vaudeville en un acte, par Garand et Lafontaine. — 29 juillet 1871. (8 représentations.)

*La Ressemblance*, comédie en un acte, par Albert Vanloo et Eugène Leterrier. — 29 juillet 1871. (4 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Chez le Notaire*, comédie en un acte, par Laluyé. — 31 août 1871. (19 représentations.)

*Les Trois Chapeaux*, vaudeville en trois actes, par Alf. Hennequin. — 31 août 1871. (23 représentations.)

*L'Ennemie*, comédie en trois actes, par Eugène Labiche et Delacour. — 17 octobre 1871. (14 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 2 fr.]

*Le Régénérateur*, pièce en un acte, par Adolphe Jaime et Victor Koning. — 28 octobre 1871. (5 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Les Pelotons de Clairette*, comédie en un acte, par M<sup>me</sup> Figuiet. — 1<sup>er</sup> novembre 1871. (Représentation de jour.) (1 représentation.)

*Le Cap des Tempêtes*, comédie en un acte, par Jules Prével et Hippolyte Philibert. — 18 novembre 1871. (12 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*L'Enlèvement*, comédie en trois actes, par Henri Becque. — 18 novembre 1871. (6 représentations.)

*Le Gendre du Colonel*, comédie en un acte, par Eugène Grangé et Victor Bernard. — 18 novembre 1871. (12 représentations.)

*Rabagas*, comédie en cinq actes, par Victorien Sardou. — 1<sup>er</sup> février 1872. (56 représentations.)

Pièces du répertoire ou reprises : — *Les Brebis de Panurge*, 6. — *le Cachemire X. B. T.*, 7. — *la Consigne est de ronfler*, 3. — *les Deux Aveugles*, 1. — *les Deux Sourds*, 3. — *la Famille Benoitton*, 35. — *les Faux Bonshommes*, 40. — *les Fourberies de Nérine*, 1. — *l'Héritage de M. Plumet*, 8. — *Miss Multon*, 5. — *Nos Intimes*, 40. — *les Pattes de mouche*, 19. — *le Petit Voyage*, 19. — *les Petits Oiseaux*, 7. — *la Poule et ses Poussins*, 19. — *la*

*Rêves de Marguerite*, 8. — *le Roman d'un jeune homme pauvre*, 32. — *Tromb-Alcazar*, 1. — *Vermouth et Adélaïde*, 7. — *V'là l'général*, 1.

THÉÂTRE DU PALAIS-ROYAL.

(Fermé du 1<sup>er</sup> avril au 11 juin 1871.)

[Direction de MM. PLUNKETT et E. DORMEUIL.]

*Le Sapeur et la Maréchale*, vaudeville en un acte, par Lépine dit Quatrelles. — 15 juillet 1871. (47 représentations.)

*Le Livre bleu*, comédie en un acte, par Eugène Labiche et Ernest Blum. — 15 juillet 1871. (51 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.]

*Les Bêtises du Cœur*, comédie en trois actes, par Théodore Barrière. — 9 septembre 1871. (15 représentations.)

*Elle est bête*, vaudeville en un acte, par Saint-Agnan Choler. — 21 septembre 1871. (108 représentations.)

*Tricoche et Cacolet*, vaudeville en cinq actes, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy. — 6 décembre 1871. (115 représentations.)

*Un Ami pour tout faire*, vaudeville en un acte, par Nérée Désarbres. — 1<sup>er</sup> février 1872. (8 représentations.)

Pièces reprises : — *l'Amour mitoyen*, 25. — *le Bouillon d'onze heures*, 9. — *le Bourgeois de Paris*, 24. — *la Cagnotte*, 6. — *la Chambre à deux lits*, 2. — *la Commode de Victorine*, 16. — *un Coup de vent*, 26. — *les Deux Portières*, 17. — *les Deux Timides*, 2. — *les Diables roses*, 38. — *Gavaud, Minard et C<sup>e</sup>*, 26. — *la Grammaire*, 2. — *un Jour de première*, 17. — *un Mari dans du coton*, 2. — *la Mariée du mardi-gras*, 27. — *le Musée d'Anatole*, 36. — *une Noce sur le carré*, 13. — *Paris ventre à terre*, 15. — *le Piège à femmes*, 31. — *la Sensitive*, 29.



THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

[Direction de M. BERTRAND.]

(Fermé du 4 avril au 4 juin 1871.)

*La Canne de Damoclès*, comédie en un acte, par Henri Bocage.  
— 23 juin 1871. (25 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Les Finesses de Carmen*, vaudeville en un acte, par Théodore Basset. — 26 octobre 1871. (41 représentations.)

*Le Peau-Rouge de Saint-Quentin*, folie-vaudeville en quatre actes, par Eugène Grangé, Vanloo et Leterrier. — 26 octobre 1871. (3 représentations.)

*Le Trône d'Ecosse*, opéra bouffe en trois actes et quatre tableaux, par Adolphe Jaime et Hector Crémieux, musique d'Hervé. — 17 novembre 1871. (72 représentations.)

*Le Coupé du Docteur*, vaudeville en un acte, par Victor Bernard. — 1<sup>er</sup> février 1872. (51 représentations.)

*La Revue en ville*, vaudeville en trois actes, par Clairville, Siraudin et Koning. — 3 février 1872. (55 représentations.)

*J. Rosier*, 24, rue Mogador, comédie en un acte, par Raimond Deslandes. — 8 février 1872 (39 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.]

*Madame attend Monsieur*, vaudeville en un acte, par Henri Meilhac et Ludovic Halévy. — 8 février 1872. (41 représentations.)

*Fleur du Tyrol*, comédie en un acte, par Victor Bernard et Eugène Grangé. — 24 mars 1872. (5 représentations.)

Pièces du répertoire ou reprises : — *Barbe-Bleue*, 2. — *la Bonne au camélia*, 72. — *le Bouquet*, 57. — *les Brigands*, 55. — *le Chapeau de paille d'Italie*, 9. — *le Chapeau d'un*

*horloger*, 17. — *le Chevreuil*, 8. — *le Copiste*, 9. — *les Deux Sourds*, 3. — *les Deux Timides*, 15. — *Fanchon la vielleuse*, 5. — *l'Homme n'est pas parfait*, 9. — *Léopold Robert*, 7. — *Maman dîne chez moi*, 23. — *le Monde à l'envers*, 17. — *une Partie de piquet*, 12. — *Polichinelle*, 12. — *les Pommes du voisin*, 1. — *les Princesses de la rampe*, 35. — *Rachel*, 11. *le Supplice de Paniquet*, 7. — *le Temple du célibat*, 5. — *le Vengeur*, 5. — *le Vêrongeur*, 7. — *la Vie à la vapeur ou les Vieillards de vingt ans*, 1.

THÉÂTRE DE LA GAÎTE.

(Fermé du 21 mai au 9 juin et du 18 au 28 juillet 1871.)

[Direction de M. BOULET.]

*Deux Races infidèles*, vaudeville en un acte, par L. Vazeille. — 18 mai 1871. (21 représentations.)

*Le Rot Carotte*, opéra bouffe en trois actes, paroles de Victorien Sardou, musique de Jacques Offenbach. — 15 janvier. (76 représentations.)

Pièces reprises : — *le Bossu*, 92. — *la Chatte blanche*, 64. — *la Grâce de Dieu*, 46. — *Il y a seize ans*, 7. — *le Prince Toto*, 32.

THÉÂTRE DU CHATELET.

[Direction de MM. LACRESSONNIÈRE et Paul DESHAYES.]

*L'Éventail*, comédie en un acte, par Pages de Noyez. — 15 novembre 1871. (15 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.]

*Daniel Manin*, drame en cinq actes, par d'Hermessen et Lorbac. — 15 mars 1872. (16 représentations.)

Pièces reprises ou déjà jouées sur d'autres théâtres : — *le Courrier de Lyon*, 40. — *le Juif errant*, 94. — *Mademoiselle de La Faille*, 42. — *les Mousquetaires*, 85.

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES.

(46 jours de relâche, du 26 avril au 16 juin 1871.)

[Direction de M. MOREAU-SAINTI.]

*Première Fraîcheur*, vaudeville en un acte, par Aublet. — 27 juin 1871. (49 représentations.)

*Une Pêche au Gendre*, vaudeville en un acte, par F. Duchâtel. — 18 septembre 1871. (28 représentations.)

*Insulte ma femme*, comédie en un acte, par Philippe Gille et Adrien Marx. — 25 décembre 1871. (27 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.

*La Tour du Chien vert*, opéra bouffe en trois actes, paroles de Gille, musique de Duprato. — 28 décembre 1871. (21 représentations.)

*Dans le mouvement*, vaudeville en un acte, par William Busnach. — 16 mars 1872. (15 représentations.)

Pièces reprises ou déjà représentées à d'autres théâtres : — *L'Ami Choutard*, 18. — *la Boîte de Pandore*, 46. — *le Cachemire X. B. T.*, 1. — *le Canard à trois becs*, 69. — *les Chevaliers de la Table-Ronde*, 29. — *Chilpéric*, 40. — *Difficile à marier*, 18. — *Faites votre jeu, messieurs*, 47. — *les Gammes d'Oscar*, 29. — *M. Beauplume*, 10. — *une Nourrice sur lieux*, 44. — *la Nuit du 15 octobre*, 1. — *l'Œil crevé*, 17. — *l'Oncle Margottin*, 15. — *le Petit Faust*, 79. — *X. P. Q. G.*, 12.

THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS.

(Réouverture le 23 septembre 1871.)

[Direction de MM. DE JALLAIS et GORTCHY.]

*Le Puits qui chante*, folie en quatre actes, par Eugène Grangé et Clairville. — 23 septembre 1871. (108 représentations.)

*La Reine Carotte*, pièce fantaisiste en trois actes et douze tableaux, dont un prologue en deux parties, par Victor Bernard et Victor Koninck. — 13 janvier 1872. (79 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-4. 50 c.]

*Paris sans monnaie*, vaudeville en un acte, par Victor Bernard et Buguet. — 29 février 1872. (31 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18. 1 fr.]

Reprise : — *Feu la Contrainte par corps*, 47.

THÉÂTRE DE L'AMBIGU-COMIQUE.

(63 jours de relâche, du 4 avril au 25 juin 1871.)

[Direction de M. BILLION.]

*Léopold Robert*, drame en un acte, par Francis Beauvallet. — 7 mai 1871. (6 représentations.)

*Les Chansons de Nadaud*, vaudeville en trois actes, par Gaston Marot et Anézo, musique de Nadaud. — 26 août 1871. (14 représentations.)

*Un Nuage dans un ciel bleu*, vaudeville en un acte par Gaston Marot. — 26 août 1871. (6 représentations.)

*Jeanne la rousse*, drame en cinq actes, par Édouard Bauby. — 11 septembre 1871. (30 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 2 fr.]

*L'Article 47*, drame en cinq actes et six tableaux, par Adolphe Belot. — 20 octobre 1871. (100 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 2 fr. — et in-4, 50 c.]

*Lise Tavernier*, drame en cinq actes et sept tableaux, par Alphonse Daudet. — 29 janvier 1872. (17 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 2 fr.]

Pièces reprises ou déjà jouées sur d'autres théâtres: — *L'Ange de minuit*, 7. — *C'est notre oncle*, 8. — *les Contes de fées*, 18. — *Fanchon la vieilleuse*, 4. — *Maman dine chez moi*, 6. — *le Médecin des enfants*, 2. — *les Nuits de la Courtille*, 9. — *le Veilleur de nuit*, 20. — *la Volence d'enfants*, 25.

BOUFFES-PARISIENS.

(Fermé du 27 mars au 16 septembre 1871.)

[Direction de M. Jules NORIAC.]

*Le Testament de M. de Crac*, opéra bouffe en un acte, paroles de Jules Moinaux et Jules Noriac, musique de Charles Lecocq. — 23 octobre 1871. (58 représentations.)

*Le Barbier de Trouville*, opérette en un acte, paroles de Jaime fils et Jules Noriac, musique de Charles Lecocq. — 19 novembre 1871. (43 représentations.)

*Le Docteur Rose*, opéra-comique en trois actes, paroles de de Najac, musique de Ricci. — 10 février 1872. (17 représentations.)

*Au Pied du mur*, opérette en un acte, paroles de de Najac, musique de Ricci. — 11 février 1872. (14 représentations.)

Pièces reprises ou déjà représentées à d'autres théâtres: — *Les Bavards*, 10. — *Boule de neige*, 44. — *la Chanson de Fortunio*, 24. — *Daphnis et Chloé*, 44. — *l'Ile de Tulipatan*, 62. — *Lisichen et Fritzchen*, 56. — *M. Choufleuri restera chez lui le...*, 5. — *l'Ours et l'Amateur de jardins*, 10. — *la Princesse de Trébizonde*, 37. — *le Roman de la rose*, 14. — *le Serpent à plumes*, 13. — *le Violonneux*, 40.

THÉÂTRE DU CHÂTEAU-D'EAU.

(96 jours de relâche, du 3 avril au 4 septembre 1871.)

[Direction de M. COGNIARD.]

*La Queue du chat*, féerie en trois actes et vingt-quatre tableaux,

par Clairville et Gaston Marot. — 4 septembre 1871. (103 représentations.)

*Qui veut voir la lune ?* revue en trois actes, par Blondeau et Monréal. — 24 décembre 1871. (67 représentations.)

*Le Spectre de Patrick*, drame en cinq actes, par Édouard Cadol. — 2 mars 1872. (25 représentations.)

*Les Bonnes Filles*, drame en cinq actes, par Manuel et Taillade. — 28 mars 1872. (3 représentations.)

Pièces reprises ou déjà jouées à d'autres théâtres : — *L'Ange de minuit*, 11. — *le Crime de la rue de la Cerisaie*, 11. — *les Deux Sourds*, 1. — *la Femme du notaire*, 16. — *les Francs-fumeurs*, 7. — *les Gammes d'Oscar*, 1. — *la Journée aux tuiles*, 1. — *Madame Gibou et madame Pochet*, 7. — *le Mystère*, 20. — *une Noce sur le carré*, 1. — *la Semaine du commandant*, 1.

#### THÉÂTRE LYRIQUE DE L'ATHÉNÉE.

(Réouverture le 11 septembre 1871.)

[Direction de M. L. MARTINET.]

*Javotte*, opéra en trois actes, paroles de Nuitter et Tréfeu, musique de Jonas. — 22 décembre 1871. (35 représentations.)

*Une Fête à Venise*, opéra comique en quatre actes, paroles de Nuitter et Beaumont, musique de Ricci. — 15 février 1872. (26 représentations.)

Pièces reprises ou déjà jouées à d'autres théâtres : — *Le Barbier de Séville*, 44. — *les Deux Billets*, 37. — *le Docteur Crispin*, 21. — *Gille ravisseur*, 1. — *le Maître de chapelle*, 30. — *Martha*, 42. — *Ne touchez pas à la reine*, 10. — *le Nouveau Seigneur du village*, 35. — *le Toréador*, 26.

THÉÂTRE DE CLUNY.

(Réouverture le 17 juin 1871.)

[Direction de M. LAROCHELLE.]

*Adieu!* prologue en un acte en vers, par Théodore de Banville. —  
22 novembre 1871. (42 représentations.)

*Une Femme qui passe*, comédie en un acte par Georges Petit. —  
7 octobre 1871. (24 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs  
dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Le Contrat de François Villon*, comédie en un acte, par  
Nirascou. — 20 octobre 1871. (23 représentations.)

*Une Amourette*, comédie en quatre actes, par Edouard Cadol. —  
15 novembre 1871. (42 représentations.)

*L'Avocat du mariage*, vaudeville en un acte, par George  
Richard. — 15 novembre 1871. (55 représentations.)

*Le Loup muselé*, vaudeville en deux actes, par Ch. Dupuis. —  
23 décembre 1871. (12 représentations.)

*Sous le même toit*, vaudeville en un acte, par Jules Barbier. —  
23 décembre 1871. (36 représentations.)

*Domino*, vaudeville en un acte, par P. Sellières. — 23 décembre  
1871. (40 représentations.)

*Une Mère*, drame en quatre actes, par Touroude. — 28 décembre  
1871. (16 représentations.)

*Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte par  
George Richard. — 25 février 1872. (7 représentations.)

*Vers les saules*, comédie en un acte, par Albert Glatigny. —  
23 mars 1872. (7 représentations.)

*Les Chevaliers de l'honneur*, comédie en cinq actes, par Charles  
Garand. — 28 mars 1872. (3 représentations.)

Pièces reprises ou déjà représentées à d'autres théâtres : —  
*l'Aveugle*, 55. — *le Baiser de l'étrier*, 1. — *le Bourg-  
mestre de Saardam*, 5. — *Bruno le fleur*, 5. — *la Claf*

*de Metella*, 1. — *la Créole*, 20. — *une Dent sous Louis XV*, 2. — *la Dernière Idole*, 2. — *Don César de Bazan*, 7. — *Faute de s'entendre*, 1. — *le Feu sous la cendre*, 31. — *le Juif polonais*, 45. — *les Gardes forestiers*, 13. — *le Libre Échange*, 2. — *Marie-Jeanne*, 13. — *les Mémoires du diable*, 5. — *Pas de fumée sans feu*, 2. — *Père et Mari*, 12. — *le Point d'Angleterre*, 8. — *Quand on veut tuer son chien*, 18. — *les Sceptiques*, 1. — *le Sonneur de Saint-Paul*, 5. — *le Testament de César Girodot*, 2. — *Trente ans ou la Vie d'un joueur*, 14. — *les Yeux du cœur*, 17.

THÉÂTRE DES FOLIES-BERGÈRES

Réouverture le 16 novembre 1871

(Direction de M. SARI.)

*Folie-Bergère*, prologue d'ouverture. — 16 novembre 1871.  
(24 représentations.)

*El senor Inigo*, opérette en un acte, paroles de Siraudin et Legrand, musique de V. Robillard. — 24 décembre 1871. (43 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-18, 1 fr.]

*Memnon*, opéra comique en un acte, paroles d'Edouard Cadol, musique de Grisar. — 30 novembre 1871. (22 représentations.)

*L'Amoureux de Capoul*, vaudeville en un acte, par Durey. — 10 décembre 1871. (12 représentations.)

*Express-Revue*, revue en un acte, par William Busnach et Lemonnier. — 8 janvier 1872. (55 représentations.)

*Une Bonne petite Femme*, vaudeville en un acte, par Siraudin et Legrand. — 13 janvier 1872. (19 représentations.)



*Les Truqueaux de Bougival*, opérette en un acte, paroles de Philibert et Burguy, musique d'Heprion. — 12 février 1872. (34 représentations.)

*Les Brioches du duc*, opérette en un acte, par William Busnach, Demarquette et Liorat. — 16 mars 1872. (15 représentations.)

Pièces déjà représentées à d'autres théâtres : — *Les Folies amoureuses*, 31. — *le Jour du singe*, 18. — *la République des lettres*, 53. — *la Rosière de Valentino*, 45.

THÉÂTRE BEAUMARCHAIS.

(Relâche du 22 mai au 10 juin 1871.)

[Direction de M. DUPONTAVISSE.]

*Une Femme artistique*, vaudeville en un acte, par Mirrèle. — 18 juin 1871. (38 représentations.)

*Le Médecin des voleurs*, drame en cinq actes, par Henri de Kock et Mirrèle. — 14 octobre 1871. (14 représentations.)

*Les Corbeaux des Cévennes*, drame en cinq actes, par Duprez et Leroy. — 28 octobre 1871. (14 représentations.)

*Les Mystères de la Bastille*, drame en cinq actes, par A. Duprez et Mirrèle. — 16 décembre 1871. (21 représentations.)

*Battu... et content*, vaudeville en un acte, par Amalric. — 6 janvier 1872. (28 représentations.)

*La Maison n'est pas au coin du quai*, vaudeville en un acte, par Adolphe Jouhaud. — 20 janvier 1872. (20 représentations.)

*Les Catacombes de Paris*, drame en cinq actes, par Élie Berthet et Moléri. — 24 février 1872. (14 représentations.)

*Le Beau François ou les Brigands d'Orgères*, drame en cinq actes, par Élie Berthet et Moléri. — 23 mars 1872. (8 représentations.)

Pièces déjà représentées à d'autres théâtres ou reprises : — *Atarguê*, 15. — *la Bête du bon Dieu*, 14. — *la Closerie des genêts*, 23. — *Dans la loge*, 15. — *Deux Rats dans*

*un fromage*, 16. — *le Diable*, 11. — *Entre deux torpilles*, 37. — *la Folle des bruyères ou Maria-Rose*, 16. — *Garçon, l'addition*, 32. — *Gaspard le pêcheur*, 5. — *l'Honneur du nom*, 12. — *Latude*, 5. — *Lazare le père*, 9. — *Madeleine*, 10. — *Margot*, 16. — *la Mendicante*, 4. — *les Mohicans de Paris*, 18. — *Monsieur Lecoq*, 12. — *le Muet de Toulon*, 14. — *le Musicien des rues*, 20. — *les Mystères du carnaval*, 15. — *les Orphelins du pont Notre-Dame*, 14. — *le Piège à femmes*, 20. — *Polder*, 8. — *le Pont rouge*, 7. — *le Rentier sans ouvrage*, 15. — *la Revenante de minuit*, 13. — *Richard III*, 13. — *Racambale*, 11. — *les Six degrés du crime*, 13.

THÉÂTRE DES FOLIES-NOUVELLES [DÉJAZET.]

(Du 13 septembre 1871 au 16 janvier 1872.)

[Direction de M. MANASSE.]

*Nabuco*, opérette bouffe en trois actes et quatre tableaux, paroles de A. Vanloo et E. Leterrier, musique de Villebichot. — 13 septembre 1871. (42 représentations.)

*Le Mari à tiroirs*, comédie en un acte, par A. Vanloo et E. Leterrier. — 16 septembre 1871. (34 représentations.)

*La Chanson du bonheur*, comédie en un acte, par Baumaïne et Celmar. — 21 octobre 1871. (29 représentations.)

*L'Atelier Coqueluchon*, folie-vaudeville en un acte, par Baumaïne et Celmar, avec airs empruntés aux répertoires d'Hervé et d'Offenbach. — 21 octobre 1871. (48 représentations.)

*Cinq millions d'héritage*, comédie en deux actes, par Anezot. 10 novembre 1871. (31 représentations.)

*Suzanne au bain*, opérette en un acte, par Gustave Lafargue. 10 novembre 1871. (35 représentations.)

*Après l'orage*, comédie en un acte par Lemerrier de Neuville. 26 novembre 1871. (3 représentations.)

*Le Nouvel Aladin*, opérette bouffe en trois actes, paroles de

Thompson, musique d'Hervé. — 23 décembre 1871. (24 représentations.)

*Un Choriste amoureux*, vaudeville en un acte, par Hervé fils. — 23 décembre 1871. (24 représentations.)

Pièces déjà représentées sur un autre théâtre : — *Chez une petite dame*, 43. — *Fifi et Nini*, 18.

#### THÉÂTRE DES FOLIES-MARIGNY.

(Ouvert du 8 juillet au 15 novembre 1871. — Fermé jusqu'au 25 mars 1872. — A partir dudit jour, M. GEORGES NUMA prend la direction.)

*L'Espion de la rue Cadet*, vaudeville en un acte, par F. Savard. — 29 juillet 1871. (37 représentations.)

*L'Ondine de Plougastel*, opérette en un acte, paroles de Philippe Dupin et Chabrillat, musique de Journy. — 22 juillet 1871. (47 représentations.)

*Les Libres Penseuses*, vaudeville en un acte, par Hermil et Albert. — 12 août 1871. (46 représentations.)

*Le Prince Charmant*, vaudeville en un acte, paroles de Marcourt et Savard, musique de Rougnon. — 30 septembre 1871. (14 représentations.)

*Les Folies-Marigny*, prologue d'ouverture en un acte, en vers, par Albert Glatigny et Delphin de Nelles. — 25 mars 1872. (6 représentations.)

*Les Quatre cents Femmes d'Ali-Baba*, vaudeville en un acte, par Nibelle et Frébault. — 25 mars 1872. (6 représentations.)

*Brelan de Valets*, comédie-vaudeville en un acte, par Félix Savard et Georges Numa. — 25 mars 1872. (6 représentations.)

Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — In-18, 1 fr.]

Pièces reprises ou déjà représentées à d'autres théâtres : — *A la bretonne*, 25. — *A la grenouillère*, 39. — *A qui le faux-col?* 22. — *Cinq par jour*, 7. — *Dieu merci ! le couvert est mis*, 6. — *les Forfaits de Pipermann*, 41. — *Gabriel de Vergy*, 7. — *le Lovelace du quartier*, 22. — *le Moulin joli*, 21. — *Nabab et portière*, 7. — *les Petites Misères*, 34. — *Pierrot en cage*, 39. — *Quarante-quatre mille*, 7.

THÉÂTRE SAINT-PIERRE.

(Fermé du 4 avril au 22 juillet et du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 1871.)

[Direction de M. DECHAUME.]

*Une Noisette dans un bois*, vaudeville en un acte, par J. Berneret. — 17 septembre 1871. (14 représentations.)

*Le Bouton d'or*, revué en quatre actes, par Laporte et Rigodon. — 4 novembre 1871. (96 représentations.)

*Avez-vous de la monnaie?* revue en trois actes, par Laporte et Rigodon. — 10 février 1872. (50 représentations.)

Pièces reprises ou déjà représentées sur un autre théâtre : — *Une Allumette entre deux feux*, 3. — *le Bonheur des vacances*, 26. — *César et Pompée*, 11. — *le Chapitre des informations*, 9. — *le Feu à une cheminée*, 2. — *les Jurons de Cadillac*, 2. — *l'Homme parfait*, 2. — *une Maîtresse bien agréable*, 3. — *le Moulin joli*, 3. — *l'Ouvrier*, 4. — *Paris-caprice*, 20. — *Pierrot amoureux*, 6. — *Sur une échelle*, 12. — *la Veuve au camélia*, 3.

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS.

(Réouverture le 5 octobre 1871.)

Direction de M. ROBIN.

*Le Théâtre en quinze leçons*, vaudeville en un acte, par H. Lefèvre. — 5 octobre 1871. (31 représentations.)

*Une Heure de royauté*, vaudeville en un acte, par Fernand Langlé et Armand Roux. — 5 octobre 1871. (29 représentations.)

*A la bonne franquette*, vaudeville en un acte, par Houssot et Henrion. — 5 octobre 1871. (29 représentations.)

*Coucou*, opérette en deux actes, paroles de Bauby. — 4 novembre 1871. (30 représentations.)

*C'est toujours la même chose*, revue en quatre actes, par A. Lemonnier et de Thouy. — 31 décembre 1871. (47 représentations.)

*Le Mari de Jeanne*, comédie en trois actes, par Chincholle. — 1<sup>er</sup> mars 1872. (27 représentations.)

*P. L. M.*, déraillement d'esprit, par Henri Buguet et L. Charlet, survenu pour la première fois à Paris, sur le théâtre des Nouveautés, le 1<sup>er</sup> mars 1872. (27 représentations.)

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, in-8: 0,50 cent.]

Pièces reprises ou jouées antérieurement à d'autres théâtres : — *l'Africain*, 2. — *un Crime sous les toits*, 5. — *Deux Anges gardiens*, 18. — *une Envie de clarinette*, 5. — *Madame Bertrand et mademoiselle Raton*, 27. — *ma Femme et mon Parapluie*, 2. — *Mangé par les sauvages*, 6. — *le Maître de chapelle*, 14. — *un Oncle du Mans*, 27. — *un Service d'ami*, 25. — *les Trois Épiciers*, 14.

#### THÉÂTRE DES FOLIES-SAINT-ANTOINE.

[Direction de M. DUPIN. — du 16 septembre 1871 au 15 février 1872.]

*Le Roman d'une Modiste*, vaudeville en trois actes, par Hermil. — 30 septembre 1871. (22 représentations.)

*La Famille Rigoldard*, comédie en quatre actes, par Dumoutier.  
— 5 novembre 1871. (16 représentations.)

*Vapeurs*, vaudeville en un acte, par Davenne. — 8 novembre 1871. (14 représentations.)

*Une Folie à Joinville*, vaudeville en un acte, par Huber. — 18 novembre 1871. (18 représentations.)

*Monsieur est de la noce ?* vaudeville en trois actes, par Renard. 21 novembre 1871. (15 représentations.)

*Peintre et modèle*, vaudeville en un acte par Hermil et Aubert. 16 décembre 1871. (10 représentations.)

*Le Roi naret*, vaudeville en quatre actes, par Camus. — 9 décembre 1871. (17 représentations.)

*Encore une dans l'sac*, revue en trois actes, par Hermil et Buguet. — 1<sup>er</sup> janvier 1872. (45 représentations.)

Pièces reprises ou déjà représentées sur d'autres théâtres : — *les Amoureux de Fanchon*, 17. — *la Corde sensible*, 18. — *un Dragon à la mamelle*, 25. — *l'Espion de la rue Cadet*, 14. — *les Forfaits de Pipermann*, 14. — *la Latitière*, 7. — *le Lovelace du quartier*, 28. — *Mademoiselle Rose*, 15. — *l'Ondine de Plougastel*, 28. — *Une Vie d'enragé*, 20.

## LISTE DES PIÈCES

REPRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS SUR LES THÉÂTRES DE LA BANLIEUE ET DE LA PROVINCE, ET DANS LES CAFÉS-CONCERTS DE PARIS.

### THÉÂTRES DE LA BANLIEUE

#### BELLEVILLE.

*Les Inconsolables*, vaudeville en un acte, par Chol de Clercy et Al. Lafitte. — 22 novembre 1871.

*Un Somnambule, ou qui dort dîne*, vaudeville en un acte. par Al. Lafitte, Chol de Clercy et Cretenier. — Décembre 1871.

*Le Retour d'Ulysse*, vaudeville en un acte, par Chrétien. — 16 décembre 1871.

LA VILLETTE.

*Le Trou de la Serrure*, comédie en un acte, par Vinbourg. — 23 septembre 1871.

*La Rose noire*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Pugeot. — 30 septembre 1871.

*Le Précepteur et l'Ecolier*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Pugeot. — 30 septembre 1871.

*Entre voisins*, vaudeville en un acte, par Ad. Canut. — 7 octobre 1871.

*La Justice du Ciel*, drame en cinq actes, par Roger dit Bon-Temps. — 28 octobre 1871.

*Les Trois Gardes champêtres*, vaudeville en un acte, par Roger dit Bon-Temps. — 28 octobre 1871.

*Mustapha*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Pugeot. — 4 novembre 1871.

*Vlan ! le Jour de l'an*, revue en trois actes, par A. Joly et Pugeot. — 30 décembre 1871.

*Féfé et Toqué*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Pugeot. — 3 février 1872.

*Tambour et Clairon*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et Pugeot. — 18 février 1872.

GOBELINS.

*Le Collier d'or*, vaudeville en un acte, par Elvire. — 20 août 1871.

GRENELLE.

*Le Billet de logement*, vaudeville en un acte, par Ad. Joly et George Richard. — 23 mai 1872.

PASSY (Théâtre-Rossini).

*Le Retour*, vaudeville en un acte, par Régnauld. — Novembre 1871.

## CAFÉS-CONCERTS DE PARIS

TIVOLI.

*Une Tête de carton*, vaudeville en un acte, par William Dubois, Souquet et Garapin.

*Les Mules de Fleurettes*, opéra-comique en un acte, par de Rostan et A. Coquelin.

*O. Li-my*, opérette en un acte, par de Rostan.

*La Vivandière du régiment*, vaudeville en un acte, par Coquelin, E. Charly et Bremens.

*L'Ambassade*, grand opéra en trois actes, paroles de Coreli et Védi, musique de Varnek. — 19 mars 1872.

*L'Apothicaire mélomane*, opérette en un acte, par Garan et Juette. — 26 août 1871.

*Les Filles corsaires*, vaudeville en deux actes, par H. Lemonnier. — 30 octobre 1871.

*Hiatus et clef de fa*, opérette en un acte, paroles de Doyen et Chaulieu, musique de Marc Chantagne. — Octobre 1871.

*Une Nuit de noces*, opérette en un acte, paroles de Fernand Langlé, musique de A. Roux. — 16 novembre 1871.

*Roi, Dame, Valet*, opéra-comique en un acte, par E. Dumay et Souquet. — 26 novembre 1871.

*Le Coq de Béotie*, opéra-comique en un acte, par Ducrot et Roussetot. — 25 novembre 1871.

*Paris vit encore*, revue en cinq actes et sept tableaux, par Hermil et Savard. — 30 décembre 1871.

*Chacun son bien*, opérette en un acte, par Lèveillé. — 20 janvier 1872.

*L'Africain*, opéra en cinq actes, par Simiot.



ALCAZAR.

*Les Boutons de manchettes*, opérette en un acte, paroles de Et. Thomas et Martial Carabage, musique de Bovery. — 1869.

*Le Phoque à ventre blanc*, bouffonnerie musicale en un acte, paroles de William Busnach, musique de G. Douay. — 17 juillet 1871.

*Le Cor enchanté*, bouffonnerie en un acte, par Pilati. — 9 août 1871.

*Un Drame à Nogent*, vaudeville en un acte, par Liorat et Wachs. — 9 octobre 1871.

*Une Noce en visite*, parodie en un acte, par A. Lemonnier et G. de Thouy. — 25 novembre 1871.

*Ne causons pas politique*, pseudo-revue en deux tableaux, par Houssot. — 30 décembre 1871.

TERTULIA.

*Sauvons la Caisse*, opérette en un acte, paroles de J. de la Guette, musique de Charles Lecocq. — 22 décembre 1871.

*Fermé pour cause de mariage*, vaudeville en un acte, par Méri-got. — 22 décembre 1871.

*Une Crème fouettée*, vaudeville en un acte. — 22 décembre 1871.

*Une Drôle de Faction*, vaudeville en un acte, par Hermil et Aubert. — 14 février 1872.

PÉPINIÈRE.

*Amour et Spiritisme*, opérette en un acte.

ALHAMBRA.

*A deux sous tout l'paquet*, revue en trois actes, par Calixte et Ghedé. — 28 décembre 1871.

GAULOIS.

*Entre artistes*, opérette en un acte, paroles d'Auguste Roussel musique de G. Rose.

SOCIÉTÉ ARTISTIQUE DU X<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT.

*Rabat-gaz portatif*, parodie en un acte, par Hermil et Henri Buguet. — 24 avril 1872.

[Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. — E. Dentu, éditeur. — In-8. 50 c.]

FOLIES-BELLEVILLE.

*Les Chevaliers du Cœur saignant*, opérette en un acte, paroles de H. Dubacq, musique de Frédéric Barbier. — 27 avril 1872.

—

THÉÂTRES DES DÉPARTEMENTS

ALGER. — *Le Jour de paye*, comédie en un acte, par E. Jaime et Bizet. — 1872.

BORDEAUX (Français). — *L'Honneur du foyer*, comédie en quatre actes, par Lecœur et H. Minier. — 14 mars 1872.

— (Théâtre Louis). — *Tout Bordeaux y passera*, revue en quatre actes, par H. Lemonnier. — 3 juin 1871.

— (Café du Delta). — *Le Nez du roi de Karokacé*, comédie en un acte, par Cas. Hug et Péricaud. — 1871.

— *Les Amours du moulin*, comédie en un acte, par Cas. Hugues. — 1871.

— *Le Grillon du foyer*, vaudeville en un acte, par Dédé et de Marton. — Mai 1871.

— *Le Roi de Ki-Ka-Ko*, opérette en un acte, par Dédé. — juin 1871.

BOULOGNE-SUR-MER. — *Les Tribulations d'un ménage pendant le siège de Paris*, vaudeville en un acte, par Hamburger. — 7 mai 1871.

CHAUNY. — *Péronne après la Guerre*, revue en cinq actes, par Laporte et Rigodon. — 4 novembre 1871.

**DIEPPE.** — *Les Deux Baigneuses de Dieppe*, comédie en un acte, par Adolphe Poujol. — 17 août 1871.

**DIJON.** — *Les Quatre Filles de Corniquet*, comédie en un acte, par Ed. Bremens. — 11 avril 1872.

**ELBEUF.** — *Elbeuf sens dessus dessous*, revue en trois actes, par H. Cadinot. — 21 mars 1872.

— *Les Leçons d'amour*, opérette en un acte, par H. Cadinot. — 21 mars 1872.

**LE HAVRE (Ambigu).** — *La Famine de Paris*, drame en cinq actes, par Touroul. — 21 octobre 1871.

**LILLE (Grand Théâtre.)** — *Les Nuits de Florence*, opéra comique en trois actes, par F. et Brun Lavainne. — 15 février 1872.

— *Oui ou non*, comédie en un acte, par Brun Lavainne. — Octobre 1871.

— (Variétés). — *La Mèche de Madame*, comédie en un acte, par de Launay. — 25 janvier 1872.

— (Bouffes du Nord). — *L'Amant barbare*, vaudeville en un acte, par Durafour. — 1872.

— *Le Porteur d'eau*, vaudeville en un acte, par Durafour. — 1872.

— *Zizine et Gripardin*, vaudeville en un acte, par Durafour, 1872.

— *La Laitière d'Anderlecht*, opérette en un acte, par G. Lefort.

**LYON (Grand Théâtre).** — *Les Brigands de Marathon*, drame en cinq actes, par Martel Caristie. — 14 août 1871.

— *Les Petites Danaïdes*, vaudeville en un acte, par Dalia et Al. Lemonnier. — Septembre 1871.

— *Diva Cornioli*, vaudeville en un acte, par Dalia et Al. Lemonnier. — 5 octobre 1871.

**LYON** (Eldorado).— *Un Buisson d'écrevisses*, opérette en un acte par Charlet, Benza et Corbière. — Septembre 1871.

— *Deux Heures au Violon*, opérette en un acte, par Charlet, Corbière et Rose. — Septembre 1871.

— *C'est demain !* vaudeville en un acte, par Corbière. — Septembre 1871.

— *Un Joli Blagueur*, vaudeville en un acte, par Corbière. — Septembre 1871.

— *V'là la bonne !* vaudeville en un acte, par Corbière. — Septembre 1871.

**Vienne**. — *Les Maugiron*, drame en cinq actes, par J. Guillemand. — Mai 1871.

---

## LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Les Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans l'*Annuaire* suivant.

La Commission rappelle encore aux Sociétaires qu'ils doivent donner avis de leurs changements de domicile à M. VICTOR ROZIER, inspecteur de la Société. L'oubli de cette formalité les exposerait à ne pas recevoir les diverses communications qui leur sont destinées, et notamment l'*Annuaire*.

Les noms des Sociétaires qui ont été élus commissaires sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils ont siégé à la Commission.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes:

|          |                 |
|----------|-----------------|
| Arch.    | Archiviste.     |
| Chor.    | Chorégraphe.    |
| Comp.    | Compositeur.    |
| Secr.    | Secrétaire.     |
| Suppl.   | Suppléant.      |
| Trés.    | Trésorier.      |
| V.-Prés. | Vice-Président. |

|                   |                 |
|-------------------|-----------------|
| LÉGION D'HONNEUR. |                 |
| ✱                 | Chevalier.      |
| O ✱               | Officier.       |
| C ✱               | Commandeur.     |
| G O ✱             | Grand-Officier. |

(1) Voir dans l'*Annuaire* (1866-1867), tome I<sup>er</sup>, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques

SOCIÉTAIRES.

A

B

ABOUT, Edmond, O\* (élu en 1867, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869, 1871, 1872).  
 ABRAHAM, Émile.  
 ABRAHAM, Louis.  
 ACHARD, Amédée, O\*.  
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868, trés. 1870, trés. 1871, trés. 1872).  
 AIMARD, Gustave-Jules-Léopold-Octave - Auguste - Charles-Olivier.  
 ALARY, Giulio, \* comp.  
 ALBERT, Alfred.  
 ALBITTE, L. Gustave.  
 ALGARA [CARLOS D'].  
 AMAT, Léopold, \* comp.  
 ANCELOT, Virginie [M\*\*].  
 ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.  
 ANGLEMONT [D'], Édouard.  
 ANIEL, P., chor.  
 ANTHOINE, Louis [D'].  
 ANTOINE (de Nantes) [M\*\* Charlotte DUPUIS BORDES, dite].  
 ARAGO, Emmanuel.  
 ARAGO, Étienne.  
 ARNOULT [Paul LAFONTAIN.].  
 AUDEBRAND, Philibert.  
 AUDEVAL, Hippolyte.  
 AUDRAY DESHORTIS.  
 AUGER, Hippolyte.  
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.  
 AUGIER, Émile, C\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868, 1869).  
 AUGU, Henri.  
 AUNET, Léonie [D'].  
 AURÈS, Édouard.  
 AUTRAN, Joseph, \*.  
 AVENEL, Paul.  
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.

BAGET.  
 BALATHIER DE BRAGELONNE.  
 BANVILLE, Théodore [DE], \*.  
 BAPAUME.  
 BARALLE, Alphonse.  
 BARBIER, Frédéric, comp.  
 BARBIER, Jules, \* secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1867, secr. 1869, V.-Prés. 1870, V.-Prés. 1871).  
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.  
 BARON, Auguste.  
 BARON [POURCELT DE]. Voir POURCELT.  
 BARRÉ, L. Eugène.  
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.  
 BARRIÈRE, Théodore, \* (élu en 1855, 1856, 1857, 1863).  
 BARTHET, Armand.  
 BASSET, Jules.  
 BAUBY, Édouard.  
 BAUSSET [DE], Albert.  
 BAYARD, Léon-Picard.  
 BAZIN, J.-François, \*, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).  
 BEAUJEAN [DE], Alfred.  
 BEAULIEU [AUGER DE]. Voir AUGER.  
 BEAUME, Louis-Alexandre, di. BEAUMONT.  
 BEAUPLAN [DE], Arthur-Victor, \*.  
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.  
 BEAUVALLET, Léon.  
 BÉCHARD, Frédéric.  
 BECQUE, Henri.  
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.  
 BEER, Jules, comp.  
 BELLE.  
 BELLIAUT (Marseille).  
 BELLIN, Jules (Poitiers).  
 BELLON, Pierre.  
 BELMONTET, O\*.

## LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES (1).

Les Sociétaires sont invités à signaler à la Commission les erreurs qu'ils pourraient apercevoir. Elles seront rectifiées dans l'*Annuaire* suivant.

La Commission rappelle encore aux Sociétaires qu'ils doivent donner avis de leurs changements de domicile à M. VICTOR ROZIER, inspecteur de la Société. L'oubli de cette formalité les exposerait à ne pas recevoir les diverses communications qui leur sont destinées, et notamment l'*Annuaire*.

Les noms des Sociétaires qui ont été élus commissaires sont suivis d'indications entre parenthèses, faisant connaître les années pendant lesquelles ils ont siégé à la Commission.

Lorsque le commissaire n'a exercé aucune fonction, l'année seule est indiquée; lorsqu'il en a exercé une, le millésime est précédé, autant de fois qu'il est nécessaire d'une abréviation qui la désigne.

Les abréviations employées dans cette liste sont les suivantes:

|          |                 |  |                       |
|----------|-----------------|--|-----------------------|
| Arch.    | Archiviste.     |  | LÉGION D'HONNEUR.     |
| Chor.    | Chorégraphe.    |  | ✠ Chevalier.          |
| Comp.    | Compositeur.    |  | O ✠ Officier.         |
| Secr.    | Secrétaire.     |  | C ✠ Commandeur.       |
| Suppl.   | Suppléant.      |  | G O ✠ Grand-Officier. |
| Trés.    | Trésorier.      |  |                       |
| V.-Prés. | Vice-Président. |  |                       |

(1) Voir dans l'*Annuaire* (1866-1867), tome I<sup>er</sup>, page 117, les diverses décisions de la Commission approuvées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne l'admission dans la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques

SOCIÉTAIRES.

A

ABOUT, Edmond, O\* (élu en 1867, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869, 1871, 1872).  
 ABRAHAM, Émile.  
 ABRAHAM, Louis.  
 ACHARD, Amédée, O\*.  
 ADENIS DE COLOMBEAU, Jules (élu en 1866, secr. 1867, secr. 1868, trés. 1870, trés. 1871, trés. 1872).  
 AIMARD, Gustave - Jules - Léopold - Octave - Auguste - Charles - Olivier.  
 ALARY, Giulio, \* comp.  
 ALBERT, Alfred.  
 ALBITTE, L. Gustave.  
 ALGARA [CARLOS D'].  
 AMAT, Léopold, \* comp.  
 ANCELOT, Virginie [M<sup>me</sup>].  
 ANCESSY, Joseph-Auguste, comp.  
 ANGLEMONT [D'], Édouard.  
 ANIEL, P., chor.  
 ANTHOINE, Louis [D'].  
 ANTOINE (de Nantes) [M<sup>me</sup> Charlotte DUPUIS BORDES, dite].  
 ARAGO, Emmanuel.  
 ARAGO, Étienne.  
 ARNOULT [Paul LAFONTAINE].  
 AUDEBRAND, Philibert.  
 AUDEVAL, Hippolyte.  
 AUDRAY DESHORTIS.  
 AUGER, Hippolyte.\*  
 AUGER DE BEAULIEU, Henri.  
 AUGIER, Émile, C\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1862, 1867, 1868, 1869).  
 AUGU, Henri.  
 AUNET, Léonie [D'].  
 AURÈS, Édouard.  
 AUTRAN, Joseph, \*.  
 AVENEL, Paul.  
 AVOCAT, Henri-Victor, dit TACOVA.

B

BAGET.  
 BALATHIER DE BRAGELONNE.  
 BANVILLE, Théodore [DE], \*.  
 BAPAUME.  
 BARALLE, Alphonse.  
 BARBIER, Frédéric, comp.  
 BARBIER, Jules, \* secr. 1863, secr. 1864, secr. 1865, 1869, secr. 1869, V.-Prés. 1870, V.-Prés. 1871).  
 BARIC, Jules-Jean-Antoine.  
 BARON, Auguste.  
 BARON [POURCELT DE]. Voir POURCELT.  
 BARRÉ, L. Eugène.  
 BARREZ, Jean-Baptiste, chor.  
 BARRIÈRE, Théodore, \* (élu en 1855, 1856, 1857, 1863).  
 BARTHET, Armand  
 BASSET, Jules.  
 BAUBY, Édouard.  
 BAUSSET [DE], Albert.  
 BAYARD, Léon-Picard.  
 BAZIN, J.-François, \*, comp. (élu en 1858, 1859, secr. 1860).  
 BEAUJEAN [DE], Alfred.  
 BEAULIEU [AUGER DE]. Voir AUGER.  
 BEAUME, Louis-Alexandre, di. BEAUMONT.  
 BEAUPLAN [DE], Arthur-Victor, \*.  
 BEAUREGARD [DURAND DE]. Voir DURAND.  
 BEAUVALLET, Léon.  
 BÉCHARD, Frédéric.  
 BECQUE, Henri.  
 BEDEAU, Hippolyte-Isidore.  
 BEER, Jules, comp.  
 BELLE.  
 BELLIAUT (Marseille).  
 BELLIN, Jules (Poitiers).  
 BELLOT, Pierre.  
 BELMONTET, O\*.



SOCIÉTAIRES.

BELOT, Adolphe, ✱.  
 BENOIST, François, comp.  
 BENOÛ [Georges DE VIGNEUX].  
 BERCIOUX, Eugène.  
 BERGERON (Émile PAGÈS).  
 BERNARD, Victor.  
 BERTHAUD, Louis.  
 BERTHET, Élie, ✱.  
 BERTHOUD, Henry, O✱.  
 BERTON fils.  
 BERTON [M<sup>me</sup>], Caroline, née SAM-  
 SON.  
 BERTOU, Alexandre, comp.  
 BERTRAND, Jules.  
 BERTRAND, Léon.  
 BESSELIÈVRE [DE], Charles.  
 BÉZIER [TOUPIÉ dit].  
 BIÉVILLE, E. [DESNOYERS DE].  
 BIZET, Georges, comp.  
 BLANQUET, Albert-Théodore-Xavier.  
 BLAZZ DE BURY, Henri.  
 BLONDELET, Charles.  
 BLUM, Ernest.  
 BOCAGE, Henri.  
 BOCAGE, Paul.  
 BOIELDIEU, Adrien, ✱, comp.  
 BOISGONTIER, E.-F. [M<sup>me</sup>. ADAM].  
 BOISSELOT, Louis-Paulin.  
 BONDON, Gustave.  
 BONNECHOSE [DE], Émile.  
 BONNEMÈRE, Eugène.  
 BONNIN Gustave.  
 BORDET, Michel.  
 BORDÈZE, Luigi, comp.  
 BURNIER [DE], Étienne-Charles-  
 Henri, ✱.  
 BOULANGER, Henri-Alexandre-Er-  
 nest, ✱, comp. (élu en 1864, 1865,  
 1866, 1869, 1870, 1871.)  
 BOUQUET, Maurice.  
 BOURDEREAU, G.  
 BOURDOIS.  
 BOURGEOIS, Eugène.  
 BOURGES, Maurice, comp.  
 BOUVIER, Alexis.  
 BOY, Pierre.  
 BRAGELONNE. Voir Balathier.  
 BRÉSIL, Jules.

BRICET, Henri.  
 BRIDAULT, Charles.  
 BRISSON, Ernest.  
 BROU, Alphonse, ✱.  
 BRUGES [ROYER DE]. Voir ROYER.  
 BRUNE, Claire [M<sup>me</sup>].  
 BUFFAULT, Ernest.  
 BURGMULLER, comp.  
 BUSNACH, William.

C

CABOT, Charles.  
 CADAUX, Justin, comp.  
 CADOL, Édouard (élu secr. en 1869,  
 secr. 1870, secr. 1871).  
 CANOBY, Gustave, comp.  
 CARDEILHAC, voir LAGRANGE.  
 CARLOS D'ALGARA, voir ALGARA.  
 CARRIER, Marie-Aimé.  
 CARTIER, Henri, comp.  
 CASPERS, Henry, comp.  
 CEY [Arrène de]. Voir CHÈSE DE CA-  
 HAGNE.  
 CHALLANET, Augustin.  
 CHAM [comte DE NOË dit].  
 CHAPPELLE-LAURENCIN, voir LAURENCIN.  
 CHAREAU, Ludovic.  
 CHASSÉRIAU.  
 CHATRIAN.  
 CHAULIEU.  
 CHAUVET DE CHAROLLAIS.  
 CHAVETTE. Voir VACHETTE.  
 CHAZOT [DE] PAUL.  
 CHÉRI MARIAN.  
 CHÉROUVRIER, comp.  
 CHÈSE DE CAGNE, dit ABSENE DE  
 CEY.  
 CHESNERAYE [MAHIET DE LA], voir  
 MAHIET

SOCIÉTAIRES.

CHEVALET, Émile, ✱.  
 CHEVALIER. Voir LAGOGUÉE.  
 CHIVOT, Henri.  
 CHOL DE CLERCY.  
 CHOLER, Adolphe.  
 CHOLER, Saint-Aignan.  
 CLAIRVILLE [NICOLAI dit], ✱.  
 CLARETIE, Jules.  
 CLÉMENT, René.  
 COGNARD, Hippolyte, ✱.  
 COHEN, Jules, ✱, comp.  
 COHEN, Léonce, comp.  
 COLIN [M<sup>me</sup> veuve SAINT-SAËNS].  
 COLLINET, Clara [M<sup>lle</sup>] comp.  
 COLLIOT, Émile.  
 COMMERSON, J.-E. Auguste.  
 CONSTANTIN [Marc].  
 COPPÉE, François.  
 CORDIEZ, Louis-François, ✱.  
 CORMON, Eugène, ✱ [PIESTRE dit].  
 COSTÉ, Jules-Edme, comp.  
 COTTINET, Edmond.  
 COUAILLAC, Louis, ✱.  
 COUAILLAC, Victor, dit FRADELLE.  
 COURCY fils [DE], Charles.  
 Cournier, Jules.  
 COUTURIER, F.  
 CRÉMIEUX, Hector, ✱.  
 CRESTE, Jules.  
 CRISAFULLI, Henri-François-Xavier-Pierre.  
 CURRAT, Henri.

D

DAGLIN, Karl.  
 DAILLIÈRE, Julien.  
 DANGELLE, Gustave [MANIGLER dit].  
 DANVIN-FOLLIGUET.  
 DARCIER, Joseph.  
 DAUDET, Alphonse, ✱.

DAUTREVAUX.  
 DAVENAY.  
 DAVESNE [DUBOIS-]. Voir Dubois.  
 DAVID, Félicien, O✱, comp.,  
 membre de l'Institut.  
 DAVID, Samuel, comp.  
 DEBILLEMONT, comp.  
 DECOURCELLE, Adrien, ✱ (secr. 1853  
 secr. 1854, secr. 1855).  
 DEFFÈS, Louis, comp.  
 DÉJAZET, Eugène, comp.  
 DELACOUR, Alfred, ✱ [LARTIGUE] (élu  
 en 1856, secr. 1857, secr. 1858,  
 1860, trés. 1861, trés. 1862.)  
 DELAHAYE, Jules-Léop.  
 DELALAIN, Édouard dit Léon DE  
 VILLIERS.  
 DELAPORTE fils, Auguste.  
 DELAPORTE, Michel.  
 DELAVIGNE, Arthur.  
 DELDEVEZ, comp.  
 DELIRES, Léo, comp.  
 DELIGNY, Eugène.  
 DELPIT, Albert.  
 DELTEIL, Émile.  
 DEMOLIÈRE. Voir MOLÉRI.  
 DENIZET, Jules.  
 DEROSNE, Bernard.  
 DESBUARDS, J.-F.  
 DESCHAMPS, Hippolyte.  
 DESCUBES DE LASCAUX, voir LASCAUX.  
 DESHORTIES, Audray. Voir Audray  
 DESHORTIES.  
 DESLANDES, Raimond, ✱ (élu en  
 1854, secr. 1855, secr. 1856, secr.  
 1858, secr. 1859, secr. 1860, secr.  
 1862, 1869, V.-Prés. 1870, V.-  
 Prés. 1871.)  
 DESLYS, Charles.  
 DESNOYERS. Voir BIÉVILLE.  
 DESOLME, Charles.  
 DESTRIAUD, comp.  
 DESVIGNES [Maurice DE LAVIGNE dit].  
 Voir Lavigne.  
 DEULIN, Charles.  
 DEVAUX, Eugène.  
 DEVIEUX, Gustave.

SOCIÉTAIRES.

DEVIN-DUVIVIER, comp.  
 DIDIER, Edouard.  
 DIGUET, Charles.  
 DOMERGUE, Holbac.  
 DORLANGE [POLIART dit].  
 DORMEUIL père.  
 DORNAY, Jules.  
 DOUAY, Georges, comp.  
 DOUCET, Camille, C\*, de l'Acad.  
 franç. (élu en 1846, secr. 1847,  
 secr. 1848, secr. 1850, secr. 1851,  
 secr. 1852).  
 DUBOIS-DAVESNE.  
 DUBOURG, Neuville, Voir Neuville.  
 DUBOYS, Jean.  
 DUBREUIL, Ernest.  
 DUCRET, Etienne.  
 DUFAY, Armand.  
 DUFFAUD, Henri.  
 DUGUÉ, Ferdinand, \* (élu en 1863,  
 1865, arch. 1867, V.-Prés. 1868  
 1870, V.-Prés. 1871, V.-Pr. 1872)  
 DUHOMME, Frédéric.  
 DUMAS fils, Alexandre, O\* (élu  
 en 1866, 1867, 1868, 1870, PRÉ-  
 SIDENT, 1871, PRÉSIDENT 1872).  
 DUMOUSTIER.  
 DUPEUTY, Adolphe, fils.  
 DUPIN, Henri, \*.  
 DUPLESSY DE MANNE, Edmond, \*.  
 DUPLESSY, Lenoir Dupré,  
 DUPRATO, Jean-Laurent, comp.  
 DUPREZ, Alfred.  
 DUPREZ, Gilbert-Louis, \* comp.  
 DUPREZ, Julien-Edouard, comp.  
 DURAND DE BEAUREGARD.  
 DURAND DE VALLAY.  
 DURANTIN, Armand, \*.  
 DURIEU, Auguste-Henri, dit MU-  
 RIEL J. Voir MURIEL.  
 DURU, Alfred.  
 DU TERTRE DE VÉTEUIL, \*.  
 DUVAL, Cécile [M<sup>lle</sup>].  
 DUVERT, \*.  
 DUVEYRIER-MÉLESVILLE fils. Voir MÉ-  
 LESVILLE.

E

EDMOND, Charles [CHOUET dit], O\*  
 ELOY DE VILLA-MAYOR [M<sup>re</sup>].  
 ELY (Charles), O\*, dit JULIEN M.  
 RÉVILLE.  
 ELWART, \*, comp.  
 EMMANUEL, Arthur.  
 ENNERY, Adolphe [D'], O\* (élu en  
 1842, 1863, 1864).  
 ERCKMANN Emile.  
 ERLANGER, Jules, comp.  
 ERVILLE, Henri [ROUSSEAU dit D'].  
 ESSARTS, Alfred [DES] \*.  
 ESSARTS [DES] D'AMBREVILLE.  
 EYMA, Xavier, \*.  
 EYRAUD, Achille.

F

FARRENC, Césaire [M<sup>re</sup> YVETTE GAR-  
 SOLLEN-].  
 FAUCHEUR, Théodore-Alphonse.  
 FAYRE, Adolphe.  
 FÉLIX, voir LAGARDE.  
 FÉRÉ, Octave.  
 FERRIER, Paul.  
 FEUGÈRES, Paul.  
 FEUILLET, Octave, C\*, de l'Ac-  
 démie française (élu en 1860,  
 1861, 1862).  
 FÉVAL, Paul, O\* (trés. 1863, trés.  
 1864, suppl. 1866, trés. 1867,  
 trés. 1868, trés. 1869, V.-Prés.  
 1872).  
 FEYDEAU, Ernest.  
 FIENNES [MATHAREL DE]. Voir MA-  
 THAREL.  
 FIGUIER [M<sup>re</sup> Louis].  
 FILLION, Philibert.  
 FINARD, H., chorégraphe.  
 FLOTTOW, Frédéric [comte DE], \*.  
 comp.  
 FOLLIGUET. Voir DARVIN.  
 FONTAINE, Emile.  
 FORGES [PITTAUD DE], Auguste, O\*

SOCIÉTAIRES.

FOUCHER, Paul, ✱.  
FOURNIER, Jean-Marc-Louis.  
FOURNIER, Edouard, ✱.  
FOURNIER, L.-P. Narcisse, ✱.  
FOUSSIER, Edouard, ✱.  
FRANÇOIS, Alphonse, O✱.  
FRÉBAULT, Élie.  
FRÉMY, Arnould.  
FURPILLE, Eugène.

G

GABET, Charles.  
GABRIELLI [comte], ✱, comp.  
GALLET, Louis.  
GARAND, Charles.  
GARNIER, Alexandre.  
GARNIER, François.  
GASTINEAU, Octave.  
GASTINEL, Léon, comp.  
GAUGIBAN-NANTEUIL, Charles.  
GAUTIER, Alphonse-Adolphe.  
GAUTIER, Eugène, ✱, comp.  
GAUTIER, Théophile, O✱.  
GENSOLLEN-FARRENC [M<sup>me</sup> veuve].  
Voir FARRENC.

GÉRARD.

GERMAIN, Adolphe.

GEVAERT, F.-A., ✱, comp. (arch.  
1863, arch. 1864, 1866).

GILLE, Philippe.

GILLES DE SAINT-GERMAIN, Fortuné.

GIORZA, Paul, comp.

GIRARDIN, Émile [DE], ✱, (suppl.  
1868).

GISCARD, Hyacinthe.

GODDE [DE].

GONDINET, Edmond ✱ (élu arch. en  
1868, arch. 1869, arch. 1870,  
1872).

GONYN, Gabriel, dit LURIEU, C✱.

GONZALES, Emmanuel-Louis-Jean ✱.  
GOT, Edmond.

GOUNOD, Charles, O✱, comp.,  
membre de l'Institut (élu en  
1866, 1867, 1868).

GOURDON DE GENUILLAC.

GRANDVAL [M<sup>me</sup> la vicomtesse DE]  
comp.

GRANDVALLET, Charles.

GRANGÉ, Eugène (élu en 1860, 1861,  
1862).

GRASSET, Henri-Vincent-Alphonse  
[VERNIER], ✱.

GRIMONT, Alexandre-Ferdinand.

GROUBENTAL [GROUBER DE], frère.

GUÉNÉE, Adolphe.

GUÉROULT, Constant.

GUERVILLE fils [HUET DE].

GUILLARD, Léon, ✱.

GUILLEMOT, Jules.

GUIRAUD, Ernest, comp.

GUY, Anselme.

H

HACHIN, Edouard.

HADOT, Térance-Aristide.

HALÉVY, Léon, ✱.

HALÉVY, Ludovic, ✱, élu secr. en  
1872.

HARTOG, Edouard [DE], comp.

HENNEQUIN, Alfred.

HENRION, Paul.

HERMANT DE NORVILLE DE CORNETTE  
[M<sup>me</sup>].

HERMIL, Edouard, dit MILHER.

HERVÉ [RONTGER dit], aut. et comp.

HIGNARD, Aristide, comp.

HILPERT, Joseph.

HOSTEIN, Hippolyte, ✱.

HOSTER [LEVILLY dit].

HUARD, Adolphe.

HUARD, Adrien.

HUARD, Ed. Noël.

HUGELMANN, Gabriel.

HUGO, Victor, O✱, de l'Ac. franç.  
(élu en 1831, 1834, 1838, 1839,  
1840, 1842, 1843, 1844, 1846  
1847, PRÉSIDENT 1848, 1850,  
1851, 1852).

HUGOT, Eugène J.-P.

HUMBERT, A.

SOCIÉTAIRES.

**I**

IVERNOIS [D'], Charles.

**J**

JACQUES, Charlotte [M<sup>lle</sup>]. comp.  
 JACQUOT, [dit EUGÈNE DE MIRECOURT].  
 JAIME, Ernest, père, \*.  
 JAIME, E.-Adolphe, fils.  
 JALLAIS [DE], Amédée.  
 JAYBERT DE RABASTENS.  
 JOLLY, Alphonse [LEVEAUX dit].  
 JOLTROIS, Auguste.  
 JONAS, Emile, \*, comp. (élu en 1868, 1869, 1870).  
 JONCIÈRES, Victorin, comp. (élu en 1872).  
 JORY, voir THIERRY.  
 JOSSE, comp.  
 JOUHAUD, Auguste.  
 JOURDAN, Étienne.  
 JOURNAULT, Léon.  
 JOUSSERANDOT.  
 JUDICIS DE MIRANDOL.  
 JUILLERAT, Paul, O\*.  
 JULIAN [M<sup>me</sup>].

**K**

KARR, Alphonse, \*.  
 KAUFFMANN.  
 KOCH [DE], Henri.  
 KONING, Victor.  
 KRIESEL, Victor.

**L**

LABICHE, Eugène, O\* (arch. 1849, arch. 1850, arch. 1851, arch. 1854, arch. 1855, V.-Prés. 1856, arch. 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861, 1867, 1868, 1869).  
 LABIS.

LABOTTIÈRE, G.  
 LABOURIEU, Théodore.  
 LABRIÈRE [REGNIER DE]. voir REGNIER.  
 LABROUSSE, Fabrice, \*.  
 LACOSTE, Louis, dit SAINT-AMAND.  
 LACROIX, Jules, O\*.  
 LACROIX, Octave, \*.  
 LACROIX, Paul, O\*.  
 LAFANGUE, Éjouard.  
 LAFITTE, Jean-Baptiste, \* (élu en 1849, secr. 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854).  
 LAFON [MARY-]. Voir MARY, \*.  
 LAFONTAINE. Voir THOMAS.  
 LAFONTAINE. Voir ARNOULT.  
 LAFORESTRIE, comp.  
 LAGARDE [FÉLIX dit].  
 LAGARDE, Paul, comp.  
 LAGOUE, Victor [CHEVALIER].  
 LAGRANGE-CARDEILHAC.  
 LAHURE, Ab-l.  
 LAJARTE [DE], Théodore, comp.  
 LA LANDELLE [DE], G., \*.  
 LALUYÉ, Léopold.  
 LA MADELÈNE [Henri DE].  
 LAN, Jules.  
 LANGE [DE], Félix.  
 LANGEAC [DE], Théodore.  
 LANGLOIS dit LANGLE, Fernand.  
 LAPOINTE, Armand.  
 LAPORTE, Albert.  
 LARDY, H. François.  
 LA ROUNAT, Charles, \* [ROUVENAT dit].  
 LARTIGUE, \*, voir DELACOUR.  
 LASCAUX, Paul [DESCUBES DE].  
 LATOUCHE, Philippe.  
 LATOUR DE SAINT-YBARS, L. Isidore, \*.  
 LAUNAY [Alphonse DE].  
 LAURENCIN CHAPELLE.  
 LAURENT DE RILLÉ, \*, comp.  
 LAUZANNE DE VAUROUSSEL [DE], Auguste \*.  
 LAVERAGNE [Alexandre DE], O\*.  
 LAVIGNE [Maurice DE], dit DESVIGNES.

SOCIÉTAIRES.

LEBLANC [M<sup>me</sup> REGNAULT DE PRÉBOIS], voir PRÉBOIS.  
 LEBLICK, Théodore-Charles, comp.  
 LEBRUN, Pierre-Antoine, GO\*, de l'Acad. franç., ancien sénateur, (élu V.-Prés. en 1845, V.-Prés. 1846, PRÉSIDENT 1847).  
 LECERF.  
 LECOCQ, Charles, comp.  
 LECOEUR SEURE.  
 LEFEBVRE, Charles-Émile.  
 LEFEBVRE, Hippolyte.  
 LEFILS.  
 LEFORT, Paul.  
 LEFRANC, Victor-Auguste (secr. 1818, 1849, 1850, 1854, 1855).  
 LEGOUX, Isidore, comp.  
 LEGOUVÉ, Ernest, O\*, de l'Acad. franç. (V.-Prés. 1856, 1859, V.-Prés. 1860, V.-Prés. 1861).  
 LELARGE.  
 LELIOUX, Adrien.  
 LEWAITE, J.-A. Frédérick, fils.  
 LEMER, Julien.  
 LEMOINE, Gustave, \*.  
 LEMOINE MONTIGNY, \*.  
 LEMONIER, Hippolyte.  
 LEMONNIER, Alphonse.  
 LÉPINE, Ernest, \*, comp.  
 LE PREVOST [MARC-], voir MARC.  
 LERMITTE.  
 LEROY, Jean-Baptiste-Onésime.  
 LEROY, Louis.  
 LE ROYER, Émile.  
 LESBAZEILLES.  
 LESGUILLON, Pierre-Jean.  
 LETELLIER, Charles.  
 LEUVEN [HIBBING DE], O\* (élu en 1837, 1838, 1839).  
 LEVRAUX, Alphonse, dit JOLLY. Voir JOLLY.  
 LÉVILLY dit HOSTER. Voir HOSTER.  
 LIMANDER DE NIEUWENBOVE, \*, comp.  
 LINDHEIM, Adolphe, comp.  
 LITOLFF, Henri.  
 LLAUNET, F.

LOCKROY, \* (élu en 1832, 1838, 1839, 1840, secr. 1842, secr. 1843, arch. 1844, 1849, V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1851, 1865, PRÉSIDENT 1866, V.-Prés. 1867).  
 LOCLE, Camille [DU].  
 LOPEZ, Bernard.  
 LORENTZ.  
 LOYAU DE LACY.  
 LUCAS, Hippolyte, \*.  
 LUGUET, Henri-Jean-Barthélemy.  
 LURIEU, Gabriel [DE], C\*, voir GONNIN.  
 LUSTIÈRES, \*. Voir TOUCHARD.  
 LYSLE, Fernande [M<sup>me</sup> DE].

M

MADELÈNE [HENRI DE LA]  
 MAGEN, Hippolyte.  
 MAHET DE LA CHESNERAYE, \*.  
 MAINZERT, comp.  
 MALDIGNY DE CLEVES [DE].  
 MANGEANT, Sylvain, comp.  
 MANIGLER, voir DANGELLE.  
 MANNE [DE]. Voir DUPLESSY.  
 MANUEL, Eugène.  
 MAQUET, Auguste, O\*, (élu en 1851, arch. 1852, arch. 1853, V.-Prés. 1855, PRÉSIDENT 1856, PRÉSIDENT 1857, V.-Prés. 1859, PRÉSIDENT 1860, PRÉSIDENT 1861, V.-Prés. 1868, V.-Prés. 1869, PRÉSIDENT 1870, V.-Prés. 1872).  
 MARCAILLE, Henri.  
 MARC-FOURNIER. Voir FOURNIER.  
 MARC LE PREVOST.  
 MARC-MONNIER. Voir MONNIER.  
 MARCHAIS DE LA VILLETTE.  
 MARCHAL, L. Ed. Camille.

SOCIÉTAIRES.

MARCY [DE]. Voir ROUQUETTE.  
 MAREUGE, Henri.  
 MARÉVILLE, Jules. Voir ELY.  
 MARIAN [CHÉRI]. Voir CHÉRI.  
 MAROT, Gaston.  
 MARTIN, Alexis.  
 MARTIN, Antoine.  
 MARVILLE, Jules Ed.  
 MARX, Adrien.  
 MARY-LAFON, \*.  
 MASQUILLIER, P. Gabriel.  
 MASSÉ, Victor, \*, comp.  
 MASSELIN.  
 MASSENET, Jules.  
 MASSON, Hippolyte A.  
 MASSON, Michel, \* (1845, 1846, secr. 1847, 1855, 1856, V.-Prés. 1857, secr. 1861, V. Prés. 1862. suppl. 1866, 1871, 1872.)  
 MATHAREL DE FIENNES, Charles, \*.  
 MATHIEU \*, Pierre-François-Eugène.  
 MATHON, Adolphe.  
 MAUBLANC.  
 MAURIN, Albert.  
 MEILHAC, Henri, \* (1870, 1871. arch. 1872).  
 MÉLESVILLE [Honoré DUVEYRIER fils].  
 MEMBRÉ, Edmond, comp.  
 MÉNISSIER.  
 MERCIER, Pol, \*.  
 MERLE-PELISSÉ. Voir PELISSÉ.  
 MEMMET, Auguste, \*, aut. et comp.  
 MESTÈPES.  
 MEURICE, Paul.  
 MIGNARD, Prosper.  
 MILHER, voir HERMIL.  
 MIRANDOL [JUDICIS DE]. Voir JUDICIS.  
 MIRECOURT [JACQUOT, dit Eugène DE].  
 MISTRAL, \*.  
 MOINAUX, Jules-Désiré.  
 MOLÉRI-DEMOLIERE.  
 MONGROLLE.  
 MONIOT, Eugène, aut. et comp.  
 MONNIER, Alfred.  
 MONNIER, Henri.  
 MONNIER, Marc-Charles.  
 MONNIER DE LA SIZERANNE, \*.

MONROSE, Louis.  
 MONTÉPIN, Xavier [DE].  
 MORAND, Léon.  
 MOREAU, Eugène.  
 MOREAU, Pol.  
 MORREAU DE BAUVIERE, E.  
 MOREAU-LEMOINE, Eugène.  
 MOREL, F.  
 MOULIN, Victor.  
 MOUTTET, Félix.  
 MULLER, Eugène.  
 MURIEL, Auguste-Henri [DANNE DE].  
 MUSSET, Paul [DE], \*.

N

NADAR [TOURNACHON, Félix, dit]  
 NAIGEON.  
 NAJAC, Émile [comte DE] (secr. 1866, secr. 1867, secr. 1868, secr. 1870, secr. 1871, secr. 1872)  
 NANTEUIL. Voir GAUGIRAN.  
 NANTULLE.  
 NAQUET, Napoléon.  
 NARGEOT, P. Julien.  
 NARREY, Charles, \*.  
 NERVAUX [DE] (de Lyon).  
 NEUVILLE-DUBOURG.  
 NIBELLE, Adolphe, comp.  
 NICOLAI, \*, voir CLAIRVILLE.  
 NICOLE, Léonce.  
 NICOLLE, Henri, \*.  
 NITOT, Auguste.  
 NOÉ [comte de], dit CHAM.  
 NOEL PARFAIT. Voir PARFAIT.  
 NOGENT [DE].  
 NORIAC, Jules.  
 NOUVIERE, Marcel.  
 NUITTER, Charles [TROINET dit], \*.  
 NUS, Eugène.

O

OFFENBACH, Jacques, \*, comp.  
 OPPELT, Gustave (de Bruxelles).

SOCIÉTAIRES.

ORAY, comp.  
ORTOLAN, Eugène, \*, comp.  
OSMOND, Gabriel [comte d'].  
comp.  
OSTROWSKI, Christian.

P

PACINI, Émilien, \*.  
PAGÈS, Alphonse.  
PAGÈS [HÉRALD DE] ou PAGÉSIS.  
PAGÈS, voir BERGERON.  
PAILLERON, Edouard, \* (élu en  
1869, 1870, 1871).

PALIANTI.  
PAPE, Amand.  
PARFAIT, Noël.  
PARIS fils, comp.  
PASCAL, Prosper, comp.  
PEILLON, Félix.  
PÉLISSIE [MERLE], Jules.  
PERROT DE RENNEVILLE.  
PERNOT DE COLOMBAY.  
PERRUCHOT, César.  
PESSARD, Emile, comp.  
PETIT, Adolphe.  
PETIT, Jules.  
PETIT-MANGIN, Jean.  
PEUPIN, Alexandre.  
PICCALUGA.  
PICHAT, Olivier.  
PIESTRE, \*, dit Eugène CORMON.  
PILATI, comp.  
PILON, dit VORBEL. Voir VORBEL.  
PILLEVESTRE, Jules, comp.  
PITTAUD DE FORGES, Auguste, O\*

Voir FORGES.

PLANARD, Léon [DE].  
PLANTÉ, Eugène.  
PLOUVIER, Edouard, \*, (secr. 1865,  
secr. 1866).  
POIRSON, Paul. Voir PORNOIS.  
POISE, Ferdinand, comp.  
POISOT, Charles, comp.  
POITEVIN, Pierre.  
POLACK, comp.

POLIART, dit DORLANGE. Voir DOR-  
LANGE.  
PONCHARD, Eugène.  
PONIATOWSKI, Joseph [prince], GO\*,  
comp.  
PONROY, Arthur.  
PORNOIS, Paul [POIRSON dit].  
POTIER, Henry, comp.  
POTRON, Charles, \*.  
PODJOL fils, Adolphe.  
POURCELT DE BARON.  
POURCHEL, Alfred.  
POURNIN, Léon.  
PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC REGNAULT  
DE].  
PREVEL, Edouard.  
PREVEL, Jules.  
PRÉVOST, Eugène, comp.  
PRILLEUX, Constant-Victor-André.  
PUGET, Loïsa [M<sup>me</sup>].  
PYAT, Félix (élu en 1844, 1845,  
1846, 1848, 1849, 1850).

R

RASETTI, Ernest.  
RATIER, Victor.  
RATISBONNE, Louis.  
RÉAL [M<sup>me</sup>].  
RÉBER, Napoléon-Henri, O\*, comp.  
REGNAULT DE PRÉBOIS [M<sup>me</sup> LEBLANC],  
voir PRÉBOIS.  
RÉGNIER DE LA BRIÈRE, \*.  
REIFFEERBERG, Frédéric [Baron DE],  
fils.  
RENARD, Jules.  
RENAUD DE VIBAC, comp.  
RENÉ. Voir CLÉMENT.  
RENEAUME, Alfred.  
RENNEVILLE [PERROT DE]. Voir PER-  
ROT.  
RENOULT, Jules.  
RENOUX, Adrien, chor.  
REY dit REYER, Ernest, \*, comp.  
(élu en 1863, 1864).



SOCIÉTAIRES.

RIBBING, \*. Voir LEUVEN.  
 RICCI, Federico, comp.  
 RICHARD, George.  
 RICHERBOURG, Emile.  
 RIEUX, Jules [SONNOIS DE].  
 RIGODON, Ernest.  
 RIGOT.  
 RILLE [LAURENT DE], \*, comp. Voir LAURENT.  
 RIMBAUT, Hippolyte.  
 RIQUIER, Henri.  
 RITTER fils, Théodore, comp.  
 RIVAL, Jules-François-Alexandre.  
 RIVIÈRE, Henri, \*.  
 ROBILLARD, Victor.  
 ROCHEFORT fils, Henri.  
 ROMAND, Hippolyte, \* (élu arch. en 1845).  
 RONTGER, dit HERVÉ, comp. Voir HERVÉ.  
 ROPICQUET.  
 ROSENHEIM, Jacques, comp.  
 ROSIER, \* (arch. 1839, arch. 1840, arch. 1841).  
 ROSTAING, Jules.  
 ROSTAN [DE].  
 ROUFF.  
 ROUQUETTE dit DE MARCY, Léon.  
 ROUSSEL, voir D'ERVILLE.  
 ROUVENAT dit LA ROUNAT, \*.  
 ROUY [M<sup>me</sup>].  
 ROYER, Alphonse, O\* (V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-Prés. 1867).  
 ROYER DE BRUGES.  
 ROZET.  
 RUELLE, Jules.

8

SAGLIER.  
 SAINT-AGUET, Ch. Maurice [DE]  
 SAINT-AMAND, voir LACOSTE.  
 SAINT-ETIENNE, voir SYLVAIN.

SAINT-GEORGES [VERNOIS DE], O\*. (1842, 1843, 1844, PRÉSIDENT 1863, PRÉSIDENT 1864, PRÉSIDENT 1865, PRÉSIDENT 1867, PRÉSIDENT 1868, PRÉSIDENT 1869, 1871, 1872).  
 SAINT-SAENS.  
 SALIN, Alphonse [ASLIN dit] \*.  
 SALVADOR [TUFFET].  
 SALVAT, Adolphe.  
 SAND, George [M<sup>me</sup>].  
 SANDEAU, Jules, O\*, del'Académie française.  
 SANDRIN, Eugène.  
 SANSAY [TURPIN DE]. Voir TURPIN.  
 SARDOU, Victorien, O\* (élu en 1864, trés. 1865, arch. 1866, 1868, 1869, 1870).  
 SAULNIER, dit JACQUES LAMBERT.  
 SAUVAGE, Thomas, \*, arch. 1868, 1871, 1872).  
 SAUVEY, Gustave.  
 SAUZAY.  
 SAVARD, Félix.  
 SCARD, Antoine.  
 SCHAEFFER-STEL, Adolphe.  
 SCHOLL, Aurélien.  
 SEBAUD, Pauline [M<sup>me</sup> TRYS].  
 SECOND, Albéric, \*.  
 SÉGALAS, Adais [M<sup>me</sup>].  
 SÉJOUR, Victor [MARCOU dit], \* (élu en 1863).  
 SELLENICK, Adolphe, comp.  
 SEMET, Théophile, comp. (élu en 1865, suppl. 1868, 1872).  
 SENTY, Ambroise.  
 SERRET, Ernest.  
 SIBILLE, Ad.  
 SIMART, Isidore.  
 SIMIOT, André, comp.  
 SIRAUDIN DE SANCY, Paul (arch. 1865, trés. 1866, 1867, suppl. 1869).  
 SOL, Edmond.  
 SONNOIS, Jules. Voir DE RIEUX.  
 STAPLEAUX, Léopold.  
 SUCKAD, Henri [DE].  
 SUPERSAC, Léon.  
 SYLVAIN SAINT-ETIENNE.

SOCIÉTAIRES.

T

TACOVA, voir AVOCAT.  
 TAILLADE, Paul.  
 TAYLOR [baron], C\*, ancien sénateur, membre de l'Institut.  
 TERRIER.  
 TEXIER, Edmond, \*.  
 THIBOUVILLE.  
 THIERRY, Edmond-François.  
 THIÉRY, Emile [JORY].  
 THOMAS, Ambroise, C\*, comp. (élu en 1851, 1852, 1853, 1856, 1857, 1861, 1862).  
 THOMAS, Frédéric, \*.  
 THOMAS, J.-B. André.  
 THOMAS [LAFONTAINE].  
 THYS, Alphonse, comp.  
 THYS, Pauline [M<sup>me</sup> SEBAUD, née].  
 TILLEUL, Benjamin.  
 TISSERAND.  
 TOUCHARD [LUSTIKRES], \*.  
 TOUPIÉ, dit BÉZIER. Voir BÉZIER.  
 TOURNACHON, Félix, dit NADAR.  
 TOURNAY [DE].  
 TOUROUDE, Alfred.  
 TOURTE, Francis.  
 TRANCHANT, Alfred.  
 TRÉFEU, Étienne.  
 TRIANON, Henri, \*.  
 TRONCHE, Louis-Jean-François, \*.  
 TRUINET, dit NUITTER. Voir NUITTER.  
 TURPIN DE SANSAY.

U

UCHARD, Mario, \*.  
 ULBACH, Louis.  
 UZÉPY, comp.

V

VACHETTE, Eugène.

VACQUERIE, Auguste.  
 VALLUT, Charles.  
 VALNAY.  
 VALOIS, Charles.  
 VANEL, Eugène.  
 VAN GELE, Ch.-F.  
 VANNOY, Henri.  
 VARNEY, comp.  
 VATTIER, Gustave.  
 VAUCORBEIL, comp. (élu 1874).  
 VAUROUSSEL [DE]. Voir LAUZANNE [DE].  
 VERCONSIN.  
 VERDI, O\*, comp.  
 VERGERON.  
 VERNES, Jules, \*.  
 VERNET, Alfred.  
 VERNIER. Voir GRASSET.  
 VÉRON, Pierre.  
 VIGNEUX, voir BENOÛ.  
 VIGUIER.  
 VILLIERS, Auguste.  
 VILLIERS [Léon DE]. Voir DELALAIN.  
 VINCENT, Charles.  
 VINET, Théophile.  
 VIZENTINI, Jules.  
 VOGEL, comp.  
 VORBEL [PILON dit].

W

WAGNER, Richard.  
 WAILLY [Gustave DE], \*.  
 WALLUT, Charles.  
 WAN DEURSEN [M<sup>me</sup>].  
 WEKERLIN, J.-B. Théodore, comp.  
 WREY, Francis, O\*.  
 WOLFF, Albert.

X

Y

YMBERT, Théodore, comp.

Z

ZACCONE, Pierre.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

*Liste des Auteurs et Compositeurs décédés qui ont fait partie de la Société.*

Aux indications données en tête de la liste précédente, on doit ajouter, pour celle-ci, que le millésime placé à la fin, à la suite d'un trait (—), fait connaître la date de la mort de l'auteur ou du compositeur.

A

ADAM, Adolphe, O\*, comp. (élu en 1831, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1841, 1842, 1843). — 3 mai 1856.  
 ADER, Joseph-Jean. — 12 avril 1859.  
 AIMON, Pamphile - Léopold - François, comp. — 1865.  
 ALBERT, Auguste-Alfred-Thiry. — 1865.  
 ALBERT, F. [DECOMBE], chor. — 1865.  
 ALBOIZE DU PUJOL, (élu en 1834, 1835, 1836, 1838). — 9 avril 1854.  
 ALBY, Ernest. — 24 juin 1868.  
 ALBOY, Maurice. — 27 avril 1856.  
 ALISSAN DE CHAZET. — 1844.  
 ALLARDE [d'] CHARDALL. Voir LEROY.  
 ANCELOT, \* (suppl. 1829, suppl. 1830). — 7 septembre 1854.  
 ANDRAUD, Antoine. — 1859.  
 ANDREL [SCHALLER dit].  
 ANGEL. — Voir EUSTACHE.  
 ANNE, Théodore (secre. 1844, secre. 1845, secre. 1846, trés. 1859, arch. 1861, secre. 1862). — 11 août 1869.  
 ANTIER, Benjamin, \*. — 25 avril 1870.  
 ANTIER, Ernest. — Février 1868.  
 ARAGO, Jacques. — Janvier 1855.  
 ARNAULT, Alphonse. — Décembre 1860.  
 ARNAULT, Emile-Lucien. — Avril 1863.  
 ARNOULD, Auguste (élu en 1834, 1837, secre. 1838, secre. 1839, secre. 1841, secre. 1842, secre. 1843). — 8 mars 1854.  
 ARTOIS [Achille d'] DE BOURNON-

VILLE (suppléant 1829, suppléant 1830). — 3 décembre 1868.  
 ARTOIS [Armand d'].  
 ARTOIS [Théodore d'].  
 ARVERS. — 7 novembre 1850.  
 AUBER, Daniel-Esprit, GO\*, comp. (élu en 1829, 1833). — 12 mai 1871.  
 AUBIGNY [d']. Voir BAUDOUIN.  
 AUDE. — 1841.  
 AUGIER, Joanny. — 17 février 1855.  
 AYCARD, Marie. — 6 juin 1859.  
 AVRECOUR [d'], Antoine-Ernest. — 13 septembre 1871.

B

BADON, 1849.  
 BADENIER.  
 BALFE, Michel-Guillaume, \* comp. — 1870.  
 BALZAC, Honoré [DE]. — 18 août 1850.  
 BARONCELLI [DE].  
 BARRIÈRE, Alexis. — 1865.  
 BARRIÈRE, Louis. — 1862.  
 BARTHÉLEMY [JARNET-THOUIN]. — 1862.  
 BASSET, Alexandre, \*. — Avril 1870.  
 BASSET, Adrien-Charles-Alexandre, dit Adrien ROBERT. — 24 mai 1869.  
 BATTON, comp. (élu en 1844, 1845, 1846, 1848, 1849, 1850, 1852, 1853, 1854). — 15 octobre 1855.  
 BATTU, Léon (élu en 1856, 1857). — 22 novembre 1857.  
 BAUCHERY-ROLLAND.  
 BAUDOUIN D'ATHIGNY.  
 BAUDOUIN DE WIERS.  
 BAWR [M<sup>me</sup> GOURY DE CHAMPAGNAC LE]. — Décembre 1860.  
 BAYARD aîné, J.-F. \* (suppl. 1831,

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

- suppl. 1832, suppl. 1833, 1835, 1840, V.-Prés. 1841, V.-Prés. 1842, V.-Prés. 1848). — 20 février 1853.
- BAZZONI, Jean-Louis, comp. — 7 septembre 1871.
- BEAUPLAN, Amédée [DE]. — Décembre 1853.
- BÉAUVOIR [ROGER DE]. Voir ROGER.
- BÉGUE, Clavel. — 1852.
- BÉQUIER DE CHANCOURTOIS.
- BELLEVUE, voir THAVENET.
- BELLOY [marquis DE]. — 15 avril 1871.
- BÉRAT, Frédéric, comp. — Décembre 1855.
- BÉRAUD, Antony. — 5 février 1860.
- BERGERET [M<sup>me</sup>], Elisa-Pauline (V<sup>e</sup> Louis LEFÈVRE. — 1867.
- BERNABO. — 1869.
- BERNARD, Charles [DE] — 6 mars 1850.
- BERNOS. — 1864.
- BERRIERE, Constant.
- BERRUYER, Alexandre [DE].
- BERTON, O\* (PRÉSIDENT 1832, 1833).
- BESANZONI, Ferdinand, comp. — 5 décembre 1868.
- BEUDIN.
- BIGNON. — 6 décembre 1858.
- BIS, Hippolyte, \* — 7 mars 1855.
- BLANCHARD, Henri. — 19 décembre 1858.
- BLANGINI, comp. — 17 décembre 1841.
- BLAQUIÈRE, Paul, comp. — 13 avril 1868.
- BLAZE [CASTIL], comp. — 11 décembre 1857.
- BOIELDIEU, O\*, comp. (élu en 1829, 1830). — 15 octobre 1834.
- BOILEAU, Virgile. — 19 janvier 1864.
- BOILLY, comp.
- BOINET, Auguste. — 10 juillet 1857.
- BOISSEAUX, Henri. — 20 nov. 1863.
- BONJOUR [CASIMIR] (V.-Prés. 1831, 1832.) — 24 juin 1854.
- BOSQUIER GAVAUDAN, voir Gavaudan.
- BOUCHARDY, Joseph, \* (secr. 1840, 1841, 1842). — 27 mai 1870.
- BOUCHÉ, Alexandre. — 11 novembre 1856.
- BOUEL.
- BOUFFÉ.
- BOUILHET, Louis, \*. — 14 juillet 1869.
- BOUILLY (V.-Prés. 1829, 1830). — 1842.
- BOULÉ, Louis. — 1865.
- BOURGEOIS, Anicet, \* (élu en 1836, 1837, secr. 1838, 1840, 1846, V.-Prés. 1847, 1848; 1850, V.-Prés. 1851, V.-Prés. 1852, 1854, V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1856, 1863, V.-Prés. 1864, V.-Prés. 1865, suppl. 1869). — 1870.
- BOURGET, Ernest. — 5 octobre 1864.
- BOURNONVILLE [Achille d'Artois DE]. Voir Artois.
- BOUSQUET, Georges, comp. — 15 juin 1854.
- BOYER, Emile [PARTOUT]. — 21 janvier 1862.
- BOYER, Louis-Joseph. — 1865.
- BRAVARD, Raoul. — 6 septembre 1871.
- BRAZIER, Nicolas (suppl. 1832, suppl. 1833, 1834, 1835).
- BRÉANT, Adolphe.
- BRISBARRE, Edouard, (élu en 1847, 1848; secr. 1849, 1851, 1852, 1853, secr. 1859, 1860, secr. 1861, 1868, V.-Prés. 1869, V.-Prés. 1870. — 18 déc. 1871.
- BRISSET, Mathurin. — 6 juin 1856.
- BRUNSWICK [LHÉRIE]. — 1859.
- BURAT DE GURGY.
- BURY, Fulgence [DE].

C

- CAIGNEZ.
- CAPELLE.
- CAPENDU, Ernest. — 18 mai 1868.
- CARAFI, O\*, comp. (élu en 1832, 1834). — Juillet 1872.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

CARMOUCHE, \* (secr. 1829, suppl. 1832.) — 9 décembre 1868.  
 CARON DE MAURECOURT. — 6 mai 1858.  
 CARRÉ, Michel, \*. —  
 CATRUFFO, comp.  
 CAVAINAC dit DUMESNIL. — 1863.  
 CHABOT DE BOIN. — 1858.  
 CHAMPEAUX, Etienne. — 30 octobre 1856.  
 CHANDEZON, Louis-Léopold. — 17 juillet 1846.  
 CHAPEAU DES VERGERS. Voir DES VERGERS.  
 CHAPONNIER, Polyanthe.  
 CHAPUY (d'Alby).  
 CHAUFFER.  
 CHAUVINIERE [E. de La]  
 CHAZET, voir Alissan.  
 CHERUBINI, C\*, comp. — 1842.  
 COGNARD Théodore, \*.  
 CHOQUART, \*. — 1<sup>er</sup> août 1859.  
 CLAPISSON, de l'Institut, comp. — 1866.  
 COLIN, Édouard.  
 COLOMBAY [PERNOT DE].  
 COMBEROUSSE, Alexis [DE], (élu en 1831. — 22 novembre 1862.  
 COMBEROUSSE, Hyacinthe. [Mont-brun]. — 21 mai 1856.  
 COMMERSON, Joseph-Jacques.  
 CORALLY, chor. — 1854.  
 CORDELIER DE LANOUE. — 14 novembre 1854.  
 CORNU, Francis. — 7 mars 1848.  
 COTTIN, Ed.-Etienne, comp. — 30 juin 1859.  
 COUPART, 1864.  
 COURCY, Frédéric [DE]. — 7 mai 1862.  
 CRANNOY-DESPERRIÈRES.  
 CRÉMONT, comp. — Avril 1846.  
 CREUZÉ DE LESSERT.

D

DACIER, Ludovic-Étienne.

DAMARIN, Édouard.  
 DARDOISE, Harmant. — 1865.  
 DAUTREVILLE, Henri-Simon.  
 DÉADÉ [SAINT-YVES]. —  
 DECOUR, Eugène. — 1846.  
 DEHAY, Timothée. — 16 juillet 1851.  
 DELACOUR, Charlemagne. — 1867.  
 DELAFORÉST.  
 DELAMOTTE [Marquis DE FLEIS]. —  
 DELANGE.  
 DELAPORTE, Joseph-Marie.  
 DELAVIGNE, Casimir, O\* (élu en 1829, V.-Prés, 1830. PRÉSIDENT 1838, PRÉSIDENT 1839, PRÉSIDENT 1840). — 1843.  
 DELAVIGNE, Louis-Marie-Germain, \*. — 30 octobre 1868.  
 DELAVILLE DE MIREMONT (élu en 1829, 1838). — 1<sup>er</sup> octobre 1845.  
 DELBÈS, Jean-Armand-René. — 30 novembre 1871.  
 DEMONVAL [SAINT-HILAIRE].  
 DÉO, Honoré. — 7 février 1857.  
 DERVILLE, voir Louis DESNOYERS.  
 DESABRES, Nérée.  
 DESCHAMPS, Émile, \*. — 22 avril 1871.  
 DESCOMBES, Jean-Charles-François-Maurice, dit CHARLES MAURICE. — 7 septembre 1869.  
 DESLANDES, Nicolas-Théodore-Paulin. — 1866.  
 DESNOYER, Charles. — 6 février 1858.  
 DESNOYER LOUIS [dit DERVILLE]. — 1867.  
 DESPORTES, Augustin. — 1866.  
 DESPRÉAUX, comp.  
 DESROZIERS DE LÉRIS, André-Jules-Alfred. — 21 mai 1870.  
 DES VERGERS [CHAPPEAU].  
 DIDIER-VOGIER.  
 DINAUX, Prosper. Voir GOUBAUX.  
 DIRAT. — 1848.  
 DOCHE, comp.  
 DONIZETTI, \*, comp. — 8 avril 1848.  
 DOUULEN, Victor, comp. — 1864.  
 DOZE, Léocadie-Aimée (M<sup>me</sup> Roger de Beauvoir.) — 22 octobre 1859.  
 DUBOIS, Jean-Baptiste.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

DUBOIS, Louis-Philippe-Auguste.  
DUCANGE, Victor. (suppl. 1830). —  
25 octobre 1833.

DUCHATELARD.

DUFLOT, Joachim. — 1866.

DUPRESNE, Alfred, comp. — Mars  
1863.

DULONG, Jules \*. — 14 février 1864.

DUMANOIR, Philippe-François [PINEL]  
O\* (suppl. 1833, 1834, 1836,  
1841, 1847, 1848, 1853, 1854,  
V.-Prés. 1855, V.-Prés. 1858,  
V.-Prés. 1859, V.-Prés. 1860,  
V.-Prés. 1862). — 1865.

DUMAS, Adolphe. — 1861.

DUMAS, Alexandre, \* (élu en 1831,  
1832, 1833, V.-Prés. 1834, 1835,  
1839, 1840). — 5 décembre 1870.

DUMERSAN. — 13 avril 1849.

DUMENIL, voir CAVAINAC.

DUMOLARD — 1846.

DUNAN-MOUSSEUX [GADON dit]. —  
4 août 1868.

DUPATTY, Mercier (suppl. 1829, secr.  
1831, 1833, 1834, V.-Prés. 1834,  
1836, V.-Prés. 1837, V.-Prés.  
1838, 1841, 1842, 1843, V.-Prés.  
1846).

DUPERCHÉ. — 10 septembre 1853.

DUPEUTY, Désiré-Charles, \* (secr.  
1831, secr. 1832, secr. 1833, secr.  
1835, secr. 1837, secr. 1839,  
1841, secr. 1844, secr. 1845,  
secr. 1846, 1848, V.-Prés. 1849,  
V.-Prés. 1850, V.-Prés. 1852,  
V.-Prés. 1853, V.-Prés. 1854,  
V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1864.)  
— 20 octobre 1865.

DUPORT, Nicolas-Paul. — 27 décem-  
bre 1866.

DUPUIS, Auguste.

DU RIEU, Xavier. — Février 1868.

DUVAL, Alexandre, O\*, de l'Aca-  
démie française. — 1842.

DUVAL, Georges. — 10 mai 1853.

DUVYRIER, Aimé-Honoré-Joseph,  
dit MÉLESVILLE [baïon]. O\*. Voir  
MÉLESVILLE.

E

ÉLIE, Émile, chor.

EMPIS, C\* [SIMONIS dit], de l'Acad.  
française (élu en 1847, V.-Prés.  
1848, 1849, 1851, 1852, V.-Prés.  
1853). — Décembre 1868.

EPAGNY [VIOLET D'] \*, Jean-Bap-  
tiste-Rose-Bonaventure, (élu en  
1829, 1830, 1831). — 4 novembre  
1868.

ÉTIENNE. 1845.

ÉTIENNE, Charles-Guillaume, O\*.  
PRÉSIDENT, 1829, PRÉSIDENT, 1830  
PRÉSIDENT 1843, PRÉSIDENT 1844).

ÉTIENNEZ.

EUSTACHÉ (Ange-Jean-Robert, dit  
ANGEL. — 14 mai 1861.

EUSTACHE-LORSAY. Voir LORSAY.

F

FAVIÈRES, Alexandre-Claude [DE], —  
1837.

FERRIÈRES. Voir LEBLANC.

FÉTIS, O\*, comp. (suppl. 1831). —  
1871.

FILLOT, Eugène. — 4 août 1862.

FLAN, Marie-Alexandre. — 15 sep-  
tembre 1870.

FLERS [Marquis DE]. Voir DELAMOTTE.

FLEURY, Henri-Adolphe, dit JEMMA.  
— septembre 1869.

FOLLET, A. — 1<sup>er</sup> septembre 1857.

FONTAN (élu en 1831, V.-Prés.  
1832, V.-Prés. 1834, secr. 1836,  
1837, V.-Prés. 1838). — 1839.

FRANCISQUE AÎNÉ [HUTIN dit]. — 1842.

FROMENTAL, voir HALÉVY.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

G

GABRIEL, Joseph-J. — 28 mars 1869.  
 GALOPPE D'ONQUAIRE. — 1867.  
 GAUGIRAN-NANTEUIL, père. — Janvier 1870.  
 GAVAUDAN [BOSQUIER].  
 GAY, Delphine [DE GIRARDIN]. Voir GIRARDIN.  
 GAY DE LA TOUR DE LA JONCHÈRE, voir LA TOUR.  
 GAY [M<sup>me</sup> NICHAUD DE LA VALETTE], Sophie. — 4 mars 1852.  
 GENSOUL, Justin. — Juillet 1848.  
 GENTIL. — 27 mai 1846.  
 GÉRARD DE NERVAL. — 26 janvier 1855.  
 GIDE, Casimir, comp. — 23 fév. 1868.  
 GIRARD, Narcisse, comp. — 17 janvier 1860.  
 GIRARDIN, Delphine [M<sup>me</sup> GAY DE]. — 29 juin 1855.  
 GOMBAULT. — 14 décembre 1854.  
 GONCOURT, Jules [DE]. — 20 juin 1870.  
 GOSSE (suppl. 1831, suppl. 1832). — 1833.  
 GOUBAUX, Prosper-Parfait, dit DINAUX. (V.-Prés. 1857, V.-Prés. 1858, V.-Prés. 1859). — 31 juillet 1859.  
 GOY, André [DE], — 4 août 1863.  
 GOZLAN, Léon, O\* (élu en 1857, 1858, V.-Prés. 1864, 1865, PRÉSIDENT 1866). — 15 sept. 1866.  
 GRASSET, Alexandre. — 5 janvier 1859.  
 GRISAR, Albert, \*, comp. (élu en 1840, 1849, 1850, 1851). — 15 juin 1869.  
 GROUBENTAL [GROUBER DE]. — 1865.  
 GROULT.  
 GUERVILLE, Paul. — 1865.  
 GUICHES, Jean-Baptiste.  
 GUINOT, Eugène, dit VERMOND. — 1861. — 8 février 1861.

H

HALÉVY, comp. C\* (élu en 1836, 1837, 1842, 1843, 1844, 1847, 1848, 1849, 1855). — 17 mars 1862.  
 HAPDÉ, Augustin. — 1842.  
 HAREL, Charles-J. — 6 avril 1846.  
 HECQUET, Gustave. — 1865.  
 HECQUIN DE GUERLE.  
 HERBIN, Victor. — 1865.  
 HÉROLD, \*, comp. — 1823.  
 HONORÉ, Charles-Remy. — 13 mars 1858.  
 HUTIN, Francisque, aîné. Voir FRANCISQUE aîné.

J

JADIN, Adolphe, comp. — Nov. 1867.  
 JADIN, Louis-Emmanuel, comp. — 1857.  
 JANÉTY, Georges. — 1840.  
 JAUTARD, Numa. — 6 janvier 1859.  
 JENMA, voir FLEURY.  
 JESSÉ. — Janvier 1850.  
 JOUSSELIN DE LA SALLE. — 1<sup>er</sup> juillet 1863.  
 JOUY, J.-Étienne [DE] O\*, del'Acad. franç. — 1846.  
 JULIEN. — 1860.

K

KASTNER, Georges, O\*, comp. — 19 décembre 1867.  
 KELLER.  
 KÉRANIOU, Ange [LEROY DE]. — 1872.  
 KOCK [DE], Charles-Paul. — 31 août 1871.  
 KREUBÉ, Frédéric, comp. — Avril 1846.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

L

LABARRE, Théodore, \*, comp. — 10 mars 1870.  
 LABAT, Eugène. — 25 oct. 1867.  
 LABENARDIÈRE [Théodore NÉZEL, dit].  
 Voir NÉZEL.  
 LABOULAYE, Ferdinand [DE] 19 avril 1849.  
 LAFONT, Charles, \* (trés. 1860, 1861, 1862). — Janvier 1864.  
 LAFORTELE.  
 LAJARRIETTE [DE]. — 1848.  
 LAHIRE, Eugène.  
 LALOUE, Ferdinand. — 27 septembre 1850.  
 LAMÉ, Emile.  
 LAMOTHE-LANGON [baronde]. — 1864.  
 LANGLOIS dit LANGLE, Aylic, O\* — 12 janvier 1870.  
 LANGLOIS dit LANGLE, Ferdinand-Jules-Adol., \* (suppl. 1833, secr. 1834, 1835, 1837, trés. 1838, trés. 1839, trés. 1841, trés. 1842, trés. 1843, trés. 1845, trés. 1846, trés. 1847, trés. 1849, trés. 1850, trés. 1851, trés. 1853, trés. 1854, trés. 1855, secr. 1857, arch. 1858, 1861, 1862, V.-Prés. 1863, V.-Prés. 1865, V.-Prés. 1866, V.-Prés. 1867). — 18 octobre 1867.  
 LANGLE, voir LANGLOIS.  
 LATOUR DE LA JONCHÈRE [DE]. — 24 février 1858.  
 LAURENÇOT, Léonce-Charles-Henri dit LÉONCE. — 30 avril 1862.  
 LAURIER, Léon.  
 LAVERPIILLIÈRE (1832, V.-Prés. 1833, 1834).  
 LAYA, Léon, O\*, (élu en 1860, Vice-Président 1861, PRÉSIDENT 1862). 5 septembre 1872.  
 LEBLANC DE FERRIÈRES. — 24 février 1848.  
 LEBORNE, comp. — 1866.  
 LECOMTE, Jules. — 1864.  
 LEDOUX, P.

LEFEBVRE, Amédée (élu en 1852, secr. 1853, secr. 1854, 1856, 1857, 1858). — 18 juin 1860.  
 LEFÈVRE, Louis. — 22 mai 1868.  
 LEGOYT.  
 LEHMAN, Ernest. — 26 août 1836.  
 LELION-DAMIENS.  
 LEMAITRE, Charles. — 15 mars 1870.  
 LEMERCIER, Népomucène (PRÉSIDENT 1831, 1832, PRÉSIDENT 1833, PRÉSIDENT 1835, PRÉSIDENT 1836).  
 LEMOINE, Edouard. — 15 mars 1868.  
 LÉONCE. Voir LAURENÇOT.  
 LÉOPOLD, Louis [CHANDEZON dit].  
 LEPARMENTIER DE FRÉVILLE. — 1872.  
 LE POITEVIN SAINT-ALME. — 30 août 1854.  
 LÉRIS. [Voir DESROSNIERS DE].  
 LEROUGE, Émile. — 27 mai 1855.  
 LEROUX, Hippolyte. — 1<sup>er</sup> juillet 1860.  
 LEROY D'ALLARDE, Francis.  
 LEROY DE KERANIOU, Ange. Voir KERANIOU.  
 LESTRELIN, Achille, aut. et comp. — 1864.  
 L'ÉTANG, Philippe [DE], dit MARVILLÉ ou MARGENVILLE. — 25 avril 1859.  
 LEVASSEUR. — 7 décembre 1871.  
 LÈVESQUE, Hippolyte. — 1864.  
 LÉVY (Léon), dit LHÉRIE, puis BRUNSWICK — 29 juillet 1859.  
 LHÉRIE. Voir LÉVY.  
 LHÉRIE, Alphonse.  
 LIADIÈRE, Pierre-Chaumont, O\* (V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844, V.-Prés. 1845). — 17 août 1858.  
 LIVRY, Charles [MARQUIS DE]. — 14 octobre 1867.  
 LONGPRÉ, Étienne-Alexandre [LEMERCHET DE], (élu en 1834, 1835, 1837, arch. 1838, 1839). — Octobre 1856.  
 LORDEREAU, René. — 1867.  
 LORIN, Jules. — 15 novembre 1853.  
 LORSAY, Eustache.  
 LUBIZE. Voir MARTIN.



SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

LUCHET, Auguste. — 9 mars 1872.  
LURINE, Louis [DE LURINA, dit], \*  
(secr. 1856, 1857, V.-Prés.  
1858). — 30 novembre 1860.

M

MAILLAN, Julien (élu en 1833, 1834,  
1837, 1838). — 2 mars 1851.  
MAILLART, Aimé, \*, comp.) élu en  
1858, 1859, 1860, 1862.)  
MAILLART-PRIEUR. — 20 mai 1849.  
MALLEVILLE, Jean-Pierre-Félicien  
(élu en 1858, 1859, 1860). —  
24 novembre 1868.  
MARC-MICHEL, Marc-Antoine-Amé-  
dée (élu en 1851, secr. 1852,  
1853, 1855, arch. 1856, arch.  
1857, 1859, arch. 1860, 1861).  
— 12 mars 1868.  
MARÉCHALLE. — 1871.  
MARGENVILLE, voir L'ÉTANG.  
MARIE. Voir DELAPORTE.  
MARLIANI, comp.  
MARQUET. — 26 juillet 1869.  
MARTIN, Alexandre. — 1864.  
MARTIN, Edouard. — 1866.  
MARTIN, Pierre-Henri dit LUBIZE.  
— 28 janvier 1863.  
MASQUELIEZ, Albert. — 1866.  
MARVILLE. Voir L'ÉTANG.  
MAURICE, Charles. Voir DESCOMBES.  
MAZELIER, J., dit MAZILLIER. — Mai  
1868.  
MAZERES, Edouard, O\* (élu en 1829,  
V.-Prés. 1831, V.-Prés. 1832,  
1863, 1864). — 1866.  
MÉLESVILLE [baron DUVEYRIER père],  
O\* (trés. 1829, 1831, 1833,  
secr. 1834, trés. 1835, trés.  
1836, trés. 1837, V.-Prés. 1839,  
V.-Prés. 1840, V.-Prés. 1841,  
V.-Prés. 1843, V.-Prés. 1844,  
V.-Prés. 1845, V.-Prés. 1853,  
V.-Prés. 1854, PRÉSIDENT 1855,  
V.-Prés. 1857, PRÉSIDENT 1858,  
PRÉSIDENT 1859). — 1865.

MENNECHET.  
MERLE. — 27 février 1852.  
MERVILLE (élu en 1829, trés. 1830,  
trés. 1831, trés. 1832, 1833, trés.  
1834). — 21 octobre 1853.  
MÉRY, \*. — 1866.  
MEYER, Henry. — 20 mars 1863.  
MEYERBEER, Giacomo, C\* comp.  
(élu en 1838, 1839, 1840, 1854,  
1855, 1856, 1861). — 1864.  
MICHEL, Charles-Victor-Arthur, dit  
SAINT-LÉON, chorégraphe. — 2 sep-  
tembre 1870.  
MICHEL [MARC]. Voir MARC.  
MILON, Etienne. — 25 novembre  
1849.  
MOCQUART, C\*. — 1864.  
MOLÉ-GENTILHOMME. — 27 mai 1856.  
MONNAIS, Désiré-Guillaume-  
Edouard. — 26 fév. 1868.  
MONNIER, Albert. — 1869.  
MONNIER, Etienne. — 1850.  
MONPOU, Charles (élu en 1841) — 1841.  
MONTBRUN DE COMBEROUSSE. Voir  
COMBEROUSSE.  
MONTFORT, comp. — 12 févr. 1856.  
MONTHEAU, Gaston [DE]. — 1866.  
MONTJOIR, J.-J. — 12 janv. 1871.  
MOURIEZ-VALORY. — 15 oct. 1857.  
MURET, Théodore. — 1866.  
MURGER, Henry, \*. — 29 janvier  
1861.  
MUSSET, Alfred [DE], O\*, de l'Acadé-  
mie française. — 2 mai 1857.

N

NANTEUIL. Voir GAUGIRAN.  
NEURAL [GÉRARD DE]. Voir GÉRARD.  
NÉZEL, Théodore. — 23 mai 1854.  
NICHAUD DE LA VALETTE, voir GAY.  
NICOLE, Guillaume-Jean-Baptiste  
— 1863.  
NOISEUL, Hippolyte-Edouard.  
NYON, Charles-Guillaume-Eugène,  
(élu en 1850, 1851, 1852). — 28  
janvier 1870.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

O

OURLY. — 1843.  
OVERNAY, Armand-Joseph. — 14 sept.  
1869.  
OZANNEAUX, Georges, O\*. —

P

PAER, \*, comp. — 1839.  
PAILLET, Léon. — 18 août 1854.  
PANSEON, Auguste, \*, comp. —  
27 juillet, 1859.  
PARTOUT, dit Émile BOYER. — 21  
janvier 1862.  
PAYN.  
PÉLISSIER DE LAQUÉZIK. — 11 dé-  
cembre 1856.  
PERIN, Frédéric-Thomas.  
PERIN, René. — 9 mai 1858.  
PERROT, Jules.  
PERROT, Victor J.-François, chor.  
— 1853.  
PETIPA, chor.  
PHILASTRE.  
PICCINI, Alexandre, comp. (élu en  
1834, 1835, 1836). — Avril 1850.  
PIERON, Eugène, 1865.  
PIERSON, Eugène. — avril 1872.  
PIXÉRECOURT [GUILBERT DE]. — 1844.  
PLANARD [E. DE] \*, comp. (secr.  
1830, 1839, 1841, V.-Prés.  
1842, V.-Prés. 1843, 1845,  
V.-Prés. 1846, V.-Prés. 1847).  
— 13 novembre 1853.

POIRIER.

POLO, Auguste. — 1866.

POLYANTE-CHAPONNIER, voir CHAPON-  
NIER.

PONSARD, Francis, C\* de l'Ac.  
franç. (élu en 1853, 1854, 1855,  
1857, 1858, 1859, 1862) — 7 juill.  
1867.

PONSON DU TERRAIL [vicomte] \*. —  
20 janv. 1871.

PORTELETTE.

POTIER, Charles. — 27 avril 1870.  
POUJOL-VEZAN, Alphonse. — 6 fé-  
vrier 1871.  
PRÉMARAY, Jules [DE], \* — 9 juil  
1868.  
PROVOST dit RAYMOND. Voir RAYMOND.  
PUGNI, Césaire, comp. — nov. 1869.  
PUJOL [ALBOIZE DU]. Voir ALBOIZE.

Q

QUERSIN, Rémy. — 1864.

R

RAUCOURT, Charles. — 4 mai 1855.  
RAUZET-DORINIÈRE. — 1865.  
RAYMOND [PROVOST dit].  
REGNAULT, (Jules-Martial), dit DE  
PRÉMARAY, voir PRÉMARAY.  
REVELIÈRE [Victor DE], dit MAX DE  
REVEL. — 1860.  
ROBERT, Adrien. Voir BASSET,  
Charles.  
ROCHE, Eugène. — 13 juin 1870.  
ROCHFORD, père. — 12 avril 1871.  
ROGER, François.  
ROGER, Victor. — Décembre 1869.  
ROGER DE BEAUVOIR, Eugène-Au-  
gustin-Nicolas. — 27 avril 1866.  
ROGER DE BEAUVOIR [M<sup>me</sup>]. — Voir  
DOZE.  
ROGER DE SAINTE-MARIE. Voir SAINTE-  
MARIE.  
ROLLAND, Amédée (secr. 1863, secr.  
1864). — 26 juillet 1868.  
ROMAGNÉSI, comp. — 8 janvier 1850.  
ROMIEU O\*. — Novembre 1855.  
ROSSIGNOL, Léon.  
ROSSINI, Gioacchino-Antonio, GO\*,  
comp. (élu en 1857, 1858, 1859).  
— 13 novembre 1868.  
ROUGEMONT [DE] (secr. 1829,  
1830, 1831, V.-Prés. 1832,  
trés. 1833, trés. 1834, V.-Prés.  
1835, V.-Prés. 1836, V.-Prés.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

1837, V.-Prés. 1839, trés, 1840.)  
— 1840.  
ROUSSEAU, Auguste. — Fév. 1853.  
ROUSSEAU, Ernest. — 1851.  
ROVIGO, Marie-Napoléon [SAVARY DE]  
— 7 juillet 1872.

S

SAINT-AURE, Jules [DE]. — 1848.  
SAINT-CROIX. Voir YCHERY.  
SAINT-ERNEST [BRETTE dit]. — 1860.  
SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.  
SAINT-HILAIRE [VILLAIN DE]. Voir  
VILLAIN.  
SAINT-LÉON. — Voir MICHEL.  
SAINT-MARIE [comte ROGER DE] dit  
DEBBY. — Janvier 1864.  
SAINTINE, Xavier, O\* (élu en 1841,  
arch. 1842). — 25 janvier 1865.  
SAINT-YVES Voir DEADDE.  
SAMSON, J.-Isidore. — 1871.  
SARMIENTO, comp.  
SAUVAGE, Elie. — 30 décembre 1871.  
SCHALLER, dit ANDREL.  
SCHNEITZOEFFER, comp. — 6 octobre  
1852.

SCRIBE, Augustin-Eugène, C\*, de  
l'Acad. française (élu en 1829,  
1830, 1831, 1832, 1833, PRÉSIDENT  
1834, V.-Prés. 1835, V.-Prés.  
1836, PRÉSIDENT 1837, 1839, 1840,  
1841, 1843, 1844, 1845, 1847,  
1848, 1849, PRÉSIDENT 1852,  
PRÉSIDENT 1853, PRÉSIDENT 1854,  
PRÉSIDENT A VIE, 1857-1858-1859.  
1860-1861). — 20 févr. 1861.

SEVESTE, Jules-Henri. — 30 juin  
1854.

SEVILLE, Armand.

SEWRIN \*. — 22 avril 1853.

SIMONIS, Adolphe - Dominique-  
Florent-Joseph, dit EMPIS, C\*.  
— Voir EMPIS.

SIMONNIN. — 4 mai 1856.

SOULIÉ, Frédéric, \* (secr. 1831,  
secr. 1832, secr. 1833, secr.

1834, 1835, 1836, 1843, 1844,  
1845, 1847). — 23 sept. 1847.  
SOUVESTRE, Emile, — 6 juillet 1854.  
SPONTINI, comp. O\* (élu en 1845,  
1846, 1847). — 24 février 1851.  
SUE, Marie-Joseph-Eugène, \*. —  
3 août 1857.  
SUPERSAC, Auguste. — 12 mars 1861.  
SAINT-HILAIRE, voir DEMONVAL.  
SAINT-LÉON, Charles-Victor-Arthur,  
chor. — 1871.

T

TENAILLE. — Voir VAULABELLE.  
TÊTEDOUX, Paul.  
THAVENET [BELLEVUE]. — 1865.  
THÉAULON, \*. — 16 nov. 1841.  
THIBOUST, Pierre-Antoine-Auguste,  
dit LAMBERT THIBOUST \* (élu en  
1864, 1865, 1866). — 10 juillet  
1867.  
THIÉRY, Henri. — 1<sup>er</sup> août 1872.  
TOURNEMINE. — 1846.  
TULLY [DE]. 16 mai 1846.

U

UZANNE père.

V

VAEZ, Gustave. — Voir VAN NIEU-  
WENHUYSEN.  
VALLON DE VILLENEUVE, voir VIL-  
LENEUVE.  
VALORY, dit MOURIEZ. Voir MOURIEZ.  
VANDERBURCH, Louis-Émile, \*. —  
Avril 1862.  
VAN NIEUWENHUYSEN, Jean-Nicolas-  
Gustave, dit Gustave VAEZ, \*.  
— 12 mars 1862.  
VAREZ — 1866.  
VARIN, Charles, \* (élu en 1864,  
1865, 1866). — 22 avril 1869.

SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS.

VARNER. — 5 septembre 1854.

VAULABELLE [Eléonore TENAILLE, dit Eléonore DE], dit Jules CORDIER, dit SAINT-ESTÈVE, dit Ernest DESPREZ. — 42 octobre 1859.

VERMOND. Voir GUINOT.

VERNET, Jules. — 1848.

VIENNET, Jean-Pons - Guillaume, C<sup>te</sup> de l'Acad. française (élu en 1836, 1837, 1838, V.-Prés. 1840, PRÉSIDENT 1841, PRÉSIDENT 1842, V.-Prés. 1844, PRÉSIDENT 1845, PRÉSIDENT 1846, PRÉSIDENT 1849, PRÉSIDENT 1850, PRÉSIDENT 1851). — 11 juillet 1868.

VIGNY [Alfred-Victor, comte DE], O<sup>te</sup>. — 1863.

VILLAIN SAINT-HILAIRE.

VILLEMOT, Henri. — 1870.

VILLENEUVE [Théodore-Ferdinand VALLON DE] (élu en 1842, arch. 1843, trés. 1844, arch. 1846, arch. 1847, trés. 1848, secr. 1850, secr. 1851, trés. 1852, trés. 1856, trés. 1857, trés. 1858.) — Août 1858.

VILLIERS.

VIOLET D'ÉPAGNY, \*. Voir ÉPAGNY.

VOISIN, Frédéric. \* — 1866.

VULPIAN, A.

VULPIAN, Pierre-Marie-Gustave. — 26 janvier 1872.

W

WAILLY [Jules DE], O<sup>te</sup>. — 1869.

WAILLY [Léon DE] \*. — Mai 1863.

WALDOR, Mélanie [M<sup>me</sup>]. — Octobre 1871.

WATRIPON, Antonio. — 1864.

WEANNAZ.

X

XAVIER, voir SAINTINE.

Y

YCHERY, Léonce [SAINTE-CROIX].

YMBERT.

## MÉLANGES

---

### DOCUMENTS OFFICIELS

*Décret instituant une Commission des théâtres auprès du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.*  
(Journal officiel, 12 mai 1872.)

Versailles, le 30 avril 1872.

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts,

Décète :

Article premier. — Une Commission des théâtres est instituée auprès du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.

Art. 2. — La Commission est consultative.

Elle donne son avis au ministre sur toutes les questions de législation et d'administration relatives aux théâtres et notamment sur la constitution des exploitations dramatiques, la rédaction et l'exécution des règlements, cahiers des charges et actes administratifs qui régissent ces établissements.

Art. 3. — La Commission est également consultée sur les divers règlements concernant le Conservatoire de musique et de déclamation.

Art. 4. — Ne pourront faire partie de la Commission : les directeurs de théâtres et les personnes qui ont directement un intérêt dans une exploitation théâtrale.

**Art. 5.**— Sont nommés membres de la Commission des théâtres (1) :

**MM. BEULÉ**, député.

**CHARTON**, député.

**DENORMANDIE**, député.

**DUCLERC**, député.

**SAINT-MARC GIRARDIN**, député.

**LÉON DE MALEVILLE**, député.

**Le comte d'OSMOY**, député.

**PAUL DE RÉMUSAT**, député.

**VITET**, député.

**CHARLES BLANC**, membre de l'Institut.

**JULES JANIN**, membre de l'Institut.

**LEGOUVÉ**, membre de l'Institut.

**HÉROLD**, conseiller d'État.

**RÉGNIER**, ancien sociétaire de la Comédie-Française.

**M. de BEAUPLAN**, chef du bureau des théâtres à la direction des beaux-arts, est nommé secrétaire de la Commission.

**Art. 6.** — Le ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 30 avril 1872.

**A. THIERS.**

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des  
Beaux-Arts,*

**JULES SIMON.**

---

(1) Voir ci-après le décret du 24 juillet qui nomme membre de cette Commission **M. le président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques.**

*Décret nommant le président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, membre de la Commission des théâtres, auprès du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.*

Versailles, le 24 juillet 1872.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 30 avril dernier;

Sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts,

Décète :

Article premier. — M. ALEXANDRE DUMAS, auteur dramatique, est nommé membre de la Commission des théâtres.

Art. 2. — Le ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 24 juillet 1872.

A. THIERS.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts,

JULES SIMON.

---

### PRIX ET RÉCOMPENSES HONORIFIQUES.

FONDATION PERPÉTUELLE ANATOLE CRESSENT. — CONCOURS TRIENNAL POUR UNE ŒUVRE DRAMATIQUE LYRIQUE : 1° *Concours préalable pour un poème d'opéra ou un livret d'opéra-comique* ; 2° *Concours pour la composition d'une œuvre musicale dramatique* ; 3° *Exécution publique dans un théâtre de la partition couronnée*. [Acte passé entre l'État et les exécuteurs testamentaires (MM. Paul Bernard et Ernest Boulanger, exécuteurs testamentaires ; M. Jules Simon, ministre de l'Instruction publique ; M. Trépagne, notaire de la famille Cressent ; M. Huet, avoué du minis-

rière de l'Instruction publique). — Acceptation d'une somme de 120,000 francs par décret rendu en conseil d'Etat.]

Au nom de notre ami M. ANATOLE CRESSENT, avocat, demeurant à Paris, rue des Moulins, n° 28, où il est décédé le 28 mai 1870, nous soussignés, Charles-Paul-Parfait Bernard, demeurant à Paris, rue Taitbout, n° 66, et Henri-Alexandre-Ernest Boulanger, demeurant à Paris, rue Condorcet, n° 47, chargés par lui, dans son testament, de l'organisation d'un legs affecté par le donateur à la fondation d'un concours perpétuel de composition musicale dramatique, avons passé avec l'État l'acte présent, par lequel il accepte une donation de *cent vingt mille francs* faite par Anatole Cressent, à la charge de remplir fidèlement les clauses énoncées dans le règlement de ce projet, et dont le but élevé est ainsi développé par le fondateur lui-même dans les considérations générales suivantes :

« Le culte des beaux-arts — et de la musique en particulier —  
» a toujours été l'objet de mes plus chères prédilections. Les hasards  
» de la vie m'ont empêché d'y consacrer mes facultés et mon temps.  
» Mais s'il ne m'a pas été donné de prendre rang parmi les fidèles  
» d'un art auquel je dois mes plus délicates jouissances, j'ai pu du  
» moins assister de près à leurs efforts et à leurs luttes. Cette fré-  
» quentation assidue des artistes m'a fourni la conviction que le sort  
» des compositeurs de musique était, par un état d'infériorité rela-  
» tive, digne des plus ardentes sympathies, et m'a en même temps  
» inspiré le désir de travailler, dans la mesure de ma fortune, à leur  
» fournir des moyens de production et d'initiation de leurs œuvres  
» aussi favorables que ceux dont sont si largement dotés les peintres,  
» sculpteurs et architectes.

» De cette conviction profonde, de ce désir réfléchi, est née la  
» pensée de cette fondation. »

*Fondation perpétuelle.* — Une somme de *cent vingt mille francs* ayant été donnée par M. Anatole Cressent, les intérêts en seront spécialement affectés aux frais d'un concours perpétuel, se représentant tous les trois ans, pour la composition d'un opéra ou d'un opéra-co-



mique suivi de l'exécution publique, dans un théâtre, de l'œuvre couronnée.

L'Administration des théâtres, à quelque ministère qu'elle appartienne, sera chargée de l'organisation de ce concours et de l'emploi à cet effet des intérêts du capital précité, somme qui, tous les trois ans, peut être évaluée à 48,000 francs.

Dans le cas où, plus tard, les éléments dont ce projet dispose se trouveraient modifiés par des circonstances imprévues, l'Etat devrait toujours, guidé par sa sollicitude éclairée, conserver l'idée principale de cette fondation, dont le but et les conditions peuvent se résumer ainsi : *Concours perpétuel pour une œuvre musicale dramatique, suivi de l'exécution publique, dans un théâtre, de la partition couronnée.*

*Organisation du Concours.* — Tous les trois ans, il sera ouvert un concours pour la composition d'un ouvrage lyrique, de n'importe quel genre (bouffe, léger, romantique, dramatique et autres), opéra ou opéra-comique, en un ou deux actes, avec chœurs d'hommes et de femmes. L'acte unique pourra être divisé en deux tableaux.

Ne seront admis à concourir que les compositeurs et littérateurs français, ou naturalisés tels.

Tout compositeur ayant obtenu le prix, soit pour un opéra, soit pour un opéra-comique, ne pourra plus reconcourir.

Les littérateurs, quoiqu'ils soient déjà couronnés, pourront se représenter au concours. Si cette clause paraissait injuste, ne pas perdre de vue que cette fondation est surtout instituée pour favoriser les compositeurs inconnus, et que les bons poèmes inspirent la bonne musique.

Les partitions envoyées devront renfermer quatre morceaux au moins avec orchestration complète.

Tous les morceaux orchestrés devront porter sans exception leur réduction au piano, cette condition étant indispensable pour faciliter le travail du jury.

Le même poème ou livret pourra servir à plusieurs compositeurs.

Pour aider les compositeurs qui pourraient avoir de la difficulté à se procurer un poème, il sera établi, un an avant l'époque de chaque

concours triennal, un concours préalable pour un poème d'opéra ou livret d'opéra-comique se renfermant complètement dans les conditions énoncées ci-dessus.

Ce poème ou livret sera mis à la disposition des compositeurs qui voudraient s'en servir pour le concours musical de l'année suivante, au moins dix mois à l'avance.

Toutefois, seront admis au concours musical de l'année suivante tous les poèmes ou livrets sur lesquels auront travaillé les compositeurs, le concours préalable des poèmes ou livrets n'étant pas établi pour les forcer à mettre en musique un ouvrage spécial, mais bien au contraire pour leur faciliter le concours en mettant, si bon leur semble, un libretto à leur disposition.

Chaque ouvrage présenté devra être adressé à l'Administration des théâtres sous forme d'un pli qui contiendra : 1° le poème ou livret (à moins que ce ne soit celui couronné l'année précédente) ; 2° la partition ; 3° une enveloppe cachetée renfermant les noms, prénoms et domiciles des auteurs. Sur la partie extérieure de cette enveloppe, le concurrent inscrira une ou plusieurs initiales, à son choix, ainsi que le nom de la localité où on devra lui adresser, poste restante, l'accusé de réception de son envoi.

Au fur et à mesure de leur réception, les ouvrages envoyés seront inscrits sur un registre spécial sous un numéro d'ordre choisi au hasard par le récipiendaire. Ce numéro sera immédiatement reporté sur la partition et sur le poème ou livret, et servira seul à les désigner pendant les opérations du jury. On comprend, d'après cela, que les ouvrages ne devront pas porter ostensiblement de titre. Ce titre se trouvera dans l'enveloppe cachetée, avec le nom des auteurs.

Les enveloppes cachetées seront également revêtues du même numéro d'ordre inscrit sur la partition, et correspondant à celui de l'inscription au registre de dépôt.

Dans la quinzaine qui suivra la clôture du dépôt de leurs œuvres, les concurrents recevront par la poste, bureau restant, à la localité qu'ils auront indiquée sur l'enveloppe cachetée, une lettre adressée aux initiales que doivent porter ces enveloppes.

Cette lettre contiendra l'accusé de réception de l'envoi et devra

être conservée par les concurrents, comme pièce justificative, pour leur permettre, après les opérations du jury, de se faire rendre leurs poèmes ou livrets et leurs partitions.

La même manière de procéder aura lieu pour le concours préalable des poèmes ou livrets.

*Constitution et attributions du Jury.* — Le Jury sera composé de sept membres, nommés par l'Administration des théâtres.

Dans le choix qu'elle aura à faire à ce sujet et dont l'importance ne saurait être mise en doute, l'Administration des théâtres devra s'attacher à réunir des notabilités artistiques, musicales et littéraires connues par leur expérience dans l'art musical et dans son adaptation à la scène.

Ce Jury, une fois constitué, sera complètement libre d'organiser son travail à sa guise, de nommer un président, un secrétaire, et de réclamer l'adjonction d'un accompagnateur. Cet accompagnateur, s'il est demandé, recevra un jeton de présence par séance et sera nommé par l'Administration.

Le Jury consacrera au jugement des œuvres présentées autant de séances qu'il sera nécessaire.

Ses fonctions seront honorifiques. Cependant, il sera offert à chaque membre, quand les séances seront terminées, une médaille d'or de la valeur de 200 francs, à titre de remerciements et de reconnaissance pour leurs soins et peines.

Le Jury sera chargé d'examiner les poèmes ou livrets et les partitions envoyés au concours; dans cet examen, il devra surtout rechercher quels sont les ouvrages qui lui paraîtront réunir le mieux les conditions d'art, de science, d'inspiration et de sentiment dramatiques.

Si, après cet examen, MM. les jurés reconnaissent qu'une œuvre remplit éminemment les conditions exigées et qu'il y ait lieu de la couronner, ils décerneront le prix en sa faveur.

Au cas où le Jury trouverait qu'aucun ouvrage ne lui paraît digne d'être désigné pour le prix, il décernera une mention à la meilleure œuvre présentée.

Les décisions du Jury devront être prises à la majorité absolue.

Après la déclaration du Jury, le cachet de l'enveloppe sur laquelle se trouvera reproduit le numéro correspondant à celui de l'ouvrage couronné ou mentionné sera rompu, et les noms et prénoms des auteurs ayant obtenu le prix ou la mention seront rendus publics, ainsi que le titre de l'ouvrage.

Toutes les autres enveloppes seront brûlées séance tenante sans avoir été décachetées.

Les poèmes ou livrets et les partitions seront rendus aux ayants droit sur le vu de la lettre qui aura été adressée à chacun d'eux, poste restante, et dont il a été parlé plus haut.

Tout poème ou livret et toute partition non réclamés au bout d'un an et un jour seront brûlés.

Comme pour le grand concours triennal, un Jury sera nommé par l'Administration des théâtres pour juger le concours préalable des poèmes ou livrets ayant lieu l'année précédente, mais seulement composé de *cinq membres* et sans qu'il lui soit accordé de médailles.

Le poème ou livret couronné par ce Jury de cinq membres restera déposé dans un bureau de l'Administration où l'on pourra en prendre connaissance, et des copies en seront données à ceux qui en réclameront.

Si, dans le grand concours triennal, le prix n'était pas accordé, le concours recommencerait l'année suivante, sans qu'il soit besoin d'attendre une nouvelle période de trois ans.

Dans ce cas, le poème ou livret couronné l'année précédente, quoique ayant déjà servi à un concours, servirait encore pour le grand concours de l'année suivante, parce qu'il n'y aurait plus le temps d'établir un nouveau concours pour les poèmes.

**Résultats du concours.** — Les auteurs couronnés étant les premiers intéressés à l'exécution publique de leur œuvre et à sa meilleure interprétation possible, resteront chargés de rechercher eux-mêmes le théâtre qui leur semblera le plus en rapport avec le caractère, le genre et l'étendue de cet ouvrage.

Pour être libres de consacrer tout leur temps à cette négociation et

à la mise à l'étude de leur œuvre, ils recevront de suite chacun une prime de 2,500 francs.

Une somme de 10,000 francs sera allouée au théâtre lyrique qui aura monté l'ouvrage couronné et qui, par une belle exécution, se sera montré à la hauteur du but élevé que se propose cette fondation. Cette subvention ne lui sera néanmoins acquise et comptée qu'à la suite de la cinquième représentation publique.

Les auteurs couronnés seront obligés d'en arriver à cette exécution théâtrale dans un délai de deux ans à partir du jugement rendu, sous peine de perdre le bénéfice de cette prime de 10,000 francs exclusivement réservée à l'exécution de leur œuvre et dont, sous aucun prétexte, ils ne pourront bénéficier personnellement.

Quand le prix ne sera pas décerné, les auteurs de l'ouvrage ayant obtenu la mention recevront chacun une prime de 1,500 fr.

L'auteur du poème ou livret couronné dans le concours préalable des poèmes recevra une prime de 1,000 francs.

Si la partition couronnée se trouvait être sur le poème ou livret ayant été choisi l'année précédente, l'auteur des paroles, ayant déjà reçu une prime de 1,000 fr., recevrait un supplément de 1,500 fr.; le compositeur recevrait, de son côté, la prime de 2,500 francs.

Dans le cas où le poème ou livret aurait servi à une partition seulement mentionnée au grand concours, son auteur recevrait un supplément de prime de 500 francs, et le compositeur toucherait la prime de 1,500 francs.

Si, enfin, ce même poème ou livret se trouvait mentionné de nouveau l'année suivante (ce qui peut se présenter), il ne toucherait plus rien; et, s'il obtenait le prix, ayant déjà reçu 1,500 francs en deux fois, il aurait droit à 1,000 francs; ainsi se trouverait complétée la prime de 2,500 francs.

*Budget du concours.* — Concours préalable des poèmes et livrets

|                                                   |       |   |
|---------------------------------------------------|-------|---|
| Prime accordée à l'ouvrage couronné.....          | 1,000 | > |
| Concours triennal; prime accordée au compositeur. | 2,500 | > |
| Prime accordée à l'auteur des paroles.....        | 2,500 | > |
|                                                   | <hr/> |   |
| Report.....                                       | 6,000 | > |

|                                                                              |                 |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Report.....                                                                  | 6,000 »         |
| Médailles de la valeur de 200 francs accordées aux sept membres du Jury..... | 4,400 »         |
| Prime accordée au théâtre qui aura monté l'ouvrage couronné .....            | 40,000 »        |
| <b>Total.....</b>                                                            | <b>47,400 »</b> |

Les frais qui pourraient se présenter, tels que : accompagnateur, copies, imprimés, etc., seront couverts par les 600 francs restants sur la somme approximative de 48,000 francs représentée par les intérêts de 420,000 francs capitalisés pendant trois ans.

Toutes les sommes non employées, produites soit par un supplément de recette, soit parce que le prix ne sera pas décerné dans le grand concours, soit parce que l'ouvrage couronné n'aura pas été, par suite de la négligence des auteurs, représenté sur un théâtre, seront capitalisées jusqu'à ce que, formant en dehors des autres intérêts une somme de 48,000 francs, on puisse établir avec cette somme un concours supplémentaire en plus de la marche habituelle.

Ce concours supplémentaire serait alors soumis à la même organisation que les concours réguliers.

*Résultats généraux de cette fondation.* — 1° L'État veillant à l'organisation de ce concours perpétuel, mais déchargé de tous les travaux importants qu'il comporte, et si ce concours parvient à faire connaître une individualité musicale, n'en recueillant que la gloire sans en assumer jamais la responsabilité.

2° — Cette organisation, dont sera chargée l'Administration des théâtres (administration qui ne peut faire autrement que d'exister, à quelque rouage de gouvernement qu'elle appartienne), consisterait à fixer et à faire connaître l'époque des concours, à nommer les Jurys et à réglementer l'emploi des intérêts du capital légué par Anatole Cressent.

3° — Périodicité continue des concours, c'est-à-dire, présomption pour toute individualité puissante d'arriver, dans un temps donné, à la notoriété; aliment incessant offert au génie et à l'ambition

des compositeurs; émulation permanente devant servir les intérêts de l'art.

4° — Certitude pour l'œuvre couronnée d'être représentée publiquement; par contre, assurance pour le compositeur de savoir son œuvre écoutée, jugée et connue.

5° — Incognito absolu réservé aux concurrents; en conséquence, effacement complet de toute suggestion d'envie et de toute susceptibilité d'amour-propre.

6° — Obligation, pour l'ouvrage ayant obtenu le prix, de remplir — à la différence des cantates habituelles de concours — toutes les conditions essentielles de l'art dramatique et toutes les exigences de l'action scénique.

7° — Forte indemnité accordée au théâtre qui montera l'œuvre couronnée, c'est-à-dire, mobile particulier stimulant les directeurs de théâtres, compensation en cas d'insuccès.

8° — Les auteurs eux-mêmes chargés de rechercher ce théâtre et qui, toujours guidés par leur intérêt propre, le choisiront dans les meilleures conditions possibles pour faire valoir leur œuvre dans le genre qui la caractérise.

---

MISE AU CONCOURS, PAR LA SOCIÉTÉ DES COMPOSITEURS DE MUSIQUE,  
D'UN QUATUOR POUR DEUX VIOLONS, ALTO ET BASSE.

La *Société des Compositeurs de musique*, fondée en 1862, voulant encourager un genre de composition digne du plus grand intérêt, met au concours cette année, un QUATUOR pour deux violons, alto et basse.

*Conditions du concours.*

Article premier. — Tous les compositeurs français, faisant ou non partie de la Société, sont admis à concourir.

Art. 2. — Une médaille d'or sera décernée à l'auteur du meilleur manuscrit.

Un second prix, consistant en une médaille d'argent, pourra être accordé, s'il y a lieu.

Art. 3. — Le jury, nommé en assemblée générale, sera choisi parmi les membres de la Société.

Art. 4. — Les ouvrages couronnés, exécutés par les soins de la Société, resteront la propriété de leurs auteurs.

Art. 5. — Les manuscrits devront être adressés *franco* à M. le bibliothécaire-archiviste de la *Société des Compositeurs de musique*, rue de Richelieu, 95, maison Pleyel-Wolff, avant le 1<sup>er</sup> novembre 1872, terme de rigueur.

Ils ne seront pas signés, mais porteront une épigraphe, reproduite dans un pli cacheté, contenant le nom et l'adresse de l'auteur, lequel déclarera que son œuvre est complètement inédite.

Art. 6. — Après le concours, les partitions seront mises à la disposition de leurs auteurs.

Ambroise Thomas, Henri Reber, Félicien David, présidents d'honneur. — Victor Massé, président. — E. Ortolan, Ch. Poisot, E. d'Ingrande, de Lajarte, F. Clément, A. Nibelle, Vogel, Durand, A. Werkerlin.

---

ACADÉMIE FRANÇAISE. — Les noms de plusieurs membres de la Société figurent dans la liste des prix décernés pour les années 1871 et 1872, par l'Académie française, dans sa séance publique annuelle du 8 août 1872 :

Ont obtenu :

*Prix Montyon destinés aux ouvrages les plus utiles aux mœurs.*

M. ALBERT DELPIT, un prix de quinze cents francs (1871), pour son recueil de poésies intitulé : *l'Invasion*, 1 vol. in-18.

M. EUGÈNE MANUEL, un prix de deux mille cinq cents francs (1872), pour ses *Poésies populaires*, 1 vol. in-18.

M. FRANÇOIS COPPÉE, un prix de deux mille cinq cents francs (1872), pour son recueil intitulé : *les Humbles*, 1 vol. in-18, et quelques autres poèmes.



M. JULES VERNES, un prix de deux mille cinq cents francs (1872), pour les ouvrages intitulés : *Cinq Semaines en Ballon* ; — *Voyage au centre de la Terre* ; — *Vingt mille lieues sous les Mers*, 2 vol. ; — *De la Terre à la Lune* ; — *Autour de la Lune*.

*Prix Théroutanne* (1871) — 4,000 fr.

M. AUGUSTIN CHALLAMEL, pour son ouvrage intitulé : *Mémoires du Peuple français depuis son origine jusqu'à nos jours*, dont 7 volumes ont été publiés.

*Prix Lambert* (1871).

L'Académie a décidé que la récompense honorifique fondée par feu M. Lambert serait attribuée cette année à la veuve de M. DE BELLOY, auteur de traductions en vers de Plaute et de Térence justement estimées.

M. HENRI DE BERNIER, lauréat plusieurs fois nommé par l'Académie, a obtenu un prix de deux mille francs au titre de récompense des efforts qui intéressent à la fois la morale et les lettres, pour sa tragédie d'*Agamemnon* représentée au Théâtre-Français, et pour ses poésies récitées au même théâtre pendant le siège : *Chateaudun*, *la Petite Bourgeoise*, *les Assiégés*, *A nos fleuves*, *Ode à Corneille*.

Un prix de quatre mille francs a été accordé à M. BALLANDE, qui a fondé les *Matinées dramatiques* au théâtre de la Gaîté.

SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT AU BIEN. — La Société d'encouragement au bien, dans sa séance du 5 mai 1872, tenue au Cirque national et présidée par M. Élie de Beaumont, a décerné à M. MICHEL MASSON une grande médaille d'honneur pour ses trois ouvrages : *la Gerbée*, déjà couronnée par l'Académie française, les *Drames de la conscience* et les *Gardiennes*.

---

#### CONCOURS DE COMPOSITION MUSICALE POUR LE GRAND PRIX DE ROME.

Le concours de Composition musicale pour le grand prix de Rome au Conservatoire national de musique et de déclamation, commence le 1<sup>er</sup> juin 1872, s'est terminé le 25 du même mois.

Le nombre des cantates déposées au secrétariat du Conservatoire s'élevait à soixante-quatre. Celle qui a été choisie était intitulée *Calypso*, et avait pour auteur M. VICTOR ROUSSY, déjà lauréat dans plusieurs des concours précédents.

Le jury était composé de MM. Ambroise Thomas, Reber, Félicien David, Victor Massé, baron Taylor, Charles Blanc, vicomte Henri Delaborde et de MM. Barbereau, Reyer et Semet; ces trois derniers désignés par le sort.

Sur six élèves qui s'étaient présentés au concours préparatoire, cinq ont été admis au concours définitif : MM. Salvayre, élève de MM. Ambroise Thomas et François Bazin; Ehrart et Arnout, élèves de M. Reber; Dallier et Pilot, élèves de M. Ambroise Thomas.

Après le vote préliminaire du jury, les membres de l'Académie des beaux-arts, au nombre de 26, ont décerné :

A M. SALVAYRE, le premier grand prix ;

A M. EHRT, le deuxième grand prix. (*Journal officiel*, 8 juillet 1872.)



## NÉCROLOGIE

ALEXANDRE DUMAS, mort à Puys (Seine-Inférieure), le 5 décembre 1870, inhumé au cimetière de Villers-Collerets, le 16 avril 1872. — Discours prononcé sur sa tombe par M. FERDINAND DUGUÉ, vice-président de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

MESSIEURS,

La Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques m'a délégué ce grand honneur, d'adresser en son nom un dernier adieu à l'homme illustre qui a rempli le monde de sa renommée, et j'accomplis avec respect ce devoir douloureux, tout en regrettant qu'une voix plus autorisée que la mienne ne se fasse pas entendre au bord de cette fosse.

Tâche difficile, Messieurs ! Que dire, en effet, de celui qui a tout

dit? Quelle parole trouver pour cet enchanteur qui a jeté à tous les vents du succès, comme un prodigue de génie qu'il fut, les trésors de son invention prodigieuse, de son adorable esprit, de sa verve intarissable? Comment peindre celui qui s'est peint et raconté lui-même, en tant d'esquisses et de portraits qui, de populaires, vont devenir historiques? Quel semblant de piédestal apporter à ce géant, qui s'est fait un de ses propres mains avec des monceaux d'œuvres?... Ah! certes, les matériaux, les détails, les souvenirs ne me feraient pas défaut, mais une pensée m'arrête, c'est que pour certains hommes tout éloge est un amoindrissement; et puis, il faut bien l'avouer, l'imagination hésite et se glace devant ce critique formidable qui s'appelle la Mort!...

Ce que je veux dire pourtant, ce qu'il importe de dire avant tout, c'est le regret poignant qui s'échappa de toutes les bouches, la douleur inouïe qui remplit tous les cœurs, lorsque éclata cette lugubre nouvelle : Dumas est mort! Vous vous en souvenez, n'est-ce pas? Et l'émotion cruelle de sa perte nous accable encore, depuis le disciple obscur qui glana quelques épis derrière ses pas, jusqu'au puissant artiste qui interpréta ses plus belles créations et au collaborateur éminent qui partagea souvent les travaux du maître! Pour la France, déjà si terriblement éprouvée, ce fut une calamité nationale, comme un nouveau et dernier désastre... irréparable celui-là! Le public, la foule, déplorait la perte du conteur, du poète, du romancier, du dramaturge; mais pour la grande famille des lettres, dispersée par les obus prussiens, ce fut un bien autre deuil! Elle avait à pleurer le camarade, l'ami, le frère, et le vide que cette mort creusa dans l'art fut encore plus profond, plus immense dans nos âmes... Ah! c'est que son génie se doublait de bonté! C'est qu'avant de l'admirer on l'aimait!... J'ai dit tout à l'heure qu'un éloge pouvait amoindrir certains hommes... Eh bien, non! je me trompais, ce n'est pas rigoureusement vrai: il y a une louange qui va bien à la taille de Dumas, c'est celle qu'on peut faire de son cœur!

Oh! oui, nous l'aimions tous, nous l'aimions bien! sincèrement, loyalement, enfin comme il méritait d'être aimé! Il était si bon, si ouvert, si indulgent! Expansif jusqu'à la faiblesse et avec l'abandon

d'un enfant, il n'a jamais su conserver une rancune ni refuser un service, et s'il lui avait été possible de faire du mal à quelqu'un sur la terre, c'est à lui qu'il l'eût fait... l'égoïste !

Notre brave Dumas ! ne vous semble-t-il pas en vérité, qu'il soit encore là, au milieu de nous, dominant de sa tête puissante la foule recueillie ? Son franc sourire s'épanouit, sa large main s'étend vers les nôtres et nous croyons en sentir la mystérieuse étreinte...

Et ce n'est pas une illusion, Messieurs, c'est une réalité ! De ce tombeau noir où l'ont descendu nos mains pieuses, où l'accompagnent nos prières, un rayon se dégage, un espoir s'envole. D'Artagnan a vaincu la mort !... Le maître, si cher à nos cœurs, revit tout entier dans le fils qui continue son œuvre et agrandit sa gloire !

*Paroles prononcées par M. ALEXANDRE DUMAS FILS.*

MESSIEURS,

Je ne veux pas me séparer de vous sans vous avoir donné quelques explications, que les amis de mon père, ses compatriotes et l'histoire ont le droit de me demander, à moi personnellement.

On a pu s'étonner qu'il s'écoulât un temps si long entre le jour de la mort de mon père et la cérémonie qui nous réunit en ce moment. En voici la raison : Mon père est mort chez moi, à Puys, le 5 décembre 1870. Il est mort sans secousse, sans douleur, sans agonie, au milieu des siens, tandis que tant d'autres tombaient sur les champs de bataille, au milieu des imprécations et loin de ceux qu'ils aimaient.

Il y a de cela dix-huit mois : le département de la Seine-Inférieure était alors envahi par l'ennemi ; la guerre continuait. J'enterrai mon père aux lieux mêmes où il était mort, en attendant la fin. La paix faite, les Prussiens étaient ici, attendant leur argent.

Ramener mon père à ce moment, c'eût été leur donner l'occasion de venir, sous prétexte de s'associer à notre hommage, fouler aux pieds une autre tombe glorieuse, celle du général qui les avait autrefois combattus.

Ils partirent à la fin d'octobre. Le ciel était froid, vos bois dénudés

étaient tristes et sans soleil. Et je voulais que mon père ne rentrât parmi vous qu'avec la lumière. Je voulais que cette cérémonie fût moins un deuil qu'une fête, moins un ensevelissement qu'une résurrection.

Vous voyez que j'ai bien fait d'attendre, puisque le printemps lui-même s'est fait mon complice.

Mon père avait un jour désiré d'être enterré ici. Il y avait laissé des amitiés, des souvenirs ; et ce sont ces souvenirs et ces amitiés qui m'ont accueilli hier soir, lorsque tant de bras dévoués se sont offerts pour suppléer les porteurs, et conduire eux-mêmes à l'église le corps de leur grand ami. J'ai compris alors pourquoi mon père tenait à reposer parmi vous.

J'ai contracté là une dette de reconnaissance que je léguerais à mes enfants, comme mon père m'a légué la sienne, reconnaissance que je ne puis prouver aujourd'hui que par l'émotion qui m'empêche de m'exprimer comme je le voudrais.

---

**ANICET BOURGEOIS, mort à Paris, le 12 janvier 1871, inhumé au cimetière du Père-Lachaise le 10 mai 1872. — Discours prononcé sur sa tombe, par M. ALEXANDRE DUMAS FILS, président de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.**

MESSIEURS,

Anicet Bourgeois est mort à Pau, le 12 janvier 1871, à l'âge de soixante-deux ans. Il est mort comme on mourait cette année-là, dans un gîte de hasard, loin du foyer bien acquis, loin des amis de tous les jours ; et cependant, les dernières lignes que cette main loyale et fidèle a tracées ont été pour honorer la mémoire d'un illustre ami, mort, lui aussi, quelques semaines auparavant. Ce souvenir suprême adressé à celui qui venait de tomber par l'ami qui chancelait déjà, je l'ai reçu à travers tous les bruits et toutes les émotions de la France, parce que ce qui vient de l'âme passe par-dessus tout et arrive toujours à sa destination. Je n'accomplis donc pas seulement aujourd'hui

un devoir de confraternité littéraire envers Anicet Bourgeois, j'acquitte aussi une dette de reconnaissance filiale.

Anicet Bourgeois était né en 1809, et il débutait, en 1825, par un mélodrame : *Gustave ou le Napolitain*. Cette précocité remarquable, qui rappelle celle de Calderon, avec qui Anicet Bourgeois a bien d'autres points de ressemblance, cette précocité n'était que le prélude et l'annonce d'une fécondité extraordinaire, dont les artistes et les écrivains de cette époque ont fourni de nombreux exemples. Quelques-uns de ces enfants de la Révolution et de l'Empire, que la nature, sollicitée à outrance, avait construits évidemment pour les fatigues et les luttes des champs de bataille, arrêtés tout à coup dans leur mouvement collectif par les désastres de 1815, que l'on crut longtemps les derniers et les plus grands possibles, ces hommes privilégiés, refoulés subitement sur eux-mêmes et en eux-mêmes, cherchèrent de nouvelles issues à cette surabondance de sève et à cette générosité de sang que la guerre ne pouvait plus utiliser. On vit alors la France, cette éternelle insatiable de gloire, se retourner et reprendre à la tête des nations, dans le monde de la pensée, la place que l'Europe coalisée venait de lui faire perdre dans le monde politique. L'individualité colossale, rayonnante et absorbante de l'Empereur s'étant évanouie, des individualités latentes, éteintes jusqu'alors dans cette grande lumière, surgirent et brillèrent tout à coup. L'astre impérial couché, l'ombre dans laquelle il nous laissait se remplir d'étoiles.

Quelle pleiade ! En poésie, en histoire, en drame, en roman, en science, en musique, en peinture, en toutes les formes de l'art enfin, quels élans ! quelles audaces ! quelles découvertes magnifiques ! Est-il besoin de nommer les grands ouvriers qui se mirent à l'œuvre pour rendre à leur pays, en hauteur et en durée, ce qu'il venait de perdre en étendue et en espace ? Quelques-uns parmi ces hommes se reposent là, sous nos pieds ; d'autres luttent toujours sans que les plus robustes et les plus ardents parmi nous puissent encore se comparer à eux. N'importe, messieurs ! N'oublions pas que c'est nous, écrivains, musiciens, artistes, qui avons mission, chaque fois qu'il y a une défaite, de consoler et de faire patienter la France jusqu'à une nouvelle

victoire, et qu'en 1848 et 1870, la société française a été sauvée de l'anarchie par un homme de lettres. Il est vrai que l'un était son plus grand poëte et que l'autre est son plus grand historien.

Eh bien, Messieurs, on peut avoir la mesure des chefs de cette belle restauration littéraire et artistique, quand on voit au second rang des hommes comme celui dont une famille pieuse ramène aujourd'hui les restes parmi nous. Savez-vous ce qu'a fait Anicet Bourgeois ? Il est bon de le redire, car nous sommes quelquefois aussi oublieux que nous avons été enthousiastes. Anicet Bourgeois a écrit, soit seul, soit en collaboration, trois cents pièces au moins : comédies, vaudevilles, drames, féeries, scènes militaires ; et dans ces genres si différents, il a laissé des œuvres typiques. *La Nonne sanglante* a mis le comble au terrible, *Marianne*, au pathétique, *Perrinet Leclerc*, à l'intérêt et à l'émotion. *Les Pilules du Diable* sont restées et resteront le modèle de la fantaisie et de l'ingéniosité féériques. Que de larmes a fait répandre *le Médecin des enfants* ! Que de rires a fait éclater *Passé minuit* ! Remercions, même en face de la mort, ceux qui nous ont fait rire et qui nous ont déchargés, ne fût-ce que pendant une heure, des préoccupations de la vie.

Voulez-vous que je vous cite cent autres œuvres populaires : *La Bouquetière des Innocents*, *les Fugitifs*, *le Grenadier de l'île d'Elbe*, *Latude*, *Gaspard Hauser*, *la Dame de Saint-Tropez*, *Mademoiselle de la Faille*, *la Fille du paysan*, *Atar-Gull*, *la Dame de la Halle* ?...

Toutes ces œuvres sont présentes à votre mémoire ; nous les voyons, nous les entendons encore. Elles ont attendri, passionné, pendant quarante ans, ce fameux boulevard du Crime où l'innocence triomphait toujours, disparu aujourd'hui, et que nous retrouvons bigarré, joyeux, brillant et bourdonnant, dans ces souvenirs de notre jeunesse.

Et savez-vous combien de représentations avaient ces pièces à Paris et en province ?... *La Mendiante*, dix-huit cents ; *Marianne*, quinze cents ; *les Pilules du Diable*, dix-neuf cents ; *Latude*, deux mille ; *le Bossu*, deux mille cinq cents.

Et je ne compte pas l'étranger, qui vit de notre littérature drama-

tique. Qui osera nier l'action que le théâtre peut et doit avoir sur les sociétés modernes ? Nous parlons au monde entier. Si nous ne lui apprenons pas quelque chose, nous serons bien maladroits et bien coupables.

Hâtons-nous de dire cependant qu'Anicet Bourgeois eut de nombreux collaborateurs, dont plusieurs sont présents ici ; mais ces collaborateurs savent quelle part lui revenait dans le travail commun, comme il se plaisait lui-même à leur attribuer ce qui leur était dû : car il avait, qualité précieuse dans ce commerce de l'esprit à deux, où l'amour-propre est si souvent éveillé, il avait, si je puis parler ainsi, la gentilhommie de la collaboration. Il n'absorbait pas plus pendant qu'il n'éliminait après le confrère jeune ou vieux, obscur ou célèbre, riche ou pauvre, avec lequel il avait fait une convention intellectuelle. Il parlait toujours de ce collaborateur avec autant d'amitié que d'estime, et il le proclamait toujours au même niveau que lui, quelquefois au-dessus, jamais au-dessous. Et combien, parmi les débutants, nommés et applaudis seuls, ont dû, le lendemain de leur succès, aller le remercier furtivement de ses conseils, de son désintéressement et de sa discrétion !

Anicet Bourgeois ne fut donc pas seulement un homme de talent, d'un très-grand talent, Messieurs, dans cet art si séduisant et si difficile du théâtre ; il fut aussi un homme plein de cœur et de loyauté : disons les vrais mots, un brave, bon et honnête homme.

Je vous avoue, Messieurs, que c'est encore cet éloge qui me touche le plus sur la tombe d'un mort, et je recommande bien à celui qui parlera sur la mienne de ne pas l'oublier, si je l'ai mérité jusqu'au bout, comme celui que nous accompagnons et honorons aujourd'hui.

Le talent est sujet à discussion, non-seulement avec les autres, mais avec lui-même. Que de doutes, que de défaillances, que de craintes intimes à ajouter aux attaques, aux insultes, aux injustices extérieures ! Et, somme toute, le talent ne donne que l'immortalité — quand il la donne ! — c'est-à-dire la reconnaissance par les hommes plus ou moins distraits du présent et de l'avenir, d'une intelligence supérieure à son milieu ; tandis que la bonté, la loyauté, l'amour et la pratique du bien, la conscience enfin, est la communion directe



et inaltérable avec ce qui est avant, pendant, au-dessus et au-delà de nous, avec l'Éternel et l'Infini. C'est plus que la gloire, c'est la certitude. Si, dans les temps troublés que nous traversons, nous voulons avoir la preuve de l'existence de Dieu, dont je crois que décidément nous ne pouvons pas nous passer, ne la demandons pas seulement aux écrits des plus grands penseurs ; cherchons-la dans l'âme des bonnes gens. Le génie n'explique pas Dieu, la bonté le prouve.

---

PAUL DE KOCK, mort à Paris le 31 août 1871, inhumé le surlendemain au cimetière de Belleville. — Paroles prononcées sur sa tombe par M. ÉMILE DE NAJAC, secrétaire de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

MESSIEURS,

Au nom de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, je viens rendre un dernier hommage à Paul de Kock.

D'origine étrangère, son esprit gaulois lui donna ses lettres de grande naturalisation française. Sa gâté, sa bonne humeur, sa joyeuse finesse d'observation sont ses plus beaux titres de gloire. A cette heure d'incertitude et de trouble où l'écrivain cherche sa voie, Paul de Kock, il est vrai, fit représenter plusieurs drames, mais il s'aperçut bientôt qu'il s'était fourvoyé, et, au théâtre comme dans le roman, il aborda, pour ne plus le quitter, le genre qui devait lui donner tant de succès et lui faire une si grande réputation.

Il était de cette école si éminemment française que nos pères auraient pu appeler l'école de la joyeuseté. Cette école date de loin, Messieurs ; elle remonte à l'époque des auteurs de fabliaux et des conteurs de nouvelles. Elle contribua puissamment alors à donner à notre esprit national son caractère distinctif, la gâté. Puis elle poursuivit son œuvre sans jamais se décourager, et même, aux heures les plus tristes de notre histoire, elle faisait entendre son franc éclat de rire. Marguerite de Valois, Desperriers, Rabelais, Scarron en ont été les plus grands maîtres. Puisse-t-elle, malgré nos malheurs sans

précédents, trouver des successeurs au dernier qu'elle vient de perdre !

Paul de Kock fut un grand peintre de mœurs. Ses vaudevilles, mais surtout ses romans sont des tableaux merveilleusement vrais du monde parisien qu'il s'est plu spécialement à étudier, le petit monde ; le petit monde d'il y a soixante ans, car aujourd'hui il s'est transformé comme tous les autres, et il faudrait faire presque des recherches archéologiques pour le retrouver tel que Paul de Kock l'a connu. Mais, grâce à lui, ce monde d'autrefois a son histoire qu'on lira toujours avec plaisir. Et si, un jour... que ne peut-on prévoir aujourd'hui !... l'œuvre de Paul de Kock disparaissait dans une tourmente, elle est déjà si populaire, que les générations se la raconteraient les unes aux autres, et, de ces récits sans cesse renouvelés, sortirait bientôt la légende d'un monde qui n'est plus.

Et cependant, Messieurs, cet homme qui, pendant un demi-siècle, a travaillé sans relâche, cet auteur français qui a été traduit dans toutes les langues et qui est lu dans le monde entier, Paul de Kock, vient de mourir à soixante dix-huit ans, et je ne vois que des fleurs sur son cercueil. Il a vu passer bien des gouvernements, et jusqu'à sa dernière heure il a attendu vainement que l'un d'eux daignât lui donner la récompense qui lui était si légitimement due. Mais ses contemporains ont moralement réparé cet oubli. Hier, lorsque nous avons appris sa mort, nous ne voulions pas croire qu'il ne fût pas décoré. Depuis longtemps déjà, sa nomination était au journal officiel de l'opinion publique.

---

**COGNIARD (CHARLES-THÉODORE), mort à Paris, le 13 mai 1872, à l'âge de 66 ans, inhumé le 15 mai 1872, au cimetière Montmartre.** — Paroles prononcées sur sa tombe par M. FERDINAND DUGUÉ, vice-président de la Commission des Auteurs et compositeurs dramatiques.

MESSIEURS,

Appelé par mes collègues à ce douloureux honneur de parler au nom de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques devant le cercueil de l'homme de talent, de l'homme de bien que nous regret-

tons tous, je ne veux faire ni un discours ni une biographie, et c'est de mon cœur seul que je dois m'inspirer. Théodore Cogniard fut mon ami, levôtre, et l'on n'en saurait trouver de plus bienveillant, de meilleur ! Les longues épreuves qu'il a supportées avec une si courageuse patience et qui ont fini par nous l'enlever, avaient, depuis quelques années déjà, fait un peu le vide autour de lui, mais du moins sans que personne l'eût oublié ; ce qui est rare dans le tourbillon des relations humaines. On se questionnait avec sollicitude sur le pauvre malade comme exilé de nous par la souffrance, et, dans ces mots : *Comment va-t-il ?* chacun mettait une sorte d'anxiété craintive. On comptait pourtant sur les soins si dévoués de sa chère famille ; on se prenait à espérer quelquefois, et c'eût été une fête pour nous tous de voir apparaître tout à coup sa calme et loyale figure, d'entendre encore sa voix si affectueusement douce !...

Hélas ! comme toujours, c'est le mal qui a triomphé, c'est la mort qui a été la plus forte ! Résignons-nous donc à la volonté de Dieu, comme il s'y est résigné lui-même, et pleurons celui dont l'âme tendre, quelle que fût l'insensibilité apparente du corps, a dû se déchirer cruellement à l'heure de la séparation terrestre... il aimait tant et il était si aimé !... Voilà le plus vrai, le plus sincère éloge qu'on puisse faire de lui ! A quoi bon en chercher un autre ?... Il me serait cependant aisé de le trouver dans l'énumération, dans l'analyse de ses pièces de théâtre, où se rencontrent, en des proportions souvent éminentes, l'émotion naïve, la fine bonhomie, alliées à une incontestable habileté scénique. Et quelle raillerie aimable, quelle pointe de philosophie frondeuse et vraiment gauloise jusque dans ces farces au gros sel, dans ces féeries où il excellait, dans ces bonnes débauches de franche gaieté, d'où se dégage parfois plus d'une leçon morale !... C'est que derrière l'éclat de rire de l'écrivain, il y eut toujours la probité de l'homme !

Je me résume et je termine, Messieurs :

Si le chagrin que nous éprouvons en conduisant Théodore Cogniard à sa dernière demeure avait un adoucissement possible, ce serait dans la présence de ce frère dont l'affection ne lui a jamais fait défaut, que nous aimons tous aussi et qui a déjà porté lui-même — triste

souvenir qui est bien ici et aujourd'hui dans son cadre — un des deuils les plus affreux qui puissent accabler un homme ; oui, l'adoucissement dont je parlais serait dans cette pensée que ce même éloge s'applique au deux Cogniard, et qu'on peut dire du vivant comme on l'a dit du mort : — Nous n'avons pas de confrère plus loyal et d'ami plus sincère !...

Adieu, cher Théodore, adieu !

---

LÉON LAYA, *ancien président de la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques, mort à Paris, le 5 septembre 1872, à l'âge de 61 ans, inhumé dans un tombeau provisoire au cimetière Montmartre, le 7 septembre 1872. — Discours prononcé sur sa tombe par M. AUGUSTE MAQUET, vice-président de la Commission.*

MESSIEURS,

J'ai appris cette mort depuis quelques heures à peine, et la Commission des auteurs m'ayant fait soudainement l'honneur de m'appeler pour la représenter devant cette tombe d'un de nos anciens présidents, et devant vous, j'arrive plein de trouble et de douleur, sentant bien que je vais répondre mal à l'attente de tous et que j'apporterai à notre ami un hommage peu digne de lui et de moi-même. A la hâte, cependant, je me recueille ; tout s'efface devant l'obligation sacrée qui m'est imposée. Ne vous en prenez pas à mon esprit, je n'ai eu que le temps de consulter mon cœur.

Il méritait plus, celui que nous entourons devant sa dernière demeure ; il méritait tous les éloges, il méritait une couronne de choix. Il fut un écrivain distingué, loyal, plein de foi et de talent. Lutteur intrépide comme avait été son père, il ne réussit pas tout d'abord comme lui, par un grand coup, à conquérir la renommée. Mais LÉON LAYA était tenace dans le bien : il voulait que ce nom continuât, qu'il grandît même. Il a travaillé trente ans et atteint son but. Ce nom appartient désormais à l'histoire du Théâtre-Français, dont le *Duc Job* a enrichi le brillant répertoire. Et cependant Laya poursuivait sa tâche. N'est-ce pas hier que nous l'avons vu commencer les études d'une pièce nouvelle et travailler plus énergiquement

que jamais pour mériter de vous, Messieurs, un applaudissement qu'il n'entendra pas?...

Messieurs, j'ai fait selon l'usage : j'ai consacré le premier élogé à l'esprit de notre ami si regretté; j'ai loué toutes les facultés de cet esprit noble et ingénieux, de ce talent mêlé de vigueur et de délicatesse. Mais ce n'est pas là, selon moi, la meilleure part de l'homme. Avant l'esprit, compte le caractère. Laya fut un caractère de premier ordre dans notre profession. Il disparaissait après le retentissement de ses succès, il ne faisait parler de lui qu'au théâtre.

Dédaigneux de ces rappels intermittents, petits échos destinés à entretenir les grands fracas, il s'effaçait jusqu'au retour d'une œuvre nouvelle. Ainsi pratiquait-il la confraternité, laissant à chacun son tour, son temps et sa place. C'était un homme de devoir, de fond, rien pour la surface. Peu soucieux de plaire, pourvu qu'il ne se déplût pas à lui-même. Il se gardait pour ses amis, choisis et rares; il n'offrait aux indifférents que la politesse sobre de l'homme bien élevé. Aussi risqua-t-il souvent d'être accusé de manquer de bienveillance : il manquait seulement de banalité. Mais ceux qui l'ont bien connu peuvent le peindre, c'est-à-dire le glorifier d'un seul trait : il n'a pas aimé partout, il n'a trahi nulle part.

Ne jamais trahir ! ce fut la religion de toute sa vie. Il sacrifia tout à ce principe, et je lui rends ce témoignage, qu'il fut dévoué, fidèle, inébranlable, malgré toutes les épreuves, au mépris des plus grands malheurs.

N'ai-je pas eu raison de vous dire, Messieurs, qu'on s'honore autant par un tel caractère que par un tel esprit?

Maintenant, Messieurs, que vous m'avez entendu, vous trouverez ces quelques paroles bien pauvres. Mais s'il m'entend, l'ami disparu, il trouvera, j'en suis sûr, que je l'ai loué comme il aimait à l'être, et il ne me reprochera rien.

Adieu ! ce mot n'est pas le cri du désespoir. Il signifie : Espérance ! Une espérance pleine d'immortalité ! Ainsi le comprit toujours pendant sa vie celui qui est là, et quand je lui dis : « Adieu ! » il me répond : « Au revoir ! »

---

---

## TRAITÉS INTERNATIONAUX

SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE DE THÉÂTRE

---

### DROITS DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES A L'ÉTRANGER (1)

---

MESSIEURS,

Un remarquable rapport de M. Amédée Lefebvre, lu à l'Assemblée générale de 1854, examinait la situation que nous avaient faite à l'étranger les traités internationaux, alors au nombre de seize, relatifs à la propriété littéraire.

Après avoir établi que ces traités décomposaient le droit de propriété littéraire en trois droits distincts :

Le droit de publication ou de reproduction par la voie de l'impression,

Le droit de représentation

Et le droit de traduction, afférent aux deux autres (puisqu'il s'applique également à l'impression ou à la représentation des œuvres traduites),

M. Amédée Lefebvre constatait que, si la réciprocité existait entière pour le droit d'impression, il n'en était malheureusement pas de

---

(1) La Commission a décidé que ce document serait inséré dans l'*Annuaire*. Ce rapport a été lu et adopté en séance dans le courant de janvier 1865. Quoique remontant à plus de sept années, il n'a rien perdu de son intérêt; les quelques modifications survenues pendant cette période sont indiquées en ote.

même pour le droit de représentation, et il en indiquait ces trois causes

Que l'ambiguïté de certaines dispositions des traités en annulait les effets ;

Que les législations étrangères n'étaient pas conformes à la nôtre.

Et, enfin, qu'on n'avait pas suppléé, dans la plupart de ces traités, à l'insuffisance de ces législations.

Après avoir signalé, dans les traités avec différents États de la Confédération germanique, la clause conforme à la législation nationale, qui n'assure à l'auteur dramatique la propriété de son œuvre qu'à la condition de ne l'avoir pas imprimée ; dans les traités avec l'Angleterre et l'Espagne, la réserve faite en faveur des adaptations ou imitations de *bonne foi*, réserve qui frappait de déchéance les généreuses dispositions de ces traités ; après avoir déploré la négligence de nos compatriotes à remplir les formalités qui leur étaient imposées par les conventions internationales, M. Amédée Lefebvre arrivait à cette conclusion que le droit de représentation, conquis en principe, demeurait à peu près nul en fait.

En constatant cet état de choses, le rapport exprimait néanmoins l'espoir d'une amélioration prochaine, annonçait que nous étions déjà représentés par des agents (sans parler de la Belgique) à Londres, à Lisbonne, à Madrid et à Turin, rappelait que les traités pouvaient être modifiés dans les délais déterminés, et que la conséquence en serait une perception assurée de nos droits dans presque toute l'Europe ; se terminait, enfin, par cette déclaration : que le devoir de la Commission était de signaler les imperfections des conventions intervenues, et de solliciter, de hâter, avec la réforme de ces conventions, celle de la législation de tous les pays.

A dix ans de distance, la situation se représente à nous dans des conditions identiques, sauf quelques traités de plus, aussi improductifs que les autres. Rien n'a été fait, rien n'a été obtenu. Les clauses destructives de notre droit de propriété subsistent en Angleterre, en Espagne et dans la confédération germanique ; et, avec les espérances prématurées de M. Amédée Lefebvre, se sont évanouis les agents

même que nous avons en 1854 à Londres, à Lisbonne, à Madrid et à Turin.

Car que faire en un gîte, à moins qu'on n'y perçoive ?

Ces tristes résultats prouvent qu'il est difficile d'avoir raison de la routine et de la déloyauté.

Est-ce pourtant chose impossible, comme quelques-uns le prétendent ? Nous ne le croyons pas.

Au moins, devons-nous tenter un effort pour n'avoir pas à accuser de la déchéance de nos droits notre propre indifférence.

Nous allons donc examiner, à notre tour, la situation qui nous est faite à l'étranger, soit par les traités internationaux, soit par les législations indigènes. De cet examen, nous pourrions conclure quelles sont les mesures à prendre ou à provoquer pour que le principe de réciprocité, reconnu par ces traités ou ces législations, reçoive, en partie du moins, une application pratique. — Et d'abord, nous passerons en revue les différents pays, au nombre de vingt-cinq, qui ont conclu avec la France des conventions diplomatiques relatives à la propriété littéraire.

**BELGIQUE (1).** — La Belgique se présente à nous en première ligne ; c'est le seul pays où les conventions aient été efficaces, quoique dans une mesure insuffisante. Mais les termes même du traité nous permettent d'en prétendre un résultat plus favorable et plus complet. Le simple dénombrement des théâtres belges vous fera comprendre que ce résultat n'est pas sans importance.

La Belgique a des théâtres d'opéra et d'opéra-comique français à Bruxelles, Gand, Anvers, Liège, Mons, Namur, Tournay et Verviers ; — de comédie et de drame à Bruxelles (au nombre de quatre), à Liège, Mons, Namur et Tournay ; — de comédie, de drame et de vaudeville flamands à Bruxelles, Anvers, Gand et Bruges ; — enfin d'opéra italien, mais non tous les hivers, à Bruxelles.

Le traité est du 22 août 1852. — Conclu pour dix ans, il est con-

---

(1) Voir *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, p. 13, 176 et 293, et tome II, p. 247.



tinué depuis 1862 par tacite reconduction et peut être modifié d'année en année.

Ce traité établit, en principe, que les œuvres dramatiques ne peuvent être représentées sans le consentement de leurs auteurs, ce qui implique, pour ceux-ci, le droit de stipuler les conditions auxquelles ils donnent ce consentement. Les articles 4 et 3 du traité, rapprochés de l'article IV du décret du 24 octobre 1830, ne peuvent s'interpréter autrement. Tel est l'avis de M. Capelmans, dans son ouvrage: *De la propriété littéraire et artistique en Belgique et en France* (pages 289 et suivantes).

L'article 3 du traité dit en effet : *Le droit des auteurs ou compositeurs dramatiques sera perçu d'après les bases qui seront arrêtées entre les parties intéressées ; à défaut de convention, le tarif est celui-ci :*

|                                 | Bruxelles et<br>Paris. | Villes de 30,000<br>âmes et au-<br>dessus. | Villes de<br>moins de<br>30,000 âmes. |
|---------------------------------|------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------|
| Pour les pièces en 4 ou 5 actes | 48 fr.                 | 44 fr.                                     | 9 fr.                                 |
| En 3 actes                      | 44                     | 40                                         | 8                                     |
| En 2 actes                      | 40                     | 8                                          | 6                                     |
| En 4 acte                       | 6                      | 5                                          | 4                                     |

De son côté, l'article IV du décret de 1830 s'exprime ainsi : *Toute composition dramatique d'un auteur belge ou étranger, représentée pour la première fois sur un théâtre de la Belgique, ne pourra être représentée sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue du territoire belge, sans le consentement formel et par écrit de l'auteur, sous peine de confiscation, à son profit, du produit total des représentations.*

A qui objecterait que l'œuvre, représentée d'abord en France, n'est pas représentée pour la première fois sur un théâtre belge, et que les termes du décret de 1830 ne lui sont pas applicables, l'article 3 du traité se chargerait de répondre ; car il dit encore : *les œuvres représentées pour la première fois dans l'un des deux pays*, — ce qui étend aux conventions internationales l'esprit même du décret ; — il est donc bien clair que l'auteur a le droit de subordonner son autorisation à des conditions particulières, par déroga-

tion au tarif précité; et, par suite, que la Commission, qui a les pouvoirs nécessaires pour contracter au nom de la Société, peut modifier ce tarif.

Le traité se renouvelant d'année en année, cette modification est possible; ajoutons qu'elle est légitime. On ne peut admettre que des ouvrages joués devant *trois ou quatre mille francs de recette* ne produisent qu'un droit de *dix-huit francs*, inférieur à ce que ces mêmes ouvrages nous rapportent dans des villes de troisième ordre. Déjà la Commission a tenté une démarche de conciliation dont il est permis d'espérer un prochain résultat; il semble impossible, devant un droit si clair et si explicitement reconnu, que la Belgique repousse des prétentions qui s'appuieraient au besoin de l'interdiction éventuelle de tout le répertoire qui alimente ses théâtres. Cette éventualité, qui peut vous paraître exorbitante, n'est cependant que la conséquence logique du droit d'autoriser la représentation de nos œuvres, dont nous arment le traité international et le décret de 1830.

Les formalités exigées par le traité franco-belge ne concernent que les traductions (en langue flamande apparemment). — La brochure doit indiquer la réserve de ce droit de traduction. Le dépôt doit être fait dans le délai de trois mois à la légation belge (4). La traduction doit être publiée dans le délai de trois mois, après le dépôt de l'ouvrage original.

A ces conditions, la protection est acquise pour cinq ans.

Ajoutons qu'aux termes de la législation belge, le droit de propriété littéraire ne se transmet aux héritiers ou ayants-cause que pour une période de dix années.

ANGLETERRE (2). — Si la Belgique produit peu, l'Angleterre ne produit rien, grâce à l'ambiguïté ou, pour mieux dire, à l'élasticité de la clause que signalait M. Amédée Lefebvre, il y a dix ans, et à laquelle la foi punique de nos voisins, développée par la pratique,

---

(1) Un décret du 20 février 1869, approuvant une déclaration internationale signée le 7 janvier 1869, supprime la formalité de l'enregistrement et du dépôt. (Voir *Annuaire*, tome 1<sup>er</sup>, page 621.)

(2) Voir *Annuaire*, tome 1<sup>er</sup>, pages 174 et 293.

éclairée par l'expérience, et encouragée par l'impunité, devait faire porter tous ses fruits.

La convention, conclue le 3 novembre 1854, entrée en vigueur le 22 janvier 1852, se continue d'année en année par tacite reconduction, et peut être modifiée à chacun de ses renouvellements.

En voici les principales dispositions :

L'auteur d'une pièce, imprimée ou non publiée, a seul le droit d'en autoriser la représentation. Il doit déposer l'ouvrage imprimé dans le délai de trois mois, et le faire enregistrer à l'hôtel de la corporation des Libraires, à Londres, Stationners-Hall, pour que ce dépôt soit fait au Musée britannique (4). (Le coût en est de un shelling pour l'inscription, et de cinq shellings pour la copie certifiée.)

Le droit de traduction est exclusivement assuré pour cinq ans à l'auteur ou à l'éditeur, s'il en a fait la réserve sur la page-titre. — La traduction d'une œuvre dramatique doit être publiée dans le délai de trois mois, après le dépôt et l'enregistrement de l'ouvrage original, à peine de déchéance.

Une ordonnance de la reine, du 10 janvier 1852, porte, de son côté, que les auteurs français jouiront du droit de propriété sur leurs ouvrages, et établit entre les auteurs des deux pays une entière réciprocité. Voyons ce que nous fait acquérir cette assimilation de l'auteur français à l'auteur anglais.

Le droit de *copy-right* ou de propriété littéraire est, pour l'auteur dramatique, de quarante-deux ans, à partir du jour de la première représentation. Dans le cas où les quarante-deux ans expirent du vivant de l'auteur, il y a prorogation à son profit et au profit de ses héritiers, durant sept années, à partir du jour de son décès.

Les œuvres dramatiques et musicales sont, quant au droit de reproduction par la voie de l'impression, régies par les mêmes principes que les œuvres littéraires ordinaires.

Les œuvres dramatiques doivent être, comme les autres œuvres littéraires, enregistrées à l'hôtel de la corporation des Libraires. La déclaration doit contenir les nom, prénoms, domicile et qualités et être accompagnée du dépôt d'un exemplaire (4). Le certificat d'enre-

---

(1) Par suite d'un conflit tout récent et qui n'a pas encore reçu de solution,

gistrement fait foi en justice. Le fait de fausse déclaration peut être l'objet d'une poursuite criminelle.

Les directeurs qui font représenter une œuvre dramatique sans le consentement de l'auteur, sont passibles d'une amende qui ne peut être moindre de 40 shellings ou du montant de la recette entière, ou encore de la valeur du préjudice causé. Cette amende appartient à la partie lésée, qui a droit, en outre, au double du montant des frais. — Aux termes du statut III de Guillaume IV (chapitre XV, section 2), c'est à la plus considérable des trois indemnités susdites qu'on doit condamner le délinquant. La compétence appartient aux Cours du droit commun, qui doivent, à peine de déchéance, être saisies dans l'année. Citons, comme exemple, l'affaire Planchet contre le fameux chanteur Brahm, où le verdict du jury, déclarant que chanter en public un air pris dans un opéra constituait une représentation, fut sanctionné par la Cour et passa dans la jurisprudence (voir les *Etudes sur la Propriété littéraire en France et en Angleterre*, par Ed. Laboulaye, pages 37 et suivantes).

Tels sont les avantages que nous assurerait l'application du traité, de l'ordonnance royale et de la législation anglaise, sans le déplorable art. 4 du § 3 de la convention, qui, en créant une exception *en faveur des imitations de bonne foi ou des appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France ou d'Angleterre*, frappe à la fois de nullité lois, traités et ordonnances, et devient la sauvegarde légale de la piraterie littéraire. *La convention n'a pour objet que d'empêcher les traductions ou contrefaçons*, dit ce même article : mais qui définira les limites où doit s'arrêter cette *imitation de bonne foi* pour ne pas devenir de la contrefaçon ? Suffit-il de changer le titre d'un ouvrage ou simplement d'en modifier quelques phrases pour s'en prétendre le légitime propriétaire, comme fait Tartuffe dans la maison d'Orgon, et comme cela se pratique tous les jours avec une naïveté d'impudence qui ne recule même pas devant

---

on croit devoir inviter les auteurs français à faire enregistrer le titre de leur ouvrage après la représentation, indépendamment du dépôt ultérieur des exemplaires.

cette aimable plaisanterie de dédier à nos confrères leurs propres ouvrages ? En vain le traité ajoute-t-il que *la question d'imitation ou de contrefaçon sera déterminée, dans tous les cas, par les tribunaux des pays respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États* ; il faut bien avouer qu'en présence des habitudes judiciaires de nos voisins, la répugnance de la Commission à léguer les embarras et peut-être les déceptions d'un tel procès aux générations futures, est assez légitime. Et cependant, c'est à ce verdict des tribunaux anglais que nos compatriotes seront obligés, tôt ou tard, de recourir, si nous n'obtenons pas, par les voies diplomatiques, l'abrogation de cette clause qui annule le traité international. Ajoutons que l'excès même du mal a produit dans l'opinion une réaction qui nous est favorable ; que la fierté anglaise en est venue à rougir de cette *bonne foi* hypocrite, et que le moment est éminemment propice pour élever une si juste réclamation. Déjà une lettre du secrétaire de la Société des Arts, à Londres, constatait cette organisation de la piraterie littéraire et en appelait la répression. Une lettre de notre ministre des affaires étrangères, adressée au ministre du commerce, pour appeler son attention sur les amendements à introduire dans la convention, a, depuis encore, soulevé et précisé la question. Devant ces témoignages de sympathie et d'intérêt, il n'est pas permis à la Commission de s'en remettre au temps et au hasard du soin de régler sans elle, des intérêts dont le répertoire du théâtre anglais, presque entièrement défrayé par le nôtre, atteste l'importance.

ESPAGNE (1). — Le traité avec l'Espagne offrant, quant aux *imitations de bonne foi*, la même clause restrictive que le traité avec l'Angleterre, provoquera de notre part les mêmes observations. Si les intérêts que nous avons à défendre ne sont pas aussi considérables au-delà des Pyrénées que par-delà le détroit, le dénombrement des théâtres espagnols, où la traduction de nos comédies, de nos drames et de nos opéras occupe une large place, vous prouvera néanmoins que ces intérêts ne sont pas à dédaigner. Voici, avec le

---

(1) Voir *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, page 84.

tarif des droits qu'ils payaient en 1854, la classification de ces théâtres, non compris ceux de Madrid, alors au nombre de six (4) :

Théâtres de première classe : — Barcelone, *Liceo* et *Santa-Cruz*. — Cadix, *Principal*. — Séville, *Principal* et *San-Fernando*. — Valence, *Principal*. — 70 réaux ou 24 francs.

Théâtres de deuxième classe : — Cadix, *Cirque*. — La Corogne Grenade, Malaga, Palma, Valladolid et Saragosse. — 45 réaux ou 43 fr. 50 cent.

Théâtres de troisième classe : — Alicante, Algésiras, Almeria, Avila, Badajoz, Bilbao, Burgos, théâtre des *Capucins*, à [Barcelone ; théâtre du *Balcon*, à Cadix, Cordoue, Girone, Jaen, Jerez, Leon, Lerida, Logrono, Murcie, Oviedo, Palencia, Pampelune, Ponte-Vedra, Port-Sainte-Marie, San-Lucar, Reus, Salamanque, Sainte-Croix de Ténériffe, Santander, Santiago, Saint-Sébastien, Ségovie, Tarragone, Tolède, Vittoria, Zamora, Ile de Saint-Fernand. — 25 réaux ou 7 fr. 50 cent.

Théâtres de quatrième classe : — Tous ceux qui ne sont pas compris dans les classes antérieures. — 45 réaux ou 4 fr. 50 cent.

Examinons le traité. — Conclu le 45 novembre 1853, il était promulgué le 4 février 1854. Sa durée était de quatre ans, avec tacite reconduction d'année en année. Il impose, comme formalités, le dépôt de deux exemplaires à Madrid, à l'établissement public destiné à cet effet (*ministerio del fomento*), dans les trois mois de la publication. — Ce dépôt est constaté par un récépissé. — Pour maintenir à l'auteur son droit de traduction, le traité en exige la réserve en tête de l'ouvrage et lui impose l'obligation de faire paraître sa traduction dans le délai de trois mois, à dater du dépôt et de l'enregistrement.

L'art. 4 (§ 2) sauvegarde le droit de représentation. L'auteur original touche le quart des droits attribués par les lois du pays au traducteur. Il touche les droits entiers dans le cas où la traduction, faite pour son compte ou avec son consentement, paraît dans les trois mois, à dater du dépôt et de l'enregistrement.

La réciprocité est complète et l'auteur français est assimilé à l'au-

---

(2) *Oriente*, opéra italien. — *Principe*, comédie espagnole. — *Circo, Cruz, Vanadade, Institute*, comédie, opéra-comique espagnols. — Nous ignorons quel était leur tarif.

teur espagnol. Celui-ci, aux termes de la loi du 40 juin 1847, a le droit exclusif d'autoriser la représentation ou l'exécution de sa œuvre dans les théâtres et concerts publics. Le droit de propriété est viager et se transmet pour vingt-cinq ans, à compter du jour de son décès, à ses héritiers légataires ou ayants-cause.

On voit qu'en Espagne, comme en Angleterre, le traité, rapproché de la législation, ne confère de droits réels qu'aux compositeurs dont les œuvres ne peuvent se prêter aux adaptations et *imitations de bonne foi*. Encore ne faut-il pas prévoir le cas où un compositeur espagnol adapterait, de la meilleure foi du monde, la musique de ses confrères à la sienne, ce qui peut arriver aux compositeurs de tous les pays. Il est donc urgent d'obtenir, par voie diplomatique, dans le traité franco-espagnol, résiliable d'année en année, les mêmes modifications que dans le traité franco-anglais. Remarquons au surplus que, pour la musique comme pour la littérature, la convention est demeurée jusqu'ici lettre morte, faute par nous d'avoir rempli les formalités nécessaires ou d'avoir pu organiser sérieusement la perception.

PORTUGAL. — Le traité avec le Portugal, ne parlant pas de *bonne foi*, ne peut, comme les précédents, donner prise à la mauvaise.

Ce traité, conclu pour six ans le 12 avril 1851 (1), se continue d'année en année par tacite reconduction.

Il assure aux auteurs le paiement des droits stipulés dans le pays où leurs ouvrages sont représentés. Cette clause est rétroactive et s'applique à toute œuvre dramatique. La traduction est autorisée dès l'impression de l'œuvre originale. L'auteur de l'œuvre traduite touche le quart des droits attribués au traducteur. La propriété de l'auteur est viagère et se transmet aux héritiers ou ayants-cause pour une période de vingt ans, à partir du jour de son décès. Cette période peut être augmentée si les lois de l'un des deux États viennent à accorder un plus long délai, et si cette augmentation de délai est réclamée. La convention n'impose d'autres formalités que le dépôt d'un

---

(1) Ce traité a été remplacé par une convention conclue le 11 juillet 1866 et promulguée le 27 juillet 1867. (Voir les nouvelles dispositions adoptées, *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, page 173.)

exemplaire, dans le délai de trois mois, à la Bibliothèque de Lisbonne, qui vous en délivre un récépissé.

Comment un traité si clair a-t-il pu rester inefface ? c'est évidemment que la négligence des auteurs a paralysé le rôle des gouvernements. Il produira des résultats certains, le jour où nous en aurons réclamé et organisé l'exécution.

**HOLLANDE.** — Nous n'avons pas à nous donner cette peine en Hollande, où le bénéfice du traité ne s'étend pas au droit de représentation des œuvres dramatiques ou musicales. Du moins, n'y a-t-il rien de stipulé à cet égard ; et comme la législation hollandaise n'en fait pas mention davantage, le principe de réciprocité, consacré par la convention, ne peut porter fruit tant que cette convention n'aura pas été modifiée par la diplomatie. C'est donc de ce côté que doivent tendre nos efforts.

Le traité, conclu pour quatre ans, est du 29 mars 1855. Il se continue, d'année en année, par tacite reconduction. Il assimile les traductions aux ouvrages originaux. Il assure à l'auteur la jouissance exclusive de son œuvre pendant la vie, et la continue à ses héritiers pendant vingt années après son décès. L'auteur n'a besoin, pour justifier de ses titres, que d'un certificat délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur, à Paris, constatant que les formalités ont été remplies.

Il faut remarquer que la situation n'est pas la même dans le Luxembourg hollandais, qui appartient à la Confédération germanique.

**SUISSE (1).** — Nous appelions dans ce rapport l'attention de la Commission sur le traité conclu avec Genève le 30 octobre 1858, quand de récentes conventions avec le gouvernement fédéral de la Suisse, insérées au *Moniteur* du 14 décembre, sont venues confirmer les promesses faites antérieurement par M. Drouyn de l'Huys, et combler, pour les vingt-quatre cantons, les lacunes que nous signalions dans le traité avec Genève.

Le nouveau traité, basé sur le principe de réciprocité, assure aux auteurs français, sur le territoire suisse, les droits des nationaux. Ces

---

(1) Voir *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, pages 76 et 88.



droits sont acquis à la condition de faire enregistrer au département fédéral de l'intérieur, à Berne, ou à la chancellerie de la légation suisse, à Paris, dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage en France, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la convention, et dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur de ladite convention, pour les ouvrages publiés antérieurement. (Les documents nous manquent pour préciser la protection que la législation fédérale assure, quant au droit de représentation, aux auteurs suisses.) La réserve en tête de l'ouvrage et la formalité de l'enregistrement sauvegardent le droit de traduction pour une période de cinq ans, à la condition que l'auteur ait fait paraître ou représenter cette traduction dans le délai de trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original. — Le droit de propriété est viager pour l'auteur; et, s'il meurt avant l'expiration de la trentième année à dater de la première publication, ce droit continue à subsister, pour le reste de ce terme, en faveur de ses successeurs.

Le présent traité, conclu le 30 juin 1864, et promulgué le 24 novembre de la même année, est valable pour douze ans, et se continuera ensuite par tacite reconduction.

ITALIE. — Le traité avec le royaume d'Italie, où sont venues se fondre les conventions antérieures conclues avec les différents États, qui se sont absorbés eux-mêmes dans le nouveau royaume, est daté du 29 juin 1862 et a été promulgué le 27 septembre de la même année. Conclu pour douze ans, il se continuera ensuite d'année en année par tacite reconduction.

Ce traité consacre le principe de réciprocité entière pour le droit de représentation. Néanmoins rien ne précise, dans le code sarde, le droit des auteurs d'autoriser ou d'interdire la représentation de leurs œuvres. L'article 440 du Code civil dit seulement: *Les productions de l'esprit sont la propriété de leur auteur, à la charge d'observer les lois et règlements qui y sont relatifs.*

Le traité assure à l'auteur son droit de traduction, s'il en fait la réserve en tête de son ouvrage, et mentionne, à la suite de cette réserve, la date du dépôt fait dans son pays. — Pour obtenir la garantie exprimée en ce qui touche la représentation (ou exécution) et traduc-

tion d'une œuvre dramatique ou musicale, il faut que, dans le délai de six mois après la publication ou la représentation de l'original dans l'un des deux pays, l'auteur en ait fait paraître la traduction dans la langue de l'autre pays. — La durée du droit de propriété ne peut excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux ; cette durée est de quinze ans. — En rapprochant cette clause du principe de réciprocité explicitement reconnu par le traité, on voit qu'il y a là une double restriction, en vertu de laquelle un étranger ne peut avoir en Italie que les droits dont il jouit dans son propre pays, sans cependant que ces droits puissent outrepasser ceux des auteurs italiens.

Les formalités se bornent à la demande d'un certificat. Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat est délivré par le bureau du dépôt légal et de la propriété littéraire, au ministère de l'intérieur. Il doit être légalisé par la mission d'Italie, à Paris, et constate la nationalité de l'ouvrage.

A quoi nous en prendre, ici comme en Portugal, de l'inexécution du traité, si ce n'est à la négligence des auteurs, habitués, en véritables Français, à laisser faire leurs affaires, sans se donner le souci de les faire eux-mêmes ? Le simple accomplissement d'une formalité nous assurerait le bénéfice des garanties exprimées dans la convention, car les directeurs italiens n'ont pas d'autre fin de non-recevoir. C'est le cas pour notre Société, représentée par la Commission, de s'appliquer et de mettre en pratique le cri national de l'Italie : *Farà da se!*

**Russie.** — La situation où nous place le traité avec la Russie est loin d'être aussi favorable. Ce traité, daté du 6 avril 1864, est conclu pour six ans, et, comme les autres, doit se continuer ensuite, par tacite reconduction, d'année en année.

L'article premier spécifie que les auteurs de l'un des deux pays auront la faculté d'exercer dans cet autre pays le droit qu'il reconnaît à ses nationaux. Ce droit consiste, pour l'auteur russe, dans la propriété absolue de son œuvre, propriété viagère, qui se transmet pour vingt-cinq ans à ses héritiers. Le traité, modifiant en cela la législation russe, restreint la durée de cette propriété à vingt ans

pour les héritiers directs ou testamentaires de l'auteur étranger, à dix ans pour les collatéraux.

Il serait naturel d'inférer de là que nous avons sur les théâtres russes les droits des nationaux ; malheureusement, le traité ne fait pas mention du droit de représentation, et il est à craindre que les directeurs, ou, pour mieux dire, les fonctionnaires russes se refusent à tirer du principe ses conséquences logiques, tant qu'elles ne seront pas explicitement exprimées dans la convention internationale. C'est donc à une intervention diplomatique qu'il faut nous en remettre du soin de soulever et de résoudre la question, pour l'époque où cette convention doit expirer, c'est-à-dire pour le 6 avril 1867.

Constatons, pour mémoire, que l'unique formalité exigée par le traité franco-russe est un certificat d'originalité, délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur, ou par le secrétariat des préfectures départementales.

**CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.** — Nous vous faisons grâce, Messieurs, du dénombrement des quarante États dont se compose, à moins de modification récente, la Confédération germanique ; dix-sept seulement sont liés avec la France par des conventions diplomatiques ; nous vous donnerons le résumé succinct de ces conventions ; mais d'abord il n'est pas superflu de jeter un coup d'œil sur les actes fédéraux de la Diète, auxquels sont soumis, indépendamment de leur législation particulière, tous ces États.

À l'égard de la propriété littéraire et artistique, la Diète a pris, dans les années 1832, 1837, 1841 et 1845, des résolutions obligatoires pour tous les États confédérés ; obligations remédiant, dans quelques-uns de ces États, à l'absence d'une législation spéciale, et modifiant dans quelques autres, des législations moins larges.

Aux termes de la résolution du 22 avril 1841, spéciale aux œuvres dramatiques et musicales, l'auteur, ses héritiers ou ayants-cause, ont seul le droit d'en autoriser la représentation, mais à la condition que l'œuvre soit inédite, et que l'auteur ou le compositeur ait fait connaître à la première représentation soit son nom de famille, soit celui sous lequel il est connu dans les lettres ou dans les arts.

C'est devant cette résolution, destructive de toute propriété, puisqu'elle la frappe de déchéance dans le moment même où cette propriété se manifeste, que viennent s'évanouir toutes les garanties exprimées dans les traités; car chacun de ces traités reproduit, dans une clause spéciale, la réserve établie par la résolution fédérale. On comprend en effet que, s'il est possible à l'auteur allemand d'exploiter son droit de propriété avant la publication de son œuvre, la même ressource n'est pas offerte à l'auteur français, qui ne peut livrer la sienne aux théâtres étrangers que par sa publication même: c'est comme si l'on permettait à un homme de vivre à la condition de ne pas respirer.

Cette restriction générale nous dispense d'entrer dans l'examen détaillé de conventions qu'elle annule en fait, dans toutes celles de leurs dispositions qui concernent la représentation des œuvres dramatiques. Notons seulement, que ces traités consacrent unanimement le principe de réciprocité proclamé par le décret-loi français du 28 mars 1852, et s'accordent à entourer la propriété littéraire de sérieuses garanties, dont nous aurions à recueillir les fruits le jour où notre diplomatie parviendrait à en effacer l'étrange restriction qu'ils ont empruntée à la législation fédérale. Nous nous bornerons donc à donner la liste de ces conventions (4) :

*Grand-duché de Bade.* — Traité du 2 juillet 1857, — promulgué le 26 août 1857. — Durée : six ans, avec tacite reconduction de six années en six années.

*Duché de Brunswick.* — Traité du 8 août 1852, — promulgué le 15 octobre 1852. — Durée : aussi longtemps que le décret-loi français du 28 mars 1852 sera en vigueur. (Cela nous rejette un peu loin, si la Diète fédérale ne donne un prétexte à la révision du traité, en commençant elle-même par abroger sa loi.)

*Royaume de Saxe.* — Traité du 19 mai 1856, — promulgué le

---

(4) Le résumé des conventions internationales relatives à la propriété littéraire déjà imprimé dans l'*Annuaire* (tome I<sup>er</sup>, page 71), étant plus récent, et contenant quelques indications qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus, nous engageons les sociétaires à consulter ce travail.

13 juin 1856. — Durée : six ans, avec tacite reconduction de six années en six années. (Nous retrouvons dans ce traité la clause restrictive en faveur des imitations ou arrangements d'ouvrages dramatiques.)

*Royaume de Hanovre.* — Traité du 20 octobre 1851. — Durée : cinq ans, avec tacite reconduction d'année en année.

*Ville libre de Hambourg.* — Traité du 2 mai 1856. — Durée : dix ans, avec tacite reconduction d'année en année.

*Grand-duché de Luxembourg.* — Traité des 4 et 6 juillet 1856. — Durée : dix ans, avec tacite reconduction.

*Grand-duché de Hesse-Cassel.* — Traité du 7 mai 1853. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Grand-duché de Hesse-Darmstadt.* — Traité du 18 septembre 1852. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Hesse-Hombourg.* — Traité du 2 octobre 1852. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Duché de Nassau.* — Traité du 2 mai 1853. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Grand-duché d'Oldenbourg.* — Traité du 1<sup>er</sup> juillet 1853. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Reuss-Greiz (branche aînée).* — Traité du 24 février 1853. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Reuss-Schleitz (branche cadette).* — Traité du 30 mars 1853. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Waldeck-Pyrmont.* — Traité du 4 février 1854. — Durée : six ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt.* — Traité du 16 décembre 1853. — Durée : dix ans. — Tacite reconduction.

*Principauté de Schwarzbourg-Sonderhausen.* — Traité du 16 décembre 1853. — Durée : dix ans. — Tacite reconduction.

*Grand-duché de Saxe-Weimar.* — Traité du 17 mai 1853. — Durée : dix ans. — Tacite reconduction.

Quant aux vingt-trois autres Etats de la Confédération avec qui nous n'avons pas de traités, et parmi lesquels nous citerons ceux qui relèvent de l'*Autriche* et de la *Prusse*, les royaumes de *Bavière* et de *Wurtemberg*, les villes libres de *Francfort*, de *Brême* et de *Lübeck*, et, si elle existe encore, la seigneurie de *Kniphausen*, qui compte une population de trois mille habitants sur une superficie de cinq kilomètres; la résolution de la Diète qui les régit ne nous permet pas d'y revendiquer les droits fondés sur le principe de réciprocité, tant qu'ils ne seront pas reconnus et sauvegardés par les conventions à intervenir. C'est donc à la diplomatie que nous devons, de ce côté encore, remettre le soin et la défense de nos intérêts.

**AUTRICHE.** — Faisons remarquer seulement que l'*Autriche*, en garantissant, quant à la représentation des œuvres dramatiques, les droits de ses nationaux, n'étend pas sur ce point le bénéfice de sa législation aux auteurs étrangers. Cette législation dit bien que la protection est garantie aux ouvrages publiés à l'étranger, dans la mesure de la protection accordée par la loi de chaque pays étranger aux ouvrages publiés dans les Etats autrichiens, mais comme elle ne précise pas le droit de représentation, il n'est permis d'invoquer sur ce point les dispositions de la loi que par une interprétation qui nous paraît juste et logique, mais qui peut être contestée (1).

**PRUSSE (2).** — En *Prusse*, la législation nationale, appuyée sur le principe de réciprocité qu'elle reconnaît, modifierait à notre avantage la résolution fédérale. Mais il n'y a pas lieu de nous préoccuper d'une situation provisoire devant la convention, aujourd'hui conclue entre

---

(1) Voir *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, page 72, un résumé du traité du 11-19 décembre 1866.

(2) Les différents traités et conventions existant entre la France et les Etats allemands avaient été suspendus par le fait de la guerre. Ils ont été remis en vigueur par l'article 18 de la convention additionnelle au traité de paix avec l'Allemagne, signé à Francfort-sur-Mein, le 11 décembre 1871, et approuvé par l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1872. Le même article 18 porte que la convention franco-bavaroise du 24 mars 1865 sur la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, sera provisoirement étendue à l'Alsace-Lorraine, et que cet arrangement servira de règle pour les rapports entre la France et les territoires cédés.

la France et la Prusse, et dont la promulgation prochaine nous fera connaître les termes (4).

Parmi les pays de l'Europe qui n'ont pas conclu de conventions avec la France, il nous reste à jeter un coup d'œil sur la Suède, le Danemark et la Grèce.

SUÈDE. — En Suède, une loi, promulguée en 1844, lors de la réforme de la constitution suédoise, a accordé la protection légale contre la contrefaçon aux auteurs étrangers dont les pays offraient les mêmes avantages aux auteurs suédois, mais seulement pour les ouvrages d'esprit, à l'exception des livres d'église ou d'éducation. — La durée du droit de propriété embrasse la vie de l'auteur, et, après son décès, une période de vingt années au profit de ses héritiers ou cessionnaires, à la condition d'en faire usage, c'est-à-dire de suppléer aux éditions épuisées, à peine de déchéance.

DANEMARK. — En Danemark, la situation est à peu près la même. — Le droit des nationaux est absolu, à la condition de suppléer, comme en Suède, dans un délai déterminé, aux éditions épuisées. — Les étrangers sont assimilés aux nationaux quand la législation de leur pays assure aux Danois une protection analogue. — Il suffit de justifier d'un titre légal de propriété et du dépôt fait en France.

GRÈCE. — En Grèce, même réciprocité à l'égard d'un étranger dont le pays garantit aux sujets grecs un droit semblable. — La durée de la propriété littéraire est de quinze ans, sauf privilège du souverain.

Dans ces trois pays, nous ne trouvons pas trace d'une disposition légale appliquant ces principes à la représentation des ouvrages dramatiques, et c'est une question de savoir si ce droit de représentation peut être placé sous la protection de la loi, comme c'est une nécessité de le faire reconnaître et préciser dans les traités qui pourront être ultérieurement conclus.

AMÉRIQUE. — Après ce long examen de notre situation dans les dif-

---

(1) Voir *Annuaire*, tome I<sup>er</sup>, page 75, un résumé du traité du 9-10 mai 1865. — Voir également (note de la page 471) un résumé de l'article 18 de la convention additionnelle signée à Francfort le 11 décembre 1871.

férents pays de l'Europe, est-il à propos, Messieurs, de traverser l'Océan et d'aller jusqu'en Amérique fixer la limite de nos droits ? — C'est bien loin, et d'ailleurs ce long voyage n'aboutirait qu'à des déceptions. Il nous suffira de vous dire qu'au *Mexique*, il n'est pas question des étrangers (du moins en matière de littérature); qu'aux *États-Unis*, la contrefaçon, loin d'être interdite, est spécialement protégée par la loi, ce qui évite toute contestation; qu'au *Chili* et dans la république de *Venezuela*, l'exercice du droit de propriété, en admettant qu'il s'appliquât à la représentation des œuvres dramatiques, est hérissé de formalités qui imposeraient à nos confrères l'obligation d'aller y fixer leur résidence. — *Ab ali-quo disce omnes*.

Il nous paraît donc sage, avant de poursuivre au-delà des mers la revendication de nos droits, d'attendre qu'ils aient triomphé dans les traités et les législations des pays européens. La même considération nous a fait omettre de vous parler de la Turquie, où l'opéra italien, dit-on, fait aujourd'hui concurrence à Caragneuss; mais que demander raisonnablement aux Turcs, tant que nous n'aurons rien obtenu des Anglais ?

RÉSUMÉ. — Et maintenant, Messieurs, nous n'avons plus qu'à résumer, avec les observations que nous a suggérées le texte des traités et des législations étrangères, les mesures qui nous paraissent nécessaires pour faire passer enfin le principe consacré par le droit international de la théorie dans la pratique.

Parmi les traités, les uns spécifient, tandis que les autres ne spécifient pas le droit de représentation.

Les droits de l'auteur étranger se manifestent soit par le dépôt fait aux autorités compétentes de son pays, soit par l'enregistrement, soit par la simple production d'un titre constatant qu'il s'agit d'une œuvre originale. (Ce titre consiste, pour les ouvrages français, dans le duplicata du récépissé de dépôt délivré par le ministère de l'intérieur ou les préfectures.)

La législation des États qui n'ont pas de traités avec la France garantit la réciprocité; mais les dispositions particulières qui con-



cernent les œuvres dramatiques, où l'absence de toute disposition spéciale, rendent cette garantie illusoire.

Cela posé, nous pouvons enfin tirer les conclusions suivantes, que nous soumettons à l'examen de la Commission :

Rappeler officiellement aux auteurs les formalités à accomplir (*dépôt, enregistrement, certificat, réserve du droit de traduction, publication obligatoire de la traduction dans un délai fixé*).

Décider que ces formalités (sauf en ce qui touche le droit de traduction, où l'intervention de l'auteur est nécessaire) seront accomplies d'office par les agents de notre Société (1), là où elles nous assurent le bénéfice d'un droit incontestable, c'est-à-dire en Suisse, en Italie et en Portugal.

Renouveler auprès des *municipalités belges* la demande d'une modification du tarif, et, en cas de refus, aviser aux moyens de faire valoir nos droits.

Réclamer, en *Angleterre* et en *Espagne*, par la diplomatie, l'amendement ou l'abrogation de la clause relative aux imitations de *bonne foi*.

Réclamer par voie diplomatique, dans les traités avec la *Russie* et la *Hollande*, l'insertion d'une clause concernant spécialement le droit de représentation.

Appeler instamment l'attention de notre diplomatie sur la résolution de la Diète, en date du 22 avril 1844, qui oblige l'auteur dramatique à ne pas imprimer son œuvre pour ne pas en rester le propriétaire, et qui réduit à néant les conventions passées avec dix-sept États de la *Confédération germanique*, comme elle annulerait toute convention nouvelle à intervenir avec les autres États de la Confédération.

---

(1) Aux termes de l'article 15 du traité passé entre la Commission et M. Dentu, cet éditeur est tenu de remplir ces formalités, — suivant les instructions de l'auteur, c'est-à-dire quand il le chargera de ce soin, — pour les pièces qui font partie de la *Bibliothèque spéciale de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques* (*Annuaire*, tome II, p. 186). Aucun éditeur, d'ailleurs, ne peut se refuser, dans ce cas, à satisfaire aux désirs exprimés à ce sujet par l'auteur.

Réclamer purement et simplement, en *Suisse*, en *Italie* et en *Portugal*, l'exécution des traités.

En dehors des traités, et par dérogation à l'acte fédéral précité ci-dessus, invoquer en *Autriche*, la loi qui consacre le principe de réciprocité, pour en demander l'extension à la représentation des œuvres dramatiques.

En *Suède*, en *Danemark* et en *Grèce*, où nous n'avons également d'autres garanties que celles formulées par la législation nationale, réclamer, comme en *Autriche*, de la justice des gouvernements, l'extension du principe de réciprocité au droit de représentation, qui n'est, en somme, qu'une manifestation particulière de la propriété intellectuelle.

Enfin, établir dans les pays où nous avons dès aujourd'hui des intérêts sérieux à défendre, notamment en *Suisse*, en *Italie* et en *Portugal*, des agents, intéressés, s'il le faut, dans une proportion considérable, à faire reconnaître et triompher nos droits.

Telles sont, Messieurs, les mesures sur lesquelles nous appelons une discussion sérieuse et approfondie. Elles se résument, en définitive, dans l'accomplissement d'office des formalités légales vis-à-vis de la Suisse, de l'Italie et du Portugal ; dans un recours au ministre des affaires étrangères pour les traités avec l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande, la Russie et la Confédération Germanique ; dans un appel direct à l'équité des gouvernements de la Belgique, de l'Autriche, de la Suède, du Danemark et de la Grèce ; enfin dans le rétablissement de nos agents à Turin, à Lisbonne et Genève ; — faisons en sorte que de si graves intérêts ne périssent pas entre nos mains, et qu'un nouveau rapporteur ne soit pas autorisé à dire, en 1874, ce que nous avons dit nous-même, en résumant le rapport de M. Am. Lefebvre, à l'Assemblée générale de 1854, qu'il n'y a de changé dans la situation que quelques agents de moins et quelques traités de plus, et que notre conquête se borne à la reconnaissance d'un principe frappé de stérilité (1).

JULES BARBIER.

---

(1) Voir ci-après, page 476, les divers documents à consulter au sujet de question qui fait l'objet du travail qui précède.

*Documents à consulter* : — (Rapport de M. AM. LEFEBVRE à l'Assemblée générale de 1854. — Lettre du Secrétariat de la Société des Arts, à Londres. — Lettre du Ministre des Affaires étrangères au Ministre du Commerce, relative au traité avec l'Angleterre.) Ces trois pièces aux archives de la Commission.) — *Bulletin des lois*, Collection des Traités internationaux. — ETIENNE BLANC et BEAUNE, *Code général de la Propriété industrielle, littéraire et artistique*. — A. LACAN et PAULMIER, *Traité de la Législation et de la Jurisprudence des Théâtres*. — PATAILLE et HUGUET, *Code international de la propriété littéraire*, etc. — ED. CALMELS, *De la Propriété et de la Contrefaçon des œuvres de l'intelligence*. — J. DELALAIN, *Législation de la Propriété littéraire*. — DALLOZ, *Jurisprudence générale, Répertoire*, aux titres : *Propriété littéraire*. — *Traités internationaux*. — CAPELMANS, *De la Propriété littéraire et artistique en Belgique et en France*. — ED. ROMBERG, *Compte rendu des travaux du Congrès de la Propriété littéraire et artistique*. — ED. LABOULAYE, *Études sur la Propriété littéraire en France et en Angleterre*.

FIN DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER.

## TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME DEUXIÈME DE L'ANNUAIRE

—

**ACTE SOCIAL.** Au sujet du projet de révision des statuts, 9. § Appréciation des dispositions fondamentales de l'acte social, par M. Chaudey, avocat de la Société, 117.

**AIRS.** Les airs adaptés aux couplets d'une pièce de théâtre comportent un droit d'auteur à payer aux compositeurs auxquels ils ont été empruntés, 48. § L'air et les paroles d'un chant populaire ancien vulgarisé appartiennent au domaine public. L'arrangement spécial du texte ou de l'accompagnement musical peut donner un droit de propriété; mais pour donner matière à une action en contrefaçon, il faut que la copie soit identique à l'original approprié, et que le contrefacteur ait précisément reproduit les détails de l'arrangement nouveau, 104.

**ANNONCES.** Il y a contrefaçon dans le fait de disposer une annonce de telle sorte qu'elle puisse amener une confusion préjudiciable aux intérêts d'un tiers, 72. — Voir *Vire*.

**ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** La Commission a décidé qu'il pourrait être vendu en librairie, 12.

**ARRANGEMENTS DE MUSIQUE.** Voir *Consentement des auteurs*.

**ARRANGEMENTS NOUVEAUX.** Voir *Imitations*.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.** Compte rendu de la séance du 3 mai 1870, 1. — Noms des membres présents à cette séance, 2. — Rapport du secrétaire, 3. — Rapport du trésorier, 11. — Allocution du président sortant, 15. § L'assemblée générale aura lieu à l'avenir un mois plus tôt, 3. § Procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1871, 207. — Allocution du président, 209. Rapport du secrétaire, 210. — Rapport du trésorier, 214. — Lettre d'un sociétaire, 216. — Élection de cinq commissaires, 218. § Procès-verbal de la séance du 14 mai 1872, 329. — Rapport du secrétaire, 341. Élection de six commissaires, 349.

**ATTRIBUTIONS MINISTÉRIELLES** en ce qui concerne les théâtres, 170.

**BALLET.** Un pas de danse est, comme toute composition artistique, la propriété de son auteur, 111.

**BANQUE.** Tableaux comparés des droits d'auteur du 1<sup>er</sup> avril 1868 au 31 mars 1870, 44; — du 1<sup>er</sup> avril 1869 au 31 mars 1871, 244; — du 1<sup>er</sup> avril 1870 au 31 mars 1872, 373. § Pièces nouvelles représentées en 1869-1870 sur les théâtres de Belleville, 146; — Grenelle, 147; — la Villette, 147; — Montparnasse, 147; — en 1870-1871, à Montmartre, 306; — en 1871-1872, à Belleville, 401; — la Villette, 402; — Gobelins, 402; — Grenelle, 402; — Passy, 403.

**BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.** Nouvelle invitation aux sociétaires de faire remettre à la bibliothèque deux exemplaires de toute pièce qu'ils font imprimer, 8. § Une somme de 50 francs par mois est allouée au conservateur de la Bibliothèque pour l'entretien de cette dernière, 12. § M. Paul Siraudin est nommé conservateur de la Bibliothèque. Jours où il est visible pour les demandes de livres, 328.

- BIBLIOTHÈQUE SPÉCIALE DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** Voir *Librairie dramatique*.
- BOUGHARDY (Joseph).** Paroles improvisées sur sa tombe par M. Émile Najac, 194.
- BUSTES ET STATUES.** Voir *Monuments*.
- CAFÉS CHANTANTS.** La perception y sera faite par les agents généraux de la Société. Les droits perçus en 1869-1870 ont produit 20,000 fr., 11. Pièces nouvelles représentées pendant l'exercice 1869-1870, 144 à 147. — pendant l'exercice 1870-1871, 305; — pendant l'exercice 1871-1872, 378. || Droits perçus dans les cafés chantants de Paris en 1869-1870, 30; — en 1870-1871, 231; — en 1871-1872, 403. || Pièces représentées en 1870-1871, à l'Eldorado, 305; — aux Folies-d'Athènes, 304; — aux Gaulois, 305.
- CAISSE DE RETRAITE.** Proposition faite par un sociétaire, 217.
- CAISSE SOCIALE.** Recettes et dépenses de l'exercice 1869-1870, 12, 19; — de 1870-1871, 220; — de 1871-1872, 353.
- CENSURE.** Voir *Commission d'examen*.
- CHANSONS.** Voir *Airs*.
- CHAUDEY (Gustave).** Sa lettre aux membres de la commission au sujet des dispositions fondamentales des statuts, 116.
- CHEFS D'ORCHESTRE.** Au sujet de la musique qu'ils composent pour les pièces représentées pendant le cours de leurs fonctions, 109.
- COMMISSION DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** L'exercice 1869-1870 n'a duré que onze mois. || Composition de la commission pour l'exercice 1869-1870 (1, dans le titre); — pour l'exercice 1870-1871, 17, 207 (dans le titre); — 1871-1872, 219, 339 (dans le titre); — 1872-1873, 351. — Élection des commissaires en 1870, 16; — en 1871, 216. en 1872, 350. || Pouvoirs de la commission en matière juridique. exécution de ses traités avec les directeurs de théâtre; son droit de mettre un théâtre en interdit. Son procès avec le directeur des Folies-Dramatiques, 114. — Lettre de M. Chaudey, avocat de la Société, au sujet de ce procès, 116. — Voir *Commission des théâtres*.
- COMMISSION DES THÉÂTRES.** Institution d'une commission des théâtres auprès du ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, 130. — Nomination de M. Alexandre Dumas fils, président de la commission des auteurs et compositeurs dramatiques, comme membre de la commission des théâtres, 432.
- COMMISSION D'EXAMEN.** La commission d'examen des ouvrages dramatiques est et demeure supprimée, 172.
- COMPOSITEURS DRAMATIQUES.** Voir *Airs, Arrangements de musique, Chefs d'orchestre, Concours musicaux, Consentement des auteurs, Grand prix de composition musicale, Legs, Propriété littéraire, Récus, Scribe*.
- COMPTABILITÉ.** Voir *Caisse sociale, Droits d'auteur, Fonds social*.
- CONCOURS MUSICAUX.** Rapport au ministre par le jury chargé de juger les partitions envoyées au concours institué à l'Opéra-Comique pour la mise en musique d'un poème en trois actes de M. H. de Saint-Georges, intitulé *le Florentin*, 174. — Rapport au ministre par le jury chargé de juger les partitions envoyées au concours institué à l'Opéra pour la mise en musique d'un poème en trois actes intitulé : *la Coupe de*

*roi de Thulé*, 176. || Résultat du concours pour le grand prix de composition musicale en 1870, 180; — en 1871, 329; — en 1872, 442. — Composition de la cantate en 1870, mise en musique de cette cantate, 180. || Mise au concours, par la Société des compositeurs de musique, d'un quatuor pour deux violons, alto et basse, 440. || Concours triennal pour une œuvre dramatique lyrique, voir *Fondation Anatole Cressent*.

**CONSENTEMENT DES AUTEURS.** Les auteurs d'airs ou compositeurs de musique ont le droit de s'opposer à ce que leurs airs ou mélodies soient intercalés, sous quelque forme que ce soit, dans des ouvrages dramatiques, sans leur consentement exprès ou tacite, 47. || Un compositeur peut intercaler dans une œuvre lyrique un morceau appartenant à un autre compositeur, mais seulement après en avoir obtenu l'autorisation de l'auteur et en indiquant qu'il est l'œuvre de cet auteur, 74. || Des morceaux de musique ne peuvent être arrangés en quadrilles, en valse, ou recevoir toute autre application, sans l'autorisation de l'auteur primitif, 107. || L'auteur d'une pièce originale peut toujours s'opposer à ce que celle qui en constitue une contrefaçon soit représentée en France sans son consentement, quand même il se serait abstenu de poursuivre l'auteur de la reproduction en langue étrangère, 290.

**CONTREFAÇON.** Voir *Propriété littéraire*.

**DÉCORS.** Pendant l'investissement de Paris, les directeurs de théâtre ont été invités à faire enlever dans un délai de quarante-huit heures les décors qui étaient encore sur la scène, les bandes d'air, les rideaux, le mobilier et tout ce qui pouvait, en cas d'incendie, attiser le feu et le communiquer aux bâtiments voisins, 173.

**DEMI POUR CENT.** Voir *Caisse sociale*.

**DENTU**, libraire-éditeur. Son traité avec la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques, 182.

**DÉPARTEMENTS.** Tableau comparatif des droits d'auteur perçus du 1<sup>er</sup> avril 1868. au 31 mars 1870, 32; — du 1<sup>er</sup> avril 1870 au 31 mars 1871, 233; — du 1<sup>er</sup> avril 1871 au 31 mars 1872, 366. || Listes des pièces représentées pour la première fois sur les théâtres des départements en 1869-1870, 147; — en 1870-1871, 306, — en 1871-1872, 405.

**DISCOURS.** Voir *Nécrologie*.

**DOMAINE PUBLIC.** Il est permis à tout le monde de traduire un livre tombé dans le domaine public, bien qu'il ait déjà été traduit, pourvu que cette traduction ne soit pas une contrefaçon de celles qui auraient pu déjà être faites, 92. || La transformation d'une pièce de l'ancien répertoire en une œuvre lyrique, tout en conservant les personnages, leurs caractères, la situation et l'action, forme une œuvre mixte, dont une part des droits doit être attribuée à l'auteur primitif, 101. — Cette transformation reste la propriété de son auteur, si celui-ci a travaillé d'après des lois et des règles essentiellement différentes de celles où il a été chercher son inspiration, 102. || Diminution progressive des représentations de pièces du domaine public, 12. Voir *Airs*.

**DROITS D'AUTEUR.** Compte rendu du trésorier, 11. — Tableaux comparatifs des droits d'auteur perçus pendant les exercices 1868-1869 et 1869-1870, 21; — 1869-1870 et 1870-71, 223; — 1870-1871 et 1871-1872, 355

§ Le produit en a été sauvegardé par les agents généraux pendant la Commune, 215.

**DUMAS (Alexandre).** Son éloge dans le rapport de M. de Najac, 212. § Projet d'érection d'un monument à Alexandre Dumas. Note adressée à ce sujet aux directeurs de journaux, 330. — Lettre au préfet de la Seine exprimant le vœu que le nom d'Alexandre Dumas soit donné à l'une des voies publiques de la capitale, 332.

**ÉLECTIONS DE COMMISSAIRES.** Voir *Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques*.

**ÉTRANGER.** Difficulté de percevoir des droits sur des pièces jouées dans les pays étrangers, 7. — Invitation aux sociétaires de remplir les formalités de garantie de propriété exigées par les traités internationaux, 7. M. Dentu est tenu de remplir ces formalités pour les pièces dont la publication lui est confiée et lorsqu'il y est invité par l'auteur, 8, 153. § Incident au sujet de la perception des droits d'auteur au théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, 215. § Jurisprudence en ce qui concerne les pièces traduites en langue étrangère, 247. § Tableaux comparatifs des droits d'auteurs perçus pendant les exercices 1868-1869 et 1869-1870, 45; — 1869-1870 et 1870-1871, 245; — 1870-1871 et 1871-1872, 379. § Clause nouvelle introduite dans les traités passés avec les directeurs des théâtres de Paris, au sujet de l'exploitation à l'étranger du répertoire de la Société, 347. — Perception des droits d'auteur des pièces représentées à Londres par les artistes de la Comédie-Française, 347. § Rapport de M. Jules Barbier au sujet des droits des auteurs et compositeurs dramatiques à l'étranger, 455.

**FERMETURE DES THÉÂTRES** pendant l'investissement de Paris, 173

**FONDATION PERPÉTUELLE ANATOLE CRESSENT,** 432. — Avertissement des exécuteurs testamentaires, 433; — Exposé, 433; — Organisation du concours, 434; — Constitution et attribution du jury, 436; Résultat du concours, 437; — Budget du concours, 438; — Résultats généraux de cette fondation, 439.

**FONDS SOCIAL.** Énumération des valeurs de la Société au 10 avril 1870. Chiffre du capital, 20; — au 10 avril 1871, 222; — au 10 avril 1872, 351.

**GRAND PRIX DE COMPOSITION MUSICALE.** Tous les artistes musiciens, français ou naturalisés français, âgés de quinze à trente ans, peuvent concourir aux grands prix de Rome, après avoir réussi dans deux épreuves préalables, 171. Voir *Concours*.

**IMITATION, TRANSFORMATION, REMANIEMENT, ARRANGEMENT DE PIÈCES,** 100.

**INTERDIT (MISE EN).** Voir *Commission*.

**JURISPRUDENCE EN MATIÈRE D'ŒUVRES DRAMATIQUES,** 47. — Propriété littéraire; contrefaçon, 47. — Ce qui constitue la propriété littéraire, 47 — Nom patronymique, Pseudonyme, Surnom, 50. — Titre, annonces, 54. — Sujet, 77. — Traduction, 91. — Imitation, transformation, remaniement, arrangement, 100. — Arrangement de morceaux de musique, 107. — Chefs d'orchestre des théâtres, 109. — Ballet, 111. — Traductions; propriété littéraire en ce qui concerne l'édition, 247; — en ce qui concerne la représentation, 261. — Pièces françaises traduites en libretti étrangers, et jouées en France sous cette nouvelle forme, 270. § Procès de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques contre M. Moreau-Sainti, directeur du théâtre des Folies-Dramatiques, 114.

Liste des ouvrages, noms, pseudonymes, titres qui ont fait l'objet des procès relatés dans ce volume.

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Amiral Tromp (l') et le Prince et la Princesse Colibri</i> [134], 79.<br/> <i>Aveugle (l') et Fanny</i> [138], 86.<br/> <i>Ballo in Maschera</i> [157], 284.<br/> <i>Biographie universelle</i> [130], 73.<br/> <i>Blondin</i> [118], 57.<br/> <i>Bussy (Charles de)</i> [120], 60.<br/> <i>Châlet (le)</i> [153], 274.<br/> <i>Closerie des Genêts (la) et la Poule aux Œufs d'or</i> [114], 48.<br/> <i>Chasseur d'hommes (le) et les Chasseurs d'hommes</i> [123], 62.<br/> <i>Chatte blanche (la)</i> [115], 49, et [116], 50.<br/> <i>Comte d'Essex (le)</i> [120], 72.<br/> <i>Concerts populaires</i> [135], 80.<br/> <i>Cosmopolitana</i> [137], 83.<br/> <i>Croix dans le dos (la), le Petit Faust et les Turcs</i>, 114.<br/> <i>Dictionnaire raisonné de Législation espagnole</i> [126], 65.<br/> <i>Domino noir (le)</i> [153], 274.<br/> <i>Éducation familière (l')</i> [122], 61.<br/> <i>Élisire d'amore (l')</i> [157], 284.<br/> <i>Ernani</i> [155], 282.<br/> <i>Fanny (l'Aveugle et)</i> [138], 86.<br/> <i>Figlia del reggimento (la)</i> [152], 270.<br/> <i>Gazza ladra (la)</i> [151], 268.<br/> <i>Giselle</i> [136], 81.<br/> <i>Globe (le)</i> [125], 64.<br/> <i>Gloriette ou le Marché des Innocents</i> [145], 113.<br/> <i>Goetz de Berlichingen</i> [142], 103.<br/> <i>Grillon</i> [119], 59.<br/> <i>Homme masqué (l')</i> [131], 74.<br/> <i>Lettre au bon Dieu (la)</i> [132], 75.<br/> <i>Lisbeth</i> [148], 260.</p> | <p><i>Lucie de Lamermoor</i> [153], 274.<br/> <i>Lucrèce Borgia</i> [143], 164.<br/> <i>Mon Étoile</i> [139], 89.<br/> <i>Nadar</i> [117], 53.<br/> <i>National de 1869 (le)</i> [124], 63.<br/> <i>Norma (la)</i> [154], 278.<br/> <i>Nouvelles genevoises (les)</i> [150], 206.<br/> <i>Obéron</i> [141], 94.<br/> <i>Oiseaux de proie (les)</i> [127], 66.<br/> <i>Petit Faust (la Croix dans le dos, les Turcs et le)</i> 114.<br/> <i>etite Pologne (la)</i> [128], 70.<br/> <i>ied qui remue (la Ronde du pays de Caux et le)</i> [144], 107.<br/> <i>Poule aux Œufs d'or (la) et la Closerie des Genêts</i> [114], 48.<br/> <i>Prince et la Princesse Colibri (le)</i> [134], 79.<br/> <i>Puritani (l')</i> [154], 278.<br/> <i>Rigoletto</i> [147], 248, et [156], 283.<br/> <i>Ronde du pays de Caux (la) et le Pied qui remue</i> [144], 107.<br/> <i>Sax</i> [121], 60.<br/> <i>Soleil de ma Bretagne (le) et le Soleil d'Afrique qui n'est pas le Soleil de ma Bretagne. — Giselle</i> [136], 81.<br/> <i>Somme théologique (la)</i> [140], 92.<br/> <i>Sonnambula (la)</i> [157], 284.<br/> <i>Tom Pouce</i> [133], 77.<br/> <i>Traviata (la)</i> [147], 248.<br/> <i>Trou des Lapins (le)</i> [116], 50.<br/> <i>Trovatore (il)</i> [147], 248.<br/> <i>Turcs (la Croix dans le dos, le Petit Faust et les),</i> 114.<br/> <i>Vampire (le)</i> [149], 264.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
- LEGS. Décret qui autorise le Secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France à accepter, au nom de cette Académie, le legs à elle fait par Rossini, 172. — Voir *Fondation perpétuelle Anatole Cressent*.
- LIBRAIRIE DRAMATIQUE. Traité de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques avec M. Dentu, libraire-éditeur, 8, 182.
- MONUMENTS, STATUES, BUSTES ET TOMBEAUX. Statue de Ponsard, 182. — Buste d'Alfred de Vigny, 32. — Tombeau de Rossini, 181. — Voir DUMAS (Alexandre).



**MUSIQUE.** Voir *Cafés-Chantants, Concours musicaux, Consentement des auteurs, Grand Prix de composition musicale, Théâtres.*

**NÉCROLOGIE.** Sociétaires morts du 1<sup>er</sup> mai 1869 au 31 mars 1870, 8; — du 1<sup>er</sup> avril 1870 au 31 mars 1871, 211; — du 1<sup>er</sup> avril 1871 au 31 mars 1872, 347. || Discours prononcés, au nom de la Commission des Auteurs dramatiques :

AUBER, par M. Alexandre Dumas fils, 332.

JOSEPH BOUCHARDY, par M. Émile de Najac, 194.

ANICET BOURGEOIS, par M. Alexandre Dumas fils, 446.

ÉDOUARD BRISEBARRE, par M. Raimond Deslandes, 336.

THÉODORE COGNIARD, par M. Ferdinand Dugué, 451.

ALEXANDRE DUMAS, par M. Ferdinand Dugué, 443.

— paroles prononcées par M. Alexandre Dumas fils, 445.

ALBERT GRISAR, par M. de Saint-Georges, 190.

PAUL DE KOCK, par M. Émile de Najac, 450.

LÉON LAYA, par M. Auguste Maquet, 453.

EUGÈNE NYON, par M. Edouard Brisebarre, 193.

**NOM PATRONYMIQUE, PSEUDONYME, SURNOM,** 50.

**OUVRAGES LYRIQUES.** Voir *Poèmes lyriques.*

**POÈMES LYRIQUES.** — Sur les qualités nécessaires pour composer ou traduire des œuvres musicales; ce qui constitue la contrefaçon en ces matières. (Discussion au sujet de la pièce intitulée *Obéron*), 141.

**PONSARD.** Inauguration de sa statue à Vienne (Isère), 182.

**PRIX ET RÉCOMPENSES HONORIFIQUES.** Prix de l'Institut; prix Chartier, 181; — Prix de M<sup>me</sup> Landrieux, 181. || Lauréats de l'Académie française en 1871 et 1872, 441. — Grande médaille décernée à M. Michel Masson, par la Société d'Encouragement au Blen, 442. — Voir *Concours musicaux.*

**PROCS** intenté au directeur du théâtre des Folies-Dramatiques par la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques, 114. Voir *Jurisprudence.*

**PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.** — **CONTREFAÇON.** Ce qui constitue la propriété littéraire, 47. — Elle embrasse tout produit spontané et personnel de l'intelligence, quels qu'en soient la nature, le mérite ou l'étendue, 47. — Constituent un droit de propriété les pièces tirées de romans, les traductions, les arrangements, remaniements ou transformations de pièces du domaine public, les parodies, 49. — Le sujet, le canevas, le titre, le pseudonyme sont une propriété, 50. || Nom patronymique, Pseudonyme, Surnom, 50. || *Titre* : ne peut être revendiqué qu'autant que celui reproduit par le contrefacteur amènerait une confusion dans l'esprit du public et causerait au réclamant un préjudice justifié, 58. — N'est une propriété que s'il s'applique d'une manière privative et exclusive à un ouvrage, s'il a un cachet d'individualité propre, 63. — Cas divers, 64. || *Sujet* : un auteur étant propriétaire de son œuvre, nul n'a le droit de lui faire un emprunt, si minime qu'il soit, sans son consentement, 77. — Résultat de divers procès, 80. || *Traduction* : La traduction d'un livre ou d'une pièce de théâtre écrits dans une langue

étrangère constitue une propriété, et nul ne peut la reproduire textuellement, bien qu'il soit permis à tous de faire de nouvelles traductions des mêmes ouvrages, soit que ces ouvrages appartiennent au domaine public, soit que leurs auteurs en aient donné l'autorisation, 91. — Cas divers, 92. § *Imitation, transformation, remaniement, arrangement*. Cas où il y a contrefaçon dans ce genre de composition, 100. § *Arrangements de morceaux de musique* : Quadrilles, valse, airs de danse, 107. § *Chef d'orchestre des théâtres*; leurs droits sur la musique qu'ils composent pour les pièces représentées au cours de leurs fonctions, 109. § *Ballet* : un pas de danse, comme toute composition artistique, est la propriété de l'auteur chorégraphe, 111. — La traduction littérale du livret d'un ballet n'est pas suffisante pour motiver un droit de propriété littéraire, 113. § *Appréciation de Scribe en matière de propriété littéraire*, d'après laquelle les idées une fois mises en circulation appartiennent à tout le monde quant au fond, la forme seule donnant un droit nouveau de propriété, 87. § *Avis de M. Gastambide en matière de contrefaçon littéraire*. (*Citations au sujet de la pièce intitulée Obéron*), 99. § *Traductions* : 1° En ce qui concerne l'impression : Le décret du 28 mars 1852 ne s'applique pas à la représentation des œuvres dramatiques. — L'impression d'une pièce publiée à l'étranger constitue un délit si le dépôt légal a été fait en France, 247. — Le dépôt tardif est sans effet, 250. — Si le dépôt a été fait en temps opportun, l'œuvre est assimilée à celles qui sont publiées en France, 254. — 2° En ce qui concerne les représentations : Le droit est réglé par les traités internationaux, 261. — Un Français qui fait jouer une pièce en pays étranger conserve ses droits sur cette pièce si elle est jouée ultérieurement en France, 263. — La représentation d'une pièce livre cette pièce à la publicité, 268. § *Pièces françaises traduites en librettis étrangers et jouées en France sous cette nouvelle forme*, 270. — Il y a contrefaçon dans le fait de traduire ou imiter une œuvre dramatique pour l'approprier à un théâtre étranger, 287. — La prescription triennale ne peut être invoquée, 288. — L'auteur d'une pièce originale peut toujours s'opposer à ce que celle qui constitue une contrefaçon soit représentée en France sans son consentement, quand même il se serait abstenu de poursuivre l'auteur de la reproduction en langue étrangère, 290.

PROVINCE. Voir *Départements*.

PSEUDONYME, 50.

RAPPORTS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN 1870 : du secrétaire (M. Cadol), 8; — du trésorier (M. Paul Féval), 11. — Allocution du président sortant (M. de Saint-Georges), 18. § En 1871, du secrétaire (M. de Najac), 210. — du trésorier (M. Jonas), 214; — allocution du président sortant (M. Auguste Maquet), 209. § En 1872, du secrétaire (M. Edouard Cadol), 341. — Suppression du rapport du trésorier, 341.

REMANIEMENT d'une œuvre dramatique du domaine public. Voir *Domaine public, Propriété littéraire*.

ROSSINI. Texte du décret qui autorise l'acceptation de son legs, 172. § Son tombeau au Père La Chaise, 181.

**SOCIÉTAIRES.** Liste des membres de la Société, 150, 308, 408.

**SOCIÉTÉ.** Voir *Acte social*.

**STATUTS DE LA SOCIÉTÉ.** Voir *Acte social*.

**SUJET DE PIÈCES,** 77.

**THÉÂTRES SUBVENTIONNÉS.** — La Commission des auteurs dramatiques est consultée à l'avenir sur les bases des cahiers des charges à imposer aux théâtres subventionnés, 343.

**THÉÂTRES DE LA BANLIEUE, DES DÉPARTEMENTS, DE L'ÉTRANGER.** Voir *Banlieue, Départements, Étranger*.

**THÉÂTRES DE PARIS.** Arrêté du Préfet de police ordonnant la fermeture des Théâtres, 173. — Arrêté du maréchal de France, commandant en chef l'armée de Versailles, contenant des dispositions provisoires au sujet des représentations théâtrales, 173. || Droits d'auteur perçus du 1<sup>er</sup> avril 1868 au 31 mars 1870, 21; — du 1<sup>er</sup> avril 1869 au 31 mars 1871, 223; — du 1<sup>er</sup> avril 1870 au 31 mars 1872, 355. || Pièces représentées du 1<sup>er</sup> mai 1869 au 31 mars 1870, 123; — du 1<sup>er</sup> avril 1870 au 31 mars 1871, 291; — du 1<sup>er</sup> avril 1871 au 31 mars 1872, 391. — Voir *Attributions ministérielles, Décors*.

*Ambigu.* Affaire des états de la petite recette, 344. — Discussion à ce sujet à l'Assemblée générale de 1872, 348. || Droits perçus, 68-70, 26; 69-71, 226; 70-72, 359. || Pièces représentées, 69-70, 134; 69-71, 296; 71-72, 391.

*Athénée (ancien).* Droits perçus, 68-70, 30.

*Athénée (Fantaisies-parisiennes).* Droits perçus, 68-70, 26; 69-71, 229; 70-72, 360. || Pièces représentées, 69-70, 135; 69-71, 301; 71-72, 393.

*Beaumarchais.* Droits perçus, 68-70, 26; 69-71, 229; 70-72, 361. || Pièces représentées, 69-70, 138; 70-71, 299; 71-72, 396.

*Bouffes-Parisiens.* Collaboration du directeur à des pièces jouées sur son théâtre, 346. || Droits perçus, 68-70, 25; 69-71, 227; 70-72, 359. || Pièces représentées, 69-70, 133; 70-71, 297; 71-72, 392.

*Château-d'Eau (Prince-Impérial).* Droits perçus, 68-70, 27; 69-71, 229; 70-72, 360. || Pièces représentées, 69-70, 139; 70-71, 301; 71-72, 392.

*Châtelet.* Droits perçus, 68-70, 24; 69-71, 227; 70-72, 357. || Pièces représentées, 69-70, 130; 70-71, 299; 71-72, 389.

*Cluny.* Droits perçus, 68-70, 26; 69-71, 228; 70-72, 360. || Pièces représentées, 69-70, 136; 70-71, 298; 71-72, 394.

*Déjazet.* Droits perçus, 68-70, 27; 69-71, 229; 70-72, 361. || Pièces représentées, 69-70, 137; 70-71, 302; 71-72, 397.

*Délassements-Comiques (Prince-Eugène).* Droits perçus, 68-70, 28; 69-71, 230; 70-72, 363. || Pièces représentées, 69-70, 142; 70-71, 303.

*École lyrique.* Droits perçus, 68-70, 30. || Pièces représentées, 68-70, 144.

*Fantaisies-Parisiennes.* Voir *Athénée*.

*Folies-Bergère.* Droits perçus, 68-70, 30; 69-71, 231; 70-72, 361. || Pièces représentées, 69-70, 143; 70-71, 304; 71-72, 395.

*Folies-Dramatiques.* Au sujet du procès intenté au directeur de ce théâtre, 7, 13. — Compte rendu de ce procès, 114. || Droits perçus, 68-70, 25; 69-71, 226; 70-72, 358. || Pièces représentées, 69-70, 131; 70-71, 297; 71-72, 390.

- Folies-Marigny*. Droits perçus, 68-70, 28; 69-71, 230; 70-72, 362. || Pièce représentée, 69-70, 140; 70-71, 302; 71-72, 398.
- Folies-Saint-Antoine*. Droits perçus, 68-70, 30; 69-71, 231. || Pièces représentées, 69-70, 145; 70-71, 304; 71-72, 401.
- Français*. Nomination de M. Perrin, comme administrateur général, 329. || Perception des droits d'auteur des pièces représentées à Londres, 347. || Droits perçus, 68-70, 21; 69-71, 223; 70-72, 355. || Pièces représentées, 69-70, 123; 70-71, 291; 71-72, 381.
- Gaité*. Droits perçus, 68-70, 23; 69-71, 224; 70-72, 356. || Pièces représentées, 69-70, 126; 70-71, 292; 71-72, 389.
- Grand-Théâtre Parisien*. Droits perçus en 1871-1872, 367.
- Gymnase*. Droits perçus, 68-70, 23; 69-71, 224; 70-72, 356. || Pièces représentées, 69-70, 127; 70-71, 292; 71-72, 384.
- Italiens*. Droits perçus, 68-70, 30 || Pièces représentées, 68-70, 124.
- Lafayette*. Droits perçus, 68-70, 30. || Pièces représentées, 68-70, 125.
- Lyrique*. Droits perçus, 68-70, 22; 69-71, 227. || Pièces représentées, 69-70, 125; 70-71, 298.
- Menus-Plaisirs*. Droits perçus, 68-70, 28; 69-71, 230; 70-72, 359. || Pièces représentées, 69-70, 141; 70-71, 303; 71-72, 390.
- Molière*. Droits perçus, 68-70, 30.
- Nouveautés*. Droits perçus, 68-70, 29; 69-71, 231. || Pièces représentées, 69-70, 146; 70-71, 305; 71-72, 400.
- Odéon*. Incident au sujet de la réception des pièces, 3. || Droits perçus, 68-70, 22; 69-71, 228; 70-72, 358. || Pièces représentées, 69-70, 125; 70-71, 299; 71-72, 383.
- Opéra*. Au sujet du traité à passer avec le directeur de ce théâtre, 4. || Rapport de la Commission chargée de juger les partitions envoyées au concours institué à ce théâtre pour la mise en musique d'un poème en trois actes, intitulé : *la Coupe du roi de Thulé*, 176. || Nomination de M. Halanzier comme administrateur provisoire, 329. || Traité de la Commission avec la direction de l'Opéra, 343 || Droits perçus, 68-70, 21; 69-71, 228; 70-72, 358. || Pièces représentées, 69-70, 123; 70-71, 292; 71-72, 381.
- Opéra-Comique*. Sur le traité signé en 1870. || Rapport de la Commission chargée de juger les partitions envoyées au concours institué à ce théâtre, pour la mise en musique d'un poème de M. de Saint-Georges, intitulé : *le Florentin*. || Droits perçus, 68-70, 22; 69-71, 224; 70-72, 356. || Pièces représentées, 69-70, 124; 70-71, 291; 71-72, 383.
- Palais-Royal*. Droits perçus, 68-70, 24; 69-71, 225; 70-72, 355. || Pièces représentées, 69-70, 128; 70-71, 293; 71-72, 387.
- Porte-Saint-Martin*. Droits perçus, 68-70, 23; 69-71, 226; 70-72, 363. || Pièces représentées, 69-70, 126; 70-71, 296.
- Saint-Pierre*. Droits perçus, 68-70, 30; 70-71, 231; 70-72, 362. || Pièces représentées, 69-70, 144; 70-71, 305; 71-72, 399.
- Salles Érard, Herz, Sax*. Droits perçus, 68-70, 30.
- Variétés*. Droits perçus, 68-70, 24; 69-71, 225; 70-72, 357. || Pièces représentées, 69-70, 129; 70-71, 294; 71-72, 388.
- Vaudeville*. Droits perçus, 68-70, 25; 69-71, 225, 70-72, 357. || Pièces représentées, 69-70, 131; 70-71, 294; 71-72, 385.

SCRIBE. Son opinion en matière de propriété littéraire, 87, et particulièrement en ce qui concerne les vers ou coupes de vers des libretti d'opéra, 12.

TITRE. — ANNONCES, 54.

TOMBREAUX. Voir *Monuments*.

TRADUCTIONS. Voir *Jurisprudence, Propriété littéraire*.

TRAITÉS AVEC LES ENTREPRISES THÉÂTRALES. Procès de la Commission des Auteurs et Compositeurs dramatiques avec le directeur du théâtre des Folies-Dramatiques au sujet d'infractions au traité par ce dernier, 11.  
[ Clauses nouvelles intercalées dans ces traités, voir *Étranger*.

TRAITÉ AVEC M. DENTU, libraire-éditeur, 182.

TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE EN MATIÈRE DE THÉÂTRE. M. Dentu est tenu de remplir, aux frais de l'auteur qui lui aura confié la publication de sa pièce, et suivant ses instructions, les formalités légales près des divers États qui ont ou qui auront conclu des conventions avec la France pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, 8, 186. [ Application de la Convention franco-bavaroise du 24 mars 1865, pour l'Allemagne et l'Alsace-Lorraine, 329. [ Rapport de M. Jules Barbier, lu et adopté en séance, en janvier 1865, 455. — Voir *Propriété littéraire*.

TRANSFORMATION DE PIÈCES. Voir *Propriété littéraire*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

DU TOME DEUXIÈME.











AUG 17 1942

